



La dimension externe de l'action éducative : vers une politique intégrée de l'Union européenne

Deborah Monsch

► To cite this version:

Deborah Monsch. La dimension externe de l'action éducative : vers une politique intégrée de l'Union européenne. Droit. Université Nice Sophia Antipolis, 2015. Français. NNT : 2015NICE0017 . tel-01249602

HAL Id: tel-01249602

<https://theses.hal.science/tel-01249602>

Submitted on 4 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ NICE SOPHIA ANTIPOLIS
FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES

Centre d'Excellence Jean Monnet

ECOLE DOCTORALE DROIT,
SCIENCES POLITIQUES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION ED 513

CENTRE D'ÉTUDES DU DROIT DES
ORGANISATIONS EUROPÉENNES
(CEDORE), EA 2139
INSTITUT DU DROIT DE LA PAIX
ET DU DÉVELOPPEMENT

LA DIMENSION EXTERNE DE L'ACTION ÉDUCATIVE
Vers une politique intégrée de l'Union européenne

Thèse pour le doctorat de l'Université Nice Sophia Antipolis mention « DROIT PUBLIC »

Présentée et soutenue publiquement le vendredi 26 juin 2015 par

Déborah MONSCH

JURY

Josiane AUVRET FINCK, Directrice de thèse

Professeur à l'Université Nice Sophia Antipolis, Chaire européenne Jean Monnet

Marianne DONY, Rapporteur

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, Chaire européenne Jean Monnet

Christine FERRARI-BREEUR, Rapporteur

Maître de Conférences (HDR) à l'Université Jean Moulin Lyon III

Jean Christophe MARTIN

Professeur à l'Université Nice Sophia Antipolis, Vice-président de l'Université délégué aux relations internationales

Jacques PERTEK

Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon III

SOMMAIRE

PARTIE I - UNE ACTION EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE CARACTÉRISÉE PAR L'INTRICATION DES COMPÉTENCES DE L'UE

TITRE I - L'INTRICATION DES COMPÉTENCES, CARACTÉRISTIQUE DU VOLET EXTERNE DE L'ÉDUCATION

Chapitre Ier - Multiplicité des fondements originels externes en matière éducative, facteur d'enchevêtrement de compétences

Chapitre II - Consécration et mise en œuvre de la compétence externe en matière éducative : bilan d'application et perspectives d'évolution

TITRE II - L'INTRICATION DES OBJECTIFS LIÉE À L'INTERACTION MATÉRIELLE DES DOMAINES DE COMPÉTENCE DE L'UE

Chapitre I - Le volet éducatif dans le cadre des politiques extérieures de l'UE

Chapitre II - Le volet éducatif dans le cadre du volet externe des politiques internes de l'UE

PARTIE II - UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE ÉDIFIÉE PAR L'IMBRICATION STRATÉGIQUE DES INSTRUMENTS ET OBJECTIFS

TITRE I - L'IMBRICATION DES MOYENS STRUCTURELS ET FONCTIONNELS, FONDEMENT D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE DE L'UE

Chapitre Ier - La visualisation de la mosaïque éducative par l'interaction des moyens

Chapitre II - La structuration de l'édifice éducatif de l'UE par l'interactivité des acteurs publics et privés

TITRE II - L'IMBRICATION DES OBJECTIFS, FACTEUR D'INTÉGRATION DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE

Chapitre Ier – Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive...et la plus solidaire

Chapitre II – Participer à la réalisation de l'objectif mondial d'éducation pour tous...dans une perspective compétitive

CONTENTS

PART ONE– EXTERNAL EDUCATION MEASURES MARKED BY THE LINKAGE BETWEEN THE EU’S POWERS

TITLE I – THE NEED TO COMBINE POWERS: THE BASIS OF THE EU’S EXTERNAL POWERS IN THE FIELD OF EDUCATION

Chapter I –The multiple foundations of the EU’s external powers: one reason to combine powers

Chapter II - Incorporation and implementation of the EU’s external powers in the field of education: enforcement and outlook

TITLE II – THE NEED TO COMBINE THE EU’S GOALS, A FACTOR FOR INCORPORATING THE EDUCATIONAL COMPONENT INTO EU POLICIES

Chapter I – The educational component in the EU’s external policies

Chapter II – The educational component in the external aspects of the EU’s internal policies

PART TWO– AN EU EXTERNAL EDUCATION POLICY FOUNDED ON A STRATEGIC COMBINATION OF EU INSTRUMENTS AND GOALS

TITLE I – THE NEED TO COMBINE STRUCTURAL AND FUNCTIONAL RESOURCES, THE BASIS OF AN EU EXTERNAL EDUCATION POLICY

Chapter I – Visualizing the educational mosaic through the interaction of resources

Chapter II – Basing the EU educational set-up on interaction between public and private stakeholders

TITLE II – THE NATURAL COMBINING OF OBJECTIVES, AN INTEGRATING FORCE FOR EU EXTERNAL EDUCATION POLICY

Chapter I – Becoming the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world...and the most cohesive

Chapter II – Helping to achieve the goal worldwide of “Education for All”....with a competitive approach

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABG	Aide Budgétaire Générale
ABS	Aide Budgétaire Sectorielle
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ACA	Academic Cooperation Association
ADD	Addendum
ADEA	Association pour le Développement de l'Education en Afrique
AELE	Association Européenne de Libre Echange
Aff.	Affaire
AGCS	Accord Général sur le Commerce et les Services
AGTP	Programme de formation à l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique
AIT	Asean Institute of Technology
Al.	Alinéa
AL	Autorité locale
ALFA	América Latina Formação Académica
AN	Agence nationale
ANE	Acteur non étatique
AELE	Association Européenne de Libre Echange
APC	Accord de Partenariat et de Coopération
APD	Aide Publique au Développement
APP	Assemblée Parlementaire Paritaire
ARPEGE	Programme Régional à la Promotion d'une Education pour la Gestion de l'Environnement
art.	Article
ASA	Accord de Stabilisation et d'Association
ASEAN	Association des Nations du Sud Est et de l'Asie
ASEM	Asia Europe Meeting
AVC	Procédure de l'avis conforme
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BM	Banque Mondiale
BTWC	Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines
Bull. CE	Bulletin des Communautés européennes
Bull. UE	Bulletin de l'Union européenne
C-	Affaire soumise à la Cour de Justice de l'Union européenne
c/	contre
CAD	Comité d'Aide au Développement
CARDS	Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation
CCI	Communauté de la Connaissance et de l'Innovation
CDE	Cahier de droit européen
CdR	Comité des Régions
CE	Communauté Européenne
CEC	Cadre européen des certifications
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEDEFOP	Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDH	Convention Européenne des Droits de l'Homme
CEE	Communauté Economique Européenne
CEEA	Communauté Economique de l'Energie Atomique
CEPES	Centre Européen pour l'Enseignement Supérieur

CESE	Comité Economique et Social Européen
CIEP	Centre International d'Etudes Pédagogiques
CITE	Classification Internationale Type de l'Education
CJCE	Cour de Justice des Communautés Européennes
CJUE	Cour de Justice de l'Union Européenne
CNC	Cadres nationaux de certification
CNS	Procédure de consultation
COD	Procédure de codécision
CMLR	Common Market Law Review
COM	Communication de la Commission européenne
COMETT	Community programme for Education and Training in Technology
CONCORD	Confédération Européenne des ONG d'Urgence et de Développement
COR	Corrigendum
CORDIS	Community Research and Development Information Service (service de l'UE d'information sur la recherche et le développement)
DIF	Donor Indicative Framework
DG	Direction Générale de la Commission européenne
DG EAC	Direction Générale Education et Culture
DG DEVCO	Direction Générale de Développement et de Coopération
DG ECHO	Direction Générale Aide humanitaire et Protection civile
DG RECHERCHE	Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation
DG RELEX	Direction Générale Relations Extérieures
DOC.	Document
DSR	Document de stratégie régionale
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
éd.	Edition
EACEA	Agence exécutive Education, Audiovisuel et Culture
ECTS	European Credit Transfer System (système européen de transfert et d'accumulation des crédits)
ECVET	European Credit system for Vocational Education and Training (système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnelle)
EDCTP	Partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques
EDCTP –EEIG	Groupe européen d'intérêt économique du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques
EDD	Education au Développement Durable
EEE	Espace Economique Européen
EEER	Espace Européen d'Enseignement et de Recherche
EEES	Espace Européen d'Enseignement Supérieur
EER	Espace Européen de Recherche
EFTLV	Education et Formation Tout au Long de la Vie
EFP	Enseignement et Formation Professionnels
EIT	European Institute of Technology (Institut Européen d'Innovation et de Technologie)
ELSJ	Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice
ENIC	European Network of Information Centre in the European Region
ENOP	Réseau Européen des Fondations Politiques
ENQA	Association Européenne pour l'Assurance de la Qualité de l'Enseignement Supérieur
EPT	Education Pour Tous
EPPE	Indice relatif à l'Education et à la Protection de la Petite Enfance
EPU	Education Primaire Universelle
ETF	European Training Fondation

EULAC	Association des Universités de l'Amérique Latine et des Caraïbes
Eur lex	moteur de recherche du site Europa
EURASHE	European Association of Institutions in Higher Education
EURATOM	Communauté européenne de l'énergie atomique
EURONEST	Assemblée Parlementaire Paritaire entre l'UE et ses partenaires d'Europe Orientale
EUROSTAT	Office Statistique de l'Union européenne
EVS	Indicateur d'Espérance de Vie Scolaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Fasc.	Fascicule
FC	Fonds catalytique
FDPE	Fonds de Développement de Programmes d'Education
FED	Fonds Européen de Développement
FEF	Fondation Européenne pour la Formation
FEM	Fonds d'ajustement à la mondialisation
FTI	Fast Track Initiative
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GATS	General Agreement on Trade in Services
GPE	Global Partnership for Education (Partenariat Mondial pour l'Education)
HRDN	Réseau informel des ONG européennes pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IAP	Instrument d'Aide à la Préadhésion
Ibid.	Ibidem
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICI	Instrument de Coopération avec les Pays Industrialisés et les territoires à revenu élevé
IDE	Indice du Développement de l'Education pour tous
IDH	Indice de Développement Humain
IEDDH	Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IE	Internationale de l'Education
IEG	indice de l'EPT relatif au Genre
IEM	Programme de l'UNESCO sur les Indicateurs de l'Education dans le Monde
IET	Institut européen de technologie
IEV	Instrument Européen de Voisinage
IEVP	Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat
IITA	Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide
IMOA	Initiative de Mise en Œuvre Accélérée (de l'EPT)
INEE	Inter-Agency Network for Education in Emergencies
Infra	ci-dessous
IP	Communiqué de presse UE
IPi	Instrument financier de coopération avec les Pays Industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé
IPED	Institut panafricain de l'éducation pour le développement
IPS	Indice de Parité entre les Sexes
ISBN	International Standard Book Number
ISO	International Standard Organization (Organisation internationale de normalisation)
ISSN	International Standard Serial Number
ISU	Institut de l'UNESCO pour les Statistiques
JAI	Justice et Affaires Intérieures
JCP	Jurisclasseur périodique
JDP	Projet de diplôme conjoint
JMP	Projet conjoint de mobilité

JO	Journal officiel
JOCE	Journal Officiel des Communautés Européennes
JOUE	Journal Officiel de l'Union européenne
LGDJ	Librairie Générale de Droit et de la Jurisprudence
LMD	Système Licence Master Doctorat
MEDA	Mesures d'accompagnement aux réformes des structures économiques et sociales dans les pays méditerranéens
n°	numéro
NARIC	National Academic Recognition Information Centre in the European Union
NORRAG	Réseau d'études et de recherche sur les politiques d'éducation et de formation
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
obs.	observation
OI	Organisations Internationales
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OLAF	Organisation de Lutte Anti-Fraude
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPOCE	Office des Publications Officielles des Communautés européennes
OPUE	Office des Publications de l'Union Européenne
op.cit.	opus citatum
OSC	Organisation de la société civile
OPCE	Office de Publication des Communautés Européennes
OPUE	Office de Publication de l'Union Européenne
p.	page
PAP	Politique d'Aide à la Préadhésion
PCD	Politique de coopération au développement
PECO	Pays d'Europe Centrale et Orientale
PED	Pays En Développement
PESC	Politique Etrangère et de Sécurité Commune
PEV	Politique Européenne de Voisinage
PIN	Programme Indicatif National
PIR	Programme Indicatif Régional
PMA	Pays les Moins Avancés
PME	Partenariat Mondial pour l'Education
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
préc.	précité
Préf.	Préface
PTOM	Pays et Territoires d'Outre-Mer
PUF	Presses universitaires de France
RCADI	Recueil des Cours de l'Académie du Droit International
RDC	République Démocratique du Congo
RDP	Revue de Droit Public
Rec.	Recueil de jurisprudence
REV	Révision
RMUE	Revue du Marché Unique Européen
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
RTDE	Revue Trimestrielle de Droit Européen

s.	suivants
SDD	Stratégie de Développement Durable
SEAE	Service Européen d'Action Extérieure
Spéc.	Spécial
SEC	Documents de travail de la Commission européenne
Somm.	Sommaire
SSE	Système Statistique Européen
suppl.	supplément
Supra	ci-dessus
SYN	procédure de coopération
TACIS	Technical Assistance for the Community of Independent States
TCE	Traité instituant la Communauté Européenne
TCEE	Traité instituant la Communauté Economique Européenne
TEMPUS	Trans European Mobility Programme for University Students
TFUE	Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TNS	Taux Net de Scolarisation primaire
TUE	Traité sur l'Union Européenne
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture
UNICE	Union des Confédérations des Employeurs et des Industrie d'Europe
UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
UNIFEM	Fonds des Nations Unies pour la Femme
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine au Proche Orient
USNEI/US ENIC	Réseau Américain pour l'Education et l'Information
v.	voir
vol.	volume

Introduction

*« Dans une économie de la connaissance,
où le savoir s'achète et se vend parfois à prix d'or,
où il meurt et naît sans crier gare,
nous sommes bien souvent des ignorants qui s'ignorent.
C'est la confrontation au Monde, aux autres, qui nous fait découvrir l'obsolescence ou la
volatilité de notre savoir et de nos savoir-faire. »¹*

1. L'éducation est la substance même d'une société, « un trésor est caché dedans »². Défini étymologiquement comme le développement des facultés morales, physiques et intellectuelles³, le concept d'éducation englobe l'acquisition de connaissances académiques par l'enseignement⁴ ou l'instruction⁵, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, ainsi que la diffusion et l'exploitation de ces connaissances dans le cadre de la recherche et de la formation professionnelle. Il inclut également l'apprentissage de la vie, que l'on qualifie d'éducation informelle et non formelle⁶, fondé sur la transmission de valeurs morales et sociales, tels que l'éducation à la démocratie, à la citoyenneté et à la santé dans le cadre d'activités parascolaires. De par sa définition large, l'éducation est donc une notion multidimensionnelle liée, d'une part, à l'acquisition des bases intellectuelles et émotionnelles permettant à l'individu « de développer son système de valeurs et d'attitudes »⁷, d'autre part, au fait de « devenir de bons citoyens et de bons professionnels »⁸, par l'apprentissage et le développement personnel tout au long de la vie.

¹ A.RENAUD COULON « Université d'entreprise : vers une mondialisation de l'intelligence » Ed. 'village mondial/Pearson education France', Paris, 2002, Isbn 2-84211-189-3, (208p)

² J. DELORS « L'éducation, un trésor est caché dedans », Rapport de l'Unesco de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXIème siècle, collection « L'éducation en devenir », 2^{ème} édition, 1999, Isbn 978-92-3-20351-8, 288p

³ Etymologie : élever, former, développer les facultés morales, physiques, intellectuelles

⁴ Etymologie : signaler, transmettre un savoir

⁵ Etymologie : construire par l'acquisition de connaissance

⁶ Si les activités éducatives sont structurées dans le cadre du système scolaire et universitaire, qu'il y a une reconnaissance officielle d'acquis par l'obtention d'un titre ou d'un diplôme et qu'il y a une 'intentionnalité éducative' clairement annoncée, il s'agit d'éducation formelle. Si une activité remplit seulement le troisième critère, à savoir, une 'intentionnalité éducative' il s'agit d'éducation non formelle. Si le troisième critère n'est pas posé a priori on est dans une situation d'éducation informelle, c'est-à-dire l'apprentissage lié à l'expérience quotidienne. Symposium du Conseil de l'Europe sur l'éducation non formelle du 13 au 18 octobre 2000 Strasbourg

⁷ Recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe 1501 (2001) « Responsabilité des parents et des enseignants dans l'éducation des enfants »

⁸ Ibid.

2. Le service d'éducation, relevant de la compétence régalienne de l'Etat, est de par ses enjeux un secteur stratégique d'intervention, d'une part, en tant que vecteur des valeurs identitaires fondatrices d'une société, d'autre part, en tant qu'instrument d'intégration de l'individu dans un ensemble social par rapport auquel il s'identifie et se construit. Indispensable à l'épanouissement de l'individu, l'accès à l'éducation conditionne la cohésion sociale et le développement économique d'une société donnée et est, de ce fait, consacré comme un droit fondamental internationalement reconnu et protégé. L'Etat est le premier garant de ce droit. Il doit en assurer l'usage par son engagement politique et financier. Le service d'éducation étant par principe un service social de base à but non lucratif, dont la finalité essentielle vise à satisfaire l'intérêt général, les Etats ont hélas souvent relégué au second plan leur intervention dans ce domaine au profit d'autres secteurs, pour lesquels les dépenses permettent un retour sur investissement à court terme.

3. L'économie mondialisée de la connaissance et la libéralisation des services ont cependant fait évoluer la perception étatique du service d'éducation en développant le concept d'investissement dans le capital humain⁹. Les vertus de ce dernier sont historiquement reconnues, comme l'illustre le proverbe chinois Ghanzi selon lequel « Si tu veux une année de prospérité, cultive du riz. Si tu veux dix années de prospérité, cultive des arbres. Si tu veux cent ans de prospérité, éduque des hommes »¹⁰. Besoin essentiel placé au centre des politiques de développement humain, l'éducation est, de ce fait, reconnue comme un moyen inégalable de promotion des droits de l'Homme, de la paix sociale et de compréhension mutuelle des différences fondée sur la préservation des spécificités culturelles, ethniques et religieuses, mais également revalorisée comme un facteur déterminant de la croissance économique et un instrument essentiel de maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

4. Conscients que l'éducation constitue une force fondamentale de croissance économique et de développement social, les Etats membres de l'Union européenne ont, dès le Préambule du Traité instituant la Communauté Européenne (TCE), exprimé leur volonté de promouvoir ensemble le « développement du niveau de connaissance le plus élevé possible pour leurs peuples par un large accès à l'éducation et par la mise à jour permanente des connaissances »¹¹

⁹ Selon les travaux de l'OCDE, l'investissement en capital humain doit également être axé sur l'enseignement et la formation post obligatoire, in Perspectives économiques de l'OCDE Economie vol. 2001/2 n°70 décembre p183-204

¹⁰ Proverbe chinois Ghanzi environ 645 avant J.C

¹¹ Préambule TCE

afin de contribuer à « l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples »¹². L'éducation doit posséder, selon les termes du Préambule, trois caractéristiques : la qualité, l'accessibilité et l'adaptabilité, ce qui relève d'un véritable défi dans le contexte actuel. Face au développement rapide des nouvelles technologies de l'innovation et de la communication (NTIC) et aux besoins en compétences sans cesse renouvelés d'un marché de l'emploi mondial soumis à de profondes mutations, les Etats doivent faire preuve d'une grande réactivité pour garantir une offre éducative et formative accessible à tous et répondant aux attentes sociales en termes de qualité et d'adaptabilité. Pour tendre vers une offre éducative remplissant ces trois critères, les Etats doivent impérativement procéder à l'évaluation régulière de leurs systèmes d'enseignement et de formation afin de cerner les éléments à réformer ou à consolider. Ce processus repose nécessairement sur la comparaison, c'est-à-dire que l'Etat doit s'ouvrir sur le Monde afin de prendre conscience de la qualité relative de son système d'éducation et des bonnes pratiques à promouvoir dans une perspective d'amélioration continue.

5. Afin de mutualiser leurs efforts, les Etats européens ont décidé d'entreprendre une réforme de leurs systèmes d'enseignement et de formation dans le cadre d'un processus commun de coopération visant, d'une part, à harmoniser leurs structures d'enseignement au sein d'un espace européen d'enseignement supérieur (EEES) et, d'autre part, à élaborer des instruments communs d'assurance qualité afin de renforcer l'attractivité de leurs systèmes d'enseignement et de formation. Suite à la Déclaration de la Sorbonne du 25 mai 1998¹³, adoptée par les ministres en charge de l'enseignement supérieur en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni, afin d'impulser la construction de l'Europe du savoir, la Déclaration conjointe des ministres européens de l'éducation adoptée à Bologne le 19 juin 1999¹⁴ constitue le fondement de ce processus de coopération réunissant aujourd'hui 47 Etats. Dans ce contexte, l'UE a, de par sa valeur ajoutée, servi de cadre aux échanges étatiques et au développement de la comparabilité des systèmes d'éducation et de formation des Etats participant au processus de Bologne. La construction et le développement de l'EEES font ainsi partie intégrante des objectifs poursuivis dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne¹⁵ définie par l'UE, à l'occasion du Conseil européen des 23 et 24 mars 2000, visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, et de l'actuelle Stratégie 'Europe 2020' ayant

¹² Ibid.

¹³ http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/documents/MDC/SORBONNE_DECLARATION1.pdf

¹⁴ http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/documents/MDC/BOLOGNA_DECLARATION1.pdf

¹⁵ Voir MARTIN (L) « La Stratégie de Lisbonne et l'économie de l'éducation : vers l'émergence d'un cadre juridique des services de l'éducation », thèse 2010, publiée en 2011, éditions Larcier (316p)

pour but de promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive, notamment « en portant à 40% au moins d'ici à 2020 la proportion de jeunes ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent »¹⁶.

6. L'élaboration, au niveau de l'UE, de lignes directrices, de programmes d'actions et d'indicateurs communs d'évaluation et d'amélioration de la performance des systèmes éducatifs européens, ont démontré la valeur ajoutée de l'UE dans la gestion d'un grand défi sociétal, dépassant les capacités nationales. C'est notamment par sa politique de coopération au développement, dans le cadre de laquelle le programme d'éducation pour tous occupe une place essentielle, par sa politique commerciale commune dans le cadre de laquelle la libéralisation du service d'éducation est un enjeu majeur, et par sa politique étrangère à laquelle les programmes éducatifs et de sensibilisation confèrent une dimension sociale respectueuse des valeurs européennes, que l'UE a affirmé son identité et sa spécificité sur la scène internationale (Section 1).

7. L'internationalisation des enjeux éducatifs a en effet impliqué l'intervention grandissante de l'UE dans un secteur relevant par principe de la compétence principale des Etats membres ; ce qui soulève l'interrogation quant aux contours réels du champ de compétence de l'UE en matière éducative, au-delà de la compétence d'appui prévue par le Traité. Cette valeur ajoutée de l'UE dans ce domaine ne devrait-elle pas se traduire par la reconnaissance d'une politique extérieure éducative de l'UE intégrée et intégrative ? (Section 2)

8. L'entrée en vigueur du Traité modificatif de Lisbonne est l'occasion de faire un bilan des travaux réalisés par la CE en matière éducative dans le cadre de ses relations extérieures depuis 1957, afin de cerner les attentes placées dans l'action actuelle de l'UE dans ce secteur en pleine mutation. Une analyse diachronique et substantielle des actes adoptés en matière éducative visera à démontrer l'importance de l'éducation dans le cadre des relations extérieures de l'UE, ainsi que la nécessité d'ajuster la compétence de l'UE en matière éducative pour garantir, d'une part, une cohérence entre le droit de l'UE et la pratique institutionnelle, et limiter, d'autre part, les risques d'insécurité juridique.

¹⁶ Conclusions du Conseil sur la dimension mondiale dans l'enseignement supérieur européen, JO C28 du 31 janvier 2014, p2-5

Section 1/ La valeur ajoutée de l'UE en matière d'éducation : la gestion d'un grand défi sociétal dépassant les capacités nationales

9. L'amélioration de la qualité, de l'accessibilité et de l'adaptabilité des services d'éducation est une problématique d'envergure internationale faisant l'objet d'études et d'actions engagées au sein des organisations internationales, telles que l'UNESCO ou le Conseil de l'Europe. La valeur universelle du droit à l'éducation et le potentiel économique lié au renforcement de la performance des systèmes d'éducation et de formation professionnelle justifient l'internationalisation d'une question éducative profondément attachée à la gestion administrative interne, propre à chaque Etat (Paragraphe 1).

10. Dans ce contexte, l'UE a servi de cadre aux échanges dans le secteur éducatif, afin de promouvoir les bonnes pratiques, de conclure des accords internationaux qui favorisent la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs, et d'élaborer des outils communs en matière de comparabilité des diplômes, certificats et périodes d'études. Présentant des aspects transnationaux plus difficilement gérables au seul niveau étatique, l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif s'est progressivement développée, sur le fondement d'une compétence d'appui définie par le droit originaire (Paragraphe 2).

Paragraphe 1 – L'internationalisation de la question éducative

11. « Il n'y a pas de domaine politique plus national que l'école et le système éducatif d'un pays...mais en même temps ce n'est pas exagérer que de dire qu'il y a peu de domaines qui soient aussi sujets que l'éducation à une internationalisation rapide »¹⁷. Liée au caractère universel du droit à l'éducation¹⁸, l'internationalisation de la question éducative est

¹⁷ EIKEM (O), sous-secrétaire d'Etat pour l'éducation au ministère de l'éducation et des affaires culturelles de Suède – conférence de l'OCDE sur « les coopération en éducation dans la région Asie Pacifique » - référence in article de WAGNER (A) « La conception de la coopération et l'OCDE : pays d'Europe centrale et orientale et pays non européens » in ouvrage collectif de l'Association française d'éducation comparée « Les nouvelles formes de coopération internationale en éducation : l'exemple européen et les perspectives mondiales », Education comparée, n° 47, avril 1994 (151p)

¹⁸ Voir notamment l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 « 1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. 2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les Nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. 3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants » ; article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant « les Etats parties...rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous » ; Article 28 de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant 20 novembre 1989 « 1. Les Etats parties reconnaissent

inélucltable. De nombreux défis communs aux Etats, tels que l'accessibilité du service d'éducation, sont développées au sein des enceintes internationales telles que l'UNESCO, dans la mesure où tous les pays sont confrontés soit au fléau de l'analphabétisme touchant particulièrement les filles et les femmes, surtout, dans les milieux ruraux, soit à un décrochage scolaire préoccupant. De manière générale, les budgets nationaux alloués à l'éducation diminuent considérablement au profit d'autres secteurs et la répartition des budgets nationaux est de plus inéquitable, favorisant généralement l'enseignement supérieur au détriment du niveau primaire. Cette situation a justifié la mise en place d'une action mondiale pour l'éducation primaire pour tous, dont l'efficacité a conduit les Etats à en étendre l'objectif en faveur d'une éducation pour tous tout au long de la vie. Outre le combat pour l'accessibilité à l'éducation, il faut également améliorer sa qualité par la formation des enseignants, qui doivent être plus nombreux et mieux 'armés' face aux besoins éducatifs, et par la fourniture de matériels scolaires suffisants et innovants. Revalorisée au rang de secteur prioritaire par la Communauté internationale depuis le Sommet du Millénaire pour le développement du 6 au 8 septembre 2000, l'éducation est reconnue comme un instrument stratégique de réduction de la pauvreté, de croissance économique et de développement durable. Dans ce contexte, l'UE participe activement au développement de la coopération internationale en matière éducative, que ce soit par sa participation aux travaux des instances internationales ou par la conclusion d'accords internationaux. Elle contribue ainsi à la promotion du droit à l'éducation, qui fait l'objet d'une protection particulière en droit de l'UE¹⁹, comme en témoigne l'article 14 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE²⁰.

le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances : a) Ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous; b) Ils encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel, les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant, et prennent des mesures appropriées, telles que l'instauration de la gratuité de l'enseignement et l'offre d'une aide financière en cas de besoin; c) Ils assurent à tous l'accès à l'enseignement supérieur, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés; d) Ils rendent ouvertes et accessibles à tout enfant l'information et l'orientation scolaires et professionnelles; e) Ils prennent des mesures pour encourager la régularité de la fréquentation scolaire et la réduction des taux d'abandon scolaire. 2. Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et conformément à la présente Convention. 3. Les Etats parties favorisent et encouragent la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, en vue notamment de contribuer à éliminer l'ignorance et l'analphabétisme dans le monde et de faciliter l'accès aux connaissances scientifiques et techniques et aux méthodes d'enseignement modernes. A cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

¹⁹ Voir notamment GORI (G.) « Towards an EU Right to education », thèse publiée, Kluwer Law International, 2001, ISBN 90 411 16702 (448p)

²⁰ Article 14 Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne 'Droit à l'éducation' « 1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue. 2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire. 3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs

12. L'internationalisation de la question éducative est également liée à l'émergence d'une nouvelle phase économique mondiale, depuis les années 90, qualifiée d'« économie de la connaissance » et basée sur un nouveau mode de capitalisme. Face au développement rapide de nouvelles formes de connaissances relatives à l'évolution du secteur tertiaire et à l'essor des NTIC, rendant vite obsolètes les savoirs et les savoir-faire et imposant une mise à jour rapide et efficace de ceux-ci, l'économie de la connaissance implique la mise en place de pôles de compétitivité nécessaires à la gestion des nouveaux défis de la mondialisation. Le système actuel de concurrence globalisé se caractérise en effet par la lutte pour l'accès aux marchés, l'internationalisation des marchés financiers s'accompagnant d'une fragilisation des acquis sociaux, ce qui a accentué la fuite des cerveaux, les migrations, la confrontation à la diversité culturelle et la nécessité de développer le multilinguisme. Afin d'endiguer la fuite des cerveaux et de maintenir leurs croissances, les Etats sont confrontés à la nécessité de réformer en profondeur leurs systèmes d'enseignement et de formation. Un nouveau regard est donc posé sur la notion d'« éducation » dans ce nouveau contexte économique, dans la mesure où elle participe explicitement à la compétitivité internationale d'un pays et ne peut plus être considérée seulement comme relevant des affaires intérieures d'un Etat.

13. Pour faire face, les Etats ont intensifié leur coopération en matière éducative afin d'adapter leurs systèmes éducatifs, formatifs et de recherches au nouvel environnement économique mondial, fondé sur une demande éducative accrue et différente et une mobilité croissante des étudiants, enseignants, chercheurs et travailleurs. De nouveaux concepts, tels que l'éducation transnationale²¹, ont émergé afin de prendre en compte le développement croissant des partenariats entre les acteurs publics et privés du monde de l'enseignement et de la formation. Dans ce cadre, la lutte contre les obstacles à la mobilité transnationale en matière éducative²² s'est imposée comme une nouvelle priorité des relations extérieures étatiques, partant du constat que la mobilité internationale étudiante ne cesse d'augmenter. Selon les estimations, « en 2012, au moins quatre millions d'étudiants sont partis à l'étranger

enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice. »

²¹ L'éducation transnationale se définit comme « tout type de programme d'études universitaires, ou des ensembles de cycles d'études ou de services d'éducation (y compris l'enseignement à distance) dans lesquels les apprenants sont situés dans un pays différent de celui où se trouve l'institution diplômante. Ces programmes peuvent dépendre d'un système d'éducation d'un Etat différent de l'Etat où ils fonctionnent, ou peuvent fonctionner indépendamment de tout système national d'éducation. » in Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational adopté lors de la deuxième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, Riga 6 juin 2001, DGIV/EDU/HE (2002)8

²² Commission européenne « Education, formation, recherche : les obstacles à la mobilité transnationale » Livre vert – document établi sur la base de la COM(96)462 – Bull. UE suppl. 5/96

pour étudier, contre deux millions en 2000, soit 1,8% de l'ensemble des effectifs dans le supérieur »²³. Dans ce contexte, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale accueillent 57% de l'ensemble des étudiants internationaux²⁴, majoritairement originaires de Chine, d'Inde et de Corée.

14. Etant donné qu'« aucune institution ne détient la réponse unique à un défi aussi gigantesque et aussi existentiel »²⁵, les enceintes internationales, telles que le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, se sont imposées comme les forums privilégiés d'échanges de bonnes pratiques, de coordination des systèmes, notamment par la reconnaissance des diplômes et des qualifications, et de conclusion d'accords internationaux, bilatéraux et multilatéraux, particulièrement en matière d'enseignement supérieur. Cette coopération à l'échelle internationale est complétée par le développement d'actions régionales permettant aux Etats de gérer ensemble la mondialisation de la connaissance dans le cadre de réseaux régionaux, voir par la mise en place d'espaces communs d'enseignement et de recherche, favorables à la mobilité. La coopération régionalisée apparaît, dans ce contexte, comme l'instrument privilégié de compétitivité dans le 'village global', et l'UE s'est affirmée comme l'organisation sui generis la plus apte à soutenir les Etats membres, les Etats candidats ou candidats potentiels à l'adhésion, ainsi que les Etats voisins de l'UE, et par extension les pays tiers partenaires, dans les réformes structurelles et substantielles qu'ils doivent entreprendre afin d'adapter leurs systèmes d'enseignement aux nouvelles exigences mondiales.

15. Ayant intégré le processus de Bologne au cœur de ses stratégies de croissance et de développement, l'UE soutient les Etats européens dans le développement d'un EEES reconnu mondialement et attractif pour les cerveaux étrangers. Elle contribue, d'une part, au développement des partenariats entre les acteurs de l'éducation, les entreprises et les représentants de la société civile, en axant particulièrement son soutien sur le développement des réseaux universitaires et la promotion des diplômes conjoints dans les Etats membres de l'UE et avec les Etats tiers partenaires. Elle favorise, d'autre part, la mobilité accrue des étudiants, enseignants, chercheurs et personnel universitaire, par le biais de programmes d'échanges et d'allocation de bourses d'études, reconnus internationalement pour leur qualité. Aujourd'hui, l'Europe est reconnue comme la « première région d'accueil des étudiants

²³ Institut Statistique de l'UNESCO www.ius.unesco.org/Education/Pages/international-student-flow-vizFR.aspx

²⁴ Ibid.

²⁵ Intervention de L. MICHEL, commissaire au développement et à l'aide humanitaire, au Bureau international du travail (OIT) « La dimension sociale de la mondialisation dans la politique de développement » Genève le 27 mars 2006, SPEECH/06/199

internationaux, et aussi la deuxième région d'origine des étudiants en mobilité à l'étranger avec 800 000 étudiants européens dans le monde »²⁶. L'expertise de l'UE en matière d'assurance qualité et la technicité de ses agences ont contribué à la reconnaissance internationale de l'EEES et conforté la valeur ajoutée de l'action des institutions de l'UE. L'intervention sans cesse accrue de l'UE dans ce secteur régalien par essence est ainsi justifiée par son efficacité dans la gestion des défis internationaux éducatifs. Elle reste toutefois strictement encadrée par les textes²⁷, soumise au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Elle implique que chaque acte de l'UE soit motivé et présente des éléments circonstanciés.

Paragraphe 2 – L'affirmation progressive d'une compétence d'appui de l'Union européenne en matière éducative

16. Les premiers fondements de la coopération européenne en matière éducative ont été établis par le Conseil de l'Europe²⁸. La coopération étroite développée par la CE avec cette organisation internationale n'a cependant pas remis en cause le développement d'une action

²⁶ Agence Europe, Education, Formation et Campus France forces et « forces et diversité de la mobilité des étudiants européens », les fiches thématiques de l'agence, revue Soleo scope, n°10, juin 2014, 20p

²⁷ Article 5 TUE (ex-article 5 TCE) « 1. Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences. 2. En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres. 3. En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. Les institutions de l'Union appliquent le principe de subsidiarité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les parlements nationaux veillent au respect du principe de subsidiarité conformément à la procédure prévue dans ce protocole. 4. En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. Les institutions de l'Union appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. », JOUE C326 du 26 octobre 2012, p1-390; Article 5 du Protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, JOUE C326 du 26 octobre 2012, p1-390 « Les projets d'actes législatifs sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une directive, ses implications sur la réglementation à mettre en œuvre par les États membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre. »

²⁸ Voir convention du Conseil de l'Europe du 11 décembre 1953 concernant l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires ; convention culturelle européenne du Conseil de l'Europe du 5 mai 1955 dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport - <http://www.conventions.coe.int>

communautaire spécifique dans ce secteur²⁹. La volonté de conférer à la construction européenne une dimension politique et sociale était en effet déjà présente dès ses origines, comme l'illustre la célèbre citation de Jean Monnet qui affirmait que « si tout était à refaire, je recommencerais par la culture ». La préservation d'une culture et l'échange culturel étant liés de manière intrinsèque au secteur éducatif, dans la mesure où l'éducation contribue à la transmission des valeurs culturelles d'une société, les échanges interscolaires et interuniversitaires ont fondamentalement participé à la construction européenne en permettant aux Européens de découvrir d'autres cultures et de comprendre le sens du principe fondateur de l'Union européenne 'd'unité dans la diversité'.

17. A l'origine, aucune politique de l'éducation n'est envisagée par les traités constitutifs du fait de la réticence des Etats membres et de l'absence d'interférence envisageable entre l'éducation et l'intégration économique. Le Traité de Rome de 1957 ne prévoyait aucune disposition conférant une compétence à la CEE dans le secteur éducatif, mais faisait toutefois référence à « la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres » dans son article 57 ainsi qu'à « la formation et au perfectionnement professionnels »³⁰. L'article 128 TCEE³¹ précisait que « le Conseil établit les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de la formation », dont le champ d'application était toutefois strictement délimité puisqu'elle n'était mise en œuvre que dans la mesure où elle contribuait « au développement harmonieux tant des économies nationales que du marché commun », c'est-à-dire qu'elle ne constituait pas une politique communautaire autonome mais une action au service d'autres politiques. Le Traité de Rome se préoccupait ainsi de l'accès à l'emploi et à la formation des travailleurs, c'est-à-dire de l'impact de la liberté de circulation et d'établissement sur la formation professionnelle initiale et continue des adultes, mais

²⁹ Commission européenne « Une telle coopération ne saurait prendre la forme de division des tâches, car celle-ci ne serait pas compatible avec la nature et le système institutionnel de la Communauté européenne et ne doit en aucun cas s'appliquer à des accords qui pourraient empêcher la Communauté d'étendre ses activités à d'autres domaines. En d'autres termes, il faut éviter toute formule susceptible d'imposer des restrictions au développement naturel et au dynamisme de la Communauté européenne. » in article « L'éducation dans la Communauté européenne », Bull. des CE, supplément 3/74

³⁰ Essentiellement Titre III TCEE portant sur la politique sociale, chapitre 2, intitulé « Fonds social européen » ; voir également article 50 TCEE relatif à l'échange de jeunes travailleurs, article 41 TCEE précisant que la PAC est chargée d'assurer la coordination des efforts entrepris dans le domaine de la formation professionnelle, article 118 TCEE prévoyant la nécessité d'une collaboration entre Etats membres en matière de formation et de perfectionnement professionnels et l'article 125 TCEE relatif à la rééducation professionnelle. – <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/11957E/tif/11957E.html>

³¹ Article 128 TCEE « Sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social, le Conseil établit les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle qui puisse contribuer au développement harmonieux tant des économies nationales que du marché commun. »

l'éducation ne présentait pas un intérêt économique susceptible de participer à la réalisation du marché commun.

18. Des actes éducatifs ont cependant été adoptés dans le cadre de l'action communautaire en matière de libre circulation des personnes et des services, conformément au principe de subsidiarité. La coopération entre Etats membres dans le domaine éducatif débutera le 16 novembre 1971 par l'adoption d'une résolution des ministres de l'éducation qui confie à un groupe d'experts la mission de faire des suggestions sur les moyens d'établir une coopération en matière éducative. Le groupe d'experts constitué et dirigé par Henri JANNE, ancien ministre belge de l'éducation, étudiera ainsi les bases d'une 'politique' de l'éducation. Il révélera dans le cadre d'un rapport du 27 février 1973³² les points d'accords entre tous les Etats membres, à savoir le respect des structures nationales et des traditions éducatives, le respect des autonomies existantes et de la liberté académique, l'ouverture de la politique communautaire aux autres pays européens et le développement d'une coopération avec les organisations internationales compétentes en la matière, à savoir l'OCDE, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe.

19. Cette politique se caractérise donc, d'une part, par la défiance des Etats envers les institutions, soucieux de conserver leurs spécificités nationales éducatives, d'autre part, par la volonté historique de conférer une dimension externe à cette politique en prévoyant son ouverture aux autres pays européens et à la coopération avec les organisations internationales compétentes en matière éducative. Les résolutions du 6 juin 1974³³ et du 9 février 1976³⁴, adoptées par les ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil, définiront les objectifs de cette coopération naissante dans le secteur éducatif, à savoir l'adoption de mesures appropriées en vue d'améliorer l'accueil des enfants de ressortissants des autres Etats membres et Etats non membres, l'amélioration de la correspondance entre les systèmes éducatifs européens, les échanges d'information sur les différents systèmes éducatifs et le rassemblement de documentation et statistiques actuelles dans le domaine de l'éducation, la coopération des établissements de l'enseignement supérieur, l'amélioration des possibilités de reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études, l'encouragement de la

³² Commission des CE « Pour une politique communautaire de l'éducation », Bull. des CE, supplément 10/73

³³ Résolution des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 6 juin 1974 concernant la coopération dans le domaine de l'éducation, JO C98 du 20 août 1974, p2

³⁴ Résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 9 février 1976 comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5 (bases juridiques : Traité CECA, le TCEE, le TCEEA – « considérant que, lors de la séance du 22 septembre 1975, l'Assemblée a souligné l'importance de l'activité de la Communauté en matière d'éducation »

libre circulation et de la mobilité des enseignants, des étudiants et des chercheurs, la promotion de la connaissance et de la pratique des langues étrangères et la réalisation d'une égalité des chances en milieu scolaire.

20. La création du Comité d'éducation en 1976 permettra aux Etats de disposer d'un cadre de discussion dans lequel les ministres de l'éducation ont défini les principes et domaines d'actions prioritaires, sans que cela n'aboutisse cependant à l'établissement d'une 'politique' à part entière de l'éducation, malgré les arrêts précurseurs de la CJCE consacrant la compétence communautaire en matière d'éducation, avant même que la compétence ne soit explicitement consacrée par le Traité³⁵.

21. C'est sous l'impulsion de Jacques DELORS, président de la Commission européenne, que l'Acte Unique Européen confèrera une nouvelle dimension politique et économique à la construction européenne en introduisant le terme « universités » au nouvel article 130F paragraphe 2 du TCEE, qui disposait que la Communauté « encourage les entreprises, les centres de recherches, les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique » et « soutient leurs efforts de coopération et cela dans l'objectif de création du Marché intérieur »³⁶. L'article 130F est donc à l'origine du renforcement des échanges entre établissements d'enseignement supérieur et de la mise en place des programmes d'aide à la mobilité des enseignants, étudiants et chercheurs. Il précisait que la coopération des acteurs du secteur éducatif peut être soutenue dans la mesure où elle contribue au marché intérieur, c'est-à-dire lorsqu'elle permet d'atteindre des objectifs économiques. Même si actuellement l'action de l'UE en matière d'éducation a des finalités autant économiques que politiques ou sociales, le lien étroit entre éducation et économie reste omniprésent comme le démontre la stratégie Europe 2020 visant à faire de l'Europe « *une terre de croissance durable, intelligente et inclusive* »³⁷. L'article 57 alinéa 1^{er} du TCEE sera également modifié par l'article 6 paragraphe 6 de l'Acte unique européen, précisant qu'« afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, le Conseil, sur proposition de la Commission et en coopération avec le Parlement européen arrête en statuant à l'unanimité au cours de la

³⁵ CJCE Casagrande c/ Landeshauptstadt Munchen, aff. 9/74 (légitimation de la capacité de la CE d'agir en matière éducative pour réaliser l'objectif de l'intégration du marché)

³⁶ Acte unique européen, JO L169 du 29 juin 1987 (adjonction du titre VI dans le TCEE 'Recherche et développement technologique')

³⁷ Texte intégral de la Stratégie Europe 2020

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:2020:FIN:FR:PDF>

première étape, et à la majorité qualifiée par la suite, des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres »³⁸.

22. Afin de mettre un terme à la confusion générée par la multiplication d'actes communautaires dans le secteur éducatif, basés soit sur l'article 128 TCEE³⁹, relatif à la formation professionnelle, soit sur l'article 235 TCEE⁴⁰ concernant les compétences implicites de la Communauté, le Traité de Maastricht consacrera dans un article 126 TCE⁴¹ la compétence communautaire en matière d'éducation, dont les dispositions sont actuellement reprises sans modifications dans l'article 165 TFUE. Cette reconnaissance juridique de l'action communautaire éducative par le Traité de Maastricht sera de surcroît renforcée par l'insertion d'une 'clause d'intégration transversale en matière éducative' définie à l'article 3 TCE⁴², et reprise par l'article 9 TFUE, impliquant la prise en compte de l'objectif de contribution à une éducation de qualité dans l'ensemble des politiques communautaires.

23. L'intensification accrue de la coopération dans le secteur éducatif conduira de plus à l'ajout d'un nouveau 'considérant' au préambule du TCE, à l'occasion du Traité d'Amsterdam, précisant la détermination des Etats membres « à promouvoir le développement du niveau de connaissance le plus élevé possible pour leurs peuples par un large accès à l'éducation et par la mise à jour permanente des connaissances »⁴³. Ces

³⁸ Ibid.

³⁹ Op.cit.

⁴⁰ Article 235 TCEE « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent Traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispositions appropriées. »

⁴¹ Article 126 TCE « 1. La Communauté contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique. 2. L'action de la Communauté vise: à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres; à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études; à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement; à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres; à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs; à encourager le développement de l'éducation à distance. 3. La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et en particulier avec le Conseil de l'Europe. 4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, le Conseil adopte: statuant conformément à la procédure visée à l'article 189 B et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres; statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, des recommandations. », JO C224 du 31 août 1992

⁴² Article 3 TCE « Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité:...p) une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres », JO C224 du 31 août 1992

⁴³ Traité d'Amsterdam, JO C340 du 10 novembre 1997

dispositions, qualifiées par une partie de la doctrine d'évolution de « nature cosmétique »⁴⁴, marquent cependant la volonté ferme des Etats d'établir une action commune au niveau européen dans le domaine éducatif, justifiée par le caractère international des enjeux éducatifs.

24. La dimension externe de l'action communautaire en matière d'éducation était en effet présente dès les prémisses de la coopération dans ce secteur, dans la mesure où elle favorise la compréhension mutuelle entre les peuples, par les échanges culturels et sociaux, et participe à l'amélioration réciproque des systèmes d'enseignement et de recherche, par l'échange de bonnes pratiques. Le Conseil a prévu la participation des pays européens, non membres de l'UE, au programme d'action communautaire éducatif mis en place par la Communauté, dans l'objectif de développer une coopération européenne dans le secteur éducatif. Il a également pris en compte la situation des ressortissants des pays non membres de l'UE, en précisant dans ses résolutions de 1974 et 1976 que le programme d'action doit favoriser les « meilleures possibilités de formation culturelle et professionnelle des ressortissants des autres Etats membres des Communautés européennes et des pays non membres, ainsi que de leur enfants »⁴⁵, notamment en améliorant leur accueil et leur adaptation au système scolaire. Dès ses conclusions du 6 octobre 1989, le Conseil a précisé l'importance d'une Europe « ouverte sur le monde, soucieuse d'intensifier la collaboration avec les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de formation »⁴⁶, l'intérêt étant de « renforcer les liens avec les autres Etats et de définir de nouvelles formes de solidarité avec les pays en voie de développement »⁴⁷. Cette ouverture s'effectuera notamment vers les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) en décembre 1989 dans la mesure où « le domaine de l'éducation et de la formation revêt une importance particulière à cet égard, tant pour développer des liens plus étroits entre la Communauté et ces pays que pour les aider dans la mise en œuvre des réformes engagées »⁴⁸.

⁴⁴ Expression employée par S.VAN RAEPENBUSCH, paragraphe 19 de l'avant-propos de « Politique sociale, éducation et jeunesse » (p17) in Commentaire J. Mégret « Le droit de la CE et de l'UE », 2^{ème} éd., éd. de l'Université de Bruxelles 1998 (392p)

⁴⁵ Point IV paragraphe 1 de la résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil, du 09 février 1976 comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5 ; Résolution des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 6 juin 1974 concernant la coopération dans le domaine de l'éducation, JO C98 du 20 août 1974, p2

⁴⁶ Point 3 des conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 6 octobre 1989 sur la coopération et la politique communautaire en matière d'éducation dans la perspective de 1993, JO C277 du 31 octobre 1989, p5-6 (base juridique : TCEE)

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis, au sein du Conseil, du 14 décembre 1989, sur les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale dans le domaine de l'éducation et de la formation, JO

25. L'UE s'est également fermement engagée dans la définition d'un « statut de l'étudiant mobile »⁴⁹ dans l'EEES, s'étendant aux ressortissants d'Etats tiers à l'UE, ce qui révèle le potentiel de l'UE en matière de protection des droits sociaux fondamentaux et de transmission des valeurs européennes.

26. L'importance reconnue de manière consensuelle à la question éducative sur le plan international justifie en effet que ce domaine soit particulièrement favorable au resserrement des liens entre les Etats et à la promotion des valeurs. Les relations extérieures dans le domaine éducatif constituent ainsi un réel enjeu stratégique pour l'UE, ce qui s'est traduit par le développement d'un volet externe de l'action communautaire de grande ampleur dans ce secteur.

Section 2 / Les conséquences de l'intensification de l'intervention externe de l'UE en matière éducative

27. Cette thèse est axée sur la dimension externe de l'action de l'UE en matière éducative dans la mesure où elle suscite un intérêt particulier pour notre démonstration. Le développement accru de l'action externe de la Communauté en matière d'éducation a, comme nous le démontrerons, impulsé l'adoption d'une base juridique propre de compétence dans ce secteur et la gestion des enjeux internationaux éducatifs a nécessité la consolidation progressive de l'intervention externe de l'UE dans le domaine éducatif. L'éducation est de ce fait un sujet essentiel des documents de stratégies par pays, intégré également à de nombreuses stratégies thématiques de l'UE et faisant même l'objet d'accords spécifiques avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

28. L'UE et les Etats membres ont établi de surcroît des stratégies à long terme dans le secteur éducatif, soulevant la question d'une nécessaire clarification de la portée attribuée au

C27 du 6 février 1990, p7 (base juridique : TCEE) – « 1. La Communauté et ses Etats membres ont exprimé leur volonté de renforcer leur coopération vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale qui comptent se fonder sur les principes de la démocratie, du pluralisme et de l'Etat de droit. 2. Le domaine de l'éducation et de la formation revêt une importance particulière à cet égard, tant pour développer des liens plus étroits entre la Communauté et ces pays que pour les aider dans la mise en œuvre des réformes engagées. 3. Le Conseil et les ministres de l'éducation ont pris acte des conclusions du Conseil européen de Strasbourg dans lesquelles le Conseil des ministres a été chargé : de prendre les décisions appropriées pour permettre la participation de ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale à certains programmes à vocation éducative et de formation semblables aux programmes communautaires, de prendre dès le début de 1990 les décisions nécessaires à l'établissement d'une fondation européenne pour la formation professionnelle... »

⁴⁹ Voir notamment PERTEK (J) « Education, formation professionnelle et jeunesse », répertoire de droit européen Dalloz, paragraphes 120s ; PERTEK (J) « Education - Recherche de pouvoirs d'action - Compétences et programmes - Statut de l'étudiant en mobilité, Fasc. 2500 du 22 Juillet 2014 (54p)

concept d'« action d'appui de l'UE en matière éducative », et conduisant à notre sens à une reconnaissance par les traités modificatifs, d'une part, de l'existence d'une réelle « politique » de l'UE dans le secteur éducatif (Paragraphe 1), d'autre part, d'un nécessaire ajustement de la compétence d'appui de l'UE, qui devrait tendre vers la consécration d'une compétence partagée et transversale de l'UE en la matière, a minima dans le cadre de ses relations extérieures (Paragraphe 2).

Paragraphe 1 – Plaidoyer en faveur de la reconnaissance d'une politique extérieure éducative de l'UE intégrée et intégrative

29. Caractérisé, dans un premier temps, par des actions ponctuelles de soutien aux politiques des Etats membres de l'UE, le volet externe de l'action éducative de l'UE s'est développé et structuré dans le cadre de stratégies extérieures éducatives globales de l'UE, contribuant à la visualisation d'une réelle politique extérieure de l'UE dans le secteur éducatif. Fondée sur la projection des valeurs européennes sur la scène internationale, véritable « code génétique de l'Union »⁵⁰, et sur la promotion de bonnes pratiques en matière de réformes des systèmes éducatifs, cette politique extérieure répond aux défis ambitieux de l'UE de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde et de s'imposer comme une référence mondiale en matière de protection du droit à l'éducation. Souvent perçue comme le « laboratoire » des actions menées à l'échelle internationale, l'UE assume sa responsabilité de chef de file de l'aide au développement en s'engageant activement dans les programmes mondiaux d'éducation pour tous et développe des instruments de coopération et d'assurance qualité en matière éducative, reconnus internationalement pour leur performance.

30. Sans porter atteinte à la souveraineté des Etats membres, la consécration sur le plan juridique de l'existence d'une « politique » extérieure de l'UE dans le secteur éducatif contribuerait à la reconnaissance de l'intensification de l'activité de l'UE dans ce secteur face à la nécessité de traiter une problématique éducative d'envergure mondiale⁵¹. Elle permettrait de rendre compte de la portée réelle de l'intervention de l'UE en matière d'éducation et de

⁵⁰Parlement européen, réunion avec la Commission Culture Bruxelles 27 février 2007
http://ec.europa.eu/commisison_barroso/orban/policies/doc/sp_070227_FR.pdf

⁵¹ Une politique peut être définie comme « un enchaînement de décisions intentionnellement cohérente, prises par différents acteurs, publics et parfois privés, (...) en vue de résoudre un problème définit politiquement comme collectif. Cet ensemble de décisions donne lieu à des actes formalisés visant à modifier le comportement des groupes sociaux supposés à l'origine du problème collectif à résoudre (groupes cibles) et dans l'intérêt de groupes sociaux qui subissent les effets négatifs dudit problème. » in KNOEPFEL (P), LARRUE (C), VARONE (F) « Analyse et pilotage des politiques publiques », Genève, Helbing & Lichtenhahn, 2001, 327p

son impact sur une société européenne en pleine transformation⁵². Etroitement liée au processus d'intégration de l'UE, la dynamique de développement de l'action externe de l'UE en matière d'éducation tend naturellement vers l'édification d'une politique à part entière dans ce secteur, certes imbriquée aux politiques de l'UE en matière de formation professionnelle et de recherche, dans le cadre des stratégies globales de compétitivité. La consécration d'une politique extérieure de l'éducation de l'UE découle en effet de la « progressivité inscrite dans les traités eux-mêmes »⁵³, dans la mesure où l'intensité de l'intervention de l'UE dans un secteur donné est modulée en fonction de l'évolution des objectifs poursuivis par l'UE, des exigences d'intérêt général⁵⁴ et de la valeur ajoutée que lui reconnaissent les Etats membres.

31. La 'valeur ajoutée' de l'UE en matière éducative est incontestablement la clé permettant d'appréhender les origines de la politique externe éducative de l'UE et sa finalité. Elle a pris une importance considérable et est devenue essentielle dans le contexte mondialisé caractérisé par un régionalisme accru. Si dans le 'Contrat social', Rousseau considère que l'individu doit céder une partie de sa liberté à la société à laquelle il appartient pour garantir sa sécurité, il en est de même actuellement pour les Etats qui acceptent un partage de compétences avec des organisations supra nationales et la détermination de règles communes, pour garantir leur participation et leur influence politique et économique sur la nouvelle scène internationale. L'extension de l'action de l'UE dans le domaine éducatif s'avérait en effet inéluctable dans le contexte mondialisé caractérisé par les interdépendances économiques, le développement des réseaux et l'influence grandissante des organisations de la société civile et des groupes d'intérêt. Comme tout continent, l'Europe est en effet amenée à adopter des stratégies régionales pour faire face aux nouveaux défis de la mondialisation.

32. Dans ce contexte, la stratégie éducative établie par l'UE repose sur des objectifs clairement définis, poursuivis de manière cohérente dans le cadre d'une action coordonnée du trilogue institutionnel, dont la force réside dans l'expertise des agences de l'UE et le dialogue constructif qui s'est construit avec les divers acteurs du monde de l'éducation. Le

⁵² « Les politiques publiques sont beaucoup plus que des processus de décision auxquels participent un certain nombre d'acteurs. Elle constitue un lieu où une société construit son rapport au monde, c'est-à-dire à elle-même : les politiques publiques doivent être analysées comme des processus à travers lesquels vont être élaborées les représentations qu'une société se donne à elle-même pour comprendre et agir sur le monde tel qu'il est perçu. », MÜLLER (P) « Les politiques publiques », Que sais-je ?, PUF, 6ème édition, 2006, Paris, p59

⁵³ Citation de SIMON (D) in « L'interprétation judiciaire des traités d'organisations internationales », Paris, Pedone, 1981, p388 (936p)

⁵⁴ BLANQUET (M) « Compétences de l'Union – architecture générale – délimitation », Jurisclasseur Europe, Fasc. 170 (45p), voir points 42 et suivants

développement substantiel croissant du volet externe de l'action de l'UE en matière éducative suscite de ce fait l'interrogation quant à une redéfinition du champ de compétence de l'UE dans le secteur éducatif.

33. Ces travaux de recherches ont pour finalité de démontrer l'existence d'éléments juridiques combinés contribuant à l'émergence d'une politique extérieure éducative de l'UE et de mettre en exergue ses caractéristiques. La détermination par l'UE d'objectifs éducatifs précis, poursuivis dans le cadre de stratégies extérieures éducatives définies sur le long terme⁵⁵, par le biais de réels moyens financiers et humains, témoignent d'un renforcement de l'action externe de l'UE éducative. L'évaluation régulière des résultats, dans le cadre d'un dialogue permanent avec toutes les parties prenantes, notamment les organisations de la société civile (OSC), et au moyen d'indicateurs et d'instruments d'assurance qualité performants, confèrent également une réelle crédibilité à l'intervention de l'UE. De même, l'institutionnalisation de l'action externe éducative de l'UE a participé à l'affinement de l'expertise et de la technicité des moyens de l'UE en matière de développement de programmes de mobilité et d'assistance, ce qui contribue incontestablement à l'affirmation de l'UE comme une référence mondiale dans le secteur éducatif. Intégrée à l'ensemble des politiques de l'UE, l'action éducative de l'UE est de surcroît matériellement plus développée qu'elle ne le laisse paraître, comme notre analyse tendra à le démontrer.

34. L'analyse de ces éléments invite également à estimer l'importance de cette politique extérieure éducative, qui se révèle à la fois intégrée, de par la nature transversale de l'éducation, et intégrative, dans la mesure où elle participe à l'approfondissement du projet européen et à la construction d'une Europe plus proche de la société civile, garantissant les droits et favorisant l'insertion sociale et professionnelle des citoyens. La politique de l'UE en matière éducative est, de plus, fortement marquée par l'ambivalence découlant du caractère sui generis du système de l'UE, fondé sur la recherche d'unité dans le respect de la diversité. Illustrant cette recherche constante d'équilibre, elle se caractérise, d'une part, par une démarche commune des Etats membres visant à unifier leurs moyens afin de proposer une offre d'enseignement de qualité, d'autre part, par une appréhension des Etats d'être dépouillés

⁵⁵ Voir en ce sens citation du Général OLLION «Ainsi, la stratégie générale, apparaît-elle, dans son essence, comme l'application de la politique avec une intention de contrainte, face à une volonté adverse suscitant obstacles ou menaces. Il ne peut donc y avoir de stratégie authentique sans qu'ait été au préalable définie une politique... » in « Politique et stratégie » in revue 'Politique étrangère', n°6, 1965, 30^{ème} année, p479-485
www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1965_num_30_6_6029

de leur pouvoir régalien en la matière, ce qui s'est traduit par la consécration difficile d'une compétence communautaire d'appui en matière éducative⁵⁶.

35. Partant de ce constat, il convient de s'interroger sur la pertinence d'un ajustement de compétence de l'UE en matière d'éducation impliquée par le développement exponentiel d'une politique extérieure éducative, qui révèle le fort potentiel de l'intervention de l'UE dans la gestion des nouveaux défis éducatifs mondiaux.

Paragraphe 2- L'ajustement du champ de compétence de l'UE en matière éducative

36. Dans le domaine éducatif, l'attribution d'une 'compétence' à l'UE, même d'appui, est un sujet particulièrement sensible dans la mesure où il semble inconcevable que ce domaine régalien puisse faire l'objet d'un transfert de compétences. C'est pourquoi il est de mise, même pour les institutions de l'UE, d'éviter toute forme d'ingérence, en rappelant systématiquement dans leur législation la compétence principale des Etats en la matière, en justifiant la valeur ajoutée de leurs interventions, qui devraient se caractériser par leur ponctualité. La compétence d'appui de l'UE en matière d'éducation implique que les institutions ne puissent agir que si leur intervention s'avère plus efficace que celle des Etats membres, tout en n'excédant pas ce qui est nécessaire, conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, c'est-à-dire si la valeur ajoutée de l'UE est reconnue comme indispensable à la réalisation d'un objectif commun des Etats membres.

37. Bien que le domaine éducatif relève par nature de la compétence principale de l'Etat, l'extension progressive du champ de compétence externe de l'UE en matière éducative s'est confirmée par la participation croissante de l'UE aux actions éducatives élaborées dans le cadre des organisations internationales, son influence en tant que premier bailleur de l'aide publique au développement et sa crédibilité pour la conclusion d'accords avec des pays tiers en matière d'éducation, d'enseignement supérieur et de formation professionnelle. L'UE joue de surcroît un rôle moteur dans le cadre de la stratégie régionale intergouvernementale éducative impulsée par la Déclaration de Bologne, d'une part, du fait de ses valeurs liées à la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples par le développement des échanges culturels et sociaux, d'autre part, par son rôle de diffusion des bonnes pratiques éducatives.

⁵⁶ PHILIP (C) in « Education et formation » in BARAV (A) et PHILIP (C) (dir.) « Dictionnaire juridique des Communautés européennes », note 18, p436-449, spéc. 436

38. Cette valeur ajoutée de l'UE, sans cesse accrue, suscite l'intérêt et l'interrogation concernant les contours juridiques de la compétence actuelle de l'UE dans le secteur éducatif, et particulièrement en matière de relations extérieures. Ne se limitant plus à des actions de soutien ponctuelles, l'intervention de l'UE en matière d'éducation repose sur des stratégies définies sur le long terme, à savoir la Stratégie Europe 2020 et la stratégie éducative en matière de lutte contre la pauvreté, qui suggèrent l'existence d'une compétence renforcée de l'UE dans ce secteur, et fondent une réelle politique externe de l'éducation, allant au-delà de l'action classique d'appui. Cette reconnaissance ne remet pas en cause la compétence étatique dans la mesure où les institutions de l'UE rappellent systématiquement dans leur législation la valeur ajoutée de leurs interventions en termes d'efficacité et d'adéquation. Mais elle permettrait de rendre compte de l'engagement réel et de l'influence de l'UE dans un secteur en pleine mutation.

39. Plusieurs éléments plaident en faveur d'un ajustement de la compétence d'appui de l'UE en matière d'éducation. En premier lieu, afin de tenir compte du « principe d'extensibilité des compétences de l'Union »⁵⁷, lié au fait que l'actualisation des compétences est « inscrite dans le projet d'intégration lui-même »⁵⁸, l'intensification de l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif devrait, à notre sens, impliquer l'insertion du domaine éducatif dans la catégorie des compétences partagées⁵⁹. Il faudrait au moins inclure l'éducation dans la sous-catégorie des compétences partagées particulières prévue par le TFUE pour les domaines de la recherche et de la coopération au développement, où l'UE dispose d'une compétence « sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les Etats d'exercer la leur »⁶⁰. L'insertion par le TFUE de ce degré spécifique de compétences partagées est très positive pour notre démonstration dans la mesure où elle établit l'existence de domaines sensibles d'intervention de l'Union qui relèvent d'un degré de compétence supérieure à la compétence d'appui et sont inclus dans la catégorie des compétences partagées.

40. Dans ce cadre, la diversité des spécificités étatiques est préservée par le maintien de la compétence étatique, qui s'exerce dans le respect des principes de primauté du droit de l'UE

⁵⁷ Paragraphe 40 in BLANQUET (M) « Compétences de l'Union – architecture générale – délimitation », *Jurisclasseur Europe*, Fasc. 170 (45p)

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Article 2 paragraphe 2 TFUE « Lorsque les traités attribuent une compétence partagée avec les Etats membres dans un domaine déterminé, l'Union et les Etats membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne. Les Etats membres exercent à nouveau leur compétence dans la mesure où l'union a décidé de cesser d'exercer la sienne. »

⁶⁰ Paragraphes 3 et 4 de l'article 4 TFUE

et de coopération loyale, et l'unité est recherchée par la détermination consensuelle des aspects communs aux politiques des Etats membres susceptibles d'être harmonisés, dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. L'interdiction de l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres inscrite dans l'article 165 TFUE traduit la réticence des Etats membres pour octroyer une compétence à l'UE en matière éducative et justifie le classement du domaine éducatif dans la catégorie des compétences d'appui de l'UE. L'intégration du processus de Bologne dans la Stratégie de Lisbonne et l'adoption par l'UE d'instruments harmonisés, tels que le cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass) et le cadre européen des certifications (CEC), démontrent que les Etats ne devraient plus porter le même regard sur l'intervention de l'UE. La « relativité de l'interdiction de l'harmonisation »⁶¹ est en effet nécessaire car l'« Europe de l'éducation ne peut se construire sans la libre circulation des enseignants chercheurs »⁶². Il est regrettable que ce constat n'ait pas été pris en compte lors du traité modificatif de Lisbonne pour ajuster la compétence de l'UE dans le secteur éducatif.

41. La sous-catégorie des compétences partagées particulières peut ainsi constituer un 'sas' d'accès à la catégorie des compétences partagées qui ont vocation à devenir le principe en matière de répartition de compétences, dans la mesure où il s'agit de la seule catégorie de compétences ouverte selon le TFUE. De plus, les interactions particulières entre le domaine de l'éducation et d'autres secteurs de compétences partagées de l'UE tels que la recherche, la coopération au développement, l'environnement, la santé et l'ELSJ, arguent en faveur de l'intégration de l'éducation dans cette sous-catégorie de compétences, dans un souci de cohérence. Nos travaux de recherches viseront à démontrer la forte intrication des compétences caractérisant l'action éducative de l'UE.

42. La référence récurrente à la subsidiarité dans les actes adoptés par les institutions dans le secteur éducatif constitue également un élément favorable à l'insertion de l'éducation dans les domaines de compétences partagées. Bien que l'article 5 TUE mentionne l'application du principe de subsidiarité dans tous domaines de compétences, à l'exclusion des domaines relevant de la compétence exclusive de l'UE, il existe un lien particulier entre le principe de subsidiarité et les compétences partagées. Selon l'approche institutionnelle « le principe de subsidiarité vise à déterminer le niveau d'intervention le plus pertinent dans les domaines de

⁶¹ CONSTANTINESCO (V), MICHEL (V) Répertoire de droit européen « compétences de l'Union européenne », Dalloz (59p) – citation paragraphe 156

⁶² Ibid.

compétences partagées entre l'UE et les Etats membres »⁶³ et selon l'approche doctrinale « c'est dans ce domaine de compétences partagées que trouvent à s'appliquer les principes de proportionnalité et de subsidiarité qui constituent le curseur d'une frontière par nature mouvante entre les compétences de l'Union et celle des Etats membres »⁶⁴. Si l'action d'appui classique, telle que prévue par le Traité, est par sa nature si 'discrète' qu'elle n'implique pas une remise en cause de la compétence principale des Etats dans un domaine donné, pourquoi les institutions s'évertuent-elles à justifier exhaustivement l'intérêt de la valeur ajoutée de l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif ? Cela n'implique-t-il pas un rattachement de fait du secteur éducatif aux domaines de compétences partagées ? La valeur ajoutée grandissante de l'UE en matière d'éducation sur le fondement du principe de subsidiarité ne concourt-elle pas ainsi à « l'actualisation d'une compétence potentielle »⁶⁵ de l'UE comme en droit fédéral allemand de l'UE ?

43. Pour étayer ce postulat, nos travaux viseront à démontrer que l'intervention de l'UE en matière d'éducation se caractérise à la fois par la nécessité d'un « ajustement du domaine de compétence »⁶⁶ de l'UE et d'« un ajustement des pouvoirs »⁶⁷ des institutions. Selon l'article 2 paragraphe 6 TFUE « l'étendue et les modalités d'exercice des compétences de l'Union sont déterminées par les dispositions des traités relatives à chaque domaine ». Ainsi l'analyse de la base juridique de compétence en matière d'éducation et son interprétation nous permet de constater l'écart entre le texte et la pratique, bien que, comme nous le verrons les dispositions relatives à l'intervention externe de l'UE sous-tendent l'existence d'une compétence partagée.

44. L'étendue du domaine de compétence de l'UE en matière d'éducation devrait en effet être définie de manière fonctionnelle, en tenant compte des exigences d'intérêt général et des

⁶³ Résumé du Traité de Lisbonne sur le site europa « Le traité de Lisbonne, mode d'emploi – répartition des compétences » http://europa.eu/legislation_summaries/institutional_affairs/treaties/lisbon_treaty/ai0020_fr.htm

⁶⁴ Commentaire p161 de l'article 4 TFUE in PRIOLLAUD (FX), SIRITZKI (D) « Le Traité de Lisbonne – texte et commentaire par article des nouveaux traités européens (TUE-TFUE) », La documentation française, 2008, ISBN 978-2-11-0071002,(523p)

⁶⁵ Citation p38 in CONSTANTINESCO (V) « Le principe de subsidiarité : un passage obligé vers l'Union européenne » in Mélanges en l'honneur de Jean Boulouis, « L'Europe et le Droit », 1991, p35-45 - Dans le droit fédéral allemand la subsidiarité est notamment « un principe de répartition des compétences...qui, intervenant dans le domaines des compétences concurrentes, permet l'actualisation d'une compétence potentielle de la Fédération, lorsque celle-ci est mieux à même d'intervenir que les Länder qui jusque-là avaient chacun pris dans le domaine considéré des mesures appropriées »

⁶⁶ BLANQUET (M) « Compétences de l'Union – architecture générale – délimitation », Jurisclasseur Europe, Fasc. 170 (45p), voir points 42 et suivants

⁶⁷ Ibid.

attentes de la société civile. A l'origine, le recours à la 'connexité matérielle'⁶⁸ a permis de fonder juridiquement les actions éducatives communautaires en recourant à la base juridique de compétence en matière de formation professionnelle, faute de compétence communautaire spécifique en matière d'éducation. Cette même théorie de la connexité a permis le développement des actions en faveur de la jeunesse et aujourd'hui s'illustre par l'intégration du sport dans le domaine de compétence défini par l'article 165 TFUE⁶⁹. Le développement de stratégies éducatives globales de l'UE, comme que la Stratégie Europe 2020 prévoyant un cadre stratégique d'action 'Education et formation 2020 et la définition de concepts holistiques de l'éducation, tels que 'l'éducation tout au long de la vie' ou 'l'éducation inclusive', ont contribué également à l'extension matérielle du champ d'intervention de l'UE en matière éducative, englobant l'éducation formelle, non formelle et informelle. L'existence d'une clause d'intégration transversale, consacrée actuellement par l'article 9 TFUE, a de surcroît consolidé la nature transversale des objectifs éducatifs poursuivis par l'UE et favorisé l'interaction matérielle des domaines de compétences par l'intégration d'une composante éducative dans l'ensemble des politiques de l'UE.

⁶⁸ MICHEL (V) « Recherches sur les compétences de la Communauté », thèse de doctorat en droit, 704p, éd. L'Harmattan 2003, ISBN 2-7475-4067-7 ; CONSTANTINESCO (V), MICHEL (V) Répertoire de Droit européen « compétences de l'UE », paragraphe 97 « théorie de la connexité matérielle - Cette théorie permet de statuer sur l'inclusion d'une question précise dans le champ d'application matériel d'une disposition attributive de compétence (Avis de la Cour n° 1/78, 4 oct. 1979, Rec. 2871). La réponse qu'elle fournit repose sur un principe simple : une compétence appartient à l'Union lorsqu'elle porte sur un objet qui, bien que non visé au Traité, est étroitement lié à un autre objet, relevant quant à lui d'une compétence expresse. Dès lors, en empruntant la formule de la Cour constitutionnelle allemande, la compétence peut être étendue lorsqu'une « matière attribuée expressément à la Fédération [l'Union] ne peut être raisonnablement réglementée sans que soit réglementée en même temps une autre matière qui ne lui est pas expressément attribuée » (FROMONT et RIEG, Introduction au droit allemand, t. II, 1984, Cujas, p. 79). »

⁶⁹ Article 165 TFUE (ex 149 TCE) « 1. L'Union contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique. L'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative. 2. L'action de l'Union vise: à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres; à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études; à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement; à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres; à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe; à encourager le développement de l'éducation à distance; à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux. 3. L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport, et en particulier avec le Conseil de l'Europe. 4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article: le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adoptent des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres; le Conseil adopte, sur proposition de la Commission, des recommandations. »

45. La nécessité d'ajuster les pouvoirs institutionnels en matière éducative s'est fait ressentir dès les prémisses de l'action externe éducative communautaire, marquées par le recours à la clause de flexibilité⁷⁰. L'ajustement des pouvoirs de l'UE en matière éducative découle principalement de « l'interprétation extensive des titres de compétence »⁷¹ de l'UE, induite par la pratique institutionnelle et la jurisprudence. L'approche fonctionnelle adoptée au niveau européen conforte en effet la valeur ajoutée de l'UE en matière d'éducation, grâce à l'efficacité du trilogue institutionnel et des agences de l'UE, notamment de l'Agence exécutive Education, Audiovisuel et Culture (EACEA), reconnue pour sa qualité d'expertise dans la gestion des programmes éducatifs de l'UE. L'institutionnalisation de la politique extérieure éducative, illustrée notamment par la création de la Fondation européenne pour la formation (FEF) et du Centre européen pour le Développement de la Formation Professionnelle (CEDEFOP) constitue également un facteur significatif de renforcement des pouvoirs de l'UE, qui argue en faveur d'un ajustement des pouvoirs. L'ajustement des pouvoirs en conformité avec la réalité de l'action institutionnelle serait crédible, puisque l'UE détient des moyens institutionnels et financiers performants, comme en témoigne les instruments d'assurance qualité qu'elle a élaborés. Il serait également légitime dans la mesure où l'UE prend en considération les attentes sociales, notamment par l'association du Comité Économique et Social Européen (CESE), du Comité des Régions (CdR), des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile (OSC) à la mise en œuvre de l'action externe éducative. Il serait enfin nécessaire pour préserver l'effet utile du droit de l'Union adopté en matière éducative.

Intérêt du sujet

46. Basés sur l'intérêt suscité par la mise en place de la Stratégie de Lisbonne, visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive au Monde, et l'implication croissante de l'UE dans l'action éducative internationale en matière de développement, ces travaux de recherche portent sur l'étude des moyens juridiques dont dispose l'UE pour relever ces défis avant 2020. Malgré une volonté affirmée de mettre en place un Espace Européen d'Enseignement et de Recherche (EEER) d'excellence réputé mondialement et d'imposer l'UE sur la scène internationale comme un acteur incontournable de l'action éducative

⁷⁰ Voir en ce sens infra - affaire Erasmus CJCE 30 mai 1989, aff. 242/87 Commission c/ Conseil, Rec. 1989 p1425

⁷¹ BLANQUET (M) « Compétences de l'Union – architecture générale – délimitation », Jurisclasseur Europe, Fasc. 170 (45p), voir points 49 et suivants

entreprise par les organisations internationales ou dans le cadre de la coopération intergouvernementale, les Etats membres de l'UE ont adopté une attitude paradoxale en ne concédant à l'UE qu'une compétence d'appui discrète en matière éducative. Alors que des actions internationales de grande envergure sont menées en matière d'éducation pour tous et que la libéralisation du service éducatif implique une adaptation rapide au nouveau contexte mondialisé de la connaissance, il est surprenant d'observer la réforme 'frileuse' des Traités originaires par le Traité modificatif de Lisbonne en matière éducative, l'article 165 TFUE reprenant les dispositions de l'article 149 TCE sans innovations majeures.

47. L'entrée en vigueur du Traité modificatif de Lisbonne marquant une date charnière, un bilan s'impose suite à la refonte des Traités originaires, pour apprécier le développement de l'action communautaire dans le secteur éducatif, particulièrement sur le plan externe. Il nous est donc apparu pertinent de démontrer quels éléments participent à l'émergence d'une réelle politique extérieure de l'UE en matière d'éducation, depuis 1957, et d'en analyser les principales caractéristiques afin de relever les aspects sensibles de l'intervention des institutions dans ce domaine et de suggérer des points d'amélioration. L'efficacité de l'actuelle politique externe de l'UE en matière d'éducation dépend de la prise en compte des enseignements engrangés durant ce demi-siècle de pratique par l'action externe communautaire dans le secteur éducatif. L'importance accrue du secteur éducatif étant liée à des facteurs internationaux, nous avons choisi de cibler cette étude sur la dimension externe de la politique éducative de l'UE, dans la mesure où l'intensification de l'activité de l'UE en la matière découle principalement de la nécessité d'adaptation au nouveau contexte de mondialisation de la connaissance.

48. L'analyse de l'émergence d'une politique extérieure de l'UE dans le secteur éducatif nous permet de constater que l'intervention de l'UE en matière éducative se caractérise par l'intrication des compétences de l'UE pour légitimer une telle action, mais également par une imbrication des moyens pour garantir l'efficacité de cette action éducative, ayant une ampleur sans cesse accrue. La seconde caractéristique de cette politique réside dans la nature même du secteur auquel elle s'applique. L'éducation est en effet une question transversale dont l'importance est reconnue dans de nombreuses politiques. L'intégration de la question éducative se traduit par une forte intrication des objectifs poursuivis dans le cadre de la politique éducative de l'UE, qu'il s'agisse d'éducation à la santé, à l'environnement ou au développement. La cohérence de l'action éducative de l'UE ne peut être garantie que par une

imbrication claire des objectifs poursuivis, qui permet de surcroît de visualiser les contours et l'importance de l'action éducative de l'UE qui doit, de par son contenu et son impact, être reconnue comme une 'politique' à part entière de l'UE. Si tout le monde s'accorde à considérer l'éducation comme l'enjeu essentiel de ce nouveau siècle, elle reste malheureusement dans l'ombre des autres politiques menées. C'est pourquoi l'étude de la dimension externe de la politique de l'UE en matière d'éducation implique de lire entre les lignes et d'interpréter certains documents qui sans contenir le terme 'éducation' explicitement, l'intègrent nécessairement en filigrane. L'action externe de l'UE en matière d'éducation constitue, malgré ses aspects polymorphes, une seule et même 'politique' construite sur des bases juridiques multiples. Afin de mieux appréhender cette politique 'émiettée' par nature, peut-être convient-il de la consacrer explicitement au rang de politique transversale de jure, partant du constat qu'elle possède déjà cette caractéristique de facto.

49. Ces travaux de recherches proposent des clés de lecture quant à l'émergence et au développement de la politique extérieure éducative de l'UE. Ils visent à rendre compte des éléments juridiques qui la caractérise et à impulser une interrogation sur la nécessaire prise en compte par le droit originaire de cette évolution juridique, que l'on ne peut occulter dans un souci de sécurité juridique, de transparence et de simplification indispensable à la bonne compréhension du système européen par le citoyen.

50. Dans un premier temps, on examinera l'enchevêtrement des compétences caractérisant l'intervention de l'UE en matière éducative, afin de rendre compte de la 'mosaïque' des actions menées par l'UE dans ce domaine au sein des politiques extérieures et des volets externes des politiques internes de l'UE (Première Partie).

51. Il conviendra d'étudier dans un second temps les éléments juridiques édifiant cette action et aboutissant, de par leur imbrication, à l'établissement d'une politique extérieure à part entière de l'UE en matière d'éducation, caractérisée par sa transversalité et sa force intégrative (Partie II).

PARTIE I

UNE ACTION EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE CARACTÉRISÉE PAR L'INTRICATION DES COMPÉTENCES DE L'UE

52. Depuis ses origines, l'action menée par la Communauté en matière éducative se caractérise par une intrication de fondements juridiques. Or, comme la Cour de justice a eu l'occasion de le constater en 2001, « le choix de la base juridique appropriée revêt une importance de nature constitutionnelle »⁷², notamment dans le cadre des relations extérieures, car la Communauté « ne disposant que de compétences d'attribution, elle doit rattacher un accord international à une disposition du traité qui l'habilite à l'effet d'approuver un tel acte. Le recours à une base juridique erronée est donc susceptible d'invalidier l'acte de conclusion lui-même et partant, de vicier le consentement de la Communauté à être liée par l'accord auquel cette dernière a souscrit »⁷³. Conformément à ce dispositif, la Cour de Justice, gardienne du respect des Traités, contrôle la conformité de l'action des institutions au droit de l'UE, en vérifiant la pertinence du fondement juridique et en annulant le cas échéant tout acte qui reposerait sur une base juridique inadéquate.

53. Bien qu'il y ait relativement peu de cas jurisprudentiels à ce jour en matière éducative, la complexité de détermination de la compétence de l'UE concernant les actes présentant une composante éducative, rend difficile le choix de la base juridique et crée de ce fait une insécurité juridique latente. En se fondant seulement sur la matière, il semble logique de lier par exemple la lutte contre l'illettrisme à l'article 165 TFUE⁷⁴ (ex 149 TCE) puisque cette action contribue sans aucun doute à améliorer la qualité de l'éducation. Or en 2001, le Parlement européen a utilisé les articles 136 TCE⁷⁵ et 137 TCE⁷⁶ comme fondements à sa

⁷² Avis CJCE du 6 décembre 2001 rendu en vertu de l'article 300 CE (2/00 Rec. p I-9713 points 3, 5, 6)

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Article 165 TFUE (ex-article 149 TCE), op.cit.

⁷⁵ Article 136 TCE (version consolidée) « La Communauté et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions. À cette fin, la Communauté et les États membres mettent en œuvre des mesures qui tiennent compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de la Communauté. Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché commun, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par le présent traité et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives. »

⁷⁶ Article 137 TCE (version consolidée) « 1. En vue de réaliser les objectifs visés à l'article 136, la Communauté soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants: a) l'amélioration en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs ; b) les conditions de travail ; c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs ; d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail ; e) l'information et la consultation des travailleurs ; f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5 ; g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de la Communauté ; h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de l'article 150 ; i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans

résolution sur l'illettrisme et l'exclusion sociale⁷⁷, son choix se justifiant par le fait que la lutte contre l'illettrisme contribue également à la réalisation des objectifs de la politique sociale. Face à cette situation juridique, la Cour de Justice fait preuve de pragmatisme, considérant que « dans le cadre du système de compétences de la Communauté, le choix de la base juridique d'un acte doit se fonder sur des éléments objectifs susceptibles de contrôle juridictionnel. Parmi de tels éléments figurent, notamment, le but et le contenu de l'acte »⁷⁸.

54. Il convient de démontrer que l'enchevêtrement des compétences de l'UE dans le domaine éducatif est lié à l'éparpillement des actions communautaires en la matière, particulièrement prononcé dans l'intervention externe de l'UE. L'intrication des compétences se justifie historiquement par le silence des Traités quant à la détermination d'une compétence matérielle de la CE dans le domaine éducatif, ayant conduit inéluctablement à la recherche d'une base juridique de complaisance légitimant une action communautaire de fait, et conférant à la Communauté les moyens d'agir (Titre Premier). Elle s'explique également par l'intrication des objectifs découlant, d'une part, du caractère transversal intrinsèque à la question éducative, d'autre part, de la nature même du système de l'UE, se caractérisant, selon l'analyse du Professeur Joël RIDEAU « par un enchevêtrement de compétences, lié à des attributions rattachées à des objectifs plus qu'à des matières »⁷⁹. L'objectif visant à contribuer au développement d'une éducation de qualité est de ce fait inscrit comme une composante fondamentale des politiques extérieures et des volets externes des politiques internes de l'UE⁸⁰, conformément à la théorie jurisprudentielle de l'accessoire. L'intégration de la composante éducative dans des politiques poursuivant d'autres objectifs, considérés comme principaux, a pour conséquence de fonder l'action externe éducative sur une autre

le travail; j) la lutte contre l'exclusion sociale : k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c). »

⁷⁷ Résolution du Parlement européen 2001/2340 (INI), P5_TA (2002)0062, A5-0009/2002, JO C284E/209 du 7 février 2002

⁷⁸ Point 22 de l'arrêt CJCE du 3 décembre 1996 République portugaise contre Conseil de l'Union européenne, aff. C-268/94, Rec. 1996 p I-06177 ; voir également point 10 de l'arrêt CJCE du 11 juin 1991 Commission c/ Conseil, aff. C-300/89, Rec. 1991 p I-2867 ; point 25 de l'arrêt CJCE du 12 novembre 1996 Royaume-Uni c/ Conseil, aff. C-84/94, Rec. 1996 p I-05755

⁷⁹ Citation J. RIDEAU p 515 in « Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes », manuel 3^{ème} éd. LGDJ (1092p) – extrait « ...des listes de compétences seraient d'ailleurs d'autant plus difficile à rédiger que le système communautaire se caractérise par un enchevêtrement des compétences, lié à des attributions rattachées à des objectifs plus qu'à des matières. »

⁸⁰ L'identification des fondements juridiques de l'action externe de l'UE en la matière s'avère délicate, sachant qu'il faut tenir compte de surcroît du particularisme de la compétence externe, qui peut être une compétence implicite découlant de l'existence d'une compétence interne de l'UE, selon le principe du parallélisme entre les compétences externes et internes. Il sera donc pertinent de tenir compte également des différentes formes que peut prendre la politique externe de l'éducation, au travers d'autres politiques sectorielles, même internes.

base juridique que l'article 165 TFUE (ex 149 TCE), auquel il n'est pas forcément fait référence pour fonder l'acte juridique concerné, ce qui rend complexe l'appréhension de la politique éducative de l'UE. La politique de coopération au développement poursuit par exemple des objectifs généraux de réduction de la pauvreté et de développement économique et social, auxquels s'ajoute accessoirement l'objectif de contribution à une éducation de qualité pour tous. La dissémination des actes éducatifs dans de nombreuses politiques de l'UE et basés sur une multiplicité de bases juridiques fonde une politique de l'éducation, intégrée par essence, que l'on pourrait qualifier de '*gigogne*' à différentes politiques (Titre Second).

TITRE I

L'INTRICATION DES COMPÉTENCES, CARACTÉRISTIQUE DU VOLET EXTERNE DE L'ÉDUCATION

55. L'action externe de la Communauté en matière d'éducation s'est fondée dans un premier temps sur une intrication des bases juridiques relatives, respectivement, à la formation professionnelle et aux compétences implicites, afin de pallier l'absence de compétence matérielle d'attribution de la Communauté dans le secteur éducatif (Chapitre ^{1er}).

Cet enchevêtrement, risqué pour la sécurité juridique⁸¹, conduira à la détermination par le Traité de Maastricht d'une base juridique propre pour l'intervention communautaire en matière d'éducation, comportant un alinéa spécifiquement consacré aux relations extérieures. L'analyse de la mise en œuvre de cette base juridique, caractérisée par un entremêlement de principe avec d'autres bases juridiques, nous permettra de mieux cerner les attentes placées dans l'action externe éducative de l'UE depuis la ratification du Traité de Lisbonne et les ajustements qui s'imposent (Chapitre 2).

⁸¹ Paragraphe 65 des conclusions de l'avocat général, Mme Juliane KOKOTT, présentées le 23 avril 2009 « ...l'impératif de sécurité juridique requiert que tout acte visant à créer des effets juridiques emprunte sa force obligatoire à une disposition du droit communautaire qui doit expressément être indiquées comme base légale et qui prescrit la forme juridique dont l'acte doit être revêtu », aff. C-370/07 Commission des CE c/ Conseil de l'UE – en référence au paragraphe 26 de l'arrêt CJCE du 16 juin 1993 France c/ Commission C-325/91, Rec. pI-3283

Chapitre I

Multiplicité des fondements originels de la compétence externe en matière éducative, facteur d'enchevêtrement de compétences

56. L'enchevêtrement des compétences sur lequel repose la politique éducative de l'UE s'explique dans un premier temps, par une nécessité historique, liée à l'absence de compétence d'attribution de la Communauté en matière éducative, puis dans un second temps, par une volonté politique de conserver l'intrication des bases juridiques en la matière, volonté guidée, d'une part, par un instinct étatique de préservation, face au renforcement institutionnel du système communautaire, d'autre part, par un engagement plus légitime des Etats membres visant à assurer une action cohérente, notamment dans le cadre des relations extérieures, en privilégiant la poursuite d'objectifs généraux transversaux dans le cadre communautaire, par rapport à la mise en œuvre de politiques sectorielles strictement cloisonnées par les textes.

57. Faute de compétence matérielle d'attribution, les institutions communautaires ont donc dû faire preuve de tact afin de légitimer leur action éducative, partant du constat qu'une multiplicité de bases juridiques s'avérait potentiellement pertinentes. L'article 128 TCEE⁸² établissait une politique de formation professionnelle substantiellement différente de l'action menée dans le secteur éducatif malgré certaines similitudes. L'article 235 TCEE⁸³ se présentait comme la base juridique à la fois salvatrice pour la légalité et dangereuse pour la sécurité juridique, dans la mesure où elle permettait l'extension de compétence de la Communauté dans des secteurs non couverts par les compétences matérielles d'attribution. L'article 3 TCE⁸⁴, énumérant une liste d'objectifs généraux de l'action communautaire, consacrait quant à lui dès 1992 une compétence généraliste en matière éducative, complémentaire mais redondante avec la base juridique matérielle d'attribution de compétence dans le domaine éducatif.

58. Face à cette multiplicité de fondements juridiques de 'secours', la Cour de Justice apportera une contribution essentielle à la légitimation de l'action communautaire en matière éducative, notamment par l'interprétation extensive des dispositions de l'article 128 TCEE.

⁸² Op.cit.

⁸³ Op.cit.

⁸⁴ Op.cit.

L'article 128 TCEE ne conférait à l'origine à la politique de formation professionnelle qu'un intérêt purement économique. Sa portée matérielle a été considérablement étendue par la jurisprudence de la Cour, précisant que la politique de formation professionnelle couvre « toute forme d'enseignement qui prépare à une qualification pour une profession ou l'aptitude nécessaire pour exercer une telle profession, quel que soit l'âge et le niveau de formation des élèves ou des étudiants et même si le programme inclut une partie d'éducation générale »⁸⁵, ce qui concerne notamment les études universitaires. Cette définition large a permis, d'une part, de fonder juridiquement les actions communautaires en matière d'éducation jusqu'à l'insertion d'une base juridique spécifique établie en 1992 par le Traité de Maastricht, d'autre part, d'expliquer le maintien de l'enchevêtrement de compétences matérielles en matière d'éducation et de formation, même après 1992, du fait de la similitude des finalités poursuivies par ces deux politiques.

59. L'utilisation de l'article 128 TCEE pour fonder des actes communautaires à dimension éducative conduira cependant à des conflits de compétences soumis à la Cour de justice. Malgré la position jurisprudentielle raisonnée de la Cour, évitant l'entremêlement des bases juridiques⁸⁶, l'article 235 TCEE s'imposera comme le fondement juridique de principe concernant les actes communautaires éducatifs présentant une dimension externe.

60. L'intrication des compétences communautaires, établies par les articles 128 TCEE et 235 TCEE, s'est donc avérée incontournable avant la reconnaissance d'une compétence spécifique au profit de la Communauté en matière éducative par le Traité de Maastricht (Section 1). Elle sera de surcroît maintenue après 1992 du fait de la 'marginalisation' de la base juridique de compétence communautaire dans le secteur éducatif, notamment dans sa dimension externe, et ce malgré l'impact positif de l'article 3 TCE, renforçant la compétence de la Communauté en matière d'éducation par la consécration d'un objectif général et transversal de contribution de la Communauté à une éducation de qualité (Section 2).

Section 1/ Les fondements palliatifs à l'absence de compétence matérielle spécifique

61. En l'absence de compétence matérielle d'attribution, les initiatives communautaires dans le domaine éducatif se sont fondées, soit sur les traités CEE, CECA et Euratom de manière

⁸⁵ CJCE 13 février 1985 Gravier c/ Ville de Liège, aff. 293/83 Rec.1985 p.593, voir commentaire in CMLR 1987 p93-94 ; CJCE 30 mai 1989, aff. Erasmus, aff. 242/87, Rec.p1425

⁸⁶ CJCE du 30 mai 1989 Commission des CE c/ Conseil des CE, aff. Erasmus, aff. 242/87, Rec.p1425

générale⁸⁷, soit sur les articles 128 TCEE et 235 TCEE. L'intrication des compétences s'est avérée pertinente, dans la mesure où conformément au principe de juridicité, tout acte communautaire doit reposer sur une base juridique de compétence⁸⁸. La pratique d'enchevêtrement des bases juridiques en matière éducative établie avant le Traité de Maastricht (Paragraphe 1), a été maintenue malgré la détermination d'une base juridique spécifique en matière d'éducation (Paragraphe 2), du fait de l'interaction matérielle entre les secteurs éducatif et formatif, et bien que les institutions aient limité restrictivement l'usage de la clause de flexibilité. On peut s'interroger cependant sur l'impact du renouveau de la clause de flexibilité dans le TFUE sur l'action de l'UE dans le domaine éducatif.

Paragraphe 1 / Un enchevêtrement de bases juridiques indispensable avant le Traité de Maastricht

62. L'article 128 TCEE, établissant la politique communautaire en matière de formation professionnelle a légitimement constitué le socle juridique adéquat d'actes communautaires de nature éducative, du fait des similarités matérielles entre ces deux domaines. Face aux mutations du marché de l'emploi, ces deux secteurs sont en effet étroitement liés, notamment dans le cadre des politiques dites de 'transition', établies au sein de l'UE afin de gérer le passage de l'école à la vie professionnelle⁸⁹, ainsi que des programmes de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans les technologies, tels que Comett, ou des programmes visant à favoriser les échanges d'étudiants tels qu'Erasmus (A). Cependant, bien que la Cour ait accordé une application extensive à l'article 128 TCEE⁹⁰, les institutions ont eu recours à l'article 235 TCEE pour fonder juridiquement les actes communautaires éducatifs pris en matière de relations extérieures, notamment pour l'ouverture du programme

⁸⁷ Voir par exemple résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil, du 09 février 1976 comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5 (bases juridiques : Traités CECA, TCEE, TCEEA) ; Conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 6 octobre 1989 sur la coopération et la politique communautaire en matière d'éducation dans la perspective de 1993, JO C277 du 31 octobre 1989, p5-6 (base juridique : TCEE) ; Conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis, au sein du Conseil du 14 décembre 1989 sur les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale dans le domaine de l'éducation et de la formation, JO C27 du 6 février 1990, p7 (base juridique : TCEE)

⁸⁸ Paragraphe 55 des conclusions de l'avocat général Mme Juliane KOKOTT présentées le 23 avril 2009, aff. C-370/07 Commission des CE c/ Conseil de l'UE « l'indication d'une base juridique en tant que condition minimale d'une motivation s'impose également au regard du principe des compétences d'attribution consacré à l'article 5 premier alinéa CE. »

⁸⁹ Programme 'Transition I' en 1982 et Programme 'Transition II'; décision 87/569/CEE du Conseil du 1^{er} décembre 1987 concernant un programme d'action pour la formation professionnelle et la préparation des jeunes à la vie adultes et professionnelles, JO L346 du 16 décembre 1987, p31

⁹⁰ La CJCE estime que « ...la prévision de la mise en œuvre d'une politique commune de la formation professionnelle interdit toute interprétation de cette disposition qui aboutirait à refuser à la Communauté les moyens d'actions nécessaires pour conduire utilement cette politique commune. », paragraphe 9 de l'arrêt de la CJCE du 30 mai 1989 Commission des CE c/ Conseil des CE, aff. Erasmus, aff. 242/87, Rec. 1989 p1425

Erasmus aux pays de l'EEE et pour la mise en place du programme Tempus (B). Cette situation complexe a conduit à l'enchevêtrement de ces deux bases juridiques.

A/ Le recours à la base juridique de l'article 128 TCEE : analyse jurisprudentielle de l'interaction matérielle des domaines de compétence

63. La formation professionnelle est étroitement liée au domaine éducatif, constituant elle-même une forme d'apprentissage. Elle se distingue cependant du fait des liens particuliers qu'elle entretient avec le monde du travail, dans la mesure où elle concerne davantage l'acquisition de connaissances et de compétences professionnelles que d'un savoir purement académique. Le Conseil a cependant précisé dès 1971 qu'« il est en outre évident que la formation professionnelle ne doit et ne peut pas constituer une action isolée et indépendante, mais qu'elle doit se fonder sur les résultats d'un enseignement général qui réponde à ses divers niveaux aux exigences d'une société moderne »⁹¹. C'est pourquoi le Conseil a pris en considération la « corrélation entre l'éducation générale et la formation professionnelle »⁹² et précisé que « les actions à entreprendre devraient attribuer toute son importance à l'interdépendance croissante entre l'éducation générale et la formation professionnelle et technique. Deux tendances se dessinent en effet : celle de la prolongation de la scolarité et celle de la nécessité d'assurer une formation permanente »⁹³. La position du Conseil explique ainsi que l'article 128 TCEE, consacrant l'établissement d'une politique commune de formation professionnelle, ait constitué *de jure* le socle juridique d'actes communautaires de nature éducative tel que le programme Erasmus, et d'actes communautaires de nature formative comprenant une composante éducative, tel que le programme Comett⁹⁴ ou le

⁹¹Paragraphe 18 des orientations générales pour l'élaboration d'un programme d'activités au niveau communautaire en matière de formation professionnelle, JO C81 du 12 août 1971, p5-11 (118 et 128 TCEE)

⁹²Ibid.

⁹³Ibid.

⁹⁴ Le programme Comett relatif à la coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le domaine des nouvelles technologies a été arrêté sur la base de l'article 128 TCEE pour une période de 4 ans. Visant à renforcer et à stimuler à l'intérieur de la Communauté la coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation, il comprend une composante éducative. La décision du 24 juillet 1986 établissant le programme Comett rappelle que l'un des objectifs de la politique commune de formation professionnelle vise « à rendre la formation professionnelle suffisamment large sur la base de l'enseignement général pour satisfaire aux exigences découlant du progrès technique, d'une part, et à établir des relations plus étroites entre les différentes formes de la formation professionnelle et les secteurs économiques, d'autre part ». Elle précise également qu'« un rapport annuel sur la mise en œuvre du programme Comett est soumis par la Commission à l'Assemblée, au Conseil ainsi qu'au comité consultatif pour la formation professionnelle institué par la décision 63/266/CEE et au comité de l'éducation institué par la résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil le 9 février 1975 [JO n°63 du 20 avril 1963 p1338] » ; voir article 5 paragraphe 5 de la décision 86/365/CEE du Conseil du 24 juillet 1986 portant adoption du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le domaine des nouvelles technologies Comett, JO L222 du 8 août 1986, p17

programme d'action pour la formation professionnelle des jeunes et la préparation à la vie adulte⁹⁵.

64. La Cour a eu l'occasion d'apprécier extensivement le champ d'application de l'article 128 TCEE en précisant, dans l'affaire Forcheri du 13 juillet 1983, que « s'il est vrai que la politique d'enseignement et de formation ne fait pas partie, en tant que telle, des domaines que le traité a soumis à la compétence des institutions communautaires, l'accès à de telles formes d'instruction tombent, cependant, dans le domaine d'application du traité »⁹⁶. Elle a de surcroît attribué une définition large à la notion d'enseignement professionnel, ce qui a permis de fonder le programme Erasmus, premier programme communautaire établi en matière d'enseignement supérieur, sur la base de l'article 128 TCEE notamment. La Cour a confirmé la position jurisprudentielle adoptée dans l'affaire Forcheri lors de l'affaire Gravier du 13 février 1985⁹⁷, en constatant que « si l'organisation de l'éducation et la politique de l'enseignement ne font pas partie en tant que telles des domaines que le traité a soumis à la compétence des institutions communautaires, l'accès et la participation aux cours d'enseignement et d'apprentissage, en particulier lorsqu'il s'agit de formation professionnelle,

⁹⁵ Décision 87/569/CEE du Conseil du 1^{er} décembre 1987 concernant un programme d'action pour la formation professionnelle des jeunes et la préparation à la vie adulte et professionnelle, JO L346 du 10 décembre 1987, p31-33 (128 TCEE) ; article 2 point 1.a de la décision 63/266 établissant un programme d'action pour la formation étendu aux actions éducatives et en faveur de la jeunesse « les mesures de la Communauté visent à renforcer, à tous les niveaux et en coopération avec les partenaires sociaux, les liens et la coopération entre les systèmes d'éducation, de formation et d'orientation professionnelles et tous les secteurs tant publics que privés de l'économie, y compris le cas échéant, les organismes publics, privés et bénévoles ainsi que les organisations de jeunes » et article 4 « la Commission présente, avant le premier janvier 1990, un rapport intérimaire et, avant fin de 1993, un rapport final sur la mise en œuvre du présent programme au Conseil et au Parlement européen ainsi qu'au comité consultatif pour la formation professionnelle, dont le statut a été établi par la décision 63/288/CEE et au Comité de l'éducation établi par la résolution du 9 février 1976 du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil ».

⁹⁶ CJCE 13 juillet 1983 Sandro Forcheri et Marisa Marino, épouse Forcheri c/ Etat belge et Absl Institut supérieur de sciences humaines appliquées (école ouvrière supérieure), aff. 152/82, Rec.1983 p2323 – En l'espèce, le juge de paix du quatrième canton de Bruxelles a saisi la CJCE d'un renvoi préjudiciel relatif à l'interprétation des articles 7 et 48 du Traité et du règlement n° 1612/68 du Conseil relatif à la libre circulation des travailleurs dans la Communauté. Les requérants contestaient le respect du droit communautaire par le 'minerval', droit d'inscription concernant les étudiants étrangers exclusivement, au motif qu'il engendrait une discrimination par rapport aux ressortissants nationaux en matière d'accès à la formation.

⁹⁷ Arrêt de la Cour du 13 février 1985 Françoise Gravier c/ Ville de Liège, aff. 293/83, Rec.1985 p593 – voir notamment H.ALBRECHT « L'accès à la formation professionnelle dans les pays de la Communauté : un important arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes » in 'Formation professionnelle', 1985, n°19 p1-5 ; J.STEINER « Recipients of services – some more equal than others », European LawReview, 1985, p348-352 - Dans cette affaire, la CJCE a examiné dans le cadre d'un renvoi préjudiciel la conformité au droit communautaire de l'imposition d'un minerval comme condition pour l'accès aux cours d'enseignement professionnel aux étudiants ressortissants des autres Etats membres, alors qu'une même charge n'est pas imposée aux étudiants nationaux. Elle constate, d'une part, que cette charge financière constitue une discrimination en raison de la nationalité prohibée par l'article 7 du Traité (paragraphe 26 de l'arrêt), et que, d'autre part, l'enseignement de l'art des bandes dessinées, concerné en l'espèce, relève bien de l'enseignement professionnel en tant qu'enseignement « dispensé par un établissement d'enseignement supérieur artistique, lorsque cet enseignement prépare l'étudiant à une qualification pour une profession, métier ou emploi spécifique ou lui confère l'aptitude particulière d'exercer une telle profession, métier ou emploi » (paragraphe 31).

ne sont pas étrangers au droit communautaire »⁹⁸. La Cour fait référence en l'espèce aux droits découlant, d'une part, du règlement relatif à la libre circulation des travailleurs⁹⁹, mentionnant explicitement le droit d'un travailleur ressortissant d'un autre Etat membre d'accéder au même titre que les ressortissants nationaux à l'enseignement professionnel et général, d'autre part, de la décision portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle¹⁰⁰, consacrant le droit de « chacun de recevoir une formation adéquate dans le respect du libre choix de la profession, de l'établissement et du lieu de formation »¹⁰¹, et des orientations générales établies par le Conseil en 1971, disposant que « l'objectif de la formation professionnelle doit être de 'pourvoir la population dans son ensemble en moyens de formation, de perfectionnement et de formation permanente de caractère général et professionnel adéquats pour permettre à chacun de développer sa personnalité et d'accomplir une carrière professionnelle dans une économie dont les besoins sont en évolution constante' »¹⁰².

65. La Cour a considéré qu'« il résulte de ces textes que toute forme d'enseignement qui prépare à une qualification pour une profession, métier ou emploi spécifique, ou qui confère l'aptitude particulière à exercer une telle profession, métier ou emploi, relève de l'enseignement professionnel, quels que soient l'âge et le niveau de formation des élèves ou des étudiants, et même si le programme d'enseignement inclut une partie d'éducation générale »¹⁰³. En consacrant cette définition particulièrement large de l'enseignement

⁹⁸ Ibid., paragraphe 19

⁹⁹ Ibid., paragraphe 20 - « c'est ainsi que l'article 7 du règlement n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (JO L257 p2) prévoit que le travailleur ressortissant d'un Etat membre et exerçant ses activités dans un autre Etat membre y bénéficie, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation. Le même règlement assure, dans son article 12, l'accès aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle, dans les mêmes conditions que les nationaux, aux enfants des ressortissants d'un autre Etat membre qui exercent leurs activités dans un autre Etat membre. »

¹⁰⁰ Ibid., paragraphe 26 - « Aux termes de la décision 63/266, précitée, les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle concernent 'la formation des personnes jeunes et adultes pouvant être appelées à exercer une activité professionnelle ou l'exerçant déjà jusqu'au niveau des cadres moyens'. Une telle politique devrait 'permettre à chacun d'acquérir les connaissances et les capacités techniques nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle déterminée et d'atteindre le plus haut niveau de formation possible tout en favorisant, en ce qui concerne plus spécialement les jeunes, l'évolution intellectuelle et moral, l'éducation civique et de développement physique'. »

¹⁰¹ Décision 63/266 du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle, JO 1963 du 20 avril 1963, p1338-1341 - premier principe « les principes généraux doivent permettre à chacun de recevoir une formation adéquate dans le respect du libre choix de la profession, de l'établissement et du lieu de formation ».

¹⁰² Orientations générales du Conseil pour l'élaboration d'un programme d'activités au niveau communautaire en matière de formation professionnelle, JO C81, 1971, p5

¹⁰³ Paragraphes 29-30 de l'arrêt CJCE 13 février 1985 Françoise GRAVIER c/ Ville de Liège, aff. 293/83, Rec. 1985, p593

professionnel, dans la mesure où il existe peu d'enseignements ne répondant pas aux critères déterminés, la Cour a favorisé, d'une part, la compétence communautaire en matière d'éducation et de formation, d'autre part, l'assimilation de ces deux matières car l'enseignement professionnel combine par nature enseignement général et formation. Si tout enseignement ne prépare pas concrètement à une qualification professionnelle, l'enseignement, même académique, confère par nature une 'aptitude particulière à exercer une profession' puisque l'acquisition de connaissances contribue à l'épanouissement d'un individu et de ce fait indirectement à son insertion sociale et professionnelle.

66. La position jurisprudentielle de l'affaire Gravier a été reprise et explicitée par la jurisprudence ultérieure, notamment en ce qui concerne 'l'inclusion dans un programme d'enseignement d'une partie d'éducation générale'. Afin de confirmer l'application du droit communautaire, la CJCE a en effet conféré une application large à l'article 128 TCEE en étendant son application aux études universitaires, même lorsqu'elles présentaient un caractère académique important. L'argument essentiel de la Cour repose sur le concept de 'politique commune de formation professionnelle' impliquant, d'une part, d'attribuer à la Communauté les moyens d'action nécessaires pour mettre en œuvre une telle politique¹⁰⁴, d'autre part, de prévoir 'l'évolution progressive' de cette politique en n'excluant aucune action présentant des liens étroits avec cette dernière¹⁰⁵, partant du constat qu'aucune disposition communautaire ne fournit « d'indications tendant à limiter la notion de formation professionnelle de façon à en exclure tout enseignement universitaire »¹⁰⁶.

67. Dès le 25 octobre 1985, la Cour a ainsi précisé, par ordonnance en référé du Président de la Cour¹⁰⁷, que si « dans le cadre d'une procédure de référé, il est impossible pour la Cour de

¹⁰⁴ Paragraphe 9 de l'arrêt CJCE du 30 mai 1989 Commission des CE c/ Conseil des CE - La Cour estime que « ...la prévision de la mise en œuvre d'une politique commune de la formation professionnelle interdit toute interprétation de cette disposition qui aboutirait à refuser à la Communauté les moyens d'actions nécessaires pour conduire utilement cette politique commune » - aff. Erasmus, aff. 242/87, Rec.p1425

¹⁰⁵ Paragraphe 2 sommaire et paragraphe 31 de l'arrêt CJCE du 2 février 1988, aff. Vincent Blaizot c/ Université de Liège et autres - « Ce n'est que sur la base de l'évolution progressive de la politique commune de formation professionnelle évoquée par l'article 128 du Traité qu'il est devenu possible d'inclure de telles études universitaires dans la notion de formation professionnelle au sens du droit communautaire... », aff. 24/86, Rec. 1988, p 379

¹⁰⁶ Ibid., paragraphe 17

¹⁰⁷ Ordonnance en référé du Président de la Cour du 25 octobre 1985, aff. 293/85R, Commission des CE c/ Royaume de Belgique, Rec.1985, p3521 ; voir arrêt de la Cour 2 février 1988 Commission des CE d/ Royaume de Belgique, aff. 293/85, Rec.1988, p305 (recours en constatation de manquement irrecevable) ; voir notamment P.WATSON, CMLR 1987, p93-97 - Cette ordonnance confirme la jurisprudence Gravier. En l'espèce la Commission a introduit, d'une part, une demande en référé de mesures provisoires visant à la condamnation du Royaume de Belgique, à adopter sans délai les mesures nécessaires pour garantir l'accès des étudiants ressortissants des autres Etats membres à l'enseignement universitaire prodigué en Belgique dans les mêmes

déterminer si les études universitaires font partie de l'enseignement de formation professionnelle au sens de l'arrêt Gravier, sans préjuger de la décision au fond ; il apparaît toutefois qu'on ne peut rejeter l'hypothèse que certaines études universitaires, notamment celles qui préparent à une qualification pour une profession, un métier ou un emploi spécifique, ou qui confère l'aptitude particulière à exercer une telle profession, un tel métier ou emploi, pourraient relever de l'enseignement professionnel et ne pourraient dès lors, pas être soumises à des conditions d'accès différentes pour les étudiants nationaux et ceux ressortissants des autres Etats membres... »¹⁰⁸.

68. En 1988, à l'occasion de l'affaire Blaizot¹⁰⁹ la Cour a étendu explicitement la jurisprudence Gravier aux études universitaires en reprenant dans les mêmes termes le concept d'enseignement professionnel¹¹⁰ et en disposant que « pour ce qui est de l'enseignement universitaire, tel est le cas non seulement si l'examen de fin d'études confère la qualification immédiate pour l'exercice d'une profession, d'un métier ou d'un emploi déterminé présupposant cette qualification, mais également dans la mesure où ces études confèrent une aptitude particulière dont l'étudiant a besoin pour l'exercice d'une profession, d'un métier ou d'un emploi, même si l'acquisition de ces connaissances n'est pas prescrite, pour cet exercice, par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives. Dès lors, la notion de formation professionnelle englobe les études universitaires de médecine

conditions que les étudiants nationaux, d'autre part, un recours en constatation de manquement contre le Royaume de Belgique ayant manqué à ses obligations du fait du maintien d'un droit d'inscription complémentaire, le minerval, à charge des étudiants ressortissants des autres Etats membres. La Cour rappelle qu'il « résulte de l'arrêt Gravier que les conditions d'accès à la formation professionnelle relèvent du domaine d'application du Traité et que l'imposition d'un minerval, comme condition pour l'accès au cours d'enseignement professionnel aux étudiants ressortissants des autres Etats membres, alors qu'une même charge n'est imposée aux étudiants nationaux, constitue une discrimination, en raison de la nationalité, prohibée par l'article 7 du Traité. »

¹⁰⁸ Ibid., paragraphe 18

¹⁰⁹ CJCE 2 février 1988, aff. Vincent Blaizot c/ Université de Liège et autres, aff. 24/86, Rec. 1988, p 379 – En l'espèce, le Président du Tribunal de première instance de Liège a saisi la CJCE d'un renvoi préjudiciel la CJCE en vue de trancher un litige relatif aux conditions financières d'accès aux universités. M. Blaizot et seize autres demandeurs, ressortissants français, contestaient le refus de certaines universités belges de leur rembourser leurs droits d'inscription complémentaires (minerval) payés chaque année (6 ans) durant leurs études universitaires de médecine vétérinaire. Dans la mesure où ces études universitaires relevaient de la notion de formation professionnelle, le droit d'inscription complémentaire perçu constituait, selon la jurisprudence Gravier, une discrimination en raison de la nationalité. De ce fait « le présent arrêt consacre une évolution quant à l'inclusion des études universitaires dans la notion de formation professionnelle au sens du droit communautaire. Comme la Cour l'a déjà constaté dans son arrêt du 13 février 1985, précité, la politique commune de formation professionnelle évoquée par l'article 128 du TCEE est en train de s'établir progressivement. Ce n'est que sur la base de cette évolution qu'il devenait possible de considérer comme également couvertes par la notion de formation professionnelle au sens du droit communautaire des études universitaires préparant à l'exercice d'un métier ou d'une profession. » (Paragraphe 31 de l'arrêt)

¹¹⁰ Ibid. « Toute forme d'enseignement qui prépare à une qualification pour une profession, un métier ou emploi spécifique, ou qui confère l'aptitude particulière à leur exercice, relève de l'enseignement professionnel, lequel rentre, en ce qui concerne les conditions auxquelles on y accède, dans le domaine d'application du traité. »

vétérinaire »¹¹¹, même si elles comportent une partie importante d'enseignement académique. En l'espèce, bien que les défenderesses, à savoir les universités belges, soutenaient que la notion de formation professionnelle au sens de l'article 128 TCEE ne saurait concerner l'enseignement universitaire dont le caractère est essentiellement académique, la Commission et les demandeurs faisaient cependant valoir que les études dispensées dans ces universités font partie de l'enseignement de formation professionnelle au sens de l'article 128 TCEE car « il n'y a pas d'enseignement académique, d'une part, et une formation professionnelle, d'autre part, mais une formation professionnelle acquise dans le cadre de l'enseignement académique dispensé par les universités »¹¹². La Cour constate que la division de l'enseignement universitaire en deux cycles ne modifie pas le contexte dans la mesure où « leur ensemble doit être considéré comme une unité et qu'il n'est pas possible de distinguer entre un cycle ne relevant pas de la formation professionnelle et un autre cycle relevant de cette notion »¹¹³.

69. Cet argument jurisprudentiel a été confirmé et appliqué à l'enseignement secondaire dispensé dans un institut technique, à l'occasion de l'affaire Etat belge c/ René Humbel du 27 septembre 1988 soulevant la problématique de la signification jurisprudentielle d'« inclusion d'une partie d'enseignement général »¹¹⁴. La Cour précise que « relève de l'enseignement professionnel, au sens du traité, une année d'étude appartenant à une filière d'enseignement qui constitue une unité d'enseignement préparant à une qualification pour une profession, un métier ou un emploi spécifique ou conférant une aptitude particulière à exercer une telle

¹¹¹ Ibid., paragraphe 1 du sommaire et paragraphe 19

¹¹² Ibid., paragraphe 14

¹¹³ Ibid., paragraphe 21

¹¹⁴ CJCE 27 septembre 1988, aff. Etat belge c/ René Humbel, aff. 263/86, Rec. 1988, p. 5365 - En l'espèce, M. Humbel refuse de payer le minerval exigé par l'Etat belge et demande un renvoi préjudiciel visant à savoir si les études concernées relèvent de la formation professionnelle et si ce n'est pas le cas, si son fils peut être considéré comme bénéficiant d'un service au sens de l'article 59 du traité, auquel cas le minerval constitue une restriction à sa liberté de se rendre en Belgique pour bénéficier de tels services. La Cour précise que « la question de savoir si les études suivies constitue un enseignement professionnel tel qu'il est défini dans l'affaire Gravier nous paraît relever essentiellement de la compétence de la juridiction nationale. A nos yeux, ce n'est que dans les cas très clairs que la Cour peut décider que des études relèvent de l'enseignement professionnel (comme elle l'a fait dans l'affaire 24/86, Blaizot et autres c/ Université de Liège, arr. du 2 février 1988 Rec. p. 379, mais comme elle s'est abstenue de la faire expressément dans l'affaire Gravier elle-même) ... Il nous semble que, lorsqu'elle a dit dans l'affaire Gravier qu'un enseignement professionnel pouvait comporter 'une partie d'éducation générale' la Cour pensait à une proportion accessoire ou mineure. Il n'est pas certain que des études dans lesquelles l'élément professionnel ne représente que 40% puisse, à l'examen, être déclarées d'ordre professionnel... il faut démontrer qu'elles préparaient à une qualification, ou conféraient l'aptitude particulière à exercer une profession, un métier ou un emploi spécifique » (Conclusions de l'avocat général Sir Gordon Slynn présentées le 15 mars 1988 - Comme la Cour n'a pas été informée de la profession, du métier ou de l'emploi spécifique, si tel est le cas, auquel préparaient les études suivies par Frédéric Humbel... elle estime « qu'il convient de répondre ... qu'il appartient au juge national d'apprécier avec précision les modalités d'études pour savoir si elles satisfont à la définition de l'enseignement professionnel donnée dans les affaires Gravier et Blaizot. »

profession, métier ou emploi » car « les différentes années d'une filière d'enseignement ne sauraient être qualifiées isolément mais doivent l'être dans le cadre de la filière entière et notamment en fonction de la finalité de celle-ci, à condition, toutefois que ladite filière constitue un ensemble possédant une unité et qu'il ne soit pas possible d'y distinguer une partie d'enseignement ne relevant pas de la formation professionnelle et une autre partie qui correspond à cette notion. »¹¹⁵.

70. Si certaines études universitaires préparant à une qualification professionnelle sont assimilables sans grande polémique à l'enseignement professionnel, telles que des études d'ingénierie électrique suivies à temps plein dans une université¹¹⁶ ou des études universitaires de médecine vétérinaire¹¹⁷, il en va autrement par exemple d'études de littératures, romane et germanique, dont la qualification 'd'enseignement professionnel' est moins évidente à appréhender¹¹⁸. La volonté affirmée de la Cour d'étendre extensivement le

¹¹⁵ Ibid., paragraphe 1

¹¹⁶ Conclusions de l'avocat général Sir Gordon Slynn présentées le 17 septembre 1987, aff. 197/86, Steven Malcolm Brown contre the Secretary of State of Scotland, Rec.1988, p3205 – En l'espèce le requérant, ayant une double nationalité (française et britannique), souhaite après un cursus en France, obtenir une qualification d'ingénieur en électricité à l'université de Cambridge. Selon les conclusions « l'expression 'formation professionnelle' recouvre des études en ingénierie électrique suivies à temps plein dans une université », « une telle formation constitue une formation dans une école professionnelle aux fins de l'article 7, paragraphe 3, du règlement (CEE) n°1612/68 du Conseil. » ; arrêt CJCE 21 juin 1988 Steven Malcolm Brown c/ Secretary of State of Scotland, aff. 197/86, Rec. 1988 p3205 – paragraphe 10 qu'« il convient de rappeler ensuite que, ainsi que la Cour l'a jugé dans l'arrêt du 13 février 1985, précité, des études qui préparent à une qualification pour une profession, un métier ou un emploi spécifique ou confèrent l'aptitude particulière à exercer une telle profession, métier ou emploi relèvent de la formation professionnelle. Il faut en outre préciser, ainsi que la Cour l'a jugé dans l'arrêt Blaizot, que les études universitaires répondent, dans leur généralité, à ces conditions, à l'exception de certains cycles d'études particuliers qui, du fait de leurs caractéristiques propres, s'adressent à des personnes désireuses d'approfondir leurs connaissances générales plutôt que d'accéder à la vie professionnelle. »

¹¹⁷ CJCE 2 février 1988, aff. Vincent Blaizot c/ Université de Liège et autres, aff. 24/86, Rec. 1988, p 379 - En l'espèce, la CJCE est saisie de la question de savoir si les études suivies à l'université, à savoir des études universitaires de médecine vétérinaire (niveau doctorat), constituaient une formation professionnelle relevant ainsi du champ d'application du Traité CEE et permettant aux demandeurs d'invoquer l'article 7 du traité. La Cour a appliqué les critères déterminés dans l'affaire Gravier, en examinant si l'enseignement suivi 'confère une qualification', ou 'prépare à une qualification' ou 'confère l'aptitude particulière à exercer une profession, un métier ou un emploi spécifique' sachant qu'un programme d'enseignement peut relever de l'enseignement professionnel même s'il comporte une partie d'éducation générale.

¹¹⁸ A l'occasion de l'affaire Sylvie Lair c/Universität Hannover, l'avocat général a démontré que des études universitaires en littératures romane et germanique peuvent être assimilées à un enseignement professionnel dans la mesure où elles sont sanctionnées par une qualification professionnelle. - Conclusions de l'avocat général Sir Gordon Slynn présentées le 17 septembre 1987 Sylvie Lair contre Universität Hannover (traduction eur lex de la version anglaise – demande de décision préjudicielle Verwaltungsgericht (tribunal administratif) Hannover – non discrimination – accès à l'enseignement universitaire – aide à la formation – aff. 39/86, Rec.1988 p3161) – En l'espèce, une ressortissante française, ayant été employée pendant deux ans et demi dans une banque allemande et ayant bénéficié des allocations chômage en Allemagne, a décidé d'entreprendre des études en langues et littératures romanes et germaniques à l'université de Hanovre. Elle avait demandé une aide à la formation qui lui a été refusée au motif « que les étrangers ne pouvaient bénéficier d'une aide à la formation que s'ils avaient exercé des activités salariées à plein temps en République fédérale pendant au moins cinq ans et avaient payé à ce titre des impôts et cotisations de sécurité sociale. Les périodes de chômage ne pouvaient pas être prises en considération... ». Le TA a effectué un renvoi préjudiciel auprès de la CJCE. Selon les conclusions, « le

champ d'application de l'article 128 TCEE à l'enseignement universitaire est cependant aisément compréhensible dans la mesure où cela permet, d'une part, d'assurer l'application du droit communautaire et notamment le droit de chaque individu à la non-discrimination en matière d'accès à l'enseignement et à la formation dans les Etats membres de l'UE, d'autre part, d'éviter une situation délicate d'insécurité juridique en déterminant un fondement juridique adéquat aux actions communautaires prises en matière d'enseignement supérieur.

71. Le lien entre formation et éducation a été particulièrement consolidé par l'affaire Erasmus dans laquelle la Cour considère que si le programme Erasmus a une finalité professionnelle pour les étudiants en tant que futurs agents économiques, il contient également des aspects plus académiques des études universitaires. Dans cette affaire, la Cour a réaffirmé que « toute forme d'enseignement qui prépare à une qualification pour une profession, métier ou emploi spécifique, ou qui confère l'aptitude particulière à exercer une telle profession, métier ou emploi, relève de l'enseignement professionnel »¹¹⁹, mais a ajouté de surcroît que ce principe s'applique « quels que soient l'âge et le niveau de formation des élèves ou des étudiants, et même si le programme inclut une partie d'éducation générale. Les études universitaires répondent, dans leur généralité à ces conditions. Il n'en va autrement que pour certains cycles d'études particuliers, qui, du fait de leurs caractéristiques propres, s'adressent à des personnes désireuses d'approfondir leurs connaissances générales plutôt que d'accéder à la vie professionnelle »¹²⁰. De ce fait tout acte communautaire, matériellement 'hybride', traitant à la fois de formation professionnelle et d'éducation générale, peut selon l'interprétation de la Cour, reposer sur l'article 128 TCEE. L'application extensive de l'article 128 TCEE n'est cependant valable que pour l'éducation, comme le démontre la Cour en

ressortissant d'un Etat membre qui se rend dans un autre Etat membre pour y prendre un emploi en qualité de travailleur a le droit de bénéficier d'une aide à la formation pour son entretien selon les mêmes critères et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux : a) en tant qu'avantage social au titre de l'article 7, paragraphe 2, du règlement n°1612/68 en ce qui concerne l'enseignement général, b) au titre de l'article 7, paragraphe 3, de ce même règlement en ce qui concerne l'enseignement dans des écoles professionnelles. ». Extraits des conclusions : « Nous sommes arrivés à la conclusion que 'l'enseignement professionnel' peut être dispensé dans une université (voir nos conclusions dans les affaires 293/85, Commission c/Belgique, et 24/86, Blaizot c/ Université de Liège et autres)...une université est dans cette mesure une école professionnelle et nous ne voyons pas de raison valable de n'appliquer l'article 7, paragraphe 3, qu'à certains des établissements d'enseignement dispensant un enseignement professionnel. »... « La question de savoir si l'enseignement est un enseignement professionnel se résout selon les critères exposés par la Cour dans l'affaire Gravier, tels qu'ils doivent être ensuite examinés dans l'affaire 293/85. Les questions déférées parlent d'« études supérieures sanctionnées par une qualification professionnelle », en l'espèce des études de littératures romane et germanique. Nous interprétons ces termes comme signifiant que la juridiction nationale a admis que ces études constituaient un enseignement professionnel... »

¹¹⁹ CJCE 26 mars 1987 Commission c/ Conseil, aff. 45/86, Rec. p1517 ; CJCE 30 mai 1989, Commission c/ Conseil, aff. 242/87, Rec. p1425

¹²⁰ CJCE 30 mai 1989, Commission des CE c/ Conseil CE, Aff. 242/87, Rec.p1425, somm. et paragraphes 5 et 6

l'espèce en exigeant explicitement l'assemblage des articles 128 et 235 TCEE pour fonder le programme Erasmus. Elle a en effet considéré que « le programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus) concerne non seulement le domaine de la formation professionnelle, mais aussi celui de la recherche scientifique »¹²¹. « De fait le Conseil n'était pas compétent pour l'adopter en vertu du seul article 128 du traité et ne pouvait donc, avant l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, que se fonder également sur l'article 235 du traité »¹²². L'Acte unique européen a en effet ajouté au Traité un nouveau titre VI intitulé 'la recherche et le développement technologique', comprenant notamment un article 130 énonçant les actions menées par la Communauté dans la réalisation de cet objectif, telles que l'action visant à encourager « les entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique »¹²³.

A compter de l'Acte unique européen, le programme aurait dû ainsi se fonder en ce sens sur les bases juridiques matérielles d'attribution de compétences relatives à la formation professionnelle et à la recherche, cependant la décision du Conseil 89/663/CEE du 14 décembre 1989 modifiant la décision 87/327/CEE portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants Erasmus¹²⁴ fut fondée exclusivement sur l'article 128 TCEE. Cette affaire démontre ainsi le lien étroit entre éducation et formation et même avec la recherche à partir de 1989, trilogie matériel servant de socle à la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive.

72. La Cour a cependant fixé des limites précises à son interprétation extensive de la notion d'enseignement professionnel en précisant, d'une part, dans l'affaire du 21 juin 1988 'Steven Malcolm Brown c/ Secretary of State of Scotland', que les universités ne peuvent être pour autant assimilées à des 'écoles professionnelles'¹²⁵, d'autre part, dans l'affaire 'Humbel', que

¹²¹ Ibid., paragraphes 34 et 35 - Selon la Cour « ...il convient de constater que la recherche scientifique relève de façon caractéristique des fonctions propres aux universités... » et qu'« une interprétation de la décision attaquée en ce sens qu'elle ne concernerait pas les activités universitaires de recherche scientifique entraînerait une limitation substantielle de la portée de certains objectifs du programme Erasmus, dont notamment ceux de 'promouvoir une coopération large et intensive entre les universités de tous les Etats membres' et de 'mettre en valeur tout le potentiel intellectuel des universités de la Communauté, grâce à une plus grande mobilité du personnel enseignant, permettant ainsi d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation fournis par ces universités, en vue d'assurer la compétitivité de la Communauté sur le marché mondial'(article 2, ii et iii) »

¹²² Ibid., paragraphe 6 du sommaire et paragraphe

¹²³ Article 130F paragraphe 2 inséré au Traité par l'Acte unique européen, JO L169 du 29 juin 1987 – Rappelons que l'entrée en vigueur de l'AUE prévue le 1^{er} janvier 1987 fut retardée au 1^{er} juillet 1987 soit un mois après l'adoption de la décision Erasmus.

¹²⁴ Décision du Conseil 89/663/CEE du 14 décembre 1989 modifiant la décision 87/327/CEE portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants Erasmus, JO L395 30 décembre 1989, p23-27

¹²⁵ CJCE 21 juin 1988, Steven Malcolm Brown c/ Secretary of State of Scotland, aff. 197/86, Rec. 1988, p3205- « 1.Des études universitaires qui préparent à une qualification pour une profession, métier ou emploi spécifique

des cours dispensés dans un institut technique relevant de l'enseignement secondaire ne peuvent être assimilés à des services¹²⁶. Une autre limite importante réside dans le recours à l'article 235 TCEE pour tout action externe communautaire en matière de formation ou d'enseignement supérieur...

B/ L'article 235 TCEE, fondement juridique unique de la coopération extérieure communautaire dans le domaine éducatif

73. Toute structure politique pérenne repose sur le concept d'adaptabilité et la construction européenne évolue soit vers plus d'unité, ce qui implique un renforcement des compétences institutionnelles, soit vers plus de diversité, reposant sur la consolidation des compétences étatiques dans le système. Connu sous l'appellation de 'clause de flexibilité', l'article 235 TCEE¹²⁷ a permis d'adapter les moyens d'action communautaire en cas de nécessité. La Cour de Justice a eu l'occasion d'interpréter ces dispositions en précisant qu'« il résulte des termes mêmes de l'article 235 que le recours à cet article comme base juridique d'un acte n'est justifié que si aucune autre disposition du traité ne confère aux institutions communautaires la compétence nécessaire pour arrêter cet acte »¹²⁸.

74. Cela signifie que l'article 235 TCEE pouvait servir de fondement juridique à un acte communautaire, s'avérant nécessaire, dans deux cas spécifiques, d'une part, en l'absence de

ou confèrent l'aptitude particulière à exercer une telle profession, métier ou emploi, relèvent de la formation professionnelle. Les universités ne sont cependant pas à considérer comme 'écoles professionnelles' au sens de l'article 7, paragraphe 3, du règlement n°1612/68 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté. En effet, la notion d'école professionnelle au sens de cette disposition ne comprend pas toute institution d'enseignement où une certaine formation est dispensée. Elle se réfère exclusivement à des institutions qui ne dispensent qu'un enseignement, soit intercalé dans une activité professionnelle, soit étroitement lié à celle-ci notamment pendant l'apprentissage. Tel n'est pas le cas des universités. »

¹²⁶ CJCE 27 septembre 1988 Etat belge c/ René Humbel et Marie-Thérèse Edel, aff. 263/86, Rec. 1988 p5365 - « 2. Ne peuvent être qualifiés de services, au sens de l'article 59 du traité, des cours dispensés dans un institut technique relevant de l'enseignement secondaire dans le cadre du système d'éducation nationale. En effet, selon l'article 60 alinéa 1 du traité, ne sont comprises dans le chapitre concernant les services que « les prestations fournies normalement contre rémunération ». Or la caractéristique essentielle de la rémunération, qui réside dans le fait que celle-ci constitue la contrepartie économique de la prestation en cause, fait défaut dans le cas de cours dispensés dans le cadre du système d'éducation nationale car, d'une part, en établissant et en maintenant un tel système, l'Etat n'entend pas s'engager dans des activités rémunérées, mais accomplit sa mission dans les domaines social, culturel et éducatif et envers sa population, et, d'autre part, le système en cause est, en règle générale, financé par le budget public et non par les élèves ou leurs parents. La nature de cette activité n'est d'ailleurs pas affectée par le fait que, parfois, les élèves ou leurs parents sont obligés de payer des redevances ou des frais de scolarité en vue de contribuer dans une certaine mesure aux frais de fonctionnement du système. »

¹²⁷ Article 235 TCEE « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée prend les dispositions appropriées » (devenu 308 TCE puis 352 TFUE)

¹²⁸ Jurisprudence constante : CJCE 26 mars 1987 Commission c/ Conseil, aff. 45/86, point 13, Rec. p1493; CJCE 30 mai 1989 Commission des CE c/ Conseil des CE, aff. Erasmus, aff. 242/87, sommaire point 1, Rec. p 1425; CJCE 26 mars 1996 Parlement c/ Conseil, aff. C-271/94, point 13, Rec. p I-1689; CJCE 03 décembre 1996 République portugaise c/ Conseil de l'Union européenne, aff. C-268/94, point 21, Rec. 1996 p I-06177

base juridique matérielle prévue par le Traité dans un domaine donné, comme ce fut le cas pour l'éducation avant le Traité de Maastricht, d'autre part, en présence d'une base juridique matérielle donnée si cette dernière « ne confère aux institutions communautaires la compétence nécessaire pour arrêter cet acte »¹²⁹. Dans le second cas, l'article 235 TCEE a donc permis d'étendre les pouvoirs d'action de la Communauté afin de réaliser un acte estimé indispensable pour réaliser « l'un des objets de la Communauté »¹³⁰. Cet article a ainsi servi de fondement juridique aux actes communautaires visant à renforcer la coopération entre les Etats membres de l'UE en matière d'enseignement, de jeunesse et de reconnaissance des diplômes¹³¹, et constitué le socle juridique unique de principe à la politique extérieure embryonnaire de la CE en matière d'éducation, fondée sur l'ensemble des accords bilatéraux relatif à l'extension du programme Erasmus aux pays de l'AELE et sur l'adoption du programme Tempus de mobilité transeuropéenne pour l'enseignement supérieur¹³². Le

¹²⁹ Extrait article 235 TCEE et 308 TCE

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Décision 91/395/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 portant adoption du programme « Jeunesse pour l'Europe » (2^{ème} phase), JO L 217 du 6 août 1991, p25-30 ; décision 89/489/CEE du Conseil du 28 juillet 1989 établissant un programme d'action visant à promouvoir la connaissance de langues étrangères dans la Communauté européenne (Lingua), JO L239 du 16 août 1989, p24-32; décision 88/348/CEE du Conseil du 16 juin 1988 établissant un programme d'action « Jeunesse pour l'Europe » pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté, JO L158 du 25 juin 1988, p42-46; décision 87/327/CEE du Conseil du 15 juin 1987 portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), JO L166 du 25 juin 1987, p20-24; directive 77/453/CEE du Conseil du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable de soins généraux, JO L176 du 15 juillet 1977, p8-10 ; directive 75/362/CEE du Conseil du 16 juin 1975 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de médecin et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, JO L167 du 30 juin 1975, p1-13

¹³² Décision 93/246/CEE du Conseil du 29 avril 1993 portant adoption de la 2^{ème} phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus II) 1994-1998, JO L112 du 6 mai 1993, p34-39 ; accord entre la CEE et la principauté du Liechtenstein instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p62-70; décision 91/617/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la principauté du Liechtenstein instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p61; accord entre la CEE et la Confédération suisse instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p52-60; décision 91/616/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la Confédération suisse instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p51; accord entre la CEE et le Royaume de Suède instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p42-50; décision 91/615/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et le Royaume de Suède instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p41; accord entre la CEE et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p32-41; décision 91/614/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p31; accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p22-30; décision 91/613/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3

Conseil a notamment précisé dans la décision établissant le programme Tempus¹³³ que « la coopération dans l'enseignement supérieur renforce et approfondit l'ensemble des relations tissées entre les différents peuples d'Europe » et « que l'action entreprise au niveau de la Communauté peut ajouter une dimension à la réalisation des objectifs de Tempus qui ne peuvent être réalisés par les Etats membres individuellement »¹³⁴. De ce fait, « considérant que le traité ne prévoit pas, pour l'action en question, d'autres pouvoirs d'action que ceux de l'article 235 ; que les conditions du recours audit article ont été remplies »¹³⁵.

75. De même, alors que la décision fondant le programme Erasmus a été basée sur les articles 128 et 235 TCEE, les accords bilatéraux conclus entre la Communauté et les pays de l'AELE étendant le programme Erasmus, ont été fondés uniquement sur l'article 235 TCEE. Le non recours à l'article 128 TCEE est d'autant plus surprenant que les accords faisaient expressément référence à la coopération de la Communauté et des pays de l'AELE « en

décembre 1991, p21; accord entre la CEE et la République de Finlande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p12-20 ; décision 91/612/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République de Finlande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p11; accord entre la CEE et la République d'Autriche instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p2-10; décision 91/611/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République d'Autriche instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p1

¹³³ Décision du Conseil 90/233/CEE du 7 mai 1990 établissant un programme de mobilité transeuropéenne pour l'enseignement supérieur (TEMPUS), JO L131 du 23 mai 1990, p21-26 (235 TCEE) – Le Conseil européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 a demandé au Conseil d'adopter, sur la base d'une proposition de la Commission, des mesures visant à permettre la participation des pays d'Europe centrale et orientale à des programmes communautaires à caractère éducatif analogues aux programmes existants. Le Conseil a adopté des programmes communautaires dans le domaine de la formation prévoyant notamment une coopération 'inter universités' et 'université industrie' et des mesures en vue d'accroître la mobilité des étudiants, enseignants et du personnel éducatif ainsi que du personnel des entreprises. Il a arrêté le 18 décembre 1989 le règlement (CEE) n°3906/89 relatif à l'aide économique en faveur de la République de Hongrie et la République populaire de Pologne (JO L375 du 23 décembre 1989 p11) qui prévoit l'octroi d'une aide dans des domaines incluant la formation afin de soutenir le processus de réforme économique et sociale en Hongrie et en Pologne. Tempus vise selon l'article 4 de la décision à « a) faciliter la coordination de l'assistance aux pays éligibles dans le domaine des échanges et de la mobilité, notamment celle des étudiants et des professeurs d'université, que cette assistance soit fournie par la Communauté, ses Etats membres ou les pays tiers visées à l'article 9 ; b) contribuer à l'amélioration de la formation dans les pays éligibles et encourager leur coopération avec des partenaires dans la Communauté, compte tenu de la nécessité d'assurer la participation la plus large possible de toutes les régions de la Communauté à de telles actions ; c) accroître les possibilités d'enseignement et d'étude, dans les pays éligibles, des langues utilisées dans la Communauté et couvertes par le programme Lingua, et vice versa ; d) permettre à des étudiants des pays éligibles d'accomplir une période d'étude spécifique dans une université ou de faire des stages dans des entreprises situées dans les Etats membres de la Communauté, tout en assurant l'égalité des chances entre les étudiants masculins et féminins en ce qui concerne la participation à cette mobilité ; e) permettre à des étudiants de la Communauté d'accomplir une période d'étude ou un stage analogue dans un pays éligible ; f) promouvoir, dans le cadre du processus de coopération, un accroissement des échanges et de la mobilité des enseignants et formateurs. »

¹³⁴ 5^{ème} et 6^{ème} considérants de la décision 93/246/CEE du Conseil du 29 avril 1993 portant adoption de la deuxième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus II) (1994-1998), JO L112 du 6 mai 1993, p34-39

¹³⁵ Ibid., 16^{ème} considérant

matière d'éducation et de formation professionnelle »¹³⁶ ce qui aurait légitimé au moins la mention complémentaire de l'article 128 TCEE comme fondement juridique. L'utilisation exclusive de l'article 235 TCEE pourrait s'expliquer par l'absence de précision dans l'article 128 TCEE quant à la dimension externe de la politique commune de formation professionnelle, bien que la position jurisprudentielle dans l'affaire Erasmus et l'analyse de la décision 63/266/CEE établissant les fondements de la politique commune de formation professionnelle remettent en cause la validité de cet argument. Dans l'affaire Erasmus, si la Commission requérait l'annulation de la décision portant adoption du programme Erasmus au motif que l'adjonction de l'article 235 TCEE, comme base juridique, à l'article 128 TCEE, constituait une violation du Traité, le Conseil et les gouvernements intervenants estimaient nécessaire d'y recourir dans la mesure où le programme Erasmus allait selon eux au-delà des compétences attribuées au Conseil dans le cadre de l'article 128 TCEE, en débordant de surcroît du cadre de la formation professionnelle, dans la mesure où il s'applique à toutes les études universitaires, dont une large partie ne relèveraient pas de la formation professionnelle¹³⁷. La Cour a estimé que « ...la prévision de la mise en œuvre d'une politique commune de la formation professionnelle interdit toute interprétation de cette disposition qui aboutirait à refuser à la Communauté les moyens d'actions nécessaires pour conduire

¹³⁶ L'accord bilatéral entre la CEE et la République de Finlande du 28 octobre 1991 instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus (JO L332 du 03 décembre 1991 p12-20) précise notamment que « considérant l'intérêt réciproque des parties contractantes à coopérer dans ce domaine, dans le cadre de la coopération plus large entre la Communauté et les pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) en matière d'éducation et de formation professionnelle dans le but de contribuer à un développement dynamique et homogène dans ce domaine »

¹³⁷ 19^{ème} considérant de la décision 87/327/CEE du Conseil du 15 juin 1987 portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), JO L166 du 25 juin 1987, p20-24 « considérant que ce programme d'action comporte des aspects concernant l'enseignement pouvant être regardés, en l'état actuel du développement du droit communautaire, comme dépassant le cadre de la politique commune de formation professionnelle telle que prévue par l'article 128 du traité ; que ces aspects du programme peuvent contribuer, ensemble avec les objectifs de la formation professionnelle auxquels ils sont étroitement liés, au développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté ; que dans cette mesure le traité n'a pas prévu les pouvoirs d'action requis et que, à cet effet, une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objectifs de la Communauté » ; voir également en ce sens les conclusions de l'avocat général Mischo présentées le 22 février 1989; aff. 242/87, Commission des CE c/ Conseil, Rec.1989 p1425 – Selon les conclusions il s'agit de « mesures concrètes qui doivent être directement mises en œuvre sur le terrain. Le programme ne se limite nullement à stimuler les Etats membres, mais il crée dans leur chef des obligations immédiates par rapport à de telles mesures concrètes. Ainsi les autorités compétentes des Etats membres sont expressément chargées de gérer les bourses accordées aux étudiants au titre de l'action 2 et de collaborer étroitement à la réalisation des actions prévues à l'action 3 pour promouvoir la mobilité par la reconnaissance académique des diplômes et périodes d'études » (paragraphe 41). De plus les droits directs des bénéficiaires entraînent des obligations pour les Etats. Enfin le programme est géré directement par la Commission qui assure également l'octroi des aides aux bénéficiaires. Il ne peut donc s'agir de simples mesures de promotion et donc l'article 235 est nécessaire en l'espèce. L'avocat général « estime que le recours à la double base des articles 128 et 235 a été nécessaire » (paragraphe 71).

utilement cette politique commune »¹³⁸. Elle a ainsi souhaité limiter l'usage abusif de l'article 235 TCEE en estimant que la mise en œuvre d'une politique commune implique la mise à disposition large des moyens d'action nécessaires à sa réalisation.

76. Cette interprétation extensive du champ d'application de l'article 128 TCE s'est traduite par l'adoption de la décision 89/663/CEE sur la base exclusive de l'article 128 TCEE, mais a cependant trouvé ses limites dans la mise en œuvre externe du programme Erasmus, alors que l'on aurait très bien pu considérer l'ouverture du programme aux pays tiers comme un objectif essentiel de la politique commune de formation professionnelle, sous-tendant que la Communauté dispose « des moyens d'actions nécessaires » pour le réaliser. L'inscription de la politique commune de formation dans une perspective internationale a d'ailleurs été annoncée, d'une part, par la décision 63/266/CE qui consacrait, dans un septième principe, le soutien de la Communauté à la mise en œuvre d'actions formatives présentant une dimension externe, à savoir la promotion d'une formation particulière, dans les Etats membres, pour le personnel enseignant et les instructeurs amenés à exercer dans les PED¹³⁹, d'autre part, par la décision portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus)¹⁴⁰, fondée sur le fait que « la compétitivité de la Communauté sur le marché mondial dépend de son aptitude à mettre en valeur toutes les ressources intellectuelles des universités des Etats membres pour pouvoir fournir des niveaux de formation les plus

¹³⁸ Point 9 de l'arrêt CJCE du 30 mai 1989, aff. Erasmus, aff. 242/87, Rec.p1425 - Cette divergence de positions de deux institutions s'est traduite par l'adoption de la proposition de décision du Conseil du 20 décembre 1985 portant adoption d'Erasmus, programme d'action de la CE en matière de mobilité des étudiants sur la base de l'article 128 TCEE (COM(85)756 final JO C73 du 02 avril 1986 p4) et au contraire l'adoption de la décision 87/327/CEE du Conseil du 15 juin 1987 portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants Erasmus sur la base des articles 128 et 235 TCEE et de la décision 63/266/CEE (JO L166 du 25 juin 1987 p20-24) – 1^{er} considérant de la décision 87/327/CEE du Conseil du 15 juin 1987 portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), JO L166 du 25 juin 1987, p20-24 - « considérant que les objectifs fondamentaux d'une politique commune de formation professionnelle énoncés dans le second principe de la décision 63/266/CEE visent en particulier à permettre à chacun de bénéficier du plus haut niveau de formation professionnelle possible, nécessaire à ses activités professionnelles et se réfèrent également à l'élargissement de la formation professionnelle pour satisfaire aux exigences du progrès technique liant les différentes formes de formation professionnelle aux développements économiques et sociaux »

¹³⁹ 7^{ème} considérant de la décision 63/266/CEE du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle, JO 63 du 20 avril 1963 p1338-1341- « Des mesures particulières seront prises dans les pays de la Communauté en vue de promouvoir la formation et le perfectionnement du personnel enseignant et des instructeurs appelés à exercer leurs activités dans les régions les moins favorisées de la Communauté ainsi que dans les Etats et territoires en voie de développement, notamment ceux qui sont associés à la Communauté »

¹⁴⁰ Décision 87/327/CEE du Conseil du 15 juin 1987 portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), JO L166 du 25 juin 1987, p20-24 (basée sur les articles 128 et 235 TCEE, ainsi que sur la décision 63/266/CEE du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle)

élevés possibles pour le bénéfice mutuel de la Communauté dans son ensemble »¹⁴¹. L'article 2 point iii) de la décision, relatif aux objectifs du programme Erasmus, précisait notamment l'importance de « mettre en valeur tout le potentiel des universités de la Communauté grâce à une plus grande mobilité du personnel enseignant, permettant ainsi d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation fournis par ces universités en vue d'assurer la compétitivité de la Communauté sur le marché mondial »¹⁴².

77. Bien que les institutions aient, conformément à la jurisprudence de la Cour, restreint l'application de l'article 235 TCEE¹⁴³, le maintien de cet article comme fondement aux accords externes en matière d'enseignement supérieur, dans le cadre du programme Tempus et Erasmus, ou même en matière de formation professionnelle dans le cadre du programme Comett¹⁴⁴, démontre leur volonté de limiter la coopération extérieure de la Communauté dans ces domaines, l'utilisation de l'article 235 TCEE étant caractérisée par l'exception et la nécessité. Le professeur Denys SIMON précisera de surcroît dans son analyse de la portée de l'article 235 TCEE que « l'utilisation de l'article 235 ne permet toutefois pas, selon la jurisprudence de la Cour, de fonder une compétence externe, en l'absence d'intervention préalable d'un acte interne comportant une clause attributive de pouvoirs externes ou de nécessité d'un exercice simultané des compétences internes et externes »¹⁴⁵.

¹⁴¹ Ibid., 12^{ème} considérant

¹⁴² Ibid., article 2 iii)

¹⁴³ Par exemple, alors que la décision du 24 juillet 1986 établissant le programme Comett fut basée sur les articles 128 et 235 TCEE, le Conseil n'a fondé la décision 89/27/CEE du 16 décembre 1988 portant adoption de la seconde phase du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le cadre des technologies Comett II (1990-1994) [JO L13 du 17 janvier 1989, p28-34] exclusivement sur l'article sur 128 TCEE et la décision 63/266, excluant ainsi la référence à l'article 235 TCEE

¹⁴⁴ Accord entre la CEE et la Confédération suisse instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p52 ; accord entre la CEE et le Royaume de Suède instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p42 ; accord entre la CEE et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p32 ; accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p22 ; accord entre la CEE et la République de Finlande instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p12 ; accord entre la CEE et la République d'Autriche instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p2 ; décision 86/365/CEE du Conseil du 24 juillet 1986 portant adoption du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le domaine des technologies (COMETT), JO L222 du 8 août 1986, p17

¹⁴⁵ D. SIMON « Le système juridique communautaire », Paris, 2^{ème} éd.1998, citation p91, (536p)

78. Le Traité de Maastricht accomplira un réel tournant en prévoyant, dans ses articles 126 TCE alinéa 3¹⁴⁶ et 127 TCE alinéa 3¹⁴⁷, la possibilité pour la CE de coopérer avec les pays tiers et les organisations internationales en matière d'éducation et de formation, ce qui contribuera, d'une part, à limiter le recours à la clause de flexibilité, réduite à une peau de chagrin, d'autre part, à favoriser l'établissement d'une action externe éducative de la Communauté, distincte de la politique communautaire de formation professionnelle. La consécration par l'article 126 TCE¹⁴⁸ d'une compétence communautaire spécifique en matière éducative ne mettra cependant pas un terme à l'intrication des compétences. Celle-ci perdurera après le Traité de Maastricht du fait de la similitude matérielle des champs d'application des articles 126 et 127 TCE et du maintien de la clause de flexibilité.

Paragraphe 2/ La survivance de l'intrication des compétences après le Traité de Maastricht

79. L'établissement d'une base juridique matérielle dans le domaine éducatif, prévoyant explicitement un volet externe à l'action communautaire éducative aurait dû mettre fin à l'intrication des compétences qui ne se justifiait avant le Traité de Maastricht que par l'absence d'une compétence expresse de la Communauté en la matière. Bien qu'amoindri, on assiste cependant au maintien de cet enchevêtrement de bases juridiques après le Traité de Maastricht, que ce soit du fait du lien étroit existant entre les secteurs de la formation professionnelle et de l'éducation, ou de la volonté institutionnelle de perpétuer l'usage de la clause de flexibilité. Si une distinction des bases juridiques s'imposait, du fait de la diversification et de l'intensification des activités communautaires en matière éducative, la frontière entre les secteurs de la formation et de l'éducation est fine et perméable, ce qui explique que certains actes externes éducatifs soient basés sur l'article 127 TCE¹⁴⁹, devenu

¹⁴⁶ Article 126 TCE alinéa 3 « La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et en particulier avec le Conseil de l'Europe. », JO C 224 du 31 août 1992, actuel article 165 paragraphe 3 TFUE (ex article 149 alinéa 3 TCE)

¹⁴⁷ Article 127 TCE alinéa 3 « La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle. », JO C 224 du 31 août 1992, actuel article 166 paragraphe 3 TFUE (ex article 150 alinéa 3 TCE)

¹⁴⁸ Version consolidée TCE 1992, JO C224 du 31 août 1992

¹⁴⁹ Article 127 TCE « 1. La Communauté met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle. 2. L'action de la Communauté vise: à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle; à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail; à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation et notamment des jeunes; à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises; à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des États membres. 3. La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les

150 TCE¹⁵⁰ et que la plupart des actes communautaires éducatifs reposent sur la combinaison des articles 126 et 127 TCE, notamment depuis la consécration du concept d'éducation et de formation tout au long de la vie (A). En 1992, l'article 235 TCE¹⁵¹, devenu 308 TCE¹⁵², reprend les dispositions de l'article 235 TCEE mais ne servira plus de base juridique de principe pour les actes externes communautaires en matière éducative, l'article 126 TCE alinéa 3 prévoyant une dimension externe à l'action communautaire de l'éducation. Il sera exceptionnellement maintenu dans le cadre du programme externe Tempus et pour des actes éducatifs insérés à des actions externes de coopération poursuivant des objectifs généraux, tels que l'aide au développement, l'assistance technique et financière ou la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme (B).

A/ L'entremêlement de bases juridiques lié à l'interconnexion des domaines de compétence

80. La compétence communautaire en matière de formation professionnelle, telle que définie par l'article 127 TCE¹⁵³, présentait dès l'origine de fortes similitudes avec la compétence communautaire de l'éducation. Elle visait, conformément au principe de subsidiarité, à appuyer et compléter les actions des Etats membres afin d'adapter la formation aux mutations du marché de l'emploi, d'en faciliter l'accès notamment par des aides à la mobilité et à promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre les Etats membres. Concernant les aspects internationaux, l'alinéa 3 de l'article 127 TCE a mis un terme à l'usage de l'article 235 TCEE concernant les relations extérieures en matière de formation, en disposant que « la Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle ». Comme en matière d'éducation, l'utilisation de la conjonction de coordination « et » nous permet de déduire que la CE disposait d'une compétence externe partagée en matière de formation, pouvant agir parallèlement ou conjointement à l'action des Etats membres afin de favoriser la

organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle. 4. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 189 C et après consultation du Comité économique et social, adopte des mesures pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. », JO C224 du 31 août 1992

¹⁵⁰ Version consolidée TCE 1997, JO C340 du 10 novembre 1997 (actuel 166 TFUE)

¹⁵¹ Article 235 TCE « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées. », JO C224 du 31 août 1992

¹⁵² Article 308 TCE prévoit que « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées. » (actuel 352 TFUE)

¹⁵³ Op.cit.

coopération avec les pays tiers. Toutefois, contrairement à l'article 126 alinéa 3 TCE, l'article 127 alinéa 3 TCE ne mentionnait aucune organisation internationale avec laquelle la CE développerait une coopération privilégiée dans ce secteur. L'action externe de la CE en matière de formation professionnelle était étroitement combinée aux actions extérieures éducatives, ce qui explique que les actes communautaires, notamment les accords de coopération et les accords prévoyant l'ouverture des programmes communautaires d'enseignement aux pays tiers, traitent souvent, à la fois de formation et d'éducation, reposant par principe sur l'assemblage des deux bases juridiques¹⁵⁴.

81. Exceptionnellement, certains actes externes, basés exclusivement sur l'article 127 TCE, puis 150 TCE version consolidée, ont également présenté une composante éducative. Tel est le cas de l'action communautaire Vulcanus¹⁵⁵ visant à intensifier la collaboration entre les industries européennes et japonaises, toutes branches confondues, qui permet aux étudiants de l'UE et du Japon (ayant un niveau minimum bac+3) d'effectuer un stage d'un an au sein d'une entreprise européenne ou japonaise. Cette expérience s'inscrit dans leur cursus universitaire, illustrant l'intrication des matières éducative et formative.

82. De même, l'article 150 TCE version consolidée, a constitué le fondement exclusif d'actions particulières, telles que celles développées en matière d'éducation aux médias¹⁵⁶. « Définie comme la capacité à accéder aux médias, à comprendre et à apprécier, avec un sens critique, les différents aspects des médias et de leur contenu et à communiquer dans divers contextes »¹⁵⁷, l'éducation aux médias favorise une participation active à la démocratie¹⁵⁸ et est intégrée aux programmes scolaires ou dans le cadre de programmes d'éducation informelle¹⁵⁹. Cette forme d'éducation contribue à l'intrication des matières, car fondée sur

¹⁵⁴ Voir infra

¹⁵⁵ Programme géré par le Centre UE-Japon pour la coopération industrielle
<http://www.eu-japan.eu/global/vulcanus-in-japan.html>

¹⁵⁶ L'éducation aux médias est un concept élaboré par la communication de la Commission du 20 décembre 2007 consacrant « une approche européenne de l'éducation aux médias dans l'environnement numérique ». Il a été entériné par les conclusions du Conseil concernant l'éducation aux médias, adoptées par le Conseil « Education, jeunesse et culture » des 21 et 22 mai 2008 « en tant que facteur important d'une citoyenneté active dans la société de l'information actuelle » (ex. initiative i2010)

¹⁵⁷ Point 11 de la recommandation de la Commission du 20 août 2009 sur l'éducation aux médias dans l'environnement numérique pour une industrie de l'audiovisuel et du contenu plus compétitive et une société de la connaissance intégratrice (2009/625/CE)

¹⁵⁸ Ibid., paragraphe 17 - « La démocratie dépend de la participation active des citoyens à la vie de leur communauté et l'éducation aux médias fournirait les compétences dont ils ont besoin pour donner un sens au flot quotidien d'informations diffusées au moyen des nouvelles technologies de communication »

¹⁵⁹ Ibid., paragraphe 18 - « Il faut aborder l'éducation aux médias de différentes façons et à plusieurs niveaux. Les modalités d'intégration de l'éducation aux médias dans les programmes scolaires à tous les niveaux sont de la responsabilité première des Etats membres. Le rôle joué par les autorités locales est également très important car

l'article 150 TCE, les actions communautaires dans ce domaine influent sur le secteur éducatif. On s'interroge cependant sur la pertinence du choix de la base juridique adéquate, l'article 149 TCE version consolidée (actuel 165 TFUE) pouvant s'avérer totalement approprié. Selon la Commission, l'éducation aux médias sera intégrée dans le cadre de projets de recherche dans « les programmes existants »¹⁶⁰, ce qui signifie que l'éducation aux médias devrait être insérée dans le cadre du programme 'Erasmus +' aux actions éducatives même externes telles qu'«Erasmus+ Erasmus Mundus», afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques et la promotion de programmes d'échanges interuniversitaires, basés sur l'étude de la société de la communication et son développement. Dans ce contexte, les actions éducatives aux médias sont susceptibles de s'enchevêtrer avec des actions de même nature entreprises dans le cadre de la formation professionnelle, voir même d'autres politiques, telle que la coopération au développement visant également à promouvoir la démocratie. Force est de constater qu'en l'état actuel, même si certains actes basés sur la combinaison des articles 165 et 166 TFUE font référence à l'importance des médias en matière éducative¹⁶¹, le programme Media Mundus est fondé sur la combinaison des articles 166 TFUE et 173 TFUE relatif au secteur de l'industrie, sans qu'il y soit fait référence à des mesures relatives à l'éducation aux médias.

83. L'intrication des compétences éducative et formative se traduit également sur le plan institutionnel. La mission de la Fondation européenne pour la formation (ETF)¹⁶² a par exemple été étendue officiellement aux domaines connexes de la formation, avec lesquels elle est fortement liée dans le cadre de la stratégie de Lisbonne et dans le cadre des nouveaux instruments de relations extérieures, alors que l'acte communautaire de refonte de l'ETF se

elles sont proches de la population et soutiennent des initiatives dans le secteur de l'enseignement non institutionnel... »

¹⁶⁰ Ibid., paragraphe 21

¹⁶¹ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous» le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, COM(2011)788 final, 2011/0371 (COD) ; résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la promotion de formes nouvelles et concrètes de participation de tous les jeunes à la vie démocratique en Europe JO C 169 du 9 juin 2011, p. 1–5 ; résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur «Une stratégie de l'Union européenne pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser» (2009/2159(INI)), JO C 161E du 31 mai 2011, p. 21–31 ; résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clés dans un monde en mutation: mise en œuvre du programme de travail «Éducation et formation 2010» (2010/2013(INI)) JO C 161E du 31 mai 2011, p. 8–15

¹⁶² Voir infra analyse de l'ETF Partie II - La Fondation européenne pour la formation, siégeant à Turin, a été créée en vue de favoriser le développement des systèmes de formation professionnelle dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les États issus de l'ex-URSS. Depuis 1994, les programmes communautaires établis sont regroupés dans le programme Leonardo da Vinci, adopté pour cinq ans, puis sept ans, dont l'objectif est de renforcer les aptitudes et les compétences des jeunes tout au long de la vie et de favoriser la mobilité, notamment par la mise en place d'un document Europass retraçant le parcours européen de formation et facilitant la reconnaissance des formations.

base exclusivement sur l'article 150 TCE. L'éducation est ainsi consacrée comme l'un des secteurs incontournables de l'activité de l'ETF¹⁶³, bien que cette agence communautaire ait pour fonction spécifique la gestion des programmes de formation relatifs à la coopération extérieure de l'UE avec les pays tiers. La Commission a eu l'occasion de préciser que « si le nouveau domaine de compétence thématique assigné à l'ETF dans cette refonte du règlement dépasse les frontières de la formation 'traditionnelle', il reste étroitement lié à la politique de l'UE dans cette matière particulière. Par conséquent l'article 150 du Traité, portant sur la formation professionnelle, et notamment son paragraphe 3 qui dispose que « la Communauté et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière professionnelle » semble constituer la base juridique appropriée pour le règlement portant création de l'ETF »¹⁶⁴. L'article 235 TCEE avait servi de fondement juridique au règlement adopté en 1990 relatif à la création de l'ETF¹⁶⁵, la mise à l'écart de l'article 128 TCEE s'expliquant une fois de plus par l'absence de dispositions explicites de cet article concernant l'action externe communautaire en matière de formation. Le règlement de refonte aurait pu envisager une combinaison des articles 149 et 150 TCE afin de fonder juridiquement l'extension de la mission de l'ETF, mais la Commission s'est bornée à l'utilisation de l'article 150 TCE, conformément à la communication sur l'encadrement des agences européennes de régulation disposant que « l'acte juridique relatif à sa création [d'une agence] doit être fondé sur la disposition du traité qui constitue la base juridique spécifique de

¹⁶³ Règlement (CE) n°1339/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte), JO L354 du 31 décembre 2008, p82-93 – paragraphe 11 « La Fondation européenne pour la formation pourrait contribuer largement, dans le contexte des politiques de l'Union en matière de relations extérieures, à améliorer le développement du capital humain, en particulier l'éducation et la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. » ; paragraphe 17 « La Fondation européenne pour la formation devrait être ouverte à la participation de pays qui ne sont pas Etats membres de la Communauté et qui partagent l'engagement de la Communauté et des Etats membres en matière d'aide aux pays inclus dans le champ d'action de la Fondation dans le domaine du développement du capital humain, et, en particulier, de l'éducation et de la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, sur la base d'arrangements qui doivent figurer dans des conventions établies entre la Communauté et eux-mêmes. » ; article 1^{er} paragraphe 3 « Pour parvenir à son objectif, la Fondation peut apporter une assistance aux pays partenaires comme suit : f) en renforçant la capacité d'adaptation des travailleurs, notamment par une participation accrue à l'éducation et à la formation dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie » ; article 12 paragraphe 2 « Le programme de travail annuel est élaboré dans le cadre d'un programme pluriannuel de quatre ans, en coopération avec les services de la Commission et compte tenu des priorités des relations extérieures avec les pays et les régions concernées sur la base de l'expérience acquises en matière d'éducation et de formation au sein de la Communauté ».

¹⁶⁴ Point 5 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) COM(2007)443 final, COD2007/163 du 25 juillet 2007; Position commune (CE) n°27/2008 du 18 novembre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une fondation européenne pour la formation (refonte), JO C310E du 5 décembre 2008, p1-14 (150 et 251 TCE); Règlement (CE) n°1339/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte), JO L354 du 31 décembre 2008, p82-93

¹⁶⁵ Règlement portant création de l'ETF n°1360/90 du Conseil du 7 mai 1990, JO L131 du 23 mai 1990, p1

cette politique »¹⁶⁶. La combinaison des deux bases juridiques, souvent utilisée pour fonder juridiquement les actes¹⁶⁷, constituerait à notre sens un fondement plus adéquat à cette mission extensive, bien que cela pourrait également impliquer l'adjonction d'autres bases juridiques telles que l'article 212 TFUE (ex 181 A TCE) relatif à l'assistance aux pays tiers, dans la mesure où cela correspond également à la mission de l'ETF¹⁶⁸.

84. La mission du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP)¹⁶⁹, fondée sur l'article 150 TCE¹⁷⁰, présente également un volet externe éducatif du fait de son ouverture aux pays de l'EEE. Le CEDEFOP assiste la Commission européenne et coordonne l'action des Etats membres, en collectant des données et en fournissant des informations de références sur l'enseignement professionnel de l'UE et de l'EEE¹⁷¹, ce qui implique certains aspects d'enseignement général, notamment dans le cadre de l'action du CEDEFOP en faveur de l'éducation tout au long de la vie¹⁷².

85. Dans le cadre de la coopération extérieure avec les organisations internationales en matière de formation, la Communauté a également soutenu des actions formatives présentant une composante éducative. Elle promeut notamment la formation professionnelle dans le cadre de sa coopération au développement, dont les objectifs sont définis communément avec

¹⁶⁶ Communication de la Commission sur l'encadrement des agences européennes de régulation, COM(2002) 718 final du 11 décembre 2002, paragraphe 4.1

¹⁶⁷ Voir infra

¹⁶⁸ Voir par exemple la position commune (CE) n°27/2008 du 18 novembre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une fondation européenne pour la formation (refonte), JO C310E du 5 décembre 2008, p1-14 (150 et 251 TCE), considérant 26 de la position « Etant donné que l'objectif du présent règlement, à savoir l'assistance aux pays tiers dans le domaine du développement du capital humain, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les Etats membres et peut donc être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif »

¹⁶⁹ Voir infra Partie II - Organisme indépendant des institutions européennes créé en 1975, le CEDEFOP collabore étroitement avec la Commission européenne notamment avec la DG Education, ainsi qu'avec d'autres organismes communautaires tels qu'Eurostat et la Fondation européenne pour la Formation. Le Conseil de l'UE arrête chaque année son programme de travail en accord avec la Commission européenne et adopte le rapport annuel sur les activités et la situation financière. Sa mission vise à diffuser les pratiques innovantes en matière d'enseignement professionnel et d'offrir son expertise en la matière.

¹⁷⁰ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n°337/75 portant création d'un centre européen pour le développement de la formation professionnelle en ce qui concerne le mandat du directeur COM(2005)190, C6-142/2005, 2005/0073COD, JO C286E du 23 novembre 2006, p113-114 ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n°337/75 portant création d'un centre européen pour le développement de la formation professionnelle en ce qui concerne le mandat du directeur

¹⁷¹ Le CEDEFOP perçoit des subventions des Etats non membres de l'UE (pays de l'EEE – voir par exemple état des recettes et des dépenses du CEDEFOP pour l'exercice 2009, JO L85 du 31 mars 2009, p1-4

¹⁷² www.cedefop.europa.eu/themes/theme_d/default.asp

les autres organisations internationales actives en la matière¹⁷³. Sa participation a pour but de faciliter l'évaluation réelle du développement des compétences techniques et professionnelles dans les pays en développement, ce qui implique une analyse a priori des systèmes éducatifs. Ce bilan contribue à la lutte contre la pauvreté en favorisant l'accès du plus grand nombre au marché du travail notamment par l'alphabétisation des adultes et l'éducation des enfants non scolarisés, l'obtention d'un emploi décent, l'augmentation de la compétitivité économique et la promotion de l'intégration sociale.

86. L'analyse des actes communautaires adoptés en matière de formation professionnelle entre 1992 et 2010, nous permet de constater que 86 actes répertoriés, présentent une dimension extérieure et une composante éducative, soit 26,9 % des actes basés sur ce socle juridique. Bien que ce pourcentage ne semble pas surprenant, dans la mesure où chaque politique communautaire peut contenir un nombre similaire d'actes comportant des aspects éducatifs, qualifiés généralement d'actes de sensibilisation à la matière (éducation au développement, à la santé, à l'environnement...), il est cependant remarquable que 64.6% des actes externes en matière de formation, aient une composante éducative, ce qui conforte l'assimilation particulière des matières, éducative et formative, dans le cadre de l'action externe communautaire. Une analyse historique, retraçant l'évolution quantitative des actes externes fondés sur la base juridique matérielle relative à la formation et ayant une composante éducative, démontre l'importance du volet éducatif en matière de politique extérieure de la formation.

87. La période suivant l'adoption du Traité d'Amsterdam se distingue particulièrement dans la mesure où les actes externes formatifs présentant des aspects éducatifs représentaient 80% des actes externes fondés sur l'article 150 TCE version consolidée et 52,38% de l'ensemble des actes basés sur ce fondement juridique. Cet accroissement est lié principalement à deux facteurs. D'une part, l'application de la procédure de codécision au secteur de la formation

¹⁷³ La coopération de l'OCDE, de la Banque Africaine de développement et l'UE en la matière vise par exemple à évaluer les difficultés rencontrées par les pays en développement dans leurs politiques respectives de formation afin d'apporter une assistance ciblée – voir par exemple citation p 7 in ouvrage Centre de développement OCDE, Banque Africaine de développement avec le soutien de l'UE « Perspectives économiques en Afrique » 2007/2008, les éditions de l'OCDE, ISBN 978-92-64-04643-6, (726p) - « les systèmes d'enseignement technique et professionnel en Afrique sont soumis à de multiples contraintes qui les empêchent de se déployer et limitent leurs effets. Moins de 5% des élèves du secondaire optent pour une filière technique et professionnelle en Afrique – un taux inférieur à celui d'autres régions, et la part de cet enseignement dans les budgets de l'éducation oscille entre 2 et 6% seulement. Rares sont par ailleurs les politiques de formation qui se préoccupent du développement des compétences dans le secteur informel, pourtant le premier employeur et formateur de l'Afrique »

professionnelle à compter du Traité d'Amsterdam¹⁷⁴ a favorisé un renforcement de l'enchevêtrement matériel des secteurs éducatifs et formatifs. Le fait que les domaines de l'éducation et de la formation soient tous deux soumis à la même procédure, a en effet favorisé un recours accru à la combinaison des articles 149 et 150 TCE pour fonder des actes traitant à la fois de l'éducation et de la formation professionnelle. Ces actes représenteront en effet 80% des actes basés sur l'article 150 TCE après le Traité d'Amsterdam¹⁷⁵. D'autre part, la période post-Amsterdam est marquée par l'adoption de nombreux actes relatifs à la participation des pays candidats aux programmes d'éducation et de formation professionnelle, ainsi que par le renouvellement des accords de coopération de la Communauté avec les Etats-Unis et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, ce qui justifie l'augmentation significative des actes basés sur l'article 150 TCE présentant un volet externe sur cette période.

88. Le tableau¹⁷⁶ ci-dessous illustre cette évolution.

Nombre de documents basés sur la base juridique matérielle 'formation'		Dont nombre d'actes relatif aux relations extérieures	Dont nombre de documents relatifs aux relations extérieures' et comportant un volet 'éducation'		
			Nbre	En %	
				par rapport au nombre d'actes basés sur la base juridique 'formation'	Par rapport au nombre d'actes relatifs aux relations ext. basés sur la base jur. 'formation'
Basé sur 127 TCE	86	23	14	16.3%	60.8%
Basé sur 150 TCE (modifié T. Amsterdam)	84	55	44	52.3 %	80%
Basé sur 150 TCE (modifié T. Nice)	95	44	19	20%	43.1%
Basé sur 150 TCE (période 2006–2010)	54	11	9	16.6%	81.8%
Basé sur 166 TFUE ¹⁷⁷	48	20	13	27%	65%
Total TCE	319	133	86	26.9%	64.6%
Total	347	147	96	27.6%	65.3%

89. Cette situation n'est pas susceptible de modifications majeures sous l'application du TFUE. L'article 166 TFUE reprend dans les mêmes termes les dispositions de l'article 150 TCE version consolidée, conservant ainsi le champ d'application matériel de la politique communautaire de formation professionnelle. Concernant les actes basés sur 166 TFUE, il est

¹⁷⁴ Avant le Traité d'Amsterdam, l'article 127 TCE (150 TCE version consolidée) prévoyait une différence notable, à savoir la soumission de la politique communautaire de formation à la procédure de coopération définie à l'article 189B TCE, alors que les actions de la CE en matière éducative reposaient sur la procédure de codécision définie à l'article 189C TCE. L'article 127 TCE prévoyait donc des dispositions procédurales juridiquement plus contraignantes que celles de l'article 126 TCE (149 TCE version consolidée) mais une procédure moins longue, mettant à l'écart le Parlement européen qui n'avait pas le pouvoir d'empêcher l'adoption d'une mesure dans le cadre de la procédure de coopération. Si en 1992 l'assemblage des deux bases juridiques, 126 et 127 TCE pour fonder un même acte, a ainsi posé un problème évident de détermination de la procédure applicable, l'extension de la procédure de codécision à la formation professionnelle par le Traité d'Amsterdam justifie que les institutions penchent souvent en faveur de l'assemblage des deux bases juridiques.

¹⁷⁵ Voir infra

¹⁷⁶ Tableau personnel créé sur la base des données Eur lex – www.eur-lex.europa.eu/fr/index.htm

¹⁷⁷ Etat des données Eur lex - septembre 2014

à noter qu'en l'état actuel, 65% des actes formatifs ayant un volet externe contiennent une dimension éducative. Ils concernent principalement l'ouverture des programmes aux pays tiers¹⁷⁸ ou présentent un intérêt pour les pays EEE¹⁷⁹. Cela s'explique notamment par le maintien d'un fort taux d'enchevêtrement des bases juridiques 165 et 166 TFUE¹⁸⁰ à 65%, sachant que cette combinaison des articles sera certainement préservée dans l'avenir comme le laisse présager le programme 'Erasmus+', fondé sur la combinaison des bases juridiques 165 et 166 TFUE¹⁸¹ et visant à mettre un terme à la fragmentation des programmes en matière d'éducation, de formation et de jeunesse, programme qui « devrait comporter une forte dimension internationale »¹⁸². Le Parlement européen encourage en effet « les Etats membres à renforcer l'interaction entre les composantes du triangle du savoir (éducation, recherche, innovation) »¹⁸³ et promeut les partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur, notamment au niveau international¹⁸⁴. Il propose également que

¹⁷⁸ Règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant 'Erasmus +' : le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, JO L347 du 20 décembre 2013, p50-73 ; Résolution législative du Parlement européen du 16 décembre 2010 sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme Jeunesse en action et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013) JO C169E du 15 juin 2012 p234 base : 165 et 166 TFUE ; décision du Conseil du 31 janvier 2011 relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie JO L32 du 8 février 2011 p1-2 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), COM(2010)426

¹⁷⁹ Décision n°2014/268/UE du 6 mai 2014 relative à la position à adopter au nom de l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors de quatre libertés, JO L138 du 13 mai 2014, p102-103 ; proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter au nom de l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors de quatre libertés, COM(2014)142 final – 2014/0081NLE du 11 mars 2014 ; Règlement (UE) n°1288/2013, op.cit. ; Recommandation du Conseil du 28 juin 2011 'Jeunesse en mouvement' – promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'éducation et de formation JO C199 du 7 juillet 2011 p1-5 ; recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire JO C191 du 1^{er} juillet 2011 p1-6 ; proposition de recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire COM(2011)19 ; proposition de recommandation du Conseil Jeunesse en mouvement – promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage, COM(2010)478

¹⁸⁰ Voir analyse infra

¹⁸¹ Règlement (UE) n°1288/2013, op.cit.

¹⁸² Paragraphe 8 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant Erasmus pour tous (programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport COM(2011)788

¹⁸³ Paragraphe 30 de la résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur une stratégie de l'UE pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser, JO C161E du 31 mai 2011, p21-31

¹⁸⁴ Paragraphe 45 de la résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clés dans un monde en mutation : mise en œuvre du programme de travail 'Education et formation 2010' JO C161E du 31 mai 2011 p8-15

« des pays extracommunautaires soient invités à participer au Forum européen afin de débattre et d'échanger leurs expériences et points d'intérêt... »¹⁸⁵.

90. Malgré les liens étroits existants entre les secteurs de l'éducation et de la formation, le Traité prévoit des différences significatives entre ces deux domaines. L'article 166 TFUE (ex 150 TCE version consolidée) fonde une compétence juridique plus étendue que celle prévue à l'article 165 TFUE (ex 149 TCE version consolidée), car il dispose que l'UE met en œuvre « une politique de formation professionnelle », alors qu'en matière éducative le traité ne reconnaît pas explicitement l'existence d'une 'politique de l'éducation', se limitant à définir l'action de l'UE comme une contribution. Si les secteurs de l'éducation et de la formation relèvent ainsi de la compétence d'appui de l'UE, une distinction est inscrite dans le Traité quant au degré d'intervention de l'UE. Bien qu'ils relèvent tous deux de la procédure législative ordinaire, l'alinéa 4 de l'article 166 TFUE¹⁸⁶ adapte la procédure applicable, en précisant que le Parlement et le Conseil peuvent adopter « des mesures pour contribuer à la réalisation des objectifs visés » en matière de formation, alors que l'article 165 TFUE ne prévoit que l'adoption « d'actions d'encouragement » en matière d'éducation. Dans les deux cas ils peuvent adopter des recommandations sur propositions de la Commission. Le domaine éducatif ne devrait pas dans ce cadre donner lieu à une action normative de l'Union comme le suggère la référence aux 'actions d'encouragement' encadrant limitativement l'action de l'UE. Le choix des termes traduit la volonté étatique de préserver particulièrement leur compétence principale dans le domaine éducatif. Si les institutions agissent, le recours au principe de subsidiarité s'impose, alors qu'en matière de formation professionnelle l'intervention de l'UE est moins polémique.

B/ Un usage sporadique de la clause de flexibilité en matière éducative

91. L'utilisation de la clause de flexibilité s'est réduite suite à l'insertion de l'article 126 TCE alinéa 3 prévoyant la compétence externe de la CE dans le domaine éducatif. L'article 235 TCE¹⁸⁷ ne fondait, après le Traité de Maastricht, que sporadiquement des actions externes

¹⁸⁵ Paragraphe 40 de la résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur le dialogue université-entreprise : un nouveau partenariat pour la modernisation des universités en Europe, J0 C161E du 31 mai 2011, p95-103

¹⁸⁶ Article 166 alinéa 4 TFUE « Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adoptent des mesures pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres, et le Conseil adopte, sur proposition de la Commission, des recommandations. »

¹⁸⁷ Op.cit.

éducatives, prévues dans le cadre d'accords généraux de partenariat et de coopération¹⁸⁸, en matière de coopération technique et financière¹⁸⁹, ou de promotion de la démocratie et des droits de l'Homme¹⁹⁰. Concernant la coopération externe dans le domaine de l'enseignement supérieur, les actes relatifs au programme Tempus restent fondés exclusivement sur la clause de flexibilité¹⁹¹, même après le Traité de Maastricht, alors que les articles 126 et 127 TCE auraient pu s'y substituer. La plupart des actes communautaires en matière d'enseignement supérieur sont en effet basés sur la combinaison des articles 126 et 127 TCE, puis 149 et 150 TCE version consolidée¹⁹².

92. Le recours à l'article 308 TCE version consolidée¹⁹³ pour fonder le programme Tempus n'est, à notre sens, pas justifié dans un contexte jurisprudentiel¹⁹⁴ visant à limiter l'utilisation

¹⁸⁸ Voir par exemple accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part, JO L196 du 28 juillet 1999 p48-89 (accord basé notamment sur l'article 235 TCE) – l'article 52 de l'accord prévoit une coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation « 1. Les parties coopèrent en vue de relever le niveau de l'enseignement général et des questions professionnelles au Kirghizstan, tant dans le secteur public que dans le secteur privé...3. La participation éventuelle d'une partie aux différents programmes d'éducation et de formation de l'autre partie pourrait être envisagée... »

¹⁸⁹ Voir par exemple règlement (CE) n°1488/96 du 23 juillet 1996 relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (Meda) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro méditerranéen JO L189 du 30 juillet 1996 p1-9 - « Les mesures prises en vertu du présent règlement doivent tenir compte de la promotion du rôle de la femme dans la vie économique et sociale, l'éducation et la création d'emplois pour les femmes...les jeunes... »

¹⁹⁰ Règlement (CE) n°976/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions communautaires, autres que celles de coopération au développement qui, dans le cadre de la politique de coopération communautaire, contribuent à l'objectif général de développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans les pays tiers JO L120 du 08 mai 1999, p8-14 ; mêmes dispositions que dans le règlement développement (article 2) transposées dans l'article 3 du règlement précisant que « dans les limites de l'article 1^{er} et 2 et en cohérence avec l'ensemble de la politique extérieure de l'Union européenne, la Communauté européenne apporte son concours technique et financier à des actions ayant notamment pour objet : 1) la promotion et la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, tels que proclamés dans la déclaration universelle des droits de l'Homme, et les autres instruments internationaux concernant le développement et la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, en particulier...g) le soutien à l'éducation, la formation et la sensibilisation dans le domaine des droits de l'Homme.»

¹⁹¹ Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à l'adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (2000-2006) COM (1998)454, C4-554/98 98/246CNS, JO C98 du 9 avril 1999, p502; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil modifiant le programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (2000-2006), COM(1998)454, C4-554/98, 98/246CNS, JO C98 du 9 avril 1999, p502; basés sur 308 TCE : décision du Conseil du 27 juin 2002 modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) 2000-2006, JO L195 du 24 juillet 2002, p34-37 ; décision 2000/460/CE du Conseil du 17 juillet 2000 modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) 2000-2006, JO L195 du 24 juillet 2002; résolution législative du Parlement européen du 14 mai 2002 portant adoption de la 3^{ème} phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) 2000-2006, JO C 180 E du 31 juillet 2003, p135-138

¹⁹² Voir infra

¹⁹³ Article 308 TCE « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action

excessive de cette base juridique, ayant par nature un caractère exceptionnel, comme le démontre la consécration par le projet de Constitution et le Traité de Lisbonne de nouveaux domaines de compétences, auparavant fondés sur l'article 308 TCE version consolidée¹⁹⁵. Si le maintien de la clause de flexibilité comme fondement au programme Tempus peut s'expliquer en partie par les aspects d'assistance financière et technique du programme, visant à la réforme et à la modernisation des systèmes d'enseignement supérieur des pays voisins, cette solution est dangereuse pour la sécurité juridique dans la mesure où la base juridique de compétence de l'UE en matière éducative lui octroie des compétences suffisantes pour fonder des programmes externes en matière éducative, comme en témoigne le programme de coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur 'Erasmus Mundus'¹⁹⁶.

93. Maintenir l'usage de l'article 352 TFUE¹⁹⁷ en matière d'enseignement supérieur reviendrait à remettre en cause la portée juridique de l'article 165 TFUE relatif à la

requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées. » - devenu article 352 TFUE

¹⁹⁴ La CJCE s'est, dès les origines, de la clause de flexibilité opposée à un usage abusif de cette dernière - voir notamment CJCE Avis 2/94 du 28 mars 1996 relatif à l'adhésion de la Communauté à la Convention européenne des droits de l'Homme, Rec. 1996, p I-1759 - Selon la CJCE, lors de l'avis 2/94 relatif à l'adhésion de la CE à la CEDH, « l'article 235 vise à suppléer l'absence de pouvoir d'action conférées expressément ou de façon implicite aux institutions communautaires par des dispositions spécifiques du traité, dans la mesure où de tels pouvoirs apparaissent néanmoins nécessaires pour que la Communauté puissent exercer ses fonctions en vue d'atteindre l'un des objectifs fixés par le traité » (paragraphe 29). Cependant elle ajoute que l'article 235 ne peut servir de fondement pour étendre les compétences de la Communauté « au-delà du cadre général résultant de l'ensemble des dispositions du traité, et en particulier de celles qui définissent les missions et les actions de la Communauté » (paragraphe 30). En l'espèce l'adhésion de la CE doit donc entraîner une révision des traités et ne peut se fonder sur l'article 235 TCE. Pour la CJCE la clause de flexibilité ne peut a fortiori constituer une compétence exclusive (Avis 1/94 paragraphe 89). Une autre limite réside dans le fait que l'on ne peut exiger sa mise en œuvre. Selon la CJCE, « bien que l'article 235 permette au Conseil de prendre toutes dispositions appropriées également dans le domaine des relations extérieures. Cet article ne crée aucune obligation, mais confère au Conseil une faculté dont le non exercice ne saurait affecter la validité d'une délibération » (CJCE 31 mars 1971 Commission c/ Conseil 22-70 Rec. p 263).

¹⁹⁵ Basée auparavant sur l'article 308 TCE, la protection civile a par exemple fait l'objet d'un article II-284 dans le projet de Constitution pour l'Europe et d'un article 196 TFUE. L'utilisation de la clause de flexibilité a un caractère temporaire dans la mesure où elle permet notamment de révéler les nouveaux domaines d'actions communautaires et doit être suivie en pratique d'une révision des Traités prenant en considération ce nouveau champ d'action. Elle ne doit pas cependant constituer un préalable automatique à toute révision du traité.

¹⁹⁶ Décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013, destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers, JO L340 du 19 décembre 2008, p83-96 ; décision n°2317/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers Erasmus Mundus 2004-2008, JO L 345 du 31 décembre 2003, p1-8

¹⁹⁷ Article 352 TFUE « 1. Si une action de l'Union paraît nécessaire, dans le cadre des politiques définies par les Traités, pour atteindre l'un des objectifs visés par les traités, sans que ceux-ci n'aient prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen, adopte les dispositions appropriées. Lorsque les dispositions en question sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, il statue également à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après approbation du parlement européen. 2. La Commission, dans le cadre de la procédure de contrôle du principe de subsidiarité visée à l'article 5, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, attire

compétence de l'UE en matière éducative, en risquant de surcroît l'annulation par la CJUE de l'acte de l'UE pour erreur de droit. Il est à espérer que l'application du TFUE visant à simplifier la compréhension du droit communautaire mette fin à cette pratique. L'article 352 TFUE prévoit notamment un contrôle des parlements nationaux relatif au respect du principe de subsidiarité, et l'approbation obligatoire du Parlement européen quant à la mise en œuvre de la clause de flexibilité, ce qui permettra peut-être d'y mettre un terme¹⁹⁸. En l'état actuel, 28 actes sont fondés sur l'article 352 TFUE dont seulement 6 faisant référence à l'éducation, concernant notamment l'accès de tous à l'éducation (intégration des Roms), l'investissement dans le secteur éducatif dans le cadre de la stratégie Europe 2020¹⁹⁹, le lien entre fondation européenne et éducation, et la cohérence recherché par le programme renouvelé « L'Europe pour les citoyens »²⁰⁰ basé exclusivement sur 352 TFUE avec les autres instruments et actions de l'UE, notamment dans le secteur éducatif.

94. L'encadrement accru²⁰¹ de la mise en œuvre de la clause s'avèrera certainement positif dans l'avenir en ce qui concerne la reconnaissance d'une politique de l'UE en matière d'éducation, dans la mesure où il faudra modifier la portée de la base juridique matérielle pour accroître les compétences de l'UE en matière éducative sans que l'article 352 TFUE ne

l'attention des parlements nationaux sur les propositions fondées sur le présent article. 3. Les mesures fondées sur le présent article ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les cas où les traités excluent une telle harmonisation. 4. Le présent article ne peut servir de fondement pour atteindre un objectif relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et tout acte adopté conformément au présent article respecte les limites fixées par l'article 40, second alinéa, du traité sur l'Union européenne. »

¹⁹⁸ Selon l'article 352 TFUE, la clause de flexibilité ne peut être activée qu'à l'unanimité du Conseil des ministres, sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen alors que l'article 308 TCE ne prévoit qu'une consultation des députés européens. Enfin les parlements nationaux sont informés de toute proposition de la Commission. De plus la Commission doit tenir informés les Parlements nationaux de toute proposition en la matière afin qu'ils puissent le cas échéant émettre un avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

¹⁹⁹ Par exemple proposition de décision du Conseil relative à un sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi, COM(2013)740, 2013/361 (APP) du 31 octobre 2013

²⁰⁰ Article 11 du règlement (UE) n°390/2014 du Conseil du 14 avril 2014 établissant le programme « L'Europe pour les citoyens » pour la période 2014-2020, JO L115 du 17 avril 2014, p3-13 (352 TFUE)

²⁰¹ Limitée précédemment aux « objets de la Communauté » (article 308 TCE) et seulement dans le cadre du « fonctionnement du marché commun », l'utilisation de la clause de flexibilité est étendue par l'article 352 TFUE à la réalisation de « tous les objectifs visés par les Traités », et dans l'ensemble « des politiques définies par les Traités ». Bien que le Traité de Lisbonne vise à moderniser les institutions et adapter le droit communautaire au nouveau contexte politique de l'Union, l'unanimité est cependant maintenue par l'article 352 TFUE, ce qui réduit sa mise en œuvre dans une Europe à 27 Etats membres. Cette prise de position est cohérente avec la jurisprudence de la CJUE opposée à l'utilisation abusive et au détournement de cette clause à des fins autres que celles que l'on lui assignait, dans la mesure où elle ne vise nullement à étendre les compétences communautaires, au détriment de la procédure de révision des traités et des autres bases juridiques matérielles de compétences. La clause de flexibilité ne doit pas permettre d'harmoniser des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres lorsque les Traités excluent une telle harmonisation, ce qui est notamment le cas pour le domaine éducatif catégorisé dans les compétences d'appui par le projet de Constitution (voir article I-18 et débat de la Convention européenne Groupe de travail V 'compétences complémentaires' document de travail WG-WD30, secrétariat Bruxelles le 2 octobre 2002 (11.10) – premier projet de rapport) et le TFUE

puisse servir de pis-aller. Bien que nous approuvions l'encadrement strict de la mise en œuvre de la clause de flexibilité, il est cependant regrettable que le Traité de Lisbonne ne renforce pas la compétence d'attribution de l'UE en matière éducative notamment en reconnaissant le caractère transversal de l'action de l'UE en la matière, conformément à l'esprit des dispositions de l'article 9 TFUE²⁰².

Section 2/ L'appui à la compétence externe éducative de l'UE : la clause d'intégration transversale de l'objectif éducatif

95. Non mentionnée dans l'article 3 TCEE, la contribution de la Communauté à 'une éducation et à une formation de qualité' a été insérée aux objectifs de l'article 3 TCE par le Traité de Maastricht de 1992²⁰³. Cette référence a permis de légitimer une action communautaire de fait en matière éducative et de consolider l'adoption d'une base juridique spécifique de compétence dans ce secteur²⁰⁴. L'article 3 TCE²⁰⁵ ne peut être considéré en principe²⁰⁶ comme une base juridique matérielle susceptible de fonder un acte communautaire dans les matières qu'il énumère. Sa portée n'est cependant pas négligeable dans la mesure où il détermine les objectifs généraux guidant l'action communautaire, ce qui a permis d'apprécier l'évolution des priorités d'action de la Communauté dans le cadre des traités constitutifs et d'adapter les bases spécifiques de compétences communautaires²⁰⁷.

96. Renforcé par le Traité d'Amsterdam, consacrant dans le préambule la volonté des Etats membres de « promouvoir le développement du niveau de connaissances le plus élevé

²⁰² Article 9 TFUE « Dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine. »

²⁰³ Article G du Traité de Maastricht – un nouvel article 3 remplace l'article 3 TCEE – voir point p) devenu point q) après modification Traité d'Amsterdam (article 2 point 3), JO C340 du 10 novembre 1997, p181

²⁰⁴ Insertion dans le Traité de Maastricht de l'article 126 TCE relative à l'éducation et modification de l'intitulé du titre III, 3^{ème} partie du TCEE remplacé par le « Titre VIII Politique sociale, éducation, formation et jeunesse »

²⁰⁵ Article 3 TCE alinéa 1 p) de la version TCE 1992 et article 3 TCE alinéa 1 q) des versions consolidées 1997 et suivantes) « 1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité : ... q) une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des Etats membres... »

²⁰⁶ L'article 3 TCE est utilisé comme base juridique complémentaire à d'autres bases afin de fonder notamment des actes communautaires pris en matière d'égalité des genres (par exemple résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans le coopération au développement (2007/2182/INI) JO C66E du 20 mars 2009 basé sur les articles 2, 3, 137 et 141 TCE). Une recherche Eur-lex montre qu'un seul acte n'est basé que sur l'article 3 TCE, à savoir la résolution du Parlement européen du 6 septembre 2007 sur le règlement sanitaire international (2007/2078/INI), JO C187E du 24 juillet 2008 p210-212.

²⁰⁷ Voir débat relatif au tourisme dans le Traité de Lisbonne – La consécration d'une compétence d'attribution dans le Traité de Maastricht s'est accompagnée de l'insertion d'un objectif général relatif à l'éducation dans l'article 3 TCE.

possible pour leurs peuples par un large accès à l'éducation et la mise à jour permanente des connaissances »²⁰⁸, l'objectif général de contribution à une éducation de qualité a marqué l'intérêt croissant de la CE pour l'éducation et consolidé par conséquent l'action communautaire menée dans le cadre de l'article 149 TCE. Ayant suscité la polémique²⁰⁹, l'insertion de ce nouvel alinéa dans le préambule montre incontestablement la volonté des Etats membres d'entreprendre une action commune renforçant la qualité et l'accès de leurs systèmes éducatifs.

97. Si le Traité modificatif de Lisbonne a, d'une part, abrogé les dispositions de l'article 3 paragraphe 1 TCE, remplacé en substance par les articles 3 à 6 TFUE, et, d'autre part, inséré les dispositions de l'article 3 paragraphe 2 dans l'article 8 TFUE²¹⁰, l'importance accordée à l'éducation dans la politique de l'UE est renforcée dans le TFUE. L'article 9 TFUE²¹¹ reconnaît en effet explicitement le caractère transversal de la politique de l'UE en matière éducative. Il convient donc de s'interroger sur l'impact qu'a eu l'insertion d'un objectif éducatif dans l'article 3 TCE sur l'activité externe communautaire dès le Traité de Maastricht (Paragraphe 1) afin d'apprécier l'influence de l'actuel article 9 TFUE sur le développement de la politique extérieure de l'UE en matière éducative (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La détermination d'un objectif général en matière d'éducation, facteur d'enchevêtrement de compétences

98. Les objectifs énumérés par l'article 3 TCE ont impliqué l'attribution à la Communauté d'une 'compétence induite' lui permettant de les poursuivre dans le cadre des différentes politiques communautaires. La mise en œuvre de la compétence prévue à l'article 3 TCE ne portait en aucun cas atteinte aux diverses compétences d'attribution matérielles déterminées dans le Traité et permettait de mieux appréhender l'activité de la Communauté, liée davantage à des objectifs plus qu'à des matières. Avant même que l'éducation ne soit inscrite parmi les objectifs généraux de l'article 3, la question s'est posée de savoir si les objectifs énumérés dans cet article pouvaient influencer sur le choix de la base juridique adéquate pour fonder

²⁰⁸ Insertion d'un 9^{ème} considérant au préambule – article 2 point 1) du Traité d'Amsterdam, JO C340 du 10 novembre 1997, p179

²⁰⁹ Question écrite n°2585/97 du 29 juillet 1997 de Hilde HAWLICEK au Conseil « Crédibilité du nouvel alinéa relatif à l'éducation ajouté au préambule du Traité » JO C 102 du 3 avril 1998 p63 – La parlementaire avait soulevé l'incohérence résidant dans l'insertion de ce nouvel alinéa alors que dans le même temps le programme Socrates, couronné de succès et devant être étendu aux pays candidats à l'adhésion, est réduit « à la portion congrue du point de vue financier ».

²¹⁰ Article 8 TFUE (ex-article 3 paragraphe 2 TCE) « Pour toutes ses actions, l'Union cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes. »

²¹¹ Op.cit.

l'adoption d'un programme communautaire en matière d'enseignement supérieur, voir conduire à l'enchevêtrement de deux bases juridiques.

99. Dans le cadre d'un litige survenu entre la Commission et le Conseil quant à la détermination des bases juridiques appropriées pour fonder le programme communautaire Erasmus, la CJCE a en effet eu l'occasion de préciser que la poursuite des objectifs de l'article 3 TCEE n'avait aucun impact sur le choix de la base juridique matérielle fondant l'acte en question. En l'espèce, le Conseil soutenait que la poursuite de l'objectif général visant à « la réalisation de l'Europe des citoyens » dans le cadre du programme Erasmus, intégré aux objectifs de la politique commune de formation professionnelle, impliquait d'adoindre à l'article 128 TCEE, l'article 235 TCEE car le programme dépassait ainsi le cadre de la politique commune de formation professionnelle. La Cour a tranché en faveur de la Commission en estimant que « ...le but tout à fait légitime que le développement d'une politique commune s'inscrive dans le cadre des objectifs généraux de la Communauté, tels que la réalisation de l'Europe des citoyens, ne sauraient conduire à une modification de la base juridique appropriée des actes qui relèvent objectivement de la politique commune en cause »²¹². La Cour a ainsi évité l'intrication de compétence, en considérant que l'inscription de la politique commune de formation professionnelle dans un objectif général défini à l'article 3 TCEE ne modifiait pas le fondement juridique des actes adoptés dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique. Cette position de la Cour est sans aucun doute davantage guidée par la décision de la Cour de confirmer la portée jurisprudentielle conférée à l'article 128 TCEE dans le cadre des jurisprudences antérieures *Forcheri*²¹³ et *Gravier*²¹⁴, que marquée par une réelle volonté de dénier l'article 3 TCEE de toute force juridique. Cette jurisprudence est toutefois pertinente à deux titres. Elle nous permet, d'une part, de constater que l'article 3 TCE a renforcé la portée de l'article 149 TCE mais n'y a pas préjudicié, respectant la prévalence des compétences matérielles d'attribution déterminées par le Traité, d'autre part, de mieux comprendre pourquoi l'activité communautaire en matière éducative est par nature basée sur un enchevêtrement de compétences matérielles.

100. En effet, en tant qu'objectif général fixé par l'article 3 TCE, la contribution à une éducation de qualité, sera au même titre que 'la réalisation de l'Europe des citoyens', un

²¹² Paragraphe 29 de l'arrêt CJCE du 30 mai 1989 *Commission c/Conseil*, aff. 242/87, Rec. p.1425

²¹³ Voir analyse supra - arrêt du 13 juillet 1983 *Sandro Forcheri et Marisa Marino, épouse Forcheri c/ Etat belge et Absl Institut supérieur de sciences humaines appliquées – école ouvrière supérieure*, aff. 152/82, Rec. 1983 p.2323

²¹⁴ Voir analyse supra, CJCE 13 février 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83 Rec. 1985, p.593

objectif général dans le cadre duquel différentes politiques communautaires définies dans le Traité peuvent s'inscrire, que ce soit l'action spécifique en matière d'éducation prévue par l'article 149 TCE, ou toute autre politique communautaire établie par le Traité, telle que la politique extérieure de coopération au développement. On assiste ainsi à un éparpillement des actions éducatives au sein de divers politiques communautaires, basées sur une multitude de bases juridiques matérielles qui s'enchevêtrent dans la réalisation d'un seul et même objectif, la contribution à une éducation de qualité.

101. Cette intrication des compétences implique que les différentes actions éducatives entreprises par la Communauté dépendaient de différents degrés de compétences, dans la mesure où certaines politiques communautaires relevaient d'une compétence partagée entre la CE et les Etats membres, d'autres d'une compétence exclusive de la Communauté. Les dispositions de l'article 3 TCE ont également eu pour intérêt d'explicitier ces nuances en fournissant des précisions quant à la portée des diverses bases juridiques matérielles. Le choix des termes est en effet révélateur de la répartition des compétences souhaitée par les Etats membres. On constate que dans le champ d'action communautaire défini par l'article 3 TCE, trois objectifs généraux, établis dans la liste non exhaustive de l'article, sont susceptibles de fonder l'action externe de la CE en matière éducative au sens large, à savoir : « la promotion de la recherche et du développement technologique », la « contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des Etats membres » et la « politique dans le domaine de la coopération au développement ». Malgré le généralisme des termes, l'article 3 TCE a fourni ainsi des précisions quant à la poursuite de ces objectifs par la Communauté, selon que l'on se trouve dans le cadre de la 'promotion', de la 'contribution' ou de la consécration d'une 'politique' proprement dite.

En effet, l'utilisation du verbe 'promouvoir' la recherche et le développement technologique, démontre que le Traité encadre restrictivement l'action communautaire en la matière dans la mesure où ce verbe signifie que la Communauté ne participe qu'indirectement à l'action en favorisant l'expansion et le développement de la recherche par des mesures d'incitation. En ce sens la création de l'Espace Européen de la Recherche (EER), lié étroitement à la création de l'Espace Européen d'Enseignement (EEE), repose sur une action intergouvernementale promue par la CE²¹⁵.

²¹⁵ On assiste cependant à une extension de la compétence communautaire en matière de recherche et de développement technologique dans le cadre de l'établissement d'une base juridique matérielle en la matière, ayant permis la consécration d'une compétence partagée en la matière et l'adoption de programmes cadres de recherche au niveau de l'UE.

Concernant l'éducation, l'article 3 TCE prévoit que la CE contribuera à une éducation et une formation de qualité. La contribution permet une plus grande marge d'action à la CE que la promotion puisque le fait de 'contribuer' implique la possibilité d'apporter son concours à la réalisation d'une œuvre. L'article sous-tend de ce fait une participation communautaire aux stades de l'élaboration et de l'exécution même de l'action éducative, la contribution pouvant s'effectuer sous différentes formes telles que la participation financière à l'action, l'élaboration de lignes directrices, la création d'un forum d'échanges de bonnes pratiques, la création d'une agence exécutive spécialisée...

L'article 3 TCE fait également référence à l'établissement d'une 'politique' communautaire dans le domaine de la coopération au développement. Nous verrons que l'éducation est de manière induite un objectif et un instrument de cette politique, et que de ce fait la CE dispose dans ce cadre d'une compétence encore plus étendue que dans le cadre de la contribution à une éducation de qualité, puisque l'utilisation du terme 'politique' de coopération au développement fait référence à l'aptitude reconnue de la CE de mener aux côtés des Etats membres une action en la matière, conformément à l'article 177 TCE. L'éducation sera par exemple inscrite dans les accords d'association conclus par la CE avec des pays tiers et fera également l'objet d'une participation de la CE au sein d'autres organisations internationales de référence dans le domaine de la coopération au développement.

102. L'article 3 TCE a donc permis à la Communauté de disposer d'un éventail d'instruments importants dans la mise en œuvre de son action dans le domaine éducatif, mais il en fixe également les limites. Si l'action communautaire ne doit pas de manière générale porter atteinte à toute autre disposition du traité ou empiéter sur les domaines de compétences des Etats membres, l'article 3 TCE pose explicitement trois conditions d'encadrement. Le paragraphe 2 de l'article 3 TCE établit une condition générale à la mise en œuvre de l'action communautaire, à savoir l'obligation de tenir compte dans toutes ses actions de la protection et la promotion de l'égalité homme-femme. L'égalité des genres est un sujet transversal intégré qui doit être prise en considération dans toute action communautaire notamment en matière d'éducation comme nous le verrons²¹⁶. Deux conditions cumulatives sont également mentionnées dans le paragraphe 1^{er} de l'article, visant à fixer un cadre organisationnel, à savoir la nécessité de respecter les objectifs fixés dans l'article 2 TCE et de tenir compte des

²¹⁶ Voir infra

« conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité »²¹⁷. L'article 3 TCE est en effet indissociable de l'article 2 TCE²¹⁸ qui précise que la CE doit « promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable »...« par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4 ». De ce fait la contribution à une éducation de qualité doit participer au développement interne des Etats membres de l'UE, comme l'illustre par exemple le volet éducatif du processus de Lisbonne. Cela signifie également que l'article 3 TCE est étroitement lié à d'autres bases juridiques spécifiques du Traité, notamment en matière de recherche, d'éducation et de coopération au développement, dont les termes moins généraux permettent de déterminer les 'conditions' et les 'rythmes' de l'action communautaire.

103. Quant à la portée de l'objectif général visant à contribuer à une éducation de qualité, il n'est pas précisé toutefois dans l'article 3 TCE s'il peut se traduire par une action communautaire extérieure. La portée des dispositions de l'article 3 TCE permet d'envisager cette possibilité dans la mesure où elle est définie par rapport aux champs d'application des diverses bases juridiques de compétences liées aux objectifs, à savoir notamment l'article 149 alinéa 3 TCE consacrant la compétence externe de la CE en la matière. La coopération de la CE avec les organisations internationales dans le domaine éducatif, prévue à l'article 149 alinéa 3 TCE permet de plus d'interpréter l'article 3 TCE en faveur d'une telle possibilité, dans la mesure où elle répond à la mission fixée dans l'article 2 et respecte les autres dispositions du Traité. En pratique, l'article 3 TCE n'a que très exceptionnellement servi à fonder des actions extérieures en matière éducative, et toujours de manière combinée avec des bases juridiques matérielles de compétences communautaires²¹⁹.

104. L'article 3 TCE se réfère ainsi à un ensemble d'objectifs généraux, assignés à divers politiques communautaires, mais ne pouvait cependant constituer à lui seul un fondement

²¹⁷ Article 3 paragraphe 1 TCE version consolidée « Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité » - points n), q) et r)

²¹⁸ Article 2 TCE version consolidée « La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres. »

²¹⁹ Par exemple résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans la coopération au développement, basée sur les articles 2 TCE, 3 TCE, 137 TCE et 141 TCE, 2007/2182INI, JO C66E du 20 mars 2009, paragraphes 50 et 51 relatifs à l'éducation des filles

juridique, notamment à l'action communautaire éducative, comme le démontre l'analyse effectuée à l'occasion de l'élaboration du projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe, par le groupe de travail de la convention traitant de la question des 'compétences complémentaires'. Le groupe a en effet précisé qu'il « voit une anomalie dans le fait que des domaines soient mentionnés à l'article 3 du TCE sans qu'il existe dans le reste des traités d'article correspondant établissant les objectifs et les compétences en la matière »²²⁰. Cette remise en cause de la pertinence des dispositions de l'article ne laissait pas présager le tournant juridique décisif entrepris par le projet de Constitution et avalisé par le Traité de Lisbonne visant à consacrer une clause sociale horizontale mentionnant la contribution de l'Union à un niveau d'éducation élevé.

Paragraphe 2/ L'évolution juridique en faveur d'une clause sociale horizontale

105. Dans le cadre de l'élaboration de la Constitution pour l'Europe, un nombre important de conventionnels du groupe de travail sur l'Europe sociale ont recommandé l'adoption d'une clause sociale horizontale contenant entre autre une référence à la nécessité d'un niveau d'éducation élevé²²¹. Bien que le projet de convention n'ait pas retenu ces dispositions, la Conférence Intergouvernementale a ajouté la clause sociale horizontale. Ainsi l'article III-117 du projet de Constitution pour l'Europe précisait que « dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions visées à la présente partie [Partie III relative aux politiques et fonctionnement de l'Union], l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine ». Cette clause reprend les objectifs sociaux de l'article I-3 de la Constitution relatifs aux objectifs de l'Union, qui ne faisait cependant pas référence directement à l'éducation.

106. Le Traité modificatif de Lisbonne reprend intégralement la clause sociale horizontale prévue à l'article III-117 du projet de Constitution dans l'article 9 TFUE²²², ce qui conforte l'importance accordée par les Etats à l'éducation et la reconnaissance du caractère transversal de l'objectif éducatif poursuivi par l'UE. L'insertion d'une telle clause marque un progrès vers l'Europe sociale en consacrant explicitement la transversalité des objectifs sociaux, tels

²²⁰ Convention européenne Groupe de travail V 'compétences complémentaires' document de travail WG-WD30, secrétariat Bruxelles le 02 octobre 2002 (11.10) – premier projet de rapport – le groupe de travail faisait référence au tourisme

²²¹ Rapport final du Groupe de travail XI Europe sociale CONV 516/1/03WGXI

²²² Op.cit.

que la recherche d'un niveau d'éducation élevé. Reconnaître la transversalité de l'objectif communautaire visant à atteindre un niveau d'éducation élevé permet de surcroît d'intégrer systématiquement la contribution à une éducation de qualité à l'ensemble des politiques, au même titre que le principe d'égalité des genres, ce qui renforce la cohérence de l'action externe communautaire en matière éducative²²³, composée d'actions éparpillées dans les diverses politiques extérieures et les volets externes des politiques internes.

107. Contrairement à l'article 3 TCE, l'article 9 TFUE ne précise pas dans quelle mesure et de quels moyens l'UE dispose pour prendre en compte l'exigence d'un niveau d'éducation élevé. Il ne fait pas référence comme l'article 3 TCE à d'autres dispositions du traité, ni aux conditions et rythmes du traité pour encadrer l'action, ce qui signifie que l'article pourrait potentiellement constituer à lui seul un fondement suffisant à une action de l'UE visant à développer un niveau élevé d'éducation. Il ne précise pas non plus les formes que peut prendre l'action de l'UE et se borne à préciser que l'UE « prend en compte les exigences liées...à un niveau élevé d'éducation ». La limite à la mise en œuvre cette clause sociale horizontale résiderait ainsi seulement dans la devise européenne d'unité dans la diversité, c'est-à-dire que l'action transversale de l'UE visant à promouvoir un niveau élevé d'éducation ne saurait justifier une quelconque harmonisation des systèmes nationaux.

108. En l'état actuel, le recours à l'article 9 TFUE reste cependant sporadique²²⁴ et toujours de manière combinée avec d'autres bases juridiques, notamment les articles 2 TUE²²⁵, 3 TUE²²⁶

²²³ Voir en ce sens paragraphe 155 (p100) in DONY (M) « Droit de l'Union Européenne », éditions de l'Université de Bruxelles, 2014, isbn 978-2-8004-1555-0, 830p

²²⁴ On dénombre 7 actes adoptés sur une combinaison de bases juridiques dont l'article 9 TFUE dont 6 contenant le terme 'éducation' (référence Eur Lex – septembre 2014)

²²⁵ Article 2 TUE version consolidée « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit ainsi que de respect des droits de l'Homme, y compris des personnes appartenant à des minorités »

²²⁶ Article 3 TUE (ex-article 2 TUE) « 1. L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples. 2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène. 3. L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États membres. Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen. 4. L'Union établit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro. 5. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au

et 6 TUE²²⁷ et à certains articles de la charte des droits fondamentaux de l'UE. Le lien entre ses articles s'explique aisément par le fait qu'ils concernent les droits, principes fondamentaux, valeurs et objectifs poursuivis par l'UE dans l'ensemble de son action, même sur le plan externe.

109. Bien que les actes fondés sur l'article 9 TFUE contiennent majoritairement une référence à l'importance de l'éducation dans l'activité de l'UE, l'article 165 TFUE n'est pas mentionné parmi les articles fondant ces actes. La résolution du Parlement européen du 9 mars 2011 sur la stratégie européenne pour l'intégration des Roms place par exemple le droit à l'éducation au cœur de la stratégie, en constatant que « l'exclusion des enfants roms de l'éducation a des conséquences négatives sur les autres droits des Roms... »²²⁸. Il n'est cependant ni fait référence à l'article 165 TFUE ni à l'article 14 de la charte des droits fondamentaux de l'UE relatif au droit à l'éducation²²⁹, pour fonder ce document. Basée notamment sur les articles 9 TFUE et les articles 2, 3 et 6 TUE, cette résolution démontre qu'une compétence générale de l'UE en matière de protection du droit à l'éducation est également induite dans l'action plus générale de l'UE en faveur de la promotion de ses principes et valeurs, ainsi que des droits de l'Homme.

110. Même si les articles du TUE, relatifs aux principes, valeurs et objectifs généraux poursuivis par l'UE, notamment dans le cadre de son action extérieure²³⁰, ne font pas

respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies. 6. L'Union poursuit ses objectifs par des moyens appropriés, en fonction des compétences qui lui sont attribuées dans les traités »

²²⁷ Article 6 TUE (ex-article 6 TUE) « 1. L'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000, telle qu'adaptée le 12 décembre 2007 à Strasbourg, laquelle a la même valeur juridique que les traités. Les dispositions de la Charte n'étendent en aucune manière les compétences de l'Union telles que définies dans les traités. Les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte sont interprétés conformément aux dispositions générales du titre VII de la Charte régissant l'interprétation et l'application de celle-ci et en prenant dûment en considération les explications visées dans la Charte, qui indiquent les sources de ces dispositions. 2. L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités. 3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux. »

²²⁸ Résolution du Parlement européen du 9 mars 2011 sur la stratégie européenne pour l'intégration des Roms, JO C199E du 7 juillet 2012, p112-131 - l'accès à l'éducation est défini comme un descripteur EUROVOC de classification de l'acte

²²⁹ Article 14 de la Charte des droits fondamentaux, op.cit.

²³⁰ Titre V TUE – Chapitre 1 'Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union' - article 21 TUE « 1. L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la

référence à l'éducation, ils peuvent ainsi servir de fondement juridique à l'action externe éducative de l'UE²³¹, comme l'illustre par exemple la résolution du Parlement européen du 25 février 2010 sur la 13^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies²³², contenant un volet relatif à l'éducation et la formation aux droits de l'Homme, et basée sur les articles 21 TUE, 18 TUE, 3 TUE, 47 TUE, 2 TUE et 27 TUE.

dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international. L'Union s'efforce de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays tiers et avec les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent les principes visés au premier alinéa. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies. 2. L'Union définit et mène des politiques communes et des actions et œuvre pour assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales afin: a) de sauvegarder ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité; b) de consolider et de soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international; c) de préserver la paix, de prévenir les conflits et de renforcer la sécurité internationale, conformément aux buts et aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures; d) de soutenir le développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté; e) d'encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international; f) de contribuer à l'élaboration de mesures internationales pour préserver et améliorer la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles mondiales, afin d'assurer un développement durable; g) d'aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine; et h) de promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale. 3. L'Union respecte les principes et poursuit les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2 dans l'élaboration et la mise en œuvre de son action extérieure dans les différents domaines couverts par le présent titre et par la cinquième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que de ses autres politiques dans leurs aspects extérieurs. L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques. Le Conseil et la Commission, assistés par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, assurent cette cohérence et coopèrent à cet effet » ; Cinquième partie 'L'action extérieure de l'Union' titre I 'dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union - article 205 TFUE « L'action de l'Union sur la scène internationale, au titre de la présente partie, repose sur les principes, poursuit les objectifs et est menée conformément aux dispositions générales visés au chapitre 1 du titre V du traité sur l'Union européenne »

²³¹ Par exemple résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises européennes (2010/2205(INI)), JO C 380E du 11 décembre 2012, p 39–50 (2, 3, 6 et 21 TUE, 7, 9, 145 à 161, 206 à 209 et 215 TFUE, 5, 12, 14, 15, 16, 21, 23, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34 et 36 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne), paragraphe 22; résolution du Parlement européen du 7 juillet 2011 sur les politiques extérieures de l'UE en faveur de la démocratisation (2011/2032(INI)), JO C 33E du 5 février 2013, p165–180, (2, 6, 8 et 21 TUE, charte des droits fondamentaux de l'UE, articles 8, 9 et 96 de l'accord de partenariat ACP-UE 2000), paragraphes 9, 38, 52, 62; résolution du Parlement européen du 11 mai 2011 sur l'Union européenne en tant qu'acteur mondial: son rôle dans les organisations multilatérales (2010/2298(INI)), JO C 377E du 7 décembre 2012, p 66–76 (21 TUE), paragraphe 36

²³² Résolution du Parlement européen du 25 février 2010 sur la 13^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, JO C348E du 21 décembre 2010, p6-10 (21TUE, 18 TUE, 3 TUE, 47 TUE, 2 TUE, 27 TUE), paragraphe 1

Conclusion du Chapitre I

111. Le secteur de l'éducation n'avait pas vocation, par nature, à entrer dans le champ de compétence communautaire, comme le démontre le silence des traités originaires concernant une action potentielle des institutions dans ce domaine. Leur intervention en matière éducative s'est cependant avérée nécessaire pour préserver les droits fondamentaux, la Cour ayant reconnu que « s'il est vrai que la politique d'enseignement et de formation ne fait pas partie, en tant que telle, des domaines que le traité a soumis à la compétence des institutions communautaires, l'accès à de telles formes d'instruction tombent, cependant, dans le domaine d'application du traité »²³³. La libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux, constituant le socle du marché commun, ne pouvait être effective qu'en assurant une application renforcée du principe de non-discrimination. Le Conseil a dans cette perspective adopté des actes visant à garantir l'égalité d'accès de tout ressortissant aux services d'enseignement et de formation, que ce soit en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs²³⁴, ou l'établissement d'une politique commune de formation professionnelle, fondée sur le respect du droit de « chacun de recevoir une formation adéquate dans le respect du libre choix de la profession, de l'établissement et du lieu de formation »²³⁵.

112. La nécessité impérieuse de protéger un accès égal au service d'enseignement a ainsi conduit la Cour à interpréter extensivement les dispositions de l'article 128 TCEE, relatives à la politique commune de formation professionnelle, notamment par l'adoption d'une définition jurisprudentielle large de 'l'enseignement professionnel', qui couvre ainsi « toute forme d'enseignement qui prépare à une qualification pour une profession, métier ou emploi spécifique, ou qui confère l'aptitude particulière à exercer une telle profession, métier ou emploi, ...quels que soient l'âge et le niveau de formation des élèves ou des étudiants, et même si le programme d'enseignement inclut une partie d'éducation générale »²³⁶.

²³³ CJCE 13 juillet 1983 Sandro Forcheri et Marisa Marino, épouse Forcheri c/ Etat belge et Absl Institut supérieur de sciences humaines appliquées, op.cit. ; CJCE 13 février 1985 Françoise Gravier c/ Ville de Liège, aff. 293/83, Rec.1985 p593, op.cit.

²³⁴ Voir en ce sens l'article 7 du règlement n°1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (op.cit.) qui prévoit que le travailleur ressortissant d'un Etat membre et exerçant ses activités dans un autre Etat membre y bénéficie, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation. Le même règlement assure, dans son article 12, l'accès aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle, dans les mêmes conditions que les nationaux, aux enfants des ressortissants d'un autre Etat membre qui exercent leurs activités dans un autre Etat membre.

²³⁵ 1^{er} principe de la décision 63/266 du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle, op.cit.

²³⁶ CJCE 13 février 1985 Françoise GRAVIER c/ Ville de Liège, paragraphe 29-30, op.cit.

113. Afin de déterminer si un programme d'enseignement, même universitaire²³⁷, relève de l'application de l'article 128 TCEE, la Cour a ainsi établi un critère finaliste selon lequel tout cycle d'études visant à accéder à la vie professionnelle, et non seulement à approfondir des connaissances générales, relève de l'enseignement professionnel²³⁸. L'interprétation large de la portée de l'article 128 TCEE constitue ainsi la première étape de l'intrication des compétences communautaires en matière d'éducation et de formation, aujourd'hui enracinée dans le système européen par souci de cohérence et d'efficacité. En l'absence d'une base juridique conférant une compétence à la Communauté en matière éducative, l'article 128 TCEE a permis de fonder l'adoption du programme communautaire Erasmus, promouvant les échanges en matière d'enseignement supérieur, mais a cependant été jugé inadéquat pour fonder l'ouverture du programme aux pays tiers.

114. Les institutions communautaires ont, en effet, eu recours à l'article 235 TCEE, pour fonder les accords bilatéraux relatifs à l'extension du programme Erasmus aux pays de l'AELE, ainsi que le programme Tempus de mobilité transeuropéenne pour l'enseignement supérieur, et les actes communautaires visant à renforcer la coopération entre les Etats membres de l'UE en matière d'enseignement, de jeunesse et de reconnaissance des diplômes. L'usage exclusif de cette clause de flexibilité pour fonder les actes externes éducatifs a certes contribué à l'enchevêtrement accru des compétences en la matière, mais a également permis de marquer les spécificités de l'action externe éducative de la Communauté. Dans le contexte de construction du système communautaire, l'utilisation de l'article 235 TCEE pouvait soit signifier la volonté de limiter le volet externe de l'action communautaire en matière éducative en marquant le caractère ponctuel et exceptionnel d'actes adoptés, conformément au principe de subsidiarité, soit traduire une phase d'adaptation tendant à impulser l'ajustement des compétences communautaires.

115. Si l'on peut penser à juste titre que l'application de l'article 235 TCEE à l'action externe éducative de la Communauté a traduit le souhait des Etats de limiter le développement d'une telle action, il semble que ce choix ait été un déclencheur à la consécration, par le Traité de Maastricht, d'une compétence spécifique de la Communauté dans le domaine éducatif. Le volet externe de l'action éducative de la Communauté a été de ce fait la composante d'impulsion d'une base juridique propre en matière éducative, comme en témoigne l'importance qui lui ait accordé dans l'alinéa 3 de l'article 126 TCE. En effet, si l'article 128

²³⁷ CJCE 2 février 1988, aff. Vincent Blaizot c/ Université de Liège et autres, paragraphe 31, op.cit.

²³⁸ CJCE 30 mai 1989, Commission des CE c/ Conseil CE, paragraphes 5 et 6, op.cit.

TCEE pouvait convenir au développement d'actes éducatifs, le fait qu'il soit totalement inapproprié pour fonder des actes externes impliquait la révision du Traité.

116. Les révisions successives des traités originaux ont également permis d'insérer un objectif général de l'UE visant à contribuer au développement d'un niveau élevé d'éducation. Démontrant la volonté des Etats de conférer à ce sujet une dimension européenne, l'objectif de contribution de l'UE à une éducation de qualité a vu son importance renforcée depuis le traité de Maastricht. La portée transversale de cet objectif a permis l'intégration de la question éducative dans l'ensemble des politiques et actions de l'UE, sur les plans interne et externe. Elle justifie ainsi l'intrication des compétences caractérisant l'action éducative de l'UE, basée de par sa nature transversale reconnue, sur une multiplicité de fondements juridiques. L'article 9 TFUE est souvent employé de manière combinée avec d'autres bases juridiques, notamment avec les divers articles relatifs à la promotion des objectifs et valeurs de l'UE, afin d'adopter des mesures générales de promotion des droits de l'Homme et de lutte contre la non-discrimination, prévoyant un volet éducatif. Cette combinaison de bases juridiques permet de préserver la cohérence à l'action de l'UE et ne porte pas préjudice à l'importance de l'objectif éducatif que s'est assigné l'UE.

117. La prise en compte par l'UE du droit à l'éducation, tel que consacré par l'article 14 de la charte des droits fondamentaux²³⁹, ou de l'exigence liée au développement d'un niveau élevé d'éducation, telle que définie à l'article 9 TFUE, a vocation à être renforcée dans le contexte international, caractérisé à la fois par une recherche accrue de compétitivité en matière de connaissances et par la promotion, au sein des instances mondiales, de l'éducation pour tous. Bien que l'article 9 TFUE et l'article 14 de la charte des droits fondamentaux de l'UE²⁴⁰, ne permettent pas d'étendre matériellement la compétence de l'UE en matière éducative, telle que définie à l'article 165 TFUE, ces articles témoignent de l'importance grandissante accordée aux enjeux éducatifs au niveau européen et plaident en faveur d'une reconnaissance accrue de l'importance de l'action de l'UE en la matière.

²³⁹ Article 14 de la charte des droits fondamentaux de l'UE, op.cit.

²⁴⁰ Quatre actes basés sur une multiplicité de fondements juridiques font référence à l'article 14 de la charte des droits fondamentaux de l'UE au 1^{er} août 2013

Chapitre II

Consécration et mise en œuvre de la compétence externe en matière éducative : bilan d'application et perspectives d'évolution

118. L'établissement d'une base juridique unique encadrant la compétence de la Communauté en matière éducative, autant sur le plan interne qu'externe, aurait dû par principe conduire à la suppression de l'intrication de bases juridiques dans ce secteur. Pourtant, l'article 149 TCE a manqué clairement d' 'indépendance' vis-à-vis des autres fondements juridiques d'attribution de compétence prévus par le TCE. L'analyse des actes fondés sur cette base juridique se caractérise en effet par un maintien de l'enchevêtrement de compétences, se justifiant en grande partie par la réticence des Etats membres à transférer plus de compétence à la Communauté dans un secteur régalien par nature. La reconnaissance d'une compétence communautaire en matière d'éducation, même d'appui, fait régulièrement l'objet de vifs débats²⁴¹. Contestée notamment par les collectivités territoriales et les Etats fédérés des Etats membres de l'UE, cette compétence d'attribution a, de ce fait, été strictement définie par le Traité. Les Etats membres conservent ainsi la responsabilité principale concernant la mise en œuvre d'une politique de l'éducation et l'intervention des institutions ne se justifie que dans la mesure où elles peuvent apporter une valeur ajoutée, en promouvant et en appuyant l'action des Etats membres, mais en étant toutefois strictement exclue en matière de contenu de l'enseignement et d'organisation des systèmes éducatifs des Etats membres.

119. Cet encadrement rigoureux n'a cependant pas fait obstacle à l'intensification de l'activité éducative de l'UE dans le contexte mondialisé, conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, principes permettant à la Communauté d'agir lorsque l'action au niveau communautaire s'avère plus efficace qu'au niveau national. Bien que le Traité ne définisse qu'une compétence d'appui, l'apport essentiel de la détermination d'une base juridique en matière éducative repose sur la légitimation d'une pratique institutionnelle existante, qui s'est de surcroît particulièrement enrichie sur le fondement de l'article 126 TCE, puis 149 TCE version consolidée. Selon l'analyse du Professeur Jacques PERTEK « si les dispositions des

²⁴¹ Par exemple déclaration politique du 28 mai 2001 des représentants de la Bavière, la Catalogne, la Rhénanie du Nord-Westphalie, de la Salzbourg, l'Ecosse, la Flandre et la Wallonie, portant sur le débat sur l'avenir de l'Union européenne – les représentants demandaient de réexaminer la délimitation de compétences en matière d'éducation

articles 149 et 150 du Traité CE n'attribuent pas à la Communauté un rôle fondamentalement nouveau par rapport à celui qui s'était dégagé de la pratique des institutions, elles ont donné aux initiatives qui avaient été engagées une base incontestable et ont permis d'en élargir le champ d'application. Elles ont aussi déduit des procédures de décision différentes de celles qui avaient été utilisées, aussi bien quant au rôle du Parlement que quant aux modalités de la formation de la volonté au sein du Conseil »²⁴².

120. L'insertion par le Traité de Maastricht de l'article 126 TCE, devenu 149 TCE version consolidée, actuel 165 TFUE, a donc permis de rationaliser l'action de la Communauté par la mise en place d'un encadrement juridique adapté à l'interventionnisme croissant de la CE en matière éducative. Cette base légale a notamment permis à la CE de constituer un forum commun d'échanges et de traitement de sujets sensibles, tels que l'échec scolaire ou la recherche de performance. Ses actions ont permis de faciliter les échanges au sein de la Communauté et avec les pays tiers, en favorisant la mobilité, l'octroi de bourses, la reconnaissance mutuelle des diplômes et l'adoption de grilles communes d'évaluation des connaissances et compétences acquises ainsi que de la qualité des systèmes d'enseignement. La CE a pu, sur ce fondement, participer activement à la politique de l'éducation menée par le Conseil de l'Europe, l'ONU et ses institutions spécialisées, et s'est affirmée sur la scène internationale comme un partenaire incontournable et comme un modèle en agissant dans le domaine de la reconnaissance mutuelle des diplômes, de la coordination des formations professionnelles basiques ou avancées et dans le soutien financier de plusieurs actions.

121. L'analyse de la consécration (Section 1) et de la mise en œuvre (Section 2) de cette compétence matérielle de la CE en matière éducative, nous amènera à constater que si la Communauté disposait d'une compétence générale d'appui en matière d'éducation, les dispositions de l'article 149 alinéa 3 TCE, relatif à l'action externe de la Communauté, ont davantage établi une compétence partagée, liée au renforcement de l'action communautaire externe dans le secteur éducatif, face aux nouvelles exigences internationales en matière de réforme éducative. Le phénomène de régionalisation s'intensifiant dans le contexte mondialisé, un renforcement du système institutionnel de l'UE nous paraît indispensable, particulièrement dans le secteur éducatif. L'Etat appartenant à un ensemble régionalisé, tel que l'UE, accroît en effet son influence politique dans les négociations menées avec d'autres

²⁴² J. PERTEK – Jurisclasseur Europe, vol.3, Fascicule 750 'Droit d'établissement et libre prestation de services' - "Education et Communauté, recherche de pouvoir d'action, compétences et programmes, statut de l'étudiant 1,2007

acteurs internationaux, ce qui représente un atout essentiel sur le marché émergent de l'économie de la connaissance caractérisé par une 'course' à la compétitivité. L'éducation est de surcroît un sujet internationalisé nécessitant une action commune des Etats membres sur la scène internationale, plus aisée à mettre en place dans le cadre régionalisé structurant les échanges. Cette réalité ne laisse donc aucune place au doute quant à la pertinence de doter l'UE d'une compétence propre plus étendue dans le domaine éducatif, la seule condition à l'action de l'UE étant la motivation des actes. Les institutions doivent en effet justifier le respect du principe de subsidiarité et exposer les motifs légitimant leur action.

122. L'importance reconnue de la 'valeur ajoutée' de l'UE en matière d'éducation n'a cependant pas été prise en compte par le Traité modificatif de Lisbonne et aurait dû se traduire juridiquement par une révision de la répartition des compétences en la matière et un renforcement de la portée matérielle de l'article 165 TFUE. Il conviendra d'analyser les perspectives d'ajustement des dispositions de l'article 165 TFUE (Section 3).

Section 1/ L'établissement d'une compétence communautaire en matière éducative

123. Consacrée par le Traité de Maastricht, la compétence d'attribution en matière éducative n'a pas fait l'objet de modifications substantielles depuis son adoption. L'article 165 TFUE reproduit les dispositions de l'article 149 TCE²⁴³, reprenant lui-même textuellement les dispositions de l'article 126 TCE. Structuré en quatre alinéas, cette base juridique consacre, dès l'origine, une compétence complémentaire générale de la CE en matière éducative²⁴⁴, un cadre d'intervention fondé sur l'énumération non exhaustive des objectifs visés²⁴⁵, une compétence externe de la CE²⁴⁶ et la procédure applicable au domaine éducatif²⁴⁷. Bien que

²⁴³ Article 149 TCE inséré au Titre XI intitulé « Politique sociale, éducation, formation professionnelle et jeunesse » - le chapitre III est consacré au volet « Education, Formation professionnelle et Jeunesse »

²⁴⁴ Article 149 alinéa 1^{er} TCE version consolidée « La Communauté contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique. »

²⁴⁵ Article 149 alinéa 2 TCE version consolidée « L'action de la Communauté vise: à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres, à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études, à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement, à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres, à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs, à encourager le développement de l'éducation à distance. »

²⁴⁶ Article 149 alinéa 3 TCE version consolidée « La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe. »

²⁴⁷ Article 149 alinéa 4 TCE version consolidée « Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, le Conseil adopte : statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute

notre analyse se concentre sur la compétence externe communautaire, il est indispensable de la replacer dans le cadre de compétence générale de l'UE en matière d'éducation. Il convient donc d'analyser la consécration de la compétence générale communautaire en matière éducative (Paragraphe 1) inscrite dans un cadre d'action strictement défini (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La détermination d'une compétence complémentaire générale

124. L'alinéa 1^{er} de l'article 149 TCE a repris dans les mêmes termes l'article 3 TCE précisant que l'objectif de l'action communautaire en matière éducative est de contribuer au développement d'une éducation de qualité. Visant à atteindre cet objectif, le programme Socrates a été élaboré afin de promouvoir la qualité de l'éducation en favorisant la coopération et en intensifiant la mobilité²⁴⁸. L'article 149 TCE a également précisé les moyens d'atteindre cet objectif en disposant que la CE encourage la coopération entre les Etats membres et en cas de nécessité, peut appuyer et compléter leur action sans empiéter toutefois sur leur compétence exclusive en matière de contenu de l'enseignement et d'organisation du système éducatif du fait des enjeux régaliens et identitaires attachés à ce domaine. On distingue donc deux moyens d'action cumulatifs, un moyen d'action permanent visant à encourager la coopération entre Etats membres (A) et un moyen d'action conditionné par la nécessité visant à appuyer et compléter l'action des Etats membres dans le respect du principe de subsidiarité (B).

A/ Un moyen d'action permanent : encourager la coopération entre les Etats membres

125. L'établissement d'une base juridique spécifique de compétence en matière d'éducation a permis à la CE d'encourager la coopération entre les Etats membres, par la promotion de l'échange de bonnes pratiques et la recherche d'un consensus sur les réformes communes à entreprendre, quel que soit le stade de la coopération. Ce moyen d'action permanent repose par nature sur une compétence communautaire que l'on pourrait qualifier de 'parallèle'²⁴⁹, c'est-à-dire que les institutions de l'UE agissent dans le même domaine que les Etats membres mais à un autre niveau, sans qu'il y ait d'interférence entre leurs actions. L'action de la CE n'avait donc pas dans ce cas vocation à se substituer à celle menée par les Etats

harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres ; statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, des recommandations. »

²⁴⁸ Décision 253/2000 du 24 janvier 2000 instituant le programme Socrates JOCE 2000 L28

²⁴⁹ La compétence parallèle peut se définir comme un dérive des compétences concurrentes – selon le Professeur Joël RIDEAU, la définition des compétences concurrentes doit être nuancée car « dans certains domaines, les compétences attribuées n'appellent pas une substitution de l'UE ou des Communautés européennes aux Etats mais un complément apporté aux interventions de ces derniers qui peuvent agir parallèlement à l'action des institutions ou conjointement avec elles » in manuel « Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes », 3^{ème} édition LGDJ 1999 (1092p), citation p475

membres, comme ce serait le cas d'une compétence concurrente²⁵⁰, mais à impulser la coopération des Etats membres. Elle a ainsi légitimé l'intervention communautaire dans le secteur éducatif développée avant même qu'une base juridique ne soit insérée, par le biais de résolutions, c'est-à-dire d'actes juridiques non contraignants destinés à impulser la coopération²⁵¹. La CE a ainsi pu initier et encourager les actions intergouvernementales, telles que celle issue du processus de Bologne, trouvant son origine dans une décision commune des Etats membres de créer un espace européen d'enseignement supérieur (EEES) compétitif dans le contexte mondialisé. Dans cet objectif des programmes communautaires visant à soutenir la mobilité interuniversitaire des étudiants, enseignants et chercheurs ont été adoptés, puis étendus progressivement aux pays voisins des Etats membres de l'UE.

B/ Un moyen d'action conditionné : appuyer et compléter l'action des Etats membres dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

126. Dès l'établissement d'une base juridique communautaire en matière éducative, il est prévu que les institutions de l'UE puissent intervenir en cas de nécessité, pour appuyer et compléter l'action des Etats membres sans empiéter toutefois sur leur compétence exclusive en matière de contenu de l'enseignement et d'organisation du système éducatif. L'action communautaire n'avait pas, dans ce cas, un simple impact externe sur l'action des Etats membres, mais pouvait modifier substantiellement l'action étatique en l'appuyant et en la complétant. Contrairement à l'action visant à encourager la coopération, l'action permettant d'appuyer ou de compléter celle des Etats membres relève du domaine de la compétence partagée dans la mesure où même si les Etats membres conservent le monopole de l'initiative, l'action communautaire interfère avec celle des Etats afin d'y apporter une valeur ajoutée. C'est pourquoi ce second moyen d'action est très encadré. D'une part, il ne peut être mis en œuvre qu'en cas de nécessité, d'autre part, il ne peut concerner ni le contenu de l'enseignement ni l'organisation du système éducatif.

127. Le caractère nécessaire de l'action communautaire fait référence aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, principes fondateurs de la construction européenne d'unité

²⁵⁰ « Cette notion doit être comprise en ce sens que les autorités étatiques sont habilitées à intervenir tant que et dans la mesure où les institutions n'ont pas exercé leurs compétences pour remplir les objectifs qui leur sont assignés par les traités. », *ibid.*

²⁵¹ Par exemple par des résolutions du Conseil telles que la Résolution du 9 février 1976 relative à un programme d'actions en matière d'éducation JOCE C38 du 19 février 1976 p1, la Résolution du 6 juin 1974 relative à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres, JOCE C98 du 20 août 1974, p1

dans la diversité, consacrés à l'article 5 TCE²⁵², actuel article 5 TUE²⁵³. Selon ces principes, l'intervention des institutions de l'UE n'est possible « que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire ». L'éducation étant par nature un domaine de compétence principal de l'Etat, il semble évident que le traité ait ainsi limité l'action communautaire à une contribution subsidiaire²⁵⁴. Dans le cadre strict du principe de subsidiarité, si les Etats se trouvaient dans l'incapacité d'assurer l'action entièrement ou estimaient qu'elle ne sera menée de manière optimale qu'au niveau communautaire, la CE pouvait soutenir l'action préexistante des Etats membres et y adjoindre les éléments qu'elle estimait manquants.

128. La base juridique de compétence en matière d'éducation a prévu dès l'origine une compétence assez étendue puisqu'elle a permis à la CE d'« appuyer », c'est-à-dire soutenir une action des Etats membres, et la « compléter », c'est-à-dire agir au-delà de la ligne d'action établie par les Etats membres pour y ajouter des éléments nécessaires. Il s'agit donc dans ce second cas d'une action complémentaire autonome de la Communauté²⁵⁵, comme le démontre la pratique dès l'adoption de l'article 126 TCE, ayant permis aux ministres de l'éducation de

²⁵² Article 5 TCE version consolidée « La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité. Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire. L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité. »

²⁵³ Article 5 TUE version consolidée (ex -article 5 TCE) « 1. Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences. 2. En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres. 3. En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. Les institutions de l'Union appliquent le principe de subsidiarité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les parlements nationaux veillent au respect du principe de subsidiarité conformément à la procédure prévue dans ce protocole. 4. En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. Les institutions de l'Union appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. »

²⁵⁴ Voir concernant l'analyse de l'action d'appui de la Communauté et principe de subsidiarité : L. BEKEMANS et A. BALODIMOS « le Traité de Maastricht et l'éducation, la formation professionnelles et la culture », RMUE 1993, n°2, p99-142

²⁵⁵ « L'action de la Communauté dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle a certains objectifs qui sont explicites par les tirets qui suivent. Cela veut dire que la Communauté, tout en respectant le principe de la subsidiarité, peut procéder à des actions autonomes pour atteindre un de ces buts énoncés dans les tirets, surtout si les Etats membres ne prennent pas d'initiatives. » Citation p 109 in article L. BECKEMANS, A. BALODIMOS « le Traité de Maastricht et l'éducation, la formation professionnelle et la culture », op.cit.

siéger en Conseil spécialisé, la formation mixte du Conseil n'étant plus nécessaire depuis l'établissement de cette base juridique matérielle en matière éducative²⁵⁶.

129. L'utilisation de la coordination de conjonction de coordination « et » a permis de surcroît à la CE de cumuler les actions d'appui et de complément. Même si une partie de la doctrine a été amenée à interprété restrictivement ses dispositions, en considérant que « le terme 'appuyer' vient réduire la portée du verbe 'compléter' par le jeu de la conjonction de coordination »²⁵⁷ en laissant suggérer que « l'intervention complémentaire de la Communauté s'inscrit dans la ligne préalablement définie par les Etats sans qu'elle puisse s'en écarter »²⁵⁸, le développement actuel du droit de l'UE invite à une interprétation plus souple. Face aux nouveaux défis éducatifs mondiaux que les Etats membres sont amenés à relever, il est essentiel de prendre en considération le cas où les Etats se trouvent dans l'incapacité d'élaborer seuls une ligne préalable de conduite. La logique doctrinale suggérant que la CE ne puisse intervenir qu'une fois la ligne d'action étatique préalablement établie, et qu'elle ait l'obligation de s'y tenir, ne pourrait dans cette situation être applicable. Le principe de subsidiarité s'applique également à cette situation, et dans ce cas, la CE n'inscrirait pas son action d'appui et de complément dans la ligne préalablement établie mais initierait de manière discrétionnaire le cadre de l'action éducative. De plus, obliger la CE à ne pas s'écarter de la ligne préalablement établie par les Etats nous semble contraire au concept de subsidiarité. En effet, le principe conditionne l'intervention de la CE, mais a également pour objectif de protéger le domaine communautaire. Ainsi placés dans une situation d'incapacité, les Etats ne sont ni capables ni compétents pour contrôler l'action communautaire, notamment lorsqu'elle vise à compléter leur action.

La CE dispose en effet d'une compétence discrétionnaire pour apprécier et déterminer les éléments nécessaires à la réalisation de l'action, même au stade de l'initiation de l'action. Le principe de subsidiarité implique que l'action, en raison de ses dimensions ou de ses effets, puisse être mieux réalisée au niveau communautaire. On ne peut donc limiter la compétence communautaire à une compétence liée. En pratique il faut d'ailleurs relativiser le risque de divergences entre l'action communautaire et l'action intergouvernementale. En effet, l'UE et

²⁵⁶ Voir par exemple l'utilisation de la formation mixte pour la résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil, du 9 février 1976, comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5 (bases juridiques : Traité CECA, TCEE, TCEEA)

²⁵⁷ En ce sens commentaires de F. LAFAY de l'article 126 TUE, page 347 in « Commentaire article par article du TUE », sous la direction de V.CONSTANTINESCO, R.KOVAR, D.SIMON, préface A.LAMASSOUR, Economica 1995 (1000p), ISBN 2-7178-2757-9

²⁵⁸ Ibid.

les Etats tendent vers un même objectif et comme le constate la Commission « la forte cohésion entre Erasmus Mundus et le Processus de Bologne est aussi le signe d'une valeur ajoutée communautaire »²⁵⁹. En effet, les objectifs sont similaires à savoir la promotion de la dimension européenne de l'éducation, la mobilité, le développement de diplômes communs et d'une coopération pour l'assurance de la qualité.

130. Ainsi le principe de subsidiarité a été et reste en l'état actuel pleinement respecté en matière éducative, et il est peu probable, comme en témoigne l'absence de litiges sur le sujet à ce jour, qu'un conflit de compétence en matière d'éducation soit soulevé devant la CJUE. Certes dans le silence du Traité, la CE appréciait discrétionnairement la valeur ajoutée de son intervention. Sa seule obligation était de motiver ses actes afin qu'ils n'empiètent pas sur le domaine de compétence des Etats membres. Elle devait ainsi justifier et démontrer pourquoi son action s'avérait nécessaire. Par exemple dans le cadre du renouvellement d'Erasmus Mundus, les institutions ont constaté que les Etats ne peuvent de manière suffisante réaliser les objectifs visés par le programme²⁶⁰. Le Parlement et le Conseil remarquent que les programmes de mobilité mis en place au niveau national ne sont pas de même qualité dans tous les Etats membres que leurs objectifs varient et « ne sont ni pleinement cohérents, ni pleinement intégrés » donc ils ne peuvent contribuer « à rehausser l'image d'un enseignement supérieur européen qui serait plus que la somme de ses différentes composantes ». Ils constatent de surcroît que les initiatives nationales ne dépassent pas l'échelon bilatéral et donc « n'engagent pas toute l'Europe comme le fait un instrument de coopération européen ». Ainsi « compte tenu de la nature du défi auquel est confrontée l'Europe dans ce domaine, une action coordonnée à l'échelon européen sera probablement plus efficace qu'une action nationale, régionale ou locale puisqu'elle permettra d'identifier l'excellence, de réunir des ressources en un partenariat international, d'élargir la couverture géographique et de garantir un espace de mobilité comprenant plus d'un seul pays européen. La proposition stimule la coopération européenne et internationale entre les établissements d'enseignement supérieur (EES), encourage la mobilité internationale des étudiants et universitaires, et s'efforce de créer une image de marque distinctive de l'enseignement supérieur européen dans le Monde. La nature

²⁵⁹ Point 3.3.2 du rapport d'évaluation intermédiaire de la Commission concernant le programme Erasmus Mundus 2004-2008, COM(2007)375 du 2 juillet 2007 (évaluation intermédiaire prévue par l'article 12 de la décision 2317/2003/CE du 5 décembre 2003), JO L345 du 31 décembre 2003

http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

²⁶⁰ Voir exposé des motifs dans proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), SEC(2007)949, SEC(2007)950, COM(2007)395, COD(2007)145

même des activités proposées fait que la Communauté est mieux placée pour atteindre ces objectifs que les Etats membres, par leur action nationale »²⁶¹. La proposition est donc jugée, par les institutions, conforme au principe de subsidiarité. Seule la Cour de Justice sera compétente pour apprécier le bien-fondé et la proportion de l'action selon les conditions fixées par le Traité.

131. Dans le contexte actuel, l'internationalisation de la question éducative permet donc incontestablement de légitimer toute action de l'UE en la matière car les Etats sont conscients de l'intérêt de l'aborder ensemble plutôt qu'individuellement. Ils reconnaissent la valeur ajoutée de l'UE et se sont engagés ensemble vers la réalisation de l'objectif de Lisbonne visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive. Cette stratégie projette les systèmes universitaires européens d'enseignement comme un seul ensemble homogène sur la scène internationale, ce qui les rend plus crédibles, plus performants et plus réputés. Bien qu'interprétée extensivement, la compétence externe de l'UE en matière éducative a fait dès l'origine l'objet d'un encadrement juridique strict.

Paragraphe 2/ La fixation d'un cadre strict à l'action communautaire

132. L'action communautaire en matière éducative s'inscrit dans un cadre strict, caractérisé, par la fixation de limites à ne pas franchir (A), par la détermination d'une procédure à respecter (B) et par un champ d'application défini (C).

A/ Les limites à l'action communautaire fixées par le Traité

133. Deux conditions ont encadré l'action communautaire, précisant que cette dernière devrait être proportionnée, c'est-à-dire que les mesures prises devaient permettre de réaliser l'objectif visé et ne pas dépasser les limites de ce qui est nécessaire. En l'occurrence, la motivation des actes et l'absence de polémiques sur la valeur ajoutée communautaire en la matière ont permis de prévenir tout conflit d'intérêt. Par exemple dans le cas du renouvellement d'Erasmus Mundus, les institutions ont motivé la proportionnalité de leur action en précisant que la proposition est respectueuse du principe de proportionnalité dans la mesure où elle n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif visé. Elles précisaient à ce titre que la

²⁶¹ Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), op.cit.

proposition s'applique dans les structures de l'enseignement supérieur existantes dans les Etats membres et permet l'évaluation intermédiaire du programme²⁶².

134. L'action communautaire devait également respecter le « contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif » de chaque Etat membre « ainsi que leur diversité culturelle et linguistique »²⁶³. On se demande toutefois si des dérogations n'ont pas été admises par les Etats membres concernant cette dernière condition dans la mesure où elles s'avéraient nécessaires à la réalisation des objectifs communautaires. En effet, la pratique a conduit à une certaine harmonisation des contenus par la promotion de nouveaux masters interuniversitaires subventionnés par la CE. De plus, dans la recherche d'amélioration de la qualité de l'éducation, les Etats ont tous visé l'obtention des mêmes résultats d'acquisition des connaissances de base en matière de lecture, de sciences et d'apprentissage des langues, d'amélioration des structures d'accueil, de maîtrise des nouvelles technologies...Le développement au niveau communautaire d'indicateurs communs permettant d'évaluer les progrès des systèmes éducatifs, d'instruments en faveur de la reconnaissance mutuelle des qualifications, de promotion du système LMD, a ainsi eu un impact sur l'organisation et le fonctionnement des systèmes éducatifs des Etats membres, sans que l'on ne puisse pour autant considérer que l'action de la CE ait porté atteinte à leurs compétences, dans la mesure où les Etats membres ont sollicité cette valeur ajoutée. La similitude des objectifs communautaires et intergouvernementaux a permis de prévenir d'ailleurs tout conflit de compétence. Au contraire, l'action communautaire par la promotion de la dimension européenne dans l'enseignement et la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs a contribué à préserver la diversité culturelle, en favorisant la compréhension mutuelle des peuples et la consolidation d'un socle commun de valeurs européennes fondées sur la non-discrimination, l'égalité, la tolérance et le respect des minorités.

135. L'UE propose ainsi des partenariats plurinationaux, des programmes d'échanges, des projets d'enseignements, des réseaux d'experts universitaires et professionnels, un accompagnement dans l'acquisition des NTIC et dans la reconnaissance internationale des qualifications, dans le respect de la compétence principale des Etats membres quant au contenu et à l'organisation de leurs systèmes d'éducation et de formation.

²⁶² Ibid.

²⁶³ Article 149 alinéa 1 TCE, op.cit.

B/ La procédure applicable à l'action communautaire en matière éducative

136. La mise en œuvre de la compétence d'attribution dans le domaine éducatif a toujours été soumise à la procédure de codécision, procédure ayant été toutefois simplifiée par les traités modificatifs successifs afin d'en accélérer la mise en œuvre. La codécision a pour intérêt principal de faire intervenir le trilogue institutionnel au stade de l'établissement des actions communautaires en matière éducative, et de prendre en considération les positions respectives de chaque institution avant l'adoption définitive de l'acte²⁶⁴. L'alinéa 4 de l'article 149 TCE disposait en ce sens que le Conseil peut adopter conformément à la procédure de codécision, prévue à l'article 251 TCE, et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions des « actions d'encouragement »²⁶⁵. Ces actions d'encouragement pouvaient se traduire par un soutien financier, notamment à des activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation, par l'élaboration de programmes destinés à promouvoir la coopération, la mobilité et la mise en place d'organismes actifs au niveau européen²⁶⁶, dont les activités visaient à élargir et approfondir la connaissance de la construction européenne et contribuer à la réalisation d'objectifs politiques communs dans le domaine de l'éducation et de la formation à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne. Le Conseil pouvait également, en statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, prendre des « recommandations »²⁶⁷. La recommandation permet quant à elle à l'institution dépourvue de pouvoirs contraignants d'inciter les destinataires à adopter un comportement déterminé.

137. Bien que l'article 149 TCE n'ait pas précisé le rôle prépondérant occupé par la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la politique extérieure communautaire de l'éducation, la fonction qu'elle occupe en matière de relations extérieures la place au centre du système. Par sa résolution du Conseil du 17 décembre 1999 intitulée « Vers le troisième millénaire : élaboration de nouvelles méthodes de travail pour une coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, le Conseil précise que « ...la Commission dispose d'un droit d'initiative dans les domaines relevant de la

²⁶⁴ L'établissement d'un comité de conciliation formé de représentants du Conseil et du Parlement européen permet la mise en place d'un débat constructif avant l'adoption de l'acte. De plus l'unanimité requise au Conseil quant à l'adoption des amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission, assure la prise en compte de la position de la Commission.

²⁶⁵ Voir infra

²⁶⁶ Voir décision 791/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004, JO L138/31 du 30 avril 2004

²⁶⁷ Voir infra

compétence de la Communauté »²⁶⁸. Ce droit d'initiative propre montre l'importance reconnue à la Commission en matière d'élaboration de la politique communautaire éducative.

138. L'article 165 alinéa 4 TFUE²⁶⁹ n'envisage pas de changement majeur en matière procédurale dans la mesure où la procédure législative ordinaire²⁷⁰ reprend les termes de la procédure de codécision.

C/ La détermination incomplète du champ d'application de l'action communautaire en matière d'éducation

139. Evasif sur la personnalité juridique internationale de la CE consacrée par la jurisprudence, le traité l'est d'autant plus dans la détermination des objectifs visés par l'action extérieure de la CE en matière éducative. L'article 149 alinéa 2 TCE établissait une liste d'objectifs concrets, à savoir la dimension européenne de l'éducation, la mobilité des étudiants et des enseignants, la coopération entre les établissements d'enseignement, l'échange d'expériences, l'échange de jeunes et la promotion de l'éducation à distance. Ces objectifs généraux comprennent une composante externe, comme l'illustre l'extension de l'action communautaire Jean Monnet²⁷¹ aux pays candidats à l'adhésion et aux universités d'autres pays tiers, visant à promouvoir la dimension européenne de l'éducation, ou l'ouverture progressive aux pays tiers des programmes communautaires d'aide à la mobilité, afin de faciliter l'élimination des obstacles linguistiques, économiques, académiques, fiscaux ou administratifs à la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs.

²⁶⁸ Résolution du Conseil du 17 décembre 1999 concernant « Vers le troisième millénaire : élaboration de nouvelles méthodes de travail pour une coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, JO C008 du 12 janvier 2000, p6-7, paragraphe 1

²⁶⁹ Article 165 alinéa 4 TFUE « Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article : le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adoptent des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Le Conseil adopte sur proposition de la Commission des recommandations. »

²⁷⁰ Article 289 alinéa 1^{er} TFUE « La procédure législative ordinaire consiste en l'adoption d'un règlement, d'une directive ou d'une décision conjointement par le Parlement européen et le Conseil, sur proposition de la Commission. Cette procédure est définie à l'article 294. » ; article 294 TFUE (ex-article 251 TCE) « 1. Lorsque, dans les traités, il est fait référence à la procédure législative ordinaire pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable... »

²⁷¹ L'action communautaire Jean Monnet vise à soutenir l'intégration européenne dans l'université en promouvant l'enseignement du droit communautaire, de l'intégration économique européenne, de l'intégration politique européenne et de l'histoire de la construction européenne, en aidant à la création de Chaires Jean Monnet et à la création de nouveaux postes d'enseignants à temps complet consacré à l'intégration européenne. Le volet externe de cette action contribue à la connaissance et à la promotion du système communautaire dans le monde, ainsi qu'à la diffusion des valeurs européennes

140. Cette liste d'objectifs, loin d'être exhaustive, ne contenait cependant pas d'objectifs liés explicitement à l'action externe de la CE, tels que la promotion internationale du droit à l'éducation, l'accès de tous à l'éducation notamment pour l'éducation primaire, l'égalité homme-femme dans le secteur éducatif, la promotion internationale de la qualité de l'éducation, alors qu'il s'agit de finalités auxquelles l'UE prend activement part, dans le cadre des conférences, travaux et forums internationaux. Ces objectifs, comme nous le verrons, sont implicitement inclus dans la politique de coopération au développement de la CE, mais une référence à ces derniers eût été nécessaire dans le cadre de l'article 149 TCE.

141. Les buts définis dans l'alinéa 2 de l'article 149 TCE, révélaient donc des priorités d'action communautaire en matière d'éducation, l'objectif essentiel étant d'améliorer la qualité de l'éducation notamment en favorisant « la dimension européenne dans l'éducation ». Même si les Etats membres ont fait part, à l'occasion de l'adoption du projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe, de leur souhait de limiter l'intervention communautaire en matière éducative à la promotion de cette dimension européenne, le TFUE, sans être particulièrement innovant, démontre que cette réduction de l'action communautaire n'est heureusement pas à l'ordre du jour. Cette proposition creuserait en effet encore davantage le fossé entre le droit et la pratique, puisque l'action de la CE n'a cessé de s'accroître en la matière, notamment sur la scène internationale, et il serait paradoxal de ne pas reconnaître juridiquement l'étendue de sa compétence.

142. La liste d'objectifs établie à l'alinéa 2 de l'article 149 TCE a ainsi été reproduite intégralement et modifiée sur deux points par l'article III-282 paragraphe 1^{er} du projet de Constitution pour l'Europe²⁷², ce dernier étant repris intégralement par l'article 165 paragraphe 2 TFUE²⁷³. D'une part, l'article ajoute aux actions tendant à favoriser « le

²⁷² Article III-282 paragraphe 2 « L'action de l'union vise :...h) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres ; i) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études ; j) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement ; k) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres ; l) à favoriser le développement des échanges des jeunes et d'animateurs socio-éducatifs et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe ; m) à encourager le développement de l'éducation à distance ; n) à développer la dimension européenne du sport en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs notamment des jeunes sportifs... »

²⁷³ Article 165 TFUE alinéa 2 « L'action de l'Union vise : à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres ; à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études ; à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement ; à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats

développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio éducatifs », celles visant à encourager « la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe ». L'intégration de dispositions relatives à l'éducation à la démocratie par l'échange et le renforcement de la participation des jeunes, consolide positivement la coopération avec le Conseil de l'Europe ayant élaboré des programmes détaillées sur ce thème. D'autre part, l'article intègre l'objectif de « développer la dimension européenne du sport en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des jeunes sportifs ».

143. Si l'ajout d'une nouvelle base juridique pour l'action de l'UE dans le domaine du sport était nécessaire face à l'internationalisation du secteur sportif, une base juridique distincte pour le sport aurait mieux été appropriée. D'une part, les dispositions ne se limitent pas à l'intérêt de l'éducation par le sport ce qui complexifie encore davantage l'appréhension de l'action de l'UE en matière éducative, d'autre part, cette adjonction d'autres secteurs 'dévalorise' l'éducation dont l'importance devrait être consacrée dans le Traité conformément à la pratique et à la place grandissante de la CE sur la scène internationale en matière éducative. L'insertion du sport dans l'article relatif à l'éducation se justifie cependant par les similitudes entre le sport et l'éducation, secteurs destinés à transmettre des valeurs identiques. Cela s'explique également par l'interprétation large du concept de l'éducation englobant l'éducation non formelle et informelle, notions fondées sur l'idée que l'éducation recouvre plusieurs modes d'apprentissage. Sans remettre en cause l'importance de l'éducation par le sport, il semble qu'il aurait été plus pertinent d'intégrer d'autres objectifs relatifs à l'action externe de l'UE.

144. Aucun objectif n'a été ajouté, faisant référence aux Objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD) ou à la participation de l'UE à la promotion de l'éducation pour tous, ce qui semble pourtant essentiel face aux priorités actuelles axées vers l'extérieur, à savoir l'ouverture du système d'enseignement européen sur le monde, le renforcement de l'image politique de l'UE sur la scène internationale notamment par sa participation à la réalisation des OMD. Une liste d'objectifs pourrait être adjointe à l'alinéa 2 définissant la compétence externe de l'UE en matière de conclusion d'accords et de participation aux organisations

membres ; à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio éducatifs et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe ; à encourager le développement de l'éducation à distance ; à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsable du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux. »

internationales car si l'UE contribue à un niveau élevé d'éducation, il semble primordial de consacrer juridiquement dans les Traités fondateurs sa contribution à la protection et à la promotion internationale du droit à l'éducation notamment l'éducation primaire pour tous.

145. Ces dispositions pourraient idéalement être insérées à l'article 165 TFUE mais également à l'article 21 TUE relatif aux principes guidant l'action internationale de l'UE. Le paragraphe 2 de l'article 21 TUE pourrait ainsi préciser « l'Union définit et mène des politiques communes et des actions et œuvre à assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales afin (...) de promouvoir l'accès de tous à une éducation de qualité ». L'insertion du terme 'éducation' dans le TUE serait positive dans la mesure où en l'état actuel, l'article 3 paragraphe 5 TUE relatif à la promotion des valeurs et intérêts de l'UE dans le monde, ne fait pas référence à l'éducation mais l'intègre implicitement comme un objectif dans le cadre de la promotion générale des droits de l'Homme, particulièrement des enfants. De la même manière, l'article 6 TUE fait référence de façon globale à la charte des droits fondamentaux et à son application, en impliquant implicitement la promotion du droit à l'éducation garanti par l'article 14 de la charte.

Section 2/ Mise en œuvre de la compétence externe en matière éducative

146. Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 149 TCE (actuel 165 TFUE alinéa 3) ont établi une compétence externe d'attribution permettant une action communautaire étendue en matière éducative (Paragraphe 1). L'analyse de sa mise en œuvre soulève deux constats. Cette base juridique matérielle est par principe combinée à d'autres bases juridiques pour fonder les actes externes éducatifs. Paradoxalement, elle constitue le fondement exclusif d'actes concernant des domaines autres que l'éducation mais jugés étroitement liés au secteur éducatif, tels que les actions en matière de jeunesse (Paragraphe 2).

Paragraphe 1 / La portée matérielle de la compétence externe en matière d'éducation

147. L'alinéa trois de l'article 149 TCE faisait référence à la compétence juridique externe de la CE en matière éducative, en disposant qu'elle pouvait avec les Etats membres favoriser « la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales (OI) compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe ». L'insertion d'un alinéa spécifiquement consacré à la compétence externe de la CE en matière d'éducation démontre l'importance accordée à la dimension externe de la politique communautaire éducative, dans la mesure où le Traité aurait pu se borner à définir une compétence générale d'attribution de

la CE dans un domaine par principe réservé aux Etats. La détermination d'une compétence générale n'aurait d'ailleurs pas fait obstacle à l'action externe communautaire puisque conformément à la jurisprudence de la CJCE²⁷⁴, la CE aurait dans ce cas pu disposer d'une compétence implicite sur le plan externe en matière d'éducation fondée, d'une part, sur l'existence d'une compétence interne en la matière, d'autre part, sur la nécessité d'une telle compétence pour réaliser les objectifs communautaires. Il s'agit donc d'une volonté délibérée des Etats membres de reconnaître une compétence externe communautaire en matière éducative allant bien au-delà d'une compétence complémentaire d'appui (A). Le renforcement de la coopération avec les pays tiers (B), significatif à compter de 2001, et l'affirmation croissante de la CE sur la scène internationale au sein des organisations internationales (OI) (C) justifie à notre sens la consécration explicite d'une compétence externe partagée de la CE en matière éducative qu'il est nécessaire de distinguer de la compétence générale d'appui consacrée par l'alinéa 1^{er} de l'article 149 TCE.

A/ D'une compétence complémentaire générale en matière d'éducation à une compétence internationale partagée CE/Etats membres

148. Si la CE disposait d'une compétence complémentaire d'appui générale en matière d'éducation, définie dans l'alinéa 1^{er} de l'article 149 TCE, les dispositions de l'article 149 alinéa 3 TCE ont consacré une compétence partagée plus 'égalitaire' entre les Etats membres et la CE, dans la mesure où l'alinéa 3 disposait que « la Communauté et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales ». L'utilisation de la conjonction « et » induit que la CE et les Etats membres favorisent parallèlement ou conjointement la coopération avec les pays tiers ou les OI. Contrairement à l'article 181 TCE²⁷⁵ relatif à la compétence de la CE en matière de coopération au développement, l'article 149 alinéa 3 TCE ne précisait pas si la Communauté et les Etats membres ne pouvaient agir que « dans le cadre de leurs compétences respectives », ce qui implique une répartition des compétences moins rigide et de ce fait adaptable à la pratique. La brièveté et le généralisme des dispositions de l'article 149 alinéa 3 TCE permettaient donc d'envisager que la Communauté dispose d'une compétence partagée servant de fondement à une action plus étendue. La consécration d'une compétence partagée est également plus conforme à la pratique dans la mesure où la CE a été l'instigatrice de la politique extérieure éducative,

²⁷⁴ CJCE Avis 1/76 Rec. 1977 p741

²⁷⁵ Article 181 TCE version consolidée « Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300. »

notamment par l'influence qu'elle a exercé par l'allocation des fonds, la conclusion d'accords internationaux relatif à l'éducation ou contenant au moins une clause y faisant référence et sa participation au sein des OI.

149. Cette position est d'ailleurs confortée en pratique par la Commission qui opère une interprétation large de l'action complémentaire éducative en matière de coopération avec les pays tiers en précisant que si « les Etats membres conservent la responsabilité principale concernant la politique de l'éducation au sein de la Communauté, l'action au niveau communautaire se justifie lorsqu'elle peut apporter une valeur ajoutée »²⁷⁶, notion de 'valeur ajoutée' qui peut être très largement interprétée, du fait du poids politique et financier de l'UE. Le niveau communautaire se prête, en effet, mieux au développement d'une action externe éducative, car il constitue un forum d'échanges qui garantit l'adoption de mesures transnationales plus efficaces et plus crédibles, ainsi que la mise en place d'outils communs, dans le respect de la cohérence et de la complémentarité des politiques nationales des Etats membres. La valeur ajoutée communautaire est en effet indéniable, que ce soit dans le contexte de l'élargissement, impliquant l'établissement d'un cadre global de participation des pays candidats aux programmes communautaires de l'éducation et de la formation, qui ne peut être mis en place qu'au niveau communautaire, ou dans le cadre des autres politiques extérieures, telles que la politique de voisinage et la coopération au développement, dont la portée est optimisée du fait du poids politique et financier de la CE. Enfin, face aux enjeux internationaux de mondialisation de la connaissance, le niveau communautaire s'est imposé comme nécessaire dans la mise en place d'un espace européen d'enseignement et de recherche (EEER) compétitif au niveau mondial. L'éducation en tant qu'instrument de croissance économique est donc un moyen communautaire de développement pris en considération dans la Stratégie de Lisbonne, élaborée par la CE afin de « préparer ses citoyens et sa main d'œuvre à un environnement mondial en prenant dûment en compte la dimension internationale »²⁷⁷. Les travaux menés dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, visant à devenir 'l'économie de la connaissance la plus compétitive', présentent donc une dimension externe essentielle et se fondent sur les dispositions de l'article 149 et 150 du TCE²⁷⁸.

²⁷⁶ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, COM(2001)385 du 18 juillet 2001

²⁷⁷ Ibid., point 3 « En développant ses systèmes d'enseignement supérieur, la Communauté doit s'efforcer de préparer ses citoyens et sa main d'œuvre à un environnement mondial en prenant dûment en compte la dimension internationale. Ce point est énoncé clairement dans le récent rapport sur les objectifs concrets des systèmes d'enseignement présenté par le Conseil 'Education' au conseil européen de Stockholm. »

²⁷⁸ Rapport du Conseil 'Education' au Conseil européen sur les objectifs concrets futurs des systèmes d'éducation et de formation, Bruxelles le 14 février 2001, n° 5980/01

150. L'action de la CE devenant indispensable à la compétitivité économique des Etats membres et au bien-être social de leurs citoyens, ses interventions d'appui, dans un premier temps ponctuelles, ont de par leur fréquence accrue et leur nécessité, conduit à l'établissement de stratégies plus globales sur le long terme, donnant consistance à une réelle compétence partagée de la CE en la matière et à l'affirmation d'une politique communautaire externe de l'éducation.

B/ Favoriser la coopération avec les pays tiers, un objectif renforcé depuis 2001

151. Depuis 1987, la Communauté a développé des programmes visant à stimuler la coopération et la mobilité dans le domaine de l'éducation au sein de ses Etats membres, en favorisant les échanges d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs, de stagiaires et de formateurs. L'expérience acquise, notamment dans le cadre du programme Erasmus, a permis de préparer les universités européennes à l'ouverture sur le monde en les dotant d'une capacité de coopération internationale²⁷⁹ nécessaire pour faire face aux nouveaux enjeux de l'économie de la connaissance. La Communauté a donc étendu, dans une seconde phase, ses activités aux pays tiers, soit par l'ouverture des programmes existants, tels que Socrates et Leonardo²⁸⁰, soit par la mise en place de programmes spécifiques de coopération, tels que Tempus et Alfa, ou la conclusion d'accords de coopération dans l'enseignement supérieur, comme ceux conclus avec les Etats-Unis et le Canada²⁸¹. Déjà sous l'empire du traité de Maastricht, « la plupart des programmes existants prévoient un volet de coopération avec les pays tiers et les OI, même dans le réseau Eurydice la Commission est invitée à poursuivre sa coopération avec les OI en déployant des activités dans ce domaine »²⁸². Cependant, la dimension externe de l'action communautaire dans le domaine éducatif n'a pas systématiquement été prise en compte²⁸³, c'est pourquoi la Commission a renforcé en 2001 la coopération avec les pays tiers en matière éducative.

²⁷⁹ Adaptation substantielle et structurelle des programmes d'enseignement, création de bureaux des relations internationales...

²⁸⁰ Voir JO L146 du 11 juin 1999 et JO L28 du 3 février 2000

²⁸¹ Voir notamment l'appel à proposition 2010 EACEA/30/09 Programme de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'UE et le Canada 'partenariats pour des échanges transatlantiques – partenariats pour la création de diplômes transatlantiques', JO C308/42 du 18 décembre 2009

²⁸² Citation p 124 in article L.BECKEMANS, A.BALODIMOS « le Traité de Maastricht et l'éducation, la formation professionnelle et la culture », Revue du marché unique européen, 2/1993, p99-142

²⁸³ Conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 11 juin 1993 sur la promotion d'un espace européen ouvert pour la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, JO C 186 du 8 juillet 1993, p1-2 (basé sur 192^E) – La mise en place d'un espace de libre circulation des étudiants ressortissants des Etats membres, ne fait aucune allusion aux étudiants étrangers ou à l'ouverture sur le monde.

152. Sans prévoir explicitement que la CE puisse conclure des accords avec les pays tiers en matière d'éducation, l'article 149 alinéa 3 TCE ne l'excluait pas mais au contraire l'impliquait dans l'objectif général visant à « favoriser la coopération avec les pays tiers » en matière d'éducation. La CE pouvait conclure, conformément à l'article 300 TCE²⁸⁴ des accords avec les pays tiers, de manière autonome dans le cadre de sa compétence parallèle, ou conjointement avec les Etats par le biais d'accords mixtes, sa limite étant d'agir dans le respect du principe de subsidiarité. Deux limites encadraient son action externe, à savoir le respect du principe de subsidiarité et l'interdiction de toute harmonisation législative ou réglementaire des systèmes éducatifs des Etats membres. Elle pouvait cependant soutenir un processus intergouvernemental ayant pour conséquence une certaine harmonisation jugée nécessaire par les Etats membres, telle que la mise en place de l'EEES fondé sur le système LMD, structure commune des diplômes et l'ECTS. Ce processus étendu aux pays voisins de

²⁸⁴ Article 300 TCE (remplacé par l'article 218 TFUE) « 1. Dans les cas où les dispositions du présent traité prévoient la conclusion d'accords entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec des comités spéciaux désignés par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où le paragraphe 2, premier alinéa, prévoit que le Conseil statue à l'unanimité. 2. Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, la signature, qui peut être accompagnée d'une décision d'application provisoire avant l'entrée en vigueur, ainsi que la conclusion des accords sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ainsi que pour les accords visés à l'article 310. Les mêmes procédures sont applicables, par dérogation aux règles du paragraphe 3, pour décider de la suspension de l'application d'un accord, ainsi que pour établir les positions à prendre au nom de la Communauté dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision prise au titre du présent paragraphe et concernant l'application provisoire ou la suspension d'accords, ou l'établissement de la position communautaire dans une instance créée par un accord. 3. Le Conseil conclut les accords après consultation du Parlement européen, sauf pour les accords visés à l'article 133, paragraphe 3, y compris lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel la procédure visée à l'article 251 ou celle visée à l'article 252 est requise pour l'adoption de règles internes. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis dans ce délai, le Conseil peut statuer. Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, sont conclus après avis conforme du Parlement européen les accords visés à l'article 310, ainsi que les autres accords qui créent un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, les accords ayant des implications budgétaires notables pour la Communauté et les accords impliquant une modification d'un acte adopté selon la procédure visée à l'article 251. Le Conseil et le Parlement européen peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme. 4. Lors de la conclusion d'un accord, le Conseil peut, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, habilitier la Commission à approuver les modifications au nom de la Communauté lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord; le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques. 5. Lorsque le Conseil envisage de conclure un accord modifiant le présent traité, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à l'article 48 du traité sur l'Union européenne. 6. Le Parlement européen, le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions du présent traité. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de justice ne peut entrer en vigueur que dans les conditions fixées à l'article 48 du traité sur l'Union européenne. 7. Les accords conclus selon les conditions fixées au présent article lient les institutions de la Communauté et les États membres. »

l'UE, vise à garantir la compétitivité des systèmes d'enseignement des pays participants, au niveau mondial, car s'il peut, selon la Commission, « exister une saine concurrence entre les Etats membres pour attirer des étudiants internationaux, le rôle de la Communauté devrait être en premier lieu d'encourager des attitudes coopératives pour que les avantages puissent être partagés plus largement au sein de la Communauté et des pays partenaires...C'est pour cette raison que la quasi-totalité des accords passés entre la Communauté et des pays tiers indiquent l'éducation comme domaine de coopération potentielle. »²⁸⁵. En se fondant sur l'article 149 alinéa 3 TCE, la CE a ainsi promu la réputation de cet espace européen d'enseignement émergent en favorisant la coopération avec les pays tiers, par le biais d'accords internationaux et de programmes d'échanges soutenant la mobilité des étudiants, des enseignants, des chercheurs et plus généralement des professionnels de l'éducation. En matière d'enseignement supérieur elle a entretenu des liens étroits avec toutes les régions du monde notamment par ses programmes de coopération Erasmus Mundus, Atlantis, Alfa, Alban et Asia link que nous analyserons en détail²⁸⁶.

153. La CE a également favorisé la coopération avec les pays tiers en matière d'éducation dans le cadre de sa coopération au développement, et particulièrement au sein des enceintes internationales de coopération telles que l'ONU. La Commission a eu l'occasion de préciser à ce sujet que « dans le domaine de la coopération au développement, l'inclusion de l'enseignement supérieur dans les efforts de coopération, peut, à condition d'être bien conçue, contribuer à éradiquer la pauvreté dans le monde, objectif qui constitue la clé de voûte de la politique communautaire de développement »²⁸⁷. Elle a par ailleurs consacré une communication spécifique à la contribution de l'éducation à la réduction de la pauvreté.

154. La coopération avec les pays tiers en matière éducative prend un réel tournant en 2001, suite à une communication de la Commission visant à intensifier la coopération avec les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur. La Commission précise à cette occasion que « la Communauté devrait veiller à ce que les activités d'enseignement prennent en compte la dimension internationale d'une manière plus systématique...devrait rendre son action dans ce domaine plus visible afin de promouvoir l'Europe en tant que centre

²⁸⁵ Paragraphe 7 de la Communication de la Commission concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, COM(2001)385 du 18 juillet 2001

²⁸⁶ Voir infra

²⁸⁷ Communication de la Commission concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, op.cit., paragraphe 14

d'excellence et d'attirer les étudiants à la recherche d'un enseignement international »²⁸⁸. C'est pourquoi elle « propose un certain nombre de propositions immédiates qui peuvent être prises pour relever ces défis à court terme. A moyen terme, la Commission développera une stratégie d'ensemble sur la base du débat suscité par la présente communication, de l'expérience acquise et d'une analyse plus complète des objectifs qui sont en jeu »²⁸⁹.

155. Le tableau²⁹⁰ ci-dessous synthétise cette stratégie.

Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur	
Objectifs immédiats	Former des ressources humaines de haute qualité dans les pays partenaires et au sein de la Communauté grâce au développement réciproque des ressources humaines
	Promouvoir la CE en tant que centre mondial d'excellence pour les études/ la formation et pour la recherche scientifique et technologique
Mesures à prendre	Mettre à profit l'expérience tirée des programmes intra-communautaires dans ses relations avec les pays tiers
	Différencier les accords en fonction des pays, et si nécessaire, en fonction des régions – les actions se concentreront sur l'enseignement supérieur en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec les politiques des pays en matière d'éducation nationale et avec la stratégie communautaire de coopération au développement
Axes de coopération	Etablir des réseaux et des partenariats multilatéraux associant des pays, qui en matière d'enseignement supérieur, ont atteint un niveau de développement comparable à celui des institutions européennes
	Favoriser les échanges d'étudiants et de personnel enseignant - Si la coopération s'établit dans un cadre commun, convenir du contenu théorique des cours à dispenser aux étudiants bénéficiant d'échanges et s'entendre sur les mécanismes de reconnaissance des travaux effectués par les universités d'origine et d'accueil ainsi que sur les modalités de prise en charge de l'étudiant durant son séjour à l'étranger.
	Elaborer des programmes communs
	Mettre en place des mécanismes de reconnaissance adéquats en encourageant l'utilisation de systèmes d'accréditation compatible avec des stratégies européennes telles que le Système européen de transferts d'unités de cours capitalisables (ECTS) qui représente actuellement la norme européenne en matière d'enseignement supérieur
	Prendre en considération la 'fuite des cerveaux' en favorisant une mobilité à court terme impliquant un retour au pays d'origine
	Etudier l'opportunité d'augmenter le nombre de bourses notamment de longue durée pour les étudiants des pays tiers qui souhaitent bénéficier d'une période complète d'études dans la Communauté.
	Renforcer les capacités pour des études européennes dans les pays tiers en étendant notamment le réseau de centres d'études sur l'UE et les chaires Jean Monnet dans le monde, en mettant en place de cours européens

156. Bien que l'un des objectifs immédiats du renforcement de la coopération avec les pays tiers consistait à promouvoir l'EEES en tant que centre mondial d'excellence, afin d'attirer les cerveaux étrangers, notamment par la mise en place d'aides à la mobilité des étudiants (bourses d'études, programmes pédagogiques communs, mécanisme de reconnaissance des travaux de recherche et des diplômes) et l'établissement de chaires Jean Monnet dans les pays tiers facilitant l'accès aux études européennes, l'intérêt des pays tiers a également été pris en considération. La CE s'est engagée à limiter la fuite des cerveaux et à procéder à un échange de bonnes pratiques, fondé notamment sur l'expérience acquise dans le cadre des programmes intra-communautaires, afin d'établir des réseaux de coopération et de consolider sa capacité

²⁸⁸ Ibid., paragraphe 10

²⁸⁹ Ibid., paragraphe 11

²⁹⁰ Tableau personnel

ainsi que celles de ses partenaires en matière de ressources humaines de haute qualité. La coopération sera de surcroît adaptée aux spécificités nationales voir régionales de chaque Etat partenaire, sachant que la participation des Etats tiers aux programmes communautaires dépend également de leur capacité à assumer un tel engagement politique et financier. La décision du Conseil du 28 octobre 1991²⁹¹ étendant le programme Erasmus aux pays de l'AELE prévoyait par exemple explicitement que ces derniers cofinanceront la partie qui les concerne. Au contraire, dans le cadre des relations privilégiées avec les pays ACP, la convention de Lomé IV établissait une assistance technique et financière de la CE dans le domaine de l'enseignement.

C/ Favoriser la coopération avec les organisations internationales compétentes en matière d'éducation

157. Concernant sa participation aux OI compétentes en matière d'éducation, la CE a toujours agi par principe de manière conjointe avec ses Etats membres, du fait de son statut juridique spécifique. Même si en vertu de l'article 302 alinéa 2 TCE²⁹², la CE représentée par la Commission, disposait d'une compétence propre pour coopérer avec les organisations internationales en assurant toute « liaisons opportunes », la détermination de son statut organique au sein des OI pouvait poser difficulté du fait de l'adaptabilité de sa constitution sui generis avec les caractéristiques intergouvernementales des OI en général. Elle participe ainsi, soit en tant qu'observateur, soit en tant que membre à part entière ou par le biais de la coopération informelle, reposant sur des liens interinstitutionnels établis dans le cadre d'arrangements, organisant la relation CE - Etats membres au sein de l'organisation. L'article 149 alinéa 3 TCE a établi une obligation communautaire de favoriser la coopération avec les « organisations internationales compétentes en matière d'éducation ». Cette expression doit être interprétée largement puisque si certaines organisations comme l'UNESCO ont l'éducation comme objet même, d'autres comme l'ONU ou la FAO l'intègrent en tant que question internationale incontournable, dans la cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement visant notamment à garantir l'éducation primaire pour tous d'ici à 2010. L'article 149 alinéa 3 TCE faisait référence à une coopération privilégiée avec le Conseil de l'Europe, avec lequel la CE pouvait entretenir toute coopération utile, tel que

²⁹¹ Décision du Conseil du 28 octobre 1991, n° 91/611/CEE étendant le programme Erasmus aux pays AELE

²⁹² Article 302 alinéa 2 TCE (remplacé par l'article 220 TFUE) « Elle assure en outre les liaisons opportunes avec toutes organisations internationales. »

précisé également par l'article 303 TCE²⁹³. Une coopération communautaire étroite a également été définie avec l'OCDE par l'article 304 TCE²⁹⁴, ainsi qu'avec l'ONU et ses institutions spécialisées à l'article 302 alinéa 1^{er} TCE²⁹⁵. Si la CE coopérait ainsi avec l'ensemble de ces organisations en matière d'éducation, la référence spécifique au Conseil de l'Europe dans l'article 149 alinéa 3 TCE s'explique par le partage de valeurs régionales communes. En effet, la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) fait partie intégrante du patrimoine commun des Etats membres et sert via de référence à l'interprétation des droits consacrés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union. Même si la CE n'avait pas adhéré à la CEDH, elle prenait en considération la définition du droit à l'éducation, telle que consacrée dans la CEDH et participait autant aux actions menées par le Conseil de l'Europe en la matière qu'à l'élaboration et à la négociation de conventions conclues en matière d'éducation notamment en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles et académiques. L'échange de lettres entre le Conseil de l'Europe et la Communauté du 16 juin 1987 concernant la consolidation et l'intensification de la coopération²⁹⁶ précisait les modalités de cette coopération privilégiée.

158. L'article 165 TFUE reprend les dispositions de l'article 149 alinéa 3 TCE, et l'article 220 TFUE reprend les dispositions des articles 302 à 304 TCE. L'apport essentiel du traité modificatif de Lisbonne réside ainsi dans le TUE, modifié par le Traité de Lisbonne, qui prévoit l'adhésion de l'UE à la CEDH²⁹⁷. Il conviendra donc d'analyser en quoi ce

²⁹³ Article 303 TCE (remplacé par l'article 220 TFUE) « La Communauté établit avec le Conseil de l'Europe toutes coopérations utiles. »

²⁹⁴ Article 304 TCE (remplacé par l'article 220 TFUE) « La Communauté établit avec l'Organisation de coopération et de développement économiques une étroite collaboration dont les modalités sont fixées d'un commun accord. »

²⁹⁵ Article 302 alinéa 1 TCE (remplacé par l'article 220 TFUE) « La Commission est chargée d'assurer toutes liaisons utiles avec les organes des Nations unies et de leurs institutions spécialisées. »

²⁹⁶ Echange de lettres entre le Conseil de l'Europe et la Communauté du 16 juin 1987 concernant la consolidation et l'intensification de la coopération, JO L273 du 26 septembre 1987, p35-39 – point B « en ce qui concerne les relations entre le Secrétaire général du Conseil de l'Europe et la Commission des Communautés européennes : 2) Selon les besoins, des réunions de haut niveau sont organisés entre fonctionnaires du secrétariat du Conseil de l'Europe et de la Commission en vue d'examiner des questions d'intérêt mutuel dans des domaines déterminés, de s'informer sur les programmes respectifs, de faire le bilan de la coopération et, éventuellement, d'identifier des projets susceptibles d'être réalisés en commun assortis d'un calendrier et d'un plan de financement pour leur mise en œuvre. De telles réunions sont organisées périodiquement en particulier dans les domaines des affaires juridiques, sociales et de la santé, de l'éducation et de la culture, ainsi que du patrimoine et de l'environnement, sans préjuger la convocation de telles réunions dans d'autres domaines d'intérêt mutuel. »

²⁹⁷ Article 6 TUE alinéas 2 et 3 « 2. L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités. 3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux. » ; Le 5 avril 2013, les négociateurs des 47 pays-membres du Conseil de l'Europe et de l'Union

changement de statut sera susceptible de modifier le rôle exercé par les institutions de l'UE dans le cadre des activités du Conseil de l'Europe en matière d'éducation et de formation, particulièrement en ce qui concerne, d'une part, leur participation aux organes de contrôle de respect de la CEDH, au sein desquels elles seront notamment amenées à sanctionner les violations perpétrées à l'encontre du droit à l'éducation, d'autre part, leurs réserves concernant notamment la soumission du droit communautaire au contrôle de la Cour européenne des droits de l'Homme²⁹⁸. Le Parlement européen a notamment « souligner la nécessité de revoir la présence de l'Union et de réformer son statut d'observateur au Conseil de l'Europe afin de renforcer la coopération multilatérale entre l'UE et le Conseil de l'Europe dans les domaines importants pour l'une comme pour l'autre, à savoir...l'éducation »²⁹⁹.

159. La compétence juridique de la CE prévue à l'article 149 alinéa 3 TCE ne faisait cependant référence qu'à la coopération avec les OI, ce qui excluait les ONG, non constituées comme les OI classiques d'Etats, mais dont l'objectif est de représenter « l'opinion militante »³⁰⁰. L'absence de fondement juridique dans le Traité organisant la coopération de la CE avec les ONG sera palliée par le droit dérivé, qui organisera, sur le fondement de l'article 130W TCE, devenu 177 TCE, le cofinancement³⁰¹ par la CE des projets d'aide au

européenne ont finalisé le projet d'accord d'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), sur lequel la Cour de justice de l'Union européenne de Luxembourg doit maintenant se prononcer.

²⁹⁸ Protocole n°8 relatif à l'article 6 paragraphe 2 du TUE (version consolidée) sur l'adhésion de l'Union à la CEDH, JO C115 du 9 mai 2008, p273 - article 1^{er} « L'accord relatif à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée 'convention européenne'), prévue à l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, doit refléter la nécessité de préserver les caractéristiques spécifiques de l'Union et du droit de l'Union, notamment en ce qui concerne : a) les modalités particulières de l'éventuelle participation de l'Union aux instances de contrôle de la Convention européenne ; b) les mécanismes nécessaires pour garantir que les recours formés par des Etats non membres et les recours individuels soient dirigés correctement contre les Etats membres et/ou l'Union, selon les cas. » - article 2 « L'accord visé à l'article 1^{er} doit garantir que l'adhésion de l'Union n'affecte ni les compétences de l'Union ni les attributions de ses institutions. Il doit garantir qu'aucune de ses dispositions n'affecte la situation particulière des Etats membres à l'égard de la Convention européenne, et notamment de ses protocoles, des mesures prises par les Etats membres par dérogation à la Convention européenne, conformément à son article 15, et des réserves à la Convention européenne formulées par les Etats membres conformément à son article 57. » - article 3 « Aucune disposition de l'accord visé à l'article 1^{er} ne doit affecter l'article 344 TFUE » - article 344 TFUE (ex article 292 TCE) « Les Etats membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application des traités à un mode de règlement autre que ceux prévus par ceux-ci ».

²⁹⁹ Paragraphe 36 de la résolution du Parlement européen du 11 mai 2011 sur l'UE en tant qu'acteur mondial : son rôle dans les organisations multilatérales, JO C377E du 7 décembre 2012, p66-76 (21, 4 TUE)

³⁰⁰ Citation du Professeur PM DUPUY, p224 in « Droit international public » 4^{ème} édition, précis Dalloz, 684p

³⁰¹ Règlement (CE) n° 1658/98 du Conseil du 17 juillet 1998 relatif au cofinancement avec les organisations non gouvernementales de développement (ONG) européennes d'actions dans les domaines intéressant les pays en développement JO L213 du 30 juillet 1998 p1-5 (130W et 189C TCE) – La CE cofinance, par le biais d'aides non remboursables et après sélection, des actions sur le terrain, des actions de sensibilisation et des actions de renforcement de la coopération et de la coordination ONG - Etats membres et ONG - Institutions européennes. Dans le cadre de ce cofinancement, une attention particulière est accordée notamment à « la protection et l'amélioration de la situation et des droits des enfants dans les pays en développement » (article 2 du règlement).

développement élaborés par les ONG et prévoira également un soutien financier pour les projets éligibles et sélectionnés, dans le cadre de programmes communautaires spécifiques, tels que le programme Jeunesse³⁰². Le TFUE n'apporte hélas aucune précision complémentaire à l'article 165 TFUE concernant cette coopération.

Paragraphe 2/ Les particularités entourant la détermination du fondement juridique de compétences externes

160. Depuis l'établissement d'une base juridique en matière éducative, 46.8% des actes reposant sur ce fondement, ont une dimension externe, ce qui démontre l'importance accordée à ce secteur par la Communauté dans le cadre de ses relations extérieures³⁰³. Une analyse plus approfondie de la mise en œuvre de la compétence externe d'attribution communautaire en matière éducative, nous conduit à constater qu'elle se caractérise, d'une part, par une dévalorisation de cette base juridique matérielle de compétence, liée au fait qu'elle est souvent combinée avec d'autres bases juridiques, comme si elle ne pouvait se suffire à elle-même (A), d'autre part, par une application extensive de cette base juridique à des actes liés à des domaines connexes à l'éducation formelle³⁰⁴, pour lesquels elle constitue paradoxalement le fondement exclusif, sans que les institutions aient recours à une combinaison de bases juridiques (B).

A/ La marginalisation de la base juridique spécifique de compétence dans le domaine éducatif

161. Une analyse historique des actes communautaires fondés sur la base juridique matérielle d'attribution de compétence de la CE en matière éducative, nous permet de constater que seul

L'ONG doit être autonome sans but lucratif et avoir son siège dans un Etat membre, la majorité de ses ressources financières devant être d'origine européenne. Le cofinancement implique la soumission de l'ONG au contrôle de la Commission et de la Cour des comptes concernant la réalisation du projet cofinancé.

³⁰² Voir appel à proposition 2009 « programme Jeunesse en action 2007 – 2013 », JO C 328 du 23 décembre 2008 p33-36 - Sont notamment admissibles, les organisations à but non lucratif ou les organisations non gouvernementales.

³⁰³ Voir tableaux personnels ci-après synthétisant l'analyse des documents disponibles sur le site Eur lex – Sur la base des 382 documents analysés (mise à jour septembre 2014), 179 ont une dimension externe. L'analyse historique de l'utilisation de la base juridique 'éducation' nous conduit au constat que 45.2% des actes éducatifs basés sur 126 TCE ont une dimension externe, phénomène renforcé suite au Traité d'Amsterdam, dans la mesure où 51.4% des actes basés sur 149 TCE ont une dimension externe. Depuis le Traité modificatif de Lisbonne, on dénombre en septembre 2014, 30% d'actes éducatifs basés sur 165 TFUE ayant une dimension externe.

³⁰⁴ « L'éducation formelle a généralement lieu dans des écoles, des universités ou des établissements de formation et débouche sur l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat. L'éducation non formelle comprend une éducation pour adultes gratuite au sein de cercles d'études, de projets ou de groupes de discussion. Ceux-ci avancent à leur propre rythme et n'imposent pas d'examen en fin de parcours. L'éducation informelle est présente partout: dans les familles, sur le lieu de travail, dans les ONG ou dans les groupes de théâtre. Elle peut également faire référence à des activités pratiquées à la maison, comme la lecture d'un livre. » in glossaire de l'UE en ligne, http://ec.europa.eu/education/programmes/llp/guide/glossary_fr.html

un nombre restreint d'actes sont basés uniquement sur ce fondement. Excepté la combinaison de la base juridique matérielle avec une base juridique procédurale, qui ne saurait être considérée comme un réel assemblage de compétences³⁰⁵, la base 'éducation' est rarement utilisée de manière autonome.

162. Depuis la consécration d'une base juridique matérielle dans le domaine éducatif, seulement 22.2% des actes, reposant sur ce fondement, ne font pas référence à une autre base juridique combinée³⁰⁶ et 17.4% des actes externes éducatifs ne sont fondés que sur cette seule base juridique³⁰⁷. Utilisée généralement avec la base juridique 'formation'³⁰⁸, elle est également intégrée à un ensemble de plusieurs bases juridiques³⁰⁹, phénomène accru depuis le Traité de Nice.

163. Les tableaux³¹⁰ ci-dessous retracent l'historique de mise en œuvre de la base juridique matérielle d'attribution de compétence communautaire en matière éducative, et permettent de visualiser, d'une part, l'évolution des actes éducatifs présentant une dimension externe, d'autre part, le recours fréquent à l'enchevêtrement de bases juridiques dont celle relative à l'éducation, comme fondement aux actes éducatifs.

³⁰⁵ Les conclusions de l'avocate Me Juliane KOKOTT illustre cette position : « Même si l'on considérait que l'article 300, paragraphe 2, deuxième alinéa, CE constitue la base juridique appropriée, la seule mention de cette disposition procédurale en tant que base juridique ne suffirait pas. Au contraire l'acte nécessite également l'indication d'une base juridique matérielle qui détermine l'étendue des compétences, c'est-à-dire, finalement, la marge de manœuvre dont dispose la Communauté en vertu du traité CE » paragraphe 78 des conclusions de l'avocate Mme Juliane KOKOTT présentées le 23 avril 2009, aff. C-370/07 Commission des Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne

³⁰⁶ Sur une base de 382 actes éducatifs répertoriés sur Eur lex, fondés sur la base juridique matérielle de compétence de l'UE en matière éducative, 85 reposent exclusivement sur ce fondement, soit 22.2%.

³⁰⁷ Sur une base de 382 actes éducatifs répertoriés sur Eur lex, fondés sur la base juridique matérielle de compétence de l'UE en matière éducative, 179 ont une dimension externe (ce qui représente 46.8% des actes). Sur ces 179 actes seulement 33 ne se fondent que sur la base juridique matérielle d'attribution de compétence en matière éducative, soit 18.4%.

³⁰⁸ Sur 382 actes répertoriés, basés sur la base juridique matérielle de compétence de l'UE en matière éducative, 220 sont fondés sur la combinaison des bases juridiques 'éducation' et 'formation' soit 57.5% des actes. Sur ces 382 actes, 179 ont dimension externe dont 109 basés sur une combinaison des bases juridiques 'éducation' et 'formation' soit 60.8% des actes externes éducatifs.

³⁰⁹ Sur 382 actes éducatifs répertoriés, 57 sont fondés sur une combinaison de plusieurs bases juridiques dont la base juridique matérielle de compétence de l'UE en matière éducative, soit 15% des actes. Sur ces 382 actes, 179 ont une dimension externe, dont 37 se fondent sur une combinaison de plusieurs bases juridiques dont la base juridique 'éducation' soit 2.60% des actes externes éducatifs.

³¹⁰ Tableaux personnels élaborés à partir de la base de données Eur lex répertoriant le nombre de documents fondés sur la compétence d'attribution 'éducation' par traité, mise à jour : septembre 2014 <http://eur-lex.europa.eu>

Evolution du nombre d'actes relatifs à l'éducation selon les traités modificatifs	Nombre d'actes basés sur la compétence d'attribution communautaire de l'éducation			Nombre d'actes basés sur la compétence d'attribution relative à l'éducation ayant une dimension externe				
	Total	Basés uniquement sur la base jur. 'éducation'		Total	Basés uniquement sur la base jur. 'éducation'		Basés sur les bases jur. matérielles combinées 'formation – éducation'	Actes basés sur plus de deux bases jur. matérielles
		Nbre	En %		Nbre	En %		
Basés sur 126 TCE (T. Maastricht)	84	23	27.4%	38	6	15.8%	32	0
Basés sur 149 TCE (modifié T. Amsterdam)	95	22	23.1%	58	13	22.4%	36	9
Basés sur 149 TCE (modifié T. Nice 2003-06)	93	21	22.6%	40	3	7.5%	10	27
Basés sur 149 TCE (2006-2010)	53	8	15%	26	6	23%	20	0
Basés sur 165 TFUE ³¹¹	57	11	19.3%	17	5	29.4%	11	1
TOTAL TCE	325	74	22.7%	162	28	17.2%	98	36
TOTAL TCE/TFUE	382	85	22.2%	179	33	18.4%	109	37
TAUX MOYEN D'ACTES FONDES UNIQUEMENT SUR LA BASE JURIDIQUE 'EDUCATION' : 22.2% TAUX MOYEN D'ACTES EXTERNES FONDES UNIQUEMENT SUR LA BASE JURIDIQUE 'EDUCATION' : 18.4%								

Evolution du nombre d'actes relatifs à l'éducation selon les traités modificatifs	Nombre d'actes basés sur la compétence communautaire de l'éducation		Dont nombre d'actes relatifs à l'éducation basés sur une combinaison de compétences d'attribution				% total d'actes relatifs à l'éducation fondés sur un enchevêtrement de compétences d'attribution		
	Total	Ayant une dimension externe	Combinaison bases 'formation – éducation'		Combinaison de plus de deux bases		Total	Ayant une dimension externe	
			Total	Ayant une dimension externe	Total	Ayant une dimension externe		Taux enchevêtrement des bases 'éducation et formation'	Taux enchevêtrement total
Basés sur 126 TCE (T. Maastricht)	84	38	61	32	0	0	72.6%	84.2%	84.2%
Basés sur 149 TCE (modifié T. Amsterdam)	95	58	63	36	10	9	76.8%	62%	77.5%
Basés sur 149 TCE (modifié T. Nice)	93	40	39	10	33	27	77.4%	25%	92.5%
Basés sur 149 TCE (version consolidée)	53	26	33	20	12	0	84.9%	76.9%	80.7%
Basé sur 165 TFUE	57	17	24	11	2	1	52.6%	64.7%	70.5%
TOTAL TCE	325	162	196	98	55	36	77.2%	60.4%	83.3%
TOTAL TCE/TFUE	382	179	220	109	57	37	77.8% ³¹²	60.8%	81.6%
TAUX MOYEN D'ENCHEVÊTREMENT : 77.8% TAUX MOYEN D'ENCHEVETREMENT DES ACTES EXTERNES : 81.6%									

164. Cette analyse démontre que parmi les actes externes éducatifs, représentant presque la moitié des actes fondés sur la base matérielle d'attribution de compétence, seulement 18.4% des actes externes ne sont fondés qu'exclusivement sur cette base, reposant généralement sur une combinaison de bases juridiques de compétence en matière éducative et formative. Une analyse historique de la base juridique 'éducation' nous conduit à constater que sur 84 actes communautaires basés sur l'article 126 TCE du Traité de Maastricht, seulement 23 ne sont

³¹¹ Mise à jour septembre 2014

³¹² Pourcentage incluant les 220 actes fondés sur la combinaison des bases juridiques 'éducation' et 'formation', les 57 actes fondés sur la combinaison de plus de deux bases juridiques et les 20 actes fondés sur la combinaison de la base juridique 'éducation' avec une autre base juridique que celle de la formation.

fondés qu'exclusivement sur cette base matérielle soit 27.4%, c'est-à-dire que 58 documents communautaires, soit 69%, se fondent sur l'assemblage des articles 126 et 127 TCE.

165. Sur ces 84 actes seulement 38 ont une dimension externe, dans la mesure où ils concernent, soit l'ouverture des programmes communautaires d'éducation, de formation et de jeunesse aux pays tiers, notamment aux futurs adhérents à l'UE dont la participation aux programmes est prévue préalablement dans les accords d'association conclus par la CE avec ces pays, ou l'établissement d'une coopération étroite avec des partenaires économiques privilégiés, tels que les Etats-Unis ou le Canada dans le cadre d'accords de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse. Sur les 38 documents susmentionnés, 32 se basent sur les articles 126 et 127 TCE, concernant la conclusion d'accords de coopération entre la CE et les pays tiers en matière d'enseignement, de formation et de jeunesse et la participation des pays tiers aux programmes communautaires³¹³.

³¹³ Résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Slovénie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C219 du 30 juillet 1999 p187 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Slovénie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C89 du 30 mars 1999 p48; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie aux programmes communautaires relatifs à la formation professionnelle et à l'éducation, JO C10 du 14 janvier 1999 p10; résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C328 du 26 octobre 1998 p28; résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C328 du 26 octobre 1998 p26; résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C328 du 26 octobre 1998 p24; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque aux programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C292 du 21 septembre 1998 p226; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C205 du 1 juillet 1998 p6; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation 4, JO C188 du 17 juin 1998 p11; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C197 du 23 juin 1998 p18; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C116 du 16 avril 1998 p21; résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République slovaque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C80 du 16 mars 1998 p302; résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C80 du 16 mars 1998 p300; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République slovaque à des programmes communautaires dans les

Six actes, soit seulement 15,8%, se fondent uniquement sur 126 TCE³¹⁴, concernant le programme communautaire Jeunesse, ou de façon plus surprenante concernant la participation

domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C337 du 7 novembre 1997 p24; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C337 du 7 novembre 1997 p20; accord entre la CE et la république de Chypre établissant une coopération dans le domaine de la jeunesse dans le cadre de la 3^{ème} phase du programme Jeunesse pour l'Europe JO L299 du 4 novembre 1997 p35-40; accord entre la CE et la république de Chypre établissant une coopération dans le domaine de la formation professionnelle dans le cadre du programme Leonardo da Vinci JO L299 du 4 novembre 1997 p29-34; accord entre la CE et la république de Chypre établissant une coopération dans le domaine de l'éducation dans le cadre du programme Socrates JO L299 du 4 novembre 1997 p22-28; décision 97/739/CE du Conseil du 6 octobre 1997 concernant la conclusion d'accords bilatéraux entre la Communauté et Chypre relatifs à la participation de Chypre aux programmes communautaires dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse JO L299 du 4 novembre 1997 p21; proposition de décision concernant la conclusion d'accords bilatéraux entre la Communauté et Chypre relatifs à la participation de cette dernière aux programmes communautaires dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, JO C267 du 3 septembre 1997 p45; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C113 du 11 avril 1997 p8; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République Tchèque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C113 du 11 avril 1997 p5; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Hongrie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO C113 du 11 avril 1997 p2; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour y faire figurer la Turquie parmi les bénéficiaires, JO C186 du 26 juin 1996, p8; accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, JO L300 du 13 décembre 1995 p19-22; décision 95/523/CE du Conseil du 27 novembre 1995 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, JO L300 du 13 décembre 1995 p18; accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L279 du 22 novembre 1995 p13-17; décision 95/487/CE du Conseil du 23 octobre 1995 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L279 du 22 novembre 1995 p11-12; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, JO C305 du 16 novembre 1995 p3; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, JO C286 du 30 octobre 1995 p238; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique, JO C287 du 26 octobre 1995 p237; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique, JO C231 du 5 septembre 1995 p4

³¹⁴Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour y faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO C153 du 1^{er} juin 1999 p21; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour y faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO C153 du 1^{er} juin 1999 p19; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie aux programmes communautaires relatifs à la formation professionnelle et à l'éducation, JO C150 du 28 mai 1999 p287; résolution législative portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme communautaire dans le domaine de la jeunesse, JO C328 du 26 octobre 1998 p30; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie à des programmes

des pays candidats aux programmes d'enseignement supérieur et de formation, fondés en principe sur une combinaison de l'article 126 et 127 TCE.

166. De 1999 à 2003, 95 actes ont été adoptés sur la base de l'article 149 TCE dont 22 uniquement fondés sur ce fondement matériel et 63 basés sur la combinaison des bases juridiques matérielles 149 et 150 TCE, sachant que 10 actes reposent sur l'assemblage de plusieurs bases juridiques. Sur ces 95 documents, 58 ont une dimension externe dont 13 basés sur 149 TCE³¹⁵, relatifs à la mise en place du programme communautaire Erasmus World et à la participation des pays futurs adhérents à l'UE au programme Jeunesse. Neuf actes sont fondés sur une combinaison de plusieurs bases juridiques³¹⁶ et 36 actes sont basés sur les

communautaires dans le domaine de la jeunesse, JO C181 du 12 juin 1998, p16; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour y faire figurer la Turquie parmi les bénéficiaires, JO C186 du 26 juin 1996, p9

³¹⁵ Avis du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World 2004-2008), JO C95 du 23 avril 2003, p35-39; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (2004-2008), JO C331E du 31 décembre 2002, p25-49; proposition modifiée de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2001)207, ACC2000/0083; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)253, ACC2000/102; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)252, ACC2000/101; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)245, ACC2000/106; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Hongrie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)240, ACC2000/100; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République Slovaque au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)234, ACC2000/83; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Slovénie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)233, ACC2000/95; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Roumanie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)227, ACC2000/98 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)226, ACC2000/84; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)225, ACC2000/97; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme d'action communautaire Jeunesse COM(2000)221, ACC2000/83; décision n°69/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO L10 du 14 janvier 2000, p3; position commune (CE) n°31/1999 du 12 juillet 1999, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO C249 du 1^{er} septembre 1999, p4

³¹⁶ Accord-cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires JO L61 du 2 mars 2002, p29-31; décision 2002/179/CE du Conseil du 17 décembre 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, JO L61 du 2 mars 2002, p27-28 ; accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes

articles 149 et 150 TCE³¹⁷ visant à assurer la participation des futurs adhérents de l'UE à l'ensemble des programmes communautaires afin qu'ils puissent se familiariser avec les

communautaires, JO L34 du 5 février 2002, p19-20 ; décision 2002/78/CE du Conseil du 17 décembre 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires, JO L34 du 5 février 2002, p17-18 ; accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires, JO L17 du 19 janvier 2002, p56-57 ; décision 2002/39/CE du Conseil du 17 décembre 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires JO L17 du 19 janvier 2002 p54-55 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, JO C304E du 30 octobre 2001 p342-345 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires, JO C304E du 30 octobre 2001 p338-341 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires, JO C304E du 30 octobre 2001, p335-337

³¹⁷Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO C276 du 1^{er} octobre 2001, p119 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation, JO C276 du 1^{er} octobre 2001, p118 ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO C240E du 28 août 2001 p54-59 ; proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO C240E du 28 août 2001 p53 ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation, JO C240E du 28 août 2001 p47-52 ; proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation, JO C240E du 28 août 2001 p46 ; accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation JO L71 du 13 mars 2001 p16-22 ; décision 2001/197/CE du Conseil du 26 février 2001 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, JO L71 du 13 mars 2001 p16-22 ; accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L71 du 13 mars 2001 p8-14 ; décision 2001/196/CE du Conseil du 26 février 2001 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO C240E du 28 août 2001 p53 ; décision 2001/84/CE du Conseil du 22 décembre 2000 relative à la conclusion d'un accord entre la CE et la République de Chypre portant adoption des conditions et modalités de la participation de la République de Chypre à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse JO L29 du 31 janvier 2001 p38-39 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Slovaquie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)15, ACC2001/10 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la République Slovaque pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)14, ACC2001/19 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Roumanie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)10, ACC2001/13 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Lituanie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)5, ACC2001/15 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la République

procédures. Pendant la période allant de 2003 à 2006, 93 documents sont fondés sur la compétence d'attribution en matière éducative, sachant que seulement 21 actes se fondent sur

tchèque pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)8, ACC2001/16; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Bulgarie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)15, ACC2001/10; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Pologne pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)6, ACC2001/6; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Lettonie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)4 ACC2001/12; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de l'Estonie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)3, ACC2001/9; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Hongrie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, COM(2001)2, ACC2001/14; accord entre la CE et la République de Chypre portant adoption des conditions et modalités de la participation de la République de Chypre à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse JO L29 du 31 janvier 2001 p40-44 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la CE et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse, JO C337E du 28 novembre 2000 p172-176 ; accord entre la CE et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse JO L267 du 20 octobre 2000 p47-51; décision 2000/630/CE du Conseil du 28 septembre 2000 relative à la conclusion de l'accord entre la CE et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse JO L267 du 20 octobre 2000 p46; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)232; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)228, ACC2000/85; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République Slovaque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)217, ACC2000/92; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)215, ACC2000/93; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)208, ACC2000/86; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)211, ACC2000/79; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)210, ACC2000/90; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Hongrie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)209, ACC2000/89; proposition de décision du Conseil relative à la position de la CE au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation COM(2000)207, ACC2000/78 ; décision 68/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires JOL10 du 14 janvier 2000 p1-2; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires et proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Leonardo pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO C293 du 13 octobre 1999, p23; position commune (CE) 31/1999 du 12 juillet 1999 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires JO C249 du 1 septembre 1999, p1

149 TCE. Sur les 93 actes répertoriés, 40 ont une dimension externe, dont 3 sont basés exclusivement sur 149 TCE³¹⁸ relatifs à Erasmus Mundus. 10 actes sont fondés sur la combinaison des articles 149 et 150 TCE³¹⁹, concernant les accords de coopération avec les Etats-Unis et le Canada en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse. 27 actes se basent sur un enchevêtrement plus large et concernent la participation des pays candidats à l'adhésion aux programmes communautaires de manière générale³²⁰. De 2006 à

³¹⁸ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World) 2004-2008, JO C64Edu 12 mars 2004, p156-158; décision 2317/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2004-2008 JOL345 du 31 décembre 2003 p1-8 ; position commune (CE) 49/2003 du 16 juin 2003 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2004-2008, JO C240E du 7 octobre 2003, p1-11

³¹⁹ Décision 2006/964 du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse JOL397 du 30 décembre 2006 p14 ; accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels JOL346 du 9 décembre 2006 p34-40; décision 2006/910 du Conseil du 4 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels JOL346 du 9 décembre 2006 p33; accord entre la CE et le Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse JOL397 du 30 décembre 2006 p15-21; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et le Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse COM(2006)274, CNS 2006/96; proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la CE et le Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse COM(2006)274; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels COM(2006)180, CNS 2006/61; proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels COM(2006)180 ; recommandation de la Commission au Conseil visant à autoriser la Commission à négocier avec les Etats-Unis un accord renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle SEC/2005/1032; recommandation de la Commission au Conseil visant à autoriser la Commission à négocier avec le Canada un accord renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse SEC/2005/935 final

³²⁰ Basés sur 13, 71, 80, 95, 127, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 157, 166, 175, 280, 300, 308 TCE : décision 2005/528/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine établissant les principes généraux de la participation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine aux programmes communautaires, JOL192 du 22 juillet 2005, p86-87; décision 2005/527/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, JOL192 du 22 juillet 2005, p84-85; décision 2005/526/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p82-83; décision 2005/525/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p80-81; décision 2005/527/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie

2010, 53 actes reposent sur l'article 149 TCE version consolidée, dont 8 basés uniquement sur ce fondement. 26 actes ont une dimension externe, dont 6 fondés exclusivement sur 149 TCE

aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p78-79; accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p29-34; décision 2005/521/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005 p28; protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, JO L192 du 22 juillet 2005 p23-29; décision 2005/520/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine établissant les principes généraux de la participation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p22; accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p16-21; décision 2005/519/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p15; accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p9-14; décision 2005/518/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p8; accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p2-3; décision 2005/517/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p1; accord de coopération entre la CE et la Principauté d'Andorre JO L135 du 28 mai 2005 p14-18; décision 2005/398/CE du Conseil du 10 mai 2005 relative à la conclusion d'un accord entre la CE et la principauté d'Andorre JO L135 du 28 mai 2005 p12-13; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires COM(2004)809 final AVC 2004/280; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine COM(2004)809 final AVC 2004/279; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires COM(2004)809 final AVC2004/278; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires COM(2004)809 final AVC2004/277; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires COM(2004)809 final AVC 2004/276; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires COM(2004)729 final; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine COM(2004)729 final; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires COM(2004)729 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires COM(2004)729 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires COM(2004)729 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion , au nom de la CE, d'un accord de coopération avec la principauté d'Andorre COM(2004)456 final AVC2004/136

concernant la mobilité des jeunes dans le cadre du programme Jeunesse et le renouvellement du programme Erasmus Mundus³²¹, 20 actes basés sur les articles 149 et 150 TCE concernant notamment les accords avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur et de formation professionnelle³²².

³²¹ Avis du CdR sur la proposition de recommandation du Conseil sur la mobilité des jeunes volontaires en Europe JO C76 du 31 mars 2009 p23-29 ; décision 1349/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la décision n°1719/2006/CE établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013 JO L348 du 24 décembre 2008 p113-114 ; décision 1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013 destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers JO L340 du 19 décembre 2008, p83-98 ; recommandation du Conseil du 20 novembre 2008 relative à la mobilité des jeunes volontaires dans l'Union européenne JO C319 du 13 décembre 2008 p8-10 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision 1719/2006/CE établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013, COM(2008)56 final, COD 2008/23 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2009-2013 COM(2007)395, COD(2007)145 ; document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2009-2013 – analyse d'impact approfondie intégrant les exigences d'évaluation ex ante SEC(2007)950 ; commission staff working accompanying document to the proposal for a decision of the european Parliament and of the Council establishing an action programme for the enhancement of quality in higher education and the promotion of intercultural understanding trough cooperation with third countries (Erasmus Mundus) 2009-2013 – extended impact assesment integrating ex ante evaluation requirements SEC(2007)949

³²² Proposition de décision du Conseil relative à la signature et l'application provisoire d'un accord entre la CE et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), COM(2009)462 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 établissant le système européen de crédit d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET), JO C155 du 8 juillet 2009 p11-18 ; avis du CdR sur 'améliorer les compétences pour le XXIème siècle : un programme de coopération européenne en matière scolaire' JO C76 du 31 mars 2009, p58-62 ; résolution du Parlement européen du 13 novembre 2007 sur le rôle du sport dans l'éducation 2007/2086(INI), JO C282E du 6 novembre 2008 p131-138 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ; proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) SEC(2008)442, SEC(2008)443, COM(2008)180, COD2008/70 ; proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels, SEC(2008)440, SEC(2008)441, COM(2008)179 COD(2008)69 ; document de travail du 9 avril 2008 ; document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) résumé de l'analyse d'impact SEC(2008)443 ; document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (CERAQ) résumé de l'analyse d'impact SEC(2008)441 ; commission staff working – accompanying document to the proposal for a recommendation of the european Parliament and of the Council on the establishment of a european quality assurance reference framework for vocational education and training–impact assesment SEC(2008)440 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnels JO C314E du 21 décembre 2006 p66 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et le Canada établissant un cadre de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse JO C314E du 21 décembre 2006 p65-66 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil

167. L'intrication de bases juridiques est maintenue en matière éducative après le Traité modificatif de Lisbonne, dans la mesure où seulement 11 actes éducatifs sur 57 ne sont fondés uniquement que sur l'article 165 TFUE. Sur les 17 actes présentant une dimension externe, 11 se basent sur la combinaison des articles 165 et 166 TFUE³²³, confirmant le lien matériel fort entre les secteurs éducatif et formatif, seulement 5 documents ne font référence qu'à l'article 165 TFUE, concernant les écoles européennes, la mobilité des jeunes et le sport³²⁴, et un document relatif au sport repose sur les articles 50, 56 et 165 TFUE³²⁵.

relative à la mobilité transnationale dans la Communauté à des fins d'éducation et de formation : charte européenne de qualité pour la mobilité COM(2005)450, JO C360E du 15 décembre 2006, p160-165

³²³ Décision 2014/268/UE du Conseil du 6 mai 2014 relative à la position à adopter au nom de l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, op.cit. ; proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter au nom de l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, op.cit. ; règlement UE n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant 'Erasmus +', op.cit. ; décision du Conseil du 10 juillet 2012 relative à la position à prendre par l'UE au sein du Comité de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE, concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L198 du 25 juillet 2012, p1-3 ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant « Erasmus pour tous », le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport COM(2011)788 ; recommandation du Conseil du 28 juin 2011 'Jeunesse en mouvement-promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'éducation et de formation', JO C199 du 7 juillet 2011, p1-5 ; recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire (présentant de l'intérêt pour l'EEE), JO C191 du 1^{er} juillet 2011, p1-6 ; résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clés dans un monde en mutation : mise en œuvre du programme de travail 'Education et formation 2010', JO C161E du 31 mai 2011, p8-15 ; décision 2011/82 du Conseil du 31 janvier 2011 relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L32 du 8 février 2011, p1-2 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013) COM(2010)426 ; accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions de la participation de la Confédération suisse au programme Jeunesse en action et au programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L87 du 7 avril 2010, p9-18 ; décision 2010/195 du Conseil du 25 janvier 2010 relative à la signature et à l'application provisoire d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions de la participation de la Confédération suisse au programme Jeunesse en action et au programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L87 du 7 avril 2010, p7-8

³²⁴ Résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 sur le système des écoles européennes, JO C56 du 26 février 2013 p14-22 ; déclaration du Parlement européen du 9 juin 2011 sur la lutte contre la corruption dans le sport européen, JO C380 du 11 décembre 2012, p138 ; avis du Comité économique et social européen sur la communication de la Commission « Développer la dimension européenne du sport » COM(2011)12, JO C24 du 28 janvier 2012, p106-110 ; conclusions du Conseil sur la dimension orientale de la participation et de la mobilité des jeunes, JO C372 du 20 décembre 2011, p10-14 ; communication de la Commission « Développer la dimension européenne du sport » COM(2011)12

³²⁵ Décision 2013/304/UE du Conseil du 10 juin 2013 autorisant la Commission européenne à participer au nom de l'UE aux négociations relatives à une convention internationale du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la manipulation des résultats sportifs, à l'exception des questions relatives à la coopération en matière pénale et à la coopération policière, JO L170 du 22 juin 2013, p62-65

B/ L'application extensive de la base juridique spécifique de compétence à des domaines connexes à l'éducation formelle

168. Malgré la frilosité des institutions d'utiliser de façon autonome la base juridique matérielle éducative, cette dernière a paradoxalement fait l'objet d'un usage extensif, indépendamment de toute autre base juridique, dans des domaines connexes à l'éducation formelle³²⁶, qu'il s'agisse du domaine de la jeunesse (1) ou de sport (2).

1. Le lien étroit entre éducation et jeunesse

169. L'élaboration d'une action communautaire spécifique en faveur de la jeunesse a permis de renforcer la portée de la base juridique matérielle de compétence communautaire en matière éducative. Si les actes éducatifs sont généralement basés, comme nous l'avons vu, sur un assemblage de bases juridiques, les actions en matière de jeunesse se fondent plus rarement sur une telle combinaison, préservant et renforçant ainsi la singularité du fondement de compétence dans le domaine éducatif. Le programme « Jeunesse pour l'Europe », adopté le 16 juin 1988 sous l'impulsion du Parlement européen, fut fondé juridiquement sur l'article 235 TCEE³²⁷, faute de compétence explicitement consacrée par le Traité en la matière. Visant à favoriser la libre circulation des personnes et les échanges de jeunes travailleurs par la promotion des échanges de jeunes, ce programme aurait pu être fondé sur un article du Titre III TCEE relatif à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, notamment l'article 50 TCEE, qui dispose que « les Etats membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun l'échange de jeunes travailleurs ». Le choix de l'article 235 TCEE traduit la volonté des institutions de conférer une portée plus large à ce programme dès son élaboration. Le 11^{ème} considérant de la décision du Conseil du 16 juin 1988 prévoit en effet un champ d'application extensif du programme 'Jeunesse pour l'Europe', en mentionnant « l'importance d'échanges s'inscrivant dans le contexte d'un programme scolaire...et considérant qu'il y a lieu de promouvoir ultérieurement d'autres catégories d'échanges de

³²⁶ Sans faire grand état de ce cas atypique (puisque'il s'agit du seul), il convient tout de même de relever l'avis du CESE sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les modalités d'application du règlement CE n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (COM(2006)16, 2006/6COD, JO C324 du 30 décembre 2006 p59-67) basé exclusivement sur l'article 149 TCE. Bien que l'article 308 TCE aurait à notre sens mieux convenu, ce choix institutionnel en faveur de l'article 149 TCE semble se justifier par l'incorporation de la coordination des systèmes de sécurité sociale dans la stratégie globale Lisbonne, basée par principe sur 149 TCE.

³²⁷ Décision du Conseil 88/348/CEE du Conseil du 16 juin 1988 établissant un programme d'action 'Jeunesse pour l'Europe' pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté, JO L158 du 25 juin 1988, p42-46 (basée sur l'article 235 TCEE) - « considérant que le traité n'a pas prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet autres que ceux de l'article 235 »; décision 91/395/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 portant adoption du programme Jeunesse pour l'Europe (2^{ème} phase), JO L217 du 6 août 1991 p25-30 (fondée sur 235 TCEE)

jeunes au sein de la Communauté »³²⁸. Le lien entre l'éducation et la jeunesse était donc établi dès l'origine du programme, dans la mesure où les échanges pourront être organisés dans le cadre d'un « programme scolaire », mais en l'absence de base juridique matérielle de compétence en matière éducative, avant 1992. L'article 235 TCEE s'imposait donc comme le fondement le plus adéquat pour les activités en matière de jeunesse. Le recours à cette base juridique était de surcroît justifié par la participation d'un représentant du Conseil de l'Europe, en tant qu'observateur aux travaux du Comité consultatif assistant la Commission³²⁹, qui conférait une dimension externe au programme. Par similarité avec le programme Erasmus impliquant le recours à l'article 235 TCEE concernant son ouverture aux pays tiers³³⁰, les éléments d'extranéité du programme Jeunesse induisaient l'utilisation de la clause de flexibilité. Suite au Traité de Maastricht, les actions de la CE dans le domaine de la jeunesse ont eu pour fondement juridique unique l'article 126 TCE³³¹, puis 149 TCE³³². Certaines exceptions ont été basées sur la combinaison des articles 126 et 127 TCE³³³.

³²⁸ Ibid., 11^{ème} considérant de la décision du Conseil 88/348/CEE

³²⁹ Ibid., article 4 paragraphe 2 - « un représentant du Conseil de l'Europe et un représentant du Forum Jeunesse des Communautés européennes seront invités à participer aux travaux du Comité en tant qu'observateurs », article 5 « Il sera tenu compte des activités du Conseil de l'Europe...la Commission entretiendra également des contacts réguliers avec les organisations internationales agissant dans le domaine des échanges de jeunes » dans la mise en œuvre du programme.

³³⁰ Voir supra

³³¹ Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour y faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires COM(96)199, C4-294/96, 96/131COD, JO C153 du 1 juin 1999, p21; avis du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Jeunesse, JO C410 du 30 décembre 1998 p2 ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire en faveur de la Jeunesse COM(98)331, C4-511/98, 98/197COD ; décision 1686/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998 établissant le programme d'action communautaire « Service volontaire européen pour les jeunes », JO L214 du 31 juillet 1998 p1-11 ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme communautaire dans le domaine de la jeunesse COM(98)281, CNS98/160, JO C181 du 12 juin 1998 p16 ; position commune CE 6/98 arrêtée par le Conseil le 16 décembre 1997 en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire « service volontaire européen pour les jeunes », JO C43 du 9 février 1998 p35 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Service volontaire européen pour les jeunes' COM(96)610, COD96/318, JO C302 du 3 octobre 1997, p6 ; avis du CdR sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire 'service volontaire européen pour les jeunes', CdR 86/97, JO C244 du 11 août 1997, p47 ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Service volontaire européen pour les jeunes' COM(96)610, C4-681/96, 96/318COD, JO C200 du 30 juin 1997 p183 ; avis du CESE sur la proposition de décision du parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Service volontaire européen pour les jeunes' JO C158 du 26 mai 1997 p12 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour y faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires COM(96)199 final, COD96/131, JO C186 du 26 juin 1996 p9 ; décision 818/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 1995 portant adoption de la 3^{ème} phase du programme 'Jeunesse pour l'Europe', JO L87 du 20 avril 1995, p1-9 ; position commune CE 28/94 arrêtée par le Conseil le 11 juillet 1994 en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption de la 3^{ème} phase du programme Jeunesse pour l'Europe, JO C232 du 20 août 1994 p57; proposition de

170. L'utilisation extensive de la base juridique matérielle de compétence communautaire en matière éducative se justifie dans le domaine de la jeunesse par l'interprétation large du

décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption de la 3^{ème} phase du programme 'Jeunesse pour l'Europe' visant à promouvoir le développement des échanges de jeunes et des activités dans le domaine de la jeunesse dans le Communauté, programme 'Jeunesse pour l'Europe' COM(93)523 final, COD474

³³² Décision 1349/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la décision n°1719/2006/CE établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, JO L348 du 24 décembre 2008, p113-114 ; recommandation du Conseil du 20 novembre 2008 relative à la mobilité des jeunes volontaires dans l'UE JO C319 du 13 décembre 2008 p8-10, proposition de recommandation du Conseil relative à la mobilité des jeunes volontaires en Europe, SEC(2008)2174, SEC(2008)2175, COM(2008)424; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision 1719/2006/CE établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013, COM(2008)56, COD2008/23; décision 1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, JO L327 du 24 novembre 2006, p30-44 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, COM(2004)471, C6-96/2004, 2004/512COD, JO C272E du 9 novembre 2006, p212-213; position commune (CE) 14/2006 du 24 juillet 2006 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, JO C251E du 17 octobre 2006, p20-36 ; proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013 – adaptation suite à l'accord du 17 mai 2006 sur le cadre financier 2007-2013, COM(2006)228, COD2004/152; avis du CdR sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013, JO C71 du 22 mars 2005, p34-39; proposition de décision du Parlement et du Conseil établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013, SEC(2004)960, COM(2004)471; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse COM(2003)272, C5-257/2003, 2003/113COD, JO C83E du 2 avril 2004, p125-132 ; position commune (CE) 13/2004 du 22 décembre 2003 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse JO C272E du 23 mars 2004 p1-9 ; avis du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, COM(2003)272, 2003/113COD, JO C10 du 14 janvier 2004 p18-20 ; résolution du Parlement sur le livre blanc de la Commission 'un nouvel élan pour la jeunesse européenne' COM(2001)681, C5-110/2002, 2002/2050COD, JO C180E du 31 juillet 2003 p145-149 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse COM(2003)272 , 2003/0113COD; avis du CdR sur le livre blanc de la Commission 'un nouvel élan pour la jeunesse européenne' JO C287 du 22 novembre 2002 p6-10 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs JO L215 du 9 août 2001 p30-37; décision 1031/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 avril 2000 établissant le programme d'action communautaire 'Jeunesse', JO L117 du 18 mai 2000, p1-10; décision 69/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO L10 du 14 janvier 2000, p3 ; avis de la Commission conformément à l'article 251, paragraphe 2, alinéa c) du TCE, sur les amendements du Parlement européen à la position commune du Conseil concernant la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Jeunesse' portant modification à la proposition de la Commission conformément à l'article 250 paragraphe 2 TCE ; position commune (CE) 31/1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires JO C249 du 1 septembre 1999 p4; position commune (CE) 22/1999 arrêtée par le Conseil le 28 juin 1999 en vue de l'adoption de la décision 8/1999/CE du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Jeunesse, JO C210 du 22 juillet 1999, p1

³³³ Avis du CdR sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Jeunesse CdR 226/98, JO C51 du 22 février 1999, p77-85 (alors que cet acte devrait par principe être basé sur 126 TCE, il se fonde sur 126, 127, 198C) ; accord entre la Communauté européenne et la République de Chypre établissant une coopération dans le domaine de la jeunesse dans le cadre de la 3ème phase du programme 'Jeunesse pour l'Europe' JO L299 du 4 novembre 1997 p35-40 (126, 127 et 228 TCE)

concept d'«éducation» pouvant couvrir des actions en matière d'éducation formelle, mais également d'éducation non formelle et informelle, telles que dans le secteur de la jeunesse. L'alinéa 2 de l'article 149 TCE contenait deux objectifs faisant implicitement référence au programme Jeunesse, à savoir que l'action de la CE dans le domaine éducatif contribuait, d'une part, «à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres», ce qui implique la prise en compte de toutes les formes d'éducation, non formelles et informelles. La CE devait, d'autre part, «favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs sociaux éducatifs», et ce au-delà de l'EEER, dans les pays candidats à l'adhésion³³⁴ et les pays voisins.

171. Le programme Jeunesse, renouvelé pour la période 2007-2013³³⁵, visait ainsi à promouvoir la citoyenneté active des jeunes, la cohésion sociale et à développer la solidarité et la cohésion sociale par la promotion des échanges de jeunes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE³³⁶. Ce programme relève donc du domaine de l'éducation non formelle, fondé sur de nouvelles méthodes d'apprentissage, telles que l'éducation par le sport³³⁷. Les institutions communautaires étant particulièrement attachées à ce concept large d'éducation et à sa diffusion au niveau mondial, elles ont, d'une part, consacré l'année 2004 «Année

³³⁴ Appel à proposition EACEA/31/08 «soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse JO C250 du 2 octobre 2008 p45-46 – pays éligibles : les Etats membres de l'UE, les Etats de l'AELE membres de l'EEE (Islande, Liechtenstein, Norvège), les pays candidats à l'adhésion de l'Union bénéficiant d'une stratégie de préadhésion : Turquie, les pays des Balkans occidentaux : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Serbie, certains pays de l'Europe orientale : Belarus, Moldavie, Fédération de Russie, Ukraine – les organismes candidats doivent compter des organisations actives dans au moins 8 des pays mentionnés

³³⁵ Décision n°1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant le programme 'Jeunesse en action' pour la période 2007-2013

³³⁶ Voir notamment le rapport conjoint 2012 du Conseil et de la Commission sur la mise en œuvre du cadre renouvelé pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse (2010-2018), JO C 394 du 20 décembre 2012, p 5-16 «Grâce au partenariat en faveur de la jeunesse conclu avec le Conseil de l'Europe, la Commission a organisé des colloques de haut niveau sur la politique de la jeunesse dans les pays du voisinage oriental et méditerranéen et y a contribué. Le Conseil a adopté des conclusions sur la dimension orientale de la participation des jeunes afin d'approfondir les contacts avec l'Europe orientale et le Caucase. En outre, il a été décidé de mettre sur pied une «fenêtre du partenariat oriental pour la jeunesse» afin d'ouvrir le financement de partenariats et de mesures de coopération plus nombreux au titre du programme d'action en faveur de la jeunesse. Des activités ont été organisées en Europe et en Chine tout au long de l'Année UE- Chine de la jeunesse de 2011. La Commission a aussi apporté sa contribution à l'Année de la jeunesse des Nations unies et à son sommet sur la jeunesse qui s'est tenu à Mexico en 2011; elle a aussi co-organisé deux conférences sur les politiques à mener dans le cadre d'un accord bilatéral de coopération avec le Canada. Les Etats membres font savoir que leur action dans ce domaine date d'avant 2010 et qu'elle conserve sa pertinence. Près de la moitié des Etats membres indiquent qu'ils ont traité la question dans leurs programmes éducatifs ou dans le cadre des stratégies en faveur de la jeunesse. La plupart des Etats membres prévoient la possibilité pour les jeunes de discuter avec les décideurs politiques sur les questions internationales »

³³⁷ Résolution du Conseil et des ministres de la jeunesse réunis au sein du Conseil du 17 décembre 1999 concernant le sport comme élément de l'éducation informelle dans le cadre des programmes de la Communauté européenne en faveur de la jeunesse, JO C008 du 12 janvier 2000, p5

européenne de l'éducation par le sport » sur le fondement de l'article 149 TCE³³⁸, et recommandé, d'autre part, l'ouverture du programme aux pays tiers³³⁹. Le programme Jeunesse est actuellement ouvert aux Etats membres de l'UE, aux pays voisins, de l'EEE, de l'Europe centrale et orientale et du bassin méditerranéen, ainsi qu'aux autres pays tiers ayant conclu des accords internationaux de coopération avec la Communauté en matière de jeunesse³⁴⁰. Si l'admissibilité des pays est définie dans le guide du programme de manière spécifique pour chaque action / sous action, le programme contient un volet externe non négligeable, dans la mesure où les projets 'démocratie-jeunesse' de l'action 1 du programme Jeunesse pour l'Europe « encouragent la participation des jeunes à la vie démocratique de leur communauté au niveau local, régional ou national, ainsi qu'au niveau international »³⁴¹, l'action 2 du programme relative au service volontaire européen³⁴² « soutient la participation des jeunes à différentes formes d'activités volontaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE »³⁴³ et l'action 3 du programme, intitulée 'Jeunesse dans le monde', est spécifiquement

³³⁸ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'Année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2004)584, C5-0497/2001, 2001/244(COD)

³³⁹ Par exemple par le point 18 de la position du Parlement européen, arrêtée en première lecture le 14 mai 2002 P5_TC1-COD (2001)0244, le Parlement européen prévoit qu'« il convient de prévoir l'ouverture de la présente année à la participation des pays candidats d'Europe centrale et orientale »; accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions de la participation de la Confédération suisse au programme Jeunesse en action et au programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L87 du 7 avril 2010, p9-18 (165 et 166 TFUE)

³⁴⁰ Voir notamment appel à proposition EACEA/06/12 – programme Jeunesse en action – action 3.2 - Jeunesse dans le Monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE (JOC75 du 14 mars 2012, p6-9) prévoyant comme priorité de poursuivre notamment le développement de projets dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation non formelle entre l'UE et la Chine; appel à proposition EACEA/09/11 – programme 'Jeunesse en action' – action 3.2 'Jeunesse dans le Monde' – coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE (JO C71 du 5 mars 2011, p19-22) prévoyant comme priorité de promouvoir le développement de projets dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation non formelle entre l'UE et la Chine; appel à proposition EACEA/30/09 Programme de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'UE et le Canada (appel à proposition 2010)'partenariats pour des échanges transatlantiques – partenariats pour la création de diplômes' (2009/C308/11) – Dans ce cadre des consortia d'au moins quatre établissements d'enseignement supérieur (deux de l'UE et deux du Canada) bénéficient de subventions de la CE pour leur permettre de mettre en œuvre des programmes communs d'études et de formation et la mise en place de programme de création de diplômes transatlantiques.

³⁴¹ Appel à proposition 2009 du programme Jeunesse en action 2007-2013, JO C328 du 23 décembre 2008, p33-36 (2008/C328/10)

³⁴² Plusieurs fois renouvelé sur la base de l'article 149 TCE, le programme Jeunesse a fusionné avec le service volontaire européen élaboré par la Commission en 1996 au sein d'un nouveau programme Jeunesse adopté pour 6 ans (2000-2006) [Programme communautaire Jeunesse établi par le Parlement et le Conseil - Décision n°1031/2000/CE, JO L117 du 18 mai 2000 p1] regroupant des aides financières à la mobilité et des contributions à la réalisation de projets. Expérimenté depuis 1996 le Service volontaire européen est devenu un programme à part entière en 1998 et constitue un des principaux volets du programme Jeunesse. Il permet aux jeunes de participer à une action d'intérêt général à l'étranger comme l'animation pour les jeunes enfants, les jeunes, l'assistance aux personnes âgées, handicapées, réfugiées, protection de l'environnement, aide humanitaire et lutte contre les discriminations. Son secteur géographique d'application pour les pays programme : les Etats membres de l'UE, pays de l'EEE, pays candidats et pour les pays tiers : pays du bassin méditerranéen, CEI, Amérique latine, Europe du Sud Est.

³⁴³ Appel à proposition 2009, op.cit.

consacrée aux relations extérieures de l'UE avec les pays tiers. L'action 3.1 concerne la coopération avec les pays voisins en matière d'échanges de jeunes, de formation et de mise en réseaux dans le domaine de la jeunesse et l'action 3.2 est consacrée spécifiquement à la coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE, poursuivant les mêmes objectifs en matière d'amélioration et d'accroissement des échanges de jeunes, mais approfondissant également des questions liées au développement telles que « la mobilisation et la sensibilisation des jeunes à l'égard des questions mondiales telles que le développement durable, les migrations et le changement climatique »³⁴⁴. Cette particularité s'explique notamment par l'importance accordée par l'UE dans le cadre de l'action 3.2 au dialogue euro-africain.

172. Le volet externe du programme Jeunesse a donc participé incontestablement au renforcement de l'autonomie et de la portée externe de l'article 149 TCE. La consécration par la Commission de la dimension transversale³⁴⁵ de la question de la jeunesse favorisera encore davantage dans l'avenir l'influence de la politique de la jeunesse sur la revalorisation de l'article 149 TCE, devenu 165 TFUE, avec le soutien du Parlement européen qui « se félicite de l'élargissement du champ d'action de l'Union européenne dans le domaine de la politique de la jeunesse, encourageant la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe »³⁴⁶. L'engagement civique des jeunes est en effet une priorité de l'initiative 'Jeunesse en mouvement', incluse à la Stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Le Conseil a, en ce sens, invité les Etats membres et la Commission « à réfléchir à la participation des jeunes à la vie démocratique dans le prochain rapport de l'UE sur la Jeunesse de 2012 »³⁴⁷.

³⁴⁴ Appel à proposition EACEA/05/09 programme Jeunesse en action – action 3.2 'Jeunesse dans le monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE', JO C78 du 1 avril 2009, p2-6; appel à proposition EACEA/10/13, programme « Jeunesse en action »- action 3.2- Jeunesse dans le monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'Union européenne », JO C72 du 12 mars 2013, p4-7 (projets associant quatre partenaires d'au moins quatre pays différents dont deux pays du programme (Etats UE, Etats AELE, pays candidats (au moins Etat membres de l'UE)) et deux pays partenaires (Amérique latine, Afrique, Caraïbes, Pacifique, Asie et pays industrialisés))

³⁴⁵ La Commission recommande la prise en compte transversal de la dimension de la jeunesse, devant selon elle être intégrée à d'autres politiques telles que la politique de la recherche, les actions menées en matière de santé notamment concernant les enfants (voir communication de la Commission du 30 mai 2005 sur les politiques européennes de la jeunesse « Répondre aux préoccupations des jeunes Européens » COM(2005)206

³⁴⁶ Paragraphe 19 du projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du Parlement européen en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)), rapporteur J. LEINEN, commission des affaires constitutionnelles du 13 juin 2008, PR/728952FR.doc, PE407.780v02-00

³⁴⁷ Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relative à la promotion de formes nouvelles et concrètes de participation de tous les jeunes à la vie démocratique en Europe, JO C169 du 9 juin 2011 p 1-5 (165 TFUE)

173. Si l'importance de l'article 165 TFUE se trouve renforcée par l'extension du champ d'application du programme Jeunesse, il est tout de même envisageable que les actes adoptés en la matière puissent être basés dans l'avenir sur un assemblage de bases juridiques, comme l'illustre la recommandation du Conseil du 28 juin 2011 relative à l'initiative 'Jeunesse en mouvement' visant au développement d'une mobilité accrue des apprenants, enseignants et formateurs, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, en matière d'éducation et de formation³⁴⁸. Même si les actes adoptés en matière de jeunesse restent basés sur l'article 165 TFUE³⁴⁹ depuis le traité modificatif de Lisbonne, on constate que la combinaison des articles 165 et 166 TFUE³⁵⁰ est plus usitée, ce qui s'explique par l'intégration progressive des programmes de l'UE en vue de l'établissement d'un seul et unique programme en matière d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport « Erasmus + »³⁵¹. L'enchevêtrement matériel se justifie en effet par le lien existant entre ce programme et d'autres actions communautaires, notamment en matière d'éducation, de formation et de recherche, voire de coopération au développement dans le cadre de l'action 3.2. De ce fait certains projets en matière de jeunesse peuvent être menés plus efficacement, conjointement avec d'autres programmes communautaires, tels que le programme Erasmus Mundus, ou dans le cadre de stratégies globales.

174. L'application extensive de l'article 149 TCE à des domaines connexes à l'éducation ne s'est pas limitée à la jeunesse. Le sport a en effet été consacré comme un nouveau domaine d'intervention de l'UE sur le fondement de l'article 165 TFUE...

³⁴⁸ Recommandation du Conseil du 28 juin 2011 'Jeunesse en mouvement - promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'éducation et de formation', JO C199 du 7 juillet 2011 p1-5 (165 et 166 TFUE)

³⁴⁹ Conclusions du Conseil sur la dimension orientale de la participation et de la mobilité des jeunes, JO C372 du 20 décembre 2011, p10-14 ; résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relative à la promotion de formes nouvelles et concrètes de participation de tous les jeunes à la vie démocratique en Europe, JO C169 du 9 juin 2011, p1-5

³⁵⁰ Résolution 2011/2293 du Parlement européen du 12 juin 2012 sur « reconnaître et valoriser les activités de volontariat transfrontalières dans l'UE », JO C332E du 15 novembre 2013, p14-22 (165 et 166 TFUE, Charte des droits fondamentaux); Résolution du Parlement européen du 24 mai 2012 sur l'initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes, JO C264E du 13 septembre 2013, p69-74 (165 et 166 TFUE) ; recommandation du Conseil du 28 juin 2011 'Jeunesse en mouvement-promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'éducation et de formation', JO C199 du 7 juillet 2011, p1-5 ; résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur une stratégie de l'UE pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser, JO C161E du 31 mai 2011, p21-31(165TFUE, 166 TFUE et 14 charte des droits fondamentaux) ; décision 2011/82/UE du Conseil du 31 janvier 2011 relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L32 du 8 février 2011, p1-2

³⁵¹ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant Erasmus pour tous, le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport

2. L'éducation et le sport

175. Après avoir reconnu le sport comme un élément essentiel de l'éducation informelle dans le cadre du programme Jeunesse³⁵², les institutions ont confirmé le lien étroit existant entre l'éducation et le sport en consacrant l'année 2004, année européenne de l'éducation par le sport³⁵³. L'article 149 TCE a dans ce contexte servi de base juridique exclusive aux actes communautaires en matière sportive, ce fondement étant confirmé pour l'avenir du fait de l'insertion d'une nouvelle compétence de l'UE en matière sportive dans l'article 165 TFUE, disposant dans son alinéa 1^{er} que « l'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative ». Dans le cadre de cette nouvelle compétence d'appui, l'action de l'Union vise, selon l'alinéa 2 de l'article 165 TFUE, « à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux ».

176. Cette action comprend une dimension externe dans la mesure où l'alinéa 3 de l'article 165 TFUE prévoit que « l'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport, et en particulier avec le Conseil de l'Europe ». Faisant référence à l'alinéa 2 de l'article 165 TFUE, le livre blanc sur le sport du 8 mai 2008³⁵⁴, basé sur la combinaison des articles 149 TCE et 6 TUE³⁵⁵, précise « qu'il convient, dans la perspective de la ratification du traité de Lisbonne et

³⁵² Résolution du Conseil et des ministres de la jeunesse réunis au sein du Conseil, du 17 décembre 1999 concernant le sport comme élément de l'éducation informelle dans le cadre des programmes de la Communauté en matière de jeunesse mars 1995 portant adoption de la 3^{ème} phase du programme 'jeunesse pour l'Europe'

³⁵³ Voir résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du parlement européen du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2001)584, C5-497/2001, 2001/244COD, JO C180E du 31 juillet 2003, p127-134; décision 291/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 février 2003 établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, JO L43 du 18 février 2003 p1-5, position commune (CE) 59/2002 du 14 octobre 2002 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, JO C275E du 12 novembre 2002, p70-76, avis du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2001)584, JO C149 du 21 juin 2002, p17-23 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2001)584, COD 2001/0244, JO C25E du 29 janvier 2002 p 531-535

³⁵⁴ Résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le livre blanc sur le sport (2007/2261(INI)) JO C271 du 12 novembre 2009 p51-67

³⁵⁵ Cette combinaison particulière de l'article 149 TCE et 6 TUE n'était juridiquement pas nécessaire dans la mesure où l'article 149 TCE constitue par extension la base juridique matérielle de compétence pour l'adoption du livre blanc sur le sport. L'assemblage d'un article du TUE à un article du TCE est à notre sens annonciateur du changement juridique opéré par le Traité de Lisbonne. Le TFUE et le TUE version consolidée après Lisbonne concernent une seule et même entité, l'UE, ce qui permet d'envisager de nouvelles combinaisons d'articles visant à mieux encadrer l'action de l'UE. Dans le cas du livre blanc, il semble que l'adjonction de l'article 6 TUE confère une autre dimension à cet acte communautaire, en enchevêtrant les objectifs de préservation des

de l'article 149, de conférer une orientation stratégique au rôle du sport en Europe, en clarifiant l'application du droit communautaire dans ce domaine »³⁵⁶. Cette stratégie doit selon le Parlement européen prendre en considération « que le sport peut jouer un rôle dans divers domaines des relations extérieures de l'Union européenne et qu'il peut être un élément des programmes d'aide extérieure, un élément de dialogue avec les pays partenaires et un élément de la diplomatie publique de l'Union »³⁵⁷. L'article 165 TFUE fait donc l'objet, dans ce contexte, d'une application renforcée en matière de relations extérieures.

177. Le sport sera ainsi intégré en tant qu'«élément de programme d'aide extérieur», notamment dans des programmes éducatifs tels qu'Erasmus Mundus, comme le prévoit le Parlement européen dans son livre blanc en invitant les Etats membres « à utiliser pleinement les possibilités que leur offrent les programmes communautaires en ce qui concerne la mobilité à tous les niveaux d'éducation, de formation professionnelle et d'apprentissage tout au long de la vie »³⁵⁸. Le livre blanc prévoit également l'élaboration de nouveaux programmes communautaires basés sur l'article 165 TFUE visant à soutenir « les étudiants ayant des besoins physiques spécifiques »³⁵⁹, programmes qui combineront de par leur nature et les personnes concernées des aspects éducatifs et sportifs. Le livre blanc insiste également sur l'importance de considérer le sport comme un critère d'appréciation qualitatif d'un système éducatif³⁶⁰, ce qui pourra notamment avoir un impact sur les objectifs poursuivis et les financements accordés par l'UE dans le cadre de son action extérieure en matière d'aide à la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous. L'UE est engagée de surcroît dans la lutte contre la corruption dans le sport européen³⁶¹ et participe dans ce cadre aux négociations

droits fondamentaux et de réalisation des enjeux sportifs au niveau européen. Le Parlement européen insiste en effet sur les aspects d'équité, de non discrimination, d'égalité des chances en matière de sport, ce qui démontre sa volonté de préserver promouvoir les droits fondamentaux protégés par la Charte des droits fondamentaux et la CEDH. Ce livre blanc illustre un changement de direction fondamental de l'action des institutions européennes ne reposant plus sur la poursuite de différentes politiques mais sur la réalisation d'objectifs multiples dans le cadre de stratégies globales.

³⁵⁶ Ibid., paragraphe E du Livre blanc sur le sport

³⁵⁷ Ibid., paragraphe AM du Livre blanc sur le sport

³⁵⁸ Ibid., paragraphe 30 du Livre blanc sur le sport (une partie spécifique du livre blanc est consacré à l'éducation, à la jeunesse et à la santé (voir paragraphes 28 à 44))

³⁵⁹ Ibid., paragraphe 112 du Livre blanc sur le sport - Le Parlement européen « invite la Commission et les Etats membres à examiner la possibilité de créer des programmes de soutien pour les étudiants ayant des besoins physiques spécifiques ».

³⁶⁰ Ibid., paragraphe 29 « Le Parlement se félicite de la proposition de la Commission de favoriser le sport et l'exercice physique en tant qu'éléments essentiels d'une éducation de qualité... »; paragraphe 30 - le Parlement européen « invite les Etats membres à soutenir d'autres mesures promouvant le sport et l'exercice physique comme des éléments importants permettant d'améliorer la qualité des systèmes éducatifs nationaux... »

³⁶¹ Déclaration du Parlement européen du 9 juin 2011 sur la lutte contre la corruption dans le sport européen, JO C380 du 11 décembre 2012 (165 TFUE)

entamées en vue de l'adoption d'une convention internationale du Conseil de l'Europe contre la manipulation des résultats sportifs³⁶².

Section 3/ Perspectives d'évolution de la compétence de l'UE en matière éducative

178. Alors que l'UE s'était fixé comme objectif de « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive » au monde, d'ici à 2010, il est à espérer que cette année charnière, marquée par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, aura permis d'établir des fondements solides à l'action extérieure de l'UE en matière éducative, en permettant une interprétation audacieuse des traités modifiés, nécessaire à la concrétisation de cet objectif d'ici 2020. Le projet de Traité instituant une constitution pour l'Europe n'ayant pas initié un mouvement de réflexion novateur et positif en ce qui concerne l'action de l'UE en matière éducative, un doute subsiste quant à l'adéquation des dispositions de l'actuel article 165 TFUE avec les exigences du contexte international. Le Traité de Lisbonne n'a pas opéré de changement fondamental concernant la compétence et le champ d'action de l'UE en matière éducative, hormis la consécration de la personnalité juridique de l'UE et l'insertion de dispositions relatives au sport dans l'article 165 TFUE. La reconnaissance d'une compétence partagée de l'UE, plutôt que le maintien d'une compétence d'appui, en matière éducative aurait été souhaitable (Paragraphe 1), ainsi qu'un approfondissement du champ d'action de l'UE en la matière, notamment sur le plan extérieur (Paragraphe 2). C'est pourquoi une lecture pragmatique des traités s'avère essentielle pour permettre aux institutions de l'UE de relever les défis du contexte international mondialisé.

Paragraphe 1/ Le maintien d'une compétence d'appui de l'UE en matière éducative

179. Renforcer l'attractivité internationale de l'EEER, améliorer la compétitivité et la performance des systèmes européens d'enseignement et de recherche, promouvoir les valeurs européennes au sein des instances et conférences internationales afin de favoriser l'accès de tous, tout au long de la vie à une éducation de qualité, tels sont les objectifs ambitieux de l'UE. La consolidation de l'action extérieure de l'UE en matière éducative repose ainsi sur l'affirmation d'institutions européennes fortes et visibles et sur l'efficacité d'une politique extérieure éducative réputée par sa cohérence, nécessitant un réel renforcement des pouvoirs

³⁶² Décision 2013/304 du Conseil du 10 juin 2013 autorisant la Commission européenne à participer au nom de l'UE, aux négociations relatives à une convention internationale du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la manipulation des résultats sportifs, à l'exception des questions relatives à la coopération en matière pénale et à la coopération policière, JO L170 du 22 juin 2013, p62-65 (50 TFUE, 218 TFUE, 165 TFUE, 56 TFUE)

institutionnels afin d'asseoir la reconnaissance internationale de l'UE comme un acteur incontournable de l'économie de la connaissance et de la réforme des systèmes éducatifs entreprise au niveau mondial. Face aux défis de taille que l'UE doit relever, on s'interroge sur le maintien d'une simple compétence d'appui de l'UE en la matière. Si les négociations entreprises à l'occasion du projet de Constitution pour l'Europe ont clairement dévoilé la défiance des Etats envers l'action éducative menée par les institutions (A), il semble que les travaux réalisés par la CE à ce jour témoignent de leur importance au-delà de l'action d'appui, et de l'urgence de conférer dans les Traités plus de poids à l'action de l'UE dans le secteur éducatif, notamment en matière de relations extérieures (B).

A/ L'approche rétrograde initiée par le projet de Traité instituant une Constitution pour l'Europe : des compétences complémentaires aux « mesures d'appui discrètes »

180. Le projet de Constitution a creusé encore davantage le fossé entre les fondements juridiques de l'action communautaire et la pratique. En totale inadéquation avec l'intensification de l'action communautaire en matière éducative, le Groupe de travail sur les 'compétences complémentaires' proposait un retour en force de la compétence étatique en matière d'éducation et suggérait à l'UE, dans son rapport final, que « les mesures d'appui couvrent les dispositions des traités autorisant l'Union à adopter certaines mesures discrètes dans le cadre de politiques continuant de relever des Etats membres et pour lesquelles ils n'ont pas transféré leur compétence législative à l'Union »³⁶³. L'adjectif 'discret' semble totalement inapproprié à l'objectif de renforcement de l'identité politique de l'UE sur la scène internationale et l'on se demande comment l'objectif de « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive » ou celui de participation à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, peuvent être atteints par des « mesures discrètes ».

181. De plus, si l'objectif du projet de Constitution pour l'Europe était de simplifier le système afin de le rendre plus compréhensible, on peut douter de sa réalisation en matière de répartition des compétences et notamment en ce qui concerne l'éducation. Le groupe de travail de la Convention sur les 'compétences complémentaires' a complexifié le système en estimant impropre de parler de 'compétences complémentaires' en matière d'éducation, le terme adéquat étant « mesures pouvant être adoptées par l'Union dans les domaines où la compétence des Etats membres est pleine et entière »³⁶⁴. On s'interroge toutefois sur la

³⁶³ CONV375/02

³⁶⁴ Convention européenne Groupe de travail V 'compétences complémentaires' document de travail WG-WD30, secrétariat Bruxelles le 2 octobre 2002 (11.10) – premier projet de rapport

validité juridique d'une telle assertion dans la mesure où, par définition, la compétence est l'aptitude légale à accomplir un acte. Ainsi on peut se demander comment une action communautaire pourrait être accomplie sans qu'une compétence soit reconnue pour la fonder. Sans compétence juridique, la CE ne serait donc pas apte à prendre même de simples mesures d'appui. Dans leur enthousiasme à reconnaître la compétence exclusive des Etats membres en la matière, les membres du Groupe de travail se sont éloignés de la réalité juridique et pratique, ce qui a eu un impact sur la clarté du projet de Constitution.

182. Fort heureusement l'article I-17³⁶⁵ du projet de Constitution pour l'Europe précise que « l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions d'appui, de coordination ou de complément ». Cette compétence consacrée reste cependant difficile à qualifier car selon l'article I-12 paragraphe 5³⁶⁶ du projet de Constitution relatif aux « catégories de compétences », la compétence de l'UE dans les domaines d'action d'appui est assez étendue pour que l'UE puisse prendre des actes juridiquement contraignants, mais limitée car elle ne doit pas remplacer celle des Etats membres. Selon la définition des compétences d'appui, de coordination ou de complément consacrée par le projet de Traité instituant une Constitution pour l'Europe³⁶⁷, l'UE pourra prendre des actes juridiques contraignants ou non en matière éducative, mais ne pourra adopter des actes juridiques harmonisant les dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Pour le groupe de travail les mesures d'appui peuvent « prendre la forme d'un soutien financier, d'une coopération administrative, de projets pilotes, d'orientations ... », « qu'il s'agit dans leur immense majorité de résolutions, recommandations, de programmes d'action et d'autre instruments 'indicatifs'. Néanmoins des décisions juridiquement contraignantes sont aussi, parfois, adoptées ». Ainsi l'UE pourra prendre des décisions à caractère contraignant en matière éducative mais aucun acte législatif tel que le règlement ou la directive.

³⁶⁵ Article I-17 « L'Union dispose d'une compétence pour mener des actions d'appui, de coordination ou de complément. Les domaines de ces actions sont, dans leur finalité européenne : la protection et l'amélioration de la santé humaine, l'industrie, la culture, le tourisme, l'éducation, la jeunesse, le sport et la formation professionnelle, la protection civile, la coopération administrative. » - reprise en des termes similaires par l'article 6 TFUE

³⁶⁶ L'article I-12 distingue les compétences exclusives, les compétences partagées, la coordination intergouvernementales, la PESC, et la compétence d'appui - article I-12 paragraphe 5 du projet de Traité instituant une Constitution pour l'Europe « Dans certains domaines et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des Etats membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines. Les actes juridiquement contraignants de l'Union adoptés sur la base des dispositions de la partie III relatives à ces domaines ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. »

³⁶⁷ Ibid.

183. Cette compétence d'appui présente de grandes similitudes avec la compétence partagée 'd'exception' applicable dans le projet de constitution aux domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace et aux domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Telle que définie dans le projet, la compétence partagée permet à l'Union et aux Etats membres de « légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants » dans un domaine donné, sachant que « les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer »³⁶⁸. Cette définition peut induire en erreur dans la mesure où selon la doctrine dominante elle correspond davantage à la définition des compétences concurrentes³⁶⁹.

184. Cette confusion découle de l'interprétation jurisprudentielle qui a nuancé la définition des compétences concurrentes en estimant que dans certains cas les Etats peuvent tout de même continuer à agir parallèlement à l'action des institutions ou conjointement avec elles³⁷⁰. Cette interprétation jurisprudentielle est reprise dans le projet de constitution concernant les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace et les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. En effet, exceptionnellement, dans ces domaines, l'Union dispose d'une compétence « sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur »³⁷¹. Cette règle particulière, dérogeant au régime général des compétences partagées tel que consacré par le projet de Constitution, correspond à la définition doctrinale classique des compétences partagées, selon laquelle l'UE et les autorités étatiques peuvent agir parallèlement ou conjointement dans un domaine donné. Ainsi traditionnellement la catégorie des compétences partagées couvre les compétences parallèles³⁷², les compétences mixtes³⁷³ et les compétences d'appui³⁷⁴. Il y a donc différents degrés de partage des compétences entre l'UE et les Etats sachant que cette répartition des compétences est évolutive selon l'interprétation que l'on donne aux textes fondateurs.

³⁶⁸ Ibid., paragraphe 2

³⁶⁹ Voir notamment définition du Professeur Joël RIDEAU p475 « les autorités étatiques sont habilités à intervenir tant que et dans la mesure où les institutions n'ont pas exercé leurs compétences pour remplir les objectifs qui leur sont assignés par les traités » in « Manuel de Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes », 3^{ème} édition, LGDJ 1999 (1092p)

³⁷⁰ CJCE 30 juin 1993 Parlement c/ Conseil, Parlement c/ Commission, aff. Jointes C-181/91 et C-248/91 Rec. pI-3685 (concernant l'aide humanitaire) et CJCE 2 mars 1994 Parlement c/ Conseil, aff. C-316/91, Rec. pI-625 (concernant l'aide au développement)

³⁷¹ Article I-14 paragraphes 3 et 4

³⁷² L'UE et les Etats agissent dans un domaine donné sans qu'il y ait d'interférence entre leurs actions respectives

³⁷³ L'UE et les Etats agissent conjointement dans un domaine donné et concluent des accords mixtes

³⁷⁴ L'UE à une compétence complémentaire de celle des Etats membres.

185. La compétence de l'UE dans les domaines des actions d'appui, de coordination ou de complément, consacrée par le projet de constitution, peut ainsi être considérée comme une sous-catégorie spécifique de la 'compétence partagée d'exception' définie à l'article I-14 paragraphes 3 et 4, dans la mesure où la compétence de l'UE n'a pas selon l'article I-12, vocation à remplacer la compétence des Etats membres. La compétence de l'UE en matière d'éducation n'a pas « pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur ». Le traité a voulu toutefois distinguer cette règle particulière de la compétence partagée de la compétence dans les domaines d'appui afin de nuancer la répartition des compétences. Si en matière de développement technologique ou d'aide au développement, l'UE et les Etats membres disposent d'une compétence similaire, dans le cadre des domaines d'actions d'appui, l'UE dispose seulement d'une compétence complémentaire signifiant que les Etats gardent le monopole dans l'initiative et la mise en œuvre de l'action.

186. L'intensification de l'activité externe de la CE en matière éducative remet cependant en cause cette répartition des compétences en pratique, la CE étant l'initiatrice de nombreuses actions intergouvernementales, et l'on se demande s'il ne convient pas d'assimiler, dans le contexte actuel, l'éducation aux domaines de la 'compétence partagée d'exception'.

187. Il aurait été souhaitable que le projet intègre définitivement l'éducation dans les domaines de compétences partagées, telles que définies dans le glossaire européen, en reconnaissant que ce domaine fait parties de ceux où « l'Union intervient parce que son action apporte une valeur ajoutée importante à celle des Etats membres »³⁷⁵. Cette définition des compétences partagées est plus conforme à la pratique et de nombreux actes communautaires en matière d'éducation sont fondés sur la notion de la « valeur ajoutée », que ce soit les programmes d'aide à la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs ou les accords que la CE conclut dans le domaine de l'enseignement supérieur avec des pays tiers. De ce fait, si la répartition des compétences est par nature évolutive, l'évolution juridique actuelle est surprenante dans un contexte où la valeur ajoutée de l'UE en matière éducative est reconnue. La légitimation par le droit de la pratique communautaire existante aurait dû primer sur les velléités étatiques de préserver le domaine éducatif comme leur 'chasse gardée'.

188. Même si les Etats ne souhaitent pas renforcer la compétence communautaire, il est regrettable également que le projet de Constitution ait remis en cause le principe

³⁷⁵ Définition du glossaire sur www.europa.fr (le glossaire est actuellement en cours de réactualisation)

d'intangibilité des compétences communautaires³⁷⁶, d'une part au niveau du Groupe de travail en tentant de re-transférer la parcelle de compétence communautaire en matière d'éducation aux Etats membres, d'autre part dans les dispositions du projet relatives aux 'compétences partagées' en considérant que les Etats peuvent agir si l'UE cesse d'exercer sa compétence dans un domaine donné. Selon le Groupe de travail sur les 'compétences complémentaires' il faut limiter l'action de l'UE en matière éducative car l'article I-18 paragraphe 1³⁷⁷ relatif à la clause de flexibilité (reprise de l'article 308 TCE) permet déjà ce re-transfert de compétence sur le fondement de la nécessité, même si la présentation a conduit à constater que l'unanimité limite par ailleurs son utilisation. Il semble de surcroît contraire à la définition même de la clause de flexibilité de lui attribuer cette fonction car elle ne doit pas permettre d'éviter une révision du traité, lorsqu'un renforcement des compétences s'avère nécessaire.

B/ Le maintien de la compétence d'appui consacrée par le TFUE

189. Reprenant les dispositions du traité établissant un projet de constitution pour l'Europe, le Traité modificatif de Lisbonne place également l'éducation dans les domaines relevant de la compétence d'appui à l'article 6 TFUE³⁷⁸. Aucune extension à la compétence partagée n'est envisageable puisque l'article 4 paragraphe 1 TFUE précise explicitement que « l'Union dispose d'une compétence partagée avec les Etats membres lorsque les traités lui attribuent une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 3 et 6 », à savoir respectivement les domaines de compétence exclusive et ceux relevant de la compétence d'appui.

190. Cette limitation à une compétence matérielle d'appui est d'autant plus surprenante que l'article 9 TFUE consacre, paradoxalement, la transversalité de l'action de l'UE en matière éducative. L'article 9 TFUE dispose en effet que « dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'...un niveau élevé d'éducation, de formation...», ce qui signifie que cette action éducative transversale de l'UE s'intégrera à des politiques et actions menées dans le cadre de domaines

³⁷⁶ Principe fondamental de la construction européenne consacré par la jurisprudence de la CJCE du 14 décembre 1971, *Commission c/ France*

³⁷⁷ Article I-18 paragraphe 1 « Si une action de l'Union paraît nécessaire, dans le cadre des politiques définies à la partie III, pour atteindre l'un des objectifs visés par la Constitution, sans que celle-ci n'ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil des ministres, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission européenne et après approbation du Parlement européen, adopte les mesures appropriées »

³⁷⁸ Article 6 TFUE « L'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres. Les domaines de ces actions sont, dans leur finalité européenne: a) la protection et l'amélioration de la santé humaine; b) l'industrie; c) la culture; d) le tourisme; e) l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport; f) la protection civile; g) la coopération administrative. »

relevant de la compétence partagée, voire de la compétence exclusive de l'UE. L'importance de l'action éducative de l'UE est d'autant renforcée que les dispositions de la charte des droits fondamentaux, garantissant notamment à tout citoyen le droit à l'éducation et l'accès à la formation professionnelle et continue dans son article 14, est rendue contraignante suite au Traité de Lisbonne.

191. Si la reconnaissance d'une compétence partagée permettrait de rendre compte de l'importance effective de l'action de l'UE en matière éducative, elle ne remettrait pas en cause par ailleurs l'existence de la compétence étatique en la matière, comme le craignent les Etats. Selon le professeur Vlad CONSTANTINESCO « la thèse du transfert des compétences étatiques comme source et origine de ces compétences communautaires est incomplète à deux titres, parce que dans les deux cas, sa généralité est trop grande et par conséquent sa précision trop réduite »³⁷⁹. Il y a donc d'autres perceptions possibles de cette répartition des compétences entre les Etats membres et les institutions européennes. Le professeur Valérie MICHEL précise que « considérer que toute compétence communautaire traduit nécessairement une incompétence corrélative des Etats est manifestement excessif. Ainsi, la particularité des compétences communautaires en matière, par exemple, de culture, d'éducation ou de protection de la santé publique résulte spécifiquement du maintien, par principe, de la compétence nationale. La compétence communautaire ne se conçoit ici qu'en lien avec la compétence nationale, ce qui condamne le principe de dessaisissement des Etats »³⁸⁰.

Paragraphe 2/ L'interprétation extensive du champ d'action de l'UE en matière éducative : le manque d'innovation du TFUE

192. L'article 165 TFUE³⁸¹, consacré à l'action de l'UE dans le domaine éducatif, reprend dans les mêmes termes l'article 149 TCE en y ajoutant le sport et en substituant la procédure

³⁷⁹ V.CONSTANTINESCO « Compétences et pouvoirs dans les Communautés européennes, contribution à l'étude de la nature juridique des Communautés », note 6 p248, Paris, L.G.D.J., Bibliothèque de Droit international, t. LXXIV, 1974, 492p

³⁸⁰ V. MICHEL « Recherches sur les compétences de la Communauté européenne » thèse de doctorat en droit, 704p, éd. L'Harmattan 2003, ISBN 2-7475-4067-7, citation p27 – L'auteur distingue la compétence partagée de l'agencement des rôles en vue de la réalisation d'un même objectif « répartition matérielle et fonctionnelle de l'exercice » de la compétence (compétence conjointes), p156

³⁸¹ Article 165 TFUE « 1. L'Union contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique. L'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative. 2. L'action de l'Union vise: à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres; à favoriser la mobilité des

législative ordinaire à la procédure de codécision. Concernant la compétence internationale de l'UE dans le domaine éducatif, le projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe et le traité modificatif de Lisbonne n'ont pas été particulièrement novateurs. Le paragraphe 2 de l'article III-282³⁸² du projet de Constitution pour l'Europe et l'article 165 paragraphe 3 TFUE³⁸³ reprennent en effet les dispositions actuelles du TCE, en précisant toutefois que « l'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport en particulier avec le Conseil de l'Europe ».

193. La seule innovation concerne donc l'insertion d'une référence au sport, ce qui étend quelque peu le champ d'application de l'action communautaire sur le fondement de l'article 149 TCE. Le Parlement européen se félicite cependant « que le traité de Lisbonne introduise des dispositions contraignantes pour la protection des droits de l'enfant dans le cadre des

étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études; à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement; à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres; à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe; à encourager le développement de l'éducation à distance; à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des plus jeunes d'entre eux. 3. L'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport, et en particulier avec le Conseil de l'Europe. 4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article: le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adoptent des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres; le Conseil adopte, sur proposition de la Commission, des recommandations. »

³⁸² Article III-282 « 1. L'Union contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action. Elle respecte pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique. L'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative. L'action de l'union vise : a) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres ; b) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études ; c) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement ; d) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres ; e) à favoriser le développement des échanges des jeunes et d'animateurs socio-éducatifs et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe ; f) à encourager le développement de l'éducation à distance ; g) à développer la dimension européenne du sport en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs notamment des jeunes sportifs ; 2. L'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport, en particulier avec le Conseil de l'Europe. 3. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article : a) la loi ou la loi-cadre européenne établit des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social ; b) le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des recommandations. »

³⁸³ Op. Cit.

objectifs internes et externes de l'Union européenne (article 3 paragraphes 3 et 5 du TUE) »³⁸⁴. Cette innovation juridique renforce l'importance du droit à l'éducation dans le cadre des politiques internes et externes de l'UE et de ce fait la portée de la politique de l'UE en matière éducative. Elle confirme également le lien indissociable entre l'objectif de contribution à une éducation de qualité et les objectifs de coopération au développement, notamment en matière de protection des droits de l'Homme.

194. Cependant aucun objectif n'a été ajouté faisant référence aux objectifs du millénaire pour le développement ou à la participation de la CE à la promotion de l'éducation pour tous, ce qui semble pourtant essentiel face aux priorités actuelles axées vers l'extérieur, à savoir l'ouverture du système d'enseignement européen sur le Monde, le renforcement de l'image politique de l'UE sur la scène internationale notamment par sa participation à la réalisation des OMD. Une liste d'objectifs pourrait être adjointe à l'alinéa définissant la compétence externe de l'UE en matière de conclusion d'accords et de participation aux organisations internationales car si l'UE contribue à un niveau élevé d'éducation, il semble primordial de consacrer juridiquement dans les Traités fondateurs sa contribution à la protection et à la promotion du droit à l'éducation notamment l'éducation primaire pour tous.

³⁸⁴ Paragraphe 24 du Projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du parlement en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)) Rapporteur : Jo LEINEN, commission des affaires constitutionnelles (toutes commissions associées) du 13 juin 2008, PR/728952FR.doc, PE407.780v02-00

Conclusion du Chapitre II

195. L'établissement d'une base juridique relative à la compétence de la Communauté en matière éducative a incontestablement constitué une avancée dans la mesure où elle légitime juridiquement une action éducative de fait, dont l'ampleur n'a cessé de s'accroître. Soumise dès l'origine à la procédure de codécision, actuelle procédure législative ordinaire, la politique éducative de l'UE a pour avantage de reposer sur l'intervention du trilogue institutionnel, dont l'action est cependant strictement encadrée par le Traité. Traduisant la méfiance étatique quant à un potentiel transfert de compétence dans ce domaine régalien, le champ matériel de compétence communautaire dans le secteur éducatif a été précisément défini, voir trop restrictivement puisqu'il ne fait pas référence aux objectifs externes de la Communauté en matière éducative. Reconnue comme une force d'impulsion de la coopération entre Etats membres, en vue de développer une éducation de qualité, la Communauté a également une mission d'appui et de consolidation de leur action, dans le respect des spécificités éducatives et culturelles de chaque Etat membre. L'intervention communautaire s'est ainsi développée, conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, ce qui n'a pas toutefois freiné son extension du fait de la valeur ajoutée indéniable de la Communauté pour répondre aux nouveaux défis éducatifs liés notamment à la mise en place d'un espace européen d'enseignement reconnu pour sa compétitivité au niveau mondial et à l'affirmation de la Communauté comme un acteur incontournable de l'action mondiale d'éducation pour tous. L'interprétation large de la valeur ajoutée communautaire en matière éducative est ainsi étroitement liée au volet externe de son action dans le secteur éducatif.

196. L'insertion dans le Traité d'un alinéa spécifiquement consacré à l'action externe communautaire éducative démontre la volonté étatique d'octroyer cette dimension extérieure à l'action éducative de la Communauté. Cette compétence externe est définie largement et se traduit, dans sa mise en œuvre, comme une compétence partagée fondée sur la consolidation de la coopération de l'UE avec les pays tiers et l'affirmation accrue de l'UE sur la scène internationale au sein des organisations internationales. Les actions d'appui de l'UE en matière d'éducation, traditionnellement ponctuelles, ont de par leur fréquence et leur nécessité, confirmé cette approche en permettant le développement d'une action extérieure éducative globale, définie sur le long terme, justifiant l'établissement d'une compétence partagée de l'UE dans le secteur éducatif, ainsi que la reconnaissance d'une politique externe à part entière de l'UE en matière éducative. L'approche holistique du secteur d'intervention

de l'UE en matière éducative, au-delà de l'éducation formelle, a en effet contribué à l'extension progressive de sa compétence. Le développement des actions en matière de jeunesse, puis de sport, sur le fondement de l'article 149 TCE ont grandement contribué au renforcement de cette base juridique. Caractérisée par une forte intrication de compétences, notamment sur le plan externe, l'intervention de l'UE en matière d'éducation témoigne du lien substantiel fort existant entre l'éducation formelle et la formation. Le développement de la compétence éducative s'inscrit toujours dans une approche globale, sauf lorsqu'il s'agit d'étendre la notion d'éducation. L'extension du champ de compétence de l'UE à l'éducation non formelle et informelle a permis ainsi de renforcer l'autonomie de la base juridique de compétence en matière éducative en favorisant son utilisation exclusive pour fonder les actes communautaires en matière de jeunesse et de sport. La mise à profit par les institutions de l'expérience acquise durant ces années de mise en œuvre de la base juridique matérielle de compétence communautaire en matière éducative, offre de nouvelles perspectives d'évolution de ce fondement juridique.

197. Le TFUE maintient la compétence d'appui de l'UE en matière éducative. N'ayant fort heureusement pas retenu l'approche restrictive des compétences complémentaires adoptée par le Groupe de travail à l'occasion du projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe³⁸⁵, le TFUE n'a cependant pas été particulièrement innovant. Face aux enjeux éducatifs que l'UE doit relever un renforcement de sa compétence paraît nécessaire. L'impact de l'article 9 TFUE consacrant le caractère transversal de l'objectif de promotion d'un niveau élevé d'éducation, et la force contraignante reconnue désormais à l'article 14 de la charte des droits fondamentaux de l'UE relatif au droit à l'éducation, plaident en effet en faveur d'un tel ajustement de compétence.

198. Il serait souhaitable que le secteur de l'éducation soit définitivement intégré dans les domaines de compétences partagées, en tant que domaine où « l'Union intervient parce que son action apporte une valeur ajoutée importante à celle des Etats membres »³⁸⁶. La compétence partagée particulière de l'UE en matière de recherche, de coopération au développement et d'aide humanitaire définie par l'article 4 TFUE paragraphes 3 et 4³⁸⁷,

³⁸⁵ Le groupe de travail sur les compétences complémentaires définit les mesures d'appui comme des « mesures discrètes dans des domaines relevant de la compétence exclusive des Etats membres ».

³⁸⁶ Définition du glossaire sur www.europa.fr

³⁸⁷ Article 4 TFUE paragraphes 3 et 4 « Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en œuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les États

pourrait également s'appliquer en matière d'éducation, dans la mesure où elle correspond davantage à la réalité pratique de l'action de l'UE, bien au-delà d'une simple action d'appui, tout en préservant les Etats membres d'un dessaisissement de leur compétence principale dans ce domaine régalien. Etendu au sport, le champ d'action de l'UE en matière éducative défini à l'article 165 TFUE paragraphe 2, gagnerait également à être plus exhaustif dans la mesure où les objectifs poursuivis sur le plan externe dans le cadre de l'action mondiale d'éducation pour tous ou en matière d'économie de la connaissance ne sont pas mentionnés dans le Traité malgré leur importance stratégique pour la reconnaissance de l'UE sur la scène internationale.

membres d'exercer la leur. 4. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions et une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les États membres d'exercer la leur. » ; voir analyse de la portée de ses dispositions in paragraphe 136 (p88) in DONY (M) « Droit de l'Union Européenne », éditions de l'Université de Bruxelles, 2014, isbn 978-2-8004-1555-0, 830p

Conclusion du Titre I

199. La multiplicité des fondements juridiques sur laquelle se base la politique extérieure de l'UE en matière éducative est liée à plusieurs facteurs. Justifiée à l'origine par l'absence de base juridique de compétence communautaire en matière éducative, l'intrication des compétences dans ce secteur a trouvé racine dans le lien matériel étroit qu'entretient le secteur éducatif avec celui de la formation professionnelle. L'intrication des compétences en matière éducative et formative s'est avérée positive et favorable au développement de l'action éducative de l'UE, qui reste toutefois soumise à un régime plus strict que l'action en matière de formation, du fait de la sensibilité du service d'éducation. Toujours aussi fort à ce jour, ce lien légitime le fait que la plupart des actions éducatives de l'UE reste actuellement étroitement imbriquées aux actions formatives. L'étude du volet externe éducatif illustre cependant les limites de cette intrication de compétences entre éducation et formation. Le recours à la clause de flexibilité a en effet démontré la volonté institutionnelle de franchir une étape supplémentaire, par la consécration, dès le traité de Maastricht, d'une base juridique en matière d'éducation, qui prévoyait de surcroît des dispositions particulières quant à l'action externe. Loin de constituer un frein au développement de l'action externe éducative, l'article 235 TCEE a ainsi constitué un fondement originel de référence à cette action et a impulsé l'adoption d'une base juridique spécifique.

200. L'insertion de cette base matérielle fût accompagnée de surcroît par la consécration dans le TCE d'un objectif général communautaire de contribution à une éducation de qualité, devant être prise en compte dans l'ensemble des politiques et actions de l'UE en conformité avec le cadre fixé par la base juridique spécifique éducative. Bénéficiant depuis le traité modificatif de Lisbonne d'une portée transversale renforcée, cet objectif justifie le maintien de l'intrication des compétences en matière éducative. Son renforcement témoigne de plus d'une volonté commune de consolider l'action de l'UE en la matière, suggérant un pas supplémentaire vers un ajustement envisageable des compétences de l'UE en matière éducative, notamment sur le plan externe, qui bénéficie déjà sous le TCE, d'une dimension particulière. La détermination par les Traités d'une compétence générale d'appui de l'UE en matière d'éducation traduit l'importance accordée par les Etats membres à ce secteur pour lequel ils souhaitent conserver une compétence principale. Face aux nouvelles exigences internationales en matière de réforme éducative, l'intervention accrue de la Communauté s'est cependant avérée indispensable du fait de sa valeur ajoutée.

201. L'interprétation large des dispositions de l'article 149 alinéa 3 TCE a ainsi permis le développement d'un volet externe important de l'action communautaire éducative, puisque plus de la moitié des actes adoptés sur cette base juridique présente une dimension extérieure. S'assimilant davantage à une forme de compétence partagée qu'à une compétence d'appui, la compétence externe de la Communauté en matière d'éducation impulse la consécration d'un renforcement de compétences de l'UE en droit originaire. Bien que la base juridique de compétence en matière d'éducation ait peu évolué depuis son établissement en 1992, elle a en effet permis le développement d'une action sans cesse renforcée des institutions de l'UE justifiant notre réflexion sur la nécessité d'un ajustement potentiel des dispositions concernées dans les TFUE. Cette démarche est essentielle sachant que l'intervention des institutions dans le secteur éducatif se caractérise par une forte intrication des compétences, notamment avec le secteur de la formation professionnelle. Nécessaire en l'absence de base juridique consacrée à l'éducation avant 1992 et maintenue dans un souci de cohérence après 1992, l'enchevêtrement des compétences minimise l'impact de la base juridique éducative. L'insertion d'une base juridique spécifiquement dédiée à l'intervention communautaire en matière éducative a permis l'adoption de 382 actes de 1992 à septembre 2014³⁸⁸, dont 179 présentant une dimension externe.

202. Cette base juridique a par principe été combinée à d'autres bases juridiques puisque moins d'un quart, soit 22.2% des actes analysés, se fonde uniquement sur la base juridique de compétence en matière éducative. Ce constat est d'autant plus troublant pour les actes externes éducatifs dans la mesure où seulement 18,4% d'entre eux ne font référence qu'à ce fondement juridique. Il est très surprenant que l'autonomie de la base juridique soit réelle pour les domaines connexes à l'éducation formelle, démontrant la volonté institutionnelle d'impulser une approche holistique de l'éducation incluant l'éducation non formelle et informelle.

203. L'intrication des compétences est sans conteste une caractéristique de l'intervention communautaire dans le secteur éducatif représentant plus de trois quart des actes et accentuée lorsqu'il s'agit d'actes externes, le taux moyen d'intrication des compétences s'élevant alors à 81.6% des actes. Ce phénomène se justifie principalement par l'interaction matérielle des domaines formatif et éducatif, justifiant que 60.8% des actes éducatifs se fondent sur un enchevêtrement naturel des bases juridiques dans ces secteurs. Bien que l'analyse démontre

³⁸⁸ Voir supra

un léger infléchissement du principe de combinaison des bases juridiques pour fonder les actes éducatifs, passant à 52.6% sous l'application du TFUE, ce dernier est à ce jour peu révélateur et doit se confirmer dans le temps avant d'en déduire une réelle volonté institutionnelle d'octroyer plus de poids à cette base juridique. La reprise intégrale dans l'article 165 TFUE des dispositions de l'article 149 TCE confirme qu'un ajustement de la compétence éducative n'a pas été souhaité à l'occasion du traité modificatif de Lisbonne, bien qu'il s'avère nécessaire.

TITRE II

L'INTRICATION DES OBJECTIFS LIÉE À L'INTERACTION MATÉRIELLE DES DOMAINES DE COMPÉTENCE DE L'UE

204. Restreindre l'analyse de l'action éducative aux actes fondés sur la base juridique matérielle d'attribution de compétence en matière éducative ne permettrait pas d'appréhender la réalité de l'activité menée par l'UE. De nombreux actes éducatifs reposent sur une base juridique matérielle différente, l'éducation étant un domaine de coopération transversal par nature. Tous les domaines de coopération de l'UE présentent en effet une dimension éducative, soit parce que le développement d'une éducation de qualité contribue à la réalisation d'un objectif plus général, tel que la réduction de la pauvreté en matière de coopération au développement ou la mise en place d'un espace européen compétitif en matière de recherche, soit parce que chaque secteur implique une éducation et une sensibilisation de l'opinion publique aux objectifs matériels recherchés tels que l'éducation à la santé ou à la préservation de l'environnement.

205. Accessoire ou élément fondamental d'une politique sectorielle, la composante éducative s'intègre ainsi dans des politiques poursuivant d'autres objectifs matériels considérés comme principaux, ce qui a pour conséquence de fonder l'action externe éducative sur une autre base juridique que l'article 165 TFUE (ex 149 TCE), auquel il n'est pas forcément fait référence pour fonder l'acte juridique concerné. Cette '*intrication d'objectifs*', découlant de la nature même du système communautaire³⁸⁹, est de plus en plus favorisée dans le cadre des stratégies globales de coopération extérieure mises en place par l'UE. L'éparpillement des actions externes de l'UE dans le domaine éducatif est un facteur d'enchevêtrement des compétences, dont il convient de rendre compte par l'analyse des actes externes éducatifs intégrés, d'une part, aux politiques extérieures de l'UE (Chapitre 1), d'autre part, aux volets externes des politiques internes de l'UE (Chapitre 2).

³⁸⁹ Le système communautaire se caractérise « par un enchevêtrement de compétences, lié à des attributions rattachées à des objectifs plus qu'à des matières » voir Professeur RIDEAU (J), citation p515 in « Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes » manuel 3^{ème} édition, LGDJ (1092p)

Chapitre I

Le volet éducatif dans le cadre des politiques extérieures de l'UE

206. L'action extérieure menée par l'UE dans le secteur éducatif ne se limite pas à la poursuite des objectifs définis par l'article 165 TFUE car l'éducation est par nature une finalité et un moyen incontournable de la réalisation d'autres objectifs définis dans le cadre des politiques extérieures de l'UE. Un volet éducatif essentiel a été développé dans le cadre de la mise en œuvre des politiques extérieures communautaires, constituant un socle solide au développement d'une politique extérieure de l'UE en matière éducative. L'analyse des actions éducatives adoptées, depuis le Traité de Maastricht, en matière de coopération au développement (Section 1), d'aide humanitaire (Section 2), de politique commerciale commune (Section 3) et de politique étrangère et de sécurité commune (Section 4) nous permettra de rendre compte de l'importance matérielle et conceptuelle de ce secteur dans le cadre des relations extérieures de l'UE.

Section 1/ L'éducation en matière de coopération d'aide au développement

207. L'éducation et le développement sont deux domaines en interaction³⁹⁰, c'est-à-dire que « l'éducation facilite le développement et le développement facilite lui-même de nouvelles activités éducatives »³⁹¹. Il existe ainsi un lien étroit entre le développement économique et social d'un pays et son système éducatif, dans la mesure où le déclin économique d'un pays affecte en priorité les secteurs sociaux notamment l'éducation dont les dépenses chutent, ne permettant plus de ce fait l'entretien des structures d'accueil éducatives et la rémunération des enseignants. Les conséquences sont désastreuses sur le plan économique et social dans la mesure où le déséquilibre du système scolaire entraîne la non scolarisation, l'analphabétisme, la raréfaction du matériel pédagogique et par conséquent la non employabilité des individus

³⁹⁰ Voir notamment tableau élaboré dans le cadre du Programme d'action du Caire lors de la Conférence des Nations Unies sur la population et le développement 1994 intitulé « Dimensions de la variable éducation et relations entre éducation et développement » in article de J.VERON « Population et éducation », p75-89 in « Notes et études documentaires », n°5143 novembre 2001 « Le Monde en développement : démographie et enjeux socio économique » sous la Direction de Y.CHARBIT, Documentation française (222p)

³⁹¹ Conférence mondiale sur l'éducation pour tous 5-9 mars 1990 Jomtien Thaïlande « Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90 », citation p18 du document de référence publié par la Commission inter-institutions (Banque mondiale, PNUD, Unesco, Unicef) de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (WCEFA), Maison de l'UNICEF New York, Paris, novembre 1990 (174p)

sur le marché de l'emploi. Le taux élevé de chômage ne permet pas de surmonter la crise économique et ce cercle vicieux a pour effet d'aggraver les conditions de vie précaires de la population en plaçant les individus dans une situation d'extrême pauvreté. Selon un principe consacré par les OI spécialisées dans l'aide au développement « malgré les contraintes financières, un pays a toujours la possibilité de choisir l'éducation »³⁹² en réformant, en assurant un budget convenable à l'éducation et en favorisant le développement de l'éducation privée. Il est le premier responsable de son développement et de la réussite des projets d'aide mis en œuvre sur son territoire notamment en matière éducative. Partant de ce constat, l'UE soutient dans le cadre de sa politique de coopération au développement les initiatives étatiques entreprises par les pays tiers partenaires en faveur de l'amélioration de l'accès au service de l'éducation et de sa modernisation. Ce soutien s'inscrit dans le cadre d'objectifs plus généraux de l'action extérieure de l'UE tel que le développement durable fondé sur une dimension sociale, humaine et environnementale. Il convient dans ce contexte d'étudier la composante éducative, en matière d'aide au développement et de lutte contre la pauvreté, fondée sur l'article 208 TFUE (ex 177 TCE), en matière de promotion de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme, objectifs consacrés par les articles 21 TUE (nouveau) et 205 TFUE (nouveau) (Paragraphe 1), ainsi que dans le cadre de l'assistance technique et financière mise en place sur le fondement de l'article 212 TFUE (ex 181A TCE) (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La dimension éducative des objectifs généraux de coopération au développement

208. L'éducation est par nature une composante fondamentale des objectifs de coopération au développement définis par le droit originaire, dont la transversalité contribue à l'extension du champ matériel de l'action externe éducative des institutions (A). L'analyse des actes éducatifs fondés sur la base juridique de compétence communautaire en matière d'aide au développement, depuis 1992, rend compte du lien étroit entre éducation et développement, lien dont il convient d'analyser l'évolution sous l'application du TFUE (B).

A/ Le champ d'application substantiel des actions éducatives en matière de coopération au développement

209. Même s'il n'était pas fait référence directement à la notion d'éducation dans les dispositions de l'article 177 TCE³⁹³ relatives à la compétence communautaire en matière de

³⁹² Ibid., citation p25

³⁹³ Les dispositions de l'article 130U TCE ont été reprises intégralement dans l'article 177 TCE devenu article 208 TFUE

coopération au développement, l'analyse pratique de l'action internationale de la CE, notamment sa participation au sein des organisations internationales, permet indéniablement d'affirmer que l'éducation a toujours été un secteur incontournable de la politique communautaire de développement durable et de réduction de la pauvreté. La Commission européenne, identifiant l'éducation comme l'un des domaines prioritaires en matière de coopération au développement³⁹⁴, a eu l'occasion de préciser qu'en la matière « l'objectif ultime de la politique de l'Union est de donner aux populations des pays les moins avancés les moyens de contrôler leur propre développement. C'est pourquoi l'Union s'efforce en priorité de s'attaquer aux sources de leur vulnérabilité : il s'agit de garantir une meilleure alimentation et l'approvisionnement en eau propre, d'améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi, aux terres et aux services sociaux ainsi que de fournir des infrastructures et un environnement de meilleur qualité»³⁹⁵.

210. L'accès à une éducation de qualité pour tous est donc un 'objectif' à atteindre, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) consacré par l'ONU, mais également un 'instrument' permettant aux populations, par le transfert de savoir, savoir-faire et savoir-être, d'être sensibilisées et de s'approprier l'aide au développement en leur donnant les moyens de contrôler leur propre développement. L'éducation a également été reconnue comme un domaine clé de la coopération au développement, sur lequel il conviendrait de recentrer les activités de la CE afin de promouvoir l'accès équitable au service social éducatif, conformément à la déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 relative à la politique de développement de la Communauté européenne³⁹⁶. Dans cette déclaration conjointe de novembre 2000 la Commission et le Conseil, ont relevé que la promotion d'un accès équitable aux services sociaux, c'est-à-dire les services de santé et d'éducation, représentait une dimension essentielle de la réduction de la pauvreté, dont l'importance a été confirmée dans les travaux ultérieurs³⁹⁷. L'éradication de la pauvreté étant

³⁹⁴ COM(93)123 final du 24 mars 1993 « Horizon 2000 : identification des domaines prioritaires pour la coordination des politiques de coopération au développement entre la Communauté et les Etats membres à partir du réexamen des textes adoptés par le Conseil depuis 1981 », p2-3

³⁹⁵ Commission européenne « Un acteur mondial. Les relations extérieures de l'UE » Bruxelles, juillet 2004, p12

³⁹⁶ Déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 relative à la politique de développement de la Communauté européenne – Elle consacre six domaines clés : lien entre commerce et développement, l'intégration et coopération régionale, appui aux politiques macroéconomiques et promotion d'un accès équitable aux services sociaux (appui sectoriels dans le domaine de la santé et de l'éducation), les transports, sécurité alimentaire et développement rural durable, renforcement des capacités institutionnelles.

³⁹⁷ « En 2002, la contribution de l'Union à la lutte contre la pauvreté dans le monde a mis l'accent sur l'éducation et la santé pour lesquelles la Commission a proposé de nouveaux cadres thématiques et sectoriels, en particulier dans la lutte contre le VIH/Sida. » in Communication de la Commission « Synthèse des rapports d'activités annuels 2002 des DG et des services » COM(2003)391 du 9 juillet 2003

le principal objectif de la coopération au développement de l'UE³⁹⁸, l'éducation se révèle donc être un instrument incontournable d'action et d'études. L'article 177 TCE déterminait deux objectifs généraux dans le cadre desquels s'inscrivaient les actions éducatives en matière de développement, à savoir la lutte contre la pauvreté et pour le développement économique (1) et la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi que la protection des droits de l'Homme (2). La transversalité conférée à ces objectifs a participé au renforcement du champ matériel des actions éducatives (3).

1. La dimension éducative des objectifs de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement économique

211. L'article 177 TCE alinéa 1^{er}³⁹⁹ disposait que l'action communautaire vise à favoriser « le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux », « l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale » et « la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement ». Si les dispositions ne faisaient pas expressément référence à l'éducation, l'article 177 TCE alinéa 3⁴⁰⁰ précisait toutefois que la CE et les Etats membres doivent prendre en considération dans la mise en œuvre de la politique de coopération au développement les « engagements » et « objectifs qu'ils ont agréés dans la cadre des Nations Unies et des autres organisations internationales compétentes ».

Sans présenter exhaustivement les engagements internationaux de la CE⁴⁰¹, il s'avère en effet qu'elle participait activement, ainsi que ses Etats membres, à la mise en œuvre des actions déterminées dans le cadre du Forum de Dakar relatif à l'« Education pour tous », ainsi qu'à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), consacrés lors du Sommet du Millénaire, présentant l'éducation primaire pour tous comme une priorité fondamentale de la coopération internationale.

³⁹⁸ Voir en ce sens l'article III-316 du projet de Constitution pour l'Europe précise que « l'objectif principal de la politique de l'Union dans ce domaine est la réduction et à terme l'éradication de la pauvreté » conformément aux OMD. Les autres objectifs de développement économique ne sont pas considérés comme spécifiques à la coopération au développement et sont de ce fait insérés dans l'article III-292 relatif aux objectifs généraux de l'action extérieure de l'Union.

³⁹⁹ Article 177 al. 1 TCE « La politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les États membres, favorise: le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux, l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale, la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. » - déplacé article 208 TFUE

⁴⁰⁰ Article 177 al. 3 TCE « La Communauté et les États membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes. »

⁴⁰¹ Voir infra

212. Ces engagements internationaux ont influé sur la coopération communautaire au développement, notamment par la revalorisation de l'éducation. Dans cette optique la Commission a reconnu dès 2002 le rôle essentiel de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement économique, en fixant 'un cadre spécifique de réalisation des objectifs et méthodes de la Communauté en matière d'éducation et de formation dans les pays en voie de développement'⁴⁰². Les priorités fixées pour l'éducation et la formation dans le cadre de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement ont concerné le soutien à l'amélioration de l'éducation de base, notamment l'éducation primaire et la formation des professeurs, la formation liée à l'emploi et l'éducation supérieure particulièrement au niveau régional. La Commission a, dans ce cadre, favorisé la coordination et la complémentarité avec les autres bailleurs et disposait en la matière d'une compétence d'appui, ce qui signifie qu'elle favorisait l'appropriation de l'aide par les Etats bénéficiaires en leur laissant l'initiative d'engager des réformes nationales de leur systèmes éducatifs afin d'en améliorer le niveau quantitatif et qualitatif. Ils conservaient donc la responsabilité première dans la réalisation du projet. Par exemple, dans la mise en œuvre de la stratégie d'Education pour tous (EPT) à laquelle participait activement la CE, les pays bénéficiaires ont dû démontrer leur capacité à répartir les ressources financières au bénéfice de l'éducation notamment de l'éducation primaire. Généralement la CE, comme la Communauté internationale dans son ensemble, a accordé une préférence aux pays qui se sont engagés dans le processus EPT de manière volontaire, c'est-à-dire aux Etats qui ont démontré leur engagement en accordant une importance prioritaire aux populations les plus pauvres, à la scolarisation des filles, et au développement des zones rurales. Ces cibles de développement notamment la scolarisation et la réduction du taux d'analphabétisme ont eu un impact direct sur la croissance économique du pays bénéficiaire de l'aide, sachant que le développement économique engendré vise à permettre l'insertion rapide des pays en développement dans l'économie mondiale.

213. L'éducation primaire est actuellement l'objectif central de l'action internationale d'aide au développement, particulièrement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, car selon les études menées les progrès sont plus rapides, plus visibles et plus rentables que pour d'autres niveaux éducatifs. Les actions menées par la CE ont été cependant adaptées en fonction des besoins, c'est-à-dire selon le degré de développement économique du pays bénéficiaire de

⁴⁰² Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la pauvreté dans les pays en développement, COM(2002)116 du 6 mars 2002

l'aide. Dans le cadre de la lutte contre l'extrême pauvreté, la CE a ciblé son action sur le bien être c'est-à-dire l'éducation de la petite enfance préscolaire, l'éducation à la santé, les programmes éducatifs de sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire. Dans le cadre de l'aide à la croissance économique et à l'emploi, l'action communautaire a concerné davantage des actions ciblées d'aide au développement de l'éducation supérieure académique, technique, et professionnelle car selon la Commission, « il existe des preuves établies que l'éducation primaire ne peut pas se développer et que les économies ne peuvent pas croître sans un système éducatif formant les professeurs ainsi qu'un nombre d'étudiants au-delà du cycle élémentaire y compris les études universitaires »⁴⁰³. Cette aide ciblée a favorisé notamment la réforme des structures d'enseignement supérieur et de recherche et impulsé des programmes de mobilité des enseignants du supérieur sur la base de partenariats en matière de recherche. Elle a contribué également au développement institutionnel des pays bénéficiaires de l'aide, en promouvant la coopération dans l'éducation supérieure entre institutions européennes et institutions des pays tiers. Enfin, la CE a promu la coopération régionale par la promotion d'échanges entre les établissements d'enseignement supérieur dans la région, sur le modèle européen. La promotion de la coopération régionale en matière éducative a également contribué au maintien de la paix dans la région ce qui participe également à la prévention des conflits et donc à la promotion et à la protection des droits de l'Homme.

2. L'éducation dans le cadre de la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit et de la protection des droits de l'Homme

214. L'article 177 TCE alinéa 2⁴⁰⁴ a établi l'objectif communautaire visant à favoriser, d'une part, le « développement et la consolidation de la démocratie et de l'État de droit », d'autre part, le « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Bien que non mentionnée dans les dispositions de l'article, l'éducation est étroitement liée à ces objectifs, d'une part, en tant qu'instrument de transmission des valeurs car elle participe à la réalisation de ces objectifs de développement, d'autre part, en tant que finalité, puisque le droit à l'éducation est un droit fondamental, devant être préservé au titre de cet alinéa 2.

⁴⁰³ Ibid.

⁴⁰⁴ Article 177 alinéa 2 TCE « La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

215. Concernant la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit⁴⁰⁵, l'éducation contribue concrètement à la réalisation de cet objectif car les études montrent qu'elle a des effets positifs en termes de bonne gouvernance. La Commission a notamment reconnu qu'elle peut « jouer un rôle essentiel en accroissant la capacité à revendiquer plus de transparence et de responsabilité de la part des autorités et ainsi à obtenir un meilleur accès aux ressources locales et aux services publics »⁴⁰⁶. L'éducation en tant que 'vecteur de valeurs' renforce de surcroît la capacité de l'individu à s'imposer et à défendre ses droits et permet à la société de se doter des moyens d'influer sur les responsables politiques par le développement d'instruments permettant au peuple de participer davantage à la vie politique, ce qui la rend plus démocratique. Cette participation permet également aux autorités de prendre conscience des besoins de la population et de développer des services publics adaptés, notamment un service éducatif satisfaisant l'intérêt général. L'éducation permet aussi de maintenir et consolider la paix dans la zone de coopération, par la transmission de valeurs démocratiques, ce qui prévient les atteintes aux droits de l'Homme, particulièrement aux droits de l'enfant dont le droit à l'éducation est l'un des plus fondamentaux.

216. Concernant le respect des droits de l'Homme, la CJCE a eu l'occasion de consacrer le lien indissociable entre coopération au développement et respect des droits de l'Homme à l'occasion d'une affaire opposant le Portugal au Conseil⁴⁰⁷, ce qui nous permet de déduire que le droit à l'éducation en tant que « droit de l'Homme » est implicitement évoqué dans l'article 177 alinéa 2 TCE. Ainsi la CE s'est dotée d'une compétence générale en matière de respect du droit à l'éducation dans le cadre de sa politique de développement, ce qui lui a permis notamment de conditionner l'aide au développement qu'elle octroie au respect du droit à l'éducation, et de la suspendre en cas de violation. En pratique, l'éducation est toujours insérée, soit dans une approche globale des droits de l'Homme, soit dans une stratégie globale de développement.

⁴⁰⁵ Règlement CE n° 975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, JO L 120 du 8 mai 1999, p1 (règlement modifié par le règlement CE n°2240/2004 du Parlement et du Conseil JO L 390 du 31 décembre 2004)

⁴⁰⁶ COM (2002)116, op.cit.

⁴⁰⁷ CJCE 3 décembre 1996 Portugal c/ Conseil, aff. C-268/94, Rec. pI-6177 – En l'espèce le Portugal conteste la décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération avec l'Inde relatif à la coopération au développement. Adoptée sur la base de l'article 113, 130Y, 228 du TCE (actuellement 133,181, 300 TFUE), la décision serait pour le Portugal infondée puisque l'accord comporte une clause de respect des droits de l'Homme, considéré comme « un élément essentiel de l'accord » et allant donc au-delà du cadre de compétence fixé par l'article 130Y. La Cour rejette la requête estimant que les droits de l'Homme ne constituent pas au sein de l'accord un domaine de coopération particulier mais lié à la coopération au développement.

217. Malgré le lien indissociable tissé entre l'aide au développement et les droits de l'Homme, l'article 208 TFUE n'a pas repris les dispositions de l'article 177 alinéa 2 TCE, ce qui permet de recentrer la coopération au développement de l'UE sur un objectif essentiel, à savoir la réduction de la pauvreté. La protection des droits de l'Homme reste toutefois une finalité essentielle de la politique de l'UE en matière d'aide au développement dans la mesure où le Traité modificatif de Lisbonne confère à cet objectif une portée transversale dans le cadre de l'intégralité de l'action externe de l'UE selon les dispositions de l'article 21 TUE (nouveau)⁴⁰⁸, auquel renvoie l'article 205 TFUE⁴⁰⁹.

3. Implications du caractère transversal de la politique de coopération et d'aide au développement sur la politique externe éducative

218. L'article 178 TCE⁴¹⁰ disposait que « la Communauté tient compte des objectifs visés à l'article 177 TCE dans les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement ». Ainsi toute politique communautaire devait prendre en considération « le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux, l'insertion harmonieuse et progressive

⁴⁰⁸ Article 21 TUE version consolidée « 1. L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international. L'Union s'efforce de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays tiers et avec les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent les principes visés au premier alinéa. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies. 2. L'Union définit et mène des politiques communes et des actions et œuvre pour assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales afin: a) de sauvegarder ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité; b) de consolider et de soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international; c) de préserver la paix, de prévenir les conflits et de renforcer la sécurité internationale, conformément aux buts et aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures; d) de soutenir le développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté; e) d'encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international; f) de contribuer à l'élaboration de mesures internationales pour préserver et améliorer la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles mondiales, afin d'assurer un développement durable; g) d'aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine; et h) de promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale. 3. L'Union respecte les principes et poursuit les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2 dans l'élaboration et la mise en œuvre de son action extérieure dans les différents domaines couverts par le présent titre et par la cinquième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que de ses autres politiques dans leurs aspects extérieurs. L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques. Le Conseil et la Commission, assistés par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, assurent cette cohérence et coopèrent à cet effet. »

⁴⁰⁹ Article 205 TFUE « L'action de l'Union sur la scène internationale, au titre de la présente partie, repose sur les principes, poursuit les objectifs, et est menée conformément aux dispositions générales visés au chapitre I du titre V TUE. »

⁴¹⁰ Article 178 TCE remplacé, en substance, par l'article 208, paragraphe 1, second alinéa, seconde phrase, du TFUE - Fait l'objet d'un rectificatif en cours d'examen.

des pays en développement dans l'économie mondiale, la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement » ainsi que le développement et la consolidation de « la démocratie et de l'État de droit » et le « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. ».

219. Il convient de s'interroger si l'application transversale des objectifs de coopération au développement a impliqué, d'une part, leur prise en compte dans le cadre de la politique éducative basée sur l'article 149 TCE, d'autre part, une présomption de transversalité des actions éducatives entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de ces objectifs transversaux de développement. Si l'article 178 TCE n'attribuait un caractère transversal qu'aux « objectifs visés à l'article 177 TCE », ce qui semble exclure les objectifs prioritaires définis dans le cadre des instruments juridiques de coopération au développement mis en œuvre par les institutions, il revient à la Cour de Justice d'interpréter la portée d'un tel article⁴¹¹. Selon le Parlement européen et le Conseil « pour assurer la cohérence des politiques de développement, il importe que les mesures prises par la Communauté dans d'autres domaines contribuent aux efforts que déploient les pays en développement pour atteindre les objectifs du Millénaire en accord avec l'article 178 TCE »⁴¹². L'OMD visant à rendre le service d'éducation accessible à tous a donc été défini par le Parlement et le Conseil comme un objectif transversal, pris en compte dans les autres politiques communautaires.

⁴¹¹ Même si l'on peut imaginer que la Cour interprète largement les objectifs concernés afin de consacrer l'importance de la politique de coopération au développement, les implications d'une telle largesse pourrait s'avérer dangereuses pour la sécurité juridique. En effet, contrairement à d'autres articles du traité qui ne confère le caractère transversal d'objectifs que dans le seul intérêt de confirmer leur importance, l'article 178 TCE, dont les dispositions sont reprises dans l'article 208 TFUE, ajoute que les objectifs de la coopération au développement doivent être pris en compte dans les politiques susceptibles d'affecter les pays en développement. Le verbe 'affecter' signifie que la politique de l'UE influe de manière pénible sur les pays en développement et semble impliquer que l'UE s'abstienne de prendre de telles mesures. Il reviendra à la Cour de Justice d'interpréter les dispositions de l'article notamment l'expression « la Communauté tient compte ». Soit la Cour va estimer que la 'prise en compte' des objectifs de l'article 208 TFUE (ex 177 TCE) implique que l'UE évalue les points susceptibles d'affecter les pays en développement, soit elle va considérer que l'article consacre une interdiction générale de l'UE d'affecter les pays en développement en faisant primer les objectifs généraux de développement sur les autres objectifs du Traité. On peut se demander dans ce cas si l'institution d'une forme de 'hiérarchisation des objectifs' ne risque pas d'entraver l'action de l'UE. De surcroît on s'interroge sur la manière dont l'atteinte serait évaluée c'est-à-dire si la Cour ou une autre institution, instituera un degré de tolérance permettant d'accepter qu'une politique porter atteinte aux intérêts des pays en développement dans la mesure où la violation n'est pas grave ou dans le cas où le préjudice subi n'est pas anormal et spécial. Peut être qu'elle choisira au contraire une politique plus rigoureuse en estimant que toute atteinte portée aux intérêts des pays en développement est susceptible d'engager la responsabilité de l'UE. Cela signifierait par exemple que toute politique de l'UE affectant les progrès effectués par un pays en développement en matière de renforcement de son système éducatif, serait susceptible d'être remise en cause au motif qu'elle ne tient pas compte des objectifs de développement.

⁴¹² Règlement CE n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement, JO L378 du 27 décembre 2006

220. Evaluer l'impact de la transversalité de la politique de développement sur l'éducation revient à se demander également dans quelle mesure elle a étendu et encadré le champ d'application de l'action communautaire externe en matière éducative. Il semble qu'elle a indéniablement contribué à l'extension de la compétence communautaire de l'éducation dans la mesure où l'éducation pour tous est un objectif visé 'implicitement' à l'article 177 TCE mais consacré explicitement dans les instruments politiques de mise en œuvre de la politique de développement par les institutions. Si la CE ne disposait en matière éducative que d'une compétence d'appui selon l'article 149 TCE elle pouvait l'étendre sur le fondement de l'article 178 TCE par le biais d'une action transversale pour protéger les objectifs visés à l'article 177 TCE en matière éducative. Ainsi plusieurs bases juridiques peuvent s'enchevêtrer au profit de l'extension du champ d'action communautaire.

221. Il semble toutefois que la transversalité a également contribué à encadrer l'action communautaire en matière éducative dans la mesure où l'action menée sur le fondement de l'article 149 TCE ne devait pas affecter les pays en développement. Selon la stratégie de l'UE en matière de développement durable, l'objectif de développement doit être pris en compte dans tous les secteurs et au niveau de chaque politique afin d'assurer la cohérence entre les actions. Ainsi les retombées négatives et positives dans les autres domaines doivent être prises en compte⁴¹³. La Commission a eu l'occasion de préciser notamment que « l'article 178 du Traité, et le bon sens, obligent l'Union européenne à vérifier que les objectifs de sa politique de développement sont bien pris en compte lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'avoir un impact sur les pays en développement. Cette vérification de la cohérence est pertinente dans de nombreux domaines de l'action de l'Union, et...les objectifs de la politique de développement doivent également se retrouver dans les orientations politiques suivies dans des domaines tels que ...l'éducation et la formation. »⁴¹⁴.

⁴¹³ COM (2001)204

⁴¹⁴ Point 2.2.2 de la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen Pêcheries et réduction de la pauvreté COM(2000)724 du 8 novembre 2000 « l'article 178 du Traité, et le bon sens, obligent l'Union européenne à vérifier que les objectifs de sa politique de développement sont bien pris en compte lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'avoir un impact sur les pays en développement. Cette vérification de la cohérence est pertinente dans de nombreux domaines de l'action de l'Union, ...Les objectifs de la politique de développement doivent également se retrouver dans les orientations politiques suivies dans des domaines tels que...l'éducation et la formation. En mettant en œuvre ces politiques, il peut arriver en effet que l'Union affecte, positivement ou négativement, les pays en développement. Le minimum que l'on puisse exiger dans ces cas, est que ceux qui prennent les décisions le fassent en pleine connaissance de ces effets indirects potentiels. Une analyse plus profonde et une quantification de ces effets devront être recherchées. Il restera toujours la possibilité que l'Union européenne décide de mettre en œuvre une politique malgré les effets négatifs indirects et involontaires que celle-ci pourrait avoir sur les pays en développement. Lorsque plusieurs options de mise en œuvre sont possibles, l'on s'efforcera de choisir celle qui risque le moins de porter atteinte aux intérêts des pays en développement. Si nécessaire et possible, des mesures

222. La Stratégie de Lisbonne a dès l'origine inclut le respect des objectifs de développement définis à l'article 208 TFUE (ex 177 TCE). L'objectif visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive doit être concilié avec l'obligation de prendre en compte la croissance économique des pays en développement, qui ne doivent pas être affectés par la réalisation de cet objectif. A ce sujet, l'UE a l'obligation d'être plus vigilante en ce qui concerne l'impact sur ces pays de la fuite des cerveaux vers les pays industrialisés. Elle doit de surcroît s'assurer que les politiques de coopération au développement ne restreignent pas de manière déloyale la capacité de ces pays à assurer leur propre développement à un moment où la fuite des cerveaux du Sud vers le Nord a pris une ampleur sans précédent. Le principe d'appropriation et le déliement de l'aide permettent en ce sens aux pays en développement de rester les premiers responsables de leur développement. La Commission a, en ce sens, défini ses actions dans le domaine éducatif comme « une contribution nécessaire au renforcement des capacités institutionnelles et administratives des pays récipiendaires »⁴¹⁵.

223. Il serait souhaitable que la transversalité des objectifs de coopération au développement impulse la reconnaissance par la législation de l'UE de la transversalité de l'éducation, ce qui permettrait d'appréhender la réalité de la politique extérieure éducative dans son intégralité. Du fait de son importance consacrée en matière éducative et sur le fondement de sa transversalité, l'objectif général de développement devrait être mentionné sous forme d'objectif à atteindre dans le cadre de l'article 165 alinéa 2 TFUE, voire dans une liste d'objectifs explicitant la mise en œuvre de la compétence définie à l'article 165 alinéa 3 TFUE, ce qui conférerait une autre dimension à l'article 165 TFUE. De même l'éducation devrait être mentionnée comme un secteur essentiel de coopération au développement dans l'article 208 TFUE.

224. Le TFUE a abrogé l'article 178 TCE, mais ses dispositions ont été substantiellement intégrées à l'article 208 TFUE (ex article 177 TCE), paragraphe 1^{er} consacrant les objectifs de l'UE en matière de coopération au développement. Cet article précise que « l'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement »⁴¹⁶. Si l'existence d'un article spécifique relatif à la transversalité des objectifs d'aide au développement conférerait

ou des programmes seront mis en place pour permettre aux pays en développement de résister aux effets négatifs inévitables de ces autres politiques, ou d'en compenser les conséquences.»

⁴¹⁵ COM(2002)116, op.cit., paragraphe 3

⁴¹⁶ Article 208 TFUE paragraphe 1^{er}, second alinéa, seconde phrase

théoriquement plus de poids à l'approche intégrée de ces derniers, ces dispositions permettaient d'expliciter la mise en œuvre de la compétence communautaire en matière de développement, mais ne constituaient pas une base de compétence. C'est pourquoi les actes adoptés en matière d'aide au développement, notamment ceux comprenant une dimension éducative⁴¹⁷, font peu référence à l'article 178 TCE.

B/ Analyse des actions externes éducatives basées sur la compétence en matière de coopération au développement

225. Comment distinguer une action extérieure éducative menée par l'UE dans le cadre de l'article 165 alinéa 3 TFUE d'une action éducative entreprise sur le fondement de l'article 208 TFUE ? Dans le cadre de sa participation à la réalisation des OMD, la CE a en effet pu se fonder légitimement sur plusieurs dispositions du Traité. Dans les faits et selon l'interprétation jurisprudentielle, les objectifs de la politique de coopération au développement prédominent sur les objectifs poursuivis dans le cadre d'autres politiques, dans la mesure où la dimension fonctionnelle de la coopération au développement justifie que cette politique attire à elle d'autres secteurs qu'elle englobe par le biais de son action sectorielle.

226. L'article 177 TCE, devenu 208 TFUE, peut ainsi être qualifié de base juridique '*aimantée*' (1), partant du constat que de nombreuses actions externes éducatives n'ont pas été fondées sur l'article 149 alinéa 3 TCE mais sur une base juridique matérielle de la coopération communautaire d'aide au développement, à savoir les articles 177 à 181 TCE. Une analyse historique de ces actions nous permettra de démontrer l'intrication des compétences caractérisant l'action externe de la CE en matière éducative (2) et d'en évaluer l'impact sur la mise en œuvre des actuelles politiques, éducative et de développement, de l'UE telles que définies par le TFUE (3).

1. L'article 177 TCE : une base juridique '*aimantée*'

227. L'article 177 TCE relatif à la coopération au développement peut être perçu comme une base juridique que l'on pourrait qualifier d'*'aimantée'* dans la mesure où elle attire à elle, notamment de par la transversalité de ces objectifs, d'autres domaines de compétence dans le cadre de stratégies globales d'action de développement durable ou de réduction de la pauvreté. La Cour de Justice a confirmé cette approche à l'occasion de l'affaire Portugal contre Conseil du 3 décembre 1996 affirmant qu'«un accord de coopération au

⁴¹⁷ Acte basé sur l'article 178 TCE présentant une dimension éducative : résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement (2006/2246(INI)) JO C250E du 25/10/2007 p77-85 (bases : 177, 178, 179, 10, 181 TCE)

développement conclu entre la Communauté et un pays tiers et adopté sur le fondement de l'article 130Y du traité [devenu 177 TCE version consolidée] peut prévoir des dispositions dans des matières spécifiques sans qu'il soit nécessaire de recourir à d'autres bases juridiques, voire à la participation des Etats membres à la conclusion de l'accord, dans la mesure où l'accord a pour objet essentiel la poursuite des objectifs visés à l'article 130 U, paragraphe 1, et à condition que les clauses concernant les matières spécifiques ne comportent des obligations d'une portée telles que celles-ci constituent en réalité des objectifs distincts de ceux de la coopération au développement. »⁴¹⁸. En l'espèce, il s'agissait des domaines de

⁴¹⁸ CJCE 3 décembre 1996 Portugal c/ Conseil de l'UE (C-268/94, Rec. p I-6177 (points 35, 37, 39-40, 44-45, 47, 54-55, 67, 76) - La CJCE a en l'espèce rejeté le recours en annulation intenté par le Portugal, sur le fondement de l'article 173 TCE, contre la décision n°94/578 du Conseil du 18 juillet 1994 relative à la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République d'Inde, relatif au partenariat et au développement. Le Portugal conteste le fondement juridique de la décision litigieuse, adoptée par le Conseil à la majorité qualifiée, après consultation du Parlement, et basée sur les articles 130Y et 113 TCE, en liaison avec l'article 228 TCE, au motif que le Conseil aurait dû recourir également à l'article 235 TCE, prévoyant l'unanimité, afin de fonder la compétence communautaire. Le Portugal souligne, d'une part, que l'accord porte sur le respect des droits de l'Homme, ce qui implique le recours à l'article 235 TCE, d'autre part, que l'accord contient des dispositions relatives à des matières spécifiques (l'énergie, le tourisme, la culture, la lutte contre la drogue, la propriété intellectuelle), d'une portée telle que la base juridique de la décision litigieuse n'est pas suffisante. La Cour précise qu'« exiger qu'un accord de coopération au développement entre la Communauté et un pays tiers soit également fondé sur une autre disposition que l'article 130Y et, éventuellement, conclu également par les Etats membres chaque fois qu'il affecterait une matière spécifique serait, en pratique, de nature à vider de leur substance la compétence et la procédure prévues par l'article 130Y » (point 38 de l'arrêt). « Par conséquent, il convient de considérer que la présence, dans un accord de coopération au développement, de clauses concernant différentes matières spécifiques ne saurait modifier la qualification de l'accord qui doit être faite en considération de l'objet essentiel de celui-ci et non en fonction des clauses particulières, à condition que ces clauses ne comportent des obligations d'une telle portée dans les matières spécifiques visées que ces obligations constituent en réalité des objectifs distincts de ceux de la coopération au développement (voir notamment en ce sens avis 1/78 du 4 octobre 1979 Rec. 2871 point 56) » (point 39). Il convient donc selon la Cour d'analyser l'objectif et le contenu de chacune des dispositions contestées. Concernant la culture, matière pour laquelle la compétence de la Communauté est similaire à celle dans le domaine éducatif, le gouvernement portugais « relève tout d'abord que l'article 128 du traité CE ne vise qu'à encourager la coopération entre les Etats membres et, si nécessaire, à appuyer et à compléter leur action dans un certain nombre de domaines. Il s'agirait donc d'une compétence de la Communauté clairement subordonnée à un objectif de coordination de politiques culturelles définies par chaque Etat membre dans la sphère de ses compétences propres. Certes, l'article 128, paragraphe 3, mentionne que la Communauté et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers, mais cette disposition ne conférerait pas à la Communauté une compétence au plan externe. Le gouvernement portugais attire l'attention sur le fait que, même si une telle compétence était reconnue, les mesures ne pourraient être prises qu'à l'unanimité du Conseil et suivant la procédure de codécision. Le gouvernement portugais conclut que l'insertion de dispositions en matière culturelle dans les accords de coopération imposerait, à tout le moins, le recours à l'article 235 du traité et à un accord mixte. » (Point 51) La Cour constate que les dispositions relatives à la culture « fixent le cadre de la coopération dans les matières qui y sont visées. Les obligations prévues dans les dispositions en cause...sont des obligations de comportement qui ne constituent pas des objectifs distincts de ceux de la coopération au développement. » (Point 54) - Concernant les dispositions sur la lutte contre la drogue, pouvant fonder des actions éducatives de prévention, le Portugal affirme la compétence propre des Etats membres en la matière puisqu'elle relève de la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (articles K.1, points 4 et 9 du TUE) (point 56). La Cour rappelle que « la lutte contre la drogue ne saurait être exclue en tant que telle des mesures qui sont nécessaires pour la poursuite des objectifs visés à l'article 130U, dès lors que la production de stupéfiants, la consommation de drogue et les activités connexes peuvent constituer de graves entraves au développement économique et social. » (Point 60) « Il convient ensuite d'examiner si l'article 19 de l'accord reste dans des limites qui ne nécessitent pas le recours à une compétence et à un fondement juridique propres à la matière de la lutte contre la drogue » (point 61) « à cet égard, il y a lieu de relever que le libellé de l'article 19, paragraphe 1, ne contient qu'une simple

l'énergie, du tourisme, de la culture, de la lutte contre la drogue et de la propriété intellectuelle. Cette jurisprudence peut de même être appliquée à l'éducation dans la mesure où les institutions l'intègre dans la politique de développement comme une priorité, c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas au sens de la jurisprudence un 'objectif distinct' de ceux de la coopération au développement. Cette hiérarchisation des objectifs communautaires a permis d'envisager que certains objectifs comme ceux de la coopération au développement prévalent dans la mesure où ils présentent un lien avec d'autres objectifs, telle que l'éducation, qui par leur multifonctionnalité sont, soit traités de manière autonome, soit dans le cadre de politiques plus vastes comme celle de la coopération au développement. Cette position jurisprudentielle s'explique par les avantages que présentent les objectifs de développement.

228. La théorie de l'accessoire a ainsi été appliquée en matière de coopération au développement dans la mesure où les actions éducatives entreprises dans le cadre d'un accord de coopération au développement sont fondées sur la base juridique déterminant la compétence communautaire en matière de coopération au développement, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la combinaison de bases juridiques ou à l'article 235 TCE, et tant que ces actions répondent aux objectifs de développement poursuivis par la CE. Afin de ne pas complexifier les travaux des institutions, l'assemblage exhaustif des bases juridiques n'est donc pas requis pour fonder un acte éducatif en matière d'aide au développement.

229. Le recours à la double base juridique peut cependant être nécessaire si l'acte poursuit deux objectifs prioritaires comme l'illustre l'arrêt Commission contre Conseil du 20 mai 2008 relative à la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres. Cet arrêt de la Cour a permis de confirmer la jurisprudence Portugal contre Conseil en précisant que « les objectifs visés à l'article 130 U du traité CE (devenu article 177 CE) sont larges en ce sens que les mesures nécessaires à leur poursuite doivent pouvoir concerner différentes matières spécifiques »⁴¹⁹. Pour qu'une mesure soit liée à la politique de coopération au développement,

déclaration d'intention de coopérer en matière de lutte contre la drogue. En outre il précise que les parties contractantes agissent dans le respect de leurs compétences respectives. » (Point 62) « L'article 19, paragraphe 2, de l'accord définit la substance de la coopération en mentionnant les actions qu'elle comprend. Il ressort de l'examen de ces actions que celles-ci peuvent constituer des mesures qui entrent dans le cadre des objectifs de la coopération au développement. En effet, la formation, l'éducation, le traitement et la désintoxication des toxicomanes...peuvent se rattacher aux objectifs socio-économiques poursuivis par la coopération au développement. A ces actions peuvent être assimilées les assistances technique, financière et administrative pour la prévention, le traitement et la réduction de la consommation de drogue, prévues au point c) du même paragraphe. » (Point 63). « La portée des dispositions de l'article 19 ayant été précisée, il y a lieu de conclure que cet article n'exigeait pas la participation des Etats membres à la conclusion de l'accord » (point 68).

⁴¹⁹ CJCE (grande chambre) du 20 mai 2008, Commission des Communautés européennes contre Conseil de l'Union européenne, Aff. C-91/05, Rec. 2008 I-03651, paragraphe 64

il faut selon la Cour « qu'elle contribue à la poursuite des objectifs de développement économique et social de ladite politique »⁴²⁰, sachant que la législation institutionnelle peut permettre d'identifier sa finalité⁴²¹. Cet arrêt va cependant plus loin en considérant qu'une décision peut poursuivre plusieurs objectifs « sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre »⁴²², en l'espèce un objectif relevant de la coopération au développement et un objectif relevant de la PESC, justifiant le recours à la double base juridique. La Cour a explicitement opté dans cette affaire en faveur de la préservation de l'acquis communautaire.

2. Evolution des actions éducatives en matière de coopération au développement

230. Le tableau⁴²³ ci-dessous illustre l'évolution des actes éducatifs basés sur les fondements juridiques relatifs à la coopération communautaire en matière d'aide au développement, par article, depuis 1992.

ACTES FONDES SUR LA BASE JURIDIQUE DE COMPETENCE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT CONTENANT UN VOLET EDUCATIF									
Evolution historique du nombre d'actes	Basés sur 208 TFUE 177 TCE (130 U)	En %	Basés sur 209 TFUE 179 TCE (130W)	En %	Basés sur 210 TFUE 180 TCE (130X)	En %	Basés sur 211 TFUE 181 TCE (130Y)	En %	Total Basés sur 208 à 211 TFUE 177 à 181 TCE
TFUE	8 sur 16	50%	37 sur 83	44.5%	3 sur 3	100%	1 sur 4	25%	49/106 soit 46.2%
TCE (version consolidée)	12 sur 22	54.5%	7 sur 26	26.9%	4 sur 5	80%	9 sur 46	19.5%	32/99 soit 32.3%
TCE (modifié T. Nice)	5 sur 11	45.4%	16 sur 61	26.2%	1 sur 3	33.3%	7 sur 31	22.5%	29/106 soit 27.3%
TCE (modifié T. Amsterdam)	0 sur 3	0%	12 sur 38	31.5%	3 sur 7	42.8%	8 sur 26	30.7%	23/74 soit 31%
T. de Maastricht	0 sur 2	0%	36 sur 112	32.1%	2 sur 14	14.2%	23 sur 69	33.3%	61/195 soit 31.2%
TOTAL MOYEN									194/580 soit 33.4%

231. Ce tableau permet de constater que, de 1992 à nos jours, plus d'un tiers des actes fondés sur les bases juridiques relatives à la coopération au développement présentent un volet éducatif. Témoinant de l'importance accordée au secteur éducatif dans le cadre des stratégies de l'UE d'aide au développement, le nombre d'actes adoptés sur les bases juridiques

⁴²⁰ Ibid., paragraphe 67

⁴²¹ Ibid., paragraphe 68 et 88 « 68. À cet égard, il résulte de plusieurs documents émanant des institutions de l'Union ainsi que du Conseil européen que certaines mesures visant à prévenir la fragilité des pays en voie de développement, y compris celles qui ont été adoptées dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, peuvent contribuer à éliminer ou à réduire des entraves au développement économique et social desdits pays ». En l'espèce « 88. La conclusion selon laquelle les objectifs de l'action commune litigieuse peuvent être mis en œuvre tant par l'Union, dans le cadre du titre V du traité UE, que par la Communauté, dans le cadre de sa politique de coopération au développement, correspond, enfin, à l'approche préconisée par les institutions de l'Union et par le Conseil européen dans plusieurs documents. »

⁴²² Ibid., paragraphe 99 et 108, « 99. Il s'ensuit que la décision attaquée poursuit plusieurs objectifs relevant, respectivement, de la PESC et de la politique de coopération au développement, sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre. », « 108. Il résulte de qui précède que la décision attaquée comporte, compte tenu de sa finalité et de son contenu, deux composantes, sans que l'une de celles-ci puisse être considérée comme accessoire par rapport à l'autre, relevant, l'une, de la politique communautaire de coopération au développement et, l'autre, de la PESC. »

⁴²³ Tableau personnel établi sur la base des données 'Eur lex' – état septembre 2014 – Il est à noter que les bases juridiques étudiées peuvent être assemblées pour fonder un même acte et que de ce fait un même document peut être comptabilisé plusieurs fois dans la détermination des pourcentages par article. L'analyse des actes basés sur 178 TCE étant moins révélatrice (s'agissant d'un article toujours associé à un autre article de la coopération au développement) nous en excluons l'analyse particulière.

‘développement’ ayant une dimension éducative fait de surcroît l’objet d’un net accroissement sous l’application du TFUE. En l’état actuel, plus de trois quart des actes fondés sur les articles 208 à 211 TFUE font référence à l’importance de l’éducation, ce qui conforte l’intrication naturelle de l’objectif éducatif poursuivi par l’UE avec ses objectifs en matière de coopération au développement. L’accès de tous à l’éducation représente en effet l’une des cibles prioritaires des stratégies internationales menées dans le cadre de la réalisation des OMD et de l’EPT, auxquelles participent activement l’UE.

232. Alors que l’usage de l’article 177 TCE n’était pas envisagé pour fonder une action éducative d’aide au développement sous l’application des Traités de Maastricht et d’Amsterdam, on assiste à un accroissement rapide des actes éducatifs basés sur l’article 177 TCE depuis le Traité de Nice, puisqu’ils représentent dès lors, en moyenne, 50% des actes ayant ce fondement juridique. De 2003 à 2006, sur 11 documents basés sur l’article 177 TCE (version consolidée par le Traité de Nice), 5 font référence à l’éducation⁴²⁴. Par deux résolutions, l’une relative au rapport annuel sur les droits de l’Homme et l’autre à la réalisation des OMD, le Parlement européen exprime sa vive préoccupation concernant le « fait que le droit à l’éducation est refusé approximativement à 104 millions d’enfants en âge d’être scolarisés, dont la majorité est des filles »⁴²⁵ et « invite la Commission à assumer ses engagements à l’égard de l’initiative FTI et s’engager activement en ce qui concerne les questions liées à l’éducation avec les partenaires ACP »⁴²⁶. Il « souligne qu’il importe d’accorder une attention particulière à l’éducation des filles »⁴²⁷ et « demande qu’une attention particulière soit accordée aux orphelins, ainsi qu’aux garçons et aux filles exclus

⁴²⁴ Lettre rectificative n°2 à l’avant-projet de budget 2007– état général des recettes – état des recettes et des dépenses par section - Section III Commission SEC(2006)1176 final (272 et 177 TCE); Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l’Union européenne intitulée le ‘consensus européen’ (177 et 181 TCE), JO C46 du 24 février 2006, p1-19 ; résolution du Parlement européen sur le rapport annuel sur les droits de l’Homme dans le monde en 2004 et la politique de l’UE en matière de droits de l’Homme (2004/2151INI) (3, 6, 11, 13 et 19 TUE, 177 et 300 TCE), JO C45E du 23 février 2006, p107-127, résolution du Parlement européen sur le rôle de l’UE dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (2004/2252(INI)) (177, 178, 175, 180 et 181 TCE), JO C33E du 9 février 2006, p311-319, avant-projet de budget rectificatif n°3 au budget 2004 – état général des recettes – état général des recettes et dépenses par section (272 et 177 TCE)

⁴²⁵ Paragraphe 127 de la résolution du Parlement européen sur le rapport annuel sur les droits de l’Homme dans le monde en 2004 et la politique de l’UE en matière de droits de l’Homme (2004/2151INI), (3, 6, 11, 13 et 19 TUE, 177 et 300 TCE), JO C45E du 23 février 2006, p107-127

⁴²⁶ Ibid.

⁴²⁷ Paragraphe 36 de la résolution du Parlement européen sur le rôle de l’UE dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (2004/2252(INI)) (177, 178, 175, 180 et 181 TCE), JO C33E du 9 février 2006, p311-319

socialement, qui pâtissent d'une manière disproportionnée des conséquences de l'impossibilité d'accéder à l'éducation»⁴²⁸.

233. Durant cette période, un acte fondamental a été adopté, à savoir la Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée 'le Consensus européen'⁴²⁹. Consacrant la volonté commune des institutions de mener une politique cohérente de coopération au développement, la déclaration accorde une place essentielle à l'éducation dans le cadre de la stratégie communautaire d'aide au développement. Elle fait référence aux OMD, notamment à l'Objectif d'éducation pour tous⁴³⁰, et mentionne les multiples aspects de l'éradication de la pauvreté, en précisant, d'une part, que « la pauvreté est liée à la capacité de chacun d'accéder à la consommation et à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'éducation »⁴³¹, et que, d'autre part, « la lutte contre la pauvreté ne réussira que si l'on accorde une même importance à l'investissement dans les personnes (avant tout dans la santé et l'éducation, dans la lutte contre le VIH/SIDA) et dans la protection des ressources naturelles... »⁴³². Les institutions insistent ainsi sur l'importance de mettre en œuvre toute une gamme d'activités de développement, notamment l'accès équitable à l'éducation⁴³³. Dans cette perspective, « la Communauté souhaite contribuer à l'initiative 'Education pour tous'. Les priorités sont d'organiser un enseignement primaire et une formation professionnelle de qualité et de remédier aux inégalités. On veillera tout particulièrement à encourager l'éducation des filles et la sécurité à l'école. On soutiendra l'élaboration et la mise en œuvre de plans sectoriels ancrés au niveau national, ainsi que la participation aux initiatives régionales et mondiales autour du thème de l'éducation »⁴³⁴. L'éducation est également prioritaire est ce qui concerne le développement humain. A ce titre les institutions précisent que « le cadre d'action de la Communauté en matière de développement humain pour ce qui est de la santé, de l'éducation, de la culture et de l'égalité des sexes vise à améliorer la vie des gens conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement, en agissant aux niveaux mondial et national... »⁴³⁵. Le consensus favorise de

⁴²⁸ Ibid., paragraphe 37

⁴²⁹ Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée 'le Consensus européen', op.cit.

⁴³⁰ Ibid., paragraphe 6

⁴³¹ Ibid., paragraphe 11

⁴³² Ibid.

⁴³³ Ibid., paragraphe 12

⁴³⁴ Ibid., paragraphe 11

⁴³⁵ Ibid., paragraphe 93

surcroît la participation de la société civile à la réalisation des objectifs de développement par le biais de programmes d'éducation au développement⁴³⁶. Il est également fait référence à l'éducation en matière d'amélioration de l'efficacité de l'aide. L'UE précise que « lorsque les circonstances le permettent, le recours à l'aide budgétaire générale ou sectorielle devrait s'intensifier de manière à renforcer l'appropriation, à soutenir la responsabilité et les procédures nationales des partenaires, à financer les stratégies nationales de réduction de la pauvreté (y compris les coûts de fonctionnement liés aux budgets de la santé et de l'éducation)... »⁴³⁷. « Les indicateurs de performance liés aux OMD seront renforcés de manière à corrélér davantage le soutien sectoriel et budgétaire aux progrès dans la réalisation des OMD et à garantir un financement suffisant pour la santé et l'éducation »⁴³⁸.

234. De 2006 à 2010, 12 documents fondés sur 177 TCE, sur les 22 répertoriés, contiennent une référence éducative⁴³⁹. Il s'agit principalement de résolutions du Parlement européen par le biais desquelles ce dernier prône l'importance de l'éducation à la paix⁴⁴⁰ et de l'éducation au développement pour réaliser les OMD, notamment par le renforcement de l'appui budgétaire sectoriel et l'augmentation des fonds octroyés au secteur éducatif dans le cadre de la coopération au développement. Il réaffirme dans ce contexte « l'importance d'un rapport sur la sensibilisation à l'éducation au développement et son rôle dans la mise en œuvre du

⁴³⁶ Ibid., paragraphe 18 et 55

⁴³⁷ Ibid., paragraphe 26

⁴³⁸ Ibid., paragraphe 95

⁴³⁹ Résolution du Parlement européen du 7 mai 2009 sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde 2008 et la politique de l'UE en la matière, JO C212 du 5 août 2010, p60-81 (3, 6, 11, 13, 19 TUE et 177, 300 TCE) ; résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur « un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action », JO C117E du 6 mai 2010, p7-14 (177, 178, 179, 180, 181 TCE) ; résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après-conflit, JO C45E du 23 février 2010, p74-86 (177, 178, 179, 180, 181 TCE) ; résolution du Parlement européen du 22 mai 2008 sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement, JO C279E du 19 novembre 2009, p100-108 (177 TCE) ; résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur les missions d'observation d'élections de l'UE : objectifs, pratiques et défis futurs, JO C271E du 12 novembre 2009, p31-38 (3, 6, 11 TUE et 3, 177, 179, 181A TCE) ; résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le rapport annuel 2007 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme JO C271E du 12 novembre 2009, p7-31 (3, 6, 11, 13, 19 TUE et 177, 300 TCE); résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres sur la politique de coopération au développement de l'UE (2007/2140(INI)), JO C66E du 20 mars 2009 p38-47 (177 et 181 TCE); résolution du Parlement européen du 08 mai 2008 sur le rapport annuel 2007 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'UE en matière de Droits de l'Homme, JO C271E du 12 novembre 2009, p7-31 (3, 6, 11, 13, 19 TUE et 177 et 300 TCE); arrêt définitif du budget général de l'UE pour l'exercice 2009, JO L69 du 13 mars 2009, p1-1720 (272 et 177 TCE); avant-projet du budget rectificatif n°1 au budget général 2008 – état des dépenses par section COM(2008)15 (272 et 177 TCE); résolution du Parlement européen sur l'aide budgétaire aux pays en développement, JO C287^E du 29 novembre 2007, p497-501 (177 et 180 TCE); résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération, JO C250E du 25 octobre 2007, p77-85 (177, 178, 179, 180 et 181 TCE)

⁴⁴⁰ Par exemple paragraphe 61 de la résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après-conflit, op.cit.

consensus européen sur le développement »⁴⁴¹, partant du constat que si « tous les nouveaux Etats membres, à l'exception de la Pologne et de Malte, considèrent l'éducation au développement comme une priorité de leurs plateformes nationales des ONGD [organisations non gouvernementales de développement]...aucun nouvel Etat membre ne possède encore de stratégie nationale sur l'éducation au développement »⁴⁴². Ce nécessaire renforcement des actions d'éducation au développement dans les pays membres de l'UE contribuera notamment à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont l'objectif d'éducation primaire pour tous. Dans cette perspective, le Parlement européen « souligne que l'accès à l'éducation et à la santé sont des droits fondamentaux de l'Homme »⁴⁴³ et « estime que l'appui budgétaire sectoriel ou des approches au niveau sectoriel devraient être considérés comme des instruments privilégiés d'intervention dans les domaines de la santé et de l'éducation »⁴⁴⁴, sachant « que 20% des engagements annuels globaux devraient être affectés à des activités dans les secteurs de l'éducation primaire et secondaire... ».

235. Depuis 2010, 8 actes sur les 16 adoptés à ce jour, sur le fondement de l'article 208 TFUE, présentent un volet éducatif⁴⁴⁵. S'agissant principalement de résolutions du Parlement européen, ces actes rappellent l'engagement de l'UE dans la réalisation des OMD et de l'EPT, ainsi que l'importance de l'éducation au développement, et de l'éducation à la nutrition⁴⁴⁶.

⁴⁴¹ Paragraphe 31 de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres sur la politique de coopération au développement de l'UE, op.cit.

⁴⁴² Ibid., paragraphes AP et AQ

⁴⁴³ Paragraphe 94 de la résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le rapport annuel 2007 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'UE en matière de Droits de l'Homme, op.cit.

⁴⁴⁴ Paragraphe 13 et 14 de la résolution du Parlement européen sur l'aide budgétaire aux pays en développement, JO C 287^E du 29 novembre 2007, p497-501 (177 et 180 TCE)

⁴⁴⁵ Etat septembre 2014 : Résolution du Parlement européen du 25 octobre 2012 sur le rapport de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2011), JO C72E du 11 mars 2014, p21-39 (208TFUE) ; résolution du Parlement européen du 12 juin 2012 sur la définition d'une nouvelle coopération au développement avec l'Amérique latine, JO C332E du 15 novembre 2013, p1-14 (208 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur la Banque européenne d'investissement - rapport annuel 2010, JOC257E du 6 septembre 2013, p61-74 (15, 126, 175, 208, 209, 271, 287, 308, 309 TFUE); résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 sur un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire, JO C56E du 26 février 2013, p75-86 (208 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'accroissement de l'impact de la politique de développement de l'UE, JO C33E du 5 février 2013, p77-88 (208 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'avenir de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays en développement, JO C33E du 5 février 2013, p38-46 (208 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 concernant le règlement CE n°1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement : enseignements et perspectives d'avenir, JO C380E du 11 décembre 2012, p51-58 (208, 211, 290, 291 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises européennes, JO C380E du 11 décembre 2012, p39-50 (2, 3, 6 et 21 TUE, 7, 9, 145 à 161, 206 à 209 et 215 TFUE, 5, 12, 14, 15, 16, 21, 23, 26 à 29, 31 à 33, 34 et 36 de la charte des droits fondamentaux de l'UE) ;

⁴⁴⁶ Par exemple paragraphe 81 de la résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'accroissement de l'impact de la politique de développement de l'UE, op.cit.

236. L'article 179 TCE (ex 130W TCE)⁴⁴⁷ est la base juridique matérielle de mise en œuvre de la politique de coopération au développement visant à la poursuite des objectifs définis à l'article 177 TCE. Contrairement à l'article 177 TCE, l'article 179 TCE a servi de base juridique à des actions éducatives depuis l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht. Alors qu'un quart des actions fondées sur l'article 179 TCE faisaient référence à l'éducation, 44.5% des actes basés sur l'article 209 TFUE présentent un volet éducatif, illustrant le renforcement de l'intrication naturelle des objectifs éducatifs et de développement. Les mesures éducatives, intégrées à des actions d'aide au développement concernent la sensibilisation des populations aux enjeux démographiques⁴⁴⁸, l'aide au développement en période de conflit pour protéger les populations déracinées⁴⁴⁹, ou l'aide au développement dans le cadre de programmes de

⁴⁴⁷Article 130W TCE « 1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, le Conseil statuant conformément à la procédure visée à l'article 189 C, arrête les mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés à l'article 130U. Ces mesures peuvent prendre la forme de programmes pluriannuels. 2. La Banque européenne d'investissement contribue selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1. 3. Le présent article n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention ACP-CEE. »

⁴⁴⁸ Voir par exemple : position commune (CE) n°2/97 arrêtée par le Conseil le 22 novembre 1996 en vue de l'adoption du règlement concernant les aides aux politiques et programmes démographiques dans les pays en développement, JO C6 du 09 janvier 1997, p8 (130W et 189C TCE) – article 3 « L'assistance fournie au titre du présent règlement complète et renforce l'assistance fournie au titre d'autres instruments de la coopération au développement dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en vue de tenir pleinement compte des questions démographiques et de les intégrer dans les programmes communautaires. » ; article 4 paragraphe 2 « l'aide communautaire peut être attribuée en faveur de projets comprenant des activités relevant des domaines suivants :...(quatrième tiret) le soutien aux campagnes d'information, d'éducation, et de sensibilisation en vue de...favoriser une prise de conscience des questions démographiques » ; règlement (CE) n°1484/97 du Conseil du 22 juillet 1997 concernant les aides aux politiques et programmes démographiques dans les pays en développement, JO L202 du 30 juillet 1997, p1-5, (130W et 189C TCE) « considérant qu'il faut permettre aux pays bénéficiaires d'instituer des politiques démographiques équilibrées compatibles avec un développement durable, ainsi que de développer des stratégies visant à donner aux femmes le pouvoir de décision et à réaliser l'égalité des sexes...par des actions dans les différents domaines :...et tout particulièrement dans les secteurs clés que sont la santé et l'éducation » ; article 3 « L'assistance fournie au titre du présent règlement complète et renforce l'assistance fournie au titre d'autres instruments de la coopération au développement dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en vue de tenir pleinement compte des questions démographiques et de les intégrer dans les programmes communautaires. » ; article 4 paragraphe 2 « l'aide communautaire peut être attribuée en faveur de projets comprenant des activités relevant des domaines suivants :...(quatrième tiret) le soutien aux campagnes d'information, d'éducation, et de sensibilisation en vue de promouvoir l'amélioration de la santé génésique et de favoriser une prise de conscience des questions démographiques... » ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, COM(2003)639 final, COD(2003)250 du 28 octobre 2003 (179 TCE, 181A TCE et 251 TCE), point 9.1 « les objectifs spécifiques sont décrits dans les règlements (CE) n°975/1999 et (CE) n°976/1999 : la promotion et la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, tels que proclamés dans la déclaration universelle des droits de l'Homme, et d'autres instruments internationaux concernant le développement et la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit, en particulier :...g) le soutien à l'éducation, la formation et la sensibilisation dans le domaine des droits de l'Homme »

⁴⁴⁹ Voir par exemple : proposition de règlement (CE) du 26 juin 1995 du Conseil relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées (réfugiées, personnes déplacées et rapatriées) dans les PVD-ALA COM(1995)297 final, SYN 95/162, JO C237 du 12 septembre 1995, p19 - article 2 la Communauté fournira un « appui à la réactivation socio économique et à la réinsertion sociale dans les zones de retour, incluant

réhabilitation en période de reconstruction post conflit⁴⁵⁰. Elles visent également la promotion des droits de l'Homme⁴⁵¹ et la lutte contre la drogue et la toxicomanie⁴⁵². Les actions externes

...l'éducation, dans l'attente d'une relève par les actions de réhabilitation ou de développement. » ; résolution législative du 16 février 1996 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif aux actions dans le domaine de 'l'aide aux populations déracinées (réfugiés, personnes déplacées et rapatriées) dans les pays en développement de l'Amérique latine et de l'Asie', COM(95)0297, C4-0379/95, 95/0162/SYN, JO C65 du 4 mars 1996, p215 (130W et 189C) - ajout d'un 7^{ème} considérant « considérant le souhait de la Communauté que l'action en faveur des populations déracinées s'inscrive dans une perspective qui vise à transformer la phase dite « de subsistance » en phase « d'autosuffisance » ou de réduction de dépendance de ces populations, que l'aide à leur installation ou réinstallation consistera en actions destinées notamment à développer l'autosuffisance par... l'éducation de base et la formation professionnelle... » ; position commune (CE) n°44/96 arrêtée par le Conseil le 27 juin 1996 en vue de l'adoption du règlement (CE) n°443/97 du Conseil du 3 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie JOC264 du 11 septembre 1996, p15 (130W et 189C), considérant 8 ; règlement (CE) n°443/97 du Conseil du 3 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie, JO L68 du 8 mars 1997, p1-4 (130W et 189C TCE) « que l'aide à leur installation ou réinstallation consistera en actions destinées notamment à...l'éducation de base et la formation professionnelle » (considérant 8) ; règlement (CE) n°2130/2001 du Parlement européen et du Conseil du 29 octobre 2001 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie, JO L287 du 31 octobre 2001, p3-7(179 et 251 TCE) – Si le considérant 10 reprenant les termes de l'ancien considérant 8 se limite à préciser qu' « il est souhaitable que l'action en faveur des populations déracinées s'inscrive dans une perspective qui vise à transformer la phase dite « de subsistance » en phase « d'autosuffisance » ou de réduction de dépendance de ces populations », ne faisant ainsi plus référence à l'éducation, l'article 3 du règlement paragraphe 1 dispose que « la Communauté apporte son concours financier aux actions visant notamment : a) l'autosuffisance et la réinsertion dans le tissu socio-économique des populations déracinées ainsi que des anciens combattants démobilisés. L'aide à leur intégration ou réintégration doit avoir pour objectif d'encourager les processus de production durables et peut consister en des actions destinées notamment à fournir une aide alimentaire, à développer l'autosuffisance par la production,...par l'éducation de base et la formation professionnelle » ; résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après conflit, JO C45E du 23 février 2010, p74-86, paragraphes 21 à 27 relatifs à l'éducation à la paix

⁴⁵⁰ Voir par exemple la résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à l'appui aux programmes de réhabilitation en Afrique australe du 15 décembre 1995 COM (95)175, C4-0449/95, 95/0111(SYN), JOC17 du 22 janvier 1996, p449 (130W et 189C) – extrait de l'amendement 4 qui modifie l'article 2 précisant que « les actions à mettre en œuvre au titre du présent règlement portent en priorité sur les domaines suivants : ...actions de formation, [documentation], et d'éducation contre les effets de conflits internes et des politiques de déstabilisation menées dans la région...»

⁴⁵¹ Voir par exemple : proposition modifiée de règlement (CE) du Conseil fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales COM(99)13 final, SYN 97/0191/A, JO C89 du 30 mars 1999 p1 du 20 janvier 1999 (130W et 189C) – article 2 du règlement « Dans les limites de l'article 1^{er} et en cohérence avec l'ensemble de la politique extérieure de l'Union européenne, la Communauté européenne apporte son concours technique et financier à des actions ayant notamment pour objet : 1) la promotion et la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ... en particulier...g) le soutien à l'éducation, la formation et la sensibilisation dans le domaine des droits de l'Homme » ; position commune (CE) n°15/1999 arrêtée par le Conseil le 25 janvier 1999 en vue de l'adoption du règlement du Conseil fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales JOC58 du 01 mars 1999 p17 (130X 189C TCE) - reprise de l'article 2 g) ; règlement (CE) n°975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, JO L120 du 08 mai 1999, p1-7 (130W et 189C) – reprise article 2 g)

⁴⁵² Voir par exemple : position commune (CE) n°1/97 arrêtée par le Conseil le 22 novembre 1996 en vue de l'adoption du règlement (CE) du Conseil relatif à la coopération Nord-Sud en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie, JO C6 du 09 janvier 1997, p1 du 22 novembre 1996 (130W et 189C TCE) – article 3 du

éducatives basées sur 179 TCE ont été intégrées également à des mesures de coopération plus globales, définies géographiquement, telles que le règlement du Conseil relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud comprenant des actions éducatives⁴⁵³ ou le règlement relatif à la mise en œuvre d'action visant au développement économique et social en Turquie, prévoyant un volet de coopération en matière d'éducation et de formation⁴⁵⁴.

237. Depuis 2010, 37 actes sur les 83 adoptés à ce jour⁴⁵⁵ sur le fondement de l'article 209 TFUE ont une composante éducative. Il s'agit soit d'accords de coopération au développement présentant un volet éducatif⁴⁵⁶, de décisions relatives à l'éducation au

règlement « ...la prévention de la toxicomanie et la réduction de la demande doivent faire l'objet d'une politique cohérente comprenant l'éducation et une information objective sur les conséquences de la toxicomanie en s'adressant en priorité aux jeunes... » ; règlement (CE) n°2046/97 du Conseil du 13 octobre 1997 relatif à la coopération Nord-Sud en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie, JO L287 du 21 octobre 1997, p1-5(130W et 189C TCE) - article 3 du règlement « ...la prévention de la toxicomanie et la réduction de la demande doivent faire l'objet d'une politique cohérente comprenant l'éducation et une information objective sur les conséquences de la toxicomanie en s'adressant en priorité aux jeunes... »

⁴⁵³ Voir par exemple : proposition de règlement du Conseil du 10 mai 1995 relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud COM(1995)74 final, SYN 95/110, JO C235 du 09 septembre 1995 p5 – article 2 « les actions à mettre en œuvre au titre du présent règlement portent en priorité sur les domaines suivants : éducation et formation,... » ; position commune (CE) n°19/96 arrêtée par le Conseil le 19 mars 1996 en vue de l'adoption du règlement du Conseil relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud JO C134 du 06 mai 1996 p12 (130W et 189C) (reprise de la proposition) ; règlement (CE) n°2259/96 du Conseil du 22 novembre 1996 relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud, JO L 306 du 28 novembre 1996, p5-8 (130W et 189C) – article 2 « 1. Les actions de coopération à mettre en œuvre au titre du présent règlement portent principalement sur les domaines suivants:...éducation et formation »

⁴⁵⁴ Position commune (CE) n°36/2000 du 13 juin 2000 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du TCE, en vue de l'adoption d'un règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social en Turquie JO C240 du 23 août 2000, p25-30 (179 et 251 TCE) – article 4 « 1. Les projets et actions de coopération au développement portent, à titre indicatif, sur les domaines suivants :...f) la coopération en matière d'éducation et de formation » ; règlement (CE) n°257/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 janvier 2001 relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social en Turquie JO L39 du 9 février 2001 p1-4 (179 et 251 TCE)- article 4 (reprise des dispositions de la position commune)

⁴⁵⁵ Etat septembre 2014

⁴⁵⁶ Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viet Nam, d'autre part COM(2013)924 du 18 décembre 2013 (207,209,218 TFUE) ; article 28 de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, JO L111 du 15 avril 2014, p6-28 ; article 25 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part COM(2013)230 (207, 209 et 218 TFUE) ; article 83 de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part, JO L204 du 31 juillet 2012, p20-130 (194, 192, 100, 218, 207, 209, 79 et 91 TFUE) ; proposition de décision relative à la signature d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, COM(2011)117 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viet Nam, d'autre part COM(2010)699 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part, COM(2010)638 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'UE, et à l'application provisoire de certaines dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part COM(2010)626, proposition de décision du Conseil relative à la

développement⁴⁵⁷, de résolutions du Parlement européen⁴⁵⁸ ou d'actes relatifs au financement d'actions éducatives dans le cadre d'instruments de l'UE de financement de l'aide au développement⁴⁵⁹, tel que règlement relatif au financement de la coopération avec les pays

signature d'un accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, COM(2010)460

⁴⁵⁷ Décision n°472/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'année européenne pour le développement (2015), JO L136 du 9 mai 2014, p1-9 (209,212, 294 TFUE); proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à l'année européenne du développement (2015), COM(2013)509 du 10 juillet 2013(209,212, 294 TFUE)

⁴⁵⁸ Paragraphe 38 de la résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur la BEI, JO C257E du 6 septembre 2013, p61-74 ; paragraphe 33 de la résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 concernant le règlement CE n°1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement : enseignements et perspectives d'avenir, op.cit.; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises européennes, op.cit.

⁴⁵⁹ Paragraphe 15 de la décision n°466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés hors Union, JO L135 du 8 mai 2014, p1-20 (209,212,294 TFUE) ; article 2 paragraphe 1b) xvi) du règlement (UE) n°235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l'Homme dans le monde, JO L77 du 15 mars 2014, p85-94 (209,212,294 TFUE) ; article 2 paragraphe 2d) du règlement (UE) n°232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage, JO L77 du 15 mars 2014, p27-43 (207, 209, 218 TFUE) ; article 3 paragraphe 2i) du règlement (UE) n°230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix, JO L77 du 15 mars 2014, p1-10 (209,212,294 TFUE); considérant 18 du règlement (UE) n°233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, JO L77 du 15 mars 2014, p44-76 (209,212,294 TFUE) ; annexe du règlement (UE) n°234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, JO L77 du 15 mars 2014, p77-84 (207,209, 212,294 TFUE); considérant 8 de la décision n°1025/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 accordant une assistance macro financière à la république kirghize, JO L283 du 25 octobre 2013, p1-6 (209, 294 TFUE); considérant 8 de la position de l'UE n°8/2013 du Conseil du 23 septembre 2013 en vue de l'adoption de la décision accordant une assistance macro financière à la république kirghize, JO C309 du 24 octobre 2013, p1-9 (209 TFUE) ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE COM(2013)293 (209, 212 et 294 TFUE) ; résolution législative du Parlement européen du 17 février 2011 en vue de l'adoption d'une décision accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties en faveur de projets réalisés en dehors de l'UE (COM(2010)174,C7-110/2010, 2010/101(COD)), JO C188E du 28 juin 2012, p95-113,(212, 209, 294 TFUE) ; résolution législative du Parlement européen du 3 février 2011 sur la position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO C182E du 22 juin 2012, p36-47 (207, 209, 294 TFUE) ; résolution législative du Parlement européen du 21 octobre 2010 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé COM(2009)197 – C7101/2009 – 2009/59(COD), (207, 209, 294 TFUE) ; règlement UE n°1338/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO L347 du 30 décembre 2011, p21-29 (294, 207 et 209 TFUE), proposition de décision du Parlement européen et du Conseil accordant une assistance macro financière à la république Kirghize COM(2011)925 (209, 294 TFUE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de stabilité COM(2011)845 (209, 212, 294 TFUE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde COM(2011)844 ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers COM(2011)843 (212, 209, 294, 207 TFUE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de financement de la coopération au développement COM(2011)840 (209, 294 TFUE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du

industrialisés, prévoyant dans son article 4 paragraphe 4 le financement de « la promotion des liens entre les peuples, des programmes de formation et d'enseignement et des échanges entre les cultures, en particulier au niveau familial, assortie de mesures visant à garantir et à accroître la participation de l'Union à Erasmus Mundus ainsi que la participation aux foires européennes du secteur de l'éducation »⁴⁶⁰.

238. De 2006 à 2010, sur 26 documents fondés sur l'article 179 TCE (version consolidée), 7 contiennent une référence à l'éducation⁴⁶¹, tels que la résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement qui consacre l'importance des actions éducatives en matière de développement durable, en « considérant que l'éradication de la pauvreté ne pourra conduire à des modèles durables de consommation et de gestion des ressources dans les pays en développement que si elle s'inscrit dans le cadre d'efforts visant à relever les niveaux en matière d'éducation... »⁴⁶². L'article 179 TCE permet également de fonder des actes en matière humanitaire. La déclaration commune consacrant le consensus européen sur l'aide humanitaire du 30 janvier

Conseil instituant un instrument européen de voisinage COM(2011)839 ; décision n°1080/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 accordant une garantie à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties de prêts en faveur de projets réalisés en dehors de l'Union et abrogeant la décision n°633/2009/CE, JO L280 du 27 octobre 2011, p1-16 ; position (UE)n°10/2011 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties de prêts en faveur de projets réalisés en dehors de l'Union et abrogeant la décision n°633/2009/CE, JO C304E du 15 octobre 2011, p1-21 ; position UE n°1/2011 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO C7E du 12 janvier 2011, p1-10 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie de l'UE européenne à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties en faveur de projets réalisés en dehors de l'UE COM(2010)174

⁴⁶⁰ Règlement UE n°1338/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, op.cit.

⁴⁶¹ Résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur 'un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action, JO C117E du 6 mai 2010 (177 à 181 TCE) ; résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après conflit, op.cit. ; résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur les missions d'observation d'élections de l'UE : objectifs, pratiques et défis futurs, JO C217E du 12 novembre 2009, p31-38 (3, 6, 11 TUE, 13, 177, 179, 181A TCE) ; décision du Conseil n°2008/801/CE du 25 septembre 2008 relative à la conclusion, au nom de la CE, de la convention des NU contre la corruption JO L287 du 29 octobre 2008, p1-110 (47, 57, 95, 107, 179, 181, 190, 185, 199, 207, 218, 279, 280, 283, 300 TCE) ; déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne, JOC25 du 30 janvier 2008, p1-12 (179 TCE) ; résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement, JO C250E du 25 octobre 2007, p77-85 (177, 178, 179, 180, 181 TCE) ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, JO C317E du 23 décembre 2006, p185 (251, 179, 181A TCE)

⁴⁶² Résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement (2006/2246(INI)) JO C250E du 25 octobre 2007, p77-85 (177, 178, 179, 180, 181 TCE) point K

2008⁴⁶³, par exemple, précise qu'« en finançant la préparation aux catastrophes, notamment à travers le programme DIPECHO, sur le budget de l'aide humanitaire, la Commission a acquis une expérience pratique considérable dans le domaine de la préparation aux catastrophes, en mettant l'accent sur des activités menées au niveau local, y compris...des activités de formation et de d'éducation »⁴⁶⁴.

239. De 2003 à 2006, 16 documents sur 60, basés sur 179 TCE présentent un volet éducatif⁴⁶⁵. L'acte le plus essentiel de cette période est incontestablement le règlement du Parlement et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération au développement⁴⁶⁶, puisqu'il régit la mise en œuvre de la coopération communautaire d'aide au développement. Ce dernier prend en compte l'éducation en précisant que le champ d'application de l'aide communautaire en matière de développement

⁴⁶³ Déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne – « consensus européen sur l'aide humanitaire » JO C25 du 30 janvier 2008 p1-12 (179 TCE)

⁴⁶⁴ Ibid., paragraphe 90

⁴⁶⁵ Règlement (CE) n°1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, JO L386 du 29 décembre 2006, p1-11 (179, 181A, 251 TCE) - article 2 pt 1 b) ix) relatif à l'éducation ; règlement (CE) n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement JO L378 du 27 décembre 2006 p41-71 (179 et 251TCE), article 5 'programme géographiques' pt2 b) ; position commune (CE) n°28/2006 du 23 octobre 2006 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du TCE, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement JO C301E du 12 décembre 2006 p51-84 (179 et 251 TCE) ; règlement (CE) n°1717/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 instituant un instrument de stabilité JO L327 du 24 novembre 2006 p1-11 (179, 181A, 251 TCE), règlement (CE) n°1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat JO L310 du 09 novembre 2006 p1-14 (179, 181A, 251 TCE), article 2point 1 j) 'portée de l'assistance communautaire' « ...appuyer des politiques tendant à promouvoir la santé, l'éducation et la formation... » ; décision n°2006/618/CE du Conseil du 24 juillet 2006 relative à la conclusion, au nom de la CE, du protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en ce qui concerne les dispositions du protocole, dans la mesure où celles-ci relèvent des articles 179 et 181A du TCE, JO L262 du 22 septembre 2006 p44-50 (179, 181A, 300 TCE), article 6 point 2 d) 'protection des victimes de la traite des personnes' « ...possibilité d'emploi, d'éducation et de formation » ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde COM(2006)354 (179, 181A, 251 TCE), article 2 point 1 viii) « éducation, formation, surveillance dans le domaine des droits de l'Homme et de la démocratie » ; résolution du Parlement européen sur le rôle de l'UE dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement JO C33E du 9 février 2006, p311-319 (177, 178, 179, 180, 181 TCE), référence au Forum mondial de Dakar, éducation primaire (paragraphe 33 à 36) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique COM(2004)629 (179, 181A, 251 TCE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique COM(2004)629 (179, 181A, 251 TCE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions générales concernant la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat COM(2004)628 (179, 181A, 251 TCE)

⁴⁶⁶ Règlement (CE) n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement JO L378 du 27 décembre 2006 p41-71 (179 et 251 TCE)

comprend l'intégration des actions visant à « promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales...ix) de l'éducation, de la formation et de la surveillance dans le domaine des droits de l'Homme et de la démocratie ... »⁴⁶⁷. Ce règlement fait également référence à l'éducation dans le cadre des programmes géographiques et thématiques mise en place. L'article 5 du règlement, relatif aux programmes géographiques, précise que l'aide communautaire en faveur des pays d'Amérique latine, de l'Asie, de l'Asie centrale et du Moyen Orient visés à l'annexe 1, ainsi que de l'Afrique du Sud, est notamment destinée à appuyer les actions visant à atteindre les objectifs du Millénaire et à satisfaire les besoins essentiels de la population « la première place étant réservée à l'éducation primaire et à la santé, notamment :...iv) en accordant la priorité à une éducation de qualité, au niveau primaire, puis de la formation professionnelle, et à la réduction des inégalités en matière d'accès à l'éducation, en promouvant l'enseignement obligatoire et gratuit jusqu'à l'âge de 15 ans ; v) en s'efforçant d'universaliser l'éducation primaire pour 2015 et d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation ; vi) en promouvant la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, l'éducation et la formation tout au long de la vie, la coopération culturelle, scientifique et technologique, les échanges universitaires et culturels et en améliorant la compréhension mutuelle entre les pays et régions partenaires et la Communauté... »⁴⁶⁸. L'article 7 du règlement relatif à l'aide communautaire en faveur de l'Asie précise de surcroît qu'« une attention particulière est accordée...compte tenu de la situation propre de l'Asie à : a) la réalisation des objectifs du Millénaire dans les domaines de la santé, y compris le VIH/Sida, et de l'éducation, notamment par l'intermédiaire d'un dialogue politique sur la réforme structurelle ».

240. De plus, dans le cadre des programmes thématiques financés par cet instrument, le programme d'investissement dans les ressources humaines défini à l'article 12 du règlement,

⁴⁶⁷ Ibid., article 2 Paragraphe 1 b) ix)

⁴⁶⁸ Ibid., article 5 « 1. Un programme géographique couvre la coopération dans des domaines utiles avec des pays et régions partenaires déterminés selon une base géographique. 2. Dans le respect de l'objectif général et du champ d'application ainsi que des objectifs et des principes généraux du présent règlement, l'aide communautaire en faveur des pays d'Amérique latine, de l'Asie, de l'Asie centrale et du Moyen Orient visés à l'annexe 1, ainsi que de l'Afrique du Sud, est destinée à appuyer les actions dans les domaines de coopération suivants : a) soutien à la mise en œuvre de politiques visant à éradiquer la pauvreté et à atteindre les objectifs du Millénaire ; développement humain b) satisfaction des besoins essentiels de la population, la première place étant réservée à l'éducation primaire et à la santé, notamment :...iv) en accordant la priorité à une éducation de qualité, au niveau primaire, puis de la formation professionnelle, et à la réduction des inégalités en matière d'accès à l'éducation, en promouvant l'enseignement obligatoire et gratuit jusqu'à l'âge de 15 ans ; v) en s'efforçant d'universaliser l'éducation primaire pour 2015 et d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation ; vi) en promouvant la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, l'éducation et la formation tout au long de la vie, la coopération culturelle, scientifique et technologique, les échanges universitaires et culturels et en améliorant la compréhension mutuelle entre les pays et régions partenaires et la Communauté... »

couvre notamment les actions favorisant une santé pour tous par le biais de mesures éducatives⁴⁶⁹ et celles promouvant « l'éducation, la connaissance et les compétences »⁴⁷⁰ en sept points, à savoir « i) le suivi des actions menées dans les cadre des objectifs du Millénaire pour le développement en vue d'assurer une éducation primaire pour tous en 2015 au plus tard et au Cadre d'action de Dakar : 'éducation pour tous' ; ii) la promotion de l'éducation primaire, secondaire et supérieure ainsi que de l'enseignement professionnel et de la formation professionnelle pour améliorer l'accès à l'éducation de tous les enfants et, de plus en plus, de femmes et d'hommes de tous âges, en vue d'accroître leurs connaissances, leurs compétences et leur employabilité sur le marché du travail, de contribuer à une citoyenneté active et à l'épanouissement personnel tout au long de la vie ; iii) la promotion de l'éducation primaire de haute qualité pour tous jusqu'à l'âge de 15 ans, en veillant tout particulièrement à faciliter l'accès aux programmes d'éducation pour les filles, les enfants dans les zones affectées par des conflits et les enfants issus de catégories sociales marginalisées et défavorisées ; la promotion de l'éducation obligatoire et gratuite jusqu'à l'âge de 15 ans pour lutter contre toutes les formes de travail des enfants ; iv) le développement de méthodes permettant de mesurer les acquis pédagogiques afin de mieux évaluer la qualité de l'enseignement, notamment pour ce qui est de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, du calcul et des aptitudes essentielles ; v) l'amélioration de l'harmonisation et l'alignement entre bailleurs de fonds en vue de promouvoir un enseignement primaire obligatoire, gratuit et de haute qualité pour tous par des initiatives internationales ou multinationales ; vi) le soutien en faveur d'une société de la connaissance ouverte à tous et la contribution à la réduction de la fracture numérique et des lacunes en matière de connaissances et d'informations ; vii) l'amélioration des connaissances et de l'innovation par la science et la technologie ainsi que du développement des réseaux de communication électroniques et de l'accès à ceux-ci dans le but de renforcer la croissance socio-économique et le développement durable, en liaison avec la dimension internationale de la politique de l'UE en matière de recherche ». Le programme thématique relatif au 'rôle des acteurs non étatiques et des autorités locales dans le développement' permettant le cofinancement d'initiatives proposées et/ou mises en œuvre par des organisation de la société civile et des autorités locales de la CE et des pays partenaires dans ce domaine, prévoit également des actions de « sensibilisation de l'opinion publique aux questions de développement et la promotion de l'éducation au développement dans la

⁴⁶⁹ Ibid., article 12a) ii)

⁴⁷⁰ Ibid., article 12b)

Communauté et les pays en voie d'adhésion, afin d'ancrer la politique de développement dans les sociétés européennes... »⁴⁷¹.

241. De 1999 à 2002, 12 documents basés sur 179 TCE (version consolidée par le Traité d'Amsterdam) sur 38 contiennent un volet éducatif. Ces 12 documents portent sur le financement, dans le cadre de règlements financiers communautaires spécifiques, d'actions d'éducation à la santé⁴⁷², de mesures de soutien à l'éducation de base et à la formation professionnelle au profit des populations déracinées dans les PED d'Amérique latine et d'Asie⁴⁷³, de projets et actions de coopération en matière d'éducation et de formation professionnelle visant au développement économique et social de la Turquie⁴⁷⁴ et des études ou mesures d'assistance technique des services d'éducation et de formation, visant à favoriser la dimension environnementale du processus de développement, notamment en ce qui concerne la conservation et la gestion durable des forêts des PED⁴⁷⁵. Les règlements financiers communautaires n°2494/2000 et 2493/2000, favorisant la prise en compte de l'environnement en matière de coopération au développement, octroient une place particulière à l'éducation, en précisant qu'« à l'exception des programmes de formation et d'éducation et de recherche, les dépenses courantes ne peuvent, en règle générale, être couvertes que pendant

⁴⁷¹ Ibid., article 14 point 2) b)

⁴⁷² Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé et aux droits en matière de reproduction et de sexualité COM(2002)120 JO C151E du 25 juin 2002 p260-263 (179 TCE, 251 TCE)

⁴⁷³ Règlement (CE) n°2130/2001 du Parlement européen et du Conseil du 29 octobre 2001 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie JO L287 du 31 octobre 2001 p3-7 (179 TCE, 251 TCE) article 3 a) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie COM(2000)831 JO C120E du 24 avril 2001 p163-167 (179 TCE, 251 TCE)

⁴⁷⁴ Règlement (CE) n°257/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 janvier 2001 relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social de la Turquie JOL39 du 9 février 2001 p1-4 (179 et 251 TCE), article 4 point 1 f) ; proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social de la Turquie JO C311E du 31 octobre 2000 p125-133 (179 et 251 TCE) article 4 point 1 ; position commune (CE) n°36/2000 du 13 juin 2000 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'un règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social de la Turquie JOC240 du 23 août 2000 P25-30 (179 et 251 TCE), art. 4

⁴⁷⁵ Règlement (CE) n°2494/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement JO L288 du 15 novembre 2000 p6-10 (175, 179, 251 TCE) article 6 ; règlement (CE) n°2493/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement JO L288 du 15 novembre 2000 p1-5 (175, 179, 251 TCE) article 5 paragraphe 1 ; proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement COM(2000)55 JO C247E du 26 septembre 2000 p1-11 (175, 179, 251 TCE) article 5 point 1 ; proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement COM(2000)54 JO C248 du 29 août 2000 p97-107 (175, 179, 251 TCE) article 6

la phase de lancement et sur la base d'un financement régressif »⁴⁷⁶. Cela signifie, a contrario, que seuls les programmes d'éducation, de formation et de recherche pourront faire l'objet dans le cadre de ces règlements, d'un financement permanent au-delà de la phase de lancement, ce qui confirme l'engagement fort de la CE en faveur de la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous.

242. L'utilisation de l'article 180 TCE (ex 130X)⁴⁷⁷ pour fonder les actions éducatives est, quant à elle, particulièrement spectaculaire, dans la mesure où plus de trois quarts des actes basés sur cet article, relatif à la coordination des actions d'aide au développement entre la CE et les Etats membres, contiennent à ce jour une dimension éducative.

243. Depuis 2010, 3 actes sont fondés à ce jour sur l'article 210 TFUE et contiennent un volet éducatif⁴⁷⁸. Sur la période 2006-2010, 4 documents répertoriés sur 5 contiennent une référence à l'éducation⁴⁷⁹. Ces derniers concernent la consolidation de la paix post conflit, la mise en œuvre des OMD et la sensibilisation au développement durable. De 2003 à 2006, un

⁴⁷⁶ Règlement (CE) n°2494/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement, JO L288 du 15 novembre 2000, p6-10 (175, 179, 251 TCE) article 6 point 1 ; règlement (CE) n°2493/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement, JO L288 du 15 novembre 2000 p1-5 (175, 179, 251 TCE), article 5 paragraphe 1 ; proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement COM(2000)55, JOC247E du 26 septembre 2000, p1-11 (175, 179, 251 TCE), article 5 paragraphe 1 ; proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement COM(2000)54, JO C248 du 29 août 2000, p97-107 (175, 179, 251 TCE), article 6

⁴⁷⁷ Article 180 TCE « 1. La Communauté et les Etats membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les OI et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les Etats membres contribuent, si nécessaire, à la mise en œuvre des programmes d'aide communautaire. 2. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1. »

⁴⁷⁸ En septembre 2014 : décision n°472/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'année européenne pour le développement, op.cit.; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à l'année européenne du développement, op.cit.; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 concernant le règlement CE n°1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement : enseignements et perspectives d'avenir, op.cit.

⁴⁷⁹ Résolution du parlement européen du 24 mars 2009 sur 'un an après Lisbonne ; le partenariat Afrique-UE en action, op.cit. ; résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après conflit, op.cit., paragraphe 13 le Parlement « estime que l'appui budgétaire sectoriel ou des approches au niveau sectoriel devraient être considérés comme des instruments privilégiés d'intervention dans les domaines de la santé et de l'éducation » et paragraphe 14 « réaffirme que 20% des engagements annuels globaux devraient être affectés à des activités dans les secteurs de l'éducation primaire et secondaire... » ; résolution du Parlement européen du 20 juin 2007 sur les objectifs du Millénaire pour le développement : bilan à mi-parcours, JO C146E du 12 juin 2008, p232-247 (177, 178, 179, 180 et 181 TCE) ; résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement, JO C250E du 25 octobre 2007, p77-85 (177, 178, 179, 180 et 151 TCE), paragraphe 26 « souligne l'importance de l'éducation pour favoriser des choix écologiques durables... »

seul document sur 3 fondés sur l'article 180 TCE (version consolidée Traité de Nice), présente un volet éducatif, à savoir la résolution du Parlement européen sur le rôle de l'Union européenne dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)⁴⁸⁰ faisant référence au Forum mondial de Dakar relatif à l'éducation pour tous. La résolution de l'Assemblée paritaire ACP sur la lutte contre la pauvreté dans les pays ACP est l'unique acte basé sur l'article 180 TCE, version consolidée Traité d'Amsterdam, contenant des dispositions éducatives⁴⁸¹. Concernant l'article 130X du Traité de Maastricht, 2 actes sur 14 citant cet article traitent de l'éducation⁴⁸².

244. Concernant les actes basés sur l'article 181 TCE (ex 130 Y)⁴⁸³, relatif à la coopération au développement de la CE et des Etats membres avec les pays tiers ou les organisations internationales, force est de constater que les actions externes éducatives basées sur 181 TCE se raréfient au fil du temps, ne représentant actuellement qu'un quart des actes basés sur ce fondement juridique. Depuis 2010, un seul acte sur quatre adoptés sur ce fondement présente une dimension éducative⁴⁸⁴. Sur la période 2006-2010, 9 documents sur 46 font référence à

⁴⁸⁰ Résolution du Parlement européen sur le rôle de l'Union européenne dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) JO C33E du 9 février 2006, p311-319 (177, 178, 179, 180 TCE)

⁴⁸¹ Assemblée paritaire de la Convention conclue entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (ACP-UE) – résolution sur la lutte contre la pauvreté dans les pays ACP et dans l'UE JO n°C59 du 1 mars 2000 p21-31 (136, 137, 177, 178 et 180 TCE), paragraphe 22 l'Assemblée « souligne que l'éducation est l'une des principales armes contre la pauvreté et, à cet égard, rappelle que les donateurs internationaux d'aide au développement, dont la CE et ses Etats membres, se sont engagés à accroître les fonds destinés à l'enseignement, et notamment l'enseignement élémentaire, dans les PED et à soutenir les réformes engagées dans ce domaine », paragraphe 23 l'Assemblée « demande que la prochaine Convention fasse expressément référence à l'investissement dans une éducation de qualité en comportant le texte suivant : la coopération doit soutenir les efforts des Etats ACP : a) pour garantir la participation d'une large gamme d'organismes civils à la programmation, au contrôle et à l'évaluation de la politique d'éducation, b) pour augmenter les engagements financiers dans l'éducation de base, conformément à l'objectif fixé lors du Sommet social mondial de 1995, qui prévoyait d'allouer 20% de l'aide aux services sociaux élémentaires pour accroître le soutien aux programmes d'éducation informels, en prenant l'engagement spécifique d'améliorer l'accès des femmes et des petites filles à l'éducation c) pour développer une stratégie cohérente visant à honorer l'engagement international relatif à l'éducation primaire universelle avant 2015, en coopération étroite avec les donateurs et la société civile d) pour coordonner efficacement les activités des donateurs au niveau des programmes sectoriels, de façon à soutenir et compléter les efforts accomplis par les pays ACP en matière d'éducation »

⁴⁸² Arrêt de la CJCE du 3 décembre 1996 République portugaise contre Conseil de l'UE, Aff. C-268/94 Rec.1996 pI-06177 ; TUE Titre II article GD 38 JO C191 du 29 juillet 1992, p24

⁴⁸³ 181 TCE « Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300. Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux. »

⁴⁸⁴ En septembre 2014 : résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 concernant le règlement CE n°1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement : enseignements et perspectives, op.cit.

l'éducation⁴⁸⁵. Sur la période 2003-2006, 7 documents⁴⁸⁶ sur 31, basés sur 181 TCE, comprennent un volet éducatif. Par une résolution relative au rôle de l'UE dans la réalisation des OMD, le Parlement européen a par exemple souligné l'importance pour la « Commission de veiller à ce que l'Union européenne soit à la pointe de l'action visant à garantir une éducation élémentaire obligatoire et gratuite, et insiste sur la nécessité d'accompagner cette action par l'octroi de ressources nouvelles et considérables, tout en veillant à cibler davantage les dépenses engagés sur les fonds existants »⁴⁸⁷. L'article 37 de la proposition de décision relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala,

⁴⁸⁵ Accord intérimaire établissant le cadre d'un accord de partenariat économique entre les Etats d'Afrique orientale et australe, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, JO L111 du 24 avril 2012, p3-1172 ; résolution législative du Parlement européen du 21 octobre 2010 sur la proposition de règlement du parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé COM(2009)197, JO C70E du 8 mars 2012, p192-203 ; résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action, JO C117E du 6 mai 2010, p7-14 ; résolution du parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après conflit, JO C45E du 23 février 2010, p74-86 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part COM(2009)492 (57, 133, 181 et 300 TCE) ; proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé COM(2009)197 (133, 181 et 300 TCE), objectif 2 du règlement (financement de programmes et projets qui satisfont au renforcement du lien entre les population dont la coopération en matière d'éducation) ; résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres la politique de coopération au développement de l'UE JO C66E du 20 mars 2009 p38-47 (177 et 181 TCE) ; décision 2008/801/CE du Conseil du 25 septembre 2008 relative à la conclusion, au nom de la CE, de la convention des Nations Unies contre la corruption JO L287 du 29 octobre 2008, p1-110, (47, 57, 95, 107, 179, 181, 185, 190, 199, 207, 218, 279, 280, 283 et 300 TCE) ; résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement JO C250 du 25 octobre 2007 p77-85 (177, 178, 179, 180 et 181 TCE)

⁴⁸⁶ Décision n°2006/515/CE du Conseil du 18 mai 2006 relative à la conclusion de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles JO L201 du 25 juillet 2006 p15-30 (133, 151, 181, 181A et 300 TCE) ; déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée le Consensus européen JO C46 du 24 février 2006 p1-19 (177 et 181 TCE) ; résolution du Parlement européen sur le rôle de l'UE dans la réalisation des OMD, JO C33E du 09 février 2006 p311-319 (177, 178, 179, 180 et 181 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles COM(2005)678 (89, 133, 151, 181, 181A et 300 TCE) point 14 et article 10; accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan en matière de partenariat et de développement JO L378 du 23 décembre 2004 p23-36 (133, 181 et 300 TCE), article 4 'coopération au développement, article 37 'coopération en matière d'éducation et de formation'; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres, à savoir les Républiques de Bolivie, de Colombie, de l'Equateur, du Pérou et la République bolivarienne du Venezuela, d'autre part COM(2003)695 (181 et 300 TCE), article 37; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part COM(2003)677 (181 et 300 TCE), article 37

⁴⁸⁷ Point 33 de la résolution du Parlement européen sur le rôle de l'UE dans la réalisation des OMD JO C33E du 9 février 2006 p311-319 (177, 178, 179, 180, 181 TCE)

du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part⁴⁸⁸, prévoit que les parties coopéreront en matière éducative afin de faciliter l'accès à l'éducation, notamment pour les populations défavorisées, de renforcer le savoir-faire du personnel d'encadrement et de favoriser les échanges d'expérience dans le cadre des programmes ALFA, ALBAN.

245. Sur 26 actes basés sur l'article 181 TCE version consolidée par le Traité d'Amsterdam, 8 documents font référence à l'éducation⁴⁸⁹. L'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE, ses Etats membres et les Etats-Unis mexicains comporte par exemple un article 30⁴⁹⁰, spécifiquement consacré à la coopération en

⁴⁸⁸ Article 37 de la proposition de décision relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part « 1. Les parties conviennent que le but de la coopération dans ce domaine sera de déterminer comment améliorer l'enseignement et la formation professionnelle. A cette fin, une attention particulière sera accordée à l'accès à l'éducation et, en particulier, aux cours techniques, à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle dont disposent les jeunes, les femmes, les populations autochtones et autres groupes ethniques d'Amérique centrale, ainsi que les personnes âgées. Dans ce contexte, la réalisation des objectifs de développement définis dans la déclaration du Millénaire constitue également une priorité. 2. Afin de renforcer le savoir-faire du personnel d'encadrement, les deux parties conviennent de coopérer plus étroitement dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle et d'encourager la coopération entre les universités et entre les entreprises. 3. Les parties conviennent également d'accorder une attention particulière aux opérations et aux programmes décentralisés (ALFA, ALBAN, URB-AL...), qui créent des liens permanents entre des organismes spécialisés des deux parties, ce qui favorisera la mise en commun et l'échange d'expérience et de ressources techniques. La coopération exercée à cet égard peut viser aussi des actions et programmes d'éducation et de formation répondant aux besoins spécifiques des pays d'Amérique centrale. 4. Les parties encouragent l'éducation des populations autochtones, notamment dans leur propre langue. »

⁴⁸⁹ Proposition de décision du Conseil sur la conclusion de la convention entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant l'aide aux réfugiés dans les pays du proche Orient 2002-2005, COM(2002)238, JO C203E du 27 août 2002, p142-144 (181 et 300 TCE) – point 3.1 'programmes d'enseignement'; proposition de décision du Conseil relative à un échange de lettres entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant un financement supplémentaire en 2001, pour la période 1999-2001, au titre de la convention CE-UNRWA actuellement en vigueur l'aide aux réfugiés dans les pays du proche Orient COM(2001)741 JO C103E du 30 avril 2002, p21-22 (181 et 300 TCE) ; accord sous forme d'échange de lettres entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant un financement supplémentaire en 2001, pour la période 1999-2001, au titre de la convention CE-UNRWA, JO L75 du 16 mars 2002, p47-48 (181 et 300 TCE) ; accord de coopération entre la CE et la République populaire du Bangladesh en matière de partenariat et de développement, JO L 118 du 27 avril 2001, p48-56 (133, 181, 300 TCE), article 3 point 1 c) ; accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Etats mexicains, d'autre part JO L276 du 28 octobre 2000, p44-80, (44, 47, 57, 71, 80, 133, 181, 300 TCE), article 30 'coopération en matière de formation et d'éducation' ; proposition de décision du Conseil approuvant le texte d'une 10^{ème} convention CE-UNRWA couvrant les années 1999-2001 préalablement à la signature de la convention par la Commission et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, COM(1999)334 JO C21E du 25 janvier 2000, p33-36 (181 et 300 TCE) ; accord de coopération entre la CE et le Royaume du Cambodge JO L269 du 19 octobre 1999, p18-28 (133, 181 et 300 TCE), article 3 'coopération au développement' ; Convention entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient JO L261 du 7 octobre 1999, p37-40 (181 et 300 TCE), article 2

⁴⁹⁰ Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Etats mexicains, d'autre part JO L276 du 28 octobre 2000 p44-80 (44, 47, 57, 71, 80, 133, 181, 300 TCE), article 30 'coopération en matière de formation et d'éducation' « 1. Les parties définissent les moyens d'améliorer sensiblement la situation du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle. Elles prêteront une attention particulière à l'éducation et à la formation professionnelle des groupes sociaux les

matière d'éducation et de formation professionnelle, qui vise à long terme à la conclusion d'un accord sectoriel entre les Parties dans le secteur éducatif. La coopération établie dans l'accord de partenariat économique devra permettre d'améliorer les secteurs éducatif et formatif en prenant particulièrement en compte les groupes sociaux défavorisés. Elle permettra d'intensifier les échanges interuniversitaires et interentreprises et favorisera l'échange de bonnes pratiques, notamment dans le cadre du programme ALFA. L'accord du 20 décembre 2001 conclu entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) prévoit quant à lui un financement supplémentaire destiné à l'éducation.

246. Sous l'application du Traité de Maastricht, on dénombre 23 actes sur 69 basés sur 130Y présentant un volet éducatif, soit plus de 30% des actes. Les documents présentant un volet éducatif traitent notamment des mesures éducatives de sensibilisation, que ce soit en matière environnementale,⁴⁹¹ ou de lutte contre la drogue⁴⁹². Généralement insérées dans des accords

plus défavorisés. 2. Les parties renforcent leur coopération dans le domaine de l'éducation, notamment dans celui de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, et intensifient les échanges interuniversitaires et interentreprises afin de développer le niveau d'expertise des cadres des secteurs public et privé. 3. Les parties accordent une attention particulière aux actions qui permettent d'établir des liens permanents entre leurs entités spécialisées respectives et qui favorisent les échanges d'informations, de savoir faire, d'experts et de ressources techniques, et ceux concernant la jeunesse, en exploitant les facilités offertes par le programme ALFA et l'expérience qu'elles ont acquises dans ce domaine. 4. La coopération entre les parties ouvrira la possibilité de conclure, de commun accord, un accord sectoriel dans le domaine de l'éducation, y compris l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la jeunesse. »

⁴⁹¹ Accord-cadre de coopération entre la Communauté et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama - échanges de lettres concernant les transports maritimes JO L63 du 12 mars 1999, p39-53 (113, 130Y et 228 TCE), article 18 « promouvoir l'éducation à l'environnement » ; convention des NU sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique – déclaration faite par la Communauté JO L83 du 19 mars 1998 p3-35 (130R, 130Y, 228 TCE) – article 19 « éducation et sensibilisation du public » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté, de la convention des NU sur la lutte contre la désertification COM(1997)410 (130R, 130Y, 228 TCE), article 19 « renforcement des capacités , éducation et sensibilisation du public »

⁴⁹² Accord cadre de coopération entre la Communauté et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama - échanges de lettres concernant les transports maritimes JO L63 du 12 mars 1999, p39-53 (113, 130Y et 228 TCE), article 25 « éducation et lutte contre la drogue » ; accord-cadre de coopération entre la Communauté et accord de Carthagène et ses pays membres, la République de Bolivie, la république de Colombie, la république de l'Equateur, la République du Pérou et la république du Venezuela – échanges de lettres concernant les transports maritimes, JO L127 du 29 avril 1998, p11-25 (113, 130Y et 228 TCE), article 25 « coopération dans la lutte contre la drogue » (réf. à l'éducation) ; accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viet Nam – déclaration de la CE – déclaration communes JO L136 du 7 juin 1996, p29-36 (113, 130Y, 228 TCE), article 13 « coopération dans la lutte contre la drogue » (réf. à l'éducation) ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viet Nam COM(1995)305 final JO C12 du 17 janvier 1996 p4 (113, 130Y, 228 TCE), article 13 point 2 a) « coopération dans la lutte contre la drogue » (réf. à l'éducation) ; accord cadre de coopération entre la Communauté et la République fédérative du Brésil – échanges de lettres concernant les transports maritimes JO L262 du 1 novembre 1995, p54-65 (113, 130Y, 228 TCE), article 22 « coopération dans la lutte contre la drogue » (réf. à l'éducation) ; accord de coopération entre la CE et la République de l'Inde relatif au partenariat et au développement – déclaration de la Communauté concernant les ajustements tarifaires – déclarations communes JO L223 du 27 août 1994, p24-34 (113, 130Y, 228 TCE), article 19 « coopération dans la lutte contre la drogue » (réf. à l'éducation)

de coopération entre la CE et des Etats tiers, les actions éducatives peuvent également s'inscrire dans un volet de l'accord relatif à la coopération au développement⁴⁹³, ou au développement des ressources humaines⁴⁹⁴. Certains accords prévoient même un volet spécifique de coopération en matière d'éducation et de formation⁴⁹⁵.

247. L'analyse historique des actes basés sur les fondements juridiques de la coopération communautaire au développement nous a permis de constater que l'éducation reste un secteur prioritaire de la coopération au développement sous l'application du TFUE qui maintient ainsi l'enchevêtrement des objectifs éducatifs et de développement.

⁴⁹³ Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan COM(1998)357 final JO C17 du 22 janvier 1999 p6 (113, 130Y, 228 TCE) – article 4 « coopération au développement » ; accord de coopération entre la CE et la République du Yémen – acte final – déclarations communes JO L72 du 11 mars 1998, p18-29 (113, 130Y, 228 TCE), article 3 « coopération au développement » ; accord de coopération entre la CE et la République démocratique populaire du Lao, JO L334 du 5 décembre 1997, p15-23 (113, 130Y, 228 TCE), article 3 « coopération au développement » ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République démocratique populaire du Lao, COM(1997)79 final, JO C109 du 8 avril 1997, p8 (113, 130Y, 228 TCE), article 3 « coopération au développement »

⁴⁹⁴ Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan précitée COM(1998)357 final, JO C17 du 22 janvier 1999, p6 (113, 130Y, 228 TCE), article 14 « développement des RH » ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République du Yémen COM(1997) 435 final, JO C317 du 18 octobre 1997, p5 (113, 130Y, 228 TCE), article 13 « développement des RH » ; accord de coopération entre la CE et le Royaume du Népal, déclarations communes, JO L137 du 8 juin 1996, p15-22 (113, 130Y, 228 TCE), article 11 « développement des RH »

⁴⁹⁵ Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part COM(1997)527 final, JO C350 du 19 novembre 1997, p6 (113, 130Y, 228 TCE), article 30 « coopération en matière de formation et d'éducation » ; accord d'association euro méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part JO L187 du 16 juillet 1997 p3-135 (113, 130Y, 228 TCE), article 58 « éducation » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la CE d'un accord d'association euro méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE et l'OLP pour le compte de l'Autorité palestinienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza COM(1997)51, JO C128 du 24 avril 1997, p1 (113, 130Y, 228 TCE) – article 57 ; convention entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient JO L282 du 01 novembre 1996 p69-71 (130Y, 228 TCE) – articles 1^{er} et 2 ; accord cadre de coopération destiné à préparer comme objectif final une association à caractère politiques et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la république du Chili, d'autre part – déclarations communes JO L209 du 19 août 1996, p5-21 (113, 130Y, 228 TCE) – art.27 « coopération en matière de formation et d'éducation » ; proposition de décision du Conseil approuvant le texte d'une neuvième convention CE-UNRWA couvrant les années 1996-98 préalablement à la signature de la convention par la Commission et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine COM(1996)257 final JO C218 du 27 juillet 1996, p19 (130Y, 228 TCE) ; accord cadre interrégional de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, déclaration commune sur le dialogue politique, JO L69 du 19 mars 1996, p4-22 (113, 130Y, 228 TCE), article 20 « coopération en matière de formation et d'éducation » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord cadre interrégional de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, JO C14 du 19 janvier 1996, p3 (113, 130Y, 228 TCE), article 20 « coopération en matière de formation et d'éducation » ; convention entre la CE et l'office de secours et de travaux des NU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient JO L9 du 13 janvier 1994, p17-19 (130Y, 228 TCE) – art.2

3. L'adoption d'actions éducatives en matière d'aide au développement suite à l'entrée en vigueur du Traité modificatif de Lisbonne

248. Partant du constat qu'un tiers des actes fondés sur les bases juridiques communautaires de coopération au développement comprenaient un volet éducatif, il convient de s'interroger sur l'évolution de cette situation suite au Traité modificatif de Lisbonne. L'intrication d'objectifs est en l'état actuel renforcé sous l'application du TFUE, dans la mesure où 46.2% des actes fondés sur les articles 208 à 211 TFUE présentent un volet éducatif⁴⁹⁶. Ce constat est peu surprenant dans la mesure où la politique de coopération au développement de l'UE s'inscrit dans la continuité, sachant que l'éducation y occupe une place essentielle. Les accords globaux de partenariat conclus par l'UE avec les pays tiers depuis 2010 comprennent ainsi un volet de coopération dans le secteur éducatif et le financement d'actions éducatives est toujours prévu dans le cadre du renouvellement des instruments de financement du développement. L'importance des résolutions du Parlement européen, adoptées depuis 2010, témoigne de surcroît de son implication constante pour la promotion de l'éducation au développement. Cette continuité de l'action éducative en matière d'aide au développement s'explique également par le fait que le Titre III du TFUE relatif à 'la coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire' reprend en grande partie les dispositions des articles 177 à 181 TCE dans un chapitre 1^{er} consacré à la 'coopération au développement'.

249. L'article 208 TFUE⁴⁹⁷ reprend partiellement les dispositions des articles 177 et 178 TCE. Bien qu'il soit regrettable de constater qu'aucune disposition particulière n'ait été insérée, relative au volet éducatif de la coopération au développement, malgré son importance croissante, cette position juridique n'est pas étonnante car le Traité modificatif de Lisbonne a pour objectif principal de simplifier le droit originaire. On assiste ainsi à un allègement des dispositions des articles relatifs à la coopération au développement, caractérisé notamment par la fusion des articles 177 et 178 TCE et la concentration de l'action de l'UE sur un seul objectif principal. L'article 208 alinéa 1^{er} TFUE innove en effet en faisant référence à la transversalité « des objectifs de coopération au développement dans la mise en œuvre des

⁴⁹⁶ Septembre 2014

⁴⁹⁷ Article 208 TFUE « 1. La politique de l'Union dans le domaine de la coopération au développement est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. La politique de coopération au développement et celles des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement. L'objectif principal de la politique de l'Union dans ce domaine est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. L'Union tient compte des objectifs de coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement. 2. L'Union et les Etats membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes. »

politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement », alors que le TCE y consacrait un article spécifique, à savoir l'article 178 TCE, abrogé par le TFUE.

250. Concernant les objectifs de la coopération au développement, l'article 208 TFUE est plus succinct que l'article 177 TCE dans la mesure où il concentre l'action d'aide au développement sur un objectif principal visant à éradiquer la pauvreté. Ce choix stratégique permet de cibler prioritairement l'aide au développement sur les actions de réduction de la pauvreté, dans le cadre des programmes pluriannuels ou programmes thématiques. Les autres objectifs mentionnés à l'article 177 TCE relatifs au « développement économique et social durable des PED » et à « l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale » ne sont donc plus mentionnés par le TFUE. Les objectifs généraux « de développement et de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit » et de « respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales » prévus par l'article 177 alinéa 2 TCE ne sont également pas repris par l'article 208 TFUE. Bien qu'il n'y soit plus fait référence, ces objectifs sont tout de même poursuivis dans le cadre des accords de coopération au développement, prévus par l'article 209 TFUE alinéa 2 (ex 179 TCE), précisant que « l'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne et à l'article 208 du présent traité ». L'article 21 TUE relatif aux dispositions générales encadrant l'action extérieure de l'UE, énumère en effet ces objectifs dans ses alinéas 1 et 2⁴⁹⁸, et leurs confèrent un caractère transversal car ils seront pris en compte dans l'ensemble des politiques extérieures ou dans les volets des différentes politiques internes de l'UE, conformément à l'article 21 alinéa 3 TUE⁴⁹⁹. Cette approche intégrée est une innovation positive renforçant la cohérence et de ce fait l'efficacité de l'action extérieure de l'UE.

251. La recherche de simplification des dispositions juridiques effectuée dans le TFUE, ne préjudicie nullement à la compétence de l'UE, caractérisée au contraire par un renforcement en matière d'aide au développement, du fait de l'affirmation explicite d'une compétence partagée en la matière⁵⁰⁰. L'article 208 TFUE alinéa 1^{er} reprend les dispositions de l'article

⁴⁹⁸ Op.cit.

⁴⁹⁹ Op.cit.

⁵⁰⁰ Il à noter que, dans le TFUE, la compétence partagée est définie comme une compétence concurrente par principe, car la mise en œuvre de la compétence de l'UE dans un domaine donné dessaisit les Etats membres de leurs compétences. La compétence de l'UE telle que définie par le TFUE en matière de coopération au développement est une réelle compétence partagée, dans la mesure où l'UE et les Etats membres agissent conjointement sans qu'il y ait dessaisissement. Cette forme de compétence reste hélas exceptionnelle dans le TFUE.

177 TCE alinéa 1^{er} mais supprime en effet le qualificatif « complémentaire »⁵⁰¹ attribué à la politique communautaire de coopération au développement. Il y substitue que la « politique de coopération au développement et celles des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement », ce qui signifie que l'UE dispose d'une réelle compétence partagée en la matière, qui ne se limite pas à une compétence d'appui. Bien que la CE ait incontestablement disposé d'une compétence partagée sous l'application du TCE dans le cadre de la coopération au développement⁵⁰², le terme « complémentarité » connotait la compétence communautaire, en sous-tendant que la compétence des Etats membres primait. La complémentarité et le renforcement « mutuels » institués par le TFUE implique donc une répartition plus égalitaire de la compétence, ce qui devrait avoir pour conséquence de renforcer l'action de l'UE en matière de développement ainsi que dans les domaines accessoires de cette coopération, tels que l'éducation.

252. L'accroissement, ou au moins le maintien du nombre d'actes éducatifs basés sur 208 TFUE est donc fort probable, dans la mesure où, ils représentent 46.2% basés sur ce fondement depuis 2010. Ce renforcement est visible depuis le Traité de Nice, marqué par l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen et justifiant ainsi l'adoption de nombreuses résolutions du Parlement en matière de coopération au développement comprenant un volet éducatif⁵⁰³.

⁵⁰¹ Article 177 TCE « 1. La politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les Etats membres »

⁵⁰² Le Traité de Lisbonne confirme la compétence partagée attribuée à la CE dans le cadre du TCE. Dès 1982, le mémorandum sur la politique communautaire d'aide au développement précise que « l'existence d'une politique communautaire d'aide au développement suppose une valeur ajoutée tout à fait particulière puisque cette politique communautaire se distingue des politiques bilatérales en ce qu'elle n'est pas une onzième politique qui s'ajouterait aux autres. Elle est l'expression non multilatérale mais collective d'une communauté qui n'a ni les attributs, ni les ambitions d'un Etat mais qui pourtant a de grandes capacités. Elle est perçue comme un acteur responsable et comme le lieu naturel de la concertation et de la coordination des politiques nationales des Etats membres. ». En décembre 2005, les Etats membres et la CE ont également défini conjointement une ligne de conduite pour la politique de développement permettant une juste répartition des tâches, intitulé le « Consensus européen ». L'article 180 TCE paragraphe 1 conforte cette analyse en insistant sur les notions de « coordination », de « concertation » et « d'actions conjointes », notion reprises par le projet de Constitution sur l'Europe dans l'article III-316 qui précise que « la politique de coopération au développement de l'Union et celle des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement ». Ainsi, la compétence 'complémentaire' de la CE dispose d'un champ d'application particulièrement étendu qui permet d'établir une répartition des compétences plus 'égalitaire' entre les Etats membres et la CE, ce que le projet de Constitution pour l'Europe confirmera en intégrant la coopération au développement au sein de la catégorie des compétences partagées. En 2007 les services de la Commission ont affirmé que « la coopération au développement est une compétence partagée du Traité de l'Union européenne » (in document de travail des services de la Commission accompagnant la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement », COM(2007)72, SEC(2007)248, SEC(2007)249, 28 février 2007).

⁵⁰³ On ne dénombrait selon les données *eur lex* aucun acte éducatif basé sur l'article 177 TCE avant le Traité de Nice.

253. De plus, on constate depuis 2006 un accroissement considérable d'actes basés sur 180 TCE, comprenant un volet éducatif, soit 75% des actes, ce qui s'explique par l'importance des actions conjointes menées par la CE et les Etats membres en matière de développement. Dans la mesure où l'article 210 TFUE⁵⁰⁴ reprend textuellement les dispositions de l'article 180 TCE, il est à prévoir que cette base juridique serve dans l'avenir à fonder de nombreux actes de développement présentant une dimension éducative.

254. L'article 209 TFUE⁵⁰⁵ (ex 179 TCE) détermine la procédure applicable, à savoir la procédure législative ordinaire, et les moyens de mise en œuvre de la coopération au développement menée par l'UE. Comme dans l'article 179 TCE alinéa 2, la Banque européenne d'investissement contribue à la mise en œuvre des mesures déterminées dans le cadre de la coopération au développement, tel que prévu dans l'article 209 TFUE alinéa 3.

255. L'article 209 TFUE innove cependant en insérant un nouveau moyen de mise en œuvre de la coopération au développement, qui s'ajoute aux programmes pluriannuels établis par l'article 179 TCE, en prévoyant la mise en place de « programmes ayant une approche thématique ». Cette approche thématique permet d'envisager un accroissement des actes éducatifs en matière de développement ou tout au moins une meilleure visualisation de ces derniers, car il serait envisageable d'élaborer, sur ce fondement, un programme éducatif en matière de coopération au développement, dont l'élaboration serait à notre sens une réelle avancée novatrice dans le cadre de la contribution de l'UE à la réalisation des OMD et de l'EPT.

256. L'éducation pourra également être intégrée comme domaine accessoire dans les accords de coopération au développement, prévus par l'article 209 TFUE alinéa 2. Avant l'entrée en

⁵⁰⁴ Article 210 TFUE « 1. Pour favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions, l'Union et les Etats membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les Etats membres contribuent, si nécessaire, à la mise en œuvre des programmes d'aide de l'Union. 2. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1. » - Contrairement à l'article 180 TCE, il a été jugé nécessaire de préciser dans l'article 210 TFUE les enjeux d'une telle coordination entre l'UE et les Etats membres, qui doit viser à « favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions ».

⁵⁰⁵ Article 209 TFUE « 1. Le Parlement et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la politique de coopération au développement qui peuvent porter sur des programmes pluriannuels de coopération avec des pays en développement ou des programmes ayant une approche thématique. 2. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne et à l'article 208 du présent traité. Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords. 3. La Banque européenne d'investissements contribue, selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1. »

vigueur du traité de Lisbonne, les accord en matière de coopération au développement étaient prévus par l'article 181 TCE, auquel l'article 211 TFUE (ex article 181 TCE)⁵⁰⁶ ne fait plus référence. Le nombre d'actes basés sur l'article 181 TCE a été en baisse constante, ne représentant que 19.5% depuis 2006 alors que ces derniers représentaient 22.5% de 2003 à 2006. La part des actes à dimension éducative, fondés sur l'article 181 TCE, a également fortement diminué. Même si une légère augmentation est visible sous l'application du TFUE, elle est peu pertinente dans la mesure où un acte sur les 4 actes adoptés sur ce fondement depuis 2010 présente une composante éducative.

Paragraphe 2/ L'éducation en matière de coopération économique, financière et technique

257. Les rédacteurs du Traité de Nice ont décidé d'ajouter un nouveau titre XXI, composé d'un article unique, 181A TCE, consacré à la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers⁵⁰⁷, au sein de la troisième partie du TCE relative aux politiques de la Communauté. L'intégration d'un nouveau titre visait à distinguer la portée de cet article de celle de l'article 181 TCE intégré au titre XX relatif à la coopération au développement. En effet, si la CE disposait d'un titre juridique spécifique en matière de coopération avec les pays en développement, à savoir les articles 177 à 181 TCE, elle avait recours à l'article 308 TCE et d'autres bases juridiques pour l'adoption de mesures et la conclusion d'accords de coopération économique, financière et technique avec les pays n'entrant pas dans la catégorie pays en développement, notamment les pays en transition. La coopération économique vise dans ce cadre à renforcer et diversifier les liens économiques tels que l'établissement de nouveaux marchés ou l'appui aux changements structurels. La coopération financière se traduit quant à elle principalement par l'octroi de prêts accordés par la BEI, visant par exemple à financer des projets individualisés contribuant au développement d'infrastructures (mais ne concernant pas les aides macro financières notamment les aides relatives à la balance des paiements).

258. L'article 181 A TCE⁵⁰⁸, actuel 212 TFUE⁵⁰⁹, permettait ainsi à la CE de compléter de manière cohérente sa politique de développement par des actions de coopération économique,

⁵⁰⁶ Article 211 TFUE (ex 181 TCE) « Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. »

⁵⁰⁷ Etablissement de l'article 181 A TCE in JO C321E du 29/12/2006 p127 – voir Commentaire C. GOFFIN et D. MAS in Ouvrage sous la direction de V. CONSTANTINESCO, Y. GAUTIER, D. SIMON « Commentaires article par article Traités d'Amsterdam et de Nice », Economica 2007, 1024p

⁵⁰⁸ Article 181 A TCE « 1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment de celles du titre XX, la Communauté mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique avec des pays tiers. Ces actions sont complémentaires de celles qui sont menées par les

financière et technique avec des pays tiers qui ne relèvent pas de la coopération au développement du fait de leur PIB, comme par exemple les économies en transition des pays candidats à l'adhésion. Ces actions, complémentaires de celles des Etats membres, sont fondées au même titre que la coopération au développement sur l'objectif général de développement, de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit et de respect des droits de l'Homme, ce qui signifie qu'elles incluent de la même manière l'éducation dans les objectifs à atteindre. L'assistance technique, qui a notamment pu s'illustrer par TACIS, consiste « à fournir...des conseils techniques dans les domaines économique, social et culturel aux Etats membres qui désireraient cette aide »⁵¹⁰, c'est-à-dire un transfert de connaissances d'un pays à l'autre concernant surtout les techniques de production et de commercialisation modernes. L'éducation est donc dans ce cadre, à la fois un instrument d'assistance et un objectif à atteindre, justifiant la prise en compte du secteur éducatif, comme un des domaines privilégiés d'action⁵¹¹, dès les origines de l'assistance communautaire en matière économique, technique et financière.

États membres et cohérentes avec la politique de développement de la Communauté. La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. 2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1. Le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association visés à l'article 310 ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union. 3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300. Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux. »

⁵⁰⁹ Article 212 TFUE « 1. Sans préjudice des autres dispositions des traités, et notamment de celles des articles 208 à 211, l'Union mène des actions de coopération économique, financière et technique, y compris d'assistance en particulier dans le domaine financier, avec des pays tiers autres que les pays en développement. Ces actions sont cohérentes avec la politique de développement de l'Union et sont menées dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure. Les actions de l'Union et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement. 2. le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire ; arrêtent les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1. 3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées. Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux. »

⁵¹⁰ Résolution 52 de l'Assemblée Générale – P. DAILLIER et A. PELLET « Droit international public NGUYEN QUOC DINH » LGDJ (1455p) – 6^{ème} édition 1999, paragraphe 657, p1078

⁵¹¹ Par exemple dans la décision du Conseil du 91/408/CEE du 22 juillet 1991 relative à l'octroi d'une assistance financière en faveur d'Israël et des populations palestiniennes des territoires occupés, JO L227 du 15 août 1991, p33-35, l'article 4 paragraphe 1 précise que « l'assistance financière en faveur des populations palestiniennes des territoires occupés prendra la forme d'aides non remboursables. Le montant des dépenses communautaires nécessaire pour le financement de ces aides s'élève à 60 millions d'écus en 1991. Les aides sont destinées à couvrir des dépenses visant à pallier les problèmes socio-économiques (santé, éducation, logement) auxquels doivent faire face les populations à la suite du conflit du Golfe, y compris l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre de cette action... » ; proposition modifiée de règlement (CE) du Conseil relatif à des mesures financières et techniques visant à soutenir la réforme des structures économiques et sociales des territoires et des

259. Depuis la consécration d'une base juridique matérielle spécifique en matière de coopération économique, financière et technique avec les pays tiers, par le Traité de Nice, 20.2% des actes ayant ce fondement juridique contiennent un volet éducatif⁵¹². Depuis 2010, 88 actes ont été adoptés sur le fondement de l'article 212 TFUE dont 23 ayant une dimension éducative. Ces actes concernent la conclusion d'accords-cadres par l'UE avec des pays tiers, comprenant un volet de coopération dans le secteur éducatif⁵¹³, ainsi que le financement d'actions éducatives par des prêts de la BEI⁵¹⁴ ou dans le cadre du renouvellement des instruments de financement des relations extérieures⁵¹⁵, comme l'illustre par exemple la

pays tiers méditerranéens, COM(96)113 du 25 mars 1996, CNS95/127, JO C150 du 24 mai 1996, p15 – article 1^{er} paragraphe 2 du règlement « peuvent bénéficier des mesures d'appui non seulement les Etats et les régions mais également les autorités locales, les organisations régionales, les organismes publics, les structures d'éducation et de formation » - article 2 paragraphe 3 « l'appui à un meilleur équilibre socio-économique comprend notamment :...le développement intégré des ressources humaines, notamment dans l'éducation et la formation professionnelle ainsi que l'amélioration du potentiel pour la recherche scientifique et technologique »

⁵¹² 42 actes sur les 208 actes répertoriés sur Eur lex (septembre 2014) font référence à l'éducation

⁵¹³ Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, COM(2014)70 (207, 212, 218 TFUE); proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, COM(2013)551 (207, 212, 218 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre l'UE et le Kosovo (établissant les principes généraux de la participation du Kosovo aux programmes de l'UE) COM(2013)219 (212, 218 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'UE, d'un accord-cadre entre l'UE et le Kosovo COM(2013)218 (212, 218 TFUE) ; accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, JO L20 du 23 janvier 2013, p2-24 (212, 218, 207 TFUE) ; article 37 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de dialogue politique et de coopération avec les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama COM(2012)454 (212, 218 TFUE)

⁵¹⁴ Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie de l'UE à la Banque européenne d'investissement en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE COM(2013)293 (212, 294, 209 TFUE) ; résolution législative du parlement européen du 17 février 2011 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie de l'UE à la Banque européenne d'investissement en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE, JO C188E du 28 juin 2012, p95-113 (212, 294, 209 TFUE) ; article 3 paragraphe 4 de la décision n°1080/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE et abrogeant la décision n°633/2009/CE, JO L280 du 27 octobre 2011, p1-16 ; position UE n°10/2011 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE et abrogeant la décision n°633/2009/CE, JO C304E du 15 octobre 2011, p1-21 (209, 294, 212 TFUE) ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE, COM(2010)174 (294, 209, 212 TFUE)

⁵¹⁵ Règlement (UE) n°236/2014 du Parlement européen et du Conseil énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des instruments de l'Union pour le financement de l'action extérieure, op.cit.; règlement (UE) n°235/2014 du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, op.cit.; règlement n°234/2014 du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, op.cit.; règlement n°234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, op.cit.; règlement (UE) n°232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant européen de voisinage, op.cit.; règlement (UE) n°231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAPII), JO L77 du 15 mars 2014, p11-26 ; règlement (UE) n°230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix, op.cit. ; paragraphe 67

proposition d'un nouvel instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, finançant les mesures contribuant à « une meilleure compréhension et une plus grande visibilité de l'Union et de son rôle sur la scène internationale au moyen...d'une coopération d'ordre éducatif et universitaire »⁵¹⁶.

260. De 2006 à 2010, on dénombre 3 documents sur les 82 répertoriés, faisant référence à l'éducation⁵¹⁷. L'accord de partenariat entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, contient par exemple un article 49 consacré spécifiquement à la coopération en matière d'éducation et de formation⁵¹⁸, article qui détermine avec précision le cadre de coopération et la possibilité de participation d'une des parties aux programmes d'éducation et de formation de l'autre partie. L'éducation est de même prise en compte dans le cadre de cet accord, en matière de coopération dans les domaines scientifique et technologique⁵¹⁹, de l'environnement et de la santé⁵²⁰, de protection

de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de stabilité COM(2011)845 (209, 212, 294 TFUE) ; article 2 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, COM(2011)844 (209, 294, 212 TFUE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers COM(2011)843 (212, 209, 294, 207 TFUE) ; paragraphe 2.1 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument européen de voisinage COM(2011)839 (209, 294, 212 TFUE) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'instrument d'aide de préadhésion COM(2011)838 (212, 294 TFUE)

⁵¹⁶ Article 1^{er} paragraphe c) de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, op.cit.

⁵¹⁷ Recherche Eur lex – accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre la CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part JO L350 du 29 décembre 2009, p3-51 (44, 47, 55, 57, 63, 71, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE) « Désireux d'instaurer une coopération culturelle et dans le domaine de l'éducation » ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la CE, et à l'application provisoire de l'accord-cadre entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part COM(2009)631 (133, 181A, 300 TCE) ; résolution du Parlement du 8 mai 2008 sur les missions d'observation d'élections de l'UE : objectifs, pratiques et défis futurs JO C271E du 12 novembre 2009 p31-38 (3, 6 et 11 TUE, 3, 177, 179 et 181A TCE)

⁵¹⁸ Article 49 de l'accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre la CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part JO L350 du 29 décembre 2009 p3-51 « 1. Les parties coopèrent en vue de relever le niveau de l'enseignement général et des qualifications professionnelles de la République du Tadjikistan, dans les secteurs tant public que privé. 2. La coopération porte en particulier sur les domaines suivants : le relèvement des systèmes d'enseignement supérieur et de la formation de la République du Tadjikistan, notamment le système de certification des établissements d'enseignement supérieur et des diplômes d'enseignement supérieur, la formation de cadres et de fonctionnaires des secteurs public et privé dans des domaines prioritaires à déterminer, la coopération entre les établissements d'enseignement et entre les établissements d'enseignement et les entreprises, la mobilité de professeurs, diplômés, administrateurs, jeunes scientifiques et chercheurs, ainsi que des jeunes, la promotion des études européennes dans les institutions appropriées, l'enseignement des langues communautaires, la formation post universitaire d'interprètes de conférences, la formation de journalistes, la formation de formateurs. 3. La participation éventuelle d'une partie aux différents programmes d'éducation et de formation de l'autre partie peut être envisagée conformément à leurs procédures respectives et, le cas échéant, des cadres institutionnels et des programmes de coopération sont alors établis par référence à la participation de la République du Tadjikistan au programme Tempus de la Communauté. »

⁵¹⁹ Ibid., article 48 paragraphe 2 - « Lorsque cette coopération s'effectue dans le cadre d'activités liées à l'éducation et/ou à la formation, elle doit se conformer aux dispositions de l'article 49 »

sociale⁵²¹ et de l'immigration⁵²², ce qui illustre la transversalité de la question éducative. La proposition de la Commission relative à un accord-cadre entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, consacre également un article spécifique relatif à la coopération dans le domaine éducatif⁵²³, repris dans l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et de la république de Corée, d'autre part, signé le 10 mai 2010⁵²⁴.

261. Sur la période de 2003 à 2006, 16 documents sur 38, basés sur 181A TCE, contiennent une référence éducative. Ils concernent la refonte des règlements communautaires de coopération au développement, que ce soit par l'adaptation des règlements existants ou l'adoption de nouveaux règlements financiers, en matière de coopération extérieure de la CE⁵²⁵.

⁵²⁰ Ibid., article 52 paragraphe 2 - « La coopération vise à protéger l'environnement, combattre toute forme de pollution et couvrir notamment l'éducation et la sensibilisation écologique »

⁵²¹ Ibid., article 58 paragraphe 1 - « La coopération porte notamment sur :...l'éducation et la formation en matière de santé, de sécurité, avec une attention particulière pour les secteurs d'activités à hauts risques »

⁵²² Ibid., article 70 paragraphe 2 - « La coopération se concentrera notamment sur : ...c) ...l'éducation et la formation des migrants légaux... »

⁵²³ Article 29 de la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la CE, et à l'application provisoire de l'accord cadre entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part COM (2009)631 (133, 181A, 300 TCE) - « 1. Les parties reconnaissent la contribution cruciale de l'éducation et de la formation au développement des ressources humaines capables de participer à une économie mondiale fondée sur la connaissance ; elles conviennent de leur intérêt commun à coopérer dans les domaines de l'éducation et de la formation. 2. Conformément à leurs intérêts communs et aux objectifs de leurs politiques éducatives, les parties s'engagent à encourager ensemble des activités de coopération appropriées dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, l'accent étant mis en particulier sur l'enseignement supérieur. La coopération peut notamment se concrétiser par : a) un appui à des projets de coopération communs entre établissements d'enseignement et de formation de l'UE et de la République de Corée, en vue de promouvoir l'élaboration des programmes en cours, la mise sur pied de programmes d'études conjoints et la mobilité des étudiants ; b) un dialogue, des études ainsi qu'un échange d'informations et de savoir faire dans le domaine de la politique éducative ; c) la promotion d'échange d'étudiants, de membres du corps enseignant et du personnel administratif d'établissements d'enseignement supérieur ainsi que d'administrateurs socio-éducatifs, notamment par la mise en œuvre du programme Erasmus Mundus ; e) la coopération dans des domaines éducatifs d'intérêt commun. »

⁵²⁴ Article 29 de l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, op.cit.

⁵²⁵ Règlement (CE) n°1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde JO L386 du 29 décembre 2006, p1-11 (179, 181A, 251 TCE) – article 2, point 1b)ix) ; règlement (CE) n°1717/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 instituant un instrument de stabilité, JO L327 du 24 novembre 2006, p1-11 (179, 181A, 251 TCE) – article 3 point 2 h) ; règlement (CE) n°1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant les dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat, JO L310 du 9 novembre 2006, p1-14 (179, 181A, 251 TCE) – article 2 'portée de l'assistance communautaire' point 2 J) et article 16 ; règlement (CE) n°1900/2005 du Conseil du 21 novembre 2005 modifiant le règlement (CE) n°382/2001 concernant la mise en œuvre des projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie, JO L303 du 2 novembre 2005, p22-23 (133, 181A TCE)- article 1^{er} point 1 « le cas échéant, notamment dans le cas de projets dans le domaine de l'éducation et de la formation, ou de projets similaire dont les bénéficiaires peuvent être des particuliers, le soutien communautaire peut prendre la forme de subventions versées à des personnes physiques. Ces subventions peuvent prendre la forme de bourses. » ;

D'autres actes, adoptés durant cette période et comportant un volet éducatif, portent sur la participation de la CE à des conventions internationales, que ce soit en matière de criminalité internationale⁵²⁶ ou de culture⁵²⁷ et sur la conclusion d'un accord de partenariat entre les Communautés, les Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part⁵²⁸.

proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, COM(2006)354 (179, 181A, 251 TCE)- article 2 point b) viii) ; proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°382/2001 en ce qui concerne sa date d'expiration et certaines dispositions relatives à l'exécution du budget COM(2004)840 (133 TCE, 181A TCE) - point 1.2 'coopération avec les pays industrialisés' (octroi d'un financement communautaire à l'éducation) ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant le Fonds de solidarité de l'UE COM(2005)108 (159, 181A, 251 TCE)- article 4 'opérations admissibles' « a) les actions urgentes de première nécessité pour la remise en état de marche immédiate des infrastructures et installations dans les domaines de...l'éducation » ; proposition de règlement du Parlement européen portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique bases COM(2004) 629 final (179, 181A, 251 TCE) – article 1^{er} 'objet et champ d'application' « ... 3) Les mesures financées au titre du présent règlement couvrent tous les domaines de coopération pertinents pour atteindre les objectifs définis aux articles 177 à 181A TCE ainsi que pour respecter les obligations et engagements internationaux de la Communauté. Elle couvre également les domaines prévus dans les accords de partenariat et de coopération et autres instruments bilatéraux conclus avec les pays et régions partenaires, ou précisés dans les déclarations conjointement approuvés avec les pays et régions partenaires, ainsi que la poursuite au niveau international des objectifs de politiques internes. Les mesures concernent notamment : ...o) l'éducation de base, l'enseignement secondaire ou supérieur et la formation professionnelle... » ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant dispositions générales concernant la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat COM(2004)628 final (179, 181A, 251 TCE)- article 2 'portée de l'assistance' point 2 b) « appuyer des politiques tendant à promouvoir la santé, l'éducation et la formation » ; proposition de règlement du Conseil établissant un instrument de pré adhésion (IAP) COM(2004)627 (181A TCE) – article 8 point 2.3.4 volet 'développement des Ressources Humaines' ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°975/1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général de développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et du règlement (CE) n°976/1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions communautaires, qui dans le cadre de la politique de coopération communautaire, contribuent à l'objectif général de développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales COM(2003)639 final (179, 181A, 251 TCE) point 9. 1 g)

⁵²⁶ Décision 2006/618/CE du Conseil du 24 juillet 2006 relative à la conclusion au nom de la CE, du protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en ce qui concerne les dispositions du protocole dans la mesure où celles-ci relèvent des articles 179 et 181A TCE JO L262 du 22/09/2006 p 44-50 (179, 181A, 300 TCE) – article 6 'assistance et protection accordée aux victimes de la traite des personnes' point 3 « chaque Etat Partie envisage de mettre en œuvre des mesures en vue d'assurer le rétablissement physique, psychologique et social des victimes de la traite des personnes, y compris, s'il y a lieu, en coopération avec les ONG, d'autres organisations compétentes et d'autres éléments de la société civile et en particulier de leur fournir : ...d) des possibilités d'emploi, d'éducation et de formation »

⁵²⁷ Décision 2006/515/CE du Conseil du 18 mai 2006 relative à la conclusion de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, JO L201 du 25 juillet 2006, p15-30 (133, 151, 181, 181A, 300 TCE) – article 10 'éducation et sensibilisation du public' - « réaffirmant le rôle fondamental que joue l'éducation dans la protection et la promotion des expressions culturelles » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles COM(2005)678 final (89, 133, 151, 181, 181A, 300 TCE)

⁵²⁸ Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre la CE et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part COM(2004)521 final (44, 47, 55, 57, 63, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE) – article 49 'éducation et formation' ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part COM(2004)520 final (44, 47, 55, 57, 63, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE – point 4 ii)

262. Représentant 15,8% des actes basés sur l'article 181A TCE, les documents faisant référence à l'éducation atteignent en l'état actuel 26.1% des actes basés sur l'article 212 TFUE. Cette augmentation se justifie par l'importance accordée au secteur éducatif dans le cadre de la coopération économique, financière et technique, mais également par l'extension du champ d'application de cette politique. Si l'article 212 TFUE reprend les dispositions de l'article 181A TCE, il ajoute à l'alinéa 1^{er} que « l'Union mène des actions de coopération économique, financière et technique, y compris d'assistance en particulier dans le domaine financier, avec des pays tiers autres que les pays en développement »⁵²⁹. L'insertion d'une référence au domaine financier dans l'article 212 TFUE s'explique certainement par le fait que de nombreux accords sont basés, sur la combinaison des articles 133 et 181A TCE. L'enchevêtrement des bases juridiques de compétences permet ainsi d'adapter les politiques de l'UE en la matière, en renforçant l'assistance financière, et peut donc servir d'indicateur d'évolution d'une politique vers une direction donnée. Les traités modificatifs doivent ainsi prendre en compte ce facteur de changement afin d'assurer la cohérence des politiques de l'UE, comme l'illustre le traité de Lisbonne en matière d'assistance technique et financière. L'article 212 TFUE ne fait plus référence aux objectifs de coopération au développement comme dans l'article 181A TCE, et ce afin d'éviter les risques d'assimilation de ces deux politiques distinctes de l'UE.

263. Le Traité de Lisbonne a également permis de simplifier la mise en œuvre de l'assistance technique et financière de l'UE, d'une part, en étendant la procédure législative ordinaire à tous les actes adoptés sur le fondement de l'article 212 TFUE, d'autre part, en ne faisant qu'une référence générale aux accords, sans faire de distinction particulière pour les accords d'association.

264. L'article 212 TFUE assouplit de surcroît le cadre juridique d'action de l'UE par la suppression des expressions « mène, dans le cadre de ses compétences » et « complémentaires », ce qui permet la consécration explicite de la compétence partagée de l'UE en la matière, par l'insertion de dispositions précisant que « les actions de l'UE et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement ». La confirmation de la compétence partagée de l'UE en matière d'assistance technique et financière aura certainement pour conséquence un accroissement des actions éducatives fondées sur cette base juridique.

⁵²⁹ Article 212 TFUE, op.cit.

Section 2/ L'éducation en matière d'aide humanitaire

265. La préservation du droit à l'éducation est une exigence en temps de paix comme en temps de guerre ou de circonstances exceptionnelles. Les actions de l'UE en matière d'aide humanitaire comprennent dans cette perspective un volet éducatif (Paragraphe 1), qu'il s'agisse de mesures éducatives de sensibilisation à la paix, à la santé, visant à prévenir les conflits ou à rétablir un climat social pacifique post conflit, ou encore des actions en faveur du maintien ou du rétablissement d'un accès à l'éducation en temps de crise, particulièrement pour les enfants⁵³⁰. Bien que le secteur éducatif ne soit pas par nature le domaine prioritaire de l'action humanitaire, ayant pour objectif premier de pallier dans l'urgence aux carences en matière alimentaire et de sécurité des populations, il reste cependant un secteur incontournable de l'assistance humanitaire. L'analyse des actions éducatives dans ce domaine s'avère ainsi essentielle et symptomatique de l'intrication des compétences caractérisant l'action extérieure éducative de la CE.

266. Basée sur l'article 235 TCEE, puis 235 TCE, devenu 308 TCE version consolidée, l'aide humanitaire ne bénéficiait pas, comme l'éducation, d'une base juridique spécifique. Intégrée à la coopération au développement, elle en constituait un volet jusqu'au Traité de Lisbonne consacrant une base juridique propre pour l'aide humanitaire, à savoir l'article 214 TFUE. Les actions éducatives en matière d'assistance humanitaire reposaient donc sur ces différentes bases juridiques. Leur étude est d'autant plus complexe que l'UE mène également dans le cadre de la PESC des actions humanitaires pouvant présenter une dimension éducative⁵³¹. Le Traité de Lisbonne facilite incontestablement l'appréhension de l'assistance humanitaire, par la détermination d'une base juridique spécifique et l'identification d'un seul et même acteur, à savoir l'UE. Il conviendra d'apprécier la répercussion de tels changements sur l'action éducative en la matière (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ Le volet éducatif de l'assistance humanitaire de la CE

267. L'analyse substantielle (A) des actions éducatives en matière d'aide humanitaire et de leurs fondements (B) permet d'appréhender les enjeux du maintien, voire du renforcement

⁵³⁰ Article 3 TUE paragraphes 3 et 5 (version consolidée Traité de Lisbonne) - « 3...Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. » ; « 5. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'Homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et développement du droit international, notamment au respect de la Charte des Nations Unies. »

⁵³¹ Voir infra

significatif de l'éducation d'urgence, souvent reléguée par les acteurs humanitaires au second plan. Favorables à la revalorisation du secteur éducatif en matière d'aide humanitaire, les institutions communautaires n'ont eu de cesse de rappeler son importance. Prévues dans le consensus européen sur l'aide humanitaire⁵³², en matière de gestion des catastrophes naturelles, les actions éducatives feront certainement l'objet d'un développement accru en matière d'aide humanitaire dans les années à venir, comme le laisse présager les travaux de la Commission européenne⁵³³.

A/ Définition rationae materiae des actions éducatives communautaires en matière d'aide humanitaire

268. « L'aide humanitaire de la Communauté comporte des actions non discriminatoires d'assistance, de secours et de protection en faveur des populations des pays tiers, notamment les populations les plus vulnérables et en priorité celles des pays en développement, victimes de catastrophes naturelles, d'événements d'origine humaine, tels que les guerres et les conflits, ou de situations et circonstances exceptionnelles comparables à des calamités naturelles ou causées par l'homme, et ceci durant le temps nécessaire pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations »⁵³⁴. Dans ce contexte, l'éducation est à la fois perçue comme un instrument participant au rétablissement et au maintien de la paix, et comme un droit fondamental devant être préservé en cas de conflit, par l'évaluation rapide des besoins éducatifs dans les situations de crise et la reconstruction des systèmes éducatifs détruits et endommagés après les conflits. C'est pourquoi, le secteur éducatif a été un domaine incontournable de l'action humanitaire menée par la CE, conformément à ses valeurs et à ses engagements internationaux.

269. La CE a reconnu et promu le rôle incontestable de l'éducation en matière de prévention des conflits, du fait de sa contribution au renforcement de la cohésion sociale, de la culture de la paix et de la tolérance, sachant que les contenus des enseignements, des manuels scolaires et la langue d'enseignement sont des éléments déterminants de prévention. Elle a participé également dans le cadre de son action humanitaire au maintien d'un accès minimum au

⁵³² Paragraphe 90 de la Déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne « consensus européen sur l'aide humanitaire », JOC25 du 30 janvier 2008, p1-12 (179 TCE)

⁵³³ Voir notamment le document de travail des services de la Commission intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise', SEC(2008)135 du 5 février 2008, COM(2008)55, SEC(2008)136

⁵³⁴ Article 1^{er} du Règlement du Conseil n°1257/96 concernant l'aide humanitaire

service éducatif en période de conflits⁵³⁵ et contribué dans la période post conflit à la reconstruction des infrastructures scolaires et à la restauration de la disponibilité des ressources humaines⁵³⁶. L'éducation a de ce fait été, à la fois un objectif de développement à long terme, et une action d'urgence⁵³⁷ de l'action extérieure communautaire.

270. Dans le cadre de l'action internationale humanitaire, la CE a coopéré activement avec les organismes internationaux œuvrant en la matière. Bénéficiant d'un statut d'observateur au Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), elle a participé au Programme alimentaire mondial, mené au sein du Haut-Commissariat pour les réfugiés et du Bureau de coordination des NU pour le secours des catastrophes, et soutenu également l'action de nombreuses ONG telles que les organismes OXFAM, MSF. Bien qu'elle soit un des bailleurs principaux de l'aide internationale humanitaire, la Commission donne mandat aux agences de l'ONU et aux ONG internationales, en matière de santé et d'éducation, afin d'assurer la cohérence de l'assistance internationale en la matière⁵³⁸. L'UE subventionne de surcroît l'activité du CICR et promeut dans le cadre de son action extérieure les valeurs consacrées par la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, qui octroie une importance particulière dans ses dispositions⁵³⁹ à l'éducation en temps de crise.

271. Selon les lignes directrices du 15 décembre 2009, mises à jour par le Conseil concernant la promotion du droit humanitaire international, « l'UE devrait étudier la possibilité de fournir ou de financer des programmes de formation et d'éducation au droit humanitaire international

⁵³⁵ Par exemple rapport annuel de la Commission sur l'aide humanitaire en 1999, COM(2000)784 « Dans l'incapacité de développer des moyens autosuffisants, les réfugiés dépendent entièrement de l'assistance extérieure. ECHO a soutenu un vaste programme de soin et de soutien pour les réfugiés comprenant...des services d'éducation et d'intérêt général »

⁵³⁶ Par exemple résolution sur la communication de la Commission sur 'l'assistance humanitaire en ex Yougoslavie : perspectives et orientations', COM(95)564, JO C 198 du 8 juillet 1996, p188, paragraphe 22- le Parlement « ...souligne que les jeunes, notamment, ont besoin d'une rééducation physique et d'actions en matière d'éducation pour se préparer à une activité normale dans la société multiculturelle... »

⁵³⁷ COM(2001)153 sur le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement

⁵³⁸ Document de travail des services de la Commission accompagnant la communication de la Commission au Parlement et au Conseil « Un consensus européen sur l'aide humanitaire » - rapport sur les réponses à des crises RDC, Pakistan, Liban et Birmanie/Myanmar COM(2007)317

⁵³⁹ L'article 24 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 précise que « les Parties au conflit prendront les mesures nécessaires pour que les enfants de moins de quinze ans, devenus orphelins ou séparés de leur famille du fait de la guerre, ne soient pas laissés à eux-mêmes et pour que soient facilités en toutes circonstances, leur entretien, la pratique de leur religion et leur éducation. Celle-ci sera confiée à des personnes de même tradition culturelle. »; Concernant les territoires occupés, l'article 50 prévoit que « la Puissance occupante facilitera avec le concours des autorités nationales et locales, le bon fonctionnement des établissements consacrés aux soins et à l'éducation des enfants »; Concernant les internés, l'article 94 prévoit que « la Puissance détentrice encouragera les activités intellectuelles, éducatives, récréatives et sportives des internés... afin de leur permettre de poursuivre leurs études ou d'en entretenir de nouvelles. L'instruction des enfants et des adolescents sera assurée ; ils pourront fréquenter des écoles soit à l'intérieur soit à l'extérieur des lieux d'internement. »

dans les pays tiers »⁵⁴⁰. Ces programmes pourraient être mis en œuvre à différents niveaux. Depuis 2005⁵⁴¹, l'Office ECHO subventionne des initiatives d'études et de réseaux et de formation dans le domaine humanitaire, comme NOHA⁵⁴², premier réseau d'universités proposant une formation à l'aide humanitaire à niveau européen, qui a été mis en place par une coopération du service d'aide humanitaire de la Commission ECHO avec la DG Education. Cette coopération interservices démontre le lien étroit entre éducation et action humanitaire et a justifié l'intégration d'actions éducatives externes à l'action humanitaire de la CE sans qu'il soit fait recours à l'article 149 TCE. Suite aux lignes directrices de 2009, de nouveaux programmes destinés prioritairement aux militaires, administrateurs, et étudiants, chercheurs de l'enseignement supérieur, pourraient voir le jour. Ils viseraient certainement à promouvoir les valeurs humanitaires et favoriser la compréhension mutuelle entre les peuples, pour prévenir les conflits et permettre le rétablissement de la paix. Dans ce cadre, les programmes seraient déterminés sur le long terme (environ cinq ans) et pourraient prendre la forme du programme Erasmus Mundus, en subventionnant les échanges et l'établissement de consortia d'universités et organismes concernés par la promotion du droit humanitaire. Il conviendra d'analyser dans ce cadre quel sera le fondement juridique adéquat pour de tels programmes, l'article 165 TFUE ou l'article 214 TFUE, voir la combinaison de ces deux fondements juridiques.

272. Les programmes de promotion du droit humanitaire international pourraient également se traduire par la mise en place de programmes d'éducation non formelle et informelle, à destination des jeunes, dans le cadre du service volontaire européen, qui seraient basés ainsi sur l'article 165 TFUE, ou de programmes à court terme, destinés à une population touchée par une crise déterminée. Il s'agirait dans ce cas de programmes ad hoc évolutifs, basés sur l'article 214 TFUE, visant en priorité à financer l'action des ONG sur le terrain, qu'il s'agisse de mesures éducatives de sensibilisation pour mettre fin à un climat social violent ou d'actions concrètes d'assistance de la population dans un contexte de destruction des infrastructures, pour garantir la bonne application des conventions de Genève. La proposition

⁵⁴⁰ Point h) des lignes directrices de l'UE mises à jour concernant la promotion du droit humanitaire international du 15 décembre 2009, JO C303 du 15 décembre 2009, p12-17

⁵⁴¹ Lignes directrices de l'Union européenne concernant la promotion du droit humanitaire international du 23 décembre 2005, JO n°C327 du 23 décembre 2005, p 4-7 (communication du Conseil) – « B/ Moyens d'action à la disposition de l'UE dans ses relations avec les pays tiers – h) formation – la formation au droit humanitaire international est un facteur nécessaire pour assurer le respect de celui-ci pendant un conflit armé. La formation et l'éducation doivent également être organisées en temps de paix...L'UE devrait étudier la possibilité de fournir ou de financer des programmes de formation et d'éducation au droit humanitaire international dans les pays tiers, notamment dans le cadre de programmes plus vastes visant à promouvoir l'Etat de droit. »

⁵⁴² http://ec.europa.eu/echo/training/index_fr.htm

de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création du corps volontaire européen d'aide humanitaire du 19 septembre 2012 suggère par exemple la mise en place de missions humanitaires de volontariat contribuant à plusieurs objectifs poursuivis par l'UE, tel que l'éducation⁵⁴³.

273. Le choix de la base juridique adéquate reste de ce fait un sujet sensible dans la mesure où, si l'action humanitaire de l'UE présente un volet éducatif, l'action extérieure éducative de l'UE comprend également une dimension d'assistance humanitaire, comme en témoigne la participation de la CE au Forum mondial sur 'l'éducation pour tous' de Dakar. L'un des objectifs de l'EPT vise en effet à « répondre aux besoins des systèmes éducatifs touchés par les conflits, les catastrophes naturelles et l'instabilité », reconnaissant que « l'éducation paie un lourd tribut aux conflits »⁵⁴⁴. Comme le constate la Commission la moitié des enfants non scolarisés habitent des pays en crise ou en situation d'après conflits (environ 73 pays du Monde)⁵⁴⁵. En application de la jurisprudence Commission contre Conseil du 20 mai 2008, il conviendra de déterminer quel est l'objet principal de l'acte sachant qu'un objectif humanitaire et un objectif éducatif pourraient être poursuivis « sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre »⁵⁴⁶ impliquant dans ce cas le recours à la double base juridique.

274. Bien que l'importance du secteur éducatif en matière d'assistance humanitaire ne soit pas contestée, il ne s'agit cependant pas d'un domaine perçu comme un secteur d'intervention prioritaire par les acteurs humanitaires, ciblant leurs actions sur l'acheminement des denrées alimentaires et la sécurité. Une fois la crise alimentaire gérée, un programme d'urgence alimentaire peut cependant être remplacé par un programme éducatif alimentaire⁵⁴⁷. Si cette catégorisation des secteurs d'intervention est inévitable dans l'urgence, l'Office d'aide

⁵⁴³ Paragraphe 12 de la proposition du Parlement européen et du Conseil portant création du corps volontaire européen d'aide humanitaire volontaires de l'aide de l'UE, COM(2012)514 du 19 septembre 2012 (214 TFUE)

⁵⁴⁴ Paragraphe 57 du Commentaire élargi sur le cadre d'action de Dakar « Education pour tous » établi par le Comité de rédaction du Forum mondial sur l'éducation Paris 23 mai 2000

⁵⁴⁵ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la pauvreté dans les pays en développement, COM(2002)116 final Bruxelles le 6 mars 2002

⁵⁴⁶ CJCE Commission contre Conseil du 20 mai 2008, op.cit.

⁵⁴⁷ Rapport spécial n°3/2006 relatif à l'aide humanitaire apportée par la Commission européenne en réponse au tsunami, accompagné des réponses de la Commission, JO C 170 du 21 juillet 2006, p1-21, point 34 « Le projet d'une ONG en Indonésie a été modifié lorsqu'il a été constaté que l'ampleur de l'aide internationale aux victimes du tsunami avait permis d'éviter une crise alimentaire. Le programme alimentaire d'urgence n'étant plus nécessaire, il a été remplacé par un programme d'éducation alimentaire et d'alimentation complémentaire ».

humanitaire ECHO⁵⁴⁸ a décidé de revaloriser l'éducation au rang de priorité dans le cadre de son action humanitaire.

275. Le document de travail des services de la Commission du 5 février 2008, intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise'⁵⁴⁹ est à ce titre particulièrement illustratif. Il consacre le caractère fondamental de l'éducation dans l'action humanitaire, précisant que les enfants sont particulièrement affectés par les crises et généralement parmi les premiers bénéficiaires de l'aide humanitaire, destinée notamment aux enfants séparés et non accompagnés, aux enfants soldats et à 'l'éducation d'urgence'. Par ce document de travail, la Commission a démontré l'intérêt de mettre en place des actions d'éducation d'urgence pour éviter le sacrifice de générations, qu'elle qualifie de « perdues »⁵⁵⁰, dans la mesure où la non scolarisation pendant plusieurs années, accentuée par un climat de violence, prive les enfants touchés par le conflit d'un cadre favorable à leur bien être psychologique, social et affectif, les limitant ainsi considérablement dans leur capacité à s'épanouir, s'intégrer socialement et participer à la reconstruction du pays. L'éducation d'urgence est ainsi définie par la Commission comme l'une des priorités de l'action communautaire, qui doit se traduire par un engagement accru des acteurs humanitaires, dans le respect de la souveraineté nationale de

⁵⁴⁸ Ayant débuté dans les années 60, l'aide humanitaire a été institutionnalisée le 1^{er} avril 1992 par la création de l'Office d'aide humanitaire ECHO qui finance les opérations en partenariat avec de nombreux partenaires tels que les agences onusiennes, le CICR, les ONG. Il fournit une aide d'urgence, aide alimentaire et aide aux réfugiés.

⁵⁴⁹ Document de travail des services de la Commission intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise' SEC(2008)135 du 5 février 2008, COM(2008)55 final, SEC(2008)136

⁵⁵⁰ Ibid., « l'éducation – ou plutôt les activités éducatives, car dans l'urgence, il s'agit rarement d'éducation formelle suivant un curriculum prédéfini – ne sont souvent pas perçues comme un secteur d'intervention pour les acteurs humanitaires. Les crises et particulièrement les crises complexes qui durent souvent de nombreuses années ont cependant un effet dévastateur sur la scolarisation des enfants, générant parfois de véritables 'générations perdues' qui n'ont connu que la crise et la violence et n'ont pu suivre aucune forme de scolarisation. La capacité de ses enfants, devenus adultes, à contribuer à la reconstruction et au développement de leur pays s'en trouve fortement limitée et ces jeunes peuvent devenir une source d'insécurité et de violence pour leur pays, voire pour leur pays d'accueil s'ils sont réfugiés. L'éducation pendant une crise permet de préserver leur dignité et de continuer à développer leur capital social et humain. Par ailleurs, l'éducation peut constituer un moyen efficace de protéger les enfants dans une période de crise et de réduire les effets négatifs de la crise sur leur développement physique, psychologique, social et affectif. L'accueil des enfants dans des structures éducatives libère également du temps pour les mères pour d'autres tâches qui contribueront à améliorer le bien être de l'enfant (aller chercher de l'eau propre, préparer des repas, emmener un autre enfant dans un centre de santé...). Face à ces constats, de plus en plus d'organisations appellent à un engagement des acteurs humanitaires dans l'éducation d'urgence ou l'éducation en situation de crise. De facto, en cas de conflit, quand les structures éducatives du pays ne fonctionnent plus et que les enfants n'ont pas ou plus la possibilité d'aller à l'école, l'aide humanitaire peut être le seul instrument permettant d'assurer aux enfants, en particulier aux plus vulnérables, un accès à des activités éducatives. De nombreuses évaluations des besoins auprès des populations déplacées ou réfugiées ou de communautés ont mentionné spécifiquement l'éducation et la scolarisation comme un besoin prioritaire pour leur communauté...les demandes pour l'éducation dépassent souvent celles pour l'alimentation, l'eau, les médicaments ou les abris. Cela est ensuite souvent ignoré dans les programmes de réponse. »

l'Etat⁵⁵¹, ce qui signifie que l'action doit être déterminée à court terme conformément à la nature de l'aide humanitaire⁵⁵². L'éducation d'urgence a de plus une « importante dimension psychosociale »⁵⁵³ dans la mesure où « l'école ou des activités éducatives structurées représentent un havre de normalité où les enfants pourront retrouver une partie de leur routine »⁵⁵⁴, et bénéficier d'un suivi psychosocial, nutritionnel et sanitaire. L'éducation d'urgence contribue à la protection des enfants, contre le recrutement par des groupes armés⁵⁵⁵ et contre toute autre forme de violence, notamment en gérant l'agressivité par l'éducation civique et à la paix. Elle permet de surcroît de préserver la vie des enfants en diffusant des informations vitales relatives aux enfants soldats ou aux zones affectées par la dissémination d'engins explosifs ou de mines antipersonnel. De ce fait, il est primordial de garantir la sécurité à l'école, notamment dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées, partant du constat que de nombreux enfants sont séparés ou non accompagnés. C'est pourquoi « la Commission, à travers la DG ECHO a des interventions dans le domaine de l'éducation dans plusieurs camps de réfugiés, notamment au Burundi et en Tanzanie, avec la reconstruction ou la réhabilitation de salles de classe, la fourniture de matériel didactique et de mobilier, la confection et la distribution d'uniformes scolaires et la formation des professeurs. »⁵⁵⁶. De même, « en cas de catastrophes naturelle, des actions humanitaires d'éducation peuvent jouer un rôle important pour limiter l'effet perturbateur de l'évènement, répondre aux traumatismes des enfants et éviter que certains ne profitent du chaos pour se livrer à l'exploitation ou au trafic d'enfants...A la suite du tsunami en Asie du sud-est, la

⁵⁵¹ Afin de préserver la souveraineté nationale, l'aide humanitaire dans le secteur éducatif est fixée à court terme comme l'illustre par exemple le document de travail des services de la Commission (ECHO) relatif à la stratégie opérationnelle 2007 précisant que la Commission « souhaite réduire de façon significative sa présence dans le secteur de l'éducation primaire » en Tchétchénie – point 4.3, SEC(2006)1626

⁵⁵² Document de travail des services de la Commission intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise' SEC (2008)135 du 5 février 2008, COM(2008)55 final, SEC(2008)136 - La Commission affirme que « les acteurs humanitaires devraient par conséquent reconnaître l'importance de l'éducation dans les situations d'urgence et de crise et être prêts à intervenir dans ce secteur quand il apparaît qu'aucun autre acteur (autorités nationales ou locales, bailleurs de fonds à plus long terme) n'a les moyens ou la possibilité d'intervenir. Néanmoins si l'aide humanitaire peut avoir un rôle à jouer, il faut être attentif aux limites des interventions humanitaires dans ce secteur, liées à la nature même de l'aide humanitaire... Le transfert des activités d'éducation à des acteurs à moyen et long terme est capital car il faut « éviter le risque que des acteurs humanitaires, pour faire face au délitement ou à la paralysie des structures éducatives, ne créent des structures parallèles à celle du pays. Cela peut même conduire l'Etat à se décharger de sa responsabilité de garantir un accès universel à l'éducation primaire... »

⁵⁵³ Ibid.

⁵⁵⁴ Ibid.

⁵⁵⁵ Pour prévenir le recrutement et l'engagement d'enfants soldats, particulièrement des filles, la Commission met également en place des mesures en matière d'éducation et de formation, notamment d'éducation informelle ou des programmes d'éducation accélérée leur permettant de rattraper les années de non scolarisation. Ces actions impliquent la communauté locale, les parents et les enfants eux-mêmes, afin de leur permettre d'acquérir des compétences et d'avoir accès à des moyens de subsistance, ce qui est essentiel pour éviter que les enfants ne retournent au sein de groupes armés.

⁵⁵⁶ Commission intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise', op.cit.

Commission à travers la DG ECHO a financé des activités éducatives à Aceh, comprenant une composante psychosociale et de protection»⁵⁵⁷.

276. Bien que peu nombreuses en l'état actuel du droit, les actions éducatives d'urgence de l'UE en matière d'assistance humanitaire sont donc vouées à se développer sous l'application du TFUE, bien que seulement 4 actes sur 19 fondés, en l'état actuel, sur l'article 214 TFUE fassent référence à l'éducation⁵⁵⁸. Il sera primordial en ce sens de ne pas omettre la référence à cette nouvelle base juridique lorsque l'acte porte sur le droit humanitaire, comme l'illustre la résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 relative au rôle de la protection civile et de l'aide humanitaire dans la prévention des catastrophes⁵⁵⁹, basée sur les articles 196 TFUE, 122 TFUE, 222TFUE et 23 TFUE, sans référence à l'article 214 TFUE.

B/ L'intrication des fondements juridiques des actions éducatives en matière humanitaire

277. L'action humanitaire est elle-même fondée sur un enchevêtrement de bases juridiques, ce qui complexifie d'autant plus l'identification des actions externes éducatives en matière d'aide humanitaire.

278. Concernant les actes humanitaires basés sur 235 TCE présentant un volet éducatif, il convient de citer notamment deux résolutions législatives du Parlement européen démontrant la volonté de l'institution de revaloriser l'éducation en matière d'aide humanitaire. Par une résolution législative du 16 novembre 1995 relative à la proposition de règlement du Conseil

⁵⁵⁷ Ibid.

⁵⁵⁸ Septembre 2014 : Résolution du Parlement européen du 12 juin 2012 sur 'reconnaître et valoriser les activités de volontariat transfrontalières dans l'UE', JO C332E du 15 novembre 2013, p14-22 ; paragraphe 12 de la proposition du Parlement européen et du Conseil portant création du corps volontaire européen d'aide humanitaire volontaires de l'aide de l'UE, COM(2012)514 du 19 septembre 2012 (214 TFUE) ; paragraphe 4 du rapport annuel de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur les politiques de l'Union en matière d'aide humanitaire et de protection civile et sur leur mise en œuvre en 2011, COM(2012)489 du 6 septembre 2012 (préparation aux catastrophes naturelles par l'éducation) ; paragraphe 10 de la résolution du Parlement européen du 18 janvier 2011 sur la mise en œuvre du consensus européen sur l'aide humanitaire: bilan à mi-parcours de son plan d'action et perspectives d'avenir, JO C 136E du 11.5.2012, p. 1–8 « soutient le rôle essentiel joué par le NOHA (premier réseau d'universités proposant une formation à l'aide humanitaire à un niveau européen) dans la promotion d'une plus grande prise de conscience du contexte humanitaire mondial et, en particulier, dans la politique européenne pour répondre aux besoins des plus vulnérables, par l'éducation et la formation de jeunes européens

⁵⁵⁹ Résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 'Vers une capacité de réaction renforcée de l'UE en cas de catastrophe : le rôle de la protection civile et de l'aide humanitaire' JO C56E du 26 février 2013 p31-41 (196 TFUE, 122 TFUE, 222TFUE, 23 TFUE – paragraphe 48 « insiste sur la nécessité d'une sensibilisation aux procédures à adopter en cas de catastrophe, en accordant une attention tout particulière à la formation des jeunes, et ce dès l'âge scolaire ; demande à la Commission de promouvoir, grâce à la participation des écoles et des associations de bénévolat spécifiques, une culture de la prévision, de la prévention et de la résilience... », Paragraphe 53 « appelle en outre au renforcement de l'éducation en matière de prévention des catastrophes et du changement climatique »

concernant la fourniture d'une assistance aux nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie⁵⁶⁰, le Parlement européen a approuvé la proposition avec quelques modifications. Il a notamment ajouté un huitième amendement à l'article 2 paragraphe 1 premier alinéa de la proposition de règlement, en insérant une référence à l'éducation. Alors que les dispositions préoyaient une assistance technique en faveur de la transition vers une économie de marché et du renforcement de la démocratie, le Parlement a adjoint que cette consolidation de la démocratie devait être réalisée « en favorisant la mise en place de nouvelles structures pour des programmes en matière de culture, d'éducation, de santé et de protection sociale »⁵⁶¹. La résolution législative du 2 avril 1998⁵⁶² du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement du Conseil relatif à l'aide à la Bosnie et à l'Herzégovine, à la Croatie, à la République fédérale de Yougoslavie et à l'ancienne République yougoslave de Macédoine, porte également avis modifiant du Parlement européen. Le Parlement a également renforcé l'importance du domaine éducatif dans les relations extérieures de la CE par deux amendements. L'amendement 4 modifiant le huitième considérant de la proposition de règlement, a permis de développer la mise en place de projets facilitant le retour des réfugiés prévus par ce huitième amendement. Le Parlement a explicité le contenu de ces projets en ajoutant qu'ils « ont pour objet de répondre d'urgence à des besoins élémentaires tels que la construction de logements, mais qui prévoient également des mesures relatives aux infrastructures de base, telles que l'approvisionnement en eau et en électricité, l'éducation et la formation »⁵⁶³. L'amendement 11, modifiant l'article 1^{er} point a) quatrième alinéa,

⁵⁶⁰Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil concernant la fourniture d'une assistance aux nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie du 16 novembre 1995, COM(95)12, C4-0242/95, 95/0056(CNS), JO C323 du 4 décembre 1995 p83 (235 TCE)

⁵⁶¹ Article 2 paragraphe 1 alinéa 1^{er} de la proposition de règlement amendement 8 de la résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil concernant la fourniture d'une assistance aux nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie du 16 novembre 1995, COM(95)12, C4-0242/95, 95/0056(CNS), JO C323 du 4 décembre 1995 p83 « 1. Le programme visé à l'article premier se présente principalement sous la forme d'une assistance technique aux réformes économiques en cours dans les Etats partenaires et plus particulièrement aux mesures destinées à assurer la transition vers une économie de marché et à renforcer la démocratie en favorisant la mise en place de nouvelles structures pour des programmes en matière de culture, d'éducation, de santé et de protection sociale et en encourageant le dialogue entre les partenaires sociaux... »

⁵⁶²Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1628/96 du Conseil du 25 juillet 1996 relatif à l'aide à la Bosnie et à l'Herzégovine, à la Croatie, à la République fédérale de Yougoslavie et à l'ancienne République yougoslave de macédoine du 2 avril 1998, COM(98)18, C4-0105/98, 98/0023(CNS), JO C138 du 4 mai 1998 p157 (235 TCE)

⁵⁶³ Ibid., huitième considérant amendé - « Considérant que des projets facilitant le retour des réfugiés, qui ont pour objet de répondre d'urgence à des besoins élémentaires tels que la construction de logements, mais qui prévoient également des mesures relatives aux infrastructures de base, telles que l'approvisionnement en eau et

développe également le contenu des projets de retour des réfugiés. Il précise après modification que « concernant des projets destinés à faciliter le retour des réfugiés et l'intégration ou la réinsertion des réfugiés, des personnes déplacées et des anciens soldats sur le marché du travail, et qui ont trait au secteur du bâtiment, aux infrastructures, à l'emploi, à la formation et l'éducation, les marchés de travaux et les marchés de fournitures dépassant 3 millions d'écus mais inférieurs à 10 millions d'écus seront attribués dans le cadre d'appels d'offres ouverts, ou d'appel d'offres restreints. Le plafond et les procédures prévus dans l'article 10, paragraphe 1 et 2 sont d'application »⁵⁶⁴.

279. La convention entre la Communauté et l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient comprend également un volet éducatif, dans la mesure où l'aide prend la forme de fournitures en nature et de versement en espèces échelonnés, destinés à être utilisés exclusivement dans le cadre de programmes d'éducation et d'alimentation de l'UNRWA⁵⁶⁵. Régulièrement réévaluée pour être adaptée aux besoins, l'aide fournie dans ce cadre est répartie sur plusieurs niveaux éducatifs, dans la mesure où elle favorise l'accessibilité des enfants à l'enseignement primaire et secondaire, promeut la formation professionnelle et l'enseignement supérieur⁵⁶⁶. Fondée à l'origine sur les articles 43 et 235

en électricité, l'éducation et la formation, devraient pouvoir bénéficier de procédures d'appels d'offre restreints, afin de raccourcir les délais à un strict minimum »

⁵⁶⁴ Ibid., amendement 11 modifiant l'article 1^{er} point a) quatrième alinéa avant modification « Concernant des projets facilitant le retour des réfugiés, les marchés de travaux et les marchés de fournitures dépassant 3 millions d'écus mais inférieurs à 10 millions d'écus seront attribués dans le cadre d'appels d'offre ouverts, ou d'appel d'offres restreints. Le plafond et les procédures prévus dans l'article 10, paragraphe 1 et 2 sont d'application » - est devenu après modification - « Concernant des projets destinés à faciliter le retour des réfugiés et l'intégration ou la réinsertion des réfugiés, des personnes déplacées et des anciens soldats sur le marché du travail, et qui ont trait au secteur du bâtiment, aux infrastructures, à l'emploi, à la formation et l'éducation, les marchés de travaux et les marchés de fournitures dépassant 3 millions d'écus mais inférieurs à 10 millions d'écus seront attribués dans le cadre d'appels d'offres ouverts, ou d'appel d'offres restreints. Le plafond et les procédures prévus dans l'article 10, paragraphe 1 et 2 sont d'application. »

⁵⁶⁵ Voir par exemple Convention du 21 mai 1987 entre la CEE et l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient JO L136 du 26 mai 1987, p44 (235 TCEE) - Article 1^{er} « ...cette aide prendra la forme de fournitures en nature et de versements en espèces s'échelonnant sur une période de trois ans et destinés à être utilisés dans le cadre des programmes d'éducation et d'alimentation de l'UNRWA. »

⁵⁶⁶ Recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier une convention entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant la contribution de la Communauté au budget de l'UNRWA pour la période 2002-2005 SEC (2002)152 final du 13 février 2002 – point 2.2 'Programmes d'éducation' « en vertu de ce programme, l'UNRWA assure un enseignement à plus de 475000 élèves (soit une augmentation de plus de 30000 élèves depuis l'entrée en vigueur de la dixième convention) dans 639 écoles du niveau primaire et des premiers et deuxième cycles du secondaire (deuxième cycle uniquement au Liban). Par ailleurs, cet office forme plus de 6000 stagiaires dans les huit centres de formation professionnelle et les trois facultés des sciences de l'éducation situées en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Le programme d'éducation a été élaboré en étroite collaboration avec l'UNESCO. L'objectif général est de permettre aux réfugiés palestiniens

TCEE⁵⁶⁷, puis à partir de 1987 exclusivement sur l'article 235 TCEE⁵⁶⁸, l'assistance fournie par la Communauté à l'UNRWA fut basée à partir de 1993 sur l'article 130Y devenu 181 TCE relatif aux accords de coopération au développement de la Communauté⁵⁶⁹.

280. L'article 179 TCE a aussi permis de fonder des actes en matière humanitaire, comme l'illustre notamment la déclaration commune consacrant le consensus européen sur l'aide

de suivre, dans le cadre des programmes d'études prévus par les pays d'accueil et par l'Autorité palestinienne, un enseignement général de base, une formation de professeur ainsi qu'une formation professionnelle et technique afin d'augmenter leurs chances à tous les niveaux du système éducatif. Le programme d'éducation doit faire face à des contraintes budgétaires découlant des nouvelles exigences des autorités des pays d'accueil, comme l'apprentissage de l'anglais en Jordanie dans l'enseignement primaire, et l'introduction d'autres changements dans les différents programmes scolaires nationaux. Le programme d'éducation doit en outre faire face à une augmentation inhabituelle des inscriptions scolaires liée, entre autres, au retour des familles de réfugiés dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie en rapport avec la création de l'Autorité palestinienne et, par conséquent, l'arrivée – dans les écoles de l'UNRWA – d'enfants précédemment scolarisés dans les écoles des pays arabes où ils résidaient. L'Autorité palestinienne a récemment baissé l'âge d'entrée à l'école des enfants ; cette mesure va augmenter sensiblement le nombre d'élèves susceptibles de fréquenter les écoles de l'UNRWA. Compte tenu de la situation particulière des réfugiés palestiniens au Liban, l'UNRWA a mis en place un enseignement secondaire dans plusieurs régions du pays. »

⁵⁶⁷ Convention modifiant la convention entre la CEE et l'office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient – fondée sur les articles 43 TCEE sur l'agriculture et 235 TCEE, JO L371 du 30 décembre 1982, p43 – Par cette convention le Conseil des CE et l'office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine, prennent en considération l'évolution des besoins des réfugiés bénéficiaires de l'assistance de l'UNRWA en modifiant la convention relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche-Orient signée le 17/02/1982. L'article 1^{er} de la convention est ainsi complété « Toutefois pour les années 1982 et 1983, les fournitures et versements visés ci-dessus sont destinées à être utilisés dans le cadre des programmes suivants : programme de distribution de rations pour les cas particulièrement nécessaires, programme d'alimentation dans les centres de formation, programme d'alimentation d'appoint, programme d'éducation » ; Convention entre la CEE et l'office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient du 28 juin 1984 (articles 43 TCEE sur l'agriculture et 235 TCEE) JO L188 du 16 juillet 1984 p18 – article 1^{er} « ...cette aide prendra la forme de fournitures en nature et de versements en espèces s'échelonnant sur une période de trois ans et destinées à être utilisés dans le cadre des programmes d'éducation et d'alimentation de l'UNRWA »

⁵⁶⁸ Convention du 21 mai 1987 entre la CEE et l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient, op.cit.; Convention entre la CEE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient JO L118 du 09 mai 1990 p37 (235 TCEE)

⁵⁶⁹ Convention du 16 décembre 1993 entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient, JO L9 du 13 janvier 1994, p17-19(accord bilatéral basé sur les articles 130Y) ; convention du 7 octobre 1996 entre la CE et l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient JO L282 du 1 novembre 1996, p69-71 (fin de validité 31 décembre 1998), article 7 (130Y et 228) ; proposition de décision du 10 juillet 1996 du Conseil approuvant le texte d'une neuvième convention CE-UNRWA couvrant les années 1996-1998, préalablement à la signature de la convention par la Commission et l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine COM(1996)257 final, CNS 96/154 JO C218 du 27 juillet 1996, p19 (130Y et 228 TCE) ; convention du 29 septembre 1999 entre la CE et l'office de secours et des travaux des NU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient JO L261 du 7 octobre 1999, p37-40 (fin 31 décembre 2001), 181 et 300 TCE ; Convention entre la Communauté européenne et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de la Palestine (UNRWA) concernant l'aide aux réfugiés dans les pays du Proche-Orient (2002-2005) JO L 281 du 19 octobre 2002, p. 12–14 (181 et 300 TCE)

humanitaire du 30 janvier 2008⁵⁷⁰ qui comprend un volet éducatif. Cette dernière précise qu'« en finançant la préparation aux catastrophes, notamment à travers le programme DIPECHO, sur le budget de l'aide humanitaire, la Commission a acquis une expérience pratique considérable dans le domaine de la préparation aux catastrophes, en mettant l'accent sur des activités menées au niveau local, y compris...des activités de formation et d'éducation »⁵⁷¹.

281. La coopération au développement inclut de surcroît des actions d'aide humanitaire dans les accords de coopération et d'association. Par exemple les articles 72 et 73 de l'Accord de Cotonou du 23 juin 2000 prévoient l'aide en cas de difficultés économiques et sociales graves, à caractère exceptionnel résultant de calamités naturelles ou de crises d'origine humaine comme les guerres ou autres conflits ou de circonstances extraordinaires. Dans ce cadre l'éducation doit être protégée et le service d'éducation restauré dans les périodes de conflits et d'après conflits. L'aide fournie par exemple, dans le cadre de l'accord Cotonou, à la République du Congo relève d'une situation post conflit. Elle doit faire face à trois défis à savoir la consolidation de la paix, la démocratisation, la reconstruction suite aux trois guerres civiles (1993/94, 1997, 1998/99) ayant engendrées des conséquences désastreuses sur la situation économique, politique et social du pays. Le programme de la CE 2000-2007⁵⁷² consacrait de ce fait un volet spécifique à l'éducation, par la 'réhabilitation des services sociaux' c'est-à-dire la réhabilitation des infrastructures sociales de base. Selon le rapport mondial sur le développement humain⁵⁷³ le Congo a un IDH de 0,507 et un taux faible de scolarisation, à savoir 65%, dû principalement au problème des personnes déplacées. Bien que le taux d'alphabétisation soit élevé au Congo comparé aux autres pays de l'Afrique subsaharienne, la qualité de l'éducation a ainsi décliné au cours des années 90 du fait des guerres et des politiques inadéquates du Gouvernement.

282. Le lien étroit établi dans les Traités communautaires entre l'aide humanitaire et la coopération au développement, fondées sur les mêmes bases juridiques, se justifiait principalement par la nécessité d'assurer la continuité des actions entre l'aide d'urgence et

⁵⁷⁰ Déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne – « consensus européen sur l'aide humanitaire », JO C25 du 30 janvier 2008 p1-12 (179 TCE)

⁵⁷¹ Ibid., paragraphe 90

⁵⁷² Stratégie de coopération et programme indicatif entre la République du Congo et la Communauté européenne 9^{ème} FED 2002-2007 http://europe.eu.int/comm/development/body/csp_rsp/print/cg_csp_fr.pdf

⁵⁷³ Tableau 2 « indicateurs socio-économiques de base des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

l'aide au développement, afin d'améliorer la transition et éviter, comme le soulève la communication de la Commission européenne portant sur les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement, qu'une 'zone grise' subsiste entre l'aide humanitaire et l'aide au développement⁵⁷⁴. Alors que la coopération au développement implique par principe des actions sur le long terme, l'aide humanitaire est définie à court terme et doit dans l'urgence pallier au défaut d'infrastructures et d'équipements pour les personnes déplacées. Cependant, comme 'contaminée' par la coopération au développement, l'aide humanitaire est parfois déterminée sur le long terme quand elle concerne la préservation des droits de l'Homme. Ainsi la nouvelle stratégie de performance de la Commission inclut « des travaux à long terme comme le travail dans le cadre de la prévention des conflits, la préparation aux catastrophes et le renforcement des droits fondamentaux »⁵⁷⁵ impliquant de ce fait la mise en place d'actions éducatives humanitaires renforcées sur le long terme.

283. L'action humanitaire de la CE a de plus été complétée par des actions menées dans le cadre du deuxième pilier, car elle constituait un domaine d'intervention commun à la PESC⁵⁷⁶ et à la politique communautaire d'aide au développement⁵⁷⁷. Il conviendra donc d'analyser l'évolution des actions humanitaires à dimension éducative fondées sur le TUE pour appréhender l'étendue de l'action extérieure de l'UE en matière d'éducation⁵⁷⁸. Qu'elles soient fondées sur le TFUE ou le TUE, la cohérence des actions humanitaires est cependant assurée par les institutions de l'UE, conformément aux dispositions de l'article 7 TFUE⁵⁷⁹, et des articles 13 paragraphe 1⁵⁸⁰ l'article 21 paragraphe 3 second alinéa⁵⁸¹, et plus spécifiquement pour la PESC, l'article 26 second alinéa TUE⁵⁸².

⁵⁷⁴ <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r10000.htm>

⁵⁷⁵ « Mise en œuvre de l'aide humanitaire » <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r10001.htm>

⁵⁷⁶ Suite au Conseil européen de Cologne en 1999, les missions dites de 'Petersberg' ont été placées au cœur de la PESC et insérées au TUE par le traité d'Amsterdam à l'article 17 TUE (J.7 paragraphe 4). Elles consistent en l'envoi de force militaire de réaction rapide dans les zones de conflits dont les opérations visent à rétablir ou maintenir la paix. Elles font désormais partie de la PESC et de la PESD et sont encadrées par les dispositions de l'article 42 TUE (version consolidée par le Traité de Lisbonne – ex article 17 TUE déplacé).

⁵⁷⁷ Fiche technique sur l'aide extérieure aux pays tiers, Sources d'Europe, Centre d'information sur l'Europe, Fiche n° QR000080, type de fiche 01 <http://www.info-europe.fr>

⁵⁷⁸ Voir infra

⁵⁷⁹ Article 7 TFUE « L'Union veille à la cohérence entre ses différentes politiques et actions, en tenant compte de l'ensemble de ses objectifs et en se conformant au principe d'attribution des compétences »

⁵⁸⁰ Article 13 paragraphe 1 TUE (version consolidée Traité de Lisbonne) « L'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à promouvoir ses valeurs, poursuivre ses objectifs, servir ses intérêts, ceux de ses citoyens, et ceux des Etats membres, ainsi qu'à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions. »

⁵⁸¹ Op.cit.

⁵⁸² Article 26 TUE « 2. ...le Conseil et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité veillent à l'unité et à la cohérence et à l'efficacité de l'action de l'Union »

Paragraphe 2/ L'action éducative en matière d'assistance humanitaire après le Traité modificatif de Lisbonne

284. Le TFUE distingue explicitement l'aide humanitaire de la coopération au développement en prévoyant dans le Titre III TFUE relatif à la coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire, un chapitre 3 spécifiquement consacré à l'aide humanitaire. Cette innovation juridique est cohérente avec l'accroissement des interventions de la CE et de l'UE en la matière, et met définitivement un terme à l'usage de la clause de flexibilité pour fonder des actions d'assistance, ainsi qu'à la confusion engendrée par l'assimilation de l'aide humanitaire à l'aide au développement. L'aide humanitaire est donc une politique extérieure à part entière de l'UE, plus étendue⁵⁸³ et soumise à la procédure législative ordinaire. La consécration d'une nouvelle politique d'aide humanitaire de l'UE, mise en œuvre sur la base d'une compétence partagée entre l'UE et les Etats membres, est sans conteste un terrain favorable au développement des actions éducatives en la matière, conformément aux lignes directrices fixées par la Commission⁵⁸⁴. L'accès au service éducatif est en effet un 'besoin humanitaire' à satisfaire prioritairement pour la DG ECHO, ce qui permet de l'intégrer légitimement aux actions d'aide humanitaire, prévues par l'article 214 TFUE⁵⁸⁵.

285. Bien que ce dernier ne fasse pas directement référence à l'éducation dans ses dispositions, caractérisées par leur généralisme, il précise dans son alinéa 1^{er} que l'aide humanitaire de l'UE vise à « faire face aux besoins humanitaires résultant » d'un conflit ou

⁵⁸³ Paragraphe 12 du Projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du parlement en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)) Rapporteur : Jo Leinen, op.cit. - Le Parlement « se félicite en outre du renforcement de la compétence de l'Union européenne dans le domaine de la protection civile, lui permettant de porter assistance et secours, de manière ponctuelle, dans les pays tiers (articles 214 du TFUE). »

⁵⁸⁴ Document de travail des services de la Commission intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise', op.cit.

⁵⁸⁵ Article 214 TFUE dispose que « 1. Les actions de l'Union dans le domaine de l'aide humanitaire sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. Ces actions visent, de manière ponctuelle, à porter assistance et secours aux populations des pays tiers, victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, et à les protéger, pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations. Les actions de l'Union et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement. 2. Les actions d'aide humanitaire sont menées conformément aux principes du droit international et aux principes d'impartialité, de neutralité et de non-discrimination. 3. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures définissant le cadre dans lequel sont mises en œuvre les actions humanitaires de l'Union. 4. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 21 du traité sur l'Union. 5. Afin d'établir un cadre pour des contributions communes des jeunes Européens aux actions d'aide humanitaire de l'Union, un Corps volontaire européen d'aide humanitaire est créé. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, fixent son statut et les modalités de son fonctionnement. 6. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination entre les actions de l'Union et celles des Etats membres, afin de renforcer l'efficacité et la complémentarité des dispositifs nationaux d'aide humanitaire. 7. L'Union veille à ce que ses actions d'aide humanitaire soient coordonnées et cohérentes avec celles des organisations et organismes internationaux, en particulier ceux qui font partie du système des Nations Unies. »

d'une catastrophe naturelle, ce qui permet une définition particulièrement large des actions envisageables. Les institutions ont confirmé l'importance du secteur éducatif en matière humanitaire comme l'illustre par exemple le rapport annuel de la Commission du 10 juin 2011 sur les politiques de l'UE en matière d'aide humanitaire et de protection civile et leur mise en œuvre en 2010, dans le cadre duquel elle confirme la prise en compte du domaine éducatif dans son intervention en matière humanitaire, en précisant notamment que « sa contribution à la préparation des catastrophes va bien au-delà des plans d'action DIPECHO, puisque les grandes décisions de financement humanitaire englobent dans leurs objectifs la préparation aux catastrophes ou à l'atténuation des impacts des catastrophes.

286. Cette intégration prend appui sur des activités couvrant...l'éducation »⁵⁸⁶. De même, dans sa résolution du 18 janvier 2011 sur la mise en œuvre du consensus européen sur l'aide humanitaire, le Parlement européen a soutenu « le rôle essentiel joué par , premier réseau d'universités proposant une formation à l'aide humanitaire à un niveau européen, dans la promotion d'une plus grande prise de conscience du contexte humanitaire mondial et, en particulier, dans la politique européenne pour répondre aux besoins des plus vulnérables, par l'éducation et la formation des jeunes européens »⁵⁸⁷.

287. Les actions éducatives, basées sur l'article 214 TFUE, pourront ainsi prendre la forme de projets communs financés dans le cadre de la coopération de l'UE avec les organismes internationaux, conformément à l'article 214 TFUE alinéa 7, de stratégies sectorielles déterminées dans le cadre d'accords d'assistance humanitaire conclus entre l'UE et des pays tiers, en application des dispositions de l'article 214 TFUE alinéa 4, ou d'actions en faveur de la jeunesse, mises en place dans le cadre du Corps volontaire européen d'aide humanitaire, conformément aux dispositions de l'article 214 TFUE alinéa 5.

Section 3/ La dimension éducative de la politique commerciale commune de l'UE

288. La politique commerciale commune vise à réguler les relations économiques de l'UE avec le reste du Monde. L'UE étant la première puissance commerciale mondiale devant les Etats-Unis et le Japon, elle participe activement aux négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre du GATT, puis depuis 1995 dans le cadre de l'OMC, dont elle est

⁵⁸⁶ Rapport annuel du 10 juin 2011 de la Commission sur les politiques de l'UE en matière d'aide humanitaire et de protection civile et leur mise en œuvre en 2010, COM(2011)343

⁵⁸⁷ Résolution du Parlement européen du 18 janvier 2011 sur la mise en œuvre du consensus européen sur l'aide humanitaire : bilan à mi parcours de son plan d'action et perspectives d'avenir JO C136E du 11 mai 2012 p1-8 (214 TFUE)

membre *de jure* aux côtés des Etats membres depuis le 1^{er} janvier 1995, dans la mesure où elle conserve encore aujourd'hui la compétence exclusive⁵⁸⁸ qu'elle détenait dans le cadre du domaine commercial en tant que membres du GATT⁵⁸⁹. Si le seul lien existant entre commerce et éducation résidait traditionnellement dans l'intégration de l'éducation dans les clauses sociales et de droits de l'Homme, insérées dans les accords de libéralisation des marchés, afin de conditionner l'octroi des préférences commerciales communautaires au respect des droits de l'Homme, la libéralisation progressive des services concerne également à ce jour les services jusqu'ici préservés du fait de leur nature. La privatisation accrue du service éducatif, la compétition d'excellence engagée entre les établissements d'enseignement supérieur, le développement de services éducatifs innovants et de matériels pédagogiques toujours plus performants, favorisé par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), sont autant de facteurs de l'émergence d'un réel 'marché de l'éducation'. Consciente de l'impact d'un tel phénomène sur le marché de l'emploi et la croissance économique, la CE s'était fixé dans ce contexte comme objectif pour 2010 de « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive », échéance reportée à 2020. Le secteur éducatif, auparavant exclu de toute considération économique, est donc ouvert à la concurrence, ce qui se traduit par un renforcement de la compétence de l'UE en matière de service de l'éducation (Paragraphe 1) et par le développement d'actions éducatives fondées sur l'article 133 TCE, devenu 207 TFUE⁵⁹⁰ (Paragraphe 2).

⁵⁸⁸ Article 3 TFUE « l'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants : ... e) la politique commerciale commune »

⁵⁸⁹ Créée le 1^{er} janvier 1995 suite aux négociations de l'Uruguay Round (1986-1994) par l'Accord de Marrakech 15 avril 1994, Organisation mondiale du Commerce – les signataires du GATT sont devenus automatiquement membres de l'OMC après ratification de l'accord de Marrakech

⁵⁹⁰ Article 207 TFUE « 1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et de services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs, l'uniformisation des mesures de libéralisation, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. 2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures définissant le cadre dans lequel est mise en œuvre la politique commerciale commune. 3. Si des accords avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales doivent être négociés et conclus, l'article 218 est applicable, sous réserve des dispositions particulières du présent article. La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union. Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial, ainsi qu'au Parlement européen, sur l'état d'avancement des négociations. 4. Pour la négociation et la conclusion des accords visés au paragraphe 3, le Conseil statue à la majorité qualifiée. Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce de services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ainsi que des investissements étrangers directs, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes. Le Conseil statue également à

Paragraphe 1/ L'affirmation progressive d'une compétence exclusive de l'UE en matière de service de l'éducation

289. Malgré les réticences étatiques, le service de l'éducation est inclus dans le GATS (A) et relève progressivement d'une compétence exclusive de l'UE dans le cadre de sa politique commerciale commune (B).

A/ Les critères de détermination du service de l'éducation inclus dans le GATS

290. La libre prestation des services est l'une des grandes libertés consacrées par le Traité de Rome de 1957. Selon le droit communautaire, les services sont des « prestations fournies normalement contre rémunération dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux ou des personnes »⁵⁹¹. L'enseignement a été consacré comme un service par la directive du Conseil du 21 mai 1973⁵⁹². Si l'éducation se vend et s'achète sous forme de transferts de connaissances et de savoir-faire, de matériels pédagogiques⁵⁹³ performants ou de formations, la libéralisation du commerce et l'ouverture des marchés touchent également la fourniture de services d'éducation, que l'on souhaite plus efficaces. Améliorer la qualité de l'éducation est devenu un enjeu économique international de compétitivité, pour les pays industrialisés, et de développement, pour les pays en développement, partant du constat que le transfert de

l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'accords: a) dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, lorsque ces accords risquent de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union; b) dans le domaine du commerce des services sociaux, d'éducation et de santé, lorsque ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des États membres pour la fourniture de ces services. 5. La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports relèvent du titre VI de la troisième partie, et de l'article 218. 6. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale commune n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où les traités excluent une telle harmonisation. »

⁵⁹¹ Article 60 du Traité de Rome de 1957

⁵⁹² La Directive 73/148/CEE du Conseil du 21 mai 1973 dispose notamment que l'enseignement étant un service, l'étudiant a un droit de résidence comme bénéficiaire de ce service JO L172 du 28 juin 1973 p14 article 1 par. 1b.

⁵⁹³ Voir par exemple la décision du Conseil du 8 mai 1979 concernant la conclusion du protocole à l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel JO L134 du 31 mai 1979 p14-22 (relations extérieures, libre circulation des marchandises, enseignement et recherche - auteurs : CEE, Barbade, Belgique, Danemark, Egypte, Finlande, France, Grèce, Irak, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays Bas, Royaume-Uni, Portugal, Saint Marin, Vatican, Yougoslavie - Dépositaire ONU - base juridique 157^E) « considérant que l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, dit accord de Florence, élaboré à l'initiative de l'UNESCO, est destiné à favoriser la libre circulation des livres, des publications et des objets présentant un caractère éducatif, scientifique ou culturel, que à cette fin cet accord prévoit entre autres la non application de droits de douanes à l'importation de ces produits ; considérant que la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO a adopté le 26 novembre 1976 un protocole à l'accord de Florence en vue d'admettre au bénéfice de la franchise des droits de douane un certain nombre d'objets qui en avaient été jusqu'alors exclus ; que ledit protocole, s'il constitue un acte complémentaire à l'accord, doit être considéré comme un instrument distinct de ce dernier », « considérant qu'il convient de prendre en considération les besoins et les préoccupations des pays en voie de développement en vue de leur faciliter un accès facile et moins onéreux à l'éducation, à la science, à la technologie et à la culture » - La CEE a approuvé ce protocole par cette décision.

connaissances et l'amélioration des infrastructures d'accueil et des capacités, notamment dans les pays en développement, où les fonds publics sont insuffisants pour répondre à la demande, sont un préalable nécessaire aux relations commerciales. En effet, l'industrialisation et le progrès agricole, objectifs de développement des pays en développement, ne sont réalisables que si l'on modernise les structures administratives, éducatives et de formation professionnelle. Ainsi, malgré les polémiques, l'éducation a été insérée dans les services du GATS.

291. Le service d'éducation ne peut être écarté du champ d'application du GATS⁵⁹⁴, excepté si deux critères cumulatifs sont remplis. Le GATS exclut en effet les « services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental », c'est-à-dire « tout service qui n'est pas fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services »⁵⁹⁵. De ce fait les 'services gouvernementaux', ne faisant pas partie de l'économie marchande, ne sont pas concernés par la libéralisation des services. Le service public d'éducation monopolistique et non basé sur le profit échappe donc à la libéralisation des services.

292. On s'interroge cependant sur les mutations actuelles des 'services gouvernementaux' de plus en plus favorables à l'implication du secteur privé dans la gestion du service d'éducation. L'amélioration du service nécessite en effet des changements fonctionnels, comme l'illustre le mouvement d'autonomisation et l'accroissement du financement privé des universités, ainsi que la multiplication d'organismes privés offrant des enseignements de niveau universitaire. La Cour de Justice a, par exemple, jugé dans l'affaire NERI que « l'organisation contre rémunération des cours de formation supérieure est une activité économique »⁵⁹⁶ et donc que l'activité de l'entreprise organisant des cours universitaires est une activité économique constituant un service.

293. Afin de savoir si un service d'éducation est exclu du champ d'application du GATS, il conviendra de ce fait d'apprécier le degré de participation des fournisseurs privés au service d'éducation. Les services d'éducation émergents, privatisés et concurrentiels font donc partie intégrante du GATS puisqu'ils ne remplissent pas les critères d'exclusion, ce qui est accentué

⁵⁹⁴ Le GATS est un ensemble de règles applicables aux échanges internationaux de services. Il concerne tous les services à l'exception des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental

⁵⁹⁵ GATS article 1er al3b

⁵⁹⁶ CJCE 13 novembre 2003 Renvoi préjudiciel du Giudice di pace di Genova dans l'affaire Neri et European School of Economics, aff. C 153/02, paragraphe 39

par l'interprétation volontairement étroite de l'article en pratique par le Conseil du Commerce des services de l'OMC⁵⁹⁷.

294. Les Etats restent réticents à s'engager sur l'éducation dans le cadre du GATS, craignant que cela affecte la qualité et l'accessibilité de l'éducation. Durant le cycle de l'Uruguay Round, plusieurs Etats ont cependant pris des engagements spécifiques sur les services d'éducation concernant l'accès au marché et le traitement national, notamment par la reconnaissance des licences et certificats⁵⁹⁸. Le Comité Syndical Européen de l'Education (CSEE) exclut, quant à lui, toute inclusion de l'éducation dans une directive sur les services dans le marché intérieur, précisant que « selon les articles 149 et 150 du Traité, les compétences communautaires dans le domaine de l'éducation se limitent à l'adoption de mesures et de recommandations encourageantes alors que les Etats membres gardent l'entière responsabilité pour le contenu de l'enseignement et de l'organisation du système éducatif »⁵⁹⁹. Cette compétence d'appui reste d'actualité sous l'application de l'article 165 TFUE. Selon le CSEE « la politique commerciale communautaire risque de contourner la distribution des compétences prévue par le Traité en s'accordant la compétence d'intervenir dans l'organisation nationale des systèmes éducatifs »⁶⁰⁰. L'assimilation de l'éducation à un service commercial remettrait en cause les dispositions du Traité en permettant à l'UE d'agir dans le domaine réservé par principe aux Etats membres et porterait ainsi atteinte au principe de subsidiarité.

295. Bien que l'article 133 paragraphe 6 TCE⁶⁰¹ protégeait à notre sens les Etats membres de toute incursion dans leur domaines réservés, cette réticence des Etats se justifiait cependant

⁵⁹⁷ Par exemple Conseil du commerce des services, Rapport de la Réunion du 14 octobre 1998, note du Secrétariat S/C/M/30 du 12 novembre 1998 p4

⁵⁹⁸ Négociations multilatérales du cycle de l'Uruguay (1986 1994) JO L336 du 23 décembre 1994 p191-212 – acte communautaire basé sur : 43 TCE, 57 TCE, 66 TCE, 75 TCE, 84 TCE, 95 TCE, 100 TCE, 100A TCE, 113 TCE - « désireux d'obtenir sans tarder une élévation progressive des niveaux de libéralisation du commerce de services par des séries de négociations multilatérales successives visant à promouvoir les intérêts de tous les participants sur une base d'avantages mutuels. » - Article VII reconnaissance « 1. S'agissant d'assurer en totalité ou en partie, le respect de ses normes ou critères concernant la délivrance d'autorisations, de licences ou de certificats par les fournisseurs de services et sous réserve des prescriptions du paragraphe 3, un membre pour reconnaître l'éducation ou l'expérience acquise, les prescriptions remplies ou les licences du certificats accordés dans un pays déterminé. »

⁵⁹⁹ CSEE déclaration du 15 février 2005 http://www.etuce.homestead.com/Fr_statement_ServicesDirective-15.02.pdf

⁶⁰⁰ Ibid.

⁶⁰¹ Article 133 paragraphe 6 TCE (déplacé article 207 TFUE) « Un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excéderaient les compétences internes de la Communauté, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des Etats membres dans un domaine où le présent traité exclut une telle harmonisation. À cet égard, par dérogation au paragraphe 5, premier alinéa, les accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine relèvent de la compétence partagée entre la Communauté et ses

par l'interprétation jurisprudentielle extensive de la compétence communautaire en matière de politique commerciale commune, ayant conduit à une modification des Traités...

B/ D'une compétence partagée à une compétence exclusive en matière de service d'éducation

296. L'article 133 TCE définissait le cadre institutionnel de la politique commerciale commune et précisait que la CE peut conclure des accords de coopération commerciale avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales⁶⁰² et mettre en place des instruments juridiques autonomes, tels que le système de préférences généralisées. La Cour de Justice a eu l'occasion d'apprécier la compétence communautaire en la matière et a consacré, d'une part, une compétence exclusive générale de la CE en matière de politique commerciale commune, d'autre part, une compétence partagée spéciale de la CE dans le domaine des services (1). Le Traité d'Amsterdam a confirmé cette jurisprudence en établissant une compétence partagée communautaire en matière de services, c'est-à-dire service d'éducation inclus (2). Un changement majeur sera opéré par le Traité de Nice, qui, d'une part, étendra la compétence exclusive de la CE aux accords relatifs au commerce des services et aux aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, sans que cela ne porte pas atteinte au droit des Etats membres de maintenir et de conclure des accords avec les pays tiers ou les OI pour autant que ces accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents, et d'autre part, maintiendra la compétence partagée pour les accords relatifs au commerce des services culturels et audiovisuels ainsi qu'aux services d'éducation, sociaux et de santé humaine (3). Conformément au contexte international, favorable à la libéralisation de l'ensemble des services, le TFUE met fin à cette exception en étendant la compétence exclusive de l'UE au commerce des services d'éducation, tout en prévoyant des gardes fous visant à préserver la souveraineté étatique de toute incursion disproportionnée dans leurs domaines réservés de compétence (4). Il convient d'analyser plus exhaustivement l'évolution historique de l'extension de la compétence des institutions en matière de commerce des services de l'éducation.

Etats membres. Dès lors, leur négociation requiert, outre une décision communautaire prise conformément aux dispositions pertinentes de l'article 300, le commun accord des Etats membres. Les accords ainsi négociés sont conclus conjointement par la Communauté et par les Etats membres. »

⁶⁰² Article 133 paragraphe 3 TCE « Si des accords avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de la Communauté. Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial sur l'état d'avancement des négociations. Les dispositions pertinentes de l'article 300 sont applicables. »

1. La détermination jurisprudentielle de la compétence communautaire en matière de service de l'éducation dans le cadre de la politique commerciale commune : une jurisprudence pragmatique

297. Afin d'assurer la cohérence des échanges économiques externes, la Cour a consacré la compétence exclusive de la CE en matière de politique commerciale commune⁶⁰³. Selon un avis de la CJCE du 7 février 2006, « la compétence exclusive de la Communauté a pour objet, notamment de préserver l'efficacité du droit communautaire et le bon fonctionnement des systèmes institués par ses règles, indépendamment des limites éventuelles prévues par la disposition du traité sur laquelle les institutions se sont fondées pour adopter de telles règles »⁶⁰⁴. La Cour a également eu l'occasion de préciser qu'une compétence parallèle est exclue en matière de politique commerciale commune⁶⁰⁵ et ce malgré la réticence du Conseil.

298. Cette détermination généraliste de la compétence en matière de politique commerciale a cependant été nuancée par l'avis 1/94 de la CJCE relatif à la 'Compétence de la Communauté de conclure des accords internationaux en matière de services et de protection de la propriété intellectuelle'⁶⁰⁶. La Cour de Justice a en effet fait preuve de pragmatisme, en disposant que si la politique commerciale relève, en vertu de l'article 133 TCE, de la compétence exclusive de la Communauté, les Etats membres partagent exceptionnellement la compétence avec la Communauté pour conclure certains engagements dans le cadre de l'OMC, sachant que la mixité de l'accord ne remet nullement en cause la compétence exclusive de la CE en la matière. En l'espèce la Cour a considéré que « la préservation de la cohésion du marché intérieur ne justifie pas davantage la participation de la Communauté seule à la conclusion du GATS...L'ensemble du secteur des services ne connaissant pas pareille situation, la compétence pour conclure le GATS est partagée entre la Communauté et les Etats membres. »⁶⁰⁷.

⁶⁰³ Article 133 paragraphe 1 TCE « La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. »

⁶⁰⁴ Avis 7 février 2006 rendu en vertu de l'article 300 paragraphe 6 CE (1/03, Rec. p I-1145 points 124-128 et deuxième citation point 131)

⁶⁰⁵ Avis CJCE 11 novembre 1975 « En prenant les mesures nécessaires à la mise en œuvre des principes inscrits dans les dispositions concernant la politique commerciale commune notamment ceux visés par l'article 113 du traité, la Communauté est habilitée, en vertu des compétences qu'elle possède, non seulement à adopter des règles internes de droit communautaire, mais aussi à conclure des accords avec les pays tiers conformément à l'article 113, paragraphe 2 et à l'article 114 du traité », de plus selon le traité « une compétence parallèle des Etats membres et de la Communauté en la matière est exclue » (1/75 Rec. p 01355)

⁶⁰⁶ Avis du 15 novembre 1994, Avis 1/94 Rec. I-5267

⁶⁰⁷ Ibid., paragraphes 81-86, 90, 95-98

2. Les apports du Traité d'Amsterdam : la consécration d'une compétence communautaire exclusive limitée dans le domaine des services

299. Le Traité d'Amsterdam a permis d'étendre la politique commerciale au commerce des services par l'insertion du paragraphe 5 de l'article 133 TCE⁶⁰⁸. Cette extension de la compétence communautaire exclusive au domaine des services comporte cependant plusieurs dérogations. D'une part, le paragraphe 5 prévoit que la compétence communautaire ne porte pas « atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents ». Ainsi la compétence partagée parallèle des États subsiste tant que ceux-ci respectent le droit communautaire. D'autre part, si cette révision constitue un progrès, elle demeure très insuffisante du fait de l'exigence d'un accord unanime du Conseil⁶⁰⁹. En effet, selon l'article 133 TCE paragraphe 4 TCE, le Conseil statue en principe à la majorité qualifiée en matière de politique commerciale commune. Or dans le domaine des services, il « statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord », « lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel la Communauté n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité ». De plus « le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale, dans la mesure où il concerne aussi le précédent alinéa ou le paragraphe 6, deuxième alinéa. » Jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de Nice, les accords dans le domaine des services relevaient donc encore d'une compétence partagée de la CE et des États membres et constituaient des accords mixtes conclus par la CE, soumis à la ratification de l'ensemble des États membres.

⁶⁰⁸ Article 133 paragraphe 5 TCE « Les paragraphes 1 à 4 s'appliquent également à la négociation et à la conclusion d'accords dans les domaines du commerce des services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, dans la mesure où ces accords ne sont pas visés par lesdits paragraphes et sans préjudice du paragraphe 6. Par dérogation au paragraphe 4, le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord dans l'un des domaines visés au premier alinéa, lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel la Communauté n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité. Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale, dans la mesure où il concerne aussi le précédent alinéa ou le paragraphe 6, deuxième alinéa. Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents. »

⁶⁰⁹ En ce sens voir citation p219 in « Relations extérieures » Commentaires Mégret – le droit de la CE et de l'UE sous la direction de Jean Victor LOUIS et Marianne DONY, 2^{ème} édition, collection dirigée par l'Institut d'Etudes européennes volume 12, 2005, (643p)

3. Les apports spécifiques du Traité de Nice : extension de la compétence exclusive aux services et maintien de la compétence partagée pour les services de l'éducation

300. Face aux difficultés rencontrées dans les négociations internationales de ces accords, le Traité de Nice a simplifié le régime, d'une part, en incluant les accords relatifs au commerce des services et aux aspects commerciaux de la propriété intellectuelle dans la politique commerciale commune, d'autre part, en soumettant les négociations et les accords portant sur les services à la règle de la majorité qualifiée. Même si les services sont inclus par principe dans le champ de compétence exclusive de la CE⁶¹⁰, trois limites encadrent cette inclusion. D'une part, l'unanimité subsiste suite au traité de Nice, en ce qui concerne la négociation et la conclusion de certains accords portant sur des secteurs sensibles, à savoir les accords relatifs au commerce des services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle lorsqu'ils portent sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise dans les conditions définies à l'article 133 paragraphe 5, les accords dits de nature horizontale, les accords portant sur les services culturels et audiovisuels, les services d'éducation ainsi que les services sociaux et de santé humaines. D'autre part, l'extension de la compétence exclusive de la CE aux accords relatifs au commerce des services et aux aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ne porte pas atteinte au droit des Etats membres de maintenir et de conclure des accords avec les pays tiers ou les OI pour autant que ces accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents.

301. Enfin, les accords relatifs au commerce des services culturels et audiovisuels ainsi qu'aux services d'éducation, sociaux et de santé humaine continuent à relever de la compétence partagée entre la CE et les Etats membres. Le nouveau paragraphe 5 de l'article 133 TCE précise en effet que le commerce des services et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle sont inclus dans la politique commerciale commune, mais par dérogation le service de l'éducation, 'service sensible', relève de la compétence partagée et non de la compétence exclusive de la Communauté. Lorsque des accords commerciaux concernent les services d'éducation, les accords mixtes sont donc nécessaires puisque la CE exerce ses compétences conjointement avec les Etats membres selon les dispositions de l'article 133 paragraphe 6 alinéa 2⁶¹¹. L'accord est de ce fait négocié, d'une part, par décision

⁶¹⁰ Sachant que cette compétence exclusive n'empêche pas les Etats de maintenir ou de conclure des accords avec des pays tiers ou des OI tant que ces accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux.

⁶¹¹ Op.cit.

communautaire conformément à l'article 300 TCE, d'autre part, après commun accord des Etats membres.

302. Cette spécificité des services d'éducation repose sur le caractère 'essentiel' de ses services pour les sociétés nationales, justifiant que les Etats souhaitent en garder le contrôle. On s'interroge cependant sur la compétence communautaire concernant la conclusion d'un accord commercial contenant à la fois des dispositions relevant de la compétence exclusive de la CE et d'autres relevant de la compétence partagée.

4. La reconnaissance de la compétence exclusive de l'UE en matière de commerce des services de l'éducation : l'article 207 TFUE

303. Le TFUE consacre la compétence exclusive de l'UE en matière de politique commerciale⁶¹², ce qui signifie que « seule l'Union peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants, les Etats membres ne pouvant le faire par eux-mêmes que s'ils sont habilités par l'Union, ou pour mettre en œuvre les actes de l'Union »⁶¹³.

304. L'article 207 alinéa 1er TFUE étend la compétence exclusive à tous les services, services d'éducation inclus, en ajoutant que la politique commerciale commune, « menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union »⁶¹⁴, est fondée notamment sur la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux « relatifs aux échanges de marchandises et de services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs »⁶¹⁵. Annoncée par le projet de Traité instituant une Constitution pour l'Europe⁶¹⁶, l'extension de la compétence exclusive de l'UE aux accords conclus dans le

⁶¹² Article 33 TFUE « 1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants : e) la politique commerciale commune »

⁶¹³ Article 2 paragraphe 1 TFUE

⁶¹⁴ Article 207 alinéa 1^{er} TFUE

⁶¹⁵ Ibid.

⁶¹⁶ Conformément au contexte international, le projet de Constitution intègre intégralement la politique commerciale commune dans les compétences exclusives. Cela annonce donc la fin des accords mixtes en matière de services d'éducation, même si le régime continue d'être dérogatoire, le Conseil statuant à l'unanimité pour les accords susceptible de porter atteinte à la diversité culturelle de l'Union ou de perturber l'organisation des services sociaux d'éducation. L'article I-13 du projet de Constitution pour l'Europe intègre en effet la politique commerciale commune dans les compétences exclusives de l'Union et l'article III-315 précise que « la politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes » notamment en ce qui concerne « la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et de services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle », ce qui en principe devrait mettre fin aux accords mixtes en matière de services culturels et audiovisuels ou de services d'éducation, sociaux et de santé humaine. De manière dérogatoire, le Conseil statue selon l'article III-315 point 4b à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'accords « dans le domaine du commerce des services sociaux, d'éducation et de santé » dans la mesure où « ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des Etats membres pour la fourniture de ces services ». Le Paragraphe 6 de l'article III-315 précise que « l'exercice des compétences attribué par le présent article dans le domaine de la politique

domaine du commerce des services de l'éducation, ne porte aucunement atteinte à la souveraineté des Etats membres, même si elle peut se traduire par une diminution significative des accords mixtes⁶¹⁷.

305. L'approbation du Parlement européen pour tous les accords est requise, ce qui confère une plus grande légitimité démocratique à la politique commerciale commune⁶¹⁸. L'article 207 paragraphe 6 TFUE précise de surcroît que « l'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale commune n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans la mesure où les traités excluent une telle harmonisation ». Déjà prévue dans l'article 133 paragraphe 6 TCE⁶¹⁹, l'exclusion de l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires est encore plus significative sous l'application de l'article 207 TFUE, dans la mesure où les Etats ont accepté la consécration d'une compétence exclusive de l'UE en matière de commerce relatif aux services d'éducation.

306. Afin de préserver la souveraineté des Etats, l'exigence de l'unanimité est maintenue en ce qui concerne la négociation et la conclusion de certains accords portant sur des secteurs sensibles, à savoir les accords relatifs au commerce des services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ainsi que des investissements étrangers directs, lorsqu'ils portent sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ainsi que pour les accords « du commerce des services culturels et audiovisuels, lorsque ces accords risquent de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union », « du commerce des services sociaux, d'éducation et de santé, lorsque ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la

commerciale commune n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation ».

⁶¹⁷ En ce sens le Parlement européen « constate que toutes les matières relevant de la PCC seront de la compétence exclusive de l'Union, tant et si bien qu'il n'existera plus de rapports commerciaux mixtes conclus à la fois par l'Union et par les Etats membres » in paragraphe 16 du Projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du parlement en vertu du traité de Lisbonne du 13 juin 2008, op.cit.

⁶¹⁸ Article 207 paragraphe 2 TFUE, voir notamment le paragraphe 16 du Projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du parlement en vertu du traité de Lisbonne du 13 juin 2008, op.cit. - Le PE « estime que les modifications opérées par le traité de Lisbonne dans le domaine de la politique commerciale commune (PCC) (articles 206 et 207 TFUE) contribuent, dans l'ensemble, au renforcement de sa légitimité démocratique et de son efficacité, notamment par l'introduction de la procédure législative ordinaire et l'exigence d'obtention de l'approbation pour tous les accords »

⁶¹⁹ Reprise de l'article 133 paragraphe 6 TCE « un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excèderaient les compétences internes de la Communauté, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des Etats membres dans un domaine où le présent traité exclut une telle harmonisation. »

responsabilité des Etats membres pour la fourniture de ces services »⁶²⁰. On s'interroge sur les modalités d'application de la majorité qualifiée aux accords relatifs au commerce des services d'éducation, dans la mesure où l'unanimité n'est requise que si les accords en question « risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des Etats membres pour la fourniture de ces services ». Comment seront déterminés les critères permettant d'apprécier la notion de 'risque pour l'organisation des services nationaux éducatifs' ? Il reviendra à la Commission dans ses recommandations et propositions d'autorisation de signature et de conclusion, et au Conseil dans l'adoption de ses décisions, d'apprécier l'existence de tels risques⁶²¹.

Paragraphe 2/ Analyse des actions éducatives en matière de politique commerciale commune

307. A l'occasion de l'arrêt Massey Ferguson du 12 juillet 1973, la CJCE a estimé qu'il fallait interpréter largement l'article 113 TCEE « afin de permettre à celles-ci [les institutions] de régler de manière cohérente, par des mesures autonomes aussi bien que conventionnelles, les échanges économiques externes »⁶²². Comme l'article 177 TCE, l'article 133 TCE peut ainsi être qualifié d'« aimanté » dans la mesure où l'accord commercial conclu par la CE sur ce fondement juridique, peut poursuivre d'autres objectifs sectoriels accessoires, tels que le développement de la coopération en matière éducative, sans que cela ne remette en cause la compétence exclusive de la CE en matière de politique commerciale⁶²³. Dans la mesure où le commerce est l'objet prépondérant de l'accord basé sur 133 TCE, les aspects liés à d'autres politiques, notamment éducative, ne sont donc pas détachables, ce qui justifie l'intrication d'objectifs.

308. Bien que l'article 113 TCEE ait fait l'objet d'une interprétation extensive, ayant permis aux institutions d'adopter un nombre important d'actes sur le fondement de cette base juridique, à savoir notamment 6273 actes répertoriés fondés sur 113 TCEE et 1527 actes basés sur 113 TCE, peu d'entre eux présentent une dimension éducative. Représentant 1.12% des actes fondés sur la base juridique matérielle de compétence en matière commerciale, les actes

⁶²⁰ Article 207 paragraphe 4 TFUE - Pour la négociation et la conclusion des autres accords commerciaux, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

⁶²¹ Voir en ce sens Professeur JL. SAURON « Un bouleversement discret de la gouvernance européenne : la 3^{ème} partie de la Constitution » RTDE 41(2) avril-juin 2005 p410-436

⁶²² Arrêt CJCE du 12 juillet 1973, aff. 8/73 Massey Ferguson point 4

⁶²³ En ce sens, dans l'affaire Préférences tarifaires généralisées, la Cour a considéré que les liens de l'affaire avec la politique de développement (préférences tarifaires octroyées à des PED) ne permettent pas de détacher l'acte de la politique commerciale commune, idem pour l'environnement. C'est l'objet prépondérant de l'accord et la volonté des auteurs de l'acte qui détermine la base juridique – voir arrêt CJCE du 29 janvier 1987, aff. 45/86 Commission c/ Conseil dit Préférences tarifaires généralisées, rec. p1493

ayant un volet éducatif ont pour spécificité de reposer majoritairement sur une combinaison de bases juridiques⁶²⁴. Quasiment inexistantes sous l'application du Traité de Rome, les actions éducatives, en matière commerciale, ont cependant fait l'objet d'un développement 'significatif' depuis le Traité de Maastricht, passant à 2% des actes sur la période 1993-2010, et à 5.3% sous l'application du TFUE⁶²⁵. Le tableau⁶²⁶ ci-dessous retrace l'évolution du nombre d'actes éducatifs en matière de politique commerciale commune.

Evolution des actes éducatifs en matière de politique commerciale commune			
BASES JURIDIQUES	Nombre d'actes fondés sur la base juridique de compétence en matière de politique commerciale commune	Dont nombre d'actes contenant une référence éducative	
		nombre	En %
207 TFUE	765	41	5.3%
133 TCE (version consolidée)	383	6	1.5%
133 TCE (version T. de Nice)	669	14	2%
133 TCE (version T. d'Amsterdam)	788	13	1.6%
113 TCE (version T. Maastricht)	1527	35	2.3%
113 TCEE (version T. Rome)	6273	8	0.1%
TOTAL	10 405	117	1.12%

309. L'analyse des actions éducatives fondées sur la base juridique matérielle de compétence communautaire en matière de politique commerciale commune, depuis 1957, révèle la tendance des institutions à élaborer une action extérieure globale dans le cadre de laquelle s'insère la politique commerciale. Les actes éducatifs en la matière ne sont quasiment jamais fondés exclusivement sur l'article 133 TCE, mais toujours sur un assemblage de bases juridiques, que ce soit une multitude de fondements sur lesquels repose un accord-cadre de coopération comprenant un volet éducatif, ou une combinaison plus caractéristique des bases juridiques de compétence en matière de politique commerciale commune et de coopération au développement.

⁶²⁴ Par exception l'accord euro méditerranéen instituant une association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, du 17 juin 2002 est fondé exclusivement sur l'article 133 TCE, ainsi que la base procédurale 300 TCE. Les institutions n'ont donc pas eu recours à un assemblage de bases juridiques comme dans les autres accords de partenariat, alors que cet accord comprend cependant plusieurs stratégies sectorielles notamment dans le secteur éducatif. L'article 43 de l'accord précise que « la coopération vise à : a) définir les moyens d'améliorer sensiblement la situation dans le domaine de l'enseignement et de la formation, particulièrement la formation professionnelle ; b) encourager l'établissement de liens forts entre les agences spécialisées dans la réalisation d'actions communes, et l'échange d'expériences et de savoir-faire, essentiellement, l'échange des jeunes, les échanges entre l'université et d'autres établissements d'enseignement afin de rapprocher les cultures ; c) encourager plus particulièrement l'accès de la population féminine à l'éducation y compris à l'enseignement technique et supérieur et à la formation professionnelle. ». L'article 45 relative à la coopération en matière environnementale prévoit de surcroît dans un paragraphe 2 que « la coopération est centrée sur : ...e) l'éducation en matière d'environnement et la sensibilisation aux problèmes d'environnement ». L'article 65 point 1 b) ajoute de plus qu'« afin de consolider la coopération dans le domaine social entre les parties...b) promouvoir le rôle de la femme dans le processus de développement économique et social notamment par l'éducation et les médias ». Accord euro méditerranéen instituant une association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, du 17 juin 2002 JO L143 du 30 mai 2006, p2-188 (133 et 300 TCE) - Article 43 « Enseignement et formation »

⁶²⁵ Etat septembre 2014

⁶²⁶ Tableau personnel effectué selon les données répertoriées sur la base de données Eur lex

310. Depuis 2010, 41 actes adoptés sur la base de l'article 207 TFUE présente un aspect éducatif. Il s'agit principalement d'actes qui prévoient dans un article spécifique l'établissement d'une coopération en matière d'éducation, soit des accords-cadres⁶²⁷ ou des instruments financiers de coopération⁶²⁸. L'accord-cadre conclu par l'UE et ses Etats membres avec la République de Corée, contient par exemple un article 29 consacré à la coopération dans le secteur éducatif, qui précise « la contribution cruciale de l'éducation et de la formation au développement des ressources humaines capables de participer à une

⁶²⁷ Article 33 de la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'union, de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la république de Singapour, d'autre part, COM(2014)70 (207, 212, 218 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viet Nam, d'autre part, COM(2013)924 (207, 209, 218 TFUE) ; Article 29 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, COM(2013)551 (212, 218, 207 TFUE) ; article 25 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, COM(2013)230 (207, 218, 209 TFUE) ; article 29 de l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, JO L20 du 23 janvier 2013, p2-24 (218, 212, 207 TFUE) ; article 83 de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, JO L204 du 31 juillet 2012, p20-130 (194, 192, 100, 218, 207, 209, 79, 91 TFUE) ; article 46 de la proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, COM(2011)117 (209, 207, 218 TFUE) ; article 28 de la proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viet Nam, d'autre part, COM(2010)699 (207, 209, 218 TFUE) ; article 83 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, COM(2010)638 (209, 207, 218 TFUE) ; article 83 de la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'UE, et à l'application provisoire de certaines dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, COM(2010)626 (209, 207, 218 TFUE) ; article 27 de la proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part COM(2010)460 (218, 207, 209 TFUE)

⁶²⁸ Règlement (UE) n°234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, JO L77 du 15 mars 2014, p77-84 ; Résolution législative du Parlement européen du 3 février 2011 sur la position du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO C182E du 22 juin 2012, p36-47 (207, 294, 209 TFUE) ; paragraphe 5 de la résolution législative du Parlement européen du 21 octobre 2010 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO C70E du 8 mars 2012, p192-203 (207, 294, 209 TFUE) ; article 4 paragraphe 4 du règlement UE n°1338/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO L347 du 30 décembre 2011, p21-29 (207, 294, 209 TFUE) ; paragraphe 4 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers COM(2011)843 (212, 209, 294, 207 TFUE) ; article 4 paragraphe 4 de la position UN n°1/2011 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO C7E du 12 janvier 2011, p1-10 (207, 294, 209 TFUE)

économie mondiale fondée sur la connaissance »⁶²⁹. Fondé sur la combinaison des articles 207 et 212 TFUE, cet accord démontre la volonté de l'UE d'établir un lien étroit entre la coopération économique, financière et technique et la politique commerciale commune, en ce qui concerne les relations établies en matière d'économie de la connaissance.

D'autres documents font référence au service de l'éducation⁶³⁰, ou au droit à l'éducation⁶³¹, ou réfère à l'éducation comme instrument d'information et de sensibilisation dans le cadre de l'activité commerciale⁶³². Certains actes mentionnent également l'expertise de l'UE en matière éducative⁶³³, l'importance et le caractère sensible⁶³⁴ de l'éducation⁶³⁵, en prévoyant

⁶²⁹ Article 29 de l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, *op.cit.*

⁶³⁰ Proposition de décision du Conseil arrêtant la position de l'UE au sein du Conseil général de l'OMC concernant l'adhésion de la République de Vanuatu à l'OMC, COM(2011)185 (100, 218, 207, 91 TFUE) ; paragraphe 5 de la décision du Conseil du 27 septembre 2010 relative à la position à adopter par l'UE au sein du Conseil conjoint Cariforum-UE institué par l'accord de partenariat économique entre les Etats du Cariforum, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, concernant la modification de l'annexe IV de l'accord, JO L295 du 12 novembre 2010 (218, 207 TFUE) ; paragraphe 5 de la proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'UE au sein du Conseil conjoint Cariforum-UE institué par l'accord de partenariat économique entre les Etats du Cariforum, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, concernant la modification de l'annexe IV de l'accord, JO L295 du 12 novembre 2010 (218, 207 TFUE)

⁶³¹ Proposition de décision du Conseil sur la signature, au nom de l'UE, du traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, COM(2013)926 (218, 114, 207 TFUE) ; paragraphes 17 et 105 de la résolution du Parlement européen du 18 avril 2012 sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde en 2010 et la politique de l'UE en la matière, notamment les implications pour la politique stratégique de l'UE en matière de droits de l'Homme, JO C258E du 7 septembre 2013, p8-36 ; paragraphe 5 de la résolution du Parlement européen du 14 mars 2012 sur le travail des enfants dans le secteur du cacao, JO C251E du 31 août 2013, p45-47

⁶³² Paragraphe 25 du règlement UE n°608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle par les autorités douanières du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement CE n°1383/2003 du Conseil, JO L181 du 29 juin 2013 p15-34 (207, 294 TFUE) ; paragraphe 25 de la position UE n°4/2013 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle par les autorités douanières du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement CE n°1383/2003 du Conseil, JO C170 du 15 juin 2013 p28-49 (207, 294 TFUE) ; accord de partenariat volontaire entre l'UE et la République centrafricaine sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de bis et produits dérivés vers l'UE, JO L191 du 19 juillet 2012, p103-256 (218, 207 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de partenariat volontaire entre l'UE et la République centrafricaine sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de bis et produits dérivés vers l'UE COM(2011)282 (218, 207 TFUE) ; accord de libre-échange entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, JO L127 du 14 mai 2011, p6-1343 (207, 218, 167, 91, 100 TFUE) ; accord de partenariat volontaire entre l'UE et la République du Congo sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux des bois et produits dérivés vers l'UE, JO L92 du 6 avril 2011, p127-238 (207, 218 TFUE)

⁶³³ Paragraphes R, 64 à 68 de la résolution du Parlement européen du 24 mars 2011 sur les relations de l'UE avec le Conseil de coopération du Golfe, JO C247E du 17 août 2012, p1-11 (207, 294 TFUE)

⁶³⁴ Paragraphe 12 de la résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur les relations commerciales UE-Canada, JO C380E du 11 décembre 2012, p20-24 « invite la Commission à exclure du champ des accords portant sur les investissements les secteurs sensibles comme ...l'éducation »

⁶³⁵ Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'UE et de ses Etats membres, et à l'application provisoire du protocole additionnel à l'accord commercial entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de la Croatie à l'UE, COM(2014)504 ; Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'UE et de ses Etats membres, du protocole additionnel à l'accord commercial entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de la Croatie à l'UE, COM(2014)503 ; protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics, JO L68 du 7 mars 2014 ; proposition de

notamment la participation d'un représentant du secteur éducatif à l'élaboration et à la signature de l'acte. Le Parlement européen a, par exemple, proposé l'extension de la responsabilité sociale des entreprises dans les accords commerciaux internationaux à de nouveaux domaines, tels que l'éducation et la formation tout au long de la vie, afin de rappeler l'intrication naturelle des objectifs de l'économie de la connaissance et de la politique commerciale de l'UE⁶³⁶.

311. De 2006 à 2010, 6 documents fondés sur l'article 133 TCE font référence à l'éducation⁶³⁷. Illustratif de la combinaison croissante des bases juridiques, l'accord de partenariat et de coopération conclu entre les CE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Tadjikistan, d'autre part, repose notamment sur l'article 133 TCE. Il contient un article 49 spécifiquement consacré à la coopération en matière d'éducation et de formation⁶³⁸, visant à améliorer la qualité des systèmes d'enseignement supérieur au

règlement du Parlement européen et du Conseil adaptant à l'article 290 du TFUE une série d'actes juridiques prévoyant le recours à la procédure de réglementation avec contrôle COM(2013)451 (33, 43, 53, 62, 64, 91, 106, 114, 153, 168, 172, 192, 207, 338 TFUE) ; paragraphe K de la résolution du parlement européen du 15 décembre 2011 sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européenne et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part, modifiant ledit accord afin d'étendre ses dispositions au commerce bilatéral de textiles, JO C168E du 14 juin 2013, p195-201 « considérant que les écoles sont fermés pendant la période de récolte d'automne, au détriment de l'éducation » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics COM(2013)143 (218, 207 TFUE) ; accord commercial entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et la Pérou, d'autre part (218, 207, 91, 100 TFUE) ; paragraphe 22 de la résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la dimension extérieure de la politique sociale des entreprises européennes, JO C380E du 11 décembre 2012, p39-50 (2, 3, 6, 21 TUE, 79, 145 à 161, 206 à 209, 215 TFUE, 5, 12, 14 à 16, 21, 23, 26 à 29, 31, 33, 34, 36 Charte des droits fondamentaux) ; proposition de décision du Conseil relative à la position à prendre par l'UE au sein du Comité « coopération culturelle » institué par l'accord de libre-échange entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, en ce qui concerne l'établissement du comité et l'adoption de son règlement COM(2012)463 (207, 294 TFUE)

⁶³⁶ Paragraphe 12 de la résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur la responsabilité sociale des entreprises dans les accords commerciaux internationaux, JO C99E du 3 avril 2012, p101-111 (12, 21, 28 à 31 charte des droits fondamentaux, 2, 3, 6 TUE, 9, 10, 48, 138, 139, 153, 156, 191, 207, 218 TFUE)

⁶³⁷ Accord intérimaire établissant le cadre d'un accord de partenariat économique entre les Etats d'Afrique orientale et australe, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, JO L111 du 24 avril 2012, p3-1172 (181, 300, 133 TCE) ; considérant 7ter de la résolution législative du Parlement européen du 24 septembre 2008 sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion au nom de la Communauté européenne de l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux, JO C8E du 14 janvier 2010, p393-395 (133, 175, 300 TCE) ; Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part JO L350 du 29 décembre 2009 p3-51 (44, 47, 55, 57, 63, 71, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, et à l'application provisoire de l'accord-cadre entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (133, 181A, 300 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part COM(2009)492 final ; proposition de décision du Conseil relative à une position de la Communauté au sein du Conseil conjoint UE-Mexique concernant les modifications de la décision n°3/2004 du Conseil conjoint du 29 juillet 2004 COM(2008)374 (133, 300 TCE)

⁶³⁸ Article 49 de l'accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part JO L350 du 29

Tadjikistan et à favoriser les échanges, et plusieurs autres articles faisant référence à l'éducation en matière environnementale et de santé, en matière social ou en ce qui concerne l'immigration⁶³⁹.

312. Durant la période 2003-2006, 14 documents basés sur l'article 133 TCE contiennent une dimension éducative. Il s'agit de mesures éducatives de sensibilisation comme en matière culturelle dans le cadre de la coopération avec l'UNESCO⁶⁴⁰ ou de santé avec l'OMS⁶⁴¹, ainsi que du financement de projets d'éducation⁶⁴².

décembre 2009 p3-51- « 1. Les parties coopèrent en vue de relever le niveau de l'enseignement général et des qualifications professionnelles de la république du Tadjikistan, dans les secteurs tant public que privé. 2. La coopération porte en particulier sur les domaines suivants : le relèvement des systèmes d'enseignement supérieur et de formation de la république du Tadjikistan, notamment le système de certification des établissements d'enseignement supérieur et des diplômes d'enseignement supérieur, la formation de cadres et de fonctionnaires des secteurs public et privé dans des domaines prioritaires à déterminer, la coopération entre les établissements d'enseignement et entre les établissements d'enseignement et les entreprises, la mobilité des professeurs, diplômés, administrateurs, jeunes scientifiques et chercheurs, ainsi que des jeunes, la promotion des études européennes dans les institutions appropriées, l'enseignement des langues communautaires, la formation postuniversitaire d'interprètes de conférence, la formation de journalistes, la formation de formateurs. 3. La participation éventuelle d'une partie aux différents programmes d'éducation et de formation de l'autre partie peut être envisagée conformément à leurs procédures respectives et, le cas échéant, des cadres institutionnels et des programmes de coopération sont alors établis par référence à la participation de la république du Tadjikistan au programme TEMPUS de la Communauté. »

⁶³⁹ Ibid., article 52 - En matière d'environnement et de santé, l'accord précise que « la coopération vise à protéger l'environnement, combattre toute forme de pollution et couvre notamment ...l'éducation et la sensibilisation écologique », en matière sociale, l'article 58 dispose que « la coopération porte notamment sur l'éducation et la formation en matière de santé et de sécurité », et en matière d'immigration, l'article 70 c) traite « des règles d'admission, ainsi que les droits et le statut des personnes admises, le traitement équitable et l'intégration des migrants en situation légale dans la société, l'éducation et la formation des migrants légaux... »

⁶⁴⁰ Décision 2006/515/CE du Conseil du 18 mai 2006 relative à la conclusion de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles JO L201 du 25 juillet 2006 p15-30 (133, 151, 181, 181A, 300 TCE), article 10 'éducation et sensibilisation du public'; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles COM(2005)678 final (89, 133, 151, 181, 181A, 300 TCE), article 10 ; accord international de 2005 sur l'huile d'olives et les olives de table, JO L302 du 19 novembre 2005 p47-67 (133, 300 TCE) faisant référence à la coopération avec l'UNESCO ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de tables COM(2005)463 (133 et 300 TCE) ; règlement (CE) n°1236/2005 du Conseil du 27 juin 2005 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradant JP L200 du 30 juillet 2005 p1-19 (133 TCE)

⁶⁴¹ Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, JO L213 du 15 juin 2004, p9-11, article 12 'éducation, communication, formation et sensibilisation du public' « ...éducation et sensibilisation du public aux risques sanitaires »; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de la convention cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac, COM(2003)807 (95, 133, 152, 300 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la signature de la convention cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac COM(2003)307 (95, 133, 152, 300 TCE)

⁶⁴² Règlement (CE) n°1900/2005 du Conseil du 21 novembre 2005 modifiant le règlement (CE) n°382/2001 concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême orient et d'Australasie, JO L303 du 22 novembre 2005 p22-23 (133,181A TCE) – ce règlement modificatif ajoute un alinéa à l'article 5 du règlement n°382/2001 précisant que « le cas échéant , notamment dans le cas de projets similaires dont les bénéficiaires peuvent être des particuliers, le soutien communautaire peut prendre la forme de subventions versées à des personnes physiques. Ces subventions peuvent prendre la forme de bourses. » ; proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°382/2001 en ce qui concerne sa date d'expiration et certaines dispositions

313. De 1999 à 2003, 13 actes basés sur l'article 133 TCE contiennent une référence éducative. Ils concernent la promotion de l'économie de la connaissance⁶⁴³, l'élimination de la discrimination en matière éducative⁶⁴⁴, la mise en œuvre de mesures éducatives de sensibilisation à l'environnement⁶⁴⁵ et à la santé⁶⁴⁶ et le financement de projets éducatifs⁶⁴⁷. Les activités éducatives sont mises en œuvre, soit dans le cadre d'accords de partenariat prévoyant des dispositions spécifiques en matière de coopération au développement⁶⁴⁸, soit

relatives à l'exécution du budget COM(2004)840 (133, 181A TCE) ; article 4 de l'accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan en matière de partenariat et de développement JO L378 du 23 décembre 2004 p23-36 (133, 181, 300 TCE) « 1. Les projets et programmes réalisés dans le cadre de la coopération au développement seront principalement axés sur la santé, l'éducation et le développement des ressources humaines...2. Les parties affirment être résolues à coopérer à la prévention, au suivi et à la réduction du SIDA et de l'usage des stupéfiants au moyen notamment d'un renforcement des capacités d'intervention des services de santé et d'un soutien au programme clé d'éducation en matière de santé » ; proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre la CE et la CEEA et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan d'autre part COM(2004)521 (44, 47, 55, 57, 63, 71, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE) ; article 49 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la CE de l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la CE et la CEEA, d'une part, et la République du Tadjikistan d'autre part COM(2004)520 ; proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan d'autre part, COM(2004)521 (44, 47, 55, 57, 63, 71, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE)

⁶⁴³ Paragraphe 5 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole d'adaptation des aspects commerciaux de l'accord européen établissant une association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Slovaquie, d'autre part, pour tenir compte des résultats des négociations entre les parties concernant l'établissement de nouvelles concessions agricoles réciproques COM(2002)607, JO C71E du 25 mars 2003, p15-30 (133, 300 TCE)

⁶⁴⁴ Proposition de règlement du Conseil portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004, COM(2001)293 (133 TCE), paragraphe 32 « élimination de la discrimination sur le plan de l'emploi et de l'éducation »

⁶⁴⁵ Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la CE, de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, COM(2001)237 (133, 174, 300 TCE) - article 5 'mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultants d'une production non intentionnelle « ...a) élaborer un plan d'action régional ou sous régional...iv) des mesures visant à faire connaître les stratégies susmentionnées et à promouvoir l'éducation et la formation en la matière » ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, du protocole de Carthagène sur la biosécurité, COM(2000)182 (133, 174 TCE) - article 23

⁶⁴⁶ Accord de coopération entre la CE et le Royaume du Cambodge, JO L269 du 19 octobre 1999, p18-28 (133, 181, 300 TCE) (éducation à la santé – toxicomanie)

⁶⁴⁷ Accord de partenariat et de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part JO L239 du 9 septembre 1999 p1-50 (44, 47, 55, 57, 71, 80, 133, 300, 308 TCE) ; Accord de partenariat et de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part JO L229 du 31 août 1999 p1-52 (44, 47, 55, 57, 71, 80, 133, 300, 308 TCE) ; Accord de partenariat et de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part JO L205 du 4 août 1999 p1-52 (44, 47, 55, 57, 71, 80, 133, 300, 308 TCE) ; accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part JO L276 du 28 octobre 2000 p44-80 (44, 47, 55, 57, 80, 133, 181, 300 TCE) - article 30 ; Accord de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part JO L246 du 17 septembre 1999 p1-51 (44, 47, 55, 57, 71, 80, 133, 300, 308 TCE) - article 53

⁶⁴⁸ Accord de coopération entre la CE et la République populaire du Bangladesh en matière de partenariat et de développement JO L118 du 27 avril 2001 p48-56 (133, 181, 300 TCE) – article 3 ; règlement (CE) n°382/2001 du Conseil du 26 février 2001 concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie en abrogeant le règlement (CE) n°1035/1999, JO L57 du 27 février 2001, p10-13 (133, 308 TCE) ; proposition de règlement du Conseil concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération

sur le fondement de règlements, tels que le règlement (CE) n°382/2001 du Conseil du 26 février 2001 concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie, disposant que « le financement assuré par la Communauté dans le domaine de la coopération couvre en particulier les types d'activités suivants : a) éducation et information du public sur les relations bilatérales entre l'Union européenne et les partenaires, en particulier à l'intention des décideurs, des leaders d'opinion et des autres relais ; b) renforcement des liens culturels, universitaires et de personne à personne... »⁶⁴⁹.

314. Durant la période 1993-1999, 35 documents sur 1527 fondés sur l'article 113 TCE⁶⁵⁰, présentent une dimension éducative. Ils concernent soit la mise en place d'une coopération spécifique en matière d'éducation et de formation⁶⁵¹, soit des actions éducatives en matière de

et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie COM(2000)381 (133, 308 TCE) - article 4

⁶⁴⁹ Article 4 du règlement (CE) n°382/2001 du Conseil du 26 février 2001, op.cit.

⁶⁵⁰ Article 113 TCE (Titre VII Politique commerciale commune JO C224 du 31 août 1992 p44) « 1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. 2. La Commission, pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil. 3. Si des accords avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un Comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. Les dispositions pertinentes de l'article 228 sont applicables. 4. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée. »

⁶⁵¹ Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part, JO L196 du 28 juillet 1999 p48-89 (54, 57, 66, 73C, 75, 84, 95, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 52 'coopération en matière d'éducation et de formation'; Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, JO L196 du 28 juillet 1999 p3-45 (54, 57, 66, 73C, 75, 84, 95, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 51 'coopération en matière d'éducation et de formation'; accord de coopération entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine JO L348 du 18 décembre 1997 p2-167 (113, 235, 228 TCE) - article 11 paragraphe 1 « les parties contractantes s'efforcent d'encourager et de promouvoir la coopération, dans la limite de leurs compétences, dans les secteurs suivants : ...le développement des ressources humaines, l'éducation et la formation, les affaires sociales et la santé publique » (quatrième tiret) ; accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, JO L 327 du 28 novembre 1997 p1-69 (54, 57, 66, 73C, 75, 84, 95, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 63 'coopération en matière d'éducation et de formation' ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Etats Unis du Mexique, d'autre part COM(1997)527 JO C350 du 19 novembre 1997 (54, 57, 66, 73C, 75, 84, 95, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 30 ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République du Yémen COM(1997)435 JO C317 du 18 octobre 1997 p5 article 30 ; accord d'association euro méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine, agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part JO L187 du 16 juillet 1997 p3-135 (113, 130Y, 228 TCE) - article 58 ; proposition de décision du Conseil relative à l'accord d'association euro méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine, agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part COM(1997)51 JO L128 du 24 avril 1997 p1 (113, 130Y, 228 TCE) - article 58 ; proposition

coopération économique⁶⁵² ou de coopération au développement⁶⁵³ insérées dans le cadre d'un accord global de partenariat. Il peut également s'agir de mesures éducatives de sensibilisation à l'environnement ou à la santé sanitaire⁶⁵⁴.

de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CE et l'ancienne République yougoslave de la Macédoine COM(1996)533 JO C79 du 12 mars 1997 p1 (113, 235, 228 TCE) - article 11 ; accord-cadre de coopération destiné à préparer comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la république du Chili, d'autre part JO L209 du 19 août 1996 p5-21 (113, 130Y, 228 TCE) - article 27 ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe du règlement (CEE) 3911/92 du Conseil sur l'exportation de biens culturels JO C 166 du 10 juin 1996 p39 (réf. à un rapport de la commission 'jeunesse, éducation') ; accord cadre interrégional de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part JO L69 du 19 mars 1996 p4-22 (113, 130Y, 228 TCE) - article 20 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord cadre interrégional de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part COM(1995)504 JO C 14 du 19 janvier 1996 p3 (113, 130Y, 228 TCE) - article 20 ; accord sous forme d'échange de lettres entre la CE et les Etats Unis d'Amérique concernant les marchés publics JO L134 du 20 juin 1995 p26-36 (57, 60, 100A, 113, 228 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la CE et les Etats Unis d'Amérique concernant les marchés publics COM(1994)251 JO C291 du 19 juin 1994 p4 (113, 228 TCE)

⁶⁵² Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, JO L181 du 24 juin 1998 p3-48 (54, 57, 66, 73C, 75, 84, 95, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 51 'coopération économique' ; accord de coopération entre la CE et la République du Yémen JO L72 du 11 mars 1998 p18-29 (113, 130Y, 228 TCE) - article 5 'coopération économique', article 12 'domaine social' ; accord de partenariat et de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part JO L49 du 19 février 1998 p3-46 (54, 57, 66, 73C, 75, 84, 95, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 52 'coopération économique', article 58 'coopération sciences et technologies', article 63 'environnement', article 71 'coopération en matière sociale'

⁶⁵³ Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan COM(98)357 JOC17 du 22 janvier 1999 p6 (113, 130 Y, 228 TCE) - article 4 'coopération au développement' ; accord-cadre de coopération entre la CE et l'accord de Carthagène et ses pays membres, la République de Bolivie, la République de Colombie, la République de l'Equateur, la République du Pérou et la république du Venezuela JO L127 du 29 avril 1998 p11-25 (113, 130Y, 228 TCE) - article 24 paragraphe 2 'coopération en matière de développement social' (programmes éducatifs et d'assistance pour les jeunes) ; accord de coopération entre la CE et la République démocratique populaire Lao JO L334 du 5 décembre 1997 p15-23 article 3 'coopération au développement' (renforcement des initiatives au niveau local et dans l'éducation) ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la république démocratique populaire Lao COM(1997)79 JO C109 du 08 avril 1997 p8 (113, 130Y, 228 TCE) - article 3 coopération au développement

⁶⁵⁴ Accord cadre de coopération entre la CE et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, JO L63 du 12 mars 1999 p39-53 (113, 130Y, 228 TCE) - article 18 'coopération dans le domaine de l'environnement', article 25 'lutte contre la drogue' ; accord international sous forme de procès verbal agréé entre la CE et les Etats Unis d'Amérique sur des normes de piégeage sans cruauté JOL219 du 7 août 1998 p26-37 (113, 100A, 228 TCE) - point 4.2.4 ; convention des Nations Unies sur le droit de la mer JOL179 du 23 juin 1998 (43, 113, 130S, 228 TCE) Section 3 article 202 'assistance aux Etats en développement dans les domaines des sciences et de la technique «...a) promouvoir des programmes d'assistance aux Etats en développement dans les domaines de...l'éducation» ; accord sur des normes internationales de piégeage sans cruauté entre la CE, le Canada et la Fédération de Russie JOL42 du 14 février 1998 p43-57 (113, 100A, 228 TCE) - article 10 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion d'un accord international sous forme de procès verbal agréé entre la CE et les Etats Unis d'Amérique sur des normes de piégeage sans cruauté COM(1997)726 JO C32 du 30 janvier 1998 p8 (113, 100A, 228 TCE) - point 4.2.4 ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion par la CE de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 et de l'accord du 28 juillet 1994 relatif à l'application de la partie XI de ladite convention COM(1997)37 JO C155 du 23 mai 1997 p1 (43, 113, 130S, 228 TCE) - article 202 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion d'un accord international sur des normes en matière de piégeage sans cruauté entre la CE, le Canada et la Fédération de Russie COM(1997)17 JOC95 du 24 mars 1997 p46 (113, 100A, 228 TCE) - article 10 ; accord de coopération entre la CE et le Royaume du Népal JOL137 du 8 juin 1996 p15-22 (113, 130Y, 228 TCE) - article 11 (éducation primaire) et

315. Sur 6273 actes basés sur 113 TCEE, seulement 8 contiennent une dimension éducative⁶⁵⁵. On constate que tous les accords de coopération présentant une dimension éducative sont basés sur l'assemblage des bases juridiques 113 TCEE et 235 TCEE.

316. La politique commerciale commune visant, selon les 'préceptes de Doha'⁶⁵⁶, à une mondialisation 'juste' qui intègre les PED dans le processus et préserve les droits de

article 13 'lutte contre la drogue' ; accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viet Nam JO L136 du 7 juin 1996 p29-36 (113, 130Y, 228 TCE) - article 13 'lutte contre la drogue' ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viet Nam JO L136 du 7 juin 1996 p29-36 (113, 130Y, 228 TCE) - article 13 'lutte contre la drogue' ; accord cadre de coopération entre la CE et la République fédérative du Brésil JO L262 du 1^{er} novembre 1995 p54-65 (113, 130Y, 228 TCE) article 22 lutte contre la drogue ; accord de coopération entre la CE et la République de l'Inde relatif au partenariat et au développement JO L223 du 27 août 1994 p24-34 (113, 130Y, 228 TCE) - article 19

⁶⁵⁵ Accord de coopération entre la CEE et la République de Slovaquie JO L189 du 29 juillet 1993 p2-51 (113, 235 TCEE) – article 12 « les parties contractantes s'efforceront d'encourager et de promouvoir la coopération dans la limite de leurs compétences dans les secteurs suivants :...éducation et formation » ; règlement (CEE) n°1461/93 du Conseil du 8 juin 1993 concernant l'accès des soumissionnaires des Etats Unis d'Amérique aux marchés publics JO L146 du 17 juin 1993 p1-23 (113 TCEE) ; accord sous forme de mémorandum d'entente entre la CEE et les Etats Unis d'Amérique concernant la passation de marchés publics JO L125 du 20 mai 1993 p2-53 (113 TCEE) ; accord de coopération entre la CEE et la République du Paraguay JO L313 du 30 octobre 1992 p72-81 (113, 235 TCEE) - article 16 'lutte contre la drogue' paragraphe 2 « Cette coopération comportera notamment : des projets de formation, d'éducation, de traitement et de désintoxication des toxicomanes, y compris leur réinsertion dans la vie professionnelle, des programmes et des projets de recherche » ; accord-cadre de coopération entre la CEE et la République orientale de l'Uruguay JO L94 du 8 avril 1992 p2-12 (113, 235 TCEE) - article 13 « Les actions destinées à réaliser cet objectif peuvent inclure, entre autres, l'appui aux activités suivantes, notamment sous forme d'assistance technique : ...e) programmes de prévention et d'éducation contre l'abus de drogues. » ; accord cadre de coopération entre la CEE et les Etats Unis mexicains JO L340 du 11 décembre 1991 p2-15 (113, 235 TCEE) - coopération dans le domaine scientifique et technique (chapitre III) ainsi qu'en matière de coopération dans la lutte contre la drogue – l'article 29 précise que cette « coopération comportera notamment : des projets de formation, d'éducation, de traitement et de désintoxication des toxicomanes, y compris leur réinsertion dans la vie professionnelle et sociale, des programmes et des projets de recherche... » - l'article 35 dispose que « les parties contractantes s'engagent à entreprendre des actions communes dans le domaine de l'information et de la communication afin de renforcer les liens culturels qui existent déjà entre elles. Ces actions prendront notamment les formes suivantes : ...échanges universitaires » - l'article 36 consacré à la formation précise que « les parties contractantes mettront en œuvre des programmes spécifiques de formation dans des domaines d'intérêt mutuel. » ; accord cadre de coopération entre la CEE et La République du Chili JO L70 du 26 mars 1991 p2-11 (113, 235 TCEE) - article 11 coopération en matière de développement social) programmes d'éducation contre la drogue » ; accord cadre de coopération entre la CEE et la République argentine JO L295 du 26 octobre 1990 p67-73 (113, 235 TCEE) - article 4 coopération économique paragraphe 2 « en vue d'atteindre ces objectifs, les parties contractantes cherchent, entre autres, à faciliter et à promouvoir , par des moyens appropriés : a) la coopération au développement de l'industrie, des secteurs agro-industriel et agricole, de l'exploitation minière, de la pêche, de l'infrastructure, des transports et communications, des télécommunications, de la santé, de l'éducation, de la formation, du tourisme et des autres services ; »

⁶⁵⁶ L'Uruguay Round a constitué la première étape d'un processus visant à la réglementation multilatérale et à la libéralisation des échanges à long terme. Une nouvelle série de négociations a été lancée en janvier 2000 entre les membres de l'OMC relative à la libéralisation progressive des services, perçue comme un « moyen de promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en développement en reconnaissant le droit des Membres de réglementer la fourniture de services et d'introduire de nouvelles réglementations à cet égard » - « Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services » adoptées le 28 mars 2001 par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire OMC, S/L/93 du 29 mars 2001 (01-1548). Suspendues en juillet 2006, les négociations ont reprises en janvier 2007. Le cycle de DOHA contribue à la libéralisation progressive de tous les services, y compris l'éducation, qui fait en effet partie de ces nouvelles négociations fondées sur le principe qu'« aucun secteur de service ni mode de fourniture ne sera exclu a priori » (voir « Lignes directrices et procédures pour les

l'Homme, il serait souhaitable dix ans après l'engagement des OMD et le Sommet de Lisbonne de valoriser au sein de la politique commerciale commune un thème sur le rapport entre 'éducation et commerce' et de voir apparaître plus souvent le terme éducation dans des problématiques comme 'commerce et développement' ou 'commerce et droits sociaux' car même s'il est induit, l'activité de l'UE gagnerait en transparence pour le citoyen et ferait davantage prendre conscience de l'enjeu de l'éducation dans le système mondialisé. A l'occasion d'un discours tenu à Genève le 29 juin 2010, devant l'Institut universitaire des hautes études internationales, le Directeur Général de l'OMC, Pascal LAMY, a précisé en ce sens que deux éléments des travaux de l'OMC peuvent aider les pays à atteindre les OMD, à savoir « une conclusion rapide et axée sur le développement du cycle de Doha et l'initiative complémentaire qu'est l'aide pour le commerce. »

Section 4/ L'éducation dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune

317. Instaurée par le Traité de Maastricht, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) vise, selon les dispositions de l'article 11 TUE⁶⁵⁷, devenu 24 TUE version consolidée⁶⁵⁸, à la sauvegarde des valeurs communes, au renforcement de la sécurité de l'Union et des Etats membres, au maintien de la paix dans le monde, à la promotion de la coopération internationale, de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'à la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. La poursuite de ces objectifs peut impliquer l'adoption de mesures éducatives, dans la mesure où la 'sécurité' est une notion « globale et multidimensionnelle » à la fois « politique, diplomatique, stratégique, économique, voir écologique, démocratique et humaine »⁶⁵⁹. Le maintien de la paix et de la sécurité

négociations sur le commerce des services » adoptées le 28 mars 2001 par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire OMC, S/L/93 du 29 mars 2001 (01-1548) - site consacré au service d'éducation de l'OMC www.wto.org/french/tratop_serv_f/education_f/education_f.htm

⁶⁵⁷ Article 11 TUE « L'Union définit et met en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, dont les objectifs sont: la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux, de l'indépendance et de l'intégrité de l'Union, conformément aux principes de la charte des Nations unies ; le renforcement de la sécurité de l'Union sous toutes ses formes ; le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures ; la promotion de la coopération internationale ; le développement et le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

⁶⁵⁸ L'article 24 TUE ne fait plus référence à une liste d'objectifs comme l'article 11 TUE – Il dispose que « 1. La compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère ainsi que l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition d'une politique de défense commune qui peut conduire à une défense commune... »

⁶⁵⁹ Professeur D.COLARD « La coopération interétatique dans le domaine de la sécurité et de la défense » p303 in Colloque « L'UE carrefour de coopérations » sous la direction du Professeur J. AUVRET FINCK, CEDORE-CERC LGDJ 2002 (440p)

internationale étant en effet étroitement lié au respect des droits de l'Homme, notamment au droit à l'éducation, la PESC vise notamment à prévenir et réprimer les violations commises contre ce droit fondamental, et plus spécifiquement les atteintes perpétrées contre les établissements d'enseignement et leurs acteurs, souvent victimes de condamnations du fait de leur participation à la promotion de valeurs démocratiques et libérales. En 2006, l'UE a par exemple engagé instamment l'Iran à se conformer aux obligations lui incombant du fait de son adhésion aux conventions internationales et, en l'occurrence de cesser de pénaliser les citoyens iraniens pour les contacts qu'ils entretiennent avec les universités et instituts culturels étrangers⁶⁶⁰.

318. L'accès des enfants à l'éducation est particulièrement protégé dans le cadre PESC, dans la mesure où l'enseignement est une arme privilégiée de lutte contre la guerre et un vecteur de stabilité favorisant à la fois la cohésion sociale et l'intégration sociale de l'individu. Mahatma GANDHI déclarait que « si nous devons déclarer une guerre à la guerre, nous devons commencer avec les enfants ». L'éducation est en effet un instrument efficace de prévention des conflits ethniques, politiques et sociaux, et de rétablissement de la paix, puisqu'elle garantit, d'une part, aux enfants un soutien psychosocial et sanitaire qui leur permet de survivre et de se doter d'une capacité suffisante pour envisager leur épanouissement et la reconstruction du pays, et parce qu'elle favorise, d'autre part, la compréhension mutuelle des peuples en apaisant le climat de violence par l'apprentissage des différentes ethnies à vivre ensemble. L'école est donc stratégiquement le lieu le plus favorable à la transmission des valeurs démocratiques et de paix à moyen et long terme, ce qui justifie l'insertion de mesures éducatives de sensibilisation dans le cadre de la PESC ou l'adoption de mesures PESC visant à protéger le service d'éducation. L'éducation représente donc incontestablement un secteur stratégique de l'action PESC du fait de sa multifonctionnalité (Paragraphe 1^{er}). Bien qu'elle ait été définie par Javier SOLANA comme « la clé de l'avenir », impliquant concrètement la contribution de l'UE à « une amélioration des normes, à l'éradication de l'analphabétisme, à la réforme des programmes et à une réelle égalité entre les garçons et les filles »⁶⁶¹, on dénombre moins de 3% d'actes, fondés sur les bases juridiques de compétences de l'UE en

⁶⁶⁰ Conseil de l'UE, Déclaration de la Présidence au nom de l'UE sur le cas de l'universitaire iranien Ramin Jahanbegloo, 11421/06 (Presse 211) Bruxelles 10 juillet 2006 p55 - En l'espèce il s'agissait de condamner l'attitude du gouvernement dans le cas de l'universitaire iranien Ramin Jahanbegloo, philosophe et politologue iranien arrêté le 28 avril 2006 à l'aéroport de Téhéran. Il fait selon la presse, l'objet d'une enquête approfondie des services de renseignements du fait de ses « liens avec l'étranger ».

⁶⁶¹ Discours de Javier Solana « Barcelone 10 ans plus tard : un nouvel élan pour un projet durable » Site de la délégation de la Commission européenne – PESC sur www.europa.fr

matière de PESC, faisant référence à l'éducation⁶⁶². Cela s'explique, d'une part, par la limitation des actes trans-piliers par la Cour de Justice avant le traité modificatif de Lisbonne, d'autre part, par la similitude de certains objectifs de la PESC et de la coopération communautaire d'aide au développement. A l'occasion de l'affaire Commission c/ Conseil du 20 mai 2008⁶⁶³, la Cour a annulé l'acte PESC litigieux, du fait des liens substantiels qu'il présentait avec la politique communautaire d'aide au développement, sans qu'il en soit fait mention dans ces fondements juridiques. Ce dispositif a confirmé, d'une part, que la similitude des objectifs de la PESC et de la coopération au développement pouvait être une source d'insécurité juridique, d'autre part, que l'application extensive de l'article 177 TCE, impulsée par la Cour, justifie l'importance de l'intrication sectorielle observable entre l'action communautaire éducative et la politique d'aide au développement et au contraire l'enchevêtrement matériel réduit entre l'action communautaire éducative et la PESC (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La multifonctionnalité de l'éducation en matière de PESC

319. A l'occasion de la conférence de haut niveau de l'UE sur l'éducation et le développement, organisée à Bruxelles le 23 mai 2013, Catherine ASHTON a précisé que « quelle que soit la raison du conflit, la crise, la difficulté ou le défi, les enfants ont besoin d'être éduqués...l'éducation devrait être fournie comme nous fournissons un abri, de la nourriture ou de l'eau... »⁶⁶⁴. A la fois instrument (A), finalité (B) et limite (C) de la PESC, l'éducation a ainsi été reconnue comme un secteur stratégique de la politique étrangère et de sécurité commune.

⁶⁶² Les actes PESC ayant une dimension éducative représentent 2.97% des actes PESC du répertoire de classification Eur Lex, soit 162 sur 5446 actes répertoriés en septembre 2014

⁶⁶³ CJCE (Grande chambre) du 20 mai 2008 Commission des Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne, op.cit. – « 75. S'agissant d'une mesure qui poursuit à la fois plusieurs objectifs ou qui a plusieurs composantes, sans que l'un soit accessoire par rapport à l'autre, la Cour a jugé, lorsque différentes bases juridiques du traité CE sont ainsi applicables, qu'une telle mesure doit être fondée, à titre exceptionnel, sur les différentes bases juridiques correspondantes... 76. Toutefois, en vertu de l'article 47 UE, une telle solution est exclue à l'égard d'une mesure qui poursuit plusieurs objectifs ou qui a plusieurs composantes relevant, respectivement, de la politique de coopération au développement, telle qu'attribuée à la Communauté par le traité CE, et de la PESC, sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre. »

⁶⁶⁴ Traduction personnelle de l'extrait des remarques de la Haute Représentante Catherine Ashton à la conférence de Haut Niveau sur l'éducation et le développement du 23 mai 2013, A264/13, Bruxelles - "So my message is this: whatever the reason for conflict, or crisis or difficulty or challenge, children need to be educated. They will do better emotionally, they will do better dealing with the problems and challenges they have, but more than anything they are much more likely to be able to succeed in life if we continue to provide them with education. I call it education in a suitcase. Wherever we are in the world, wherever we see children who have the need for education it should be provided just as we provide shelter and we provide food and we provide water. It should be part of what we do as a society, because without it they won't get to sit in a room like this, and be people like you and they deserve to have that. And I mean education for all." – document disponible sur le site consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/137261.pdf

A/ L'éducation, un moyen d'action et de sensibilisation

320. Dans le cadre de sa participation à l'action internationale de maintien de la paix, l'UE adopte et promeut les mesures éducatives de sensibilisation et de prévention, visant soit à alerter les populations sur les risques liés à la propagation des armes, soit à favoriser la compréhension mutuelle des peuples.

321. En matière de désarmement, l'UE contribue par exemple à la lutte menée au niveau internationale contre la prolifération des armes de destruction massive, en soutenant la Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁶⁶⁵ et en promouvant le respect de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC), par le soutien qu'elle fournit aux projets visant à « promouvoir une discussion ciblée au niveau régional entre les représentants des autorités, des universités, des instituts de recherche du secteur privé et sur des thèmes intersessions liés à la BTWC, en particulier la surveillance de la science et de l'éducation »⁶⁶⁶. Elle met également en place des programmes d'éducation visant à sensibiliser la population aux risques engendrés par le trafic illicite d'armes conventionnelles, prenant la forme d'un programme général de prévention et de lutte contre ce trafic⁶⁶⁷, ainsi que de programmes

⁶⁶⁵ Article 1^{er} d) de la décision 2012/699/PESC du Conseil du 13 novembre 2012 concernant le soutien de l'Union aux activités de la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin de renforcer ses capacités en matière de surveillance et de vérification, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive, JO L 314 du 14.11.2012, p. 27–39 – « soutenir les activités du TICE...dans le cadre de l'initiative de renforcement des capacités, qui est axée sur certains programmes de formation et d'éducation à l'échelle mondiale... »

⁶⁶⁶ Action commune 2008/858/PESC du Conseil du 10 novembre 2008 en faveur de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive JO L302 du 13 novembre 2008 p29-36, article 14 TUE – Afin de promouvoir la mise en œuvre de la BTWC l'UE soutient des projets visant notamment à « promouvoir une discussion ciblée au niveau régional entre les représentants des autorités, des universités, des instituts de recherche du secteur privé et sur des thèmes intersessions liés à la BTWC, en particulier la surveillance de la science et de l'éducation. » article 1^{er} paragraphe 2 d) – selon l'annexe point 3.4 relatif au projet 4 « soutien au processus intersessions de la BTWC », l'objectif est de « soutenir le processus intersessions de la BTWC, et en particulier la discussion sur les thèmes intersessions de 2008 et 2009, au sein et hors de l'UE, en vue de promouvoir l'adoption de mesures concrètes ». Il vise à « lancer la discussion entre les secteurs privé et public de l'UE sur les défis en matière de sécurité liés aux progrès de la recherche consacrés aux biosciences et aux biotechnologies et sur les mesures appropriées devant être adoptées aux niveaux national, régional ou mondial pour relever ces défis, et en particulier concernant la surveillance de la science, l'éducation, la sensibilisation et l'élaboration de codes de conduite pour le secteur des biosciences et des biotechnologies... »

⁶⁶⁷ Programme de l'UE pour la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles et la lutte contre ce trafic – deuxième rapport annuel JO n° C015 du 19 janvier 2000 p1-4 – Ce programme vise à lutter contre le trafic d'armes « tant à l'intérieur de l'Union européenne que dans les pays concernés par le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre ». Le troisième volet de ce programme « présente un aperçu de la manière dont la Communauté européenne et ses Etats membres peuvent aider les pays concernés, notamment dans des situations postérieures à des conflits, en mettant un terme à la circulation et au trafic illicites d'armes, par exemple en mettant en place des programmes de collecte, de rachat et de destruction d'armes, en mettant en place des programmes d'éducation destinés à favoriser la prise de conscience, au sein de la population locale, des conséquences négatives du trafic illicite d'armes légères et de petit calibre. »

géographiques spécifiques, comme par exemple au Cambodge en matière de lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre⁶⁶⁸. Elle favorise de surcroît le consensus au sein des organisations internationales et impulse le combat visant à « faire reculer la ‘culture de la violence’ par une participation accrue de la population à des programmes d'éducation et de sensibilisation du public »⁶⁶⁹, en soutenant les

⁶⁶⁸ Paragraphe 3 de l'annexe à la décision 2003/806/PESC du Conseil du 17 novembre 2003 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC mettant en œuvre l'action commune 1999/34/PESC en vue d'une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge JO L302 du 20 novembre 2003 p37-38 (23TUE) – annexe ‘mandat du directeur de projet - « Le directeur de projet allouera une aide financière pour soutenir les activités menées par des organisations non gouvernementales au Cambodge, notamment par la coalition que constitue le groupe de travail pour la réduction des armes au Cambodge, telles que les programmes de sensibilisation, d'échange d'informations, d'éducation et de formation relatifs aux armes légères et de petit calibre. Ces activités pourront se dérouler dans les régions du Cambodge qui seront sélectionnées d'un commun accord par le directeur de projet et les organisations concernées. Une attention particulière sera accordée au renforcement de la coordination et de la coopération budgétaire entre ces organisations, dans la mesure où leurs travaux ont un lien avec le mandat de l'Assistance pour réduire les armes légères et de petit calibre au Cambodge (ASAC) de l'Union européenne. » ; décision 2002/904/PESC du Conseil du 11 novembre 2002 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC concernant une contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge JO L313 du 16 novembre 2002 p1-2 – annexe ‘mandat du directeur de projet’ paragraphe 4 (formule similaire) ; décision du Conseil du 20 novembre 2000 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC concernant une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge JO L292 du 21 novembre 2000 p3-4 - paragraphe 4 de l'annexe (formulaire similaire) ; décision du Conseil 2002/904/PESC du 11 novembre 2002 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC concernant une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge JO L313 du 16 novembre 2002 p1-2 – paragraphe 4 annexe (formule similaire) ; décision du Conseil 1999/730/PESC du 15 novembre 1999 mettant en œuvre l'action commune 1999/34/PESC en vue d'une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge JO L294 du 16 novembre 1999 p5-6 - Partant du constat que « l'accumulation et la diffusion excessives et incontrôlées d'armes légères et de petit calibre constituent une menace pour la paix et la sécurité et réduisent les perspectives de développement durable ; cela est tout particulièrement le cas au Cambodge », le Conseil souhaite contribuer à la promotion de la maîtrise, de la collecte et de la destruction des armes au Cambodge. L'annexe jointe à cette décision sui generis concernant le mandat du directeur de projet, précise dans son paragraphe 4 qu'« aux fins de l'article 1^{er}, paragraphe 2, point d), une aide financière sera allouée par le directeur de projet aux activités menées par des organisations non gouvernementales au Cambodge, notamment par la coalition que constitue le ‘Groupe de travail pour la réduction des armes au Cambodge’, telles que les actions de sensibilisation, l'échange d'informations et les programmes d'éducation et de formation. Ces activités pourront se dérouler dans les régions du Cambodge qui seront sélectionnées d'un commun accord par le directeur de projet et les organisations concernées. »

⁶⁶⁹ Action commune 1999/34/PESC du 17 décembre 1998 adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du TUE, relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre JO L009 du 15 janvier 1999 p1-5 – article 3 « Dans la poursuite des objectifs énoncés à l'article 1^{er}, l'Union européenne s'efforce de rechercher un consensus au sein des instances internationales compétentes et, le cas échéant, au niveau régional, afin de concrétiser les principes et mesures ci-après pour prévenir une nouvelle accumulation déstabilisatrice d'armes de petit calibre :...g) engagement de combattre et de faire reculer la ‘culture de la violence’ par une participation accrue de la population à des programmes d'éducation et de sensibilisation du public. » ; action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre et abrogeant l'action commune 1999/34/PESC JO L 191 du 19 juillet 2002 p1-4 (14 TUE) – article 3 « Dans la poursuite des objectifs énoncés à l'article 1^{er}, l'Union européenne s'efforce de rechercher un consensus au sein des instances internationales compétentes et, le cas échéant, au niveau régional, afin de concrétiser les principes et les mesures énoncés ci-après pour prévenir une nouvelle accumulation déstabilisatrices d'armes de petit calibre :... g) engagement de combattre et de faire

actions menées par les organisations de la société civile et en mettant en place des programmes d'éducation dans les pays touchés par ce trafic. Les rapports annuels relatifs à la mise en œuvre de l'action commune du Conseil concernant la contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre, permettent de rendre compte de l'importance des mesures éducatives de sensibilisation adoptées dans le cadre des initiatives des Etats membres en la matière. Le Royaume-Uni et l'Allemagne s'illustrent particulièrement, que ce soit par l'Initiative britannique '*Armed Violence and Poverty*'⁶⁷⁰ ou la participation allemande au programme '*Borrow a Youth*'⁶⁷¹.

reculer la 'culture de la violence', par une participation accrue de la population grâce à des programmes d'éducation et de sensibilisation du public. »

⁶⁷⁰ Cinquième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC), JO C171 du 22 juillet 2006 p1-20- dans ce rapport le Conseil évalue les actions des Etats membres en la matière. Il mentionne notamment (point 5 'autres initiatives') l'Initiative '*Armed Violence and Poverty*' lancée par le Royaume Uni, établissant un lien entre les armes légères, la sécurité et le développement. « Il a été noté dans ce cadre, que, même si les effets que peuvent avoir la violence armée et la disponibilité des armes sur le développement sont complexes et revêtent de multiples aspects, ils sont pratiquement toujours négatifs : ils provoquent des déplacements de populations, nuisent à l'éducation, à la santé et à l'agriculture et appauvrissent des franges importantes de communautés et de populations. Le Royaume Uni estime que les donateurs et les agences de développement devraient systématiquement tenir compte de la violence armée et de la disponibilité des armes dans leurs programmes et devraient prévoir des mesures de réduction des armes dans les programmes nationaux. Lors de l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, il conviendrait d'accorder une plus grande attention aux effets négatifs de la disponibilité des armes sur le développement. » (paragraphe 4) ; Deuxième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC) et abrogeant l'action commune 1999/34/PESC et du programme de l'UE de juin 1997 pour la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles et la lutte contre ce trafic JO C330 du 31 décembre 2002 p1-24 - paragraphe 61 « Le Royaume Uni fournit un soutien (7,5 millions de livres sur 3 ans jusqu'à avril 2004) au PNUD pour des actions telles que la collecte, la gestion et la destruction des armes ; l'échange des armes des populations locales contre des mesures de développement ; la formation et le renforcement des capacités du personnel des services de police, des douanes, des services répressifs et des forces armées en matière de gestion et d'élimination des armes ; des experts auxquels peuvent faire appel les agences des Nations Unies et les organisations régionales ; un soutien à des organisations de la société civile en vue de la sensibilisation à la problématique des armes et de programmes d'éducation. Les projets actuels concernent l'Albanie, le Niger, le Congo-Brazzaville, la Somalie, les Balkans et la région des Grands Lacs. »

⁶⁷¹ Troisième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC) – JO C312 du 22 décembre 2003 p1-23 – partie IIA.1.3 'coopération des Etats membres de l'UE' paragraphe 62 « En Ouganda, le gouvernement fédéral [Allemagne] soutient un programme d'éducation à la paix mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale locale '*Borrow a Youth*'. Son objectif est que les écoles aussi bien que les organisations de jeunesse ougandaises et les organisations non gouvernementales locales reconnaissent le danger que représentent les armes légères dans leur environnement et que des mesures soient prises pour réduire ce danger. Les actions menées jusqu'à maintenant englobent : la production du matériel éducatif, la formation des formateurs, une campagne contre les armes légères par le biais de groupes de théâtre, d'émission de radio... » ; Sixième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune 2002/589/PESC du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (ALPC) – JO C299 du 11 décembre 2007 p1-37 - « L'Allemagne soutient la mise en place, au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), d'un cadre politique, juridique et institutionnel visant à lutter contre la prolifération incontrôlée des armes légères et de petit calibre (ALPC). Les volets du projet mis en place avec le Secrétariat de la CAE concernent les modalités pratiques en vue de créer un point focal régional sur le contrôle des armes légères, l'harmonisation des politiques et de la législation, la formation, l'élaboration d'approches systématiques

322. Afin de maintenir la paix sociale, l'UE promeut également l'éducation au droits de l'Homme⁶⁷², l'éducation à la tolérance⁶⁷³ ainsi que le développement d'une culture démocratique dans les pays partenaires, c'est-à-dire le « respect, la protection et la matérialisation des droits de l'Homme et la promotion de l'égalité, quels que soient l'origine sociale et ethnique, le sexe et la religion »⁶⁷⁴. La réforme du système éducatif est explicitement définie dans les actions PESC comme un moyen essentiel de réalisation de cet objectif⁶⁷⁵. Le soutien de l'UE au processus de transition démocratique peut également

pour évaluer le problème des ALPC, ainsi que l'éducation et la sensibilisation en coopération avec des organisations de la société civile dans les Etats membres de la CAE. » ; 7^{ème} rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC) JO C14 du 20 janvier 2010 p1-34 – Poursuivant son implication au sein des enceintes régionales et internationales en matière de lutte contre l'accumulation déstabilisatrices d'ALPC – I Efforts déployés en 2007 pour la mise en œuvre au niveau national – le Royaume Uni a « soutenu les nations Unies, l'UE et les partenaires des ONG régionales et sous régionales pour ...mettre en place des campagnes de sensibilisation et d'éducation »

⁶⁷² Voir par exemple Résolution du Parlement européen du 26 avril 1995 sur les droits de l'Homme dans le monde en 1993/1994 et la politique de l'Union en matière de droits de l'Homme JO C126 du 22 mai 1995 p15 (commission aff. Etrangères, sécurité, politique de défense) – (article J.7) - Concernant la mise en place de plans d'actions internationaux en matière de droits de l'Homme, le PE « entend apporter son soutien plus particulièrement aux suite à donner concernant : i) l'éducation, en encourageant les actions réalistes touchant aussi bien aux domaines de l'enseignement, de l'aide au développement, de l'aide aux processus de démocratisation, la Commission étant appelée à présenter des propositions précises au Parlement dans le but de promouvoir la connaissance et le respect de l'autre, d'une part, et d'exposer les contributions de l'Union au programme des Nations Unies concernant une décennie pour l'éducation aux droits de l'Homme, d'autre part, et, à ce propos, demande à la Commission de préparer un programme spécifique, dans le but de soutenir des initiatives culturelles et d'information proposées en particulier par des institutions locales, des associations féminines et de jeunesse, des organisations de volontariat, des universités, programme axé sur les liens existants entre la préservation de la mémoire et la préparation de l'avenir dans le cadre des mesures à adopter pour lutter contre le révisionnisme, le racisme et l'antisémitisme » (point 53 des principes généraux)

⁶⁷³ Rapport annuel 2006 sur la PESC – résolution du Parlement européen du 5 juin 2008 sur la rapport annuel du Conseil au parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, présenté au parlement européen en application du paragraphe G, paragraphe 43, de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 JO C285E du 26 novembre 2009 p11-23 (21 TUE) – « A. Considérant qu'une définition claire des intérêts de l'Union est essentielle pour parvenir aux objectifs de l'action extérieure de l'Union, et notamment de sa politique étrangère,...30. Souligne que la situation des minorités dans l'ensemble des pays des Balkans occidentaux devraient faire l'objet de nouveaux contrôles approfondis de la part de l'Union pour garantir une protection effective de tous les groupes minoritaires et de leurs droits et que des progrès continus restent à accomplir dans ce domaine, au regard des normes européennes ; considère qu'il conviendrait de mettre à profit l'année européenne 2008 du dialogue interculturel pour promouvoir la compréhension mutuelle et l'éducation à la tolérance. »

⁶⁷⁴ Article 3 de la Position commune du Conseil du 14 mai 2001 relative au Nigeria JO L132 du 15 mai 2001 p1-2 (15 TUE) - « L'UE considère les domaines ci-après comme des domaines clés pour le soutien qu'elle apportera : a) développement d'une culture démocratique. Il s'agit notamment du respect, de la protection et de la matérialisation des droits de l'Homme et de la promotion de l'égalité, quels que soient l'origine sociale et ethnique, le sexe et la religion. »

⁶⁷⁵ Communication conjointe au Conseil européen, au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le Sud de la Méditerranée, COM(2011)200 « l'éducation devrait être au cœur des actions de la région...les troubles qui secouent plusieurs pays du Sud de la Méditerranée sont indéniablement liés à des faiblesses économiques. De nombreux pays souffrent...de systèmes d'éducation et de formation de mauvaise qualité » ; Article 3 de la position commune du Conseil du 14 mai 2001 relative au Nigeria JO L132 du 15 mai 2001 p1-2 « ...Une culture démocratique devrait être entretenue notamment par : ...v) réforme du système d'éducation et de formation professionnelle » ; Article 3 de la Position commune du Conseil du 27 mai 2002 relative au Nigeria et abrogeant la position commune 2001/373/PESC JO L139 du 29 mai 2002 p1-3 (formule similaire)

prendre la forme d'un programme d'assistance à la préparation des élections, incluant « un soutien continu à l'éducation non partisane des électeurs »⁶⁷⁶, ou encore d'une coopération en matière éducative favorable au renforcement de la société civile⁶⁷⁷.

B/L'éducation, une finalité de la PESC

323. Plus souvent reconnue comme un moyen d'action incontournable de la réalisation des objectifs PESC, l'éducation est également consacrée comme une finalité de la politique étrangère, comme en témoigne, la mission diplomatique du représentant spécial de l'UE auprès de l'Union Africaine (UA), ayant notamment pour fonction de soutenir les actions mises en œuvre dans le domaine éducatif et de favoriser les programmes d'échange, les réseaux d'universités et les centres d'excellence afin de contribuer à la consolidation des institutions⁶⁷⁸. Le renforcement du système éducatif est ainsi défini dans certains actes PESC

⁶⁷⁶ Décision du Conseil 93/678/PESC du 6 décembre 1993 relative à l'action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du TUE, concernant le soutien au processus de transition démocratique et multiracial en Afrique du Sud JO n°L316 du 17 décembre 1993 p45-47 (article J.3 du titre V TUE) – article 1^{er} « L'Union européenne met en œuvre un programme coordonné d'assistance à la préparation et à l'observation des élections qui se dérouleront en Afrique du Sud le 27 avril 1994, en se fondant sur les éléments suivants : 1) l'assistance à la préparation des élections consistera à apporter des conseils, une assistance technique et une formation, ainsi qu'un soutien continu à l'éducation non partisane des électeurs, et à fournir un nombre important d'observateurs européens dans le cadre d'un effort international global coordonné par les Nations Unies ; 2) Il est créé dès maintenant une 'unité électorale européenne' en Afrique du Sud, selon les modalités qui figurent à l'annexe »

⁶⁷⁷ Paragraphe 311 de l'avis du Comité économique et social européen sur la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil 'la politique antiterroriste de l'UE ; principales réalisations et défis à venir », COM(2010)386, JO C218 du 23 juillet 2011, p91-96 ; Stratégie commune 1999/414/PESC de l'UE du 4 juin 1999 à l'égard de la Russie JO L 157 du 24 juin 1999 p1(13 TUE) – considérant que l'accord de partenariat et de coopération (APC) entre les Communautés européennes, leurs Etats membres et la Fédération de Russie est entré en vigueur le 1^{er} décembre 1997, le Conseil européen a arrêté cette stratégie commune, précisant que l'UE se concentrera notamment, lors de la mise en œuvre de cette stratégie commune, sur la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et des institutions publiques en Russie notamment le renforcement de la société civile « en promouvant l'intensification des échanges entre la Russie et l'UE dans le domaine de la culture et de l'éducation, ainsi que l'approfondissement des contacts entre les sociétés » (b) deuxième tiret du paragraphe 1^{er} de la partie II concernant les 'domaines d'action) ; Stratégie commune 1999/877/PESC du Conseil européen du 11 décembre 1999 à l'égard de l'Ukraine JO L331 du 23 décembre 1999 p1-10 (13 paragraphe 2 TUE) – soutien au processus de transition démocratique en Ukraine - « L'Union européenne envisagera la possibilité d'apporter une assistance technique à l'Ukraine dans le but :...de soutenir le développement du système de santé, notamment la sensibilisation et l'éducation dans le domaine de la santé publique » (paragraphe 52 troisième tiret)

⁶⁷⁸ Décision 2013/383/PESC du Conseil du 15 juillet 2013 modifiant et prorogeant le mandat du représentant spécial de l'UE auprès de l'Union africaine, JO L193 du 16 juillet 2013, p25-28 article 2 c) (33, 31, 28 TUE) ; décision 2012/390/PESC du Conseil du 16 juillet 2012 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, JO L187 du 17 juillet 2012, p44-46; décision 2011/621/PESC du Conseil du 21 septembre 2011 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, JO L243 du 21 septembre 2011, p19-22; décision 2010/441/PESC du Conseil du 11 août 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'UE auprès de l'Union africaine JO L211 du 12 août 2010 p23-25– le représentant spécial de l'Union européenne a notamment pour fonction de « c) collaborer avec l'UA et lui apporter une aide, en contribuant au développement des institutions et en renforçant les relations entre les institutions de l'UE et celles de l'UA, notamment à travers l'aide au développement, afin de promouvoir:...l'investissement dans les ressources humaines : soutenir les efforts déployés dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la santé, de la sécurité alimentaire et l'éducation ; favoriser les programmes d'échanges, les réseaux d'universités et les centres d'excellence ; s'attaquer aux causes profondes des migrations. » ; action commune 2007/805/PESC du Conseil du 6 décembre 2007 portant nomination du

en tant qu'objectif à atteindre⁶⁷⁹, dans la mesure où le développement structurel du service d'éducation est un axe stratégique de reconstruction post conflit⁶⁸⁰, d'incitation au retour et de réintégration des réfugiés⁶⁸¹, ou encore de promotion du principe d'égalité des genres⁶⁸². L'intensification de l'assistance fournie à la Syrie en 2013 témoigne de cet engagement de l'UE puisque l'augmentation des aides vise notamment à soutenir le système d'éducation⁶⁸³.

324. L'UE protège également le droit de tous à l'éducation et à un enseignement libre, en sanctionnant dans le cadre PESC les atteintes perpétrées contre le service d'éducation. Elle a par exemple adopté des mesures restrictives à l'encontre d'un ministre syrien sous l'autorité duquel « les écoles étaient utilisées comme prisons de fortune »⁶⁸⁴. De même, elle a sanctionné les dirigeants responsables de la campagne d'intimidation visant des établissements scolaires moldaves de la région de Transnistrie où l'enseignement est dispensé

représentant spécial de l'UE auprès de l'UA JO L323 du 8 décembre 2007 p45-49 (14, 18 paragraphe 5 et 23, paragraphe 2 TUE) ; action commune 2008/898/PESC du Conseil du 1^{er} décembre 2008 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine JO L322 du 2 décembre 2008 p50-53 (articles 14, 18 et 23 paragraphe 2 TUE)

⁶⁷⁹Paragraphe 2.1 et 2.5 de la communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – soutien de l'UE en faveur d'un changement durable dans les sociétés en transitions, JOIN/2012/27 (répondre aux besoins des partenaires par un soutien au développement d'une éducation de qualité et le partage des connaissances) ; paragraphe 2.2 de la communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'Vers un partenariat renouvelé pour le développement UE-Pacifique', JOIN/2012/6

⁶⁸⁰ Décision du Conseil du 19 décembre 1995 complétant la décision 95/517/PESC relative à l'action commune, adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du traité sur l'Union européenne concernant la continuation du soutien à l'administration de la ville de Mostar par l'Union européenne JO n° L 313 du 27 décembre 1995 p1 – (J.3 et J.11 TUE) - décision sui generis du Conseil relative au soutien financier apporté à l'administration de la ville de Mostar afin de répondre aux besoins « tels qu'évalués par l'administrateur de la ville de Mostar » notamment en matière « d'éducation, culture et sport » (paragraphe 2 vi))

⁶⁸¹ Décision 94/697/PESC du Conseil du 24 octobre 1994 relative à la position commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.2 du TUE concernant les objectifs et les priorités de l'UE à l'égard du Rwanda JO L283 du 29 octobre 1994 p1-2 (article J.2 TUE) - Par cette décision le Conseil « prend note des mesures et des programmes déjà entrepris par la Communauté en vue de contribuer aux objectifs et aux priorités à l'égard du Rwanda dans le cadre des conventions ACP-CEE » et décide que « la priorité doit être donnée au retour des réfugiés » notamment en prenant des mesures coordonnées de redressement à court terme en faveur du Rwanda, notamment dans les domaines prioritaires de l'eau et de l'électricité, mais également dans ceux de l'éducation, ... afin de créer des incitations au retour des réfugiés et à leur réintégration effective »

⁶⁸²Stratégie commune 2000/458/PESC du Conseil européen du 19 juin 2000 à l'égard de la région méditerranéenne JO L183 du 22 juillet 2000 p5-11 (13 paragraphe 2 TUE) - dans le cadre des « volets social et culturel » de la stratégie commune, le Conseil européen précise qu'« en sus de la coopération qu'elle mène au sein du partenariat euro méditerranéen, l'UE a l'intention : ...d'encourager les efforts visant à améliorer l'éducation et la formation professionnelle, en particulier celles des jeunes et des femmes, pour faciliter leur insertion sur le marché du travail. La coopération régionale à cet égard sera améliorée par l'échange des meilleures pratiques, les transferts de savoir faire et le renforcement des capacités. » (Paragraphe 21)

⁶⁸³ Paragraphe 1.6 de la communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'vers une approche globale de l'UE face à la crise syrienne', JOIN/2013/22

⁶⁸⁴ Décision 2012/122/PESC du Conseil du 27 février 2012 modifiant la décision 2011/782/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie, JO L54 du 28 février 2012, p14-17

en alphabet latin, ainsi que la fermeture de ceux-ci, en empêchant l'entrée ou le passage en transit de ces personnes sur le territoire des Etats membres⁶⁸⁵.

C/ L'éducation, une limitation pertinente à la portée des mesures restrictives

325. Le secteur éducatif est un domaine protégé dans la mesure où il représente incontestablement un axe politique stratégique de développement humain. C'est pourquoi les mesures restrictives PESC adoptées par l'UE à l'encontre d'un Etat tiers, ne respectant pas les droits de l'Homme, sont strictement encadrées, afin de ne pas affecter les programmes éducatifs mis en place dans ce pays. Cette règle a été de surcroît renforcée depuis 2011, comme l'illustre les successives décisions PESC adoptées à l'encontre du Myanmar. Avant cette date, il était en effet possible de demander une dérogation à l'application de mesures restrictives PESC pour mener un projet ou un programme dans le secteur éducatif⁶⁸⁶.

⁶⁸⁵ Paragraphe 3 de la décision 2010/573/PESC du Conseil du 27 septembre 2010 concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie, JO L253 du 28 septembre 2010, p54-57 ; Position commune 2008/160/PESC du Conseil du 25 février 2008 concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie (15 TUE)-article 1^{er} paragraphe 1 « les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire de personnes auxquelles sont imputables :...ii) la conception et la mise en œuvre de la campagne d'intimidation visant des établissements scolaires moldaves de la région de Transnistrie (République de Moldavie) où l'enseignement est dispensé en alphabet latin, ainsi que la fermeture de ceux-ci » ; décision 2005/890/PESC du Conseil du 12 décembre 2005 mettant en œuvre la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie de la République de Moldova JO L327 du 14 décembre 2005 p33-34 (23 paragraphe 2 TUE), le 26 août 2004 le Conseil a arrêté la position commune 2004/622/PESC afin d'étendre le champ d'application des mesures restrictives imposées par la position commune 2004/179/PESC aux personnes auxquelles sont imputables la conception et la mise en œuvre de la campagne d'intimidation visant des établissements scolaires moldaves de la région de Transnistrie où l'enseignement est dispensé en alphabet latin, ainsi que la fermeture de ceux-ci » ; position commune 2004/622/PESC du Conseil du 26 août 2004 modifiant la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région Transnistrie JO L279 du 28 août 2004 p47-49, (15 TUE) considérants « 2. Une vaste campagne d'intimidation est menée à l'encontre d'enseignants, de parents et d'élèves d'établissements scolaires moldaves de la région Transnistrie où l'enseignement est dispensé en alphabet latin, et nombre de ces établissements ont été fermés. 3. Le champ d'application des mesures restrictives imposées par la position commune 2004/179/PESC devrait par conséquent être étendu aux personnes responsables de la campagne d'intimidation et de la fermeture d'établissements scolaires moldaves où l'enseignement est dispensé en alphabet latin »

⁶⁸⁶ Décision 2010/232/PESC du Conseil du 26 avril 2010 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar JO L105 du 27 avril 2010 p22-108 (15 TUE) - article 8 « L'aide et les programmes de développement n'ayant pas de caractère humanitaire sont suspendus. Des dérogations sont accordées pour des projets et des programmes en faveurs :...b) de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté, en particulier ceux qui visent à répondre aux besoins fondamentaux et à assurer la subsistance des couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population... » ; position commune 2006/318/PESC du Conseil du 27 avril 2006 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/Myanmar JO L116 du 29 avril 2006 p77-97 – Le Conseil a sur la base de l'article 15 TUE renouvelé les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/Myanmar du fait de la dégradation de la situation politique notamment des violations persistantes et graves des droits de l'Homme. Du fait de cette sanction économique « l'aide et les programmes de développement n'ayant pas de caractère humanitaire sont suspendus. Des dérogations sont accordées pour des projets et des programmes en faveur : b) de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté, en particulier ceux qui visent à répondre aux besoins fondamentaux » (article 3) ; position commune 2004/423/PESC du Conseil du 26 avril 2004 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/ Myanmar JO L125 du 28 avril 2004 p61-76, article 5 « L'aide et les programmes de développement non humanitaires sont suspendus. Des dérogations

326. Les démarches administratives sont grandement assouplies et allégées depuis 2011 dans la mesure où il n'est plus nécessaire de demander une dérogation pour garantir la mise en place ou la continuité d'un programme éducatif, les mesures PESC prévoyant explicitement que la suspension de l'aide et des programmes de développement ne s'applique pas à ce type de projet ou programme⁶⁸⁷.

Paragraphe 2 / L'impact de l'enchevêtrement de compétences entre la PESC et la politique de coopération au développement sur l'adoption de mesures éducatives en matière de PESC

327. Avant le Traité modificatif de Lisbonne, les objectifs de la PESC coïncidaient avec les objectifs de la politique communautaire de développement, car l'article 11 TUE relatif à la

peuvent être accordées pour des projets ou des programmes qui doivent, dans la mesure du possible, être définis en concertation avec les groupes démocratiques, y compris la Ligue nationale pour la démocratie, et être mise en œuvre avec leur participation, comme par exemple : ...des projets et programmes en faveur de la santé et de l'éducation de base mis en œuvre par des organisations non gouvernementales. » (Article 5 troisième tiret) ; position commune 2004/730/PESC du Conseil du 25 octobre 2004 concernant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la Birmanie/ du Myanmar et modifiant la position commune 2004/423/PESC JO L323 du 26 octobre 2004 p17-22 – sur le fondement de l'article 15 TUE, le Conseil prend des mesures supplémentaires contre la Birmanie/ Myanmar en modifiant la position commune 2004/423/PESC, notamment son article 5 remplacé par d'autres dispositions, à savoir « l'aide et les programmes de développement non humanitaires sont suspendus. Des dérogations sont accordées pour des projets et des programmes en faveur : b) de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté, en particulier ceux qui visent à répondre aux besoins fondamentaux » ; position commune 2003/297/PESC du Conseil du 28 avril 2003 relative à la Birmanie/Myanmar JO L106 du 29 avril 2003 p36-42 – le Conseil de l'UE a, sur le fondement de l'article 15 TUE et suite à l'expiration le 29 avril 2003 de la position commune 96/635/PESC relative à la Birmanie/ Myanmar adoptée le 28 octobre 1996, décidé d'adopter des mesures face à la détérioration persistante de la situation politique en Birmanie/ au Myanmar (interdiction de visa et du gel des avoirs à d'autres membres du régime militaire, embargo sur les armes afin d'interdire la formation ou l'assistance technique) – article 3 « L'aide non humanitaire ou les programmes de développement sont suspendus. Des dérogations peuvent être accordées pour des projets ou des programmes qui doivent, dans la mesure du possible, être définis en concertation avec les groupes démocratiques, y compris la Ligue nationale pour la démocratie, et être mise en œuvre avec leur participation, comme par exemple : ...des projets et programmes en faveur de la santé et de l'éducation de base mis en œuvre par des organisations non gouvernementales » (article 3 troisième tiret)

⁶⁸⁷ Règlement (UE) n°408/2010 du Conseil du 11 mai 2010 modifiant le règlement (CE) n°194/2008 du Conseil renouvelant et renforçant les mesures restrictives instituées à l'encontre de la Birmanie/Myanmar JO L118 du 12 mai 2010 p5 (215 TFUE) et décision PESC du Conseil du 26 avril 2010 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie JO L105 du 27 avril 2010 p22-108 (ex article 29 TUE) - Article 1^{er} du règlement modificatif « A l'article 2 du règlement (CE) n°194/2008, le paragraphe suivant est ajouté : '5 L'interdiction relative à l'achat des biens soumis à restriction visés au paragraphe 2, point b), ne s'applique pas aux projets ou programmes d'aide humanitaire ou aux projets et programmes de développement n'ayant pas de caractère humanitaire exécutés en Birmanie/ au Myanmar en faveur : ...b) de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté, en particulier ceux qui visent à répondre aux besoins fondamentaux et à assurer la subsistance des couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population » ; décision 2011/239/PESC du Conseil du 12 avril 2011 modifiant la décision 2010/232/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar JO L101 du 15 avril 2011 p24-121 (29 TUE version consolidée (ex article 15 TUE)) – article 1^{er} point 2 « l'article 8 est remplacé par le texte suivant : 1. L'aide et les programmes de développement n'ayant pas de caractère humanitaire sont suspendus. 2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux projets et aux programmes en faveur : a) des droits de l'Homme, de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la prévention des conflits et du renforcement de la capacité de la société civile ; b) de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté, en particulier ceux qui visent à répondre aux besoins fondamentaux et à assurer la subsistance des couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population »

PESC⁶⁸⁸ et l'article 177 alinéa 2 TCE⁶⁸⁹ visaient de manière similaire la sauvegarde des valeurs communes, le maintien de la paix et à la promotion de la coopération internationale, de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme. L'imbrication de ces deux politiques a de plus été considérée par la Cour comme envisageable lorsqu'un acte poursuit à la fois un objectif de coopération au développement et un objectif relevant de la PESC « sans que l'un ne soit accessoire par rapport à l'autre »⁶⁹⁰, comme l'illustre l'affaire Commission c/ Conseil du 20 mai 2008, relative à la légalité d'une décision PESC portant sur la contribution de l'UE à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le cadre du moratoire sur les armes légères et de petit calibre. L'analyse de cette affaire est à notre sens riche d'enseignements dans la mesure où elle permet d'expliquer le nombre restreint d'actes éducatifs en matière de PESC et de justifier en partie l'intrication des compétences caractérisant la politique extérieure de l'éducation (A). La quantité réduite d'actes éducatifs en matière de PESC peut en effet se justifier en partie par la volonté institutionnelle, notamment juridictionnelle, de développer l'acquis communautaire, en encadrant au contraire strictement le champ matériel de la PESC. Etant donné qu'il était plus aisé d'adopter des mesures éducatives dans le cadre du pilier communautaire, notamment en matière d'aide au développement, plutôt qu'en matière de PESC, et que les objectifs de ces deux politiques étaient de plus similaires, on assiste à une intrication sectorielle accrue de l'éducation en matière de développement⁶⁹¹ et au contraire à une raréfaction de mesures éducatives en matière de PESC.

328. Afin d'endiguer l'insécurité juridique latente entre la PESC et la politique communautaire de coopération au développement, le Traité modificatif de Lisbonne a procédé à des innovations majeures, d'une part, en recentrant les objectifs de la coopération au développement dans le TFUE, d'autre part, en instituant un article 21 TUE spécifique qui consacre le respect des droits de l'Homme comme un objectif transversal à l'ensemble de l'action externe de l'UE, ce qui dénoue en partie l'intrication des compétences qui caractérisait la structure en piliers. L'action de l'UE en matière de droits de l'Homme dans le cadre de la PESC ou de la coopération au développement gagne ainsi en cohérence, ce qui

⁶⁸⁸ L'article 11 paragraphe 1 (5^{ème} tiret) TUE précise que le développement et le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales est l'un des objectifs de la PESC.

⁶⁸⁹ « La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

⁶⁹⁰ Paragraphe 99 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008, op.cit.

⁶⁹¹ Voir supra

influe positivement sur le développement et la perception de la politique extérieure éducative de l'UE, bien que l'enchevêtrement de bases juridiques ne soit pas pour autant résolue (B).

A/ Les apports de la jurisprudence Commission c/ Conseil du 20 mai 2008

329. Afin d'illustrer la problématique de l'enchevêtrement des compétences de la CE et de l'UE dans le volet éducatif intégré aux politiques extérieures, avant le Traité modificatif de Lisbonne, il convient d'analyser l'affaire Commission c/ Conseil du 20 mai 2008⁶⁹² (1), ainsi que sa portée sur le développement des actes éducatifs en matière de PESC (2).

1. L'insécurité juridique liée à l'intrication de compétences découlant de la similitude des objectifs poursuivis dans le cadre de la PESC et de la coopération au développement

330. A l'occasion de cette affaire jurisprudentielle⁶⁹³, opposant la Commission, soutenue par le Parlement européen, au Conseil soutenu par le Royaume d'Espagne, la République française, le Royaume des Pays Bas, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que le Royaume du Danemark, la Commission a introduit un recours en annulation contre la décision du Conseil 2004/833/PESC du 2 décembre 2004 mettant en œuvre l'action commune 2002/589/PESC⁶⁹⁴, adoptée par le Conseil de l'UE le 12 juillet 2002 sur la base de l'article 14 TUE, en vue d'une contribution de l'UE à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le cadre du moratoire sur les armes légères et de petit calibre. La Commission demandait dans ce cadre à la Cour de constater l'inapplicabilité de cette action commune litigieuse, en raison de son illégalité. Faisant référence à l'accord de Cotonou signé le 23 juin 2000⁶⁹⁵, notamment à l'article 1^{er} relatif aux 'objectifs du partenariat'⁶⁹⁶ et à l'article 11 concernant les 'politiques

⁶⁹² Arrêt de la CJCE (Grande chambre) du 20 mai 2008 Commission des Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne, aff. C-91/05, Rec.2008 pI-03651 ; voir commentaires : SIMON (D) « PESC et coopération au développement » in Revue Europe n°7, juillet 2008, comm.217 ; BLUMAN (C) et DUBOUIS (L) commentaires paragraphes 127, 150, 238, 554 in « Droit institutionnel de l'Union européenne », éd. Litec 2010, 828p

⁶⁹³ Ibid.

⁶⁹⁴ L'action commune 2002/589/PESC abroge et remplace l'action commune 1999/34/PESC du Conseil du 17 décembre 1998 adoptée sur la base de l'article J.3 du TUE, relative à la contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre, JO 1999 L9, p1

⁶⁹⁵ Accord de partenariat signé le 23 juin 2000 à Cotonou (Bénin) entre les membres du Groupe ACP, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part JO L317 p3, approuvé au nom de la Communauté par la décision 2003/159/CE du Conseil du 19 décembre 2002 JO 2003 L65 p27 – entrée en vigueur le 1^{er} avril 2003

⁶⁹⁶ Article 1^{er} Accord de Cotonou « La Communauté et ses Etats membres, d'une part, et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, concluent le présent accord en vue de promouvoir et d'accélérer le développement économique, culturel et social des Etats ACP, de contribuer à la paix et à la sécurité et de promouvoir un environnement politique stable et démocratique. Le partenariat est centré sur l'objectif de réduction, et à terme, d'éradication de la pauvreté, en cohérence avec les objectifs du développement durable et

en faveur de la paix, de la prévention et résolution des conflits⁶⁹⁷, ainsi qu'aux articles 6 à 10 de l'annexe IV de l'accord de Cotonou relatif aux 'procédures de mise en œuvre et de gestion⁶⁹⁸, la Commission a contesté la légalité de la décision PESC, qui serait selon elle entachée d'une erreur de droit dans la mesure où elle est juridiquement fondée sur l'article 23 paragraphe 2 TUE et l'action commune susmentionnée, en violation de la base juridique appropriée. Ayant contesté dès le 24 novembre 2004 le projet relatif à la décision attaquée dans le cadre du Comité des représentants permanents⁶⁹⁹, la Commission considère que le

d'une intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale. Ces objectifs ainsi que les engagements internationaux des parties inspirent l'ensemble des stratégies de développement et sont abordés selon une approche intégrée prenant simultanément en compte composantes politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales du développement. Le partenariat offre un cadre cohérent d'appui aux stratégies de développement définies par chaque Etat ACP. »

⁶⁹⁷ Article 11 de l'Accord de Cotonou « 1. Les parties poursuivent une politique active, globale et intégrée de consolidation de la paix et de prévention et de règlement des conflits dans le cadre du partenariat. Cette politique se fonde sur le principe de l'appropriation. Elle se concentre notamment sur le développement des capacités régionales, sous régionales et nationales, et sur la prévention des conflits violents à un stade précoce en agissant directement sur leurs causes profondes et en combinant, de manière appropriée, tous les instruments disponibles. 2. Les activités dans le domaine de la consolidation de la paix, de la prévention et du règlement des conflits visent notamment assurer un équilibre des opportunités politiques, économiques, sociales et culturelles offertes à tous les segments de la société, à renforcer la légitimité démocratique et l'efficacité de la gestion des affaires publiques, à établir des mécanismes efficaces de conciliation pacifique des intérêts des différents groupes, à combler les fractures entre les différents segments de la société ainsi qu'à encourager une société civile active et organisée. 3. Ces activités comprennent également, entre autres, un appui aux efforts de médiation, de négociation et de réconciliation, à la gestion régionale efficace des ressources naturelles communes rares, à la démobilisation et à la réinsertion sociale des anciens combattants, aux efforts concernant le problème des enfants soldats ainsi qu'à toute action pertinente visant à limiter à un niveau approprié les dépenses militaires et le commerce des armes, y compris par un appui à la promotion et à l'application de normes et de codes de conduite. Dans ce contexte, l'accent est particulièrement mis sur la lutte contre les mines antipersonnel et contre la diffusion, le trafic illicite et l'accumulation excessive et incontrôlée des armes de petit calibre et armes légères... »

⁶⁹⁸ Ses articles sont les fondements de la stratégie de coopération régionale et du programme indicatif régional établis dans un document signé le 19 février 2003 par la Commission, d'une part, la CEDEAO et l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMAO) d'autre part. Ce document souligne, d'une part, à la section 2.3.1 relative à 'La sécurité et la prévention des conflits' que « l'élément important que constitue le contrôle du trafic d'armes légères où un moratoire sur l'exportation et l'importation existe appuyé par les Nations Unies », d'autre part, à la section 6.4.1 'appui à une politique régionale de prévention des conflits et de bonne gouvernance' qu'« une action sera envisagée en appui à celle des Nations Unies pour la réalisation des activités prioritaires du plan d'action, pour la mise en œuvre du moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères ».

⁶⁹⁹ Considérant 23 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008 op.cit. - « Lors de la discussion du projet relatif à la décision attaquée dans le cadre du Comité des représentants permanents, le 24 novembre 2004, la Commission a fait inscrire au procès verbal de la réunion du Conseil la déclaration suivante : « La Commission estime que cette action commune n'aurait pas dû être adoptée et que le projet aurait dû être financé par le neuvième Fonds européen de développement (FED) au titre de l'accord de Cotonou. Cet avis est clairement confirmé par l'article 11, paragraphe 3, de l'accord de Cotonou qui mentionne expressément au nombre des activités pertinentes la lutte contre l'accumulation des armes de petit calibre et des armes légères. Par ailleurs, il ressort des commentaires relatifs à la ligne budgétaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) correspondante (19 03 02) du budget 2004 que le financement de tels projets au titre de la PESC est exclu si ceux-ci sont déjà couverts par l'accord de Cotonou. L'action commune financée au titre de la PESC aurait pu bénéficier du neuvième FED et aurait parfaitement cadré avec le programme indicatif régional de la CEDEAO. De fait, la Commission est entrain d'établir une proposition de financement portant sur un montant indicatif de 1,5 million d'euro destiné à soutenir la mise en œuvre du moratoire de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre. Enfin l'action commune relève de la compétence partagée sur laquelle sont fondés la politique communautaire de développement et l'accord de Cotonou. L'article 47 TUE s'applique aux domaines de

Conseil a, part l'adoption de cette décision, empiété sur les compétences de la CE en matière de coopération au développement, en violation de l'article 47 TUE.

331. Les parties n'accordant pas la même portée à l'article 47 TUE⁷⁰⁰, la Cour a, dans un premier temps, rappelé qu'en vertu de cet article « aucune des dispositions du traité CE ne saurait être affectée par une disposition du traité UE »⁷⁰¹, car « l'article 47 UE vise, conformément aux articles 2, cinquième tiret, et 3, premier alinéa, UE, à maintenir et à développer l'acquis communautaire »⁷⁰². Elle a notamment remis en cause l'argument avancé par le Royaume Uni à l'appui des conclusions du Conseil⁷⁰³ en observant qu'« un acte produisant des effets juridiques adopté dans le cadre du titre V du traité UE affecte les dispositions de traité CE au sens de l'article 47 dès qu'il aurait pu être adopté sur le fondement de ce dernier traité, sans qu'il soit besoin d'examiner si cet acte empêche ou limite l'exercice par la Communauté de ses compétences »⁷⁰⁴.

332. La Cour a, dans un second temps, analysé l'intégration éventuelle des activités de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans la politique communautaire de coopération au développement, afin de déterminer si la décision attaquée viole l'article 47 TUE, en affectant les compétences communautaires. Reconnaisant « que les objectifs visés à l'article 130 U du traité CE (devenu article 177 CE) sont larges en ce sens que les mesures nécessaires à leur poursuite doivent pouvoir concerner différentes matières spécifiques »⁷⁰⁵, la

compétences partagées tout comme aux domaines de compétences exclusives, faute de quoi il serait en grande partie privé de son effet utile. La Commission se réserve d'exercer ses droits en la matière. »

⁷⁰⁰ Ibid., considérant 36 - « La Commission et le Parlement estiment que l'article 47 TUE établit une frontière 'fixe' entre les compétences de la Communauté et celles de l'Union. Si, dans un domaine de compétences partagées, tel que celui de la coopération au développement, les Etats membres restent compétents pour agir seuls, de manière individuelle ou collective, pour autant que la Communauté n'a pas encore exercé sa compétence, il n'en irait pas de même pour l'Union, qui, en vertu de l'article 47 UE, ne disposerait pas d'une même compétence complémentaire mais devrait respecter les compétences exclusives ou non de la Communauté, même s'il s'agit de compétences non exercées. Partant, il y aurait empiètement sur les compétences de la Communauté dès que le Conseil adopterait, dans le contexte de la PESC, un acte qui aurait pu valablement être adopté sur la base du traité CE » ; Selon le Conseil et les Etats membres intervenants, « aucune violation de l'article 47 UE ne peut être invoquée dès lors que la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ne relève pas des compétences communautaires en matière de coopération au développement ni d'autres compétences de la Communauté » (considérant 42), car même si cette prolifération est susceptible « d'avoir accessoirement une incidence sur les perspectives de développement durable » (considérant 47) cela « n'implique pas que l'ensemble de ce domaine relève des compétences communautaires » (considérant 47). De plus le Conseil observe que l'article 47 UE est une disposition qui « a pour objet de préserver l'équilibre des pouvoirs établis par les traités et ne saurait être interprétée comme visant à protéger les compétences attribuées à la Communauté au détriment de celles dont bénéficie l'Union » (considérant 43)

⁷⁰¹ Ibid. ; considérant 32

⁷⁰² Ibid., considérant 59

⁷⁰³ Ibid., considérant 44 - Selon le gouvernement du Royaume Uni, pour qu'il y ait empiètement dans un domaine relevant de la compétence communautaire, il faudrait que l'acte empêche ou limite l'exercice de la compétence communautaire. Or « un tel effet serait exclu dans un domaine, tel que la coopération au développement où la Communauté dispose de compétences parallèles. »

⁷⁰⁴ Ibid., considérant 60

⁷⁰⁵ Ibid., considérant 64

Cour a rappelé que l'article 177 TCE vise également le développement et la consolidation de la démocratie et de l'Etat de Droit ainsi que le respect des droits de l'Homme, comme en témoigne notamment le consensus européen par lequel les institutions ont conjointement reconnu qu'il ne peut y avoir de développement durable, ni d'éradication de la pauvreté sans paix et sans sécurité⁷⁰⁶.

333. La Cour a également constaté qu'« il résulte de plusieurs documents émanant des institutions de l'Union ainsi que du Conseil européen que certaines mesures visant à prévenir la fragilité des pays en voie de développement, y compris celles qui ont été adoptées dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, peuvent contribuer à éliminer ou à réduire des entraves au développement économique et social desdits pays »⁷⁰⁷, notamment « dans la stratégie de l'Union européenne de lutte contre l'accumulation et le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, adoptée par le Conseil européen réuni les 15 et 16 décembre 2005 (doc. n°5319/06 PESC31 du 13 janvier 2006), qui mentionne, parmi les conséquences de la dissémination illicite des armes légères et de petit calibre, celles relatives au développement des pays concernés, à savoir l'affaiblissement des structures étatiques, le déplacement des personnes, l'effondrement des services de santé et d'éducation,...tout en ajoutant que ces conséquences constituent pour l'Afrique subsaharienne principalement touchée, un facteur essentiel de frein au développement »⁷⁰⁸. Les actes PESC peuvent ainsi contribuer à la réalisation des objectifs de développement, dans la mesure où la lutte contre la prolifération des armes légères participe par exemple indirectement à la préservation du service d'éducation et plus généralement à l'accès à l'éducation en favorisant la paix sociale et la sécurité.

Constatant le caractère bivalent de la décision attaquée, la Cour s'est ainsi interrogée sur la finalité réelle de l'acte litigieux et le caractère accessoire ou principal de la composante 'développement', à savoir en l'espèce les mesures d'assistance technique et financière participant directement au développement économique et social, par rapport à la composante 'PESC', c'est-à-dire des mesures visant à lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre plus 'caractéristiques de la PESC', dont le développement économique et social peut être l'une des conséquences positives⁷⁰⁹. La Cour retient « que la décision attaquée

⁷⁰⁶ Ibid., considérant 66

⁷⁰⁷ Ibid., considérant 68

⁷⁰⁸ Ibid., considérant 69

⁷⁰⁹ La Cour estime qu'« il n'en reste pas moins que, pour qu'une mesure concrète visant à lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre puisse être adoptée par la Communauté dans le cadre de sa politique de coopération au développement, cette mesure doit relever, en raison tant de sa finalité que de son

poursuit plusieurs objectifs relevant, respectivement, de la PESC et de la politique de coopération au développement, sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre »⁷¹⁰. La Cour a ainsi envisagé le recours à la double base juridique pour fonder l'acte litigieux, mais a cependant écarté cette solution en l'espèce. Soutenant l'argumentation de la Commission et du Parlement⁷¹¹, la Cour de Justice a décidé d'annuler la décision attaquée dans la mesure où elle « relève, en raison tant de sa finalité que de son contenu, de la politique de coopération au développement attribuée à la Communauté par le Traité CE »⁷¹².

2. Une solution jurisprudentielle illustrant l'intrication des compétences en matière éducative et justifiant la rareté des actes éducatifs en matière de PESC

334. Cette jurisprudence confirme, d'une part, la jurisprudence de la Cour favorable à une détermination au cas par cas de la base juridique d'un acte donné en fonction de sa finalité et de son contenu, d'autre part, la volonté de la Cour de préserver l'acquis communautaire, conformément aux dispositions de l'article 47 TUE. Concernant la finalité et le contenu de l'acte litigieux, il nous semble pertinent que les mesures de lutte contre la prolifération des armes puissent être intégrées comme composantes de la coopération en matière d'aide au développement, notamment en ce qui concerne les mesures éducatives visant à sensibiliser la population aux risques liés aux armes ou promouvant la démocratie et les droits de l'Homme.

contenu, du champ d'application des compétences que le Traité CE lui attribue dans ce domaine [considérant 71]. Tel n'est pas le cas lorsqu'une telle mesure, même si elle contribue au développement économique et social de pays en voie de développement, a pour objet principal la mise en œuvre de la PESC [considérant 72]. En effet, si l'examen d'une mesure démontre qu'elle poursuit une double finalité ou qu'elle a une double composante et si l'une de celle-ci est identifiable comme principale tandis que l'autre n'est qu'accessoire, l'acte doit être fondé sur une seule base juridique, à savoir celle exigée par la finalité ou la composante principale (voir en ce sens arrêts du 11 septembre 2003, Commission c/ Conseil C-211/01, Rec. p I-8913, point 39 ; du 29 avril 2004, Commission c/ Conseil C-338/01, Rec. p I-4829, point 55, et du 10 janvier 2006, Commission c/ Conseil C-94/03 Rec. p I-1, point 35, ainsi que s'agissant de l'application de l'article 47 UE, arrêts précités du 13 septembre 2005, Commission c/ Conseil, points 51 à 53, et du 23 octobre 2007, Commission c/ Conseil, points 71 à 73) [considérant 73]. Il s'ensuit que des mesures de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ne relèvent pas des compétences attribuées à la Communauté en matière de politique de coopération au développement lorsque, en raison de leur finalité ou de leur composante principale, elles s'inscrivent dans la poursuite de la PESC [considérant 74].

⁷¹⁰ Paragraphe 99 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008, op.cit.

⁷¹¹ En l'espèce, la Commission et le Parlement, estiment, que la « lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, dans la mesure où elle est devenue une partie intégrante de la politique de coopération au développement, relève des compétences attribuées dans ce domaine à la Communauté. En effet, la coopération au développement durable d'un pays ne pourrait être efficace qu'en présence d'un minimum de stabilité et de légitimité démocratique » (Considérant 37). Cette intégration s'est opérée dans le cadre de l'accord de Cotonou et la Commission soutient que même « si certains aspects de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre peuvent relever de la PESC, notamment les actions policières ou militaires visant à collecter lesdites armes ou à entamer des programmes de destruction, cela ne serait pas le cas des mesures d'assistance financière et technique envisagées audit titre II, qui relèveraient des compétences communautaires en matière de coopération au développement et de coopération économique, financière et technique avec les pays tiers. » (Considérant 41)

⁷¹² Considérant 78 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008 op.cit.

Ce rattachement matériel opéré par la Cour garantit, d'une part, la cohérence de l'action extérieure, notamment en matière éducative, en évitant un enchevêtrement excessif des compétences, d'autre part, préserve le système institutionnel de potentiels détournements de pouvoir car « la détermination de la base juridique d'un acte doit se faire en considération de son but et de son contenu propres, et non au regard de la base juridique retenue pour l'adoption d'autres actes de l'Union, présentant, le cas échéant, des caractéristiques similaires »⁷¹³. Le fait que plusieurs actes adoptés en matière de lutte contre la prolifération des armes soient basés sur les fondements juridiques de la PESC ne permet donc pas un rattachement systématique d'un acte, a priori similaire, à ces bases juridiques, car le fondement juridique d'un acte doit être déterminé avec pertinence selon son contenu.

335. Du fait de leur contenu et de leur finalité, les actes éducatifs de sensibilisation adoptés en matière de promotion de la démocratie et des droits de l'Homme, sont par nature liés davantage aux objectifs de développement humain, économique et social, qu'aux objectifs généraux PESC, ce qui justifie l'accroissement des mesures éducatives adoptées en matière de coopération au développement et inversement la rareté de telles mesures en matière de PESC. Ce constat se justifie également par le fait que le Parlement européen dispose d'un réel pouvoir en matière de coopération au développement, contrairement à la PESC dans le cadre de laquelle il n'occupait qu'un rôle formel dans le processus décisionnel.

336. Le nombre restreint d'actes éducatifs en matière de PESC s'explique également par la réticence de la Cour envers les actes basés à la fois sur le TCE et le TUE. La solution de combinaison des bases juridiques transpiliers retenue dans l'affaire Commission c/ Conseil est exceptionnelle et en rupture avec la jurisprudence antérieure de la Cour, n'admettant que la combinaison des bases juridiques dans le cadre du premier pilier. La réticence de la Cour envers les actes 'transpiliers'⁷¹⁴ peut donc également justifier le fait que l'action éducative de

⁷¹³ Considérant 106 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008 op.cit.

⁷¹⁴ « S'agissant d'une mesure qui poursuit à la fois plusieurs objectifs ou qui a plusieurs composantes, sans que l'un soit accessoire par rapport à l'autre, la Cour a jugé, lorsque différentes bases juridiques du traité CE sont ainsi applicables, qu'une telle mesure doit être fondée, à titre exceptionnel, sur les différentes bases juridiques correspondantes (voir en ce sens arrêts précités du 11 septembre 2003, Commission c/ Conseil, point 40, et du 10 janvier 2006, Commission c/ Conseil, point 36) [considérant 75]. Toutefois, en vertu de l'article 47 UE, une telle solution est exclue à l'égard d'une mesure qui poursuit plusieurs objectifs ou qui a plusieurs composantes relevant, respectivement, de la politique de coopération au développement, telle qu'attribuée à la Communauté par le traité CE, et de la PESC, sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre. [Considérant 76] En effet, dès lors que l'article 47 UE s'oppose à l'adoption par l'Union, sur la base du traité UE, d'une mesure qui pourrait être valablement adoptée sur le fondement du traité CE, l'Union ne saurait recourir à une base juridique relevant de la PESC pour adopter des dispositions qui relèvent également d'une compétence attribuée par le traité CE à la Communauté. [Considérant 77] - Arrêt de la CJCE du 20 mai 2008, op.cit.

la Communauté, ne s'est étendue qu'à l'intérieur même du pilier communautaire, dans un souci de cohérence c'est-à-dire que le développement de mesures éducatives en matière d'aide communautaire au développement était juridiquement plus adapté que dans le cadre du deuxième pilier. L'adoption de mesures éducatives en matière de PESC était d'autant moins évidente qu'elle ne semblait pas utile du fait de la similarité des objectifs poursuivis en matière de coopération communautaire d'aide au développement et en matière de PESC. Dans l'affaire Commission c/ Conseil du 20 mai 2008, la décision PESC a été annulée alors qu'elle « poursuit plusieurs objectifs relevant, respectivement, de la PESC et de la politique de coopération au développement, sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre »⁷¹⁵, et alors même que la Cour reconnaisse que « la conclusion selon laquelle les objectifs de l'action commune litigieuse peuvent être mis en œuvre tant par l'Union, dans le cadre du titre V du traité UE, que par la Communauté, dans le cadre de sa politique de coopération au développement, correspond enfin, à l'approche préconisée par les institutions de l'Union et par le Conseil européen dans plusieurs documents »⁷¹⁶.

B/ Le renforcement de la cohérence de l'action externe de l'UE en matière d'éducation à la démocratie et aux droits de l'Homme suite au traité modificatif de Lisbonne

337. Le Traité modificatif de Lisbonne a renforcé la cohérence de l'action extérieure de l'UE en établissant dans le TUE un chapitre spécifique pour les dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union. Dans ce cadre, l'article 21 TUE⁷¹⁷ réaffirme les principes

⁷¹⁵ Considérant 99 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008, op.cit.

⁷¹⁶ Ibid., considérant 88

⁷¹⁷ Article 21 TUE « 1. L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international. L'Union s'efforce de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays tiers et avec les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent les principes visés au premier alinéa. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies. 2. L'Union définit et mène des politiques communes et des actions et œuvre pour assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales afin: a) de sauvegarder ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité; b) de consolider et de soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international; c) de préserver la paix, de prévenir les conflits et de renforcer la sécurité internationale, conformément aux buts et aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures; d) de soutenir le développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté; e) d'encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international; f) de contribuer à l'élaboration de mesures internationales pour préserver et améliorer la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles mondiales, afin d'assurer un développement durable; g) d'aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine; et h) de promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale. 3. L'Union respecte les principes et poursuit les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2 dans l'élaboration et la mise en œuvre

fondateurs de l'UE, à savoir « la démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international »⁷¹⁸. Ces principes régissent l'action extérieure de l'UE dans son ensemble, qu'elle soit fondée sur le TUE ou mise en œuvre dans les domaines couverts par le TFUE, conformément à l'article 21 paragraphe 3 TUE.

338. L'action externe de l'UE en matière de promotion de la démocratie et des droits de l'Homme a donc une valeur transversale ayant un impact non négligeable sur la politique extérieure éducative, d'une part, parce que les principes de l'article 21 TUE s'appliquent dans le cadre de l'action menée sur le fondement de l'article 165 alinéa 3 TFUE, conformément aux dispositions de l'article 21 alinéa 3 TUE, d'autre part, parce que les mesures éducatives, adoptées dans le cadre de l'action extérieure, bénéficient de cette transversalité, dans la mesure où elle facilite la visualisation de la politique extérieure éducative menée en matière de droits de l'Homme, que ce soit dans le cadre de la PESC ou de la politique de développement, et conforte notre approche visant à reconnaître le caractère transversal de la politique extérieure éducative. Il est probable que l'on assiste à un accroissement de mesures éducatives de sensibilisation à la démocratie et aux droits de l'Homme insérées dans les différentes politiques extérieures, ainsi que dans les aspects extérieurs des politiques internes. En l'état actuel, 56,6% des actes fondés sur l'article 21 TUE font référence à l'éducation⁷¹⁹ illustrant l'importance de l'éducation, en matière de migration⁷²⁰, d'aide humanitaire⁷²¹ ou

de son action extérieure dans les différents domaines couverts par le présent titre et par la cinquième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que de ses autres politiques dans leurs aspects extérieurs. L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques. Le Conseil et la Commission, assistés par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, assurent cette cohérence et coopèrent à cet effet. »

⁷¹⁸ Article 21 TUE paragraphe 1 version consolidée, op.cit.

⁷¹⁹ Selon les données Eur Lex (septembre 2014) 17 actes sur les 30 actes fondés sur l'article 21 TUE contiennent une référence à l'éducation

⁷²⁰ Avis du Comité des régions du 18 juillet 2012 sur la «Migration et la mobilité – une approche globale», JO C 277 du 13 septembre 2012, p. 6–11(21 TUE) – paragraphes 34 à 37 « 34.considère qu'il est nécessaire d'investir davantage dans les projets de coopération au développement destinés aux secteurs de l'éducation et de la santé, en impliquant directement les structures universitaires et en favorisant la mobilité des chercheurs et de l'ensemble du personnel académique; 35. Soutient la demande de pétition présentée au Parlement européen en faveur de l'adoption d'un programme Erasmus et Leonardo da Vinci euro-méditerranéen, en tant qu'instrument concret de mobilité réciproque entre étudiants des deux rives de la Méditerranée; 36. Souhaite que la mobilité des jeunes, notamment des étudiants, soit poursuivie avec efficacité également par le biais d'une simplification des procédures de délivrance des visas, de l'allègement des procédures administratives et de l'allocation de moyens financiers suffisants; 37. Considère qu'il importe de valoriser et de soutenir le programme Erasmus pour tous, ainsi que les bonnes pratiques déjà existantes en matière d'échanges entre jeunes, tels que le programme Eurodyssée promu par le réseau ARE, Assemblée des régions d'Europe »

⁷²¹ Rapport annuel de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur les politiques de l'Union en matière d'aide humanitaire et de protection civile et sur leur mise en œuvre en 2011, COM(2012)489 final du 6

dans le cadre de la promotion par l'UE des droits de l'Homme⁷²². Dans le cadre de résolutions, fondées notamment sur l'article 21 TUE, le Parlement européen a ainsi rappelé l'importance de renforcer la coopération dans le secteur éducatif⁷²³, du fait de son impact positif « pas seulement sur la stabilité politique mais également sur la stimulation de la croissance économique »⁷²⁴. Il souligne que « l'éducation est la base du développement démocratique d'une société »⁷²⁵ et que réciproquement la réussite d'« un processus de démocratisation doit impérativement contribuer à mettre le pays concerné sur la voie du développement social et économique, afin de faire en sorte que les droits fondamentaux de la population, notamment le droit à l'éducation, soient respectés »⁷²⁶. Certaines mesures éducatives de promotion des droits de l'Homme dans le cadre de la coopération avec les pays tiers ont également été fondées sur l'article 3 paragraphe 5 TUE⁷²⁷, comme l'illustre la

septembre 2012; (21 TUE et 214 TFUE) – « La Commission a soutenu les actions de préparation aux catastrophes menées dans des régions sujettes aux catastrophes naturelles, pour aider les communautés locales à agir rapidement et efficacement en cas de catastrophe et ainsi sauver de nombreuses vies...L'intégration de cette dimension passe par des activités dans différents domaines, tels que ...l'éducation »

⁷²² Recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil du 13 juin 2012 sur la 67^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, JO C332E du 15 novembre 2013, p106-114 (21, 34 TUE) ; résolution du Parlement européen du 24 mai 2012 sur la lutte contre l'homophobie en Europe, JO C264E du 13 septembre 2013, p54-58 (2, 6, 21, 27, 3 et 7 TUE, 19, 10 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 18 avril 2012 sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde en 2010 et la politique de l'UE en la matière, notamment les implications pour la politiques stratégique de l'UE en matière de droits de l'Homme, op.cit. (207 TFUE, 21 et 3 TUE); recommandation du Parlement européen du 29 mars 2012 à l'intention du Conseil sur les modalités de l'éventuelle création d'un Fonds européen pour la démocratie (FEDEM), JO C257E du 6 septembre 2013, p13-18 (2,6,6,21 TUE) ; résolution du Parlement européen du 14 mars 2012 sur le travail des enfants dans le secteur du cacao, JO C251E du 31 août 2013, p45-47 ; résolution du Parlement européen du 25 février 2010 sur la 13e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations unies - Priorités du PE en vue du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (Genève, du 1^{er} au 26 mars 2010), JO C 348E du 21 décembre 2010, p. 6–10 (basée notamment sur 21 TUE)- « 1. souligne l'importance de la 13e session du CDH – session cruciale du CDH pour l'année 2010; se félicite de la conférence de haut niveau de la 13e session ordinaire à venir qui prévoit la participation de membres des gouvernements et autres représentants de haut niveau; constate que deux questions – la crise économique et financière et la déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme – seront examinées lors des réunions de la conférence de haut niveau »

⁷²³ Résolution du Parlement européen du 25 octobre 2012 sur le rapport de l'Union 2011 sur la cohérence des politiques pour le développement, JO C72E du 11 mars 2014, p21-39 (208 TFUE, 21 TUE) ; Paragraphe 71 de la résolution du Parlement européen du 14 décembre 2011 sur l'impact de la crise financière sur le secteur de la défense dans les Etats membres de l'UE, JO C168E du 14 juin 2013, p9-20 (42, 46, 45, 21 TUE)

⁷²⁴ Paragraphe 26 de la résolution du Parlement européen du 14 décembre 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage, JO C168E du 14 juin 2013, p26-44 (8, 21 TUE)

⁷²⁵ Paragraphe 28 de la résolution du Parlement européen du 15 décembre 2011 sur l'état de la mise en œuvre de la stratégie européenne en Asie centrale, JO C168E du 14 juin 2013, p91-102 (21 TUE)

⁷²⁶ Paragraphe 9 de la résolution du Parlement européen du 7 juillet 2011 sur les politiques extérieures de l'UE en faveur de la démocratisation, JO C33E du 5 février 2013, p165-180 (2, 6, 8, 21 TUE)

⁷²⁷ Article 3 paragraphe 5 TUE « Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies »

résolution du Parlement européen du 20 mai 2010⁷²⁸ relative à la liberté religieuse au Pakistan. L'article 21 TUE aurait pu servir de fondement juridique à cet acte ce qui démontre la diversité des bases juridiques en matière de mesures éducatives de l'UE dans le cadre de ses relations extérieures.

339. Les modifications apportées au TUE par le Traité de Lisbonne sont donc plus conformes aux stratégies extérieures globales développées par les institutions, concernant plusieurs domaines sectoriels des traités dans la poursuite d'objectifs généraux globaux tel que le développement durable. La CJUE continuera de veiller à la préservation des attributions institutionnelles, en application de l'article 40 TUE⁷²⁹. Cette tâche s'avère toujours aussi délicate après le Traité modificatif de Lisbonne, du fait de l'interférence des actions, illustrée par la décision PESC du Conseil du 16 février 2010 adaptant et prorogeant la période d'application des mesures prévues par la décision 2002/148/CE portant conclusion des consultations engagées avec le Zimbabwe en application de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-CE⁷³⁰. L'incohérence à qualifier un acte de l'UE d' 'acte PESC' alors qu'il se fonde sur une disposition du TFUE, est un facteur d'enchevêtrement de compétences influant, en ce qui nous intéresse, sur la politique extérieure éducative, dans la mesure où les mesures éducatives adoptées sur la base de cette décision⁷³¹ sont autant liées à la PESC qu'à la politique d'association de l'UE.

⁷²⁸ Résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur la liberté religieuse au Pakistan JO C161E du 31 mai 2011 p147-151« A. considérant que l'article 3 paragraphe 5 TUE dispose que la promotion de la démocratie et le respect des droits de l'Homme et des libertés civiles constituent des principes et des objectifs fondamentaux de l'UE et représentent le terreau commun de ses relations avec les pays tiers » - paragraphe 17 - « prie instamment le gouvernement du Pakistan de mettre en œuvre les réformes proposées du système éducatif et de réglementer et d'inspecter les écoles coraniques ; invite les autorités pakistanaises à supprimer toute propagande prônant la haine, la supériorité religieuse et la diffamation des religions des manuels approuvés par le département du ministère de l'éducation chargé des programmes scolaires »

⁷²⁹ Article 40 TUE « La mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune n'affecte pas l'application des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par le traité pour l'exercice des compétences de l'Union visées aux articles 3 à 6 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne. De même la mise en œuvre des politiques visées auxdits articles n'affecte pas l'application des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par les traités pour l'exercice des compétences de l'Union au titre du présent chapitre. »

⁷³⁰ Ibid.

⁷³¹ Ibid., annexe 'lettre au président du Zimbabwe' – extrait de la lettre point c) « ...l'Union européenne continuera de promouvoir la stabilisation du gouvernement d'unité nationale et ses programmes de réformes par l'intermédiaire du soutien transitoire qu'elle apportera dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, dans les secteurs sociaux, y compris la santé et l'éducation... »

Conclusion du Chapitre I

340. Chaque politique externe de l'UE contient une dimension éducative révélant l'importance réelle de l'éducation dans les relations extérieures de l'UE, au-delà de l'action basée sur l'article 165 alinéa 3 TFUE. Si l'intégration de la composante éducative est particulièrement importante en matière de coopération au développement et plus discrète dans le cadre de l'aide humanitaire, de la politique commerciale commune ou de la PESC, elle fait l'objet d'un renforcement visible dans l'ensemble des politiques extérieures.

341. La politique de coopération au développement de l'UE présente en effet une forte dimension éducative dans la mesure où notre analyse permet de constater que plus d'un tiers des actes adoptés en la matière comportent une référence à l'éducation. Cette intrication naturelle de l'éducation avec les objectifs d'aide au développement n'est pas surprenante dans la mesure où l'accès et l'amélioration du service d'éducation est à la fois une cible prioritaire des stratégies internationales de développement, auxquelles l'UE participe activement, et un instrument essentiel de lutte contre la pauvreté. Le trilogue institutionnel a ainsi consacré son importance, notamment dans le consensus européen pour le développement⁷³², ce qui justifie que le secteur éducatif fasse l'objet d'un volet spécifique de coopération dans le cadre des accords-cadres de partenariat conclus par l'UE et ses Etats membres, et soit pris en considération par les instruments de financement de coopération extérieure de l'UE. Engagée dans la réalisation de l'OMD relatif à l'éducation primaire pour tous et de l'EPT, l'UE a progressivement renforcé la composante éducative de sa politique de coopération au développement ce qui explique l'accroissement significatif des actes d'aide au développement faisant référence à l'éducation, atteignant presque trois quart des actes basés sur les articles 208 à 211 TFUE et près d'un tiers des actes fondés sur l'article 212 TFUE en matière de d'assistance et de coopération économique, financière et technique.

342. Face à l'urgence de répondre rapidement aux besoins prioritaires alimentaires, de santé et de sécurité, l'éducation n'apparaît certes pas comme le secteur premier de l'aide humanitaire fournie par l'UE. Il n'en reste pas moins l'un des enjeux et l'un des instruments essentiels de la réalisation des objectifs humanitaires que l'Union s'est fixés, dans la mesure où l'éducation contribue au maintien et au rétablissement de la paix et participe aux actions de sensibilisation en matière de prévention des catastrophes et des conflits. Le droit à l'éducation est de surcroît un droit fondamental qui doit être protégé en temps de paix comme en période

⁷³² Op.cit.

de crise. C'est pour ces raisons que les institutions ont fait référence à l'éducation dans le consensus européen sur l'aide humanitaire⁷³³. Les mesures éducatives adoptées dans le cadre de leur action humanitaire reposent sur une multiplicité de fondements juridiques, liée à l'origine à l'absence de base juridique matérielle relative à l'aide humanitaire. Fondées sur la clause de flexibilité, sur la base juridique de coopération au développement ou sur les articles relatifs à la PESC, l'aide humanitaire de l'UE fait l'objet depuis le traité modificatif de Lisbonne d'un article spécifique du TFUE, ce qui devrait faciliter l'appréhension de la matière. Les mesures éducatives en la matière, sporadiques en l'état actuel, devraient être développées du fait du potentiel résidant dans l'intrication naturelle des objectifs poursuivis par l'UE dans le secteur éducatif et dans le cadre de son assistance humanitaire.

343. Les actes adoptés en matière de politique commerciale commune de l'UE font rarement référence à l'éducation et représentent un peu plus de 1% de la législation fondée sur la base juridique de compétence en matière commerciale. Un accroissement de leur nombre est cependant visible depuis le traité modificatif de Lisbonne, dans la mesure où ils représentent 5.3% des actes fondés sur l'article 207 TFUE, sachant toutefois que cette tendance devra se confirmer dans le temps pour être significative. L'intrication de l'objectif éducatif avec les objectifs commerciaux poursuivis par l'UE peut être une source de polémique dans la mesure où de nombreuses craintes sont formulées au sujet du phénomène de 'marchandisation' de l'éducation. La prise en compte de l'éducation dans le cadre de la politique commerciale commune de l'UE est cependant plus que constructive puisqu'elle implique une responsabilité sociétale accrue du secteur commercial, que ce soit en impulsant la promotion de l'éducation et de la formation tout au long de la vie en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le cadre des accords commerciaux (RSE) ou en rappelant que la coopération commerciale doit s'inscrire dans un partenariat global intersectoriel pour être efficace. Un renforcement progressif du volet éducatif de la politique commerciale commune de l'UE est de surcroît nécessaire du fait de la participation active de l'UE au processus de libéralisation des services d'éducation dans le cadre de l'OMC et de l'objectif qu'elle s'est fixée de devenir, d'ici 2020, une économie intelligente, durable et inclusive. L'octroi par le traité modificatif de Lisbonne d'une compétence exclusive à l'UE en matière de services d'éducation s'inscrit dans cette perspective.

⁷³³ Op.cit.

344. L'éducation est un élément important de la PESC. Instrument de sensibilisation, elle contribue au maintien et au rétablissement de la paix sociale, par le biais de programmes d'éducation aux droits de l'Homme, de prévention des conflits ou de gestion des catastrophes. Du fait de son impact non négligeable sur la stabilité politique, l'éducation est également une finalité incontournable des actes adoptés dans le cadre de la PESC. Le droit à une éducation, accessible et de qualité est en effet promu par l'UE, qui soutient les réformes engagées par les pays partenaires dans ce secteur et s'assure que les mesures restrictives qu'elle adopte ne soient pas préjudiciables au bon fonctionnement du service d'éducation. Si l'objectif éducatif de l'UE est substantiellement lié aux objectifs de la PESC, on dénombre cependant à ce jour moins de 3% des actes relatifs à la PESC contenant une référence éducative. L'importance des actes de coopération au développement à dimension éducative permet d'apporter des éléments de réponse à cette situation. Bien que le recours à la double base juridique ait été envisagé par la Cour, à l'occasion de l'affaire Commission c/ Conseil du 20 mai 2008⁷³⁴, pour fonder un acte poursuivant « plusieurs objectifs relevant, respectivement, de la PESC et de la politique de coopération au développement, sans que l'un de ceux-ci soit accessoire par rapport à l'autre »⁷³⁵, cette solution a été écartée pour éviter de porter atteinte à l'article 47 TUE (actuel 40 TUE). La Cour a ainsi confirmé le rattachement de la décision litigieuse à la coopération au développement. Cette position jurisprudentielle explique le développement exponentiel des mesures éducatives de promotion de la démocratie et l'Etat de droit dans le cadre de la coopération au développement et la rareté de telles mesures dans le cadre de la PESC. L'insertion de nouvelles dispositions relatives à l'action extérieure de l'UE dans les Traités, suite au Traité de Lisbonne, offre de nouvelles perspectives qui pourraient se traduire par l'adoption accrue de mesures d'éducation à la démocratie et aux droits de l'Homme, même dans le cadre de la PESC. L'article 21 TUE, permet en effet de garantir la cohérence entre l'ensemble des domaines d'action extérieure et assure une unité d'intervention de l'UE dans la poursuite de l'objectif transversal de consolidation de la démocratie, de l'Etat de Droit et de protection des droits de l'Homme.

⁷³⁴ CJCE (Grande chambre) du 20 mai 2008 Commission des Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne, aff. C-91/05, Rec.2008, p I-03651

⁷³⁵ Paragraphe 99 de l'arrêt de la CJCE du 20 mai 2008, op.cit.

Chapitre II

La composante éducative dans le cadre du volet externe des politiques internes de l'UE

345. L'éducation est un thème transversal par nature et de ce fait également une composante accessoire de nombreuses politiques internes de l'UE, présentant un volet externe. Des mesures éducatives ont en effet été envisagées dans l'ensemble des politiques communautaires, même dans des domaines spécifiques tels que les transports sur la base de l'article 80 TCE⁷³⁶, la pêche sur le fondement de l'article 37 TCE⁷³⁷, ou la consommation fondée sur l'article 153 TCE⁷³⁸. Cette originalité de l'action éducative reste d'ailleurs

⁷³⁶ Par exemple en matière de transports, on peut citer l'accord du 6 décembre 2002 entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, JO L46 du 21 février 2008, p25-36 (80 et 300 TCE) – l'article 10 relatif à la 'coopération maritime' précise qu'« Aux fins de promouvoir le développement du secteur maritimes, les parties encouragent leurs autorités compétentes, compagnies de navigation, ports, instituts de recherche concernés, universités et collègues à coopérer, notamment (mais pas exclusivement) dans les domaines suivants :...5) promotion de l'éducation et de la formation dans le domaine maritime, notamment en ce qui concerne les marins »

⁷³⁷ Dans le domaine de la pêche, l'accord du 30 décembre 2003 sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole modifiant le quatrième protocole fixant les conditions de pêche prévues dans l'accord en matière de pêche entre la CE, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local du Groenland, d'autre part, pour la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006 JO L342 du 30 décembre 2003 p38-44 (37 et 300 TCE), annexe relatives aux 'modalités de mise en œuvre du soutien budgétaire en faveur d'une politique structurelle dans le secteur de la pêche au Groenland', point 1.3 'développement des qualifications – éducation et marché du travail' « Les politiques concernant l'éducation et le marché du travail jouent au Groenland un rôle important dans le développement du secteur public comme dans celui du secteur privé... »

⁷³⁸ La décision n°1926/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 établissant un programme d'action communautaire dans le domaine de la politique des consommateurs (2007-2013), JO L404 du 30 décembre 2006, p39-45 (153 et 251 TCE) a notamment pour but de promouvoir le droit des consommateurs « à l'information, à l'éducation et à s'organiser pour défendre leurs intérêts » (article 2). La CE finance notamment dans ce cadre des « bourses de mobilité individuelle pour les enseignants et étudiants dans le cadre de cours européens intégrés au niveau maîtrise sur des questions concernant les consommateurs. La gestion de ces bourses peut être confiée aux agences nationales Erasmus administrant le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie » (article 4 de la décision point 2 a)). Ce programme comprend ainsi des actions éducatives ayant une dimension externe dans la mesure où le programme est ouvert à la participation des pays de l'AELE/EEE, des pays tiers, notamment les pays auxquels s'appliquent la politique européenne de voisinage, les pays demandant l'adhésion, les candidats à l'adhésion ou en voie d'adhésion. De même l'éducation numérique est fondée sur 153 TCE alors que les institutions auraient pu la qualifier d'éducation non formelle. Dans ce cas elle pourrait reposer sur l'article 149 TCE déjà étendu à la jeunesse et au sport. Par exemple, la décision n°1351/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 instituant un programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de la communication (JO L 348 du 24 décembre 2008) repose sur l'article 153 TCE relatif à la protection des consommateurs et à « la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts » (153 paragraphe 1 TCE) et l'article 251 TCE. Elle ne repose donc pas sur l'article 149 TCE bien qu'elle prévoit des actions visant à promouvoir « l'éducation aux médias » (Paragraphe 3, annexe 1- 1. « Renforcer la sensibilisation du public et la diffusion d'informations contribuant à une utilisation plus sûre des technologies en ligne » - « Des actions seront encouragées en vue de permettre aux enfants de faire un usage

d'actualité comme l'illustre par exemple les mesures éducatives adoptées récemment dans le secteur de l'énergie sur le fondement de l'article 194 TFUE⁷³⁹.

346. Sans procéder à une étude exhaustive de l'ensemble des politiques internes, il conviendra d'analyser l'évolution *rationae temporis* et *rationae materiae* des mesures éducatives adoptées dans le cadre des volets externes des politiques nous paraissant les plus significatives. Dans cette perspective, l'étude des mesures éducatives adoptées dans le cadre de la politique de la santé (Section 1) et de la politique de l'environnement (Section 2) s'impose, dans la mesure où il s'agit de secteurs sensiblement liés à l'éducation dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il sera également pertinent de s'intéresser aux actions éducatives intégrées, d'une part, à la politique de la recherche du fait du lien étroit qu'elle tisse avec l'éducation dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne (Section 3), d'autre part, à la politique de mise en place d'un espace de liberté de sécurité et de justice, du fait de son impact sur l'établissement et l'ouverture internationale de l'EEER (Section 4).

Section 1/ Mesures éducatives adoptées en matière de santé

347. L'article 152 TCE disposait que « l'action de la Communauté, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé », dispositions reprises par l'article 168 TFUE⁷⁴⁰. Les mesures éducatives de sensibilisation étaient de ce fait explicitement prévues par le TCE et sont donc incluses dans

responsable des technologies en ligne, en particulier grâce à des programmes d'éducation aux médias. »). Ce choix de base juridique est d'autant plus surprenant que *e-learning* est basé sur 150 et 149 ; voir également communication de la Commission « Education financière » Bruxelles le 18 décembre 2007 COM(2007)808 final IP/2007/1954, Bull. UE 2007/12, point 1.108 C5/2008/5250

⁷³⁹ Voir par exemple proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, COM(2011)370 final (194 TFUE) – article 15 'autres mesures visant à promouvoir l'efficacité énergétique' paragraphe 1 point b) « ...ces mesures destinées à éliminer les entraves peuvent notamment consister à fournir des incitations, à abroger ou modifier des dispositions juridiques ou réglementaires ou à adopter des orientations et des communications interprétatives. Ces mesures peuvent être combinées à des actions d'éducation et de formation et à la fourniture d'informations spécifiques et d'assistance technique en matière d'efficacité énergétique. »

⁷⁴⁰ Article 168 TFUE « 1. ... L'action de l'Union qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé physique et mentale. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé, l'alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci. »

les actes communautaires de santé, notamment dans le cadre de leur volet externe⁷⁴¹. L'établissement d'un bilan de l'évolution historique (Paragraphe 1) et substantielle (Paragraphe 2) de ces mesures permettra d'en appréhender l'importance.

Paragraphe 1/ Analyse historique de la prise en compte de l'éducation dans les actes de l'UE en matière de santé présentant une dimension externe

348. Les actes en matière de santé contenant des mesures éducatives représentent en moyenne moins d'un quart des actes fondés sur la base juridique de compétence en matière de santé depuis 1992. Ce constat doit cependant être nuancé pour deux raisons. En ce qui concerne le volet externe de la politique de l'UE en matière de santé, on assiste au contraire à un renforcement de l'intégration de mesures éducatives dans les actes de santé, représentant 65% des actes de 2006 à 2010 et 34.7% des actes depuis 2010 (A). De plus, l'analyse des actes basés sur l'article 168 TFUE (ex 152 TCE) ne permet pas de rendre compte à lui seul de la réalité des actes adoptés en matière de santé, dans la mesure où nombre d'entre eux sont fondés sur l'article 208 TFUE (ex 177 TCE) relatif à la coopération au développement. La santé, au même titre que l'éducation, est en effet un objectif accessoire des politiques globales de coopération au développement, comme en témoigne l'adoption des OMD. L'éducation et la santé sont donc deux secteurs de coopération complémentaires en matière de politique de développement, notamment dans le cadre de la poursuite de la stratégie visant à réaliser les OMD⁷⁴² (B).

A/ Vers un renforcement des mesures éducatives dans le cadre du volet externe de la politique de l'UE en matière de santé

349. Une analyse *rationae temporis* des actes fondés sur la base juridique matérielle dans le domaine de la santé révèle que 22.5% d'entre eux contiennent des dispositions relatives à l'éducation.

⁷⁴¹ Le volet externe de la politique communautaire en matière de santé englobe, d'une part, les actes basés sur l'article 152 TCE paragraphe 3, précisant que « la Communauté et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique », d'autre part, les actes adoptés sur la base de l'article 152 TCE paragraphe 1, dans la mesure où chaque politique interne communautaire peut présenter des aspects externes dans la réalisation de ces objectifs, et d'autant plus lorsqu'ils sont transversaux. L'article 152 TCE paragraphe 1 dispose en effet qu'« un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de la Communauté », c'est-à-dire notamment dans les politiques extérieures de la CE.

⁷⁴² L'UE participe à la réalisation des OMD visant notamment à assurer l'éducation primaire pour tous mais également à réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et combattre le VIH, le paludisme et autres maladies.

350. Le tableau⁷⁴³ ci-dessous permet de visualiser leur évolution.

Nombre d'actes basés en matière de santé contenant une référence éducative				
Périodes	Nombre d'actes présentant un volet éducatif basés sur 152 TCE et 168 TFUE	En %	Dont nombre d'actes basés sur 168 TFUE (ex152 TCE) contenant une référence éducative et ayant un volet externe	
			Nombre	En %
TOTAL TFUE	23 /138	16.6%	8/23	34.7%
2006-2010	20/122	16.3%	13/20	65%
2003-2006	23/152	15.1%	0/23	0%
1999-2003	28/138	20.3%	4/28	14.3%
1992-1999	47/75	62.6%	4/47	8.5%
TOTAL TCE	118/487	24.2%	21/118	17.8%
TOTAL	141/625	22.5%	29/135	21.5%

351. Correspondant à plus de la moitié des actes en matière de santé durant la période 1992-1999, les documents, basés sur l'article 152 TCE, puis 168 TFUE, contenant une référence éducative, ne représentent en moyenne que 16% de ces actes depuis 2003. On observe au contraire un accroissement significatif des actes de santé qui contiennent à la fois une dimension éducative et un volet externe. Représentant 14.4% des actes de santé ayant une référence éducative sous l'application de l'article 129 TCE, on en dénombre 65%, soit 4,5 fois plus, de 2006 à 2010. Malgré un infléchissement dont l'évolution reste à confirmer, ils représentent 34.7% des actes fondés sur 168 TFUE depuis 2010. Cet accroissement, depuis 2006, se justifie principalement par le lancement par la CE de campagnes d'éducation en matière de lutte antitabac⁷⁴⁴, mises en œuvre conformément aux engagements internationaux de la CE, partie à la convention cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la lutte antitabac⁷⁴⁵, sachant que les programmes de l'OMS servent de modèles à l'UE⁷⁴⁶. De 2006 à 2010, la CE a également contribué de manière accrue à « l'échange des meilleures pratiques relatives aux outils diagnostiques et aux soins médicaux ainsi qu'à l'éducation et l'assistance sociale dans le domaine des maladies rares »⁷⁴⁷, dans le cadre de son engagement auprès de

⁷⁴³ Tableau personnel élaboré sur la base des données Eur lex - état des données septembre 2014

⁷⁴⁴ Paragraphe 2 de la résolution législative du Parlement européen du 24 mars 2009 sur la proposition de directive du Conseil modifiant les directives 92/79/CEE, 92/80/CEE et 95/59/CE sur la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés JO C117E du 6 mai 2010 p226-231; recommandation du Conseil du 30 novembre 2009 relative aux environnements sans tabac, JO C296 du 5 décembre 2009, p4-14 (annexe directive sur la protection contre l'exposition à la fumée du tabac adoptées par la Conférence des Parties à la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, points 29 et 30)

⁷⁴⁵ La CE a signé le 23 juin 2003 la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, signature confirmée formellement le 10 avril 2008 et participe au bureau de l'organe intergouvernemental de négociation d'un protocole sur le commerce illicite des produits issus du tabac.

⁷⁴⁶ Paragraphe 3 de l'évaluation à mi parcours du plan d'action européen en matière d'environnement et de santé 2004-2010, JO C295E du 4 décembre 2009, p83-89 « ...recommande dès lors à la Commission d'examiner ce programme de l'OMS comme modèle possible qui pourrait aussi à l'avenir servir d'exemple pour l'Union » et paragraphe 25 « souligne que ce plan d'action gagnerait à être étendu aux incidences négatives du changement climatique sur la santé humaine en travaillant sur les mesures d'adaptation efficaces nécessaires au niveau communautaire, telles que : des programmes d'éducation publique et de sensibilisation systématique »

⁷⁴⁷ Paragraphes 11 et 17 de la recommandation du Conseil du 8 juin 2009 relative à une action dans le domaine des maladies rares JO C151 du 3 juillet 2009 p7-10

l'OMS en matière de révision de la classification internationale des maladies rares. Depuis 2010, l'UE a poursuivi son engagement auprès de l'ONU en matière de prévention et de maîtrise des maladies transmissibles⁷⁴⁸ et a lancé plusieurs campagnes d'éducation visant à sensibiliser la population en matière d'éducation aux risques⁷⁴⁹, d'éducation sanitaire⁷⁵⁰ ou à l'exercice d'une activité physique⁷⁵¹.

B/ Les mesures éducatives intégrées aux actes relatifs à la santé en matière de coopération au développement

352. L'utilisation des bases juridiques relatives à la coopération communautaire au développement pour fonder des actes communautaires en matière de santé est loin d'être surprenante. D'une part, l'article 177 TCE est une base juridique '*aimantée*', d'autre part, l'article 152 TCE consacre la transversalité des objectifs communautaires en matière de santé au sein d'autres politiques de la CE, la politique de coopération au développement étant l'une des politiques les plus adaptées à la réalisation des objectifs de santé, dans la mesure où elle participe à la réalisation des OMD.

353. L'intrication sectorielle entre les domaines de la santé et de l'éducation est donc particulièrement caractérisée en matière de développement, comme l'illustrent les actes basés, sur l'article 168 TFUE de 2010 à 2013, et sur l'article 177 TCE et suivants durant la période 2006-2010. Sur 16 actes fondés sur l'article 208 TFUE⁷⁵², 8 font référence à l'éducation dont 5 également à la santé. De même, sur 22 documents basés sur l'article 177 TCE, 12 ont une dimension éducative, dont 8 contiennent également des dispositions relatives aux objectifs de santé⁷⁵³.

⁷⁴⁸ Résolution du Parlement européen du 15 septembre 2011 sur la position et l'engagement de l'UE avant la réunion de haut niveau des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, JO C51E du 22 février 2013, p130-137 (168, 179 TFUE et 35 charte des droits fondamentaux)

⁷⁴⁹ Voir par exemple paragraphe 6, Ibid., ou paragraphe 70 de la résolution du Parlement européen du 15 décembre 2011 sur l'examen à mi-parcours de la stratégie européenne 2007-2012 pour la santé et la sécurité au travail, JO C168E du 14 juin 2013, p102-116

⁷⁵⁰ Paragraphe 16 des conclusions du Conseil du 2 décembre 2011 sur la prévention, le diagnostic précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant, JO C361E du 10 décembre 2011, p11-13 (168 TFUE)

⁷⁵¹ Recommandation du Conseil du 26 novembre 2013 sur la promotion transversale de l'activité physique bienfaisante pour la santé, JO C354 du 4 décembre 2013, p1-5

⁷⁵² Documents répertoriés sur Eur Lex – septembre 2014

⁷⁵³ 8 documents répertoriés sur le site Eur lex basés sur 177 TCE et contenant les termes 'éducation' et 'santé': paragraphe 44 de la résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur 'un an après Lisbonne: le partenariat Afrique-UE en action' JO C117E du 6 mai 2010 p7-14 - le Parlement « fait observer que la santé de base et l'éducation primaire et secondaire sont des catalyseurs essentiels pour réaliser les OMD »; paragraphe 21 de la résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après conflit JO C45E du 23 février 2010 p74-86 – le Parlement « estime qu'il conviendrait d'accorder une priorité élevée au retour volontaire des réfugiés et des PDI tout en leur garantissant des moyens de subsistances durables, notamment en leur fournissant des services fonctionnels

354. Le lien sectoriel étroit établi entre santé et éducation en matière d'aide au développement s'explique, d'une part, par les similarités de ces deux secteurs qui sont tous deux essentiels à la réduction de la pauvreté, dans la mesure où l'accès à ces services sociaux et leur qualité est un des enjeux principaux de la coopération au développement de l'UE. L'intrication de ces deux domaines se justifie, d'autre part, par l'utilité des mesures éducatives dans la réalisation des objectifs sanitaires visés dans le cadre de l'aide au développement. Les actes éducatifs de sensibilisation sont en effet incontournables dans la lutte contre la malnutrition⁷⁵⁴, contre la pénurie de ressources humaines dans le secteur de la santé⁷⁵⁵ et contre l'expansion de l'épidémie du VIH⁷⁵⁶,

en matière de santé et d'éducation » et paragraphe 68; paragraphe P de la résolution du Parlement européen du 22 mai 2008 sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement JO C279E du 19 novembre 2009 p100-108 « considérant que, trop souvent, le système actuel d'allocation de l'aide au développement ne répond pas aux attentes, de nombreux pays pauvres et des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation... » ; paragraphe 94 de la résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le rapport annuel 2007 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme JO C271E du 12 novembre 2009 p7-31 – le Parlement « rappelle les objectifs du Millénaire pour le développement et souligne que l'accès à l'éducation et à la santé sont des droits fondamentaux de l'Homme » ; résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres la politique de coopération au développement de l'UE JO C66E du 20 mars 2009 p38-47 notamment paragraphes T et V « la promotion de l'éducation primaire et les soins de santé fondamentaux » ; arrêt définitif du budget général de l'UE pour l'exercice 2009 JO L69 du 13 mars 2009 p1-1720 ; paragraphe 13 de la résolution du Parlement européen sur l'aide budgétaire aux pays en développement JO C278E du 29 novembre 2007 p497-501- « estime que l'appui budgétaire sectoriel ou des approches au niveau sectoriel devraient être considérés comme des instruments privilégiés d'intervention dans les domaines de la santé et de l'éducation » et paragraphe 14 « réaffirme que 20% des engagements annuels globaux devraient être affectés à des activités dans les secteurs de l'éducation primaire et secondaire et de la santé fondamentale » ; paragraphe K de la résolution du parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement JO C250E du 25 octobre 2007 p77-85 « considérant que l'éradication de la pauvreté ne pourra conduire à des modèles durables de consommation et de gestion des ressources dans les pays en développement que si elle s'inscrit dans le cadre d'efforts visant à relever les niveaux en matière d'éducation et de santé... »

⁷⁵⁴ C CHASTRE (EC consultant) « Enhancing EC's contribution to address child and maternal undernutrition and its causes : Background paper for the seminar », Europaid, mai 2008, (32p)

⁷⁵⁵ Paragraphe 2.5 de la communication de la Commission « Stratégie d'action communautaire concernant la pénurie de ressources humaines dans le secteur de la santé dans les pays en développement », COM(2005)642 du 12 décembre 2005; communication de la Commission « Programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement (2007-2013) COM(2006)870 du 21 décembre 2006

⁷⁵⁶ Communication de la Commission relative à « l'élaboration d'un cadre politique européen cohérent pour les actions extérieures visant à lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose » COM(2004)726, octobre 2004 - Ce programme d'action (2007-2011) s'adresse aux pays en développement et aux pays à revenu intermédiaire et vise à promouvoir les meilleures pratiques en la matière. Il précise que « dans les pays où elle apporte un soutien au secteur de l'éducation, la Commission européenne continuera, par le dialogue sectoriel et politique, à intégrer les questions de l'enseignement de la vie pratique et de la sécurité des enfants à l'école, notamment des filles, afin de renforcer la protection contre les risques de viol, de grossesse ou d'infection par le VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Elle contribuera à l'établissement et au maintien de codes de conduite, d'actions de formation pour le personnel scolaire et de mécanismes de protection par les communautés locales. » ; Position commune CE n°45/96 arrêtée par le Conseil le 27 juin 1996 en vue de l'adoption du règlement CE relatif aux actions dans le domaine du VIH/sida dans les pays en développement JO C264 du 11 septembre 1996 p21 (130W) - Rappelant que le Conseil a identifié dans sa résolution du 6 mai 1994, « comme prioritaire l'appui aux stratégies visant une prévention plus efficace de la transmission par l'éducation », le Conseil précise dans l'article 1^{er} du règlement que « 1. La Communauté met en œuvre un programme d'assistance aux pays en développement, ci-après dénommé 'programme', pour minimiser

Paragraphe 2/ Analyse substantielle des mesures éducatives intégrées aux actes de l'UE en matière de santé ayant un volet externe

355. L'éducation est perçue comme un indicateur pertinent⁷⁵⁷ en matière d'évaluation de l'accès et de la qualité du service de santé pour une population donnée, et comme un moyen incontournable de mise en œuvre des objectifs de la stratégie communautaire en matière de santé. Des dispositions relatives à l'éducation sont donc intégrées dans les instruments juridiques communautaires adoptés en matière de santé, qu'il s'agisse de conclusions du Conseil, telles que les conclusions du Conseil relatives à la mise en place d'un programme de coopération européenne en matière d'intégration scolaire des handicapés⁷⁵⁸, de plans d'action tels que le plan d'action de lutte contre le cancer dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique⁷⁵⁹, de règlements⁷⁶⁰, de recommandations du Conseil⁷⁶¹, de communications

l'expansion de l'épidémie du VIH », notamment en appuyant « 2...une série d'actions qui devront tenir compte des principes de politique fondamentaux ci-après, à savoir...e) être intégrées dans le cadre des politiques de santé, d'éducation et des autres secteurs concernés » (article 1^{er} 2.). Il précise également dans l'article 2 que la Communauté contribuera notamment à « 1) la réduction de la transmission du VIH/sida et de la propagation d'autres maladies transmissibles par voie sexuelle et périnatale au moyen : a) de l'information et de l'éducation sur la santé en matière de sexualité et de reproduction », à « 3) l'appui aux gouvernements et aux communautés dans l'évaluation de l'impact de l'épidémie sur les différents secteurs de l'économie et sur les groupes sociaux, et dans la définition et la mise en œuvre de stratégies de prise en charge, au moyen de :...c) la promotion de la participation des communautés locales à l'élaboration de stratégies locales d'information, de programmes d'éducation sexuelle et de prise en charge... » et au « 4) développement des connaissances scientifiques sur l'épidémie et sur l'impact des interventions... » - formules reprises in règlement CE n°550/97 du Conseil du 24 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine du VIH/sida dans les pays en développement JO L85 du 27 mars 1997 p1-5 (130W et 189C); résolution du 15 novembre 1995 du Parlement européen sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la politique de l'Union et des Etats membres en matière de SIDA dans les pays en voie de développement, COM(1993)479, C3-0022/94, JO C323 du 4 décembre 1995 p45 - Le Parlement européen « estime qu'il est capital de concentrer l'aide sur des actions visant à : mener une politique spécifique de prévention de la maladie et d'éducation sexuelle, en particulier auprès des femmes et des enfants » (paragraphe 7), « invite l'Union européenne à adopter des politiques conduisant à un environnement social et en particulier économique dans lequel les femmes et les jeunes filles pourront accroître leurs « pouvoirs de décision » par l'éducation, la formation professionnelle, l'adoption des mesures juridiques et sociales » (paragraphe 14), « demande que la lutte contre le VIH/SIDA fasse partie intégrante de la politique d'aide au développement et soit étroitement liée aux programmes sanitaires concernant la sexualité et la reproduction (comprenant le planning familial ainsi que la prévention et le traitement des maladies sexuellement transmissibles) ; souhaite que la recherche et l'éducation soient renforcées, sur le terrain, dans les pays en développement » (paragraphe 18).

⁷⁵⁷ Basée sur l'article 129 TCE et 189B TCE, la décision du 30 juin 1997 n°1400/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 adoptant un programme d'action communautaire en matière de surveillance de la santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1997-2001), JO L193 du 22 juillet 1997, p1-10) permet d'illustrer le lien entre éducation et santé dans la mesure où l'éducation fait partie des domaines dans lesquels des indicateurs de santé pourraient être établis (annexe II E 'Facteurs démographiques et sociaux' paragraphe 5). Ce programme comprend selon l'article 6 de la décision un volet coopération internationale.

⁷⁵⁸ Conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 14 mai 1987 concernant un programme de coopération européenne en matière d'intégration scolaire des handicapés JO C211 du 8 août 1987 p1-4

⁷⁵⁹ Décision n°646/96/CE du parlement européen et du Conseil du 29 mars 1996 adoptant un plan d'action de lutte contre le cancer dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), JO L95 du 16 avril 1996, p9-15, paragraphe 17 'éducation à la santé'

⁷⁶⁰ Règlement (UE) n ° 282/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 portant établissement d'un troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020) et abrogeant la décision

de la Commission⁷⁶², de résolutions du Parlement européen⁷⁶³ notamment la résolution du Parlement européen du 13 novembre 2007 sur le rôle du sport dans l'éducation, fondée sur la combinaison des bases juridiques de compétence communautaire en matière d'éducation, de formation et de santé⁷⁶⁴ ou d'avis du CESE⁷⁶⁵. Il convient d'étudier notamment les mesures éducatives insérées aux programmes communautaires de santé (A) et celles adoptées par l'UE dans le cadre de sa participation aux conventions internationales (B).

A/ L'éducation dans les programmes de santé ouverts à la participation des pays tiers

356. De nombreux programmes concernant la préservation de la santé publique comprennent des mesures d'éducation à la santé. Ouverts à la participation des Etats tiers ou organisations internationales⁷⁶⁶, l'analyse de ces programmes s'impose ainsi comme une étape

n° 1350/2007/CE Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE, JO L 86 du 21 mars 2014, p 1–13 ; règlement (CE) n°1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous produits animaux non destinés à la consommation humaine JO L273 du 10 octobre 2002 p1-95, article 23 dérogation concernant l'utilisation de sous produits animaux à des fins de diagnostic, d'éducation et de recherche

⁷⁶¹ Recommandation du Conseil du 9 juin 2009 relative à la sécurité des patients y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celle-ci – paragraphe 10 « ...la sécurité des patients devrait faire partie des programmes d'éducation et de formation du personnel de santé qui dispense les soins » ; recommandation du Conseil du 18 juin 2003 relative à la prévention et à la réduction des dommages pour la santé liés à la toxicomanie JO L165 du 3 juillet 2003, p31-33 paragraphe 3 alinéa 2 « 3) inclure des méthodologies axées sur le travail de proximité...que les structures existantes ou les vecteurs habituels d'éducation en matière de santé n'ont pas réussi à contacter » ; recommandation du Conseil du 15 novembre 2001 relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine JO L34 du 5 février 2002 p13-16 Partie I paragraphe 3 « promouvoir l'éducation et la formation des professionnels de santé au problème de la résistance aux anti microbiens » ; recommandation du Conseil du 5 juin 2001 concernant la consommation d'alcool chez les jeunes, notamment les enfants et les adolescents JO L161 du 16 juin 2001 p38-41 paragraphe 3 « l'information et l'éducation en matière de santé sont expressément mentionnés à l'article 152 du traité et constituant une priorité »

⁷⁶² Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Accélération de la lutte contre les principales maladies transmissibles dans le cadre de la réduction de la pauvreté » COM(2000)585 du 20 septembre 2000 « des systèmes d'éducation et de santé publique efficaces constituent une condition préalable essentielle en matière de réduction de la pauvreté et de développement » (paragraphe 2.3), « le soutien communautaire aux programmes d'éducation destinés aux jeunes en Afrique du Sud a entraîné une diminution importante des taux de transmission du VIH dans cette tranche d'âge » (paragraphe 3.1)

⁷⁶³ Par exemple résolution du Parlement européen du 4 septembre 2008 sur l'évaluation à mi parcours du plan d'action européen en matière d'environnement et de santé 2004-2010 JO C295E du 4 décembre 2009 p83-89, (152, 174 TCE) - paragraphe 25 programme d'éducation publique et de sensibilisation systématique ; résolution du Parlement européen du 22 avril 2008 sur les actions politiques au niveau de l'UE concernant le don et la transplantation d'organes JO C295E du 29 octobre 2009 p1-9 (152 TCE), paragraphe 44 « invite la Commission à soutenir une recherche sur le don d'organe dépassant les frontières nationales de façon à traiter de l'effet de l'appartenance ethnique...du niveau d'éducation...sur la décision de faire don de ses organes »

⁷⁶⁴ Résolution du Parlement européen du 13 novembre 2007 sur le rôle du sport dans l'éducation, JO C282E du 6 novembre 2008 p131-138 (149 TCE, 150 TCE, 152 TCE)

⁷⁶⁵ Avis du CESE sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la surveillance des zoonoses et des agents zoonotiques JO C94 du 18 avril 2002, p18-22 (éducation des consommateurs)

⁷⁶⁶ Par exemple l'article 10 du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique est ouvert à la participation des pays de l'AELE, des pays associés d'Europe centrale et orientale, de Chypre, de Malte, de la Turquie, et l'article 11 relatif à la 'coopération internationale' prévoit que « lors de la mise en œuvre du programme, on encourage, conformément à la procédure fixée à l'article 9 paragraphe 3, la coopération avec les pays tiers ainsi qu'avec les organisations internationales compétentes dans le domaine de la santé publique »

indispensable pour cerner les contours de la dimension externe de la politique de l'éducation. On distingue plusieurs formes de programmes.

357. Le programme d'action de promotion, d'information d'éducation et de formation en matière de santé annonce, dès son intitulé, l'insertion de mesures éducatives dans la mesure où il concentre son objectif principal sur les mesures de sensibilisation dans le domaine de la santé notamment par l'éducation⁷⁶⁷. Le programme d'action dans le domaine de la santé

in décision 2007/102/CE de la Commission du 12 février 2007 portant adoption du programme de travail 2007 relatif à l'application du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) ainsi que du programme de travail annuel en matière de subventions JO L46 du 16 février 2007 p27-44 ; voir également proposition de décision du Conseil concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de l'Estonie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale, JO C185 du 15 juin 1998 p5 (129, 235, 288 TCE); proposition de décision du Conseil concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de la Hongrie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale, JO C185 du 15 juin 1998 p9; proposition de décision du Conseil concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de la Roumanie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale, JO C185 du 15 juin 1998 p18 ; proposition de décision du Conseil concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de la République tchèque aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale, JO C110 du 21 avril 1999 p9 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, JO C340E du 30 octobre 2001 p342-345 (13, 61, 95, 129, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 157, 170, 174, 308, 300 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires COM(2001)481 JO C340E du 30 octobre 2001 p338-341; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires JO C340E du 30 octobre 2001 p335-337; proposition de décision du Conseil concernant la position de la CE au sein du Conseil d'association sur la participation de la République de Slovénie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale COM(99)199 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et la Roumanie concernant la participation de la Roumanie aux activités de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies COM(2006)256 (point 3.2.3 TIC « facilitation des communications dans le secteur de l'éducation ») ; accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p29-34 (13, 71, 80, 95, 127, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 157, 166, 175, 280, 308, 300 TCE) ; protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de macédoine, d'autre part, sur un accord cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de macédoine JO L192 du 22 juillet 2005 p23-29 ; accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p16-21 ; accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p9-14 ; accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p2-3; article 4 de l'accord de coopération entre la CE et la Principauté d'Andorre JO L135 du 28 mai 2005 p14-18 (71, 137, 149, 150, 151, 152, 156, 159, 161, 175, 300 TCE); proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion au nom de la CE, d'un accord de coopération avec la principauté d'Andorre COM(2004)456

⁷⁶⁷ Décision n°645/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mars 1996 adoptant un programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000) JO L95 du 16 avril 1996 p1 ; décision modifiée en dernier lieu par la décision n°521/2001/CE, JO L79 du 17 mars 2001 p1 ; décision n°521/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 prorogeant certains programmes d'actions communautaires dans le domaine de la santé publique adoptés par les décisions n°645/96/CE, n°646/96/CE,

publique poursuit, quant à lui, des objectifs généraux englobant des mesures d'éducation sanitaires⁷⁶⁸. Il prévoit la mise en place de stratégies et d'actions conjointes avec d'autres actions et programmes, notamment dans le secteur éducatif⁷⁶⁹, conformément à la volonté de la Commission européenne qui a déclaré que pour parvenir à la réalisation d'un niveau élevé de santé « le programme devrait prendre en compte l'importance de l'éducation et de la formation... »⁷⁷⁰. Pour la période 2014-2020, ce programme mentionne l'importance de « soutenir des réseaux d'échanges de connaissances ou d'apprentissage mutuel »⁷⁷¹ dans le domaine de la santé.

358. Des programmes plus spécifiques ont également été mis en place par la CE, prévoyant des mesures d'éducation à la santé, tels que le programme d'action relatif à la prévention des blessures dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique⁷⁷², le programme d'action relatif aux maladies liées à la pollution, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique⁷⁷³, le programme d'action concernant la prévention de la toxicomanie dans

n°647/96/CE, n°102/97/CE, n°1400/97/CE, n°1296/1999/CE et modifiant ces décisions JO L79 du 17 mars 2001 p1-7 (152 TCE) – un certain nombre de programmes d'actions communautaires dans le domaine de la santé publique arrivant à échéance et afin d'assurer la continuité de l'action en la matière dans l'attente d'une nouvelle décision du Parlement et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique.

⁷⁶⁸ Point 2.1.2.3 de la décision 2007/102/CE de la Commission du 12 février 2007 portant adoption du programme de travail 2007 relatif à l'application du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) ainsi que du programme de travail annuel en matière de subventions JO L46 du 16 février 2007, p27-44; point 3.3.4 de la décision de la Commission 2008/170/CE du 27 février 2008 concernant l'adoption du programme de travail 2008 pour l'application du 2^{ème} programme d'action communautaire dans le domaine de la santé (2008-2013) et les critères de sélection, d'attribution et les autres critères applicables aux participations financières aux actions de ce programme, JO L56 du 29 février 2008 p36-62

⁷⁶⁹ Article 4 de la décision 2007/102/CE op.cit. « Afin d'assurer, lors de la définition et de la mise en œuvre de toutes les politiques et actions communautaires, un niveau élevé de protection de la santé humaine, la réalisation des objectifs du programmes peuvent se faire sous la forme de stratégies et d'actions conjointes par l'instauration de liens, d'une part, avec les programmes et les actions communautaires pertinents, notamment dans le domaine ...de la recherche et du développement technologique,...de l'éducation...et, d'autre part, avec les actions entreprises par le Centre commun de recherche et d'autres organisations communautaires concernées avec lesquelles la coopération est encouragée. »

⁷⁷⁰ Décision 1786/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) Déclarations de la Commission, JO L271 du 9 octobre 2002, p1-12 (152 et 251 TCE) – « la finalité globale du programme de santé publique est de contribuer à la réalisation d'un niveau élevé de santé physique et mentale... (Paragraphe 18)...pour y parvenir le programme devrait prendre en compte l'importance de l'éducation et de la formation ainsi que de la constitution de réseaux (paragraphe 19).»

⁷⁷¹ Considérant 6 du règlement (UE) n°282/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 portant établissement d'un troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020), JOUE L86 du 21 mars 2014, p1-13

⁷⁷² Décision 372/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 février 1999 adoptant un programme d'action communautaire relatif à la prévention des blessures dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003) JO L46 du 20 février 1999, p1-5 paragraphe 2 'éducation en matière de santé'

⁷⁷³ Décision 1296/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 1999 portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies liées à la pollution, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2001), JO L155 du 22 juin 1999, p7-12 – Démontrant par son contenu l'enchevêtrement des domaines de compétences de la CE, en l'espèce santé et éducation, cette décision est

le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique⁷⁷⁴, le programme d'action relatif aux maladies rares dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique⁷⁷⁵ et le programme d'action concernant la prévention du sida et de certaines autres maladies transmissibles dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique⁷⁷⁶. Les actions éducatives prévues dans le cadre de ces programmes représentent des éléments essentiels à la réalisation des objectifs poursuivis par la CE en matière de santé dans la mesure où l'action de prévention est un préalable à la mise en place de toute autre stratégie sanitaire. Concernant la lutte contre le SIDA, la Commission a impulsé le renforcement des mesures éducatives de sensibilisation dans le cadre de la coopération mise en place par l'UE avec les pays voisins depuis 2005, notamment par l'association des acteurs du secteur éducatif à l'action de prévention du SIDA⁷⁷⁷.

fondée sur les articles 129 et 189B TCE. Le choix de la base juridique repose sur le fait que l'action de la Communauté porte, selon l'article 129 TCE « sur la prévention des maladies et la promotion de l'éducation et de l'information en matière de santé » (paragraphe 3), ce qui correspond à l'objectif général de ce programme visant « à la mise en place de stratégies et de politiques axées sur la prévention des maladies liées à la pollution, y compris l'amélioration de la connaissance et de la compréhension des risques pour la santé qui y sont associés » (article 1^{er} paragraphe 2 décision). Les mesures d'éducation à la santé mises en œuvre dans le cadre du programme comportent une dimension externe dans la mesure où l'article 6 de la décision relatif à la coopération internationale, prévoit que « 1. Sous réserve de l'article 228 du traité, au cours de la mise en œuvre du présent programme, la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique est encouragée et mise en œuvre en ce qui concerne les actions visées par le présent programme, conformément à la procédure prévue à l'article 5. ». L'article 6 paragraphe 2 précise de surcroît que « le présent programme est ouvert à la participation des pays associés d'Europe centrale...de Chypre et de Malte »

⁷⁷⁴ Décision n°102/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 adoptant un programme d'action communautaire concernant la prévention de la toxicomanie, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000) JO L19 du 22 janvier 1997, p25-31 – Cette décision basée sur les articles 129 et 189B TCE établit un programme de prévention de la toxicomanie comprenant des mesures d'éducation à la santé dans son article 1^{er} paragraphe 3 B, comportant un volet externe lié, d'une part, à la coopération internationale avec les pays tiers et les OI telle que l'UNESCO, d'autre part à la participation des pays associés d'Europe centrale et orientale, de Chypre et de Malte (article 6)

⁷⁷⁵ Décision n°1295/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 1999 portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies rares, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003) JO L155 du 22 juin 1999 p1-6 (129 et 189B TCE) – Rappelant les dispositions de l'article 129 TCE précisant que « l'action communautaire doit viser la prévention des maladies et la promotion de l'éducation et de l'information concernant la santé » (paragraphe 9), ce programme, intégrant explicitement des mesures d'éducation à la santé, est, d'une part, ouvert à la participation des pays d'Europe centrale, à Chypre et à Malte (article 6 paragraphe 2), d'autre part caractérisé par la coopération internationale avec les pays tiers et les organisations internationales au cours de sa mise en œuvre (article 6 paragraphe 1).

⁷⁷⁶ Décision n°647/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mars 1996 adoptant un programme d'action communautaire concernant la prévention du sida et de certaines autres maladies transmissibles dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000) JO L95 du 16 avril 1996 p16-22 - paragraphes 4, 22, 23 relatifs à l'éducation à la santé

⁷⁷⁷ Communication du 15 décembre 2005 de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la lutte contre la VIH/Sida dans l'UE et les pays voisins 2006-2009 COM (2005)654 - « La Commission s'inquiète de la baisse de l'intérêt accordé à la prévention...Sans une promotion vigoureuse des mesures de prévention primaire telle que l'éducation...il sera impossible d'atteindre tout autre objectif fixé (comme l'élimination de la transmission de la mère à l'enfant ou l'accès universel au traitement). ». C'est pourquoi le paragraphe 4.2 est consacré à l'éducation précisant que « la prévention du VIH et des autres IST n'est possible que si la prise de conscience va de pair avec l'adoption d'un comportement plus sain. Aussi est-il extrêmement important d'associer les écoles et autres milieux éducatifs à la prévention du VIH/Sida au travers de leurs programmes

359. L'OMS ayant consacré une définition large du concept de santé englobant le bien être mental, la violence est définie comme un problème de santé majeur⁷⁷⁸, justifiant l'adoption du programme DAPHNE visant à prévenir et combattre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes et à protéger les victimes et les groupes à risque⁷⁷⁹. Ce programme présente également dans son volet externe⁷⁸⁰ des actions éducatives, d'une part, parce que la CE coopère en la matière avec les organisations internationales (OI) agissant dans le secteur éducatif⁷⁸¹, d'autre part, parce qu'il vise à « élaborer et tester des supports de sensibilisation et d'éducation concernant la prévention de la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes, et compléter et adapter les supports disponibles afin de les utiliser dans d'autres zones géographiques ou pour d'autres groupes cibles »⁷⁸².

d'éducation pour la santé portant sur les compétences psychosociales. Ces écoles et autres milieux éducatifs peuvent également contribuer à réduire la stigmatisation et la discrimination liées au VIH/Sida. »

⁷⁷⁸ Paragraphe 4 de la décision n°779/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 établissant pour 2007-2013 un programme spécifique visant à prévenir et à combattre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes et à protéger les victimes et les groupes à risque – programme DAPHNE III dans le cadre du programme général 'Droits fondamentaux et justice' JO L173 du 3 juillet 2007 p19-26 (152 et 251 TCE) - « L'OMS définit la santé comme un état de bien être physique, mental et social complet, et non seulement comme l'absence de maladie ou d'infirmité. Aux termes d'une résolution de l'Assemblée de l'OMS de 1996, la violence constitue un problème majeur de santé publique à l'échelle mondiale. »

⁷⁷⁹ Programme d'action de la Communauté établi par la décision n°293/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 janvier 2000 adoptant un programme communautaire (programme Daphné 2000-2003) relatif à des mesures préventives pour lutter contre la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes JO L34 du 9 février 2000 p1 – partie II Actions transnationales visant à sensibiliser l'opinion publique (dont mesures éducatives à la santé) ; Programme d'action de la Communauté établi par la décision n°803/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 adoptant le programme d'action communautaire (2004-2008) Daphné II JO L143 du 30 avril 2004 p1(152 TCE)

⁷⁸⁰ Ce programme comprend une dimension externe dans la mesure où il prévoit la participation de pays tiers à savoir, « les pays avec lesquels l'Union européenne a signé un traité d'adhésion, les pays candidats bénéficiant d'une stratégie de préadhésion, les Etats de l'AELE qui sont parties à l'accord EEE, les pays des Balkans occidentaux » - article 5 de la décision 779/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 établissant pour 2007-2013 un programme spécifique visant à prévenir et à combattre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes et à protéger les victimes et les groupes à risque – programme DAPHNE III dans le cadre du programme général 'Droits fondamentaux et justice' JO L173 du 3 juillet 2007 p19-26 (152 et 251 TCE)

⁷⁸¹ Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire (programme DAPHNE) (2002-2004) relatif à des mesures destinées à prévenir la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes COM(1999)82, JOC219 du 30 juillet 1999, p497 – amendement 14 « considérant qu'il convient de favoriser la coopération avec les OI actives dans les domaines concernés y compris ceux de la santé publique, de l'éducation... »

⁷⁸² Article 3 g) de la décision n°779/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 établissant pour 2007-2013 un programme spécifique visant à prévenir et à combattre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes et à protéger les victimes et les groupes à risque – programme DAPHNE III dans le cadre du programme général 'Droits fondamentaux et justice' JO L173 du 3 juillet 2007, p19-26 (152 et 251 TCE)

B/ Participation de la CE aux mesures éducatives prévues par les conventions internationales en matière de santé

360. Dans le cadre de l'aide internationale au développement il est primordial de prendre en considération les besoins spécifiques des populations vulnérables telles que les personnes infirmes dont l'accès à l'éducation est particulièrement compromis comme le démontre les évaluations de terrain indiquant que plus de 90% des enfants handicapés ne vont pas à l'école⁷⁸³. La Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et son protocole, entrés en vigueur le 3 mai 2008⁷⁸⁴, contiennent ainsi des dispositions éducatives très précises afin d'améliorer leur accès au service d'éducation⁷⁸⁵. La CE, ayant adhéré à la

⁷⁸³ Source : évaluation de l'ONG 'Leonard Cheshire Disability' œuvrant avec 250 organisations indépendantes situées dans 54 pays afin de favoriser l'accès à l'éducation des personnes handicapées et la mise en place d'une éducation de qualité adaptée à leurs besoins, leur permettant d'acquérir une autonomie économique. www.LCDisability.org/international - consortium international pour le handicap et le développement (IDDC) www.iddcconsortium.net

⁷⁸⁴ La convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et son protocole (relatif au Comité) ont été adoptés le 13 décembre 2006 par l'Assemblée générale des NU et sont entrés en vigueur le 3 mai 2008

⁷⁸⁵ Ibid., paragraphe 22 du préambule de la Convention « reconnaissant qu'il est important que les personnes handicapées aient pleinement accès aux équipements physiques, sociaux, économiques et culturels, à la santé et à l'éducation ainsi qu'à l'information et à la communication pour jouir pleinement de tous les droits de l'Homme et de toutes les libertés fondamentales » ; article 23 paragraphe 1 « Les Etats Parties...veillent à ce que : soient reconnus aux personnes handicapées ...le droit d'avoir accès de façon appropriée pour leur âge, à l'information et à l'éducation en matière de procréation et de planification familiale... » ; article 24 « 1. Les Etats Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit dans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les Etats Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent : le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine ; l'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités ; la participation effective des personnes handicapées à une société libre. 2. Aux fins de l'exercice de ce droit, les Etats Parties veillent à ce que : les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire ; les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire ; il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun ; les personnes handicapées bénéficient, au sein du système d'enseignement général, de l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur éducation effective ; des mesures d'accompagnement individualisées efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration. 3. Les Etats Parties donnent aux personnes handicapées la possibilité d'acquérir les compétences pratiques et sociales nécessaires de façon à faciliter leur pleine et égale participation au système d'enseignement et à la vie de la communauté. A cette fin, les Etats Parties prennent des mesures appropriées notamment : facilitent l'apprentissage du braille, de l'écriture adaptée et des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative, le développement des capacités d'orientation et de la mobilité ainsi que le soutien par les pairs et le mentorat ; facilitent l'apprentissage de la langue des signes et la promotion de l'identité linguistique des personnes sourdes ; veillent à ce que les personnes aveugles, sourdes ou sourdes et aveugles – en particulier les enfants – reçoivent un enseignement dispensé dans la langue et par le biais des modes et moyens de communication qui conviennent le mieux à chacun, et ce, dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la sociabilisation. 4. Afin de faciliter l'exercice de ce droit, les Etats Parties prennent des mesures appropriées pour employer des enseignants, y compris des enseignants handicapés, qui ont une qualification en langues des signes ou en braille et pour former les cadres et personnes éducatifs à tous les niveaux. Cette formation comprend la sensibilisation aux handicaps et l'utilisation des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative et des techniques et

mise en place d'un instrument juridique international contraignant qui vise à protéger les droits des personnes handicapées⁷⁸⁶, a signé cette convention le 30 mars 2007⁷⁸⁷ et l'a ratifiée le 23 décembre 2010⁷⁸⁸. L'accès à l'éducation des personnes handicapées est, de ce fait, protégé dans l'ensemble des instruments législatifs, politiques et programmes de l'UE ainsi que dans l'ensemble des Etats membres de l'UE dans le cadre leurs politiques, puisque l'UE s'est engagée à reconnaître le droit des personnes handicapées à l'éducation conformément à l'article 24 de la convention et à leur garantir ainsi l'accès au service d'éducation à tous les niveaux et tout au long de la vie. Selon le code de conduite énonçant les modalités internes relatives à la mise en œuvre de la convention, l'UE et les Etats membres élaboreront des positions communes, notamment « a) des actes législatifs...en ce qui concerne : les mesures en vue de combattre toute discrimination fondée sur un handicap (article 19 TFUE, ex article 13) » et « b) des actes juridiques ou des ensembles de mesures, lorsqu'il existe un lien étroit et sérieux avec l'application de la convention, adoptés en ce qui concerne :...le développement d'une éducation de qualité et la mise en œuvre d'une politique de formation professionnelle (article 165 et 166 TFUE, ex articles 149 et 150 TCE) »⁷⁸⁹. Ainsi, le Parlement européen a adopté une résolution relative à l'établissement d'une stratégie de l'UE pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser, invitant « les Etats membres à mettre en œuvre la convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et à concrétiser le principe d'éducation pour tous aussi bien dans l'éducation formelle que dans l'éducation informelle »⁷⁹⁰.

matériels pédagogiques adaptées aux personnes handicapées. 5. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. A cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées. »

⁷⁸⁶ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement « Vers un instrument juridiquement contraignant des Nations Unies destiné à promouvoir et protéger les droits et la dignité des personnes handicapées COM(2003)16 du 24 janvier 2003– la Commission exprime son soutien à un instrument juridiquement contraignant des Nations Unies visant à protéger les droits des personnes handicapées.

⁷⁸⁷ En mai 2004 le Conseil de l'UE a autorisé la Commission à mener des négociations au nom de la CE concernant sa participation à la convention internationale. La Commission a présenté une proposition de décision concernant la signature au nom de la CE de la convention le 27 février 2007 (proposition de décision concernant la signature au nom de la CE de la convention le 27 février 2007 (COM 52007)77) et par décision du 27 mars 2007 le Conseil autorisait la signature de la Convention par la CE, décision qui contenait une déclaration relative à la signature probable du protocole facultatif à la convention. La convention a été signée au nom de la CE le 30 mars 2007 ; proposition de décision du Conseil sur la conclusion par la CE du protocole facultatif se rapportant à la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées COM(2008)530, COD(2008)171

⁷⁸⁸ Communiqué de presse IP/11/4 du 5 janvier 2011

⁷⁸⁹ Code de conduite entre le Conseil, les Etats membres et la Commission énonçant les modalités internes relatives à l'application par l'UE de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ainsi qu'à la représentation de l'UE concernant cette convention JO C340 du 15 décembre 2010 p11-15

⁷⁹⁰ Paragraphe 39 de la résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur une « stratégie de l'UE pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser », JO C161E du 31 mai 2011, p21-31 (165 TFUE et 166 TFUE)

361. La convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac du 21 mai 2003⁷⁹¹ est également un exemple pertinent pour notre démonstration dans la mesure où elle prévoit des mesures éducatives auxquelles la CE a adhéré⁷⁹². L'article 12 fait spécifiquement référence à l'éducation, en précisant que « chaque partie s'efforce de promouvoir et de renforcer la sensibilisation du public aux questions ayant trait à la lutte antitabac, en utilisant, selon qu'il conviendra, tous les outils de communication disponibles. A cette fin, chaque partie adopte et applique des mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures efficaces pour favoriser : a) un large accès à des programmes efficaces et complets d'éducation et de sensibilisation du public aux risques sanitaires... ». Ces dispositions sont complétées par celles de l'article 14 de la convention concernant plus spécifiquement les « mesures visant à réduire la demande en rapport avec la dépendance à l'égard du tabac et le sevrage tabagique », qui prévoit dans un paragraphe 2 que chaque partie s'efforce « b) d'inclure le diagnostic et le traitement de la dépendance à l'égard du tabac et les services de conseil sur le sevrage tabagique dans les programmes, plans et stratégies nationaux de santé et d'éducation ».

362. Depuis l'entrée en vigueur du TFUE, l'importance de la valeur ajoutée de l'UE dans le secteur de la santé est renforcée, puisque ce domaine occupe une place essentielle dans la stratégie Europe 2020, comme l'illustre le troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020) intitulé « La santé en faveur de la croissance ». Ce programme est ouvert aux pays en voie d'adhésion, aux pays candidats et aux candidats potentiels, aux pays de l'AELE/EEE, aux pays voisins de l'UE ainsi qu'aux pays pouvant y prétendre au titre d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Il vise notamment à « contribuer à des systèmes de santé innovants et viables »⁷⁹³, en œuvrant à « l'élaboration d'un système de connaissances en matière de santé »⁷⁹⁴...et « devrait favoriser les synergies et éviter toutes

⁷⁹¹ Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac du 21 mai 2003 JO L213 du 15 juin 2004, p 9-11 (95, 133, 152 et 300 TCE)

⁷⁹² L'article 35 paragraphe 3 de la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac du 21 mai 2003 prévoit que « les organisations d'intégration économique régionale dans leurs instruments de confirmation formelle, ou dans leurs instruments d'adhésion, indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la convention... » - dans sa déclaration prise en vertu de cet article de la convention, la Communauté déclare que « conformément aux dispositions du traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 3, paragraphe 1, point b), et son article 152, elle est habilitée à adopter des mesures, en complément des politiques nationales de ses Etats membres, qui portent sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de dangers pour la santé humaine » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac COM(2003)807 (55, 133, 152 et 300 TCE)

⁷⁹³ Paragraphe 1 du troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020) intitulé « La santé en faveur de la croissance » ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le 3^{ème} programme d'action pluriannuel de l'UE dans le domaine de la santé pour la période 2014-2020, intitulé « la santé en faveur de la croissance », COM(2011)709 (168, 294 TFUE)

⁷⁹⁴ Ibid., article 4 et paragraphe 1.7

redondance avec des programmes et actions connexes de l'Union...notamment...le programme « Europe éducation »... »⁷⁹⁵. De même les conclusions du Conseil sur le soutien à la mise en œuvre de la stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées⁷⁹⁶ confirment le lien entre cette stratégie et la stratégie Europe 2020 dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. Le Conseil invite, dans ce contexte, les Etats membres et la Commission à « soutenir les initiatives pertinentes visant à garantir aux personnes handicapées l'accès à une éducation et à une formation de qualité sur un pied d'égalité avec les autres personnes, afin d'améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs qualifications en vue de promouvoir leur mobilité et leur employabilité ; promouvoir l'échange de bonnes pratiques, et notamment d'études comparatives, en matière de soutien et d'assistance aux personnes handicapées en vue d'améliorer leur accès au système d'éducation à tous les niveaux, y compris, par exemple, en utilisant des technologies d'assistance »⁷⁹⁷.

Section 2/ Les mesures éducatives environnementales

363. La politique de l'UE en matière environnementale, prévue par l'article 191 TFUE (ex 174 TCE) vise à « la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, la protection de la santé des personnes, l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles, la promotion, sur le plan international, des mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement »⁷⁹⁸. Contrairement à la

⁷⁹⁵ Ibid., paragraphe 16

⁷⁹⁶ Conclusions du Conseil du 11 octobre 2011 sur le soutien à la mise en œuvre de la stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées, JO C300 du 11 octobre 2011, p1-4 (2 TUE, 19 TFUE, 10 TFUE et la charte des droits fondamentaux)

⁷⁹⁷ Ibid., paragraphe 15 f)

⁷⁹⁸ Article 191 TFUE « 1. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants : la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, la protection de la santé des personnes, l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles, la promotion sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et en particulier la lutte contre le changement climatique. 2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur. Dans ce contexte les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les Etats membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des mesures provisoires soumises à une procédure de contrôle de l'Union. 3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, l'Union tient compte : des données scientifiques et techniques disponibles, des conditions de l'environnement dans les diverses régions de l'Union, des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action, du développement économique et social de l'Union dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions. 4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées. L'alinéa précédent ne

politique en matière de santé, l'article 191 TFUE (ex 174 TCE) ne fait pas explicitement référence à l'utilisation de mesures éducatives. Il existe cependant un lien étroit entre éducation et environnement, établi dès les prémisses de la politique communautaire de l'environnement⁷⁹⁹, et qui s'est traduit par le développement de concepts clés comme '*l'éducation à l'environnement*'⁸⁰⁰ ou l'*'éducation écologique*' visant à « faire mieux comprendre ce que sont l'environnement et le développement durable »⁸⁰¹.

364. Des actions éducatives ont ainsi été prises en compte dans la politique communautaire de l'environnement, que ce soit par la mise en place de campagnes d'éducation visant par exemple à réduire les risques et conséquences des catastrophes naturelles⁸⁰², ou de programmes publics d'éducation, généraux, tels que le programme communautaire pour

préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux. » (reprise des dispositions de l'article 174 TCE)

⁷⁹⁹ Déclaration du Conseil des Communautés européennes et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 22 novembre 1973 concernant un programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement, JO C112 du 20 décembre 1973 p1-2 - sensibilisation au problème de l'environnement et formation chapitre 6 A. « Pour amener les individus à assumer pleinement leurs responsabilités devant ces problèmes, il convient de les en informer par des actions d'éducation et d'information appropriées : éducation scolaire et universitaire, fondée sur des exemples concrets introduits dans les diverses disciplines ; informations sur l'état de la situation dans certains domaines et les conséquences des choix à effectuer ; formations d'éducateurs et de responsables » - action communautaire en la matière menée notamment dans le cadre de l'action des organismes internationaux tels que l'OCDE, le Conseil de l'Europe et l'ONU (voir chapitre 3 de la déclaration) ; résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil sur l'éducation en matière d'environnement du 24 mai 1988 JO C177 du 6 juillet 1988 p8-10 (consacre les lignes d'actions en matière d'éducation à l'environnement, à entreprendre, d'une part, au niveau des Etats membres telles que « promouvoir l'insertion de l'éducation en matière d'environnement dans tous les secteurs de l'éducation », d'autre part, au niveau communautaire telles que l'échange d'information et l'insertion de l'éducation en matière d'environnement dans les activités en cours) ; proposition de décision du Conseil concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans le domaine de l'éducation et de la formation COM(1988)202 JO C197 du 27 juillet 1988 p13 ; avis du CESE sur la proposition de décision du Conseil concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans le domaine de l'éducation et de la formation JO C318 du 12 décembre 1988 p6 ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission au Conseil relative à une décision concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans les domaines de l'éducation et de la formation JO C96 du 17 avril 1989 p153 ; conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 1^{er} juin 1992 sur le développement de l'éducation en matière d'environnement JO C151 du 16 juin 1992 p 2

⁸⁰⁰ Appel à proposition dans le cadre d'un programme d'action communautaire pour la promotion des ONG actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement JO C188 du 2 août 2005, p21-22 (l'éducation à l'environnement continue d'être traitée dans le cadre de ce programme) ; appel à soumission de propositions pour des actions d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement JO C057 du 27 février 1996 p16-19 ; appel à soumission de propositions pour des actions d'éducation dans le domaine de l'environnement JO C066 du 17 mars 1995 p11-14

⁸⁰¹ Définition in Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement – décision 2005/370 du Conseil du 17 février 2005 relative à la conclusion, au nom de la CE, de la convention, JO L124 du 17 mai 2005 p1-20

⁸⁰² Par exemple résolution du Parlement européen du 16 septembre 2009 sur les incendies de forêt de l'été 2009 JO C224E du 19 août 2010 p1-7 paragraphe 32 « progresser dans la diffusion d'information et des campagnes d'éducation sur les mesures de prévention communes aux Etats membres afin de réduire les risques et les conséquences des catastrophes naturelles »

l'environnement⁸⁰³, et spécialisés, tels que le programme relatif à la gestion des changements climatiques⁸⁰⁴.

365. Si l'article 174 TCE ne conférait pas un caractère transversal aux objectifs communautaires définis en matière environnementale, les actes communautaires basés sur ce fondement juridique, notamment les programmes communautaires environnementaux, consacrent cette transversalité⁸⁰⁵, applicable également dans le cadre des relations extérieures de l'UE⁸⁰⁶. L'approche intégrée a donc impliqué la prise en compte des objectifs environnementaux dans le cadre de la mise en œuvre de toutes les politiques, notamment de la politique éducative, comme l'illustre le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, qui consacre la protection de l'environnement comme un objectif conditionnel à l'établissement d'une société de la connaissance avancée⁸⁰⁷. De même le programme Jeunesse mentionne l'environnement comme l'un des domaines d'action

⁸⁰³ Décision 1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2002 établissant le 6^{ème} programme d'action communautaire pour l'environnement JO L242 du 10 septembre 2002, p1-15, (175, 251 TCE), le programme couvre la période de dix ans à compter du 22 juillet 2002 – L'article 10 relatif à l'élaboration de la politique de l'environnement' précise dans un point d) qu'«...instaurer des passerelles entre les acteurs de l'environnement et d'autres acteurs dans des domaines de l'information, de la formation, de la recherche, de l'éducation et des politiques » et cela également par à l'échelle internationale (article 9 du programme) notamment par la promotion d'une collaboration transfrontière avec les pays et régions limitrophes dans le domaine de l'environnement. »

⁸⁰⁴ Résolution du Parlement du 4 septembre 2008 sur l'évaluation à mi parcours du plan d'action européen en matière d'environnement et de santé 2004-2010, JO C295E du 4 décembre 2009, p83-89 - paragraphe 25 « programme public d'éducation systématique sur les changements climatiques »

⁸⁰⁵ Par exemple décision n°1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2002, op.cit. L'article 2 'principes et buts généraux' point 1 consacre la transversalité du programme, ce qui implique la prise en compte des objectifs environnementaux dans la mise en œuvre de la politique communautaire de l'éducation [« ...Le programme constitue un fondement de la dimension environnementale de la stratégie de l'UE pour le développement durable et contribue à l'intégration de préoccupations environnementales dans toutes les politiques communautaires, notamment en définissant des priorités en matière d'environnement pour la stratégie. »]. L'article 2 paragraphe 6 ajoute que « le programme stimule : le rôle positif et constructif de l'UE en tant que partenaire de premier plan dans la protection de l'environnement à l'échelle planétaire et dans la recherche du développement durable, la mise en place d'un partenariat mondial pour l'environnement et le développement durable, l'intégration des préoccupations et des objectifs liés à l'environnement dans tous les aspects des relations extérieures de la Communauté. ». De ce fait les objectifs environnementaux sont pris en compte dans la politique extérieure éducative de la CE.

⁸⁰⁶ Dans le cadre de la coopération UE-Indonésie, la Commission a par exemple eu l'occasion de préciser que « l'Indonésie devrait être encouragée à intégrer les considérations environnementales dans tous les autres domaines de décision politique. Devraient notamment figurer au nombre des secteurs spécifiques : ...l'éducation, par la promotion de l'éducation à l'environnement à tous les niveaux... » in paragraphe 4.3 'Promouvoir de meilleures performances en matière d'environnement' de la Communication de la Commission COM(2000)50 final du 2 février 2000

⁸⁰⁷ Décision n°1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO L327 du 24 novembre 2006 p45-68 paragraphe 2 « Le programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie a pour objectif général de contribuer, par l'éducation et la formation tout au long de la vie, au développement de la Communauté en tant que société de la connaissance avancée, caractérisée par un développement économique durable, des emplois plus nombreux et meilleurs et une cohésion sociale accrue, tout en assurant une bonne protection de l'environnement pour les générations futures... »

du service volontaire européen⁸⁰⁸. Les actions éducatives en matière environnementale ont ainsi pu être fondées, soit sur les articles 174 TCE et 175 TCE, soit exceptionnellement sur l'article 149 TCE⁸⁰⁹. La DG environnement et la DG éducation sont donc toutes deux compétentes pour examiner les demandes afférentes à des projets d'éducation à l'environnement, chacune dans le cadre de leur champ de compétence respectif⁸¹⁰.

366. Afin de mieux appréhender les contours de l'intrication sectorielle entre éducation et environnement, il convient d'analyser l'évolution historique (Paragraphe 1) et substantielle (Paragraphe 2) des mesures éducatives basées sur l'article 174 TCE, actuel 191 TFUE, relatif aux objectifs de la CE en matière environnementale et sur l'article 175 TCE, actuel 192 TFUE, concernant la procédure applicable à la politique communautaire de l'environnement.

Paragraphe 1/ Analyse *rationae temporis* des actes externes à composante éducative adoptés dans le cadre de la coopération en matière environnementale

367. Afin de cerner l'importance des actes externes éducatifs adoptés en matière environnementale, il convient, d'une part, de faire le bilan des actes adoptés sur la base des articles 174 TCE et 175 TCE et comportant un volet éducatif ainsi qu'une dimension externe (A), d'autre part, de relever qu'une partie des actes externes présentant à la fois des éléments éducatifs et environnementaux sont fondés sur l'article 177 TCE relatif à la coopération au développement (B).

⁸⁰⁸ Décision n°1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant le programme Jeunesse en action pour la période 2007-2013, JO L327 du 24 novembre 2006, p30-44 – action 2 'service volontaire européen' « ... Cette mesure soutient également des projets de volontariat permettant à des groupes de jeunes de participer collectivement à des activités de portée locale, régionale, nationale, européenne ou internationale dans une série de domaines tels que la culture, le sport, la protection civile, l'environnement et l'aide au développement. »

⁸⁰⁹ Sur la période 2006-2010, 4 actes sur 53 soit 7.5% des actes basés sur 149 TCE font référence à la protection de l'environnement, à savoir résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie au service de la connaissance, de la créativité et de l'innovation JO C45E du 23 février 2010, p33-39 paragraphe 35 ; résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le livre blanc sur le sport, JO C271EE du 12 novembre 2009, p51-67, paragraphe 40 ; recommandation du Conseil du 20 novembre 2008 relative à la mobilité des jeunes volontaires dans l'UE, JO C319 du 13 décembre 2008, p8-10 paragraphe 5 ; proposition de recommandation du Conseil relative à la mobilité des jeunes volontaires en Europe COM(2008)424 paragraphe 5

⁸¹⁰ A l'occasion d'une question écrite n° E-2309/02 posée par Chris Davies à la Commission le 25 juillet 2002, la question de la détermination de la DG compétente en matière d'éducation à l'environnement a été soulevée. La Commission a rappelé le champ de compétence respectif de chaque DG en la matière et précisé que « lors de la sélection des projets à financer, chacune des deux DG concernées doit évidemment respecter les clauses spécifiques d'éligibilité des instruments communautaires, selon les dispositions adoptées par le Parlement et le Conseil », JO C52E du 6 mars 2003, p151-152

A/ Vers une diminution des actes externes environnementaux contenant un volet éducatif

368. Le tableau⁸¹¹ ci-dessous illustre l'évolution dans le temps des actes basés sur les articles 174 TCE et 175 TCE, actuels 191 TFUE et 192 TFUE, comprenant une composante éducative, dont ceux ayant une dimension externe.

EDUCATION EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE								
PERIODES	ACTES BASES SUR 174 TCE ET 191 TFUE CONTENANT DES MESURES EDUCATIVES				ACTES BASES SUR 175 TCE ET 192 TFUE CONTENANT DES MESURES EDUCATIVES			
	NOMBRE	EN %	DONT ACTES AYANT UNE DIMENSION EXTERNE		NOMBRE	EN %	DONT ACTES AYANT UNE DIMENSION EXTERNE	
			NOMBRE	EN %			NOMBRE	EN %
TFUE	2/25	8%	2/2	100%	16/195	8.2%	16/16	100%
2006-2010	3/7	42.8%	3/3	100%	15/201	7.5%	4/15	26.6%
2003-2006	0/7	0%	0	0%	32/276	11.6%	14/32	43.7%
1999-2003	7/34	20.6%	7/7	100%	30/255	11.7%	16/30	53.3%
1992-1999	3/26 (base : 130R)	11.5%	3/3	100%	32/263(base : 130S)	12.1%	14/32	43.7%
TOTAL TCE	13/74	17.5%	13/13	100%	109/995	10.9%	48/109	44%
TOTAL	15/99	15.1%	15/15	100%	125/1190	10.5%	64/125	51.2%
TOTAL DES ACTES EDUCATIFS BASES SUR 174 ET 175 TCE : 11.4% DONT 50% AYANT UNE DIMENSION EXTERNE								
TOTAL DES ACTES EDUCATIFS SUR LA PERIODE 1992-2014 : 10.8% DONT 56.4% AYANT UNE DIMENSION EXTERNE								

369. Avant d'entamer une analyse exhaustive des mesures éducatives insérées aux actes fondés sur ces deux bases juridiques, deux constats s'imposent. Il nous semble pertinent de relever, d'une part, que l'article 175 TCE, relatif aux aspects procéduraux de la politique communautaire de l'environnement, est consacré par la pratique comme la base juridique la plus adéquate pour fonder la majorité des actes de la CE en matière environnementale, soit 92% des actes répertoriés⁸¹², basés sur les articles 174 TCE et 175 TCE. La seconde observation concerne, d'autre part, l'importance des actes externes environnementaux comprenant des mesures éducatives. Si seulement 11.4% des actes environnementaux, basés sur les articles 174 TCE et 175 TCE, contiennent des éléments éducatifs, 50% d'entre eux ayant un volet externe prévoient des mesures éducatives. L'intrication sectorielle entre éducation et environnement est de ce fait davantage caractérisée dans le cadre du volet externe de la politique communautaire de l'environnement. Ces spécificités sont maintenues et renforcées sous l'application du TFUE.

370. L'article 174 TCE (ex article 130R TCE), actuel 191 TFUE, sert de fondement juridique à 15% d'actes environnementaux intégrant des éléments éducatifs. L'intrication sectorielle est plus caractérisée sur le plan externe dans la mesure où tous les actes basés sur 174 TCE et 191 TFUE, présentant une composante éducative, comprennent également une dimension externe. On distingue cependant deux périodes différentes. Alors qu'avant le Traité de Nice,

⁸¹¹ Tableau personnel élaboré sur la base des données Eur lex

⁸¹² Actes répertoriés sur Eur lex – septembre 2014

l'intégralité des actes basés sur 174 TCE, contenant une référence éducative, présentaient systématiquement une dimension externe, de 2003 à 2006, aucun acte fondé sur cette base juridique ne faisait référence à l'éducation. Cette absence d'actes intégrant des éléments éducatifs durant cette période, s'inscrit cependant dans un contexte global de diminution numérique des actes basés sur l'article 174 TCE et est peu significative, dans la mesure où de 2006 à 2010, 42.8% des actes fondés sur l'article 174 TCE ont une dimension éducative. Depuis 2010, seulement 8% des actes basés sur 191 TFUE contiennent une référence éducative, et 100% des actes externes. Reprenant en substance les dispositions de l'article 174 TCE, l'article 191 TFUE servira certainement encore de fondement juridique à de nombreuses dispositions éducatives insérées à des actes externes environnementaux dans le contexte de réalisation des OMD⁸¹³. Il est cependant regrettable que le Traité de Lisbonne n'ait pas permis de démontrer l'importance de l'intrication sectorielle entre éducation et environnement, en insérant dans l'article 191 TFUE une référence à '*l'éducation à l'environnement*', sur le modèle de la politique de santé prévoyant explicitement des mesures d'éducation à la santé.

371. De même, l'analyse des actes basés sur l'article 175 TCE nous permet de constater que si seulement 10.5% de ces actes contiennent en moyenne une composante éducative, 51.2% d'entre eux présentent également une dimension externe. Représentant environ la moitié des actes environnementaux ayant une dimension éducative depuis 1992, les actes externes basés sur 175 TCE se caractérisent par une diminution significative d'actes externes faisant référence à l'éducation durant la période 2006-2010. Les actes externes adoptés en matière environnementale comprenant un volet éducatif restent cependant d'actualité. L'article 192 TFUE⁸¹⁴, reprenant en substance les dispositions de l'article 175 TCE, sert de fondement à

⁸¹³ L'éducation et l'environnement sont deux secteurs concernés spécifiquement dans le cadre de la réalisation des OMD, visant notamment à assurer l'éducation primaire pour tous mais également à préserver l'environnement.

⁸¹⁴ Article 192 TFUE « 1. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, décident des actions à entreprendre par l'Union en vue de réaliser les objectifs visés à l'article 191. 2. Par dérogation à la procédure de décision prévue au paragraphe 1 et sans préjudice de l'article 114, le Conseil statuant à l'unanimité, conformément à une procédure législative spéciale, et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions, arrête : a) des dispositions essentiellement de nature fiscale ; b) les mesures affectant : l'aménagement du territoire, la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources ; l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets ; c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un Etat membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique. Le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions, peut rendre la procédure législative ordinaire applicable aux domaines visés au premier alinéa. 2. Sans préjudice de l'application d'autres dispositions des traités, le parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures nécessaires pour atteindre des objectifs visés au paragraphe 1. Ces mesures sont adoptées après

8% d'actes environnementaux à dimension éducative, sachant que l'ensemble des actes à dimension externe présentent un volet éducatif, afin d'assurer la continuité dans la mise en œuvre de la stratégie externe de développement durable entreprise par l'UE.

372. L'étude des actes fondés sur les articles 174 TCE et 175 TCE ne permet cependant pas d'appréhender tous les contours de l'enchevêtrement matériel entre l'action éducative et l'action environnementale de l'UE. L'éducation et l'environnement sont en effet deux thèmes prioritaires de l'action externe de l'UE en matière de coopération au développement et certains actes basés sur l'article 177 TCE mentionnent la poursuite de ces deux objectifs complémentaires dans le cadre de la mise en place d'une stratégie globale de développement.

B/ Les mesures éducatives intégrées aux actes environnementaux adoptés dans le cadre de l'aide au développement

373. L'analyse serait incomplète sans la mention de l'existence d'actes externes communautaires basés sur l'article 177 TCE et faisant référence à la fois à l'éducation et à l'environnement. Depuis 2010, 6 actes sur les 12 basés sur l'article 208 TFUE font référence à l'éducation et à l'environnement, soit la moitié des actes⁸¹⁵. Sur la période 2006-2010, on dénombre 7 actes fondés sur 177 TCE contenant des dispositions relatives à l'éducation et à l'environnement, soit 32.1% des actes répertoriés⁸¹⁶. L'intrication sectorielle entre éducation

consultation du Comité économique et social et du Comité des régions. Elles n'affectent pas le droit d'un Etat membre de déterminer les conditions d'exploitation de ses ressources énergétiques, son choix entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique, sans préjudice de l'article 192 TFUE, paragraphe 2, point c). 3. Par dérogation au paragraphe 2, le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, à l'unanimité et après consultation du Parlement européen, établit les mesures qui y sont visées lorsqu'elles sont essentiellement de nature fiscale. »

⁸¹⁵ Résolution du Parlement européen du 25 octobre 2012 sur le rapport de l'Union 2011 sur la cohérence des politiques pour le développement, op.cit.; résolution du parlement européen du 29 mars 2012 sur la BEI, op.cit. ; résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'accroissement de l'impact de la politique de développement de l'UE, JO C33E du 5 février 2013, p77-88 ; résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'avenir de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays en développement, JO C33E du 5 février 2013, p38-46 ; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 concernant le règlement CE n°1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement : enseignements et perspectives d'avenir, JO C380E du 11 décembre 2012, p51-58 ; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises européennes, JO C380E du 11 décembre 2012, p39-50

⁸¹⁶ Selon la base Eur lex, on dénombre 22 actes basés sur 177 TCE durant la période 2006-2010 dont 7 contenant des dispositions relatives à l'éducation et à l'environnement à savoir : résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur 'un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action' JO C117E du 6 mai 2010 p7-14; résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après conflit JO C45E du 23 février 2010 p74-86; résolution du Parlement européen du 22 mai 2008 sur le suivi de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement JO C279E du 19 novembre 2009 p100-108; résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme JO C271E du 12 novembre 2009 p7-31; résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres la politique de coopération au développement de l'UE JO C66E

et environnement est d'autant plus prononcée en matière de coopération au développement que l'on ne dénombre que 8 actes fondés sur 177 TCE faisant référence à l'environnement de 2006 à 2010, ce qui signifie que seulement un seul d'entre eux ne fait pas également référence à l'éducation, soit une intrication sectorielle de 87.5% entre éducation et environnement dans le cadre des actes communautaires basés sur 177 TCE durant cette période.

Paragraphe 2/ Analyse *rationae materiae* des actes externes environnementaux comprenant un volet éducatif

374. Selon l'instrument financier pour l'environnement LIFE⁸¹⁷, les mesures éducatives en matière environnementale vise « à favoriser la formation environnementale dans les différents milieux administratifs et professionnels, à promouvoir l'éducation environnementale notamment par la mise à disposition de l'information, des échanges d'expériences, de la formation et de la recherche pédagogique, à une meilleure compréhension des problèmes et à stimuler de ce fait des modèles de comportement cohérents avec les objectifs environnementaux, à assurer la diffusion des connaissances en matière de bonne gestion de l'environnement »⁸¹⁸. Mises en œuvre dans le cadre de programmes communautaires prévoyant une coopération avec les organisations internationales et les pays tiers⁸¹⁹, ou dans le cadre de la participation de la CE aux conventions internationales, les actions éducatives développées dans le cadre des relations extérieures de la CE en matière environnementale, avaient pour objectif de faire mieux comprendre les enjeux d'une politique environnementale visant à prévenir et gérer les changements environnementaux, particulièrement dans les pays en développement⁸²⁰. Les campagnes éducatives de sensibilisation facilitent l'accès du public

du 20 mars 2009 p38-47; arrêt définitif du budget général de l'UE pour l'exercice 2009 JO L69 du 13 mars 2009 p1-1720 ; résolution du Parlement européen sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement JO C250E du 25 octobre 2007, p77-85

⁸¹⁷ Article 12 a) du règlement (UE) n°1293/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et abrogeant le règlement (CE) n°614/2007 (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), JO L 347 du 20 décembre 2013, p 185–208 « promouvoir la connaissance du développement durable » ; article 12 a) de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat, COM(2011)874 (192, 294 TFUE) « promouvoir l'éducation au développement durable... »

⁸¹⁸ Citation in annexe 'domaines d'action – répartition indicative des ressources' point 4 'Education, formation et information' (concernant 5% des actions) du règlement (CEE) n°1973/92 du Conseil du 21 mai 1992 portant création d'un instrument financier pour l'environnement (Life) JO L206 du 22 juillet 1992, p1-6 (130S TCE)

⁸¹⁹ Voir par exemple la résolution du Conseil du 3 mai 1988 sur la fin de l'année européenne de l'environnement (JO C129 du 18 mai 1988 p1) basée sur le TCEE, le Conseil « note avec satisfaction que des pays tiers se sont associés à l'Année européenne de l'environnement et que la Commission a mis en œuvre des projets d'information, d'éducation et de sensibilisation destinée aux pays en développement »

⁸²⁰ Résolution du Conseil des CE et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 7 février 1983, concernant la poursuite et la réalisation d'une politique et d'un programme d'action des CE en matière d'environnement (1982-1986), JO C46 du 17 février 1983 p1- paragraphe 32 relatif à la coopération avec les pays en développement dans le domaine de l'environnement, il est précisé qu'« une

aux informations et favorisent leur participation aux activités d'éducation, en encourageant les initiatives locales, comme la création d'associations, afin de prévenir les atteintes à l'environnement, telle que la pollution⁸²¹, et de promouvoir une bonne gestion des ressources naturelles permettant notamment de préserver la diversité biologique⁸²². Elles permettent également de mettre au point et d'échanger du matériel éducatif de sensibilisation et se caractérisent par leur adaptabilité aux spécificités de chaque zone touchée par des problèmes environnements, qu'il s'agisse de changements climatiques⁸²³ ou de désertification⁸²⁴.

importance spéciale sera accordée aux actions d'éducation et d'information devant permettre aux pays en développement d'assurer intégralement ces tâches dans le futur ».

⁸²¹ Par exemple décision du Conseil du 28 février 1983 concernant la conclusion du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique du 28 février 1983, JO L67 du 12 mars 1983 p3-18 - accord mixte multilatéral conclu dans le cadre des relations extérieures relatives à la coopération environnementale entre la CEE, la France, l'Italie, l'Albanie, l'Algérie, Chypre, l'Égypte, l'Espagne, la Grèce, Israël, le Liban, la Libye, Malte, le Maroc, Monaco, la Syrie, la Tunisie, la Turquie, la Yougoslavie et l'ONU (235 TCEE), article 10 paragraphe 1 « Les parties, agissant directement ou avec l'aide des organisations régionales ou d'autres organisations internationales qualifiées, ou de manière bilatérale, coopèrent en vue d'élaborer et, dans la mesure du possible, en vue de mettre en œuvre des programmes d'assistance en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de la science, de l'éducation et de la technologie, afin de prévenir la pollution d'origine tellurique et ses effets préjudiciables dans le milieu marin. »

⁸²² Voir par exemple Convention sur la diversité biologique NU – déclarations de la CE et des Etats membres du 25 octobre 1993, JO L309 du 13 décembre 1993, p3-20 (130S TCEE) - « le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, décide de l'action à entreprendre par la Communauté. Le Conseil définit, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, ce qui relève des décisions à prendre à la majorité qualifiée » ; décision du Conseil 93/626/CEE du 25 octobre 1993 concernant la conclusion de la convention sur la diversité biologique JO L309 du 13 décembre 1993 p1-2 (130S TCEE)

⁸²³ Voir par exemple Convention cadre des NU sur les changements climatiques – déclarations de la CE et des Etats membres, JO L33 du 7 février 1994, p13-28 (130S et 228 TCE), article 4 relatif aux engagements – les parties « i) encouragent et soutiennent par leur coopération l'éducation, la formation et la sensibilisation du public dans le domaine des changements climatiques et encouragent la participation la plus large à ce processus, notamment celles des organisations non gouvernementales », article 6 concernant 'Education, formation et sensibilisation du public' « Lorsqu'elles s'acquittent de leurs engagements en vertu de l'article 4 paragraphe 1 point i) les parties : a) s'emploient à encourager et à faciliter aux niveaux national et, le cas échéant, sous-régional et régional, conformément à leurs lois et règlements et selon leurs capacités respectives : i) l'élaboration et l'application de programmes d'éducation et de sensibilisation du public sur les changements climatiques et leurs effets ; ii) l'accès public aux informations concernant les changements climatiques et leurs effets ; iii) la participation publique à l'examen des changements climatiques et de leurs effets et à la mise au point de mesures appropriées pour y faire face et iv) la formation de personnel scientifique, technique et de gestion ; b) soutiennent par leur coopération et encouragent au niveau international, en recourant s'il y a lieu aux organismes existants : i) la mise au point et l'échange de matériel éducatif et de matériel destiné à sensibiliser le public aux changements climatiques et à leurs effets et ii) la mise au point et l'exécution de programmes d'éducation et de formation, y compris par le renforcement des organismes nationaux et par l'échange ou le détachement de personnel chargé de former des experts en la matière, notamment pour les pays en développement » ; Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques du 11 décembre 1997-déclaration JO L130 du 15 mai 2002 p4-20 (175 et 300 TCE) – article 10 e) « [Les Parties] soutiennent par leur coopération et encouragent au niveau international, en recourant, s'il y a lieu, aux organismes existants, la mise au point et l'exécution de programmes d'éducation et de formation » ; communication de la Commission COM (2006)40 final du 8 février 2006 portant sur la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique – paragraphe 1.8 « la Commission européenne adhère aux principes de l'administration transparente et informe largement le public, sous diverses formes... les Etats membres de l'Union soutiennent les activités menées par les Nations Unies en vertu de l'article 6 de la CNUCC (éducation, formation, sensibilisation) »

⁸²⁴ Voir par exemple Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique – déclaration faite par la CE conformément aux dispositions de l'article 34 paragraphes 2 et 3 de la Convention des Nations Unies sur la lutte

375. En matière de changement climatique, l'UE prend activement part aux négociations internationales en la matière et la Commission a, dans cette perspective, formulé une série de propositions, précisant notamment qu'il est primordial d'« intensifier nos efforts, notamment en exploitant toutes les formes d'éducation, pour mieux comprendre l'évolution du climat ainsi que ces conséquences pour la société, l'économie et les écosystèmes »⁸²⁵. Concrètement, la Commission européenne a par exemple financé un projet pilote, d'un montant d'1,98 millions d'euros, visant à élaborer et tester de 2003 à 2006 une méthode pratique d'éducation à la gestion de l'environnement en milieu scolaire, initié par les Seychelles, les Comores, Madagascar et l'île Maurice, confrontés à une dégradation alarmante de leur environnement. Le programme régional à la promotion d'une éducation pour la gestion de l'environnement (ARPEGE) a été mis en œuvre par la Commission de l'Océan indien, impliquant les collectivités régionales et les acteurs locaux responsables de l'éducation et a permis de déployer dans les quatre îles, 17 animateurs régionaux, d'y former 200 enseignants et de sélectionner 80 écoles pilotes afin de sensibiliser les jeunes générations à la préservation de l'environnement⁸²⁶.

376. L'analyse des actes basés sur les articles 174 TCE et 175 TCE comprenant une référence éducative et un volet externe est également révélatrice de la diversité des mesures éducatives insérées aux programmes communautaires environnementaux et aux actes relatifs à la participation de la CE aux conventions internationales.

377. Depuis 2010, deux actes basés sur 191 TFUE font référence à l'éducation et présentent également un volet externe, relatifs à la lutte contre le gaspillage alimentaire⁸²⁷ et à l'insertion de l'éducation tout au long de la vie dans la responsabilité sociétale des entreprises dans le

contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, convention du 17 juin 1994 JO L83 du 19 mars 1998 p 3-35 (130Y, 130R et 228 TCE) - article 19 de la convention 'renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public' - mise en place de programmes d'éducation et de sensibilisation (paragraphe 3 point d), évaluation des besoins en matière d'éducation dans les zones touchées et élaboration de programmes scolaires appropriés ainsi que de programmes éducatifs et d'alphabétisation des adultes (paragraphe 3 point e), mise au point de programmes participatifs pluridisciplinaires qui intègrent la sensibilisation aux programmes de désertification et de sécheresse dans les systèmes d'éducation et dans les programmes d'enseignement extrascolaire, d'éducation des adultes, de téléenseignement et d'enseignement pratique (paragraphe 3 point f), renforcement des réseaux de centres régionaux d'éducation et de formation pour lutter contre la désertification (paragraphe 4).

⁸²⁵ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, Comité économique et social européen et au Comité des régions du 28 janvier 2009 « Vers un accord global en matière de changement climatique à Copenhague » SEC(2009)101, SEC(2009)102, COM(2009)39 final

⁸²⁶ Commission européenne DG Développement « Changer le monde...localement : 25 succès de la coopération au développement à l'échelon locale » 2008, 63p – voir p44-45

⁸²⁷ Paragraphes 17 et 21 de la résolution du Parlement du 19 janvier 2012 sur le thème 'éviter le gaspillage des denrées alimentaires : stratégies pour une chaîne alimentaire plus efficace dans l'UE, JO C227E du 6 août 2013, p25-32 (191, 192 TFUE)

cadre des accords commerciaux internationaux⁸²⁸. De 2006 à 2010, trois actes basés sur 174 TCE proposent de recourir à des programmes éducatifs pour sensibiliser le public à l'environnement⁸²⁹. De 1992 à 2003, on dénombre 10 actes externes faisant référence à l'éducation. Ces derniers concernent, d'une part, la participation de la CE aux conventions internationales et se fondent, soit sur les articles 174 TCE et 300 TCE (ex 130R TCE et 228 TCE)⁸³⁰ soit sur une combinaison des articles 174 TCE, 133 TCE et 300 TCE⁸³¹, d'autre part, la participation des pays candidats aux programmes communautaires et reposent dans ce cas sur une combinaison de bases juridiques dont les articles 174 TCE et 149 TCE⁸³².

⁸²⁸ Paragraphe 12 de la résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur la responsabilité sociale des entreprises dans les accords commerciaux internationaux, JO C99E du 3 avril 2012, p101-111, op.cit.

⁸²⁹ Paragraphe 32 de la résolution du Parlement européen du 16 septembre 2009 sur les incendies de forêt de l'été 2009, JO C224Edu 19 août 2010, p1-7 (2, 6, 174 TCE) ; paragraphe 25 de la résolution du Parlement européen du 4 septembre 2008 sur l'évaluation à mi-parcours du plan d'action européen en matière d'environnement et de santé 2004-2010, JO C295E du 4 décembre 2009, p83-89 (152, 174 TCE) ; paragraphe 57 de la résolution du Parlement européen du 25 avril 2007 sur une stratégie thématique pour l'utilisation durable des ressources naturelles, JO C74E du 20 mars 2008, p660-669(2, 6, 174 TCE)

⁸³⁰ Proposition de décision du Conseil relative à l'approbation, au nom de la CE, du protocole de Kyoto à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'exécution conjointe des engagements qui en découlent, JO C75E du 26 mars 2002, p17-32 - annexe 'protocole de Kyoto' article 10 e) « les Parties...soutiennent par leur coopération et encourage au niveau international, en recourant, s'il y a lieu, aux organismes existants, la mise au point et l'exécution de programmes d'éducation et de formation » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté, du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, JO C332E du 27 novembre 2001, p222-237; proposition de décision du Conseil concernant l'adoption, au nom de la Communauté, des modifications aux annexes de la Convention sur la protection de l'environnement marin de la zone de la mer Baltique, JO C176 du 22 juin 1999, p15, paragraphe 3 'licence' « L'utilisation des produits phytopharmaceutiques à des fins commerciales est soumise à la délivrance d'une licence. Pour obtenir une licence, une éducation et une formation appropriées sur les méthodes de manipulation des produits phytopharmaceutiques les moins dangereuses pour la santé et l'environnement sont nécessaires. Les connaissances de l'utilisateurs en matière de manipulation et d'utilisation des produits sont régulièrement mis à jour » ; convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique—déclaration faite par la CE JO L83 du 19 mars 1998 p3-35, article 10 paragraphe 4 'éducation et sensibilisation du public' et article 19 paragraphe 3 renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté, de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification COM(97)410 final JO C299 du 30 septembre 1997 p1 - article 10 paragraphe 4 'éducation et sensibilisation du public' et article 19 paragraphe 3 renforcement des capacités, éducation et sensibilisation du public

⁸³¹ Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants COM(2001)237 – article 5 'mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant d'une production non intentionnelle...iv) des mesures visant à faire connaître les stratégies susmentionnées et à promouvoir l'éducation et la formation en la matière' et article 10 'information, sensibilisation et éducation du public' « f) la mise au point et l'échange de matériel d'éducation et de sensibilisation aux niveaux national et international » ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne du protocole de Carthagène sur la biosécurité COM(2000)182 – article 23 « 1. Les Parties : a) encouragent et facilitent la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine. Les Parties, pour ce faire, coopèrent, selon qu'il convient, avec les autres Etats et les organes internationaux. »

⁸³² Actes basés sur l'assemblage 13, 61, 95, 129, 137, 149, 150, 151, 152, 155, 157, 170, 174, 308, 300 TCE : proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, COM(2001)481, JO C304E du 30 octobre 2001, p342-345 ; proposition de décision du Conseil

378. L'analyse des actes basés sur l'article 192 TFUE permet de constater que 16 actes présentent une dimension éducative et externe. Ils concernent la prise en compte simultanée des secteurs, éducatif et environnemental, dans le cadre de la coopération de l'UE avec les pays tiers⁸³³ et de sa participation aux actions éducatives environnementales à l'échelle internationale⁸³⁴. Ils traitent également de la mise en place de programmes de formation⁸³⁵ et de campagnes d'éducation pour sensibiliser au développement durable⁸³⁶ et lutter contre le gaspillage alimentaire⁸³⁷ ou la pollution⁸³⁸. L'accord conclu le 2 octobre 2010 entre l'UE, l'Albanie et la Macédoine, concernant la protection et le développement durable de la zone du parc de Prespa, prévoit par exemple que les Parties « encouragent la sensibilisation du public et l'éducation à l'environnement en vue de trouver des solutions locales »⁸³⁹.

relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires, JO C304E du 30 octobre 2001 p338-341 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires COM(2001)481, JO C304E du 30 octobre 2001, p335-337

⁸³³ Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part, JO L204 du 31 juillet 2012, p20-130 (194, 192, 100, 218, 207, 209, 79, 91 TFUE) ; décision du Conseil du 10 juillet 2012 relative à la position à prendre par l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L198 du 25 juillet 2012, p1-3 (165, 218, 192 TFUE) ; paragraphe 13 de la résolution du Parlement européen du 17 février 2011 sur la mise en œuvre de la stratégie de l'Union pour la région du Danube (192 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L198 du 25 juillet 2012, p1-3 (165, 218, 192 TFUE) ; résolution du Parlement européen du 21 janvier 2010 sur une stratégie européenne pour la région du Danube, JO C305E du 11 novembre 2010, p14-18 (192, 265 TFUE)

⁸³⁴ Par exemple proposition de décision du Conseil concernant la conclusion du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique, COM(2012)577 (192, 218 TFUE) ; proposition de décision du Conseil concernant la position à adopter, au nom de l'UE, lors de la 32^{ème} réunion du Comité permanent de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, COM(2012)520 (192, 218 TFUE) ; article 15 de la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion, au nom de l'UE, du protocole à la convention sur la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée, COM(2010)30 du 19 février 2010

⁸³⁵ Article 2 f) du règlement UE n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2011 établissant un programme de soutien pour le développement d'une politique maritime intégrée, JO L321 du 5 décembre 2011, p1-10 (43, 91, 100, 173, 155 à 188, 192, 194, 195 TFUE)

⁸³⁶ Paragraphes 28, 41 et 95 de l'annexe de la décision n°1386/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relative à un programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020 « Bien vivre dans les limites de notre planète », op.cit. ; article 12 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat LIFE, COM(2011)874 (192, 294 TFUE)

⁸³⁷ Paragraphes 17 et 21 de la résolution du Parlement du 19 janvier 2012 sur le thème 'éviter le gaspillage des denrées alimentaires : stratégies pour une chaîne alimentaire plus efficace dans l'UE, op.cit.

⁸³⁸ Article 24 du protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol, JO L4 du 9 janvier 2013, p15-33 (192, 218 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relatif à l'adhésion de l'UE au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol, JO L4 du 9 janvier 2013, p15-33 (192, 218 TFUE)

⁸³⁹ Article 3 point 2 e) de l'Accord du 2 octobre 2010 sur la protection et le développement durable de la zone du parc de Prespa, JO L258 du 4 octobre 2011, p2-8 (192, 218 TFUE) ; proposition de décision du Conseil relative

379. Durant la période 2006-2010, 4 actes sur 15 basés sur 175 TCE, contiennent des mesures éducatives et présentent une dimension externe. Ils concernent la mise en place de structures d'éducation pour les enfants⁸⁴⁰ et de campagnes d'éducation pour promouvoir un label écologique de l'UE⁸⁴¹, pour sensibiliser les populations des pays touchés par le problème de la déforestation⁸⁴² et pour éduquer à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée⁸⁴³.

380. Sur la période 2003-2006, 43% des actes basés sur 175 TCE comprenant des mesures éducatives, présentent une dimension externe. Ils concernent la participation de la CE aux accords internationaux⁸⁴⁴, la conclusion d'accord relatifs à la participation des pays

à la conclusion de l'accord sur la protection de l'environnement et le développement durable du parc de Prespa, COM(2010)606 (192, 218 TFUE)

⁸⁴⁰ Paragraphe 3 de la résolution du Parlement européen du 21 mai 2008 sur le livre vert sur l'amélioration des pratiques de démantèlement des navires, JO C279E du 19 novembre 2009, p44-50 (2, 6, 175 TCE)

⁸⁴¹ Paragraphe 13 du règlement CE n°66/2010 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'UE, JO L27 du 30 janvier 2010, p1-19 (175, 251 TCE)

⁸⁴² Résolution législative du Parlement européen du 24 septembre 2008 sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la CE, de l'accord international sur les bois tropicaux JO C8E du 14 janvier 2010, p393-395 (133, 175 et 300 TCE)

⁸⁴³ Article 15 'sensibilisation, formation, éducation et recherche' du protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée JO L34 du 4 février 2009 p19-28

⁸⁴⁴ Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique Eurasie JO L345 du 8 décembre 2006 p26-72 (175 et 300 TCE) - article IV 'plan d'action et lignes directrices de conservation' « 1. ...Ce plan précise les actions que les parties doivent entreprendre à l'égard d'espèces et de questions prioritaires, ...sous les rubriques suivantes :...e) éducation et informations » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la CE de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie COM(2004)531 ; convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, déclaration, JO L209 du 31 juillet 2006 p3-29 (175 et 300 TCE), article 5 « Chaque partie prend au minimum les mesures ci-après pour réduire le volume total des rejets d'origine anthropique de chacune des substances chimiques inscrites à l'annexe C, dans le but de réduire leur volume au minimum et, si possible, de les éliminer à terme :...iv) des mesures visant à faire connaître les stratégies susmentionnées et à promouvoir l'éducation et la formation en la matière » et article 10 'information, sensibilisation et éducation du public' « 1. Chaque partie, dans la mesure de ses moyens, favorise et facilite : ...c) l'élaboration et l'application de programmes d'éducation et de sensibilisation, en particulier à l'intention des femmes, des enfants et des moins instruits, sur les polluants organiques persistants, ainsi que sur leurs effets sur la santé et l'environnement et sur les solutions de remplacement...e) la formation de travailleurs, de scientifiques, d'éducateurs et de personnel technique et de direction ; f) la mise au point et l'échange de matériels d'éducation et de sensibilisation aux niveaux national et international ; g) l'élaboration et l'exécution de programmes d'éducation et de formation aux niveaux national et international ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion, au nom de la CE, de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants COM(2003)331 ; décision n°2006/516/CE du Conseil du 27 juin 2006 concernant la conclusion, au nom de la CE, du protocole sur la protection des sols, du protocole sur l'énergie et du protocole sur le tourisme de la convention alpine, déclarations, JO L201 du 25 juillet 2006 p31-33 (175 TCE et 300 TCE) - paragraphe 19 « les Parties contractantes aux trois protocoles devraient s'engager à promouvoir l'éducation et la formation adéquates et à encourager la dissémination des informations au public, notamment en ce qui concerne les objectifs, les mesures de mise en œuvre de chacun de ces trois protocoles » ; convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, déclarations, JO L124 du 17 mai 2005, p4-20 (175 et 300 TCE) « Désireuses de promouvoir l'éducation écologique afin de faire mieux comprendre ce que sont l'environnement et le développement durable et d'encourager le grand public à être attentif aux décisions qui ont des incidences sur l'environnement et le développement durable et à participer à ces décisions », article 3 point 3 « chaque partie favorise l'éducation écologique du public... »

candidats⁸⁴⁵ ou de pays partenaires⁸⁴⁶ aux programmes communautaires incluant le programme en matière environnementale, et la mise en place de programmes finançant spécifiquement la réalisation d'objectifs environnementaux dans les pays en développement, tels que le programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie '*énergie intelligente –Europe*', prévoyant quatre domaines spécifiques d'action, dont le domaine 'Coopener' « qui concerne le soutien aux initiatives portant sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les pays en développement, notamment dans le cadre de la coopération entre la Communauté et des pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Pacifique »⁸⁴⁷. Dans le cadre de ces quatre domaines spécifiques, le financement communautaire au titre du programme concerne également les actions et projets portant sur « le développement des structures d'information, d'éducation et de formation »⁸⁴⁸.

381. De même, sur la période 1999 à 2003, on dénombre 30 actes sur 255, contenant des mesures éducatives, dont la moitié présente un volet externe. Il s'agit de programmes d'action communautaire, à savoir le programme communautaire pour l'environnement⁸⁴⁹ et le programme pour la promotion des ONG actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement⁸⁵⁰, de règlements communautaires concernant spécifiquement

⁸⁴⁵ Accords basés sur un assemblage de bases juridiques 13, 71, 80, 85, 127, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 157, 166, 175, 280, 308, 300 TCE : accord-cadre entre la CE et la Serbie-et-Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie-et-Monténégro aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p29-34 ; accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p16-21 ; accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005, p9-14 ; accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p2-3 ; protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine JO L192 du 22 juillet 2005 p23-29

⁸⁴⁶ Accord de coopération entre la Communauté et la Principauté d'Andorre JO L135 du 28 mai 2005, p14-18 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion, au nom de la CE, d'un accord de coopération avec la Principauté d'Andorre COM(2004)456

⁸⁴⁷ Article 3 paragraphe 1 d) de la décision n°1230/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 arrêtant un programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie '*Energie intelligente – Europe*' (2003-2006) JO L176 du 15 juillet 2003 p29-36 (175 TCE, 251 TCE)

⁸⁴⁸ Ibid., article 4 point 1d)

⁸⁴⁹ Décision 1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2002 établissant le 6^{ème} programme d'action communautaire pour l'environnement JO L242 du 10 septembre 2002 p1-15 (175 et 251 TCE), article 10 du programme « ...instaurer des passerelles entre les acteurs de l'environnement et d'autres acteurs dans les domaines de l'information, de la formation, de la recherche, de l'éducation et des politiques »; position commune n°3/2002 du 27 septembre 2001 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant le 6^{ème} programme d'action communautaire pour l'environnement JO C4 du 7 janvier 2002, p52-79

⁸⁵⁰ Décision n°466/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 1^{er} mars 2002 établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organisations non gouvernementales actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement, JO L75 du 16 mars 2002, p1-6 (175 et 251 TCE); position

les pays en développement⁸⁵¹ et enfin d'accord⁸⁵² ou d'actes d'adhésion de la CE aux protocoles aux conventions internationales environnementales⁸⁵³.

382. Sur la période 1992-1999, 12.1% des actes basés sur 130S TCE (ex 175 TCE) contiennent des mesures éducatives, dont 42.2% présentant une dimension externe. On distingue les conventions auxquelles la CE a adhéré⁸⁵⁴, les dispositions réglementaires

commune n°22/2002 du 6 décembre 2001 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des ONG actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement, JO C110E du 7 mai 2002 p27-36 (ouvert à la participation des ONG dans les Etats membres, dans les pays associés, à Chypre, malte ou en Turquie et dans les pays des Balkans) - article 5 relatif à l'aide accordée dans le cadre du présent programme précise que « l'éducation en matière d'environnement ainsi que la mise en œuvre et l'application de la législation communautaire dans le domaine de l'environnement sont également prioritaires »

⁸⁵¹ Règlement (CE) n°2494/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement JO L288 du 15 novembre 2000 p6-10 (175, 179 et 251 TCE), article 6 « 1. Le financement par la Communauté peut couvrir...des services d'éducation, de formation ou autres... » ; règlement (CE) n°2493/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement JO L288 du 15 novembre 2000 p1-5 (175 et 179 TCE), article 5 paragraphe 1 (même formule); proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement COM(2000)55 JO C274E du 26 septembre 2000 p1-11 ; proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et autres forêts dans les pays en développement COM(2000)54 final JO C248E du 29 août 2000 p97-107 ; position commune (CE) n° 14/2000 du 16 décembre 1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement JO C64 du 6 mars 2000 p55-62 ; position commune (CE) n° 13/2000 du 16 décembre 1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement JO C64 du 6 mars 2000 p47-54 ; proposition de règlement (CE) du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et autres forêts dans les pays en développement COM(1999)41, JO C87 du 29 mars 1999 p97 ; proposition de règlement (CE) du Conseil sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement COM(1999)36, JO C47 du 20 février 1999 p10

⁸⁵² Accord entre le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique et la CE concernant la coordination des programmes d'étiquetage relatifs à l'efficacité énergétique des équipements de bureau, échanges de notes diplomatiques, JO L172 du 26 juin 2001, p3-32

⁸⁵³ Article 23 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, déclaration de la CE, JO L201 du 31 juillet 2002, p50-65 (175 et 300 TCE), « 1. Les Parties a) encouragent et facilitent la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique » ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion au nom de la CE du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques COM(2002)127, JO C181E du 30 juillet 2002, p258-274 ; protocole de Kyoto à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, déclaration, JO L130 du 15 mai 2002, p4-20 (175, 300 TCE), article 10 e) ; amendement au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, JO L322 du 14 décembre 1999, p20-31 ; protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, JO L322 du 14 décembre 1999, p3-17

⁸⁵⁴ Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, déclaration de la CE relative à l'étendue de sa compétence, JO L326 du 3 décembre 1998, p6-33 (130S TCE et 228 TCE), annexe 2 « promotion de l'éducation et de la formation, organisation de colloques internationaux et promotion de la coopération en matière de recherche et de développement » ; convention des Nations Unies sur le droit de la mer Montego Bay,

relatives à la promotion de l'environnement dans le cadre de la coopération de la CE avec les PED, basées sur les articles 130S TCE et 130W TCE⁸⁵⁵, le programme communautaire de politique et d'action en matière d'environnement et de développement durable « Vers un développement durable »⁸⁵⁶ et le programme pluriannuel Alternier pour la promotion des sources d'énergies renouvelables dans la Communauté⁸⁵⁷.

JO L179 du 23 juin 1998, p3-134, article 202 « les Etats, agissant directement ou par l'intermédiaire des organisation internationales compétentes, doivent : a) promouvoir des programmes d'assistance aux Etats en développement dans les domaines de la sciences, de l'éducation...en vue de protéger et de préserver le milieu marin et de prévenir, réduire et maîtriser la pollution marine » ; convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord Est, JO L104 du 3 avril 1998, p2-21, appendice 1 « 6...l'éventail de mesures progressives énumérées ci-après sera au moins examiné : a) l'information et l'éducation du grand public et des utilisateurs sur les conséquences pour l'environnement, du choix de telle ou telle activité et du choix des produits, de leur utilisation et de leur élimination finale » ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion par la CE de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 et de l'accord du 28 juillet 1994 relatif à l'application de la partie XI de ladite convention COM(97)37; Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, déclaration de la CE au titre de l'article 25 paragraphe 4 de la convention JO L186 du 5 août 1995 p44-58, annexes II « 1...on devra prendre en considération la série de mesures suivantes selon la gradation indiquée : a) l'information et l'éducation du public et des utilisateurs en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement du choix d'activités et de produits particuliers, et, pour ces derniers, de leur utilisation et de leur élimination finale » ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion au nom de la Communauté de la convention sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord Est COM(94)660, JOC172 du 7 juillet 1995 p1; convention sur la protection de l'environnement marin de la zone de la mer Baltique JOL73 du 16 mars 1994 p20-45, annexe II, règle 2 'meilleures pratiques du point de vue de l'environnement'; convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, déclarations JO L33 du 7 février 1994, p13-28, article 4 « Les Parties i) encouragent et soutiennent par leur coopération l'éducation, la formation et la sensibilisation du public dans le domaine des changements climatiques »

⁸⁵⁵ Proposition de règlement (CE) du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et autres forêts dans les pays en développement COM(99)41, JO C87 du 29 mars 1999 p97, article 6 « 1. Le financement communautaire peut couvrir...des services d'éducation, de formation...toutefois à l'exception des programmes de formation, d'éducation et de recherche, ces dépenses ne peuvent ...être couvertes que pour la phase de lancement et leur couverture décroît graduellement » ; proposition de règlement (CE) du Conseil sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement COM(99)36, JO C47 du 20 février 1999, p10

⁸⁵⁶ Décision n°2179/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 1998 concernant le réexamen du programme communautaire de politique et d'action en matière d'environnement et de développement durable « Vers un développement soutenable » (130S et 189B) JO L275 du 10 octobre 1998, p1-13, article 5 'sensibilisation' point c) « encourager l'éducation et la formation en matière d'environnement à tous les niveaux pertinents afin notamment de contribuer à un changement du comportement individuel selon des modèles plus compatibles avec le principes de développement durable » et article 6 'coopération internationale' ; règlement (CE) 722/97 relatif à des actions réalisées dans les pays en développement dans le domaine de l'environnement dans le contexte du développement durable JO L108 du 25 avril 1997 p1-5, article 4 « 1. Les moyens pouvant être mis en œuvre comprennent notamment...de l'éducation et de la formation » - ce programme précise que « 1. La Communauté apporte son aide financière et ses compétences techniques aux actions menées dans les pays en développement permettant plus facilement à la population de ces pays d'intégrer dans leur vie quotidienne la protection de l'environnement et les concepts de développement durable. 2. L'assistance fournie au titre du présent règlement complète et renforce l'assistance fournie au titre d'autres instruments de la coopération au développement en vue de tenir pleinement compte des considérations environnementales dans les programmes communautaires. » ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à des actions réalisées dans les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement dans le contexte du développement durable JO C152 du 27 mai 1996 p48, article 2 paragraphe 2 premier tiret a été modifié après vote du PE qui ajoute une référence à l'éducation « actions pilotes sur le terrain, y compris échanges d'informations, susceptibles de contribuer au développement durable, à l'éveil de la conscience écologique, à l'éducation, à l'environnement ainsi qu'à la gestion durable des ressources naturelles »

Section 3/ L'éducation dans le cadre de la politique de la recherche

383. La politique de l'UE en matière de recherche et de développement technologique, prévue aux articles 179 à 190 TFUE (ex 163 TCE à 173 TCE) a pour but de « renforcer ses bases scientifiques et technologiques, par la réalisation d'un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et les technologies circulent librement, et de favoriser le développement de sa compétitivité, y compris celle de son industrie »⁸⁵⁸. Les objectifs de l'article 163 TCE⁸⁵⁹, réaffirmés par l'article 179 TFUE⁸⁶⁰, font partie intégrante de la Stratégie de Lisbonne visant notamment à acquérir une meilleure maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour en favoriser le développement de haute qualité. Dans ce cadre la CE a soutenu les projets visant à renforcer la qualité et la coopération des centres de recherche et des universités⁸⁶¹, notamment en diffusant et en valorisant les résultats de la recherche, en déterminant des normes communes et en favorisant l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux entravant cette

(amendement 18). Il en de même pour l'article 4 paragraphe 2 qui ne prévoyait, avant la modification, qu'une exception pour les programmes de formation concernant le maintien de la couverture de financement. Après modification, l'article 4 prévoit que « ...à l'exception des programmes de formation et d'éducation, les dépenses de fonctionnement ne peuvent en général être couvertes que pour leur phase de lancement et de manière décroissante... »

⁸⁵⁷ Décision 98/352/CE du Conseil du 18 mai 1998 concernant un programme pluriannuel pour la promotion des sources d'énergies renouvelables dans la Communauté Alterner II (130S et 189C) JO L159 du 3 juin 1998 p53-57, article 2 « les actions et les mesures suivantes en matière de sources d'énergie renouvelables sont financées dans le cadre du programme :...c) mesures visant à développer les structures de l'information, de l'éducation et de la formation... », selon l'article 7 le programme est ouvert à la participation des « pays d'Europe centrale et orientale associés... à Chypre...aux pays de l'AELE »

⁸⁵⁸ Article 179 TFUE paragraphe 1

⁸⁵⁹ Article 163 paragraphe 1 TCE « La Communauté a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de la Communauté et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres du présent traité. »

⁸⁶⁰ Article 179 TFUE « 1. L'Union a pour objectif de renforcer ses bases scientifiques et technologiques, par la réalisation d'un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et les technologies circulent librement, et de favoriser le développement de sa compétitivité, y compris celle de son industrie, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres des traités. 2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de l'Union les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux chercheurs de coopérer librement au-delà des frontières et aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.3. Toutes les actions de l'Union au titre des traités, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément aux dispositions du présent titre. »

⁸⁶¹ Article 163 paragraphe 2 TCE « À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de la Communauté les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération. »

coopération. Cette politique a été mise en œuvre, d'une part, dans le cadre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration, favorisant la coopération entre les entreprises, les centres de recherche et les universités ainsi que la mobilité des chercheurs⁸⁶², d'autre part, par le développement de la coopération « avec les pays tiers et les organisations internationales »⁸⁶³.

384. Le volet externe de la politique de la recherche comprend deux catégories d'actes, ceux contribuant au rayonnement international de l'Espace européen de la Recherche (EER) (Paragraphe 1), et ceux basés sur le développement de la coopération internationale de la CE avec les pays tiers ou les organisations internationales en matière de recherche (Paragraphe 2). Dans les deux cas, des actions éducatives sont observables en matière de recherche, dans la mesure où l'ouverture de l'EER sur le monde a nécessité une amélioration significative de l'éducation des chercheurs et une implication croissante des organismes d'enseignement supérieur dans la mise en place de partenariats internationaux favorisant la mobilité des chercheurs et l'échange de bonnes pratiques, conformément aux initiatives impulsées par la CE dans le cadre de sa coopération avec les pays tiers et les OI.

Paragraphe 1 / L'éducation dans la construction et le rayonnement international de l'EER

385. Bien que peu d'actes, fondés sur les bases juridiques de la compétence en matière de recherche fassent explicitement référence à l'éducation⁸⁶⁴, la politique de la recherche est

⁸⁶² Article 164 TCE a) et d) devenu 180 TFUE – article 180 TFUE « Dans la poursuite de ces objectifs, l'Union mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les États membres: a) mise en œuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités; b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union avec les pays tiers et les organisations internationales; c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union; d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de l'Union. »

⁸⁶³ Article 164 b)

⁸⁶⁴ L'article 163 TCE déterminant les objectifs et le champ de compétence de la CE en matière de politique de la recherche, n'est pas une base juridique très usitée – Selon le site Eur lex aucun document n'est fondé sur ce fondement juridique pour les périodes 1999-2003 et 2003-2006, de même concernant l'article 130 F. De 2006 à 2010, 2 documents sont fondés sur l'article 163 TCE, relatifs à la recherche en matière de lutte contre le cancer, mais ils ne contiennent cependant pas de volet éducatif. Depuis 2010, 5 actes sont basés sur l'article 179 TFUE dont 3 ayant une composante éducative. Ils font référence à l'éducation inclusive (paragraphe 2 de la résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur une Union de l'innovation: transformer l'Europe pour le monde de l'après-crise (2010/2245(INI)), JO C 377E du 7 décembre 2012, p108–128), à la mise en place de campagnes d'éducation (paragraphe 6 de la position et engagement de l'Union européenne dans la perspective de la réunion de haut niveau des Nations unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles ; Résolution du Parlement européen du 15 septembre 2011 sur la position et l'engagement de l'Union européenne avant la réunion de haut niveau des Nations unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles JO C 51E du 22 février 2013, p 130–137) et au triangle éducation, innovation, recherche (avis de la Cour des comptes n° 6/2012 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil définissant les règles de

fortement liée à la politique communautaire éducative. La Stratégie de Lisbonne visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive repose en effet sur la mise en place d'un espace européen d'enseignement et de recherche (EER)⁸⁶⁵ de renommée mondiale. Cet

participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats, JO C 318 du 20 octobre 2012, p 1–11 / Il en est de même de l'article 164 TCE (ex article 130G) énumérant les moyens de mise en œuvre de la politique communautaire de la recherche, ne servant pas de fondement juridique à des actes présentant un volet éducatif, à l'exception d'un seul acte, à savoir la résolution sur le livre vert de la Commission 'Education, formation, recherche : les obstacles à la mobilité transnationale (COM(96)462 du 14 mai 1997 JO C 167 du 2 juin 1997 p94 basée sur 130G). Un seul acte est basé sur 180 TFUE depuis 2010, à savoir l'avis de la Cour des comptes 6/2012 (op.cit.) /L'article 181 TFUE (ex 165 TCE) concernant la compétence partagée de l'UE et des Etats membres en matière de recherche, est également une base juridique peu employée, notamment pour des actes présentant une dimension éducative. Depuis 2010, 2 actes sur 10 ayant ce fondement juridique font référence à l'éducation, à savoir l'avis de la Cour des comptes 6/2012 (op.cit.) et la recommandation de la Commission du 27 octobre 2011 sur l'initiative de programmation conjointe 'le défi microbien : une nouvelle menace pour la santé humaine' (JO C315 du 28 octobre 2011, p1-3). De 2006 à 2010, un seul acte sur 4 actes fondés sur 165 TCE contient une référence éducative. Il s'agit de la proposition de recommandation du Conseil concernant des mesures de lutte contre les maladies neuro-dégénératives mentionnant la participation du ministre de l'éducation au processus (COM(2009)379). Sur la période 2003-2006, aucun acte ne contient le terme éducation. La recommandation de la Commission du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs (JO L075 du 22 mars 2005 p67-77) peut tout de même être citée dans la mesure où elle engage les organismes d'enseignement supérieur. Il en est de même de la recommandation de la Commission du 10 avril 2008 concernant la gestion de la propriété intellectuelle dans les activités de transfert de connaissances et un code de bonnes pratiques destiné aux universités et aux autres organismes de recherche publics, JO L146 du 5 juin 2008 p19-24 (165 TCE), point 2 « Des efforts sont nécessaires pour mieux convertir la connaissance en avantages socio économiques. Il convient donc que les organismes de recherche publics diffusent et exploitent plus efficacement les résultats de la recherche financée par des fonds publics, en vue de les valoriser par l'élaboration de nouveaux produits et services. Les moyens de réaliser cet objectifs sont notamment les collaborations entre universités et entreprises, la recherche collaborative ou sous contrat menée ou financée conjointement avec le secteur privé, l'octroi des licences et l'essaimage d'entreprises ». L'article 182 TFUE (ex166 TCE), relatif au programme cadre de recherche, est la base juridique la plus utilisée comme fondement à des actes de recherche présentant un volet éducatif. Plus d'un tiers des actes fondés sur 166 TCE contiennent une référence éducative et depuis 2010, 5 actes basés sur 182 TFUE sur 6 ont une dimension éducative. L'article 186 TFUE (ex 170 TCE) concernant spécifiquement le volet externe de la politique de la recherche contient peu d'actes présentant une dimension éducative. Depuis 2010, 1 seul acte sur 18 comprend un volet éducatif.

⁸⁶⁵ L'espace européen d'enseignement est donc imbriqué à l'espace européen de la recherche. Concernant l'EER, la Stratégie de Lisbonne soutient le processus intergouvernemental de Bologne et a notamment pour objectif la création progressive d'un 'espace européen de la recherche'. Dans la mise en œuvre de l'Espace d'enseignement et de recherche (EER), les programmes et priorités doivent être coordonnés que ce soit au niveau de la programmation, de la mise en œuvre voir de l'évaluation conjointes d'investissements dans la recherche publique « dans des domaines où les capacités des pays agissant seuls sont insuffisantes » (paragraphe 5 du Livre vert « L'espace européen de la recherche : nouvelles perspectives » SEC(2007)412, COM(2007)161 du 4 avril 2007. Conformément au principe de subsidiarité, les institutions sont donc amenées à assurer la détermination de priorités communes. De ce fait, la contribution de la CE à la création d'une société et d'une économie de la connaissance, fondée sur l'article 163 TCE, est conforme au principe de subsidiarité et de proportionnalité, dans la mesure où les institutions constatent que cet objectif ne peut être réalisé de manière suffisante par les Etats membres mais peut être mieux réalisé au niveau communautaire. Elle n'excède pas ce qui est nécessaire (voir en ce sens paragraphe 35 de la position commune (CE) 27/2006 du 25 septembre 2006, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil relative au 7^{ème} programme cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) (JO C301 E du 12 décembre 2006, p1-50), ce qui ne limite pas cependant la mise en œuvre de grands moyens notamment par l'institutionnalisation de la politique de la recherche. En effet, afin de renforcer l'objectif de l'EER, le 7^{ème} programme cadre communautaire pour la recherche prévoit la création d'un Conseil européen de la recherche (CER), assisté à partir de 2008 par une agence exécutive. L'Institut européen de technologie (IET), opérationnel en 2009, a pour mission de « combler l'écart existant en matière d'innovation entre l'Union européenne et ses principaux concurrents, par des activités stratégiques de recherche et d'éducation » (Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, CESE et au CdR « Stratégie politique annuelle pour 2008 »

espace n'est réalisable que par la conjonction de trois domaines incontournables, à savoir l'éducation, la recherche et l'innovation. Un lien étroit s'est donc tissé entre ces trois secteurs formant le 'triangle de la connaissance'⁸⁶⁶ qui ne peut fonctionner que si l'Europe renforce « son aptitude à produire des connaissances par la recherche, à les diffuser par l'éducation et à les appliquer grâce à l'innovation »⁸⁶⁷. Le processus de Bologne visant à mettre en place un espace européen d'enseignement supérieur (EEES) prend ainsi en considération dès l'origine la mise en place de l'EER⁸⁶⁸, et bien que des progrès restent à faire dans l'imbrication de l'EEES et de l'EER, le lien étroit entre les secteurs de l'éducation et de la recherche constitue « le trait distinctif »⁸⁶⁹ et la marque d'excellence de l'enseignement supérieur européen.

386. De même la politique de la recherche prend réciproquement en compte les objectifs de la politique éducative, comme l'illustre l'actuelle stratégie 'Europe 2020' dans le cadre de laquelle les travaux de recherche visent notamment à « promouvoir des sociétés européennes assurant l'insertion de tous, innovantes et sûres dans un contexte de transformations sans précédent et d'interdépendances mondiales croissantes »⁸⁷⁰, et ce en mettant par exemple au point des outils « en vue de mieux évaluer les incidences contextuelles et mutuelles de ces évolutions et de ces options stratégiques dans des domaines tels que ...l'éducation »⁸⁷¹.

(COM (2007)0065 du 21 février 2007). Dès 2008 un comité directeur est constitué et les premières 'communautés de la connaissance et de l'innovation' (CCI) sélectionnées.

⁸⁶⁶ Le triangle de la connaissance est par ailleurs reconnu au-delà du champ d'action communautaire comme l'illustrent les décisions Euratom qui constatent la nécessité en matière nucléaire de lier les activités d'éducation, de recherche et de formation - En ce sens, décision 2006/970/Euratom du conseil du 18 décembre 2006 relative au 7^{ème} programme de la CE de l'énergie atomique (Euratom) pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011) JO L400 du 30 décembre 2006, JO L054 du 22 février 2007 p21-29

⁸⁶⁷ Communication de la Commission 'Bâtir l'EER de la connaissance au service de la croissance' COM (2005)118 du 6 avril 2005 – « faire fonctionner le triangle de la connaissance formé par l'éducation, la recherche et l'innovation...pour être une économie de la connaissance véritablement compétitive, l'Europe doit renforcer son aptitude à produire des connaissances par la recherche, à les diffuser par l'éducation et à les appliquer grâce à l'innovation »

⁸⁶⁸ Voir en ce sens paragraphe 5 de la résolution du Parlement européen du 23 septembre 2008 sur le processus de Bologne et la mobilité des étudiants JO C8E du 14 janvier 2010 p18-21 (149, 150 TCE) - le Parlement européen précise « dans la mise en œuvre du processus de Bologne, qu'une attention particulière devrait être accordée à une coopération et une coordination étroites et approfondies avec l'EER »

⁸⁶⁹ Voir en ce sens paragraphes 4 et 35 de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne (2011/2180(INI)), JO C 251E du 3 août 2013, p 24-33 – le Parlement « insiste sur le fait que le processus de Bologne et l'EEES jouent un rôle-clé dans la Stratégie Europe 2020 et rappelle le rôle fondamental joué par l'association de l'enseignement et de la recherche, comme trait distinctif de l'enseignement supérieur européen » et « estime qu'une meilleure coopération entre l'EEES et l'Espace européen de la recherche pourrait permettre à l'Europe d'augmenter ses capacités d'innovation et de développement; »

⁸⁷⁰ Annexe II 'indicateurs de performances', 'objectifs spécifiques d'Horizon 2020' et indicateurs à la proposition de décision du Conseil établissant le programme spécifique d'exécution du programme cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » COM(2011)811 final, 2011/042(CNS) du 30 novembre 2011 (182 TFUE (ex 166 TCE))

⁸⁷¹ Paragraphe 6.1.1 'promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive' de la proposition de décision du Conseil établissant le programme spécifique d'exécution du programme cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » COM(2011)811 final, op.cit.

Partant du constat que « la recherche, l'innovation et l'éducation devraient être abordées de façon plus coordonnée »⁸⁷², le programme-cadre pour la recherche et l'innovation 'Horizon 2020' (2014-2020) prévoit ainsi des actions spécifiques dans le secteur de l'éducation⁸⁷³. Les actes de l'UE adoptés en matière de politique de la recherche ont ainsi régulièrement confirmé l'importance du lien étroit établi entre les secteurs éducatif et de la recherche (A) et fréquemment inséré des mesures éducatives lorsqu'ils concernaient la participation des pays tiers et de leurs chercheurs à l'EEER (B).

A/ La prise en compte de l'action éducative de l'UE en matière de recherche

387. Les actes en matière de recherche font fréquemment référence à la nécessité de prendre en considération l'action éducative de l'UE dans le cadre des stratégies en matière de recherche, ce qui s'explique, d'une part, par la transversalité consacrée de la politique de la recherche (1), d'autre part, par le lien établi entre ces deux politiques, visant toutes deux à atteindre l'objectif global de Lisbonne, comme le démontre la prise en compte des objectifs éducatifs dans le cadre des programmes de recherche (2).

1. L'impact de la transversalité de la politique de la recherche dans le secteur éducatif

388. Selon l'article 179 TFUE, reprenant les dispositions de l'article 163 TCE, l'UE est compétente pour « promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres du présent traité ». La politique de la recherche se caractérise donc par sa transversalité, ce qui a permis de renforcer le lien entre la politique de la recherche et la politique de l'éducation, elle-même transversale par nature. La Commission européenne a eu l'occasion de préciser en ce sens que la politique de la recherche européenne doit soutenir le progrès et la diffusion des connaissances⁸⁷⁴, c'est-à-dire qu'elle participe directement à la réalisation des objectifs définis à l'article 165 alinéa 1^{er} TFUE. Après analyse, il s'avère que 32% des actes communautaires basés sur l'article 149 TCE contiennent des dispositions relatives à la recherche⁸⁷⁵ et en l'état actuel 38.8% des actes fondés sur l'article 165 TFUE⁸⁷⁶.

⁸⁷² Ibid., paragraphe 1.5.3 'leçons tirées d'expériences similaires' in paragraphe 1.5 'justification de la proposition'

⁸⁷³ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020), COM(2011)809 du 30 novembre 2011 (173, 182, 294 TFUE) « 20) Pour consolider les liens entre la science et la société et accroître la confiance du public vis-à-vis de la science « Horizon 2020 » devrait favoriser l'implication éclairée des citoyens et de la société civile dans les questions liées à la recherche et à l'innovation en promouvant l'éducation scientifique, en démocratisant l'accès aux connaissances scientifiques »

⁸⁷⁴ Document de travail des services de la Commission SEC (2007)412 paragraphe 3.3.1

⁸⁷⁵ Sur 325 actes répertoriés sur Eur lex fondés sur 126 TCE puis 149 TCE, 104 contiennent une référence à la recherche, soit 32% des actes -Sous l'application de l'article 126 TCE, 21 actes sur 84 font référence à la

Ces actes font généralement référence au triangle de la connaissance⁸⁷⁷ et à l'action ciblée de l'éducation et de la recherche comme par exemple en matière sportive ou de jeunesse⁸⁷⁸.

recherche. Durant la période 2000-2003, 19 actes sur les 95 basés sur 149 TCE contiennent une référence à la recherche et de 2003 à 2010, 64 actes sur 146 basés sur 149 TCE mentionnent la recherche communautaire.

⁸⁷⁶ Sur 67 actes basés sur 165 TFUE depuis 2010, 26 actes font référence à la recherche, soit 38.8%, à savoir : règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant 'Erasmus+', op.cit. ; résolution du Parlement européen du 11 septembre 2012 'Education, formation et Europe 2020', JO C353E du 3 décembre 2013, p56-63 ; résolution du Parlement européen du 24 mai 2020 sur l'initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes, JO C264E du 13 septembre 2013, p69-74 ; résolution du Parlement européen du 20 avril 2020 sur la modernisation des systèmes d'enseignement supérieur en Europe, JO C258E du 7 septembre 2013, p55-64 ; conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 27 novembre 2012 sur la participation et l'inclusion sociale des jeunes en particulier des jeunes issus de l'immigration, JO C393 du 19 décembre 2012, p15-19 ; résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur l'apprentissage au cours de la petite enfance au sein de l'UE, JO C377E du 7 décembre 2012, p89-95 ; résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne (2011/2180(INI)), JO C251E du 31 août 2013, p24-33; proposition de recommandation du Conseil sur la promotion transversale de l'activité physique bienfaitante pour la santé, COM(2013)603; document de travail des services de la Commission résumé de l'analyse d'impact accompagnant le document: proposition de recommandation du Conseil sur la promotion transversale de l'activité physique bienfaitante pour la santé, SWD(2013)312; résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur la dimension européenne du sport (2011/2087(INI)), JO C239E du 20 août 2013, p46-60 ; conclusions du Conseil sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur, JO C168 du 14 juin 2013, p2-4 ; recommandation du Conseil du 20 décembre 2012 relative à la validation de l'apprentissage non formel et informel, JO C398 du 22 décembre 2012, p1-5; résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels pour appuyer la stratégie Europe 2020 (2010/2234(INI)), JO C380E du 11 décembre 2012, p67-81; résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur "Jeunesse en mouvement: un cadre destiné à améliorer les systèmes d'éducation et de formation en Europe" (2010/2307(INI)), JO C377E du 7 décembre 2012, p77-89; avis du Comité économique et social européen sur la communication de la Commission «Développer la dimension européenne du sport», COM(2011)12 final, JO C24 du 28 janvier 2012, p 106-110; conclusions du Conseil sur la dimension orientale de la participation et de la mobilité des jeunes, JO C372 du 20 décembre 2011, p10-14; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous» le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, COM(2011)788 final, 2011/0371(COD); recommandation du Conseil du 28 juin 2011 'Jeunesse en mouvement : promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'éducation et de formation', JO C199 du 7 juillet 2011, p 1-5; recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), JO C191 du 1 juillet 2011, p 1-6 ; résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la promotion de formes nouvelles et concrètes de participation de tous les jeunes à la vie démocratique en Europe, JO C169 du 9 juin 2011, p 1-5; résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur le dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités en Europe (2009/2099(INI)), JO C161E du 31 mai 2011, p95-103; résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur «Une stratégie de l'Union européenne pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser», (2009/2159(INI)), JO C161E du 31 mai 2011, p21-31; résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clés dans un monde en mutation: mise en œuvre du programme de travail «Éducation et formation 2010 » (2010/2013(INI)), JO C161E du 31 mai 2011, p -15; proposition de recommandation du Conseil concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire, COM(2011)19; communication de la Commission 'Développer la dimension européenne du sport, COM(2011)12 final; proposition de recommandation du Conseil 'Jeunesse en mouvement : promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage', COM(2010)478 final (août 2013)

⁸⁷⁷ Voir par exemple résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne, op.cit. ; paragraphe 3 de l'avis du Comité des régions sur le « dialogue université-entreprise » JO C41 du 29 mai 2010, p27-30 - Le Comité « reconnaît l'importance du triangle de la connaissance, symbole de l'interaction entre la recherche, l'éducation et l'innovation » ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation COM(2008)159 ; décision n°350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009) JO L348 du 24 décembre 2008 p115-117

⁸⁷⁸ Par exemple résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur la dimension européenne du sport, op.cit.

Certains actes démontrent par leur intitulé l'intrication naturelle de ces deux secteurs tels que le livre vert 'Education, formation, recherche : lever les obstacles à la mobilité transnationale'⁸⁷⁹ ou le livre blanc 'Education, formation, recherche : enseigner et apprendre - vers la société cognitive'⁸⁸⁰. Ce lien sectoriel entre éducation et recherche se traduit également par la participation des acteurs de la recherche aux programmes éducatifs de l'UE, notamment ceux présentant un volet externe, tels que le programme Erasmus+⁸⁸¹, le programme Erasmus Mundus⁸⁸², le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie⁸⁸³, le programme Socrates⁸⁸⁴, ainsi que par la recherche de cohérence entre les programmes communautaires⁸⁸⁵.

⁸⁷⁹ Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 relative à la mobilité dans la CE des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs JO L215 du 9 août 2001 p30-37; position commune (CE) n°7/2001 du 19 janvier 2001 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la CE, des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs JO C70 du 2 mars 2001, p1-11; proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la CE des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs COM(2000)723; avis du Comité des régions sur la proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la CE des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs JO n°C317 du 6 novembre 2000 p53-55; avis du Comité économique et social sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la CE des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs JO C168 du 16 juin 2000, p25-29; décision n°1031/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 avril 2000 établissant le programme d'action communautaire 'Jeunesse' JO L117 du 18 mai 2000 p1-10; avis du Comité des régions sur la proposition de décision du Conseil établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle Leonardo da Vinci CdR 226/98 JO C51 du 22 février 1999, p77

⁸⁸⁰ Décision n°1934/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant l'année européenne des langues 2001, JO L232 du 14 septembre 2000, p1-5

⁸⁸¹ Article 5 f) du règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant 'Erasmus+', op.cit., « promouvoir dans le monde entier l'excellence des activités d'enseignement et de recherche en matière d'intégration européenne, à travers les activités Jean Monnet visées à l'article 10. »

⁸⁸² Décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013, destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers JO L340 du 19 décembre 2008 p83-98 – L'article 5 point h) relatif à l'accès aux programmes prévoit la participation des centres de recherche. L'article 6 c) est relatif à la recherche de synergies entre les politiques communautaires et à l'établissement d'actions communes avec d'autres programmes et actions communautaires dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'article 11 paragraphe 1 concerne la recherche de cohérence et de complémentarité entre le programme et d'autres politiques, instruments et actions communautaires pertinents tels que le 7^{ème} programme cadre de recherche.

⁸⁸³ Décision n°1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO L327 du 24 novembre 2006, p45-68, article 4 point i) accès au programme aux centres de recherche, article 13 paragraphe 1 relatif à la cohérence et la complémentarité du programme avec d'autres politiques notamment la recherche et le développement

⁸⁸⁴ Décision n°253/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 janvier 2000 établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation Socrates JO L28 du 3 février 2000, p1-15 - article 4 paragraphe 2 prévoit l'accès au programme des centres et organismes de recherche, article 6 actions conjointes et programmes connexes; décision n°819/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 1995 établissant le programme d'action communautaire Socrates JO L87 du 20 avril 1995 p10-24, article 6 paragraphe 2 « coordination des activités entre le présent programme et le quatrième programme cadre de la CE pour des activités de recherche »

⁸⁸⁵ Par exemple décision n°1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant le programme Jeunesse en action pour la période 2007-2013, JO L327 du 24 novembre 2006, p30-44 – article 11

389. Cependant, à la différence de la formation professionnelle, la base juridique communautaire relative à la recherche a rarement été assemblée à celle de l'éducation pour fonder un seul et même document⁸⁸⁶, ce qui signifie que le degré d'intrication des objectifs des politiques d'éducation et de la recherche est tout de même moins fort qu'entre les politiques de l'éducation et de la formation professionnelle. Le TFUE place d'ailleurs l'éducation et la formation professionnelle dans la même catégorie de domaines relevant de la compétence d'appui de l'UE alors que la recherche relève des domaines pour lesquels l'UE dispose d'une compétence partagée spécifique⁸⁸⁷.

2. La prise en compte de l'éducation dans les programmes-cadres de recherche

390. La plupart des programmes-cadre de recherche⁸⁸⁸ de l'UE font référence à l'éducation, tels que le programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » qui prévoit de

« 1. La Commission assure l'articulation entre le programme et d'autres domaines et actions communautaires, en particulier l'éducation...la recherche... »

⁸⁸⁶ Accord-cadre entre la CE et la Serbie-et-Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p29-34 (13, 71, 80, 95, 127, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 157, 166, 175, 280, 308 et 300 TCE)-l'accord fait notamment référence au 6^{ème} programme cadre de recherche et au programme Erasmus Mundus ; protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine JO L192 du 22 juillet 2005 p23-29, le protocole fait notamment référence au 6^{ème} programme cadre de recherche et au programme Erasmus Mundus ; accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p16-21; accord-cadre entre la CE et la Bosnie Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p9-14; accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p2-3; décision n°786/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 (adaptation des montants de références pour tenir compte de l'élargissement de l'UE JO L138 du 30 avril 2004, p7-11 (129, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 156, 166, 175, 285, 251 TCE) ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires COM(2001)481 JO C340E du 30 octobre 2001 p342-345 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires COM(2001)481 JO C340E du 30 octobre 2001 p342-345

⁸⁸⁷ Comme la politique de développement, la politique de la recherche se distingue dans le TFUE des autres domaines de compétence partagée énumérés par l'article 4 du TFUE qui lui consacre un alinéa spécifique afin de préserver l'action des Etats membres. En ce sens, l'UE et les Etats membres disposent d'une forme de compétence parallèle puisque chacun peut agir à son niveau dans un même domaine. La compétence de l'UE n'empêche pas « les Etats d'exercer la leur ». Cette distinction était nécessaire du fait de la définition particulière des 'compétences partagées' dans le TFUE, précisant dans un article 2 alinéa 2 qu'elle permet à l'UE et aux Etats membres de « légiférer et adopter des actes juridiquement contraignant dans ce domaine » sachant que « les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer ». La compétence partagée à comme nous l'avons vu 'des teintes de compétences concurrentes' sauf dans le domaine de la recherche et celui du développement que l'article 4 TFUE prend soin de distinguer des autres domaines de compétence partagée.

⁸⁸⁸ Afin d'assurer la cohérence de l'ensemble des actions communautaires de recherche, ces dernières sont insérées à un programme cadre pluriannuel prévu à l'article 166 TCE, fixant les objectifs scientifiques et technologiques ainsi que le montant global et les modalités de la participation financière de la Communauté au programme cadre, et indiquant les grandes lignes d'action.

promouvoir « l'éducation scientifique »⁸⁸⁹ et la diffusion internationale des connaissances générées par les activités soutenues. L'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) joue dans ce cadre « un rôle majeur en réunissant l'éducation, l'innovation et la recherche d'excellence et en assurant ainsi l'intégration du triangle de la connaissance »⁸⁹⁰. Selon le règlement UE n°1291/2013 « les communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) relevant de l'EIT devraient contribuer de manière décisive à réaliser les objectifs d'Horizon 2020, et notamment à relever les défis de société, en particulier en intégrant la recherche, l'innovation et l'enseignement. L'EIT devrait encourager l'entrepreneuriat dans le cadre de ses activités dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Plus particulièrement, il devrait promouvoir l'excellence dans l'éducation à l'esprit d'entreprise et soutenir la création de jeunes entreprises (start-ups) et d'entreprises issues de l'essaimage (spin-offs) »⁸⁹¹.

391. De même, le quatrième programme-cadre de la Communauté pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration⁸⁹², précisait que « l'objectif des activités communautaires de recherche dans ce domaine doit être de soutenir les efforts des Etats membres visant à développer les liens entre la recherche, l'éducation et la formation et à améliorer leur système d'éducation et de formation par la diffusion de bonnes pratiques »⁸⁹³, dans la mesure où « le rythme des mutations affectant les connaissances économiques, sociales, scientifiques et technologiques et les métiers et celui des changements

⁸⁸⁹ Décision du Conseil 2013/743/UE du 3 décembre 2013 établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020) et abrogeant les décisions 2006/971/CE, 2006/972/CE, 2006/973/CE, 2006/974/CE et 2006/975/CE Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE, JO L 347 du 20 décembre 2013, p 965–1041 (182 TFUE) « B. Science et société - Les activités d'Horizon 2020 favorisant l'intérêt éclairé des citoyens et de la société civile pour la recherche et l'innovation et favorisant un dialogue avec ceux-ci en la matière permettront d'approfondir les liens et les interactions entre la science et la société ainsi que la promotion d'activités de recherche et d'innovation responsables et d'une éducation, d'une communication et d'une culture scientifiques et de renforcer la confiance du public vis-à-vis de la science et de l'innovation. »

⁸⁹⁰ Extrait de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 », COM(2011)809 du 30 novembre 2011, p21 ; extrait de la décision du Conseil 2013/743, op.cit. « Les actions Marie Skłodowska-Curie seront développées en synergie étroite avec d'autres programmes apportant un soutien aux objectifs généraux visés ici, notamment le programme "Erasmus +" et les communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) de l'EIT ».

⁸⁹¹ Règlement (UE) n° 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation 'Horizon 2020' (2014-2020) et abrogeant la décision n°1982/2006/CE (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), JO L347 du 20 décembre 2013, p104-173 (182, 173, 294 TFUE)

⁸⁹² Décision n°1110/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 avril 1994 relative au quatrième programme cadre de la Communauté pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (1994-1998) JO L126 du 18 mai 1994 p1-33 (130 I et 189B)

⁸⁹³ Première action – thème 7 point B 'recherche socio économique finalisée' de la décision n° 1110/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 avril 1994 relative au quatrième programme cadre de la Communauté pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (1994-1998) JO L126 du 18 mai 1994, p1-33

des systèmes d'éducation et de formation, y compris la formation des formateurs, sont de plus en plus décalés et il devient extrêmement difficile d'assurer à temps les transferts appropriés et équilibrés entre eux...»⁸⁹⁴.

392. Le septième programme-cadre s'appliquant pour la période 2007-2013⁸⁹⁵ contenait également une référence éducative en prévoyant, d'une part, le renforcement qualitatif et quantitatif du potentiel humain de la recherche et de la technologie en Europe par « une éducation et une formation des chercheurs de meilleure qualité »⁸⁹⁶, d'autre part, la cohérence des actions menées dans le cadre du programme cadre avec celles concernant l'éducation⁸⁹⁷. L'annexe au programme, relative aux 'objectifs scientifiques et technologiques - grandes lignes des thèmes et actions', ajoutait de surcroît que les technologies de l'information et de la communication (TIC) « sont essentielles...pour moderniser les services dans des secteurs d'intérêts public tels que l'éducation »⁸⁹⁸, sachant qu'un programme communautaire sur les TIC, basé sur l'article 149 TCE, complétait la politique de la recherche en encourageant l'utilisation des NTIC dans l'éducation, notamment au sein des programmes cadres de recherche⁸⁹⁹. On observe ainsi l'existence d'actions communautaires basées, soit sur l'article 149 TCE, soit sur l'article 166 TCE, qui déterminent et poursuivent des objectifs communs.

393. Les articles 166 à 169 TCE, concernant spécifiquement la mise en œuvre du programme pluriannuel de recherche, ont été de ce fait les bases juridiques les plus utilisées pour fonder des actes communautaires en matière de recherche contenant des dispositions relatives à l'éducation. 39% des actes basés sur l'article 166 TCE présente en effet une dimension éducative, comme l'illustre le tableau⁹⁰⁰ ci-dessous.

⁸⁹⁴ Partie 'Coopération avec l'OCDE', B. 'Recherche sur l'éducation et la formation' de la décision n°1110/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 avril 1994 relative au quatrième programme cadre de la Communauté pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (1994-1998) JO L126 du 18 mai 1994, p1-33

⁸⁹⁵ Décision n°1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) – déclarations de la Commission JO L412 du 30 décembre 2006, p1-43 (166 TCE, 251 TCE)

⁸⁹⁶ Ibid., point 8

⁸⁹⁷ Ibid., point 20

⁸⁹⁸ Ibid., annexe relative aux 'objectifs scientifiques et technologiques – grandes lignes des thèmes et actions'

⁸⁹⁹ Décision n°2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 arrétant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe JO L345 du 31 décembre 2003, p9-16 (149 TCE, 150 TCE, 2251 TCE) - article 4 1 a) synergie des programmes) ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil arrétant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe (programme *e learning*) COM(2002)751

⁹⁰⁰ Tableau personnel élaboré sur la base des données Eur lex – septembre 2014

ACTES FONDES SUR L'ARTICLE 182 TFUE - ex 166 TCE CONTENANT UNE REFERENCE EDUCATIVE		
TOTAL TFUE 2010-2014	7 documents sur 10	70%
2006-2010	5 documents sur 8	62.5%
2003-2006	22 documents sur 56	39.3%
1999-2003	11 documents sur 22	50%
1992-1999	35 documents sur 101	34.6%
TOTAL TCE	73 documents sur 187	39%
TOTAL	80 documents sur 197	40.6%

394. Depuis 2010, 70% des actes basés sur 182 TFUE présentent un volet éducatif, relatifs à la prise en compte de l'éducation dans le programme « Horizon 2020 »⁹⁰¹ et lors de l'évaluation intermédiaire du 7^{ème} programme-cadre⁹⁰², démontrant le maintien du lien étroit établi entre les secteurs de l'éducation et de la recherche dans le cadre de la stratégie Europe 2020.

395. Sous l'application du TCE, plus d'un tiers des actes basés sur l'article 166 TCE contiennent une référence éducative. De 2006 à 2010 on dénombre 5 documents sur 8 ayant un volet éducatif. Il s'agit de 5 résolutions législatives⁹⁰³ concernant, d'une part, le rôle du

⁹⁰¹ Décision du Conseil 2013/743/UE du 3 décembre 2013 établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020), op.cit., règlement UE n°1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation 'Horizon 2020' (2014-2020), op.cit. ; avis n°6/2012 de la Cour des comptes sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats, JO C318 du 20 octobre 2012, p1-11 (189, 185, 180, 188, 183, 181, 184, 179, 186 TFUE) ; point 4.1 de l'avis du CESE sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (182, 173, 188, 7, 183 TFUE) ; point 4.1.3 de la proposition de décision du Conseil établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020), COM(2011)811 (182 TFUE) ; point 13 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 », COM(2011)809 (173, 182, 294 TFUE)

⁹⁰² Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur l'évaluation intermédiaire du 7^{ème} programme-cadre de l'UE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration, JO C380E du 11 décembre 2012, p9-19

⁹⁰³ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), COM(2005)439, JO C316E du 22 décembre 2006, p344-351 (160 TCE) « le CCR contribuera à une meilleure compréhension de la relation entre les programmes d'enseignement et les besoins de la société cognitive, ainsi que des facteurs qui influent sur l'équité dans l'éducation, et enfin des voies pour parvenir à une utilisation efficace des ressources dans le domaine de l'éducation, notamment en ce qui concerne les logiciels libres » ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'coopération' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p290-343 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p272-290 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'idées' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p265-271 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative au

Centre commun de recherche, notamment en matière éducative, d'autre part, la complémentarité des actions de recherche, prévues par des programmes spécifiques de mise en œuvre du programme-cadre, avec la politique communautaire de l'éducation menée dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne. Durant la période 2003-2006, 22 documents sur les 56 basés sur 166 TCE présentaient une dimension éducative, concernant soit la mise en place de mesures éducatives dans le cadre du programme-cadre pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration⁹⁰⁴ ou d'actions éducatives prévues par les accords de participation des pays tiers aux programmes communautaires⁹⁰⁵.

programmes spécifique 'personnel' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p252-265

⁹⁰⁴ Paragraphes 8 et 20 de la décision n°1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration 2007-2013 (166 et 251 TCE); décision du Conseil n°2006/977/Euratom du 19 décembre 2006 concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme cadre de la CEEA pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011), JO L400 du 30 décembre 2006, p433-453, point 3.1.3; décision du Conseil 2006/976/Euratom du 19 décembre 2006 concernant un programme spécifique mettant en œuvre le septième programme cadre de la CEEA pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011) JO L400 du 30 décembre 2006 p403-432 – points 2.2 et 4; décision du Conseil n° 2006/975 du 19 décembre 2006 concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) JO L400 du 30 décembre 2006, p367-402; décision du Conseil 2006/974/CE du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) JO L400 du 30 décembre 2006 p298-366 point 4; décision du Conseil 2006/974/CE du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'personnel' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) JO L400 du 30 décembre 2006 p433-453 point 4 « afin d'exploiter pleinement le potentiel de l'Europe à attirer davantage les chercheurs, les actions Marie Curie créeront des synergies concrètes avec d'autres actions aussi bien dans le cadre de la politique communautaire de la recherche que dans celui d'activités menées au titre d'autres politiques communautaires, telles que l'éducation » ; décision du Conseil 2006/974/CE du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'idées' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) JO L400 du 30 décembre 2006 p242-268 point 10; décision 2006/971/CE du Conseil du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'coopération' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) JO L400 du 30 décembre 2006 p86-241 point 4 et annexe; proposition modifiée de décision du PE et du Conseil relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) COM(2006)364 point 14; proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration COM(2005)443; proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'personnel' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration COM(2005)442 ; proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'idées' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration COM(2005)441; proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'coopération' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration COM(2005)440 ; proposition de décision du Conseil concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme-cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration COM(2005)439 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) COM(2005)119 « la connaissance

396. Pendant la période 1999 à 2003, 50% des actes basés sur l'article 166 TCE présentaient une référence éducative, visant essentiellement à structurer l'EER par le développement de l'*e learning* et l'investissement accru dans les connaissances, c'est-à-dire dans la recherche, l'éducation et les logiciels⁹⁰⁶.

397. De 1992 à 1999, 34,6% des actes basés sur l'article 130I TCE contenaient une référence éducative⁹⁰⁷, que ce soit par l'insertion de mesures d'éducation à la santé⁹⁰⁸, ou d'actions éducatives favorisant l'innovation par le développement des nouvelles technologies⁹⁰⁹. Basé

est au cœur de l'agenda de Lisbonne dont elle sous tend les éléments. Recherche et technologie constituent avec l'éducation et l'innovation les composantes du triangle de la connaissance ».

⁹⁰⁵ Voir infra

⁹⁰⁶ Soit 11 documents sur les 22 répertoriés – par exemple décision du Conseil 2002/834/CE du Conseil du 30 septembre 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration 'Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche' (2002-2006), JO L294 du 29 octobre 2002 (référence à l'*e learning*); proposition modifiée de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration « Structurer l'Espace européen de la recherche » (2002-2006) COM(2002)43 JO C181E du 30 juillet 2002 p72-93; proposition modifiée de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration 'Intégrer et renforcer l'EER (2002-2006) COM(2002)43 JO C181E du 30 juillet 2002 p1-71; proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique 2002-2006 de recherche, de développement technologique et de démonstration visant à structurer l'EER COM(2001)279 JO C240E du 28 août 2001 p227-237 ; proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique 2002-2006 de recherche, de développement technologique et de démonstration visant à intégrer et renforcer l'EER COM(2001)279 JO C240E du 28 août 2001 p194-226 ; proposition de décision du parlement européen et du Conseil relative au programme cadre pluriannuel 2002-2006 de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration visant à aider à la réalisation de l'EER COM(2001)94 JO C180E du 26 juin 2001 p156-176

⁹⁰⁷ 35 actes sur les 101 répertoriés sur Eur lex comme étant basés sur 130I contiennent une référence éducative

⁹⁰⁸ Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'société de l'information conviviale' JOC98 du 9 avril 1999 p60; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'qualité de vie et gestion du vivant' JO C98 du 9 avril 1999 p39; décision 1999/168/CE du Conseil du 25 janvier 1999 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'société de l'information conviviale' JO L64 du 12 mars 1999 p20-39; proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'société de l'information conviviale' (1998-2002), JO C 260 du 18 août 1998 p16 ; décision 1994/913/CE du Conseil du 15 décembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine de la biomédecine et de la santé (1994-1998) JO L361 du 31 décembre 1994

⁹⁰⁹ Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration (1998-2002) dans le domaine 'accroître le potentiel humain de recherche et la base de connaissances socio-économiques' COM(1998)305 JO C98 du 9 avril 1999 p110 (référence au Livre vert sur l'innovation, l'éducation initiale et la formation continue) ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration (1998-2002) dans le domaine 'affirmer le rôle international de la recherche communautaire' COM(1998)305 JO C98 du 9 avril 1999 p96 « un renforcement de la coopération dans le domaine de la science et des technologies se situent dans les domaines suivants...l'éducation » ; décision 1999/174/CE du Conseil du 25 janvier 1999 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration, à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche pour la CE JO L64 du 12 mars 1999 p127-141 'innovation et transferts technologiques' « couverture des besoins d'éducation et de formation et des besoins spécifiques des PME » ; décision n°182/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 décembre 1998 relative au 5^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique

sur 130I TCE, le programme de recherche spécifiquement établi dans le cadre de la coopération de la CE avec les pays tiers et les OI, est particulièrement pertinent dans la mesure où il consacrait le « lien étroit »⁹¹⁰ existant entre recherche et éducation dans le cadre de la coopération extérieure de la CE, ce qui se traduit par la participation des universités⁹¹¹ au programme et par la mise en place de bourses post-doctorales dans les laboratoires étrangers⁹¹². Ce programme visait quatre principaux groupes cibles, à savoir « les autres cadres de coopération scientifique et technologique en Europe, y compris les organisations internationales ; les pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique ; les pays tiers industrialisés non européens ; les pays en développement »⁹¹³. Il a participé de ce fait à l'ouverture de l'EER aux pays tiers.

B/ L'ouverture de l'EER : la participation des pays tiers aux objectifs éducatifs du programme-cadre en matière de recherche

398. Conformément aux objectifs visés par le programme de recherche, spécifiquement établi dans le cadre de la coopération de la CE avec les pays tiers et les organisations

et de démonstration (1998-2002) JO L26 du 1 février 1999 p1-33 « la mise en place de la société de l'information ouvre de multiples possibilités d'activités nouvelles aux citoyens et aux entreprises de la Communauté, notamment dans les domaines...de l'éducation et de la formation » ; proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration, à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche pour la CE (1998-2002) COM(1998)305 JO C260 du 18 août 1998 p105 ; proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'accroître le potentiel humain de recherche et la base de connaissances socio économiques' JO C260 du 18 août 1998 p87 ; position commune (CE) n°31/98 arrêtée par le Conseil le 23 mars 1998 en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil relative au 5^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologiques et de démonstration (1998-2002) JO C178 du 10 juin 1998 p49, thème 2 « systèmes intelligents pour l'éducation » ; décision 94/801/CE du Conseil du 23 novembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique, y compris de démonstration, dans le domaine des applications télématiques d'intérêt commun (1994-1998) JO L334 du 22 décembre 1994 p1-23 ; décision 94/807/CE du Conseil du 23 novembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique, y compris de démonstration, dans le domaine de la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales (1994-1998) JO L334 du 22 décembre 1994 p109-120

⁹¹⁰ Annexe I 'Objectifs et contenu scientifiques et technologiques du programme' - « Il est prévu d'établir un lien plus étroit entre la coopération scientifique et technologique et l'éducation et la formation » décision 94/807/CE du Conseil du 23 novembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique, y compris de démonstration, dans le domaine de la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales, op.cit.

⁹¹¹ Article 3 de la décision 94/807/CE du Conseil du 23 novembre 1994, op.cit.

⁹¹² En ce sens proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine de la coopération avec les pays tiers et les OI (1994-1998), COM(1994)68 final du 30 mars 1994, CNS 94/92, JO C228 du 17 août 1994 p188 (130I paragraphe 4 TCE) « un lien plus étroit entre les actions de coopération scientifique et technique et celles dans les secteurs de l'éducation et de la formation est envisagée » (programmes de bourses post doctorales dans les laboratoires étrangers) ; décision 94/807/CE du Conseil du 23 novembre 1994, op.cit.

⁹¹³ Annexe I 'Objectifs et contenu scientifiques et technologiques du programme' de la décision 94/807/CE du Conseil du 23 novembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique, y compris de démonstration, dans le domaine de la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales (1994-1998) JO L334 du 22 décembre 1994 p109-120

internationales⁹¹⁴, le livre vert du 4 avril 2007, intitulé « l'espace européen de la recherche : nouvelles perspectives »⁹¹⁵, a lancé un vaste débat public sur les actions à entreprendre pour créer un espace européen de la recherche plus ouvert, plus compétitif et plus attractif. Pour ce faire, la Commission a déterminé le 24 septembre 2008 'un cadre stratégique pour la coopération scientifique et technologique internationale' précisant que « l'approfondissement de l'EER devrait aller de pair avec son élargissement, qui passe par une coopération accrue avec les partenaires issus de pays tiers »⁹¹⁶. Le Conseil a confirmé l'importance d'ouvrir l'EER aux pays tiers à l'occasion de ses conclusions du 31 janvier 2009. Rappelant « que la concurrence accrue à l'échelle mondiale dans le domaine de la recherche et l'émergence de défis sociétaux mondiaux appellent à accélérer la réalisation complète de l'EER, y inclus sa dimension extérieure »⁹¹⁷, il a invité « les pouvoirs publics à tous les niveaux » d'entreprendre « conjointement de s'ouvrir à la collaboration avec les pays tiers, en se fondant sur la recherche d'avantages mutuels et sur une gestion et une protection adéquate de la propriété intellectuelle », puisque « l'EER est au cœur de tous les principaux réseaux mondiaux de production, distribution et utilisation des connaissances scientifiques et technologiques »⁹¹⁸. Dans ce contexte, et dans la même perspective que celle des accords cadres prévoyant la participation des pays voisins de l'UE aux programmes communautaires, basés sur une combinaison de bases juridiques dont les articles 149 TCE et 166 TCE⁹¹⁹, le 7^{ème} programme cadre de recherche a ainsi été ouvert à la participation de pays tiers et comprend plusieurs nouveaux instruments destinés à encourager la coopération internationale. L'accès réciproque

⁹¹⁴ Ibid.

⁹¹⁵ Livre vert intitulé « l'espace européen de la recherche : nouvelles perspectives » COM(2007)161 du 4 avril 2007

⁹¹⁶ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'un cadre stratégique européen pour la coopération scientifique et technologique internationale' COM(2008)588 final du 24 septembre 2008

⁹¹⁷ Point 8 des conclusions du 31 janvier 2009 du Conseil sur la définition d'une vision 2020 pour l'Espace européen de la recherche JO C25 du 31 janvier 2009 p1-4

⁹¹⁸ Ibid.

⁹¹⁹ Accords basés sur un assemblage de bases juridiques dont les articles 149 TCE et 166 TCE : accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p29-34 ; protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine JO L192 du 22 juillet 2005 p23-29 ; accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p16-21 ; accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p9-14 ; accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p2-3 ; décision n°786/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21/04/2004 en vue d'adapter les montants de références pour tenir compte de l'élargissement de l'UE JO L138 du 30 avril 2004 p7-11 ; proposition de décision n°786/2004/CE du Parlement européen et du Conseil en vue d'adapter les montants de références pour tenir compte de l'élargissement de l'UE COM(2003)777

de la CE et des pays tiers partenaires aux programmes et projets de recherche, mis en œuvre par l'autre partie, a été inscrite dans des accords de coopération scientifique et technologique, basés sur les articles 170 TCE et 300 TCE⁹²⁰, prévoyant ainsi la participation du pays partenaire de la CE au 7^{ème} programme cadre. Les appels à proposition lancés au titre du 7^{ème} programme cadre ont notamment porté sur des initiatives conjointes avec des pays tiers, tels que la Russie et le Japon⁹²¹ et le renforcement de la coopération avec les pays voisins de l'Europe dans le contexte de l'EER⁹²². Les pays tiers partenaires ont participé de ce fait à la réalisation des objectifs définis par le 7^{ème} programme cadre, tels que la promotion d'une éducation et une formation des chercheurs de meilleure qualité⁹²³ et la recherche de cohérence des actions menées dans le cadre du programme cadre avec celles concernant l'éducation⁹²⁴. Le programme « Horizon 2020 » maintient cette ouverture aux pays tiers⁹²⁵.

⁹²⁰ Décision 2009/502/CE du 19 janvier 2009 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'UE et le gouvernement de la Nouvelle Zélande JO L 171 du 1 juillet 2009 ; décision 98/591/CE du 13 octobre 1998 relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique ; proposition de décision du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la reconduction de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique COM(2008)581; Décision 2008/180/CE du 25 février 2007 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République d'Egypte ; proposition de décision du Conseil du 25 juin 2007 relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République d'Egypte COM(2007)352 JO C191 du 17 août 2007 ; décision 2007/502/CE du Conseil et de la Commission du 25 juin 2007 relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE et de la CEEA, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la CEEA, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part ; proposition de décision du Conseil et de la Commission du 1^{er} juin 2007 relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE et de la CEEA, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la CEEA, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part COM(2007)305 JO C 191 du 17 août 2007 ; décision 2007/585/CE du Conseil du 10 juillet 2007 relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël ; proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël COM(2007)276 JO C 191 du 17 août 2007 ; décision 2007/614/EURATOM du Conseil du 30 janvier 2007 concernant la conclusion par la Commission de l'accord entre la CEEA et le gouvernement du Japon aux fins de la mise en œuvre conjointe des activités relevant de l'approche élargie dans le domaine de la recherche sur l'énergie de fusion

⁹²¹ Appel à proposition n° FP7-INCO-2011-7 publié le 20 juillet 2010 au titre du programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme-cadre <http://cordis.europa.eu/fp7> (budget: 12 000 000 €)

⁹²² Appel à proposition n° FP7-INCO-2011-6 publié le 20 juillet 2010 au titre du programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme-cadre <http://cordis.europa.eu/fp7> (budget: 15 000 000 d'€)

⁹²³ Paragraphe 8 de la décision n°1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) – déclarations de la Commission JO L412 du 30 décembre 2006, p1-43

⁹²⁴ Ibid., paragraphe 20

⁹²⁵ Ibid., paragraphe G. 'Coopération internationale' « Horizon 2020 mettra l'accent, en matière de coopération internationale, sur la coopération avec trois groupes principaux de pays: 1) les économies industrialisées et émergentes; 2) les pays candidats et les pays voisins; et 3) les pays en développement. » ; voir par exemple accord entre l'Union européenne et l'Etat d'Israël concernant la participation de l'Etat d'Israël au programme de l'Union intitulé «Programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020)», JO L 177 du 17.6.2014, p. 1-8

Paragraphe 2/ Analyse des actions éducatives en matière de coopération internationale dans le domaine de la recherche

399. La Stratégie de Lisbonne en matière de recherche doit conduire à « promouvoir un progrès scientifique et technologique responsable, dans un cadre de principes éthiques fondamentaux communs et sur la base de pratiques agréées en commun, susceptibles d’inspirer le reste du Monde »⁹²⁶. La CE disposait d’une compétence externe discrétionnaire en matière de recherche et de développement technologique, définie par l’article 170 TCE dont les dispositions sont intégralement reprises par l’article 186 TFUE, lui permettant de coopérer « en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires avec des pays tiers ou des organisations internationales »⁹²⁷.

400. Les modalités de cette coopération pouvaient, d’une part, faire l’objet d’accords entre la Communauté et les tierces parties concernées, qui étaient négociés et conclus conformément à l’article 300 TCE⁹²⁸, d’autre part, reposer sur la création par la CE « d’entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires » selon les termes de l’article 171 TCE, dont les dispositions sont reprises intégralement par l’article 187 TFUE. Il est à noter également que la CE a développé avec les OI une coopération renforcée en matière d’éducation aux médias⁹²⁹, notamment depuis la conférence sur l’éducation aux médias de juin 2007, organisée par l’UNESCO, ayant permis à la Commission, à l’UNESCO et au Conseil de l’Europe d’insister conjointement sur la nécessité de renforcer la coopération internationale en la matière, et ce afin de renforcer la qualité des systèmes d’enseignement et de recherche des Etats participants à l’EEER.

⁹²⁶ Livre vert « L’espace européen de la recherche : nouvelles perspectives », SEC(2007)412, COM(2007)0161 final du 4 avril 2007

⁹²⁷ Article 170 TCE « Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, la Communauté peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires avec des pays tiers ou des organisations internationales. » - reprise intégrale des dispositions par l’article 186 TFUE

⁹²⁸ Article 300 TCE, op.cit.

⁹²⁹ L’éducation aux médias dans l’environnement numérique vise à « mettre à la disposition des utilisateurs des outils leur permettant d’apprécier le contenu en ligne avec un sens critique, développer la créativité numérique et les compétences de réalisation et favoriser la prise de conscience des questions de droit d’auteur, faire en sorte que les avantages de la société de l’information puissent profiter à tous » in Communication de la Commission « Une approche européenne de l’éducation aux médias dans l’environnement numérique » du 20 décembre 2007 COM(2007)833 final ; « Un niveau plus élevé d’éducation aux médias peut grandement contribuer à la réalisation des objectifs que le Conseil européen de Lisbonne, en 2000, a fixé pour l’Union. Cela est particulièrement important pour instaurer une économie de la connaissance plus concurrentielle et plus intégratrice en stimulant la compétitivité dans les secteurs des TIC et des médias, pour achever l’Espace européen unique de l’information et pour promouvoir l’insertion, l’amélioration des services publics et la qualité de vie » in DG Société de l’information aux médias, Bull. UE 2007/12 1.14.3 JO C2008/106 p14

401. L'article 170 TCE avait pour spécificité, par rapport à l'article 149 TCE, de définir la compétence externe communautaire en matière de recherche sans l'associer à la compétence des Etats membres. La compétence complémentaire communautaire en matière de recherche avait de ce fait un champ d'application très étendu, permettant à la CE d'influer réellement sur la politique des Etats membres en matière de recherche et de mener une action externe sans qu'il soit nécessaire d'y associer les Etats membres⁹³⁰. Cette spécificité est d'autant plus importante en matière de compétence que selon l'article 300 paragraphe 7 TCE les accords conclus par la CE lient « les institutions de la Communauté et les Etats membres ».

402. Bien que le champ de compétence soit particulièrement étendu en la matière, l'analyse des documents basés sur l'article 170 TCE, actuel 186 TFUE, démontre cependant que peu d'entre eux prévoient expressément des mesures éducatives, à savoir seulement 6.6%, malgré l'importance du lien existant entre les objectifs internationaux poursuivis dans le cadre de la politique de la recherche et de la politique éducative. Ce faible pourcentage se justifie certainement par la transversalité des objectifs en matière de recherche. Des actes favorisant la recherche en matière de coopération internationale peuvent ainsi constituer des éléments intégrés à des accords-cadres ou des stratégies extérieures globales basées par nature sur une intrication de compétences, notamment dans le cadre de la coopération de l'UE avec des OI telles que la FAO ou l'OMS. Il n'est dans ce cas pas systématiquement fait référence à l'article 170 TCE. De plus, ce faible taux s'explique également par le fait que des efforts restent nécessaires pour favoriser « l'imbrication de l'EEES et de l'EER »⁹³¹ poursuivant les mêmes objectifs sur le plan international, à savoir renforcer l'attractivité de l'EEER pour les cerveaux étrangers et promouvoir l'excellence des systèmes d'enseignement et de recherche européens. L'université est dans ce cadre l'acteur central pouvant assurer cette jonction.

⁹³⁰ En pratique, le programme de recherche pour les essais cliniques en Afrique établissant un partenariat de pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP) est le seul programme de recherche à ce jour, combinant des moyens de financement communautaire et nationaux sur le fondement de l'article 169 TCE. Ce « programme de recherche pour les essais cliniques en Afrique », permet de mettre en commun les ressources provenant du budget de la recherche de l'UE et des programmes de recherches nationaux afin de mener des essais cliniques afin de lutter contre les maladies liées à la pauvreté notamment le sida, la malaria et la tuberculose. Faute de coordination, ce programme n'est pas considéré efficient à ce jour. - Voir rapport du Groupe présidé par l'ancien parlementaire européen Wim Van Velzen - IP/07/1104 du 17 juillet 2007 et texte intégral http://ec.europa.eu/research/health/poverty-diseases/doc/final_ier_report_12july2007_en.pdf

⁹³¹ Voir en ce sens paragraphe 35 de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne, op.cit.

Le tableau⁹³² ci-dessous illustre cette évolution.

Mesures éducatives fondées sur l'article 186 TFUE – ex 170 TCE		
2010-2014	1 document sur 27	3.7%
2006-2010	1 document sur 43	2.3%
2003-2006	2 documents sur 67	3%
1999-2003	6 documents sur 34	17.6%
1992-1999	4 documents sur 49	8.1%
TOTAL TCE	13 documents sur 193	6.7%
TOTAL	14 documents sur 220	6.3%

403. Depuis 2010, un seul acte sur 18 répertoriés est basé sur l'article 186 TFUE et contient une référence à l'éducation, à savoir la proposition de décision du l'avis de la Cour des comptes relatif aux modalités de participation au programme-cadre « Horizon 2020 », faisant référence au triangle de la connaissance⁹³³. Sur la période 2006-2010, sur 43 documents basés sur 170 TCE, un seul contient le terme 'éducation', à savoir l'accord sous forme d'échange de lettres rendant compte de l'entente dégagée sur la reconduction et la modification de l'accord relatif à la coopération internationale en matière de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la CE et l'Australie, le Canada, les pays de l'AELE de Norvège et de Suisse, la Corée, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique⁹³⁴. De plus sur les 41 actes, seulement 10 prévoient la participation des établissements d'enseignement supérieur et spécifiquement des universités⁹³⁵ aux actions mises en œuvre.

⁹³² Tableau personnel élaboré sur la base des données Eur lex (état septembre 2014)

⁹³³ Avis n°6/2012 de la Cour des comptes sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats (179 à 190, 287 TFUE), op.cit.

⁹³⁴ Point 4 relatif aux 'questions sociales' « améliorer la capacité de la force de travail, l'éducation et la formation » de l'accord sous forme d'échange de lettres rendant compte de l'entente dégagée sur la reconduction et la modification de l'accord relatif à la coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la CE, l'Australie, le Canada, les pays de l'AELE de Norvège et de Suisse, la Corée, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique JO L53 du 27 février 2008 p21-48 (bases : 170 TCE, 300 TCE)

⁹³⁵ Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la CE, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des îles Féroé, associant les îles Féroé au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) COM(2009)566 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la CE, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des îles Féroé, associant les îles Féroé au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) COM(2009)565 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part COM(2009)221 final ; décision du Conseil du 25/02/2008 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République arabe d'Egypte JO L59 du 4 mars 2008 p12-13 ; accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO L220 du 25 août 2007 p5-21 ; accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la CEEA, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part JO L189 du 20 juillet 2007 p26-39, proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion, au nom de la CE et de la CEEA, de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO L220 du 25 août 2007 p5-21 ; accord de coopération scientifique et technologique entre les CE, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part COM(2007)305 ; proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE et de la CEEA, de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO L220 du 25 août 2007 p5-21 ; accord de coopération

404. Sur la période 2003-2006, sur 67 documents basés sur 170 TCE, deux contiennent une référence éducative, à savoir l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili⁹³⁶ et la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de cet accord, qui prévoient dans un article 6 qu'un organisme décentralisé du ministère de l'éducation assurera la coordination et à la promotion des activités de coopération⁹³⁷.

405. Durant la période 1999-2003, 6 documents répertoriés sur 34 basés sur 170 TCE, contiennent une référence éducative, à savoir trois propositions de décisions du Conseil, fondées sur un assemblage de bases juridiques dont les articles 149 TCE et 170 TCE, qui concernent la participation de Chypre, Malte et la Turquie aux programmes communautaires de l'éducation et de la formation professionnelle⁹³⁸. Les trois autres actes ne font pas spécifiquement référence à l'éducation mais seulement à un organisme décentralisé du ministère de l'éducation auquel est confié la coordination des activités de recherches dans le cadre d'un accord de coopération scientifique et technologique conclu par la CE avec un pays tiers sur la base des articles 170 et 300 TCE⁹³⁹.

scientifique et technologique entre les CE, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part COM(2007)305 ; proposition de décision relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël COM(2007)276 ; proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël COM(2007)276

⁹³⁶ Accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili JO L199 du 7 août 2003 p20-27 (170 et 300 TCE) - l'article 6 fait référence à la participation du ministre de l'éducation

⁹³⁷ Article 6 de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili JO L199 du 7 août 2003 p20-27 (170 TCE, 300 TCE) ; article 6 de la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili COM(2003)82 (170 TCE, 300 TCE) - article 6 « a) la coordination et la promotion des activités de coopération dans le cadre du présent accord sont assurées, au nom du Chili, par la Commission nationale de la recherche scientifique et technologique, organisme décentralisé du ministère de l'éducation »

⁹³⁸ Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires COM(2001)481 JO C304E du 30 octobre 2001 p342-345 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires COM(2001)481 JO C304E du 30 octobre 2001 p338-341 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires COM(2001)481 JO C304E du 30 octobre 2001 p335-337 (13 TCE, 61 TCE, 95 TCE, 129 TCE, 137 TCE, 149 TCE, 150 TCE, 151 TCE, 152 TCE, 153 TCE, 155 TCE, 157 TCE, 170 TCE, 174 TCE, 308 TCE, 300 TCE) ; paragraphe 2 des propositions « En fait, depuis le Conseil européen de Luxembourg, Chypre, Malte et la Turquie ont déjà participé ou se préparent à participer, à des degrés divers, à certains programmes. Cette participation a été négociée selon les procédures antérieures. Chypre, pour sa part, est associée depuis 1997 à des programmes concernant l'éducation, la formation professionnelle et la jeunesse (Socrates, Leonardo da Vinci, Jeunesse) et s'est engagée plus récemment dans des programmes relatifs à la politique audiovisuelle, à la recherche scientifique et aux PME. Malte participe aux programmes concernant l'éducation(Socrates) et à la formation professionnelle (Leonardo da Vinci) depuis septembre 2000, au programme Jeunesse depuis janvier 2001 et plus récemment, à des programmes de recherche. La Turquie ne participe pas encore entièrement aux programmes communautaires mais se prépare à participer à Socrates, Leonardo da Vinci et Jeunesse. Elle a également fait part de son intérêt à participer à plusieurs autres programmes. »

⁹³⁹ Proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili COM(2002)151 JO C181E du 30 juillet 2002 p 295-302 (170

406. De 1993 à 1999, 4 documents sur 49 basés sur l'article 130M font référence à l'éducation. Il s'agit d'accords de coopération et des propositions de décision du Conseil relatives à la conclusion d'accords de coopération scientifique et technologique prévoyant des actions d'éducation⁹⁴⁰.

407. Dans le cadre de l'ouverture internationale de l'EEER, il est également indispensable d'en faciliter l'accès aux chercheurs des pays tiers, ce qui implique la mise en place de mesures simplifiant leur admission au sein des Etats membres de l'UE par l'élaboration de directives communautaires⁹⁴¹ et par la gestion des obstacles pratiques tels que l'affiliation à un régime de sécurité sociale⁹⁴². Il convient donc d'analyser également les mesures communautaires encadrant l'accueil, le séjour et la protection des droits des ressortissants des pays tiers, notamment lorsqu'ils séjournent dans les Etats membres de l'UE à des fins d'études et de recherche...

TCE, 300 TCE)- article 6 « a) la coordination et la promotion des activités de coopération dans le cadre du présent accord sont assurées, au nom du Chili, par la Commission nationale de la recherche scientifique et technologique (CONICYT), organisme décentralisé du ministère de l'éducation, ayant sa propre personnalité juridique » ; accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République argentine JO L6 du 11 janvier 2000 p32-38 (170 TCE, 300 TCE) - article 6 « a) aux fins du présent accord, les parties notamment les autorités appropriées suivantes qui agissent en qualité d'agents exécutifs pour la coordination et la facilitation des activités de coopération, au nom de l'Argentine, le secrétariat de la science et de la technologie du ministère de la culture et de l'éducation » ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et la République argentine COM(99)292, JO C247E du 28 septembre 1999 p1-7 - article 6

⁹⁴⁰ Accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël – déclarations communes JO L83 du 27 mars 1999 p51-61 (130M, 288 TCE) - article 3 « la coopération peut se réaliser par les moyens suivants : participation aux programmes ou sous programmes ou aux activités de recherche commune de la Communauté et, notamment aux contrats de recherche à frais partagés, aux actions concertées, aux activités de coordination, y compris les réseaux thématiques, aux activités d'éducation et de formation, aux études et aux évaluations » ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël COM(98)457 JO C283 du 12 septembre 1998 p5 (130M, 228 TCE) ; accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO L209 du 19 août 1996 p23-32 (130M, 228 TCE) ; proposition de décision du Conseil portant conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël, COM(96)205, JO C228 du 7 août 1996, p6 (130M, 228 TCE)

⁹⁴¹ En ce sens communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative à la présentation d'une proposition de directive et de deux propositions de recommandation visant à faciliter l'admission des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique dans la Communauté européenne COM(2004)178 du 16 mars 2004

⁹⁴² L'ouverture de l'EER implique également de faciliter la circulation des chercheurs depuis et vers les pays tiers, notamment « en intégrant des clauses spécifiques dans les accords bilatéraux et multilatéraux de sécurité sociale conclus entre les Etats membres et les pays tiers, en permettant de cumuler des périodes, de garder le régime de sécurité sociale du pays d'origine pour une certaine période tout en travaillant à l'étranger et d'exporter les bénéfices après le retour dans le pays d'origine » in décision n° 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au septième programme-cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) JO L412 du 30 décembre 2006 (166 et 251 TCE), comme le suggère la Commission dans sa communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'Favoriser les carrières et la mobilité : un partenariat européen pour les chercheurs » COM(2008) 317 final du 23 mai 2008

Section 4/ L'éducation dans le cadre de la mise en place d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice

408. Le titre IV du TCE a institué un espace de liberté, de sécurité et de justice⁹⁴³ dont l'objectif est d'assurer la libre circulation des personnes dans les Etats membres de l'UE, quelle que soit leur nationalité, en garantissant toutefois un cadre sécuritaire à ces déplacements accrus, fondé, d'une part, sur l'accompagnement des Etats membres en matière de contrôles aux frontières extérieures, d'asile et d'immigration, d'autre part, sur la prévention de la criminalité. Dans ce cadre, des mesures spécifiques ont été adoptées concernant la libre circulation et la protection des droits fondamentaux des ressortissants des pays tiers dans l'UE. Si les Etats membres restent les premiers garants du respect des droits fondamentaux de l'individu sur leur territoire respectif, un cadre juridique communautaire s'est en effet avéré indispensable pour établir un socle minimal commun de normes visant à préserver les droits fondamentaux des ressortissants des pays tiers dans l'UE, notamment pour les demandeurs d'asile.

409. On s'interroge sur l'importance accordée, dans ce cadre, au droit à l'éducation ainsi qu'aux moyens mis en œuvre pour en garantir l'effectivité notamment pour les demandeurs d'asile (Paragraphe 1). De plus, même si chaque Etat est responsable de l'organisation et du fonctionnement de son service d'éducation, l'espace européen de l'enseignement et de la recherche (EEER), initié par le processus de Bologne, ne pourra être concrétisé qu'en levant les obstacles à la mobilité transfrontière en faveur de la libre circulation des étudiants, enseignants et chercheurs, et particulièrement des étudiants ressortissants des Etats tiers, afin de leur garantir une base de droits indispensables à l'attractivité mondiale et donc à la compétitivité de l'EEER. L'analyse du cadre communautaire élaboré en matière de libre circulation des ressortissants des pays tiers à des fins d'études et en matière de reconnaissance des diplômes, illustre les efforts fournis et restant à fournir pour promouvoir un EEER, dont l'excellence et l'accessibilité sont reconnus mondialement (Paragraphe 2). Il convient également d'analyser spécifiquement l'évolution des actes éducatifs relevant avant le Traité

⁹⁴³ La constitution de l'espace commun de liberté, de sécurité et de justice repose, d'une part, sur le titre IV TCE, d'autre part, sur le titre VI TUE relatif à la coopération policière et judiciaire en matière pénale – le traité de Lisbonne simplifie l'appréhension de l'action mise en œuvre par les institutions en la matière, en réunissant les dispositions du TCE et du TUE dans un même titre V TFUE intitulé 'l'espace de liberté, de sécurité et de justice'. Par exemple l'article 67 TFUE, réunit les dispositions de l'article 61 TCE et de l'article 29 TUE relatives à la mise en place de cet espace. Cette approche améliore également la perception des actions éducatives transversales mises en place en matière de protection des droits des ressortissants des pays tiers dans l'UE.

modificatif de Lisbonne du IIIème pilier intergouvernemental et fondés en l'état actuel sur les mêmes bases juridiques du TFUE que les autres mesures adoptées dans le cadre de la mise place de cet espace commun de liberté, de sécurité et de justice (Paragraphe 3).

Paragraphe 1/ Le droit à l'éducation en matière d'asile et d'immigration

410. Selon l'étude réalisée par P. ICARD, « les droits sociaux reconnus aux ressortissants des Etats tiers à l'Union européenne sont ballottés entre le droit interne et le droit communautaire. Cette imbrication des ordres juridiques, nécessite toutefois un encadrement communautaire *a minima* »⁹⁴⁴. L'article 63 TCE, dont les dispositions ont été déplacées aux articles 78 et 79 TFUE, complétées par un nouvel article 80 TFUE⁹⁴⁵, déterminait la

⁹⁴⁴ P. ICARD, maître de conférence et directeur du Centre de recherche de Droit européen de l'Université de Bourgogne « les droits sociaux des tiers à la CE : un impressionnisme juridique » in Revue du Droit de l'UE 1/2007 p73-125 ; citation p75

⁹⁴⁵ Article 78 TFUE (ex-articles 63 alinéas 1 et 2 et 64 alinéa 2 TCE) « 1. L'Union développe une politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à tout ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique doit être conforme à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés, ainsi qu'aux autres traités pertinents. 2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures relatives à un système européen commun d'asile comportant: a) un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union; b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale; c) un système commun visant, en cas d'afflux massif, une protection temporaire des personnes déplacées; d) des procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut uniforme d'asile ou de protection subsidiaire; e) des critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire; f) des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire; g) le partenariat et la coopération avec des pays tiers pour gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire. 3. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures provisoires au profit du ou des États membres concernés. Il statue après consultation du Parlement européen. » ; article 79 TFUE (ex-article 63 alinéas 3 et 4 TCE) « 1. L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans les États membres, ainsi qu'une prévention de l'immigration illégale et de la traite des êtres humains et une lutte renforcée contre celles-ci. 2. Aux fins du paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures dans les domaines suivants: a) les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que les normes concernant la délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial; b) la définition des droits des ressortissants des pays tiers en séjour régulier dans un État membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres États membres; c) l'immigration clandestine et le séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier; d) la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants. 3. L'Union peut conclure avec des pays tiers des accords visant la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, de ressortissants de pays tiers qui ne remplissent pas ou qui ne remplissent plus les conditions d'entrée, de présence ou de séjour sur le territoire de l'un des États membres. 4. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des États membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers en séjour régulier sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. 5. Le présent article n'affecte pas le droit des États membres de fixer les volumes d'entrée des ressortissants de pays tiers, en provenance de pays tiers, sur leur territoire dans le but d'y rechercher un emploi salarié ou non salarié. » ; article 80 TFUE « Les politiques de l'Union visées au présent chapitre et leur mise en œuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les États membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que

compétence communautaire en matière d'asile, d'accueil des réfugiés et des personnes déplacées et d'immigration. Il a constitué la base juridique adéquate pour fixer les conditions de séjour des ressortissants des pays tiers dans l'UE, et protéger leurs droits fondamentaux, tels que le droit à l'éducation⁹⁴⁶. Les actes fondés sur l'article 63 TCE pouvaient ainsi contenir des mesures éducatives, sans qu'il y ait combinaison des articles 149 TCE et 63 TCE pour fonder de tels actes. Les enjeux politiques en matière de migration ont réciproquement été pris en compte dans les actions éducatives basées sur l'article 149 TCE⁹⁴⁷ et le sont encore actuellement dans celles fondées sur l'article 165 TFUE, notamment en matière de jeunesse et de sport⁹⁴⁸.

411. L'enchevêtrement sectoriel existant entre ces deux domaines présente de surcroît substantiellement une dimension externe dans la mesure où le droit à l'éducation est un des droits fondamentaux protégés dans l'UE, et ce particulièrement pour les ressortissants des Etats tiers, résidant dans l'UE, suite à une situation de crise les privant de leur droit à une vie normale dans leur Etat d'origine, qu'il s'agisse de personnes apatrides, de demandeurs d'asile, de réfugiés politiques ou de personnes déplacées. L'éducation présente de ce fait un intérêt particulier dans la mise en œuvre de la politique de l'UE en matière d'asile et d'immigration, bien que seulement 14.8% des actes adoptés en la matière présentent un volet éducatif.

412. Le tableau ci-dessous⁹⁴⁹ révèle la caractéristique de l'intrication des objectifs en matière d'éducation et de migration par rapport aux autres secteurs, à savoir la présence d'un nombre

cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu du présent chapitre contiennent des mesures appropriées pour l'application de ce principe. »

⁹⁴⁶ En ce sens voir paragraphe 6 de la conclusion de la Commission in proposition de directive du Conseil concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers et les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou de personne qui, pour d'autres raisons, a besoin d'une protection internationale et relatives au contenu de ces statuts COM(2001)510 JO C51E du 26 février 2002 p325-334- quant au choix de l'article 63 TCE comme base juridique, la proposition précise que « cet article s'appliquant de la même manière aux réfugiés qu'aux autres catégories de ressortissants de pays tiers, il s'agit de la base juridique adéquate pour inclure dans la présente proposition les conditions de séjour des réfugiés, y compris leurs droits en matière d'emploi et d'éducation, par exemple ».

⁹⁴⁷ « Les politiques en matière de migrations devraient être intégrées d'une manière structurée dans les politiques concernant la santé, l'éducation et les ressources humaines » in communication de la Commission « renforcer l'approche globale de la question des migrations : accroître la coordination, la cohérence et les synergies » COM(2008)611 final du 8 octobre 2008 ; communication de la Commission « Une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments » SEC(2008)2026, SEC(2008)2027 COM(2008)359 final du 17 juin 2008 « les dimensions économique, sociale et internationale de l'immigration doivent être intégrées dans tous les domaines d'action connexes, notamment...l'éducation » (III Conclusions)

⁹⁴⁸ Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 27 novembre 2012 , sur la participation et l'inclusion sociale des jeunes, en particulier des jeunes issus de l'immigration , JO C 393 du 19 décembre 2012, p15-19

⁹⁴⁹ Voir infra tableau personnel élaboré sur la base des données Eur lex – septembre 2014

constant d'actes à dimension éducative, fondés sur la base juridique relative à la politique d'asile et d'immigration depuis 1999.

413. Depuis 2010, 11.3% des actes fondés sur les articles 78 et 79 TFUE contiennent des dispositions éducatives. Il s'agit principalement de directives liées à la protection des droits des ressortissants des pays tiers disposant d'un statut particulier, qui prévoient l'égalité de traitement en matière d'accès à l'éducation⁹⁵⁰. La création du Fonds 'Asile et migration' est également prévue permettant le financement d'actions d'éducation civique et de formations linguistiques⁹⁵¹. De même la mise en place d'un programme européen de réinstallation conduira au développement de mesures de suivi en matière d'accueil et d'intégration des réfugiés, notamment en matière d'accès à l'éducation⁹⁵². L'accord de partenariat et de coopération conclu en 2012, entre l'UE et ses Etats membres et la république d'Irak,

⁹⁵⁰ Article 23 paragraphe 1 g) de la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi en tant que travailleur saisonnier, JO L94 du 28 mars 2014, p375-390 (79, 294 TFUE) ; directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, JO L180 du 29 juin 2013p 96-116 (78, 294 TFUE) ; position UE n°6/2013 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, JO C179E du 25 juin 2013, p1-26 (78, 294 TFUE) ; proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (refonte) COM(2013)151 (294, 79 TFUE) ; document de travail des services de la Commission résumant l'analyse d'impact accompagnant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (portant refonte des directive 2004/114/CE et 2005/71/CE) SWD(2013)78 (294, 79 TFUE) ; directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, JO L337 du 20 décembre 2011, p9-26 (78 TFUE) ; proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des demandeurs d'asile, COM(2011)320 (78, 294 TFUE) ; résolution législative du Parlement européen du 24 mars 2011 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, COM(2007)638, C6-470/2007, 2007/229(COD) ; position UE n°1/2012 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, JO C10E du 12 janvier 2012 (294, 79 TFUE) ; directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, JO L343 du 23 décembre 2011, p1-9 (79, 294 TFUE) ; proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intragroupe, COM(2010)378 (79, 294 TFUE)

⁹⁵¹ Articles 3 et 8 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds 'Asile et migration', COM(2011)751 (78, 79, 294 TFUE)

⁹⁵² Paragraphe 42 de la résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur la création d'un programme européen commun de réinstallation, JO C161E du 31 mai 2011, p1-7 (78, 80 TFUE)

démontre de surcroît la prise en compte simultanée des questions éducatives et de migration dans le cadre des relations extérieures de l'UE⁹⁵³. Le développement de ces actes s'inscrit dans la continuité de la législation adoptée de 2006-2010, sachant que sur cette période 15.1% des actes, basés sur l'article 63 TCE, rappellent l'importance accordée au droit à l'éducation en matière migratoire⁹⁵⁴.

⁹⁵³ Articles 83 et 105 de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part, JO L204 du 31 juillet 2012, p20-130 (194, 192, 100, 218, 207, 209, 79, 91 TFUE)

⁹⁵⁴ Résolution législative du Parlement européen du 24 mars 2011 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, COM(2007)638, C6-0470/2007, 2007/0229(COD)), JO C 247E du 17 août 2012, p42-54 ; Résolution législative du Parlement européen du 7 mai 2009 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres JO C212E du 5 août 2010 p348-369 - article 14 'scolarisation et éducation des mineurs' ; résolution du Parlement européen du 22 avril 2009 sur une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments JO C148E du 8 juillet 2010 p23-34 paragraphes 16, 28, 34, 35, 42 ; résolution législative du Parlement européen du 20 novembre 2008 sur la proposition de directive du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants des pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre JO C16E du 22 janvier 2010 p240-251 amendement 34 ; résolution législative du Parlement européen du 20 novembre 2009 sur la proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié JO C16E du 22 janvier 2010 p224-240 ; accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part JO L350 du 29 décembre 2009 p3-51 (44, 47, 55, 57, 63, 71, 80, 93, 94, 133, 181A et 300 TCE, 101 TCEEA) - article 49 ; proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, et relatives au contenu de cette protection COM(2009)551 point 41 ; document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, et relatives au contenu de cette protection SEC(2009)51373 ; directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié JO L155 du 18 juin 2009 p17-29 ; directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier JO L348 du 24 décembre 2008, p98-107 - article 17 ; proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres COM(2008)815 ; proposition de directive du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre COM(2007)638 « la présente proposition qui concerne surtout les droits des ressortissants de pays tiers en matière d'emploi, respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'UE et notamment...son article 14 sur le droit à l'éducation... » et article 12 relatif à « l'égalité de traitement en matière d'éducation et de formation » ; proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants des pays tiers aux fins d'emploi hautement qualifié COM(2007)637 - article 15 ; décision 2007/435/CE du Conseil du 25 juin 2007 portant création du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général Solidarité et gestion des flux migratoires JO L168 du 28 juin 2007 p18-36 ; décision n°575/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2007 portant création du Fonds européen pour le retour pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général Solidarité et gestion des flux migratoires JO L144 du 6 juin 2007 p45-65 - article 5 'mesures éligibles' « 6) l'éducation et la formation du personnel des autorités administratives, répressives et judiciaires compétentes...afin de garantir une application efficace et uniformes des normes communes en matière de retour » ; décision n°573/2007/CE du

Mesures éducatives basées sur l'article 63 TCE devenu articles 78 et 79 TFUE en matière de libre circulation des personnes			
2010-2013	Basé sur 78 TFUE (ex 63 TCE alinéas 1 et 2 et 64 TCE alinéa 2)	6 documents sur 33	18.1%
	Basé sur 79 TFUE (ex 63 TCE alinéas 3 et 4)	9 documents sur 99	9%
	Total TFUE	15 documents sur 132	11.3%
2006-2010		17 documents sur 112	15.1%
2003-2006 T. Nice		16 documents sur 109	14.6%
1999-2003 T. d'Amsterdam		10 documents sur 62	16.1%
TOTAL TCE		43 documents sur 283	15.2%
TOTAL		58 documents sur 415	13.9%

414. Afin de cerner les enjeux d'une politique éducative en matière de migration, il convient d'identifier les objectifs éducatifs poursuivis dans le cadre de la politique d'asile et d'immigration (A) et d'analyser les actes éducatifs adoptés sur la base de l'article 63 TCE, devenu 78 et 79 TFUE, en matière de protection des droits des ressortissants des pays tiers résidant dans les Etats membres de l'UE (B).

A/ Les objectifs de l'action externe éducative en matière de migration

415. Selon la résolution du Parlement européen sur les liens entre immigration légale et illégale et l'intégration des migrants⁹⁵⁵, l'insatisfaction des migrants à satisfaire leurs besoins essentiels, liés principalement aux difficultés d'accès aux services d'éducation et de santé, est l'une des causes profondes des migrations économiques. C'est pourquoi le Parlement européen souligne, d'une part, « la nécessité de doubler les efforts de l'Union dans la lutte contre la pauvreté dans les pays d'origine des flux migratoires, dans le cadre des Objectifs du Millénaire, en soutenant entre autres, la mise en place d'un système d'éducation solide et paritaire et le développement de l'économie locale »⁹⁵⁶, d'autre part, de mettre en œuvre « une politique active d'intégration des ressortissants des pays tiers résidant légalement dans l'Union »⁹⁵⁷, c'est-à-dire notamment « leur donner le droit d'accéder à l'éducation et assurer la reconnaissance des diplômes »⁹⁵⁸.

416. L'action externe éducative en matière migratoire présente ainsi deux volets. Elle prend, d'une part, la forme de mesures externes de coopération au développement visant à contribuer à la mise en place d'un service d'éducation accessible et de qualité dans les PED partenaires,

Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2007 portant création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général Solidarité et gestion des flux migratoires et abrogeant la décision 2004/904/CE du Conseil JO L144 du 6 juin 2007 p1-21- article 3 'actions éligibles' point 2 f) « en matière de conditions d'accueil et de procédures d'asile, les actions susceptibles de bénéficier d'un soutien concernant notamment :...l'éducation » ; paragraphe 7 de la résolution du Parlement européen sur l'immigration des femmes : le rôle et la place des femmes migrantes dans l'UE, JO C313E du 20 décembre 2006, p118-125

⁹⁵⁵ Paragraphe K de la résolution du Parlement européen sur les liens entre immigration légale et illégale et l'intégration des migrants, JO C124E du 25 mai 2006, p535-542

⁹⁵⁶ Ibid., paragraphe 44

⁹⁵⁷ Ibid., paragraphe 51

⁹⁵⁸ Ibid.

afin d'endiguer un afflux migratoire important vers les Etats membres de l'UE et une fuite des cerveaux tragique pour le développement économique des PED (1), d'autre part, la forme de mesures internes, mises en œuvre dans les Etats membres de l'UE, dont l'objectif est de faciliter l'intégration des ressortissants des pays tiers résidant dans l'UE, en leur facilitant l'accès au service d'éducation, dans des conditions analogues à celles des citoyens de l'Etat membre d'accueil (2).

1. Favoriser l'accessibilité et l'amélioration de la qualité du service d'éducation dans les PED pour endiguer les flux migratoires massifs et la fuite des cerveaux

417. L'inaccessibilité des services d'éducation et de santé est l'une des raisons premières des migrations. La politique de l'UE en matière de migration participe dans cette perspective à prévenir la fuite des cerveaux dans les PED en soutenant le marché de l'emploi notamment par la mise en place de formations⁹⁵⁹. Il est à noter également que l'immigration légale est un facteur important de renforcement de l'économie de la connaissance en Europe et de ce fait un élément fondamental de développement de l'EEER⁹⁶⁰. La stratégie de Lisbonne prend de ce fait en considération l'impact de la fuite des cerveaux sur l'économie des PED afin d'éviter que les pays tiers ne soient affectés par une pénurie de main d'œuvre hautement qualifiée⁹⁶¹. L'UE soutient dans ce contexte l'action des pays tiers en matière de gestion des flux

⁹⁵⁹ Résolution du Parlement européen du 22 avril 2009 sur une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments (2008/2331), JO C184E du 8 juillet 2010, p23-34, paragraphe 16 'migration légale' « rappelle la nécessité d'augmenter l'attrait de l'UE pour les travailleurs qualifiés...en tenant compte des implications que cela peut avoir sur la fuite des cerveaux dans les pays d'origine ; estime qu'il est possible d'atténuer la fuite des cerveaux par la migration temporaire ou circulaire en proposant des formations dans les pays d'origine de façon à préserver l'emploi dans les secteurs clés, notamment dans l'enseignement... »

⁹⁶⁰ En ce sens directive 2009 /50 /CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi hautement qualifié, JO L155 du 18 juin 2009, p17-29, paragraphe 3 – dans le cadre de la réalisation des objectifs de Lisbonne « les mesures destinées à attirer et à conserver une main d'œuvre hautement qualifiée provenant de pays tiers dans le cadre d'une approche fondée sur les besoins des Etats membres devraient s'inscrire dans le contexte plus large établi par la stratégie de Lisbonne », paragraphe 4 « le programme de la Haye, adopté par le Conseil européen réuni les 4 et 5 novembre 2004 a reconnu que l'immigration légale jouera un rôle important dans le renforcement de l'économie de la connaissance en Europe et dans le développement économique, et contribuera ainsi à la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne », paragraphe 7 « la présente directive vise également à contribuer à la réalisation de ces objectifs et à la résorption des pénuries de main d'œuvre, en favorisant l'admission et la mobilité aux fins d'un emploi hautement qualifié des ressortissants des pays tiers pour des séjours de plus de trois mois, de manière à rendre la Communauté plus attrayante pour ces travailleurs du monde entier et à soutenir la compétitivité et la croissance économique de celle-ci. »

⁹⁶¹ En ce sens résolution législative du parlement européen du 20 novembre 2008 sur la proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi hautement qualifié COM(2007)637, paragraphe 20 « lors de la mise en œuvre de la présente directive, les Etats membres devraient s'abstenir de pratiquer un recrutement actif de personnes hautement qualifiées dans les secteurs des pays tiers qui présentent une pénurie ou un risque de pénurie de main d'œuvre hautement qualifié en particulier les secteurs de la santé et l'éducation »

migratoires⁹⁶² et détermine conjointement avec les Etats tiers, dans le cadre d'accords internationaux, les questions d'admission des étrangers et de droit de séjour, dans l'objectif de lutter contre l'immigration illégale. Ces accords encadrent notamment l'admission des ressortissants des Etats tiers à des fins d'études⁹⁶³.

2. Soutenir l'intégration des ressortissants étrangers résidant dans l'UE : la garantie de l'accès au service d'éducation dans des conditions analogues aux ressortissants de l'Etat d'accueil

418. L'accès à l'éducation est une mesure fondamentale de la stratégie d'intégration des ressortissants des pays tiers à l'UE⁹⁶⁴, visant à leur garantir une égalité de traitement dans l'exercice de leurs droits fondamentaux, avec les ressortissants de l'Etat membre d'accueil,

⁹⁶² Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil 'programme thématique de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile COM(2006)26 final - ce programme vise à soutenir les actions des pays tiers en matière de gestion des flux migratoires et concerne : 'le lien entre migration et développement', 'les migrations économiques', 'la prévention et la lutte contre l'immigration illégale', 'le retour volontaire et la réinsertion des migrants', 'protection des migrants contre l'exploitation et l'exclusion', 'politiques d'asile et protection internationale des réfugiés' - pays concernés par l'IEVP et l'ICD

⁹⁶³ Par exemple, l'accord du 27 novembre 2002 entre la CE et le gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (JO L17 du 24 janvier 2004 p25-39) est basé sur l'article 63 et 300 TCE. Cet accord relatif à la coopération des parties en matière de lutte contre l'immigration illégale, présente en annexe 6 « faisant partie intégrante du présent rapport » selon l'article 21 de l'accord, précise que « les parties prennent note de ce que, en application de l'actuelle législation en matière d'immigration de la RAS de Hong Kong, un 'permis de séjour' au sens de l'article 1, point f), est, en particulier, délivré dans tous les cas dans lesquels une personne est autorisée à débarquer sur le territoire de Hong Kong : en qualité d'étudiant d'une école, université ou autre établissement d'éducation déterminé ou agréé officiellement... »

⁹⁶⁴ Voir en ce sens communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, Comité économique et social européen et au Comité des régions « Une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments » SEC (2008)2026, SEC(2008)2027 COM(2008)359 final du 17 juin 2008, paragraphe 3 « l'UE et ses Etats membres doivent : renforcer la stratégie d'intégration définie dans le cadre européen d'intégration, notamment s'agissant de la participation civique, de l'intégration sur le marché du travail, de l'inclusion sociale, de la lutte contre les discriminations, de l'égalité des chances, des mesures liées à l'éducation et à la jeunesse, du dialogue interculturel et de la gestion de la diversité » ; résolution du Parlement européen sur la protection des minorités et les politiques de lutte contre les discriminations dans l'Europe élargie JO C124E du 25 mai 2006, p405-415- Le Parlement européen « estime que les principes de base communs d'un cadre européen cohérent en matière d'intégration devraient prendre en compte le fait notamment que celle-ci... couvre des domaines d'actions variés dont l'emploi et l'éducation » ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds européen pour le retour pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général « solidarité et gestion des flux migratoires » SEC(2005)435, COM(2005)123 COD(2005)49 – article 3 'actions éligibles dans les Etats membres' paragraphe 2 « en matière de conditions d'accueil et de procédure d'asile, les actions susceptibles de bénéficier d'un soutien concernent notamment : (e) l'éducation » - « ...cet instrument permettrait d'agir sur les possibilités des ressortissants de pays tiers de répondre aux exigences du pays d'accueil en matière d'intégration, de leur donner accès à des cours généraux d'éducation civique » - article 5 'actions éligibles dans les Etats membres' « les actions bénéficiant d'un soutien peuvent englober les mesures suivantes : l'éducation et la formation du personnel des autorités administratives, répressives et judiciaires compétentes » ; décision 2007/435/CE du Conseil du 25 juin 2007 portant création du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'Solidarité et gestion des flux migratoires' JO L168 du 28 juin 2007, p18-36 - article 4 'actions éligibles' « c) préparent mieux les ressortissants de pays tiers admis à s'intégrer dans la société d'accueil grâce à des mesures préalables au départ qui leur permettent d'acquérir les connaissances et aptitudes nécessaires à leur intégration, telles que la formation professionnelle, l'organisation de séances d'information, de cours généraux d'éducation civiques et de formations linguistiques dans le pays d'origine »

notamment en ce qui concerne le droit à l'éducation⁹⁶⁵. Si l'accès au système éducatif doit être particulièrement protégé pour les mineurs⁹⁶⁶, la législation de l'UE va plus loin en garantissant également, dans certains cas, cet accès aux adultes migrants conformément aux objectifs du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Ce programme est en effet un instrument privilégié favorisant l'intégration des immigrés, par le renforcement de leurs capacités linguistiques. Le Parlement européen a eu cependant l'occasion de relever, en 2009, la nécessité d'améliorer l'accessibilité du programme pour les migrants et de mieux former les enseignants, afin de les préparer à accueillir dans leurs classes un nombre important de migrants⁹⁶⁷. Dans cette perspective, l'UE soutient financièrement les actions nationales entreprises par les Etats membres visant à promouvoir la formation linguistique, l'insertion professionnelle et l'accès à l'enseignement des migrants, comme l'illustre par exemple la mise en place d'un Fonds européen pour les réfugiés⁹⁶⁸.

⁹⁶⁵ Article 79 TFUE (ex article 63 points 3 et 4 TCE) « 1. L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, ...un traitement équitable des ressortissants des pays tiers en séjour régulier dans les Etats membres... » - voir également en ce sens Directive 2009 /50 /CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi hautement qualifié JO L155 du 18 juin 2009 p17-29 – article 14 de la directive 'égalité de traitement' « 1. Les titulaires d'une carte bleue européenne bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat membre qui a délivré la carte bleue européenne en ce qui concerne : ...c) l'éducation et la formation professionnelle, d) la reconnaissance des diplômes, certificats et autres qualifications professionnelles conformément aux procédures nationales pertinentes...2. En ce qui concerne le paragraphe 1, point c) et g), l'Etat membre concerné peut restreindre l'égalité de traitement en matière de bourses et de prêts d'études et d'entretien ou d'autres allocations et prêts concernant l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que la formation professionnelle, et de procédures d'accès au logement. En ce qui concerne le paragraphe 1) point c) : a) l'accès à l'université et à l'enseignement postsecondaire peut être subordonné à des conditions préalables particulières conformément au droit national ; ... »

⁹⁶⁶ En ce sens par exemple résolution du Parlement européen sur 'l'immigration des femmes : le rôle et la place des femmes migrantes dans l'UE JO C315E du 20 décembre 2006 p118-125 - paragraphes 7 et 8 « demande aux Etats membres de garantir aux femmes migrantes...l'accès à l'éducation pour les enfants »

⁹⁶⁷ Résolution du Parlement européen du 22 avril 2009 sur une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments (2008/2331), JO C184E du 8 juillet 2010, p23-34, point 28 « ...l'intégration devrait se fonder sur l'inclusion sociale, la lutte contre la discrimination et la garantie d'opportunités égales, notamment d'accès à la santé, à l'éducation... » ; paragraphe 34 « demande à la Commission de prendre les mesures nécessaires pour apporter un soutien financier approprié à l'intégration structurelle et culturelle des immigrés, notamment par le biais de programmes de l'UE tels que 'Education et formation tout au long de la vie'...note que les enseignants sont généralement mal préparés à accueillir un grand nombre de migrants dans leurs classes et demande une meilleure formation des enseignants ainsi qu'un soutien financier approprié » ; paragraphe 35 « souligne que les programmes scolaires et l'éducation et la formation tout au long de la vie jouent un rôle essentiel dans le processus d'intégration par le développement de compétences, en particulier linguistiques ; estime également que la participation sans entrave à des programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie devrait constituer un droit et une opportunité pour les immigrants nouvellement arrivés » ; paragraphe 42 « invite les Etats membres à soutenir des campagnes de sensibilisation ciblées sur les migrantes, visant à les informer de leurs droits, des possibilités en matière d'éducation et d'apprentissage linguistiques... »

⁹⁶⁸ Proposition de décision du conseil établissant le Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2005-2010 SEC(2004)161, COM(2004)102 – en matière d'intégration (28% des activités nationales du FER entre 2000 et 2002) le soutien du FER a été consacré à la formation linguistique, l'insertion professionnelle, le conseil en matière de logement, d'éducation... » - article 5 'actions nationales éligibles en matière de conditions d'accueil et de procédures d'asile' « peuvent bénéficier du soutien du Fonds les actions en matière de conditions d'accueil et de procédure d'asile et notamment...l'éducation », article 6 'actions éligibles en matière d'intégration'

419. Si des efforts certains restent à fournir, le droit à l'éducation des migrants est garanti dans le cadre d'accords internationaux conclus par la CE, ainsi que dans le cadre de directives communautaires, établissant un socle commun de droits pour les ressortissants des pays tiers dont il convient d'analyser le contenu.

B/ La dimension éducative des actes communautaires adoptés sur le fondement de l'article 63 TCE en matière de protection des droits des ressortissants des pays tiers dans l'UE

420. Conformément aux préoccupations exprimées par l'Assemblée parlementaire paritaire à l'occasion d'une résolution du 26 septembre 1996 concernant les travailleurs migrants originaires des pays ACP, « une politique communautaire concernant les immigrés originaires des pays en développement devrait permettre l'élaboration d'un statut des immigrés non communautaires, applicable dans toute l'Union, et qui énoncerait leurs droits fondamentaux, dont le droit au logement, le droit à la liberté d'expression, le droit d'association, le droit à l'éducation... »⁹⁶⁹. Les institutions de l'UE ont fixé en ce sens des normes minimales d'accueil des ressortissants des pays tiers, en catégorisant ces ressortissants selon leur statut, qu'ils soient issus de l'immigration légale ou illégale, et selon la protection que l'Etat membre leur accorde, qu'ils soient demandeurs d'asile, personnes déplacées, réfugiés ou apatrides. Ces normes minimales sont déterminées dans le cadre de directives de l'UE, démontrant la volonté des institutions d'établir, d'une part, conformément aux objectifs fixés lors du Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999⁹⁷⁰, un régime d'asile européen commun fondé sur l'application intégrale et globale de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, complétée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967, et

« peuvent bénéficier du soutien du Fonds les actions en matière d'intégration dans la société de l'Etat membre de résidence des personnes visées...notamment...l'éducation »

⁹⁶⁹ Résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur la situation des travailleurs migrants originaires des pays ACP JO C062 du 27 février 1997, p38-39, paragraphe 2 – L'accord de partenariat 2000/483/CE entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, JO L317 du 15 décembre 2000, p3-353 (310 et 300 TCE) – article 13 'Migrations' paragraphe 4 « ...La Communauté soutient, dans le cadre des programmes de coopération nationaux et régionaux, la formation des ressortissants ACP dans leur pays d'origine, dans un autre pays ACP ou dans un Etat membre de l'Union européenne. En ce qui concerne la formation dans un Etat membre, les parties veillent à ce que ces actions soient orientées vers l'insertion professionnelle des ressortissants ACP dans leur pays d'origine. Les parties développent des programmes de coopération visant à faciliter l'accès à l'enseignement pour les étudiants des Etats ACP, notamment par l'utilisation des nouvelles technologies de la communication. »

⁹⁷⁰ « Le Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999 est convenu d'œuvrer à la mise en place d'un régime d'asile européen commun, fondé sur l'application intégrale et globale de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, complétée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967, c'est-à-dire le principe de non refoulement », voir considérant 2 et alinéa 1 paragraphe 1b) de la directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres JO L31 du 6 février 2003, p18-25 (63 TCE)

de respecter, d'autre part, les spécificités de chaque Etat membre dans un domaine sensible, en optant pour des directives listant davantage des bonnes pratiques suggérées que des obligations contraignantes. L'analyse de ces différentes directives communautaires, fondées sur l'article 63 TCE et les articles 78 et 79 TFUE, nous permettra d'apprécier la portée des dispositions prévoyant un accès minimal au système éducatif pour les ressortissants des pays tiers dans l'UE.

1. Le droit à l'éducation pour les ressortissants des pays tiers, ayant le statut de résident de longue durée : la directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003

421. Les ressortissants des pays tiers, ayant le statut de résident de longue durée, bénéficient d'un accès maximal au système éducatif, que les Etats membres ont l'obligation de garantir conformément aux dispositions de la directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003⁹⁷¹. L'article 11 paragraphe 1^{er} de la directive prévoit en effet que « le résident de longue durée bénéficie de l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne ... b) l'éducation et la formation professionnelle, y compris les allocations et bourses d'études conformément à la législation nationale ; c) la reconnaissance des diplômes, certificats et autres titres professionnels, conformément aux procédures nationales pertinentes... ». Il peut également séjourner dans un autre Etat membre afin d'y poursuivre des études ou effectuer une formation professionnelle, selon les dispositions de l'article 14 paragraphe 2 b) de la directive. Cette égalité de traitement maximale avec les ressortissants de l'Etat membre d'accueil se justifie par le statut du résident de longue durée accordé au ressortissant de l'Etat tiers, ayant choisi de vivre sur le long terme dans l'Etat d'accueil et bénéficiant à ce titre de mesures d'intégration renforcées. Pour bénéficier d'une entière égalité de traitement concernant l'accès à l'éducation le résident de longue durée devra toutefois apporter la preuve d'une connaissance appropriée de la langue de l'Etat d'accueil, ainsi que d'un niveau d'études suffisant s'il souhaite accéder au système universitaire. Dans le cas contraire, l'Etat membre d'accueil peut, conformément à l'article 11 paragraphe 3 de la directive⁹⁷², restreindre l'accès

⁹⁷¹ Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, JO L16 du 23 janvier 2004, p44-53 (63 TCE) - selon l'article 4 de la directive « 1. les Etats membres accordent le statut de résident de longue durée aux ressortissants de pays tiers qui ont résidé de manière légale et ininterrompue sur leur territoire pendant les cinq années qui ont immédiatement précédé l'introduction de la demande en cause. »

⁹⁷² Le paragraphe 3 de l'article 11 de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée précise cependant qu'« un Etat membre peut restreindre l'égalité de traitement par rapport à ses ressortissants dans les cas suivants :...b) les Etats membres peuvent exiger la preuve d'une connaissance appropriée de la langue pour accéder à l'éducation ou à la formation. L'accès aux études universitaires peut être subordonné à des conditions particulières préalables en matière d'études » in JO L16 du 23 janvier 2004, p44-53

au système éducatif en remettant ainsi en cause la stricte égalité de traitement avec ses ressortissants.

422. Selon le rapport de la Commission du 28 septembre 2011 relatif à l'application de la directive 2003/109/CE, des efforts importants restent à fournir par les Etats membres en matière d'égalité de traitement des résidents de longue durée par rapport aux nationaux concernant l'accès à l'emploi, l'éducation, la protection sociale et l'accès aux biens et services⁹⁷³. « Ce rapport révèle un manque général d'informations parmi les ressortissants de pays tiers sur le statut de RLD [résident longue durée] et les droits qui y sont attachés, ainsi que de nombreuses lacunes dans la transposition de la directive »⁹⁷⁴.

423. La Commission intensifiera ses efforts pour garantir la transposition de la directive en engageant des procédures d'infraction contre les Etats réfractaires et en encourageant les mesures de sensibilisation des résidents de longue durée à leurs droits garantis par la directive.

2. Le droit à l'éducation pour les membres de la famille du résident légal : la directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003

424. Les membres de la famille du résident légal, résidant également dans l'UE, bénéficient également d'un accès protégé à l'éducation. La directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial⁹⁷⁵ prévoit en effet dans un article 14 paragraphe 1^{er} que « les membres de la famille du regroupant ont droit, au même titre que celui-ci à : a) l'accès à l'éducation... ». Après contrôle de la Commission, il s'avère que ce droit est bien garanti par les Etats membres⁹⁷⁶.

⁹⁷³ Paragraphe 3.5 'droit à l'égalité de traitement' du rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants des pays tiers résidents de longue durée COM(2011)585 du 28 septembre 2011 « du fait en particulier de l'absence de dispositions explicites dans les législations de nombreux Etats membres, il existe un manque d'informations dans ce domaine qui est regrettable. Il est donc difficile de déterminer si les législations nationales sont conformes à l'article 11. Toutefois, le nombre de plaintes déposées dans ce domaine indique que la transposition de cette disposition peut s'avérer problématique, surtout si le principe de l'égalité de traitement doit être mis en œuvre par diverses autorités locales et régionales »

⁹⁷⁴ Conclusions du rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants des pays tiers résidents de longue durée COM(2011)585 du 28 septembre 2011

⁹⁷⁵ Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial JO L251 du 3 octobre 2003, p12-18 (63 TCE)

⁹⁷⁶ Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la directive 2003/86CE relative au droit au regroupement familial COM(2008)610 final du 8 octobre 2008 – paragraphe 4.5.2 'accès à l'éducation et à l'emploi' (article 14) « aucune difficulté particulière n'a été signalée au sujet de l'accès à l'éducation... »

3. Le droit à l'éducation pour les demandeurs d'asile : étude de la directive 2003/9/CE du 27 janvier 2003, de la proposition modifiée du 1^{er} juin 2011 et de la directive 2013/33/UE du 26 juin 2013

425. Concernant les demandeurs d'asile, la directive du Conseil du 27 janvier 2003⁹⁷⁷ consacre dans un article 10 le droit à la scolarisation et à l'éducation pour les enfants des demandeurs d'asile et les demandeurs d'asile mineurs. Cet article prévoit dans un paragraphe 1^{er} que « les Etats membres accordent aux enfants mineurs des demandeurs d'asile et aux demandeurs d'asile mineurs l'accès au système éducatif dans des conditions analogues à celles qui sont prévues pour les ressortissants de l'Etat membre d'accueil aussi longtemps qu'une mesure d'éloignement n'est pas exécutée contre eux ou contre leurs parents. ». Bien que cette directive ait l'utilité de consacrer le principe d'égalité de traitement entre les mineurs demandeurs d'asile et les mineurs ressortissants de l'Etat membre d'accueil en matière d'accès au service éducatif, elle formule dans ses dispositions mêmes les premières limites à la mise en œuvre effective de ce principe.

426. La seule obligation que la directive formule concrètement consiste en l'interdiction pour les Etats membres de « supprimer l'accès aux études secondaires au seul motif que le mineur a atteint l'âge de la majorité légale »⁹⁷⁸, défini comme « l'âge inférieur à la majorité légale dans l'Etat membre dans lequel la demande d'asile a été déposée ou est examinée »⁹⁷⁹. Les autres dispositions de l'article 10 n'établissent, au contraire, que des conseils non contraignants.

427. L'accès au système éducatif '*dans des conditions analogues*' est en effet interprété de façon restrictive par la directive, dans la mesure où l'article 10 précise que « l'enseignement peut être dispensé dans les centres d'hébergement »⁹⁸⁰ ou encore que « les Etats membres peuvent stipuler que cet accès doit être limité au système d'éducation public »⁹⁸¹. On s'interroge en effet sur la limitation structurelle induite par ces dispositions permettant à l'Etat

⁹⁷⁷ Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres JO L31 du 6 février 2003 p18-25 (63 TCE) - alinéa premier point 1b) et sur la compétence subsidiaire de la CE (dans la mesure où le considérant 18 de la directive précise qu' « étant donné que l'objectif de l'action envisagée, à savoir l'établissement de normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres, ne peut être réalisé de manière suffisante par les Etats membres et peut donc, en raison des dimensions et des effets de l'action envisagée, être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du Traité. Conformément au principe de proportionnalité... »)

⁹⁷⁸ Article 10 paragraphe 1 de la directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003, op.cit.

⁹⁷⁹ Ibid.

⁹⁸⁰ Ibid.

⁹⁸¹ Ibid.

membre, d'une part, de restreindre l'accès à l'éducation du mineur à celui dispensé par un centre d'hébergement, qui ne dispose pas systématiquement des mêmes moyens techniques et supports pédagogiques qu'un établissement classique d'enseignement, d'autre part, de priver discrétionnairement le mineur d'accéder à un enseignement privé.

428. L'obligation des Etats membres d'assurer l'accessibilité au service éducatif pour les mineurs demandeurs d'asile est de surcroît particulièrement assouplie quant au délai qui peut passer de trois mois à un an à compter de la date de présentation de la demande d'asile si « un enseignement spécifique est fourni en vue de faciliter l'accès au système éducatif »⁹⁸².

429. La directive prévoit de surcroît une exonération d'obligation pour les Etats « lorsque l'accès au système éducatif visé au paragraphe 1 n'est pas possible à cause de la situation particulière du mineur »⁹⁸³. Dans ce cas l'article 10 paragraphe 3 prévoit seulement que « l'Etat membre peut proposer d'autres modalités d'enseignement ». L'utilisation du verbe 'pouvoir' dans les dispositions de l'article 10 nous semble regrettable, notamment dans le paragraphe 3, car si le mineur est dans une 'situation particulière' l'empêchant d'accéder au système éducatif dans les conditions analogues à celles prévues pour les ressortissants de l'Etat membre d'accueil, la directive ne prévoit pas d'obligation de l'Etat de proposer d'autres modalités d'enseignement. L'Etat a, selon ces dispositions, la liberté de proposer une solution de remplacement ou non, ce qui signifie que le droit à l'éducation du mineur concerné ne sera pas forcément garanti.

430. La norme minimale établie par la directive du 27 janvier 2003 consiste donc simplement à tenter de préserver l'accès à l'éducation pour ces mineurs. Le rapport de la Commission du 26 novembre 2007 sur l'application de la directive démontre les difficultés des Etats membres de l'UE d'assurer l'accès à l'éducation aux mineurs demandeurs d'asile⁹⁸⁴.

⁹⁸² Ibid., article 10 paragraphe 2 « l'accès au système éducatif ne peut être reporté de plus de trois mois à compter de la date de présentation de la demande d'asile du mineur ou de ses parents »...« cette période peut être portée à un an quand un enseignement spécifique est fourni en vue de faciliter l'accès au système éducatif »

⁹⁸³ Ibid., article 10 paragraphe 3

⁹⁸⁴ Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 26 novembre 2007 sur l'application de la directive 2003/9/CE du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres COM(2007)745 final – Ce rapport de la Commission permet de faire le point sur la transposition de la directive. Le paragraphe 3.4.4 concerne l'application de l'article 10 de la directive relatif à l'accès à l'éducation, au plus tard dans les trois mois suivant le dépôt de la demande d'asile, pour les demandeurs d'asile mineurs ou les enfants mineurs des demandeurs d'asile (y compris ceux placés en détention). « Mineurs non détenus » - Alors que l'accès aux écoles primaires ne pose pas de problème, l'accès à l'enseignement secondaire dépend souvent des places disponibles ou de décisions des autorités locales. Dans quelques Etats membres, il arrive que les mineurs ne puissent être scolarisés qu'à certains moments de l'année scolaire, ce qui peut entraîner des retards dans la pratique. 'Mineurs placés en détention' - Contrairement aux dispositions de la

431. Ce point critiquable a d'ailleurs été soulevé lors de la refonte de la directive 2003/9/CE dans la mesure où la résolution législative du Parlement européen du 7 mai 2009 prévoit dans un article 14 paragraphe 3, relatif à la scolarisation et à l'éducation des mineurs', que « lorsque l'accès au système éducatif visé au paragraphe 1^{er} n'est pas possible à cause de la situation particulière du mineur, l'Etat membre propose d'autres modalités d'enseignement conformément à la législation et aux pratiques nationales »⁹⁸⁵. Cette formulation permet d'envisager que le recours à d'autres modalités d'enseignement ne soit pas qu'une faculté mais bien une obligation de prévoir une solution de remplacement pour garantir le droit à l'éducation. Si la proposition de refonte de la directive de 2011⁹⁸⁶ permettait d'espérer une telle interprétation, la directive 2013/33/UE, établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, maintient hélas l'ambiguïté en disposant que « l'Etat membre concerné propose d'autres modalités d'enseignement, conformément à son droit national et à sa pratique nationale »⁹⁸⁷. Si la suppression de la formulation « peut proposer » constitue une avancée, elle est cependant atténuée par la référence au droit et à la pratique nationale rappelant le pouvoir discrétionnaire de l'Etat en matière de proposition d'une forme alternative d'enseignement. On s'interroge dans ce cas sur la réalité de l'accès à l'éducation dans un Etat membre ne prévoyant pas d'autres 'modalités d'enseignement'. Il est regrettable que l'article 14 de la directive 2013/33/UE manque d'innovation, en reprenant en grande partie les dispositions de l'article 10 de la directive 2003/9/CE quant à l'accès des mineurs au système éducatif.

432. Il convient toutefois de reconnaître l'insertion positive de dispositions relatives à la dispense de cours préparatoires pour les mineurs « lorsque cela est nécessaire pour faciliter

directive, de nombreux Etats membres refusent l'accès à l'éducation aux mineurs placés en détention ou le rendent impossible ou très limité dans la pratique. Seule une poignée d'Etats membres reconnaît ce droit ou organise des classes spéciales dans les centres de détention. » ; Paragraphe 3.5.2 'Besoins des demandeurs d'asile vulnérables' « ...quoiqu'il en soit, la détention ne devrait pas remettre en cause leur accès aux droits que leur garantit la directive (accès à des soins de santé adéquats, traitement et réadaptation nécessaires, éducation des mineurs)... »

⁹⁸⁵ Résolution législative du Parlement européen du 7 mai 2009 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres COM(2008)815, JO C212 du 5 août 2010, p348-369 (63 TCE et 251 TCE) - Article 14 'scolarisation et éducation des mineurs'

⁹⁸⁶ La proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des demandeurs d'asile (refonte), COM(2011)320 du 1^{er} juin 2011 basée sur l'article 78 paragraphe 2 point f) TFUE reprend l'article 14 de la résolution législative relative à la scolarisation et à l'éducation des mineurs mais maintient le doute sur le choix du verbe en précisant que « l'Etat membre peut proposer d'autres modalités d'enseignement ?... »

⁹⁸⁷ Directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, JO L180 du 29 juin 2013, p96-116 (78, 294 TFUE)

leur accès et leur participation au système éducatif»⁹⁸⁸. Ces mesures, proposées par le Parlement européen à l'occasion de la refonte de la directive 2003/9/CE⁹⁸⁹, explicitent et remplacent les dispositions de la directive de 2003 quant à la dispense d'un enseignement spécifique. Même si la pertinence d'organiser ces cours est laissée à la discrétion des Etats membres, ces nouvelles dispositions font implicitement référence à la mise en œuvre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie et réaffirme la volonté politique de l'UE de favoriser l'intégration des ressortissants des pays tiers résidant dans l'UE.

433. Le Parlement européen avait également proposé un renforcement de l'effectivité du droit à l'éducation à l'occasion de la refonte de la directive concernant le délai d'accès au système éducatif, en insistant sur le caractère urgent des mesures. Alors que l'article 10 paragraphe 2 de la directive 2003/9/CE prévoyait que « l'accès au système éducatif ne peut être reporté de plus de trois mois à compter de la date de présentation de la demande d'asile du mineur ou de ses parents », l'article 14 paragraphe 2 de la proposition de directive précisait que « l'accès au système éducatif est garanti dès que possible après le dépôt de la demande de protection internationale et, en tout état de cause, il ne peut être reporté de plus de trois mois à compter de la date de présentation de la demande de protection internationale du mineur ou de ses parents. »⁹⁹⁰. La proposition modifiée de la directive du 1^{er} juin 2011 n'a hélas pas repris les dispositions de la résolution législative, ce qui nous paraît regrettable dans la mesure où elle nuance le caractère urgent de l'accès au système éducatif. Elle reproduit sans innover les dispositions de l'article 10 alinéa 3 de la directive 2003/9/CE⁹⁹¹. L'article 14 de la directive 2013/33/UE reprend également les dispositions de l'article 10 de la directive 2003/9/CE quant au délai de trois mois, sans faire référence au caractère urgent de l'accès au système éducatif.

⁹⁸⁸ Ibid., article 14 alinéa 2

⁹⁸⁹ Article 14 paragraphe 1 de la résolution législative du Parlement européen du 7 mai 2009 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres, op. cit. « Des cours préparatoires, comprenant des cours de langue, visant à faciliter l'accès des mineurs au système éducatif national, ou une formation spécifique ayant pour finalité leur intégration dans ce système, sont proposés le cas échéant » ; Ces dispositions sont reprises également dans la proposition modifiée de directive du 1^{er} juin 2011- Article 14 paragraphe 1 de la proposition modifiée de directive COM(2011)320, op. cit. - « des cours préparatoires, comprenant des cours de langue, sont dispensés aux mineurs lorsque cela est nécessaire pour faciliter leur accès au système éducatif national et leur intégration en son sein »

⁹⁹⁰ Résolution législative du Parlement européen du 7 mai 2009, article 14, op.cit.

⁹⁹¹ Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des demandeurs d'asile (refonte) COM(2011)320 du 1^{er} juin 2011 basée sur l'article 78 paragraphe 2 point f) TFUE – article 14 paragraphe 2 « l'accès au système éducatif ne peut être reporté de plus de trois mois à compter de la date de présentation de la demande d'asile, de protection internationale du mineur ou de ses parents. Cette période peut être portée à un an quand un enseignement spécifique est fourni en vue de faciliter l'accès au système éducatif »

Le délai d'un an prévu par la directive 2003 et la proposition modifiée de 2011 en cas d'enseignement spécifique, n'est également pas repris par la directive de 2013.

434. L'article 14 de la résolution législative du Parlement proposait de surcroît une meilleure garantie des conditions analogues d'accès au service éducatif pour les mineurs demandeurs d'asile en envisageant l'accès de ces mineurs au système d'éducation privé. Les dispositions de la directive de 2003 qui prévoyaient la possibilité pour les Etats membres de « stipuler que cet accès doit être limité au système d'éducation public »⁹⁹² sont en effet supprimées de la résolution. Hélas, la proposition modifiée de directive du 1^{er} juin 2011 et la directive 2013/33/UE insèrent à nouveau ces dispositions⁹⁹³.

4. Le droit à l'éducation pour les personnes déplacées : la directive 2001/55/CE du 20 juillet 2001

435. Les droits fondamentaux des personnes déplacées font l'objet d'une protection spécifique déterminée par la directive 2001/55/CE du 20 juillet 2001⁹⁹⁴. Bien que moins détaillé que les dispositions applicables aux demandeurs d'asile, l'article 14⁹⁹⁵ de cette directive consacre l'engagement des Etats membres de l'UE d'accorder « aux bénéficiaires de la protection temporaire âgés de moins de dix-huit ans l'accès au système éducatif dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat membre d'accueil » et prévoit de surcroît la possibilité pour les Etats membres d'« autoriser l'accès des adultes bénéficiant de la protection temporaire au système éducatif général »⁹⁹⁶. La similitude des conditions d'accès est de même strictement interprétée par l'article 14 de la directive, octroyant aux Etats membres la possibilité de limiter l'accès des mineurs déplacés au système d'éducation public. Cette limitation ayant été supprimée lors de la refonte de la directive concernant les

⁹⁹² Article 10 paragraphe 1 de la directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres, JO L31 du 6 février 2003 p18-25

⁹⁹³ Article 14 paragraphe 1 de la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des demandeurs d'asile (refonte) COM(2011)320 du 1^{er} juin 2011

⁹⁹⁴ Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, JO L212 du 7 août 2001, p12-23 (63 TCE)

⁹⁹⁵ Ibid., article 14 alinéa 1 « 1. Les Etats membres accordent aux bénéficiaires de la protection temporaire âgés de moins de dix-huit ans l'accès au système éducatif dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat membre d'accueil. Les Etats membres peuvent stipuler que cet accès doit être limité au système d'éducation public. 2. Les Etats membres peuvent autoriser l'accès des adultes bénéficiant de la protection temporaire au système éducatif général. »

⁹⁹⁶ Ibid., article 14 alinéa 2 « Les Etats membres peuvent autoriser l'accès des adultes bénéficiant de la protection temporaire au système éducatif général. »

demandeurs d'asile, il est fort probable qu'elle soit également remise en cause concernant les personnes déplacées.

5. Le droit à l'éducation pour les ressortissants de pays tiers prétendant au statut de réfugié ou à une protection internationale : la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 (remplaçant la directive 2004/83/CE du 29 avril 2004)

436. La directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004⁹⁹⁷ détermine les normes minimales relatives aux conditions d'obtention et au contenu de la protection internationale accordée aux ressortissants de pays tiers prétendant au statut de réfugié ou à une protection internationale. L'accès à l'éducation fait partie des droits fondamentaux garantis dans le cadre de la protection internationale, d'une part, pour les mineurs réfugiés, comme le précise l'article 27 alinéa 1^{er} de la directive, disposant que « les Etats membres accordent le plein accès au système d'éducation à tous les mineurs qui se sont vu octroyer le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire, et ce dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants »⁹⁹⁸, d'autre part, pour les adultes réfugiés, ayant également « accès au système éducatif général ainsi qu'au perfectionnement ou au recyclage professionnels dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire »⁹⁹⁹, conformément aux dispositions de l'article 27 alinéa 2, complétée par les dispositions de l'article 26 de la directive prévoyant la mise en place d'actions de formation professionnelle¹⁰⁰⁰. L'accès au système éducatif implique également l'obligation pour les

⁹⁹⁷ Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (transposition 10 octobre 2006), JO L304 du 30 septembre 2004, p12-23 (63 TCE) – dispositions reprises par la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale et relatives au contenu de cette protection COM(2009)551 final – paragraphe 19 « les Etats membres accordent le plein accès au système d'éducation de tous les mineurs qui se sont vus octroyer le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire internationale, et ce dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants. », paragraphe 42 « les Etats membres permettent aux adultes qui se sont vu octroyer le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire internationale d'avoir accès au système éducatif général ainsi qu'au perfectionnement ou au recyclage professionnels dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire. », paragraphe 3 « les Etats membres garantissent l'égalité de traitement entre les bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire et leurs ressortissants dans le cadre des procédures existantes de reconnaissance des diplômes, certificats ou autre titre de qualification formelle. »

⁹⁹⁸ Ibid., article 27 alinéa 1^{er}

⁹⁹⁹ Ibid., article 27 alinéa 2 - « Les Etats membres permettent aux adultes qui se sont vu octroyer le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire d'avoir accès au système éducatif général ainsi qu'au perfectionnement ou au recyclage professionnels dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire. »

¹⁰⁰⁰ Ibid., article 26 alinéa 2 relatif à l'accès à l'emploi prévoyant que « Les Etats membres veillent à ce que des activités telles que des possibilités de formation liée à l'emploi pour les adultes, des actions de formation

Etats membres de garantir une égalité de traitement « dans le cadre des procédures existantes de reconnaissance des diplômes, certificats ou autre titre de qualification formelle »¹⁰⁰¹, c'est-à-dire que les Etats membres doivent « tenir compte des difficultés pratiques rencontrées par les bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire pour faire authentifier leurs diplômes, certificats et autres titres de qualification formelle étrangers. »¹⁰⁰².

437. La directive 2004/83/CE a fait l'objet d'une refonte remplacée par la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011, dont l'objectif principal est « d'une part, d'assurer que tous les Etats membres appliquent des critères communs pour l'identification des personnes qui ont réellement besoin d'une protection internationale et, d'autre part, d'assurer un niveau minimal d'avantages à ces personnes dans tous les Etats membres »¹⁰⁰³. Cette directive reprend dans les mêmes termes l'article 27 de la directive 2004/83/CE relatif à l'accès à l'éducation pour les mineurs et les adultes bénéficiant d'une protection internationale¹⁰⁰⁴. Elle confère également une place consolidée à l'égalité de traitement en matière de reconnaissance des diplômes à l'article 28 prévoyant que « les Etats membres garantissent l'égalité de traitement entre les bénéficiaires d'une protection internationale et leurs ressortissants dans le cadre des procédures existantes de reconnaissance des diplômes, certificats et autres titres de formation étrangers » et « s'efforcent de faciliter le plein accès des bénéficiaires d'une protection internationale qui ne sont pas en mesure de fournir des preuves documentaires de leurs qualifications aux systèmes appropriés d'évaluation, de validation et d'accréditation de leur formation antérieure. Les mesures prises à cet effet sont conformes à l'article 2,

professionnelle et des expériences pratiques sur le lieu de travail soient offertes aux bénéficiaires du statut de réfugiés dans des conditions équivalentes à celles applicables à leurs ressortissants. »

¹⁰⁰¹ Ibid., article 27 alinéa 3 - « Les Etats membres garantissent l'égalité de traitement entre les bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire et leurs ressortissants dans le cadre des procédures existantes de reconnaissance des diplômes, certificats ou autre titre de qualification formelle. »

¹⁰⁰² Ibid., considérant 37

¹⁰⁰³ Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, JO L337 du 20 décembre 2011, p9-26 (base : 78 TFUE et 294 TFUE), transposition avant le 21 décembre 2013, extrait considérant 12 de la directive

¹⁰⁰⁴ Ibid., article 27 relatif à l'accès à l'éducation, dispose que « les Etats membres accordent le plein accès au système d'éducation à tous les mineurs qui se sont vus octroyer une protection internationale, et ce dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants. 2. Les Etats membres permettent aux adultes qui se sont vus octroyer une protection internationale d'avoir accès au système éducatif général ainsi qu'au perfectionnement ou à la reconversion professionnels dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur leur territoire. »

paragraphe 2 et à l'article 3 de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles »¹⁰⁰⁵.

438. L'accès à l'éducation est consacré ainsi comme un droit essentiel devant être garanti pour les réfugiés au sein des Etats membres. Dans une affaire récente en cours, la violation de ce droit a également été identifiée par l'avocat général comme l'une des causes adjacentes d'un acte de persécution, qui, s'il est qualifié, permet d'accéder au statut de réfugié¹⁰⁰⁶.

6. Le droit à l'éducation pour les mineurs en situation précaire

439. Conformément à la convention des Nations Unies de 1989 relative aux droits de l'enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant doit prévaloir en toutes circonstances. C'est pourquoi l'accès au système éducatif est particulièrement protégé dans l'UE pour les mineurs, ressortissants des pays tiers, se trouvant dans une situation précaire, qu'ils soient en situation irrégulière de séjour ou victimes de la criminalité transnationale organisée. L'Assemblée parlementaire paritaire ACP a eu l'occasion d'affirmer dès 1996 la nécessité de garantir « le respect des droits de l'Homme ainsi qu'un traitement humain des immigrés en situation irrégulière, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation »¹⁰⁰⁷. La directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008¹⁰⁰⁸ prévoit en ce sens l'accès au système éducatif des mineurs en situation de séjour irrégulière, dans l'attente de leur retour¹⁰⁰⁹ et ce également pour les mineurs placés en rétention¹⁰¹⁰. Conformément à ses engagements internationaux¹⁰¹¹, la

¹⁰⁰⁵ Ibid., article 28

¹⁰⁰⁶ Paragraphe 56 des conclusions de l'avocat général Bot du 19 avril 2012, aff. Jointes C-71/11, C-99/11 « la persécution vise un acte d'une gravité ultime, parce qu'elle consiste à dénier de manière flagrante et avec acharnement les droits les plus essentiels de la personne humaine, en raison de sa couleur de peau, de sa nationalité, de son sexe et de ses orientations sexuelles, de ses convictions politiques ou de ses croyances religieuses. Qu'elle que soit la forme qu'elle emprunte et au-delà de la discrimination qu'elle opère, la persécution s'accompagne de la négation de la personne humaine et s'emploie à l'exclure de la société. Derrière la persécution se profile l'idée d'une interdiction, l'interdiction de vivre en société avec d'autres en raison de son sexe, l'interdiction d'être traité sur un pied d'égalité en raison de ses convictions ou celle d'avoir accès aux soins et à l'éducation en raison de sa race. Ces interdictions comportent en soi une sanction, la sanction de ce que l'individu est ou de ce qu'il représente. » ; Arrêt n°108/2012 CJUE (grande chambre) 5 septembre 2012 <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:62011CJ0071:FR:HTML>

¹⁰⁰⁷ Paragraphe 1^{er} de la résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur les pratiques d'expulsion des immigrés en situation irrégulière JO C062 du 27 février 1997, p40-41

¹⁰⁰⁸ Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants des pays tiers en séjour irrégulier JO L348 du 24 décembre 2008, p98-107 (63 et 251 TCE) en vigueur le 13 janvier 2009 (transposition au plus tard le 24 décembre 2010)

¹⁰⁰⁹ Ibid., article 14 'garanties dans l'attente du retour' paragraphe 1^{er} c) « les mineurs ont accès au système éducatif de base en fonction de la durée de leur séjour »

¹⁰¹⁰ Ibid., article 17 'rétention des mineurs et des familles' paragraphe 3 « les mineurs placés en rétention ont la possibilité de pratiquer des activités de loisirs, y compris des jeux et des activités récréatives adaptés à leur âge, et ont, en fonction de la durée de leur séjour, accès à l'éducation »

¹⁰¹¹ Décision 2006/619/CE du Conseil du 24 juillet 2006 relative à la conclusion, au nom de la CE, du protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en ce qui concerne les

CE protège également l'accès à l'éducation pour les mineurs, victimes de la traite des êtres humains¹⁰¹².

7. Le renforcement de la protection des droits des ressortissants des pays tiers dans l'UE suite au Traité modificatif de Lisbonne : la mise en place d'un 'statut uniforme'

440. Bien que ces directives n'établissent qu'un cadre minimal de protection, l'accès au système éducatif des ressortissants des Etats tiers est ainsi protégé dans le cadre de la politique d'immigration et d'asile, quel que soit le statut qui leur ait accordé et même s'ils se trouvent irrégulièrement sur le territoire d'un Etat membre de l'UE. Le Traité de Lisbonne impulse de surcroît un renforcement de la protection des droits fondamentaux des ressortissants des pays tiers en substituant à la notion de 'normes minimales' le concept de 'statut uniforme', comme l'illustre l'article 78 TFUE, reprenant en partie les dispositions de l'article 63 TCE, et consacrant l'existence d'« un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers valable dans toute l'Union »¹⁰¹³ et d'« un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale »¹⁰¹⁴.

441. Dans ce contexte, la directive 2011/98/UE du 13 décembre 2011¹⁰¹⁵, adoptée sur le fondement de l'article 79 paragraphe 2 TFUE, illustre l'orientation politique en faveur d'une politique commune d'immigration, en prévoyant, d'une part, la délivrance d'un 'permis unique' autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et travailler dans un Etat membre, et réaffirmant, d'autre part, l'importance d'un 'socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers', notamment en faisant référence, dans son article 12, au droit à l'égalité de

dispositions du protocole dans la mesure où celles-ci relèvent de la troisième partie, titre IV du TCE JO L262 du 22 septembre 2006, p51-58 - annexe 1 'protocole additionnel' - Article 6 'assistance et protection accordées aux victimes de la traite des personnes' « 2. Chaque Etat partie s'assure que son système juridique ou administratif prévoit des mesures permettant de fournir aux victimes de la traite des personnes, lorsqu'il y a lieu : a) des possibilités d'emploi, d'éducation et de formation ; 4. Chaque Etat partie compte, lorsqu'il applique les dispositions du présent article, de l'âge, du sexe et besoin spécifiques des victimes de la traite des personnes, en particulier des besoins spécifiques des enfants, notamment un logement, une éducation et des soins convenables. »

¹⁰¹² Voir également article 12 de la proposition de directive du Conseil relative au titre de séjour de courte durée délivré aux victimes de l'aide à l'immigration clandestine ou de la traite des êtres humains qui coopèrent avec les autorités compétentes COM(2002)71 final JO C126E du 28 mai 2002, p393-397 - « les Etats membres autorisent l'accès au marché du travail, à la formation et à l'éducation au bénéficiaire du titre de séjour de courte durée » et ce « dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de l'Etat d'accueil » selon l'article 14 b) de la proposition

¹⁰¹³ Article 78 paragraphe 2 TFUE a)

¹⁰¹⁴ Ibid., b)

¹⁰¹⁵ Directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, JO L43 du 23 décembre 2011, p1-9

traitement en matière d'éducation et de formation professionnelle¹⁰¹⁶. Cette directive fixe toutefois des limites substantielles à la réalisation de ce socle commun de droits, en disposant par exemple dans l'article 12 paragraphe 2 que les Etats peuvent apporter des limites à l'égalité de traitement en matière d'éducation et de formation, en « i) limitant son application aux travailleurs issus de pays tiers qui occupent ou ont occupé un emploi et sont inscrits comme chômeurs ; ii) excluant les travailleurs issus de pays tiers qui ont été admis sur leur territoire conformément à la directive 2004/114/CE ; iii) excluant les bourses et prêts d'études et de subsistance ou d'autres allocations et prêts ; iv) prescrivant des conditions préalables particulières, y compris la connaissance appropriée de la langue et le paiement de droits d'inscription, conformément au droit national, pour donner accès aux études universitaires, à l'enseignement postsecondaire ou à la formation professionnelle qui n'est pas directement liée à l'exercice de l'activité professionnelle précise ».

442. Si l'encadrement du droit à l'égalité de traitement en matière d'éducation peut être justifié dans certains cas spécifiques, comme celui des travailleurs saisonniers qui peuvent, selon la directive 2014/36/UE, n'avoir accès qu'à « l'éducation et à la formation professionnelle qui est directement liée à l'activité professionnelle spécifique et en excluant les bourses et prêts d'études et d'entretien et d'autres allocations »¹⁰¹⁷, l'exclusion possible des travailleurs issus de pays tiers, ayant été admis sur le territoire conformément à la directive 2004/114/CE, est particulièrement surprenante, dans la mesure où elle permet une inégalité de traitement envers les ressortissants de pays tiers admis sur le territoire à des fins d'études et ayant par la suite travaillé sur le territoire d'un Etat membre. La stratégie de Lisbonne étant fondée sur une recherche d'excellence, impliquant notamment l'ouverture de l'Espace Européen d'Enseignement et de Recherche (EEER) sur le Monde afin d'attirer les cerveaux étrangers, il semble paradoxal de faciliter dans un premier temps leurs conditions d'admission par la directive 2004/114/CE et de restreindre dans un second temps leur

¹⁰¹⁶ Ibid., article 12 paragraphe 1 c) « les travailleurs issus de pays tiers visés à l'article 3, paragraphe 1, points b) et c), bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat membre où ils résident en ce qui concerne : ...c) l'éducation et la formation professionnelle ; d) la reconnaissance des diplômes, certificats et autres qualifications professionnelles, conformément aux procédures nationales applicables... »

¹⁰¹⁷ Article 23 'Droit à l'égalité de traitement' de la Directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier, JO L 94 du 28.3.2014, p. 375–390 « 1. Les travailleurs saisonniers ont droit à l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat membre d'accueil au moins pour ce qui est : ...g) de l'éducation et de la formation professionnelle ; h) de la reconnaissance des diplômes, certificats et autres titres professionnels, conformément aux procédures nationales pertinentes ; ...2. Les Etats membres peuvent prévoir des limites à l'égalité de traitement : ...ii) prévue au paragraphe 1, premier alinéa, point g), en limitant son application à l'éducation et à la formation professionnelle qui est directement liée à l'activité professionnelle spécifique et en excluant les bourses et prêts d'études et d'entretien et d'autres allocations »

évolution professionnelle au sein d'un Etat membre en tolérant la restriction de leur accès à la formation professionnelle une fois qu'ils ont acquis le statut de travailleur dans un Etat membre. Dans un souci de compétitivité, il semblerait pertinent d'investir au contraire dans le potentiel de ces ressortissants, car leur accession au statut de travailleurs dans un Etat membre démontre incontestablement leur contribution positive à la croissance de l'Etat de résidence et de ce fait l'intérêt de leur garantir l'accès à la formation professionnelle. Il revient ainsi aux Etats membres d'apprécier l'inutilité d'une telle restriction.

443. L'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres par la législation de l'UE en matière d'intégration des ressortissants des pays tiers en séjour régulier, prévue par l'article 79 point 4 TFUE, démontre en ce sens les limites à l'uniformisation des procédures applicables aux ressortissants des pays tiers dans l'UE. Les Etats membres restent les acteurs principaux de la protection des droits accordée aux ressortissants des pays tiers, ce qui implique une prise de conscience des Etats membres quant à leur responsabilité à garantir l'effectivité de l'accès au système éducatif et la décence des conditions d'accès pour les ressortissants des pays tiers.

Paragraphe 2/ L'établissement d'une cinquième liberté dans l'UE : la libre circulation de la connaissance pour tous

444. Selon le professeur Jacques PERTEK « l'action communautaire en matière d'éducation et en faveur de la libre circulation des personnes n'est pas un supplément d'âme apporté à un processus d'intégration qui a été et qui demeure, de manière réaliste, fondé sur le rapprochement des économies et la réalisation d'un grand Marché. Elle est une composante de cette construction, et son importance se manifeste pour la croissance et la compétitivité aussi bien que la concrétisation de la citoyenneté de l'Union et le développement de l'identité européenne. Désormais légitimée par le traité, elle mérite d'obtenir une place pleine et entière dans la construction communautaire et de se développer par de nouvelles initiatives »¹⁰¹⁸. La mise en place d'un EEER ouvert sur le monde marque ainsi une étape fondamentale de la construction européenne et du développement économique de l'UE. Favorisant la libre circulation des personnes à des fins d'études, de formation professionnelle et de recherche, cette initiative renforce la cohésion et l'identité européenne, en projetant sur la scène

¹⁰¹⁸ Citation p22, Fasc. 750 vol. 3 Jurisclasseur Europe 'Droit d'établissement et libre prestation de services' – « Education et Communauté – recherche de pouvoir d'action – compétences et programmes – statut de l'étudiant », 1,2007 Jacques PERTEK, professeur agrégé de Droit public, Chaire Jean Monnet – Président de la Fondation pour les études européennes

internationale l'image d'une économie de la connaissance solide et de qualité, susceptible d'attirer les cerveaux étrangers et donc de renforcer la compétitivité de l'UE. L'ouverture internationale de l'EEER implique, d'une part, l'établissement d'un cadre juridique relatif à la libre circulation des ressortissants des pays tiers à des fins d'études (A), d'autre part, le développement d'une coopération en matière de reconnaissance mutuelle des diplômes (B).

A/ La libre circulation à des fins d'études pour les ressortissants des pays tiers

445. Dans un contexte de développement accru de la coopération internationale en matière de libre circulation des élèves, étudiants, chercheurs, enseignants et personnel administratif de l'éducation, les Etats membres de l'UE ont été confrontés à la nécessité d'établir des critères communs dans le cadre de leurs politiques respectives d'admission des étudiants originaires des pays tiers¹⁰¹⁹. Alors que la directive relative au droit de séjour des étudiants du 28 juin 1990¹⁰²⁰ ne concernait que les ressortissants des Etats membres, la gestion de l'admission des étudiants ressortissants des pays tiers fut consacrée comme une priorité du Conseil européen de Maastricht de décembre 1991, dans le cadre du rapport sur la politique en matière d'immigration et d'asile. Cet objectif s'est traduit concrètement dès 1994 par l'adoption de deux résolutions relatives à l'admission de ressortissants de pays tiers sur le territoire des Etats membres à des fins d'études¹⁰²¹, l'une du Conseil et l'autre du Parlement européen, consacrant les grandes lignes de la politique d'harmonisation en la matière, à savoir les objectifs de l'ouverture des systèmes d'enseignement supérieur aux étudiants des pays tiers¹⁰²², les conditions d'admission de ces étudiants¹⁰²³ et la nécessité de promouvoir la

¹⁰¹⁹ Voir notamment SPAVENTA (E) « Free movement of persons in the European Union: Barriers to movement in their constitutional context» Kluwer, European Law Collection 2007, isbn 9789041124708, 182p, voir dispositions concernant les étudiants p 15, 114, 118, 120, 132, 138, 142

¹⁰²⁰ Directive du 28 juin 1990 relative au droit de séjour des étudiants, Conseil 90/366/CEE annulée pour inadéquation de la base juridique retenue (CJCE Parlement c/ Conseil du 7 juillet 1992, aff. C-295/90), et maintenue en vigueur à titre provisoire jusqu'à son remplacement par la directive 93/96 du 29 octobre 1993, JO L317/59 du 18 décembre 1993 (même contenu que la directive 90/366)

¹⁰²¹ Résolution du Conseil du 30 novembre 1994 relative à l'admission de ressortissants de pays tiers sur le territoire des Etats membres à des fins d'études, JO C274 du 19 septembre 1996 ; résolution sur le projet de résolution du Conseil relative à l'admission de ressortissants de pays tiers sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne à des fins d'études du 22 septembre 1995, A4-0181/95 - C4-005/95 JO C269 du 16 octobre 1995 p200 – rapport d'initiative du Parlement européen basé sur les articles 126 paragraphe 3 et 128 paragraphe 3 ainsi que le titre XVII du TCE et les articles K, K.1, K.2, K.3, K.6 et K.9 du TUE

¹⁰²² Résolution sur le projet de résolution du Conseil relative à l'admission de ressortissants de pays tiers sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne à des fins d'études du 22 septembre 1995, JO C269 du 16 octobre 1995, p200 « A. Considérant que le projet de résolution...relève des principaux aspects de la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures...D. considérant qu'entrent également en jeu en l'espèce des aspects de droit communautaire, et en particulier du titre VIII, chapitre 3, et du titre IX (coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de l'éducation et de la culture), du titre XVII du TCE dont l'article 130U stipule que la Communauté tient compte des objectifs de la politique de coopération pour le développement de l'ensemble des autres politiques, et de l'article 7A du TCE (libre circulation des personnes légalement présentes sur le territoire de l'Union)...F. Considérant que la

reconnaissance des diplômes¹⁰²⁴. L'article 63 paragraphe 4 TCE consacrera un cadre général fondé sur la détermination par le Conseil de « mesures définissant les droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un Etat membre de séjourner dans les autres Etats membres et les conditions dans lesquelles ils peuvent le faire »¹⁰²⁵, incluant le séjour à des fins d'études.

446. Un délai de dix ans s'avèrera cependant nécessaire pour que les dispositions des résolutions de 1994 soient retranscrites dans un cadre juridique plus contraignant, fondé sur l'article 63 TCE, à savoir la directive du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat¹⁰²⁶.

réglementation des échanges, à l'échelle internationale, d'étudiants et de chercheurs fait partie intégrante de la politique de coopération avec les Etats tiers d'origine », le Parlement européen « 13. met l'accent sur le fait que le prétendu besoin de limiter l'immigration ne doit pas saper les efforts politiques de l'Union européenne visant à établir des contacts universitaires et culturels avec les pays tiers »

¹⁰²³ Ibid., paragraphes 15 et 16 - le Parlement européen « 15. estime que les conditions financières applicables à l'entrée et au séjour dans l'Union européenne sont sans doute insoutenables pour de nombreux étudiants et en particulier pour les étudiants en provenance des pays en voie de développement et d'Europe centrale et orientale ». De ce fait le Parlement « 16. encourage les Etats membres à autoriser les étudiants économiquement désavantagés à exercer un emploi d'appoint à court terme afin de subvenir à leurs besoins pendant la période de leurs études dans l'Union européenne »

¹⁰²⁴ Ibid., paragraphe 14 le Parlement européen « souligne qu'il importe de conclure avec des pays tiers des accords de reconnaissance mutuelle des diplômes et des accords de coopération prévoyant le renforcement des systèmes universitaires dans les pays en voie de développement » et paragraphe 17- le Parlement « invite le Conseil à indiquer clairement qu'il appartient essentiellement aux autorités universitaires de se prononcer sur la validité des diplômes devant permettre à un étudiant de poursuivre des études dans l'Union européenne en qualité de ressortissant d'un pays tiers »

¹⁰²⁵ Dispositions reprises dans l'article 79 paragraphe 2 TFUE – « le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure de législative ordinaire, adoptent les mesures dans les domaines suivants...b) la définition des droits des ressortissants des pays tiers en séjour régulier dans un Etat membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres Etats membres ».

¹⁰²⁶ Directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat JO L375 du 23 décembre 2004, p12-18 (63 TCE), entrée en vigueur le 12 janvier 2005 – Cette directive ne concerne pas les ressortissants des pays tiers appartenant à la catégorie des travailleurs ou assimilés (stagiaires non rémunérés ou volontaires percevant une compensation ou rémunération en raison de leur activité), à celle des demandeurs d'asile ou dans le cadre de régime de protection subsidiaire ou temporaire, et à celle des résidents de longue durée au titre de la directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée exerçant leur droit de résider dans un autre Etat membre en vue d'y suivre des études ou une formation professionnelle, JO L16 du 23 janvier 2004, p44 - voir analyse de la directive effectuée par le professeur Jacques PERTEK in Jurisclasseur Europe Vol.3 Fascicule 750 Droit d'établissement et libre prestation de services - "Education et Communauté – recherche de pouvoir d'action – compétences et programmes – statut de l'étudiant, 1,2007 - Fasc. 750 Lexis Nexis SA 2007 p17 - Admission des ressortissants des pays tiers – le Conseil a adopté le 13 décembre 2004 une directive relative aux conditions d'admission des ressortissants des pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontaires (directive 2004/114/CE JOUE L375 23 décembre 2004 (transposition au plus tard le 12 janvier 2007) – elle ne lie pas le Royaume Uni, l'Irlande et le Danemark. Il en résulte qu'un ressortissant d'un Etat tiers admis en qualité d'étudiant dans un premier Etat membre doit être admis dans un deuxième Etat membre où il demande à suivre une partie des études dans lesquelles il est engagé ou à les compléter par un cycle d'étude apparenté s'il « participe à un programme d'échange communautaire ou bilatéral » ou « a été admis en qualité d'étudiant...pour une période d'au moins deux ans » dans le premier Etat membre, si dans le

447. Traduisant la frilosité des Etats membres envers une harmonisation de leurs politiques d'admission respectives des étudiants étrangers à des fins d'études, les résolutions de 1994 et 1995 furent suivies par la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 ne concernant que la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs¹⁰²⁷, ressortissants des Etats membres qui souhaitent connaître une expérience dans un Etat membre autre que leur Etat membre d'origine. Bien qu'elle ne concerne pas directement les ressortissants des pays tiers, cette recommandation marquera une légère avancée. Elle fait référence, d'une part, au Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999, à l'occasion duquel fut consacrée l'obligation de l'Union européenne d'assurer « un traitement équitable aux ressortissants des pays tiers qui résident légalement sur le territoire d'un Etat membre » dans le cadre d'une politique plus énergique en matière d'intégration¹⁰²⁸. Elle rappelle, d'autre part, à la nécessité de 'sensibiliser' les pays tiers à l'UE participants aux programmes communautaires en matière d'éducation, de formation et de jeunesse au contenu de la présente recommandation et « de faciliter la mobilité des ressortissants de ces pays qui, dans le cadre d'un programme communautaire, accomplissent des études ou une formation, participent à une expérience de volontariat ou réalisent une activité d'enseignant ou de formateur à l'intérieur de l'Union européenne »¹⁰²⁹. Cette recommandation a fait l'objet, en 2002, d'une proposition modifiée de recommandation dans le cadre de laquelle la Commission apporte une nuance supplémentaire

deuxième Etat d'accueil, il est inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur, apporte la preuve qu'il disposera de ressources suffisantes pour couvrir ses frais de subsistance, d'études et de retour (le montant minimum étant fixé par l'Etat) et dispose d'une assurance maladie complète, l'Etat d'accueil pouvant aussi demander la preuve qu'il dispose d'une connaissance suffisante de la langue du programme d'étude (article 8).

¹⁰²⁷ La recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs JO L215 du 9 août 2001 p30-37 (149, 150 et 251 TCE) ; Position commune (CE) 7/2001 du 19 janvier 2001, arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs JO C70 du 2 mars 2001 p1-11 (149, 150 et 251 TCE)

¹⁰²⁸ Cette politique « devrait avoir pour ambition de leur offrir des droits et de leur imposer des obligations comparables à ceux des citoyens de l'Union. Les ressortissants des pays tiers en séjour légal dans un Etat membre devraient se voir octroyer dans cet Etat membre un ensemble de droits aussi proche que possible de ceux dont jouissent les citoyens de l'Union. » - considérant 19 de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs JO L215 du 9 août 2001, p30-37

¹⁰²⁹ Ibid., considérant 20 - « Les programmes communautaires en matière d'éducation, de formation et de jeunesse sont ouverts aux Etats de l'Association européenne de libre échange participant à l'Espace économique européen et aux pays associés d'Europe centrale et orientale (PECO), conformément aux conditions fixées dans les accords européens, dans leurs protocoles additionnels et dans les décisions des Conseils d'association respectifs, à Chypre, ainsi qu'à Malte et à la Turquie. Il conviendrait à cet égard de sensibiliser ces pays à la présente recommandation et de faciliter la mobilité des ressortissants de ces pays qui, dans le cadre d'un programme communautaire, accomplissent des études ou une formation, participent à une expérience de volontariat ou réalisent une activité d'enseignant ou de formateur à l'intérieur de l'Union européenne. »

en précisant que « la présente recommandation vise avant tout les ressortissants des Etats membres qui souhaitent connaître une expérience dans un Etat membre autre que leur Etat d'origine »¹⁰³⁰, ce qui permet d'envisager dans un second temps qu'elle s'applique aux ressortissants des pays tiers.

448. Un tournant fondamental sera pris avec l'adoption de la directive du Conseil du 13 décembre 2004 relative spécifiquement aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat¹⁰³¹, faisant actuellement l'objet d'une refonte¹⁰³². Rappelant l'importance de promouvoir « l'Europe dans son ensemble en tant que centre mondial d'excellence pour les études et la formation professionnelle »¹⁰³³ et partant du constat que « la mobilité des ressortissants des pays tiers à destination de la Communauté à des fins d'études est un élément clé de cette stratégie »¹⁰³⁴, la directive du Conseil du 13 décembre 2004¹⁰³⁵ vise à rapprocher les législations nationales des Etats membres en matière de conditions d'entrée et de séjour des ressortissants des pays tiers à des fins d'études, d'échanges, d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat, pour une durée supérieure à trois mois. Elle précise que « la mobilité des étudiants ressortissants de pays tiers poursuivant leurs études dans plusieurs Etats membres doit être facilitée, de même que l'admission des ressortissants de pays tiers participant à des programmes communautaires visant à favoriser la mobilité au sein ou à destination de la Communauté »¹⁰³⁶. La présente directive fixe un cadre *a minima*, garanti par les institutions communautaires dans le respect des principes de subsidiarité et de

¹⁰³⁰ Proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la Communauté, des étudiants, des personnes en formation, des jeunes volontaires, des enseignants et des formateurs (présentée par la Commission conformément à l'article 250 paragraphe 2 TCE) COM(2002)723 – COD 2000/0021 du 9 novembre 2000 (149, 150 et 251 TCE)

¹⁰³¹ Directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat JO L375 du 23 décembre 2004 p12-18 (63 TCE)

¹⁰³² Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair COM(2013)151 du 25 mars 2013 (79, 294 TFUE); Évaluation d'impact (SWD (2013) 77, SWD(2013) 78 (résumé)) d'une proposition de la Commission pour une directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'étude, d'échange d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair, en vue d'une refonte et d'une modification des directives 2004/114/CE et 2005/71/CE (COM (2013)151 final), isbn 978-92-823-4625-9

¹⁰³³ Ibid., considérant 6

¹⁰³⁴ Ibid., considérant 6

¹⁰³⁵ Ibid.

¹⁰³⁶ Ibid., considérant 16

proportionnalité¹⁰³⁷, qui ne s'applique qu'à défaut de dispositions plus favorables adoptées par les Etats membres, ou intégrées dans des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre l'UE, ou l'UE et ses Etats membres, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers, d'autre part, ou des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre un ou plusieurs Etats membres, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers, d'autre part, comme prévu par l'article 4 de la directive.

L'article 6 de la directive fixe les conditions générales d'admission des étudiants, élèves et stagiaires non rémunérés¹⁰³⁸ sachant que chaque catégorie de ressortissant fait de plus l'objet de mesures spécifiques et que les Etats membres facilitent la procédure d'admission¹⁰³⁹. Les exigences particulières d'admission des étudiants¹⁰⁴⁰ sont définies à l'article 7 de la directive, conditionnant strictement l'admissibilité d'un étudiant à la preuve de sa capacité linguistique à suivre le programme d'étude (preuve appréciée discrétionnairement par l'Etat d'accueil), de son admission dans un établissement d'enseignement supérieur, accompagnée si l'Etat le demande, d'un justificatif du paiement des droits d'inscription définis par l'établissement et enfin de la démonstration qu'il disposera au cours de son séjour des ressources suffisantes pour couvrir ses frais de subsistance, d'études et de retour. Pour permettre aux étudiants ressortissants des pays tiers de couvrir une partie des coûts de leurs études, la directive prévoit qu' « il convient de leur donner accès au marché du travail »¹⁰⁴¹, en leur permettant selon l'article 17 d'exercer une activité économique, ce qui s'illustre notamment en France par l'ouverture progressive des formations en alternance aux étudiants étrangers, dans le cadre de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation avec une carte de séjour spécifique d'« étudiant en alternance ». Une fois admis, les étudiants peuvent selon l'article 8 de la directive, effectuer leur cycle d'études ou les compléter en suivant une partie de leurs études dans différents Etats membres. Ils bénéficient à ce titre d'un titre de séjour de un an minimum

¹⁰³⁷ Ibid., considérant 24 - « dans la mesure où l'objectif de la présente directive,...ne peut être réalisé de manière suffisante par les Etats membres et peut être mieux réalisé au niveau communautaire en raison de sa dimension ou de ses effets, la Communauté peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité tel qu'énoncé à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif »

¹⁰³⁸ Les conditions prévues par la directive sont : la preuve d'un document de voyage en cours de validité, l'autorisation parentale pour les mineurs, l'assurance-maladie exceptée pour les étudiants assurés en raison de leur inscription administrative, l'absence de menace à l'ordre public, ainsi qu'à la sécurité publique ou à la santé publique, et le cas échéant l'acquiescement des droits pour le traitement des demandes si l'Etat membre l'exige.

¹⁰³⁹ Ibid., article 19 (prévoit une procédure accélérée de délivrance de titres de séjour ou de visas aux étudiants et aux élèves)

¹⁰⁴⁰ Ibid., article 2 'Définitions' – Selon la directive, un 'étudiant' est « un ressortissant de pays tiers admis dans un établissement d'enseignement supérieur et admis sur le territoire d'un Etat membre pour suivre, à titre d'activité principale, un cycle d'études à plein temps menant à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat membre, y compris les diplômes, les certificats ou les doctorats obtenus dans un établissement d'enseignement supérieur, et peut recouvrir un programme de préparation à ce type d'enseignement, conformément à sa législation nationale »

¹⁰⁴¹ Ibid., considérant 18

renouvelable, contrairement aux élèves, stagiaires non rémunérés et volontaires, pour lesquels le titre de séjour est d'une durée maximale d'un an (avec quelques exceptions pour les stagiaires et volontaires). L'admissibilité est de même rigoureusement définie concernant les programmes d'échanges d'élèves¹⁰⁴², l'accueil de stagiaires non rémunérés¹⁰⁴³ et des volontaires¹⁰⁴⁴.

449. Reconnaissant que « l'existence d'un cadre législatif coordonné et transparent contribue à rendre l'UE plus visible, accessible et attrayante pour les étudiants des pays tiers, en tant que destination pour l'enseignement supérieur »¹⁰⁴⁵, la Commission a apprécié, à l'occasion d'un rapport du 28 septembre 2011, l'application réelle de la directive 2004/114/CE. Il en ressort qu'« en 2007 la Commission a engagé des procédures d'infraction en application de l'article 258 TFUE à l'encontre de quatorze Etats membres pour défaut de transposition de la directive dans les délais prévus...depuis lors tous les Etats membres ont adopté des mesures de transposition »¹⁰⁴⁶. L'application est cependant nuancée dans la mesure où le champ d'application personnel varie en fonction des Etats membres. Neuf Etats membres ont transposé uniquement les dispositions relatives aux étudiants et seulement dix Etats membres appliquent les dispositions relatives aux trois catégories facultatives, à savoir les élèves, les

¹⁰⁴² Ibid., article 2 'Définitions' – Selon la directive un « 'élève' est un ressortissant de pays tiers admis sur le territoire d'un Etat membre pour suivre des cours d'enseignement secondaire reconnus, dans le cadre d'un programme d'échange mis en œuvre par une organisation reconnue à cet effet par l'Etat membre, conformément à sa législation nationale ou à sa pratique administrative » - Ne seront admissibles aux programmes d'échanges d'élèves, selon l'article 9 de la directive, que les élèves étrangers dont l'âge se situe dans la tranche d'âge fixé par l'Etat membre concerné et capables d'apporter la preuve de leur admissibilité dans un établissement d'enseignement secondaire, ainsi que de leur participation à un programme reconnu d'échange d'élèves, mis en œuvre par une organisation reconnue dans l'Etat membre, se portant garante de l'élève pendant toute la durée de sa présence sur le territoire de l'Etat membre concerné, notamment pour ses frais de subsistances, d'études, de santé et de retour, sachant que l'intéressé est placé chez une famille d'accueil répondant aux conditions fixées par l'Etat membre. Les Etats membres peuvent de surcroît exiger la réciprocité et conditionner les programmes d'échanges d'élèves étrangers à l'organisation de programmes identiques au bénéfice de leurs ressortissants dans un pays tiers.

¹⁰⁴³ Les conditions particulières relatives à l'admission des stagiaires non rémunérés sont déterminées à l'article 10 de la directive, à savoir la signature d'une convention de formation, approuvée le cas échéant par l'autorité compétente de l'Etat membre en vue d'un stage non rémunéré dans une entreprise du secteur public ou privé ou un établissement de formation professionnelle public ou privé reconnu par l'Etat membre, la preuve de ressources suffisantes pour couvrir ses frais de subsistance, de formation et de retour, et le cas échéant suivre une formation linguistique de base.

¹⁰⁴⁴ L'article 11 de la directive fixe les conditions spécifiques applicables aux volontaires c'est-à-dire l'âge minimum et maximum fixé par l'Etat membre concerné, la convention avec l'organisation chargée dans l'Etat membre concerné du programme de volontariat auquel il participe et précisant ses tâches, ainsi que les conditions d'encadrement telles que ses horaires de travail, et ressources disponibles pour couvrir ses frais de voyage, de subsistance et de logement, la souscription par l'organisation chargée du programme d'une assurance responsabilité civile, et le cas échéant une initiation à la langue, à l'histoire et aux structures politique et sociales de l'Etat membre d'accueil.

¹⁰⁴⁵ Rapport de la Commission du 28 septembre 2011 sur l'application de la directive 2004/114/CE relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat COM(2011)587

¹⁰⁴⁶ Ibid.

stagiaires non rémunérés et les volontaires, cinq Etats ayant choisi d'appliquer la directive qu'à une ou deux de ces catégories. La Commission constate de surcroît que les conditions d'admission restent très variables d'un Etat membre à l'autre. Le rapport établit que « le potentiel de cet instrument européen n'est pas pleinement exploité. En particulier le niveau d'harmonisation atteint par la directive, adoptée selon la règle de l'unanimité, est plutôt faible, étant donné que seules quelques dispositions de la directive sont juridiquement contraignantes et que de nombreuses autres n'imposent aucune obligation spécifique aux Etats membres. La Commission reste toutefois positive puisqu' « en 2009 plus de 200 000 ressortissants de pays tiers sont entrés dans l'UE aux fins de cette directive »¹⁰⁴⁷. Dans ce contexte la Commission œuvre à la mise en œuvre effective de cette directive, en offrant ses services d'information et d'assistance. Elle envisage également une modification de la directive en matière de « renforcement des garanties procédurales (délais spécifiques impartis pour le traitement des demandes, obligation pour les Etats membres de motiver leur refus) ; renforcement des clauses de mobilité ; encouragement des synergies avec les programmes européens qui facilitent la mobilité des ressortissants des pays tiers au sein de l'UE ; amélioration du niveau d'harmonisation en ce qui concerne les volontaires, les stagiaires non rémunérés et les élèves en vue d'accélérer l'élaboration d'un cadre juridique européen global dans le domaine de l'éducation, de la formation et des échanges culturels avec les pays tiers »¹⁰⁴⁸.

450. Conformément aux préconisations de la Commission, la proposition de refonte de la directive du 25 mars 2013¹⁰⁴⁹ impulse une amélioration des conditions d'accès dans l'UE des chercheurs, étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés issus de pays tiers. Refondant en un instrument unique la directive 2004/114/CE et la directive 2005/71/CE relative à la procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique¹⁰⁵⁰, cette proposition vise à combler les lacunes observées en matière d'admission et de garanties procédurales. Les dispositions relatives aux élèves, stagiaires non rémunérés et volontaires, facultatives dans la directive 2004/114/CE, acquièrent force obligatoire. De nouvelles catégories de ressortissants sont également prises en compte dans cette proposition prévoyant

¹⁰⁴⁷ Ibid.

¹⁰⁴⁸ Ibid.

¹⁰⁴⁹ Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (refonte), op.cit.

¹⁰⁵⁰ Directive 2005/71/CE du Conseil relative à la procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers se déplaçant aux fins de recherche scientifique, JO L289 du 3 novembre 2005, p15

des dispositions particulières pour les stagiaires rémunérés et les personnes au pair¹⁰⁵¹. Afin d'améliorer le traitement équitable des ressortissants de pays tiers relevant de son champ d'application, la proposition de directive prévoit un chapitre général rappelant les droits pour l'ensemble de ces catégories. Elle consacre également un délai obligatoire pour les Etats membres en ce qui concerne le traitement des demandes d'admission, assorti d'une obligation de motivation et de procédures de recours en cas de rejet de la demande.

451. Le renforcement de la directive s'avère essentielle pour la sécurité juridique et les garanties procédurales des individus, comme le démontre l'affaire Mohamed Ali Ben Alaya contre Bundesrepublik Deutschland du 10 septembre 2014¹⁰⁵². En l'espèce, la CJUE a été saisie d'une question préjudicielle visant à interpréter l'article 12 de la directive 2004/114/CE, afin de déterminer de quelle marge d'appréciation dispose l'Etat hôte quant à l'admissibilité d'un ressortissant de pays tiers à des fins d'études. La promotion internationale de l'EEES étant fortement conditionnée par la bonne application de cette directive, la Cour a considéré que « l'Etat membre concerné est tenu d'admettre sur son territoire un ressortissant de pays tiers qui souhaite séjourner plus de trois mois sur ce territoire à des fins d'études, dès lors que ce ressortissant remplit les conditions d'admissions prévues de manière exhaustive aux articles 6 et 7 de cette directive et que cet Etat membre n'invoque pas à son égard l'un des motifs explicitement énumérés par ladite directive et justifiant le refus d'un titre de

¹⁰⁵¹ Article 14 nouveau de la proposition de directive COM(2013)151, op.cit., les conditions d'admission sont « a) avoir au moins 17 ans mais pas plus de 30 ans ou avoir, dans des situations justifiées au cas par cas, plus de 30 ans ; b) apporter la preuve que la famille d'accueil se porte garante de lui pendant toute la durée de sa présence sur le territoire de l'Etat membre concerné, en ce qui concerne notamment ses frais de subsistance, de logement, de santé, de maternité ou les risques d'accident ; c) produire une convention conclue entre lui-même et la famille d'accueil, définissant les droits et obligations de la personnes au pair, comportant des dispositions relatives à l'argent de poche qu'il devra recevoir et précisant les modalités qui lui permettront d'assister à des cours et de participer aux tâches quotidiennes de la famille. »

¹⁰⁵² CJUE (3^{ème} ch.) 10 septembre 2014, Mohamed Ali Ben Alaya c/ Bundesrepublik Deutschland, aff. C-491/13. Faits : A l'occasion d'un renvoi préjudiciel le 'Verwaltungsgericht Berlin' a demandé à la Cour d'interpréter la portée de la directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat. En l'espèce M. Ben Alaya, ressortissant tunisien, conteste par la voie du recours en annulation devant le 'Verwaltungsgericht Berlin', le refus de délivrance du visa étudiant qu'il a demandé afin de venir étudier à la 'Technische Universität Dortmund', où il a été admis dans la filière « mathématiques ». Ayant plusieurs fois réitéré sa demande de visa auprès des autorités allemandes compétentes, M. Be Alaya conteste le fait qu'elles ont toutes été refusées au motif que des doutes subsistent quant à sa motivation pour suivre des études en Allemagne et quant à sa capacité à suivre le cursus en langue allemande et à faire face aux difficultés liées à des études supérieures à l'étranger. Elles estiment de surcroît qu'il est difficile de faire le lien entre sa demande d'effectuer des études en Allemagne et son projet de travailler comme professeur de mathématique en Tunisie. Le juge allemand s'interroge sur la compatibilité du pouvoir discrétionnaire dont dispose les autorités allemandes en matière de délivrance du visa à des fins d'études avec les dispositions de la directive 2004/114. Il a ainsi saisi la Cour d'un renvoi préjudiciel afin de savoir si la directive donne droit à l'octroi d'un visa d'étudiant, sans laisser de pouvoir d'appréciation à l'administration nationale, dans la mesure où les conditions d'admission énoncées aux articles 6 et 7 de la directive sont remplies.

séjour »¹⁰⁵³, à savoir « l'existence d'une menace pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique »¹⁰⁵⁴ ou la preuve de l'« utilisation abusive ou frauduleuse de la procédure établie par la directive »¹⁰⁵⁵. L'Etat membre ne peut ainsi ajouter des conditions supplémentaires à celles définies dans les articles 6 et 7 de la directive dans la mesure où ce procédé serait contraire à l'esprit de la directive. Il peut cependant apprécier s'il y a menace pour l'ordre public ou abus, en procédant à une évaluation de la demande d'admission et de sa cohérence. Conformément aux conclusions de l'avocat général MENGGOZZI, il est essentiel que cette analyse ait lieu « dans le cadre de principes clairs et ne pas laisser d'espace à l'arbitraire »¹⁰⁵⁶. Dans le cas d'espèce, l'autorité publique a refusé le visa en se fondant notamment sur le manque de rendement scolaire, alors même que le dossier du requérant a été jugé admissible à plusieurs reprises par l'établissement d'enseignement supérieur d'accueil. Hormis le fait que cette position affecte la crédibilité de l'EEES, il est nécessaire de préserver l'effet utile de la directive, par un encadrement strict du pouvoir d'appréciation des autorités publiques, afin de protéger les garanties procédurales des étudiants, ainsi que la compétence des établissements d'enseignement d'accueil, étant avec pragmatisme les plus aptes à apprécier la solidité d'un dossier universitaire.

B/ La reconnaissance des diplômes : analyse des difficultés liées aux diplômes obtenus dans un pays tiers à l'UE

452. La reconnaissance mutuelle des diplômes est une question récurrente visant à la fixation de critères étatiques communs *a minima* en la matière, tels que la durée globale de la formation, en année, en heures, par matières, obligatoires ou non, et les conditions des stages¹⁰⁵⁷. L'article 57-1 du Traité de Rome disposait qu'« afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête, en statuant à l'unanimité au cours de la première étape et à la majorité qualifiée par la suite, des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres »¹⁰⁵⁸. Dans cette perspective, un système général de

¹⁰⁵³ Ibid., paragraphe 36

¹⁰⁵⁴ Ibid., paragraphe 33

¹⁰⁵⁵ Ibid., paragraphe 34

¹⁰⁵⁶ Paragraphe 51 des conclusions de l'avocat général M. Paolo Mengozzi présentées le 12 juin 2014, aff. C-491/13 Mohamed Ali Ben Alaya contre Bundesrepublik Deutschland

¹⁰⁵⁷ Voir J.PERTEK « L'Europe des diplômes », PUF 1999, p124

¹⁰⁵⁸ Afin de faciliter la liberté d'établissement et de prestation, l'article 47 TCEE, devenu l'article 57 TCE paragraphe 1 prévoit la reconnaissance mutuelle des diplômes et autres titres requis dans chaque pays pour l'accès aux professions. L'article 57, paragraphe 2, prévoit en ce sens la coordination des règles nationales d'accès et d'exercice, impliquant une harmonisation minimales de ces règles. La reconnaissance mutuelle s'est effectuée de manière sectorielle, avec harmonisation comme dans le secteur de la santé, ou sans harmonisation,

reconnaissance des diplômes a été élaboré par la directive 89/48/CEE¹⁰⁵⁹ relative à la reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur, s'appliquant à tout ressortissant d'un Etat membre et visant à lever les obstacles à la mobilité transfrontière par la reconnaissance du diplôme obtenu dans le pays d'origine par l'Etat hôte.

453. La première limite à ce système général réside dans le fait que l'ouverture internationale de l'EEER nécessite d'étendre la reconnaissance mutuelle des diplômes au-delà des frontières des Etats membres de l'UE. S'il est évident que la « directive ne peut que s'appliquer aux ressortissants communautaires »¹⁰⁶⁰, le Parlement européen a eu l'occasion de juger « contradictoires les dispositions que celle-ci comporte en matière de formations acquises en partie dans des pays tiers »¹⁰⁶¹, en considérant « que la persistance de cette contradiction empêche toute solution à un problème ayant tendance à prendre des dimensions préoccupantes dans certains Etats membres »¹⁰⁶². Le développement des échanges internationaux implique en effet de prendre en compte les diplômes obtenus totalement ou partiellement à l'étranger par un ressortissant de l'UE, ou les diplômes obtenus à l'étranger par un ressortissant d'un Etat tiers étudiant ou travaillant dans un Etat membre de l'UE. Cette situation est d'autant plus inquiétante quand un Etat membre refuse de reconnaître l'équivalence de diplôme reconnu par un autre Etat membre, alors qu'une harmonisation des standards de reconnaissance a été incontestablement amorcée par la mise en place du réseau ENIC NARIC¹⁰⁶³ et par la ratification par la plupart des Etats membres de l'UE de

par exemple pour les avocats. - voir commentaire JP CRAYENCOUR, conseiller à la Commission des CE, « La reconnaissance mutuelle des diplômes dans le Traité de Rome », *Revue du marché commun*, octobre 1970 p 447-464

¹⁰⁵⁹ Directive relative à la reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur du Conseil 89/48/CEE du 21 décembre 1988, complétée par la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles JO L209 du 24 juillet 1992 p25 (dispositions des directives renouvelées par la directive 2005/36/CE reprenant la législation en vigueur)

¹⁰⁶⁰ Paragraphe 11 de la résolution du 11 avril 1997 sur le rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'état d'application du système général de reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur, établi selon l'article 13 de la directive 89/48/CEE (COM(96)46 C4-0194/96) JO C132 du 28 avril 1997 p311

¹⁰⁶¹ Ibid.

¹⁰⁶² Ibid.

¹⁰⁶³ Le réseau NARIC (National Academic Recognition Information Center) est un réseau de centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique, créé en 1984 par la Commission européenne, et visant à améliorer la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études dans les pays membres de l'UE, de l'EEE et des PECO. Tout centre NARIC est un centre ENIC, c'est-à-dire qu'il est également compétent pour faciliter la reconnaissance des diplômes obtenus hors UE. Le réseau ENIC a été créé par l'Unesco et Conseil de l'Europe, sachant que les réseaux ENIC NARIC coopèrent étroitement afin de promouvoir l'échanges d'informations fiables sur les processus régionaux existants en matière de reconnaissance et l'élaboration d'instruments internationaux facilitant la reconnaissance tel que l'ECTS, les diplômes conjoints, l'assurance qualité et surtout le supplément au diplôme. Le supplément au diplôme fournit des informations pertinentes sur la nature, le niveau, le contexte, le contenu et le statut des études accomplies par le titulaire de l'attestation du diplôme original à laquelle ce supplément est annexé. Dépourvu de tout jugement de valeur il est compatible avec tout système éducatif existant même au-delà des frontières européennes car il est délivré librement par des

conventions régionales¹⁰⁶⁴, voir interrégionales¹⁰⁶⁵, favorisant la reconnaissance des diplômes au-delà des frontières des Etats membres de l'UE.

454. Concernant les ressortissants des Etats membres de l'UE, le Conseil a eu l'occasion de relever dès 1975, la situation particulière des ressortissants luxembourgeois contraints de poursuivre une partie de leurs études de médecine dans un pays tiers, dans la mesure où ils n'ont pas la possibilité de suivre au Luxembourg un cycle complet d'enseignement universitaire en la matière. Le Conseil a donc recommandé aux Etats membres « de faciliter aux ressortissants du Grand-Duché de Luxembourg porteurs d'un diplôme conférant un grade d'enseignement supérieur de médecine délivré dans un pays tiers...l'accès aux activités de médecin et leur exercice à l'intérieur de la Communauté, en reconnaissant ces diplômes sur leurs territoires à condition que ces diplômes soient accompagnés des certificats de stage visés par le ministre de la santé publique du Grand-Duché de Luxembourg »¹⁰⁶⁶. La même position a été adoptée par le Conseil dix ans après concernant les porteurs d'un diplôme du domaine de l'architecture, délivré dans un pays tiers. Considérant que les ressortissants des Etats membres ayant obtenu un diplôme du domaine de l'architecture dans un pays tiers sont de ce seul fait dans une situation particulière, le Conseil « recommande aux gouvernements des Etats membres de faciliter aux personnes visées ci-dessus l'accès aux activités du domaine de l'architecture et leur exercice à l'intérieur de la Communauté, en reconnaissant ces diplômes sur leur territoires »¹⁰⁶⁷. A l'occasion d'une résolution du 18 juin 1992, le Conseil étendra cette recommandation à tous les diplômes, quel que soit le secteur, en invitant les Etats membres à faciliter l'accès aux professions réglementées et leur exercice à l'intérieur de la Communauté à tous les ressortissants des Etats membres titulaires d'un diplôme ou d'un certificat délivré dans un pays tiers, en reconnaissant lesdits diplômes¹⁰⁶⁸.

établissements nationaux selon un modèle général établi par le groupe de travail conjoint à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe et à l'UNESCO - voir infra

¹⁰⁶⁴ Voir convention de Lisbonne du Conseil de l'Europe et de l'Unesco sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne du 11 avril 1997 (cadre normatif selon lequel la reconnaissance ne peut être refusée qu'en cas de différences substantielles) - ratifiée par tous les Etats européens partenaires de l'UE dans le cadre de la PEV ou de la PAP ou de l'EEE et membres du Conseil de l'Europe – les Etats membres n'ont hélas pas tous ratifié - voir infra

¹⁰⁶⁵ Dans le cadre de l'UNESCO, de nombreuses conventions régionales fixent des standards internationaux de reconnaissance et d'assurance qualité en favorisant la coopération interrégionale. La région européenne coopère ainsi avec d'autres régions du monde en matière d'enseignement supérieur. Par exemple, la convention internationale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des qualifications de l'enseignement supérieur dans les Etats arabes et les Etats riverains de la Méditerranée est entrée en vigueur le 6 mars 1978 – voir infra

¹⁰⁶⁶ Recommandation 75/366/CEE du Conseil du 16 juin 1975 concernant les ressortissants du Grand-Duché de Luxembourg porteur d'un diplôme de médecin délivré dans un pays tiers JO L167 du 30 juin 1975 p20

¹⁰⁶⁷ Recommandation 85/386/CEE du Conseil du 10 juin 1985 concernant les porteurs d'un diplôme du domaine de l'architecture délivré dans un pays tiers JO L223 du 21 août 1995 p28

¹⁰⁶⁸ Résolution du Conseil du 18/06/1992 concernant les ressortissants des Etats membres titulaires d'un diplôme ou d'un certificat délivré dans un pays tiers JO C87 du 24 juillet 1992 p1

455. Malgré ces lignes directrices communautaires, les Etats membres feront preuve de réticence à appliquer le système général de reconnaissance des diplômes à un diplôme obtenu dans un Etat tiers à l'UE et même à reconnaître l'équivalence accordée à ce diplôme par un autre Etat membre. Si le diplôme délivré hors UE est par principe exclu de l'application des directives sectorielles établissant respectivement un système de reconnaissance de diplômes pour une profession donnée, la Cour de justice, consacrera, d'une part, l'obligation des Etats membres de vérifier la compatibilité du diplôme délivré dans un Etat tiers à l'UE avec leurs législations internes, même en cas d'inapplicabilité de directives sectorielles, et étendra, d'autre part, dans le cadre de sa jurisprudence, l'applicabilité d'une directive sectorielle aux diplômes dont la formation a été suivie de manière prépondérante dans un Etat tiers à l'UE.

1. Portée des arrêts CJCE du 9 février 1994 : les affaires *Tawil Albertini* et *Haim*

456. Par deux arrêts du 9 février 1994¹⁰⁶⁹ la Cour de justice a rappelé le pouvoir discrétionnaire d'un Etat membre de reconnaître ou de ne pas reconnaître un diplôme délivré dans un Etat tiers à l'UE, ainsi que l'équivalence de ce diplôme délivré par un autre Etat membre de l'UE. La seule exigence imposée à l'Etat membre est de vérifier que l'intéressé ne dispose pas des connaissances et qualifications équivalentes à celles exigées par sa législation en vigueur, afin d'éviter toute inégalité de traitement. En l'espèce, la Cour de justice a été saisie dans les deux cas d'une demande préjudicielle concernant l'interprétation des dispositions de la directive 78/686/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du praticien de l'art dentaire et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de service¹⁰⁷⁰.

457. Dans la première affaire, M. Tawil Albertini, ressortissant de nationalité française, est titulaire d'un diplôme de chirurgie dentaire délivré au Liban en 1968. Le ministre belge reconnaît l'équivalence de son diplôme libanais en 1979 avec le diplôme légal belge de licencié en science dentaire. L'intéressé exerce en Belgique la profession et est autorisé en 1980 à exercer également au Royaume-Uni, puis en février 1986 en Irlande. M. Tawil-

¹⁰⁶⁹ Arrêt CJCE du 9 février 1994 Abdullah Tawil-Albertini contre Ministre des affaires sociales – demande de décision préjudicielle Conseil d'Etat France, aff. C-154/93, Rec. 1994 pI-451 ; arrêt CJCE du 9 février 1994 Salomone Haim contre Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein – demande de décision préjudicielle Bundessozialgericht – Allemagne, aff. C-319/92, Rec. 1994 pI-425

¹⁰⁷⁰ Directive 78/686/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du praticien de l'art dentaire et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de service, JO 1978 L233, p1

Albertini demande au ministre français des affaires sociales le droit d'exercer la profession en France, demande rejetée en 1986. L'intéressé introduit un recours en annulation contre cette décision de refus. Cependant le tribunal administratif rejette sa demande au motif que le demandeur ne peut en l'espèce se prévaloir d'un diplôme belge de licencié en science dentaire mais seulement de l'équivalence de son diplôme libanais. Saisi en appel, le Conseil d'Etat décide de surseoir à statuer et demande à la Cour de justice par voie préjudicielle d'interpréter les dispositions de l'article 7 de la directive 78/686/CEE dont se prévaut M. Tawil-Albertini. La Cour considère que la reconnaissance automatique des diplômes de dentiste appliquée dans les Etats membres n'est pas extensible aux diplômes délivrés par un pays tiers dans la mesure où, « dans les relations avec les Etats tiers, une telle coordination des législations relatives à la formation ne peut être établie que par des conventions conclues entre les Etats concernés. C'est ainsi qu'en vertu de l'article 1^{er}, paragraphe 4, de la directive 78/687, les Etats membres restent libres d'accorder sur leur territoire, selon leur réglementation, l'accès aux activités de praticiens de l'art dentaire aux titulaires de diplômes obtenus dans un Etat tiers »¹⁰⁷¹. La reconnaissance d'un diplôme délivré dans un Etat tiers est donc une faculté mais en aucun cas une obligation pour les Etats membres, qui peuvent décider de faciliter la reconnaissance avec un Etat tiers dans le cadre d'une convention internationale bilatérale. De ce fait, l'article 7 de la directive 78/686, ne concernant que les diplômes délivrés par les Etats membres, ne peut pas s'appliquer au cas d'espèce, car M. Tawil-Albertini a obtenu une équivalence en Belgique et non un diplôme. Le seul diplôme dont il peut se prévaloir en France est le diplôme délivré au Liban.

La Cour estime en effet que « la reconnaissance par un Etat membre d'un titre délivré par un Etat tiers n'engage pas les autres Etats membres »¹⁰⁷², ce qui signifie que l'équivalence belge n'a pas la valeur d'un diplôme et que la France n'est donc pas contrainte de reconnaître la délivrance de cette équivalence.

458. Dans la seconde affaire, M. Haim, ressortissant de nationalité italienne, est titulaire d'un diplôme de dentiste obtenu en Turquie en 1946. Ayant obtenu en 1981 la reconnaissance de sa qualité de médecin dentiste en RFA, il a exercé la profession. En 1982, suite à un examen théorique et pratique, il obtient également la reconnaissance de son diplôme par le ministre belge, ainsi que l'équivalence du diplôme légal belge de licencié en science dentaire. Après huit ans d'exercice de sa profession à Bruxelles, M. Haim souhaite obtenir son inscription au

¹⁰⁷¹ Considérant 12 de l'arrêt de la Cour du 9 février 1994 Abdullah Tawil-Albertini contre Ministre des affaires sociales, op.cit.

¹⁰⁷² Ibid., considérant 13

registre allemand des médecins dentistes pour être conventionné. Cette inscription lui a été refusé au motif qu'il n'a pas effectué le stage préparatoire de deux ans prévu par le règlement allemand. L'intéressé conteste ce refus sur le fondement de l'article 20 de la directive 78/686 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres du praticien de l'art dentaire, auprès du Bundessozialgericht, qui décide de surseoir à statuer et d'effectuer un renvoi préjudiciel auprès de la Cour de justice, à fin d'interprétation de l'article 20 de la directive. La Cour dispose que « la directive 78/686 ne dispense pas du stage préparatoire le ressortissant d'un Etat membre qui possède un diplôme délivré par un Etat tiers, lorsque ce diplôme a été reconnu par un autre Etat membre comme équivalant à un diplôme mentionné à l'article 3 de la directive »¹⁰⁷³. Dans la continuité jurisprudentielle de l'affaire Tawil-Albertini, la Cour estime ainsi que l'équivalence de diplôme obtenue en Belgique n'a pas valeur de diplôme. M. Haim est donc tenu d'effectuer le stage préparatoire pour obtenir la reconnaissance de son diplôme turc, car « la reconnaissance par un Etat membre des titres délivrés par des Etats tiers, même s'ils ont été reconnus comme équivalents dans un ou plusieurs Etats membres, n'engage pas les autres Etats membres »¹⁰⁷⁴. La Cour décide par contre que la décision de refus du conventionnement doit faire l'objet d'une étude préalable de l'expérience professionnelle de l'intéressé, y compris celle acquise dans un autre Etat membre, afin de vérifier qu'elle ne corresponde effectivement pas à celle exigée par la législation dans le cadre du stage préparatoire.

459. Il est surprenant de constater le cloisonnement de l'EEER maintenu volontairement par les Etats membres. Dans les deux cas d'espèce, les requérants avaient, d'une part, obtenu une reconnaissance par un Etat membre de leur diplôme délivré hors UE, d'autre part, exercé la profession dans un voir plusieurs autres Etats membres. L'obtention de l'équivalence de diplôme et la pratique professionnelle semblent totalement occultées par l'Etat membre défendeur qui se borne à appliquer sa législation sans prendre en compte son engagement communautaire visant à favoriser la libre circulation des personnes et la constitution d'un espace commun d'enseignement.

460. S'il est compréhensible que la reconnaissance d'un diplôme obtenu dans un pays tiers à l'UE ne soit pas automatique, dans la mesure où il s'agit d'une situation non couverte par les directives communautaires, il semble moins évident que la reconnaissance automatique ne

¹⁰⁷³ Point 22 de l'arrêt de la Cour du 9 février 1994 *Salomone Haim contre Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein*, op.cit.

¹⁰⁷⁴ Ibid.

puisse s'appliquer à une équivalence de diplôme délivrée dans un autre Etat membre. Il est de surcroît navrant de constater que la Cour ait dû rappeler à maintes occasions, l'obligation des Etats membres de prendre en considération la pratique professionnelle de l'intéressé avant de refuser catégoriquement le droit d'exercer la profession, comme l'illustre l'affaire *Hocsman*.

2. Portée de l'arrêt CJCE du 14 septembre 2000 : l'affaire *Hocsman*

461. A l'occasion de l'affaire *Hocsman* du 14 septembre 2000¹⁰⁷⁵, la Cour a confirmé sa jurisprudence en réaffirmant que « les autorités d'un Etat membre, saisies d'une demande d'autorisation, présentée par un ressortissant communautaire, d'exercer une profession dont l'accès est, selon la législation nationale, subordonné à la possession d'un diplôme ou d'une qualification professionnelle, ou encore à des périodes d'expérience pratique, sont tenues de prendre en considération l'ensemble des diplômes, certificats et autres titres, ainsi que l'expérience pertinente de l'intéressé, en procédant à une comparaison entre, d'une part, les compétences attestées par ces titres et cette expérience, et d'autre part, les connaissances et qualifications exigées par la législation nationale »¹⁰⁷⁶. Cette obligation s'impose, même pour des situations juridiques non couvertes par des directives de reconnaissance mutuelle de diplômes, telles que celle de M. *Hocsman* ayant obtenu son diplôme de docteur en médecine dans un Etat tiers à l'UE.

462. En l'espèce, M. *Hocsman*, ressortissant de nationalité argentine, a acquis la nationalité espagnole en 1986, puis la nationalité française après le début de la présente procédure. Titulaire d'un diplôme argentin de docteur en médecine délivré en 1976, reconnu par le ministère espagnol comme équivalent à la licence en médecine et en chirurgie espagnole, il a obtenu un diplôme de spécialiste en urologie délivré en 1982 par l'Université de Barcelone, puis a exercé la médecine en Espagne. Employé par la suite en France dans différents hôpitaux, M. *Hocsman* a demandé en 1996 son inscription à l'Ordre des Médecins qui n'a pas voulu lui reconnaître son diplôme argentin, refus confirmé par le ministre de la santé et le ministre du travail. M. *Hocsman* a ainsi mis en cause cette décision devant le TA de Châlons en Champagne, qui a sursis à statuer et saisi la Cour de Justice d'un renvoi préjudiciel, visant à savoir dans quelle mesure « ...une équivalence donnée par un Etat membre [doit-elle] conduire un autre Etat membre à vérifier, sur le fondement de l'article 52 du Traité de Rome,

¹⁰⁷⁵ CJCE 14 septembre 2000 *Hugo Fernandez Hocsman c/ Ministre de l'Emploi et de la Solidarité* C-238/98, Rec. 2000 pI-6623 (demande de décision préjudicielle TA de Châlons en Champagne France – article 52 TCE (devenu après modification 43 TCE) et directive 93/16/CEE du Conseil - Conclusions de l'avocat général Jacobs présentées le 16 septembre 1999

¹⁰⁷⁶ Ibid., point 23

si les expériences et qualifications attestées par cette équivalence correspondent à celles exigées par les diplômes et titres nationaux, notamment dans l'hypothèse où le bénéficiaire de l'équivalence est titulaire d'un diplôme attestant d'une formation spécialisée acquise dans un Etat membre et inclus dans le champ d'application d'une directive portant reconnaissance mutuelle des diplômes [?] »¹⁰⁷⁷. Le Tribunal administratif demande explicitement à la Cour d'apprécier l'applicabilité du contrôle, effectué conformément à l'article 52 du Traité, à une équivalence de diplôme accordée dans un autre Etat membre, partant du constat que l'intéressé a également obtenu un diplôme de spécialisation dans un Etat membre, considéré par le TA comme inclus dans le champ d'application de la directive 93/16/CEE du 5 avril 1993, visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres. La Cour exclut cependant d'office l'applicabilité de la directive au diplôme de spécialisation de M. Hocsman, au motif que le diplôme de médecine principal a été obtenu dans un Etat tiers à l'UE¹⁰⁷⁸.

463. Si l'article 23 paragraphe 5¹⁰⁷⁹ de la directive écarte explicitement les diplômes obtenus dans un Etat tiers à l'UE de son champ d'application, l'inapplicabilité au cas d'espèce de l'article 24 de la directive 93/16, relatif à la reconnaissance des diplômes de spécialisation, est, à notre sens, plus discutable, puisque M. Hocsman s'est vu délivré une équivalence de son diplôme de médecine générale par un Etat membre, lui ayant permis de s'inscrire et d'obtenir un titre de spécialiste en urologie dans cet Etat membre. Il a de surcroît exercé en tant que spécialiste en France avant de demander son inscription à l'ordre des médecins. Le diplôme de spécialisation ayant été délivré par un Etat membre de l'UE et ayant permis à M. Hocsman d'exercer en tant que spécialiste, il aurait été envisageable d'interpréter extensivement les dispositions de la directive en appliquant l'article 24 de la directive à la situation de M. Hocsman, dans la mesure où son diplôme de médecine générale remplissait les conditions de reconnaissance mentionnées à l'article 23 de la directive 93/16, relatif au diplôme, certificat ou autre titre de médecin délivré à l'issue de la formation de base, bien que délivré dans un Etat tiers à l'UE.

¹⁰⁷⁷ Ibid., point 19

¹⁰⁷⁸ Ibid., point 37 - Selon la Cour ce diplôme de spécialiste en urologie « aurait été reconnu, en vertu du droit communautaire, équivalent dans tous les Etats membres si le diplôme de base avait, lui aussi, été délivré dans un Etat membre ».

¹⁰⁷⁹ Article 23 paragraphe 5 de la directive 93/16/CEE du 5 avril 1993 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres « La présente directive ne porte pas préjudice à la possibilité pour les Etats membres d'accorder sur leur territoire, selon leur réglementation, l'accès aux activités de médecin et leur exercice aux titulaires de diplômes, certificats et autres titres, qui n'ont pas été obtenus dans un Etat membre. »

464. L'inapplicabilité de la directive sectorielle n'exonère cependant pas l'Etat membre de son obligation de vérifier que les compétences académiques et professionnelles du demandeur correspondent aux exigences nationales, avant de lui opposer un refus d'inscription à l'Ordre des médecins. Si le diplôme concerné n'est pas couvert par une directive communautaire sectorielle encadrant la reconnaissance des diplômes, la Cour considère en effet que les Etats membres ont l'obligation de respecter les dispositions de l'article 52 du traité (devenu 43 TCE)¹⁰⁸⁰, qu'elle interprète comme consacrant l'obligation des Etats membres « de prendre en considération l'ensemble des diplômes, certificats et autres titres, ainsi que l'expérience pertinente de l'intéressé, en procédant à une comparaison entre, d'une part, les compétences attestées par ces titres et cette expérience, et, d'autre part, les connaissances et qualifications exigées par la législation nationale »¹⁰⁸¹. L'appréciation souveraine d'un Etat membre en matière de délivrance d'une équivalence ou d'une autorisation d'exercer une profession donnée doit ainsi être conforme aux engagements souscrits dans le cadre communautaire.

465. Si l'affaire Hocsman aura un impact essentiel sur la législation communautaire élaborée en matière de détermination des droits reconnus dans l'UE aux réfugiés, apatrides et ressortissants des pays tiers bénéficiant d'une protection internationale, dans la mesure où le dispositif de l'arrêt inspirera la rédaction de l'article 25 de la directive 2004/83/CE fixant des normes minimales à l'octroi de cette protection¹⁰⁸², sa portée jurisprudentielle sera toutefois

¹⁰⁸⁰ Point 34 de l'arrêt CJCE 14 septembre 2000 *Hugo Fernandez Hocsman c/ Ministre de l'Emploi et de la Solidarité*, op. cit. - « Une telle reconnaissance mutuelle de ces diplômes rend superflue, lorsque les conditions telles que celles énoncées par la directive 93/16 sont remplies, la reconnaissance éventuelle desdits diplômes en application du principe évoqué aux points 23 et 24 du présent arrêt. Ce principe [contrôle du respect des conditions de l'article 52 du Traité] conserve cependant un intérêt certain dans les situations non couvertes par de telles directives, comme c'est le cas pour M. Hocsman »

¹⁰⁸¹ Ibid., point 40

¹⁰⁸² Proposition de directive du Conseil concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers et les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou de personne qui, pour d'autres raisons, a besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts du 12 septembre 2001 COM (2001)510, CNS2001/207, JO C51E du 26 février 2002, p325-334 (63 TCE) Selon la Commission européenne - Article 25 'accès à l'éducation' « 2. Ce paragraphe oblige les Etats membres à permettre aux bénéficiaires adultes de la protection internationale d'accéder au système éducatif général ainsi qu'à la formation, au perfectionnement ou au recyclage professionnel dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'UE. Les bénéficiaires adultes de la protection internationale peuvent avoir fui leur pays d'origine en étant contraints d'abandonner des études ou une formation professionnelle. Ils doivent donc être autorisés à accéder au système éducatif général ainsi qu'à la formation, au perfectionnement ou au recyclage professionnel pendant la durée de la protection temporaire. En outre les connaissances acquises dans ce cadre peuvent être utiles à leur réintégration dans leur pays d'origine lors d'un éventuel retour. 3. Les personnes qui bénéficient de la protection internationale doivent jouir du même droit que les ressortissants de l'Union pour la reconnaissance de leurs qualifications. Cela signifie entre autres que l'Etat membre d'accueil est tenu de prendre en considération l'ensemble des diplômes, certificats et autres titres prouvant une qualification professionnelle – y compris ceux acquis hors de l'Union européenne – ainsi que l'expérience pertinente de l'intéressé, en procédant à une comparaison entre, d'une part, les connaissances et les qualifications attestées par ces titres, et

limitée concernant la prise en compte par l'Etat membre défendeur de l'équivalence de diplôme reconnu par un autre Etat membre. Partant du constat que M. Hocsman a obtenu une équivalence de son diplôme argentin en Espagne, qui lui a permis de se spécialiser en urologie en Espagne puis à exercer la médecine en Espagne et en France en tant que salarié, avant même de faire sa demande d'inscription à l'Ordre des Médecins en France, on s'interroge sur le refus d'inscription qui lui est opposé.

466. Le pouvoir discrétionnaire dont dispose l'Etat membre pour remettre en cause la pertinence de la décision de délivrer un diplôme prise par l'institution compétente d'un autre Etat membre, constitue un réel obstacle au développement de l'EEES et à la libre circulation des personnes dans l'UE. Dans ce cadre, il nous paraît fondamental de rappeler de surcroît que chaque Etat membre doit pratiquer un contrôle proportionné et particulièrement encadré des compétences d'un individu. L'examen par l'Etat membre de la conformité des titres et de l'expérience de l'intéressé par rapport aux exigences nationales doit en effet respecter, d'une part, le principe du contradictoire en lui permettant de démontrer qu'il possède les compétences requises, d'autre part, l'obligation de motivation des actes justifiant explicitement les motifs du refus opposé le cas échéant au demandeur, afin de permettre un recours juridictionnel en cas de contestation¹⁰⁸³.

3. Portée de l'arrêt CJCE du 21 janvier 2008 : l'affaire *Mayeur*

467. L'affaire Diana Mayeur du 21 janvier 2008¹⁰⁸⁴ a permis d'apporter des précisions complémentaires concernant la portée de l'obligation communautaire définie par l'article 52 du Traité. Saisie d'une question préjudicielle portant sur l'interprétation de l'article 23 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit

cette expérience et, d'autres part, celles exigées par la législation nationale (affaire C-238/98 Hocsman).» - La directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 détermine les normes minimales relatives aux conditions d'obtention et au contenu de la protection internationale accordée aux ressortissants de pays tiers prétendant au statut de réfugié ou à une protection internationale.

¹⁰⁸³ Voir en ce sens les conclusions de l'avocat général dans l'affaire Hocsman disposant que « ...l'article 52 TCE (devenu après modification l'article 43 TCE) impose à ces autorités de prendre en considération l'ensemble des titres et de l'expérience pertinente de ce ressortissant lorsqu'elles examinent la question de savoir s'il y a lieu d'accorder une telle autorisation. Si ces titres et expériences ne correspondent pas pleinement aux exigences nationales, les autorités de ce second Etat membre doivent donner à l'intéressé la possibilité de fournir la preuve qu'il possède les connaissances et qualifications manquantes, mais sans imposer de contrôles qui ne sont pas proportionnés à cet effet. Si sur la base de l'évaluation qui est faite, l'autorisation est refusée, ce refus doit être motivé sous une forme qui indique clairement les motifs sur lesquels il est fondé et être susceptible de faire l'objet d'un contrôle juridictionnel permettant de vérifier sa légalité par rapport au droit communautaire. » Paragraphe 58 des conclusions de l'avocat général Jacobs présentées le 16 septembre 1999 Hugo Fernando Hocsman c/ Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Rec. de jurisprudence 2000, pI-06623

¹⁰⁸⁴ Ordonnance CJCE (7^{ème} chambre) du 21 janvier 2008 Diane Mayeur/Ministère de la santé et des solidarités, aff. C-229/07 JO C92 du 12 avril 2008, p10-11

des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, la Cour a eu l'occasion d'en fixer les limites, en refusant de reconnaître qu'une obligation similaire découle des dispositions de la directive 2004/38/CE, et cela même pour un diplôme de médecine générale délivré dans un Etat tiers à l'UE. En l'espèce, Mme Mayeur, ressortissante péruvienne, a demandé au ministère de la santé une autorisation d'exercer la médecine en France, qui lui a été refusée. Ayant obtenu un diplôme de médecine générale au Pérou en mars 2002, Mme Mayeur a suivi une spécialisation en France en novembre 2002 et a obtenu l'homologation de son diplôme par le ministère espagnol en mars 2006. Mariée à un ressortissant français depuis juillet 2005, la requérante souhaite obtenir une habilitation à exercer la médecine en France. Suite à une décision implicite de refus, elle a saisi le tribunal administratif afin d'obtenir l'annulation de la décision de rejet, au motif qu'elle serait contraire à l'article 23 de la directive 2004/38/CE¹⁰⁸⁵. La requérante estime qu'en tant que conjointe d'un ressortissant communautaire, elle est fondée à se prévaloir de mêmes droits dont bénéficie ce dernier en matière de reconnaissance mutuelle des diplômes, sur le fondement de cette directive.

468. Bien que le cas d'espèce présente des similitudes avec l'affaire Hocsman, puisque la requérante se prévalait d'un diplôme de médecine générale obtenu dans un Etat tiers à l'UE et d'une spécialisation délivrée par l'Etat français, l'affaire diverge sur deux aspects essentiels. D'une part, Mme Mayeur n'invoque pas l'application des dispositions de l'article 52 du Traité car elle estime sa situation couverte par l'application de la directive 2004/38, en tant que conjointe d'un ressortissant communautaire. D'autre part, contrairement à l'affaire Hocsman, l'affaire ne soulève pas de problème de reconnaissance d'une équivalence délivrée par un autre Etat membre, ni d'ailleurs de difficultés liées à la libre circulation des personnes dans l'UE, puisque la requérante ne pouvait en l'espèce se prévaloir des dispositions de la directive 2004/38, dans la mesure où son conjoint n'avait pas exercé son droit à la libre circulation dans l'UE¹⁰⁸⁶. Malgré ses différences, la juridiction de renvoi estimera pertinent

¹⁰⁸⁵ Article 23 de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres « Les membres de la famille du citoyen de l'Union, quelle que soit leur nationalité, qui bénéficient du droit de séjour ou du droit de séjour permanent dans un Etat membre, ont le droit d'y entamer une activité lucrative à titre de travailleur salarié ou [...] non salarié. »

¹⁰⁸⁶ Point 19 de l'Ordonnance de la Cour (7^{ème} chambre) du 21 janvier 2008 Diane Mayeur/Ministère de la santé et des solidarités, op. cit. - « Dans ces conditions, un membre de la famille d'un ressortissant communautaire ne peut pas invoquer les règles communautaires relatives à la libre circulation des personnes lorsque ce ressortissant communautaire n'a pas exercé le droit de libre circulation à l'intérieur de la Communauté (voir à propos de l'article 11 du règlement n°1612, arrêt du 5 juin 1997 Uecker et Jacquet, C-64/96 et C-65/96, Rec. pI-3171, points 19 et 24) »

d'établir un lien avec l'affaire Hocsman en demandant à la Cour si l'interprétation donnée à l'article 52 du Traité dans cette affaire est applicable à l'article 23 de la directive 2004/38.

469. Rappelant que l'article 52 du Traité consacre l'obligation des Etats membres de prendre en compte l'ensemble des diplômes et expériences du ressortissant communautaire présentant une demande d'autorisation d'exercer une profession réglementée, la Cour estime que « l'article 23 ne s'oppose pas à ce qu'un Etat membre refuse à un ressortissant d'un Etat tiers, qui est le conjoint d'un ressortissant communautaire n'ayant pas fait usage de son droit de libre circulation, de se prévaloir des règles communautaires relatives à la reconnaissance mutuelle des diplômes...et n'oblige pas les autorités compétentes de l'Etat membre auprès duquel l'autorisation d'exercice d'une profession réglementée est sollicitée de prendre en considération l'ensemble des diplômes, certificats et autres titres, même s'ils ont été obtenus en dehors de l'Union européenne, et dès lors au moins qu'ils ont fait l'objet d'une reconnaissance dans un autre Etat membre, ainsi que l'expérience pertinente de l'intéressé, en procédant à une comparaison entre, d'une part, les compétences attestées par ces titres et cette expérience et, d'autre part, les connaissances et les qualifications exigées par la législation nationale ». La procédure de contrôle des qualifications que les Etats membres sont tenus de respecter conformément aux dispositions de l'article 52 du Traité, n'est donc pas obligatoire dans le cadre de l'application de la directive 2004/38. La Cour considère que l'Etat membre d'accueil a donc la faculté et non l'obligation de prendre en compte l'ensemble des diplômes, même obtenus hors UE, à l'occasion d'une demande d'autorisation d'exercice d'une profession réglementée, formulée sur le fondement de cette directive.

470. Cette jurisprudence illustre ainsi la volonté des institutions de préserver le pouvoir discrétionnaire d'appréciation des Etats membres en matière de reconnaissance d'un diplôme délivré hors UE, en excluant ce type de diplôme du champ d'application des directives communautaires. La directive 2004/38 n'impose donc pas à l'Etat membre de prendre systématiquement en compte le diplôme et l'expérience dans le cadre d'une demande d'exercer une profession réglementée, mais si l'on interprète le dispositif de l'affaire Mayeur a contrario, le ressortissant d'un Etat tiers, conjoint d'un ressortissant communautaire pourrait tout de même invoquer les dispositions de la directive si son conjoint, ressortissant de l'UE, exerce son droit à la libre circulation.

4. Portée de l'arrêt CJCE du 19 juin 2003 : l'affaire *Tennah Durez*

471. Il existe cependant une exception jurisprudentielle dans le cadre de laquelle la Cour a étendu l'application d'une directive communautaire à un diplôme dont la formation a été suivie de manière prépondérante dans un Etat tiers à l'UE. Si dans l'affaire *Hocsman*, la Cour considère que la directive 93/16, facilitant la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, ne couvre pas le cas d'un diplôme de docteur en médecine délivré par un Etat tiers à l'UE, malgré l'obtention d'une équivalence de ce diplôme suivie par la délivrance d'un diplôme de spécialisation en médecine dans un Etat membre de l'UE, elle estime la directive applicable à un diplôme en médecine obtenu dans un Etat membre de l'UE mais dont la formation a été suivie de manière prépondérante dans un Etat tiers à l'UE.

472. Dans l'arrêt *Malika Tennah-Durez contre Conseil national de l'ordre des médecins du 19 juin 2003*¹⁰⁸⁷, l'intéressée a obtenu une équivalence de ses six années d'études en médecine suivies dans un Etat tiers à l'UE, puis a validé une septième année de médecine et une spécialisation dans un Etat membre de l'UE. Le fait que Mme Tennah Durez a validé son titre définitif de docteur en médecine en Belgique permet ainsi à la Cour d'étendre l'application de la directive à sa situation, contrairement à l'affaire *Hocsman*, où l'année de spécialisation ne peut constituer un titre suffisant pour appliquer la directive. Si le diplôme principal a été obtenu totalement à l'étranger, le ressortissant ne peut donc se prévaloir de la directive. Par contre il peut s'en prévaloir lorsque le diplôme a été délivré par un Etat membre de l'UE, bien qu'une partie prépondérante de la formation ait été suivie dans un Etat tiers à l'UE. En l'espèce, Mme Tennah-Durez, ressortissante de nationalité algérienne, est titulaire d'un diplôme de docteur en médecine obtenu à la Faculté de médecine d'Alger. Après avoir acquis la nationalité belge et la reconnaissance de ses six années de formation en médecine, l'intéressée effectue une septième année d'étude et obtient en 1995 un diplôme belge de médecine suivie d'une spécialisation de deux ans en 1997, puis d'un titre de médecin généraliste agréé, délivré en 1998. Désirant s'installer en France, la requérante présente à l'Ordre des médecins français une demande d'inscription au tableau, qui lui sera accordée puis retirée du fait des difficultés d'évaluation de son dossier, suscitées par les compléments d'information fournis par le ministère belge. Ayant délivré, le 23 juillet 1998, un certificat attestant que Mme Tennah Durez est bien titulaire d'un diplôme belge de docteur en médecine, le ministère belge a estimé toutefois nécessaire d'apporter des précisions

¹⁰⁸⁷ Arrêt CJCE du 19 juin 2003 *Malika Tennah-Durez contre Conseil national de l'Ordre des médecins* – demande de décision préjudicielle – Conseil d'Etat France, Rec. 2003, pI-6239

complémentaires au Conseil national français. Par courrier du 6 octobre 1998, l'Etat belge a tenu à préciser que Mme Tennah Durez a suivi une partie prépondérante de ses études dans un pays tiers à l'UE, ce qui implique selon lui qu'elle ne puisse bénéficier de la reconnaissance automatique des diplômes applicable dans l'UE aux formations répondant aux exigences établies par l'article 23 de la directive 93/16/CEE du Conseil, visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes. A contrario, il a reconnu, d'une part, par courrier du 14 octobre 1998, que le diplôme délivré à la requérante est conforme à l'article 3 de la directive 93/16/CEE, d'autre part, attesté, par la délivrance d'un certificat du 26 octobre 1998, que la requérante avait accompli au moins 5600 heures de formation médicale, soit 100 heures de plus que le volume horaire requis par l'article 23 de la directive 93/16/CEE pour reconnaître un diplôme.

473. Saisi par Mme Tennah Durez d'une demande d'annulation de la décision de retrait de son inscription à l'ordre, le Conseil d'Etat décide d'effectuer un renvoi préjudiciel auprès de la Cour de justice afin qu'elle interprète les dispositions des articles 9 paragraphe 5 et 23 paragraphe 2¹⁰⁸⁸ de la directive 93/16/CEE. La Cour de justice considère ces dispositions applicables au cas d'espèce, dans la mesure où « la formation médicale exigée par l'article 23 paragraphe 2, de la directive 93/16 peut être constituée, même de manière prépondérante, d'une formation reçue dans un pays tiers, à condition que l'autorité compétente de l'Etat membre qui délivre le diplôme soit en mesure de valider cette formation et de considérer de ce fait, qu'elle contribue valablement à remplir les exigences de formation des médecins établies par la directive »¹⁰⁸⁹. L'Etat belge a en l'espèce validé la formation effectuée par la requérante en Algérie et délivré en ce sens un certificat de conformité, conformément à l'article 9 paragraphe 5 de la directive. Ce certificat lie les autorités françaises¹⁰⁹⁰, qui peuvent toutefois exiger des autorités de l'Etat membre émetteur du diplôme concerné des vérifications supplémentaires « en cas d'apparition d'éléments nouveaux donnant lieu à des doutes sérieux quant à l'authenticité du diplôme qui leur est présenté ou à sa conformité avec

¹⁰⁸⁸ L'article 23 de la directive énumère les conditions requises pour exercer la profession notamment la possession d'un diplôme garantissant que l'intéressé a acquis les connaissances et compétences nécessaires pendant la durée totale de sa formation. L'article 23 paragraphe 2 précise que « cette formation médicale totale comprend au moins six années d'études ou 5500 heures d'enseignement théorique et pratique dispensées dans une université ou sous la surveillance d'une université »

¹⁰⁸⁹ Point LXX de l'arrêt CJCE du 19 juin 2003, op.cit.

¹⁰⁹⁰ Ibid., point LXXXI - Concernant l'interprétation des dispositions de l'article 9 paragraphe 5 de la directive 93/16 relatives à la délivrance par un Etat membre d'un certificat de conformité de la formation effectuée hors UE avec les exigences de la directive, la Cour estime « que les autorités de l'Etat membre d'accueil sont liées par un certificat émis conformément à l'article 9 paragraphe 5 de la directive 93/16, qui atteste que le diplôme en cause est assimilé à ceux dont la dénomination figurent aux articles 3, 5 et 7 de cette même directive et sanctionne une formation conforme aux dispositions de son titre III. »

la réglementation applicable »¹⁰⁹¹. Les autorités peuvent ainsi demander une confirmation d'authenticité ou un certificat attestant que le diplôme sanctionne une formation conforme aux exigences de la directive auprès de l'Etat membre ayant délivré le diplôme.

474. Bien que la portée jurisprudentielle de cet arrêt soit limitée matériellement, dans la mesure où la Cour précise explicitement que l'applicabilité de la directive à un diplôme, dont la formation a été suivie de manière prépondérante hors de l'UE, n'est valable que pour la directive sectorielle 93/16, la solution juridique nous semble transposable toutefois à d'autres cas similaires, afin de préserver l'utilité même du système de reconnaissance des diplômes établi par d'autres directives sectorielles. En l'espèce la Cour estime que « l'objet du système communautaire de reconnaissance des diplômes, certificats et autres titres de médecins, tel que décrit aux points 30 à 34 du présent arrêt, étant la reconnaissance automatique et inconditionnelle des diplômes, ce système serait gravement compromis s'il était loisible aux Etats membres de remettre en question, à leur discrétion, le bien-fondé de la décision de l'institution compétente d'un autre Etat membre de délivrer le diplôme »¹⁰⁹². Cet argumentaire nous semble en effet adaptable à d'autres cas gérés par d'autres directives sectorielles, s'il s'agit de professions dont les exigences minimales de formation ont été harmonisées au niveau européen (médecins, infirmiers, responsables de soins généraux, dentistes, vétérinaires, sages-femmes, pharmaciens). Il est cependant inapplicable à la directive 2005/36 fixant un cadre général de reconnaissance des qualifications.

5. Apports et limites de la directive 2005/36 du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

475. La directive 2005/36 du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles¹⁰⁹³ marque une réelle avancée en matière de reconnaissance des droits des ressortissants des pays tiers dans la mesure où elle établit un système général de reconnaissance des qualifications, s'appliquant depuis le 1^{er} juillet 2009, aux ressortissants de l'UE, mais également aux ressortissants de pays tiers, membres de la famille d'un citoyen de l'UE ayant exercé son droit à la libre circulation dans l'UE, ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers ayant soit, le statut de résident de longue durée (disposant cependant de droits plus

¹⁰⁹¹ Ibid., point LXXXI

¹⁰⁹² Ibid., point LXXV

¹⁰⁹³ Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles JO L255 du 30 septembre 2005, p22-142 (bases : 40 TCE, 47 TCE, 55 TCE, 251 TCE) ; Voir notamment PERTEK (J) « La reconnaissance des diplômes, un acquis rationalisé et développé par la directive n°2005/36 du 7 octobre 2005 », revue Europe, n°3, mars 2006, étude 3 (10p)

limités¹⁰⁹⁴), soit le statut de réfugié (bénéficiant d'une totale égalité de traitement avec les ressortissants communautaires¹⁰⁹⁵). La directive est également applicable aux ressortissants de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège depuis la décision du comité mixte de l'EEE du 26 octobre 2007, ainsi qu'aux ressortissants suisses¹⁰⁹⁶. Au 19 juin 2011, elle s'applique également aux ressortissants de pays tiers, diplômés de l'enseignement supérieur en possession d'une offre de travail, c'est-à-dire titulaires d'une 'carte bleue', mais seulement pour les activités en tant que salarié, sauf au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark¹⁰⁹⁷. La directive 2005/36 s'applique aux qualifications délivrées par une autorité compétente d'un Etat membre, et seulement si la formation a été acquise de manière prépondérante dans un Etat membre. Elle peut toutefois s'appliquer également aux titres délivrés dans des pays tiers à l'UE, si le titulaire peut justifier, dans la profession concernée, de trois ans d'expérience professionnelle effectués sur le territoire d'un Etat membre de l'UE qui a préalablement reconnu et certifié ledit titre, conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe 3 de la directive¹⁰⁹⁸.

476. Malgré les apports décisifs de cette directive, la difficulté principale réside dans l'effectivité et l'application de ses dispositions par les Etats membres¹⁰⁹⁹. L'Etat reste en effet le premier acteur de la réalisation de l'EEER et particulièrement en ce qui concerne la

¹⁰⁹⁴ La directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée ne s'applique pas au RU, en Irlande et au Danemark et ne couvre pas l'établissement permanent.

¹⁰⁹⁵ L'article 27 paragraphe 3 de la directive 2004/38 reconnaît le droit à la reconnaissance des diplômes pour les réfugiés.

¹⁰⁹⁶ Décision n°1/2004 du Comité UE-Suisse du 30 avril 2004 portant modification de l'annexe III (reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles) de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part 2004/802/CE, JO L352 du 27 novembre 2004, p18

¹⁰⁹⁷ La directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié (JOUE L155/17 du 18/06/2009), basée sur l'article 63 TCE, fixe les conditions d'entrée et de séjour de plus de trois mois sur le territoire des Etats membres des ressortissants de pays tiers qui viennent occuper un emploi hautement qualifié et sont titulaires d'une carte bleue européenne, ainsi que des membres de leur famille.

¹⁰⁹⁸ Article 3 paragraphe 3 de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, précise qu'« est assimilé à un titre de formation tout titre de formation délivré dans un pays tiers dès lors que son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'Etat membre qui a reconnu ledit titre conformément à l'article 2 paragraphe 2, et certifié par celui-ci. », op.cit. ; voir également Livre vert « Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles » COM(2011)367 du 22 juin 2011 « La principale question est de savoir si la pénurie générale de main d'œuvre qualifiée impose une adaptation de ces dispositions. Cet ajustement bénéficierait d'abord et avant tout aux citoyens de l'UE. Toutefois il pourrait aussi avoir un impact sur certains ressortissants de pays tiers à qui la législation européenne confère des droits : les membres de la famille de citoyens de l'UE, les résidents de longue durée, les réfugiés et les titulaires d'une carte bleue sont considérés comme des citoyens de l'UE en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications professionnelles...cet ajustement irait dans le sens de la politique menée par l'Union européenne pour renforcer la mobilité dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée ».

¹⁰⁹⁹ Document de travail des services de la Commission sur la transposition et la mise en œuvre de la directive SEC(2010)1292-22/10/2010 - http://ec.europa.eu/internal_market/qualifications/policy_developments/evaluation_fr.htm

reconnaissance des diplômes car la mise en œuvre effective des directives en la matière dépend de la volonté étatique de les transposer dans les délais fixés¹¹⁰⁰. Il en est de même de la reconnaissance des droits découlant des dispositions des accords d'association, prévoyant également des mesures spécifiques en matière de libre circulation et de reconnaissance des diplômes, que les Etats membres sont tenus de respecter¹¹⁰¹.

477. Le pouvoir discrétionnaire des Etats membres de s'impliquer dans la mise en œuvre des directives est de surcroît garanti par les directives elles-mêmes. La directive 2009/50 relative aux droits de séjour dans l'UE des ressortissants de pays tiers occupant un emploi hautement qualifié aménage par exemple un large pouvoir d'appréciation aux Etats membres. L'égalité de traitement consacré à l'article 14 de la directive en matière de reconnaissance des diplômes certificats et autres qualifications est protégée « conformément aux procédures nationales pertinentes »¹¹⁰² et « l'accès à l'université et à l'enseignement postsecondaire peut être subordonné à des conditions préalables particulières conformément au droit national » selon les dispositions de l'article 14 paragraphe 2 de la directive¹¹⁰³.

478. Ce positionnement institutionnel est maintenu à ce jour comme l'illustre la directive 2014/66 du 15 mai 2014 fixant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe¹¹⁰⁴ qui prévoit également pour les

¹¹⁰⁰ CJCE du 17 décembre 2009 Commission européenne / RFA, Aff. C-505/08, JO C51 du 27 février 2010, p11 ; CJCE du 24 septembre 2009 Commission européenne/République d'Autriche, aff. C-477/08, JO C282 du 21 novembre 2009 p13 ; CJCE du 1^{er} octobre 2009 Commission européenne/République française, aff. C-468/08, JO C282 du 21 novembre 2009, p12-13 ; CJCE du 2 juillet 2009 Commission européenne/République hellénique, aff. C-465/08, JO C205 du 29 août 2009 p11 ; CJCE du 9 juillet 2009 Commission européenne/Royaume de Belgique, aff. C-469/08, JO C205 du 29 août 2009 p11 ; CJCE du 9 juillet 2009 Commission européenne/Royaume Uni de Grande Bretagne, aff. C-556/08, JO C205 du 29 août 2009 p12 ; CJCE du 2 juillet 2009 Commission européenne/Grand-Duché du Luxembourg, aff. C-567/08, JO C205 du 29 août 2009, p13 ; CJCE du 23 octobre 2008 Commission européenne/Royaume d'Espagne, aff. C-286/06, JO C313 du 6 décembre 2008 p3 ; CJCE du 16 octobre 2008 Commission européenne/Royaume d'Espagne, aff. C-136/07, JO C313 du 6 décembre 2008, p5 ; CJCE du 18 janvier 2007 Commission européenne/République Tchèque, aff. C-203/06, Rec.2007 pI-6 ; CJCE du 8 juin 2006 Commission européenne/République française, aff. C-164/05, JO C178 du 29 juillet 2006 p8

¹¹⁰¹ Voir conclusions de l'avocat général Mengozzi du 17 mars 2011 dans l'affaire Pavlov et Famira, aff. C-101/10

¹¹⁰² Article 14 point 1 c) et d) de la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, JOUE L155/17 du 18 juin 2009 « 1. Les titulaires d'une carte bleue européenne bénéficient de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'Etat membre qui a délivré la carte bleue européenne en ce qui concerne...c) l'éducation et la formation professionnelle ; d) la reconnaissance des diplômes, certificats et autres qualifications professionnelles, conformément aux procédures nationales pertinentes... »

¹¹⁰³ Ibid., article 14 point 2 a)

¹¹⁰⁴ Directive 2014/66/UE, op.cit. (transposition au plus tard le 29 novembre 2016) - Cette directive, ne concerne ni les étudiants « à plein temps ou qui suivent une formation pratique supervisée de courte durée dans le cadre de leurs études » (article 2 paragraphe 2 f)), ni les chercheurs (article 2 paragraphe 2 a)) - l'égalité de traitement que la directive prévoit devrait leur garantir de bénéficier de la même rémunération que celle perçue par des

cadres, experts et employés stagiaires un droit à la reconnaissance de leurs diplômes, certificats et autres titres professionnels « conformément aux procédures nationales pertinentes »¹¹⁰⁵, préservant ainsi une marge d'appréciation aux Etats. La directive 2014/66 apporte cependant des précisions supplémentaires quant à la manière dont les Etats membres doivent évaluer les qualifications des ressortissants d'Etats tiers faisant l'objet d'un détachement professionnel en disposant qu'ils devront appliquer le cadre européen des certifications (CEC)¹¹⁰⁶. La gestion de cette mobilité est cruciale dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et implique de renforcer la cohérence des systèmes des Etats membres en matière de reconnaissance des diplômes et des certifications de ces ressortissants de pays tiers, sachant que le détachement peut de surcroît se dérouler dans plusieurs Etats membres.

Paragraphe 3/ Panorama des actions extérieures éducatives dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale

479. Le volet externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice reposait en grande partie sur le pilier communautaire, dans la mesure où il concernait essentiellement le statut et les droits des ressortissants étrangers dans l'UE, qu'il s'agisse de demandeurs d'asile, réfugiés ou personnes déplacées¹¹⁰⁷. Certaines actions extérieures éducatives ont cependant été fondées sur les dispositions relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale¹¹⁰⁸, relevant avant le Traité de Lisbonne, du IIIème pilier intergouvernemental. La coopération policière et judiciaire en matière pénale prévue dans le cadre du troisième pilier venait en complément de l'action communautaire et visait, conformément aux dispositions de l'article

ressortissants nationaux occupant des emplois comparables pendant la durée du transfert (Paragraphe 15 et article 18), ainsi que des droits essentiels liés à la leur droit de sécurité sociale et à l'accès aux services publics. Une attention particulière doit être apportée à notre sens à la protection des employés stagiaires [Article 3 g) de la directive 2014/66 – l'employé stagiaire se définit comme « une personne possédant un diplôme de l'enseignement supérieur qui est transférée temporairement dans une entité hôte à des fins de développement professionnel ou pour acquérir une formation dans des techniques ou méthodes d'entreprise, et qui est rémunérée durant la période de transfert temporaire »] du fait de leur situation précaire et de l'importance accordée par l'UE au concept d'éducation et de formation tout au long de la vie. La directive précise en ce qui les concerne que leur détachement doit se limiter à un an et qu'ils ne pourront être admis que s'ils possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur. En outre, ils devraient, si la demande leur en est faite, présenter une convention de stage comportant une description du programme de stage, mentionnant sa durée et les conditions dans lesquelles leur travail sera supervisé et attestant qu'ils effectueront un véritable stage et ne seront pas employés comme des travailleurs normaux » (paragraphe 20 de la directive).

¹¹⁰⁵ Article 18 paragraphe 2 b) de la directive 2014/66, op.cit.

¹¹⁰⁶ Paragraphe 14 de la directive 2014/66, op.cit.

¹¹⁰⁷ Voir en ce sens communication de la Commission : une stratégie relative à la dimension externe de l'espace de liberté de sécurité et de justice COM(2005)491 final (voir supra directives communautaires fondées sur l'article 63 TCE)

¹¹⁰⁸ Articles 29 à 42 TUE avant modification par le Traité de Lisbonne

29 TUE, actuel 67 TFUE¹¹⁰⁹, d'une part, à garantir un niveau élevé de protection dans un espace commun de liberté, de sécurité et de justice, d'autre part, à prévenir le racisme et la xénophobie par la mise en place d'actions communes en matière de prévention et de lutte contre la criminalité, organisée ou autre, notamment contre le terrorisme, la traite d'êtres humains, les crimes contre les enfants, le trafic d'armes et de drogues, la corruption et la fraude par une coopération plus étroite entre les forces de police et entre les autorités judiciaires.

480. Les actes adoptés sur la base de l'article 29 TUE étaient peu nombreux à contenir une composante éducative, dans la mesure où ils représentaient seulement 8.9% des actes fondés sur cette base juridique sur la période 1997-2010, à savoir 2 actes répertoriés sur 23 de 1997-2002¹¹¹⁰, 2 sur 20 de 2002 à 2006¹¹¹¹ et un acte sur 13 de 2006 à 2010¹¹¹². Depuis 2010, 3 actes adoptés sur le fondement de l'article 67 TFUE contiennent des aspects éducatifs, soit

¹¹⁰⁹ Article 67 TFUE (ex article 61 TCE et 29 TUE) - « 1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et des différents systèmes et traditions juridiques des Etats membres. 2. Elle assure l'absence de contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures qui est fondée sur la solidarité entre Etats membres et qui est équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers. Aux fins du présent titre, les apatrides sont assimilés aux ressortissants des pays tiers. 3. L'Union œuvre pour assurer un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention de la criminalité, du racisme et de la xénophobie, ainsi que la lutte contre ceux-ci, par des mesures de coordination et de coopération entre autorités policières et judiciaires et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale et, si nécessaire, par le rapprochement des législations pénales. 4. L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en matière civile. »

¹¹¹⁰ Réf. Eur lex - Proposition de décision cadre du Conseil du 19 avril 2002 relative aux attaques visant les systèmes d'information COM(2002)173 final CNS2002/086 JO C203E du 27 août 2002, p109-113 (29, 30, 31 et 34 TUE) – paragraphe 1.4 'contexte politique dans l'UE' « la prévention et l'éducation sont deux des moyens les plus importants et les plus efficaces de traiter ces problèmes » ; proposition de décision cadre du Conseil relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie COM(2000)854 final JO C62E du 27 février 2001, p327-330 (29, 31 et 34 TUE), paragraphe 4 « l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie constituent de graves violations des droits de l'homme et du droit fondamental de l'enfant à une éducation et un développement harmonieux. »

¹¹¹¹ Décision cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie JO L13 du 20 janvier 2004, p44-48 (29, 31 et 34 TUE), paragraphe 4 considérant « l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie constitue des violations graves des droits de l'Homme et du droit fondamental de l'enfant à une éducation et à un développement harmonieux » ; résolution du Parlement européen du 27 janvier 2005 sur le souvenir de l'Holocauste, l'antisémitisme et le racisme JO C235E du 13 octobre 2005, p37-39 (2, 6, 7 et 29 TUE, 13 TCE), paragraphe 5 « réaffirme sa conviction selon laquelle le souvenir et l'enseignement sont des éléments essentiels des efforts entrepris pour que l'intolérance, la discrimination et le racisme appartiennent au passé... »

¹¹¹² Résolution du Parlement européen du 4 septembre 2008 sur l'évaluation des sanctions communautaires prévues dans le cadre des actions et politiques de l'UE dans le domaine des droits de l'Homme (2008/2031) JO C295E du 4 décembre 2009, p49-62 (3, 6, 11, 13, 19, 21 et 29 TUE et 60, 133, 296, 297, 301 et 308 TCE) – paragraphe R « considérant que l'introduction et la mise en œuvre de mesures restrictives doivent respecter les droits de l'homme ainsi que le droit humanitaire...qu'il y a lieu de prévoir des exemptions appropriées pour tenir compte des besoins fondamentaux des personnes visées, tels que l'accès à l'enseignement primaire... »

15% des actes¹¹¹³. Il s'agit, d'une part, de deux résolutions du Parlement européen visant à la promotion d'une culture judiciaire européenne par l'éducation¹¹¹⁴, notamment à la mise en place de mesures éducatives de sensibilisation à la médiation¹¹¹⁵, d'autre part, de la directive européenne du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes, qui rappelle l'importance de l'accès au système éducatif pour les enfants victimes de la traite et du développement des mesures éducatives de sensibilisation pour informer des risques et prévenir la traite¹¹¹⁶.

481. Malgré la faible proportion d'actes présentant une composante éducative dans le cadre du IIIème pilier, on constate toutefois que l'éducation était prise en compte dans l'ensemble des thématiques de cette coopération intergouvernementale, notamment dans son volet externe, que ce soit en tant que finalité essentielle (A) ou en tant que moyen d'action de cette coopération (B). Afin d'établir un bilan fiable de l'action extérieure globale menée par les institutions en matière éducative, il est de ce fait indispensable d'analyser également les actions éducatives adoptées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, sachant que les changements juridiques et structurels induits par le traité de Lisbonne facilitent en l'état actuel la perception de l'action menée par l'UE sur la scène internationale.

482. Le titre V TFUE relatif à l'espace de liberté, de sécurité et de justice traite de l'ensemble des domaines d'intervention de l'UE en la matière, domaines relevant avant le

¹¹¹³ Sur la base des 20 actes répertoriés sur le site Eur lex comme étant fondés sur l'article 67 TFUE – état septembre 2014

¹¹¹⁴ Paragraphe 5 de la résolution du Parlement européen du 23 novembre 2010 sur les composantes en droit civil, droit commercial, droit de la famille et droit international privé du plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm (2010/2080(INI)), JO C 99E du 3 avril 2012, p19–26 (67, 81 TFUE) « souligne une fois encore la nécessité d'employer tous les moyens possibles pour édifier une culture judiciaire européenne, en particulier à travers l'éducation et la formation en droit »

¹¹¹⁵ Paragraphe 18 de la résolution du Parlement européen du 13 septembre 2011 sur la mise en œuvre de la directive relative à la médiation dans les États membres (2011/2026(INI)), JO C 51E du 22 février 2013, p. 17–20, (67 et 81 TFUE) « estime qu'il est nécessaire d'accroître la sensibilisation à la médiation ainsi que sa compréhension et demande que davantage d'actions soient entreprises concernant l'éducation, la sensibilisation accrue à la médiation, l'augmentation du recours à la médiation par les entreprises ainsi que des exigences pour l'accès à la profession de médiateur »

¹¹¹⁶ Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil JO L101 du 15 avril 2011, p1-11 – paragraphe 22 « ...les mesures d'assistance et d'aide destinés aux enfants victimes devraient viser à assurer leur rétablissement physique et psychosocial et à leur trouver une solution durable. L'accès au système éducatif favoriserait la réinsertion des enfants dans la société. » - article 18 'prévention' paragraphes 1 et 2 « 1. Les Etats membres prennent les mesures appropriées, telles que l'éducation et la formation, pour décourager et réduire la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation liées à la traite des êtres humains. 2. Les Etats membres engagent les actions appropriées, y compris par internet, telles que des campagnes d'information et de sensibilisation, des programmes de recherche et d'éducation, le cas échéant en coopération avec des organisations pertinentes de la société civile et d'autres parties intéressées, afin de sensibiliser l'opinion à ce problème et de réduire le risque que des personnes, en particulier des enfants, ne deviennent victimes de la traite des êtres humains.»

Traité de Lisbonne, d'une part, du pilier communautaire, d'autre part, du IIIème pilier intergouvernemental¹¹¹⁷. Certaines actions éducatives entreprises dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice pouvaient donc se fonder, avant le Traité modificatif de Lisbonne, soit sur l'article 61 TCE¹¹¹⁸ en matière de libre circulation des personnes, soit sur l'article 29 TUE¹¹¹⁹ en matière de protection des citoyens dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Depuis le traité de Lisbonne, l'article 67 TFUE se substitue et combine les dispositions des articles 61 TCE et 29 TUE. L'article 3 TUE¹¹²⁰ confirme cette unification des actions menées auparavant sur le fondement de l'article 61 TCE et de l'article 29 TUE, en disposant dans un paragraphe 2 que « l'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène ». Il conviendra dans ce contexte d'étudier la prise en compte du

¹¹¹⁷ Le Parlement européen « se félicite que l'espace de liberté, de sécurité et de justice soit pleinement intégré au TFUE (articles 67 à 89), mettant ainsi officiellement terme à l'existence du troisième pilier ; se félicite que la plupart des décisions dans le domaine de la justice civile, de l'asile, de l'immigration et de la politique des visas, ainsi que de la coopération judiciaire et policière en matière pénale, relèveront de la procédure législative ordinaire » paragraphe 28 du Projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du parlement en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)) Rapporteur : Jo Leinen (commission des affaires constitutionnelles (toutes commissions associées)) du 13 juin 2008 – PR/728952FR.doc PE407.780v02-00

¹¹¹⁸ Titre IV TCE 'visa, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes' - Article 61 TCE « Afin de mettre en place progressivement un espace de liberté, de sécurité et de justice, le Conseil arrête: a) dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, des mesures visant à assurer la libre circulation des personnes conformément à l'article 14, en liaison avec des mesures d'accompagnement directement liées à cette libre circulation et concernant les contrôles aux frontières extérieures, l'asile et l'immigration, conformément à l'article 62, points 2 et 3, et à l'article 63, point 1 a), et point 2 a), ainsi que de mesures visant à prévenir et à combattre la criminalité, conformément à l'article 31, point e), du traité sur l'Union européenne; b) d'autres mesures en matière d'asile, d'immigration et de protection des droits de ressortissants des pays tiers, conformément à l'article 63; c) des mesures dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile, visées à l'article 65; des mesures appropriées visant à encourager et à renforcer la coopération administrative visée à l'article 66; e) des mesures dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale visant un niveau élevé de sécurité par la prévention de la criminalité et la lutte contre ce phénomène au sein de l'Union, conformément aux dispositions du traité sur l'Union européenne. »

¹¹¹⁹ Article 29 TUE « Sans préjudice des compétences de la Communauté européenne, l'objectif de l'Union est d'offrir aux citoyens un niveau élevé de protection dans un espace de liberté, de sécurité et de justice, en élaborant une action en commun entre les États membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en prévenant le racisme et la xénophobie et en luttant contre ces phénomènes. Cet objectif est atteint par la prévention de la criminalité, organisée ou autre, et la lutte contre ce phénomène, notamment le terrorisme, la traite d'êtres humains et les crimes contre des enfants, le trafic de drogue, le trafic d'armes, la corruption et la fraude, grâce: à une coopération plus étroite entre les forces de police, les autorités douanières et les autres autorités compétentes dans les États membres, à la fois directement et par l'intermédiaire de l'Office européen de police (Europol), conformément aux articles 30 et 32, à une coopération plus étroite entre les autorités judiciaires et autres autorités compétentes des États membres, y compris par l'intermédiaire de l'Unité européenne de coopération judiciaire (Eurojust), conformément aux articles 31 et 32, au rapprochement en tant que de besoin, des règles de droit pénal des États membres, conformément à l'article 31, point e). »

¹¹²⁰ Article 3 TUE paragraphe 2 « L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène. »

secteur éducatif dans le programme de Stockholm relatif à la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, pour la période 2010-2014¹¹²¹.

A/ L'éducation, une finalité de la coopération policière et judiciaire en matière pénale

483. En tant que droit fondamental, l'accès au système d'éducation était un objectif essentiel de la politique d'intégration menée dans le cadre du troisième pilier concernant les ressortissants des pays tiers dans l'UE, et était de ce fait défini comme une priorité du programme de la Haye, visant à renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'UE¹¹²².

484. Avant la communautarisation de la thématique 'visa, asile, immigration', l'article K3 TUE servait ainsi de fondement juridique aux actes relatifs à la libre circulation des

¹¹²¹ Programme pluriannuel 2010-2014 concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice - programme de Stockholm 'une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens' JO C115 du 4 mai 2010, p1-38 (TFUE)

¹¹²² Le Programme de la Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne JO n° C 53 du 3 mars 2005, p1-14 – « L'objectif du programme de La Haye est d'améliorer les capacités communes de l'Union et de ses Etats membres afin d'assurer le respect des droits fondamentaux, des garanties procédurales minimales et l'accès à la justice, d'offrir aux personnes qui en besoin la protection prévue par la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et d'autres traités internationaux, de réguler les flux migratoires et de contrôler les frontières extérieures de l'Union, de lutter contre la criminalité organisée transfrontière et de réprimer la menace terroriste, d'exploiter le potentiel d'Europol et d'Eurojust, de faire progresser la reconnaissance mutuelle des décisions et des certificats judiciaires en matière tant civile que pénale et de supprimer les obstacles législatifs et judiciaires au règlement des litiges relevant du droit civil ou familial qui présentent des éléments transfrontières... » - Concernant les orientations particulières (III), le Conseil européen prévoit de renforcer la liberté (point 1) notamment par 'l'intégration des ressortissants des pays tiers' (point 1.5). Il insiste sur la « nécessité d'une meilleure coordination des politiques nationales d'intégration et des initiatives de l'UE dans ce domaine. A ce titre il conviendrait de fixer les principes de base communs sur lesquels doit reposer un cadre européen cohérent en matière d'intégration. Ces principes valables pour tous les domaines d'action liés à l'intégration, devraient inclure au moins les aspects qui suivent. L'intégration...couvre des domaines variés, dont l'emploi et l'éducation. » (6^{ème} tiret point 1.5) ; communication du 10 mai 2005 de la Commission « le programme de La Haye : dix priorités pour les cinq prochaines années, un partenariat pour le renouveau européen dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice » COM(2005)184 final – « afin de maximiser les retombées positives de l'immigration sur notre société et notre économie et, élément primordial, d'éviter l'isolement et l'exclusion sociale des communautés immigrées, il est nécessaire d'aider et d'encourager les Etats membres à se doter des meilleures politiques d'intégration...l'intégration des ressortissants des pays tiers exige de tirer parti d'une série de politiques générales, notamment celle en matière d'emploi et d'éducation. » ; recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil et du Conseil européen sur le futur de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ainsi que sur les conditions pour en renforcer la légitimité et l'efficacité (2004/2175(INI)) JO C166E du 7 juillet 2005, p58-63 – cette résolution d'initiative du Parlement européen précise l'importance « pour la politique d'asile, définir un statut uniforme et une procédure commune en matière d'asile comme il a été prévu à Tampere et confirmé par le projet de traité constitutionnel tout en renforçant les mesures de protection des réfugiés ou des personnes nécessitant une aide humanitaire et en leur garantissant le plein exercice de leurs droits individuels et sociaux, en particulier ceux en rapport avec la santé, l'éducation et le travail... » (point 2 d)) ; paragraphe 20 de la résolution du Parlement européen sur les progrès enregistrés en 2004 dans la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) article 2 et 39 TUE, JO C124E du 25 mai 2006, p398-404 – Par cette résolution d'initiative le PE « rappelle qu'une politique migratoire européenne doit être accompagnée d'une politique européenne d'intégration qui permette entre autres une intégration régulière sur le marché du travail, le droit à l'éducation et à la formation, l'accès au services sociaux et sanitaires, la participation des immigrés à la vie sociale, culturelle et politique » ; résolution du Parlement européen du 25 novembre 2009 sur la communication de la Commission 'un espace de liberté, de sécurité et de justice des citoyens' JO C285E du 21 octobre 2010, p12-35 (2, 6, 7 TUE, préambule charte des droits fondamentaux), paragraphe 61 « souligne l'importance d'accorder aux migrants l'accès à la justice, au logement, à l'éducation et aux soins de santé, dans le respect, notamment, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille »

ressortissants des pays tiers à des fins d'études¹¹²³, notamment des écoliers ressortissants des pays tiers résidant dans un Etat membre¹¹²⁴, ainsi qu'aux actes adoptés en matière de protection des droits des ressortissants de pays tiers bénéficiant d'une protection temporaire, dont l'accès au système éducatif doit être garanti¹¹²⁵. Cette thématique relèvera après le Traité d'Amsterdam des dispositions de l'article 63 TCE, et sera encadrée, comme nous avons pu

¹¹²³ Proposition d'acte du Conseil établissant la convention relative aux règles d'admission des ressortissants des pays tiers dans les Etats membres COM/97/0387 final, CNS 97/0227, JO C337 du 7 novembre 1997, p9 (K3 TUE), article 15 'admission à des fins d'études'

¹¹²⁴ Décision 94/795/JAI du Conseil du 30 novembre 1994 relative à une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K3 paragraphe 2 point b) du traité sur l'UE en ce qui concerne les facilités de déplacement des écoliers ressortissants de pays tiers résidant dans un Etat membre JO L327 du 19 décembre 1994 p1-3 (K3 TUE) – « l'octroi de facilités de déplacement aux écoliers qui résident légalement dans l'Union européenne est l'expression d'une politique suivie par les Etats membres dans le but d'assurer une meilleure intégration des ressortissants de pays tiers » (3^{ème} considérant de la décision)

¹¹²⁵ Position commune 1999/290/JAI du 26 avril 1999 concernant une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du TUE, établissant des projets et des mesures destinés à soutenir concrètement l'accueil et le rapatriement volontaire des réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile, y compris une aide d'urgence aux personnes ayant fui en raison des événements récents qui se sont produits au Kosovo, JO n°L114 du 1^{er} mai 1999, p2-6 (K.3 et K8 TUE) – l'article 4 relatif à l'accueil des réfugiés précise que les mesures en la matière assurent la « garantie pour les réfugiés, les personnes déplacées et les demandeurs d'asile de conditions de vie respectant des exigences minimales, y compris l'hébergement, les soins médicaux, l'éducation et la formation » (article 4 c)) et l'article 5 relatif au 'rapatriement volontaire' dispose que les mesures en la matière couvrent notamment « la formation et l'éducation dans le but de fournir aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux demandeurs d'asile des compétences qui leur seront utiles après leur retour dans leur pays d'origine. » (Article 5 c) ; proposition de décision du Conseil concernant une action commune adoptée par le Conseil établissant des mesures destinées à soutenir concrètement l'accueil et le rapatriement volontaire de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile COM(98)733, CNS98/357, JO C37 du 11 février 1999, p4 (K.3 TUE) - concernant l'accueil des demandeurs d'asile ou des personnes déplacées, il est nécessaire de garantir « pour les demandeurs d'asile et les personnes déplacées de conditions de vie respectant des exigences minimales, y compris l'hébergement, les soins médicaux, l'éducation et la formation » (article 3 c)), concernant leur rapatriement volontaire, les mesures couvrent notamment « la formation et l'éducation, dans le but de fournir aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux demandeurs d'asile des compétences qui leur seront utiles après leur retour dans leur pays d'origine » (article 4 c)) ; proposition d'action commune du 24 juin 1998 relative à la solidarité dans l'accueil et le séjour des bénéficiaires de la protection temporaire des personnes déplacées COM(98)372 final, CNS98/222, JO C268 du 27 août 1998, p22 – « une contribution aux projets d'accueil de bénéficiaires de la protection temporaire, notamment aux coûts en matière de logement, d'aide sociale et d'éducation résultant de l'application de l'article 9 de l'action commune sur la protection temporaire » ; action commune 98/304/JAI du 27 avril 1998 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 TUE en vue du financement de projets spécifiques en faveur des personnes déplacées qui ont trouvé une protection temporaire dans les Etats membres et des demandeurs d'asile, JO L138 du 9 mai 1998, p6-7 (K.3 et K.8 TUE) – article 1^{er} « 1. Des projets spécifiques destinés à favoriser le rapatriement volontaire des personnes déplacées qui ont trouvé une protection temporaire dans les Etats membres et des demandeurs d'asile, seront entrepris à titre expérimental durant l'année 1998. 2. Ces mesures visent notamment les domaines suivants : opportunités d'éducation pour les personnes concernées de moins de dix-huit ans, formation professionnelle... » ; action commune du 22 juillet 1997 en vue du financement de projets spécifiques en faveur des personnes déplacées qui ont trouvé une protection temporaire dans les Etats membres et des demandeurs d'asile JO L205 du 31 juillet 1997, p3-4 (K.3 paragraphe 2 point b) et K.8 paragraphe 2 TUE) – article 1^{er} « 1. Des projets spécifiques destinés à favoriser le rapatriement volontaire des personnes déplacées qui ont trouvé une protection temporaire dans les Etats membres et des demandeurs d'asile seront entrepris à titre expérimental durant l'année 1997. 2. Ces mesures visent notamment les domaines suivants : opportunités d'éducation pour les personnes concernées de moins de dix-huit ans, formation professionnelle... » ; article 9 de la proposition adressée au Conseil en vue d'une action commune concernant la protection temporaire des personnes déplacées COM(1997), 93 CNS 97/0081, JO C106 du 4 avril 1997, p13 (K3 TUE) – article 9 intitulé 'logement, allocation sociales, éducation' point 3 « les Etats membres veillent à ce que les bénéficiaires d'un régime de protection temporaire aient accès au système d'éducation. »

l'analyser, par les directives communautaires. Depuis, l'éducation est davantage perçue comme un instrument d'action dans le cadre de la coopération policière et judiciaire...

B/ L'éducation, un instrument d'action dans l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice

485. L'éducation et la formation s'imposent comme des moyens de coopération incontournables dans le cadre de l'ELSJ, comme le confirme le programme de Stockholm en précisant qu'il s'agit d'outils indispensables à la promotion d'une « réelle culture européenne en matière judiciaire »¹¹²⁶. Diverses actions éducatives ont ainsi été adoptées en matière de coopération policière et judiciaire, visant à favoriser l'échange d'expérience et la compréhension mutuelle entre les autorités policières et judiciaires des Etats membres, tels que les programmes éducatifs mis en œuvre en matière de formation et d'échange de fonctionnaires, qui présentent pour la plupart une dimension externe¹¹²⁷, dans la mesure où ils prévoient la participation des pays candidats à l'adhésion, voir même des pays tiers intéressés¹¹²⁸. Actuellement, le Collège européen de police (CEPOL)¹¹²⁹, ayant pour fonction

¹¹²⁶ Programme pluriannuel 2010-2014 concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice - programme de Stockholm 'une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens' JO C115 du 4 mai 2010, p1-38 (TFUE) - Paragraphe 1.2.6 du programme « La formation joue par exemple un rôle essentiel dans le cadre du développement d'une réelle culture européenne en matière judiciaire par le biais de programmes de formation européenne systématiques destinés aux professionnels participant à la mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (juges, procureurs, le personnel judiciaire, les policiers, les douaniers et les garde-frontières), notamment par la mise en place de « programmes d'échange spécifiques, du type Erasmus, auxquels pourraient être associés des pays qui ne sont pas membres de l'UE, et en particulier les pays candidats et les pays avec lesquels l'Union a conclu des accords de partenariat et de coopération »

¹¹²⁷ Dans un contexte général de renforcement visible de la dimension externe de l'ELSJ – voir en ce sens FLAESCH MOUGIN (M) conclusions (p270s) in ouvrage collectif sous la direction de DONY (M) « La dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice au lendemain de Lisbonne et de Stockholm : un bilan à mi parcours », éditions de l'Université de Bruxelles, 2012, ISBN 978-2-8004-1533-8, 284p

¹¹²⁸ Concernant les programmes communautaires mis en œuvre jusqu'à fin 2002, le programme HIPPOCRATE (décision du Conseil du 28 juin 2001 établissant un programme d'encouragement, d'échanges, de formation et de coopération dans le domaine de la prévention de la criminalité, JO L186 du 7 juillet 2001 – programme effectif jusqu'à fin 2002) et le programme STOP (décision du Conseil du 28 juin 2011 établissant une seconde phase du programme d'encouragement, d'échanges, de formation et de coopération destiné aux personnes responsables de l'action contre la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle des enfants, JO L186 du 7 juillet 2001 – programme effectif jusqu'à fin 2002) prévoient par exemple le financement d'actions de formation, d'échanges et d'études, ouverts à la participation des pays candidats à l'adhésion et aux pays tiers intéressés. Le programme OISIN (Décision du Conseil du 28 juin 2001 établissant une seconde phase du programme d'encouragement, d'échanges, de formation et de coopération entre les services répressifs (OISIN II) JO L186 du 7 juillet 2001 – programme effectif jusqu'à fin 2002) finançant des actions de formation, d'échanges et d'études était également ouvert à la participation des pays en voie d'adhésion ; voir également résolution du Parlement européen du 03/04/1998 sur les effets de l'élargissement de l'UE sur la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, JO C138 du 4 mai 1998, p214, point 8 « se déclare déterminé à ouvrir davantage les programmes de l'Union européenne, en particulier ceux qui visent la formation et l'éducation des fonctionnaires et les échanges de personnel policier et judiciaire, aux pays d'Europe centrale et orientale ainsi que, à plus long terme, aux pays voisins des pays candidats et à augmenter les crédits prévus à cette fin. »

¹¹²⁹ Décision 2005/681/JAI du Conseil du 20 septembre 2005 instituant le Collège européen de police et abrogeant la décision 2000/820/JAI, JO L256 du 1 octobre 2005, p63 (30 et 34 TUE) – article 6 'objectifs' « Les objectifs sont les suivants : 1) approfondir la connaissance des systèmes et des structures nationaux de police des

de contribuer à la formation des hauts responsables des services de police, dispense également des méthodes et programmes d'enseignement communs inspirés d'Erasmus¹¹³⁰, dont peuvent bénéficier les autorités de police des pays candidats¹¹³¹. Le programme 'sécurité et protection des libertés' apporte de surcroît un soutien financier à la formation et aux échanges de personnel et d'experts¹¹³² développés notamment dans le cadre de projets transnationaux associant « des partenaires dans au moins deux Etats membres, ou au moins un Etat membre et un autre pays qui peut être soit un pays en voie d'adhésion soit un pays candidat »¹¹³³. Réaffirmant que « la formation est un atout précieux pour accroître la confiance entre professionnels de la justice »¹¹³⁴, le Conseil a également impulsé une prise en compte accrue de l'éducation en matière de coopération judiciaire, dans le cadre du programme 'Justice pénale'¹¹³⁵ relatif à l'amélioration de la connaissance réciproque du droit et des systèmes

autres Etats membres et de la coopération policière transfrontalière dans l'UE ; 2) améliorer la connaissance des instruments internationaux et de l'union,...3) assurer une formation adéquate quant au respect des garanties démocratiques, en particulier des droits de la défense. » - article 10 point 9 « le CA adopte a) des programmes, des modules de formation et des méthodes d'enseignement communs, ainsi que tout autre outil d'apprentissage ou d'enseignement commun »

¹¹³⁰ Point 11 des conclusions du Conseil sur le programme d'échange de policiers inspiré du programme Erasmus - Le Conseil « invite le CEPOL à élaborer un programme d'échange destiné aux policiers, inspiré du programme Erasmus, conformément à l'article 7, point g) de la décision instituant le CEPOL, et répondant aux caractéristiques suivantes : ...le but du programme, qui est destiné à tous les agents et fonctionnaires des services de police des Etats membres, est de mener des échanges à des fins d'études, d'apprentissage mutuel et de mise en commun de connaissances et de meilleures pratiques en matière d'action policière », 3010^{ème} session du Conseil Affaires générales Luxembourg, 26 avril 2010

¹¹³¹ Article 7 'mission' paragraphe f) de la décision 2005/681/JAI du Conseil du 20 septembre 2005 instituant le Collège européen de police et abrogeant la décision 2000/820/JAI, JO L256 du 1^{er} octobre 2005, p63 (30TUE et 34 TUE) – « Pour réaliser ces objectifs, le CEPOL peut engager notamment les actions suivantes : ...f) concevoir et assurer une formation destinées aux autorités de police des pays candidats, comprenant la formation de policiers jouant un rôle clé »

¹¹³² Article 4 'actions admissibles' paragraphe 2 point d) de la Décision 2007/125/JAI du 24 février 2007 établissant pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'Sécurité et protection des libertés', le programme spécifique 'prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme et autres risques liés à la sécurité' JO L58 du 24 février 2007 (31 et 34 TUE) remplace la décision 2002/630/JAI du Conseil du 22 juillet 2002 établissant un programme cadre concernant la coopération policière et judiciaire en matière pénale (AGIS) JO L203 du 1^{er} août 2002

¹¹³³ Article 4 'actions admissibles' paragraphe 1 point b) de la décision 2007/125/JAI du 24 février 2007 établissant pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'Sécurité et protection des libertés', le programme spécifique 'prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme et autres risques liés à la sécurité' JO L58 du 24 février 2007

¹¹³⁴ p 76 Conseil de l'UE – note des futures présidences française, tchèque et suédoise aux délégations «Programme de dix-huit mois du Conseil » 11249/08, POLGEN 76, Bruxelles le 30 juin 2008, 90p, http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/ProgrammePFUE/Trio_FR.pdf

¹¹³⁵ Décision du Conseil du 12 février 2007 pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'droits fondamentaux et justice', le programme spécifique 'Justice pénale'-avant 2001, le Programme GROTIUS II visait à stimuler la connaissance réciproque des systèmes juridiques et d'approfondir la coopération judiciaire générale et pénale notamment dans le cadre d'actions de formation, d'échanges et d'études menées par au moins trois Etats membres ou dans le cadre d'actions spécifiques de coopération avec les pays candidats à l'adhésion (décision du Conseil du 28 juin 2001 établissant une seconde phase du programme d'encouragement et d'échanges, de formation, et de coopération destiné aux praticiens de la justice JO L186 du 7 juillet 2001 ; action commune 96/636/JAI du 28 octobre 1996 adoptée par le Conseil (base article K3 TUE) établissant un

judiciaires des Etats membres et à la promotion de la formation en droit européen des acteurs du secteur judiciaire. Dans ce cadre, des projets transnationaux peuvent être mis en œuvre en collaboration entre deux Etats membres au moins ou au moins un Etat membre et un pays en voie d'adhésion ou un pays candidat.

486. L'éducation est également un instrument essentiel de la coopération policière et judiciaire en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé, la drogue et le trafic d'armes et les crimes à l'égard des enfants. Dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains, l'éducation est à la fois un moyen de prévention du phénomène et un droit fondamental protégé. La directive du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes¹¹³⁶, basée sur l'article 82 paragraphe 2 TFUE et l'article 83 paragraphe 1 TFUE, prévoit par exemple l'obligation des Etats membres, d'une part, de permettre l'accès à l'éducation dans un délai raisonnable aux enfants victimes et aux enfants de victimes de la traite, conformément aux dispositions de l'article 14 paragraphe 1^{er} de la directive¹¹³⁷, d'autre part, d'adopter des mesures adaptées, notamment éducatives, pour prévenir la traite d'êtres humains, telles que prévues à l'article 18 paragraphe 1^{er} de la directive¹¹³⁸. De même la directive du 18 mai 2011 établit des normes minimales en matière de soutien et de protection des victimes de la criminalité, ainsi qu'aux membres de leur famille¹¹³⁹ et prévoit que « les Etats membres devraient encourager et travailler en étroite collaboration avec les organisations de la société civile, et notamment les organisations non gouvernementales reconnues et actives qui viennent en aide aux victimes de la criminalité, en particulier dans le cadre...des programmes

programme d'encouragement et d'échanges destiné aux praticiens de la justice GROTIUS JOL287 du 8 novembre 1996

¹¹³⁶Directive 2011/36/UE du Parlement et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil JO L101 du 15 avril 2011, p1-11 (82 TFUE paragraphe 2 et article 83 paragraphe 1) ; avis du Comité économique et social européen sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène, ainsi que la protection des victimes, abrogeant la décision cadre 2002/629/JAI – COM(2010)95 final – 2010/0065(COD) JO C51 du 17 février 2011, p50-54 (304 TFUE (ex. article 262 TCE)) - paragraphe 18 « afin de réussir pleinement leur réinsertion et d'éviter, à leur retour, de connaître à nouveau la traite, les victimes devraient bénéficier d'une période de réflexion au cours de laquelle il leur serait offert en plus d'une assistance médicale, des possibilités de suivre un enseignement ou une formation professionnelle ».

¹¹³⁷Article 14 'assistance et aide aux enfants victimes' paragraphe 1 de la directive 2011/36/UE du Parlement et du Conseil du 5 avril 2011, op.cit.- « ...dans un délai raisonnable, les Etats membres donnent accès au système éducatif aux enfants victimes et aux enfants de victimes qui bénéficient d'une assistance et d'une aide en vertu de l'article 11, conformément à leur droit national. »

¹¹³⁸Ibid., article 18 'prévention' paragraphe 1 - « 1. Les Etats membres prennent les mesures appropriées, telles que l'éducation et la formation, pour décourager et réduire la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation liées à la traite des êtres humains. »

¹¹³⁹Directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité du 18 mai 2011 (82 TFUE)

de recherche et d'éducation... »¹¹⁴⁰. La directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant spécifiquement la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, prévoit également l'organisation de programmes éducatifs de sensibilisation¹¹⁴¹ et précise à l'article 23 qu'en matière de prévention « les Etats membres prennent les mesures appropriées, telles que l'éducation et la formation, pour décourager et réduire la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation sexuelles des enfants ... engagent les actions appropriées, y compris par l'internet, telles que des campagnes d'information et de sensibilisation, des programmes de recherche et d'éducation, le cas échéant en coopération avec des organisation pertinentes de la société civile et d'autres parties intéressées, afin de sensibiliser l'opinion à ce problème et de réduire le risque que des enfants ne deviennent victimes d'abus sexuels ou d'exploitation sexuelle »¹¹⁴².

487. En matière de lutte contre la drogue, l'UE adopte des mesures éducatives de sensibilisation. Les objectifs fixés pour la période 2007-2013 par le programme cadre 'Droits fondamentaux et Justice' précise notamment que « pour ce qui est de la lutte contre la toxicomanie, les principaux objectifs consisteront à diffuser l'information ainsi qu'à approfondir les travaux de recherche à l'origine de programmes d'éducation, de prévention et de réduction des effets nocifs sur la santé »¹¹⁴³. L'UE doit également participer à la « réduction de la demande de drogue car celle-ci alimente la consommation »¹¹⁴⁴ par des « programmes d'éducation, de prévention et de réduction des effets nocifs de la drogue »¹¹⁴⁵.

488. En matière de lutte contre le terrorisme, la Commission européenne a identifié l'éducation parmi « les principaux domaines qui exigent une attention immédiate »¹¹⁴⁶ afin de combattre les facteurs participant à la radicalisation de la violence. Elle considère que la « promotion de la diversité culturelle et de la tolérance peut contribuer à freiner le

¹¹⁴⁰ Ibid., considérant 25

¹¹⁴¹ Paragraphe 34 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision cadre 2004/68/JAI du Conseil JO L335 du 17 décembre 2011 p1-14 (82, 83, 294 TFUE)

¹¹⁴² Ibid., article 23

¹¹⁴³ Paragraphe 2.2 de la communication de la Commission du 6 avril 2005 au Conseil et au Parlement européen établissant pour 2007-2013 un programme cadre 'droits fondamentaux et justice' COM(2005)122

¹¹⁴⁴ Ibid.

¹¹⁴⁵ Ibid.

¹¹⁴⁶ Paragraphe 2 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant 'le recrutement des groupes terroristes – combattre les facteurs qui contribuent à la radicalisation violente' COM(2005)313 du 21 septembre 2005 – « Les principaux domaines qui exigent une attention immédiate... la radio et la télévision, Internet, l'éducation, l'engagement des jeunes, l'emploi, l'exclusion sociale et les questions relatives à l'intégration, l'égalité des chances et l'absence de discrimination, ainsi que le dialogue interculturel »

développement d'idées radicales violentes »¹¹⁴⁷ et rappelle que le programme Jeunesse soutient la lutte pour le respect des droits de l'Homme et contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, que le programme Culture finance des activités favorisant le dialogue interculturel et enfin que le programme Socrates vise notamment à développer les notions de citoyenneté européenne et de compréhension mutuelle. Dans le cadre de ses relations extérieures, la CE a soutenu les actions éducatives visant à promouvoir la paix et contribué à la mise en place de systèmes éducatifs accessibles et de qualité, favorisant la cohésion sociale et la compréhension mutuelle. Si le secteur éducatif est jugé hautement sensible en matière de lutte contre le terrorisme, il ne peut en aucun cas être désigné comme le domaine exclusif de radicalisation de la violence.

489. De ce fait il n'est pas envisageable de considérer qu'un attentat soit lié uniquement à la haine prétendument diffusée par les manuels scolaires, et encore moins d'engager la responsabilité de la Communauté au motif qu'elle a contribué financièrement au développement d'un service d'éducation donné, comme l'illustre l'affaire ZAOUI du 14 octobre 2004¹¹⁴⁸. En l'espèce, la Cour a apprécié le lien de causalité entre un attentat et les fonds octroyés par la CE au système d'enseignement palestinien dans le cadre de sa coopération d'aide au développement. Suite à attentat suicide perpétré par un membre de la branche armée du Hamas à Netanya en Israël, Mme ZAOUI a été grièvement blessée. Selon les requérants (la famille de la victime), cet attentat trouve sa source dans le système d'enseignement palestinien, notamment dans les manuels scolaires qui inciteraient à la haine raciale et au terrorisme contre les Israéliens. Puisque depuis 1994, la CE fournit des aides financières à l'autorité palestinienne notamment pour le financement des projets dans le domaine de l'enseignement, ils estiment que la CE est responsable. Le Tribunal de première instance, après avoir constaté sur le fondement de l'article 288 TCE, l'absence de lien de causalité direct entre le préjudice et la faute prétendue de l'institution (dont le requérant a la charge de la preuve), a précisé qu'en aucun cas l'action de l'institution ne peut être la cause déterminante du dommage. Refusant d'examiner « le bien fondé des allégations des requérants à propos de l'éducation palestinienne et de ses effets supposés », le tribunal constate que les requérants « conviennent que l'attentat n'a pas été financé par les fonds litigieux » et que « l'éducation telle qu'elle résulte des manuels scolaires n'était pas la cause

¹¹⁴⁷ Ibid., paragraphe 2.3 'Education, engagement des jeunes et citoyenneté européenne active'

¹¹⁴⁸ Ordonnance de la CJCE (deuxième chambre) 14 octobre 2004, aff. C-288/03P ayant pour objet un pourvoi au titre de l'article 56 du statut de la Cour de justice introduit le 3 juillet 2003 par la famille ZAOUI c/ la Commission – demande d'annulation de l'ordonnance du TPI du 23 avril 2003 (T-73/03) rejetant le recours en indemnités pour la réparation du préjudice subi suite à l'attentat commis à Netanya (Israël) le 27 mars 2002

exclusive de l'attentat ». Ainsi le tribunal applique la théorie jurisprudentielle de la causalité adéquate pour rejeter le recours « manifestement dépourvu de tout fondement en droit ». En effet, même si la CE était un grand bailleur de fonds auprès de la société palestinienne, cela n'excluait pas que « sans le versement des fonds litigieux, un système d'enseignement palestinien ayant le contenu allégué par les requérants n'aurait pas existé ». Le pourvoi qui visait un réexamen de la requête a de ce fait été rejeté.

C/ La prise en compte de l'éducation dans le programme de Stockholm pour une 'Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens'

490. Dans le cadre juridique unifié de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, le Conseil européen a élaboré une stratégie globale pour la période 2010-2014, relative aux priorités politiques visant à renforcer cet espace¹¹⁴⁹. Le programme pluriannuel de Stockholm promeut explicitement l'ouverture de cet espace sur le Monde comme le démontre son intitulé, à savoir une 'Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens'¹¹⁵⁰. Le Conseil européen prône une « dimension extérieure renforcée »¹¹⁵¹ de l'action menée au niveau européen, permettant notamment « d'établir un lien plus étroit entre migrations internationales et réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement »¹¹⁵². La politique de l'UE en matière d'immigration sera de ce fait coordonnée avec l'action qu'elle mène dans le cadre de sa contribution à la réalisation de l'OMD visant à garantir l'accès de tous à l'éducation primaire.

491. Un rôle essentiel est également conféré à la politique de l'éducation menée au niveau européen. Le Conseil européen insiste en effet sur la nécessité d'augmenter la cohérence des politiques migratoires avec les politiques relatives à l'éducation¹¹⁵³ et de renforcer l'accès des populations vulnérables à l'éducation, particulièrement des enfants, des migrants et des victimes de la criminalité¹¹⁵⁴. La cohérence des politiques est également nécessaire dans la mesure où certains sujets, tels que la traite des êtres humains, supposent « une action coordonnées et cohérente qui aille au-delà du domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice et qui, tout en tenant compte des nouvelles formes d'exploitation, englobe les relations extérieures, la coopération au développement, les affaires sociales et l'emploi, l'éducation et la santé, l'égalité des sexes et la non-discrimination »¹¹⁵⁵.

¹¹⁴⁹ Programme pluriannuel 2010-2014 concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice - programme de Stockholm - 'une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens', JO C115 du 4 mai 2010, p1-38

¹¹⁵⁰ Ibid.

¹¹⁵¹ Ibid., paragraphe 7.1

¹¹⁵² Ibid., paragraphe 6.1.2

¹¹⁵³ Ibid., paragraphe 6

¹¹⁵⁴ Ibid., paragraphe 6.1.4

¹¹⁵⁵ Ibid., paragraphe 4.4.2

Conclusion du Chapitre II

492. L'éducation est sans conteste une composante non négligeable des volets externes des politiques internes étudiées. Ce phénomène s'explique principalement par les liens étroits tissés entre les objectifs poursuivis dans le cadre de la politique éducative de l'UE et de ces politiques, dans le cadre des stratégies extérieures de l'UE en matière de réalisation des OMD ou d'ouverture de l'EEER sur le monde. Il se justifie également par l'insertion incontournable de mesures éducatives de sensibilisation aux objectifs visés par chacune de ces politiques.

493. L'éducation présente ainsi un lien étroit avec le secteur de la santé. Représentant 22.5% des actes fondés sur la base juridique de compétence en matière de santé, les actes à dimension éducative se sont particulièrement développés depuis 2006 dans le cadre des relations extérieures, notamment de par la participation active des institutions de l'UE aux travaux de l'OMS. Ils représentent 34.7% des actes externes fondés sur l'article 168 TFUE en septembre 2014, ce qui démontre le renforcement croissant de l'intrication naturelle des objectifs éducatifs et de santé. Celle-ci est également particulièrement visible en matière d'aide au développement car les actes fondés sur la base juridique de coopération au développement abordent généralement simultanément les deux secteurs dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Favoriser l'accès et la qualité des services d'éducation et de santé est essentiels dans le cadre de la coopération au développement, c'est pourquoi l'éducation et la santé constituent deux secteurs cibles d'intervention dans le cadre de la réalisation des OMD. L'éducation est de surcroît un instrument essentiel de réalisation des objectifs de santé que ce soit par l'intégration scolaire des personnes handicapées, les campagnes d'éducation à la santé en matière de malnutrition, de lutte contre les maladies transmissibles ou contre la violence. L'éducation est de ce fait un élément incontournable des programmes de coopération de l'UE dans le secteur de la santé.

494. L'éducation représente de même l'un des instruments stratégiques de réalisation des objectifs visés par l'UE dans le cadre de sa politique environnementale. L'éducation à l'environnement, intégrée aux programmes environnementaux de l'UE, contribue à la prévention des risques et des changements environnementaux et sensibilise à une meilleure gestion des ressources. Depuis l'établissement de bases juridiques relatives à l'environnement en droit originaire, 10.8%¹¹⁵⁶ des actes ayant ces fondements juridiques contiennent ainsi une

¹¹⁵⁶ Voir supra

référence éducative, dont plus de la moitié sont liés aux relations externes de l'UE. L'enchevêtrement matériel entre les secteurs de l'éducation et de l'environnement est donc plus marqué dans le cadre du volet externe de la politique de l'UE en matière environnementale, partant du constat que depuis 1992, tous les actes basés sur la base juridique de compétence en matière d'environnement et ayant une composante éducative, contiennent également une dimension externe. L'intrication naturelle des objectifs en matière éducative et environnementale est de plus particulièrement prononcée dans le cadre de la coopération au développement de l'UE. Plus de trois quart des actes adoptés dans ce cadre font en effet simultanément référence aux secteurs, éducatif et environnemental, notamment dans le cadre de la poursuite des OMD. Il est important de noter de surcroît que le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie a pris compte la transversalité des objectifs environnementaux en définissant la protection de l'environnement comme un objectif conditionnel à l'établissement d'une société de la connaissance avancée. Il serait de même positif de reconnaître réciproquement la transversalité des objectifs éducatifs de l'UE en insérant une référence à l'éducation à l'environnement dans l'article 191 TFUE, par exemple sur le modèle de l'article 168 TFUE relatif à la politique de l'UE en matière de santé.

495. « La recherche est le processus par lequel la puissance financière est transformée en connaissance, tandis que l'innovation est le processus inverse par lequel la connaissance est transformée en puissance financière »¹¹⁵⁷. Cette définition du Parlement européen démontre la place centrale qu'occupe la connaissance dans le cadre du triangle de la connaissance 'éducation, recherche, innovation', consacré par la Stratégie de Lisbonne de l'UE, visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive. Dans ce contexte, la politique éducative et la politique de la recherche de l'UE poursuivent un même objectif, à savoir la mise en place d'un espace européen d'enseignement et de recherche (EEER), reconnu mondialement pour son excellence. Cet objectif commun, plaçant l'université comme un acteur central, justifie que des mesures éducatives soient indispensables à la réalisation des objectifs de la politique de la recherche de l'UE et qu'inversement la recherche soit nécessaire au développement d'une politique éducative de qualité. L'éducation et la formation des chercheurs et la promotion de l'éducation scientifique sont ainsi intégrées aux programmes-cadres de l'UE en matière de recherche. De même, la promotion de la recherche et la participation de ses acteurs est prévue par les programmes de l'UE en matière éducative. Des

¹¹⁵⁷ Paragraphe E de la résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur l'évaluation intermédiaire du 7^{ème} programme-cadre de l'UE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration, JO C380E du 11 décembre 2012, p9-19

outils communs à ces deux politiques sont de surcroît mis en place pour renforcer la renommée internationale de l'EEER, tel que le réseau GEANT¹¹⁵⁸ visant à promouvoir l'interconnexion mondiale des réseaux de recherche et d'éducation.

496. Sur la période 2010-2014, on dénombre 70% des actes fondés sur les bases juridiques de compétences de l'UE en matière de recherche, présentant un volet éducatif et plus d'un tiers des actes basés sur l'article 165 TFUE contenant une référence à la recherche¹¹⁵⁹. Le programme d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport 'Erasmus +' contribuera certainement au renforcement de la cohérence et de l'efficacité de l'action de l'UE en matière d'enseignement et de recherche, qui doit être plus ciblée¹¹⁶⁰, notamment sur le plan externe.

497. La mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) implique de garantir la libre circulation des personnes dans un cadre sécurisé, assurant le respect des droits fondamentaux de chacun. L'accès de tous à l'éducation est, dans ce contexte, un objectif incontournable de l'UE, notamment en ce qui concerne les ressortissants des pays tiers résidant légalement dans un Etat membre. L'UE a consacré, dans le cadre de directives, un socle minimal de normes qui visent à protéger les droits de ces ressortissants, notamment leur droit à l'égalité de traitement en matière d'éducation, qu'ils soient résidents de longue durée, membres de la famille du résident légal, demandeurs d'asile, personnes déplacées, réfugiés ou mineurs en situation précaire. Les actes à dimension éducative représentent ainsi, en moyenne 15% des actes adoptés en matière d'asile et d'immigration. Bien que trop rares à ce jour, ils se sont également développés en matière de coopération policière, judiciaire et pénale, ainsi que dans le cadre de la lutte contre la criminalité ou les discriminations, dans la mesure où l'éducation représente à la fois un objectif et un instrument de sensibilisation incontournable pour réaliser l'ELSJ. Consciente que les difficultés d'accès au service éducatif représentent l'une des premières causes de migrations, l'UE a développé une action renforcée de protection du droit à l'éducation, que ce soit avec les pays d'origine des flux migratoires, ou dans le cadre de l'ELSJ, en protégeant les droits des ressortissants des pays tiers résidant légalement sur le territoire d'un Etat membre, particulièrement leur droit d'accès à l'éducation et leur droit à la libre circulation à des fins d'études.

¹¹⁵⁸ GEANT a été lancé en 2000 à l'aide d'un cofinancement de l'UE de 200 millions d'euros afin d'améliorer les infrastructures des réseaux dans le domaine de la recherche et de l'enseignement. Placé au premier rang mondial, il renforce l'attractivité de l'Europe pour les chercheurs
http://ec.europa.eu/information_society/newsroom/cf/itemlongdetail.cfm?item_id=3915

¹¹⁵⁹ Voir supra

¹¹⁶⁰ En ce sens communication de la Commission « renforcement et ciblage de la coopération internationale de l'UE dans la recherche et l'innovation : une approche stratégique », COM(2012)497 du 14 septembre 2012

498. L'ELSJ implique également de lever les obstacles qui persistent en matière de reconnaissance des diplômes et fractionnent l'EEER. La libre circulation des personnes titulaires d'un diplôme obtenu hors UE est particulièrement problématique comme en témoigne la jurisprudence de la CJUE. La Cour a, à plusieurs reprises, été saisie pour interpréter la portée de directives sectorielles relatives à la reconnaissance des diplômes par spécialité, concernant des diplômes obtenus hors UE. Elle a dans ce cadre estimé que si les Etats membres disposent d'un pouvoir discrétionnaire en matière de délivrance d'une équivalence de diplôme, ils ont également l'obligation de vérifier la compatibilité d'un diplôme obtenu dans un Etat tiers à l'UE avec leurs législations internes. Cette obligation a été étendue par la Cour à la nécessité de prendre en considération l'expérience professionnelle acquise par le demandeur. L'appréciation souveraine de l'Etat quant à l'octroi d'une équivalence ou d'une autorisation d'exercer une profession donnée doit également être conforme aux engagements souscrits dans le cadre de l'UE, impliquant le respect des directives et le soutien à la réalisation des objectifs de l'UE dans un esprit de coopération loyale. Face aux situations ubuesques dans lesquelles se trouvent certains titulaires de diplômes obtenus partiellement ou totalement dans un Etat tiers à l'UE, la Cour s'est notamment positionnée en faveur de l'application d'une directive à un diplôme obtenu dans un Etat membre de l'UE mais dont la formation a été suivie de manière prépondérante dans un Etat tiers à l'UE. La réalisation d'un EEER, dont l'excellence est reconnue mondialement, et auquel participe de nombreux Etats tiers à l'UE, invite à un réel questionnement sur la nécessité d'établir des critères communs de délivrance des équivalences dans les Etats membres afin de mettre un terme à des pratiques contradictoires décrédibilisant l'EEER.

Conclusion du Titre II

499. L'intrication de l'objectif éducatif avec les objectifs poursuivis dans le cadre des politiques extérieures de l'UE soulèvent deux constats. D'une part, la prise en compte de l'éducation est particulièrement significative en matière de coopération au développement et reste très faible en matière d'aide humanitaire, de politique commerciale commune ou de PESC. D'autre part, l'intrication des objectifs fait l'objet d'un renforcement généralisé dans toutes les politiques extérieures, depuis le traité modificatif de Lisbonne, témoignant de la transversalité reconnue de l'objectif éducatif et de son importance. On dénombre en effet plus d'un tiers des actes adoptés dans le cadre de la coopération au développement de l'UE contenant une référence éducative, ce pourcentage passant à plus de trois quart des actes sous l'application du TFUE. De même en matière de politique commerciale commune, les actes éducatifs représentent 5.3% des documents fondés sur l'article 207 TFUE alors qu'ils étaient moins d'1% avant le traité modificatif de Lisbonne. Le même constat se profile en ce qui concerne l'aide humanitaire, dans la mesure où les actions éducatives en la matière, jusqu'à lors basées sur la clause de flexibilité, les bases juridiques de la coopération au développement ou celles de la PESC, sont nécessaires et peuvent enfin être fondées sur une seule base juridique propre du TFUE consacré à l'aide humanitaire. Le développement des mesures éducatives est également souhaitable et prévisible en matière de PESC, comme en témoigne la position de la Haute Représentante à ce sujet. L'approche globale adoptée par l'UE dans le cadre de ses relations extérieures contribue également à une meilleure visibilité de l'action éducative de l'UE et à son développement. Les accords-cadres globaux permettent la poursuite de plusieurs objectifs de l'action externe dans le cadre d'un même partenariat. Les différents aspects éducatifs intégrés aux différentes politiques extérieures bénéficient ainsi de la cohérence de cet instrument.

500. On ne peut cependant rendre compte de l'intrication des compétences caractérisant l'action extérieure de l'UE en matière éducative qu'en analysant également les mesures éducatives intégrées aux volets externes des politiques internes de l'UE. L'analyse de l'importance accordée à l'éducation dans le cadre des politiques internes de l'UE aboutit également à deux constatations. D'une part, l'éducation est incontestablement un secteur transversal d'action de l'UE, d'autre part, l'intrication des objectifs éducatifs avec d'autres objectifs de l'UE est particulièrement prononcée dans le cadre des volets externes des politiques internes. Les enjeux externes liés au développement de ces politiques dynamisent

ainsi l'adoption d'actes à dimension éducative. La participation de l'UE à la réalisation des OMD favorisent l'intrication des secteurs de la santé, de l'environnement et de l'éducation, notamment dans le cadre général de la coopération au développement. Les ambitions mondiales de l'UE en matière d'excellence de l'EEER impulsent de même un renforcement étroit des secteurs éducatif et de la recherche au sein du triangle de la connaissance. La préservation des droits et de la libre circulation des ressortissants des Etats tiers, résidant dans les Etats membres de l'UE, implique également une prise en compte accru de leur égalité de traitement en matière d'éducation pour réaliser l'ELSJ. Si l'éducation occupe une importance équivalente dans l'ensemble de ces politiques internes, l'intrication matérielle est plus visible en ce qui concerne la santé dans la mesure où l'article 168 TFUE mentionne explicitement l'éducation en matière de santé comme un objectif de cette politique. La reconnaissance de la transversalité des objectifs éducatifs définis à l'article 165 TFUE permettrait de garantir la cohérence entre l'importance accordée à l'éducation dans le cadre des autres politiques de l'UE et le développement d'actes à dimension éducative dans l'ensemble de ces politiques.

Conclusion de la Partie I

501. L'intrication des compétences est une caractéristique intrinsèque de l'intervention des institutions de l'UE en matière éducative, particulièrement sur le plan externe. Elle est le fruit de l'application stricte des principes de subsidiarité et de proportionnalité dans un secteur relevant par nature de la compétence principale de l'Etat. Fortement liée à la notion de valeur ajoutée communautaire, l'intrication de compétences a initialement servi de fondement à une intervention nécessaire de la CE en l'absence de base juridique de compétence dans le secteur éducatif. Toujours d'actualité, elle renforce l'application d'une base juridique matérielle peu autonome, notamment du fait du lien étroit établi entre éducation formelle et formation professionnelle. Pouvant être perçue négativement dans la mesure où l'enchevêtrement de bases juridiques minimise l'impact et la portée de la base juridique matérielle éducative, le recours à la combinaison de bases juridiques représente également un atout. Améliorant la cohérence de l'action éducative, il a certainement contribué à son renforcement dans le cadre d'une politique globale d'éducation, de formation professionnelle et de jeunesse. L'intrication originelle des compétences en matière d'éducation a ainsi impulsé l'adoption d'une base juridique spécifique de compétence communautaire en la matière. Il est à espérer que le maintien de cette intrication de compétences soit perçu comme un élément déclencheur du renforcement nécessaire de cette base juridique matérielle, dans la mesure où il signale l'importance de la valeur ajoutée de l'UE en matière éducative.

502. L'intrication des compétences en matière éducative est également liée à la nature transversale de ce secteur. L'éducation est en effet une question stratégique abordée dans de nombreux domaines d'intervention de l'UE et l'analyse d'autres bases juridiques disparates s'est avéré nécessaire pour cerner la portée réelle de l'action extérieure de l'UE en matière d'éducation. L'analyse des actes à dimension éducative basés sur des fondements juridiques autres que l'article 165 TFUE soulève deux constats. Elle confirme, d'une part, la transversalité des objectifs éducatifs, qui se traduit par une intrication naturelle des objectifs éducatifs avec d'autres objectifs de l'UE. Elle démontre, d'autre part, que le développement des actes à dimension éducative dans d'autres secteurs de l'UE est étroitement lié à la poursuite des objectifs externes que l'UE s'est fixés. La poursuite des OMD et les objectifs d'un EEER d'excellence ont impulsé le développement de stratégies globales intégrant la poursuite des objectifs éducatifs, que ce soit au sein des politiques extérieures de l'UE, notamment la politique de coopération au développement, ou dans le cadre du volet externe

des politiques internes de l'UE. L'intégration de l'éducation dans les différentes politiques de l'UE démontre l'importance de la question éducative pour l'UE.

503. La première partie de cette thèse a ainsi permis de rendre compte de l'éparpillement des actions éducatives dans l'ensemble des politiques sectorielles de l'UE, ayant pour conséquence de fonder l'action externe éducative de l'UE sur une intrication de compétences, qui complexifie son appréhension. L'enchevêtrement de compétences matérielles, caractérisant l'action menée par l'UE dans le secteur éducatif, est source de confusion, dans la mesure où plusieurs degrés de compétence sont mis en œuvre pour fonder des actes à dimension éducative de l'UE, ce qui explique certainement le généralisme des dispositions du traité, relatives à la compétence d'appui de l'UE en la matière, ainsi que la réticence des Etats membres à accorder à l'action des institutions sa portée réelle dans ce domaine. La seconde partie permettra d'établir toutefois que l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif va bien au-delà de la simple action, par le développement d'une réelle politique extérieure de l'éducation, caractérisée par sa transversalité. La politique de l'UE en matière éducative est aujourd'hui insérée à des stratégies extérieures globales regroupant la poursuite d'objectifs liés à plusieurs politiques de l'UE. On assiste ainsi à une transformation profonde de l'action extérieure de l'UE dont l'unité et la cohérence est renforcée par la mise en place de politiques géographiques et thématiques favorisant l'adoption d'accords-cadres globaux intégrant une coopération intersectorielle. Dans ce contexte, l'intrication des compétences juridiques caractérisant l'action externe de l'UE en matière d'éducation est confortée par l'imbrication des moyens et des acteurs. De nouvelles attentes sont ainsi placées dans l'intervention de l'UE impliquant une redéfinition ou une relecture des dispositions du traité.

PARTIE II

UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE ÉDIFIÉE PAR L'IMBRICATION STRATÉGIQUE DES INSTRUMENTS ET DES OBJECTIFS

504. Contrairement au phénomène d'intrication de compétences, manifestation puisant ses origines étymologiques dans le verbe latin '*intricare*' signifiant 'embrouiller', le développement de stratégies extérieures globales de l'UE et l'adoption de concepts holistiques de l'éducation repose sur une volonté institutionnelle claire d'imbriquer les compétences et les moyens, afin de faciliter la visualisation de cette '*mosaïque*' d'actions éducatives. Conformément à la signification étymologique du terme 'imbrication', à savoir en latin '*imbrex*', c'est-à-dire 'tuile', il conviendra d'étudier l'articulation des moyens et la technicité des liens unifiant l'action institutionnelle de l'UE, comme autant de matériaux nécessaires à la construction d'un '*édifice éducatif*' de l'UE fondé, non pas seulement sur un enchevêtrement de compétences, mais également sur la combinaison positive des compétences et des moyens, garantissant une vision unifiée de l'action externe éducative et permettant de s'interroger sur l'existence d'une politique externe à part entière de l'UE en matière d'éducation (Titre I). Dans un souci d'optimisation, l'imbrication des moyens implique également une recherche permanente de cohérence des objectifs éducatifs poursuivis dans le cadre des relations extérieures. Il conviendra d'analyser dans cette perspective l'interdépendance des deux enjeux principaux de la politique extérieure éducative de l'UE, à savoir devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et s'affirmer comme un acteur incontournable des actions internationales éducatives en matière de développement (Titre II).

TITRE I

***L'IMBRICATION DES MOYENS STRUCTURELS ET FONCTIONNELS,
FONDEMENT D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE DE L'UE***

505. Partant du constat que la forme parcellisée de l'action éducative de l'UE représente un obstacle à son appréhension, et de ce fait à la reconnaissance juridique de son importance, il est indispensable de mettre fin au morcellement de cette action par la consécration d'une politique extérieure éducative et par la reconnaissance de sa transversalité. Dans un souci d'amélioration continue de l'action extérieure éducative menée par l'UE, il nous semble intéressant en effet de reconnaître l'importance réelle qui lui est conférée, en s'interrogeant sur la pertinence d'un changement de dénomination de cette action éducative dans les Traités. Qualifier l'action de l'UE en matière d'éducation de 'politique' paraît à notre sens plus adapté à la réalité du contenu substantiel de l'intervention de l'UE dans ce secteur. Comparativement à la naissance de la coutume, la mise en place d'une 'politique' peut être légitimée par la répétition dans le temps d'actions ponctuelles, ayant une force juridiquement contraignante. Or il est indéniable que la fréquence des interventions de l'UE s'est progressivement accélérée dans le secteur éducatif, et ce particulièrement dans le cadre des relations extérieures, caractérisée de surcroît par la mise en place d'outils et l'adoption d'actes inscrits dans le long terme. Si l'action éducative de la CE a été définie originellement comme ayant vocation à appuyer l'action des Etats membres par l'adoption de mesures de *soft law* et l'établissement d'une enceinte juridique commune de dialogue et d'échange de bonnes pratiques, force est de constater que le volet externe de l'action éducative de l'UE a dès ses origines présenté un caractère contraignant fondé sur le développement d'accords internationaux établissant des engagements juridiques réciproques entre l'UE et ses partenaires.

506. L'émergence d'une politique à part entière de l'UE dans le secteur éducatif est de ce fait intimement liée à la consolidation du volet externe de l'action éducative de l'UE qui lui confère une force juridique indiscutable. Suscitant l'intérêt avant même l'établissement d'une compétence communautaire d'attribution en matière éducative¹¹⁶¹, l'expression 'politique de l'éducation', est loin d'être incongrue puisqu'elle est d'ores et déjà utilisée par les institutions¹¹⁶² et sert de descripteur sur le site 'Eur-lex', recouvrant 3467 documents

¹¹⁶¹ Voir question écrite n°18/75 de M. LABAN à la Commission des CE : fondements juridiques d'une politique communautaire de l'éducation fournis par les traités JO n°C151 du 7 juillet 1975 p12 ; Question écrite n° 1022/78 de M. ANSQUER à la Commission : politique en matière d'éducation JO C079 du 26 mars 1979 p24 ; Question écrite n° 861/79 de Mme LIZIN à la Commission des CE : perspective de la politique européenne d'éducation JO n° C019 du 24 janvier 1980 p19 ; Question n°81 de M. PRICE au Conseil : politique commune de l'éducation – débats PE (éd. Française) n°248 p188

¹¹⁶² Voir par exemple site de la Commission parlementaire Culture et Education ayant pour mission la prise en « compte des questions ayant trait à la politique de l'éducation de l'UE, y inclus le domaine de l'enseignement supérieur en Europe et la promotion des systèmes d'écoles européennes et de l'apprentissage tout au long de la

répertoriés, relatifs à l'état des recettes et des dépenses de l'agence exécutive Education, audiovisuel et culture, éducation aux médias, à l'éducation tout au long de la vie....Le Conseil et les ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 6 octobre 1989 ont fixé les objectifs de la coopération et de la 'politique communautaire en matière d'éducation'¹¹⁶³. Considérant que le terme 'politique' attribue une importance accrue au secteur qui en fait l'objet et qu'il implique une compétence solide de l'UE, ainsi que la possibilité d'adopter des actes contraignants sur le long terme, il convient de se demander en ce sens quels sont les éléments structurants qui permettent de qualifier l'intervention de l'UE de 'politique' et non seulement de simple 'action', en étudiant leur impact, d'une part, sur la visualisation de la '*mosaïque éducative*', c'est-à-dire sur le contenu substantiel réel de la politique extérieure éducative, d'autre part, sur la structuration de l' '*édifice éducatif*', par l'analyse des processus et des acteurs contribuant à l'affirmation de cette politique éducative à part entière.

507. Face à l'adaptation nécessaire aux exigences du contexte international, l'action extérieure de l'UE a été remodelée dans son intégralité, afin de garantir plus de cohérence, sur les plans institutionnel et substantiel¹¹⁶⁴, et d'efficacité aux mesures entreprises, comme le confirme les dispositions de l'article 7 TFUE¹¹⁶⁵. Dans ce contexte, l'action extérieure éducative est savamment édifiée par un assemblage indispensable des compétences et des moyens juridiques, financiers et politiques, assurant la fiabilité de l'action de l'UE et sa crédibilité sur la scène internationale. Cette imbrication des compétences et des moyens repose, d'une part, sur l'interaction accrue des compétences et des moyens dans le cadre de stratégies globales, participant à la visualisation de la '*mosaïque éducative*' (chapitre 1), d'autre part, sur l'interactivité solide des acteurs institutionnels et des représentants de la société civile, structurant la politique extérieure éducative de l'UE (chapitre 2).

vie » ; Politique de l'éducation basée sur des fondements solides, 2802^{ème} session du Conseil de l'UE (Education, Jeunesse et Culture) tenue à Bruxelles les 24 et 25 mai 2007 – échange de vues sur « l'élaboration d'une politique de l'éducation sur la base d'éléments solides » « le Conseil a procédé à un échange de vues à ce propos, notamment sur les questions suivantes : les mesures qui pourraient être prises par les Etats membres (pour poursuivre le développement des capacités en matière de travaux de recherche dans le domaine de l'éducation, pour renforcer l'utilisation de cette recherche et d'autres données disponibles au niveau des politiques et des pratiques en matière d'éducation) et la possibilité de soutenir de telles initiatives au niveau de l'UE »

¹¹⁶³ Conclusions du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 6 octobre 1989 sur la coopération et la politique communautaire en matière d'éducation dans la perspective de 1993 JO C277 du 31 octobre 1989 p5-6

¹¹⁶⁴ Voir en ce sens analyse de DONY (M) et ROSSI (LS) in « Démocratie, cohérence et transparence – vers une constitutionnalisation de l'Union européenne ? », éd. de l'Université de Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, 2008, ISBN 978-2-8004-1407-2, 367p

¹¹⁶⁵ Article 7 TFUE (ex article 3 TUE) « L'Union veille à la cohérence entre ses différentes politiques et actions, en tenant compte de l'ensemble de ses objectifs et en se conformant au principe d'attribution des compétences. »

Chapitre I

La visualisation de la mosaïque éducative par l'interaction des moyens

508. L'action extérieure de l'UE est caractérisée par une recherche constante de cohérence, conformément aux objectifs définis par les articles 7 TFUE¹¹⁶⁶, 13 paragraphe 1 TUE¹¹⁶⁷, 21 paragraphe 3 second alinéa TUE¹¹⁶⁸ et 26 second alinéa TUE¹¹⁶⁹. Dans ce cadre, de nouvelles stratégies globales, géographiques et thématiques, ont été établies permettant de poursuivre plusieurs objectifs sectoriels au sein d'un même cadre. Les actions éducatives, initialement disséminées dans les diverses politiques sectorielles, bénéficient ainsi de la restructuration de l'action extérieure de l'UE. On assiste, d'une part, à l'adoption d'une approche nouvelle des relations extérieures et au développement croissant d'accords généraux, basés notamment sur une combinaison de bases juridiques, dans le cadre desquels des mesures éducatives sont prévues, d'autre part, à l'établissement de concepts globaux tels que l'éducation tout au long de la vie ou l'éducation au développement. Cette approche holistique de l'éducation est un argument essentiel en faveur de la reconnaissance d'une politique extérieure spécifique de l'UE en matière éducative, que l'approche globaliste permet de surcroît de mieux visualiser.

509. L'approche globale vise en effet à réunir un ensemble de politiques ou actions concernant des domaines variés, au sein d'une même stratégie dans le but de réaliser des objectifs généraux auxquels chaque politique insérée peut contribuer. Mise en place

¹¹⁶⁶ Article 7 TFUE (ex article 3 TUE), op.cit.

¹¹⁶⁷ Article 13 paragraphe 1 TUE (version consolidée Traité de Lisbonne) « L'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à promouvoir ses valeurs, poursuivre ses objectifs, servir ses intérêts, ceux de ses citoyens, et ceux des Etats membres, ainsi qu'à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions. »

¹¹⁶⁸ Article 21 paragraphes 2 et 3 TUE version consolidée, paragraphe 1 « L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international » et paragraphe 3 « L'Union respecte les principes et poursuit les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2 dans l'élaboration et la mise en œuvre de son action extérieure dans les différents domaines couverts par le présent titre et par la cinquième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que de ses autres politiques dans leurs aspects extérieurs. L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques. Le Conseil et la Commission, assistés par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, assurent cette cohérence et coopèrent à cet effet. »

¹¹⁶⁹ Article 26 TUE paragraphe 2 version consolidée, « le Conseil et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité veillent à l'unité et à la cohérence et à l'efficacité de l'action de l'Union »

notamment en matière de développement, elle favorise la complémentarité des politiques et la cohérence de l'action extérieure, ce qui contribue à une meilleure perception des actions, notamment en matière éducative. Elle a également pour intérêt de faciliter la visualisation du caractère transversal de la politique extérieure de l'éducation en permettant de faire des liens entre les actions éducatives insérées dans les diverses politiques de la stratégie globale.

510. L'importance substantielle de cette politique ne peut toutefois être appréhendée qu'en adoptant également une approche intégrée de ce secteur, rendant compte du caractère transversal des objectifs éducatifs poursuivis par l'UE. La transversalité est en effet une technique permettant de prendre en considération l'impact et la portée d'un secteur défini au sein d'autres politiques et stratégies globales. Cette technique est indissociable et souvent assimilée à l'approche intégrée qui représente, à notre sens, la forme la plus aboutie de la transversalité dans la mesure où elle vise à insérer systématiquement une thématique dans un ensemble de politiques ou de secteurs donnés par le biais de la transversalité, en renforçant de surcroît la cohérence, par la perception d'un ensemble unique telle que l'approche intégrée de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. On peut considérer que l'approche intégrée donne ainsi une consistance à la politique extérieure éducative en intégrant dans un ensemble les diverses actions transversales de l'éducation 'éparpillées' dans les politiques extérieures. Il convient ainsi d'analyser la visualisation de la transversalité de la politique extérieure éducative induite par l'approche globale des relations extérieures de l'UE (Section 1^{er}) et la '*cristallisation*' de la politique extérieure transversale de l'éducation liée à l'approche intégrée de ce secteur d'intervention (Section 2).

Section 1/ L'approche globaliste : vers la reconnaissance d'une politique extérieure à part entière de l'UE en matière éducative

511. Conformément à la doctrine globaliste, attribuant à un ensemble des qualités que ne possèdent pas ses éléments constitutifs, l'UE a entrepris une refonte de son action extérieure afin de garantir la cohérence et une meilleure visualisation de ses interventions sur la scène internationale. Cette nouvelle vision des relations extérieures a des effets positifs sur la perception de l'action extérieure éducative, en participant à l'unification des actes 'dispersés' au sein de diverses politiques sectorielles. Les stratégies extérieures globales (Paragraphe 1) et l'adoption de concepts holistiques de l'éducation au sein de ces stratégies (Paragraphe 2) façonnent l'action externe éducative et plaident incontestablement en faveur de la reconnaissance d'une politique extérieure de l'éducation, dont les contours sont plus visibles.

512. Le développement de stratégies globales s'est imposé comme un moyen efficace de renforcer la cohérence des relations extérieures de l'UE, dans la mesure où elles permettent de rassembler plusieurs politiques autour d'un objectif général. Dans cette optique les Etats membres et l'UE ont adopté nombre de consensus permettant d'établir une politique extérieure commune, que ce soit en matière de coopération au développement suite au consensus européen de 2005, ou en matière d'aide humanitaire suite au consensus européen de 2007¹¹⁷⁰. La feuille de route 2007-2013 établit dans cette optique une stratégie globale des relations extérieures « focalisée sur un noyau dur d'activités »¹¹⁷¹, prenant en considération « des avantages comparatifs et des caractéristiques spécifiques de la Communauté »¹¹⁷². Le programme pour le changement adopté le 13 octobre 2011 impulse un renforcement de la cohérence des politiques de l'UE afin d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement¹¹⁷³. Cette approche globale renforce considérablement la visibilité et la cohérence de la politique extérieure éducative de l'UE, fragmentée par nature entre différents volets de coopération.

513. La politique extérieure éducative a de ce fait gagné en cohérence, en premier lieu, suite à la réforme des instruments financiers de coopération extérieure de l'UE. Leur simplification¹¹⁷⁴ a permis en effet de consolider, d'une part, la cohérence politique par la mise en place d'instruments géographiques régionaux, d'autre part, la visibilité thématique par l'élaboration de politiques thématiques globales¹¹⁷⁵. Concernant les stratégies régionales, la fusion de l'éventail des instruments financiers de coopération au développement dans un instrument unique, l'ICD¹¹⁷⁶, a amélioré la cohérence des mesures visant à financer la

¹¹⁷⁰ Document de travail des services de la Commission accompagnant la Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Un consensus européen sur l'aide humanitaire » ; rapport sur les résultats de la consultation pour un consensus sur la politique d'aide humanitaire européenne COM(2007)317 final, SEC(2007)781, SEC(2007)782 final, Bruxelles, 13 juin 2007

¹¹⁷¹ Commentaires sur la Déclaration du Conseil des ministres du 10 novembre 2000 sur la base de la communication de la Commission COM(2002)212 du 26 avril 2000

¹¹⁷² Ibid., des avantages comparatifs et des caractéristiques spécifiques de la Communauté tels que « sa capacité à assurer la cohérence et les synergies entre le commerce, l'aide, la coopération économique et le dialogue politique ; sa neutralité ; sa recherche de l'intérêt général ; sa masse financière critique et son poids politique et économique influents au niveau international ; la dimension globale de sa politique de développement, sa présence sur le terrain et dans les instances internationales ; son expérience de l'intégration régionale et enfin, le rôle de la Communauté en tant que catalyseur de coordination et de cohérence des efforts internationaux de développement »

¹¹⁷³ Paragraphe 6 de la communication de la Commission « Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement », COM(2011)637 du 13 octobre 2011 (14p)

¹¹⁷⁴ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013, 29 septembre 2004, COM(2004)626

¹¹⁷⁵ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 3 août 2005 « Actions extérieures au travers de programmes thématiques dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013 » COM(2005)324 final non publiée au JO

¹¹⁷⁶ Règlement (CE) 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD) renouvelé par le règlement (UE)

coopération géographique de l'UE avec les PED qui se trouvent sur la liste du CAD de l'OCDE, ainsi que le financement des programmes thématiques complétant les programmes géographiques. La mise en place d'un instrument européen consacré spécifiquement au développement de la politique de voisinage (PEV)¹¹⁷⁷ a également permis de garantir la cohérence de la coopération extérieure de l'UE avec l'ensemble des pays voisins dans le cadre d'une stratégie globale, prévoyant de surcroît la cohérence de ses programmes et projets financés avec les politiques de l'UE¹¹⁷⁸. De même le programme thématique « Investir dans les ressources humaines »¹¹⁷⁹, adoptant une approche globale du développement, de la réduction de la pauvreté et de la cohésion sociale, définit l'éducation comme l'un des secteurs prioritaires de financement.

Paragraphe 1/ Les nouvelles stratégies extérieures globales de l'UE, '*pierre angulaire*' d'une politique extérieure de l'éducation

514. Dans une perspective de renforcement de la cohérence de l'action extérieure de l'UE, les institutions ont développé des stratégies globales consolidant l'action menée dans le secteur éducatif¹¹⁸⁰ et plus généralement la cohérence de l'action extérieure dans le contexte mondialisé. L'action externe de l'UE en matière éducative s'inscrit de ce fait dans un cadre général rationalisant l'ensemble des mesures externes adoptées par l'UE dans ce domaine (A). L'adoption croissante d'accords généraux et de stratégies globales, fondés sur une combinaison de bases juridiques, participe également à cette restructuration des relations extérieures en préférant l'assemblage à l'intrication des fondements juridiques (B).

233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement (2014-2020), JO L77 du 15 mars 2014, p44-76

¹¹⁷⁷ Règlement CE 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat, JO L31 du 9 novembre 2006 (179, 181 TCE) renouvelé par le règlement 232/2014 du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument européen de voisinage (2014-2020), JO L77 du 15 mars 2014, p27-43 (209, 212 TFUE)

¹¹⁷⁸ Article 5 du règlement CE 1638/2006, op.cit. « Les programmes et les projets financés doivent être cohérents avec les politiques de l'Union européenne. Ils doivent être compatibles avec les accords que la Communauté et les Etats membres ont conclu avec les pays partenaires et respecter les engagements résultant d'accords multilatéraux et de conventions internationales auxquels ils sont parties, y compris les engagements en matière de droits de l'Homme, de démocratie et de bonne gouvernance » ; voir également en ce sens avis du Comité économique et social européen sur la PEV, JO C309 du 16 décembre 2006 p96-102 (2006/309/20)

¹¹⁷⁹ Document de stratégie pour le programme thématique 2007-2013 fondé sur l'article 12 du règlement CE n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD) du 18 décembre 2006 publié au JO L378 du 27 décembre 2006, p41

¹¹⁸⁰ Voir par exemple recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire JO C191 du 1^{er} juillet 2011, p1-6 (165 et 166 TFUE) – le Conseil prône par cette recommandation la mise en place d'un cadre pour des politiques globales de réduction de l'abandon scolaire.

A/ L'impact de la rationalisation de l'action extérieure de l'UE sur les mesures externes éducatives

515. La consécration par le droit originaire d'un titre spécifique, relatif à l'action extérieure de l'UE¹¹⁸¹, est l'aboutissement d'un processus de rationalisation des relations extérieures entamé dès 2006 par l'adoption de nouvelles stratégies, visant à garantir plus de cohérence et plus d'efficacité par la coordination des actions extérieures. Dans le contexte mondialisé, caractérisé par l'interdépendance, le régionalisme s'est en effet imposé comme une voie stratégique permettant aux Etats de gérer ensemble les nouveaux défis internationaux, tels que l'économie de la connaissance. Inscrite dans la recherche constante de l'UE 'd'unité dans la diversité', la réforme de la coopération de l'UE avec les pays tiers partenaires se caractérise par l'adoption de nouvelles politiques géographiques, fondées sur des instruments de financements spécifiques, telles que la politique européenne de voisinage (PEV), la politique d'aide à la préadhésion (PAP), la politique de coopération au développement et coopération économique (PCD), et la politique de partenariat pour la coopération avec les pays tiers¹¹⁸², complétées par des politiques thématiques participant à la cohérence de l'ensemble du volet de coopération extérieure.

516. L'établissement de cadres de coopération généraux d'action, fondés sur la poursuite d'intérêts communs, s'effectue de surcroît dans le respect des particularismes, car la coopération est plus spécifiquement déterminée dans des plans d'actions bilatéraux, élaborés en fonction des besoins de chaque pays partenaires de l'UE. L'analyse du volet éducatif prévu dans le cadre de ces politiques externes géographiques et thématiques permettra de démontrer leur impact sur la consolidation de l'action extérieure de l'UE en matière éducative.

¹¹⁸¹ L'établissement d'une 5^{ème} partie consacrée spécifiquement à 'l'action extérieure de l'Union' est sans conteste l'une des innovations majeures du TFUE. Complétée par un titre V TUE [Le titre V TUE relatif aux 'dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'UE et dispositions spécifiques concernant la politique étrangère et de sécurité commune' rappelle les principes et valeurs sur lesquels repose l'action de l'UE sur la scène internationale et précise notamment les fonctions respectives du Conseil européen et du Haut représentant pour l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Dans ce cadre, le Conseil européen est compétent, selon les dispositions de l'article 22 TUE pour identifier « les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union » et pour adopter des décisions pouvant « concerner les relations de l'Union avec un pays ou une région, ou avoir une approche thématique »], la partie V TFUE rassemble les dispositions relatives, d'une part, aux politiques extérieures de l'UE, d'autre part, aux mesures restrictives, aux accords internationaux, aux relations avec les organisations internationales, les pays tiers et les délégations de l'Union, ainsi qu'à la clause de solidarité.

¹¹⁸² Règlement (UE) 234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, JO L 77 du 15 mars 2014, p 77-84

1. L'éducation dans le cadre de la politique européenne de voisinage

Développée à partir de 2004, la politique européenne de voisinage (PEV) est fondée sur un instrument unique de coopération, l'IEV¹¹⁸³, et vise conformément à l'article 8 TUE à développer « avec les pays de son voisinage des relations privilégiées, en vue d'établir un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération »¹¹⁸⁴. Basée sur la mise en place de partenariats régionaux et des plans d'action conclus entre l'UE et chaque pays partenaire¹¹⁸⁵, définissant les programmes de réformes économiques et politiques à entreprendre à court terme, la PEV s'appuie sur les accords de partenariat et de coopération et les accords d'association existants. Elle contient par ce biais, dès ses origines, un volet éducatif inséré auparavant dans les accords bilatéraux de coopération, et développé comme un objectif prioritaire de la PEV¹¹⁸⁶. La Commission a en effet considéré comme essentiel de

¹¹⁸³ L'instrument européen de voisinage (IEV) remplace depuis 2014 l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) établi en 2006 - voir règlement (UE) 232/2014, op.cit.

¹¹⁸⁴ Article 8 TUE paragraphe 1

¹¹⁸⁵ Elle concerne les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (pays MEDA), les NEI occidentaux et les pays du Caucase du Sud : La Russie, l'Ukraine, le Belarus, la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et dans la zone méditerranéenne, l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et l'Autorité palestinienne

¹¹⁸⁶ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'L'Europe élargie – voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud, COM(2003)104 du 11 mars 2003 « Il faut pour étendre les bénéfices d'une accélération de la croissance économique à l'ensemble des secteurs de la société, mener des actions concrètes visant à favoriser l'inclusion sociale à travers des politiques économiques, sociales et de l'emploi complémentaires. Il importe tout autant d'accorder de l'attention à des secteurs tels que ceux de l'éducation...les actions et programmes communautaires en matière de recherche, d'éducation et de culture ainsi que les programmes d'échanges bilatéraux devraient être étendus. Les programmes d'échanges entre les jeunes et entre universités, la mise en place de programmes d'études européens...méritent qu'on s'y attarde. » ; paragraphe 2.4 de l'avis du Comité des régions sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'L'Europe élargie voisinage' JO C23 du 27 juillet 2004 p36-42 – le CdR « mise sur la promotion d'un nouveau dialogue politique sur la base de valeurs et de principes partagés et concrètement sur des politiques telles que celle...de l'éducation » ; communication de la Commission 'Politique européenne de voisinage – document d'orientation' COM(2004)373 « les secteurs prioritaires en matière de coopération concernent notamment : ...les activités dans le domaine de l'éducation, de la formation » ; communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative au renforcement de la politique européenne de voisinage COM(2006)726 du 4 décembre 2006 – « Il importe que les échanges éducatifs et de jeunes soient un élément central de la PEV, tout comme les échanges similaires ont contribué à créer des passerelles et à vaincre les préjugés au sein de l'UE. La coopération universitaire recevra le soutien de Tempus et un nouveau système de bourses d'études pour la région de la PEV sera instauré en 2007 dans le cadre d'Erasmus Mundus. Le dialogue politique en matière d'enseignement supérieur devra être amélioré, afin de soutenir les efforts de modernisation et de réformes déployés par les pays partenaires...Ces instruments contribueront à établir un domaine de coopération dans l'enseignement supérieur et à assurer la convergence avec les politiques européennes, telles que le processus de Bologne, auquel de nombreux pays partenaires de la PEV participent. L'aide à la réforme de l'éducation devrait être renforcée, notamment par le biais de la Fondation européenne pour la formation. Un nouveau programme de la PEV pourrait être envisagé, afin de promouvoir les échanges entre jeunes professionnels issus d'horizons divers » ; communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'Une politique européenne de voisinage forte' COM(2007)774 du 5 décembre 2007 « la Commission continuera à renforcer son soutien au développement structurel de système d'enseignement supérieur dans les pays partenaires PEV par l'intermédiaire de Tempus, ainsi que la convergence avec le processus de Bologne et l'agenda de Lisbonne »

promouvoir les échanges interpersonnels afin de conférer un ‘visage humain’ à la PEV et de lui donner une dimension thématique¹¹⁸⁷, améliorant l’image globale de l’Union dans les pays partenaires. Dans la poursuite de cet objectif, la promotion des échanges éducatifs et de jeunes est un élément central de la PEV, afin de mettre en place « un espace commun de la connaissance et de l’innovation »¹¹⁸⁸. La coopération dans le secteur éducatif entre l’UE et les pays voisins est ainsi prise en compte dans le règlement instituant l’IEV¹¹⁸⁹, ainsi que dans le programme ‘Erasmus+’. L’action 2 du programme, relative à la coopération en matière d’innovation et d’échanges de bonnes pratiques est particulièrement axée sur les projets de renforcement des capacités des pays voisins de l’UE en matière de modernisation et d’internalisation de leurs systèmes d’enseignement supérieur¹¹⁹⁰. L’action 3 du programme vise également à soutenir le « dialogue politique par l’intermédiaire du réseau d’experts de la réforme de l’enseignement supérieur dans les pays partenaires voisins de l’UE »¹¹⁹¹. La PEV permet de surcroît de coordonner et soutenir les différentes actions menées par l’UE et par ses pays voisins en matière de lutte contre la pauvreté, afin d’optimiser leur contribution respective à la réalisation des OMD¹¹⁹², notamment par l’adoption de lignes directrices conjointes leur permettant d’adopter des positions communes dans les enceintes internationales. L’éducation est ainsi définie comme un secteur essentiel de coopération dans le cadre de la PEV et de la stratégie PEV renouvelée de l’UE, « à l’égard d’un voisinage en mutation »¹¹⁹³.

¹¹⁸⁷ Paragraphe 3.3 de la communication de la Commission au Conseil et au Parlement relative au renforcement de la PEV – rapport du suivi sectoriel, COM (2006)726 final, 4 décembre 2006

¹¹⁸⁸ Paragraphe 27 de la communication conjointe au Parlement européen, au Conseil économique et social européen et au Comité des Régions « le voisinage à la croisée des chemins : mise en œuvre de la politique de voisinage en 2013 », JOIN(2014)12 du 27 mars 2014 (20p)

¹¹⁸⁹ Voir article 1 paragraphe 3 du règlement n°232/2014, op.cit.

¹¹⁹⁰ Article 8 paragraphe 2 du règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant ‘Erasmus+’ : le programme de l’Union pour l’éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant les décisions n°1719/2006/CE, n°1720/2006/CE et n°1298/2008/CE, JO L347 du 20 décembre 2013 p50-73 « Cette action soutient également le développement, le renforcement des capacités, l’intégration régionale, l’échange des connaissances et les processus de modernisation à travers des partenariats internationaux entre les établissements d’enseignement supérieur de l’Union et ceux des pays partenaires, notamment en vue d’un apprentissage par les pairs et de projets éducatifs communs, ainsi que par la promotion de la coopération régionale et des bureaux d’information nationaux, plus particulièrement avec pays voisins » ; guide du programme ‘Erasmus+’, p13, version 2 du 27 février 2014 (293p)

http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/documents/erasmus-plus-programme-guide_fr.pdf

¹¹⁹¹ Voir guide du programme ‘Erasmus +’, op.cit., p13

¹¹⁹² Article 2 paragraphe 2 d) du règlement n°232/2014, op.cit. - « contribuer au développement, intelligent, durable et inclusif dans tous ses aspects; réduire la pauvreté, notamment par le développement du secteur privé, et l’exclusion sociale; promouvoir le renforcement des capacités dans les domaines des sciences, de l’éducation, en particulier dans l’enseignement supérieur, de la technologie, de la recherche et de l’innovation... », voir également article 2 paragraphe 2 h) du règlement CE n°1638/2006, op.cit.

¹¹⁹³ Point 4.1 de la communication conjointe de la Commission européenne et de la Haute Représentante de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité « Une stratégie nouvelle à l’égard d’un voisinage en mutation », COM(2011)303 du 25 mai 2011 « la Commission entend intensifier le dialogue sur les politiques

517. L'éducation représente également un élément fondamental des différentes formes de coopération régionale portant la coopération subrégionale PEV, telles que l'Union pour la Méditerranée, qui définit l'éducation comme « un instrument majeur pour développer le capital humain et défendre les valeurs culturelles et sociétales dans la région »¹¹⁹⁴, la synergie de la mer noire, basée sur une « participation renforcée de l'UE susceptible d'avoir aussi des retombées positives sur... l'éducation »¹¹⁹⁵ et le partenariat oriental¹¹⁹⁶ dans le cadre duquel la

sectorielles (telles que l'éducation, la jeunesse,...) avec les ministres compétents des pays partenaires » ; Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat, JOIN/2013/04 final du 20 mars 2013 ; communication commentée RAPOPORT (C) « Politique européenne de voisinage », RTDE 2013, p593

¹¹⁹⁴ Paragraphe 19 de la résolution du Parlement européen du 19 février 2009 sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée (2008/2231(INI)), 2010/C 76 E/15, JO C76E du 25 mars 2010, p 76–83 « rappelle qu'il est important de renforcer l'extension des programmes communautaires à la participation des pays partenaires, notamment dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de la formation professionnelle » ; Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Le processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » COM(2008)319 du 20 mai 2008 - Le Conseil européen des 13 et 14 mars 2008 a approuvé le principe d'une Union pour la Méditerranée et invité la Commission à lui présenter les propositions nécessaires pour déterminer les modalités d'une 'Union pour la méditerranée'. Après consultation des partenaires méditerranéens, la Commission a fixé un ensemble de priorités dont l'éducation fait partie : paragraphe 9 de la Communication « les divers accords et programmes de coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation ont contribué au renforcement des capacités dans les pays concernés et représentent un instrument majeur pour développer le capital humain et défendre les valeurs culturelles et sociétales dans la région.»

¹¹⁹⁵ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – rapport sur la première année de mise en œuvre de la synergie de la mer noire, COM(2008)391 final du 19 juin 2008 – Suite à la réunion des ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Kiev le 14 février 2008, lors de laquelle les participants ont adopté une déclaration commune approuvant la synergie de la mer Noire et reconnaissant la valeur ajoutée de l'UE concernant le renforcement de la coopération régionale autour de la mer Noire, la Commission souligne que « la synergie de la mer Noire bénéficiera de la politique européenne de voisinage et des autres politiques communautaires mises en œuvre dans les relations avec les pays de la région » ; résolution du Parlement européen du 20 janvier 2011 sur une stratégie de l'UE pour la mer noire (2010/2087(INI)) JO C136E du 11 mai 2012, p81-90-Le Parlement « salue les résultats obtenus dans le domaine de la coopération en matière d'éducation, de recherche et de technologie » (paragraphe 52), « souligne l'importance du régime des visas et de la mobilité des personnes dans la région et invite instamment la Commission à envisager la mise en place de régime de visas préférentiels pour le monde des affaires et le monde universitaire, pour les jeunes » (paragraphe 59), « estime...que des initiatives communes dans le domaine de l'éducation et des médias sont extrêmement nécessaires pour créer et renforcer de véritables liens entre les personnes » (paragraphe 60), « salue les résultats enregistrés par le projet d'interconnexion de la Mer noire dans l'établissement d'un réseau régional de recherche e d'éducation » (paragraphe 61)

¹¹⁹⁶ Paragraphe 23 de la Résolution du Parlement européen sur le renforcement de la société civile dans les pays du partenariat oriental, y compris la question de la coopération entre le gouvernement et la société civile, ainsi que la question des réformes visant à renforcer le pouvoir de la société civile, 2012/C 153/04, JO C 153 du 30.5.2012, p16–20 « estime que l'émancipation des individus et de la société civile par l'éducation, la formation et la sensibilisation, parallèlement à la défense effective de tous les droits humains, notamment les droits sociaux, économiques et culturels, est un complément essentiel au développement et à la mise en œuvre des politiques et programmes de démocratisation;... note que la coopération dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la formation et de la recherche peut promouvoir les contacts interpersonnels pour lesquels il convient de garantir le financement nécessaire;...souligne que la fixation de priorités dans les politiques et projets axés sur les investissements en faveur de la jeunesse, l'éducation, la formation et les compétences peut conduire à un accroissement du potentiel de création d'emplois et à une économie plus durable » ; Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Partenariat oriental » SEC(2008)2974 COM(2008)823 du 3 décembre 2008 voir également http://ec.europa.eu/world/enp/index_fr.htm - Afin d'assurer la stabilité, la bonne gouvernance et le développement économique à ses frontières orientales (pays d'Europe

coopération « se poursuivra sur la base d'un dialogue de fond dans des domaines tels que : l'éducation, la jeunesse et la culture... »¹¹⁹⁷. Les lignes directrices définies au niveau régional contribuent ainsi à l'unification de l'action externe éducative de l'UE développée dans le cadre de la PEV. En ce qui concerne, par exemple, la région méditerranéenne, les enjeux stratégiques éducatifs, déterminés dans les accords de partenariat MEDA et repris dans le cadre de la PEV, visent, d'une part, à l'intensification de la coopération dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, d'autre part, à promouvoir la stabilité dans la région par la promotion d'une culture du respect des droits de l'Homme auprès des enfants, et l'amélioration de la qualité du système éducatif, par la formation des enseignants, et le renforcement de la société civile dans les zones rurales, par le soutien aux actions de lutte contre l'analphabétisme et aux actions ciblées entreprises dans l'éducation primaire et préscolaire. Le rapport 2013, relatif au partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec les partenaires de la région méditerranéenne dans le cadre de la PEV, démontre le potentiel de la coopération développée dans ce cadre en matière d'éducation et de formation. Les Etats partenaires voisins bénéficient notamment de l'assistance technique de l'UE, mise en place par le biais de la Fondation européenne pour la formation (FEF), comme l'illustre la mise en place du projet régional « Gouvernance pour l'employabilité en Méditerranée » visant à améliorer la qualité des systèmes éducatifs et formatifs. La participation des pays méditerranéens aux programmes Erasmus Mundus et Tempus est également renforcée en 2013¹¹⁹⁸, conformément aux prescriptions du document de stratégie régional (DSR) et du programme indicatif régional (PIR) pour la région méditerranéenne,

oriental et Caucase du Sud), l'UE « soutiendra fermement ces partenaires dans les efforts qu'ils mènent pour se rapprocher de l'Union et leur fournira toute l'aide nécessaire pour les réformes qu'il leur faudra engager à cet égard, dans le cadre d'une dimension orientale spécifique relevant de la politique européenne de voisinage ». Le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 a invité la Commission à élaborer une proposition relative à « un partenariat oriental » en soulignant la nécessité d'une approche différenciée qui respecte la nature de la PEV en tant que cadre stratégique cohérent et unique. La Commission propose notamment de renforcer les contacts interpersonnels en favorisant les « échanges entre les citoyens de l'UE et des pays partenaires, notamment les jeunes ». Elle précise que « la coopération peut également s'appuyer sur plusieurs programmes communautaires et d'aide extérieure s'adressant à la population, notamment dans le domaine de l'éducation, y compris l'apprentissage des langues, de la jeunesse et de la recherche » (point 4.2 'Plates-formes thématiques' de la communication)

¹¹⁹⁷ Paragraphe 3.1 de la Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au CESE et au Comité des régions – « une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation » COM(2011)303 du 25 mai 2011 ; la plateforme politique 'coopération interpersonnels' du partenariat oriental, présidée par la DG Education et culture, est un forum de discussion dans des domaines comme l'éducation.

¹¹⁹⁸ Document de travail conjoint sur la mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2013 « rapport régional : un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec les partenaires de la région méditerranéenne du 27 mars 2014, SWD(2014)100 (23p) – extraits p18

adoptés dans le cadre PEV pour la période 2007-2013¹¹⁹⁹. Le programme Euromed Jeunesse¹²⁰⁰ contribue de surcroît à la stabilité politique et au dialogue interculturel permanent et soutient les réformes d'ordre social et éducatif à entreprendre, ainsi que les programmes d'échanges entre les jeunes à développer pour promouvoir la compréhension interculturelle et éviter un « choc des civilisations ».

518. Si la PEV permet l'établissement d'un cadre de coopération unique en matière éducative entre l'UE et les pays voisins partenaires, ainsi que la détermination d'objectifs éducatifs communs poursuivis selon des lignes directrices définies, telles que celles établies dans le 'document d'orientation' du 12 mai 2004¹²⁰¹, elle prévoit également l'adoption de plans d'actions bilatéraux permettant l'approfondissement des relations de l'UE et de ses Etats voisins. Ces plans d'action contiennent, d'une part, des dispositions spécifiques relatives au soutien de l'UE à la réforme du système d'éducation et de formation entreprise dans chaque pays partenaire, ainsi qu'à la participation du pays voisin aux programmes de l'UE, tels que le programme 'Erasmus +' intégrant les anciens programmes comme Erasmus Mundus¹²⁰², et permettant de soutenir le développement de projets spécifiques, tels que 'Tempus +'¹²⁰³ ou 'Erasmus et Leonardo da Vinci euro-méditerranéens'¹²⁰⁴, d'autre part, des dispositions

¹¹⁹⁹ IEVP – Document de stratégie régionale (2007-2013) et programme indicatif (2007-2013) pour le partenariat euro-méditerranéen www.enpi.euromed_rsp_fr.pdf

¹²⁰⁰ En 2007-2013 le programme Euromed Jeunesse repose sur trois types d'actions : les échanges multilatéraux de jeunes et d'animateurs socio éducatifs, le service volontaire à court ou à long terme, les formations et mises en réseaux des animateurs et travailleurs dans le secteur de la jeunesse (séminaires, ateliers).

¹²⁰¹ Communication de la Commission 'Politique européenne de voisinage – document d'orientation' COM(2004)373 du 12 mai 2004 « La politique européenne de voisinage prévoit l'ouverture progressive de certains programmes communautaires, en fonction des intérêts réciproques et des ressources disponibles. Les domaines à explorer à cet égard sont ceux de l'éducation, de la formation et de la jeunesse...Il convient d'intensifier le programme Jeunesse, qui encourage déjà les contacts entre les communautés et la coopération entre les acteurs de la société civile pour les activités en faveur des jeunes. Les programmes Tempus et Erasmus Mundus offrent des possibilités de renforcer les relations entre étudiants et enseignants. Les plans d'action identifieront les situations concrètes susceptibles d'amener les pays partenaires à participer à ces programmes » -

¹²⁰² Voir par exemple le paragraphe 53 du plan d'action UE-Jordanie pour la PEV annexé à la proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'UE et ses Etats membres au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro méditerranéen établissant une association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Jordanie pour la PEV COM(2011)153 du 19 avril 2011

¹²⁰³ Communication de la Commission 'Politique européenne de voisinage – document d'orientation' COM(2004)373 du 12 mai 2004 - « Etant donné que la participation à des programmes conçus par les Etats membres peut poser des problèmes pratiques pour les pays tiers, il serait bon d'étudier la possibilité d'élaborer des programmes spécifiquement axés sur les besoins des pays partenaires. La Commission a par exemple proposé de créer « Tempus plus », un programme qui répond de façon ciblée aux besoins des pays visés par la PEV en matière d'éducation et de formation... ».

¹²⁰⁴ Résolution du Parlement européen du 14 décembre 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage (2011/2157(INI)), JO C 168E du 14 juin 2013, p 26-44 « J. considérant que le Parlement européen soutien la création de programmes "Erasmus" et "Leonardo da Vinci" euro-méditerranéens au travers de sa déclaration du 27 septembre 2011 »

concernant les mesures éducatives de sensibilisation aux droits de l'Homme, à la tolérance et au respect de l'égalité des genres¹²⁰⁵. Le renforcement de la participation des pays partenaires voisins aux travaux des agences de l'UE, telle que la Fondation européenne pour la formation, et aux programmes éducatifs de l'UE est un objectif prioritaire de l'actuelle PEV¹²⁰⁶ afin d'impulser leur participation à l'espace européen d'enseignement supérieur et de recherche.

519. Afin d'adapter l'aide fournie dans la région relevant de la PEV, la Commission établit régulièrement des bilans de suivi des objectifs poursuivis dans le cadre de la coopération avec les pays voisins, adapté à chaque partenaire, comme l'illustrent par exemple les bilans effectués au Maroc et en Tunisie.

Conformément au plan d'action UE-Maroc définissant des objectifs éducatifs ciblés sur les priorités gouvernementales, telles que la lutte contre l'abandon scolaire notamment des filles¹²⁰⁷, la Commission et la Haute Représentante de l'Union procèdent à un bilan des progrès réalisés vers ces objectifs, quant à la scolarisation des filles¹²⁰⁸, la lutte contre

¹²⁰⁵ Voir par exemple les points 8 (Droits de l'Homme), 15 (lutte contre la racisme et la xénophobie) et 23 (égalité des sexes/de traitement) du plan d'action UE-Jordanie pour la PEV, COM(2011)153, op.cit.

¹²⁰⁶ Voir notamment résolution du Parlement européen du 14 décembre 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage, op.cit. - « 55. souhaite une association accrue des pays partenaires aux travaux de l'European Training Foundation et de l'Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture"; 66.insiste sur le besoin de faire avancer les travaux concernant la reconnaissance mutuelle des qualifications et des systèmes d'éducation avec les pays partenaires de la PEV, notamment pour ce qui est de rapprocher leurs diplômes et normes de l'enseignement supérieur de ceux de l'espace européen de l'enseignement supérieur; souligne qu'il est essentiel d'adopter une politique d'information structurée à destination des citoyens des pays partenaires de la PEV pour leur indiquer qu'il leur est possible de participer à des programmes de l'Union européenne » ; Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires PEV de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires COM/2006/724 final du 4 décembre 2006

¹²⁰⁷ Adopté le 27 juillet 2005 pour cinq ans, il fait actuellement l'objet d'une refonte - voir proposition conjointe de décision du Conseil relative à la position de l'Union au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Maroc mettant en œuvre le statut avancé (2013-2017) /* JOIN/2013/06 final - 2013/0107 (NLE) du 17 avril 2013 – annexe projet de plan d'action Maroc pour la mise en œuvre du statut avancé (2013-2017) « 8.1 Education - Consolider le principe d'égalité de chances : Réduire le taux d'abandon scolaire, en particulier des filles en milieu rural ; Améliorer le taux de réinsertion scolaire ; Améliorer le système de bourses ; Lutter contre la violence scolaire ; Généraliser l'accès à l'éducation de base et lutter contre l'analphabétisme ; Réduire le taux d'analphabétisme, en particulier des jeunes et des femmes en milieu rural ; Généraliser l'éducation obligatoire (jusqu'au secondaire collégial) ; Augmenter les taux d'éducation secondaire qualifiante, en particulier des filles ; Améliorer la qualité de l'enseignement scolaire ; Généraliser le préscolaire ; Réduire les taux de redoublement ; Généraliser la maîtrise de la langue d'apprentissage et l'apprentissage des langues étrangères ; Renforcer le dispositif de formation des enseignants ; Renforcer les dispositifs d'orientation et de suivi des élèves en difficulté ; Poursuivre la mise en œuvre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise pour les aspects relatifs à l'éducation ; Développer l'éducation à l'esprit d'entreprise en tant que compétence clé dans l'enseignement primaire et secondaire. »

¹²⁰⁸ Extraits du paragraphe 7 du Document de travail conjoint des services de la Commission et de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur la mise œuvre de la Politique Européenne de Voisinage au Maroc Progrès réalisés en 2012 et actions à mettre en œuvre accompagnant le document: Communication conjointe sur la politique européenne de voisinage 'Vers un partenariat renforcé',

l'analphabétisme¹²⁰⁹, la mise en place d'une « stratégie de formation professionnelle à l'horizon 2020 »¹²¹⁰ et d'un cadre national de certifications, sachant que les réformes de l'enseignement marocain s'inscrivent dans une perspective de « convergence volontaire vers les principes du processus de Bologne »¹²¹¹. Dans ce contexte, 11 projets ont été soutenus en 2012 dans le cadre du programme Tempus et « 163 étudiants et enseignants ont obtenu des bourses de mobilité dans le cadre du programme Erasmus Mundus, comprenant 4 bourses pour des masters conjoints et 159 bourses pour des mobilités plus courtes dans le cadre d'un partenariat universitaire. Le Maroc a participé également à deux nouveaux projets Erasmus Mundus visant la promotion de l'attractivité de l'enseignement supérieur (action 3). Entre 2007 et 2012, 17 chercheurs et 25 organismes de recherche marocains ont bénéficié des actions Marie Curie qui financent des formations et expériences professionnelles à l'étranger pour les chercheurs tout au long de leur carrière »¹²¹². De plus, 51 projets ont été financés dans le cadre du programme Jeunesse en action permettant la participation de « 207 jeunes marocains »¹²¹³.

Concernant la mise en œuvre de la PEV en Tunisie en 2012, la Commission et la Haute Représentante de l'Union constatent que les objectifs éducatifs ont été poursuivis malgré le ralentissement des activités du fait de la révolution du 14 janvier 2011, d'un afflux massif d'étudiants et du chômage important des diplômés. La formation professionnelle fait l'objet d'un intérêt national accru comme en témoigne l'organisation d'un congrès national sur la formation en juin 2012, « la généralisation du système LMD (licence, master, doctorat) a été

SWD/2013/81 final du 20 mars 2013 - « Une amélioration des indicateurs relatifs à l'éducation a pu être notée lors de la dernière année scolaire écoulée. Les taux nets de scolarisation sont ainsi passés, entre 2008/2009 et 2011/2012, au primaire de 90.5% (89.1% des filles) à 96.6% (96% des filles), au secondaire général de 42.7% (42.4% des filles) à 53.9% (52.9% des filles) et au secondaire qualifiant de 19.8% (21.8% des filles) à 29.4% (31.6% des filles). Le taux d'abandon des filles au général (milieu rural) a diminué en 2012. Le taux de réinsertion d'enfants bénéficiaires de l'éducation non formelle, en école formelle et formation professionnelle, a également augmenté. Le décret portant création et organisation des Centres régionaux d'éducation et de formation a été publié et les nouvelles structures rendues opérationnelles. »

¹²⁰⁹ Ibid., « Le taux d'analphabétisme au Maroc est de l'ordre de 30%, selon les estimations du Département de lutte contre l'analphabétisme en 2012. Le nombre d'inscrits aux programmes d'alphabétisation au titre de l'année 2011/2012 est de 735.000 personnes. Le Département a été titulaire de la mention honorable du prix Confucius de l'Unesco en matière d'alphabétisation et de post alphabétisation. La loi portant création de l'agence nationale d'alphabétisation a été adoptée et publiée au Bulletin officiel. »

¹²¹⁰ Ibid.

¹²¹¹ Ibid., « Plusieurs défis demeurent, en particulier la qualité de l'enseignement dans un contexte de forte croissance du nombre d'étudiants, l'adéquation avec les besoins du marché du travail et la question du chômage des diplômés. On note également des changements dans le secteur de l'enseignement supérieur avec la création d'établissements privés d'enseignement supérieurs. »

¹²¹² Ibid.

¹²¹³ Ibid.

finalisée »¹²¹⁴ et une agence nationale d'évaluation et d'accréditation pour l'enseignement supérieur a été créée. Dans ce contexte, 9 projets ont été « soutenus dans le cadre du programme Tempus IV (soit six de plus que lors de l'appel précédent) »¹²¹⁵, malgré le problème structurel lié à l'absence du représentant national du Bureau Tempus. De plus « 168 étudiants et enseignants ont obtenu des bourses de mobilité dans le cadre du programme Erasmus Mundus, dont 25 bourses pour des masters et des doctorats conjoints et 143 bourses pour des mobilités à durée plus réduite dans le cadre d'un partenariat universitaire. La Tunisie a également participé à des projets Erasmus Mundus visant la promotion de l'attractivité de l'enseignement supérieur européen (action 3 du programme). Des instituts de recherche (17) et des chercheurs tunisiens (25) ont bénéficié des actions Marie Curie qui financent des actions de formation et d'expériences professionnelles à l'étranger pour les chercheurs tout au long de leur carrière. Les jeunes Tunisiens et les organisations de jeunesse tunisiennes ont continué à bénéficier du programme Jeunesse en action. En 2012, 155 jeunes tunisiens ont été sélectionnés et la Tunisie a participé à 51 projets. Par ailleurs, la Tunisie a participé à 5 projets dans le cadre du programme Euromed Jeunesse, avec la sélection de 67 jeunes Tunisiens. La Tunisie a accueilli, en août 2012 à Tunis, le symposium sur le "Printemps arabe: participation des jeunes pour la promotion de la paix, des droits de l'homme et des droits fondamentaux". Ce symposium était organisé dans le cadre du partenariat dans le domaine de la jeunesse entre l'UE et du Conseil de l'Europe en coopération avec la Ligue arabe »¹²¹⁶.

Malgré l'utilité de ces évaluations, il est regrettable cependant de constater que la Commission évalue les progrès réalisés dans le cadre de la PEV sur la base d'indicateurs davantage liés à l'économie qu'au développement social¹²¹⁷. On s'interroge sur la nécessité d'intégrer notamment les progrès éducatifs dans les indicateurs de référence. Il est donc souhaitable que ce point soit traité sachant que la Stratégie politique pour 2008¹²¹⁸ prévoyait déjà le renforcement de la mise en œuvre des programmes sectoriels notamment dans le domaine de l'éducation. Il est de surcroît nécessaire, comme le constate la Cour des comptes

¹²¹⁴ Paragraphe 7 du Document de travail conjoint des services sur la mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage en Tunisie - Progrès réalisés en 2012 et actions à mettre en œuvre accompagnant le document: Communication conjointe sur la politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat, SWD/2013/083 final du 20 mars 2013

¹²¹⁵ Ibid.

¹²¹⁶ Ibid.

¹²¹⁷ Eurostat « The European Neighbourhood Policy – Key indicators – a comparison with the European Union » février 2007 - les indicateurs sont : exportations, importations, démographie, chômage, transports, industrie et énergie, tourisme, agriculture et pêche, commerce extérieur – la recherche et l'éducation ne figurent pas dans les thèmes de comparaison

¹²¹⁸ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, Comité économique et social européen et au Comité des régions « Stratégie politique annuelle pour 2008 » COM(2007)65 du 21 février 2007

dans un rapport spécial du 1^{er} février 2011¹²¹⁹, de renforcer la clarté et la cohérence entre les divers documents PEV à savoir : le plan d'action PEV, le document de stratégie par pays et le programme indicatif national.

520. L'éducation reste un secteur privilégié de coopération dans le cadre de la PEV pour la période 2014-2020, conformément à la volonté du Parlement européen¹²²⁰ et au constat effectué en 2013 par la Commission et la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, soulevant que « la mise en place d'un espace commun de la connaissance et de l'innovation avec les pays partenaires de la PEV a encore progressé »¹²²¹ et que « l'éducation, la jeunesse et la culture ont continué de figurer parmi les thèmes de la coopération entre l'UE et les partenaires de la PEV »¹²²². La nouvelle stratégie établie par la Commission et la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité « à l'égard d'un voisinage en mutation » dès 2011¹²²³ vise dans cette perspective à renforcer les partenariats entre les populations, notamment les contacts entre les jeunes, les étudiants et les chercheurs, et à développer une coopération sectorielle consolidée « mettant particulièrement l'accent sur la connaissance et l'innovation »¹²²⁴, ce qui permet d'« aider les pays partenaires à participer aux travaux de certaines agences de l'Union et à certains programmes de l'UE »¹²²⁵, notamment dans le secteur éducatif. Dans ce contexte, il apparaît qu'« une coopération active entre l'UE et ses voisins en ce qui concerne, notamment,

¹²¹⁹ « La clarté est compromise dès lors qu'un même sujet est traité de manière différente dans les divers documents. En Arménie, par exemple, il est question de l'éducation dans le document de stratégie par pays sous deux titres différents : 'réforme économique et sociale', 'réduction de la pauvreté et développement durable' et 'contacts entre communautés' » in rapport spécial de la Cour des comptes n°13/2010 du 1^{er} février 2011 'le nouvel instrument européen de voisinage et de partenariat a-t-il connu un lancement réussi dans le Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et produit-il des résultats ?'

¹²²⁰ Paragraphe 18 de la résolution du Parlement européen du 19 février 2009 sur la révision de l'IEVP (2008/2236/INI) JO C76E du 25 mars 2010, p83-90 – le Parlement « demande que l'accent soit davantage mis sur le renforcement de la mobilité, en particulier en instaurant des partenariats avec les pays couverts par l'IEVP, en matière de mobilité, et les contacts interpersonnels, plus particulièrement dans le domaine de l'éducation, de la recherche... »; résolution du Parlement européen du 7 avril 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage – dimension méridionale, JO C 296E du 2 octobre 2012, p. 114–126 - 46. souligne l'importance d'une coopération structurée dans les domaines de l'éducation supérieure et de la recherche afin d'encourager la reconnaissance mutuelle des titres et des systèmes d'éducation, en vue, notamment, d'accroître la mobilité des étudiants, des chercheurs et des professeurs, en l'assortissant de mesures de lutte contre la fuite des cerveaux; salue, à cet égard, l'assistance apportée par Tempus à l'enseignement supérieur, les échanges permis par le deuxième programme d'action Erasmus Mundus et la création de l'Université euro-méditerranéenne (EMUNI), en tant que réseau euro-méditerranéen d'universités des deux rives »

¹²²¹ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions « le voisinage à la croisée des chemins : mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2013 », JOIN(2014)12 final du 27 mars 2014 (20p)

¹²²² Ibid.

¹²²³ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au CESE et au Comité des régions – « une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation » COM(2011)303 du 25 mai 2011

¹²²⁴ Ibid., paragraphe 2.3

¹²²⁵ Ibid.

l'éducation...contribuera sensiblement à la réalisation de nos objectifs communs que sont la croissance inclusive et la création d'emplois »¹²²⁶. Cette coopération renforcée concerne principalement l'assouplissement des conditions d'octroi des visas afin de favoriser les échanges et « établir des relations solides entre entreprises, universités et organisations de la société civile »¹²²⁷, ainsi que la participation des pays voisins à l'EEER par le renforcement des capacités et du dialogue politique. Le nouvel instrument européen de voisinage¹²²⁸ vise ainsi à établir des liens plus étroits entre les instruments de relations extérieures et les politiques internes à l'UE se traduisant, dans le cadre de la coopération dans le secteur éducatif, par plus de cohérence entre les actions entreprises dans les pays voisins afin de réformer leurs systèmes d'enseignement et les actions de l'UE prévoyant leur participation à l'EEER.

2. L'éducation dans le cadre de la politique de préadhésion

521. Le 8 novembre 2006, la Commission a évalué la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres et a déterminé une nouvelle 'stratégie d'élargissement'. L'établissement d'une politique unique en matière de préadhésion (PAP) pour 2007-2013 a ainsi simplifié l'appréhension de la politique d'assistance menée par l'UE auprès des pays candidats en réunissant les différents instruments existants¹²²⁹. L'éducation, en tant que domaine privilégié de coopération dans le cadre de la PAP, a bénéficié de cette recherche de cohérence, ayant abouti à la détermination d'un cadre global de coopération, que ce soit avec les pays candidats, tels que la Turquie, ou les candidats potentiels tels que les Balkans occidentaux¹²³⁰.

¹²²⁶ Ibid. - « bien que l'aide de l'UE se soit intensifiée et soit mieux ciblée, des progrès restent à faire dans tous les aspects de ces relations...la PEV devrait être une politique de l'Union sur laquelle les Etats membres devraient aligner leurs propres actions bilatérales afin de soutenir les objectifs politiques généraux de l'UE. Le Parlement européen a lui aussi un rôle essentiel à jouer en contribuant à la réalisation de certains objectifs majeurs de la PEV. Au-delà de ces objectifs, la PEV devrait agir comme un catalyseur pour que la communauté internationale au sens large apporte son soutien au changement démocratique et au développement social dans la région...une coopération active entre l'UE et ses voisins en ce qui concerne, notamment, l'éducation, le renforcement et la modernisation des systèmes de protection sociale, ainsi que la promotion des droits de la femme, contribuera sensiblement à la réalisation de nos objectifs communs que sont la croissance inclusive et la création d'emplois »

¹²²⁷ Ibid., paragraphe 2.4

¹²²⁸ Règlement n°232/2014, op.cit.

¹²²⁹ La politique de préadhésion s'adresse aux Etats candidats et candidats potentiels.

¹²³⁰ Le Conseil européen de Feira en juin 2000 a octroyé le statut de 'candidats potentiels à l'adhésion' aux pays concernés par le processus de stabilisation. En 2006, le processus de stabilisation et d'association pour les Balkans occidentaux a été évalué très positivement par la Commission à l'occasion d'une communication du 27 janvier 2006 intitulée « Les Balkans occidentaux sur la voie de l'Union Européenne : renforcer la stabilité et la prospérité » même si les progrès des Balkans occidentaux sur la voie de l'adhésion à l'UE est conditionnée par le règlement de la question du futur statut du Kosovo. Le rapport 2007 établit pour l'année 2006 considère que le processus a permis d'aboutir à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE, à la signature d'un accord de stabilisation et d'association avec l'Albanie et à la négociation de tels accords avec la Serbie, le Monténégro et la Bosnie et Herzégovine, à l'adoption de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP), à l'adoption d'une

En tant que futurs Etats membres, les pays candidats doivent se conformer aux critères de Copenhague définis en 1993 et aux principes, définis par le Conseil figurant dans les documents de partenariat pour l'adhésion. Dans ce cadre, ils ont vocation à intégrer l'EEER, ce qui explique l'importance de l'éducation dans la phase préalable à l'adhésion et l'intérêt commun pour les pays candidats d'entreprendre une réforme de leurs systèmes éducatifs pour participer aux programmes éducatifs mis en place par l'UE et à la Stratégie 'Europe 2020'. A l'occasion du rapport annuel d'évaluation 2010 relatif aux défis de l'élargissement, la Commission a précisé en ce sens qu'il convient d'associer « les pays visés par l'élargissement aux initiatives prises au niveau de l'UE pour réaliser l'objectif d'une croissance intelligente, durable et inclusive, qui permettra d'atteindre des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale. Dans le domaine de l'éducation, la Commission étudiera la possibilité d'intégrer tous les pays visés par l'élargissement dans le cadre « Education et formation 2020 » et de les inciter à des activités d'apprentissage collégial »¹²³¹.

522. Ces lignes directrices communes sont complétées par des mesures spécifiques adaptées à chaque candidat partenaire permettant de fournir une aide efficace à leurs réformes et d'évaluer annuellement les progrès réalisés et les efforts restant à fournir en prévision de leur adhésion. La Commission européenne a ainsi envisagé la participation de la Turquie aux programmes communautaires Socrates, Leonardo et Jeunesse dès 1998¹²³² et examiné les mesures préparatoires à une telle participation en 1999¹²³³. Si la participation aux programmes n'a été possible qu'en 2004, l'évaluation effectuée par la Commission a démontré l'impact positif rapide de la coopération en la matière, notamment en ce qui concerne la gestion des fonds et l'amélioration du taux de scolarisation des filles. Le rapport 2007 de la Commission a par exemple permis de relever les « progrès notables accomplis quant à la participation de la Turquie aux programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie et au programme Jeunesse »¹²³⁴, le rapport 2010 souligne les progrès accomplis en constatant que « le taux de

communication sur les Balkans occidentaux ainsi que du document annuel de stratégie pour l'élargissement - Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006, Bruxelles le 21 juin 2007 COM(2007) 349 final voir SEC(2007) 840 (Eur Lex – 52007DC0349-FR)

¹²³¹ Point 2.1 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil 'stratégie d'élargissement et principaux défis 2010 2011' COM(2010)660 du 9 novembre 2010

¹²³² Rapport de la Commission COM (98)711 final non publié JO - participation de la Turquie aux programmes communautaires Socrates, Leonardo et Jeunesse envisagée par la Commission européenne

¹²³³ Rapport de la Commission COM (99)513 final non publié - mesures préparatoires à une telle participation examinées par la Turquie et la Commission

¹²³⁴ Rapport de la Commission 2007 COM(2007)663, SEC(2007)1436

scolarisation a continué d'augmenter avec de légères améliorations concernant les filles »¹²³⁵ et le rapport 2013 confirme ces progrès réguliers en constatant notamment l'intérêt croissant de la population pour les programmes éducatifs européens¹²³⁶.

523. Concernant les Balkans occidentaux, l'action éducative développée dans le cadre de la PAP se fonde sur le processus de stabilisation et d'association¹²³⁷ mis en œuvre par l'UE à l'égard des pays des Balkans occidentaux suite au Sommet de Zagreb en novembre 2000, visant la promotion de la paix et la stabilité dans la région. Dès juin 2003, le Sommet et Forum Union-Balkans de Thessalonique a transformé le processus de stabilisation en processus d'adhésion par le développement des accords de stabilisation et d'association (ASA)¹²³⁸, la promotion des relations commerciales et la mise en place de l'instrument financier CARDS absorbé par l'Instrument d'Aide à la Préadhésion (IAP). Dans ce cadre, l'éducation a été consacrée comme un objectif essentiel de CARDS, ayant notamment financé la mise en place d'un réseau universitaire régional, initié par l'UNESCO et par la CE. Complété par TEMPUS, l'aide communautaire CARDS a également soutenu la réforme des établissements d'enseignement supérieur, la réforme de la formation et le renforcement de la représentation des minorités. L'éducation représente de surcroît un élément fondamental des accords de stabilisation, notamment l'éducation aux droits de l'Homme, et est à la fois un instrument politique de restauration et de maintien de la paix dans une zone durement éprouvée par les conflits et un instrument de prévention des conflits, dans la mesure où les Balkans occidentaux sont toujours une poudrière où le risque de conflits ethniques subsiste. La politique menée par l'UE, s'inscrivant dans le cadre des actions internationales de

¹²³⁵ Rapport de la Commission COM(2010)660, SEC(2010)1327

¹²³⁶ Chapitre 26 du rapport d'avancement 2013 UE-Turquie

http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2013/package/brochures/turkey_2013.pdf

¹²³⁷ Le partenariat entre l'UE et les Balkans occidentaux s'inscrit dans le cadre du processus de stabilisation et d'association (PSA), mis en place en 1999 par la Commission (COM(99)235 de mai 1999) visant à stabiliser et permettre la transition vers l'économie de marché, il promeut la coopération régionale et l'objectif final est l'adhésion à l'UE par l'adoption et l'application des normes et critères européens. Le PSA est mis en œuvre par des accords de stabilisation et d'association (ASA). L'UE assiste financièrement et techniquement le processus de stabilisation et d'association par le programme CARDS (Community assistance for Reconstruction, Democratisation and Stabilisation) régi par le règlement CE/266/2000 du Conseil du 5 décembre 2000 (JO L 306 du 7 décembre 2000) - inséré le 1^{er} janvier 2007 dans les aides extérieures harmonisées par la Commission, il concerne l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, la Croatie, la République fédérale de Yougoslavie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

¹²³⁸ Les accords de stabilisation préparent les pays partenaires à l'adhésion puisqu'ils contribuent « au développement socio économique, à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit et à la stabilisation politique du pays et de la région » Recommandation de la Commission au Conseil autorisant la Commission à négocier un accord de stabilisation et d'association avec la Serbie et le Monténégro du 11 juillet 2005, SEC/2005/0926 final, paragraphe 1 – Ils reposent sur la promotion des droits tels que définis par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Convention européenne des droits de l'Homme, l'Acte final d'Helsinki, la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, les principes du droit international et de l'Etat de droit pour déterminer les principes démocratiques et des droits de l'Homme de référence.

maintien et de rétablissement de la paix menées dans les Balkans, concerne ainsi principalement les enfants, premières victimes du conflit, affectés par la pauvreté et contraints de travailler au détriment de leurs droits notamment leur droit à l'éducation¹²³⁹. Le Conseil économique et social européen a activement contribué à mettre en contact les organisations de la vie civile et les organisations européennes, notamment dans le cadre de projets éducatifs, dans la mesure où selon lui « l'éducation est le principal domaine dans lequel l'UE devrait soutenir et développer les sociétés des Balkans occidentaux ...[car] une meilleure éducation doublée d'une réduction de l'analphabétisme contribuent à atténuer considérablement les grandes différences ethniques, religieuses ou entre les minorités et peuvent, avec la prospérité économique et le renforcement des institutions démocratiques, amener les peuples des Balkans occidentaux vers un meilleur niveau de gouvernance. La Commission peut jouer un rôle extrêmement important dans le domaine de l'éducation et de la culture, en développant notamment des programmes de soutien comportant l'échange de scientifiques et la formation de nouveaux scientifiques »¹²⁴⁰. La CE s'est ainsi engagée dans le cadre des accords de stabilisation et d'association (ASA) à fournir un soutien dans la mise en œuvre des réformes, notamment celles entreprises dans le domaine éducatif, par le biais des instruments prévus pour l'assistance technique, financière et économique. Concernant par exemple l'ASA liant l'UE à la Serbie et au Monténégro, la recommandation de la Commission autorisant la négociation, précisait que dans ce cadre « les parties coopéreront en vue de relever le niveau de l'enseignement général et technique dans les deux républiques, ainsi que de l'enseignement et de la formation professionnelle, et d'améliorer les politiques en faveur de la jeunesse et du travail des jeunes »¹²⁴¹. Dans l'optique d'intégrer les candidats potentiels à l'EEER, elle ajoute que « la réalisation des objectifs de la Déclaration de Bologne constitue une priorité pour les systèmes d'enseignement supérieur »¹²⁴² ce qui se traduira par l'extension des programmes communautaires favorisant la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs aux pays candidats. Elle précise également que « les parties coopéreront également en vue de garantir un accès libre à tous les niveaux d'enseignement et de formation en Serbie et Monténégro sans distinction de sexe, de couleur, d'origine ethnique ou de religion. Les

¹²³⁹ L'Albanie est ainsi particulièrement touché par la pauvreté et le travail des enfants - Article du 19 juin 2006 sur « Albanie FSASH (Fédération syndicale de l'enseignement et de la science d'Albanie) – obstacle des mentalités » entretien avec Stavri Liko – site de l'Internationale de l'éducation - www.ei-ie.org/fr/article/show.php?id=37&theme=childlabour&country

¹²⁴⁰ Avis du Comité économique et social européen sur la situation de la société civile dans les Balkans occidentaux, JO C 195 du 18 août 2006, p 88-96, paragraphe 6.3.2.4

¹²⁴¹ Paragraphe 3.9.14 de la recommandation de la Commission au Conseil autorisant la Commission à négocier un accord de stabilisation et d'association avec la Serbie et Monténégro du 11 juillet 2005, SEC/2005/0926 final

¹²⁴² Ibid.

programmes et instruments communautaires existant dans ce domaine contribueront à l'amélioration des structures et activités se rapportant à l'éducation et à la formation en Serbie et Monténégro. La coopération tiendra dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire en la matière »¹²⁴³. Concernant l'accès de tous à l'éducation, la résolution du Parlement européen du 19 janvier 2011 sur le processus d'intégration européenne de la Serbie fait état des efforts restant à faire en matière de protection des minorités en soulignant que « l'accès à l'éducation dans les langues minoritaires doit être amélioré, en particulier dans le cas des minorités bosniaque, bulgare, bunjevci et roumaine »¹²⁴⁴ et se félicite toutefois « de la mise en place de la plupart des conseils nationaux des minorités leur permettant de prendre des décisions dans le domaine de l'éducation »¹²⁴⁵. De même, le rapport d'évaluation 2010 concernant l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine fait état des préparatifs du pays en vue de son adhésion ayant débuté depuis 2008 et des progrès réalisés en insistant cependant sur les efforts restant à faire en matière de gestion des programmes 'Education et formation tout au long de la vie' et 'Jeunesse en action' jugée encore peu satisfaisante.

524. Concernant la Croatie, nouvel Etat membre depuis le 1^{er} juillet 2013, le tournant dans le processus d'adhésion s'est effectué par un changement sémantique opéré le 14 février 2006 par le Conseil, qui par un règlement¹²⁴⁶ a substitué l'expression « partenariat européen pour la Croatie » par « partenariat pour l'adhésion ». La Commission a estimé qu'elle ne devrait pas présenter de problème dans l'éducation à moyen terme¹²⁴⁷ mais elle doit mettre en place un système d'enseignement professionnel moderne en conformité avec la politique sociale et de l'emploi de l'Union. A l'occasion d'un rapport en 2005¹²⁴⁸, la Commission a évalué les mesures de réformes du système d'enseignement et de formation en estimant que le système de formation professionnelle doit être profondément changé. Elle a constaté le manque d'enseignants qualifiés, la faiblesse des investissements, l'absence d'un système de normes et qualifications professionnelles reconnues au niveau national, l'insuffisance de lien avec le secteur privé et la nécessité d'approfondir l'apprentissage des langues étrangères dans les écoles primaires et secondaires. L'assistance communautaire a permis de soutenir les réformes du système éducatif engagées par l'Etat et a favorisé l'amélioration de

¹²⁴³ Ibid.

¹²⁴⁴ Paragraphe 24 de la Résolution du Parlement européen du 19 janvier 2011 sur le processus d'intégration européenne de la Serbie (accord CE/Serbie de stabilisation et d'association) JO C136E du 11 mai 2012 p27-35

¹²⁴⁵ Ibid., paragraphe 25

¹²⁴⁶ Règlement CE n°269/2006 JO L47 du 17 février 2006

¹²⁴⁷ Avis de la Commission COM(2004)257 final non publié JO <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e19114.htm>

¹²⁴⁸ Rapport de la Commission sur la Croatie COM(2005)561 final SEC(2005)1424 non publié JO <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e19114.htm>

l'enseignement supérieur en permettant la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs dans le cadre du programme TEMPUS. Le rapport 2010 de la Commission concernant la Croatie a démontré les progrès réalisés depuis 2004, en matière d'alignement sur l'acquis dans le domaine de l'éducation, atteignant un niveau satisfaisant mais a noté que « la Croatie doit continuer de se préparer à la gestion des programmes 'Education et formation tout au long de la vie' et 'jeunesse en action' »¹²⁴⁹. En octobre 2012, la Commission a considéré que l'accès des minorités à l'éducation devait être considéré comme un objectif prioritaire d'amélioration en vue de l'adhésion¹²⁵⁰.

525. Le règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'instrument de préadhésion (IAP II) confirme la poursuite des efforts en matière de mise en œuvre de la politique d'élargissement pour la période 2014-2020, notamment par la promotion de la coopération en matière d'éducation¹²⁵¹, qui se caractérise par une avancée majeure du fait de l'ouverture du cadre stratégique 'Education et formation 2020' à la participation des pays candidats comme prévue par la stratégie d'élargissement 2011-2012¹²⁵². La Commission a constaté en effet la nécessité de cette ouverture, étant donné que « l'amélioration de l'éducation et de la formation est un élément essentiel du changement structurel nécessaire pour assurer une croissance durable et inclusive. Jusqu'à présent les investissements dans l'éducation, les compétences et les qualifications ont généralement été faibles et la reconnaissance régionale des qualifications nationales est insuffisante. Les infrastructures et les systèmes éducatifs nationaux doivent être réformés et des programmes d'enseignement et de formation professionnels comparables au niveau international sont nécessaires pour remédier à l'inadéquation des besoins et des qualifications disponibles »¹²⁵³. Dans ce contexte, la Commission fait un état d'avancement de la participation en précisant que « l'ancienne République Yougoslave de Macédoine et le Monténégro doivent encore y souscrire »¹²⁵⁴, qu'« elle a proposé d'établir une plateforme

¹²⁴⁹ Rapport de la Commission sur la Croatie 2010, COM(2010)660, SEC(2010)1326

¹²⁵⁰ Communication de la Commission relative aux principales conclusions du rapport global de suivi sur le degré de préparation de la Croatie en vue de son adhésion à l'UE, COM(2012) 601 final du 10 octobre 2012, SWD(2012)338

¹²⁵¹ Règlement (UE) 231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II) (article 212 TFUE) - Article 3 « Domaines d'action - 1. L'aide fournie au titre du présent règlement porte essentiellement sur les domaines d'action suivants: c) l'éducation;...L'aide fournie dans le cadre de tous les domaines d'action visés au paragraphe 1 du présent article aide les bénéficiaires mentionnés à l'annexe I à réaliser l'objectif général et les objectifs spécifiques énoncés aux articles 1^{er} et 2, notamment par des réformes, le rapprochement des législations, le renforcement des capacités et des investissements. »

¹²⁵² Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil – Stratégie d'élargissement et principaux défis 2011-2012 COM(2011)666 du 12 octobre 2011

¹²⁵³ Ibid.

¹²⁵⁴ Ibid.

pour l'éducation et la formation dans les Balkans occidentaux, reposant sur la méthode de coordination ouverte, afin de permettre la participation de tous les pays visés par l'élargissement, ce qui encouragera le dialogue sur les principaux enjeux stratégiques et en garantira la mise en œuvre et le suivi »¹²⁵⁵ et que « les pays des Balkans occidentaux ont été invités à participer aux activités centralisées du programme de l'UE pour l'éducation et la formation tout au long de la vie »¹²⁵⁶.

3. L'éducation dans le cadre de la politique de coopération au développement

526. La politique de coopération au développement de l'UE (PCD) s'inscrit dans un processus de rationalisation basé sur la fusion des divers programmes géographiques et thématiques préexistants en matière d'aide au développement. La détermination d'un cadre unique permet de mieux appréhender les actions éducatives mises en œuvre en matière de coopération au développement, contribuant à la lutte contre la pauvreté, à la réalisation des OMD, notamment à « l'éducation primaire et à la santé »¹²⁵⁷ et au renforcement de la cohésion sociale et de l'emploi, de la promotion des droits de l'Homme et du maintien de la paix, ainsi qu'à la gestion durable des ressources. Fondée sur un instrument unique de financement (ICD)¹²⁵⁸, la PCD soutient la mise en place de programmes de coopération avec les pays en développement, qui se trouvent sur la liste des pays bénéficiaires de l'aide du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et ne bénéficient pas en principe d'un autre financement de l'UE aux titres d'autres instruments de coopération.

527. L'éducation est définie dans la PCD comme un secteur stratégique de financement et un indicateur essentiel de croissance économique et de développement. C'est pourquoi, le règlement ICD prévoit l'allocation d'au moins 20% de l'assistance aux services sociaux de base pour la période 2014-2020 « l'accent devant être mis sur la santé et l'enseignement, y compris l'enseignement secondaire »¹²⁵⁹, dans le cadre des programmes géographiques (a) et thématiques (b).

¹²⁵⁵ Ibid.

¹²⁵⁶ Ibid.

¹²⁵⁷ <http://europa.eu/scadplus/leg/lvb/l14173.htm>

¹²⁵⁸ Règlement (UE) n°233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, JO L77 du 15 mars 2014, p44-76 ; Règlement (CE) n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 pour la période 2007-2013, JO L 378 du 27 décembre 2006 p47-71 modifié par le règlement (CE) n°960/2009 du 18 octobre 2009 JO L270 du 15 octobre 2009, JO L270 du 15 octobre 2009, p8-11– enveloppe financière de 16,897 milliards d'euros pour la période 2007-2013 dont 10,057 milliards en faveur de programmes géographiques et 5,596 milliards en faveur des programmes thématiques, 1,244 milliards en faveur des pays ACP signataires du protocole sur le sucre

¹²⁵⁹ Paragraphe 22 du règlement (UE) n°233/2014, op.cit.

a) L'éducation dans les programmes géographiques de coopération au développement

528. Les programmes géographiques mis en œuvre dans le cadre de la PCD visent à promouvoir « une croissance inclusive et durable au service du développement humain »¹²⁶⁰ notamment dans le secteur éducatif pour « une éducation de qualité et l'égalité d'accès à cette éducation »¹²⁶¹, à « soutenir le développement du secteur public en vue de renforcer l'accès universel et non discriminatoire aux services de base, en particulier ceux de santé et d'éducation »¹²⁶², particulièrement dans les situations de fragilité. Ces lignes directrices précises sont complétées par des mesures spécifiques d'action déterminées par région.

529. La coopération extérieure éducative mise en œuvre dans le cadre de la PCD avec l'Amérique latine s'inscrit par exemple dans un cadre général de coopération visant à renforcer le dialogue politique, libéraliser les échanges économiques et instaurer une coopération en matière de culture, d'éducation et de sciences¹²⁶³. Même si la coopération dans le domaine éducatif est adaptée aux spécificités de chaque ensemble régional dans le cadre d'accords conclus avec l'Amérique centrale¹²⁶⁴, la Communauté andine¹²⁶⁵, le Mercosur¹²⁶⁶, le Chili et le Mexique, elle favorise également l'intégration régionale par le développement de mesures 'horizontales' concernant l'Amérique latine dans son ensemble. Pour la période 2014-2020, l'ICD permet à l'UE de « soutenir les politiques dans le domaine

¹²⁶⁰ Ibid., article 5 paragraphe 3 b) i) du règlement n°233/2014

¹²⁶¹ Ibid., annexe I, paragraphe A) point II) a) vi)

¹²⁶² Ibid., annexe I, paragraphe A) point I) c) i)

¹²⁶³ Basée avant 1990 sur l'économie, la coopération CE-Amérique latine a ainsi intégré progressivement de nouveaux domaines de coopération. Le premier sommet Europe-Amérique latine-Caraïbes, qui s'est tenu à Rio de Janeiro les 28 et 29 juin 1999 a notamment permis d'introduire le domaine éducatif et de franchir une nouvelle étape de coopération – position confirmée lors du sommet de Madrid en mai 2002 et au sommet de Guadalajara (Mexique) en 2004 - voir en ce sens communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social de mars 1999 « Sur un nouveau partenariat UE - Amérique latine à l'aube du XXème siècle », Bull. UE, 1999/6, confirmée par COM (2000)670 du 31 octobre 2000, Bull. UE 2000/10, deuxième sommet Madrid ; communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Un partenariat renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine » SEC(2005)1590, SEC(2005)1613, COM(2005)636 final du 8 décembre 2005 « L'UE et l'Amérique latine se sont engagées lors du Sommet de Rio, à développer un « partenariat stratégique bi régional » (point I-2). La Commission propose de donner un nouvel élan au partenariat notamment en accroissant « la compréhension mutuelle à travers l'éducation et la culture » (point I-2 tiret 6). A l'occasion du 6^{ème} sommet UE-ALC de Madrid, le 18 mai 2010, le Conseil de l'UE réaffirme l'importance de développer la coopération en matière d'enseignement supérieur et d'innovation (paragraphe 40) et de « promouvoir des stratégies intégrées ainsi que des politiques publiques...visant à éliminer la pauvreté et à réduire les inégalités et l'exclusion sociale. Nous encourageons l'accès des jeunes à des emplois décents, dignes et productifs et appelons de nos vœux des systèmes d'éducation et de formation professionnelle qui répondent aux besoins du marché du travail et tiennent compte des objectifs du développement, afin de combattre et de prévenir le chômage de longue durée » (Paragraphe 30) in Déclaration de Madrid « Vers une nouvelle étape dans le partenariat bi régional: l'innovation et la technologie au service du développement durable et de l'inclusion sociale », Bruxelles, le 15 novembre 2010 (9931/2/10 REV 2 PRESSE 131)

¹²⁶⁴ Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama

¹²⁶⁵ Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Venezuela

¹²⁶⁶ Accord cadre interrégional et accords bilatéraux avec l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay

de l'éducation et la création d'un espace commun latino-américain de l'enseignement supérieur »¹²⁶⁷ et de « renforcer la capacité de fournir un accès universel aux services sociaux de base de qualité, particulièrement dans les secteurs de la santé et de l'éducation »¹²⁶⁸.

530. La coopération repose principalement sur des programmes communs ciblés sur la promotion de l'enseignement supérieur, d'une part, entre les universités européennes et d'Amérique latine, d'autre part, au niveau régional entre les universités d'Amérique latine. Le programme 'Erasmus +' intègre pour 2014-2020 les programmes extérieurs encadrant cette coopération, à savoir le programme ALFA¹²⁶⁹ visant à promouvoir la compréhension mutuelle par la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs notamment dans les domaines des sciences et la promotion des échanges entre les institutions d'enseignement supérieur de l'UE et d'Amérique latine, le programme ALBAN qui permet notamment l'obtention de diplômes de troisième cycle ou de formation de haut niveau pour des professionnels latino-américains ou futurs décideurs, et le programme Erasmus Mundus.

531. L'efficacité de ces programmes est parfaitement illustrée par le Brésil, partenaire stratégique et privilégié de l'UE du fait de son importance économique régional. Un cadre de négociation global a été mis en place lors du premier sommet UE - Brésil¹²⁷⁰ qui se concentre notamment sur la réalisation des OMD, c'est-à-dire de l'éducation pour tous, particulièrement au niveau primaire, et sur la coopération bilatérale UE - Brésil établie dans le cadre des programmes thématiques. Reconnu comme le centre d'investissement majeur en Amérique latine, le Brésil bénéficie d'une réputation d'excellence scientifique et universitaire¹²⁷¹ qui lui confère à la fois le statut de bénéficiaire et de donateur émergent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Par son expérience, il peut en effet promouvoir les meilleures pratiques auprès des autres pays d'Amérique latine, comme le démontre sa participation active aux

¹²⁶⁷ Paragraphe 1 i) du point B de l'annexe I du règlement n°233/2014, op.cit.

¹²⁶⁸ Ibid., paragraphe 1 h)

¹²⁶⁹ ALFA, América Latina Formação Acadêmica – Le programme ALFA III est basé sur le règlement (CE) n°1905/2006 du 18 décembre 2006 et s'articule autour des objectifs suivants « améliorer la qualité, la pertinence et l'accessibilité à l'enseignement supérieur en Amérique latine ; contribuer au processus d'intégration régionale en Amérique latine, en favorisant les avancées dans la voie de la création d'un espace commun de l'enseignement supérieur dans la région et en mettant à profit ses synergies avec le système de l'UE » - Ce programme est ouvert à la participation des Etats membres de l'UE et de 18 pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela

¹²⁷⁰ Sommet de Lisbonne juillet 2007 – communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Vers l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Brésil » Bruxelles, le 30 mai 2007, COM (2007) 281 final

¹²⁷¹ Ibid., l'UE compare son taux de croissance à la Chine ou à l'Inde en estimant qu'il a le potentiel du fait de ses ressources naturelles et ce qui nous intéresse davantage sa réputation scientifique et universitaire.

programmes ALBAN¹²⁷², Erasmus Mundus¹²⁷³ et ALFA¹²⁷⁴ ainsi qu'aux programmes d'échanges bilatéraux des Etats membres de l'Union. La Commission a prévu un renforcement de la coopération pour la période 2007-2013, en considérant qu'elle doit permettre de rapprocher encore davantage les peuples, d'une part, en intensifiant les échanges universitaires par l'octroi d'une enveloppe de 30,5 millions d'euros à des bourses Erasmus Mundus supplémentaires destinées aux étudiants brésiliens¹²⁷⁵, d'autre part, en favorisant l'échange des jeunes hors du secteur de l'enseignement officiel par l'intermédiaire du programme Jeunesse. De plus, la mise en place d'un dialogue politique permettant l'échange de bonnes pratiques en matière d'éducation est actuellement à l'étude. L'éducation est donc l'un des domaines prioritaires de coopération entre l'Amérique latine et l'UE, et fera certainement l'objet d'une coopération intensifiée pour la période 2014-2020 suite au premier sommet académique Amérique latine, Caraïbes – Union européenne, organisé à Santiago le 23 janvier 2013 et visant à promouvoir le développement d'un espace euro latino-américain d'enseignement supérieur¹²⁷⁶.

532. Concernant l'Asie, le règlement ICD prévoit qu'une aide particulière est accordée pour « promouvoir l'inclusion sociale et le développement humain sous tous ses aspects »¹²⁷⁷ notamment l'amélioration de l'accès de tous à une éducation de qualité. Selon le cadre stratégique établi entre l'UE et l'Asie¹²⁷⁸, l'aide financière au développement repose sur la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme, la lutte contre la pauvreté et la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples¹²⁷⁹. La réalisation de ces objectifs

¹²⁷² Ibid., depuis 2003, 2500 étudiants brésiliens ont participé au programme communautaire soit 30% de l'ensemble des participants venus d'Amérique latine

¹²⁷³ Ibid., le Brésil est le participant d'Amérique latine enregistrant les meilleurs résultats : 89 étudiants et 29 universitaires d'institutions brésiliennes ont obtenus une bourse Erasmus Mundus pour étudier ou travailler en Europe pour la période 2004-2006, 7 universités brésiliennes participent à des partenariats dans le cadre de masters

¹²⁷⁴ Ibid., environ 70 instituts brésiliens d'enseignement supérieur ont mis en œuvre quelques 136 projets

¹²⁷⁵ Ibid.

¹²⁷⁶ Premier sommet académique Amérique latine et Caraïbes – Union européenne – Déclaration de Santiago sur la coopération universitaire dans l'enseignement, la science, la technologie et l'innovation et propositions aux chefs d'Etat et de Gouvernement participant au sommet CELAC UE, Santiago du Chili, le 23 janvier 2013, http://www.cumbreacademica-alcue.cl/pdf/declaration_fr.pdf

¹²⁷⁷ Paragraphe 2 du point II B 'Asie du Sud', paragraphe 2 du point III B 'Asie du Nord et du Sud Est', paragraphe g) du point IV B 'Asie centrale' in annexe I au règlement n°233/2014, op.cit.

¹²⁷⁸ « Cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie » COM(2001) 469 du 4 septembre 2001 adopté avec des modifications par le Conseil du 27 décembre 2001 visant notamment au maintien de la paix notamment par la protection des droits de l'Homme et à la promotion de la démocratie par l'application du principe de bonne gouvernance et de l'Etat de droit, à la consolidation des échanges commerciaux, au développement et à la réduction de la pauvreté.

¹²⁷⁹ La coopération repose notamment sur le dialogue politique tel que prévu par le processus ASEM (Asia Europe Meeting) établi par l'ASEAN (Association des nations du Sud Est de l'Asie - Accord de coopération

prioritaires implique la coopération dans le domaine éducatif que ce soit dans le cadre des accords bilatéraux¹²⁸⁰ ou de la coopération régionale, sachant que la coopération sera par nature ‘à plusieurs vitesses’¹²⁸¹ puisque certains pays appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés (PMA)¹²⁸² et que d’autres tels que la Chine sont à la fois bénéficiaire de l’aide et donateur¹²⁸³. Ainsi la coopération de l’UE avec les PMA repose principalement sur la réalisation de l’OMD ‘d’éducation pour tous’ dans le cadre général de lutte contre la pauvreté, l’aide sectorielle étant prioritairement octroyée aux réformes entreprises dans l’enseignement primaire afin d’améliorer l’accès à l’éducation notamment des filles et surtout dans les zones rurales et de moderniser les structures et la formation des enseignants. La coopération extérieure éducative UE-Chine sera davantage axée sur la promotion des droits de l’Homme et la compréhension mutuelle entre les peuples, la Chine étant perçue principalement comme un partenaire économique du fait de l’action commune d’aide de l’Afrique qui rapproche l’UE et la Chine. Le développement économique de la Chine et la coopération dans le domaine éducatif sont donc étroitement liés car comme l’a constaté le commissaire au développement Louis Michel, le développement économique chinois est le résultat d’« un succès dû au travail ardu des Chinois, à la conscience que l’éducation, la formation et la maîtrise de la croissance de la population sont des facteurs clés d’une croissance économique soutenue »¹²⁸⁴. Ainsi, la Chine est une référence en matière éducative et son rôle est donc d’impulser l’intégration régionale en la matière en favorisant la mobilité des étudiants et par l’échange de bonnes pratiques. Afin de soutenir la coopération régionale dans le domaine éducatif, la Commission soutient le programme régional d’études technologiques du troisième cycle (PTS) mis en œuvre à l’Asian Institute of technology (AIT), à Bangkok¹²⁸⁵ ainsi que les programmes

signé le 7 mars 1980 JO L 144 du 19 juin 1980) - voir nouveau partenariat Asie du Sud Est COM (2003)399 du 9 juillet 2003

¹²⁸⁰ La CE a signé cinq accords de coopération (avec l’ANASE, le Vietnam, le Népal, le Cambodge et le Laos), trois accords cadre de commerce et de coopération (avec la Chine, Macao et la Corée) et quatre accords de coopération relatifs au partenariat et au développement (avec l’Inde, le Sri Lanka, le Bangladesh et le Pakistan)

¹²⁸¹ La Communauté a conclu des ‘accords de coopération’ avec l’ANASE, le Vietnam, le Népal, le Cambodge et le Laos ; trois ‘accords cadre de commerce et de coopération’ avec la Chine, Macao et la Corée ; quatre ‘accords de coopération relatifs au partenariat et au développement’ avec l’Inde, le Sri Lanka, le Bangladesh et le Pakistan.

¹²⁸² Selon les critères des Nations Unies : Afghanistan, Bangladesh, Bouthan, Cambodge, Maldives, Népal, Birmanie, Yémen

¹²⁸³ Le commissaire au développement Louis Michel a défini la relation UE-Chine et son enjeu actuel en précisant que « nous sommes concurrents, mais nous sommes aussi partenaires et l’Afrique doit bénéficier d’une relation renforcée entre nous et non en pâtir ». Ainsi l’UE souhaite que sa collaboration avec la Chine permette l’établissement de règles au profit de l’Afrique. - Louis Michel, commissaire européen au développement et à l’aide humanitaire « UE-Chine-Afrique : d’une relation de concurrence à un partenariat triangulaire pour le développement de l’Afrique », SPEECH/07/442 du 28 juin 2007

¹²⁸⁴ Ibid.

¹²⁸⁵ F.GRANELL « La coopération au développement de la Communauté européenne » Commentaires Mégret « le droit de la CE et de l’Union européenne », 2^{ème} éd., éditions de l’Université de Bruxelles, p253 (475p)

bilatéraux d'études européennes en Inde, en Malaisie, en Chine, au Pakistan et au Vietnam. Elle favorise également la compréhension mutuelle entre les peuples européens et d'Asie par l'établissement du programme 'Asia Link'¹²⁸⁶ qui vise à promouvoir la création de réseaux entre les établissements d'enseignement supérieur des Etats membres de la Communauté et ceux de pays éligibles d'Asie¹²⁸⁷. Nous analyserons ultérieurement la coopération privilégiée du Japon et de l'UE dans le domaine de l'enseignement supérieur¹²⁸⁸.

533. Concernant la Stratégie de l'UE pour l'Afrique, mise en place en 2005¹²⁸⁹, le cadre du partenariat stratégique défini par la Commission est centré sur la réalisation des OMD d'ici à 2015 notamment l'éducation primaire pour tous. Dans cet objectif la Commission met à profit l'expérience de l'UE pour déterminer les lignes directrices du partenariat en matière éducative. Ainsi, après avoir constaté les progrès enregistrés dans l'enseignement primaire, dans quelque uns des pays les plus pauvres comme le Burkina Faso, le Bénin et l'Erythrée en 2005¹²⁹⁰, la Commission a soulevé le problème de l'enseignement secondaire, en évaluant que « le Niger et le Tchad affichent un taux particulièrement bas, bien en dessous de 10% avec une marginalisation de certaines catégories comme les filles, les enfants handicapés et les orphelins des zones rurales »¹²⁹¹. Dans ce contexte, la Commission estime que « l'UE devrait soutenir l'éducation, l'accès aux connaissances et le transfert de compétences en prolongeant l'enseignement primaire tout au long de la vie »¹²⁹². Force est de constater que l'UE s'approprie ainsi l'objectif international d'« éducation pour tous » en le transformant en « éducation pour tous tout au long de la vie ». Elle étend par ce biais sa compétence au-delà de l'objectif du Millénaire ciblé sur l'éducation primaire, en fondant la légitimité de l'extension de son champ de compétence sur l'adaptation aux besoins des pays partenaires. Les pays d'Afrique les plus pauvres ayant amorcé la réforme de leurs systèmes d'éducation primaire, il est en effet nécessaire de gérer les réformes à entreprendre dans l'enseignement

¹²⁸⁶ europaid-asia-link@cec.eu.int

¹²⁸⁷ En 2005, les 25 Etats membres et 19 pays d'Asie (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Timor oriental, Inde, Indonésie, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Népal, Corée du Nord, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Vietnam) participent à ce programme.

¹²⁸⁸ Voir infra - La coopération avec le Japon en matière d'enseignement supérieur a débuté en 1991 et repose depuis 2002 sur un nouveau plan d'action décidé pour une nouvelle décennie de coopération « Façonner notre avenir commun » par le financement de projets pour trois ans réunissant un consortium de trois établissements issus de trois pays participant aux programme SOCRATES au minimum dont un au moins appartenant à un Etat membre de a CE et de trois établissements japonais d'enseignement supérieur.

¹²⁸⁹ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement et au Comité économique et social du 12/10/2005 « La Stratégie de l'UE pour l'Afrique : vers un pacte euro africain pour accélérer le développement en Afrique » COM (2005) 489 final

¹²⁹⁰ Ibid., p2

¹²⁹¹ Ibid., p2

¹²⁹² Ibid., p5

secondaire et supérieur afin de prolonger l'action ciblée sur l'enseignement primaire. La Stratégie pour l'Afrique prévoit ainsi la mise en place de partenariats entre universités, écoles, villes, entreprises, parlements et représentants de la société civile.

534. On constate que la politique extérieure de l'UE en matière d'éducation menée dans ce contexte repose principalement sur une projection de la politique éducative entreprise au sein de l'UE. Le programme Nyerere créé par l'Union africaine et lancé en 2010¹²⁹³, illustre parfaitement cette 'projection' puisqu'il vise à promouvoir les échanges d'étudiants entre universités africaines et sera, selon la stratégie définie par la Commission « calqué sur le programme européen ERASMUS »¹²⁹⁴. L'adaptation de la stratégie pour l'Afrique aux nouveaux besoins s'est donc traduite par l'intensification de la coopération et la consolidation du soutien fourni par l'UE au développement de la coopération régionale en matière éducative. Cette évolution marque un changement profond de la politique européenne envers l'Afrique car « à l'aune du XXIème siècle, nous entrons dans une ère nouvelle dans laquelle l'Afrique ne doit pas être considérée comme une bénéficiaire de l'aide au développement mais comme un partenaire à part entière, un nouvel acteur du système multipolaire mondial doté des attributs de la puissance politique, économique et stratégique »¹²⁹⁵. C'est pourquoi le Conseil européen, a réaffirmé en juin 2007 l'engagement de l'UE visant à soutenir l'Union africaine en insistant sur la nécessité de « nouveaux arrangements permettant de dégager des fonds de l'UE dès que possible afin de soutenir le déploiement rapide de l'UA, qu'il convient de considérer comme une priorité »¹²⁹⁶.

535. Dans ce contexte, l'UE a symboliquement renommée sa stratégie pour l'Afrique en « partenariat avec l'Afrique ». Ce partenariat lancé en décembre 2007 à l'occasion du deuxième sommet UE-Afrique de Lisbonne, traduit la volonté de l'UE de « sortir de l'approche caritative ou paternaliste » en reconnaissant que « l'Afrique vit à l'heure de l'économie monde et de la globalisation »¹²⁹⁷. Il repose sur un renforcement du dialogue et

¹²⁹³ Lancé en 2010, le programme NYERERE répond à un projet d'une université panafricaine lancé par l'UA visant à illustrer l'excellence, l'intérêt et la compétitivité internationale de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique. Il s'agit d'un réseau d'établissements d'enseignement supérieur et de la recherche africain avec des pôles thématiques dans chacune des cinq régions géographiques de l'Afrique (orientale, occidentale, centrale, australe et du Nord). Les quatre premiers instituts thématiques devraient être lancés en 2011.

¹²⁹⁴ COM(2005)489, op. cit. p5

¹²⁹⁵ Discours de Louis MICHEL « L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale » du 27 mars 2007 à Berlin – Réunion des ministres du développement du G8.

¹²⁹⁶ Conformément aux engagements pris dans le cadre de la stratégie de l'UE intitulée 'l'UE et l'Afrique : vers un partenariat stratégique' » - Points 50 et 51 du titre IV Relations extérieures des conclusions du Conseil de la Présidence – Conseil européen de Bruxelles 21 et 22 juin 2007, 11177/1/07 REV1, CONCL2

¹²⁹⁷ L. MICHEL « UE-Chine-Afrique : d'une relation de concurrence à un partenariat triangulaire pour le développement de l'Afrique », op.cit.

l'adoption d'une stratégie commune, dont les objectifs sont principalement économiques. L'importance de ce partenariat se traduit, en effet, sur le plan économique par une augmentation et une simplification de l'octroi de l'aide. Selon le Xème FED¹²⁹⁸, visant essentiellement à promouvoir la coopération en matière de lutte contre la pauvreté et de réalisation des OMD pour le développement, l'UE réserve ainsi à l'Afrique plus de la moitié de ses fonds destinés au financement du développement¹²⁹⁹. Les réformes éducatives sont ainsi financées dans le cadre des documents de stratégie par pays et par région, du document de stratégie intra ACP concernant notamment l'éducation aux droits de l'Homme¹³⁰⁰, ainsi que du programme indicatif pluriannuel connexe. De plus, afin de gérer le renforcement du partenariat commercial entre l'Afrique et la Chine et de protéger son partenariat commercial privilégié avec l'Afrique, l'UE a conclu des « accords de partenariat économique » avec treize pays ACP dès 2008. Même si l'éducation n'occupe pas une place prioritaire dans ce nouveau partenariat ciblé sur l'intégration économique régionale, la croissance économique nécessite un climat favorable à l'investissement ce qui sous-tend l'emploi c'est-à-dire le développement humain. Or l'éducation est un objectif prioritaire du développement humain que ce soit pour réduire le taux d'analphabétisme ou promouvoir la formation. De ce fait l'investissement dans les ressources humaines reste une priorité du nouveau partenariat¹³⁰¹. La Commission a précisé en ce sens qu'« afin de parvenir à une croissance durable et inclusive, la coopération au cours des dix prochaines années devrait notamment mettre l'accent sur des activités à fort impact, susceptibles de favoriser les investissements en vue d'exploiter l'énorme potentiel de notre partenariat... la coopération dans le domaine des compétences, de l'innovation et de

¹²⁹⁸ Règlement CE n° 617/2007 du Conseil du 14 mai 2007 relatif à la mise en œuvre du 10^{ème} FED dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE JO L152 du 13 juin 2007 p1-13 ; communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, Comité économique et social européen et au Comité des régions « Stratégie politique annuelle pour 2008 » COM(2007)0065 final Bruxelles, 21 février 2007 (prévoit un montant de 22,7 milliards d'euros qui sera ainsi débloqué au titre du FED pour la période 2008-2013)

¹²⁹⁹ H.WIECZOREK ZEUL, ministre fédéral allemande du développement « Bilan de la politique de développement lors de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne de 2007 : L'Europe, le partenaire fort d'un développement mondial durable » p16,

<http://www.entwicklungspolitik.de/en/service/infothek/fach/fr/Bilanz.pdf>

¹³⁰⁰ L'éducation aux droits de l'Homme est un instrument essentiel du maintien de la paix. Or conformément aux conclusions adoptées le 11 avril 2006 visant à financer la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique dans le cadre du 10^{ème} FED à hauteur de 300 millions d'euros pour une durée de trois ans, le programme indicatif intra ACP prévoit de consacrer des ressources à la Facilité de soutien à la paix en Afrique selon l'article 12 du Règlement CE n° 617/2007 du Conseil du 14 mai 2007 relatif à la mise en œuvre du 10^{ème} FED dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE, op.cit.

¹³⁰¹ Cet investissement dans les ressources humaines devrait en pratique se traduire par une amélioration du niveau de vie puisque selon le bilan établi par la Commission en 2005 même si « la gouvernance s'est beaucoup améliorée, la croissance économique a atteint des niveaux jamais enregistrés », force est de constater cependant que « 40% des Africains vivent avec moins d'un dollar par jour » Communication de la Commission au Conseil, au Parlement et au Comité économique et social du 12 octobre 2005 « La Stratégie de l'UE pour l'Afrique : vers un pacte euro africain pour accélérer le développement en Afrique » COM (2005) 489 final

l'entreprenariat devrait être intensifiée, ... concernant l'enseignement et la formation supérieurs, il est prévu que des programmes comme Erasmus Mundus, Media Mundus, Edulink, Nyerere, Jeunesse en action et Marie Curie ou l'Initiative 'convergences des structures éducatives', ainsi que la coopération entre les professionnels dans le secteur de la culture, contribuent au programme d'une croissance inclusive et intelligente. Pendant la mise en place de l'université panafricaine, l'UE encouragera le partage de bonnes pratiques avec l'IET sur la manière d'intégrer pleinement le triangle de la connaissance (éducation, entreprise, recherche) »¹³⁰².

536. Le plan d'action 2011-2013 de la stratégie commune UE-Afrique, défini à l'occasion du 3^{ème} sommet UE-Afrique des 29 et 30 novembre 2010, a ainsi prévu un partenariat spécifique en matière de réalisation des OMD, rappelant l'interdépendance de ces objectifs et en accordant « la priorité à la réalisation des OMD liés à la promotion de l'égalité des sexes, de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'éducation »¹³⁰³. Concernant l'action prioritaire en matière éducative, le plan d'action prévoit les activités et résultats suivants¹³⁰⁴ :

Action prioritaire en matière éducative du plan d'action 2011-2013 de la stratégie commune UE-Afrique	
Activités	1. Travailler avec l'équipe spéciale internationale sur les enseignants dans le cadre de son plan d'action et développer les réseaux et l'échange d'informations
	2. Œuvrer en faveur de la création de centres et du renforcement des réseaux régionaux pour améliorer la formation des enseignants sur les questions de handicap
	3. Encourager, lors de la planification et de l'évaluation du secteur de l'éducation, l'utilisation des lignes directrices en matière d'équité et d'inclusion relevant de l'initiative de financement accéléré
	4. Mettre en œuvre des approches pilotes visant à rendre le matériel d'enseignement et d'apprentissage disponible dans des formats accessibles
	5. Approfondir les activités visant à renforcer l'enseignement des sciences, notamment en créant un centre régional et en renforçant les réseaux régionaux
	6. Prendre des mesures pour accélérer la mise en œuvre de la seconde décennie pour l'éducation de l'Union africaine, et aider notamment l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) à préparer la prochaine triennale de l'ADEA, qui se tiendra à Ouagadougou en décembre 2011, afin de 'promouvoir les compétences critiques pour le développement durable de l'Afrique'
	7. Travailler sur des méthodes permettant d'assurer le suivi du plan d'action
	8. Institutionnaliser les mesures (notamment les programmes d'alimentation scolaire dans le cadre des programmes nationaux pour l'éducation) destinées à encourager l'assiduité et les résultats scolaires de manière cohérente avec les programmes relatifs à la santé et à la nutrition
Résultats escomptés	1. Mise en œuvre accélérée des mesures spécifiques dans le cadre de la seconde décennie de l'éducation de l'Union africaine
	2. Création de l'observatoire de l'éducation pour assurer le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action
	3. Création de centres régionaux et renforcement des réseaux régionaux pour l'enseignement et l'apprentissage des sciences et des mathématiques (lien possible avec l'équipe spéciale internationale sur les enseignants créé en 2008 et travaux destinés à remédier au déficit d'enseignants, notamment en Afrique)
	4. Sensibilisation accrue aux questions liées au handicap
	5. Renforcement des mesures incitatives prises par les pouvoirs publics pour réduire, à tous les niveaux, les obstacles économiques à l'éducation, comme par exemple les droits d'inscription
	6. Accroissement du nombre d'enfants qui accomplissent avec succès un cycle secondaire
	7. Alphabétisation des adultes, notamment des femmes, qui a pour effet de réduire la pauvreté.

¹³⁰² Points 18 et 19 de la Communication de la Commission sur la 'consolidation des relations entre l'UE et l'Afrique – 1.5 milliards d'habitants, 80 pays, deux continents, un avenir' COM(2010)634 du 10 novembre 2010

¹³⁰³ Point 15 du plan d'action plan d'action 2011-2013 de la stratégie commune UE-Afrique - 3^{ème} sommet UE-Afrique des 29 et 30 novembre 2010

¹³⁰⁴ Tableau personnel effectué sur la base des données Europa du plan d'action 2011-2013

537. Dans ce cadre, les principaux acteurs concernés sont la Commission de l'UA, la CE, les Etats africains et européens membres du partenariat, le CER, l'association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), l'Institut panafricain de l'éducation pour le développement (IPED), les organisations de la société civile, le secteur privé, le Parlement panafricain, les Nations Unies.

538. Pour la période 2014-2017, une importance accrue est accordée à la coopération en matière d'enseignement supérieur dont les enjeux stratégiques ont été rappelés à l'occasion du quatrième sommet UE-Afrique des 2 et 3 avril 2014¹³⁰⁵. Dans cette perspective, le programme 'Erasmus +', le programme 'Nyerere' et les actions 'Marie Sklodowska-Curie' en matière de recherche permettront de soutenir les projets de mobilité des étudiants, enseignants, chercheurs et administratifs des universités participantes¹³⁰⁶ et le développement d'un espace régionalisé d'enseignement supérieur en Afrique par le biais de l'initiative 'Tuning Africa' et de la promotion des outils d'assurance qualité¹³⁰⁷.

b) L'éducation dans les programmes thématiques de coopération au développement

539. La PCD repose également sur la mise en œuvre de cinq programmes thématiques, complétant les programmes géographiques¹³⁰⁸. Du fait de son caractère transversal, l'éducation est intégrée, soit en tant qu'objectif soit en tant qu'instrument dans ces programmes thématiques¹³⁰⁹, notamment dans le programme « Développement humain, y compris le travail décent, la justice sociale et la culture »¹³¹⁰ qui englobe un volet spécifique

¹³⁰⁵ Paragraphe 33 de la feuille de route « L'enseignement supérieur contribue de manière décisive au développement économique et social, en ce qu'il favorise le développement durable produisant des ressources humaines de haute qualité et qu'il dissémine les résultats de la recherche scientifique et technique. En plus des activités classiques et spécifiques de renforcement des capacités, la mobilité en elle-même renferme un potentiel important d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, dans la mesure où elle est susceptible d'accélérer l'utilisation d'instruments de transparence et de reconnaissance et d'aider les établissements à mettre au point de meilleurs services d'envoi d'étudiants et de chercheurs à l'étranger et d'accueil d'étudiants et de chercheurs étrangers. », Quatrième sommet UE-AFRIQUE "Investir dans les Populations, la Prospérité et la Paix" établissant la feuille de route pour la période 2014-2017, Bruxelles, 2 et 3 avril 2014 http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/142099.pdf

¹³⁰⁶ Paragraphe 34, *ibid.* – extraits « 34.... Le programme de mobilité Nyerere offrira à quelque cinq cents étudiants des bourses grâce auxquelles ils pourront entreprendre des études de troisième cycle et permettra la mobilité de soixante-dix membres du personnel académique et administratif en Afrique d'ici 2017. Cela contribuera à retenir les étudiants tout en augmentant la compétitivité et l'attractivité des établissements eux-mêmes. »

¹³⁰⁷ Paragraphe 35, *Ibid.*

¹³⁰⁸ Voir règlement n°233/2014 *op.cit.*, et règlement (CE) n° 1638/2006, *op.cit.*

¹³⁰⁹ Programmes thématiques définis par la Commission dans le cadre des perspectives financières 2007-2013 : investissement dans les ressources humaines, environnement et gestion durable des ressources naturelles, acteurs non étatiques et autorités locales, amélioration de la sécurité alimentaire, coopération dans le domaine des migrations et de l'asile.

¹³¹⁰ Paragraphe III de l'annexe II du règlement n°233/2014, *op.cit.*, ce programme s'inscrit dans la continuité des programmes « développement social » et « Investir dans les ressources Humaines » (voir Communication de la

« éducation, connaissances et compétences ». Il prévoit la mise en place d'un suivi des actions visant à réaliser l'éducation pour tous, tout au long de la vie, dans le cadre des OMD et du cadre d'action de Dakar 'Education Pour Tous' et vise particulièrement l'amélioration des systèmes éducatifs par l'échange de bonnes pratiques et l'égalité d'accès à un enseignement de qualité, même pour les groupes les plus vulnérables. Ce programme thématique contribue également au développement humain et social en matière de jeunesse et d'enfance, en soutenant la protection des droits des enfants notamment de leur droit à éducation.

540. De même, le programme thématique en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales¹³¹¹ contribue à « mettre en place une société inclusive et autonome dans les pays partenaires en renforçant les organisations de la société civile et les autorités locales et en améliorant les services de base fournis aux populations dans le besoin »¹³¹². Il participe également à « la sensibilisation de l'opinion publique aux questions de développement afin d'inciter chacun à devenir un citoyen actif et responsable, et la promotion d'une éducation formelle et informelle au développement dans l'Union, les pays candidats et les candidats potentiel »¹³¹³.

541. Le secteur éducatif conserve son importance dans le nouveau cadre financier 2014-2020 qui axe sur l'accélération de la réalisation des OMD, notamment de l'éducation primaire pour tous¹³¹⁴. Malgré l'intérêt de ces programmes thématiques, il est regrettable cependant qu'aucun d'entre eux ne soit exclusivement consacré à l'éducation ce qui permettrait de répondre aux besoins de façon horizontale et d'assurer par la détermination d'un cadre unique une meilleure cohérence et visibilité des politiques menées dans ce domaine. Reconnaître

Commission au Conseil et au Parlement européen du 25 janvier 2006 COM (2006)18 non publiée au JO <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r12547.htm> - voir également en ce sens communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 3 août 2005 « Actions extérieures au travers de programmes thématiques dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013 » COM (2005) 324 final non publiée au JO)

¹³¹¹ Programme 2014-2020 s'inscrivant dans le prolongement du programme thématique 'rôle des acteurs non étatiques et des autorités locales dans le développement' Titre II Article 14 paragraphe 2 b) du règlement (CE) n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement JO L378 du 27 décembre 2006, p41-71

¹³¹² Paragraphe B a) de l'annexe II au règlement n°233/2014, op.cit.

¹³¹³ Paragraphe B c), ibid.

¹³¹⁴ Selon le nouveau cadre financier 2014-2020, l'ICD financera prioritairement les actions dans les PMA et encouragera « une plus grande concentration sur certains secteurs dans les pays partenaires pour garantir que la politique de l'UE et les politiques des Etats membres se complètent mutuellement dans tous les domaines d'intervention. », extrait de « Mythes et faits sur le budget de l'UE et la coopération extérieure » http://ec.europa.eu/europaid/how/finance/myths-eu-budget_financial-instruments ; de plus la valeur ajoutée de l'ICD et sa contribution essentielle à la réalisation des OMD, notamment à l'éducation primaire pour tous, justifie son renouvellement en 2014 selon la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument de financement de la coopération au développement COM(2011)840 final, 2011/0406(COD) du 7 décembre 2011 (base : 209 TFUE)

l'existence d'une politique extérieure éducative transversale à part entière permettrait, d'une part, de garantir plus d'efficacité à l'action extérieure éducative en améliorant notamment le suivi, la collecte et l'évaluation des données, d'autre part, d'adapter le droit à la pratique caractérisée par l'intensification de la coopération dans le domaine éducatif.

4. L'éducation en matière de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé

542. Dans le cadre d'accords spécifiquement consacrés à l'enseignement supérieur, à la formation professionnelle et à la jeunesse, l'UE a développé une coopération forte avec les pays industrialisés, tels que les Etats Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon et la Corée, dans le secteur éducatif. Ce partenariat vise à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à renforcer les liens entre les peuples, par le biais de programmes d'éducation et de formation promouvant la mise en place de réseaux universitaires, favorables aux échanges entre les étudiants, enseignants et chercheurs, ainsi qu'au partage de bonnes pratiques. Les accords sectoriels, conclus depuis 1995, s'inscrivent aujourd'hui dans une stratégie globale de l'UE avec les pays industrialisés, définie depuis 2006, afin de consolider les relations bilatérales de l'UE avec ces partenaires dans des secteurs variés, de renforcer les institutions multilatérales, ainsi que la place de l'UE sur la scène internationale.

543. Cette stratégie s'est développée dans le cadre d'un programme de coopération extérieure spécifique, basé sur un instrument financier unique de coopération avec les pays industrialisés et les pays et territoires à revenu élevé (ICI) en 2007-2013¹³¹⁵, qui a permis de soutenir, dans le cadre de programmes de coopération pluriannuels déterminant les intérêts stratégiques et les priorités de l'UE, toute forme de coopération relevant de la compétence de l'UE, bilatérale, régionale ou multilatérale, telle que la coopération entre les acteurs économiques, universitaires et scientifiques des deux parties, afin de promouvoir la compréhension mutuelle et les échanges entre les peuples¹³¹⁶. De nombreux projets conjoints de mobilité ont ainsi été mis en place au sein de consortiums d'établissements d'enseignement supérieur de l'UE et des pays partenaires, et fondés sur des actions de mobilité à court terme,

¹³¹⁵ Règlement (CE) 1934/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé JO L405 du 30 décembre 2006; communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil – programme thématique de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays à revenu élevé dans le cadre des futures perspectives financières (2007-2013) COM(2006)25 du 25 janvier 2006

¹³¹⁶ Article 4 « Domaines de coopération » du Règlement du Conseil (CE) n°1934/2006 du 21 décembre 2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé – voir rectificatif au règlement CE JO L145 du 30 décembre 2006

l'octroi de bourses de mobilité et le cas échéant la délivrance d'un diplôme commun ou diplôme mixte/double.

544. L'ICI représente sans conteste un réel atout pour la politique extérieure éducative de l'UE, dans la mesure où il a permis, d'une part, en tant qu'instrument unique de coopération avec les pays industrialisés, d'améliorer l'efficacité et la visibilité de l'action extérieure de l'UE en assurant la cohérence des diverses initiatives de coopération bilatérale, et où il garantit, d'autre part, une approche différenciée respectueuse des particularités économiques, sociales et culturelles des pays partenaires¹³¹⁷.

545. Suite aux analyses et rapports d'impact effectués¹³¹⁸, il a été décidé d'élargir géographiquement cette coopération, en adaptant l'ICI aux attentes des pays en développement, dans la mesure où il est complémentaire à l'APD. L'extension de son champ d'application implique de facto une compétence accrue de l'UE en matière éducative, car le financement de l'Union au titre de ce règlement devrait, d'une part, appuyer « la coopération économique, financière, technique, culturelle et universitaire avec les pays partenaires »¹³¹⁹, d'autre part, couvrir « les actions ne répondant pas, en principe, aux critères de l'APD et qui peuvent comporter une dimension régionale, relevant des domaines de coopération suivants : 1) la promotion de la coopération, de partenariats et d'entreprises communes entre les acteurs économiques, sociaux, culturels, universitaires et scientifiques de l'Union et des pays partenaires ; ...4) la promotion des liens entre les peuples, des programmes de formation et d'enseignement et des échanges intellectuels et le renforcement de la compréhension mutuelle

¹³¹⁷ Liste non exhaustive des pays et territoires visés par le règlement – voir annexe au règlement : Australie, Bahreïn, Brunei, Canada, Taipei chinois, Hong Kong, Japon, République de Corée, Koweït, Macao, Nouvelle Zélande, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Singapour, Emirats arabes unis, Etats-Unis – liste modifiée le cas échéant sur la base des changements apportés par le CAD de l'OCDE à sa propre liste – d'autres pays peuvent également bénéficier d'un financement dans le cadre du règlement si l'action concernée s'inscrit dans un cadre régional ou transfrontière

¹³¹⁸ Document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 du 21 décembre 2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé – synthèse de l'impact COM(2009)197 SEC(2009)532 SEC(2009)533 du 21 avril 2009

¹³¹⁹ Voir article 1^{er} point 1 « Le financement de l'Union au titre du présent règlement appuie la coopération économique, financière, technique, culturelle et universitaire avec les pays partenaires » de la Position (UE) n°1/2011 du 10 décembre 2010 du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé adopté par le Conseil le 10 décembre 2010, JO C7E du 12 janvier 2011, p1-10

entre les cultures, en particulier au niveau familial, assortie de mesures visant à garantir et à accroître la participation à Erasmus Mundus »¹³²⁰.

546. Le nouvel instrument de coopération avec les pays industrialisés adopté en 2011, confirme la place privilégiée conférée à l'éducation dans la coopération de l'UE avec ces partenaires, en confirmant que « l'Union européenne a un intérêt stratégique à promouvoir des relations diversifiées avec ces pays, en particulier dans des domaines tels que les échanges...universitaires »¹³²¹. Il prévoit de surcroît une coopération spécifique en matière éducative relative à « la promotion de la personne à relier les gens, l'éducation et des programmes de formation et d'échanges intellectuels et au renforcement de la compréhension mutuelle entre les cultures, en particulier au niveau de la famille, y compris des mesures pour assurer et accroître la participation au programme Erasmus Mundus de l'Union et la participation en Europe aux salons de l'éducation »¹³²². Basé sur l'expérience positive de l'ICI, l'instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers permet à l'UE, pour la période 2014-2020, d'« approfondir ses relations et le dialogue avec les pays avec lesquels l'Union a un intérêt stratégique à entretenir des liens, en particulier les pays développés et les pays en développement qui jouent un rôle de plus en plus important sur la scène mondiale,... et dans la recherche de solutions aux défis mondiaux »¹³²³. Il vise à donner à la stratégie 'Europe 2020' une portée mondiale, notamment en encourageant « une coopération en matière d'enseignement et dans le domaine universitaire »¹³²⁴ par l'accroissement de « la mobilité des étudiants et du personnel universitaire, en vue de la création de partenariats

¹³²⁰ Voir article 4 de la position (UE) n°1/2011 du 10 décembre 2010 du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé adopté par le Conseil le 10 décembre 2010, JO C7E du 12 janvier 2011, p1-10 – précision concernant le financement des mesures Erasmus Mundus : « la commissaire Ferrero-Waldner et les présidents des commissions parlementaires concernées sont parvenus à un accord selon lequel les étudiants et les enseignants européens participant au volet « coopération extérieure » du programme Erasmus Mundus ne seraient financés par l'ICD que jusqu'à fin 2009 » ; avis de la Commission conformément à l'article 294 paragraphe 7 point c) du TFUE sur les amendements du Parlement européen à la position du Conseil concernant la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé (IPI Plus) COM(2011)167 du 1^{er} avril 2011

¹³²¹ Paragraphe 3 du règlement (UE) n°1338/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 instituant un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays à revenu élevé et les territoires JO L347 du 30 décembre 2011 p21-29 (207 et 209 TFUE ou 294 TFUE)

¹³²² Article 4 'domaines de coopération' paragraphe 4 du règlement (UE) n° 1338/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011, op.cit.

¹³²³ Considérant 5 du règlement (UE) n°234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers (207, 209, 212 TFUE), JO L77 du 15 mars 2014 p77-84

¹³²⁴ Voir considérant 10 et article 1^{er} paragraphe 2 d), ibid.

visant à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de la mise en place de diplômes communs faisant l'objet d'une reconnaissance académique (ci-après dénommé «programme Erasmus +»¹³²⁵. Cet instrument présente un avantage réel d'optimisation de la politique éducative de l'Union dans la mesure où il contribue à la projection extérieure des politiques intérieures à l'UE. De ce fait, les actions éducatives de l'UE menées sur les plans externe et interne seront cohérentes et visiblement liées, ce qui participe à la gestation d'une réelle politique externe de l'éducation. En effet, l'importance substantielle reconnue aux actes éducatifs internes à l'UE et présentant une dimension externe, tels que les actes constitutifs de la mise en place d'un EEER ouvert sur le monde, permet d'enrichir le volet externe traditionnel de l'action éducative de l'UE, ce qui contribue incontestablement à la constitution d'une politique externe à part entière de l'UE en matière éducative.

547. Fondé sur les articles 212 paragraphe 2 TFUE (ex article 181A TCE), article 207 paragraphe 2 TFUE (ex article 133 TCE) et article 209 paragraphe 1 TFUE (ex article 179 TCE), cet instrument permettra de financer des actions éducatives fondées à la fois sur la compétence de l'UE en matière de politique commerciale, de politique de développement et d'assistance financière et technique auprès des pays tiers partenaires. Cette approche multisectorielle nous permet de visualiser un autre aspect de la vision globaliste de l'UE en matière de relations extérieures, à savoir le système de combinaison des bases juridiques.

B/ Le traitement de la question éducative dans les accords généraux fondés sur une combinaison de bases juridiques

548. Le choix de la base juridique a été consacré par la Cour de Justice comme une étape essentielle de l'élaboration d'un acte. Il constitue la condition minimale requise pour fonder un acte de l'UE ayant des effets juridiques, conformément à l'obligation de motivation des actes, nécessaire à l'exercice du contrôle juridictionnel¹³²⁶, ainsi qu'à l'article 5 TUE (ex 5 TCE) consacrant la compétence d'attribution de l'UE¹³²⁷ et la répartition des compétences

¹³²⁵ Paragraphe 4 'Objectif énoncé à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point d)' de l'annexe 'priorités thématiques prévues par l'instrument de partenariat : cadre général de programmation' au règlement n°234/2014, op.cit.

¹³²⁶ CJCE Commission des CE c/Conseil de l'UE du 1^{er} octobre 2009 – paragraphe 42 « ...Il y a lieu de constater que la qualification de la décision attaquée de décision au sens de l'article 249 CE ou de décision sui generis n'est pas déterminante en l'espèce aux fins de décider si elle doit être soumise à l'obligation de motivation. En effet, cette obligation, qui est justifiée notamment par le contrôle juridictionnel qui doit pouvoir être exercé par la Cour, doit s'appliquer à tout acte susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation. Selon une jurisprudence constante, constituent des actes attaquables au sens de l'article 230 CE toutes dispositions adoptées par les institutions, quelle qu'en soit la forme, qui visent à produire des effets de droit obligatoires (voir notamment arrêts AETR CJCE 31 mars 1971 arrêt 22/70 point 42 Rec. p263) », aff. C-370/07, Rec. 2009

¹³²⁷ Ibid., paragraphe 46 « l'indication de ladite base juridique s'impose également au regard du principe des compétences d'attribution consacré à l'article 5, premier alinéa CE, selon lequel la Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le Traité, tant pour

entre l'UE et les Etats membres¹³²⁸. Il s'agit également de l'exigence première, nécessaire à la détermination de la procédure applicable à l'action institutionnelle¹³²⁹. Même s'il paraît plus aisé de privilégier la méthode de détermination de la base juridique adéquate, en optant pour celle ayant les liens les plus étroits avec l'objectif principal de l'acte, ce dernier peut également être fondé sur plusieurs fondements juridiques, sous conditions que les procédures applicables soient compatibles et les prérogatives institutionnelles préservées. Cette méthode d'assemblage des bases juridiques s'est avérée appropriée au développement de stratégies et d'accords extérieurs globaux de l'UE, comme l'illustre la jurisprudence¹³³⁰. La méthode de la

l'action interne que pour l'action internationale de la Communauté (voir avis 2/94 du 28 mars 1996 Rec. pI-1759 point 24) » ; par exception voir Ibid., paragraphe 56 - La Cour nuance cependant sa position quant à la nécessité de déterminer la base juridique en précisant qu'« il convient de rappeler que l'omission de la référence à une disposition précise du traité ne peut pas constituer un vice substantiel lorsque la base juridique d'un acte peut être déterminée à l'appui d'autres éléments de celui-ci. Une telle référence explicite est cependant indispensable lorsque, à défaut de celle-ci, les intéressés et la Cour sont laissés dans l'incertitude quant à la base juridique précise ».

¹³²⁸ Ibid., paragraphe 49 - « ...l'indication de la base juridique fixe la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres. En effet, en l'espèce, une application du seul article 175 CE ou de l'article 133 CE n'aurait pas eu les mêmes implications sur la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres qu'une éventuelle application combinée de ces deux dispositions, étant donné que l'article 133 CE confère une compétence exclusive à la Communauté, alors que l'article 175 CE prévoit une compétence partagée entre la Communauté et les Etats membres. L'omission de l'indication d'une base juridique est donc susceptible d'engendrer une confusion quant à la nature de la compétence de la Communauté et est de nature à affaiblir cette dernière dans la défense de sa position lors de négociations internationales ».

¹³²⁹ Ibid., paragraphe 48 - « l'indication de la base juridique revêt également une importance particulière afin de préserver les prérogatives des institutions communautaires concernées par la procédure d'adoption d'un acte. Ainsi, dans la présente affaire, une telle indication est susceptible d'avoir une incidence sur les compétences du Parlement, étant donné que les articles 133 CE, 175 CE et 300, paragraphe 2, n'attribuent pas à celui-ci le même degré de participation lors de l'adoption d'un acte. De même l'indication de la base juridique est nécessaire pour déterminer les modalités de vote au sein du Conseil. Or à cet égard, l'article 300 paragraphe 2, premier alinéa, CE prévoit que le Conseil statue à la majorité qualifiée sauf, d'une part, lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ainsi que, d'autre part, pour les accords visés à l'article 310 TCE. ».

¹³³⁰ Voir en ce sens paragraphe 82 des conclusions de l'avocate Mme Juliane KOKOTT présentées le 23 avril 2009, aff. C-370/07 Commission des Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne, site Eur-lex ; voir arrêt CJCE (3 chambre) du 6 novembre 2008 Parlement européen c/ Conseil de l'UE aff. C-155/07 Rec. 2008 p0 (choix de la base juridique 179 CE et 181A CE) « La décision 2006/1016 accordant une garantie à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties de prêts en faveur des projets en dehors de la Communauté, pour autant qu'elle concerne des PED au sens du titre XX du Traité, relève à ce titre et donc de l'article 179 CE dans la mesure où la coopération financière qui s'opère, en vertu de ladite décision, par le biais de la garantie communautaire accordée à la BEI poursuit également pour autant que sont concernés des PED, les objectifs socio économiques énoncés à l'article 177 CE, notamment le développement économique et social de tels pays. Partant, la décision 2006/1016 possède une double composante, l'une relative à la coopération au développement, relevant de l'article 179 CE, l'autre relative à la coopération financière et technique avec des pays tiers autres que des PED relevant de l'article 181A CE. Ces deux composantes sont liées de façon indissociable, sans qu'il soit possible d'identifier une finalité ou une composante principale ou prépondérante. Le recours à une double base juridique est toutefois exclu lorsque les procédures prévues par l'une et l'autre de ces bases sont incompatibles. A cet égard le Conseil statue à la majorité qualifiée tant dans la procédure visée à l'article 179 TCE que dans celle prévue à l'article 181A CE. De plus le recours à une double base juridique consistant en les articles 179 et 181A CE ne serait pas de nature à porter atteinte aux droits du Parlement européen. En effet, le recours à l'article 179 CE impliquerait une participation plus importante du Parlement européen dans la mesure où il prévoit l'adoption de l'acte selon la procédure de 'codécision', l'article 181A CE – seule base juridique utilisée pour l'adoption de la décision 2006/1016 – ne prévoyant que la consultation du Parlement européen par le Conseil. Compte tenu en outre de la relation de complémentarité existant entre les

base juridique adéquate a en effet pour inconvénient de générer un contentieux potentiel de conflits de compétences, en occultant de surcroît l'importance de certains domaines, tels que l'éducation, que l'on ne peut pas toujours considérer comme accessoires d'un domaine prédominant. Bien que la coopération au développement soit une des grandes politiques extérieures, expliquant la prédominance des articles 208 TFUE et suivants comme bases juridiques, elle peut être combinée avec la coopération extérieure en matière commerciale ou à une action PESC, équivalentes en terme d'importance, comme l'a démontré la jurisprudence de la Cour. Dans ce cas, la combinaison des bases juridiques s'impose comme la forme la plus adaptée, l'extension de la procédure de codécision à de nouveaux domaines étant de surcroît un facteur positif de développement de cette méthode.

549. Partant de ce constat, il convient d'analyser l'application et l'impact de la méthode de combinaison des bases juridiques en matière éducative, et particulièrement les effets de cette méthode sur l'appréhension de la consistance réelle de l'action extérieure de l'UE dans le domaine éducatif. Le développement d'accords généraux fondés sur une combinaison de bases juridiques permet, d'une part, de rassembler et d'assurer la cohérence des mesures éducatives prévues dans les différents secteurs visés par l'accord, d'autre part, de revaloriser l'utilisation de l'article 165 TFUE (ex 149 TCE), dans sa dimension externe, en l'insérant à l'ensemble des bases juridiques servant de fondement à l'accord général contenant des dispositions éducatives. L'analyse des accords de l'UE fondés sur une combinaison de bases juridiques permettra de constater l'importance du secteur éducatif dans le cadre de ces actes

titres XX et XXI du traité ainsi que de l'articulation quasi interdépendante des articles 179 CE et 181A CE, les procédures prévues respectivement à ces deux articles ne sauraient être qualifiées d'incompatibles. Il s'ensuit que la décision 2006/1016 aurait dû être fondée à titre exceptionnel, sur la double base juridique des articles 179 et 181 A CE. Elle doit donc être annulée dans la mesure où elle est fondée sur le seul article 181A CE. » - paragraphe 35 de l'arrêt « Si l'examen d'une mesure démontre qu'elle poursuit deux fins ou qu'elle a deux composantes et si l'une de ces fins ou de ces composantes est identifiables comme principale tandis que l'autre n'est qu'accessoire, l'acte doit être fondé sur une seule base juridique, à savoir celle exigée par la fin ou la composante principale ou prépondérante (voir en ce sens notamment arrêt du 17/03/1993 Commission c/ Conseil C-155/91 Rec. pI-939 points 19 et 21 ; arrêt du 30 janvier 2001 Espagne c/ Conseil C-36/98 Rec. pI-779 points 59 ; arrêt du 29 avril 2004 Commission c/ Conseil C338/01, Rec. pI-4829 point 55 ; arrêt du 20 mai 2008 Commission c/ Conseil point 73) » - paragraphe 36 de l'arrêt « S'agissant d'une mesure poursuivant à la fois plusieurs objectifs ou ayant plusieurs composantes qui sont liés de façon indissociable sans que l'un soit accessoire par rapport à l'autre, la Cour a jugé que, lorsque différentes dispositions du Traité sont applicables, une telle mesure doit être fondée, à titre exceptionnel sur les différentes bases juridiques correspondantes (en ce sens arrêt du 11 septembre 2003, Commission c/ Conseil, C-211/01, p I-8913 point 40 ; arrêt du 20 mai 2008 Commission c/ Conseil C-91/05 point 75) » - paragraphe 37 « Toutefois la Cour a déjà jugé, notamment aux points 17 à 21 de l'arrêt Dioxyde de Titane précité [arrêt 11/06/1991 Commission c/Conseil dit 'Dioxyde de Titane' C-300/89, Rec. I-2867, point 10], que le recours à une double base juridique est exclu lorsque les procédures prévues pour l'une et l'autre de ces bases sont incompatibles (voir en ce sens arrêt 25 février 1999 Parlement c/ Conseil C-164/97 et C-165/97 Rec. pI-1139 point 14 ; arrêt du 29 avril 2004 Commission c/ Conseil précité, point 57 ; arrêt du 10 janvier 2006, Commission c/ Conseil, C94/03, Rec. I-1, point 52 et Commission c/ Parlement et Conseil, C178/03 rec. I-107, point 57 »

(1), notamment dans le cadre de la Stratégie globale de Lisbonne (2) et de la Stratégie globale de développement de l'UE (3), basées sur une combinaison spécifique de bases juridiques.

1. L'éducation dans les accords généraux basés sur une combinaison multiple de bases juridiques : une méthode à mieux exploiter

550. La méthode de combinaison des bases juridiques est une technique présentant un grand intérêt pour la visualisation de l'action externe éducative et pour son renforcement. L'utilisation de l'article 165 TFUE (ex 149 TCE), est en effet encouragée dans le cadre de cette méthode, si des éléments de l'accord sont directement rattachés à l'exercice des compétences prévues par les Traités en matière éducative. L'énoncé des bases juridiques combinées permet ainsi d'identifier les accords prévoyant une forme de coopération en matière d'éducation, ce que ne permet pas toujours la méthode de la base juridique adéquate, visant à déterminer le fondement juridique de l'accord en fonction du domaine prédominant de coopération, généralement la coopération au développement.

551. La coopération entre l'UE et les pays tiers dans le secteur éducatif peut faire l'objet d'accords spécifiques¹³³¹, basés sur l'article 165 TFUE (ex article 149 TCE), ou être intégrée comme un volet de coopération dans le cadre d'accords généraux, fondés sur une combinaison de bases juridiques, dont la base juridique de compétence en matière éducative, ce qui contribue à la visualisation de la politique extérieure éducative de l'UE et de son importance. L'accord de coopération entre la CE et la Principauté d'Andorre du 28 mai 2005, fondé sur une combinaison de bases juridiques, dont l'article 149 TCE, comporte par exemple un article 4¹³³² spécifiquement consacré à l'éducation, à la formation professionnelle et à la jeunesse, qui précise l'engagement des parties à participer à la mise en place d'un espace européen d'éducation et envisage la participation d'Andorre aux programmes éducatifs de l'UE.

552. De nombreux accords généraux, fondés sur une combinaison de bases juridiques, dont l'article 149 TCE, organisent de même la participation de pays tiers candidats à l'adhésion aux programmes de l'UE, programmes éducatifs inclus. La participation de Malte, de Chypre

¹³³¹ Voir infra

¹³³² Article 4 « Les parties contractantes s'engagent à coopérer dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle afin de contribuer à la formation d'un espace éducatif européen, en s'inspirant des articles 149 et 150 du traité instituant la Communauté européenne. Les parties contractantes examinent la faisabilité et les modalités d'une association de la Principauté d'Andorre aux programmes communautaires européens qui peuvent être d'intérêt pour l'Andorre dans le domaine de l'éducation, de la formation professionnelle et de la jeunesse. » Accord de coopération entre la CE et la Principauté d'Andorre JO L135 du 28 mai 2005, p14-18, basé sur les articles 71, 137, 149, 150, 151, 152, 156, 159, 161, 175, 300 TCE

et de la Turquie aux programmes de l'UE est ainsi fondée sur la combinaison de 16 articles¹³³³ et dans ce cadre, les articles 149 TCE et 150 TCE ont permis de justifier la participation des pays partenaires de l'UE aux programmes Socrates, Leonardo et Jeunesse¹³³⁴. De même, la participation des pays des Balkans aux programmes de l'UE, notamment éducatifs, est prévue dans le cadre d'actes communautaires fondés sur la combinaison de 17 articles dont l'article 149 TCE¹³³⁵.

553. Malgré l'intérêt de cette technique d'assemblage '*en maillon*' des bases juridiques, la prise en compte de l'article 149 TCE dans la combinaison des fondements juridiques a cependant été occultée dans certains cas, démontrant les limites des apports de cette méthode pour la valorisation des actions éducatives insérées aux accords de l'UE. Certains accords de partenariat de l'UE prévoient en effet un volet de coopération dans le secteur éducatif, sans qu'il soit fait référence à l'article 149 TCE dans la combinaison des fondements juridiques de l'accord. Ces derniers contiennent pourtant un article spécifiquement consacré à l'éducation,

¹³³³ Accord cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires JO L61 du 2 mars 2002, p29-31 ; accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires JO L34 du 5 février 2002, p19-20 ; accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires JO L17 du 19 janvier 2002, p56-57, basé sur les articles 13 TCE, 61 TCE, 95 TCE, 129 TCE, 137 TCE, 149 TCE, 150 TCE, 151 TCE, 152 TCE, 153 TCE, 156 TCE, 157 TCE, 166 TCE, 175 TCE, 308 TCE, 300 TCE

¹³³⁴ Dans la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, la Commission précise que « depuis le Conseil européen du Luxembourg, Chypre, Malte et la Turquie ont déjà participé ou se préparent à participer, à des degrés divers, à certains programmes. Cette participation a été négociée selon les procédures antérieures. Chypre, pour sa part, est associée depuis 1997 à des programmes concernant l'éducation, la formation professionnelle et la jeunesse (Socrates, Leonardo da Vinci et Jeunesse) et s'est engagée plus récemment dans des programmes relatifs à la politique audiovisuelle, à la recherche scientifique et aux PME. Malte participe aux programmes concernant l'éducation (Socrates) et la formation professionnelle (Leonardo da Vinci) depuis septembre 2000, au programme Jeunesse depuis janvier 2001 et, plus récemment, à des programmes de recherche. La Turquie ne participe pas encore entièrement aux programmes communautaires mais se prépare à participer à Socrates, Leonardo da Vinci et Jeunesse. Elle a également fait part de son intérêt à participer à plusieurs autres programmes. » (Point 2) - Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la Communauté européenne et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, COM (2001)481 final du 23 août 2001, AVC 2001/195, JO C340E du 30 octobre 2001, p342-345 (basé sur les articles 13, 61, 95, 129, 137, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 157, 170, 174, 308, 300 TCE)

¹³³⁵ Accord-cadre entre la Communauté européenne et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p29-34 ; accord-cadre entre la Communauté européenne et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p16-21 ; accord-cadre entre la Communauté européenne et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p9-14 ; accord-cadre entre la Communauté européenne et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005, p2-3 (13 TCE, 71 TCE, 80 TCE, 95 TCE, 127 TCE, 137 TCE, 149 TCE, 150 TCE, 151 TCE, 152 TCE, 153 TCE, 157 TCE, 166 TCE, 175 TCE, 280 TCE, 308 TCE, 300 TCE)

reprenant généralement la même formule, à savoir qu'une coopération est organisée entre les parties « ...en vue de relever le niveau de l'enseignement général et des qualifications professionnelles..., tant dans le secteur public que dans le secteur privé. La coopération porte en particulier sur les domaines suivants : le relèvement des systèmes d'enseignement supérieur et de formation..., notamment le système de certification des établissements d'enseignement supérieur et des diplômes d'enseignement supérieur, la formation de cadres et de fonctionnaires des secteurs public et privé dans des domaines prioritaires à déterminer, la coopération entre les établissements d'enseignement et entre les établissements d'enseignement et les entreprises, la mobilité des professeurs, diplômés, administrateurs, jeunes scientifiques et chercheurs, ainsi que des jeunes, la promotion des études européennes dans les institutions appropriées, l'enseignement des langues communautaires, la formation postuniversitaire d'interprètes de conférence, la formation de journalistes, la formation de formateurs. 3. La participation éventuelle d'une partie aux différents programmes d'éducation et de formation de l'autre partie pourrait être envisagée conformément à leurs procédures respectives et, le cas échéant, des cadres institutionnels et des programmes de coopération seront alors établis dans le prolongement de la participation ... [du pays tiers partenaire] au programme Tempus de la Communauté. »¹³³⁶. Ces accords prévoient de surcroît la prise en

¹³³⁶ Accord de partenariat et de coopération du 9 février 1995 établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part JO L96 du 28 juillet 1999, p48-89 (54, 57, 66, 75, 84, 99, 100, 113, 235 et 228 TCE, CECA et Euratom) - article 52 (éducation), article 51 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 55 (éducation à la sensibilisation écologique), article 61 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part du 14 juin 1994, JO L49 du 19 février 1998, p3-46 (54, 57, 66, 73, 75, 84, 99, 100, 113, 235, 228 TCE, CECA, Euratom) - article 59 (éducation), article 58 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 63 (éducation à la sensibilisation écologique), article 71 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Moldova, d'autre part du 28 novembre 1994, JO L181 du 24 juin 1998, p3-48 (bases : 54, 57, 66, 73, 75, 84, 99, 100, 113, 235, 228 TCE et CECA Euratom) - article 59 (éducation), article 58 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 61 (éducation à la sensibilisation écologique), article 68 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part du 23 janvier 1995, JO L196 du 28 juillet 1999, p3-45 (54, 57, 66, 73, 75, 84, 99, 100, 113, 235, 228 TCE, CECA, Euratom) - article 52 (éducation), article 51 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 55 (éducation à la sensibilisation écologique), article 61 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part du 21 juin 1999, JO L229 du 31 août 1999, p1-52 (308, 300, 44, 47, 55, 57, 71, 80, 93, 94, 133 TCE et CECA Euratom) - article 51 (éducation), article 50 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 54 (éducation à la sensibilisation écologique), article 61 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, du 22 avril 1996, JO L239 du 9 septembre 1999, p1-50 (44, 47, 55, 57, 71, 80, 92, 94, 133, 308, 300 du TCE et CECA et Euratom) - article 52 (éducation), article 51 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 55 (éducation à la sensibilisation écologique), article 60 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; Accord de partenariat et de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, du 22 avril 1996, JO L205 du 4 août 1999, p1-52 (44, 47, 55, 57, 71, 80,

compte de l'éducation dans le cadre de la coopération dans le domaine scientifique et technologique, dans le cadre de la coopération visant à lutter contre la dégradation de l'environnement, ainsi qu'en matière de santé et de sécurité.

554. Il est de ce fait surprenant qu'aucune référence ne soit faite à la base juridique de compétence en matière éducative dans la combinaison d'articles servant de fondement à ces accords. L'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération du 8 décembre 1997 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats mexicains, d'autre part¹³³⁷, qualifié d'« accord global »¹³³⁸, illustre également ce paradoxe. Alors qu'il ne fait pas mention de l'article 149 TCE dans la combinaison de ces fondements juridiques, il contient un article spécifique consacré à la 'coopération en matière de formation et d'éducation'¹³³⁹. Il est également fait référence aux mesures éducatives en matière de coopération dans le domaine des droits de l'Homme et de la démocratie à l'article 39 paragraphe 2 a) de l'accord, précisant que « la coopération se concentre essentiellement

93, 94, 133, 308, 300 TCE et CECA et Euratom) - article 54 (éducation), article 53 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 57 (éducation à la sensibilisation écologique), article 62 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, du 22 avril 1999 (44, 47, 55, 71, 80, 93, 94, 133, 308, 300 TCE et CECA et Euratom), JO L246 du 17 septembre 1999, p1-51- article 53 (éducation), article 52 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 56 (éducation à la sensibilisation écologique), article 62 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part du 24 juin 1994, JO L327 du 28 novembre 1997, p1-69 (CECA, Euratom et 54, 57, 66, 73, 75, 84, 99, 100, 113, 235, 228 TCE) - article 63 (éducation), article 62 (éducation dans le domaine scientifique et technologique), article 69 (éducation à la sensibilisation écologique), article 74 (éducation dans le domaine social, santé et sécurité) ; accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part JO L350 du 29 décembre 2009, p3-51 (44,47, 55, 57, 63, 71, 80, 93, 94, 133, 181A, 300 TCE) – article 49 (éducation), article 52 (éducation environnementale), article 70 (éducation en matière d'immigration)

¹³³⁷ Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération du 8 décembre 1997 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats mexicains, d'autre part – acte final – déclarations JO L276 du 28 octobre 2000, p44-80 (fondé sur 44, 47, 57, 71, 80, 133, 181, 300, 55 TCE)

¹³³⁸ Expression employée par la Commission in point 2 'L'UE et le Mexique' de la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Cheminement vers un partenariat stratégique » COM(2008)447 final du 15 juillet 2008

¹³³⁹ Article 30 de l'accord « 1. Les parties définissent les moyens d'améliorer sensiblement la situation du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle. Elles prêteront une attention particulière à l'éducation et à la formation professionnelle des groupes sociaux les plus défavorisés. 2. Les parties renforcent leur coopération dans le domaine de l'éducation, notamment dans celui de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, et intensifient les échanges interuniversitaires et interentreprises afin de développer le niveau d'expertise des cadres des secteurs public et privé. 3. Les parties accordent une attention particulière aux actions qui permettent d'établir des liens permanents entre leurs entités spécialisées respectives et qui favorisent les échanges d'informations, de savoir faire, d'experts et de ressources techniques, et ceux concernant la jeunesse, en exploitant les facilités offertes par le programme ALFA et l'expérience qu'elles ont acquises dans ce domaine. 4. La coopération entre les parties ouvrira la possibilité de conclure, de commun accord, un accord sectoriel dans le domaine de l'éducation, y compris de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la jeunesse. » - Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération du 08/12/1997 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats mexicains, d'autre part – acte final – déclarations JO L276 du 28 octobre 2000, p44-80

sur : a) le développement de la société civile grâce à des programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation »¹³⁴⁰. De même, plus récemment, l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak¹³⁴¹ du 11 mai 2012 contient un article 83 relatif à la coopération dans les secteurs de l'éducation, de la formation et de la jeunesse¹³⁴², sans qu'il ne soit fait référence à l'article 165 TFUE ou 166 TFUE dans les fondements juridiques de l'accord.

555. Il est donc souhaitable de remédier à ces oublis, induisant une source d'insécurité juridique et nuisant à une juste perception de l'importance de la coopération extérieure de l'UE dans le secteur éducatif. Malgré ces regrettables manquements de référence à l'article 149 TCE, la technique de combinaison de compétences reste à notre sens un instrument pertinent d'imbrication des moyens et un facteur essentiel de la reconnaissance d'une politique extérieure de l'éducation...

2. L'apport de la combinaison particulière des bases juridiques 'développement', 'commerce' et 'environnement', fondement de la stratégie globale de développement, en matière éducative

556. Après avoir observé l'adoption de mesures éducatives, respectivement en matière de coopération au développement, d'environnement et dans le cadre de la politique commerciale commune, il convient de constater le développement d'actions éducatives dans le cadre d'actes fondés sur la combinaison des bases juridiques 'développement' et 'commerce' (a) ou 'développement' et 'environnement' (b). Cette technique d'assemblage des bases juridiques, visant à établir une stratégie globale de développement, au sein de laquelle l'environnement ou le commerce occupent une place privilégiée, permet ainsi de réunir dans le cadre d'un même acte, les mesures éducatives élaborées, à la fois en matière de développement et en matière environnementale ou commerciale, ce qui participe à la structuration de la politique extérieure éducative de l'UE.

¹³⁴⁰ Ibid.

¹³⁴¹ Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part, du 11 mai 2012, JO L204 du 31 juillet 2012 p20-30 - basé sur la combinaison des articles 194 TFUE, 192 TFUE, 100 TFUE, 218 TFUE, 207 TFUE, 209 TFUE et 79 TFUE, 91 TFUE

¹³⁴² Ibid., article 83 « 1. Les parties s'efforcent de promouvoir la coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, sur la base de l'avantage mutuel, en tenant compte des ressources disponibles et en favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes. 2. Les parties encouragent tout particulièrement les échanges d'informations, de savoir-faire, d'étudiants, d'universitaires, de ressources techniques, de jeunes et de jeunes travailleurs, de même que le renforcement des capacités en exploitant les mécanismes mis en place dans le cadre des programmes de coopération existants et en tirant parti de l'expérience acquise par les deux parties en la matière. 3. Les deux parties conviennent également d'intensifier la coopération entre leurs établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de dispositifs tels que le programme Erasmus Mundus et de contribuer ainsi à l'excellence et à l'internationalisation de leurs systèmes éducatifs. »

a) Le développement d'actions éducatives dans le cadre d'actes fondés sur la combinaison des bases juridiques 'développement' et 'commerce'

557. La combinaison des bases juridiques relatives à la politique de développement et à la politique commerciale démontre également la complémentarité des mesures adoptées en matière de relations extérieures dès 1993. Un volet éducatif s'est développé dans le cadre des accords fondés sur cette combinaison de fondements juridiques, relatif à la coopération de la CE et du pays partenaire en matière d'éducation et de formation¹³⁴³ ou concernant des objectifs divers tels que l'investissement dans les ressources humaines dont l'importance doit être pris en considération dès l'éducation primaire, ainsi qu'en matière de formation professionnelle¹³⁴⁴, la lutte contre la pauvreté pouvant notamment être menée dans le cadre de la mise en place de programmes pilotes en matière d'éducation primaire¹³⁴⁵, la sensibilisation

¹³⁴³ Voir par exemple : article 58 de l'accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part du 2 juin 1997, JO L187 du 16 juillet 1997, p3-135 (113 et 130Y et 228 TCE) « les deux parties s'engagent à déterminer les moyens d'améliorer de façon significative la situation en matière d'éducation et de formation professionnelle. A cette fin, l'accès des femmes à l'éducation, y compris la formation technique, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, bénéficie d'une attention particulière. Afin de rehausser le niveau de qualification du personnel de direction dans les secteurs public et privé, les deux parties renforcent leur coopération en matière d'éducation et de formation professionnelle ainsi que la coopération entre universités et entreprises. La préparation de jeunes à devenir citoyens actifs d'une société civile démocratique devrait être promue activement. La coopération dans le domaine de la jeunesse, y compris la formation d'animateurs socio éducatifs, des échanges de jeunes et des activités de service volontaire, pourrait dès lors être soutenue et développée. Une attention particulière est accordée aux actions et aux programmes permettant l'établissement de liens permanents (Med campus...) entre des organismes spécialisées dans la Communauté et en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, susceptibles d'encourager la mise en commun et l'échange d'expériences et de ressources techniques. » ; voir également article 30 relatif à la coopération en matière de formation de l'accord-cadre de coopération entre la CEE et l'Accord de Carthagène et ses pays membres, la République de Bolivie, la République de Colombie, la République de l'Equateur, la République du Pérou et la République du Venezuela du 23 avril 1993, JO L127 du 29 avril 1998, p11-25 (113, 130Y, 228 TCE) ; article 20 'Coopération en matière de formation et d'éducation' de l'accord-cadre interrégional de coopération du 15 décembre 1995 entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun de Sud et ses Etats parties, d'autre part – déclaration commune sur le dialogue politique entre l'Union européenne et le Mercosur JO L69 du 19 mars 1996, p4-22 (113 et 130Y et 228 TCE) ; article 27 'coopération en matière de formation et d'éducation' de l'accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part – déclaration commune concernant le dialogue politique entre l'Union européenne et le Chili du 21 juin 1996, JO L209 du 19 août 1996, p5-21 (113, 130Y et 228 TCE)

¹³⁴⁴ Voir par exemple : article 11 'développement des ressources humaines' de l'accord de coopération entre la CE et le Royaume du Népal du 20 mai 1996, JO L137 du 8 juin 1996, p15-22 (113 et 130Y et 228 TCE) – « Les parties reconnaissent l'importance du développement des ressources humaines, tant au niveau de l'éducation primaire que de la formation technique » ; voir également : article 13 'développement des ressources humaines' de l'accord de coopération entre la CE et la République du Yémen du 25 novembre 1997, JO L72 du 11 mars 1998, p18-29 (113 130Y 228 TCE); article 10 de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et la République populaire du Bangladesh en matière de partenariat et de développement du 22 mai 2000, JO L118 du 27 avril 2001, p48-56 (133 et 181 et 300 TCE); article 14 de l'accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan en matière de partenariat et de développement du 24 novembre 2001, JO L378 du 23 décembre 2004, p23-36 (133 et 181 et 300 TCE)

¹³⁴⁵ Voir par exemple accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part – déclaration commune concernant le dialogue politique entre l'Union européenne et le Chili du 21 juin

en matière de lutte contre la drogue et le SIDA mise en œuvre dans le cadre d'activités éducatives clés¹³⁴⁶, la protection de l'environnement promue par l'éducation à l'environnement¹³⁴⁷ ou le développement social favorisé notamment par l'élaboration de programmes d'éducation et d'assistance pour les jeunes¹³⁴⁸.

1996, JO L209 du 19 août 1996, p5-21 (113, 130Y et 228 TCE) – article 23 « 1. Les parties réaffirment l'importance de leur coopération financière et technique, qui doit être orientée stratégiquement vers la lutte contre l'extrême pauvreté et, de façon générale, en faveur des couches sociales les plus démunies. 2. Cette coopération peut faire appel à des programmes pilotes, à savoir : ...d) des programmes dans le secteur de la santé et de l'éducation primaire » - article 27 'coopération en matière de formation et d'éducation' « 1. Les parties définissent, dans le cadre de leurs compétences respectives, les moyens d'améliorer la formation et l'éducation, tant dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation de base, que dans celui de la formation professionnelle ou de la coopération entre universités et entreprises. Une attention particulière est accordée à l'éducation et à la formation professionnelle des groupes sociaux les plus défavorisés. 2. Les parties accordent une attention particulière aux actions qui permettent l'établissement de liens permanents entre leurs entités spécialisées respectives et qui favorisent la mise en commun des ressources techniques et des échanges d'expériences. 3. Ces actions sont mises en œuvre principalement au moyen : a) d'accords entre les institutions d'éducation et de formation ; b) de rencontres entre organismes chargés de l'éducation et de la formation. 4. La coopération entre les parties a également pour objectif la conclusion d'accords sectoriels dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse. »

¹³⁴⁶ Voir par exemple article 13 de l'accord de coopération entre la CE et le Royaume du Népal du 20 mai 1996, JO L137 du 8 juin 1996, p15-22 (113 et 130Y et 228 TCE) – « les parties affirment leur résolution dans le domaine de la prévention et de la réduction de la toxicomanie et du sida, notamment par le renforcement des capacités des services sanitaires et le soutien d'activités clés en matière d'éducation sanitaire. » ; voir également article 25 de l'accord-cadre de coopération entre la CEE et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama du 22 février 1993, JO L63 du 12 mars 1999, p39-53 (113, 130Y et 228 TCE); article 25 de l'accord-cadre de coopération entre la CEE et l'Accord de Carthagène et ses pays membres, la République de Bolivie, la République de Colombie, la République de l'Equateur, la République du Pérou et la République du Venezuela du 23 avril 1993 JO L127 du 29 avril 1998, p11-25 (113, 130Y, 228 TCE) ; article 22 de l'accord-cadre de coopération du 30 octobre 1995 entre la Communauté et la République fédérative du Brésil JO L262 du 1^{er} novembre 1995, p54-65 (113 et 130Y et 228 TCE); article 13 de l'accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viêt-Nam du 14 mai 1996, JO L136 du 7 juin 1996, p29-36 (113, 130Y et 228 TCE); article 28 paragraphe 2 de l'accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part – déclaration commune concernant le dialogue politique entre l'Union européenne et le Chili du 21 juin 1996, JO L209 du 19 août 1996, p5-21 (113, 130Y et 228 TCE) ; article 3 de l'accord de coopération entre la CE et le Royaume du Cambodge du 29 avril 1997 – déclarations conjointes JO L269 du 19 octobre 1999, p18-28 (113 et 181 et 300 TCE); article 3 de l'accord de coopération entre la CE et la République démocratique populaire lao du 29 avril 1997, JO L 334 du 5 décembre 1997, p15-23 (113 et 130Y et 228 TCE)

¹³⁴⁷ Voir par exemple : article 18 de l'accord-cadre de coopération entre la CEE et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama du 22 février 1993, JO L63 du 12 mars 1999, p39-53 (113, 130Y et 228 TCE) – « les parties s'efforcent de réaliser des actions conjointes destinées notamment à ...promouvoir l'éducation à l'environnement à tous les niveaux et faire connaître largement les problèmes et leurs solutions pour sensibiliser l'opinion publique » ; voir également : article 17 paragraphe 3 de l'accord-cadre interrégional de coopération du 15 décembre 1995 entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun de Sud et ses Etats parties, d'autre part – déclaration commune sur le dialogue politique entre l'Union européenne et le Mercosur JO L69 du 19 mars 1996, p4-22 (113 et 130Y et 228 TCE); article 20 paragraphe 2 de l'accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part – déclaration commune concernant le dialogue politique entre l'Union européenne et le Chili du 21 juin 1996, JO L209 du 19 août 1996, p5-21 (113, 130Y et 228 TCE); article 50 de l'accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part du 2 juin 1997, JO L187 du 16 juillet 1997, p3-135 (113 et 130Y et 228 TCE)

¹³⁴⁸ Voir par exemple : article 24 paragraphe 2 de l'accord-cadre de coopération entre la CEE et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama du 22 février 1993, JO

558. Cette stratégie d'imbrication des fondements juridiques en matière commerciale et de développement a fait ses preuves. C'est pourquoi, la proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, illustre le maintien de cette combinaison de bases juridiques depuis le Traité modificatif de Lisbonne¹³⁴⁹. Prévoyant la coopération dans des domaines variés, l'accord vise à engager « un dialogue global et davantage de coopération dans tous les secteurs d'intérêt commun...notamment l'éducation et la formation »¹³⁵⁰, l'article 28 de l'accord concernant spécifiquement les relations des Parties en matière éducative¹³⁵¹. L'interconnexion sectorielle permet une gestion plus efficace des actions mise en œuvre en matière de coopération au développement, ce qui contribue à l'affirmation d'une politique de coopération au développement comparable en termes d'importance à la PESC¹³⁵² et s'inscrit dans les

L63 du 12 mars 1999, p39-53 (113, 130Y et 228 TCE) - « les mesures et actions à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs comportent des appuis, essentiellement sous forme d'assistance technique dans les domaines suivants : ...les programmes d'éducation et d'assistance pour les jeunes se trouvant dans une situation particulièrement difficile » ; voir également : article 24 de l'accord-cadre de coopération entre la CEE et l'Accord de Carthagène et ses pays membres, la République de Bolivie, la République de Colombie, la République de l'Equateur, la République du Pérou et la République du Venezuela du 23 avril 1993, JO L127 du 29 avril 1998, p11-25 (113, 130Y, 228 TCE) ; article 21 paragraphe 2 de l'accord-cadre de coopération du 30 octobre 1995 entre la Communauté et la République fédérative du Brésil, JO L262 du 1^{er} novembre 1995, p54-65 (113 et 130Y et 228 TCE) ; article 45de l'accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part du 2 juin 1997, JO L187 du 16 juillet 1997, p3-135 (113 et 130Y et 228 TCE)

¹³⁴⁹ Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part COM(2010)699 du 29 novembre 2010 (209, 218, 207 TFUE) ; décision 2012/279/UE du Conseil du 27 juin 2012 relative à la signature de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, JO L 137 du 26 mai 2012, p. 1 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, COM (2013)924 final - 2013/0440 (NLE)

¹³⁵⁰ Ibid., article 2 f)

¹³⁵¹ Ibid., article 28 « 1. Les parties conviennent de promouvoir, dans les domaines de l'éducation et de la formation, une coopération respectueuse de leur diversité afin d'accroître leur compréhension mutuelle et conviennent de sensibiliser l'opinion aux possibilités d'études au Viêt Nam et dans l'UE. 2. Les parties mettent en outre l'accent sur les mesures conçues pour créer des liens entre leurs agences spécialisées et établissements d'enseignement supérieur respectifs et pour encourager les échanges d'informations, de savoir-faire, d'étudiants, d'experts et de ressources techniques, en tirant parti des moyens offerts par es programmes de l'union en Asie du Sud Est dans les domaines de l'éducation et de la formation, ainsi que de l'expérience acquise par les deux parties en la matière. 3. Les deux parties conviennent de promouvoir la mise en œuvre de programmes d'enseignement supérieur adéquats, tels qu'Erasmus Mundus et le programme de formation d'interprètes de conférence, et d'encourager les établissements d'enseignement dans l'UE et au Viêt Nam à coopérer dans le cadre de diplômes ou de programmes de recherche communs en vue de développer la coopération et la mobilité universitaires. 4. Les parties conviennent en outre d'engager un dialogue sur les questions d'intérêt mutuel liées à la modernisation du système d'enseignement supérieur, d'enseignement technique et de formation professionnelle, ce qui pourrait notamment inclure des mesures d'assistance technique visant, entre autres, à améliorer le cadre de qualifications et l'assurance de la qualité. »

¹³⁵² Présentation du Commissaire Louis MICHEL sur la contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire au travers de sa politique de développement, 10 mars 2005, Collège d'Europe Bruges, Commission européenne,

nouvelles lignes directrices de l'action extérieure de l'UE. Dans ce cadre global, l'éducation occupe une place privilégiée en tant que secteur essentiel d'une croissance inclusive¹³⁵³.

559. De même la proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part¹³⁵⁴ définit un cadre plurisectoriel de coopération, intégrant dans un forum unique les échanges en matière de migrations, de criminalité organisée, de politique industrielle, de coopération entre les PME, de tourisme, d'énergie, d'éducation et de culture, d'environnement, de changement climatique, d'agriculture, de santé, de société civile et de modernisation de l'Etat et de l'administration publique. Afin de promouvoir l'objectif de « développement durable dans toutes ses dimensions »¹³⁵⁵, l'accord global, fondé sur la combinaison des bases juridiques 207 TFUE, 209 TFUE et 218 TFUE, prévoit un volet éducatif concernant, la réalisation des OMD particulièrement l'objectif d'éducation primaire pour tous, ainsi que le renforcement de la coopération entre les Parties en matière d'éducation notamment par la promotion des échanges interuniversitaires¹³⁵⁶.

SP07-104FR - Face aux nouveaux défis auxquels est confrontée la politique européenne de développement, le commissaire européen au développement Louis MICHEL a suggéré en 2005 de « développer une véritable Stratégie commune du développement, comparable à la Stratégie commune de sécurité à laquelle Javier SOLANA a œuvré » en faisant « jouer les valeurs ajoutées respectives des Etats membres, les relations particulières que certains entretiennent avec nos pays partenaires et le savoir-faire spécifique de chacun. Ceci tout en harmonisant nos critères et procédures de financement »

¹³⁵³ Communication de la Commission 'accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement' COM(2011)637 final du 13 octobre 2011, SEC(2011)1172, SEC (2011)1173 – point 3 « l'UE doit cibler son aide en faveur d'une croissance inclusive et durable sur : les secteurs qui jettent les bases de la croissance et contribuent à son caractère inclusif, notamment la protection sociale, la santé et l'éducation » ; notamment point 3.1 « l'UE doit adopter une approche plus globale de développement humain. Il s'agit notamment de soutenir les actions axées sur l'éducation et la santé de la population... »

¹³⁵⁴ Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, COM(2011)117 final du 14 mars 2011 (207 TFUE (ex 133 TCE), 209 TFUE (ex 179 TCE), 218 TFUE (ex 300 TCE)) ; décision du Conseil 2012/273/UE du 14 mai 2012 relative à la signature, au nom de l'Union, d'un accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, JO L134 du 24 mai 2012, p.4 (79, 207, 209 et 218 TFUE)

¹³⁵⁵ Ibid., article 1 de l'accord 'principes généraux' paragraphe 3 « Les parties confirment leur engagement à promouvoir le développement durable dans toutes ses dimensions... à contribuer à la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement... », article 2 'objectifs de la coopération' « dans le but de renforcer leurs relations bilatérales, les parties s'engagent à un dialogue global et à davantage de coopération dans tous les secteurs d'intérêt commun... »

¹³⁵⁶ Ibid., article 46 de l'accord 'Education et culture' « 1. Les parties conviennent de promouvoir la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture en tenant dûment compte de leur diversité, afin d'améliorer leur compréhension mutuelle et la connaissance de leurs cultures respectives. A cette fin, elles soutiendront et favoriseront les activités de leurs instituts culturels ainsi que de la société civile... 4. Les parties mettent en outre l'accent sur les mesures conçues pour créer des liens entre leurs agences spécialisées respectives et pour encourager les échanges d'informations, de savoir faire, d'étudiants, d'experts, de jeunes et de jeunes travailleurs et de ressources techniques, en tirant parti des moyens offerts par les programmes de l'Union en Asie dans les domaines de l'éducation et de la culture, ainsi que de l'expérience acquise par les deux parties en la matière. Elles conviennent de promouvoir la mise en œuvre de programmes d'enseignement supérieur adéquats, tels

560. La combinaison des bases juridiques en matière commerciale et de développement a vocation à être un fondement de principe des accords commerciaux conclus avec les pays partenaires de l'UE¹³⁵⁷, dans la mesure où cette dernière soutient la promotion de la responsabilité sociale des entreprises. Selon ce concept énoncé notamment par la norme internationale ISO 26 000, les organisations et les entreprises ont l'obligation de prendre en considération l'impact de leurs décisions et de leurs activités sur la société et l'environnement. Dans ce contexte, l'UE s'assure que les politiques extérieures qu'elle met en œuvre et que l'action des entreprises européennes contribuent au développement durable et au développement social dans les pays partenaires. Le Parlement européen préconise l'insertion d'une clause RSE dans tous les accords commerciaux de l'UE, c'est-à-dire que « les futurs accords commerciaux négociés par l'UE contiennent un chapitre sur le développement durable incluant une clause sur la RSE »¹³⁵⁸, sachant que le Parlement européen a une interprétation étendue de la notion de RSE incluant « le développement de l'éducation et de la formation tout au long de la vie »¹³⁵⁹.

b) Le développement d'actions éducatives dans le cadre d'actes fondés sur la combinaison des bases juridiques 'développement' et 'environnement'

561. La combinaison des bases juridiques de compétences communautaires en matière d'environnement et de développement s'est naturellement mise en place dans le cadre de la coopération en matière de développement durable, liant étroitement ces deux secteurs, et comprenant dès l'origine un volet éducatif¹³⁶⁰. Le règlement du 7 juillet 2000 intégrant la

qu'Erasmus Mundus, en vue de favoriser la coopération et la modernisation de l'enseignement supérieur, et d'encourager la mobilité universitaire. »

¹³⁵⁷ Voir en ce sens Professeur LEBULLENGER (J) « Signature de l'accord-cadre avec la Corée : l'Union européenne inaugure un nouveau modèle conventionnel », RTDE 2013, p599-602

¹³⁵⁸ Paragraphe 25 de la Résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur la responsabilité sociale des entreprises dans les accords commerciaux internationaux JO C99E du 3 avril 2012 p101-111

¹³⁵⁹ Ibid., paragraphe 12

¹³⁶⁰ Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à des actions réalisées dans les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement dans le contexte du développement durable du 9 mai 1996 COM(95)294, C4-0334/95, 95/0161(SYN), JO C152 du 27 mai 1996, p48 (130S, 130W, 189C TCE) – proposition approuvée avec les modifications suivantes insérant une référence à l'éducation: l'amendement 18 modifie l'article 2 paragraphe 2 premier tiret de la proposition disposant que les « actions-pilotes sur le terrain, y compris les échanges d'informations, susceptibles de contribuer au développement durable, à l'éveil de la conscience écologique, à l'éducation, à l'environnement ainsi qu'à la gestion durable des ressources naturelles », l'amendement 30 modifie l'article 4, paragraphe 1, disposant que « 1. Les moyens pouvant être mis en œuvre dans le cadre des actions visées à l'article 2 comprennent, outre les concours financiers, notamment de l'assistance technique, de l'éducation, de la formation et du perfectionnement ou d'autres services, des fournitures et des travaux, ainsi que des audits et des missions d'évaluation et de contrôle. », l'amendement 31 modifie l'article 4 paragraphe 2 précisant que « Le financement communautaire peut couvrir aussi bien des dépenses d'investissement à l'exclusion de l'achat de biens immeubles, que des dépenses de fonctionnement, en devises ou en monnaie locale, selon les besoins de la mise en œuvre des actions. Toutefois, à l'exception des programmes de formation et d'éducation, les dépenses de

dimension environnementale dans le processus de développement, prévoit ainsi le financement de mesures éducatives en la matière¹³⁶¹ et la Stratégie de l'UE, adoptée à Göteborg en 2001¹³⁶², vise à promouvoir le développement durable à long terme en poursuivant une multiplicité d'objectifs en matière de croissance économique, de cohésion sociale et d'environnement inclut un volet éducatif. Complétée par une dimension externe depuis le Conseil européen de Barcelone en 2002, renforcée depuis le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014)¹³⁶³, cette stratégie comprend nécessairement l'adoption de mesures éducatives indispensables pour promouvoir un niveau élevé d'éducation et la sensibilisation des populations aux enjeux du développement durable. Dans la nouvelle stratégie de l'UE en faveur du développement durable de 2006, ce concept vise en effet à « préserver la capacité de la Terre, à favoriser la vie dans toute sa diversité et repose sur les principes de la démocratie, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la solidarité, de l'Etat de Droit et du respect des droits fondamentaux, y compris la liberté et l'égalité de chances pour tous. Il vise à l'amélioration continue de la qualité de la vie et du bien être sur Terre des générations actuelles et futures. A cette fin il promeut une économie dynamique, le plein emploi, un niveau élevé d'éducation, de protection de la santé, de cohésion sociale et territoriale, ainsi

fonctionnement ne peuvent en général être couvertes que pour leur phase de lancement et de manière décroissante. L'achat de biens immobiliers est autorisé pour les projets visant à préserver la diversité biologique ou à conserver les écosystèmes. » ; règlement (CE) n° 722/97 du Conseil du 22 avril 1997 relatif à des actions réalisées dans les pays en développement dans le domaine de l'environnement dans le contexte du développement durable JO L108 du 25 avril 1997, p1-5 du 22 avril 1997 (130S, 130W, 189C TCE) – article 4 « 1. Les moyens pouvant être mis en œuvre dans le cadre des actions visées à l'article 2 comprennent notamment des études, de l'assistance technique, de l'éducation et de la formation ou d'autres services...Toutefois, à l'exception des programmes de formation, d'éducation et de recherche, ces dépenses ne peuvent, en règle générale, être couvertes que pour la phase de lancement et leur couverture décroît graduellement. » ; règlement (CE) n°2494/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement JO L288 du 15 novembre 2000, p6-10 (175, 179 et 251 TCE) – article 6 « 1. Le financement par la Communauté peut couvrir des études, l'assistance technique, des services d'éducation, de formation ou autres, des fournitures et des travaux limités...A l'exception des programmes de formation, d'éducation et de recherche, les dépenses courantes ne peuvent, en règle générale, être couvertes que pendant la phase de lancement, et leur financement est dégressif ».

¹³⁶¹ Règlement (CE) n°2493/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement, JO L288 du 15 novembre 2000, p1-5 (175, 179 et 251 TCE) - article 5 du règlement précisant que « 1. Le financement par la Communauté peut couvrir des études, l'assistance technique, des services d'éducation, de formation ou autres, des fournitures et des travaux limités...A l'exception des programmes de formation, d'éducation et de recherche, les dépenses courantes ne peuvent, en règle générale, être couvertes que pendant la phase de lancement, et leur financement est dégressif ».

¹³⁶² Conclusions du Conseil européen des 15 et 16 juin 2001, SN200/1/01REV1

¹³⁶³ www.unesco.org/fr/esd et conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable Bonn 2009 www.esd-world-conference-2009.org

que de protection de l'environnement dans un monde en paix et sûr, respectant la diversité culturelle »¹³⁶⁴.

562. L'éducation et la formation font donc explicitement parties des politiques intersectorielles poursuivies dans le cadre de la stratégie de développement durable. Considérées comme « les piliers du développement durable »¹³⁶⁵, elles font dans ce cadre l'objet d'une évaluation par la Commission, qui participera auprès des Etats membres à la promotion de l'éducation au développement durable¹³⁶⁶.

563. Dans le cadre des perspectives financières 2007-2013, l'Union a concentré son action sur le développement durable, la citoyenneté européenne et la promotion de l'Europe en tant que partenaire mondial¹³⁶⁷. La CE a ainsi étendu ses interventions en matière de développement durable au-delà des programmes purement consacrés à des questions liées au développement, par la conclusion d'accords complets de partenariat et de coopération avec la plupart des pays du Monde. Les programmes globaux élaborés ont donc pour spécificité de couvrir plusieurs domaines¹³⁶⁸, tel que le secteur éducatif, contribuant à la réduction de la pauvreté. Cette approche globale repose sur la transversalité des objectifs de coopération au développement consacrée à l'article 178 TCE¹³⁶⁹, réaffirmée en permanence par les institutions communautaires¹³⁷⁰ et systématiquement intégrée dans les accords de coopération au développement¹³⁷¹. Ainsi, à l'occasion du Consensus européen, la CE et les Etats membres, ont rappelé leur engagement à promouvoir la cohérence des politiques pour le

¹³⁶⁴ Paragraphe 1 de l'« Examen de la stratégie de l'UE en faveur du développement durable – nouvelle stratégie » Conseil de l'UE 10917/06 du 26 juin 2006

¹³⁶⁵ Paragraphe 3 du rapport de situation 2009 de la Commission sur la stratégie en faveur du développement durable COM(2009)400 du 24 juillet 2009 ; voir également point 4.1 du rapport de situation de la Commission sur la stratégie 2007 en faveur du développement durable COM(2007)642 du 22 octobre 2007 « l'éducation et la formation sont des préalables indispensables pour doter l'ensemble des citoyens des compétences nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable »

¹³⁶⁶ Voir en ce sens bilan des pratiques novatrices des Etats membres de l'UE et de l'EEE réalisé par la Commission soulignant l'importance de l'éducation au développement durable http://ec.europa.eu/education/more-information/doc/sustdev_en.pdf

¹³⁶⁷ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013, Bruxelles le 29 septembre 2004 COM(2004)626 final

¹³⁶⁸ Ibid.

¹³⁶⁹ Dispositions reprises dans l'article 208 TFUE

¹³⁷⁰ Voir notamment résolution « développement » du Conseil de mai 1997 ayant lancé le débat sur la cohérence, ce qui a donné lieu à une communication de la Commission au Conseil du 26 avril 2000 réaffirmant l'importance d'établir de liens entre la politique de développement et les autres politiques communautaires - COM(2000)212 Bull. UE 2000/4

¹³⁷¹ La cohérence est insérée dans les accords de coopération au développement. Par exemple dans l'accord de Cotonou du 23 juin 2000 « Cohérence des politiques communautaires et incidence sur l'application du présent accord », la CE prévoit que sans préjudice de l'article 96, une de ses mesures pourrait être susceptible d'affecter les intérêts des Etats ACP. Elle a une obligation d'information, des consultations ont lieu rapidement afin de présenter préoccupations et suggestions.

développement, en garantissant à cette fin que l'UE tienne « compte des objectifs pour la coopération au développement dans toutes les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement, et que ces politiques soutiennent des objectifs en matière de développement »¹³⁷². Sous l'impulsion de la présidence de l'UE, un programme de travail relatif à la cohérence des politiques au service du développement (CPD) a été mis en place dès 2005¹³⁷³, visant à prendre en considération les objectifs de développement dans toute autre politique, ce qui a notamment permis la négociation des accords de partenariat économique alliant développement et commerce, l'établissement d'un lien entre migration, sécurité et développement¹³⁷⁴ et la prise en compte systématique des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance. Bien qu'il soit souhaitable de consacrer l'éducation comme l'un des domaines prioritaires dans le cadre de la stratégie de cohérence des politiques pour le développement, afin d'impulser la réalisation de l'ODD visant à l'éducation primaire pour tous, cette stratégie globale de développement de l'UE a pour intérêt d'intégrer la politique extérieure éducative dans un ensemble cohérent visant à réduire la pauvreté. Cette approche garantit la cohérence de l'action extérieure de l'UE à la stratégie mondiale de développement, insérant l'éducation comme un ODD spécifique d'un programme général ambitieux de réduction de la pauvreté d'ici à 2015.

564. Depuis l'adoption du Consensus européen sur le développement, la Commission a en effet mis en exergue la contribution de toutes les politiques à la réalisation des ODD et rappelé l'importance de garantir une synergie entre la politique commerciale de Doha, la politique de la recherche, la politique environnementale et de sécurité¹³⁷⁵. Dans cette optique, la communication de la Commission « Vers une stratégie de l'UE pour l'aide au commerce :

¹³⁷² Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée 'le consensus européen' JO C46/01 du 24 février 2006, COM (2005)311 et Bull. UE 7/8-2005 point 1.6.32

¹³⁷³ En 2005, l'UE a décidé d'appliquer cette approche dans douze domaines d'intervention susceptibles d'accélérer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, concentré sur cinq domaines prioritaires depuis 2009 à savoir : commerce et finances, changement climatique, sécurité alimentaire, migration, sécurité ; site de référence http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/policy-coherence/index_fr.htm; Rapport 2013 de l'UE sur la cohérence des politiques pour le développement (document de travail de la Commission) : http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents/swd_2013_456_f1_staff_working_paper_en_v3_p1_746653_en.pdf

¹³⁷⁴ La Stratégie de l'UE pour l'Afrique : « vers un pacte euro africain pour accélérer le développement en Afrique » consacre un tournant dans la politique de développement qui doit également prendre en considération les questions des migrations clandestines, la traite des êtres humains, l'incidence de la situation des réfugiés sur le développement – COM (2005)489 final

¹³⁷⁵ Communication de la Commission du 12 avril 2005 « Cohérence des politiques au service du développement – accélérer la réalisation des ODD » COM(2005)134 final non publiée – acte lié document de travail de la Commission du 20 septembre 2007 Rapport à mi parcours de l'UE sur la cohérence des politiques pour le développement COM (2007)545 final non publié (cette communication ne mentionne cependant pas la politique communautaire éducative comme politique contribuant au développement)

la contribution de la Commission »¹³⁷⁶ permet de tracer la nouvelle stratégie d'aide au développement, s'inscrivant dans les négociations de Doha et visant à lier le commerce et le développement notamment par la conclusion des accords de partenariat économique avec les pays ACP. Il est à espérer que cette approche globale permettra d'établir un lien entre la politique de libéralisation du service d'éducation et la politique éducative participant à la réalisation des OMD et à la réduction de la pauvreté, ce qui renforcerait la visibilité et la cohérence de la politique extérieure de l'UE en matière d'éducation, voire même d'établir un lien entre le volet extérieur « développement » et le volet éducatif de Lisbonne.

565. La stratégie de développement durable est en effet complémentaire à la stratégie de Lisbonne, et « la société de la connaissance doit être un moteur de l'action en faveur du développement durable »¹³⁷⁷. Il est de ce fait primordial de coordonner la stratégie en faveur du développement durable avec les autres stratégies existantes notamment la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi¹³⁷⁸.

3. La combinaison particulière des bases juridiques 'éducation' et 'formation', fondement de la Stratégie de Lisbonne

566. La Stratégie globale de Lisbonne, visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive d'ici à 2010, intègre l'éducation comme un élément central de renforcement de la compétitivité européenne. Dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne, le Conseil et la Commission se sont ainsi efforcés de mettre en place « un cadre solide assurant la cohérence entre les divers volets de la politique en matière d'éducation et de formation au sein de la Communauté européenne »¹³⁷⁹ car si « les nombreuses réalisations et initiatives dans le domaine de l'éducation et de la formation témoignent de l'importance croissante de ces questions, leur nombre même, leur diversité et leurs liens multiples avec d'autres politiques, en particulier avec la Stratégie pour l'emploi et la stratégie de lutte contre l'exclusion sociale, rendent encore plus aiguë la nécessité d'améliorer leur cohérence stratégique »¹³⁸⁰. La Commission, en coopération avec les Etats membres, s'est de ce fait engagée à assurer « une liaison efficace entre le programme pour l'éducation et la formation

¹³⁷⁶ COM(2007)163 du 4 avril 2007 « Vers une stratégie de l'UE pour l'aide au commerce : la contribution de la Commission »

¹³⁷⁷ http://europa.eu/legislation_summaries/environment/sustainable_development/128117

¹³⁷⁸ Voir en ce sens communication de la Commission du 24 juillet 2009 « Intégrer le développement durable dans les politiques de l'UE : rapport de situation 2009 sur la stratégie de l'UE en faveur du développement durable COM(2009)400

¹³⁷⁹ Paragraphe 2.4 du « Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe », Conseil 2002/C142/01 du 14 juin 2002

¹³⁸⁰ Ibid.

tout au long de la vie et les programmes et actions en matière d'éducation et de formation menés dans le cadre des instruments de préadhésion de la Communauté et les autres formes de coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes »¹³⁸¹. Le nouveau programme Erasmus Mundus pour la période 2009-2013¹³⁸² mettait dans cette perspective en exergue l'importance d'assurer la synergie des programmes et la cohérence du programme Erasmus Mundus avec les autres politiques et les objectifs de l'Union¹³⁸³. L'actuel programme 'Erasmus +'¹³⁸⁴, basé sur la combinaison des articles 165 et 166 TFUE, intègre au sein d'un même cadre l'ensemble des programmes éducatifs et formatifs existants, y compris les programmes externes. Il permet ainsi de mettre fin « à la fragmentation des programmes internationaux de coopération dans l'enseignement supérieur »¹³⁸⁵ et d'avoir une réelle vision holistique de la politique extérieure de l'UE en matière d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport, en précisant de surcroît la complémentarité du programme avec les financements prévus par les instruments externes de coopération extérieure¹³⁸⁶. La nécessité d'assurer une cohérence et une complémentarité d'ensemble entre le programme de travail 'Education et formation 2010' et les autres politiques, instruments et actions communautaires connexes, notamment ceux concernant la culture, les médias, la jeunesse, la recherche et le développement, l'emploi, la reconnaissance des qualifications, les entreprises, l'environnement, les technologies de l'information et de la communication ainsi qu'avec le programme statistique communautaire, est maintenue dans le cadre du programme 2020. Dans ce contexte, un assemblage des bases juridiques de compétence s'avère pertinent pour fonder la stratégie de Lisbonne.

¹³⁸¹ Article 13 « cohérence et complémentarité avec les autres politiques » de la décision n° 1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO C 24 novembre 2006

¹³⁸² Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers Erasmus Mundus 2009-2013, SEC(2007)949, SEC(2007)950, COM(2007)395 final, COD(2007)145

¹³⁸³ L'obligation de « cohérence et complémentarité avec les autres politiques » est consacrée à l'article 11 de la décision, précisant que les institutions reconnaissent le rôle fondamental de l'enseignement supérieur dans les politiques sociales, culturelles et économiques et les liens qui existent entre ce programme et les autres politiques communautaires. Ce programme doit être cohérent avec le premier (continuité) et avec le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, le programme Marie Curie, la création de l'IET, le programme TEMPUS, le programme Atlantis, accord conclu avec le Canada, Alban, Alfa, Asialink ou Edulink.

¹³⁸⁴ Règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant « Erasmus + » : le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport et abrogeant les décisions n°1719/2006/CE, n°1720/2006/CE et n°1298/2008/CE, JO L347 du 20 décembre 2013, p50-73 (165 et 166 TFUE)

¹³⁸⁵ Ibid., considérant 2

¹³⁸⁶ Ibid., article 18 paragraphe 4

567. La combinaison des bases juridiques en matière d'éducation et de formation s'est imposée comme nécessaire dès les prémisses d'une action communautaire dans les secteurs éducatif et formatif¹³⁸⁷, et a servi de fondement à 75,8% des actes relatifs à la formation professionnelle sous l'application du TCE, comme l'illustre le tableau ci-dessous¹³⁸⁸. Cette combinaison des bases juridiques est maintenue sous l'application du TFUE dans la mesure où 75.9% des actes adoptés en matière de formation professionnelle sont fondés sur les articles 165 et 166 TFUE.

Taux de combinaison des bases juridiques de compétences en matière d'éducation et de formation				
Base juridique 'formation'	Nombre de documents basés sur la base jur. 'formation' ¹³⁸⁹	Dont nombre de documents relatifs à la formation basés sur la combinaison des bases jur. 'formation' et à 'éducation'		% de documents relatifs à la formation fondés sur la combinaison des bases jur. 'formation' et à 'éducation'
Basés sur 127 TCE (Traité de Maastricht)	86	126+127 TCE	58	67,4%
Basés sur 150 TCE (Traité d'Amsterdam)	84	149+150 TCE	72	85%
Basés sur 150 TCE (Traité de Nice)	95	149+150 TCE	70	73,7%
Basés sur 150 TCE (2006-2010)	54	149+150 TCE	42	77.7%
Basés sur 166 TFUE ¹³⁹⁰	48	165+166 TFUE	41	85.4%
TAUX MOYEN D'ENCHEVETREMENT SOUS L'APPLICATION DU TCE				75,8%

568. La combinaison de ces deux bases juridiques s'est de même avérée adéquate pour développer la Stratégie de Lisbonne, visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive au Monde et l'actuelle Stratégie Europe 2020¹³⁹¹. Fondée sur une recherche globale d'excellence européenne, la stratégie de Lisbonne se base sur l'inter-complémentarité d'un triangle sectoriel 'éducation-recherche-développement technologique', justifiant que les actions entreprises dans ce cadre se soient fondées sur la combinaison des articles 149 TCE et 150 TCE, actuels 165 TFUE et 166 TFUE. La combinaison de ces fondements juridiques a permis d'étendre considérablement l'utilisation de l'article 149 TCE, même à des domaines connexes tels que la sécurité sociale¹³⁹² ou le sport¹³⁹³, et a servi de support juridique aux

¹³⁸⁷ Voir supra

¹³⁸⁸ Tableau personnel élaboré sur la base des données Eur lex

¹³⁸⁹ Nombre de documents fondés sur la compétence d'attribution 'formation' par traité selon les données de la base Eur-Lex <http://eur-lex.europa.eu>

¹³⁹⁰ Etat des données Eur lex septembre 2014

¹³⁹¹ Conclusions du Conseil « Une éducation et une formation efficaces et innovantes pour investir dans les compétences à l'appui du semestre européen 2014 », JO C62 du 4 mars 2014, p4-6 ; conclusions du Conseil sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur, JO C168 du 14 juin 2013, p2-4 ; résolution du Parlement du 11 septembre 2012 'Education, formation et Europe 2020', JO C353E du 3 décembre 2013, p56-63 (165 et 166 TFUE, 14 Charte) ; conclusions du Conseil « Repenser l'éducation – investir dans les compétences pour de meilleurs résultats socio-économiques » et à l'examen annuel de la croissance 2013 », JO C64 du 5 mars 2013, p5-8 (165 et 166 TFUE) ; conclusions du Conseil du 26 novembre 2012 sur l'éducation et la formation dans le contexte de la stratégie Europe 2020 – la contribution de l'éducation et de la formation à la reprise économique, à la croissance et à l'emploi, JO C 393 du 19 décembre 2012, p5-7 (165 et 166 TFUE)

¹³⁹² Sans faire grand état de ce cas atypique (puisque'il s'agit du seul), il convient tout de même de relever l'avis du Comité économique et social européen sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil

divers documents d'élaboration et de mise en œuvre du concept d'éducation et de formation tout au long de la vie¹³⁹⁴ et d'apprentissage permanent¹³⁹⁵, reposant dans un premier temps sur l'assemblage des articles 126 et 127 du TCE¹³⁹⁶, puis des articles 149 et 150 TCE, excepté quelques rares exceptions pour lesquelles seul l'article 149 TCE a servi de fondement juridique¹³⁹⁷. Les articles 149 et 150 TCE combinés ont ainsi permis de poursuivre des

fixant les modalités d'application du règlement CE n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, COM(2006)16, 2006/0006COD, JO C324 du 30 décembre 2006, p59-67- basé exclusivement sur l'article 149 TCE. Bien que l'article 308 TCE aurait à notre sens mieux convenu, ce choix institutionnel en faveur de l'article 149 TCE semble se justifier par l'incorporation de la coordination des systèmes de sécurité sociale dans la stratégie globale Lisbonne, basée par principe sur 149 TCE.

¹³⁹³ Voir résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le livre blanc sur le sport (2007/2261(INI)) JO C271 du 12 novembre 2009, p51-67 ; livre blanc sur le sport est basé sur la combinaison des articles 149 TCE et 6 TUE. Cette combinaison particulière de l'article 149 TCE et 6 TUE n'était juridiquement pas nécessaire dans la mesure où l'article 149 TCE constitue par extension la base juridique matérielle de compétence pour l'adoption du livre blanc sur le sport. L'assemblage d'un article du TUE à un article du TCE est à notre sens annonciateur du changement juridique opéré par le Traité de Lisbonne. Le TFUE et le TUE version consolidée après Lisbonne concernent une seule et même entité, l'UE, ce qui permet d'envisager de nouvelles combinaisons d'articles visant à mieux encadrer l'action de l'UE. Dans le cas du livre blanc, il semble que l'adjonction de l'article 6 TUE confère une autre dimension à cet acte communautaire, en enchevêtrant les objectifs de préservation des droits fondamentaux et de réalisation des enjeux sportifs au niveau européen. Le Parlement européen insiste en effet sur les aspects d'équité, de non discrimination, d'égalité des chances en matière de sport, ce qui démontre sa volonté de préserver promouvoir les droits fondamentaux protégés par la Charte des droits fondamentaux et la CEDH. Ce livre blanc illustre un changement de direction fondamental de l'action des institutions européennes ne reposant plus sur la poursuite de différentes politiques mais sur la réalisation d'objectifs multiples dans le cadre de stratégies globales.

¹³⁹⁴ Décision n°1357/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la décision n°1720/2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie JO L350 du 30 décembre 2008, p56-57 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie JO C111 du 6 mai 2008, p1-7 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie JO L394 du 30 décembre 2006, p10-18 ; décision n°1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de vie JO L327 du 24 novembre 2006, p45-68

¹³⁹⁵ Conclusions du Conseil du 20 décembre 1996 relatives à une stratégie pour l'apprentissage permanent JO n°C007 du 10 janvier 1997, p6-12 (126, 127 et 3B TCE), paragraphe 4 « l'apprentissage permanent est un concept évolutif qui englobe aujourd'hui à la fois l'éducation traditionnelle et l'éducation parallèle »

¹³⁹⁶ Décision n°2493/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 1995 proclamant 1996 « Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie » JO L256 du 26 octobre 1995, p45-48 ; position commune (CE) n°4/95 arrêtée par le Conseil le 20 avril 1995 en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil proclamant 1996 « Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie » JO C130 du 29 mai 1995 p13 ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une 'année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (1996)' COM(94)264, C4-0143/94, 94/0199 COD JO C89 du 10 avril 1995 p123 ; avis du Comité économique et social sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (1996) JO C397 du 31 décembre 1994, p15

¹³⁹⁷ Avis du Comité économique et social européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie COM(2004)474, 2004/0153COD, JOC221 du 8 septembre 2005, p134-140 ; avis du Comité des régions sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie JO C164 du 5 juillet 2005, p59-64

objectifs globaux de la Stratégie de Lisbonne, tels que « la créativité et l'innovation »¹³⁹⁸ qui « requiert une démarche fondée sur l'éducation et la formation tout au long de la vie »¹³⁹⁹.

569. La combinaison des bases juridiques de compétences en matière d'éducation et de formation a également servi de fondement au développement du volet externe éducatif de la Stratégie de Lisbonne, que ce soit concernant les actes relatifs à la mise en place d'un EEER dont la qualité est reconnue mondialement, afin d'attirer les cerveaux étrangers, ou ceux liés à la promotion de la participation des pays tiers au développement de cet EEER. Concernant la mise en place d'un EEER de qualité, la coopération européenne développée depuis 1996 en matière d'évaluation de la qualité de l'éducation scolaire, est en effet basée sur ces deux bases juridiques combinées¹⁴⁰⁰, sauf quelques rares exceptions¹⁴⁰¹. Il en est de même concernant la coopération en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur et de la coopération en matière d'enseignement et de formation professionnels¹⁴⁰², fondées par

¹³⁹⁸ Décision n°1350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009) JO L348 du 24 décembre 2008, p115-117 ; avis du Comité des régions sur l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009) JO C257 du 9 octobre 2008, p46-50 ; proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009) COM(2008)159, COD 2008/0064

¹³⁹⁹ Décision n°1350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation, op.cit.

¹⁴⁰⁰ Recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire JO C191 du 1^{er} juillet 2011, p1-6 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2001 concernant la coopération européenne en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement scolaire JO L60 du 1^{er} mars 2001, p51-53 ; communication de la Commission au Parlement européen concernant la position commune du Conseil relative à la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire SEC(2000)1920 final, COD2000/0022 ; avis du Comité des régions sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire JO n° C317 du 6 novembre 2000, p56-59 ; proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire COM(2000)523, COD 2000/0022 ; avis du Comité économique et social sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire JO C168 du 16 juin 2000, p30-33 ; proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire COM(99)709 final ; conclusions du Conseil du 20 décembre 1996 sur l'efficacité de l'école : principes et stratégies pour la promotion de la réussite scolaire JO C007 du 10 janvier 1997, p1-5

¹⁴⁰¹ Conclusions du Conseil du 16 décembre 1997 portant sur l'évaluation de la qualité de l'enseignement scolaire JO C001 du 3 janvier 1998, p4-5, fondées exclusivement sur 126 TCE

¹⁴⁰² Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels pour appuyer la stratégie Europe 2020, JO C380E du 11 décembre 2012, p67-81 (165 et 166 TFUE) ; proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) SEC(2008)442, SEC(2008)443, COM(2008)180 final, COD 2008/0070 ; proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels SEC(2008)440, SEC(2008)441, COM(2008)179 final, COD 2008/0069 ; document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le système européen de crédits d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels (EVCET) résumé de l'analyse d'impact

principe sur les articles 149 et 150 TCE¹⁴⁰³. Les institutions ont également favorisé la reconnaissance des diplômes, qui selon les conclusions du Conseil du 6 mai 1996 repose sur l'établissement de synergies entre reconnaissance académique et reconnaissance professionnelle des titres de formation au sein de la Communauté sur ce double fondement juridique. La combinaison des bases de compétences communautaires en matière d'«éducation» et «formation» s'est ainsi imposé de manière pragmatique, car selon l'analyse du Conseil, «à cause notamment de bases juridiques différentes et des objectifs spécifiques à atteindre la reconnaissance doit être traitée sous deux aspects complémentaires : la reconnaissance des diplômes à des fins professionnelles...la reconnaissance des titres de formations (y compris les périodes d'études) à des fins académiques»¹⁴⁰⁴.

SEC(2008)443 ; document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (CERAQ) résumé de l'analyse d'impact SEC(2008)441 ; résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnels COM(2006)180, C6-0174/2006, 2006/0061(CNS) JO C314E du 21 décembre 2006 ; accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L346 du 9 décembre 2006, p34-40, JO L200M du 1^{er} août 2007 ; décision 2006/910/CE du Conseil du 4 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L346 du 9 décembre 2006, p33 ; accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L71 du 13 mars 2001, p8-14 ; décision 2001/196/CE du Conseil du 26 février 2001 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L71 du 13 mars 2001 p7 ; basés sur les articles 126 TCE et 127 TCE : accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L279 du 22 novembre 1995, p13-17 ; décision 95/487/CE du Conseil du 23 octobre 1995 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L279 du 22 novembre 1995, p11-12

¹⁴⁰³ Basés sur 149 TCE et 150 TCE : résolution législative du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur COM(2004)642, C6-0142/2004, 2004/0239(COD) JO C233E du 28 septembre 2006, p100-102 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur JO L64 du 4 mars 2006, p60-62 ; proposition de recommandation du Conseil et du Parlement européen concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur COM(2004)0642 final, COD 2004/0239 ; basés sur 126 et 127 TCE : recommandation du Conseil du 24 septembre 1998 sur la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur JO L270 du 7 octobre 1998, p56-59 ; position commune (CE) 29/98 arrêtée par le Conseil le 26 février 1998 en vue de l'adoption de la recommandation du Conseil sur la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur JO C178 du 10 juin 1998, p1 ; résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Conseil concernant la coopération européenne visant à garantir la qualité dans l'enseignement supérieur COM(97)0159, C4-0263/97, 97/0121SYN, JO C371 du 8 décembre 1997, p26 ; proposition de recommandation du Conseil concernant la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur, SYN97/0121

¹⁴⁰⁴ Conclusions du Conseil du 6 mai 1996 sur les synergies entre reconnaissance académique et reconnaissance professionnelle des titres de formation au sein de la Communauté JO C195 du 6 juillet 1996, p6-7

570. La reconnaissance des diplômes implique également la transparence et la reconnaissance des qualifications, ce qui a conduit les institutions à adopter le cadre Europass¹⁴⁰⁵, sur le fondement des articles 149 TCE et 150 TCE combinés, sauf exception basée exclusivement sur 149 TCE¹⁴⁰⁶, cadre visant à assurer une meilleure transparence des qualifications et des compétences afin de faciliter la mobilité dans toute l'Europe. Ce dernier est complété par le cadre européen des certifications (CEC)¹⁴⁰⁷, qui permet aux Etats membres de l'UE et aux Etats tiers participants, de comparer, reconnaître et établir des correspondances entre les niveaux de certifications dans un cadre commun fondé sur les principes d'assurance qualité. Il contribue à la promotion de l'éducation et la formation tout au long de la vie et à « l'intégration du marché européen du travail, dans le respect de la riche diversité des systèmes éducatifs nationaux »¹⁴⁰⁸. Les aspects éducatifs et formatifs sont de même étroitement liés en ce qui concerne la mise en place d'un modèle européen de curriculum vitae¹⁴⁰⁹, le soutien fourni par l'UE aux organismes actifs en matière d'éducation et de formation¹⁴¹⁰, les activités en matière d'e-learning¹⁴¹¹, dans la mesure où les programmes

¹⁴⁰⁵ Décision n°2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 instaurant un cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass), JO L390 du 31 décembre 2004, p6-20 (149 TCE, 150 TCE et 251 TCE) - La décision permet la création d'un portefeuille personnel et coordonné de documents mis à la disposition des citoyens pour mieux faire connaître et présenter leurs qualifications et compétences dans toute l'Europe.

¹⁴⁰⁶ Avis du Comité économique et social européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil instaurant un cadre unique pour la transparence des qualifications et des compétences Europass COM(2003)796 final, JO C117 du 30 avril 2004, p12-14

¹⁴⁰⁷ Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, JO C111 du 6 mai 2008, p1-7 (149 et 150 TCE) ; rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Evaluation du cadre européen des certifications (CEC) – mise en œuvre de la recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », COM(2013)897 du 19 décembre 2013 « au mois de juin 2013, 20 Etats membres avaient présenté leurs rapports nationaux sur la mise en correspondance avec le CEC. Les autres (huit Etats membres, quatre pays candidats et la Norvège) projettent de terminer ce processus en 2013-2014. »

¹⁴⁰⁸ Paragraphe 1 de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, op.cit.

¹⁴⁰⁹ Par exemple recommandation de la Commission du 11 mars 2002 relative à un modèle européen du curriculum vitae (CV) (texte présentant un intérêt EEE) JO L079 du 22 mars 2002, p66-72 (149, 150 TCE et 211 TCE)

¹⁴¹⁰ Décision n°791/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation JO L138 du 30 avril 2004, p31-39 (149, 150 et 251 TCE) ; décision n°790/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, JO L138 du 30 avril 2004, p24-30 (149, 251 TCE)

¹⁴¹¹ Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe – programme e-learning COM (2002)751, C5-0630/2002, 2002/0303COD, JO C64E du 12 mars 2004, p169-182 ; décision n°2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des TIC dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe (apprendre en ligne) JO L345 du 31 décembre 2003, p9-16

d'éducation et de formation Socrates et Leonardo da Vinci comprennent respectivement le développement de l'éducation ouverte et à distance ainsi que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Il en est de même des mesures éducatives promouvant le multilinguisme dans l'UE¹⁴¹², « thème transversal majeur, qui recouvre les domaines sociaux, culturels, économiques et donc éducatifs »¹⁴¹³, de promotion de la mobilité transnationale dans l'UE à des fins d'éducation et de formation¹⁴¹⁴.

571. Concernant la participation des pays tiers à l'EEER, celle ci est prévue dans les programmes éducatifs¹⁴¹⁵, comme l'illustre notamment le programme d'éducation tout au long de la vie¹⁴¹⁶. Elle représente un élément essentiel de l'actuel programme 'Erasmus +' visant à « renforcer la dimension internationale de l'éducation et de la formation, notamment par la coopération entre les établissements de l'Union et des pays partenaires dans le domaine de l'EFP et de l'enseignement supérieur »¹⁴¹⁷. La participation des pays tiers à l'EEER est également organisée dans le cadre d'accords internationaux, fondés sur les articles 149 TCE

¹⁴¹²Par exemple décision n°1934/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant l'année européenne des langues 2001 JO L232 du 14 septembre 2000, p1-5 (extension EEE)

¹⁴¹³Voir par exemple résolution du Conseil du 21 novembre 2008 relative à une stratégie européenne en faveur du multilinguisme JO C320 du 16 décembre 2008 p1-3 – le Conseil estime que « le multilinguisme est un thème transversal majeur, qui recouvre les domaines sociaux, culturels, économiques et donc éducatifs » ; résolution du Parlement européen sur un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme JO C314E du 21 décembre 2006, p207-210

¹⁴¹⁴Voir par exemple recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la mobilité transnationale dans la Communauté à des fins d'éducation et de formation : charte européenne de qualité pour la mobilité JO L394 du 30 décembre 2006, p5-9 ; recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs JO L215 du 9 août 2001, p30-37

¹⁴¹⁵Voir par exemple accord entre la CE et la république de Chypre portant adoption des conditions et modalités de la participation de la République de Chypre à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse JO L29 du 31 janvier 2001 p40-44 ; accord entre la Communauté et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse JO L267 du 20 octobre 2000, p47-51 ; décision n°2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe ('apprendre en ligne') JO L345 du 31 décembre 2003, p9-16 - article 10 la participation au programme des pays candidats à l'adhésion à l'UE et des Etats de l'AELE membres de l'EEE, article 11 prévoit une forme de 'coopération avec les pays tiers' « A l'initiative de la Commission, des experts de pays tiers autres que ceux visés à l'article 10 peuvent être invité à participé à des conférences et réunions, à l'exclusion toutefois des réunions de comité visé à l'article 6. » ; décision n°2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 instaurant un cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass) JO L390 du 31 décembre 2004, p6-20 – point 10 « la participation devrait être ouverte aux Etats adhérents, aux pays tiers de l'EEE et aux pays candidats à l'adhésion de l'UE, conformément aux dispositions pertinentes qui figurent dans les instruments régissant les relations entre la Communauté et ses pays. Les ressortissants des pays tiers qui résident dans l'UE devraient également pouvoir bénéficier de ce système. »

¹⁴¹⁶Voir par exemple l'accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions de la participation de la Confédération suisse au programme Jeunesse en action et au programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation toute au long de la vie (2007-2013), JO L87 du 7 avril 2010, p9-18 (165, 166, 218 TFUE)

¹⁴¹⁷Article 5 paragraphe d) du règlement n°1288/2013, op.cit.

et 150 TCE combinés, déterminant les modalités de la coopération de l'UE avec ses pays partenaires en matière 'd'enseignement supérieur, d'enseignement et de formation professionnels'¹⁴¹⁸, tels que l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique du 18 décembre 2000, dans le cadre duquel les parties ont reconnu « la contribution cruciale de l'éducation et de la formation au développement de ressources humaines capables de participer à une économie globale fondée sur la connaissance »¹⁴¹⁹, ou 'd'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse', comme l'illustre la coopération établie entre l'UE et le Canada¹⁴²⁰.

572. L'imbrication des bases juridiques en matière de formation professionnelle et d'éducation devrait avoir une incidence réelle sur la reconnaissance d'une 'politique' à part entière de l'éducation, dans la mesure où le secteur de la formation fait l'objet d'une politique de l'UE reconnue par le droit originaire. Définie comme « une action commune et cohérente et progressive impliquant que chaque Etat membre définisse des programmes et assure des réalisations qui soient conformes aux présents principes généraux et aux mesures d'application qui en découleront. »¹⁴²¹, la politique commune de formation professionnelle relève de surcroît de la même catégorie de domaines de compétences, à savoir la compétence d'appui. S'inspirer de cette définition pour reconnaître la 'politique de l'éducation' n'entraverait de ce fait aucunement la compétence des Etats membres en la matière, mais permettrait au contraire de consolider les acquis par la consécration d'une action commune de mise en œuvre, gagnant en cohérence et pouvant légitimement s'inscrire dans le long terme. Cette approche est d'autant plus nécessaire dans le cadre de la réforme de l'action extérieure de l'UE basée sur plus de visibilité, de simplicité et d'efficacité. Le lien étroit entre les secteurs éducatif et formatif, établis même au sein des stratégies extérieures globales, argue en faveur de cette reconnaissance de la politique éducative.

¹⁴¹⁸ Voir par exemple : accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L346 du 9 décembre 2006, p34-40 ; accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L71 du 13 mars 2001, p8-14

¹⁴¹⁹ Accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique du 18 décembre 2000 renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L71 du 13 mars 2001, p8-14 (149, 150 et 300 TCE)

¹⁴²⁰ Accord entre la CE et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse JO L397 du 30 décembre 2006, p115-21 ; accord entre la CE et le Gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation JO L71 du 13 mars 2001, p16-22;

¹⁴²¹ Décision 63/266/CEE du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle JO 63 du 20 avril 1963, p1338-1341

573. L'analyse des arguments fondant la politique de formation professionnelle¹⁴²² permet de constater qu'ils seraient pareillement transposables au domaine éducatif. Afin de relever les défis économiques et politiques, les Etats membres doivent en effet garantir l'accès à l'emploi ce qui implique une action corrélative en matière éducative permettant de préparer la main d'œuvre aux exigences évolutives du marché unique. Une politique de l'éducation contribuerait dans ce contexte à faire face aux changements économiques structurels induits par l'économie mondialisée de la connaissance, soulevant des adaptations urgentes ses systèmes éducatifs. Déterminée en considération des objectifs généraux du traité, une politique commune de l'éducation consolidera la libre circulation des travailleurs et des apprenants, considérant que chacun doit avoir, tout au long de sa vie, la possibilité de recevoir un enseignement adapté et de se perfectionner. Les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune d'éducation doivent s'appliquer à toutes les personnes, jeunes et adultes, pouvant être appelées à exercer une activité professionnelle ou qui l'exercent déjà, sachant qu'une attention particulière doit être portée au personnel enseignant et instructeur. Considérant que la réalisation des objectifs éducatifs de grande envergure nécessite non seulement une action sur le plan national mais également la possibilité pour la Commission de proposer au Conseil et aux Etats membres, dans le cadre du traité, des mesures appropriées, et qu'elle implique une collaboration étroite tant entre les Etats membres qu'entre les Etats membres et les institutions compétentes de l'UE, une politique commune de l'éducation

¹⁴²² Ibid., « considérant que l'accomplissement de l'obligation imposée aux Etats membres par le traité de pratiquer une politique économique qui assurent notamment le maintien d'un haut degré d'emploi, exige une action correspondante pour adapter la qualification professionnelle des forces de travail aux tendances qui se manifestent dans le développement économique général et dans l'évolution des conditions technologiques de production ; considérant que, dans la perspective d'une mise en œuvre accélérée du marché commun et en relation avec la coordination des politiques régionales et la réalisation progressive d'une politique agricole commune, les transformations structurelles qui s'opèrent actuellement dans certains secteurs économiques soulèvent des problèmes urgents de formation et de réorientation professionnelles ; considérant qu'une politique commune de formation professionnelle susceptible de contribuer, aux termes de l'article 128 du traité, au développement harmonieux tant des économies nationales que du marché commun doit être définie à la lumière des objectifs généraux du traité et, en particulier, du préambule et de l'article 2 ; considérant que la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle efficace favorisera la réalisation de la libre circulation des travailleurs ; considérant que le droit fondamental de chacun de choisir librement sa profession, l'établissement et le lieu de formation ainsi que le lieu de travail doit être respecté ; considérant que chacun doit avoir, au cours des différentes étapes de sa vie professionnelle, la possibilité de recevoir une formation adéquate, de se perfectionner et de bénéficier de la réadaptation professionnelle dont il aurait besoin ; considérant que les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle doivent s'appliquer à l'ensemble de la préparation professionnelle des personnes, jeunes et adultes, pouvant être appelées à exercer une activité professionnelle ou qui l'exercent déjà jusqu'au niveau des cadres moyens et qu'il convient d'attribuer une importance particulière à la formation et au perfectionnement du personnel enseignant et instructeur (JO CE n° 31 du 26 avril 1962 p1034/62), considérant que la réalisation des objectifs énoncés dans les principes généraux ci-après requiert non seulement une action sur le plan national mais également la possibilité pour la Commission de proposer au Conseil et aux Etats membres , dans le cadre du traité, des mesures appropriées, et qu'elle implique une collaboration étroite tant entre les Etats membres qu'entre les Etats membres et les institutions compétentes de la Communauté »

s'avère indispensable. Si l'intervention communautaire s'est rapidement établie en matière de formation dès les débuts de la construction européenne, il est indéniable que le même constat peut s'effectuer dans le domaine éducatif.

Paragraphe 2/ Les concepts holistiques de l'éducation, éléments structurants d'une politique à part entière de l'UE en matière éducative

574. L'approche holistique consiste à percevoir les phénomènes comme des totalités irréductibles à la somme ou même à l'association structurelle de leurs composantes. Le développement de concepts globaux éducatifs, recouvrant l'intégralité des aspects éducatifs formels, informels et non formels, et tous les niveaux d'éducation, contribue au renforcement de l'action extérieure de l'UE en la matière (A). L'analyse des concepts d'éducation tout au long de la vie et d'éducation au développement, démontrera l'impact positif de l'approche holistique sur la cohérence de l'action extérieure de l'UE dans le secteur éducatif et sa visualisation (B).

A/ Une action extérieure éducative de l'UE étendue à l'éducation non formelle et informelle

575. Constatant que « le manque de compétences et qualifications de base adaptées aux nouvelles exigences du marché du travail constitue un obstacle majeur à l'intégration dans la société »¹⁴²³, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une définition large du domaine d'action en matière éducative, permettant de répondre aux nouvelles attentes des individus dans le secteur de l'apprentissage, et prenant en considération les exigences du marché de l'emploi en matière de qualifications professionnelles et académiques, par la mise en place de nouveaux modes alternatifs d'enseignement dans les structures d'enseignement traditionnelles et en dehors. Dans un livre blanc intitulé « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne » du 21 novembre 2001¹⁴²⁴, la Commission a eu l'occasion de souligner la nécessité de définir les concepts d'éducation non formelle et informelle, afin de renforcer la cohérence des actions. Dans cet objectif, le Conseil a adopté une résolution relative à la valeur de l'éducation et de la formation non formelles et informelles¹⁴²⁵, visant, d'une part, à « favoriser la mobilité en

¹⁴²³ Paragraphe 18 de la décision n°1098/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relative à l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010) JO L298 du 7 novembre 2008, p20-29 (137 et 251 TCE)

¹⁴²⁴ Doc. 14441/01 COM (2001)681

¹⁴²⁵ Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sur la reconnaissance de la valeur de l'éducation et de la formation non formelles et informelles dans le domaine de la Jeunesse en Europe JO C168 du 20 juillet 2006 p1-3; Communiqué de presse du Conseil de l'UE, 2729^{ème}

créant des ponts entre l'éducation et la formation, formelles, non formelles et informelles »¹⁴²⁶ et encourageant, d'autre part, les Etats à renforcer ces actions, en prenant en considération les travaux du Conseil de l'Europe¹⁴²⁷, afin de favoriser la coordination des actions des Etats membres, en adoptant les mêmes concepts terminologiques¹⁴²⁸, et la coopération au niveau international avec les pays tiers et les organisations internationales, particulièrement « en matière de recherche, de méthodologie et de modèles d'évaluation relatifs à l'éducation et à la formation non formelles »¹⁴²⁹.

576. Conformément à la définition des programmes adoptés en matière d'éducation non formelle établie par l'UNESCO, précisant qu'il s'agit « ...de programmes d'alphabetisation des adultes, d'éducation d'enfants non scolarisés, d'acquisition de compétence utiles à la vie ordinaire et professionnelle et de culture générale »¹⁴³⁰, l'UE a adopté diverses mesures éducatives non formelles et informelles, que ce soit en matière humanitaire¹⁴³¹, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale¹⁴³², l'éducation des enfants migrants¹⁴³³ ou le sport¹⁴³⁴.

session du Conseil 'Education, jeunesse, culture', 9148/06 (Presse 131), Bruxelles, les 18 et 19 mai 2006 www.consilium.europa.eu/Newsroom

¹⁴²⁶ Résolution sur la reconnaissance de la valeur de l'éducation et de la formation non formelles et informelles dans le domaine de la jeunesse en Europe, op.cit.

¹⁴²⁷ Elaboration en cours d'un Portfolio européen pour les responsables et travailleurs de jeunesse

¹⁴²⁸ Trois critères ont été déterminés par le Conseil de l'Europe pour distinguer l'éducation formelle, non formelle et informelle. Si les activités éducatives sont structurées dans le cadre du système scolaire et universitaire, qu'il y a une reconnaissance officielle d'acquis par l'obtention d'un titre ou d'un diplôme et qu'il y a une 'intentionnalité éducative' clairement annoncée, il s'agit d'éducation formelle. Si une activité remplit seulement le troisième critère, à savoir, une 'intentionnalité éducative' il s'agit d'éducation non formelle. Si le troisième critère n'est pas posé a priori on est dans une situation d'éducation informelle, c'est-à-dire l'apprentissage lié à l'expérience quotidienne. Symposium du Conseil de l'Europe sur l'éducation non formelle – 13 au 18 octobre 2000 Strasbourg ; Le règlement (UE) 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant 'Erasmus +' (op.cit.) respecte ces critères dans la définition des concepts à l'article 2 « 2) éducation non formelle : un apprentissage se déroulant selon des activités planifiées (pour ce qui est des objectifs et du temps d'apprentissage) dans le cadre duquel une forme de support à l'apprentissage est présente (ex. : une relation étudiant-enseignant) mais qui ne fait pas partie du système formel d'éducation et de formation ; 3) éducation informelle : un apprentissage résultant d'activité quotidienne liées au travail, à la famille ou aux loisirs, qui n'est pas organisé ou structuré selon des objectifs, une durée ou un support à l'apprentissage ; il peut être non intentionnel du point de vue de l'apprenant » ; Sur l'importance de conférer le même sens terminologique aux concepts voir point 4.7 de l'avis du 24 septembre 2003 du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, JO C10 du 14 janvier 2004, p18-20 « Le CESE remarque que la version anglaise du document figurant en annexe I fait référence à l'éducation informelle au lieu de l'éducation non formelle. Les autres versions linguistiques traitent de l'éducation non formelle, ce qui correspond au sens que donne le CESE à ces termes. »

¹⁴²⁹ Voir en ce sens point viii) de la résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 28 juin 2001 visant à favoriser chez les jeunes le sens de l'initiative, l'esprit d'entreprise et la créativité : de l'exclusion à l'émancipation (2001/C196/02)

¹⁴³⁰ Conférence générale de l'UNESCO, 1997, site <http://www.cemea.asso.fr/forumeduc/index.htm>

¹⁴³¹ Voir par exemple le document de travail des services de la Commission 'les enfants dans les situations d'urgence et de crise' COM(2008)55 SEC(2008)135 – la Commission à travers la DG ECHO finance des programmes de protection et de prévention du recrutement des enfants, notamment en Colombie, avec entre autres des actions d'éducation informelles »

¹⁴³² Conclusions du Conseil sur le rôle de la culture dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale JO C324 du 1^{er} décembre 2010, p16-17 ; résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats

577. La mise en place du programme Jeunesse, visant notamment à promouvoir les actions éducatives non formelles et informelles en faveur de la jeunesse¹⁴³⁵, est certainement l'action la plus aboutie en la matière. Intégré dans un premier temps au programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, et actuellement au programme Erasmus +¹⁴³⁶, le programme Jeunesse contribue au développement des mesures d'éducation non formelles et informelles dans le cadre de la Stratégie Europe 2020 qui s'inscrit dans la continuité de la Stratégie de Lisbonne, fondée sur un concept global d'éducation et de formation tout au long de la vie, couvrant l'« ensemble de l'enseignement général, de l'enseignement et de la formation professionnels, de l'éducation non formelle, et de l'apprentissage informel entrepris pendant toute la vie, aboutissant à une amélioration des connaissances, des questions et des compétences dans une perspective civique, sociale et/ou professionnelle. Elle englobe la fourniture de service de conseil et d'orientation. »¹⁴³⁷. Le Conseil a en ce sens considéré l'éducation formelle, informelle et non formelle d'un point de vue égalitaire en leur accordant une même importance en matière de reconnaissance des qualifications et des compétences dans le cadre Europass, et en favorisant ainsi « la reconnaissance des compétences des personnes travaillant auprès des jeunes et dans les organisations de jeunesse »¹⁴³⁸.

membres, réunis au sein du Conseil, relative à l'inclusion active des jeunes : lutter contre le chômage et la pauvreté JO C137 du 27 mai 2010, p1-6

¹⁴³³ Résolution du Parlement européen du 2 avril 2009 sur l'éducation des enfants des migrants JO C137E du 27 mai 2010, p1-5

¹⁴³⁴ Voir notamment Conclusions du Conseil du 18 novembre 2010 sur le sport, source et levier de l'inclusion sociale active JO C326 du 3 décembre 2010 ; Communication de la Commission 'L'action de l'UE en matière d'éducation par le sport : prolonger les réalisations de l'AEES 2004' COM(2005)6680, SEC(2005)1741 ; déclaration du Conseil de l'UE et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 5 mai 2003 'la valeur sociale du sport pour la jeunesse' JO C134 du 7 juin 2003, p5

¹⁴³⁵ Voir par exemple appel à proposition EACEA/13/11 programme « Jeunesse en action » - système d'appui à la jeunesse – sous action 4.6 'partenariats' JO C221 du 27 juillet 2011, p21-23 – « le programme a pour objectif de soutenir les partenariats encourageant la participation des régions, des municipalités, acteurs de la société civile et organismes à responsabilité sociétale à ses activités de jeunes et d'éducation non formelle » ; décision n°1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant le programme Jeunesse en action pour la période 2007-2013, JO L327 du 24 novembre 2006, p30-44 ; communication de la Commission du 30 mai 2005 sur les politiques européennes de la jeunesse « Répondre aux préoccupations des jeunes Européens » COM (2005)206 final non publié au JO précisant que les mesures prises seront intégrées à la Stratégie de Lisbonne révisée dont les éléments reposent sur l'article 149 TCE et viseront à réduire le nombre de jeunes quittant prématurément l'école, l'amélioration de l'accès à l'enseignement professionnel, secondaire, supérieur y compris les apprentissages et la formation à l'esprit d'entreprise, la définition des cadres communs pour rendre les systèmes de qualification plus transparents et analyser la validation de l'apprentissage non formel et informel.

¹⁴³⁶ Chapitre III du règlement n°1288/2013, op.cit.,

¹⁴³⁷ Décision n°1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie – article 2 'définition' paragraphe 29

¹⁴³⁸ Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sur la reconnaissance de la valeur de l'éducation et de la formation non formelles et informelles dans le domaine de la jeunesse en Europe JO C168 du 20 juillet 2006, p1-3 – le Conseil invite les Etats membres et la Commission à « encourager, tout en tenant compte de la situation propre à chaque Etat membre, la mise au point

578. Bien que des progrès restent à faire en matière d'évaluation des résultats de l'éducation non formelle¹⁴³⁹, cette dernière s'affirme clairement comme la « clé d'une stratégie sur la formation tout au long de la vie »¹⁴⁴⁰ et constitue ainsi un volet de coopération incontournable dans l'objectif de promotion de la mobilité dans l'EEER et de qualité, ce qui justifie un renforcement de son importance dans la stratégie renouvelée¹⁴⁴¹ et dans le cadre du nouveau programme 'Erasmus +'¹⁴⁴².

579. L'UE favorise en effet l'adoption de mesures d'éducation non formelles et informelles dans le cadre de sa coopération avec les pays tiers, comme l'illustre l'accord signé entre la CE et les Etats Unis établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle¹⁴⁴³, ou encore l'accord de stabilisation et d'association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part, qui prévoit que « les parties coopèrent en vue de relever le niveau

dans le cadre Europass d'un élément spécifique au domaine de la jeunesse assurant comparabilité et transparence et visant à recenser et reconnaître les qualifications et les compétences acquises par les jeunes dans le cadre de l'éducation et de la formation non formelles ou informelles, qui puisse être joint à un des certificats ou des autres documents de reconnaissance ou en faire partie intégrante », « encourager les organismes publics et les ONG à utiliser et, le cas échéant, à adapter des instruments assurant comparabilité et transparence et visant à permettre la reconnaissance des compétences des personnes travaillant auprès des jeunes et dans les organisations de jeunesse, conformément au Portfolio européen pour responsables et travailleurs de jeunesse actuellement en cours d'élaboration au Conseil de l'Europe »

¹⁴³⁹Le CESE constate que « des débats ont eu lieu pendant de nombreuses années dans l'UE sur la reconnaissance des résultats de l'éducation non formelle, à savoir une éducation menée en marge des structures traditionnelles d'éducation, et qui complète l'éducation formelle en fournissant aux personnes des compétences pratiques, des compétences génériques, des exemples d'attitudes appropriées et en encourageant la citoyenneté active. Si ces débats n'ont pas débouché sur des accords au niveau de l'UE, l'éducation non formelle est progressivement reconnue comme facilitant l'accès au marché du travail. Le CESE considère que l'UE devrait analyser l'état de cette question dans l'optique de l'éducation pour l'inclusion » in Point 1.5 de l'avis du CESE sur 'l'éducation pour l'inclusion : un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » Rapporteur : MC SANCHEZ MIGUEL 28 avril 2010, SOC/365, CESE 641/2010

¹⁴⁴⁰Résolution du Parlement européen du 23 septembre 2008 sur le processus de Bologne et la mobilité des étudiants JO C8E du 14 janvier 2010, p18-21 - point H « considérant que la reconnaissance de l'éducation informelle et non formelle est la clé d'une stratégie sur la formation tout au long de la vie »

¹⁴⁴¹Résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clé dans un monde en mutation : mise en œuvre du programme de travail « Education et formation 2010 » JO C161E du 31 mai 2011, p8-15 – point 43 « estime que l'éducation non formelle est un domaine éducatif complémentaire à l'éducation formelle et recommande de la traiter en tant que telle lors de l'élaboration de la politique « Education et formation 2010 » - point 64 « plaide pour que la Commission européenne intègre l'éducation non formelle, l'enseignement et la formation professionnels et les élèves dans le futur critère de référence en matière de mobilité dans la stratégie « Education et formation 2020 » et reprenne le critère de référence du processus de Bologne sur la mobilité des étudiants »

¹⁴⁴²Article 12 du règlement n°1288/2013, op.cit. - Le programme prévoit la poursuite des objectifs d'éducation non formelle et informelle par des actions de mobilité des individus, de coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques et par le soutien à la réforme des politiques

¹⁴⁴³Accord entre la CE et les Etats Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L346 du 9 décembre 2006 p34-40 – la Conférence transatlantique de 1997 intitulée 'Un pont sur l'Atlantique : relation de peuple à peuple' a souligné le potentiel de coopération entre la CE et les Etats Unis d'Amérique dans le domaine de l'éducation non formelle.

de l'enseignement général et technique au Monténégro, ainsi que de l'enseignement et de la formation professionnelle et d'améliorer les politiques en faveur de la jeunesse et du travail des jeunes, y compris l'éducation non formelle »¹⁴⁴⁴. La participation des pays tiers à l'EEER est de surcroît prévue par le programme Jeunesse qui promeut notamment la coopération et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques avec les pays tiers dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation non formelle¹⁴⁴⁵.

B/ Analyse des concepts

580. Trois concepts méritent une attention particulière du fait de leur incidence sur la structuration de l'action éducative et sur sa portée, à savoir le concept d'éducation et de formation tout au long de la vie (1), le concept d'éducation au développement (2) et le concept d'éducation inclusive (3).

1. Le concept d'éducation et de formation tout au long de la vie : une approche holistique des formes d'éducation

581. A l'occasion de la refonte du règlement portant création de la Fondation européenne pour la formation, la Commission a eu l'occasion de constater le 25 juillet 2007 que « ces dernières années, la politique de l'UE en matière d'éducation et de formation a changé de perspective : les différents secteurs ne sont plus envisagés séparément au bénéfice du concept d'éducation et de formation tout au long de la vie (EFTLV) qui suppose une vision holistique dans laquelle l'éducation et la formation s'inscrivent dans un système intégré d'éducation et de formation comprenant l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement supérieur, l'EFPI initiale et continue ainsi que l'éducation permanente et celle des adultes... »¹⁴⁴⁶.

582. La Stratégie de Lisbonne, fondée sur le triangle 'éducation, formation et recherche', englobe ainsi tous les volets éducatifs des politiques, liées aux compétences de l'UE, qui contribuent à la compétitivité économique et à l'emploi dans l'UE et à la réalisation de l'objectif unique d'éducation tout au long de la vie. Ce concept holistique concerne tous les

¹⁴⁴⁴ Accord de stabilisation et d'association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part, JO L108 du 29 avril 2010, p3-354 (217 et 218 TFUE) – extraits de l'article 102

¹⁴⁴⁵ L'article 11 d) du règlement n°1288/2013 prévoit un renforcement « de la dimension internationale des activités dans le domaine de la jeunesse » pour la période 2014-2020, voir également l'appel à proposition EACEA/11/10 – programme Jeunesse en action – action 3.2 – Jeunesse dans le Monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE JO C64 du 16 mars 2010, p4-7 – le présent appel octroie des subventions aux projets et vise notamment « à promouvoir la coopération et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation non formelle »

¹⁴⁴⁶ Point 2.1 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) COM(2007)443 final, COD (2007/163) du 25 juillet /2007

stades d'apprentissage, de la petite enfance à la formation professionnelle et toutes les formes d'apprentissage que ce soit les systèmes éducatifs formels ou informels, partant du constat que « tous les niveaux d'éducation et de formation peuvent contribuer à la créativité et à l'innovation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie : les premiers stades de l'éducation centrés sur la motivation, l'acquisition de compétences d'apprentissage et d'autres compétences essentielles et les stades ultérieurs axés sur des compétences plus spécifiques, ainsi que sur la création, le développement et l'application de nouvelles connaissances et de nouvelles idées »¹⁴⁴⁷. Ce concept a été enrichi au cours de l'avancée de la stratégie de Lisbonne, étendue à la coopération en matière d'enseignement et de formation professionnels qui devraient, selon les préconisations du Conseil « être étroitement lié à l'enseignement général et à l'enseignement supérieur »¹⁴⁴⁸, pour répondre aux besoins du marché du travail et des travailleurs.

583. La détermination d'un concept global d'éducation et de formation tout au long de la vie permet de mettre un terme à la séparation artificielle de secteurs d'intervention de l'UE étroitement liés¹⁴⁴⁹. Elle a pour avantage de fonder l'interprétation extensive de la compétence

¹⁴⁴⁷ Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements réunis au sein du Conseil du 22 mai 2008 sur la promotion de la créativité et de l'innovation dans le cadre de l'éducation et de la formation JO n°C141 du 7 juin 2008, p17-20 (2008/C141/10)

¹⁴⁴⁸ Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sur les priorités futures de la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnels (EFP) JO C18 du 24 janvier 2009, p6-10 - « 1. L'enseignement et la formation professionnels (EFP) constituent un volet essentiel de l'apprentissage tout au long de la vie, qui couvre tous les niveaux de qualification pertinents et qui devrait être étroitement lié à l'enseignement général et à l'enseignement supérieur. », « 4. Afin de répondre aux besoins du marché du travail, il convient d'encourager les régimes d'alternance, qui associent apprentissage en milieu scolaire et sur le lieu de travail, et de développer la formation des adultes dans les entreprises et dans les établissements d'enseignement supérieur », « 8. Pour favoriser la mobilité des travailleurs, des apprenants et des formateurs d'un système à l'autre et d'un pays à l'autre, il convient de mettre en œuvre les outils européens communs de transparence et de reconnaissance des qualifications tels que Europass, le cadre européen des certifications (CEC), le système européen de transfert de crédits d'enseignement (ECTS) et le futur système européen de transferts de crédits pour l'EFP (ECVET) » - les priorités et orientations consistent à : « mettre en œuvre au niveau national et au niveau européen les outils et dispositifs de la coopération en matière d'enseignement et de formation professionnels », « renforcer la qualité et l'attractivité des systèmes d'enseignement et de formation professionnels », « renforcer les liens entre l'enseignement et la formation professionnels et le marché du travail », « renforcer les modalités de la coopération européenne » ; Résolution du 12 novembre 2002 le Conseil a approuvé une résolution visant à promouvoir le renforcement de la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels JO C13 du 18 janvier 2003, p2 - Cette résolution a servi de base à la déclaration adoptée par les ministres chargés de l'enseignement et de la formation professionnels des Etats membres de l'UE, des pays membres de l'AELE/EEE et des pays candidats en voie d'adhésion, ainsi que par la Commission et les partenaires sociaux européens, lors de leur réunion à Copenhague les 29 et 30 novembre 2002, qui constitue la stratégie visant à améliorer la performance, la qualité, et l'attrait de l'EFP, communément appelé 'processus de Copenhague'.

¹⁴⁴⁹ Par exemple avis du CESE du 15 octobre 1998 sur la « proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Jeunesse' JO C410 du 30 décembre 1998, p11-14 - « la proposition présentée par la Commission constitue une occasion exceptionnelle de mener à une politique de la jeunesse coordonnée et commune dans les Etats membres. Elle reflète notamment la volonté d'intégrer

de l'UE en matière d'éducation, en structurant l'action éducative et formative de l'UE et en garantissant son efficacité par la diversification des moyens d'action. La cohérence et l'efficacité de l'action éducative sont de surcroît garanties par ce concept qui pallie à la segmentation des progrès. En effet, « sans l'EFTLV, les progrès dans ces domaines seraient fragmentés (du point de vue du champ des activités et du nombre des pays participants), les activités seraient menées à plus petite échelle et de façon plus limitée, et un certain nombre de résultats importants n'auraient simplement pas été atteints »¹⁴⁵⁰.

584. Du fait de son intérêt évident, le concept d'apprentissage tout au long de la vie est un élément intégré dans le long terme à la politique éducative de l'UE et à son développement. Repris dans le programme 'Erasmus +' pour la période 2014-2020 dans les mêmes termes, il vise dans ce cadre à l'« amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences dans une perspective personnelle, civique, sociale et/ou professionnelle, y compris la fourniture de services de conseil et d'orientation »¹⁴⁵¹, couvrant ainsi plusieurs formes d'éducation telle que l'éducation à l'entrepreneuriat¹⁴⁵².

2. Le concept d'éducation au développement : une approche holistique des finalités éducatives

585. La promotion du développement par l'éducation est un objectif de dimension internationale que l'UE a de longue date pris en considération dans le cadre de sa coopération extérieure¹⁴⁵³. Le concept précis d'« éducation au développement » a cependant fait l'objet d'un

d'avantage la politique de la jeunesse et la politique de la formation » (point 2.1), « ces deux domaines politiques, séparés « artificiellement » par une certaine tradition, ont pourtant toutes les raisons d'être traités ensemble, ne serait-ce que parce que les problèmes de la politique de la jeunesse et ceux de la politique de formation se conditionnent de plus en plus mutuellement et ne peuvent dès lors plus être résolus séparément » (point 2.2)

¹⁴⁵⁰ Rapport de la Commission du 7 juillet 2011 au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'évaluation intermédiaire du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', COM(2011) 413

¹⁴⁵¹ Article 2 paragraphe 1 du règlement (UE) n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant 'Erasmus +', op.cit. « éducation et formation tout au long de la vie : l'ensemble constitué par l'enseignement général, l'enseignement et la formation professionnels, l'éducation non formelle et l'éducation informelle entrepris tout au long de la vie, aboutissant à une amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences ou de la participation de la société dans une perspective personnelle, civique, culturelle, sociale et/ou professionnelle, y compris la fourniture de services de conseil et d'orientation » ; proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant Erasmus pour tous 23 novembre 2011, COM(2011)788 final, SEC(2011)1402 et SEC(2011)1403 – article 2 « 20. Aptitudes : la capacité d'appliquer des connaissances et d'utiliser un savoir faire pour exécuter des tâches et résoudre des problèmes », « 21. Compétence : la capacité avérée d'utiliser des connaissances, des aptitudes et des attitudes de manière responsable et autonome dans des contextes d'apprentissage et des environnements sociaux et professionnels », « 22. Compétences clés : l'ensemble des connaissances, aptitudes et attitudes de base nécessaires à toute personne pour l'épanouissement et le développement personnels, la citoyenneté active, l'inclusion sociale et l'emploi »

¹⁴⁵² Education à l'entrepreneuriat—appel à proposition 28/G/ENT/CIP/12/E/NO1CO1 JOC22 du 27 janvier 2012

¹⁴⁵³ Le concept d'éducation au développement a été déterminé dans le cadre des accords internationaux, d'aide au développement et d'association tel que l'illustre l'article 83 de la convention ACP-CEE, relatif à la

intérêt accru depuis la Stratégie de Göteborg de l'UE de 2001 révisée¹⁴⁵⁴, qui adopte un objectif large du développement durable, fondé à la fois sur la croissance économique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement, et relève le rôle déterminant de l'éducation dans l'impulsion d'un changement de comportement nécessaire pour parvenir au développement durable. Elle précise notamment que « le renversement des tendances non durables dépendra en grande partie de la qualité de l'éducation en matière de développement durable qui sera dispensée à tous les niveaux, y compris sur des questions telles que l'utilisation durable des sources d'énergie et des systèmes de transport, les modes de consommation et de production durables, la santé, la compétence des médias et une citoyenneté mondiale responsable »¹⁴⁵⁵. Objectif prioritaire du consensus européen pour le développement¹⁴⁵⁶, l'éducation au développement est ainsi consacrée par les institutions comme un instrument essentiel de sensibilisation au développement durable¹⁴⁵⁷. Un cadre stratégique spécifique relatif au rôle de la sensibilisation et de l'éducation au développement, a été adopté en 2007, par le personnel et les représentants d'un large éventail d'organisations et d'institutions, dont la Commission et le Parlement européen, concernées par le

coopération agricole (Titre VI) qui précise dans son paragraphe 2 e) que « la coopération dans le domaine du développement rural contribue, dans le cadre des objectifs généraux de la coopération financière et technique, notamment : au développement socioculturel du monde rural, notamment par des actions intégrées dans le domaine de la santé et de l'éducation » deuxième convention ACP-CEE signée à Lomé le 31 octobre 1979 JO L347 du 22 décembre 1980 p1, base juridique 238 TCEE

¹⁴⁵⁴ Conclusions du Conseil européen des 15 et 16 juin 2001 SN200/1/01REV1 - stratégie de l'UE en faveur du développement durable (SDD) adoptée à Göteborg – révisée en 2006 et en 2009

¹⁴⁵⁵ Point 15 de l'annexe à l' « Examen de la stratégie de l'UE en faveur du développement durable – nouvelle stratégie » Conseil de l'UE 10917/06 du 26 juin 2006

¹⁴⁵⁶ Partie I section 4.3, paragraphe 18 de la Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'UE « Le consensus européen » Doc. 14820/05 du Conseil de l'UE du 22 novembre 2005

¹⁴⁵⁷ Résolution du Conseil Développement du 8 novembre 2001 sur l'éducation au développement et la sensibilisation de l'opinion publique européenne en faveur de la coopération au développement ; résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres sur la politique de coopération au développement de l'UE (2007/2140(INI)) JO C66E du 20 mars 2009, p38-47 ; conférence sur la sensibilisation et l'éducation au développement pour une solidarité nord sud Bruxelles 19 et 20 mai 2005 ; conférence d'Helsinki sur l'éducation au développement en Europe, qui s'est tenue les 3 et 4 juillet 2006 ; point 12 de la Résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clés dans un monde en mutation : mise en œuvre du programme de travail « Education et formation 2010 » - le Parlement « reconnaît que la mondialisation a modifié en profondeur la société européenne et recommande d'inclure l'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale dans tous les types d'éducation afin de permettre aux citoyens de relever les défis d'un monde en mutation et d'en saisir les opportunités. », JO C161E du 31 mai 2011, p8-15 ; paragraphe 61 de la Résolution du Parlement européen du 21 septembre 2012 sur la réduction de la pauvreté et la création d'emploi dans les pays en développement : la voie du progrès, 2009/2171 JO C50E du 21 février 2012 p37-47 – le Parlement « invite les donateurs à investir intelligemment dans l'éducation au développement pour les citoyens » ; point 7.9 de l'Avis du Comité économique et social européen sur le thème « Initiatives collectives de la société civile en faveur du développement durable », JO C21 du 21 janvier 2011, p9-14 « des efforts accrus doivent être déployés dans la recherche de méthodes permettant de changer le comportement des personnes. Un moyen très utile est certainement l'intégration de l'éducation au développement durable dans les systèmes d'enseignement nationaux afin de sensibiliser les enfants à ces questions. »

développement international et l'éducation au développement. Ce dernier propose des « principes, des objectifs et des caractéristiques distincts et communs qui permettront aux Etats, aux ONG et à d'autres parties européennes et acteurs de la société civile de relever les défis et de saisir les opportunités de sensibilisation et d'éducation des citoyens au développement »¹⁴⁵⁸. Il définit l'éducation au développement comme un moyen contribuant « à éradiquer la pauvreté et à promouvoir le développement durable par des approches et des activités de sensibilisation et d'éducation reposant sur les valeurs de droits de l'Homme, de la responsabilité sociale, de l'égalité homme-femme et du sentiment d'appartenance à un seul monde, sur des idées et des perceptions des disparités entre les conditions de vie des êtres humaines et des efforts nécessaires pour surmonter ces disparités, ainsi que sur la participation à des actions démocratiques visant à influencer sur des situations sociales, économiques, politiques, ou environnementales qui ont une incidence sur la pauvreté et le développement durable »¹⁴⁵⁹.

586. Cette approche large du concept d'éducation au développement est reprise dans les conclusions du Conseil du 19 novembre 2010 sur l'éducation au développement durable, qui rappellent l'importance de la prise en compte de l'éducation au développement « à tous les niveaux de l'éducation et de la formation formels, mais aussi non formels et informels »¹⁴⁶⁰. Le Conseil estime que l'éducation au développement durable « devrait s'appuyer sur une approche éducative fondée sur la valeur et interdisciplinaire qui favorise la réflexion et l'enseignement systémiques et qui permette d'acquérir de nouvelles connaissances, compétences et attitudes. Elle devrait encourager la réflexion créatrice et l'innovation et s'inscrire dans une perspective à long terme, notamment pour ce qui est de notre responsabilité à l'égard des générations futures. L'éducation au développement ne constitue pas une manière distincte, mais plutôt un ensemble de principes et de valeurs sous jacents, tels que la justice, l'équité, la tolérance, la sobriété et la responsabilité, qui doivent être transmis de manière plus transversale... »¹⁴⁶¹. Il s'agit donc clairement d'un concept holistique visant à permettre à chaque individu d'acquérir les connaissances, les compétences et les attitudes

¹⁴⁵⁸ « Le consensus européen », op.cit.

¹⁴⁵⁹ Paragraphe 12 du consensus européen, op.cit.

¹⁴⁶⁰ Paragraphe 4 des conclusions du Conseil du 19 novembre 2010 sur l'éducation au développement durable, JO C327 du 4 décembre 2010, p11-14 « l'éducation au développement durable (EDD) inscrite dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie, est indispensable pour édifier une société durable et est par conséquent souhaitable à tous les niveaux de l'éducation et de la formation formels, mais aussi non formels et informels »

¹⁴⁶¹ Ibid., paragraphe 5

indispensables à l'adoption d'un comportement respectueux de la préservation du monde dans lequel il vit et des générations futures qui pourront y vivre et travailler.

587. Les Etats restent les acteurs principaux en matière de promotion de l'éducation au développement dans le cadre de stratégies nationales, étant encore à leurs prémises¹⁴⁶², c'est pourquoi les institutions européennes favorisent l'échange de bonnes pratiques afin de sensibiliser les Etats membres à leur mise en place ou à leur développement¹⁴⁶³. Le Conseil a notamment déterminé des lignes directrices particulièrement précises afin d'orienter les Etats, en définissant l'action en matière d'éducation au développement par niveau d'études. Dans ces conclusions du 19 novembre 2010, il précise ainsi que « dans sa mise en œuvre, l'éducation au développement devrait être adaptée à chaque niveau d'enseignement, en tenant compte du contexte particulier. Les établissements d'enseignement préélémentaires peuvent encourager l'acquisition par les enfants de valeurs, d'attitudes et de connaissances fondamentales, qui serviront ensuite de fondement à l'apprentissage lié au développement durable. Dans le cadre de l'enseignement primaire et secondaire, l'éducation au développement peut mettre l'accent sur la sensibilisation et l'acquisition de compétences de base, et elle peut être adaptée pour tenir compte du contexte particulier et des étapes ultérieures de l'apprentissage. Dans le cadre de l'enseignement et de la formation professionnels et de l'enseignement supérieur, l'éducation au développement devrait être renforcée et se concentrer sur l'acquisition de compétences et d'aptitudes plus spécifiques requises dans divers domaines d'activités, ainsi que sur des questions telles que la prise de décision responsable par des personnes et des communautés et la responsabilité sociale des entreprises. »¹⁴⁶⁴. Par ces orientations le Conseil invite les Etats membres à faire en sorte que l'éducation au développement devienne un élément des stratégies nationales d'éducation et de formation tout au long de la vie axées sur le développement personnel, social et professionnel des citoyens. Il préconise « que l'éducation au développement soit, en tant que besoin,

¹⁴⁶² Voir en ce sens paragraphe AP et AQ de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres sur la politique de coopération au développement de l'UE (2007/2140(INI)) JO C66E du 20 mars 2009, p38-47 (177 et 181 TCE) - « Considérant qu'un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement a proposé que la Commission et les Etats membres se fixent pour objectif de consacrer 3% ou plus de leur aide publique au développement aux dépenses de sensibilisation du public et d'éducation au développement », le Parlement européen a constaté que si « tous les nouveaux Etats membres, à l'exception de la Pologne et de Malte, considèrent l'éducation au développement comme une priorité de leurs plateformes nationales des ONGD...aucun nouvel Etat membre ne possède encore de stratégie nationale sur l'éducation au développement ».

¹⁴⁶³ En ce sens Commission européenne « bilan des pratiques novatrices des Etats membres de l'UE et de l'EEE réalisé par la Commission sur l'importance de l'éducation au développement »

http://ec.europa.eu/education/more_information/doc/sustdev_en.pdf

¹⁴⁶⁴ Paragraphe 7 des Conclusions du Conseil du 19 novembre 2010 sur l'éducation au développement durable, op.cit.

intégrée dans les programmes ; que des approches interdisciplinaires et transversales soient élaborées et mises en œuvre à tous les niveaux d'enseignement pour répondre aux défis du développement durable »¹⁴⁶⁵, sachant que « les établissements d'enseignement, les communautés locales, la société civile et les employeurs sont tous des acteurs essentiels de l'acquisition et de la promotion de ces compétences »¹⁴⁶⁶.

588. La proposition du Conseil visant à insérer l'éducation au développement dans les stratégies nationales d'éducation et de formation tout au long de la vie s'inscrit clairement dans cette approche holistique du secteur éducatif qui permet de décloisonner la poursuite des objectifs éducatifs définis dans le cadre des stratégies globales. Complémentaire à la stratégie de Lisbonne, la stratégie en faveur du développement durable poursuit ainsi un objectif transversal de développement, devant être pris en compte dans la Stratégie Europe 2020, et particulièrement dans le cadre stratégique de la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation 2020'¹⁴⁶⁷, qui rappelle que l'éducation et la formation jouent un rôle essentiel face aux enjeux socio-économiques, démographiques, environnementaux et technologiques.

589. Cette approche globale des concepts permet d'éviter la redondance des actions éducatives entreprises et d'assurer leur cohérence dans le cadre des stratégies générales visant au développement durable ou à l'accroissement de la compétitivité. Elle ne présente de surcroît que des avantages dans la mesure où elle permet une optimisation des moyens, une meilleure appréhension de l'action externe globale menée par l'UE en matière éducative et une conformité avec les lignes directrices établies au sein des instances internationales. L'engagement de l'UE s'inscrit en effet dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014) qui consacre l'importance d'intégrer les principes du développement durable à toutes les formes d'éducation et d'apprentissage¹⁴⁶⁸, importance confirmée également lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable de Bonn en 2009¹⁴⁶⁹. Il est donc essentiel de poursuivre la promotion de l'éducation au développement dans le cadre d'une « stratégie européenne à long terme et transsectorielle en faveur de l'éducation au

¹⁴⁶⁵ Ibid., paragraphe 7

¹⁴⁶⁶ Ibid., paragraphe 2

¹⁴⁶⁷ Cadre stratégique de la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation 2020', JO C119 du 28 mai 2009

¹⁴⁶⁸ www.unesco.org/fr/esd

¹⁴⁶⁹ www.esd-world-conference-2009.org

développement, de la sensibilisation et de la citoyenneté mondiale active »¹⁴⁷⁰, telle que préconisée par le Parlement européen.

3. Le concept d'éducation inclusive : une approche holistique des apprenants

590. Le concept d'éducation inclusive ou intégratrice a été développé dans le cadre mondial de Dakar visant à garantir l'éducation pour tous. A l'occasion de la déclaration de Salamanque du 7 juin 1994, ratifiée par tous les pays européens, l'UNESCO a consacré l'importance de l'éducation inclusive au niveau international, en précisant que ce concept « signifie que l'école devrait accueillir tous les enfants, quelles que soient leurs caractéristiques particulières d'ordre physique, intellectuel, social, affectif, linguistique ou autre. Elle devrait recevoir aussi bien les enfants handicapés que les surdoués, les enfants des rues et ceux qui travaillent, les enfants des populations isolées ou nomades, ceux des minorités linguistiques, ethniques ou culturelles ainsi que les enfants d'autres groupes défavorisés ou marginalisés. »¹⁴⁷¹. Selon l'UNESCO, l'éducation intégratrice a ainsi « vocation à fournir des réponses appropriées pour satisfaire les besoins d'apprentissage les plus variés dans des contextes éducatifs formels et non formels. Loin d'être une question marginale concernant les modalités d'intégration de certains apprenants dans l'enseignement ordinaire, l'éducation intégratrice est une approche qui s'attache à déterminer comment les systèmes éducatifs peuvent être transformés pour faire face à la diversité des apprenants. Elle vise à permettre aux enseignants comme aux apprenants à envisager la diversité avec confiance et à la considérer comme un défi et un enrichissement dans le contexte de l'apprentissage et non comme un problème »¹⁴⁷².

591. Conformément aux principes directeurs pour l'inclusion établis par l'UNESCO en 2005¹⁴⁷³, l'UE participe à la promotion de l'éducation inclusive au sein des Etats membres de l'UE, par la sensibilisation¹⁴⁷⁴, l'échange de bonnes pratiques¹⁴⁷⁵ et l'établissement

¹⁴⁷⁰ Déclaration du Parlement européen du 5 juillet 2012 sur l'éducation au développement et la citoyenneté mondiale active JO C 349E du 29 novembre 2013, p 99–100

¹⁴⁷¹ Paragraphe 3 de la Déclaration de Salamanque et cadre d'action pour l'éducation et les besoins spéciaux UNESCO adoptés par la Conférence mondiale sur l'éducation et les besoins éducatifs spéciaux : accès et qualité, Salamanque du 7 au 16 juin 1994, UNESCO ED-94/WS/18

¹⁴⁷² Document de réflexion « Vaincre l'exclusion par des approches intégratrices dans l'éducation » p7, UNESCO ED/2003/WS/63 <http://www.unesco.org/education/inclusive>

¹⁴⁷³ Définition - « l'inclusion est considéré comme un processus visant à tenir compte de la diversité des besoins de tous les apprenants et à y répondre par une participation croissante à l'apprentissage, aux cultures et aux collectivités, et à réduire l'exclusion qui se manifeste dans l'éducation. Elle suppose la transformation et la modification des contenus, des approches, des structures et des stratégies, avec une vision commune qui englobe tous les enfants de la tranches d'âge concernée, et la conviction qu'il est de la responsabilité du système éducatif général d'éduquer les enfants » in 'Principes directeurs pour l'inclusion' 2005 ED-2006/WS/45, p14

¹⁴⁷⁴ Par exemple recommandation 2013/112/UE de la Commission du 20 février 2013 'Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité', JO L 59 du 2 mars 2013, p5–16 - « Renforcer l'influence du système

d'indicateurs d'évaluation de l'inclusion en matière d'éducation¹⁴⁷⁶. L'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers œuvre depuis 1996, avec le soutien des Etats membres, et des institutions européennes dans le cadre du programme Jean Monnet et du programme d'Education et de formation tout au long de la vie, à la promotion de politiques éducatives comprenant les besoins éducatifs particuliers¹⁴⁷⁷. En 2007, le Conseil européen des ministres de l'éducation a inséré l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers parmi les 16 objectifs prioritaires à prendre en considération dans le cadre de la réalisation des objectifs de Lisbonne.

592. Cette priorité est réitérée dans l'actuelle stratégie Europe 2020, conformément, d'une part, aux conclusions de la conférence internationale « l'éducation inclusive : un outil pour promouvoir la cohésion sociale » des 11-12 mars 2010 à Madrid, visant à « réfléchir à l'éducation comme l'un des aspects essentiels de l'inclusion sociale dans le cadre de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, aux politiques inclusives et à partager les meilleurs pratiques..., et à faciliter le partage des expériences entre les Etats membres de l'UE et l'Amérique latine dans le domaine de l'éducation inclusive, rédiger un document de messages clés sur l'éducation inclusive à présenter aux pouvoirs publics nationaux et européens »¹⁴⁷⁸, d'autre part, aux objectifs de la présidence espagnole de l'UE consacrant en 2010 le caractère prioritaire de l'éducation inclusive dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, ce qui signifie que l'inclusion sociale est promue dans l'ensemble des programmes éducatifs intégrés à ce cadre, par le soutien aux projets menés par les enseignants, formateurs et autres acteurs impliqués dans les activités d'éducation¹⁴⁷⁹.

éducatif sur l'égalité des chances – Accroître la capacité du système éducatif de rompre le cercle vicieux de l'inégalité, en veillant à ce que tous les enfants reçoivent une éducation inclusive de grande qualité, qui favorise leur développement sur le plan affectif, social, cognitif et physique. »

¹⁴⁷⁵ « Vers une éducation inclusive : exemples de bonnes pratiques d'éducation inclusive » publié par Inclusion Europe avec le soutien de la Commission européenne, ISBN 2-87460-090-3

¹⁴⁷⁶ L'index d'inclusion des pays évalués « s'ordonnait de 2 à 6 sur sept indicateurs d'inclusion éducative. Ces indicateurs concernaient le système complet du premier et second degré, le taux de participation en éducation préscolaire, la durée d'éducation obligatoire, le taux d'abandon scolaire précoce, les groupes prioritaires désavantagés, le taux de démission de l'éducation générale et le taux d'éducation spéciale extérieure à l'éducation générale. » - point 4.1 de l'allocution « La méta-évaluation d'inclusion en éducation » www.ec.europa.eu/education/more-information/doc/inclusion/sum_fr.pdf

¹⁴⁷⁷ Voir notamment « les principes clés de la promotion de la qualité dans l'éducation inclusive recommandations à l'intention des responsables politiques », Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers, ISBN 978-87-92387-84-4, www.european-agency.org

¹⁴⁷⁸ Conclusions de la conférence internationale « l'éducation inclusive : un outil pour promouvoir la cohésion sociale » des 11-12 mars 2010, www.european-agency.org/publication/.../Madrid-extracts.FR.pdf

¹⁴⁷⁹ Voir pour illustrer « Education et formation pour l'inclusion sociale – réussites européennes » 2010, 40p, DG Education et Culture, isbn 978-92-79-14509-4

593. L'éducation inclusive est ainsi un concept holistique essentiel participant à la réalisation de l'objectif mondial d'éducation pour tous et l'objectif du Millénaire pour le développement d'éducation primaire pour tous, qui contribue de surcroît au développement d'une société à la fois plus égalitaire et plus compétitive¹⁴⁸⁰.

Section 2/ L'approche intégrée : la consécration d'une politique extérieure transversale de l'UE en matière éducative

594. Bien qu'il semble axiomatique d'affirmer que l'éducation est un sujet transversal par nature, il est essentiel de reconnaître juridiquement cet état de fait dans un souci d'amélioration continue de l'action extérieure de l'UE en la matière. Notre analyse nous a conduit à démontrer la diversité des actions extérieures éducatives, intégrées aux différents domaines d'intervention de l'UE, et la multiplicité des bases et instruments juridiques sous-tendant une action extérieure éducative de l'UE. Il nous semble ainsi indispensable d'utiliser cet état de fait pour consolider une politique éducative, souvent reléguée au second plan malgré les enjeux internationaux actuels qui y sont liés.

595. La consécration juridique de l'approche transversale de l'éducation s'impose à notre sens comme une nécessité face aux exigences induites par l'économie mondialisée de la connaissance et face au fléau croissant de la pauvreté, dans la mesure où l'efficacité de la politique extérieure éducative dépend de sa cohérence et de sa visibilité par les pays partenaires. L'un des principaux arguments confortant notre plaidoyer en faveur de la reconnaissance d'une politique à part entière d' '*education mainstreaming*' réside dans le fait que l'éducation est un élément fondamental des principales politiques transversales établies par les traités de l'UE, que ce soit en matière de coopération au développement, de promotion des droits de l'Homme ou de protection du principe d'égalité des genres. La compilation de ses actions extérieures éducatives 'éparpillées' au cœur de politiques transversales, ne peut ainsi aboutir qu'à la mise en place d'une politique extérieure intégrée de l'éducation,

¹⁴⁸⁰ En ce sens avis du CESE du 28 avril 2010 sur « l'éducation pour l'inclusion : un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », JO C18 du 19 janvier 2011, p18-23 – point 3.13 « les raisons pour lesquelles il est recommandé d'opter pour une éducation inclusive sont les suivantes : éducatives – l'exigence que le système éducatif soit à la portée de tous (objectif d'éducation pour tous 2015) suppose que ce système s'ouvre à la diversité de l'univers qu'il doit éduquer ; sociales – l'éducation peut et doit favoriser un changement de mentalités en contribuant à l'édification de sociétés exemptes de discrimination et de préjugés, au sein desquelles tous les habitants peuvent exercer leurs droits fondamentaux ; économiques – une éducation inclusive contribuera à accroître la compétitivité réelle des sociétés face aux nouveaux défis économiques, une compétitivité fondée sur le savoir faire et non sur la concurrence déloyale. L'inclusion et la qualité se renforcent mutuellement. »

‘contaminée’ par la transversalité. L’étude du rôle indispensable de l’éducation dans le cadre des politiques intégrées, telle que la politique d’égalité homme-femme (Paragraphe 1) nous conduira à analyser les apports de la consécration juridique de la transversalité de la politique de l’éducation de l’UE (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La contribution indispensable de la politique extérieure éducative aux politiques transversales : illustration en matière d’égalité des genres

596. L’égalité de tous devant la loi et la protection contre la discrimination constitue un droit universel fondamental, reconnu comme une norme internationale de *jus cogens*¹⁴⁸¹. C’est en vertu de l’universalité de ce droit que l’UE s’engage ainsi à promouvoir et à protéger l’égalité de tous notamment en luttant contre toute forme de discrimination en matière éducative¹⁴⁸². Il est en effet primordial de garantir l’accès à l’éducation aux groupes de la population les plus vulnérables, notamment les filles, dans la mesure où l’éducation est, d’une part, l’un des instruments de développement les plus efficaces, d’autre part, un moyen incontournable de promotion de l’égalité homme-femme. L’éducation des filles et les actions éducatives de sensibilisation à l’égalité des sexes sont en effet un préalable indispensable à la réalisation d’une égalité effective, dont le rôle essentiel a été consacré par l’article 3 de la Déclaration sur l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes, énonçant que « toutes mesures appropriées doivent être prises pour éduquer l’opinion publique et inspirer dans les pays le désir d’abolir les préjugés et de supprimer toutes pratiques, coutumières et autres, qui sont fondées sur l’idée de l’infériorité de la femme »¹⁴⁸³. L’expression ‘*éduquer l’opinion publique*’ illustre bien le rôle fondamental de l’éducation dans la lutte internationale menée

¹⁴⁸¹ Droit reconnu notamment par la Déclaration universelle des droits de l’Homme du 10 décembre 1948 - Article 23 « Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail... » - la Convention des Nations Unies sur l’élimination de toute forme de discrimination à l’égard des femmes du 18 décembre 1979, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 - Article 3 « Les Etats parties au présent Pacte s’engagent à assurer le droit égal des hommes et femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte » - le Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux et culturels du 16 décembre 1966 et par la Convention de sauvegarde des droits de l’Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 - Article 14 interdiction de discrimination – Protocole n°12 à la convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 2000 - article 1 interdiction générale de la discrimination – protocole 12 en vigueur le 1^{er} avril 2005 instaurant un droit autonome à l’égalité de traitement.

¹⁴⁸² Résolution du Conseil et des ministres de l’éducation réunis au sein du Conseil du 22 mai 1989 concernant la scolarisation des enfants de parents exerçant des professions itinérantes, JO C153 du 21 juin 1989, p1-2 ; résolution du 22 mai 1989 concernant la scolarisation des enfants de tziganes et de voyageurs JO C153 du 21 juin 1989 p3-4, résolution du 31 mai 1990 concernant l’intégration des enfants et des jeunes affectés d’un handicap dans les systèmes d’enseignement ordinaires JO C162 du 3 juillet 1990 p2-3 ; résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres , réunis au sein du Conseil du 16 décembre 1997 concernant le respect des diversités et le combat contre le racisme et la xénophobie JO C1 du 3 janvier 1998 p1

¹⁴⁸³ Article 3 de la Déclaration sur l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes proclamée par l’Assemblée générale des Nations Unies le 7 novembre 1967 à l’occasion de la Résolution 2263(XXII)

pour le respect du principe d'égalité homme-femme¹⁴⁸⁴. Le pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes pour la période 2011-2020 rappelle en ce sens l'importance de « mettre un terme à la conception stéréotypée des rôles de l'homme et de la femme et œuvrer en faveur de l'égalité entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation et de la formation »¹⁴⁸⁵.

597. La CE a dès 1985 eu l'occasion d'établir des lignes directrices concernant l'action à mener pour le respect du principe d'égalité des chances en matière éducative¹⁴⁸⁶. La consécration du principe d'égalité des genres dans le TCE¹⁴⁸⁷ comme objectif transversal des politiques européennes, a permis à la CE d'influer sur la consécration de l'approche intégrée

¹⁴⁸⁴ L'article 9 de la résolution en confirme l'importance en proclamant l'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation - « Toutes mesures appropriées doivent être prises pour assurer aux jeunes filles et aux femmes, mariées ou non mariées, des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation à tous les niveaux, et notamment : a) des conditions égales d'accès et d'étude dans les établissements d'enseignement de toute catégories, y compris les universités et les établissements professionnels et techniques ; b) le même choix de programmes et d'examens, un personnel enseignant possédant des qualifications de même ordre, des locaux scolaires et un équipement de même qualité, que les institutions soient co-éducatives ou non ; c) des possibilités égales en ce qui concerne l'octroi des bourses et autres subventions pour études ; d) des possibilités égales d'accès aux programmes d'éducation permanente, y compris aux programmes d'alphabétisation pour adultes ; e) l'accès aux renseignements d'ordre éducatif leur permettant d'assurer la santé et le bien être de leur famille.

¹⁴⁸⁵ Conclusions du Conseil du 7 mars 2011 sur la Pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2011-2020), 2011/C 155/02, JO C 155 du 25 mai 2011, p. 10-1

¹⁴⁸⁶ Résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 3 juin 1985 comportant un programme d'action sur l'égalité des chances des jeunes filles et des garçons en matière d'éducation, JO C166 du 5 juillet 1985, p1-4 – A cette occasion ils se sont accordés pour mettre à disposition dans leurs systèmes éducatifs respectifs les fonds nécessaires à : assurer une égalité de chances pour les filles et les garçons d'accéder à toutes les formes d'enseignements et à tous les types de formations ; de permettre aux filles et aux garçons de choisir l'éducation et la carrière qui leur offriront des possibilités égales dans le domaine de l'emploi et de l'indépendance économique ; de motiver les filles et les garçons à choisir des emplois non traditionnels afin qu'ils/elles aient accès à des emplois davantage diversifiés ; d'encourager les filles ainsi que les garçons à participer à de nouveaux marchés, en particulier aux technologies d'information et aux biotechnologies - Voir également décision du Conseil 2001/51/CE du 20 décembre 2000 établissant un programme d'action communautaire en matière d'égalité entre les hommes et les femmes (2001-2005) JO L17 du 19 janvier 2001

¹⁴⁸⁷ L'article 13 du TCE consacrait une compétence générale communautaire en matière de lutte contre la discrimination - Article 13 TCE « 1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité et dans les limites des compétences que celui-ci confère à la Communauté, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. 2. Par dérogation au paragraphe 1, lorsque le Conseil adopte des mesures d'encouragement communautaires, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres, pour appuyer les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, il statue conformément à la procédure visée à l'article 251. » ; L'article 2 TCE a introduit par le Traité d'Amsterdam définissant explicitement la compétence de la CE en matière de promotion du principe d'égalité homme femme - Article 2 TCE « La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres. » ; L'article 3 paragraphe 2 TCE a établi l'approche intégrée de l'égalité homme – femme - Article 3 paragraphe 2 TCE « Pour toutes les actions visées au présent article, la Communauté cherche à éliminer les inégalités et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. »

de l'égalité des genres lors du Sommet de Pékin de 1995, ainsi que sur l'importance d'établir un lien entre éducation et égalité des sexes dans le cadre de l'EPT et de la réalisation des OMD. La CE a, de ce fait, joué un rôle essentiel sur la scène internationale, en matière d'éveil des consciences en participant à l'éclosion de nouvelles attitudes et mentalités par l'éducation, ce qui a permis de promouvoir l'échange d'expériences et la transmission de bonnes pratiques en matière d'égalité homme-femme. Elle a également impulsé les actions visant à réduire l'inégalité des genres notamment par le biais des évaluations régulières qu'elle établit, démontrant que les inégalités subsistent particulièrement en matière d'accès à l'éducation¹⁴⁸⁸.

598. Suite au traité modificatif de Lisbonne, l'UE poursuit sur les mêmes bases sa politique en matière d'égalité des genres, notamment dans le cadre de ses relations extérieures¹⁴⁸⁹. L'article 8 TFUE¹⁴⁹⁰ confirme l'approche intégrée de l'égalité homme femme consacrée par l'article 3 paragraphe 2 du TCE et l'article 19 TFUE¹⁴⁹¹ reprend les dispositions de l'article 13 TCE. La politique de l'UE est de surcroît consolidée, d'une part, du fait de l'adoption de l'article 10 TFUE réitérant l'approche intégrée établie dans l'article 8 TFUE, en précisant notamment que « dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union cherche à combattre toute discrimination fondée sur le sexe... », d'autre part, du fait de la force contraignante reconnue à la Charte des droits fondamentaux et notamment aux articles 21¹⁴⁹² et 23¹⁴⁹³ relatifs à l'égalité homme-femme.

¹⁴⁸⁸ En 2005 la Commission européenne a choisi d'intituler son rapport annuel « Rapport de 2005 sur l'égalité entre les femmes et les hommes : malgré les avancées, des inégalités subsistent ».

¹⁴⁸⁹ La Stratégie 2010-2015 de la Commission européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes met l'accent sur cinq priorités dont 'l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques extérieures'

¹⁴⁹⁰ Article 8 TFUE (ex-article 3, paragraphe 2, TCE) « Pour toutes ses actions, l'Union cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes. »

¹⁴⁹¹ Article 19 TFUE (ex-article 13 TCE) « 1. Sans préjudice des autres dispositions des traités et dans les limites des compétences que ceux-ci confèrent à l'Union, le Conseil, statuant à l'unanimité conformément à une procédure législative spéciale, et après approbation du Parlement européen, peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. 2. Par dérogation au paragraphe 1, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent adopter les principes de base des mesures d'encouragement de l'Union, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres, pour appuyer les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1. »

¹⁴⁹² Article 21, paragraphe 1, de la Charte des droits fondamentaux « est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe... »

¹⁴⁹³ Article 23 de la Charte des droits fondamentaux « L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération. Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous représenté. »

599. Menant une action complémentaire à celle des Etats membres¹⁴⁹⁴ en matière de promotion de l'égalité des genres, conformément au principe de subsidiarité, l'UE a entrepris de nombreuses actions et études afin d'analyser le lien fondamental existant entre égalité des sexes et éducation. Pour l'UE, l'approche intégrée de l'égalité des genres consiste à prendre systématiquement en considération les différences entre les conditions, les situations et les besoins des femmes et des hommes dans l'ensemble des actions qu'elle mène, notamment dans le cadre de la politique de l'éducation. La coopération de la CE avec les OI dans le domaine éducatif, notamment avec le Conseil de l'Europe¹⁴⁹⁵ a ainsi permis de renforcer le lien existant entre éducation et principe d'égalité des genres et d'adapter la politique extérieure éducative aux exigences mondiales de la promotion d'égalité des sexes. Il convient d'analyser la contribution indispensable de la politique extérieure éducative de l'UE à la réalisation de l'égalité homme - femme, que ce soit dans le cadre du processus de Lisbonne ou de la coopération au développement (A) afin de démontrer, d'une part, l'intégration nécessaire de l'éducation dans la réalisation de l'égalité des genres, d'autre part, le renforcement progressif de l'action extérieure éducative en matière d'égalité des genres (B).

¹⁴⁹⁴ Par exemple Préambule de la Constitution de la République française du 27 octobre 1946 « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme » ; l'égalité des genres est au niveau national un principe de droit positif inscrit dans les constitutions nationales des Etats parties à la Convention onusienne sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes du 18 décembre 1979, sur le fondement de laquelle ils se sont engagés à inscrire le principe d'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs constitutions nationales et à en assurer le respect effectif. L'article 10 de la convention pose de manière détaillée le principe de non discrimination en matière d'éducation - article 10 « Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes afin de leur assurer des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation et en particulier pour assurer sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme : a) les mêmes conditions d'orientation professionnelle, d'accès aux études et d'obtention des diplômes dans les établissements d'enseignement de toutes catégories, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, cette égalité devant être assurée dans l'enseignement préscolaire, général, technique, professionnel et technique supérieur, ainsi que dans tout autre moyen de formation professionnelle ; b) l'accès aux mêmes programmes, aux mêmes examens, à un personnel enseignant possédant les qualifications de même ordre, à des locaux scolaires et à un équipement de même qualité ; c) l'élimination de toute conception stéréotypée des rôles de l'homme et de la femme à tous les niveaux et dans toutes les formes d'enseignement en encourageant l'éducation mixte et d'autres types d'éducation qui aideront à réaliser cet objectif et , en particulier en révisant les livres et programmes scolaires et en adaptant les méthodes pédagogiques ; d) les mêmes possibilités en ce qui concerne l'octroi des bourses et autres subventions pour les études ; e) les mêmes possibilités d'accès aux programmes d'éducation permanente, y compris aux programmes d'alphabétisation pour adultes et d'alphabétisation fonctionnelle, en vue notamment de réduire au plus tôt tout écart d'instruction existant entre les hommes et les femmes ; f) la réduction des taux d'abandon féminin des études et l'organisation de programmes pour les filles et les femmes qui ont quitté l'école prématurément ; g) les mêmes possibilités de participer activement aux sports et à l'éducation physique ; h) l'accès à des renseignements spécifiques d'ordre éducatif tendant à assurer la santé et le bien être des familles, y compris l'information et des conseils relatifs à la planification de la famille »

¹⁴⁹⁵ Le Conseil de l'Europe a joué un rôle particulièrement important dans la définition de l'approche intégrée de l'égalité homme femme dans le domaine éducatif en se concentrant particulièrement sur le sujet, contrairement à d'autres organisations qui l'intègre dans un programme plus généraliste ; voir rapport final du Groupe de spécialistes 'de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes à l'école' DG Droits de l'Homme, Strasbourg 2004 <http://www.coe.int/equality/fr> (114p)

A/ La promotion de l'égalité homme-femme dans le cadre des volets économique et politique de la politique éducative de l'UE

600. L'éducation est un instrument incontournable de la protection du principe d'égalité homme-femme dans la mesure où il ne peut y avoir d'égalité effective sans un réel changement de mentalités. L'éducation permet ainsi de lutter contre les stéréotypes, principale source d'inégalité des genres. C'est pourquoi la politique extérieure de l'UE en matière éducative contribue de façon essentielle à la lutte mondiale contre l'inégalité homme – femme, dans le cadre du processus de Lisbonne (1) et de la coopération au développement (2).

1. L'égalité des sexes dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne

601. Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, l'UE encourage le développement d'un « écosystème de la connaissance »¹⁴⁹⁶ alliant la recherche, l'innovation et la diffusion de la connaissance, devant par principe être accessible à tous. La Commission a reconnu le lien indissociable entre l'objectif visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et l'objectif relatif à la promotion de l'égalité des sexes en estimant que le principe d'égalité des genres est nécessaire « à la réalisation d'une croissance plus forte et durable et la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité »¹⁴⁹⁷. Ne pas intégrer pleinement les femmes dans le processus serait selon la Commission « un gaspillage de capital humain »¹⁴⁹⁸ susceptible d'affecter la compétitivité européenne. De même, il ne peut y avoir d'égalité effective sans éducation de qualité. C'est pourquoi l'agenda de Lisbonne tend notamment à augmenter le taux d'emploi des groupes actuellement sous représentés sur le marché du travail, notamment des femmes, en réduisant les disparités. La législation communautaire en matière d'égalité de traitement entre homme et femme en matière d'emploi a ainsi été simplifiée et modernisée¹⁴⁹⁹ afin de lutter contre la ségrégation sur le marché du

¹⁴⁹⁶ Expression in « un Institut européen de technologie : consultation publique sur les missions, les objectifs, la valeur ajoutée et la structure éventuels d'un EIT »

www.europa.eu.int/comm/secretariat_general/regdoc/rep/2/2005/EN/2-2005-518-EN-1-O.pdf

¹⁴⁹⁷ Le taux d'emploi des femmes dans l'UE-25 a atteint 55,7% en 2004 soit une hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2003 plaçant ainsi l'objectif à moyen terme (57% en 2005 – l'objectif de Lisbonne est de 70% en 2010) à portée - Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes 2006 COM(2006)71 final le 22 février 2006

¹⁴⁹⁸ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions COM(2006)92 final

¹⁴⁹⁹ Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte), JO L 204 du 26 juillet 2006, p. 23–36 abrogeant la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles et les conditions de travail, JO L269 du 5 octobre 2002, p15

travail. A ce titre, « les Etats membres ont été invités à accroître considérablement le rôle des femmes occupant des postes de recherche de premier plan, l'objectif étant d'atteindre, dans un premier temps, une proportion moyenne de 25% dans le secteur public de l'Union »¹⁵⁰⁰.

602. Les engagements pris dans le cadre de l'Agenda social pour la période 2005-2010¹⁵⁰¹, complétant la Stratégie renouvelée de Lisbonne pour la croissance et l'emploi¹⁵⁰², ont été renforcés à l'occasion du rapport de la Commission sur l'égalité homme-femme¹⁵⁰³ du 22 février 2006. Il est en effet nécessaire de poursuivre les efforts accomplis, car si en 2007, 59% de nouveaux diplômés sont des femmes, elles ne sont qu'1/10^{ème} à poursuivre des études techniques contre 4/10^{ème} pour les hommes¹⁵⁰⁴. Dans ce contexte, le Conseil a notamment adopté le 30 mai 2007 un rapport consacrant quatre indicateurs relatifs à l'éducation et à la formation des femmes¹⁵⁰⁵ afin d'évaluer la présence de femmes diplômées de haut niveau, notamment en sciences, et d'impulser un engagement volontaire étatique en matière de promotion de l'égalité homme-femme. Ce changement est un atout essentiel du rayonnement mondial du volet éducatif de Lisbonne, renforçant son attractivité et son influence mondiale. L'UE a en effet vocation à promouvoir le principe d'égalité homme-femme au niveau mondial, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme précisant que « l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite »¹⁵⁰⁶. Elle participe notamment aux

¹⁵⁰⁰ Rapport de la Commission sur l'égalité entre les femmes et les hommes du 22 février 2006 COM (2006)71 final p4 – objectif confirmé dans le 7^{ème} programme-cadre pour la recherche précise qu'il est important de promouvoir une plus grande participation des femmes dans les sciences et la recherche (Paragraphe 31 de la position commune (CE) n° 27/2006 du 25 septembre 2006 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil relative au septième programme cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO C301E du 12 décembre 2006, p1-50 (2006/C 301^E/01)

¹⁵⁰¹ COM(2005) 33 du 9 février 2005

¹⁵⁰² Point 1.1.4 de la communication de la Commission du 2 février 2005 « Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi : un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne » COM(2005)24, JO C64 du 16 mars 2005, Bull. UE ½-2005

¹⁵⁰³ Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes du 22 juin 2006, COM(2006)71 Final

¹⁵⁰⁴ Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement, au Comité économique et social, au Comité des régions sur l'égalité homme – femme, Bruxelles 7 février 07, COM(2007)49 final

¹⁵⁰⁵ Indicateur 1 - proportion de femmes et d'hommes parmi tous les étudiants diplômés en mathématiques, en sciences et dans les matières techniques (domaines de la Stratégie de Lisbonne) / Indicateur 2 - taux d'emploi des femmes et des hommes (entre 25 et 39 ans et entre 40 et 64 ans) ayant atteint le niveau d'éducation le plus élevé (analyse de l'impact du niveau d'éducation sur l'emploi des femmes et des hommes ainsi que l'écart entre le taux d'emploi des femmes et des hommes ayant le même niveau d'éducation) / Indicateur 3 - proportion de femmes et d'hommes parmi tous les diplômés notamment ceux titulaires d'un doctorat / Indicateur 4 - proportion d'universitaires féminins et masculins en fonction de l'ancienneté et proportion totale – voir Bull. UE 5-2007 point 1.9.2

¹⁵⁰⁶ Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée et proclamée par la Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 10 décembre 1948 ; Voir également article 26 DUDH « 1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement

travaux de l'UNESCO¹⁵⁰⁷, visant à combattre les idées préconçues selon lesquelles les hommes plus que les femmes seraient par natures destinées à occuper des postes dans le domaine scientifique et technologique et contribue dans le cadre de ses programmes de mobilité interuniversitaires à la diffusion du principe d'égalité des genres.

603. Le Pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2011-2020)¹⁵⁰⁸, adopté par le Conseil le 7 mars 2011, vise à donner une nouvelle impulsion en réaffirmant le lien étroit existant entre la stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015 de la Commission et la stratégie Europe 2020 pour l'emploi et une croissance intelligente, durable et inclusive. Le Conseil a rappelé l'importance de « combler les écarts entre les hommes et les femmes dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale...en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020, notamment dans trois domaines très importants du point de vue de l'égalité des sexes, à savoir l'emploi, l'éducation et la promotion de l'inclusion sociale »¹⁵⁰⁹. Dans cet objectif, il préconise notamment la mise en place de mesures de lutte contre les stéréotypes en œuvrant « en faveur de l'égalité entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation et de la formation... »¹⁵¹⁰. Le volet éducatif de Lisbonne consacre ainsi explicitement la promotion de l'égalité des genres comme l'un de ses objectifs prioritaires, dans la mesure où il ne peut y avoir, d'une part, d'égalité effective sans accès de tous à une éducation de qualité, ni de réelle croissance économique sans prise en

élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. 2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les Nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. 3. Les parents ont, par priorités, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants »

¹⁵⁰⁷ Selon l'UNESCO l'accès de tous à la connaissance est une priorité. Le droit à l'éducation en tant que droit fondamental de la personne humaine, doit être garanti aux femmes et aux hommes par l'Etat en assurant un accès similaire à tous et à tous les niveaux et à toutes les formes d'enseignements, et cela de façon permanente tout au long de la vie. Le comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'UNESCO s'est fixé des principes d'action afin de promouvoir l'éducation pour une culture de l'égalité des sexes. Que ce soit dans la structure, l'organisation ou le contenu des enseignements, l'égalité des femmes et des hommes doit être respectée et promue : Les livres, les programmes, la formation des enseignants et le matériel pédagogique doivent être revus afin d'éliminer tous les stéréotypes sexistes, en tenant compte de la contribution des programmes d'études féminines. Tous les acteurs sociaux de l'éducation, les élèves, les enseignants, les directeurs d'écoles, les administrateurs, doivent être sensibilisés, formés et engagés dans le processus de changement des valeurs et la promotion de l'égalité dans le respect de la diversité. Ces efforts doivent être relayés par la famille, les médias et les associations afin d'assurer une transition soutenue vers une société démocratique, pluraliste et équitable, qui soit en mesure de garantir le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

¹⁵⁰⁸ Conclusions du Conseil du 7 mars 2011 sur le Pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2011-2020) - 2011/C155/02, JO C155 du 25 mai 2011, p10-13

¹⁵⁰⁹ Ibid., annexe, point 1 du pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2011-2020)

¹⁵¹⁰ Ibid., point b) des 'mesures destinées à combler les écarts entre hommes et femmes et à lutter contre la ségrégation sexuelle sur le marché du travail'

compte de l'égalité homme-femme. Cela implique de promouvoir l'égalité des genres dans le processus de Lisbonne, en garantissant notamment l'accès équitable des hommes et des femmes aux programmes éducatifs de l'UE.

604. Sans aborder exhaustivement la question, il est important de relever que les programmes de l'UE favorisant la mobilité interuniversitaire des étudiants, enseignants et chercheurs font référence dès l'origine au principe de non discrimination¹⁵¹¹. Ce dernier est un élément essentiel des programmes extérieurs de mobilité comme l'illustre Erasmus Mundus¹⁵¹². L'actuel programme 'Erasmus +' l'intègre également comme un objectif transversal des programmes d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport¹⁵¹³.

2. La promotion de l'égalité des genres dans le cadre de la Stratégie éducative de l'UE en matière de réduction de la pauvreté et de promotion du développement durable

605. « L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement indispensable en soi, c'est aussi un droit humain fondamental et une question de justice sociale. De même l'égalité des sexes constitue l'une des clés de voûte de la croissance et de la réduction de la pauvreté, et elle est incontournable si l'on veut atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Ces principes sont aujourd'hui largement reconnus. Pourtant les inégalités entre les hommes et les femmes sont ancrées dans les systèmes culturels, sociaux et politiques de nombreux pays »¹⁵¹⁴. Dans ce contexte, il ne peut donc y avoir d'égalité effective qu'en remettant en cause les stéréotypes inégalitaires ancrés dans les systèmes culturels, sociaux et

¹⁵¹¹ Le programme d'action Socrates prévoyait le respect d'égalité des chances (décision 819/95/CE du Parlement et du Conseil du 14 mars 1995, JOCE L87 du 20 avril 1995 p10) et le programme Leonardo da Vinci relatif à la formation professionnelle attirait l'attention sur la nécessité d'un effort particulier visant à ouvrir de nouveaux domaines de travail aux femmes et les inciter à reprendre une activité après une interruption de carrière (décision 94/819 du Conseil du 6 décembre 1994, JOCE L340 du 29 décembre 1994, p8)

¹⁵¹² Voir considérant 14 de la décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013, destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers, JO L340/83 du 19 décembre 2008 – ce considérant fait explicitement référence à l'article 3, paragraphe 2 TCE, et précise que la CE doit s'efforcer d'éliminer les inégalités homme-femme.

¹⁵¹³ Considérant 7 du règlement (UE) n°1288/2013 « Conformément aux articles 8 et 10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et aux articles 21 et 23 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, le programme promeut notamment l'égalité entre les hommes et les femmes et les mesures luttant contre la discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Il est nécessaire d'élargir l'accès des catégories défavorisées et vulnérables et de s'employer activement à répondre, dans le cadre de la mise en œuvre du programme, aux besoins d'apprentissage particuliers des personnes handicapées. »

¹⁵¹⁴ Communication de la Commission au parlement européen et au Conseil « l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans la coopération au développement » SEC (2007)332 et COM (2007)100 final, Bruxelles le 8 mars 2007 ; voir également COM (2001) 295 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Programme d'action pour l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement » et COM(1992)915 du 15 mai 1992 sur la politique de coopération au développement à l'horizon 2000

politiques, ce qui implique de revaloriser les actions éducatives de sensibilisation en la matière. La politique extérieure éducative contribue ainsi à la promotion de l'égalité des genres dans le cadre de la coopération au développement, comme le démontre la Stratégie de l'UE en matière de promotion de l'égalité homme-femme (a) et la participation de l'UE aux actions internationales en faveur de l'égalité des genres et de l'éducation (b).

a) L'éducation, élément incontournable de la promotion de l'égalité homme femme : analyse de la Stratégie de l'UE pour l'égalité homme-femme

606. Lors de la réunion plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 au 16 septembre 2005 relative à la révision de la Déclaration du Millénaire, l'UE a réaffirmé que l'égalité des sexes est incontournable pour atteindre les objectifs de développement fixés à l'échelle internationale. C'est pourquoi le Conseil, le Parlement et la Commission ont consacré l'égalité des sexes comme l'un des cinq grands principes de la politique de développement de l'UE à l'occasion du consensus européen de novembre 2005¹⁵¹⁵, estimant notamment qu'il est indispensable de prendre en considération le respect de ce principe dans les conditions d'octroi de l'aide au développement.

607. Dans ce contexte, la feuille de route 2006-2010 en matière d'égalité homme-femme a consacré la nécessité de promouvoir prioritairement ce principe « dans les politiques externes et de développement »¹⁵¹⁶, conformément à l'approche intégrée de l'égalité des genres qu'il convient de mettre effectivement en pratique¹⁵¹⁷. L'éducation est dans ce cadre explicitement définie par la Commission comme un instrument essentiel de la promotion de l'égalité homme-femme. La feuille de route considère que cette nouvelle stratégie doit accorder une importance particulière au renforcement de l'indépendance économique des femmes afin de réduire la pauvreté, ce qui doit se traduire par l'amélioration de leur accès à l'éducation, à

¹⁵¹⁵Paragraphe 11 de la Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée Le consensus européen, JO C 46 du 24 février 2006, p. 1-19 - « L'accès des femmes à l'autonomie est la clé de toute forme de développement, et la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes devrait être au cœur de toutes les stratégies politiques. »

¹⁵¹⁶ Communication du 10 mars 2006 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions (COM (2006) 92 final) établissant une feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2006-2010 (SEC (2006) 275) - Cette nouvelle feuille de route repose sur le rapport de la Commission du 22/02/2006 annonçant les nouveaux défis et orientations stratégiques ; rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes du 22 février 2006 COM (2006) 71 final et fait suite à la stratégie-cadre communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes de la période 2001-2005, COM (2000) 335 final, 2000/0143(CNS)

¹⁵¹⁷ Etude du rapport intitulé « Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement : de la politique à la pratique, le rôle de la Commission européenne »
www.europa.eu.int/comm/development/index_en.htm ou Office des publications, Isbn 92 894 6073 3

l'enseignement supérieur et à des professions permettant cette autonomie notamment dans le domaine scientifique et technologique¹⁵¹⁸. Une partie spécifique de la feuille de route est consacrée de surcroît à « l'élimination des stéréotypes liés au genre dans l'enseignement, la formation et la culture »¹⁵¹⁹, établissant des lignes directrices en matière de lutte contre les stéréotypes sexués pour éviter l'abandon précoce de la scolarité par les filles ainsi que le cantonnement des femmes dans des professions moins valorisées et moins rémunérées. La Commission considère que cette lutte doit être menée dès le plus jeune âge par une formation de sensibilisation des enseignants et des étudiants et en encourageant les jeunes femmes et hommes à s'orienter vers des études non traditionnelles. A ce titre, la Commission européenne soutiendra donc les actions visant à éliminer les stéréotypes, les campagnes de sensibilisation et d'échange de bonnes pratiques dans les écoles. Concernant la sixième partie de la feuille de route relative à la promotion de l'égalité entre les sexes en dehors de l'Union, l'UE s'engage à continuer de « promouvoir de par le monde de l'éducation un environnement sûr pour les filles et les femmes, la santé et les droits sexuels et génétiques, l'émancipation des femmes, tout ce qui contribue également à lutter contre le SIDA et la mutilation génitale féminine. »¹⁵²⁰. Elle consacre ainsi sans équivoque l'approche intégrée de l'éducation en matière d'égalité des genres et de santé et promeut le principe d'égalité homme-femme en réaffirmant, d'une part, l'obligation des pays candidats à l'adhésion et des pays candidats potentiels¹⁵²¹ de souscrire pleinement au principe d'égalité des genres, d'autre part, l'incitation des pays voisins et des pays partenaires dans le cadre de la coopération au développement à intégrer l'égalité des sexes comme un élément fondamental de leurs stratégies politiques.

608. L'actuelle stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2010-2015 s'inscrit dans la continuité de la feuille de route 2006-2010 et poursuit les mêmes objectifs. En interaction avec la Stratégie Europe 2020 visant notamment à atteindre l'objectif de 75% de taux d'emploi, l'UE rappelle sa volonté de renforcer l'indépendance économique des femmes, dans les Etats membres de l'UE et dans ses relations extérieures, particulièrement dans le cadre de sa politique de coopération au développement. La diffusion

¹⁵¹⁸ Pour la Commission « la persistance de disparités entre les sexes est le signe d'un dysfonctionnement du marché du travail, sur lequel les aspirations et les qualifications personnelles ne sont pas encouragées et appréciées à leur juste valeur, et dissuade même certaines personnes à travailler » - Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes du 22 février 2006, COM(2006)71 final, p7

¹⁵¹⁹ COM(2006)92 final, p9

¹⁵²⁰ p 10 de la feuille de route

¹⁵²¹ Voir COM(2005)561 - Albanie, Bosnie Herzégovine, Serbie, Monténégro, Kosovo

des « bonnes pratiques pour la redéfinition des rôles attribués aux sexes dans les domaines de la jeunesse, de l'enseignement, de la culture et du sport »¹⁵²² fait partie des questions transversales de cette stratégie, ce qui confirme l'adoption par l'UE d'une approche intégrée de l'action éducative visant à garantir l'égalité homme-femme.

b) La participation de l'UE aux actions internationales en matière d'éducation et d'égalité des genres

609. Acteur politique et financier incontournable des actions onusiennes, l'UE est en grande part à l'origine de la revalorisation de la problématique de l'égalité des sexes dans le domaine éducatif sur la scène internationale. Elle a notamment pris une part active à la consécration de l'approche intégrée de l'égalité des genres lors du Sommet de Pékin et impulse la prise en compte du principe d'égalité homme-femme dans le cadre de l'EPT et de l'OMD relatif à l'accès de tous à l'éducation primaire universelle. A l'occasion de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes qui s'est tenu à Pékin en septembre 1995, la Communauté internationale a reconnu l'importance cruciale de la promotion de la femme et de l'égalité entre hommes et femmes dans le cadre du développement, affirmant qu'il s'agit d'un aspect fondamental des droits de l'Homme, d'une condition de la justice sociale et du seul moyen de bâtir une société viable, juste et développée, dans la mesure où le renforcement du pouvoir d'action des femmes et l'égalité entre les sexes sont des préalables essentiels à la sécurité politique, sociale, économique, culturelle et écologique de tous les peuples. Ayant participé activement au Sommet mondial, l'UE considère qu'il marque un tournant décisif dans la lutte pour l'égalité homme-femme¹⁵²³ puisqu'il a permis d'aboutir à un consensus reposant sur la prise en compte systématique de la question de l'égalité homme-femme dans les politiques des pouvoirs publics existantes, qualifié de « *gender mainstreaming* ».

610. La consécration de l'approche intégrée du genre marque ainsi l'issue de la déclaration finale et de la plate-forme d'action de la quatrième conférence des Nations Unies, sachant que la CE¹⁵²⁴ a joué un rôle primordial dans la consécration de l'approche intégrée grâce à l'accord unanime du Conseil, du Parlement européen et de la Commission en la matière. L'UE s'est donc pleinement engagée dans la mise en œuvre du programme de Pékin¹⁵²⁵,

¹⁵²² Point 6.3 de la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes' (2010-2015), COM/2010/0491 final du 21 septembre 2010

¹⁵²³ Bulletin UE 9-1995 point 1.3.122

¹⁵²⁴ Représenté par M.P.FLYNN, membre de la Commission

¹⁵²⁵ Document 9242/05 Conseil de l'Union européenne du 27 mai 2005

confirmant régulièrement sa participation, à l'occasion du Consensus européen¹⁵²⁶ et dans le cadre de ses instruments de coopération au développement¹⁵²⁷. Le Conseil a annoncé dès 1995 qu'un bilan annuel de la plate forme d'action issue de la conférence de Pékin sera effectué régulièrement¹⁵²⁸. La Commission a quant à elle, pris dès 1995 les mesures utiles pour intégrer l'égalité homme-femme dans toute politique, notamment éducative¹⁵²⁹ et a consacré l'approche globale et transversale de l'égalité des genres dans une communication du 21 avril 1996, intitulée « Intégrer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques et actions communautaires », prévoyant la mobilisation de tous les instruments juridiques, financiers nécessaires à la protection du principe d'égalité homme femme dans tous les domaines.

611. Véritable 'moteur' de l'action internationale, la CE a de ce fait instigué conformément à la Déclaration de Pékin une nouvelle direction à sa politique d'aide au développement. Le règlement (CE) du 21 avril 2004 organise ainsi spécifiquement le financement d'actions de promotion de l'égalité des sexes dans le cadre de la coopération au développement notamment d'actions éducatives¹⁵³⁰. L'approche intégrée de l'égalité des genres ne sera cependant efficace que par un réel changement des mentalités, qui ne pourra s'effectuer que par le biais de l'éducation à la culture de l'égalité des sexes, ce qui justifie la mise en place de l'initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles.

¹⁵²⁶ Le consensus européen en matière de politique de développement - « la promotion de l'égalité des sexes et des droits de la femme n'est pas seulement indispensable en soi, c'est aussi un droit humain fondamental et une question de justice sociale, de même qu'un instrument au service de la réalisation de tous les OMD et de la mise en œuvre du programme d'action de Pékin... » in paragraphe 19 du Consensus européen, op.cit.

¹⁵²⁷ Règlement (UE) n°233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, JO L77 du 15 mars 2014, p44-76 – annexe I 'domaines de coopération couverts par les programmes géographiques' II 'croissance inclusive et durable au service du développement humain' « iv) promouvoir la mise en œuvre complète effective du programme d'action de Pékin »

¹⁵²⁸ Conclusion du Conseil européen de Madrid, Bull. UE 12-1995 point I-15

¹⁵²⁹ En 1996 la Commission européenne a fait part de son projet d'incorporer l'égalité des chances dans toutes les politiques et activités communautaires. En 1998 la Commission a publié un manuel sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'enseignement primaire et secondaire de l'Union européenne « Manuel de référence sur l'égalité des chances et dimension de genre dans l'enseignement primaire et secondaire de l'UE » DG XXII 1998. - Le rapport annuel sur l'égalité des chances de 1999 permet d'intégrer l'égalité homme femme dans toutes les propositions d'initiatives communautaires présentées par la Commission pour la période 2000-2006 - En 2005 le 8 mars, journée internationale de la femme, a d'ailleurs été placée sous le thème de « l'intégration de l'égalité homme/femme dans toutes les politiques de l'UE ».

¹⁵³⁰ Règlement (CE) n° 806/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 relatif à la promotion de l'égalité des sexes dans la coopération au développement, JO L143 du 30 avril 2004, p40-45 – article 4 « les actions de promotion de l'égalité des sexes susceptibles de bénéficier d'un financement a) soutenir les mesures spécifiques liées à l'accès et au contrôle des ressources et des services destinés aux femmes, notamment dans le domaine de l'éducation...2....b) assistance technique, notamment l'évaluation de l'impact des actions sur l'égalité des sexes, l'éducation... »

612. L'EPT et l'OMD relatif à l'éducation visent à promouvoir l'accès de tous les enfants à une éducation primaire universelle (six ans de cycle) d'ici à 2015. L'inégalité des genres est en effet un frein au progrès impliquant selon l'agenda de réalisation des OMD une éradication progressive des inégalités en matière éducative¹⁵³¹. Dans ce contexte, l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)¹⁵³² est un mécanisme, lancé par le Secrétaire général de l'ONU à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation de Dakar en 2000 avec l'UNICEF pour chef de file, visant à renforcer les activités d'éducation des filles afin d'atteindre les objectifs de l'EPT et les OMD. L'Initiative repose sur un travail en réseau fondé sur des comités, à savoir un comité consultatif mondial, un comité consultatif régional pour l'Afrique et des coordonnateurs régionaux et sous régionaux désignés par l'UNICEF en Afrique et en Asie, qui donnent une orientation stratégique et recommandent des programmes spécifiques dans le cadre des programmes gouvernementaux, en favorisant l'établissement de partenariats, la production et le partage de connaissances. Depuis 2006 l'UNGEI a renforcé ses activités et collabore avec toute une gamme de partenaires, notamment l'Union européenne. Par ses évaluations régulières, la CE a notamment soulevé l'urgence de réalisation effectives des engagements du Millénaire, constatant en 2007 que malgré les efforts accomplis, les inégalités entre les hommes et les femmes persistent en ce qui concerne l'accès à l'éducation, puisque 57% des enfants en âge scolaire mais non scolarisés sont des filles et que près de deux tiers des illettrés dans le monde sont des femmes¹⁵³³. Elle impulse ainsi dans le cadre de ses instruments nationaux et régionaux de coopération au développement et de ses instruments thématiques¹⁵³⁴, la mise en place d'actions spécifiques dans le domaine de l'éducation en faveur de l'émancipation des femmes, tels que la suppression des droits d'inscription scolaire, des mesures d'incitation à la scolarisation des filles, l'amélioration de l'environnement scolaire et l'alphabétisation des adultes¹⁵³⁵.

¹⁵³¹ Il convient de faire de l'éducation primaire des filles une priorité par rapport à l'enseignement supérieur dans l'objectif d'atteindre progressivement l'égalité des sexes à tous les niveaux en débutant par la possibilité de rendre les filles plus autonomes et de s'intégrer plus facilement dans la vie professionnelle. L'égalité de rémunération et l'affirmation des femmes dans des postes à responsabilités constituent donc une seconde étape de croissance économique. - Rapport 2005 sur la réalisation des OMD www.un.org/french/millenniumgoals

¹⁵³² <http://www.ungei.org>

¹⁵³³ Communication de la Commission au parlement européen et au Conseil « l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans la coopération au développement » SEC(2007)332 et COM(2007)100 final du 8 mars 2007

¹⁵³⁴ Des ressources complémentaires sont disponibles dans le cadre des programmes thématiques pluriannuels présentés par la Commission au titre des perspectives financières 2007-2013. Par exemple le programme thématique « Investir dans les ressources humaines » comporte une enveloppe financière pour le financement d'actions CE dans le domaine de la promotion de l'égalité hommes – femmes et l'émancipation des femmes (actions de sensibilisation, renforcement des capacités des ONG, renforcement des capacités statistiques des gouvernements)

¹⁵³⁵ COM(2007)100, op.cit.

3. L'accès des femmes à l'éducation, critère d'évaluation du respect du principe d'égalité homme-femme par les pays partenaires de l'UE

613. La coopération extérieure de l'UE, en matière de pré adhésion(a), de politique de voisinage (b) ou de coopération au développement (c), comporte des éléments relatifs à l'égalité des sexes. Il convient d'analyser ses dispositions spécifiques dans la mesure où elles intègrent l'éducation comme un critère d'évaluation du respect du principe d'égalité homme femme.

a)En matière de pré adhésion

614. Selon le livre vert « égalité et non discrimination dans l'Union européenne élargie », le principe de non discrimination est l'un des « critères politiques » d'adhésion adoptés par les Etats membres lors du Conseil européen de Copenhague de 1993¹⁵³⁶. En effet, ce principe fait partie du patrimoine commun des Etats membres auquel il est obligatoire d'adhérer pour être membre à part entière de l'UE. L'adhésion des pays candidats est donc subordonnée à la mise en œuvre de l'acquis communautaire dans le domaine de l'égalité hommes-femmes, considérée comme un élément du respect des droits de l'homme (critère de Copenhague). Le Parlement effectue par exemple un contrôle continu sur le respect de l'égalité homme-femme dans le cadre d'un dialogue politique permanent avec les autorités turques et incite le pays à mettre en œuvre des mesures favorisant la promotion de l'égalité des genres notamment des mesures éducatives, telles que des programmes nationaux d'éradication de l'illettrisme féminin, bénéficiant du soutien technique et financier de la Commission ou la mise en place d'action éducatives de sensibilisation destinées à lutter contre les stéréotypes faisant obstacle au libre accès des femmes à l'enseignement primaire ou secondaire¹⁵³⁷. Le règlement instituant l'IAP pour la période 2014-2020 définit le principe d'égalité homme-femme parmi ses objectifs spécifiques de coopération¹⁵³⁸.

¹⁵³⁶ COM(2004)379 final

¹⁵³⁷ Voir par exemple résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur le rapport 2011 sur les progrès accomplis par la Turquie (2011/2889(RSP)), JO C257E du 6 septembre 2013, p. 38–49 « 31. invite le gouvernement de la Turquie à honorer son engagement à assurer des taux de scolarisation élevés et à veiller à ce que la nouvelle réforme de l'éducation tienne compte de la nécessité de maintenir les enfants, en particulier les filles dans les régions rurales, dans le système scolaire au-delà de la scolarité minimale ainsi que de permettre aux enfants de prendre des décisions quant à leur parcours éducatif à un âge où ils sont en mesure de faire des choix éclairés » ; Résolution du Parlement européen du 22 mai 2012 sur les femmes en Turquie à l'horizon 2020 (2011/2066(INI)), JO C 264E du 13 septembre 2013, p. 25–32 « 25. Souligne l'importance de l'éducation pour rendre possible l'autonomie des femmes et faire prendre en compte l'égalité à tous les niveaux d'éducation »

¹⁵³⁸ Article 2 a) ii) du règlement (UE) n°231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II), JO L77 du 15 mars 2014, p 11 – parmi les objectifs spécifiques du programme figure la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes

b) Dans le cadre de la politique de voisinage

615. La nouvelle approche de la PEV pour la période 2014-2020 envisage une aide accrue aux partenaires liée à une responsabilisation réciproque. Dans ce cadre, « l'égalité de traitement entre hommes et femmes, les droits des personnes appartenant à des minorités et la lutte contre la discrimination et les inégalités constituent des objectifs transversaux de toutes les actions entreprises »¹⁵³⁹, et des indicateurs essentiels d'évaluation des actions réalisées¹⁵⁴⁰. L'UE compte ainsi renforcer son soutien aux pays voisins, afin de « veiller à ce que l'égalité hommes-femmes soit systématiquement prise en compte dans toutes les activités de coopération concernées et de promouvoir une action efficace contre la traite des êtres humains dans l'ensemble du voisinage »¹⁵⁴¹.

616. Concernant la région méditerranéenne par exemple, les pays voisins se sont engagés dès la Déclaration de Barcelone à prendre en compte « le rôle clé des femmes dans le développement », notamment par la promotion de « la participation active des femmes dans la vie économique et sociale et dans la création d'emplois »¹⁵⁴². Malgré une volonté évidente des pays partenaires de prendre en considération l'égalité des sexes dans leur partenariat, elle n'apparaît cependant pas prioritaire selon l'analyse effectuée par le Président de la Conférence des femmes Euromed, constatant que la déclaration du Sommet de Barcelone de 1995 et ses annexes comprend 7370 mots, mais que le mot « femme » n'y apparaît que quatre fois et de manière ciblée dans le cadre du volet de la concertation économique¹⁵⁴³. Le Parlement européen a ainsi demandé, dans le cadre de sa résolution sur la politique de l'Union européenne vis-à-vis des pays méditerranéens par rapport à la promotion des droits des femmes et de l'égalité des chances¹⁵⁴⁴, l'intégration horizontale et expresse, dans les trois piliers du partenariat, de la dimension du genre. Cette lacune a été rapidement comblée dans les faits, notamment par le biais de cours de formation sur l'intégration de la dimension de genre financés par la Commission européenne afin de soutenir la réforme des structures

¹⁵³⁹ Considérant 21 du règlement (UE) n° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage, JO L77 du 15 mars 2014, p27 (209 et 212 TFUE)

¹⁵⁴⁰ Article 2, *ibid.*

¹⁵⁴¹ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Tenir les engagements de la nouvelle politique européenne de voisinage, JOIN/2012/014 final du 15 mai 2012

¹⁵⁴² Adoptée lors de la Conférence Euro-Méditerranéenne, Barcelona 27-28 novembre 1995 - Chapitre II. Partenariat économique et financier: construire une zone de prospérité partagée - Coopération et concertation économiques

¹⁵⁴³ www.europarl.eu.int/president/speeches/fr/files/sp0069.htm

¹⁵⁴⁴ (2001/2129(INI))

sociales économiques entreprises dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen¹⁵⁴⁵. L'éducation a ainsi été consacrée comme un élément indissociable de la promotion d'égalité des genres, notamment dans la Stratégie Commune de l'Union Européenne du 17 juin 2000 à l'égard de la région Méditerranée¹⁵⁴⁶ afin de lutter contre l'analphabétisme des femmes, le délaissement pédagogique que subissent les filles dans les zones rurales, le pourcentage élevé de femmes qui interrompent leur formation secondaire et la faible proportion des femmes qui fréquentent les enseignements moyen et supérieur, surtout en dehors des grandes agglomérations.

617. L'UE accorde dans ce contexte son appui à des actions spécifiques dans les pays partenaires visant à favoriser l'éducation et l'autonomie des femmes, notamment en élargissant l'accès aux programmes de coopération existants dans l'enseignement supérieur et en garantissant l'égalité d'accès à l'enseignement¹⁵⁴⁷. Elle promeut par exemple en Tunisie les initiatives visant à lutter contre toute forme de discrimination dans le cadre du programme d'appui au système de l'Education/formation-Enseignement supérieur et employabilité des diplômés lancé en 2011, malgré une année 2012 difficile marquée par « un afflux massif d'étudiants et au chômage des jeunes diplômés »¹⁵⁴⁸. Elle soutient également le dépôt par la Tunisie « des instruments de ratification de levées des dernières réserves relatives à la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes

¹⁵⁴⁵ Parmi les sujets abordés dans ses formations figurent l'éducation et la formation. Ces programmes ont été dispensés en Algérie, en Egypte, en Jordanie, au Liban, en Palestine, en Syrie et en Tunisie, ainsi qu'à Bruxelles

¹⁵⁴⁶ « En sus de la coopération qu'elle mène au sein du partenariat euro-méditerranéen, l'UE a l'intention : de soutenir les efforts visant à promouvoir la coopération dans le domaine social, notamment en ce qui concerne l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, et à renforcer le dialogue social; d'encourager les efforts visant à améliorer l'éducation et la formation professionnelle, en particulier celles des jeunes et des femmes, pour faciliter leur insertion sur le marché du travail. La coopération régionale à cet égard sera améliorée par l'échange des meilleures pratiques, les transferts de savoir-faire et le renforcement des capacités. » approuvée au Conseil Européen de Santa Maria da Feira, 19 et 20 juin 2000 JO L183/5 du 22 juillet 2000 - Selon le règlement (CE) 2698/00 du Conseil du 27 novembre 2000 « Les mesures prises en vertu du présent règlement doivent tenir compte de l'analyse des besoins et des potentialités des femmes et des hommes dans la vie économique et sociale, de manière que les questions d'égalité des sexes soient prises en compte dans la programmation et la mise en œuvre de la coopération au développement. Une importance particulière doit être attachée à l'éducation et à la création d'emplois pour les femmes. Elles tiennent également compte de la nécessité de promouvoir l'éducation et la création d'emplois pour les jeunes afin de faciliter leur intégration sociale. » - Modifiant le Règlement CE No1488/96 relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (MEDA) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadres du Partenariat Euro-Méditerranéen JO L311/8 du 12 décembre 2000

¹⁵⁴⁷ Rapport final du 22 mars 2004 sur le Partenariat stratégique entre l'UE et la région méditerranéenne ainsi que le Moyen Orient (suite au Conseil européen de décembre 2003 suivi d'un rapport intermédiaire du Conseil « Affaires générales et relations extérieures »)

http://www.delmar.ec.europa.eu/fr/communegie/print/20040024_print.htm

¹⁵⁴⁸ Ibid.

(CEDEF) »¹⁵⁴⁹, sachant que « les femmes, qui ont joué un rôle essentiel dans le Printemps arabe, ne peuvent faire les frais des transformations à venir »¹⁵⁵⁰.

c) Dans le cadre de la coopération au développement

618. L'égalité homme-femme fait partie intégrante d'un socle commun de valeurs partagées par l'UE et les pays partenaires dans le cadre de la coopération au développement¹⁵⁵¹. C'est pourquoi des dispositions relatives à l'égalité des genres sont insérées dans les accords de coopération au développement comme l'illustre par exemple l'accord de Cotonou.

Afin d'accélérer la réalisation des OMD, l'accord de Cotonou du 23 juin 2000, révisé le 26 juin 2005 et le 22 juin 2010, vise à établir entre l'UE et les pays ACP un cadre stratégique d'action renforcé pour lutter contre la pauvreté. Dans ce cadre, le principe d'égalité homme-femme est mentionné, d'une part, à l'article 9 paragraphe 2 de l'accord comme une priorité en matière de promotion des droits de l'Homme, d'autre part, à l'article 31 du même accord, inséré dans la section 4 « questions thématiques et à caractère transversal », qui prévoit la participation étendue des hommes et des femmes à tous les secteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle, l'amélioration de l'accès des femmes à toutes les ressources nécessaires au plein exercice de leurs droits fondamentaux notamment l'accès aux services sociaux de base tel que le service d'éducation. L'accord requiert ainsi explicitement des actions positives et l'intégration de la dimension de genre à tous les niveaux de la coopération notamment en ce qui concerne l'amélioration des systèmes éducatifs, prévue à l'article 25 de l'accord.

B/ L'éducation, instrument incontournable de réalisation de l'égalité homme-femme : les enjeux de la culture d'égalité des sexes en matière d'aide au développement

619. L'éducation des filles a été consacrée dès 1994 par la Commission comme une priorité des actions d'éducation et de formation dans les pays en voie de développement, élaborées dans le cadre de la coopération CE-Etats membres¹⁵⁵², dans la mesure où les filles sont l'un

¹⁵⁴⁹ Document de travail conjoint des services 'Mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage en Tunisie Progrès réalisés en 2012 et actions à mettre en œuvre accompagnant la communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et sociale européen et au Comité des régions 'Politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat', SWD/2013/083 final du 20 mars 2013

¹⁵⁵⁰ Ibid.

¹⁵⁵¹ Règlement (UE) n°233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, JO L77 du 15 mars 2014, p44-76 – annexe I point iv), op.cit.

¹⁵⁵² Communication de la Commission relative à la coopération entre la CE et les Etats membres dans le domaine des actions d'éducation et de formation dans les pays en voie de développement, COM (1994) 399 - La priorité doit être donnée selon la communication à « la promotion de l'éducation de base, l'éducation des filles, le lien

des groupes les plus vulnérables les plus affectés par l'inaccessibilité de l'éducation. L'UE combat ainsi deux formes d'obstacles restreignant l'accès des filles à l'éducation, en luttant, d'une part, contre les stéréotypes sociaux et culturels, d'autre part, contre l'extrême pauvreté. Force est de constater en effet que dans certains pays la mentalité est particulièrement réfractaire à l'éducation des filles, comme en témoigne la violence du crime sordide d'un directeur d'école en Afghanistan, coupable d'avoir ouvert l'accès de son établissement aux filles. De même l'extrême pauvreté fait obstacle à la scolarisation des enfants, notamment des filles, conduits à travailler dès leur plus jeune âge. Consciente de la diversité des situations et des attentes, l'UE a ainsi intégré le principe d'égalité des sexes dans sa politique d'aide au développement, notamment en conditionnant l'aide et en finançant par priorité les programmes susceptibles d'améliorer les conditions de la femme et ce particulièrement dans le domaine éducatif. L'éducation apparaît ainsi comme un domaine privilégié d'étude du respect du principe de l'égalité homme-femme, d'une part, parce que le respect de ce principe est intimement lié au droit à l'éducation, d'autre part, parce que l'éducation fait l'objet d'un débat intemporel¹⁵⁵³, puisqu'elle constitue à la fois la fondation de toute société et qu'elle seule peut en garantir la cohésion et lui assurer un avenir. Le respect du principe d'égalité homme femme dans le domaine éducatif contribue ainsi à la réduction de la pauvreté (1) et à la promotion des valeurs démocratiques nécessaires au développement et à la croissance économique (2).

1. La réduction de la pauvreté par l'éducation des filles

620. L'éducation des filles et des femmes¹⁵⁵⁴ est fondamentale car en tant que pilier de la structure familiale, la femme contribue à la première étape d'acquisition de connaissances, qui s'effectue au sein de la cellule familiale par l'apprentissage d'un savoir être et d'un savoir faire. Nombre de conventions internationales ont consacré le caractère fondamental de l'éducation des femmes pour la vie politique, sociale et économique¹⁵⁵⁵ et la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous de 1990 a lancé un appel pressant aux chefs d'Etat et aux

entre l'enseignement et la santé, l'alimentation, l'environnement, les droits de l'Homme, le rôle déterminant de l'éducation de base dans le développement »

¹⁵⁵³ Groupe de spécialistes sur les priorités futures, les stratégies et les méthodes de travail dans le domaine de l'égalité homme-femme (EG-S-FP) rapport de 1999

¹⁵⁵⁴ LP.LOBO « La politique de l'UE de lutte contre la pauvreté par l'éducation des filles » dirigé par le Professeur J.AUVRET FINCK IDPD Mémoire M2 2004/2005 (116p)

¹⁵⁵⁵ On peut notamment citer la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) et l'adoption des stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme (1985) - La Conférence du Caire sur la population et le développement de 1994 a par exemple montré la corrélation entre l'éducation des femmes, les droits en matière de procréation et la maîtrise de la démographie.

dirigeants en faveur de l'éducation et plus particulièrement de celle des femmes et des jeunes filles. Dans ce contexte, l'UE contribue activement à la lutte contre la pauvreté notamment par l'éducation des femmes, premières victimes de la pauvreté, en concentrant notamment son action sur l'éducation des femmes à la santé.

a) La féminisation de la pauvreté : la participation de l'UE à la réalisation de l'OMD 3 visant à 'promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes'

621. L'OMD 3 vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes d'ici à 2015. On assiste en effet à une 'féminisation' de la pauvreté dans le Monde, à laquelle il n'est possible de remédier que par la promotion de l'égalité des genres et le renforcement de l'autonomisation des femmes, nécessitant la mise en place de programmes éducatifs d'alphabétisation, d'éducation de base, d'éducation à la santé et de formations pour les adultes permettant aux femmes d'acquérir cette autonomie. L'éducation est ainsi un élément central de la réalisation de l'OMD 3, sachant que deux indicateurs sur quatre concernent l'éducation¹⁵⁵⁶, à savoir le rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, respectivement et le taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport à celui des hommes, élaborés par l'UNESCO. L'UE participe ainsi à la réalisation de l'OMD 3 dans le cadre de sa stratégie éducative en matière de lutte contre la pauvreté¹⁵⁵⁷ élaborée par la Commission, dans laquelle elle identifie trois priorités, à savoir l'éducation primaire notamment par la réduction des inégalités de genre existantes quant à l'accès à l'éducation, la formation liée à l'emploi et l'éducation supérieure.

622. L'autonomisation des femmes constitue donc une priorité pour l'UE dont les actions reposent principalement sur l'alphabétisation des femmes notamment dans les zones rurales, défavorisées du fait de l'absence de structures susceptibles d'accueillir les enfants. Elle favorise dans cette optique la gratuité de l'éducation impulsant de manière caractéristique la scolarisation des filles comme en témoigne l'expérience du Sri Lanka qui a par ce biais

¹⁵⁵⁶ Les deux autres indicateurs sont le pourcentage de salariées dans le secteur non agricole élaboré par l'OIT et la proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national élaboré par l'UPI-
<http://www.undp.org/french/mdg/goal3-f.shtml> - La Commission a contribué à la réalisation de l'indicateur lié à la place des femmes dans le Parlement national en octroyant dans ce cadre un budget de 630 500 € au projet « Femmes au Parlement » en Jordanie, dont l'objectif est de renforcer le rôle des femmes dans les processus décisionnels comme candidates et électrices en collaborant avec les médias et les décideurs politiques pour vaincre les stéréotypes traditionnels - Voir « Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement : de la politique à la pratique – le rôle de la Commission européenne » Commission européenne du 19 septembre 2003

¹⁵⁵⁷ Communication de la Commission du 6 mars 2002 au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement COM(2002) 116 final
www.europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r12511.htm

permis à 97% des filles d'être scolarisées au niveau primaire¹⁵⁵⁸ et a réduit le taux d'analphabétisme à 7% contre 42% dans les autres pays de la région¹⁵⁵⁹. L'UE impulse également les actions de micro financement¹⁵⁶⁰ dans la mesure où elle contribue à l'autonomisation des femmes en leur permettant de participer davantage à la prise de décision au niveau du ménage. La Commission européenne a par exemple accordé dans ce cadre une somme de 571 056 € dans le cadre d'un projet au Zimbabwe impliquant un partenariat avec le Dondolo Mondonzvo Credit Scheme Trust pour aider les femmes les plus pauvres par l'accès au crédit et la fourniture d'une assistance technique de stratégie commerciale, ce qui a contribué à la création de petites entreprises viables¹⁵⁶¹.

b) Lutter contre la précarité des femmes par l'éducation à la santé : OMD 5 « Améliorer la santé maternelle »¹⁵⁶²

623. Partant du constat que « chaque année 500 000 femmes perdent la vie au cours de leur grossesse ou lors d'un accouchement, alors que plus de dix millions d'enfants, dont quatre millions de nouveau-nés décèdent de causes susceptibles d'être prévenues ou traitées »¹⁵⁶³, l'UE considère la santé des femmes et l'éducation à la santé comme des priorités de sa stratégie de lutte contre la pauvreté, conformément à l'OMD 5 précisant que plus d'un demi millions de femmes meurent tous les ans pendant la grossesse et l'accouchement et visant à réduire de $\frac{3}{4}$ entre 1990 et 2015 le taux de mortalité maternelle¹⁵⁶⁴. Dans ce contexte, l'éducation des jeunes filles est incontestablement un instrument de lutte efficace contre la malnutrition, la mortalité infantile et la maîtrise de la procréation. C'est pourquoi la Commission européenne a signé des accords cadres avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) concernant le financement d'activités de développement dans le domaine de la santé reproductive, ayant permis notamment à l'UE d'apporter son soutien financier à la création d'un centre modèle de

¹⁵⁵⁸ Contre 70% dans les autres pays de la région

¹⁵⁵⁹ « De la politique à la pratique : le rôle de la Commission européenne »

¹⁵⁶⁰ Le micro financement date de 1976 avec la création de la Grameen Bank au Bangladesh. Ce système est basé sur la confiance mutuelle en prodiguant des crédits aux plus pauvres à des conditions raisonnables sans qu'une garantie soit nécessaire. Selon le raisonnement du professeur Muhammad YUNUS, fondateur et directeur général de la GB « ces millions de petites gens avec leurs millions de petits objectifs peuvent s'additionner pour créer le plus grand miracle de développement »

¹⁵⁶¹ « Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement – de la politique à la pratique – le rôle de la Commission » Commission européenne 11 septembre 2003

¹⁵⁶² <http://www.undp.org/french/mdg/goal5-f.shtml>

¹⁵⁶³ La Commission européenne place la santé des femmes en matière de reproduction et les droits de l'enfance au cœur de sa politique de développement – IP/05/542 du 4 mai 2005

¹⁵⁶⁴ Deux indicateurs sont utilisés, à savoir le taux de mortalité maternelle et la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié élaborés par l'UNICEF et l'OMS.

santé et de conseils dans la vallée de Katmandou¹⁵⁶⁵ dans lequel les femmes peuvent bénéficier d'une éducation à la santé. Elle a également participé dans le cadre d'un partenariat stratégique conclu en mai 2005 avec l'OMS à la formation professionnelle du personnel de santé, notamment d'infirmières afin de remédier à la pénurie du personnel hospitalier, notamment en Afrique où « vivent 70% des personnes infectées par le VIH dont la majorité sont des femmes et des filles mineures »¹⁵⁶⁶.

624. L'approche intégrée de l'égalité des genres dans le domaine éducatif a ainsi donné un nouvel élan à la politique communautaire de réduction de la pauvreté. Force est de constater cependant que « le lien entre l'éducation et la lutte contre la pauvreté n'a été reconnu qu'après la formulation de la plupart des programmes/projets d'éducation dans les pays ACP, ce qui explique en partie l'absence d'un cadre conceptuel permettant une synergie entre des programmes dans ces deux domaines et de l'attention systématique pour l'aspect pauvreté dans la mise en œuvre des programmes d'éducation »¹⁵⁶⁷. Malgré l'approche intégrée de l'égalité des sexes, on assiste de ce fait encore trop souvent à une séparation de la politique éducative et de formation et de la politique de promotion de l'égalité des genres, auquel il convient de remédier. Un autre aspect de la revalorisation de l'égalité des sexes dans le domaine éducatif consiste dans l'impact que peut présenter l'éducation à la culture de l'égalité des sexes sur la croissance économique et le maintien de la paix.

2. L'impact politique et économique de 'l'éducation à la culture de l'égalité des sexes'

625. L'action extérieure de l'UE reflète son identité. C'est pourquoi elle contribue à la promotion de ses valeurs pour consolider la démocratie, l'Etat de Droit et le respect des Droits de l'Homme afin de répondre aux aspirations de paix et de bien-être social dans un Monde conflictuel caractérisé par la perte de repères. En effet, la 'déformalisation' du conflit¹⁵⁶⁸ et la profusion de conflits 'ad hoc' conduisent à une situation de crise permanente et un climat d'insécurité, affectant le respect des droits de l'Homme. Les femmes sont les premières victimes de ces situations de crises et l'éducation peut contribuer à améliorer leurs conditions

¹⁵⁶⁵ Ce centre permet de limiter les risques de complications liées à la grossesse en assurant des consultations et en prodiguant des conseils permettant de lutter contre le manque généralisé de connaissance en matière de droits et de santé reproductive

¹⁵⁶⁶ H.WIECZOREK ZEUL, ministre fédéral allemande du développement « Bilan de la politique de développement lors de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne de 2007 : L'Europe – le partenaire fort d'un développement mondial durable », <http://www.entwicklungspolitik.de/en/service/infothek/fach/fr/Bilanz.pdf> - la lutte contre le VIH notamment pour les catégories les plus vulnérables est l'un des objectifs prioritaires de l'UE pour la période 2008-2013

¹⁵⁶⁷ COM(2002)116

¹⁵⁶⁸ Un conflit est déformalisé lorsqu'il ne répond pas aux critères de base de définition des conflits

de vie en prévenant la violence, par la transmission des valeurs démocratiques et en luttant contre les stéréotypes afin de favoriser la croissance économique.

a) L'impact démocratique de la culture de l'égalité des sexes

626. Selon l'Assemblée générale des Nations unies, « l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'Homme contribuent à la formation d'une conception intégrée du développement respectueuse de la dignité des femmes et des hommes de tous âges, qui tienne compte des groupes les plus vulnérables de la société »¹⁵⁶⁹. La politique extérieure éducative de l'UE contribuera dans ce contexte à la promotion des valeurs démocratiques, constituant un élément essentiel des relations extérieures de l'UE que ce soit dans le cadre de la coopération au développement ou de la PESC. Force est de constater cependant que l'on ne peut « plus à l'heure actuelle prétendre avancer dans la démocratisation d'un Etat de droit si on ne reconnaît pas le principe d'égalité »¹⁵⁷⁰.

627. La revalorisation du rôle des femmes est ainsi une composante fondamentale de l'action européenne puisque la démocratie « pour s'accomplir ... requiert une participation et une représentation égales des citoyens des deux sexes dans l'économie et la prise de décision, ainsi que la vie sociale, culturelle et civile »¹⁵⁷¹. C'est pourquoi les femmes sont amenées à participer et à être davantage représentées dans la vie politique, économique et sociale, dans la mesure où leur participation au processus démocratique est considérée par l'UE comme un indicateur de développement. Cette égalité 'cimente' en effet la société en contribuant à la cohésion sociale nécessaire au maintien de la paix. L'éducation à la démocratie participe ainsi à la lutte contre les stéréotypes de soumission de la femme, car « la mise en œuvre effective du principe d'égalité entre les femmes et les hommes implique certains arrachements culturels par rapport à des situations anciennes vécues comme des situations de violence »¹⁵⁷². Dans ce cadre, l'enseignement primaire et secondaire constituent la première école de la démocratie et de la citoyenneté, visant à inculquer une véritable matrice des comportements.

¹⁵⁶⁹ Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'Homme 1995-2004 –Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, 53^{ème} session, 3^{ème} Commission point 110b de l'ordre du jour A/RES/53/153 du 9 décembre 1998

¹⁵⁷⁰ Le rôle des femmes dans le développement économique: dimension "égalité hommes-femmes dans le partenariat euro-méditerranéen" Intervention de Monsieur Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre de d'affaires Étrangères (Belgique) Forum Régional Euro-Med, Bruxelles, 13 juillet 2001

¹⁵⁷¹ COM(2000)335 final « La stratégie communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes » 2001-2005

¹⁵⁷² Le rôle des femmes dans le développement économique: dimension "égalité hommes-femmes dans le partenariat euro-méditerranéen" Intervention de Monsieur Louis Michel, op.cit.

b) La lutte contre les stéréotypes¹⁵⁷³, facteur déterminant de la croissance économique

628. Dans le cadre d'une intervention relative au partenariat euro-méditerranéen, Louis MICHEL a précisé que « le rôle des femmes dans le développement économique doit maintenant prendre sa place à côté des autres sujets stratégiques traités dans le partenariat comme la démocratisation et l'Etat de droit. »¹⁵⁷⁴. Cette allocution a explicitement annoncé la tendance de la politique de développement de l'UE en faveur d'un renforcement du principe d'égalité homme-femme visant à impulser le développement économique, confirmée de surcroît par l'analyse du Conseil économique et social européen démontrant que « l'égalité homme-femme et la défense des droits de la femme constituent un objectif prioritaire et un outil destiné à assurer un développement égal, une meilleure redistribution des richesses, une croissance économique durable et le renforcement des systèmes de protection des couches les plus vulnérables de la population »¹⁵⁷⁵. L'UE suit dans ce contexte avec intérêt les travaux de l'OCDE¹⁵⁷⁶ qui s'intéresse particulièrement au domaine de l'éducation et à celui de l'égalité des genres en matière de croissance économique.

629. Ayant constaté que « l'amélioration des conditions économiques, sociales et politiques des pays en développement est intimement liée aux progrès réalisés en matière de l'égalité homme-femme et d'autonomisation des femmes »¹⁵⁷⁷ l'OCDE prône dans cet objectif la mise en place de mesures incitatives visant à intégrer la perspective genre dans les actions de développement à tous les niveaux, y compris dans le domaine de l'éducation, qui est l'un des axes prioritaires de l'OCDE dans la mesure où « les personnes aussi bien que les pays tirent avantage de l'instruction. Pour les personnes, les avantages potentiels résident dans la qualité de vie en général et dans la rentabilité économique d'un emploi durable et satisfaisant. Pour les pays, l'avantage potentiel est lié à la croissance économique et à l'instauration de valeurs communes qui cimentent la cohésion sociale »¹⁵⁷⁸. Les statistiques et études effectuées par l'Observatoire de l'OCDE ne laissent aucun doute entre le rapport existant entre éducation des femmes et croissance économique, démontrant que « les pays dominés par des attitudes traditionnelles de domination masculine risquent une stagnation économique à long terme, car

¹⁵⁷³ Analyse de l'impact du rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans le contexte mondial COM(2006)71 final le 22 février 2006

¹⁵⁷⁴ Le rôle des femmes dans le développement économique: dimension "égalité hommes-femmes dans le partenariat euro-méditerranéen" Intervention de Monsieur Louis Michel, op.cit.

¹⁵⁷⁵ Avis du Comité économique et social européen sur « Pékin, 10 ans après : évaluation des progrès accomplis en matière d'égalité femmes-hommes en Europe et dans les pays en développement » (2005/C221/11)

¹⁵⁷⁶ www.oecd.org

¹⁵⁷⁷ www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34541_1_1_1_1_37419,00.html

¹⁵⁷⁸ www.oecd.org/topic/0,2686,en_2649_37455_1_1_1_1_37455,00.html

les politiques familiales peu favorables aux mères se traduisent par un faible taux d'activité, des taux de natalité bas et une croissance molle, ces facteurs conduisant à la mise en place d'un cercle vicieux »¹⁵⁷⁹. Ainsi, la position sociale de la femme a un impact non négligeable sur la croissance économique du pays. La culture de l'égalité des sexes s'impose donc comme l'instrument susceptible de modifier les mentalités à long terme et donc d'être source de croissance économique par la réduction de la pauvreté et par la reconnaissance des femmes comme actrices incontournables de la croissance. Par l'élimination progressive des stéréotypes sexuels dans l'ensemble des livres et textes à tous les niveaux d'éducation et la prise de conscience d'une répartition plus équilibrée des responsabilités et des tâches familiales et professionnelles entre les femmes et les hommes, on peut donc promouvoir la croissance économique. Les financements devraient se concentrer dans la fourniture d'un matériel pédagogique aux enfants, qui doivent envisager la mixité comme une normalité et l'égalité des sexes comme un droit inaliénable. Il convient également de former les enseignants afin qu'ils puissent transmettre ces valeurs de non discrimination.

630. Pour promouvoir la culture de l'égalité des sexes, l'UE participe à des programmes de formation d'un 'personnel' susceptible de transmettre cette culture et en la création d'un matériel pédagogique. On peut citer pour exemple, le Programme de formation à l'égalité entre les femmes et les hommes en Afrique (AGTP)¹⁵⁸⁰. Dans sa lutte contre les stéréotypes la Commission a notamment accordé une somme de 284 000 € à l'initiative cinématographique « Riches »¹⁵⁸¹ afin de lutter contre les préjugés dont les femmes africaines sont victimes. Les médias sont également un instrument non négligeable de développement et de changement de mentalités. L'insertion des femmes dans les médias a permis par exemple une évolution significative de la scolarisation des filles au Burkina Faso. Soutenu par l'ONG britannique Oxfam il y a cinq ans ce projet audacieux a influé sur la politique gouvernementale et actuellement 46.3% des filles et 57.9% des garçons sont scolarisés¹⁵⁸².

631. L'égalité homme - femme en matière d'éducation est donc un facteur déterminant de la politique de croissance et de compétitivité économique car une politique égalitaire donne

¹⁵⁷⁹ www.observateurocde.org/news/printpage.php/aid/1303/L%92%E9galit%E9_d

¹⁵⁸⁰ Programme de formation de deux ans (1997/98) qui a notamment contribué à la création d'atelier régionaux permettant de former de futurs formateurs et consultants en matière d'égalité des genres – au Mozambique, au Sénégal, en Zambie...

¹⁵⁸¹ Film relatant l'histoire d'une femme zimbabwéenne qui, parce qu'elle croit en ses propres idées, perd son emploi d'enseignante et fait face à l'opposition de la Communauté – in « Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement – de la politique à la pratique – le rôle de la Commission européenne » Commission européenne, 19 septembre 2003

¹⁵⁸² « Burkina Faso : cap sur la scolarisation des filles » Le Monde de l'éducation, n°336 mai 2005, p70

nécessairement un essor à la vie économique ne serait-ce que par la mise à contribution de toute la main d'œuvre active et par l'exploitation des compétences de chacun¹⁵⁸³. Cela permet ainsi d'optimiser le potentiel humain notamment par l'extension de l'accès aux femmes au domaine scientifique et technologique. C'est dans ce contexte qu'intervient notamment BRIDGE, organisation novatrice spécialisée dans les questions relatives à l'égalité des genres ayant pour objectif d'ouvrir plus d'espaces en ligne tout en soutenant les utilisateurs dépourvus d'accès à Internet. Cependant, si l'analyse du Conseil économique et social démontre une évolution favorable au niveau quantitatif notamment en terme de création d'emplois pour les femmes, en terme qualitatif « les mesures visant à améliorer la qualité du travail et les perspectives de carrière, à promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes, à réduire les écarts de rémunération et à augmenter la présence des femmes dans le secteur des nouvelles technologies restent sporadiques »¹⁵⁸⁴. Il est de ce fait indispensable d'optimiser l'action extérieure éducative de l'UE en matière d'égalité homme-femme.

632. L'UE a en ce sens renforcé son action extérieure éducative en matière d'égalité des genres. Selon le rapport du CAD de 2007 portant sur l'examen de la politique d'aide au développement de la CE, même si celle ci souligne l'importance du principe d'égalité hommes-femmes « lors des visites sur le terrain effectués à l'occasion de l'examen, il est apparu que la problématique homme femme n'avait pas systématiquement sa place dans la mise en œuvre des programmes ou ne figurait pas systématiquement parmi les principaux indicateurs utilisés pour évaluer la performance des programmes. Des améliorations sont donc possibles sur ces plans. »¹⁵⁸⁵. C'est pourquoi la Commission a dès 2008 rappelé que « la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes en tant que droit humain fondamental et en tant que stratégie au service de la réalisation des OMD doit trouver sa place dans l'agenda de l'efficacité »¹⁵⁸⁶. Pour remédier aux lacunes de la politique extérieure communautaire soulevées par le CAD, il nous semble nécessaire, d'une part, de renforcer le

¹⁵⁸³ Par exemple en matière d'aide au développement les femmes jouent en effet un rôle fondamental dans le domaine agricole. En témoigne le programme de soutien à la recherche en agriculture et élevage (ARSP) de la Commission européenne au Kenya et l'attribution du Prix Nobel de la paix en 2004 à Wangari Maathai.

¹⁵⁸⁴ Avis du Comité économique et social européen sur « Pékin, 10 ans après : évaluation des progrès accomplis en matière d'égalité femmes-hommes en Europe et dans les pays en développement », 2005/C221/11

¹⁵⁸⁵ Communauté européenne (2007) - Examen du CAD par les pairs – principales conclusions et recommandations www.oecd.org – partie « Recommandations – Thèmes particuliers »

¹⁵⁸⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Conseil économique et social européen et au Comité des régions intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM (2008) 177 final, SEC (2008)431, SEC (2008) 432, SEC (2008) 433, SEC (2008) 434, SEC (2008) 435 du 9 avril 2008

rôle des organismes actifs au niveau européen en matière d'égalité homme-femme¹⁵⁸⁷, ainsi que des ONG et des entreprises¹⁵⁸⁸ afin de favoriser conformément aux recommandations une prise en compte systématique de la question de l'égalité homme-femme dans la mise en œuvre des programmes, d'autre part, de réviser les indicateurs utilisés pour évaluer la performance des programmes en intégrant des sous indicateurs liés au genre. Concernant la revalorisation du rôle des ONG, force est de constater que leur maîtrise du terrain est un atout indispensable à l'optimisation. Elles peuvent soumettre à Europaid des propositions en matière d'égalité de genre¹⁵⁸⁹ et il est donc souhaitable de renforcer au niveau de l'UE la technique de cofinancement d'actions entreprises par les ONG en matière d'égalité des genres¹⁵⁹⁰.

¹⁵⁸⁷ Dans une Décision n°848/2004/CE du 29 avril 2004 le Parlement européen et le Conseil ont notamment établi un programme d'action pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes, JO L157 du 30 avril 2004 - La Commission européenne a quant à elle proposé de créer un Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Le 8 mars 2005 Vladimir Spidla, commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, a annoncé la création de ce nouvel institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (opérationnel en 2007). Ce dernier aide les institutions européennes et les Etats membres à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et a lutté contre la discrimination fondée sur le sexe en permettant « la diffusion d'informations, l'échange de bonnes pratiques et la conception d'outils méthodologiques pour promouvoir l'intégration de la question de l'égalité hommes-femmes dans toutes les politiques » - Rapport de la Commission sur l'égalité entre les femmes et les hommes du 22 février 2006, COM(2006)71 final, p4 - D'autres structures sont également spécialisées dans l'égalité des genres : le groupe de commissaires sur l'égalité homme/femmes, le groupe interservices sur l'égalité hommes/femmes, le comité consultatif sur l'égalité des chances entre hommes et femmes, la conférence des commissions parlementaires pour l'égalité des chances des femmes et des hommes de l'Union européenne (CCEC) réunit les commissions chargées de la question dans les parlements nationaux des Etats membres de l'UE et au Parlement.

¹⁵⁸⁸ Les entreprises comme nous l'avons vu, sont les mécènes de l'aide au développement et leurs actions de promotion de l'éducation sont souvent ciblées sur le renforcement de l'égalité homme-femme. IBM considère notamment qu'il faut « Partager l'innovation technologique pour un mécénat de compétences ». En favorisant l'accès de tous aux nouvelles technologies, IBM tend à favoriser la croissance économique de zones défavorisées, à lutter contre l'illettrisme dans son programme « Réinventer l'éducation ». Il faut selon elle « donner le goût de la recherche et des sciences » notamment aux femmes généralement exclues des domaines technologique et scientifique. La Fondation France Telecom soutient quant à elle des projets associatifs en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école par la mise en œuvre de programme de sensibilisation, l'aménagement d'écoles en milieu rural, la formation d'enseignants, l'aménagement sanitaire et sécurisé des écoles. Les entreprises contribuent également à l'éducation des femmes dans le cadre des universités d'entreprises qui se développent à travers le Monde et participent à la croissance économique des pays en voie de développement.

¹⁵⁸⁹ Le Groupe CONCORD (coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale) commente la politique de développement de la Communauté européenne et précise que l'approche intégrée du genre dans toutes les politiques n'est pas un principe mais une stratégie qui a comme objectif la transformation qui nécessite plus que de bonnes intentions. Il prône un renforcement de l'appropriation car « la responsabilité est la clé de l'intégration efficace des questions de genre dans les autres politiques et également celle pour empêcher la dissolution des politiques » - Comments on the EU Development Policy – Issue Paper : Section 4 Issue 8 « Mainstreaming and cross cutting themes : Promoting gender equality » submission by CONCORD Gender Taskforce 16 mars 2005 www.concordeurope.org/view.cfm?idref=SUJ85&tab1=sujets www.coordinationsud.org

¹⁵⁹⁰ Selon le règlement (CE) n°1658 du 17 juillet 1998 relatif au cofinancement avec les organisations non gouvernementales de développement (ONG) européennes d'actions dans les domaines intéressant les pays en développement une attention particulière doit être portée aux actions visant « le rôle de la femme dans le développement ». Cependant le cofinancement n'en est qu'à ses balbutiements. En 2004 « sur les 7,7 milliards d'euros de l'aide extérieure moins de 700 millions ont été dépensés via les ONG », JO L213 du 30 juillet 1998 et

633. La Commission européenne coopère notamment avec le réseau WIDE¹⁵⁹¹ en matière de campagne de sensibilisation et de financement de projets en matière d'éducation des femmes. Concernant le renforcement des indicateurs, il est indispensable d'insérer à notre sens plus systématiquement des sous indicateurs liés à l'égalité homme femme en commençant par l'indicateur mondial de référence, à savoir l'Indice de Développement Humain car si cet indicateur composite, prend en considération la composante 'éducation', force est de constater qu'elle est évaluée selon le niveau de connaissance mesuré par le taux d'alphabétisation¹⁵⁹² des adultes et le taux brut de scolarisation¹⁵⁹³ (primaire, secondaire et supérieur) sans distinction de genre.

634. La concrétisation d'une société fondée sur le respect de l'égalité homme-femme dépend de l'engagement réel des Etats. Il est important de maintenir des attentes réalistes et d'encourager le changement de l'intérieur par une intensification des actions éducatives de sensibilisation, l'analyse, la participation et le dialogue¹⁵⁹⁴. L'éducation fait ainsi partie intégrante de la politique transversale de l'UE en matière d'égalité homme-femme, démontrant sa prédisposition à être reconnue également comme une politique transversale dans la mesure où la prise en compte de l'éducation conditionne la réalisation de nombreux objectifs sociaux, économiques et de développement poursuivis par l'UE dans le cadre de ses relations extérieures...

Paragraphe 2/ Vers une approche transversale *de jure* de l'éducation

635. Dans un contexte juridique de l'UE caractérisé par des réformes structurelles et substantielles profondes, il serait regrettable de ne pas aborder la question, certes subsidiaire, mais non sans conséquences de la transversalité de la politique extérieure éducative de l'UE. En effet, bien que la transversalité ne soit pas consacrée comme la 'technique miracle' en matière d'optimisation de l'action institutionnelle, il apparaît que son impact sur la visibilité et la cohérence de la politique extérieure de l'UE, soit aussi caractéristique que les techniques 'en vogue' telles que l'approche globale. Il convient d'analyser, d'une part, l'existence d'une

les sites de l'ONG CONCORD www.concordeurope.org/view.cfm?idref=SUIJ45&tab1=sujets ainsi que le site Europaid www.ec.europa.eu/comm/europaid/projects/ong/pvd_page_fr.htm

¹⁵⁹¹ Créée en 1985 Women in Development Europe est un réseau européen basé à Bruxelles regroupant des spécialistes des questions de genre, de femmes actives dans les organisations de développement non gouvernementales et des défenseurs des droits de l'Homme

¹⁵⁹² (Taux d'alphabétisation – taux d'alphabétisation minimum)/ Écart maximum, avec taux d'alphabétisation minimum égal à 0 et écart maximum égal à 100

¹⁵⁹³ (Taux de scolarisation - taux de scolarisation minimum)/écart maximum, avec Taux de scolarisation minimum=0 et écart maximum=100

¹⁵⁹⁴ Rapport « Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement » www.europa.eu.int/comm/development/index_en.htm

politique extérieure de l'éducation transversale de fait (A) reposant sur la récurrence de l'éducation dans l'évaluation de l'impact des politiques extérieures et sur le caractère multifonctionnel de cette politique, d'autre part, l'émergence d'une politique extérieure de l'éducation transversale de droit (B) conformément aux tendances actuelles du droit de l'UE.

A/ La nature transversale de la politique extérieure de l'éducation : multifonctionnalité et interdisciplinarité de l'éducation

636. La transversalité de la politique extérieure éducative de l'UE est liée aux caractères multidisciplinaire et multifonctionnel de l'éducation, ayant pour conséquence l'intégration systématique de l'éducation dans les politiques internes et externes de l'UE, que ce soit en tant qu'objectif prioritaire à atteindre, instrument de réalisation d'objectifs globaux, telle que la réduction de la pauvreté, ou comme indicateur de référence permettant d'évaluer le développement économique et social (1). Outil de mise en œuvre de nombreuses politiques de l'UE, même particulières telles que la politique de consommation¹⁵⁹⁵, la politique maritime¹⁵⁹⁶ ou la politique sportive¹⁵⁹⁷, l'éducation permet de prévenir et de sensibiliser les acteurs par la

¹⁵⁹⁵ Document de travail des services de la Commission accompagnant la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social « Stratégie communautaire en matière de politique des consommateurs pour la période 2007-2013 – Responsabiliser le consommateur, améliorer son bien-être et le protéger efficacement – Evaluation d'impact approfondi » COM(2007)95 final, SEC(2007)321/SEC(2007)322/SEC(2007)0323 ; Voir également article III-235 Projet de Constitution

¹⁵⁹⁶ Consulté par la Commission, le Comité économique et social a adopté lors de sa 435^{ème} session plénière des 25 et 26 avril 2007, un avis (JO n° C 168 du 20 juillet 2007 p 50-56) relatif à la politique maritime de l'Union en y intégrant d'une part « l'approche globale, trans-sectorielle et stratégique des océans » et d'autre part le lien nécessaire de cette politique avec l'éducation. Ainsi la transversalité devient le nouveau moyen de traiter toute question sensible et l'éducation l'instrument nécessaire à la réalisation d'autres objectifs fondamentaux. Le Comité insiste sur la nécessité d'investir dans l'éducation et la formation maritime par la fourniture de services de qualité afin de lutter contre la pénurie de personnes qualifiées dans la sécurité maritime. Une concertation de l'UE et des Etats membres est nécessaire et nécessite selon le Comité « la mise en place d'un cadre communautaire approprié destiné à promouvoir la formation et le savoir-faire maritimes européens ». - COM (2006)275 final (2007/C 168/11) « Vers une politique maritime de l'Union : une vision européenne des océans et des mers »

¹⁵⁹⁷ Le rôle essentiel du sport dans l'éducation a été consacré par 'l'année européenne de l'éducation par le sport' (2004). La CE ne disposait pas de compétences directes dans le domaine sportif, elle devait ainsi le prendre en considération dans l'exercice de ses politiques sociales, éducatives et culturelles. Reconnaisant l'impact du sport dans le domaine éducatif et dans le renforcement de ses relations extérieures, la Commission a proposé d'élaborer avec les Etats membres de nouvelles lignes directrices en 2008 et « recommande que le renforcement de la coopération entre les secteurs de la santé, de l'éducation et du sport soit encouragée au niveau ministériel » afin de « promouvoir un mode de vie actif par l'intermédiaire des systèmes nationaux d'éducation et de formation, y compris la formation des enseignants », notamment en intégrant le sport dans le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Le programme pourra ainsi soutenir la pratique du sport, qui devra un sujet prioritaire notamment pour les partenariats scolaires soutenus par Comenius. L'éducation par le sport peut selon le livre blanc être un élément des programmes d'aide extérieure, un élément de dialogue avec les pays partenaires. Ainsi dans le cadre de sa politique d'aide au développement, la Commission souhaite « favoriser l'éducation sportive et physique en tant qu'élément essentiel d'une éducation de qualité et en tant que moyen de rendre l'école plus attrayante et d'améliorer la fréquentation scolaire, orienter son action vers l'amélioration de l'accès aux jeunes filles ». Les actions complémentaires de l'UE seront coordonner aux programmes existants des Nations Unies, des Etats membres, des organismes privés - Par exemple la Commission a signé un protocole d'accord avec la FIFA en 2006 pour faire du football un moteur du

transmission de valeurs et le transfert d'un savoir faire, justifiant sa présence au sein des divers politiques sectorielles de l'UE, comme l'étude non exhaustive de l'intrication des objectifs poursuivis par l'UE a permis de le démontrer¹⁵⁹⁸. Le rôle essentiel accordé à l'éducation au sein des politiques intégrées de l'UE consolide d'autant plus la transdisciplinarité du secteur éducatif (2).

1. L'éducation, une notion multifonction

637. L'éducation est à la fois un objectif à atteindre, un instrument d'action et un indicateur d'évaluation des politiques menées par l'UE. Cette multifonctionnalité liée à la nature même de l'éducation justifie sa prise en compte dans les divers domaines d'intervention de l'UE et plaide en faveur de l'existence d'une politique transversale éducative de l'UE. Le développement de stratégies globales a, dans ce contexte, grandement contribué à la visualisation des mesures éducatives intégrées aux politiques sectorielles de l'UE, notamment la Stratégie de Lisbonne plaçant l'éducation en son centre et ayant impulsé l'intégration des programmes d'éducation.

638. L'intégration des objectifs poursuivis par l'UE, analysée dans la première partie de cette thèse, démontre la présence de mesures éducatives dans les grandes politiques internes et externes de l'UE, que ce soit en tant qu'objectif complémentaire à un objectif similaire comme dans le cadre de la politique de formation professionnelle ou la politique de recherche, qu'objectif accessoire à un objectif global comme en matière de coopération au développement, ou en tant qu'instrument de réalisation d'une politique sectorielle telle que la politique de santé.

639. L'éducation est également un instrument incontournable d'évaluation des progrès effectués dans le cadre des politiques de l'UE, qu'il s'agisse de développement social ou économique, comme le démontre sa prise en compte par l'UE sous forme d'indicateur, par exemple en matière de réduction de la pauvreté, tel le taux de scolarisation au niveau primaire révélateur du niveau de vie, ou en matière de développement économique tel le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur ou le taux d'abandon scolaire reflétant la situation économique du pays.

développement en Afrique et dans les pays des Caraïbes et du Pacifique - Livre blanc de la Commission sur le sport, le 11 juillet 2007, SEC (2007)932, SEC (2007)934, SEC (2007)935, SEC (2007)936, COM (2007) 391 final

¹⁵⁹⁸ Voir supra

2. L'insertion de la composante éducative au sein de politiques transversales de l'UE : illustration de l'interdisciplinarité de l'éducation

640. La transversalité de la politique extérieure éducative est renforcée par la place essentielle qu'occupe l'éducation au sein des politiques et thèmes transversaux de l'UE. Elément indispensable de la promotion de l'égalité homme-femme, l'éducation fait ainsi partie intégrante de la politique transversale de l'UE d'égalité des genres, ce qui confère à l'action éducative de l'UE, réciproquement, une dimension transversale lorsqu'elle influe sur l'égalité homme femme.

641. L'éducation est de même une composante essentielle de l'action transversale de protection et de promotion des droits de l'Homme, consacrée à la fois comme un moyen de protection et de diffusion des droits et comme un objectif à atteindre puisque le droit à l'éducation fait partie des droits fondamentaux à protéger. Développée en complément de l'ensemble des politiques géographiques, l'action de l'UE en faveur de la démocratie et des droits de l'Homme vise à fournir « une aide destinée à s'attaquer aux problèmes mondiaux, régionaux, nationaux et locaux liés aux droits de l'Homme et à la démocratisation en partenariat avec la société civile »¹⁵⁹⁹, dans le cadre de laquelle le droit à l'éducation est protégé¹⁶⁰⁰, même en matière d'adoption de mesures restrictives¹⁶⁰¹ et spécifiquement pour les populations fragilisées, comme en témoigne le rapport annuel de l'UE sur les droits de l'Homme 2010¹⁶⁰² et le volet éducatif explicitement prévu dans la politique d'aide de l'UE¹⁶⁰³.

¹⁵⁹⁹ Point 12 du règlement (CE) 1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, JO L 386 du 29 décembre 2006 p1-11 (179 181A 251 TCE)

¹⁶⁰⁰ Ibid., article 2 'champ d'application' - « l'aide de la Communauté porte sur les domaines suivants:...b) promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales proclamées dans la déclaration universelle des droits de l'Homme et autres instruments internationaux en matière de droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, essentiellement au moyen des organisations de la société civile en faveur notamment...ix) de l'éducation, de la formation et de la surveillance dans le domaine des droits de l'Homme et de la démocratie... »

¹⁶⁰¹ Voir par exemple la résolution du Parlement européen du 4 septembre 2008 sur l'évaluation des sanctions communautaires prévues dans le cadre des actions et politiques de l'UE dans le domaine des droits de l'Homme (2008/2031) JO C295E du 4 décembre 2009 p49-62 (3 TUE, 6 TUE, 11 TUE, 13 TUE, 19 TUE, 21 TUE, 29 TUE, 60 TCE, 133 TCE, 296 TCE, 297 TCE, 301 TCE, 308 TCE) - point R « considérant que la mise en œuvre de mesures restrictives doivent respecter les droits de l'Homme et le droit humanitaire international, y compris le droit à une procédure équitable et à un recours effectif, ainsi que la proportionnalité, et qu'il y a lieu de prévoir des exemptions appropriées pour tenir compte des besoins fondamentaux des personnes visées, tels que l'accès à l'enseignement primaire... »

¹⁶⁰² Rapport annuel de l'UE sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le Monde en 2010 Conseil de l'UE, Bruxelles 26 septembre 2011, 1150/2/11REV2 – ce rapport fait référence à la protection du droit à l'éducation pour les enfants, les populations fragilisés, les minorités

¹⁶⁰³ Article 2 du règlement (CE) n°1889/2006, op.cit. - « l'aide de la Communauté porte sur les domaines suivants : ...b) promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales proclamées dans la

642. Le droit à l'éducation fait également partie des droits promus par la stratégie européenne globale visant à promouvoir et à protéger les droits de l'enfant¹⁶⁰⁴, stratégie caractérisée par sa transversalité depuis 2006, concernant les politiques intérieures et extérieures de l'UE¹⁶⁰⁵. La promotion du droit à l'éducation, particulièrement pour les enfants, est de ce fait définie explicitement comme un axe prioritaire d'action pour l'UE, ce qui justifie la place spécifique qui lui ait accordée dans la charte des droits fondamentaux de l'UE¹⁶⁰⁶. Bien que la Charte n'étende pas les compétences de l'UE et n'en crée pas de nouvelles¹⁶⁰⁷, elle a pour intérêt d'inscrire le droit à l'éducation dans le droit originaire positif, contraignant pour les institutions, organes et organismes de l'UE ainsi que pour les Etats membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'UE. La Commission a ainsi pu affirmer, sur le fondement de l'article 24 de la charte des droits fondamentaux, que « l'Union est décidée à accorder la priorité à la promotion et à la protection des droits de l'enfant également dans son action extérieure, y compris dans le cadre de la coopération judiciaire en matière civile relevant de ses domaines de compétence »¹⁶⁰⁸.

643. Le règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, pour 2014-2020, confirme la prise en compte des enjeux éducatifs dans la politique thématique de protection

déclaration universelle des droits de l'Homme et autres instruments internationaux en matière de droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, essentiellement au moyen des organisations de la société civile en faveur notamment : ...ix) de l'éducation, de la formation et de la surveillance dans le domaine des droits de l'Homme et de la démocratie... »

¹⁶⁰⁴ Communication de la Commission « Vers une stratégie sur les droits de l'enfant », IP/06/927 du 4 juillet 2006

¹⁶⁰⁵ Dans cette optique, le « coordinateur de la Commission pour les droits de l'enfant » a pour mission de « donner plus de visibilité aux droits de l'enfant et d'assurer la coordination de la stratégie entre tous les services - La protection des enfants et des jeunes est un objectif abordé dans le cadre du programme thématique « Investir dans les ressources humaines » relevant de l'ICD et du nouvel instrument pour la démocratie et les droits de l'Homme. Avant les politiques et programmes en faveur des enfants reposait sur 75 instruments - COM (2006) 18 final du 25 janvier 2006 et Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006, Bruxelles le 21 juin 2007, COM(2007)349 final, SEC(2007)840

¹⁶⁰⁶ Article 14 de la Charte des droits fondamentaux « 1 Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue. 2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire. 3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice. » ; Article 24 « 1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien être... » ; Article 32 « 1. Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire... » ; Voir également Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – rapport 2011 sur l'application de la charte des droits fondamentaux de l'UE COM(2012)169 du 16 avril 2012

¹⁶⁰⁷ Voir article 51 de la Charte des droits fondamentaux et article 6 TUE version consolidée

¹⁶⁰⁸ Communication de la Commission 'Programme de l'UE en matière de droits de l'enfant', COM(2011)60 du 15 février 2011 (base : article 24 de la charte des droits fondamentaux)

des droits de l'Homme¹⁶⁰⁹. Cet instrument présente de réels avantages pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme en la matière, dans la mesure où « l'IEDDH offre une plus grande indépendance d'action, car il permet d'agir sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement du gouvernement, ce qui est un élément essentiel en particulier dans les domaines sensibles de la démocratie et des droits de l'Homme. A titre d'exemple, l'instrument soutient l'éducation démocratique, au niveau universitaire, des futurs jeunes leaders biélorusses à l'étranger ou tente d'atténuer la criminalisation injuste des militants démocratiques emprisonnés au motif qu'ils sont opposants au pouvoir »¹⁶¹⁰.

644. L'éducation est de surcroît un élément fondamental des 'politiques transversales' consacrées par la Commission. En tant qu'élément central de la Stratégie de Lisbonne, l'éducation est intégrée de fait à Stratégie Europe 2020¹⁶¹¹, dont l'objectif est de renouveler la Stratégie de Lisbonne. Mise en place par la Commission en mars 2010, la Stratégie Europe 2020 fait suite à la politique transversale 'Croissance et emploi'¹⁶¹² élaborée en juillet 2005 pour assurer la transition entre les deux stratégies.

¹⁶⁰⁹ Règlement (UE) n° 235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde - Article premier « Objet et objectifs - Le présent règlement institue un instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) pour la période 2014-2020 au titre duquel l'Union fournit une aide au développement et à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'au respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. xiv) à l'éducation, la formation et la surveillance dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie » et article 2 point xiv)

¹⁶¹⁰ Ibid., paragraphe 1.5.3 'leçons tirées d'expériences similaires' in proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde COM(2011)844 final, 2011/412 (COD) du 7 décembre 2011(209 et 212 TFUE)

¹⁶¹¹ Les cinq objectifs de la Stratégie Europe 2020 sont : 1. Un emploi pour 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans ; 2. Recherche et développement : investissement de 3 % du PIB de l'UE dans la recherche et le développement ; 3. Changement climatique et énergies durables : réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % (voire de 30 %, si les conditions le permettent) par rapport à 1990, utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables à hauteur de 20 %, augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique ; 4. Éducation : abaissement du taux de sortie précoce du système scolaire à moins de 10 %, un diplôme de l'enseignement supérieur pour au moins 40 % de la population âgée de 30 à 34 ans ; 5. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale : réduction d'au moins 20 millions du nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale http://ec.europa.eu/europe2020/europe-2020-in-a-nutshell/targets/index_fr.htm

¹⁶¹² Le Conseil européen de printemps 2006 a dans le cadre de la politique transversale 'croissance et emploi' identifié l'investissement dans la connaissance et l'éducation comme l'un domaine prioritaire nécessitant l'adoption de mesures spécifiques http://ec.europa.eu/growthandjobs/index_fr.htm - voir notamment « Travailler pour la croissance et l'emploi – une année charnière » IP/06/1758, rapport annuel de la Commission européenne 2006 sur la croissance et l'emploi », recommandation du Conseil concernant les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté (2005-2008), JO L 205 du 6 août 2005 p28, décision relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres, JO L 205 du 6 août 2005, p21, lignes directrices intégrées de Lisbonne (sous la forme de recommandations par pays au titre de l'article 99 paragraphe 2 et de l'article 128 paragraphe 4 du traité afin d'assurer une mise en œuvre cohérente et intégrée de la stratégie de Lisbonne) http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/integrated_guidelines_fr.pdf, rapport annuel 2006 de la Commission sur la croissance et l'emploi (la Commission établit une liste restreinte de 14 indicateurs pour la croissance dont 2 sont liés à l'éducation : l'indicateur « niveau d'éducation des jeunes » est le pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans ayant atteint au moins un niveau d'éducation secondaire

645. La politique transversale de développement durable¹⁶¹³, complémentaire à la Stratégie de Lisbonne, comprend également des aspects éducatifs. Conformément à l'article 2 TUE, ainsi qu'à la Déclaration du Millénaire¹⁶¹⁴ et à l'action de l'OCDE¹⁶¹⁵, elle vise notamment à promouvoir un niveau d'éducation élevé afin de favoriser l'emploi des jeunes et de réduire de 10% l'abandon scolaire¹⁶¹⁶. Renouvelée en 2006 et régulièrement évaluée par Eurostat¹⁶¹⁷, la stratégie du développement durable confirme que « l'éducation est indispensable pour promouvoir un changement de comportement et doter l'ensemble des citoyens des compétences essentielles qui sont nécessaires pour parvenir au développement durable »¹⁶¹⁸. Elle rappelle à ce titre que « le renversement des tendances non durables dépendra en grande partie de la qualité de l'éducation en matière de développement durable qui sera dispensée à tous les niveaux, y compris sur des questions telles que l'utilisation des sources d'énergie et des systèmes de transports, les modes de consommation et de production durables, la santé, la compétence des médias et une citoyenneté mondiale responsable »¹⁶¹⁹. Partant de ce constat, il serait positif de reconnaître l'éducation comme une thématique transversale de la coopération au développement, notamment dans le cadre des accords de coopération.

646. De même, la politique transversale « multilinguisme »¹⁶²⁰ instituée en un portefeuille distinct le 1^{er} janvier 2007 afin de mettre en avant sa dimension politique dans l'UE¹⁶²¹, reste

supérieur – indicateur ventilé par sexe, l'indicateur « dépenses intérieure brute de R&D » concerne les dépenses intérieure brute de recherche et développement expérimental en % du PIB - « Mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne renouvelée pour la croissance et l'emploi : une année de résultats » - évaluation des programmes nationaux de réformes) http://ec.europa.eu/growthandjobs/pdf/1206_annual8report_fr.pdf

¹⁶¹³ Cette stratégie globale de l'UE, adoptée à Göteborg en juin 2001 et renouvelée en juin 2006, poursuit des objectifs diversifiés tels que la préservation de l'environnement, la promotion de la démocratie, le respect du principe d'égalité homme-femme, de la solidarité, de l'Etat de droit et des principes fondamentaux et vise notamment à promouvoir un niveau d'éducation élevé afin de favoriser l'emploi des jeunes et de réduire de 10% l'abandon scolaire. – voir communication de la Commission « Développement durable en Europe pour un monde meilleur : stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable » - voir COM (2001)264 final du 15 mai 2001, communication « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005 : premier bilan et orientations futures » COM(2005)37 final du 9 février 2005

¹⁶¹⁴ Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies 55^{ème} session point 60 de l'ordre du jour www.un.org/french/millenaire/ares552f.pdf

¹⁶¹⁵ « Œuvrer ensemble pour un développement durable : l'expérience de l'OCDE », « Mise en œuvre du développement durable : principaux résultats 2001-2004 » www.oecd.org

¹⁶¹⁶ Conseil de l'Union européenne « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable SDD – nouvelle stratégie », Bruxelles le 9 juin 2006 – 10117/06 <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st10/st10117.fr06.pdf>

¹⁶¹⁷ Rapports de suivi de la Stratégie de Développement durable dans l'Union européenne

2009 http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/865-FR/FR/865-FR-FR.PDF

2011 http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/224-FR/FR/224-FR-FR.PDF

2013 http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-02-13-237/EN/KS-02-13-237-EN.PDF

¹⁶¹⁸ Paragraphes 14 à 17 de l'« Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable SDD – nouvelle stratégie », op.cit.

¹⁶¹⁹ Ibid.

¹⁶²⁰ <http://europa.eu/languages/fr/home>

¹⁶²¹ MEMO/07/80 Bruxelles, le 23 février 2007

étroitement liée à la Stratégie de Lisbonne et au programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. L'apprentissage des langues est donc un élément central de cette politique transversale.

B/ Les éléments juridiques en faveur de la reconnaissance d'une politique extérieure transversale de l'éducation : la judiciarisation d'une politique d'*'education main streaming'* de fait

647. A l'occasion du Consensus européen pour le développement, les institutions de l'UE et les Etats membres ont estimé qu'il relevait de la compétence de l'UE de renforcer l'approche du '*main streaming*'¹⁶²². Ils considèrent que certaines initiatives appellent en effet un effort multisectoriel, tel que les initiatives concernant la démocratie, les droits de l'Homme, les droits de l'enfant et des peuples indigènes, l'égalité des sexes, la durabilité environnementale et le VIH/SIDA. Cette vision positive de l'approche intégrée devrait également être étendue au secteur éducatif, mais en l'absence de définition de la transversalité, il convient d'analyser, d'une part, le document élaboré par Europaid relatif aux caractéristiques des aspects transversaux en matière de relations extérieures afin d'évaluer son influence sur l'existence d'une politique transversale de l'éducation (1), d'autre part, les éléments des programmes de l'UE en matière d'éducation (2) et des traités originaires (3) constituant une base embryonnaire à la consécration juridique de la transversalité de la politique extérieure éducative.

1. Analyse et conséquences de l'étude d'Europaid en matière d'aspects transversaux des relations extérieures

648. Partant du constat qu'en matière de relations extérieures la consécration des thèmes transversaux est variable d'un document de stratégie par pays à l'autre en fonction des valeurs partagées par l'UE et le pays partenaire¹⁶²³, il s'est avéré nécessaire de déterminer des lignes de références quant à l'identification des secteurs, thèmes et aspects transversaux. L'analyse d'Europaid¹⁶²⁴ classe les interventions extérieures par secteur en fonction de la nature des activités et des réalisations. Ainsi, l'activité visant à faciliter l'accès des filles à l'éducation

¹⁶²² « Certaines problématiques nécessitent, outre la mise en place d'actions et de politiques spécifiques, une approche du type « *main streaming* » parce qu'elles touchent aussi à des principes généraux applicables à toute initiative et appellent un effort multisectoriel » - paragraphe 3 – paragraphe 3.3 (paragraphe 100 à 110) du « consensus européen », op.cit.

¹⁶²³ En ce sens voir par exemple point 37 du document de Stratégie par pays 2007-2013 Commission européenne – Paraguay du 11 avril 2007 (E/2007/614) précisant que « les principales questions considérées comme transversales reposant sur les valeurs que l'UE cultive et partage avec l'Amérique latine » p13 http://ec.europa.eu/external_relations/paraguay/csp/07_13_fr.pdf

¹⁶²⁴ Bases méthodologiques -évaluation http://ec.europa.eu/europaid/evaluation/methodology/methods/mth_ths_fr.htm

primaire se classe dans le secteur 'éducation'. L'aspect transversal de cette activité concerne cependant l'égalité des genres selon Europaid puisque la conséquence finale de cette activité est le renforcement du principe d'égalité homme-femme induit par la scolarisation accrue des filles. L'aspect transversal se définit ainsi « par rapport aux impacts et non pas par rapport aux réalisations »¹⁶²⁵.

649. L'application de cette analyse nous permet de visualiser la transversalité de l'éducation dans le cadre des politiques extérieures. En effet, la lutte contre les stéréotypes est une activité qui relève du secteur 'égalité des genres' mais si l'on analyse son impact, force est de constater, qu'elle a pour finalité de favoriser la scolarisation des filles. De même, les actions globales visant à réduire la pauvreté relèvent du secteur 'coopération au développement' mais participent directement à la promotion d'une éducation de qualité. Les activités de maintien de la paix et de promotion des droits de l'Homme relèvent du secteur humanitaire et de la PESC mais ont un impact sur l'accès à l'éducation. Enfin, les activités commerciales, favorisant la croissance économique de l'UE, relèvent de la politique commerciale mais ont notamment pour impact de favoriser la compétitivité des universités européennes.

650. Cette analyse nous permet ainsi d'affirmer que l'éducation est un aspect transversal de nombreuses activités extérieures. La réunion de ces mesures éducatives transversales permet de fonder une politique extérieure intégrée de l'UE en matière d'éducation, qui englobera également les aspects éducatifs découlant de l'impact d'activités extérieures de politiques internes.

2. L'influence des programmes éducatifs de l'UE

651. L'approche intégrée de la politique extérieure de l'éducation répond à des exigences réelles liées essentiellement au maintien de l'UE comme une référence mondiale en matière éducative. L'intégration des programmes éducatifs de l'UE permet d'éviter leur fragmentation excessive et argue en faveur de la reconnaissance juridique d'une politique transversale de l'éducation, notamment externe. Leur concentration au sein d'un programme unique performant permet en effet aux institutions de mener une action plus cohérente dans le secteur éducatif et de disposer d'un instrument de financement plus efficace et plus efficient de par la mise en commun des moyens et l'éviction des doublons. L'utilisation simplifiée d'un instrument unique permet d'envisager une meilleure gestion des fonds et de ce fait un investissement possible pour de nouvelles activités éducatives, comme le démontre le

¹⁶²⁵ Ibid.

programme d'éducation tout au long de la vie, notamment le sous-programme transversal intégré à ce programme unique qui permet à l'UE de soutenir un projet éducatif basé sur au moins deux secteurs éducatifs, tels que par exemple l'enseignement primaire et secondaire, ce qui représente une réelle innovation et le développement de nouvelles actions éducatives (a). De même l'intégration des programmes éducatifs internes et externes réalisée par le programme Erasmus + favorise également cette transversalité (b).

a) L'adoption d'un programme intégré d'éducation tout au long de la vie

652. Afin d'améliorer l'efficacité du programme de travail au-delà 2010 de Lisbonne, le Conseil a précisé en 2007 l'importance de « poursuivre le processus de réflexion sur les principales priorités du programme et sur la manière de mettre en place une approche plus intégrée en matière d'éducation et de formation, qui se situe dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie »¹⁶²⁶. Le nouveau programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie mis en place pour la période 2007-2013, comprend ainsi des programmes sectoriels relatifs à l'enseignement scolaire (Comenius), à l'enseignement supérieur (Erasmus), à la formation professionnelle (Leonardo da Vinci) et à l'éducation des adultes (Grundtvig) et est complété par des mesures transversales ainsi qu'un programme Jean Monnet axé sur l'intégration européenne pour l'ensemble de la période 2007-2013.

653. Cette approche intégrée renforce la transversalité de la politique éducative, notamment par l'intégration dans le programme d'éducation tout au long de la vie d'un programme transversal¹⁶²⁷ visant, d'une part, à « promouvoir la coopération européenne dans des domaines éducatifs couvrant au moins deux sous-programmes », d'autre part, à « promouvoir la qualité et la transparence des systèmes éducatifs et de formation des Etats membres ». Les objectifs opérationnels de ce programme transversal visent ainsi à soutenir le développement et la coopération politique en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie à l'échelle européenne dans le contexte du processus de Lisbonne, de Bologne, de Copenhague, à promouvoir l'apprentissage des langues afin de surmonter les frontières linguistiques, à favoriser les TIC au service de l'éducation et à assurer la valorisation des résultats en

¹⁶²⁶ Résolution 2007/1115 du 15 novembre 2007 « L'éducation et la formation comme moteur essentiel de la Stratégie de Lisbonne » (2007/C300/01), JO C300 du 12 décembre 2007, p1-2

¹⁶²⁷ http://ec.europa.eu/education/programmes/llp/transversal/index_fr.htm - Le fait que la proposition couvre au moins deux secteurs éducatifs est un critère d'éligibilité.

s'assurant de leur reconnaissance et de leur compréhension, et mise en œuvre à grande échelle.

b) Le renforcement de l'intégration en 2014-2020 : 'Erasmus +'

654. Si certains réfractaires pouvaient encore douter de la transversalité de la politique extérieure éducative, il nous semble que l'évolution impulsée par les programmes éducatifs Erasmus Mundus et Jeunesse ne laisse plus de place au doute. Alors que le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 affirmait que « l'éducation et la formation passent de la périphérie de l'intervention communautaire au centre de la stratégie économique et sociale de l'Union pour 2010 »¹⁶²⁸, ce qui sous tend sa transversalité, le Conseil a consacré explicitement la transversalité du programme Jeunesse par ses conclusions du 16 novembre 2007¹⁶²⁹, suite à une proposition de la Commission¹⁶³⁰. Il conforte ainsi l'approche intégrée de la politique extérieure éducative, et confirme sa position à l'occasion de ses conclusions du 19 novembre 2010 visant à « favoriser une approche transversale entre les politiques menées dans le domaine de la jeunesse et les mesures adoptées dans d'autres domaines d'action pertinents »¹⁶³¹. Dans cette mouvance, la Commission a affirmé suite à l'évaluation du programme Erasmus Mundus 2004-2008¹⁶³², qu'après 2013 il serait envisageable de « rassembler toutes les activités à dimension externe menées par la Communauté dans le domaine de l'enseignement supérieur au sein d'un programme intégré unique ». Elle consacre ainsi la transversalité de la politique extérieure éducative, qui devrait se concrétiser par l'établissement d'Erasmus Mundus comme programme intégré unique, conformément à la

¹⁶²⁸ Communiqué de presse Commission – « 1976-2006 : la coopération européenne en matière d'éducation a trente ans » Réf. IP/06/212 du 23 février 2006 www.Europa.eu/rapid/pressReleases

¹⁶²⁹ Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 16 novembre 2007, concernant l'adoption d'une approche transversale de la politique de la jeunesse en vue de permettre aux jeunes d'exprimer pleinement leur potentiel et de participer activement à la société, JO C282 du 24 novembre 2007, p16-19 – « pour une politique de la jeunesse véritablement transversale – invitent les Etats membres (1) à s'efforcer d'investir mieux et plus tôt dans la jeunesse afin de promouvoir l'éducation, l'emploi, l'inclusion sociale, la santé, la citoyenneté active des jeunes », « invitent les Etats membres et la Commission... (2) à prendre des mesures destinées à resserrer les liens entre les processus existants, tels que la stratégie de Lisbonne, les stratégies relatives à la santé et les diverses méthodes ouvertes de coordination dans le domaine de l'éducation, de l'intégration et de la jeunesse. »

¹⁶³⁰ Communication de la Commission du 5 septembre 2007 « Promouvoir la pleine participation des jeunes à l'éducation, à l'emploi et à la société » - Conclusions du Conseil – réunion des ministres de la jeunesse du 16 novembre 2007, JO C282 du 24 novembre 2007, p16

¹⁶³¹ Conclusions du Conseil du 19 novembre 2010 sur l'initiative Jeunesse en mouvement – une approche intégrée visant à répondre aux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés (2010/C326/05) JOUE du 3 décembre 2010

¹⁶³² Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – rapport d'évaluation intermédiaire du programme Erasmus Mundus 2004-2008 COM(2007)375 final, Bruxelles le 2 juillet 2007 (évaluation intermédiaire prévue par l'article 12 de la décision 2317/2003/CE du 5 décembre 2003 publié au JO L345 du 31 décembre 2003) http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

recommandation du Center for Strategy and evaluation services, chargé de l'évaluation intermédiaire¹⁶³³.

655. L'intégration dans un seul programme de l'ensemble des programmes de coopération mis en place avec les pays partenaires dans le domaine de l'enseignement supérieur marque une réelle avancée et répond à la « nécessité de mettre sur pied une approche plus intégrée entre les différents secteurs d'éducation, vis-à-vis des autres programmes liés à la jeunesse et entre les divers programmes de l'Union pour l'enseignement supérieur, qu'ils soient à l'échelle de l'Europe (Erasmus), du monde (Erasmus Mundus), des régions (Tempus, Alfa, Edulink) ou bilatéraux (avec les Etats Unis ou le Canada...) »¹⁶³⁴. La Commission constate en effet que « la coopération internationale dans l'enseignement supérieur a montré que l'UE était devenue une référence à l'échelle mondiale et une source d'inspiration pour les réformes de l'enseignement supérieur...toutefois la complexité et la multiplicité des programmes et des actions doivent faire place à une structure rationalisée et simplifiée offrant un meilleur équilibre entre harmonisation et souplesse. »¹⁶³⁵. Afin de remédier à cette fragmentation des programmes et d'éviter les chevauchements d'objectifs et d'activités préjudicant à la

¹⁶³³ Selon la recommandation 1 de l'évaluation intermédiaire d'Erasmus Mundus en 2007, « une discussion pourrait s'engager en faveur de la combinaison d'au moins quelques-uns des nombreux programmes de coopération dans l'enseignement supérieur en un seul afin d'améliorer la cohérence du cadre politique dans ce domaine. Le programme Atlantis et de coopération UE-Canada (tout comme les projets pilotes avec le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande) pourrait, à l'avenir, être combiné avec Erasmus Mundus afin d'améliorer la cohérence d'approche de la Commission relative au renforcement de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur entre l'UE et les pays tiers. » - Recommandation 1 de l'évaluation intermédiaire d'Erasmus Mundus – document de synthèse juin 2007 – Centre de Stratégie et d'Evaluation

¹⁶³⁴ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant Erasmus pour tous 23 novembre 2011 COM(2011)788 final, SEC(2011)1402 et SEC(2011)1403

¹⁶³⁵ Communication de la Commission 'Erasmus pour tous : le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport' COM(2011)787 du 23 novembre 2011 – « le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie se décline en six sous programmes, poursuit plus de 50 objectifs et soutient plus de 60 actions. Le programme 'Jeunesse en action' porte essentiellement sur la mobilité et l'éducation (non formelle) des jeunes, tandis qu'environ 80% des fonds relevant du programme EFTLV bénéficient également à ces derniers...La coopération internationale dans le domaine de l'enseignement supérieur se caractérise aussi par la fragmentation entre différents instruments de l'UE visant des objectifs et des actions similaires. La Commission finance actuellement cinq programmes de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec diverses parties du monde : Erasmus Mundus porte essentiellement sur la mobilité, offre des bourses qui permettent de suivre des masters et des doctorats communs de haute qualité et soutient des consortiums universitaires qui travaillent avec différentes régions du Monde, Tempus est un programme de renforcement des capacités par la modernisation de l'enseignement supérieur ; son exécution repose sur des projets de coopération entre des universités d'Etats membres de l'UE, d'une part, et des universités des Balkans occidentaux et des pays voisins, d'autre part, Alfa et Edulink poursuivent des objectifs similaires en Amérique latine et dans les Etats ACP, la Commission a également mis sur place un programme de coopération avec les pays industrialisés qui finance des projets de diplômes doubles ou communs, des projets de mobilité communs et des activités stratégiques. Tous ces programmes en matière d'enseignement supérieur poursuivent des objectifs similaires ; ils financent des actions comparables qui présentent quelques légères variantes, mais leurs délais ainsi que leurs modalités et procédures d'exécution diffèrent. Une fragmentation excessive comporte le risque de double emploi, complique l'accès des bénéficiaires potentiels et limite la portée des gains sur le triple plan de l'efficacité, de la masse critique et du rapport coût efficacité »

cohérence de l'action et à la bonne utilisation des fonds¹⁶³⁶, la Commission a proposé le 23 novembre 2011 la mise en place d'un programme unique pour la période 2014-2020¹⁶³⁷. Le programme Erasmus +¹⁶³⁸, basé sur les articles 165 et 166 TFUE, prend ainsi la forme d'un programme intégré permettant une utilisation efficiente des fonds¹⁶³⁹, grâce à la concentration des efforts, une réduction significative des coûts administratifs et de fonctionnement et le ciblage sur la réalisation d'objectifs prioritaires déterminés dans la stratégie Europe 2020, la stratégie 'Education et formation' et la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse, ainsi que sur les priorités de l'UE en matière d'action extérieure, notamment de développement durable. Réunissant les programmes de l'UE internes et externes, il se concentre sur « la mobilité à des fins d'éducation et de formation, la coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques, le soutien à la réforme des politiques »¹⁶⁴⁰ et la promotion de l'excellence de l'enseignement et de la recherche en matière d'études européennes dans le cadre des activités Jean Monnet. Présentant une réelle valeur ajoutée, le programme Erasmus + démontre la tendance à l'intégration poursuivie par l'UE en matière éducative et permet de s'interroger sur la nécessité de reconnaître juridiquement la transversalité de la politique de l'éducation.

3. Le choix de la formulation juridique la plus adéquate à la consécration *de jure* de la transversalité de la politique extérieure éducative

656. La reconnaissance juridique de la transversalité de la politique extérieure de l'éducation nécessite une révision des traités. L'article 165 TFUE ne permet pas en l'état actuel de fonder

¹⁶³⁶ Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'évaluation des finances de l'Union fondé sur les résultats obtenus COM(2012)40 du 17 février 2012 « Il est clair que les performances des différents sous programmes sont inégales et dans certains cas, les ambitions des objectifs sont disproportionnées par rapport aux fonds attribués, particulièrement en ce qui concerne le sous programme Comenius. Le nombre d'objectifs spécifiques et opérationnels est trop important, ce qui peut avoir une influence négative sur la nature déjà fragmentée du programme EFTLV. En outre certains objectifs spécifiques n'ont pas clairement de liens avec les objectifs généraux et dans certains cas également les objectifs se chevauchent. Ces constatations ont fourni des données essentielles qui ont permis de rationaliser la conception du nouveau programme proposé, 'Erasmus pour tous'...l'évaluation a fait ressortir qu'un nombre trop élevé d'objectifs et d'actions est préjudiciables à la substance et à la cohérence du programme. Le cadre du futur programme unique 'Erasmus pour tous' permettra de regrouper et de réviser les objectifs actuels pour les rendre plus consistants et cohérents »

¹⁶³⁷ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant Erasmus pour tous 23 novembre 2011 COM(2011)788 final – nouveau programme basé sur 165 et 166 TFUE- « la concentration des efforts au sein de la nouvelle architecture simplifiée du programme va permettre une plus grande synergie entre les programmes existants et les différents secteurs éducatifs, soutenant ainsi la démarche de l'apprentissage tout au long de la vie, renforçant la cohérence et améliorant l'accès des bénéficiaires potentiels à travers un ensemble simplifié d'actions transversales clés »

¹⁶³⁸ Règlement (UE) n°1288/2013, 'Erasmus +', op.cit.

¹⁶³⁹ « Erasmus + représente 9.4% du budget de la rubrique 1a) 'compétitivité pour la croissance et l'emploi du budget 2014 [extrait p17 in cadre financier pluriannuel 2014-2020 et budget de l'UE – synthèse chiffrée, OPUE 2014, isbn 978-92-79-34349-0 (24p)]

¹⁶⁴⁰ Ibid., article 6

cette politique dans la mesure où il ne consacre pas l'existence d'une 'politique' éducative et encore moins celle d'une politique transversale. L'article 9 TFUE établit cependant une clause sociale horizontale consacrant explicitement la transversalité de l'objectif visant à l'atteinte d'un niveau élevé d'éducation indépendamment de toute référence à une base juridique matérielle (a), ce qui permet d'envisager une modification substantielle de l'article 165 TFUE prenant en compte cette transversalité, en s'inspirant des formulations existantes dans les traités en matière de transversalité (b).

a) L'article 9 TFUE, reconnaissance explicite de la transversalité de l'action de l'UE dans le secteur éducatif

657. Comme nous avons eu l'occasion de l'aborder, l'article 3 TCE¹⁶⁴¹ a contribué à la consolidation de l'action communautaire en matière d'éducation, en consacrant, de par le généralisme de ses dispositions, la transversalité de l'objectif de contribution à une éducation de qualité poursuivi par la CE dans la mise en œuvre de toutes ses politiques. Cette approche est confirmée par le traité modificatif de Lisbonne, par l'adoption de l'article 9 TFUE¹⁶⁴² consacrant explicitement que l'exigence d'un niveau élevé d'éducation et de formation sera prise en compte dans l'ensemble des politiques et actions de l'UE, dans leur élaboration et leur exécution.

658. Véritable « clause sociale horizontale », l'article 9 TFUE marque un réel progrès vers l'Europe sociale en consacrant la transversalité des objectifs sociaux, tels que la recherche d'un niveau d'éducation élevé, considérant de surcroît que la clause ne fait pas référence comme l'article 3 TCE à d'autres dispositions du traité, ni aux conditions et rythmes du traité pour encadrer l'action, ce qui signifie que l'article serait suffisant pour fonder à lui seul une action de l'UE visant à développer un niveau élevé d'éducation. L'exigence générale de prise en compte d'un niveau élevé d'éducation englobe l'objectif de contribution à une éducation de qualité défini à l'article 165 TFUE, dans la mesure où l'amélioration de la qualité des enseignements conditionne l'excellence du niveau d'éducation. De ce fait, l'objectif consacré à l'article 165 TFUE bénéficie d'une transversalité implicite déduite des dispositions de l'article 9 TFUE.

¹⁶⁴¹ Voir supra

¹⁶⁴² Article 9 TFUE « Dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine. »

659. Malgré l'intérêt reconnu¹⁶⁴³ de cet article 9 TFUE, répondant à certaines attentes doctrinales¹⁶⁴⁴, certaines limites découlent cependant du manque de précision de cet article qui n'énonce ni dans quelle mesure, ni de quels moyens l'UE dispose pour prendre en compte l'exigence d'un niveau d'éducation élevé. Il ne précise pas non plus les formes que peut prendre l'action de l'UE et se borne à préciser que l'UE « prend en compte les exigences liées...à un niveau élevé d'éducation ». En l'état actuel, le généralisme des termes devrait permettre de fonder une action large de l'Union, la seule limite évidente à cette clause sociale horizontale résidant dans la devise européenne d'unité dans la diversité, c'est-à-dire que l'action transversale de l'UE visant à promouvoir un niveau élevé d'éducation ne saurait justifier une quelconque harmonisation des systèmes nationaux. Pour une meilleure compréhension, cette reconnaissance juridique de la transversalité de l'objectif éducatif doit donc s'accompagner d'un renforcement conséquent et d'une meilleure adaptation des moyens, notamment par la reconnaissance de la transversalité des objectifs éducatifs consacrés par l'article 165 TFUE.

b) Propositions de formulation des dispositions relatives à l'approche intégrée de la politique éducative

660. Le droit originaire est incontestablement la meilleure source d'inspiration pour l'insertion de dispositions consacrant la transversalité de la politique éducative de l'UE. Les dispositions de l'article 168 TFUE paragraphe 1, relatives à la transversalité de l'objectif de protection de la santé humaine, sont par exemple particulièrement adaptables au secteur éducatif dans la mesure où la recherche d'un niveau élevé d'éducation est un objectif poursuivi par l'article 9 TFUE au même titre que l'atteinte d'un niveau élevé de protection de la santé humaine. L'article 168 TFUE précise qu' « un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union ».

661. L'utilisation de cette formule pour l'éducation serait intéressante à deux titres, d'une part, parce qu'elle confirmerait les dispositions de l'article 9 TFUE et la transversalité de

¹⁶⁴³ Voir en ce sens le projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du Parlement en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)) Rapporteur : J.LEINEN, op.cit. - Le Parlement « se félicite de l'introduction de dispositions horizontales relatives ...à un niveau élevé d'éducation...qui serviront de principes généraux sous-tendant le processus décisionnel de l'Union européenne (article 9,10 et 11 du TFUE) »

¹⁶⁴⁴ Voir notamment F. LAFAY « Si l'éducation conditionne et comprend la formation professionnelle, véhicule la culture et renforce la protection de la santé, les auteurs du TUE auraient pu élaborer un article unique, consacrant les inévitables interférences entre ces différents domaines, et même codifier la 'matrice' d'une citoyenneté concrète à partir de l'éducation »

l'objectif éducatif, d'autre part, parce qu'elle consacrerait la prise en compte obligatoire de cet objectif dans toutes les politiques et actions de l'Union sans distinction.

662. L'article 165 TFUE disposerait ainsi dans un de ses paragraphes qu' « un niveau élevé d'éducation est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union ». L'utilisation du verbe 'assurer' confère une réelle stabilité à l'action éducative transversale menée dans la mesure où il induit qu'un niveau élevé d'éducation sera garanti au niveau de l'élaboration et de l'exécution de l'ensemble des actions et politiques de l'UE, ce qui permet d'envisager la mise en place d'une politique intégrée solide de l'éducation, sur les plans interne et externe étroitement liés. Les dispositions de l'article 168 TFUE nous semblent d'autant plus transposables au secteur éducatif que les domaines de la santé et de l'éducation relèvent tous deux d'une compétence d'appui de l'UE, c'est-à-dire que l'approche institutionnelle de ces deux secteurs est comparable.

663. Si certains Etats marquent encore leur réticence face au développement de l'action de l'UE en matière éducative, une formule plus spécifique peut être retenue en s'inspirant des dispositions transversales en matière de culture ou de coopération au développement.

L'article 208 TFUE (ex 177 TCE) précise que « l'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement ». Cette approche transversale plus restrictive limite l'approche intégrée de l'éducation aux autres politiques pouvant avoir un impact sur la politique éducative. L'article 165 TFUE pourrait ainsi préciser que « l'Union tient compte des objectifs éducatifs dans la mise en œuvre des politiques susceptibles d'affecter le développement d'une éducation de qualité ou de restreindre l'accès de tous à une éducation de qualité », ce qui signifie que la transversalité de la politique éducative ne serait pas systématique mais conditionnée par l'impact de la politique sectorielle visée sur la réalisation de ces objectifs éducatifs.

De même, l'article 167 TFUE paragraphe 4 dispose que « l'Union tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions des traités, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures ». Par transposition, l'article 165 TFUE pourrait disposer par exemple que « l'Union tient compte des aspects éducatifs dans son action au titre d'autres dispositions des traités, afin de promouvoir une éducation de qualité fondée sur une économie de la connaissance européenne compétitive et une éducation au développement contribuant à l'éradication mondiale de la pauvreté ».

664. Quelle que soit la formule choisie il apparaît incontournable à ce jour de prendre en considération sur le plan juridique la transversalité de l'intervention de l'UE en matière éducative. La reconnaissance juridique de la politique de l'UE en matière éducative s'inscrit en effet dans une influence holistique globale de l'UE favorisant l'approche intégrée à l'approche sectorielle, qui se justifie par les nouveaux défis que l'UE doit relever. Cette dernière doit en effet satisfaire les nouveaux besoins et les attentes des citoyens de l'UE et répondre à de nouvelles nécessités techniques impliquant l'amélioration rapide de l'efficacité et de l'efficience de son action, notamment sur le plan externe.

Conclusion du Chapitre I

665. Afin de garantir une action de l'UE plus cohérente et plus efficace, les institutions ont fait le choix d'optimiser les ressources en adoptant de nouvelles approches basées sur l'imbrication des moyens. Nécessaire dans un contexte mondialisé caractérisé par une crise financière d'envergure, ce positionnement de raison a conduit notamment à une refonte de l'action extérieure de l'UE impactant positivement sur la visualisation de l'action menée par l'UE en matière éducative.

666. L'approche globaliste des relations extérieures de l'UE contribue à l'affirmation d'une politique extérieure de l'UE en matière d'éducation, en garantissant à la fois la cohérence entre les différentes actions éducatives transversales insérées au sein d'autres politiques, mais également entre la politique extérieure éducative et les autres politiques extérieures. Le développement de la coopération multisectorielle entre l'UE et ses partenaires, dans le cadre de stratégies extérieures globales et d'accords généraux, a permis d'intégrer l'action éducative de l'UE dans un cadre unique rationalisé. Le secteur éducatif est ainsi explicitement consacré comme l'un des domaines prioritaires de financement des instruments de coopération extérieure de l'UE, géographiques et thématiques. Le développement de concepts holistiques de l'éducation, telle que l'éducation au développement, contribue de surcroît à étendre substantiellement l'action éducative de l'UE en améliorant son efficacité. Définie comme l'élément central de la Stratégie globale de Lisbonne, l'éducation a dès 2002 fait l'objet d'une « stratégie globale unique pour l'éducation et la formation »¹⁶⁴⁵ afin d'apporter une cohérence aux différentes politiques sectorielles en matière d'éducation et de promouvoir à l'échelle internationale, l'excellence des systèmes éducatifs, formatifs et de recherche européens.

667. Cette approche globale de l'éducation, fondée sur la combinaison des articles 165 et 166 TFUE, a fait ses preuves durant cette dernière décennie comme en témoigne la volonté institutionnelle de poursuivre une approche intégrée de l'éducation tout au long de la vie « plus globale »¹⁶⁴⁶. Le Conseil a par ailleurs invité les Etats membres à « veiller à ce que les politiques en matière d'éducation et de formation et les politiques dans d'autres domaines, tels que la recherche, les entreprises et l'innovation, la société de l'information, l'emploi, les

¹⁶⁴⁵ Paragraphe 5 du « Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe » 2002/C142/01 du 14 juin 2002 adopté conjointement par le Conseil et la Commission.

¹⁶⁴⁶ Communication de la Commission 'Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois : une contribution européenne au plein emploi' COM(2010)682 du 23 novembre

affaires sociales, la jeunesse, la culture, la santé, les migrations et les relations extérieures, se complètent »¹⁶⁴⁷, ce qui permet d'appréhender l'ensemble des actions éducatives menées dans ces divers secteurs et d'éviter les doublons grâce à l'établissement du lien existant entre ses différents domaines d'intervention. De même, la stratégie globale de coopération au développement de l'UE intègre l'éducation comme un élément fondamental des programmes et accords de coopération. Consacré dans le consensus européen pour le développement comme un objectif prioritaire de coopération et de financement¹⁶⁴⁸, l'éducation est abordée de manière transversale dans le cadre de la politique de coopération au développement de l'UE, même si elle n'est pas explicitement reconnue comme un aspect horizontal de coopération¹⁶⁴⁹.

668. L'approche intégrée de l'action éducative de l'UE constitue par ailleurs une étape indispensable pour garantir l'efficacité des moyens mis en œuvre par les institutions pour promouvoir une éducation de qualité. Complémentaire à l'approche globale, elle offre une vision holistique de l'action de l'UE en la matière et correspond aux exigences actuelles d'optimisation de moyens par une meilleure visualisation des enjeux et des capacités. Cette approche est particulièrement adaptée au secteur de l'éducation, qui est par nature multifonctionnel et interdisciplinaire. L'éducation constitue un élément fondamental des stratégies et des politiques transversales de l'UE, telles que la politique d'égalité des genres dans le cadre de laquelle de nombreuses actions éducatives sont prévues en matière d'éducation des filles, d'éducation à la santé, d'éducation à la culture de l'égalité des sexes et de lutte contre les stéréotypes. L'analyse de l'imbrication des objectifs visés en matière d'égalité des genres et d'éducation de qualité démontre le fort potentiel transversal de l'action éducative. Le fait que le secteur éducatif corresponde de surcroît aux thèmes et secteurs transversaux définis par Europaid, du fait de son impact dans l'ensemble des politiques de l'UE, plaide incontestablement en faveur de la reconnaissance juridique de la transversalité de la politique éducative de l'UE.

¹⁶⁴⁷ Résolution 2007/1115 du 15 novembre 2007 « L'éducation et la formation comme moteur essentiel de la Stratégie de Lisbonne » (2007/C300/01) JO n°C300 du 12 décembre 2007, p1-2

¹⁶⁴⁸ Voir paragraphes 11 et 55 de la déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée 'Le consensus européen', JO C 46 du 24 février 2006, p 1-19

¹⁶⁴⁹ La Stratégie globale de développement reconnaît comme étant transversaux « les droits de la personne humaine, l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits de enfants, la protection de l'environnement » in Déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 concernant la politique de développement de la Communauté européenne, sur la base de la Communication de la Commission du 26 avril 2000 au Conseil et au Parlement européen sur le même thème.

669. L'approche intégrée des programmes éducatifs de l'UE et la consécration par l'article 9 TFUE de la prise en compte de l'exigence d'un niveau élevé d'éducation et de formation dans l'ensemble des politiques et actions de l'UE marquent les premières étapes de cet ajustement qui devrait conduire à une modification appropriée des dispositions de l'article 165 TFUE, en s'inspirant par exemple de l'article 168 TFUE, afin que la politique éducative de l'UE soit explicitement reconnue comme une politique intégrée.

Chapitre II

La structuration de l'édifice éducatif de l'UE

par l'interactivité des acteurs

670. Afin de relever le défi de l'économie de la connaissance et de s'imposer comme un partenaire incontournable des actions internationales entreprises en matière éducative, l'UE a dû se doter de moyens institutionnels, juridiques, politiques et financiers performants. Conformément aux dispositions de l'article 13 TUE paragraphe 1 « l'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à promouvoir ses valeurs, poursuivre ses objectifs, servir ses intérêts, ceux de ses citoyens et ceux des Etats membres, ainsi qu'à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions »¹⁶⁵⁰. La gestion de la coopération externe de l'UE développée dans le secteur éducatif implique une efficacité et une coordination solide au niveau institutionnel, fondée sur une répartition explicite des compétences et une coopération constructive (Section 1). Les relations inter et intra institutionnelles qui se tissent dans le secteur éducatif sont renforcées de surcroît par la création et l'intervention d'acteurs spécialisés, dans la mesure où l'institutionnalisation est apparue comme un moyen incontournable d'établissement et de consolidation de la politique éducative de l'UE, notamment sur le plan externe. Ces derniers constituent des relais organiques objectifs et pertinents entre les institutions et la société civile et offrent un gage de qualité de par leur spécialisation technique en matière d'éducation et de formation (Section 2).

Section 1 / Un maillage institutionnel caractérisé par la complémentarité fonctionnelle

671. L'activité communautaire développée en matière éducative relevait à l'origine de la compétence de la Commission, dans la mesure où, d'une part, deux structures, ont été créées en son sein le 27 juillet 1971, placées sous la responsabilité directe du commissaire Altiero Spinelli, pour traiter des questions d'éducation, à savoir le groupe 'enseignement et éducation' et le groupe 'coordination inter services', d'autre part, la DG de la recherche, de la science et de l'éducation (DG XII) a intégré l'éducation au sein de ses services en 1973. L'intervention commune du trilogue 'Conseil - Commission - Parlement européen' s'est

¹⁶⁵⁰ Article 13 paragraphe 1 TUE (version consolidée Traité de Lisbonne) « L'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à promouvoir ses valeurs, poursuivre ses objectifs, servir ses intérêts, ceux de ses citoyens, et ceux des Etats membres, ainsi qu'à assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions. »

cependant progressivement imposée comme la structure institutionnelle la plus adaptée à la gestion des activités éducatives développées au niveau communautaire. Proposé par la Commission dans sa communication de mars 1974, le comité de l'éducation fut mis en place par le Conseil par la résolution du 9 février 1976¹⁶⁵¹ établissant le premier programme d'action. Composé des représentants des Etats membres et de la Commission, la présidence du comité étant assurée par le pays exerçant la présidence du Conseil, le comité de l'éducation symbolise la nature mixte de la coopération en matière éducative, à la fois intergouvernementale et communautaire, et illustre la volonté d'établir une action interinstitutionnelle commune dans le domaine éducatif. A défaut de base juridique, la coopération dans le secteur éducatif fut cependant paralysée de 1978 à 1980. La réorganisation des services de la Commission permis en janvier 1981 de résoudre le problème par l'intégration des divisions jusque-là séparées de l'éducation et de la formation professionnelle au sein d'une même direction générale 'de l'emploi, des affaires sociales et de l'éducation' (DG V). Suite au renouvellement de la Commission en 1989, la 'Task Force Ressources Humaines, Education, Formation et Jeunesse' fut créée, qui accèdera au statut de direction générale en janvier 1995, à savoir la DG XXII pour l'éducation, la formation professionnelle et la jeunesse, remplacée en 1999 par la DG Education et Culture.

672. L'insertion d'une base juridique spécifiquement consacrée à l'éducation, et soumise à la procédure de codécision, marque un réel tournant en ce qui concerne la compétence communautaire dans le secteur éducatif, en organisant explicitement une répartition équilibrée des compétences en la matière entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission. L'action de l'UE en matière éducative se fonde ainsi sur une réelle coopération interinstitutionnelle s'inscrivant dans « un cadre structuré »¹⁶⁵² d'action, même si en pratique

¹⁶⁵¹ Résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 9 février 1976, comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5 - « le Comité coordonne et suit la mise en œuvre du programme ; il fait rapport sur son exécution, au Conseil et aux ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil, suivant la procédure prévue à l'article 4 du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes », « le comité prépare, suivant la même procédure, les délibérations du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil, y compris celles qui concernent les développements futurs dans le domaine de l'éducation », « la Commission est invitée à entreprendre, en étroite liaison avec le comité de l'éducation, les actions appropriées à mettre en œuvre au niveau communautaire »

¹⁶⁵² Résolution du Conseil du 17 décembre 1999 concernant « vers le troisième Millénaire : élaboration de nouvelles méthodes de travail pour une coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle JO C 008 du 12 janvier 2000 p6-7 – La résolution illustre la volonté institutionnelle de renforcer la coopération institutionnelle en prévoyant l'adoption de nouvelles méthodes de travail dans le domaine de l'éducation et de la formation, notamment l'adoption d' « un cadre structuré où les discussions et les actions politiques puissent s'inscrire au cours des prochaines années ». Elle consacre en effet « la nécessité d'une approche cohérente de l'action menée au niveau communautaire dans le domaine de l'éducation et de la formation » et l'élaboration de ce cadre viserait selon le Conseil à « améliorer la continuité, le fonctionnement et

la Commission apparaît comme l'instigatrice principale de cette politique externe éducative, principalement du fait des compétences d'exécution qui lui sont déléguées. Contrairement aux dispositions du Traité, le programme communautaire de Lisbonne a en effet souvent « été perçu comme étant le programme de réforme de la Commission, alors que sa réalisation implique l'engagement sans faille de toutes les institutions communautaires et de tous les Etats membres »¹⁶⁵³. C'est pourquoi la Commission rappelle régulièrement dans ses travaux l'importance de la coopération interinstitutionnelle en matière éducative, en précisant par exemple que le programme de Lisbonne 2008-2010 repose sur la participation de tous les acteurs et sur une coopération interinstitutionnelle rationalisée¹⁶⁵⁴. De même, à l'occasion de la réforme de l'aide extérieure en 2006, la Commission a confirmé l'importance de la coopération entre les institutions communautaires en matière de relations extérieures¹⁶⁵⁵, en décidant que la coopération reposera sur des documents de stratégie nationaux, régionaux, thématiques ou des programmes indicatifs pluriannuels et des programmes d'action annuels soumis à une nouvelle procédure de contrôle démocratique consacré par l'accord interinstitutionnel. Cet accord prévoit que la Commission informe et consulte le Parlement et le Conseil systématiquement par l'envoi de projets de stratégie et entretient un dialogue régulier sur leur mise en œuvre.

673. La coordination interinstitutionnelle s'impose ainsi comme un facteur essentiel de l'optimisation de la politique extérieure éducative, dans la mesure où elle en conditionne la visibilité pour les pays partenaires, souvent confrontés à la difficulté d'identifier leur interlocuteur. Dans le cadre de la coopération ACP-UE par exemple, l'Union est représentée soit par la présidence, assistée par le Haut représentant de la PESC, soit par la Troïka pour la plupart des réunions du dialogue politique, soit par le Haut représentant seul, soit par la Commission, quand il s'agit de dialogue politique concernant les stratégies de coopération. Si le Traité modificatif de Lisbonne a renforcé la cohérence de l'action institutionnelle en

l'efficacité de la coopération communautaire dans le domaine de l'éducation et de la formation et d'en renforcer l'incidence politique... d'améliorer l'efficacité des échanges d'informations et de bonnes pratiques et... renforcer les synergies entre la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation et les politiques menées dans d'autres secteurs apparentés ». Dans ce cadre les travaux pourraient « s'articuler autour d'une programmation continue en fonction des thèmes prioritaires qui seraient remis, à intervalles réguliers, à l'ordre du jour par le Conseil, et dont l'examen pourrait s'étaler sur plusieurs présidences. Ces thèmes prioritaires seraient abordés selon un mode cyclique constitué d'un certain nombre d'étapes modulables »

¹⁶⁵³ COM(2007)804 final, Bruxelles le 11 décembre 2007 « Proposition de programme communautaire de Lisbonne 2008-2010 »

¹⁶⁵⁴ Ibid.

¹⁶⁵⁵ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006, Bruxelles le 21 juin 2007, COM(2007)349 final, voir SEC(2007) 840

matière de relations extérieures¹⁶⁵⁶, par l'établissement du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), il est important toutefois que les Etats membres adoptent des lignes directrices communes au sein du Conseil européen et au sein du Conseil de l'UE afin d'impulser l'élaboration par la Commission d'une stratégie de coopération extérieure éducative cohérente et conforme de surcroît aux attentes du Parlement européen, représentant direct des citoyens européens.

674. Il est de ce fait fondamental que le cadre institutionnel de la politique extérieure en matière éducative se caractérise par une répartition équilibrée des fonctions et une coopération permanente, tant au stade de l'élaboration (Paragraphe 1) que de l'exécution de la politique externe éducative (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ L'élaboration de la politique extérieure éducative de l'UE : une articulation organisationnelle rationalisée

675. La politique de l'UE en matière d'éducation, développée sur le plan interne ou externe, est souvent appelée l'action du 'trilogue' dans la mesure où elle réalise une répartition équilibrée des compétences entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission, permettant à chaque institution de participer à la détermination et la mise en œuvre de l'action. Soumise dès l'origine à la procédure de codécision, actuelle procédure législative ordinaire, la politique de l'UE en matière d'éducation se fonde sur une réelle articulation organisationnelle des acteurs associant le Parlement européen au Conseil pour l'adoption des actions d'encouragement et consacrant la fonction essentielle de la Commission en matière d'impulsion de l'action. Cette coopération interinstitutionnelle est également garantie concernant la conclusion d'accords internationaux dans le secteur éducatif, conformément aux dispositions de l'article 218 TFUE (ex 300 TCE), qui prévoit que le Conseil adopte une décision portant conclusion de l'accord, après approbation du Parlement européen et après présentation de recommandations de la Commission ou du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité si l'accord porte principalement sur la PESC. Le Haut Représentant et la Commission, représentant l'Union, assurent également la coopération avec les organisations internationales en matière éducative avec le soutien des délégations de l'UE, dans les pays tiers et auprès des organisations internationales.

¹⁶⁵⁶ Voir notamment S.VAN RAEPENBUSCH « La réforme institutionnelle du traité de Lisbonne : l'émergence juridique de l'Union européenne », Cahier de droit européen 2007 p573-621 ; M.DONY, N.DE SAEDELEER, C.PONCELET, C.SMITS, D.WAELBROECK « Actualités en Droit européen », éditions Bruylant, 2013, ISBN 978-2-8027-4313-2, 183p

676. Le secteur éducatif relevant prioritairement de la compétence étatique, l'élaboration des actes de l'UE en la matière se caractérise par un encadrement strict fondé sur une répartition rationalisée des compétences entre les institutions (A). L'influence considérable dont disposent le Comité économique et social européen (CESE) et le Comité des Régions (CdR), en matière d'élaboration des mesures éducatives, conformément aux dispositions de l'article 165 paragraphe 4 TFUE, illustre par ailleurs la prise en compte stricte des principes démocratiques (B).

A/ La détermination d'un champ d'action institutionnelle encadré

677. Le processus d'élaboration de la politique extérieure éducative est soumis à deux exigences, à savoir être en adéquation avec les attentes des citoyens (1) et garantir la cohérence et l'efficacité de l'action institutionnelle, que ce soit par la répartition équilibrée des pouvoirs dans le cadre procédural (2) ou par la mise en place d'une représentation extérieure identifiable et accessible (3).

1. Un processus soumis à une exigence de consultation et de motivation

678. La Commission a recours à de larges consultations¹⁶⁵⁷ auprès des gouvernements nationaux, des autorités locales et de la société civile, qui précèdent la proposition d'actes législatifs. « En accomplissant son devoir de consultation, la Commission veille à ce que ses propositions soient techniquement viables, concrètement réalisables et fondée sur une approche ascendante »¹⁶⁵⁸. Afin que les décisions soient « prises ouvertement et aussi près que possible des citoyens »¹⁶⁵⁹, la société civile organisée joue un rôle fondamental dans l'élaboration de la politique externe éducative par le biais de sa participation aux consultations de la Commission qui « encourage tout particulièrement une approche cohérente de la représentation de la société civile organisée au niveau européen »¹⁶⁶⁰. Dans ce cadre, les acteurs non étatiques, organisations non gouvernementales (ONG)¹⁶⁶¹, organisations locales, coopératives, syndicats, associations professionnelles, universités, sont des partenaires privilégiés de l'UE du fait de leur lien étroit avec la société civile, dont elles assurent la

¹⁶⁵⁷ Par exemple consultation sur la future stratégie UE 2020, COM(2009)647 du 24 novembre 2009 point 1 « le renforcement de l'éducation est l'un des moyens les plus efficaces de combattre les inégalités et la pauvreté »

¹⁶⁵⁸ Communication de la Commission « vers une culture renforcée de consultation et de dialogue – principes généraux et normes minimales applicables aux consultations engagées par la Commission avec les parties intéressées », COM(2002)704 du 5 juin 2002

¹⁶⁵⁹ Article 10 paragraphe 3 TUE

¹⁶⁶⁰ Ibid.

¹⁶⁶¹ ONG définis comme des « organisations privées (associations, fédérations, unions, instituts, groupes) non établies par un gouvernement ou par un accord intergouvernemental, qui sont capable de jouer un rôle dans les affaires internationales dans le cadre de leurs activités » - voir Encyclopédie de droit international public, vol. III, Max Planck 1997, p612

représentation dans le cadre des consultations¹⁶⁶² et du dialogue régulier établi avec les institutions¹⁶⁶³. Interlocuteurs incontournables de l'UE en matière d'élaboration de mesures éducatives, les représentants de la société civile formulent des suggestions et émettent leurs opinions concernant la pertinence et la réalisation des propositions d'actes éducatifs de la Commission, conformément à l'article 11 TUE offrant « aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'UE », notamment en ce qui concerne l'élaboration des actes éducatifs dans le cadre de la coopération au développement¹⁶⁶⁴. Afin de mieux faire entendre leur voix auprès des institutions, les petites organisations européennes se réunissent en plateformes nationales et en réseaux, comme l'illustre par exemple la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (CONCORD) visant à « influencer les politiques et les pratiques de l'UE afin que l'UE et ses Etats membres renforcent la justice sociale, l'égalité et les droits humains partout dans le monde »¹⁶⁶⁵, notamment en s'assurant qu'au moins 20% de l'aide au développement soit allouée aux services sociaux de base. Cette plateforme, réunissant des plateformes nationales et des réseaux internationaux représentant 1800 ONG, facilite le dialogue et la coordination des actions des organisations ainsi que leur adéquation avec les attentes de la société civile, notamment en matière éducative.

679. Réciproquement, la Commission européenne contribue activement à l'élaboration des normes éducatives adoptées au sein de réseaux d'ONG, tels que l'INEE, réseau inter agences pour l'éducation en situation d'urgence (Inter-Agency Network for Education in

¹⁶⁶² Document de travail des services de la Commission 'Résumé de la consultation publique sur le réexamen de la stratégie européenne en faveur du développement durable 2001' SEC (2005)451 final du 31 mars 2005 – le paragraphe 3.1 est consacré aux progrès dans le domaine de la pauvreté, de l'emploi, de l'éducation et de l'exclusion sociale

¹⁶⁶³ Voir l'importance des ONG dans le processus décisionnel in *European Law Journal Review of European law in context* – founding editor Francis SNYDER, Wiley- Blackwell published with the support of the European university institute and CERIC, Université d'Aix Marseille III, disponible www.blackwell-synergy.com *European Law Journal Review of European law in context* vol. 14 Issue 5, September 2008 -Israel de Jesus BUTLER "Non governmental organisation participation in the EU law-making process: the example of social non governmental organisations at the Commission, Parliament, and Council p558 – 582 - Selon l'auteur, ces relations informelles dépendent de chaque institution, « whether this be with open arms (the EP), closed doors (the Council), or mixed feelings (the Commission) ». Il n'y a pas de droit à la consultation pour les ONG mais dans le cadre d'une consultation ouverte la DG concernée doit entendre les propositions – les ONG sociales semblent bénéficier d'une situation privilégiée avec les DG concernées - Au Parlement Européen, les ONG peuvent coopérer dans le cadre formel d'intergroupes reconnus (séminaires, auditions sur des questions particulières...) comme un forum. De nombreux efforts sont à effectuer de la part du Conseil...

¹⁶⁶⁴ Voir Communication de la Commission 'participation des acteurs non étatiques à la politique communautaire de développement' COM(2002)598 final du 7 novembre 2002 ; avis de prospective du Comité des régions 'la contribution des autorités régionales et locales à la stratégie de l'UE en faveur du développement durable JO C197 du 24 août 2007, p21-29 du 6 juin 2007 ; avis du Comité des régions sur le « Paquet de printemps » : plan d'action de l'UE en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement JO C267 du 1^{er} octobre 2010 p17-21 point 23 « souligne le rôle que des autorités régionales et locales jouent en liaison avec la société civile dans l'éducation au développement »

¹⁶⁶⁵ Plan stratégique de CONCORD 2009-2015- site <http://www.concordeurope.org>

Emergencies)¹⁶⁶⁶ au sein duquel elle participe aux groupes de travail sur le thème des situations de fragilité. Fonctionnant comme un réseau global ouvert aux ONG, aux agences onusiennes, aux donateurs et aux institutions académiques, l'INEE vise à garantir à tout individu le droit à une éducation de qualité en période de crise et post crise, en permettant une action efficace fondée sur une coopération entre les différents acteurs permettant d'éviter les activités doublons grâce à la collaboration et l'échange de bonnes pratiques. La Commission est également partenaire de l'ADEA, l'association pour le développement de l'éducation en Afrique qui agit « comme catalyseur de politiques et de pratiques innovantes pour le changement en éducation à travers la mutualisation des réflexions, des expériences, des apprentissages et des savoirs »¹⁶⁶⁷ et constitue un réseau de décideurs, de praticiens et de chercheurs, ainsi qu'un forum adéquat pour le dialogue politique en matière éducative.

680. Afin de s'assurer que son activité soit efficace et proportionnée, la Commission a également la faculté de créer des 'groupes d'experts' dont la mission est de lui fournir une expertise technique indépendante, nécessaire à l'élaboration de ses propositions, comme par exemple le groupe d'expert constitué en matière de perfectionnement professionnel des enseignants¹⁶⁶⁸ ou le groupe d'expert de haut niveau sur la lutte contre l'illettrisme¹⁶⁶⁹. Composés d'experts issus soit des administrations nationales ce qui n'engage cependant pas leurs gouvernements, soit de la société civile¹⁶⁷⁰, ces groupes guide ainsi la Commission dans l'élaboration des actes en matière éducative comme par exemple le groupe d'experts institué en matière d'éducation financière apportant « sa contribution au partage et à l'encouragement des meilleures pratiques en matière d'éducation financière et appuyer la Commission dans son action dans le domaine de l'éducation financière »¹⁶⁷¹.

¹⁶⁶⁶ <http://www.ineesite.org>

¹⁶⁶⁷ Créée en 1998, l'ADEA (ex DAE 'bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique') est basée sur le principe de l'appropriation. Son action vise à confier la responsabilité du développement de l'éducation aux gouvernements des pays africains dans le cadre d'un renforcement du dialogue politique et au renforcement des capacités institutionnelles et techniques par le développement des échanges. Dirigée par un comité directeur constitué par dix ministres africains de l'éducation et de représentants de la plupart des organismes de développement dans le secteur de l'éducation en Afrique, appuyé par un comité exécutif, l'ADEA fonctionne avec neuf groupes de travail et organise nombre de réunions techniques et des conférences ministérielles sous régionales. La mise en place de pôles de qualité inter pays permet de regrouper autour d'une même problématique des pays et des partenaires stratégiques qui apportent une expertise dans un domaine spécifique.

<http://www.adeanet.org>

¹⁶⁶⁸ http://ec.europa.eu/education/school-education/teacher-cluster_fr.htm

¹⁶⁶⁹ Communiqué de presse du 1^{er} février 2011 (IP/11/115) 'La Commission met en place un groupe d'experts de haut niveau sur la lutte contre l'illettrisme présidé par la princesse Laurentien des Pays Bas' http://ec.europa.eu/education/news/news2773_fr.htm

¹⁶⁷⁰ ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.htm

¹⁶⁷¹ Paragraphe 8 de la décision de la Commission du 30 avril 2008 instituant un groupe d'experts en éducation financière 2008/365/CE JO L125 du 9 mai 2008 p36-38 (3, 95, 149, 153 TCE) visant à créer un groupe d'experts

681. Pour toute initiative ou proposition législative majeure, la Commission procède de surcroît à une analyse d'impact¹⁶⁷² permettant d'informer « les décideurs politiques des conséquences possibles des mesures proposées pour résoudre un problème donné »¹⁶⁷³ et d'évaluer le caractère nécessaire de l'intervention de l'UE et ses effets potentiels, induits par les différentes options politiques envisageables, comme l'illustre par exemple l'analyse d'impact relative à la mise en place du programme 'Erasmus +' pour la période 2014-2020¹⁶⁷⁴. De même le Parlement européen et le Conseil ont l'obligation de motiver tout amendement modifiant le champ d'intervention de l'UE. Le CESE et le CdR contribuent au respect de ces principes en émettant des avis et la CJUE contrôle le cas échéant dans la phase post législative la légalité de ces actes.

682. Depuis le Traité de Lisbonne, les Parlements nationaux ont de plus le pouvoir d'émettre des avis sur les projets de propositions législatives au regard du principe de subsidiarité, entraînant un réexamen du projet d'acte législatif, et conduisant le cas échéant à sa modification ou à son retrait. Le livre vert sur la mobilité à des fins d'apprentissage a par exemple fait l'objet d'avis de parlements nationaux contenant des observations relatives à l'analyse de la subsidiarité ou de la proportionnalité¹⁶⁷⁵. Si l'existence de ces mécanismes de contrôle garantit une juste répartition des compétences, elle permet également de constater le peu d'avis formulés à l'encontre des actes éducatifs adoptés par l'UE soit 7 avis des parlements nationaux dans les domaines de l'éducation et de la culture en 2013 sur 621 avis émis¹⁶⁷⁶. Le nombre d'avis concernant l'éducation et la culture s'élève à 1.12% des avis formulés en 2013, alors qu'il en représentait 3.3% en 2012. Cette baisse caractérisée des avis

¹⁶⁷² Depuis 2005, les institutions européennes ont adopté une 'approche commune de l'analyse d'impact', s'ajoutant à l'accord institutionnel 'mieux légiférer' de 2003. « Cette approche consiste en un ensemble de règles auxquelles les institutions sont tenues de se conformer dans le cadre de la préparation et de l'utilisation d'analyses d'impact dans le processus législatif. L'analyse d'impact initial de la proposition de la Commission sert généralement de base aux analyses éventuellement réalisées par les autres institutions européennes lorsqu'elles apportent des modifications de fond à la proposition de la Commission ». L'analyse d'impact facilite le processus décisionnel sans s'y substituer. - http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/impact_fr.htm / liste des rapports des études d'impacts http://ec.europa.eu/governance/impact/ia_carried_out/cia_2011_en.htm

¹⁶⁷³ http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/impact_fr.htm

¹⁶⁷⁴ Commission staff paper – executive summary of the impact assessment accompanying document to the proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a single Education, Training, Youth and Sport Program for the period 2014-2020 SEC(2011)1403, COM(2011)788 and SEC(2011)1402 du 23 novembre 2011

¹⁶⁷⁵ Référence in 17^{ème} rapport 'Mieux légiférer' 2009 de la Commission sur la subsidiarité et la proportionnalité COM(2010)547 du 8 octobre 2010 - livre vert sur la mobilité à des fins d'apprentissage (COM(2009)329)

¹⁶⁷⁶ Rapport annuel 2013 de la Commission européenne sur les relations entre la Commission européenne et les Parlements nationaux, COM(2014)507 final du 5 août 2014
http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/relations/relations_other/npo/docs/ar_2013_fr.pdf

sur le sujet témoigne de la légitimité de l'intervention croissante de l'UE dans le secteur éducatif.

2. Un cadre procédural assurant une répartition équilibrée des pouvoirs

683. Appliquée dès l'origine au secteur éducatif, la procédure de codécision (actuelle procédure législative ordinaire) a été étendue largement à d'autres domaines, notamment au secteur de la formation professionnelle depuis le traité d'Amsterdam, ce qui a permis de résoudre des problèmes latents d'insécurité juridique, particulièrement en ce qui concerne l'adoption d'actes en matière d'enseignement supérieur, relevant avant cette modification de la procédure de coopération¹⁶⁷⁷.

684. De nombreux domaines étant actuellement soumis à cette procédure, elle s'avère adaptée à l'imbrication des moyens de l'UE, notamment à l'établissement de stratégies générales d'action recouvrant plusieurs secteurs, telles que la Stratégie de Lisbonne qui fusionne les domaines de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la jeunesse, secteurs relevant tous de la procédure de législative ordinaire, ou la stratégie globale pour le développement durable dans le cadre de laquelle l'éducation est un élément intégré comme objectif à atteindre et comme un moyen d'action. Cette intégration ne pose ainsi aucun

¹⁶⁷⁷ En principe en matière de formation professionnelle, la procédure applicable prévue par le Traité de Maastricht était celle de l'article 189C soit la procédure de coopération [voir décision 94/819/CE du Conseil du 6 décembre 1994 établissant un programme d'action pour la mise en œuvre d'une politique de formation professionnelle de la CE JO L340 du 29 décembre 1994, p8-24 basée sur 127 et 189C TCE] comme par exemple pour le programme communautaire Leonardo da Vinci basé sur 127 et 189C TCE [décision du Conseil n° 1999/382/CE du 26 avril 1999 établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle Leonardo da Vinci JO L146 du 11 juin 1999 p33-47]. Or en cas d'enchevêtrement des bases juridiques comme pour l'établissement du programme communautaire Socrates basé sur les articles 126 et 127 TCE, la procédure applicable était celle prévue à l'article 189B, soit la procédure de codécision [Voir par exemple décision n° 576/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 février 1998 modifiant la décision n°819/95/CE établissant le programme d'action communautaire Socrates JO L77 du 14 mars 1998 p1-2]. De la même façon, les actes relatifs à l'éducation et la formation tout au long de la vie, basés sur l'assemblage 126 et 127 TCE, relèvent sous l'application du Traité de Maastricht de la procédure de codécision prévue à l'article 189B [Décision n°493/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 1995 proclamant 1996 année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie JO L256 du 26 octobre 1995 (décision sui generis) JO L256 du 26 octobre 1995 p45-48, résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (1996) COM(94)264, C4-0143/94, 94/199COD, JO C89 du 10 avril 1995 p123]. Cependant pour l'enseignement supérieur dont les actes communautaires sont fondés sur l'assemblage 126 et 127 TCE, la procédure de coopération prévue par l'article 189 C s'applique [position commune (CE) n°29/98 arrêtée par le Conseil le 26 février 1998 en vue de l'adoption de la recommandation du Conseil sur la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur JO C178 du 10 juin 1998 p1, résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Conseil concernant la coopération européenne visant à garantir la qualité dans l'enseignement supérieur COM(97)159, C4-0263/97, 97/121SYN, JO C371 du 8 décembre 1997 p26, proposition de recommandation du Conseil concernant la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur COM(97)159 final SYN 97/121]. L'application de la procédure de codécision au domaine de la formation par le Traité d'Amsterdam, résout ainsi un problème latent de sécurité juridique lié à l'assemblage de principe des bases juridiques de compétence de l'UE en matière d'éducation et de formation professionnelle.

problème sur le plan procédural dans la mesure où la coopération au développement et le secteur éducatif sont tous deux soumis à la procédure législative ordinaire. La procédure législative ordinaire a pour intérêt principal d'établir une répartition stricte des compétences entre les institutions et d'accorder à chaque institution une fonction essentielle dans l'élaboration de la politique extérieure éducative, qu'il convient de préciser.

a) Le rôle prospectif de la Commission et du Haut Représentant

685. La Commission dispose dans le cadre de la procédure législative d'un droit d'initiative lui permettant de soumettre au Conseil et au Parlement européen des propositions législatives en matière éducative, s'il s'avère que des questions particulières ne peuvent être traitées aussi efficacement au plan local, régional ou national. Ses propositions façonnent l'évolution de la politique extérieure éducative, d'une part, en initiant une étude prospective de l'évolution des programmes éducatifs de l'UE, tel qu' 'Erasmus +',¹⁶⁷⁸ ou d'autres programmes impliquant des mesures éducatives de sensibilisation¹⁶⁷⁹, et en contribuant à l'ouverture des programmes à la participation d'Etats tiers¹⁶⁸⁰, d'autre part, en promouvant la prise en compte de l'éducation en matière d'aide au développement, notamment l'Initiative accélérée d'éducation pour tous¹⁶⁸¹. En tant que gestionnaire des politiques de l'UE et du budget, la Commission dispose de l'expertise et du recul nécessaire pour formuler des propositions prospectives s'inscrivant avec pertinence dans la stratégie de développement du droit de l'UE. La Commission européenne soutient diverses activités internationales dans le secteur éducatif, telles que le renforcement de la compréhension mutuelle entre les peuples par le développement des échanges ou la promotion de l'UE comme centre d'excellence de l'éducation reconnue mondialement. Elle valorise également la prise en compte de l'éducation dans les politiques internationales, notamment en soutenant les efforts entrepris par les pays

¹⁶⁷⁸ Voir proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant 'Erasmus pour tous' le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport COM(2011)788, 2011/0371 COD

¹⁶⁷⁹ Voir proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire concernant la promotion de la santé, l'information, l'éducation et la formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique COM(1995)633

¹⁶⁸⁰ Voir proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre l'Union européenne et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013) COM(2010)426 final

¹⁶⁸¹ Voir proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par la Communauté au sein du Conseil des ministres ACP-CE concernant une décision portant sur l'utilisation de la réserve de l'enveloppe de soutien au développement à long terme ainsi que de ressources de la facilité d'investissement du 9^{ème} FED pour le financement de l'initiative européenne dans le domaine de l'énergie, pour les contributions à la facilité de financement internationale de la gestion des risques liés aux produits de base, l'adaptation aux nouvelles règles communautaires sanitaires et phytosanitaires en matière d'alimentation animale et humaine, le renforcement de l'Union Africaine et une contribution à l'initiative accélérée 'Education pour tous', SEC(2005)242, COM(2005)51 final

partenaires en matière de modernisation de leurs systèmes d'enseignement, particulièrement l'enseignement supérieur et la formation.

686. Le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité joue également un rôle fondamental en matière d'élaboration des actes externes éducatifs, dans la mesure où il peut, d'une part, présenter des propositions conjointement avec la Commission concernant l'élaboration d'actes éducatifs en matière de PESC¹⁶⁸² et agir, d'autre part, dans le cadre de son statut de vice-président de la Commission, le chargeant « au sein de la Commission des responsabilités qui incombent à cette dernière dans le domaine des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'UE »¹⁶⁸³. Les propositions conjointes du Haut Représentant et de la Commission portent notamment sur la revalorisation du secteur éducatif dans les partenariats de développement¹⁶⁸⁴, sur l'étude de la coopération entre l'UE et les pays partenaires développée

¹⁶⁸² Article 18 TUE paragraphe 2 version consolidée, le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères « ...conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Il contribue par ses propositions à l'élaboration de cette politique et l'exécute en tant que mandataire du Conseil. Il agit de même pour la politique de sécurité et de défense commune »; Article 22 paragraphe 2 TUE version consolidée « le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, pour le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, et la Commission, pour les autres domaines de l'action extérieure, peuvent présenter des propositions conjointes au Conseil »; article 27 TUE version consolidée « 1. Le Haut représentant ...qui préside le Conseil des affaires étrangères, contribue par ses propositions à l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité commune et assure la mise en œuvre des décisions adoptées par le Conseil européen et le Conseil. 2. Le haut représentant représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune. Il conduit au nom de l'Union le dialogue politique avec les tiers et exprime la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales. 3. Dans l'accomplissement de son mandat, le haut représentant s'appuie sur un service européen pour l'action extérieure. Ce service travaille en collaboration avec les services diplomatiques des Etats membres et est composé de fonctionnaires des services compétents du secrétariat général du Conseil et de la Commission ainsi que de personnel détaché des services diplomatiques nationaux... »

¹⁶⁸³ Article 18 paragraphe 4 TUE version consolidée « Le haut représentant est l'un des vices présidents de la Commission. Il veille à la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Il est chargé, au sein de la Commission, des responsabilités qui incombent à cette dernière dans le domaine des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'Union. Dans l'exercice de ces responsabilités au sein de la Commission, et pour ces seules responsabilités, le haut représentant est soumis aux procédures qui régissent le fonctionnement de la Commission, dans la mesure où cela est compatible avec les paragraphes 2 et 3 »

¹⁶⁸⁴ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'vers un partenariat renouvelé pour le développement UE-Pacifique' JOIN(2012)06 du 21 mars 2012, point 2.2 « ...les populations jeunes et en croissance rapide de la région ont besoin de perspectives en matière d'éducation »; Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil 'élaboration d'une politique de l'UE pour la région de l'Arctique: progrès réalisés depuis 2008 et prochaines étapes' JOIN/2012/019 du 26 juin 2012 « le secteur ciblé pour la coopération financière durant la période 2007-2013 est l'éducation »; Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée' COM(2011)200 du 8 mars 2011 « l'éducation devrait être au cœur des actions de l'UE dans la région. La lutte contre les taux élevés d'analphabétisme est indispensable à la transition vers la démocratie et à la création d'une main d'œuvre qualifiée, capable de contribuer à la modernisation des économies du Sud de la Méditerranée. Les échanges entre universités sont un atout, et il y aurait lieu d'exploiter davantage les possibilités offertes par les programmes Erasmus Mundus, Euromed Jeunesse et Tempus afin d'augmenter de manière substantielle le nombre de personnes issues des pays partenaires du sud de la Méditerranée qui

notamment dans le cadre des programmes de mobilité en matière d'enseignement supérieur, tels qu'Erasmus Mundus¹⁶⁸⁵. Dans la communication conjointe du 25 mai 2011 relative à l'adoption d'une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation, la Commission et le Haut Représentant suggèrent par exemple un renforcement de la coopération sectorielle, en conseillant que l'UE propose « à ses partenaires voisins d'œuvrer à la mise en place d'un espace commun de la connaissance et de l'innovation, qui s'articulera autour de plusieurs volets existants de la coopération : dialogue sur les politiques à mener, renforcement des capacités nationales et régionales, coopération en matière de recherche et d'innovation, augmentation des possibilités de mobilité pour les étudiants, les chercheurs et les universitaires. Parallèlement la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur sera renforcée par un soutien accru en faveur de la mobilité des étudiants et du personnel universitaire dans les partenariats avec les universités (dans le cadre du programme Erasmus Mundus) et une coopération structurée pour la modernisation des universités (programme Tempus) »¹⁶⁸⁶.

b) Le pouvoir d'orientation et de décision du Conseil de l'UE

687. Conformément aux dispositions de l'article 16 TUE¹⁶⁸⁷, le Conseil de l'UE exerce une fonction essentielle, dans la mesure où il définit les grandes lignes de la politique éducative, sur le plan interne et externe, et coordonne les orientations politiques des Etats membres de l'UE, notamment en ce qui concerne l'amélioration des systèmes d'éducation, dans le respect de la responsabilité des Etats membres concernant la définition du contenu de l'enseignement et de la formation professionnelle et pour l'organisation des systèmes éducatifs. Il soutient la

participent à ces programmes. L'enseignement et la formation professionnels (EFP) ont également un rôle important à jouer dans la réduction des disparités. Les mesures à prendre devraient comprendre le recensement, grâce à l'organisation au niveau national, de discussions avec les principaux acteurs, des composantes stratégiques d'une politique intégrée en matière d'EFP. Les échanges de bonnes pratiques sur les programmes visant à développer les qualifications des chômeurs devraient aussi être encouragés. »

¹⁶⁸⁵ Rapport conjoint annuel au Parlement européen et au Conseil 2010 COM(2011)205 du 14 avril 2011 « Les relations de l'UE avec Macao s'appuient sur des valeurs partagées, un même héritage et un intérêt commun dans des domaines tels que...l'éducation...les contacts interpersonnels renforcés entre l'Europe et Macao ont par ailleurs contribué à intensifier les relations entre l'UE et Macao. Les universités et étudiants de Macao participent activement au programme Erasmus Mundus et se sont vus octroyer en 2010 un projet Erasmus visant à développer les échanges et la mobilité entre les universités et les étudiants d'Europe et de Macao afin d'approfondir leur compréhension mutuelle. L'UE a continué de soutenir la chaire Jean Monnet à l'université de Macao et de nombreuses conférences Jean Monnet ont été organisées avec succès pendant l'année. La formation dans l'UE d'interprètes de conférence de Macao s'est également poursuivie pendant toute l'année 2010. »

¹⁶⁸⁶ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation' COM(2011)303 du 25 mai 2011 « une coopération active entre l'UE et ses voisins en ce qui concerne, notamment, l'éducation...contribuera sensiblement à la réalisation de nos objectifs communs que sont la croissance inclusive et la création d'emplois »

¹⁶⁸⁷ Article 16 TUE version consolidée « 1. Le Conseil exerce, conjointement avec le Parlement européen, les fonctions législatives et budgétaires. Il exerce des fonctions de définition des politiques et de coordination conformément aux conditions prévues par les traités »

Commission dans son action de prospection et encouragement, dans le cadre de ses conclusions, les Etats membres à coopérer et à jouer un rôle actif lors des réunions internationales afin de permettre l'avancement des travaux de la Commission, comme par exemple pour le lancement de la stratégie de l'UE relative aux droits de l'enfant¹⁶⁸⁸. Forum de coordination et d'échanges entre Etats membres, il exerce un rôle fondamental d'orientation des politiques qui lui permet notamment de sensibiliser les Etats membres et la Commission à l'importance du développement d'une politique extérieure éducative. Il rappelle ainsi dans ses conclusions que « l'éducation et la formation sont indispensables pour mieux assurer la viabilité à long terme de l'Europe et du monde »¹⁶⁸⁹ et soutient notamment le renforcement de la prise en compte de l'éducation au développement dans le cadre de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable et de la Stratégie Europe 2020, ainsi qu'en matière de coopération avec les organisations internationales¹⁶⁹⁰. Il promeut l'extension du champ d'application des programmes de l'UE en matière éducative et estime qu'il « convient d'encourager activement une plus grande mobilité, y compris avec les pays tiers et les pays candidats »¹⁶⁹¹.

688. Le Conseil détient de surcroît un réel pouvoir de décision en matière d'adoption de la législation dans le secteur éducatif, qu'il partage avec le Parlement européen, que ce soit en matière de responsabilité de la décision finale sur les projets d'actes législatifs proposés par la Commission, de signature d'accords conclus par l'UE avec d'autres pays en matière éducative, ou d'établissement du budget annuel de l'UE. Le conseil 'éducation, jeunesse, culture et sport' (EJC), réunissant les ministres de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et de la communication, est ainsi compétent pour apporter les modifications qu'il juge pertinentes aux propositions soumises par la Commission.

¹⁶⁸⁸ Conseil de l'UE – Conclusions du Conseil sur les agendas politiques européen et international dans le domaine de l'enfance, de la jeunesse et des droits des enfants, 3046^{ème} Conseil 'éducation, jeunesse, culture et sport', Bruxelles 18-19 novembre 2010 press.office@consilium.europa.eu

¹⁶⁸⁹ Conseil de l'UE – Conclusions du Conseil sur l'éducation au développement durable, 3046^{ème} Conseil 'éducation, jeunesse, culture et sport', Bruxelles 18-19 novembre 2010 press.office@consilium.europa.eu

¹⁶⁹⁰ Ibid., paragraphe 4 « l'éducation au développement durable (EDD), inscrite dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie, est indispensable pour édifier une société durable et est par conséquent souhaitable à tous les niveaux de l'éducation et de la formation formels, mais aussi non formels et informels...invite les Etats membres et la Commission à soutenir l'éducation au développement durable et à appuyer les présentes conclusions...mettre en œuvre l'EDD dans le cadre tant de la stratégie de l'UE en faveur du développement durable que de la Stratégie Europe 2020...renforcer la coopération avec les autres organisations internationales, en particulier l'UNESCO et la CEE-ONU, dans le domaine de l'EDD »

¹⁶⁹¹ Conseil de l'UE – Conclusions du Conseil sur l'initiative 'Jeunesse en mouvement' – une approche intégrée visant à répondre aux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés », 3046^{ème} Conseil 'éducation, jeunesse, culture et sport', Bruxelles 18-19 novembre 2010 press.office@consilium.europa.eu

c) Le pouvoir décisionnaire et d'impulsion du Parlement européen

689. Dans le cadre de la procédure législative ordinaire, le Parlement européen participe au processus de décision au-delà de la simple consultation, dans la mesure où il adopte avec le Conseil les actes proposés par la Commission. Le Parlement européen charge une commission parlementaire¹⁶⁹² de rédiger un rapport relatif à la proposition législative de la Commission, sachant qu'une ou plusieurs autres commissions peuvent être invitées à rendre un avis à la commission responsable, notamment la commission 'culture et éducation' compétente pour les questions ayant trait à la politique de l'éducation de l'UE, également en matière de coopération avec les pays tiers dans les domaines de la culture et de l'éducation et aux relations avec les organisations et institutions internationales pertinentes¹⁶⁹³.

¹⁶⁹² Principalement la Commission parlementaire Culture et Education (compétente pour les questions ayant trait : 1. Aux aspects culturels de l'UE...2. A la politique de l'éducation de l'UE, y inclus le domaine de l'enseignement supérieur en Europe et la promotion du système d'écoles européennes et de l'apprentissage tout au long de la vie. 3. A la politique de l'audiovisuel et aux aspects culturels et éducatifs de la société de l'information ; 4. À la politique de la jeunesse...6. À la coopération avec les pays tiers dans les domaines de la culture et de l'éducation et aux relations avec les organisations et institutions internationales pertinentes »). Elle est compétente en matière de coopération avec les pays tiers dans le domaine éducatif et en matière de relations avec les Organisations et institutions internationales

<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/CULT/home.html> - lien avec les délégations parlementaires Ip-CULT@europarl.europa.eu). Il peut également s'agir de la Commission du développement compétente pour la promotion, la mise en œuvre et le contrôle de la politique de développement et de la coopération de l'UE (dialogue politique avec les PED tant au niveau bilatéral que dans le cadre des organisations et instances interparlementaires internationales, l'aide aux PED et les accords de coopération avec ceux-ci, la promotion des valeurs démocratiques, de la bonne gouvernance et des droits de l'Homme dans les PED, la réalisation des OMD). La Commission DEV joue notamment un rôle essentiel dans le développement et le renforcement des relations entre l'UE et ses partenaires ACP en suivant de près la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-UE de Cotonou et grâce à sa participation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE. Composée de membres issus des différents groupes politiques, la commission est secondée par un secrétariat composé de fonctionnaires permanents (organisant le travail de la commission, fournissant des études de base...) faisant également office de co-secrétariat pour l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE et ses trois commissions permanentes. Le Parlement européen analyse dans le cadre de l'exercice de ses nouvelles compétences les documents de stratégie par pays établi pour chaque bénéficiaire de l'aide. La Commission de développement du Parlement européen a ainsi une responsabilité accrue dans ce processus et procède à l'examen des documents de stratégie par pays dans le cadre de l'application du nouvel instrument de financement de la coopération au développement. La commission parlementaire veille à ce que les stratégies s'inscrivent dans un dialogue permanent avec les gouvernements, les autorités locales et la société civile des pays bénéficiaires. Ce contrôle démocratique est ainsi favorable à la réalisation des OMD et à l'intégration de l'éducation comme l'une des priorités des documents de stratégies (accès services sociaux de base). Les membres de la Commission DEV participent régulièrement à des conférences internationales, à des délégations ad hoc dans les PED, qui sont soit des missions d'étude et d'information, soit des missions d'observation des élections. La Commission DEV peut de surcroît envoyer deux fois par an ses propres délégations dans certaines régions (crise, reconstruction) www.europarl.europa.eu/committees/deve_home_en.htm

¹⁶⁹³ Voir par exemple avis du 2 mars 2012 de la commission 'culture et éducation' à l'intention de la commission 'développement régional' sur l'évolution des stratégies macro régionales de l'UE : pratiques actuelles et perspectives d'avenir, notamment en Méditerranée (2011/2179(INI)), paragraphe 17 « appelle pour la prochaine période de programmation à la mise en œuvre d'un type 'Erasmus euro-méditerranéen' destiné à favoriser la mobilité transnationale des étudiants des deux rives...'; avis du 7 octobre 2011 de la commission 'culture et éducation' à l'intention de la commission des affaires étrangères sur la révision de la politique européenne de voisinage (2011/2157(INI)), paragraphe 7 « se félicite des résultats de l'université euro-méditerranéenne et préconise la diffusion de cette réussite et le lancement d'une initiative similaire pour la région du partenariat oriental » <http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/cult/home.html>

690. Le Parlement européen impulse la prise en compte de l'éducation dans les actes élaborés, par le biais des résolutions législatives amendant les propositions¹⁶⁹⁴ et de décisions, telles que celles relatives aux positions communes arrêtées par le Conseil en matière de coopération au développement¹⁶⁹⁵. Il adopte également des résolutions d'initiative faisant référence à l'éducation, soit pour dénoncer les atteintes au droit à l'éducation¹⁶⁹⁶, voire même à la qualité de l'éducation¹⁶⁹⁷, soit pour promouvoir la prise en compte de l'éducation dans le cadre des processus de paix¹⁶⁹⁸, des plans d'actions de l'UE¹⁶⁹⁹ ou des relations de l'UE avec

¹⁶⁹⁴ Résolution législative du 2 avril 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1628/96 du Conseil du 25 juillet 1996, relatif à l'aide à la Bosnie Herzégovine, à la Croatie, à la République fédérale de Yougoslavie et à l'ancienne République yougoslave de Macédoine (COM(98)0018, C4-0105/98, 98/0023CNS), JO C138 du 4 mai 1998, p157 – le Parlement européen approuve la proposition avec des modifications telles que l'amendement 4, modifiant le huitième considérant et insérant une référence à l'éducation. Il en est de même pour l'amendement 11 modifiant l'article premier point a) quatrième alinéa; résolution législative du 16 novembre 1995 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil concernant la fourniture d'une assistance aux nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie (COM(1995)12, C40242/95, 95/0056CNS), JO C323 du 4 décembre 1995, p83 - le Parlement européen approuve la proposition avec certaines modifications, notamment en ce qui concerne l'éducation : l'amendement 8 modifiant l'article 2, paragraphe 1, 1^{er} alinéa, insère une référence à l'éducation. De même l'amendement 31 modifiant l'annexe II ajoute un point 4 bis nouveau relatif au 'développement du secteur social' intégrant l'éducation; résolution législative du 9 mai 1996 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif aux actions dans le domaine du VIH/Sida dans les pays en voie de développement (COM(95)0293, C4-0335/95, 95/0164(SYN)), JO C152 du 27 mai 1996, p36 –le Parlement européen approuve la proposition qu'il modifie, en insérant une référence à l'éducation (amendement 9 modifiant l'article 1^{er} deuxième alinéa troisième tiret. De plus l'amendement 21 ajoute à l'article 2 un sixième tiret bis nouveau « la participation des communautés locales à l'élaboration de stratégies locales d'information et de programmes d'éducation sexuelle »

¹⁶⁹⁵ Voir par exemple la décision du 21 mai 1996 concernant la position commune arrêtée par le Conseil sur la proposition de règlement du Conseil relatif à des actions de réhabilitation et de reconstruction en faveur des pays en développement (C4-0099/96, 95/0165(SYN), 189 C TCE), JO C166 du 10 juin 1996, p33- Par cette décision destinée au Conseil et à la Commission, le Parlement européen modifie la position commune, notamment l'article 2 paragraphe 2. L'amendement 5 de la décision du Parlement européen insère dans l'article une référence aux actions de formation et d'éducation.

¹⁶⁹⁶ Résolution du Parlement européen sur le Belarus du 10 mars 2005, JO C320E du 15 décembre 2005, p276-279 – le Parlement européen demande notamment par cette résolution d'initiative « aux autorités biélorusses de mettre fin sans délai au harcèlement des établissements d'enseignement du pays et de respecter les principes fondamentaux de liberté et d'autonomie pédagogiques ainsi que de tolérance dans le domaine de l'éducation » (paragraphe 14). Il « demande la mise sur pied d'un programme spécial de bourses d'études destinées spécialement aux étudiants de l'Université européenne des sciences humaines de Minsk qui souhaitent étudier dans l'Union européenne, programme prévoyant une aide financière pour les établissements universitaires disposés à accueillir ces étudiants, et demande que soit établie une procédure ad hoc permettant la prise en compte des crédits acquis par les étudiants à l'Université européenne des sciences humaines » (paragraphe 15)

¹⁶⁹⁷ Résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur le Tibet – projet visant à imposer le chinois comme principale langue d'enseignement JO C99E du 3 avril 2012, p118-119 – résolution destinée au Conseil, à la Commission « 6. Souligne que, avec l'introduction du chinois comme première langue d'enseignement, la qualité de l'éducation pour la grande majorité des lycéens tibétains sera affectée et que les matières scolaires devraient par conséquent être uniquement enseignées, de la manière la plus appropriée, dans la langue maternelle tibétaine » - « 12. Demande aux représentants diplomatiques de l'UE à Pékin de visiter la région et de faire rapport au Conseil et à la Haute Représentante de l'Union/vice-présidente de la Commission sur la situation actuelle en ce qui concerne la question de l'éducation et de la langue »

¹⁶⁹⁸ Voir par exemple : paragraphe 7 de la résolution du Parlement du 21 octobre 2010 sur les expulsions forcées au Zimbabwe JO C70E du 8 mars 2012; paragraphe 2 de la résolution du Parlement européen sur l'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis du 14 avril 2005, JO C33E du 9 février 2006, p596-597; paragraphe 6 de la résolution sur l'appui au processus de paix dans la région du Caucase du 11 mars 1999, JO C 175 du 21 juin 1999, p251; paragraphe G de la résolution du 18 juin 1998 sur le conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée JO C 210

les pays tiers¹⁷⁰⁰. Le Parlement européen porte une attention particulière à l'éducation dans le cadre des travaux de l'Assemblée parlementaire paritaire¹⁷⁰¹, ainsi que dans la perspective de sommets mondiaux, réunions et conférences internationales¹⁷⁰², notamment concernant les droits de l'Homme¹⁷⁰³.

691. Le Parlement européen joue ainsi un rôle accru dans le développement de la politique extérieure éducative, d'une part, du fait du renforcement de son importance en matière de relations extérieures depuis le traité modificatif de Lisbonne¹⁷⁰⁴, d'autre part, de par l'intérêt

du 6 juillet 1998, p206; paragraphe 11 de la résolution sur la situation au Liberia du 18 avril 1996 JO C141 du 13 mars 1996, p210 ; paragraphe 11 de la résolution sur les mines terrestres antipersonnel – un obstacle meurtrier au développement du 29 juin 1995 JO C183 du 17 juillet 1995 p47

¹⁶⁹⁹ Voir par exemple : paragraphe 14 de la résolution sur les rapports de la Commission concernant l'évolution des relations avec la Turquie depuis l'entrée en vigueur de l'Union douanière COM(96)0491, C4-0605/96 et COM(98)147, C4-0217/98 JO C 313 du 12 octobre 1998, p176 ; paragraphe 7 de la résolution du 24 octobre 1996 sur le plan d'action de l'UE pour la Russie JO C347 du 18 novembre 1996, p155

¹⁷⁰⁰ Voir par exemple résolution du 16 septembre 2004 du Parlement européen sur la situation au Belarus, JO C140E du 9 juin 2005, p150-153; paragraphes 44 et 55 de la résolution du 12 mars 1999 sur la communication de la Commission sur le partenariat renforcé UE-Inde COM(96) 275, C4-407/96, JO C 175 du 21 juin 1999, p442; paragraphes 39 et 41 de la résolution du 1^{er} avril 1998 sur la communication de la Commission sur les orientations en vue de la négociation de nouveaux accords de coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique (ACP) COM(97)0537, C4-581/97, JO C138 du 4 mai 1998, p108; paragraphe N de la résolution du 13 mars 1997 sur le rapport commun de la présidence du Conseil et de la Commission relatif à la politique méditerranéenne : prolongement de la Conférence de Barcelone (7987/96, C4-0414/96), JO C115 du 14 avril 1997, p159; paragraphe 10 de la résolution du 16 janvier 1997 sur la communication de la Commission au Conseil relative au renouvellement du dialogue de San José entre l'UE et l'Amérique centrale COM (95)600, C4-102/96, JO C33 du 3 février 1997, p91; paragraphe D de la résolution du 18 janvier 1995 sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant les relations entre l'UE et Cuba COM(95)306, C4-0298/95, JO C32 du 5 février 1996, p85

¹⁷⁰¹ Paragraphe 6 de la résolution sur les résultats des travaux de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1996 du 21 février 1997, JO C85 du 17 mars 1997, p176; paragraphe 13 de la résolution sur les résultats des travaux de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1995 du 14 mars 1996, JO C96 du 1^{er} avril 1996 p286; paragraphe 7 de la résolution sur les travaux de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1994 du 19 janvier 1995 JO C 43 du 20 février 1995, p69

¹⁷⁰² Paragraphe 85 de la résolution du Parlement européen du 29 septembre 2011 sur l'élaboration d'une position commune de l'Union dans la perspective de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), JO C56E du 26 février 2013, p106–119 - « relève que tout instrument réglementaire, quel qu'il soit, ne peut fonctionner que s'il est associé à l'information et à l'éducation »

¹⁷⁰³ Paragraphe 127 de la résolution du 28 avril 2005 du Parlement européen sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde en 2004 et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme (2004/2151(INI)) JO C45E du 23 février 2006, p107-127 – le Parlement « est vivement préoccupé par le fait que le droit à l'éducation est refusé à approximativement cent quatre millions d'enfants en âge d'être scolarisés, dont la majorité sont des filles ; invite la Commission à assumer ses engagements à l'égard de l'Initiative Fast Track et à s'engager activement en ce qui concerne les questions liées à l'éducation avec les partenaires ACP »; paragraphe 12 de la résolution du 24 février 2005 du Parlement européen sur les priorités et les recommandations de l'UE dans la perspective de la 61^{ème} session de la commission des droits de l'Homme des Nations Unies qui se tiendra à Genève du 14 mars au 22 avril 2005 JO C340E du 1^{er} décembre 2005, p375-383; paragraphes 56, 61 et 65 de la résolution sur les droits de l'Homme dans le monde en 1995/1996 et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme du 12 décembre 1996, JO C020 du 20 janvier 1997, p161; paragraphe 15 de la résolution sur les priorités de l'UE au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague) du 2 mars 1995, JO C68 du 20 mars 1995, p49

¹⁷⁰⁴ Rapport sur la proposition de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure – voir amendement 4 du projet de résolution législative du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du SEAE AT-0228/2010 du

qu'il porte au secteur éducatif, se félicitant dès 2008 « de l'introduction de nouvelles clauses horizontales relatives...à un niveau élevé d'éducation, de formation....qui serviront de principes généraux sous-tendant le processus décisionnel de l'Union européenne (article 9, 10 et 11 du TFUE) »¹⁷⁰⁵. Favorable au renforcement de la coopération extérieure éducative de l'UE, le Parlement européen plaide en faveur de la mise en place d'une stratégie transsectorielle de l'éducation dans le cadre des relations extérieures, que ce soit pour réaliser les objectifs de la stratégie Europe 2020 et mettre en exergue les « interdépendances économiques, sociales et politiques croissantes »¹⁷⁰⁶, ou pour promouvoir une citoyenneté mondiale active par l'éducation au développement¹⁷⁰⁷.

692. Réunissant les représentants élus des citoyens européens, la participation large du Parlement européen à l'action institutionnelle en matière éducative est en effet fondamentale. Son poids dans la procédure interinstitutionnelle est d'autant renforcé qu'il détient « un rôle ultime sur le budget annuel »¹⁷⁰⁸, conformément aux dispositions de l'article 314 TFUE. Ce pouvoir représente un instrument de pression non négligeable du Parlement sur la

6 juillet 2010 - « Le Parlement européen jouera pleinement son rôle dans l'action extérieure de l'Union, y compris en exerçant ses fonctions de contrôle politique comme le prévoit l'article 14 paragraphe 1 du TUE ainsi que dans les matières législatives et budgétaires, conformément aux traités. En outre, en vertu de l'article 36 TUE, le haut représentant consultera régulièrement le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC et veillera à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Le SEAE assistera le haut représentant à cet égard. »

¹⁷⁰⁵ Paragraphe 9 du projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du Parlement en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)), rapporteur : J.LEINEN, commission des aff. constitutionnelles du 13 juin 2008, PR/728952FR.doc PE407.780v02-00; voir également résolution du Parlement du 12 janvier 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (2004/2119(INI)), JO C247E du 6 octobre 2005 p88-93 – le Parlement européen constate la clarté accrue du projet quant à la nature et aux objectifs de l'Union et « 2.se félicite de ce que la Constitution apporte aux citoyens une plus grande clarté quant à la nature et aux objectifs de l'Union ainsi qu'aux relations entre cette dernière et les Etats membres, notamment parce que :...f) de nouvelles dispositions d'application générale sont introduites en ce qui concerne un niveau d'emploi élevé, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, l'élimination de tout type de discrimination, la lutte contre l'exclusion sociale et la promotion de la justice sociale, la protection sociale, un niveau élevé d'éducation, de formation et de santé, la protection des consommateurs, la promotion du développement durable et le respect des services d'intérêt général »

¹⁷⁰⁶ Paragraphe 27 de la résolution du Parlement européen du 11 septembre 2012 - Éducation, formation et Europe 2020 (2012/2045 (INI)), JO C353E du 3 décembre 2013, p 56–63 « demande que soit renforcée la dimension extérieure des politiques de l'Union grâce à un dialogue politique intensifié et à une coopération en matière d'éducation et de formation entre l'Union et ses partenaires internationaux et les pays voisins, pour a) refléter les interdépendances économiques, sociales et politiques croissantes, b) contribuer à la mise en œuvre de la dimension extérieure de la stratégie Europe 2020 et c) soutenir la stabilité, la prospérité et l'amélioration des perspectives d'emploi pour les citoyens de ses pays partenaires, tout en élaborant de meilleurs instruments pour la gestion et la facilitation de la migration de travailleurs qualifiés vers l'Europe, en contrebalançant ainsi les pénuries et les manques de compétences imputables aux évolutions démographiques en Europe »

¹⁷⁰⁷ Déclaration du Parlement européen du 5 juillet 2012 sur l'éducation au développement et la citoyenneté mondiale active, JO C 349E du 29 novembre 2013, p 99–100 « invite la Commission et le Conseil à élaborer une stratégie européenne à long terme et transsectorielle en faveur de l'éducation au développement, de la sensibilisation et de la citoyenneté mondiale active »

¹⁷⁰⁸ Citation p386 in PRIOLLAUD (FX), SIRITZKI (D) « Le Traité de Lisbonne – texte et commentaire par article des nouveaux traités européens (TUE-TFUE) », op.cit.

Commission afin qu'elle respecte ses engagements relatifs à l'amélioration des services de base et sur le Conseil, sachant qu'un engagement de 20% de l'assistance au développement, consacré à la santé et l'éducation de base, est inclut depuis plusieurs années dans le budget de l'UE. Le Parlement européen dispose de surcroît, depuis le traité de Lisbonne, d'un pouvoir d'approbation renforcé, pris sous la forme d'un avis conforme, pour la conclusion des divers accords internationaux conclus dans les domaines soumis à la procédure législative ordinaire, c'est-à-dire notamment les accords relatifs à la coopération en matière éducative.

3. Une représentation extérieure identifiable et accessible sur le terrain, gage de cohérence de l'action institutionnelle

693. La représentation extérieure de l'UE est assurée par le Haut Représentant de l'UE et, en complément, par le Président du Conseil européen, intervenant selon les dispositions de l'article 15 TUE, « sans préjudice des attributions du Haut Représentant »¹⁷⁰⁹. Cette réforme du traité modificatif de Lisbonne contribue à la reconnaissance de l'UE sur la scène internationale et constitue un gage de cohérence de l'action institutionnelle de l'UE en matière de relations extérieures, dans la mesure où le Haut Représentant cumule, conformément aux dispositions de l'article 18 TUE¹⁷¹⁰, la conduite de la PESC¹⁷¹¹, la présidence du Conseil des affaires étrangères, l'une des vice-présidences de la Commission, ainsi que la responsabilité

¹⁷⁰⁹ Article 15 TUE version consolidée « 1. Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations et les priorités politiques générales. Il n'exerce pas de fonction législative. 2. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, ainsi que de son président et du président de la Commission. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité participe à ses travaux...4. Le Conseil européen se prononce par consensus, sauf dans les cas où les traités en décident autrement...le président du Conseil européen assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des attributions du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité... »

¹⁷¹⁰ Article 18 TUE version consolidée, op.cit.

¹⁷¹¹ Le Haut représentant a dans ce cadre autorisé sur les dix représentants spéciaux (RSUE) basés dans différentes régions du monde qui appuient le travail de Catherine ASHTON, dans le développement de la PESC et « dotent l'UE d'une présence politique active dans des pays et des régions clés, où ils sont la «voix» et le «visage» de l'UE et de ses politiques. » (http://eeas.europa.eu/policies/eu-special-representatives/index_fr.htm) – voir par exemple le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'UA en matière d'éducation. Ce dernier assure la direction opérationnelle de son action en matière de PESC, conformément à l'article 4 paragraphe 1 de la décision 2013/383/PESC du Conseil du 15 juillet 2013 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'UE auprès de l'Union africaine JO L193 du 16 juillet 2013 p25-26 [Le mandat de M.Gary QUINCE est prorogé jusqu'au 30 juin 2014. Fondée sur les objectifs stratégiques généraux que l'UE s'est fixée en vue de soutenir les efforts déployés en Afrique afin de construire un avenir pacifique, démocratique et prospère et qui sont énoncés dans la stratégie de l'UE à l'égard de l'Afrique » (article 2 'objectifs politiques) , le mandat du RSUE consiste notamment à « collaborer avec l'UA et lui apporter une aide, en contribuant au développement des institutions et en renforçant les relations entre les institutions de l'UE et celles de l'UA, notamment à travers l'aide au développement, afin de promouvoir : ...l'investissement dans les ressources humaines : soutenir les efforts déployés dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'éducation ; favoriser les programmes d'échange, les réseaux d'universités et les centres d'excellence ; s'attaquer aux causes profondes des migrations. » (Article 2 c) quatrième tiret de l'action commune]

de la Commission dans le domaine des relations extérieures, notamment en ce qui concerne la coordination de l'action extérieure, et la promotion de la coopération entre le Conseil et la Commission. Dans ce nouveau contexte structurel, l'action extérieure de l'UE, notamment la coopération développée dans le secteur éducatif, gagne en cohérence, dans la mesure où le dialogue avec les pays et les organisations partenaires est facilité par la présence d'un interlocuteur identifié.

694. La création d'un Service européen d'action extérieure (SEAE), placé sous l'autorité du Haut Représentant, constitue un autre apport qualitatif du traité modificatif de Lisbonne, dans la mesure où cet organe autonome, distinct de la Commission et du Secrétariat général du Conseil, est une structure novatrice ayant pour avantage de créer à la fois un lien interinstitutionnel et lien direct avec les Etats membres, les Etats partenaires et la société civile. Le SEAE institue un lien entre les institutions de par sa fonction d'assistance auprès du Haut représentant dans l'exercice de son mandat, mais également auprès de la Commission, notamment son Président, du Président du Conseil européen et des autres institutions et organes de l'Union, en particulier du Parlement européen. Il collabore dans l'exercice de ses fonctions avec les services diplomatiques des Etats membres, n'ayant pas vocation à se substituer aux chancelleries de ces derniers, ainsi « qu'avec le secrétariat général du Conseil et les services de la Commission, et les assiste, afin de veiller à la cohérence entre les différents domaines de l'action extérieure de l'Union et entre ces domaines et ses autres politiques. Le SEAE et les services de la Commission se consultent sur toutes les questions relatives à l'action extérieure de l'Union dans l'exercice de leurs fonctions respectives, sauf sur les questions relevant de la PSDC »¹⁷¹². Les contacts qu'il entretient ainsi avec l'ensemble des institutions lui permettent, d'une part, d'acquérir une compétence technique performante qui participera à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'action institutionnelle, notamment dans le secteur éducatif, et le conduisent, d'autre part, à être un véritable 'levier d'influence' dans l'élaboration de l'action extérieure de l'UE, grâce à la maîtrise des informations qu'il est susceptible de détenir dans le cadre de son rôle de support à l'action institutionnelle, notamment grâce à la vision globale de l'action extérieure qu'il peut acquérir. Le SEAE est dans ce contexte un changement structurel favorable à l'affirmation d'une réelle politique extérieure éducative de l'UE.

¹⁷¹² Article 3 de la décision 2010/427 du Conseil du 26 juillet 2010 fixant l'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure, JO L201 du 3 août 2010, p. 30-40

695. Le SEAE se compose « de fonctionnaires des services compétents du secrétariat général du Conseil et de la Commission ainsi que du personnel détaché des services diplomatiques nationaux. On distingue en son sein, d'une part, l'administration centrale organisée en directions générales, comprenant des services géographiques, thématiques, multilatéraux et administratifs, qui coordonnent leurs travaux avec les services de la Commission et avec le Secrétariat général du Conseil, d'autre part, les délégations de l'UE faisant partie intégrante du service européen pour l'action extérieure et servant les besoins de toutes les institutions européennes. De par leur connaissance du terrain et leur accessibilité à la population locale, les délégations assurent la diffusion de l'information sur l'UE, ainsi que ses valeurs et ses intérêts, et participent à la mise en œuvre de l'action extérieure de l'UE. Maîtrisant les attentes concrètes du partenaire de l'UE et de ses citoyens, elles participent également, par la transmission de ces informations aux décideurs de l'UE, d'orienter l'action extérieure de l'UE en adéquation avec les besoins de la société civile et en connaissance des difficultés du terrain, ce qui représente un atout considérable pour le développement d'une politique extérieure de l'UE en matière éducative adaptée, dont la mise en œuvre sera de surcroît simplifiée, grâce à la visibilité renforcée de l'UE sur la scène internationale.

B/ L'importance du rôle dévolu aux organes consultatifs

696. Le CESE (1) et le CdR (2) contribuent en grande partie à l'élaboration des actions externes éducatives dans la mesure où conformément au principe de proximité, leur structure leur permet d'être à l'écoute des attentes réelles des individus.

1. Le rôle de conseil du Conseil Economique et Social Européen

697. « L'histoire de la société civile nous montre qu'à la base de tout développement se trouvent l'éducation et la formation professionnelle. La première permet à l'homme de lire, de comprendre et de s'intégrer dans l'histoire, tandis que la seconde lui permet de subsister à ses besoins et de transformer la matière, contribuant ainsi à perpétuer l'activité visant à la construction ininterrompue du monde »¹⁷¹³. Cet extrait d'un avis du CESE du 14 décembre 2005 résume l'importance accordée par cet organe consultatif au secteur de l'éducation dans le cadre de son activité de conseil auprès des institutions européennes. Composé de représentants des différentes catégories de la vie économique et sociale, le CESE exerce une fonction essentielle dans le développement de la politique extérieure éducative, du fait de la pertinence de ses avis et de son rôle primordial dans le cadre du dialogue avec la société

¹⁷¹³ Point 5.2 de l'avis du CESE du 14 décembre 2005 sur 'comment intégrer les aspects sociaux dans les négociations des accords de partenariat économique' JO C65 du 17 mars 2006, p73-85

civile. Consulté par le Conseil, la Commission et le Parlement européen, il peut également adopter des avis sur sa propre initiative, sur le fondement de l'article 23 de son règlement intérieur, lui permettant « d'anticiper sur certaines propositions de la Commission, de se prononcer sur des problèmes de portée générale sur lesquels il ne serait pas consulté et de faire connaître son opinion sur des problèmes d'actualité et politiquement importants ».

698. Ayant historiquement promu l'importance du secteur éducatif pour la construction européenne, comme l'illustre la session des 23 et 24 avril 1975¹⁷¹⁴, au cours de laquelle il a rappelé « que l'éducation a un rôle essentiel à jouer si l'on veut que la Communauté se développe totalement et sur des bases solides »¹⁷¹⁵, le CESE a été pionnier en matière de promotion du volet externe éducatif, en se déclarant par exemple « surpris que Socrates ne prévoie, pour l'instant, aucun échange avec les pays tiers, bien que l'article 126 permette à la Commission d'introduire ce type d'échanges. C'est pourquoi le Comité invite la Commission à élargir son programme d'échange en la matière sur la base de ressources supplémentaires »¹⁷¹⁶ par un avis du 27 avril 1994. Préoccupé par l'accès des ressortissants des pays tiers à l'éducation, il a également souhaité que le programme Socrates inclut « explicitement les enfants de réfugiés et de demandeurs d'asile, en attendant que leur situation légale soit résolue »¹⁷¹⁷.

699. Le CESE met également aux services des institutions son expertise technique, par exemple pour clarifier des concepts terminologiques afin d'améliorer la coopération et la qualité des programmes, comme par exemple le programme d'action de l'UE pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse¹⁷¹⁸, ou encore d'améliorer les indicateurs permettant d'évaluer les progrès qualitatifs effectués dans le secteur éducatif¹⁷¹⁹. Il prodigue également des conseils concernant la mise en œuvre des

¹⁷¹⁴ Session CESE du 23 et 24 avril 1975, JO C255 du 7 novembre 1975

¹⁷¹⁵ Citation in résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 9 février 1976, comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5

¹⁷¹⁶ Point 3.5 de l'avis du 27 avril 1994 du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Socrates JO C95 du 18 juillet 1994, p29

¹⁷¹⁷ Point 2.3 de l'avis du 15 octobre 1998 du CESE sur la décision du Parlement européen et du Conseil établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation Socrates JO C410 du 30 décembre 1998, p2

¹⁷¹⁸ Point 47 de l'avis du 24 septembre 2003 du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse COM (2003) 272 final, 2003/0113(COD), JO C10 du 14 janvier 2004, p18-20

¹⁷¹⁹ Point 3.3 de l'avis du CESE du 1^{er} mars 2001 sur les indicateurs structurels JO C139 du 11 mai 2001, p79-84

programmes de coopération dans le domaine éducatif, tel que Tempus¹⁷²⁰, notamment concernant les critères de sélection appliqués aux projets dans le cadre des, tel qu'Erasmus World, en insistant sur la qualité du système de gestion du projet et du diplôme délivré¹⁷²¹.

700. Le CESE a de surcroît joué un rôle de premier plan dans la construction de l'Espace Européen d'Enseignement et de Recherche et son ouverture sur le monde, en prônant le décloisonnement des réseaux d'éducation et de recherche et l'éducation tout au long de la vie¹⁷²² et en démontrant l'intérêt d'assurer une mobilité à fins d'études et de recherches de qualité dans l'UE pour les ressortissants d'Etats tiers¹⁷²³.

701. Acteur incontournable de la stratégie de Lisbonne, il reconnaît le rôle essentiel de l'éducation et de la formation dans la réalisation de ces objectifs et la valeur ajoutée des performances réalisées par l'UE dans le secteur de l'enseignement¹⁷²⁴ et contribue à l'encadrement de l'action institutionnelle visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive, en rappelant les limites à ne pas franchir pour agir dans le respect des valeurs européennes. Consulté, par exemple, sur la mise en place du programme Erasmus Mundus, le CESE a reconnu l'importance de ce programme pour l'attractivité mondiale de l'EEER, en précisant toutefois la nécessité de préserver le développement économique des pays tiers, en favorisant le retour des cerveaux étrangers dans leurs pays d'origine pour endiguer la fuite des cerveaux¹⁷²⁵. Cette mesure doit également s'accompagner dans le pays

¹⁷²⁰ Point 4.1.6 de l'avis du CESE sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 93/246/CEE du 29 avril 1993 portant adoption de la 2^{ème} phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus II) (1994-1998), JO C295 du 7 octobre 1996, p34; points 3.1.2 et 3.1.3 de l'avis du CESE sur la proposition de décision du Conseil relative à l'adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur Tempus III (2000-2006), JO C40 du 15 février 1999, p23

¹⁷²¹ Point 4.3 de l'avis du CESE sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World) (2004-2008), COM(2002)401 final, 2002/0165 (COD), JO C95 du 23 avril 2003, p35-39

¹⁷²² Voir en ce sens points 1.4, 3.5.7 et 5.2.2 de l'avis du CESE 31 mai 2007 sur les défis et chances de l'UE dans le contexte de la globalisation, JO C175 du 27 juillet 2007, p57-64

¹⁷²³ Avis du CESE sur la « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de résidence des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (refonte)» COM(2013)151 final, 2013/0081(COD), JO C 341 du 21 novembre 2013, p 50-53

¹⁷²⁴ Point 8.1.5 de l'avis du CESE du 18 septembre 2002 sur le thème 'Lisbonne – une vision renouvelée', JO C 061 du 14 mars 2003, p145-153

¹⁷²⁵ Point 1.2 de l'avis du CESE du 12 mars 2008 sur la proposition du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) (2009-2013), COM (2007)395, JO C204 du 9 août 2008, p85-88 - « estime que l'objectif consistant à faire des universités européennes un pôle d'attraction pour les étudiants du monde entier est d'une importance majeure et doit contribuer à mettre en évidence l'excellence des secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'UE. Il estime toutefois que ce programme ne devra pas contribuer à la fuite des cerveaux de pays tiers. En ce

d'origine de mesures de réduction de 'gaspillage des cerveaux' afin de réguler l'émigration¹⁷²⁶.

702. Afin que les institutions de l'UE tiennent compte des intérêts des citoyens, le CESE impulse la participation de la société civile à l'élaboration des actes en matière éducative, notamment sur la plan externe, que ce soit en matière de négociations des accords internationaux, tel que les accords de partenariat économique en suggérant par exemple la mise en place de 'comités régionaux du dialogue social' aptes à favoriser la prise en compte de l'éducation dans les propositions¹⁷²⁷, ou pour la mise en place d'un EEER reconnu mondialement par son excellence à laquelle 'les organisations et groupes scientifiques existants' sont amenés à contribuer¹⁷²⁸.

703. L'analyse des nombreux avis adoptés par le CESE en matière de relations extérieures démontre l'importance qu'il accorde à la promotion de l'éducation dans la cadre de la coopération extérieure¹⁷²⁹. En matière d'intégration régionale et de développement durable, il

sens il invite la Commission à étudier en collaboration avec les autorités et les universités de pays tiers, des stratégies de nature à inciter les étudiants et les enseignants qui bénéficient de facilités offertes par le programme Erasmus Mundus à retourner dans leur pays afin d'apporter leur contribution au développement durable de ceux-ci. Le Comité souligne que pour atteindre cet objectif, il est essentiel de mettre en étroite relation les politiques de coopération au développement de l'UE et les programmes tels qu'Erasmus Mundus »

¹⁷²⁶ Point 6.4.4 de l'avis du CESE du 12 décembre 2007, JO C 120 du 16 mai 2008, p82-88

¹⁷²⁷ Points 3.2.2 et 3.2.3.1 de l'avis du CESE du 14 décembre 2005 sur 'comment intégrer les aspects sociaux dans les négociations des accords de partenariat économique' JO C65 du 17 mars 2006, p73-85

¹⁷²⁸ Point 11.7.1 de l'avis du 24 mai 2000 du CESE sur la communication de la Commission 'Vers un espace européen de la recherche' JO C204 du 18 juillet 2000 p70

¹⁷²⁹ Point 3.2.3.6 de l'avis du CESE du 15 février 2006 sur les relations UE-Mexique JO C88 du 11 avril 2006 p85-93; point 3.2.1 de l'avis du 13 juillet 2005 du CESE sur le thème « Quelle contribution la société civile peut-elle apporter aux relations entre l'UE et la Russie ? » JO C 294 du 25 novembre 2005, p33-37; point 5.5 de l'avis du CESE sur les relations entre l'UE et les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes du 21 février 2002, JO C 094 du 18 avril 2002, p43-50; point 2.5 de l'avis du CESE du 27 avril 2000 sur la proposition de décision du Conseil portant création d'un Fonds européen pour les réfugiés JO C168 du 16 juin 2000, p20-25; point 4.7 de l'avis du CESE du 28 avril 1999 sur les relations entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes : le dialogue socioéconomique interrégional, JO C169 du 16 juin 1999 p49; point 6.7. de l'avis du CESE du 28 décembre 1998 sur la situation socioéconomique du Chili et ses relations avec le Mercosur et l'UE JO C407 du 28 décembre 1998, p247; Points 3.3.3, 3.3.4, 6.5.5, 7.9 de l'avis du CESE du 10 juillet 1997 sur le livre vert sur les relations entre l'UE et les pays ACP à l'aube du 21^{ème} siècle, défis et options pour un nouveau partenariat JO C296 du 29 septembre 1997, p65; point 9.10 de l'avis du CESE du 31 octobre 1996 sur les relations entre l'UE et Cuba JO C056 du 24 février 1997 p91; point 4 de l'avis du CESE du 10 décembre 1997 sur les relations entre l'UE et les Etats riverains de la mer baltique JO n°C073 du 9 mars 1998 p 57; point 4.4.7 de l'avis du CESE du 19 mars 1997 sur les relations entre l'UE et la Chine, JO C158 du 26 mai 1997, p42; point 3.6 de l'avis du CESE du 30 mai 1996 sur les relations entre l'UE et les Etats-Unis JO C212 du 22 juillet 1996 p61; points 10.5.1 et 11.1 de l'avis du CESE du 27 novembre 1996 sur les relations entre l'UE et le Canada JO C066 du 3 mars 1997, p48; points 2.1.1, 2.2.4 et 3.2.2.2 de l'avis du CESE du 20 décembre 1995 sur les relations entre l'UE et l'Afrique du Sud JO C082 du 19 mars 1996, p40; point 2.4.2 de l'avis du CESE du 31 mai 1995 sur les relations entre l'UE et l'Albanie JO C236 du 11 septembre 1995, p65; points 5.14, 5.15 et 5.16 de l'avis du CESE du 22 décembre 1995 sur les relations entre l'UE et le Mexique, JO C82 du 19 mars 1996, p68; avis d'initiative du 22 février 1995 du CESE sur le sommet mondial pour le développement social (Copenhague 6-12 mars 1995), JO C110 du 2 mai 1995, p48

insiste par exemple sur le fait que « s'il ne prend pas appui sur l'éducation et la formation continue, aucun effort d'intégration régionale, quel qu'il soit, ne peut offrir de garantie quant à sa réussite à long terme. Le développement durable de l'éducation doit constituer une composante fondamentale des plans d'intégration régionale. C'est grâce aux citoyens éduqués de demain que l'on pourra avoir l'assurance que les avancées de l'intégration régionale se poursuivront durablement »¹⁷³⁰.

704. Au vu de ses avis, il apparaît qu'une importance croissante est accordée au CESE en matière de coopération au développement. Si la Commission et le Conseil ont l'obligation de consulter le CESE en matière d'éducation, selon les dispositions de l'article 165 paragraphe 4 TFUE, sa consultation en matière de coopération au développement est une faculté du Conseil et de la Commission. On peut se demander quelle est alors son influence réelle en matière d'éducation dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, qui représente incontestablement l'un des volets essentiels de la politique extérieure éducative. Force est de constater que son rôle a été renforcé de façon générale dans le cadre de la coopération au développement par le Consensus européen prévoyant que « pour ce qui est d'appliquer le principe de la participation de la société civile, la Commission sera épaulée par le Comité économique et social européen, dont le rôle est notamment de faciliter le dialogue avec les partenaires économiques et sociaux au niveau local »¹⁷³¹. Il exerce ainsi une influence sans cesse accrue dans la stratégie actuelle de l'UE basée sur le renforcement du principe d'appropriation et d'alignement puisqu'il permet d'établir un lien privilégié avec les institutions et organismes de la société civile et de répondre aux besoins spécifiques exprimés par la population concernée. Il élabore dans ce contexte des documents conjoints avec les organismes de la société civile des PED, comme l'illustre la déclaration commune « Priorité de la société civile organisée dans les négociations de l'Accord d'association et de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur », élaborée par le CESE et le Foro Consultivo Económico y social du MERCOSUR, dans laquelle ils soulignent notamment l'importance de prendre en compte l'éducation et plus largement les préoccupations du citoyen dans la libéralisation des échanges qui « ne doit pas constituer une fin en soi mais servir un objectif de développement durable »¹⁷³².

¹⁷³⁰ Points 1.1 et 5.1 de l'avis CESE du 2 juin 2004 de la section spécialisée 'Relations extérieures' sur le thème 'Intégration régionale et développement durable' JO C241 du 28 septembre 2004, p34-41

¹⁷³¹ Paragraphe 54 point 1.6.32 du « consensus européen », op.cit.

¹⁷³² <http://backupcese.qwentres.be/section/rex/la/areaactivites/mercotur/docs.html>

705. Le CESE apporte également par ses avis une critique objective de l'efficacité et l'efficience de l'action de l'UE et formule des propositions pragmatiques afin d'en améliorer l'impact, par exemple en insistant sur le rôle fondamental de la BEI en matière éducative¹⁷³³ et sur l'implication des acteurs non étatiques dans le processus. Dans son avis intitulé « une nécessaire priorité pour l'Afrique : le point de vue de la société civile européenne »¹⁷³⁴, il fait le bilan quant à l'implication des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre de l'Accord de Cotonou et de la politique d'aide au développement suite à la communication de la commission « Stratégie de l'UE pour l'Afrique : vers un pacte euro-africain pour accélérer le développement de l'Afrique »¹⁷³⁵, et déplore les promesses non tenues tant du côté européen qu'africain. Selon lui, « les politiques d'aides ne servent à rien si elles ne sont pas préparées sur le terrain » et c'est pourquoi il « préconise notamment un accès plus large et plus facile des organisations de la société civile africaine aux financements communautaires ainsi qu'une systématisation de sa participation à la définition et à la mise en œuvre des politiques et stratégies de coopération »¹⁷³⁶.

706. Le CESE joue de plus un rôle moteur dans les réformes visant à optimiser l'aide au développement et particulièrement l'aide éducative dans la mesure où elle concerne le bien être de la population civile dont il défend les intérêts. Il insiste donc sur l'importance de l'adéquation des actions des donateurs avec les besoins réels sociaux devant primer sur les intérêts propres des bailleurs de fonds, sachant que ses propositions ont vocation à être appliquées au niveau international par l'ensemble des bailleurs de fonds. Ainsi, dans son analyse de l'aide internationale aux Balkans occidentaux, il considère qu'elle « peut être relativement conséquente mais la plupart du temps, elle correspond aux priorités des donateurs qui ne tiennent pas compte des besoins réels au niveau local. Dans la majorité des cas, lorsque la société civile est concernée, l'aide internationale au développement ne parvient pas à tenir compte des intérêts des parties concernées au niveau local. Elle assimile les efforts déployés en vue de transformer les institutions à des initiatives isolées, sans aucun rapport avec les structures existantes au niveau du pouvoir ou de l'organisation sociale ni avec les intérêts ou les traditions des pays bénéficiaires. Dans bien des cas, l'ensemble des travaux est

¹⁷³³ Voir notamment point 5.1 de l'avis du 27 avril 2004 du CESE sur le rôle de la BEI dans les partenariats publics/privés (PPP) et l'impact sur la problématique de la croissance JO C234 du 22 septembre 2005, p52-59; point 3.1 de l'avis du CESE sur le rôle de la BEI dans la politique régionale européenne, JO C367 du 20 décembre 2000, p14-18

¹⁷³⁴ Avis 2006/C195/25 publié au JO C195 du 18 août 2006, p 104-109

¹⁷³⁵ COM(2005)489 final

¹⁷³⁶ Ibid.

confié à des ONG, dans les pays bénéficiaires de l'aide. Celles-ci dépendent totalement des programmes d'aide internationale et proposent des travaux correspondant aux priorités des donateurs, mais non aux besoins des bénéficiaires de l'aide. »¹⁷³⁷. Le CESE souligne ainsi le manque de coordination entre les différents donateurs ainsi que les limites de la détermination à court terme des programmes finançant de surcroît des travaux isolés ce qui nuit considérablement à la rentabilité des programmes de l'aide internationale et de ce fait au développement de la région¹⁷³⁸.

707. En tant que voix de la société civile, il nous semble important d'accorder une place accrue au CESE dans le cadre de la politique extérieure de l'éducation dans la mesure où son rôle de lien entre la population civile et les institutions en fait un acteur incontournable de l'optimisation de l'action.

2. Le rôle du Comité des Régions

708. Le CdR, représentant les autorités régionales et locales au sein de l'UE, exerce une fonction stratégique de conseil auprès des institutions dans le cadre de la politique éducative, notamment en matière de relations extérieures. Promouvant la participation des niveaux de décisions infra-étatiques à l'élaboration de la politique éducative¹⁷³⁹, il souligne dès 1995 « que les pouvoirs locaux et régionaux de l'UE ont accumulé une vaste expérience dans l'élaboration de stratégies d'éducation et de formation. »¹⁷⁴⁰ et qu'en tant que principaux fournisseurs en matière d'enseignement primaire et secondaire, ils sont amenés à jouer un rôle incontournable dans le cadre de l'élaboration d'une politique éducative de l'UE, même sur le plan externe. Le CdR estime que « l'UE doit prendre davantage en compte, outre la contribution économique des collectivités régionales et locales, l'importante valeur ajoutée fournie par les régions ou territoires dans certains domaines spécialisés. L'expérience acquise et leurs connaissances dans des secteurs pouvant apporter des solutions adaptées aux besoins des pays partenaires donnent à ces territoires une valeur ajoutée en matière de coopération

¹⁷³⁷ Point 6.4.1.1 de l'avis du CESE sur la situation de la société civile dans les Balkans occidentaux, JO C 195 du 18 août 2006, p 88-96,

¹⁷³⁸ Ibid., paragraphe 6.3.2.4

¹⁷³⁹ Point 2.5 de l'avis du CdR du 21 novembre 2002 sur 'une meilleure répartition et définition des compétences dans l'Union européenne', JO C073 du 26 mars 2003 p64-67; avis du CdR du 18 juin 2008 sur le document de stratégie 2007-2010 de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH), JO C257 du 9 octobre 2008, p 26-29

¹⁷⁴⁰ Point 7.6 de l'avis du CdR du 20 septembre 1995 sur le rôle des pouvoirs locaux et régionaux dans les actions d'éducation et de formation de l'UE à destination de l'Europe centrale et orientale JO C100 du 2 avril 1996, p98

dans des domaines tels que... l'éducation »¹⁷⁴¹. L'expertise des collectivités en matière de traitement des questions éducatives est en effet un gage d'efficacité dans la mise en œuvre des stratégies extérieures de l'UE¹⁷⁴². C'est pourquoi le CdR impulse la mise en place de forums régionaux de collectivités infranationales, permettant les échanges entre les collectivités des Etats membres de l'UE et leurs homologues des pays voisins, notamment en matière éducative¹⁷⁴³.

709. Favorable à l'internationalisation de l'enseignement supérieur européen, le CdR promeut l'extension du champ géographique des programmes communautaires éducatifs¹⁷⁴⁴ et leur cohérence¹⁷⁴⁵, ainsi que la coopération transfrontalière interuniversitaire dans les Etats membres de l'UE et les Etats voisins¹⁷⁴⁶. Il « estime important que l'UE soit connue dans les pays tiers comme un centre d'excellence pour l'enseignement et la formation professionnelle...et partage le point de vue de la Commission selon lequel, d'une part, le fait d'accueillir des étudiants de pays tiers au sein des différents établissements d'enseignement européens peut exercer un effet positif sur la qualité et le dynamisme des systèmes de formation en Europe et, d'autre part, les établissements vont être incités à élaborer des programmes d'enseignement internationaux de haute qualité »¹⁷⁴⁷. Pour ce faire, il constate par un avis du 16 février 2012 « que les pouvoirs régionaux et locaux devront être associés à une telle concertation, étant donné que les stratégies d'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur entretiennent souvent des synergies étroites avec les stratégies de

¹⁷⁴¹ Paragraphe 27 de l'avis du CdR sur la politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable – accroître l'impact de la politique de développement de l'UE, JO C192 du 1^{er} juillet 2011, p10-14

¹⁷⁴² Avis du CdR sur « le processus de Barcelone : une Union pour la Méditerranée, quelle implication pour les collectivités territoriales ? » JO C325 du 19 décembre 2008; Point 13 de l'avis du CdR du 18 juin 2008 « Une approche globale de l'immigration : le développement d'une politique européenne d'immigration de main d'œuvre dans le contexte des relations avec les pays tiers » JO C257 du 9 octobre 2008, p20-25

¹⁷⁴³ Avis du CdR sur la communication de la Commission « une politique européenne de voisinage forte » (COM(2007)774 final), JO C325 du 19 décembre 2008, p87-91

¹⁷⁴⁴ En ce sens voir point f) de l'avis du CdR du 18 septembre 1997 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant modification de la décision 819/95/CE établissant le programme d'action communautaire Socrates JO C 379 du 15 décembre 1997, p17

¹⁷⁴⁵ Point 4 recommandation 1 de l'avis du CESE du 10 avril 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World), JO C244 du 10 octobre 2003, p14-23

¹⁷⁴⁶ Point 3.4 de l'avis du CdR du 16 avril 2012 sur la modernisation de l'enseignement supérieur, JO C113 du 18 avril 2012, p45-51

¹⁷⁴⁷ Points 2.4 et 2.5 de l'avis du CdR du 9 avril 2003 sur la proposition de directive du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'études, de formation professionnelle ou de volontariat JO C244 du 10 octobre 2003, p5-10

développement de leurs régions d'implantation »¹⁷⁴⁸. Dans le cadre des relations extérieures, le CdR « reconnaît l'importance des pouvoirs locaux en matière d'éducation et d'accès à celle-ci »¹⁷⁴⁹ et promeut le dialogue politique en la matière dans le cadre des stratégies de coopération extérieure de l'UE¹⁷⁵⁰. Il impulse le développement des projets de coopération régionale en matière de jeunesse, comme par exemple dans le cadre de la synergie de la mer noire¹⁷⁵¹, et contribue au développement d'espaces régionaux d'éducation¹⁷⁵². En matière de coopération au développement, le CdR reconnaît le rôle moteur de l'éducation en matière de développement¹⁷⁵³ et « plaide pour une éducation au développement durable qui passe par un traitement plus approfondi dans les cursus scolaires »¹⁷⁵⁴, notamment en proposant la mise en place d'un modèle d'éducation au développement durable, valable à l'échelle communautaire et conçu conjointement par les Etats membres. Le CdR est amené à jouer un rôle accru en matière d'élaboration des actes éducatifs du fait de l'importance accordée à la décentralisation en matière de coopération au développement accordant aux collectivités un rôle de décision et de gestion de l'aide et fondée de ce fait sur une coopération accrue entre les régions européennes et les autres régions du Monde...

Paragraphe 2/ L'exécution de la politique externe éducative : une articulation organisationnelle axée sur la technicité

710. Du fait de ses compétences techniques, la Commission est l'institution la mieux placée pour assurer une gestion et une exécution efficaces des programmes éducatifs, sous le contrôle sans cesse assoupli du Parlement européen et du Conseil (A). L'usage des techniques de déconcentration, d'externalisation et de décentralisation lui permet de gérer de manière optimale les actions éducatives de l'UE, dans le respect du principe de proximité, en associant les acteurs techniques et de terrain de l'UE à l'exécution de la politique extérieure éducation, ainsi que les acteurs non étatiques et les autorités locales (B).

¹⁷⁴⁸ Avis du 16 février 2012 du CdR sur la modernisation de l'enseignement supérieur JO C113 du 18 avril 2012 p45-51 - point 3.4 'soutenir l'internationalisation de l'enseignement supérieur européen'

¹⁷⁴⁹ Point 24 de l'avis du 18 juin 2008 sur le document de stratégie 2007-2010 de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), JO C257 du 9 octobre 2008, p26-29

¹⁷⁵⁰ En ce sens point 2.4 de l'avis du CdR du 9 octobre 2003 sur la communication de la Commission 'Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage' JO C23 du 27 janvier 2004, p36-42

¹⁷⁵¹ Point 31 de l'avis du CdR du 7 février 2008 sur la synergie de la mer noire 'une nouvelle initiative de coopération régionale' JO C 105 du 25 avril 2008, p46-50

¹⁷⁵² Point 7 de l'avis du CdR du 17 novembre 2004 sur le gouvernement local et régional en Russie et le développement de la coopération entre l'Union européenne et la Russie JO C071 du 22 mars 2005, p11-15

¹⁷⁵³ Point n) de l'avis du CdR du 15 novembre 1995 sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur le renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne : propositions pour la mise en œuvre d'un partenariat euro-méditerranéen » JO C126 du 29 avril 1996 p12

¹⁷⁵⁴ Point 28 de l'avis du CdR du 28 novembre 2007 sur le rôle de l'éducation et des actions de sensibilisation dans la promotion du développement durable JO C53 du 26 février 2008, p29-39

A/ Le rôle prépondérant de la Commission en matière de gestion et d'exécution des actes éducatifs de l'UE

711. Veillant à l'intérêt général de l'UE, à la bonne application des traités et à la coordination, l'exécution et la gestion des programmes¹⁷⁵⁵, la Commission gère les fonds consacrés au développement des actions éducatives, financées depuis le 1^{er} janvier 2014 dans le cadre d'un programme unique 'Erasmus +' et par le biais des instruments financiers externes. La compétence de la Commission en matière d'exécution de la politique extérieure éducative se justifie par la technicité performante de ces directions générales, garantissant une étude rigoureuse des projets et une gestion optimale des fonds (1). L'assouplissement progressif du contrôle exercé par les Etats membres, le Conseil et le Parlement européen sur la Commission, démontre la confiance qui lui a été faite en matière d'exécution de la politique extérieure éducative et renforce sa crédibilité d'action (2).

1. Une spécialisation intra institutionnelle de qualité

712. Le volet externe de la politique extérieure éducative relève de la compétence de plusieurs Directions Générales (DG) de la Commission, la DG principale étant la DG de l'éducation et de la culture (DG EAC), chargée de la gestion des politiques d'éducation et de formation professionnelle (a). La DG DEVCO Europaid gère la mise en œuvre des actions externes éducatives financées dans le cadre des instruments de relations extérieures et fait appel si nécessaire à l'expertise de la DG EAC (b). La supervision partagée entre plusieurs DG concernant certains programmes éducatifs démontre l'imbrication institutionnelle de qualité établie au niveau de l'UE (c).

a) La DG EAC, gestionnaire des programmes de l'UE en matière éducative

713. La DG EAC est la direction de référence concernant la supervision du programme 'Erasmus +' qui réunit comme nous l'avons vu l'ensemble des programmes d'éducation, de jeunesse et de sport existants que ce soit des programmes internes ou externes. La DG EAC est donc amenée à gérer un programme qui présente « une dimension internationale visant à

¹⁷⁵⁵ Article 17 TUE version consolidée « 1. La Commission promeut l'intérêt général de l'Union et prend les initiatives appropriées à cette fin. Elle veille à l'application des traités ainsi que des mesures adoptées par les institutions en vertu de ceux-ci. Elle surveille l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de justice de l'UE. Elle exécute le budget et gère les programmes. Elle exerce des fonctions de coordination, d'exécution et de gestion conformément aux conditions prévues par les traités. A l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune et des autres cas prévus par les traités, elle assure la représentation extérieure de l'Union. Elle prend les initiatives de la programmation annuelle et pluriannuelle de l'union pour parvenir à des accords interinstitutionnels. 2 Un acte législatif ne peut être adopté que sur proposition de la Commission, sauf dans le cas où les traités en disposent autrement. Les autres actes sont adoptés sur proposition de la Commission lorsque les traités le prévoient. »

appuyer l'action extérieure de l'Union y compris ses objectifs en matière de développement par la coopération entre l'Union et les pays partenaires »¹⁷⁵⁶. Il couvre notamment l'enseignement supérieur international (Erasmus Mundus), les échanges en matière de jeunesse et de sport au niveau mondial et la promotion internationale de l'enseignement et de la recherche sur l'intégration européenne dans le cadre des activités Jean Monnet. Il prévoit un financement supplémentaire par les divers instruments externes (ICD, IEVP, IP, IAP) destiné aux « actions de mobilité à des fins d'éducation et de formation à destination ou en provenance de pays partenaires et à la coopération et au dialogue politique avec des autorités, des institutions et des organisations de ces pays »¹⁷⁵⁷. Au sein de la DG EAC, six directions gèrent le domaine de l'éducation et de la formation, à savoir la direction 'Europe 2020', trois directions relatives à la mise en œuvre d'« Erasmus + » concernant 'la coordination' (notamment avec les agences nationales), 'l'enseignement supérieur et les affaires internationales' et 'la jeunesse et le sport', la direction 'culture et créativité' et la direction 'ressources'¹⁷⁵⁸.

b) La DG DEVCO, gestionnaire de la politique sectorielle éducative en matière de coopération au développement

714. Réunissant les deux anciennes DG Développement et DG Europeaid¹⁷⁵⁹, la Direction Générale Développement et Coopération – Europeaid (DEVCO) joue un rôle prépondérant

¹⁷⁵⁶ Article 1^{er} du règlement UE n°1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant 'Erasmus +', op.cit.

¹⁷⁵⁷ Article 18 paragraphe 3, ibid.

¹⁷⁵⁸ Organigramme de la DG EAC : http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/docs/organisation_en.pdf

¹⁷⁵⁹ La réforme de l'aide extérieure est un processus mis en place depuis 2001 dont l'objectif est la refonte de la programmation de l'aide dans le cadre d'un cycle de projets cohérents essentiellement axé sur l'éradication de la pauvreté. Elle s'est traduite par la mise en place de l'Office de coopération Europeaid, remplaçant le Service commun de gestion de l'aide aux pays tiers (SCR) et conçu afin de « construire une organisation géographisée qui permette une intégration complète de la gestion du cycle des opérations, la visibilité de la structure et la stabilité dans le cadre du processus de déconcentration de la gestion vers les délégations de la Commission. L'utilisation optimale des expertises est assurée par une organisation interne thématique des Directions géographiques et l'approche sectorielle cohérente de l'ensemble des programmes s'appuie sur la mise en place de réseaux transversaux impliquant l'ensemble des services concernés. » Il permet également de « regrouper dans une seule direction la gestion des programmes de nature horizontale (aide alimentaire, cofinancement avec les ONG, Droits de l'Homme) pour assurer la cohérence des approches et la synergie des compétences », et « organiser les activités fonctionnelles selon leur nature : une direction pour l'appui aux opérations et une direction pour l'appui à l'organisation ». Il travaille en synergie avec le groupe Interservices d'appui à la qualité, créé en janvier 2001 par la Commission en son sein, qui évalue les documents provisoires des stratégies et programmes et sert d'outil de référence des évaluations ainsi que de « cadre commun pour les documents de stratégie nationale » [« Le Groupe Interservices d'appui à la qualité - cadre commun pour les documents de stratégie nationale » adopté par le Conseil le 10 novembre 2000, SEC (2000)1049] en appréciant leur potentiel, leur cohérence et leur efficacité dans la réalisation de la réduction de la pauvreté, notamment leur complémentarité avec les actions des autres donateurs.

Responsable de la mise en œuvre de l'ensemble des instruments d'aide extérieure de la Commission, ainsi que de toutes les phases du cycles des opérations qui assurent la réalisation des objectifs définis par les

dans le cadre de la politique extérieure éducative, dans la mesure où elle est chargée depuis le 3 janvier 2011 d'élaborer la politique européenne de développement et d'offrir l'assistance de l'UE dans le monde entier. Dans ce cadre, elle assure la mise en œuvre de mesures éducatives intégrées aux actions de développement financées par le biais des instruments géographiques de financement, à savoir l'ICD, l'IEVP et le FED, et des instruments et programmes thématiques tel que le programme 'Développement social et Humain' visant notamment à la promotion des OMD tel que l'accès de tous à une éducation primaire et à la réalisation de l'engagement mondial de l'Education pour tous.

715. Dans le cadre de la mission générale de DEVCO, la Direction D formule des politiques sectorielles dans ses domaines de compétences, tels que le domaine éducatif, et établit « en collaboration avec les Directions géographiques de DEVCO et le cas échéant les autres services et Directions générales de la Commission et le SEAE ... le cadre de politiques sectorielles ». Elle renforce « les analyses et le suivi par thème », prépare « des documents de politique sectorielle ou thématique » et met en œuvre « les programmations pluriannuelles des programmes thématiques sous ICD »¹⁷⁶⁰. Elle contribue également « à la préparation des programmations pluriannuelles de l'Instrument européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme, l'Instrument de stabilité et l'instrument de coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire »¹⁷⁶¹, et assure la gestion des instruments et programmes thématiques¹⁷⁶² dans le cadre de programmations pluriannuelles, notamment le programme thématique 'Investir dans les Ressources Humaines' présentant un important volet éducatif. L'Unité DEVCO D4 sera spécifiquement responsable de l'éducation, de la santé, de la culture et de la recherche¹⁷⁶³.

c) Un contrôle optimal des programmes éducatifs de l'UE garanti par la coopération intra institutionnelle

716. La répartition des compétences entre les DG implique une coopération intra institutionnelle permanente notamment lorsqu'elles sont plusieurs à superviser l'exécution d'un même programme éducatif. Concernant la gestion des programmes durant la période

programmations de la Commission, cet office gère depuis le 1^{er} janvier 2001 80% de l'aide extérieure de la CE, soit 9 milliards d'euros http://www.europa.eu.int/comm/europeaid/general/mission_fonc_fr.htm

¹⁷⁶⁰ Point A, p35 de Commission européenne Europeaid –Development and cooperation Directorate General « Directorate General for Development and Cooperation – Europeaid Main missions of DEVCO Directorates and units » final 3 août 2011, 89p

¹⁷⁶¹ Ibid.

¹⁷⁶² IEDDH, instrument de stabilité, instrument de coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire, programme thématique 'Investir dans les Ressources Humaines', programme thématique 'Migration et Asile'

¹⁷⁶³ http://ec.europa.eu/europeaid/what/education/index_fr.htm

2007-2013, le programme TEMPUS illustre par exemple l'imbrication institutionnelle caractérisant la politique extérieure éducative de l'UE, dans la mesure où il était placé sous la responsabilité formelle de la DG DEVCO Europeaid et de la DG pour l'élargissement (ELARG), allouant chacune des fonds à l'agence exécutive 'Education, Audiovisuel et Culture' pour gérer le programme. Il était également supervisé par la DG EAC associée grâce à son expertise, ainsi que par le Service européen d'action extérieure (SEAE) contribuant aux orientations stratégiques du programme. La supervision du programme Erasmus Mundus présentait de même une spécificité similaire dans la mesure où les actions 1 et 3 du programme 2009-2013 étaient contrôlées par la DG EAC, compétente dans ce cadre, d'une part, pour la 'mise en œuvre des programmes communs aux niveaux master et doctorat et l'octroi de bourses individuelles d'étude/de recherche pour participer à ces programmes' (action 1), d'autre part, pour la 'promotion de l'enseignement supérieur européen' (action 3), alors que le volet 1 de l'action 2 relèvait du contrôle de la DG AIDCO, actuelle DEVCO, supervisant les partenariats Erasmus Mundus avec les pays couverts par les instruments IEVP, ICD, IAP, FED. La DG RELEX était responsable avant la réforme du Traité de Lisbonne de l'action 2 volet 2 'partenariats Erasmus Mundus avec les pays et territoires couverts par l'instrument de coopération avec les pays industrialisés ICI' dont l'activité est gérée actuellement par le SEAE.

717. Concernant le programme 'Erasmus +', il est probable que la coordination entre les DG soit maintenue dans la mesure où le règlement établissant le programme insiste sur la nécessité de garantir la complémentarité avec d'autres activités, « notamment celles dans les domaines de la culture et des médias, de l'emploi, de la recherche et de l'innovation, de la politique en matière d'industrie et de l'entreprise, de cohésion et de développement, ainsi que de la politique d'élargissement et des initiatives, instruments et stratégies dans le domaine de la politique régionale et des relations extérieures. »¹⁷⁶⁴.

718. Cette technicité intra institutionnelle de la Commission démontre la qualité de l'intervention de l'UE en matière éducative mais également sa complexité. Le rôle prépondérant conféré à la Commission européenne est justifié par la pertinence des moyens structurels dont elle dispose pour remplir ses tâches d'exécution mais nécessite cependant une rationalisation. Cette dernière est garantie, d'une part, sur le plan externe par un contrôle, certes sans cesse assoupli mais permanent, des Etats membres, du Conseil et du Parlement

¹⁷⁶⁴ Paragraphe 28 du règlement n°1288/2013 établissant 'Erasmus +', op.cit.

européen sur la mise en œuvre des compétences d'exécution déléguées de la Commission en la matière, d'autre part, sur le plan interne par une auto-délimitation de la Commission de sa compétence, se traduisant par une tendance marquée à la déconcentration et à la décentralisation de la gestion et de l'exécution de la politique externe éducative.

2. Un pouvoir d'exécution sous contrôle : une procédure d'information en matière de mesures de sélection à maintenir

719. La Commission avait jusqu'en 2008 l'obligation de consulter le Parlement européen et les comités de comitologie avant adoption de toute mesure d'exécution relative aux programmes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, de la culture, de la jeunesse et de la citoyenneté. La DG 'Education et Culture' (DG EAC) comptait sept comités de comitologie en 2010 sur 259 au total¹⁷⁶⁵, dont la fonction consistaient à formuler des avis avant adoption des mesures d'exécution par la Commission. Celle-ci a adopté annuellement un rapport synthétisant les activités des comités, et permettant de faire le point sur le nombre des comités, les chiffres globaux des avis officiellement émis par les comités et les mesures d'exécution adoptées ultérieurement par la Commission, à savoir les actes législatifs, décisions administratives, décisions de financement.

720. Du fait de la lourdeur des procédures de comitologie, le nombre des comités a varié au cours de ces dernières années, notamment dans le secteur éducatif, sept étant le nombre moyen de comités. L'année 2004 est particulièrement intéressante dans la mesure où le nombre total de comités a diminué, passant de 256 à 248 comités, alors que le nombre de comités dans le secteur éducatif a augmenté passant de 7 à 9. Ce paradoxe s'explique certainement par l'intensification de l'activité éducative sur cette année puisque la Commission a adopté 115 mesures d'exécution en 2004 contre 47 en 2003, soit le double des mesures adoptées en moyenne, le chiffre moyen de mesures d'exécution étant de 54.7 de 2001 à 2010. Le nombre d'avis rendus par les comités 'éducation' en 2004 est également révélateur, dans la mesure où ils ont rendu 128 avis en 2004 contre 97 avis en 2003, le chiffre moyen d'avis étant de 82 sur la période 2001-2010. Les comités ont rendu ainsi 1.5 fois plus d'avis sur 2004 qu'en moyenne. Cette activité accrue dans le secteur éducatif ne se poursuivra

¹⁷⁶⁵ Comité relatif au programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus 2004-2008) – C19100 / Comité e-learning C19200 / Comité 'l'Europe des citoyens' C30400 / Comité du programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie C30800 / Comité 'Jeunesse en action' C31700 / Comité relatif au programme Culture C31700 / Comité relatif à l'année européenne du dialogue interculturel 2008 C32700 www.comitology_committees_FR.pdf

cependant pas en 2005. L'année 2006 est marquée par une augmentation importante du nombre total de comités, passant de 250 en 2005 à 277 en 2006, ce qui se traduit par un accroissement significatif du nombre de comités intervenant dans le secteur éducatif, de 7 à 12, bien que cela ne se traduise pas par une intensification de leur activité puisque seulement 61 avis ont été rendus par les comités en la matière et 61 mesures d'exécution ont été adoptées par la Commission en 2006.

721. Le tableau ci-dessous illustre les données récoltées par l'étude des rapports de la Commission sur les travaux des comités et permet de visualiser le nombre de comités de comitologie consacrés à l'éducation, le nombre de mesures d'exécution rendus par la Commission sur une année donnée et le nombre d'avis rendus par les comités¹⁷⁶⁶.

ANNEE	Nombre de comités 'éducation'	Etude des rapports de la Commission sur les travaux des comités (Nombre de mesures d'exécution et d'avis des comités)
2001	6/248	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2001 COM (2002)733 final du 13/12/2002 JO C223E du 19/09/2003 p1-15 « Sur un total de 128 dossiers soumis pour consultation, les 6 comités de la DG éducation et culture ont émis 71 avis favorables dans le cadre de la procédure de gestion et 16 dans le cadre de la procédure de consultation. La Commission a adopté 16 actes dans ce secteur. »
2002	6/257	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2002 COM (2003)530 final JO C223 du 19/09/2003 p16-59 du 08/09/2003 « le comité Tempus s'est penché sur l'extension prochaine du programme Tempus aux pays MEDA ».
2003	7/256	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2003 COM(2004)860 JO n° 065 ^E du 17/03/2005 p1-50 Ces comités ont rendu en 2003, 97 avis et 47 mesures d'exécution ont été adoptées, démontrant une activité réduite comparée au secteur de l'agriculture (adoption de 1413 actes) mais plus développée que l'activité des comités RELEX (nombre étendu de 1 à 5 de 2002 à 2003) n'ayant abouti à l'adoption que de 4 actes .
2004	9/248	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2004 SEC (2005)1420 COM(2005)554 final du 10/11/2005 « augmentation considérable du nombre de mesures d'exécution adoptées dans le secteur éducatif (115) et d'avis (128), et 28 réunions en 2004. »
2005	7/250	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2005 SEC (2006)1065 COM (2006) 446 final du 09/08/2006 –Les comités ont rendu 56 avis et 55 mesures d'exécution ont été adoptées, c'est-à-dire une diminution importante (115 mesures en 2004).
2006	12/277	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2006 SEC (2007)1713 COM(2007)842 final du 20/12/2007 – le nombre total des comités est passé de 250 à 277 et les comités EAC de 7 en 2005 à 12 en 2006 – Ils ont adopté 61 avis et 61 mesures d'exécution ont été adoptées.
2007	6 / 266	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2007 SEC (2008) 3018 COM(2008)844 final du 15/12/2008 Selon le tableau I présentant le nombre de comités « comitologie » par secteur d'activité au 31/12/2007 en comparaison avec le nombre au 31/12/2006, il y a 6 comités en 2007 pour le secteur de l'éducation et la culture soit la moitié par rapport à 2006 (12 comités) (nombre total passé de 277 à 264 comités) Concernant le tableau II relatif aux nombre d'avis formels émis par les comités et les mesures d'exécution correspondantes (actes législatifs, décisions administratives ou décisions de financement) adoptées par la Commission. Le nombre total d'avis rendus par les comités en 2007 s'est établi à 2613 (contre 2933 en 2006) et le nombre de mesures d'exécution adoptées par la Commission à 2522 (contre 2862 en 2006). Pour l'éducation et la culture, en 2007 il y eu 87 avis et 73 mesures d'exécution , pour RELEX 4 avis et 4 mesures d'exécution, pour Europaid 388 avis et 388 mesures d'exécution, pour la recherche 57 avis et 57 mesures d'exécution - « le grand nombre de mesures d'exécution adoptées dans certains domaines d'intervention – europaid (388), recherche (57)...reflète une fois encore la charge de travail déléguée à la Commission dans ces secteurs par l'intermédiaire des procédures de comitologie. Par rapport à l'année précédente on constate une baisse au niveau...de la recherche (57 en 2007 contre 212 en 2006).
2008	7/270	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2008 SEC(2009)913 COM(2009)335 du 03/07/2009 – Il y a eu notamment 14 réunions – les comités ont rendus 71 avis et 69 mesures d'exécution en matière éducative

¹⁷⁶⁶ Tableau personnel élaboré sur la base des rapports de la Commission sur les travaux de comitologie

2009	6/266	Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2009 SEC(2010)806 COM(2010)354 du 02/07/2010 – mise en œuvre de la décision 2006/512/CE du Conseil modifiant la décision 1999/468/CE du Conseil – au 31/12/2009 le secteur de l'éducation et de la culture compte 6 comités, soit un de moins qu'en 2008 (7). L'activité des 6 comités de comitologie intervenant dans le secteur de l'éducation et de la culture, est régie par la procédure de consultation pour un comité, la procédure de gestion pour un comité et la procédure de réglementation pour quatre de ces comités. Ces comités ont émis en 2009, 40 avis (sur 2091 avis tous comités confondus) et 39 mesures d'exécution correspondantes adoptées par la Commission dans le cadre de la procédure de codécision (sur 779 mesures). On constate qu'Europeaid adopte 221 mesures d'exécution ce qui reflète la charge de travail déléguée à la Commission dans ce domaine. Par contre « le nombre de mesures d'exécution adoptées dans le domaine de l'éducation et de la culture a considérablement baissé (39 en 2009 contre 69 en 2008) »
2010	7/259	Rapport 2010 de la Commission sur les travaux de comitologie du 12/12/2011 COM(2011)879 SEC(2011)1553 – 7 comités interviennent auprès de la DG EAC dont un comité de consultation, un comité de gestion et 5 opérant selon plusieurs procédures. Témoignant du niveau d'intensité de la gestion des différents secteurs, le nombre de réunions montre qu'il y a eu 17 réunions (sur 859 au total pour tous les secteurs) en 2010 soit 4 de plus qu'en 2009. Concernant les avis formels émis par les comités et les mesures d'exécution correspondantes (acte législatif, décision administrative ou décision de financement) adoptées par la Commission, qui permettent de quantifier le travail tangible fourni par les comités : 101 avis et 32 mesures adoptées sur la base d'actes autres que des actes de codécision et 64 actes adoptés sur la base d'actes de codécision.

722. La procédure de comitologie étant particulièrement contraignante dans la mesure où elle allonge considérablement la durée du processus d'évaluation des projets et de ce fait les délais de décision quant à l'octroi de subventions, elle pouvait être à l'origine de difficultés financières inextricables pour certaines organisations demandant des subventions, voir paradoxalement conduire à la non utilisation des fonds disponibles. A l'occasion de l'évaluation intermédiaire d'Erasmus Mundus en 2007 le Centre de stratégie et d'évaluation avait déjà alerté les institutions concernant les retards en matière d'attribution des bourses Erasmus Mundus lié à l'application du principe de comitologie¹⁷⁶⁷. C'est pourquoi la Commission, soutenue par le CESE, a suggéré que « les décisions relatives aux projets de plus faible ampleur, dont le montant est inférieur à un million d'euros, ne soient pas soumises à la procédure de comitologie. En contrepartie la Commission s'engage à informer sans délai le comité de programme ainsi que le Parlement européen pour toutes les décisions de sélection qui ne seraient pas soumises à la procédure de gestion »¹⁷⁶⁸.

723. Afin de simplifier les procédures et de réduire le temps nécessaire à la prise de décision concernant directement les bénéficiaires, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le 16 décembre 2008 quatre décisions modifiant les bases juridiques des programmes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, de la culture, de la jeunesse

¹⁷⁶⁷ Point 3.2.3 de l'évaluation intermédiaire d'Erasmus Mundus – document de synthèse juin 2007 Centre for Strategy and Evaluation – « 27. en ce qui concerne l'adéquation des mécanismes de sélection, ils sont perçus comme généralement appropriés...30. Le principe de comitologie (une demande de consultation du Comité de programme Erasmus Mundus et du Parlement européen en ce qui concerne l'ensemble des quatre actions) s'est traduit par des retards. Son impact s'est avéré particulièrement négatif, retardant l'attribution des bourses de l'action 2. » - « Recommandation 8 : le principe de comitologie ne devrait plus être appliqué aux bourses Erasmus Mundus (action 2) afin d'accélérer la finalisation du processus de sélection. Cette démarche permettrait d'accélérer la décision d'octroi des bourses de six à huit semaines. »

¹⁷⁶⁸ Point 3.4 de l'avis du CESE du 29 mai 2008 sur le programme Jeunesse en Action (2007-2013) COM(2008)56 final, 2008/0023 (COD), JO C224 du 30 août 2008, p113-114

et de la citoyenneté¹⁷⁶⁹, visant à retirer de la procédure consultative, décrite dans la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999, certaines décisions de sélection prise par la Commission pour l'octroi de subventions dans le contexte de ces programmes. La rigidité de la procédure consultative prévue par les bases juridiques d'origine¹⁷⁷⁰ a été remplacée par la procédure d'information selon laquelle « la Commission a désormais l'obligation de notifier la décision de sélection au Parlement européen et aux comités des programmes dans un délai de deux jours. Cette notification doit inclure une description et une analyse des demandes reçues, une description de la procédure d'évaluation et de sélection ainsi que la liste des projets dont le financement a été proposé et de ceux dont le financement a été refusé. Selon les décisions modifiantes, la Commission est tenue de rendre compte de l'incidence des directives au Parlement européen et au Conseil dans un délai de 18 mois après l'entrée en vigueur de celles-ci. Par ailleurs, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le 16 décembre 2008 la décision 1298/2008/CE instaurant le programme Erasmus Mundus 2009-

¹⁷⁶⁹ Le Parlement et le Conseil ont modifié la décision n°1720/2006/CE afin de renforcer l'efficacité et la rapidité de la procédure relative à la sélection et l'octroi de subventions dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie – L'article 10 paragraphe 3 est supprimé et le nouvel article 9 paragraphe 2 prévoit que « la Commission informe le comité visé à l'article 10 et le Parlement européen de toutes les autres décisions de sélection qu'elle a prises pour la mise en œuvre de la présente décision, dans les deux jours ouvrables qui suivent l'adoption des décisions en question. Ces informations incluent des descriptions et une analyse des demandes reçues, une description de la procédure d'évaluation et de sélection ainsi que les listes des projets dont le financement a été proposé et de ceux dont le financement a été refusé. » ; décision n°1357/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la décision n°1720/2006/CE établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie JO L350 du 30 décembre 2008, p56-57 - « (2) A l'article 9 paragraphe 2, de la décision n°1720/2006/CE, il est prévu que les mesures nécessaires à la mise en œuvre du programme autres que celles énumérées au paragraphe 1 sont arrêtées en conformité avec la procédure visée à l'article 10, paragraphe 3, de ladite décision, c'est-à-dire conformément à la procédure consultative établie par la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission. (3) Cette rédaction de la décision n°1720/2006/CE implique notamment que les décisions de sélection autres que celles visées à l'article 9, paragraphe 1, de ladite décision soient soumises à la procédure consultative et au droit de regard du Parlement européen. (4) Ces conditions procédurales ajoutent un délai supplémentaire de deux à trois mois dans le processus d'attribution des subventions aux candidats. Elles provoquent de nombreux retards vis-à-vis des bénéficiaires des attributions, font peser une charge disproportionnée sur l'administration du programme et ne génèrent pas de valeur ajoutée compte tenu de la nature des subventions accordées. (5) Afin de permettre une mise en œuvre plus rapide et plus efficace des décisions de sélection, il est nécessaire de remplacer la procédure consultative par une obligation faite à la Commission d'informer le Parlement européen et les Etats membres sans délai de toutes les mesures prises pour mettre en œuvre la décision n°1720/2006/CE sans l'assistance d'un comité »

¹⁷⁷⁰ « En vertu des bases juridiques d'origine, il était obligatoire de consulter le Parlement européen et les comités de programmes dans des délais restreints, avant que la Commission ne puisse prendre les décisions officielles d'octroi. Parfois, les vacances parlementaires s'ajoutaient aux périodes de contrôle et retardaient d'autant la réalisation. »- Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'incidence des décisions du Parlement européen et du Conseil modifiant les bases juridiques des programmes européens dans les domaines de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, de la culture, de la jeunesse et de la citoyenneté COM(2010)411 du 30 juillet 2010

2013, qui oblige, elle aussi, la Commission à informer le Parlement européen et les comités de programmes des décisions de sélection dans un délai de deux jours »¹⁷⁷¹.

724. L'application de la procédure d'information aux programmes éducatifs permet une réalisation plus efficace et plus rapide des programmes dans la mesure où le temps imparti à la procédure de sélection, c'est-à-dire entre la date limite de dépôt et l'adoption puis la notification de la décision d'octroi de la subvention, a été particulièrement réduit au strict nécessaire. Concernant le « programme Education et formation tout au long de la vie, les décisions d'octroi de subventions prises en 2009 pour les actions comparables ont été notifiées aux bénéficiaires en moyenne 123 jours après la date limite de dépôt, et le temps gagné est en moyenne de 37 jours par rapport à 2008 et de 32 jours par rapport à 2007... Pour les différents volets du programme Jeunesse en action, le temps gagné est en moyenne de plus de 40 jours par rapport à 2008 et de plus de 75 jours par rapport à 2007. Les décisions d'octroi de subventions et les notifications aux bénéficiaires qui s'ensuivent ont eu lieu au plus tard 3.5 mois après la date limite de dépôt, alors que dans le contexte de la procédure consultative, la durée moyenne de la sélection était de 5.5 mois... Pour les bourses Erasmus Mundus, le délai a été réduit de 27 jours par rapport à 2007 et de 10 jours par rapport à 2008. Pour les programmes communs, le délai a été réduit de 74 jours, bien que 2009 soit également la première année où les doctorats étaient financés par le programme, indépendamment des masters. Dans tous les cas, les informations destinées au Parlement européen et aux comités des programmes ont été transmises dans les délais fixés (deux jours ouvrables). Le volume des informations transmises n'a pas changé par rapport à l'époque de la procédure de comitologie, mais la suppression des formalités associées à la procédure consultative – la mise en branle des procédures écrites, par exemple, ou le chargement dans le registre – a néanmoins eu pour résultat une réduction significative de la charge de travail administratif »¹⁷⁷².

725. « La procédure d'information qui remplace la procédure consultative officielle dans le contexte de la décision « Comitologie » a été appliquée avec succès pour les cinq programmes. Toutes les informations requises par les décisions ont été systématiquement transmises au Parlement européen et aux comités des programmes par la Commission dans les délais fixés (deux jours ouvrables)... Pour ce qui est de l'incidence des décisions sur la gestion des programmes et sur les subventions octroyées aux bénéficiaires, la réduction substantielle

¹⁷⁷¹ Ibid.

¹⁷⁷² Ibid.

des retards a augmenté l'efficacité du fonctionnement des programmes : elle permet en effet aux candidats d'être informés des décisions de sélection plus longtemps à l'avance, ce qui a des conséquences positives pour la viabilité des partenariats chargés de la réalisation des projets et, partant pour la qualité des projets en soi. La nouvelle procédure a permis d'améliorer l'efficacité de la gestion de tous les programmes. On peut donc conclure que la nouvelle procédure d'information répond aux principes de simplicité et de proximité qui doivent guider la réalisation des programmes dans l'intérêt des citoyens européens... »¹⁷⁷³. L'UE a ainsi fait primer l'efficacité de son action sur sa rationalisation, ce qui a permis, selon les tableaux joints au rapport, à réduire considérablement la durée de la procédure de sélection. Cette dernière a diminué par exemple de 27 jours entre 2007 et 2009 concernant la délivrance des décisions relatives à l'action 1.1 du programme Erasmus Mundus, relative à la délivrance de bourses d'études universitaires, passant de 85 jours en 2007 à 58 jours en 2009. La réduction est encore plus spectaculaire concernant l'action 1.2 du programme Erasmus Mundus, relative aux programmes conjoints, dans la mesure où la durée de la procédure de sélection était de 151 jours en 2007 et est de 77 jours en 2009, soit 74 jours de moins.

726. S'inscrivant dans un contexte global d'assouplissement des règles de comitologie¹⁷⁷⁴, la simplification de la procédure applicable au secteur éducatif, entamée depuis 2007, est un acquis fondamental qu'il convient de prolonger dans le nouveau programme 'Erasmus +', bien que l'application de la procédure d'information aux mesures de sélection ne soit pas mentionnée dans le règlement établissant le programme. Ce dernier ne reprend pas en effet les dispositions de la proposition de la Commission relative à l'établissement d'Erasmus + précisant que « les décisions de sélection continueront d'être transmises au Parlement

¹⁷⁷³ Ibid.

¹⁷⁷⁴ Le Conseil a adopté de nouvelles règles de comitologie le 14 février 2011 (Bull. presse 6378/11 PRESSE 23 – Règlement (UE) n°182/2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les Etats membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission, adoptée le 16 février 2011 JO L55 du 28 février 2011) à l'occasion d'une décision prise, sans débat, lors d'une session du Conseil 'Education, jeunesse, culture et sport'. Ce nouveau règlement vise à mettre en œuvre les dispositions de l'article 291 TFUE relatives aux compétences d'exécution, conférées à la Commission. Selon le règlement relatif aux actes d'exécution, entrant en vigueur le 1^{er} mars 2011, des comités, composés de représentants des Etats membres et présidés par la Commission, contrôleront l'exercice des compétences d'exécution de la Commission, par le biais de deux procédures, à savoir, d'une part, la procédure d'examen s'appliquant à l'adoption de mesures de portée générales et de mesures spécifiques pouvant avoir une incidence majeure, dans le cadre de laquelle les actes d'exécution doivent faire l'objet d'un soutien à la majorité qualifiée du comité, d'autre part, la procédure consultative s'appliquant à l'adoption d'actes d'exécution dans d'autres domaines, dans le cadre de laquelle la Commission doit tenir compte des avis du comité adoptés à la majorité simple. De plus, ce règlement consacre explicitement un droit de regard du Parlement européen et du Conseil sur l'exécution par la Commission d'un acte législatif de base adopté en application de la procédure de codécision. Si le projet d'acte d'exécution excède les compétences de la Commission, cette dernière doit réexaminer le projet pour le maintenir, le modifier ou le retirer.

européen et au comité pour information »¹⁷⁷⁵. Le règlement soumet de surcroît les mesures d'exécution, notamment celles relatives à l'affectation des crédits, à la procédure d'examen conformément aux dispositions énoncées à l'article 5 du règlement (UE) n°182/2011¹⁷⁷⁶. Le choix d'appliquer au programme 'Erasmus +' la procédure d'examen au lieu de la procédure de consultation est positif dans la mesure où il signifie que le programme est considéré comme un « programme ayant des incidences notables »¹⁷⁷⁷ dans la réalisation des objectifs Europe 2020, ce qui nécessite le contrôle d'un comité composé de représentants des Etats membres. Il peut cependant rapidement avoir des conséquences négatives s'il se traduit par un contrôle 'drastique' du comité et s'il s'applique aux mesures de sélection. Dans ce cas, la lourdeur de la procédure pourrait compromettre l'efficacité du programme.

727. Par ailleurs, cette approche ne s'inscrit pas dans l'esprit de ce règlement qui tend à simplifier et accélérer la délivrance des financements. Afin de permettre une adaptation rapide du programme, le règlement dote notamment la Commission de compétences déléguées en application de l'article 290 TFUE afin qu'elle puisse adopter dans les meilleurs délais les actes nécessaires à l'évolution du programme. Ces pouvoirs délégués représentent une réelle

¹⁷⁷⁵ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant Erasmus pour tous 23 novembre 2011, COM(2011)788 final, SEC(2011)1402 et SEC(2011)1403

¹⁷⁷⁶ Règlement (UE) n°182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission, JO L55 du 28 février 2011, p13-18 - article 5 « 1. Lorsque la procédure d'examen s'applique, le comité émet son avis à la majorité définie à l'article 16, paragraphes 4 et 5, du traité sur l'Union européenne et, le cas échéant, à l'article 238, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, pour les actes à adopter sur proposition de la Commission. Les votes des représentants des États membres au sein du comité sont pondérés de la manière définie auxdits articles. 2. Lorsque le comité émet un avis favorable, la Commission adopte le projet d'acte d'exécution. 3. Sans préjudice de l'article 7, si le comité émet un avis défavorable, la Commission n'adopte pas le projet d'acte d'exécution. Lorsqu'un acte d'exécution est jugé nécessaire, le président peut soit soumettre une version modifiée du projet d'acte d'exécution au même comité, dans un délai de deux mois à partir de l'émission de l'avis défavorable, soit soumettre le projet d'acte d'exécution, dans un délai d'un mois à compter de l'émission de cet avis, au comité d'appel pour une nouvelle délibération. 4. Lorsque aucun avis n'est émis, la Commission peut adopter le projet d'acte d'exécution, sauf dans les cas énoncés au deuxième alinéa. Lorsque la Commission n'adopte pas le projet d'acte d'exécution, le président peut présenter au comité une version modifiée dudit projet. Sans préjudice de l'article 7, la Commission n'adopte pas le projet d'acte d'exécution lorsque: a) cet acte porte sur la fiscalité, les services financiers, la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, des animaux ou des plantes, ou des mesures de sauvegarde multilatérales définitives; b) l'acte de base dispose que le projet d'acte d'exécution ne peut pas être adopté lorsque aucun avis n'est émis; ou c) une majorité simple des membres qui composent le comité s'y oppose. Dans chacun des cas visés au deuxième alinéa, lorsqu'un acte d'exécution est jugé nécessaire, le président peut soit soumettre une version modifiée de cet acte au même comité, dans un délai de deux mois à compter du vote, soit soumettre le projet d'acte d'exécution, dans un délai d'un mois à compter du vote, au comité d'appel pour une nouvelle délibération. 5. Par dérogation au paragraphe 4, la procédure suivante s'applique pour l'adoption de projets de mesures antidumping ou compensatoires définitives, lorsque le comité n'émet aucun avis et qu'une majorité simple des membres qui le composent s'oppose au projet d'acte d'exécution. La Commission mène des consultations avec les États membres. Quatorze jours au plus tôt et un mois au plus tard après la réunion du comité, la Commission informe les membres du comité des résultats de ces consultations et soumet un projet d'acte d'exécution au comité d'appel. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 7, le comité d'appel se réunit quatorze jours au plus tôt et un mois au plus tard après la soumission du projet d'acte d'exécution. Le comité d'appel émet son avis conformément à l'article 6. Les délais fixés au présent paragraphe n'affectent en rien la nécessité de respecter les délais fixés dans les actes de base concernés. »

¹⁷⁷⁷ Ibid., article 2

innovation car ils reposent sur des échanges institutionnels réguliers basés sur la confiance, sur la consultation systématique d'experts et la prise en compte par la Commission de l'avis des Etats membres. Il est de ce fait regrettable que les compétences déléguées se limitent dans le programme 'Erasmus +' aux actions supplémentaires gérées par les agences nationales et aux critères de performance¹⁷⁷⁸.

B/ Les modalités d'exécution de la politique extérieure éducative de l'UE

728. Afin de pouvoir se concentrer sur ses activités principales en matière d'exécution des actes éducatifs, la Commission peut déléguer en interne certaines tâches relatives à la gestion des programmes, dans la mesure où elle respecte le cadre institutionnel institué par le Traité et où cette délégation est subordonnée à une analyse coûts/avantages (1). La Commission peut également externaliser certaines de ses activités au réseau des agences nationales mis en place dans le secteur éducatif, tout en conservant le contrôle (2). Elle peut de surcroît transférer des compétences d'exécution aux autorités décentralisées et aux représentants de la société civile afin de mieux cibler les programmes sur les besoins locaux et améliorer la coordination avec les autres donateurs (3).

1. L'exécution par l'administration centrale

729. La Commission procède à la délégation de certaines tâches, n'impliquant pas l'exercice d'une marge d'appréciation de nature à traduire des choix politiques, à des organismes dotés de la personnalité juridique, dénommés « agences exécutives »¹⁷⁷⁹, et placés sous le contrôle

¹⁷⁷⁸ Paragraphe 28 du règlement n°1288/2013 établissant 'Erasmus +', op.cit.

¹⁷⁷⁹ Avant leur création, la Commission européenne déléguait certaines activités à des bureaux d'assistance techniques (BAT), issus du secteur privé. Ayant été invitée par le Parlement européen à les démanteler, et habilitée par le Conseil à créer des agences exécutives chargées de certaines tâches. L'agence présente un avantage sur les BAT puisque son personnel est plus stable et les programmes sont exploités en synergie. Conformément au règlement (CE) n°58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 (portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires JO L11 du 16 janvier 2003 p1), la Commission est compétente pour instituer des agences exécutives qu'elle pourra charger de certaines tâches relatives à la gestion d'un ou plusieurs programmes communautaires, si cette délégation apparaît avantageuse et qu'elle ne concerne pas une tâche de la Commission impliquant « une marge d'appréciation de nature à traduire des choix politiques » (Article 6 paragraphe 1 du règlement (CE) n°58/2003). « La création d'une agence exécutive est destinée à permettre à la Commission de se concentrer sur ses activités et fonctions prioritaires, qui ne sont pas externalisables, sans pour autant perdre la maîtrise, le contrôle et la responsabilité ultime des actions gérées par les agences exécutives » (Paragraphe 2 de la décision 2008/37/CE de la Commission du 14 décembre 2007 instituant l'Agence exécutive du Conseil européen de la recherche pour la gestion du programme communautaire spécifique Idées en matière de recherche exploratoire en application du Règlement (CE) n°58/2003 du Conseil JO n°L009 du 12 janvier 2008, p15-17). Gérée par un comité de direction composé de cinq membres désignés par la Commission (article 7 et 8 règlement) et par un directeur nommé par la Commission (article 10), l'agence exécutive peut être chargée de « gérer tout ou partie des phases du cycle du projet, en relation avec des projets spécifiques dans le cadre de l'exécution du programme communautaire et procéder aux contrôles nécessaires à cet effet, en adoptant les décisions pertinentes sur la base de la délégation de la Commission », « adopter les actes d'exécution budgétaire en recettes et en dépenses, et effectuer, sur la base de la délégation de la Commission toutes les opérations nécessaires à la mise en œuvre du programme

de la Commission. Elle contribue à l'accélération de la programmation en réduisant les délais et facilite considérablement la mise en œuvre et le contrôle des programmes de l'UE. En confiant à l'agence exécutive 'Education, audiovisuel et culture' (EACEA), intermédiaire de terrain, ses tâches techniques d'expertise, de gestion et d'administration des programmes éducatifs¹⁷⁸⁰, la Commission contribue à l'amélioration de son action et peut recentrer ses activités sur ses tâches politiques¹⁷⁸¹, tout en restant responsable de l'exécution des différents programmes de l'UE et de l'exécution du budget (a). L'assistance du SEAE auprès de la Commission est une autre forme de délégation pertinente dont il convient d'étudier l'impact sur la politique externe éducative (b).

a) L'Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture » (EACEA)

730. Instituée le 14 janvier 2005¹⁷⁸² et opérationnelle depuis le 3 janvier 2006, l'EACEA est une entité de droit public, gérant les volets des actions et programmes financés par l'UE dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'audiovisuel. Intermédiaire communiquant avec les bénéficiaires et opérant les contrôles sur le terrain, l'agence présente un réel atout pour la bonne exécution des programmes éducatifs tout en garantissant une maîtrise totale de l'activité par la Commission qui garde le contrôle et la responsabilité des actions qu'elle lui confie. Si elle dispose de sa propre personnalité juridique, l'EACEA est ainsi placée sous l'autorité de la DG EAC, la DG COMM et de la DG ECHO, qui demeurent responsables de la programmation, de l'évaluation et de l'élaboration des politiques et surveillent l'Agence en tant qu'autorités de tutelle. La DG DEVCO¹⁷⁸³, la DG Elargissement ELARG et le SEAE peuvent également être associées si nécessaire à la supervision de certains programmes de

communautaire, et notamment celles liées à l'attribution des marchés et subventions », « recueillir, analyser et transmettre à la Commission toutes les informations nécessaires pour orienter l'exécution des programmes communautaires » (Selon l'article 6 du règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002).

¹⁷⁸⁰ Élaboration des appels à propositions, sélection des projets, signature des accords de projets, gestion financière (budget opérationnel des programmes, budget de fonctionnement), suivi des projets, communication, contrôle sur place... http://eacea.ec.europa.eu/about/index_fr.htm

¹⁷⁸¹ Gestion de certains volets de programmes, programmes annuels de travail, établissement de priorités politiques et budgétaires, évaluation des programmes, surveillance de l'agence, présidence des comités de programmes, le cas échéant adoption des décisions relatives à la sélection des projets, publication des appels à proposition... http://eacea.ec.europa.eu/about/index_fr.htm

¹⁷⁸² Décision de la Commission n° 2005/56/CE du 14 janvier 2005 instituant l'Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture » pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 modifié par une décision 2007/114/CE du 1^{er} février 2007, JO L 49 du 17 février 2007 – décision publiée JO L24 du 27 janvier 2005, p 35-36 – L'Agence est établie à Bruxelles pour une durée déterminée du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2015. <http://eacea.ec.europa.eu>

¹⁷⁸³ L'EACEA était placée sous l'autorité de la DG DEVCO jusqu'en 2013. L'inclusion dans le programme intégré 'Erasmus +' des actions éducatives financées par le biais des instruments de coopération extérieure place la DG EAC comme seule autorité de supervision de l'EACEA en ce qui concerne Erasmus +. Ce changement ne modifiera certainement pas la coordination entre les deux DG du fait de l'expertise incontournable de la DG DEVCO.

coopération extérieure. Son Comité de direction est composé de cinq membres, désignés par la Commission, qui adoptent le programme de travail annuel de l'agence après approbation par la Commission européenne, il adopte le budget de fonctionnement et son rapport annuel d'activité.

731. L'EACEA gère pendant toute leur durée les projets spécifiques qui lui sont confiés dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de l'UE, adopte les actes d'exécution budgétaire en recettes et en dépenses et exécute, en application de la délégation de la Commission, les opérations nécessaires à la gestion des programmes de l'UE, dont celles liées à l'attribution des subventions et des marchés. Dans ce cadre, elle établit les lignes directrices relatives aux possibilités de financement, évalue les candidatures et sélectionne les projets, conclue les conventions de projets, s'occupe de la gestion financière, des contacts avec les bénéficiaires, du suivi des projets et effectue des visites de projet sur site. Elle informe et soutient les candidats et les bénéficiaires. Elle collecte, analyse et transmet à la Commission les informations nécessaires pour guider la mise en chantier des programmes et diffuse et exploite les résultats des projets en contribuant aux connaissances et à l'expertise européennes en tant que responsable de la gestion d'Eurydice (réseau d'information sur les systèmes et les politiques en matière d'éducation en Europe) et responsable de la commande des études dans le cadre d'appels d'offres publics sur des thèmes ayant trait aux programmes d'éducation.

732. Afin d'inclure la nouvelle génération de programmes dans sa gestion, ainsi que les nouvelles initiatives liées à la dimension externe dans le domaine de l'éducation, le mandat de l'EACEA a été modifié à plusieurs reprises¹⁷⁸⁴. Pour la période 2014-2020, l'EACEA gère

¹⁷⁸⁴ Voir décision d'exécution de la Commission du 18 décembre 2013 instituant l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» et abrogeant la décision 2009/336/CE op.cit. ; décision 2009/336/CE de la Commission du 20 avril 2009 instituant l'Agence exécutive Éducation, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) 58/2003 du Conseil, JO L 101 du 21 avril 2009, p26–30 ; décision 2007/114/CE de la Commission du 8 février 2007 modifiant la décision 2005/56/CE instituant l'Agence exécutive Education, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 du Conseil JO L49 du 17 février 2007 p21-24 ; décision 2008/629/CE de la Commission du 12 juin 2008 modifiant la décision 2005/56/CE instituant l'Agence exécutive Education, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 du Conseil JO L205 du 1^{er} août 2008, p47-48 (ajout de Media II – formation et Media II- développement et distribution) ; décision 2008/785/CE de la Commission du 9 octobre 2008 modifiant la décision 2005/56/CE instituant l'Agence exécutive Education, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 du Conseil, JO L269 du 10 octobre 2008, p11-13

notamment¹⁷⁸⁵ le programme ‘Europe créative’¹⁷⁸⁶, le programme ‘Erasmus +’¹⁷⁸⁷, le programme ‘Europe des citoyens’, le programme de volontariat humanitaire de l’UE, les programmes 2007-2013 en cours, ainsi que des projets dans le domaine de l’enseignement supérieur relevant des instruments de coopération extérieure, des projets dans le domaine de l’enseignement supérieur au titre du cadre financier pluriannuel concernant le financement de la coopération de l’Union européenne en faveur des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et des pays et territoires d’outre-mer pour la période 2014-2020 (11^e Fonds européen de développement).

733. Le renforcement de la mission de l’agence témoigne de la qualité de son action liée principalement à l’excellence du « niveau d’expertise technique et financière du personnel de l’EACEA »¹⁷⁸⁸ et la « rationalisation des processus de candidature et de sélection »¹⁷⁸⁹.

b) Le SEAE

734. Le SEAE assiste la Commission dans l’exercice des fonctions qu’elle détient en matière de relations extérieures. Il est notamment chargé, sous l’autorité de la Commission, du cycle de programmation et de gestion des instruments financiers géographiques et de certains instruments thématiques de l’UE en matière de relations extérieures¹⁷⁹⁰. Dans ce contexte, il contribue par son expertise technique et sur délégation à la mise en œuvre des actions éducatives poursuivies par l’UE en matière externe.

735. Au sein du SEAE, les délégations de l’UE jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des programmes éducatifs sur le terrain en prenant part aux consultations avec la société civile, à la gestion des appels à propositions, à la prise de décision, ainsi qu’au contrôle de la mise en œuvre des programmes. Elles favorisent également la diffusion de l’information, la formation et la mise en réseau des organisations locales, ce qui représente une réelle valeur ajoutée dans

¹⁷⁸⁵ Voir liste à l’article 3 de la décision d’exécution de la Commission du 18 décembre 2013 instituant l’Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» et abrogeant la décision 2009/336/CE (2013/776/UE), JO L343 du 19 décembre 2013, p 46

¹⁷⁸⁶ Le programme ‘Europe créative’ remplaçant les programmes Media et Culture

¹⁷⁸⁷ Le programme ‘Erasmus +’ intégrant le programme d’éducation et de formation tout au long de la vie (dans le cadre duquel les programmes Erasmus, Leonardo da Vinci, Comenius, Grundtvig), le programme Jeunesse en action, le programme Erasmus Mundus, le programme Tempus, le programme Alfa, le programme Edulink, le programme de coopération avec les pays industrialisés

¹⁷⁸⁸ Deuxième évaluation intermédiaire de l’Agence exécutive « Education, Audiovisuel et Culture », ECORYS, avril 2013, isbn 978-92-79-30410-1

¹⁷⁸⁹ Ibid.

¹⁷⁹⁰ Décision du Conseil 2010/427 du 26 juillet 2010 fixant l’organisation et le fonctionnement du service européen pour l’action extérieure, JO L 201 du 3 août 2010, p 30-40

la mise en œuvre des programmes éducatifs. Consciente de l'impact positif des délégations de l'UE sur le suivi et l'harmonisation des programmes d'aide extérieure, la Commission a renforcé leur influence, en renforçant progressivement leurs missions et leurs responsabilités en matière de gestion de l'aide. Il s'avère en effet, que leur maîtrise du terrain et leurs contacts directs avec les autorités locales et les autres donateurs représentent des atouts à ne pas négliger pour améliorer l'aide au développement, identifier les besoins prioritaires de la population, tel que l'accès à l'éducation et contrôler la réalisation effective des projets relatifs à la réalisation des OMD. Le chef de la délégation détient un pouvoir de décision financière concernant les projets ne dépassant pas un certain montant, ce qui favorise l'approche participative dans la mesure où l'accès des acteurs non étatiques aux financements et à la sélection des projets est facilité. Le renforcement des compétences des délégations s'est également traduit par leur multiplication afin de consolider et étendre le service extérieur, sachant que l'ouverture de nouvelles délégations est décidée sur la base des nécessités découlant de l'évolution des relations économiques et politiques de la Commission avec les pays tiers¹⁷⁹¹. L'UE a de surcroît renforcé les ressources humaines des délégations afin d'accélérer la mise en œuvre de projets, par la mise en place de systèmes d'informations plus performants et d'un personnel mieux formé. L'amélioration des méthodes de travail repose sur une harmonisation et une simplification des procédures renforçant la rapidité et la qualité de l'aide notamment grâce à la mise en place d'une procédure de soutien et de contrôle de la qualité lors des différentes étapes de la gestion des projets. La délégation de l'UE au Tchad a par exemple contribué le 29 janvier 2014 au lancement du projet "Appui aux activités d'éducation dans la zone de Tissi" financé grâce à la valeur du Prix Nobel de la Paix décerné à l'Union européenne en 2012. Ce « financement de l'Union européenne de 400.000 €, soit 262.382.400 FCFA, mis à disposition de l'UNICEF permettra de fournir l'accès à l'éducation et à une éducation de paix, à 9.000 enfants auprès de 10 écoles primaires et centres préscolaires dans la zone de Tissi »¹⁷⁹².

¹⁷⁹¹ Voir communication de la Commission du 6 juin 2005 sur la « consolidation et l'extension du service extérieur » COM(2005)239 final - Dès le 6 juin 2005 la Commission a ainsi décidé de développer le réseau du service extérieur. Elle a transformé la délégation régionalisée au Sri Lanka en une délégation à part entière et ouvert de nouvelles délégations en Moldavie et en Suisse ; communication de la Commission « Développement et consolidation du service extérieur : 2007-2008 » COM (2007)206 final Bruxelles, le 10 mai 2007 - Une délégation a également été ouverte en Irak et au Belarus en 2006, suivie en 2007 de l'ouverture de nouvelles délégations au Timor oriental, en Azerbaïdjan, au Monténégro et auprès de l'Union africaine Addis Ababa.

¹⁷⁹² Inauguration officielle du projet "Appui aux activités d'éducation dans la zone de Tissi" (29/01/2014) http://eeas.europa.eu/delegations/tchad/press_corner/all_news/news/2014/20140129_fr.htm

736. Les délégations de l'UE ont de surcroît un rôle essentiel dans le dialogue de programmation, notamment en ce qui concerne l'identification des acteurs éligibles et la part de ressources qui leur est réservée. Un contact responsable des relations avec les acteurs non étatiques est désigné dans chaque délégation pour l'accès à l'information, l'assistance technique et la facilitation du dialogue. Par exemple, « en 2009 la délégation de l'UE a joué un rôle important dans la coordination des bailleurs de fonds au Maroc, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Ainsi la signature de ces deux programmes d'appui sectoriel [programme de soutien au secteur éducatif marocain] fut accompagnée de la signature par les principaux bailleurs de fonds, de deux lettres d'entente visant à assurer une division efficace des activités et l'utilisation d'indicateurs standardisés »¹⁷⁹³.

2. L'exécution de proximité

737. Dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, les agences nationales (AN) représentent un outil indispensable de diffusion de l'information auprès des bénéficiaires potentiels, dans la mesure où « un tel niveau de rapprochement est plus difficile à atteindre pour la Commission ou même par une agence communautaire qui ont, par définition, une structure centralisée »¹⁷⁹⁴. C'est pourquoi la Commission confie à un réseau d'agences nationales, désignées par les Etats membres, certaines tâches d'exécution des programmes de l'UE en matière d'éducation, tout en conservant toutefois un contrôle constant sur l'action menée par les agences afin d'en garantir la cohérence¹⁷⁹⁵. Le modèle de réseau mis en place par la Commission en matière éducative « repose sur des règles et des instruments bien définis et homogènes »¹⁷⁹⁶ et « se base sur une définition claire et équilibrée des responsabilités financières et opérationnelles de la Commission, des Etats et des AN. Ceci vise surtout à responsabiliser les Etats quant à la désignation et aux performances des AN pertinentes, tout en assurant la possibilité d'une intervention forte du niveau communautaire destinée à assurer, notamment, une mise en œuvre homogène du programme à travers toute

¹⁷⁹³ Document de travail des services de la Commission accompagnant la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « dresser le bilan de la politique européenne de voisinage en 2009 : rapport de suivi avec le Maroc » COM(2010)207, SEC(2010)513, SEC(2010)514, SEC(2010)515, SEC(2010)516, SEC(2010)517, SEC(2010)518, SEC(2010)519, SEC(2010)520, SEC(2010)522, SEC(2010)523, SEC(2010)524, SEC(2010)525, SEC(2010)521 du 4 mai 2010 (TFUE)

¹⁷⁹⁴ Point 4.1.1 de la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'La gestion des programmes communautaires par réseaux d'agences nationales' COM(2001)648 final du 13 novembre 2001

¹⁷⁹⁵ Voir par exemple articles 27 à 29 du règlement (UE) n°1288/2013 établissant Erasmus +, op.cit.

¹⁷⁹⁶ Point 1 du résumé – communication – annexe IV consacrée au modèle du réseau dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la jeunesse de la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'La gestion des programmes communautaires par réseaux d'agences nationales' COM(2001)648 final du 13 novembre 2001

l'Union »¹⁷⁹⁷. L'Agence Europe – éducation – formation - France (2e2f)¹⁷⁹⁸ gère ainsi le financement et le suivi des projets sélectionnés dans le cadre de l'EFTLV. Elle contribue également au développement du volet externe de la politique éducative de l'UE en diffusant, d'une part, l'information sur les programmes internationaux éducatifs de l'UE et en exerçant, d'autre part, en tant que membre de l'« *Academic Cooperation Association* » (ACA), une réelle fonction de réflexion stratégique en matière d'internationalisation de l'enseignement supérieur européen, notamment par l'organisation de séminaires et conférences. Il convient également de citer en France, l'action du Centre international d'études pédagogiques (CIEP) ayant participé notamment au premier jumelage institutionnel formalisé entre le Maroc et l'UE dans le secteur de l'éducation lancé à Rabat le 28 septembre 2011¹⁷⁹⁹.

738. Afin de mieux satisfaire les besoins locaux, d'améliorer la coordination avec les autres donateurs et de favoriser l'appropriation, l'UE transfère également certains aspects de la mise en œuvre de la politique extérieure éducative aux acteurs non étatiques (ANE) représentant la société civile et aux autorités locales (AL). « Vecteurs adaptés pour l'éducation au développement et la sensibilisation de l'opinion publique »¹⁸⁰⁰, les ANE et les AL connaissent les attentes et les besoins exprimés par les citoyens et constituent de ce fait un lien indispensable de transmission de l'information auprès des délégations de l'UE. Leur maîtrise du terrain leur permet également de mener à bien des activités éducatives pertinentes s'inscrivant dans les objectifs de développement poursuivis par l'UE¹⁸⁰¹ et favorisant l'appropriation. Ils peuvent à ce titre bénéficier du soutien financier de l'UE. Ce dernier peut se traduire par le cofinancement d'un projet concret, soumis par l'ANE ou l'autorité locale,

¹⁷⁹⁷ Ibid., point 3.1

¹⁷⁹⁸ www.europe-education-formation.fr

¹⁷⁹⁹ « Maroc-Appui au système national de la recherche pour une intégration à l'Espace européen de la recherche » http://www.ciep.fr/expert_educ/general/maroc-appui-au-systeme-national-de-la-recherche.php; voir Lettre du CIEP (Centre international d'études pédagogiques), juin 2011 « Il sera porté par le CIEP, le ministère français de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministère espagnol de la Science et de l'Innovation. Prévu sur une durée de 24 mois (2011-2013), il est destiné au renforcement de la gouvernance du système national de la recherche marocain et vise à développer ses interactions avec l'espace européen de la recherche »

¹⁸⁰⁰ Point 6.1 de l'avis du Comité économique et social européen du 28 mars 2012 sur « la participation de la société civile aux politiques de développement et de coopération au développement mises en œuvre par l'Union européenne », JO C181 du 21 juin 2012, p28-34

¹⁸⁰¹ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et Comité économique et social – participation des acteurs non étatiques à la politique communautaire de développement COM(2002)0598 final du 7 novembre 2002 – « secteurs d'intervention – les projets et programmes auxquels participent les ANE sont mis en œuvre dans de nombreux secteurs ...l'éducation...tous ces programmes comportent une dimension de renforcement des capacités et peuvent bénéficier aux différents groupes cibles. De nombreux programmes apportent également une aide directe aux organisations des ANE en tant que telles afin de structurer la société civile. » (Lignes budgétaires thématiques telles que les personnes handicapées dans le domaine de l'éducation et des soins de santé (ligne B7-625) ou aide à la l'éducation fondamentale dans les pays en développement (ligne B7-6313); document de discussion de la Commission « La Commission et les organisations non gouvernementales : le renforcement du partenariat » COM (2000)0011 final du 18 janvier 2000

dans le cadre d'un programme de l'UE, lui permettant d'obtenir un subventionnement. Il peut également prendre la forme d'une subvention de fonctionnement susceptible d'être octroyée si l'ONG est active au niveau européen, c'est-à-dire si elle poursuit un but d'intérêt général européen ou un objectif qui s'inscrit dans le cadre d'une politique de l'UE, tel que l'objectif d'égalité d'accès à une éducation de qualité ou la promotion de l'éducation au développement ou la promotion du processus d'intégration de l'UE dans le monde.

739. La Commission procède ainsi à un transfert de certaines de ses tâches d'exécution de la politique extérieure éducative, par le biais de programmes visant à financer les activités des acteurs non étatiques et contribuant à la réalisation des objectifs éducatifs déterminés au niveau communautaire, tels que le programme thématique 'acteurs non étatiques et autorités locales', prévu dans le règlement ICD, ou le programme Jean Monnet, intégré au programme Erasmus + (a). De plus, elle participe activement au processus de décentralisation de la gestion des projets de réforme des systèmes éducatifs entrepris dans les pays partenaires et reconnaît les autorités locales décentralisées en tant que partenaires à part entière dans le cadre de sa coopération extérieure (b).

a) L'exécution de la politique extérieure éducative par le financement de projets éducatifs locaux et d'éducation au développement

740. Consciente que les acteurs de terrain sont mieux à même de cerner les attentes et besoins de la population, l'UE prévoit dans le cadre de sa politique éducative le financement de projets développés par des acteurs non étatiques européens ou des pays partenaires, contribuant à la réalisation des objectifs éducatifs définis par l'UE. L'action des organisations de la société civile (OSC) en matière d'accès au service d'éducation est essentielle, particulièrement dans les pays les moins avancés ou les pays fragilisés. C'est pourquoi l'UE apporte un soutien direct aux acteurs non étatiques¹⁸⁰² dans le cadre d'un programme thématique subventionnant les actions locales éducatives de coopération au développement. Dans une autre perspective, le programme Jean Monnet soutient les actions locales éducatives

¹⁸⁰² Communication de la Commission « Les racines de la démocratie et du développement durable: l'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures », COM(2012)492 final du 12 septembre 2012 « À long terme, l'UE encourage les mécanismes de financement aidant des OSC locales assurant la prestation de services à s'intégrer progressivement dans les systèmes nationaux, aidées en cela par des cadres réglementaires solides et transparents garantissant l'égalité d'accès. Il convient de mettre en œuvre une coordination à tous les niveaux afin de limiter la fragmentation et la duplication des efforts. Un soutien direct aux OSC, assurant la prestation de services, pourrait être apporté pour garantir l'accès de populations privées de leurs droits aux services de base ou pour compléter l'action de pouvoirs publics défaillants ou absents, en particulier dans les pays les moins avancés. La nécessité d'un tel soutien se fait particulièrement ressentir dans des situations de fragilité, de conflit ou de crise. »

de promotion de l'EEER et d'intégration de l'UE, conformément aux objectifs de la Stratégie 2020.

741. Le programme de l'UE en faveur des organisations de la société civile et autorités locales, défini à l'article 8 du règlement ICD¹⁸⁰³, permet à l'UE de soutenir les projets développés par les OSC, notamment par les organisations de jeunesse, d'enseignement et les universités. Remplaçant depuis 2006¹⁸⁰⁴ les programmes précédents relatifs au cofinancement des actions des ONG et à la coopération décentralisée, ce programme soutient financièrement les initiatives individuelles et collectives d'acteurs non étatiques et d'autorités locales, qui se distinguent par leur valeur ajoutée spécifique, leur impact et leur avantage comparatif. Elles se traduisent par la mise en œuvre d'actions de terrain qui visent à la réalisation des OMD et à la mise en place d'« une société inclusive et autonome dans les pays partenaires »¹⁸⁰⁵. Ces actions ont notamment pour objectif de faciliter l'accès des populations des pays en développement aux services de base, tels que le service d'éducation, et de promouvoir l'adoption de mesures de sensibilisation et d'éducation en Europe sur le thème du développement ou de projets favorisant la coordination des réseaux de la société civile et des autorités locales. Le programme thématique a notamment permis à l'UE de contribuer en 2010 à hauteur de 102 millions à l'objectif de promotion de l'éducation au développement en Europe¹⁸⁰⁶. Cet objectif a été confirmé comme prioritaire dans le document de stratégie 2011-2013 du programme thématique¹⁸⁰⁷, sachant que « plus de 1 milliard d'euros par an sont alloués directement par la Commission à des projets d'ONG, en majeure partie dans le domaine des relations extérieures... dont au moins 50 millions à l'éducation »¹⁸⁰⁸.

¹⁸⁰³ Règlement n°233/2014, op.cit.

¹⁸⁰⁴ Article 14 'Rôle des acteurs non étatiques et des autorités locales dans le développement' du règlement (CE) n°1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement JO L 378 du 27 décembre 2006, p. 41-71 (applicable du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2013)

¹⁸⁰⁵ Annexe II B du règlement n°233/2014, op.cit.

¹⁸⁰⁶ Voir montant in note d'information 'ONG et plateformes nationales : comment accéder aux financements de la CE ?', CONCORD, mars 2011, evanormelingen@concordeurope.org – PAA 2011 disponible sur http://ec.europa.eu/europeaid/work/ap/aap/2011_fr.htm

¹⁸⁰⁷ Document de stratégie 2011-2013 du programme thématique 'Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement' http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/dci/documents/nsa-la_strategy_2011-2013_fr.pdf - extrait « l'accent sera mis sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), tout particulièrement dans les parties du monde où ces objectifs sont loin d'être atteints, notamment en Afrique subsaharienne; les domaines d'intérêt public ou les objectifs communs concernant le développement » - Point 3.1.2. « Le montant annuel affecté aux projets d'éducation au développement à travers le programme thématique est demeuré stable à environ 30 millions d'EUR, représentant près de 14 % du budget annuel. Toutefois le nombre de propositions reçues dépasse de beaucoup les ressources disponibles et de nombreux projets ne peuvent ainsi être financés chaque année... », http://ec.europa.eu/europeaid/what/civil-society/documents/de-ar_evaluation2008.pdf;

¹⁸⁰⁸ Commission européenne « nouveaux fonds, meilleures règles : aperçu des nouvelles règles financières et des subventions disponibles pour la période 2007-2013 » OPOCE 2008 (24p) ISBN 978-92-79-08539-0

742. Bien que les projets financés dans le secteur éducatif représentent un faible pourcentage de la totalité des activités financées dans le cadre de ce programme thématique, soit moins de 5% des activités selon une évaluation effectuée en 2008¹⁸⁰⁹, leur étude paraît pertinente pour appréhender l'importance de leur contenu substantiel et cerner la diversité et l'interactivité des acteurs contribuant à la mise en œuvre de la politique externe éducative de l'UE. Selon l'évaluation 2008 des projets sélectionnés par l'UE dans le cadre du programme thématique ANE-AL, 21 projets ont ainsi été soutenus par l'UE en matière d'éducation formelle et informelle¹⁸¹⁰, ou relatifs aux services et équipements nécessaires pour ces activités¹⁸¹¹, pour un total d'environ 9.5 millions d'euros. Dans ce cadre, 14 activités ont été financées directement dans les secteurs éducatifs et formatifs, sous les rubriques sectorielles : «Équipements scolaires et formation» (code 11120), « Enseignement primaire » (code 11220),

¹⁸⁰⁹ Evaluation 2008 par secteur des projets financés dans le cadre du programme thématique 'acteurs non étatiques et autorités locales' - Voir site https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Category:Classification_par_secteurEducationetformation_professionnelle

¹⁸¹⁰ Ibid., « La société civile, en plus du soutien aux établissements scolaires « formels », met en place des activités éducatives spécifiques qui ciblent ceux qui n'ont pas eu accès à l'éducation formelle ou qui ont besoin d'acquérir des compétences en dehors du cadre scolaire classique. Ces projets mettent en place des « formations alternatives » pour contourner les obstacles à la scolarisation rencontrés par les enfants marginalisés (genre, condition économique, sociale, ou physique). Dans ce contexte, les « Unités d'éducation alternative » s'adressent aux jeunes filles démunies des minorités musulmanes dans les zones urbaines de l'Inde, tandis que le « Centre de remédiation éducative » soutient les enfants défavorisés en difficulté d'apprentissage à Gaza. Souvent ces projets prévoient des activités qui favorisent l'intégration progressive de ces enfants dans le système scolaire formel... Dans les milieux ruraux, des activités éducatives sont organisées pour alphabétiser et informer les populations, plus particulièrement les plus vulnérables, et les rendre ainsi plus autonomes. Pour cela, les cours sont complétés par des sessions sur les droits de l'homme (des enfants, des femmes, des handicapés, selon les groupes ciblés), l'hygiène et la santé reproductive, avec une approche pluridisciplinaire. Il s'agit, entre autre, de cours de formation de formateurs pour les enseignants en Tanzanie, mais aussi d'écoles « communautaires », comme celles développées en Zambie, qui accueillent non seulement les enfants lors des heures d'école (adaptées en fonction de l'âge des jeunes et aux activités économiques du milieu) mais aussi les parents pour des cours d'alphabétisation. Ces écoles proposent généralement des activités extra scolaires pour garder les enfants à l'école et véhiculer des notions et des capacités pratiques (sport, jardinage, sensibilisation aux majeurs risques de santé...). Les « journées portes ouvertes » réalisées en Zambie permettent aux enfants des écoles communautaires de rencontrer des personnes-ressources de leur localité et ainsi d'aborder et débattre des thématiques sociales. Souvent ces écoles, gérées par des associations, prévoient des systèmes d'autofinancement pour garantir une plus grande durabilité de leurs activités (il s'agit en majorité de projets de culture et commercialisation de produits agricoles). »

¹⁸¹¹ Ibid., « La plupart des projets qui visent la construction ou la rénovation de locaux scolaires se déroulent dans des zones rurales ou isolées, où la population pâtit d'un manque d'accès à l'éducation de base, faute de locaux ou de locaux insuffisamment équipés. La rénovation/construction concerne aussi bien des structures scolaires publiques, comme des écoles « communautaires » ou professionnelles gérées par des associations. Dans les deux cas, les travaux sont toujours menés dans le souci de répondre aux besoins de la population locale et s'insèrent dans les stratégies des autorités publiques des pays/régions concernés. Le Programme soutient actuellement des projets de rénovation (y compris l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes handicapées) et de construction d'établissements de formation principalement en Afrique... Ces projets sont toujours accompagnés d'autres activités, comme, par exemple: la fourniture de matériel didactique, souvent portant sur l'inclusion des populations vulnérables ; la formation du personnel enseignant et administratif; des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'accès à l'éducation des enfants, y compris les petites filles et les enfants marginalisés... Une attention particulière est portée au sein de ce volet à la formation d'enseignants pour l'insertion et le soutien aux enfants en situation de handicap et/ou avec des besoins spécifiques d'apprentissage... »

« Éducation pour une meilleure qualité de vie pour les jeunes et les Adultes » (code 11230) et « Formation professionnelle » (code 11330). Certains projets éducatifs ont été financés dans une sous-catégorie thématique équivalente sous la rubrique 'Participation démocratique et société civile' (code 15150), du fait de leur contribution à la promotion de la participation des citoyens à la vie politique, notamment de l'association des acteurs non étatiques et des autorités locales au processus décisionnel. Ces derniers concernent « le soutien aux autorités scolaires/locales par le renforcement des capacités du personnel enseignant et administratif ainsi que la fourniture de matériel; la mise en œuvre d'activités de formation; la création d'espaces de rencontres et d'études entre la population et les autorités locales/nationales dans le domaine de l'éducation, de l'insertion professionnelle et de la création d'emploi »¹⁸¹². Certains projets éducatifs ont, du fait de leur spécificité, été référencés sous le secteur CAD (code 92010)¹⁸¹³.

743. Les 21 projets analysés, sont ciblés sur la réalisation des OMD, relatifs à l'accès de tous à l'éducation sans discrimination, sachant que « 4 projets visent les jeunes et les enfants handicapés ; 2 projets visent à promouvoir le droit au logement pour les enfants issus de minorités ; 3 projets promeuvent l'éducation en zone rurale dont un concerne plus particulièrement la promotion de savoir-faire commerciaux auprès des femmes dans les milieux ruraux ; 6 projets portent sur l'accès à l'éducation pour les enfant marginalisés et vulnérables notamment les orphelins et les filles victimes de discrimination en termes d'accès à la formation professionnelle ; 1 projet soutient les organisations de la société civile (OSCs) dans leurs activités de formation professionnelle ; 5 projets visent à accroître la participation communautaire et des OSCs dans les écoles et dans le suivi des politiques gouvernementales de l'éducation ». Ils ont été portés par des ONG, des autorités locales¹⁸¹⁴, des établissements

¹⁸¹² Ibid.

¹⁸¹³ Ibid., Ce rattachement à la rubrique CAD 'En faveur des ONG nationales' s'explique par le fait que les projets ne correspondaient « pas complètement à la définition de la classification de l'OCDE et en particulier en ce qui concerne la partie sur 'les contributions aux ONG nationales et internationales utilisables à la discrétion de ces dernières' » – ce code 92010 a été retiré de la classification de l'OCDE en 2009

¹⁸¹⁴ Ibid., « Les politiques favorisant la scolarisation sont d'autant mieux adaptées aux besoins de la population et d'autant plus soutenues par elle si elles font procède de décisions concertées à l'échelle locale. Le projet réalisé en Sierra Leone et au Libéria envisage ainsi la mise en place de rencontres entre la communauté et les élus locaux pour discuter des plans locaux de formation professionnelle et de création d'emplois. Dans le cadre d'un projet au Mozambique, on tire parti de l'occasion fournie par le gouvernement aux OSC de participer à la mise en œuvre du Plan stratégique dans le secteur de l'éducation. On y encourage les mécanismes de 'renforcement des capacités' et de coordination des OSC au niveau du district, au niveau régional et au niveau national pour les aider à s'exprimer d'une seule voix. En Indonésie, trois projets encouragent la responsabilisation et la transparence dans la gestion scolaire et dans l'allocation des budgets d'éducation. Différents acteurs mettent en œuvre les projets tout en partageant l'objectif de renforcement des compétences des ANE et notamment de conseils scolaires, d'associations de parents et d'ONGs qui s'occupent de questions d'éducation. Leur objectif est

scolaires¹⁸¹⁵ et des universités européennes, soit plus spécifiquement « 16 projets présentés par des acteurs originaires de l'UE ; 5 projets présentés par des acteurs originaires de pays partenaires: 4 par une autorité locale et 1 par un acteur non étatique local »¹⁸¹⁶.

744. Les établissements d'enseignement supérieur et les associations participant à la promotion de l'intégration européenne et du droit de l'UE concourent également au volet externe de la politique externe éducative de l'UE, en diffusant les connaissances relatives à la construction européenne dans le monde et en participant par la recherche à la consolidation du processus d'intégration européenne. Acteurs indispensables de la réalisation de la Stratégie 2020, ils peuvent bénéficier à ce titre d'un soutien de l'UE, dans le cadre du programme Jean Monnet, intégré au programme 'Erasmus+'. Représentant un réseau d'établissements d'enseignement supérieur implanté dans 72 pays sur les 5 continents, le programme Jean Monnet stimule l'enseignement et la recherche sur l'UE dans le monde entier, en encourageant, d'une part, la réflexion académique et politique sur l'intégration européenne, par l'organisation de conférences, séminaires et tables rondes, d'autre part, la mise en place de programmes pédagogiques sur l'intégration européenne et sur les relations de l'UE avec le reste du monde.

745. Il contribue structurellement à la consolidation des universités du monde entier actives en matière d'enseignement et de recherche sur l'intégration européenne, en participant au financement de postes d'enseignement dans le domaine des études sur l'intégration européenne dans le cadre des chaires Jean Monnet et à l'établissement de centres d'excellence Jean Monnet, dont les structures pluridisciplinaires rassemblent des ressources scientifiques, humaines et documentaires relatives à l'intégration européenne. L'UE subventionne également dans le cadre de ce programme des groupes de recherches multilatéraux Jean Monnet regroupant au sein d'un partenariat au moins trois chaires Jean Monnet de trois pays différents, fondé sur des échanges pluridisciplinaires et créant un réseau universitaire intégré

d'améliorer la capacité de contrôle des ANEs ainsi que leur capacité à œuvrer pour de meilleures performances scolaires et une meilleure répartition et exécution des budgets. »

¹⁸¹⁵ Ibid., « Une école « participative » requiert en premier lieu l'apport des voix des étudiants. Ainsi, certains projets favorisent la création de « clubs d'enfants » pour la réalisation et la mise en œuvre d'activités extrascolaires... La participation peut également s'exprimer par des échanges interculturels virtuels, comme dans le cas des « web- jumelages » entre des écoles de Gaza et d'Italie. Dans le cadre d'un projet dans la province de Maluku en Indonésie, sont organisés des groupes dirigés par des enfants qui participent en tant que représentants à des mécanismes de gestion participative afin de promouvoir des écoles amies des enfants. Impliquer les parents d'élèves et la communauté est également essentiel pour réduire le taux d'abandon scolaire. Le projet 'Improving Education amongst underprivileged communities in urban poverty zones of western Uttar Pradesh' mis en œuvre dans l'Uttar Pradesh en Inde, travaille étroitement avec les associations de parents d'élèves et appuie les « comités des mères » pour insérer les jeunes filles dans des parcours de scolarisation. »

¹⁸¹⁶ Ibid.

avec un programme commun de recherche relatif à l'intégration européenne¹⁸¹⁷. Elle attribue de surcroît des subventions de fonctionnement à des institutions spécifiques spécialisées en matière d'intégration européenne¹⁸¹⁸.

746. Les associations de professeurs et chercheurs contribuant à l'étude du processus d'intégration européenne, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, peuvent également soumettre des projets à l'EACEA dans le cadre d'un appel à proposition¹⁸¹⁹. Les projets présentés sont sélectionnés sur la base de leurs mérites académiques, à l'issue d'un processus indépendant d'examen par les pairs et selon des critères rigoureux, à savoir la qualité des candidats, la qualité de la méthode et du programme de travail, l'incidence et la pertinence des résultats, ainsi que le caractère innovant du projet. Dans ce contexte, l'EACEA promeut l'ouverture internationale du programme en portant un intérêt particulier à l'impact du projet en dehors de l'UE ainsi qu'aux nouvelles candidatures émanant d'établissements d'enseignement supérieur ou d'associations de pays non encore couverts par le programme Jean Monnet ou aux actions prévoyant une telle participation. L'unité Jean Monnet de la Commission contribue également à l'ouverture internationale du programme, en participant par exemple aux travaux du "groupe des sages sur le dialogue entre les peuples et les cultures dans l'espace euro-méditerranéen"¹⁸²⁰.

b) Les autorités décentralisées, partenaires incontournables de l'UE en matière éducative

747. L'implication croissante des autorités locales, notamment des régions ultrapériphériques¹⁸²¹, dans les politiques de développement et plus particulièrement dans les

¹⁸¹⁷ Entre 1990 et 2011, l'action Jean Monnet a contribué à la mise sur pied de 162 centres d'excellence Jean Monnet, 875 chaires Jean Monnet et 1 001 modules Jean Monnet. Ces projets rassemblent 1 500 professeurs et concernent à peu près 500 000 étudiants chaque année (site europa).

¹⁸¹⁸ Le programme Jean Monnet soutient six institutions académiques spécifiques: le Collège d'Europe (dont les campus se trouvent à Bruges et Natolin), l'Institut universitaire européen, l'Institut européen d'administration publique, l'Académie de droit européen, le Centre international de formation européenne, et l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers.

¹⁸¹⁹ http://eacea.ec.europa.eu/llp/jean_monnet/jean_monnet_en.php

¹⁸²⁰ Rapport du "groupe des sages sur le dialogue entre les peuples et les cultures dans l'espace euro-méditerranéen" créé à l'initiative du Président de la Commission européenne, Bruxelles, octobre 2003, texte intégral : http://ec.europa.eu/dgs/policy_advisers/archives/experts_groups/docs/rapport_complet_fr.pdf

¹⁸²¹ La Commission a eu l'occasion de reconnaître que « les RUP sont voisines des régions confrontées aux défis du développement avec lesquelles l'UE coopèrent en matière de lutte contre la pauvreté, de développement durable, de gestion des flux migratoire et de sécurisation régionale. Les RUP peuvent donc jouer un rôle de partenaires privilégiés avec leurs pays tiers voisins notamment dans des projets de renforcement de capacités administratives, formation, éducation et santé... » Paragraphe 4.1 de la communication de la Commission « les régions ultrapériphériques : un atout pour l'Europe », COM(2008)642 final du 17 octobre 2008

actions éducatives de développement¹⁸²² a conduit la Commission a apporté son appui aux processus de décentralisation et de gouvernance locale menés dans les pays partenaires. Rapprochant la prise de décision du citoyen, les autorités locales contribuent positivement au renforcement des services publics sociaux de base, tel que le service d'éducation, et s'imposent ainsi comme des partenaires adéquats pour l'UE dans le cadre de l'objectif d'amélioration de l'aide au développement qu'elle octroie. L'UE est de ce fait favorable au renforcement du rôle des autorités locales dans le processus de développement des pays partenaires, comme l'illustre par exemple le financement par l'UE du programme ACORDS soutenant les efforts du gouvernement malgache pour accélérer la décentralisation vers les communes rurales des deux provinces du Sud, qui subventionne 267 communes, soit 20% des communes malgaches, afin de renforcer leurs compétences comme maîtres d'ouvrages d'infrastructures et d'équipements et comme prestataires de services publics, notamment pour l'éducation primaire. L'objectif visé par ce programme est la réalisation de 800 nouvelles salles de classes pour 36 000 enfants¹⁸²³.

748. L'UE promeut également l'autonomie des établissements d'enseignement dans le processus de développement. La Commission a par exemple alloué un financement de 100 millions d'euros au 'projet d'écoles efficaces', mis en place dans le cadre du programme éducatif égyptien afin de faciliter l'accès à l'école primaire pour les enfants les plus défavorisés, notamment les filles. Ce projet pilote, ciblant 300 écoles ciblées dans les 10 gouvernorats les plus pauvres, vise à décentraliser la gestion des écoles, d'une part, en renforçant l'autonomie des établissements par le développement de leurs capacités à récolter des fonds et par la consolidation des responsabilités du directeur, d'autre part, en impliquant de manière accrue les parents d'élèves et la communauté locale dans la vie de l'école¹⁸²⁴.

749. Bien qu'elles soient reconnues par l'UE comme des partenaires stratégiques de promotion du développement, comme l'illustre notamment la mise en place de la Plateforme

¹⁸²² Communication de la Commission « les autorités locales : des acteurs en faveur du développement » SEC(2008)2570, COM(2008)626 final du 8 octobre 2008 – par exemple « partenariats à long terme et jumelage : Leipzig a établi un partenariat avec la région d'Ambalangoda (sud du Sri Lanka) qui a commencé par une campagne de mobilisation de fonds en faveur de l'aide d'urgence dans les secteurs de l'eau potable et de l'électricité et qui s'est développé dans le cadre de projets d'éducation et de la reconstruction de l'infrastructure technique et sociale. » ; « partenariats à plusieurs acteurs : l'idée de jumeler Nueva Guinea (Nicaragua) et St Trond (Flandres, Belgique) est apparue pour la première fois au sein de groupes de la société civile à St Trond et à Nueva Guinea. Le Conseil municipal de Nueva Guinea s'est appuyé sur ce jumelage pour donner un nouvel élan à des projets dans les secteurs de la jeunesse, de l'environnement, de l'éducation... »

¹⁸²³ Voir exemple p20-21 in Commission européenne DG Développement « Changer le monde...localement : 25 succès de la coopération au développement à l'échelon locale » 2008, 63p

¹⁸²⁴ Ibid., exemple p16-17

des collectivités locales ACP¹⁸²⁵, créée en mai 2001 dans le cadre de la coopération entre les Etats ACP et l'UE, les collectivités locales ne pourront exercer leur rôle d'acteurs clé de la réalisation des OMD, notamment de l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015, que par un renforcement significatif de leurs moyens d'action. Le Parlement européen a suggéré en ce sens dès 2007 la mise en place « de mécanismes pour territorialiser l'aide sectorielle afin que les autorités locales puissent jouer le rôle qui leur est dévolu par les lois de décentralisation car les autorités locales ajoutent une plus-value pour la mise en œuvre des programmes sectoriels, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services publics essentiels, domaines dont à l'heure actuelle, elles sont pourtant souvent exclues »¹⁸²⁶.

750. Il est de surcroît indispensable d'établir un dialogue permanent entre l'UE, ses partenaires et les autres donateurs afin d'échanger sur les moyens nécessaires à la promotion du développement local et d'adopter un consensus terminologique sur les notions telles que celles de 'décentralisation'. La troisième édition des journées européennes du développement (JED)¹⁸²⁷, fondée sur la recherche de réponses locales aux défis globaux, a permis d'ouvrir le débat et de révéler les problèmes de compréhension existants entre les partenaires, certains percevant la décentralisation comme le renforcement des ONG, d'autres l'assimilant à un transfert de compétences sans mentionner toutefois la question sensible mais pourtant incontournable du transfert des fonds devant accompagner ses nouvelles compétences conférées aux autorités locales.

751. Si l'émergence des collectivités locales comme interlocuteurs directs de l'UE, représente une valeur ajoutée incontestable d'amélioration de la coopération au développement, du fait de leur proximité avec la population locale, il est indispensable

¹⁸²⁵ La Plateforme ACP permet aux collectivités locales d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique de prendre part au dialogue politique et de défendre leurs intérêts, notamment en promouvant la décentralisation comme logique de gouvernance et de promotion du développement. Reconnues au sein de la Plateforme comme des partenaires stratégiques à part entière, les collectivités locales favorisent les échanges entre les acteurs non étatiques au niveau local et contribuent dans ce cadre au développement du volet éducatif de la coopération ACP-UE. - Voir site Fr.acplgp.net/content/view/full/825 - Elle est composée d'associations de collectivités locales ayant des membres dans les pays ACP, représentées par 79 associations nationales des collectivités locales des ACP, 6 associations régionales dans les ACP, des associations continentales/internationales de collectivités locales dans les ACP. Elle est constituée d'une Assemblée générale, d'un Conseil d'administration et d'un secrétariat de coordination. La Plateforme a comme partenaires clés : la Commission européenne (DG-DEV, Europaid et les délégations), le Parlement européen, le Conseil des ministres européens UE, le Secrétariat ACP, le Comité des ambassadeurs ACP, les gouvernements nationaux et régionaux, l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, le Conseil des Communes et des Régions d'Europe (CCRE), le Comité des Régions et le Comité économique et social ainsi que divers partenaires techniques ACP UE.

¹⁸²⁶ Résolution du Parlement européen du 15 mars 2007 sur les collectivités locales et la coopération au développement, JO C301E du 13 décembre 2007, p249-256 point 108

¹⁸²⁷ Journées européennes du développement – Strasbourg 15-17 novembre 2008 www.eudevdays.eu/twinning

d'établir un cadre financier strict de gestion de l'aide. Ce procédé de décentralisation doit impérativement reposer sur un transfert de fonds au bénéfice des autorités locales, sous peine de risquer une déresponsabilisation du gouvernement central, qui reste le premier responsable des projets de développement. Dans le cadre de son allocution lors des JED, le directeur général de la DG développement et relations avec les ACP, Stefano MANSERVISI a précisé en ce sens que la décentralisation ne peut contribuer à la cohésion sociale que s'il y a transfert de ressources, dans le cas contraire elle ne peut engendrer que la division Il a également précisé qu'il ne s'agit pas d'exporter le système éducatif européen mais de faire en sorte qu'il puisse servir de modèle. Pour que l'éducation ne soit pas la grande perdante d'un système dans lequel la collectivité locale décentralisée serait responsable mais désargentée, il est essentiel de garantir une aide directe au développement au bénéfice des autorités locales en prenant en considération toutefois les différences de niveau de développement entre les collectivités locales pour ne pas aboutir à une éducation à plusieurs vitesses.

Section 2/ L'institutionnalisation de la coopération extérieure de l'UE en matière éducative

752. L'institutionnalisation de la coopération extérieure de l'UE en matière éducative participe incontestablement à l'affirmation d'une politique extérieure à part entière de l'UE dans ce secteur, que ce soit par l'établissement d'agences de l'UE spécialisées dans le secteur éducatif (Paragraphe 1) ou par la structuration des échanges entre l'UE et ses partenaires en la matière (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La spécialisation des acteurs de l'UE, 'ossature' de la politique extérieure éducative de l'UE

753. La création d'agences et d'organismes décentralisés consacrés spécifiquement à la mise en œuvre de la politique de l'UE en matière d'éducation, de formation professionnelle et de recherche, renforce sans conteste l'influence de l'UE sur la scène internationale. L'expertise technique offerte par ces organes spécialisés est un gage de crédibilité dans la prise de décision, du fait de leur personnalité juridique propre et de leur fonction technique, ce qui contribue à rendre l'action de l'UE plus concrète et plus visible pour les citoyens et les pays partenaires. Si les agences de l'UE ont parfois fait l'objet de réserves, au motif que leur multiplication excessive risquait d'affaiblir la Commission¹⁸²⁸, leur positionnement est

¹⁸²⁸ Délégation pour l'UE, compte rendu n°170, réunion du mercredi 3 mai 2006 à 16h15, présidence de M. Pierre Lequiller, Rapport d'information de M. Christian Philip sur les agences de l'Union européenne <http://www.palais-bourbon.fr/12/europe/c-rendus/c0170.asp> « d'autant que les agences peuvent parfois être un

totalement adapté dans le cadre de la politique extérieure éducative dans la mesure où le Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle (CEDEFOP), et l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT), comme la Fondation européenne pour la formation (FEF ou ETF), entretiennent des liens étroits avec la Commission et assurent dans le cadre de leur mission la cohérence de leur activités avec les autres actions mises en œuvre au niveau communautaire. L'établissement de ses structures décentralisées apporte ainsi une réelle valeur ajoutée à l'action des institutions de l'UE en rapprochant la décision du citoyen et en offrant, de par leur autonomie juridique, une garantie d'objectivité et d'efficacité technique rassurante pour les partenaires.

754. La Fondation européenne pour la formation est l'agence représentant le mieux le volet externe de la politique éducative de l'UE, d'une part, du fait de sa mission spécifiquement consacrée aux relations extérieures de l'UE, plus précisément à la gestion de l'aide extérieure de l'UE en matière de modernisation des systèmes d'enseignement et de formation professionnels des pays tiers partenaires, d'autre part, du fait de son ouverture à « la participation de pays qui ne sont pas Etats membres de la Communauté et qui partagent l'engagement de la Communauté et des Etats membres en matière d'aide dans le domaine du développement du capital humain aux pays partenaires »¹⁸²⁹. La Fondation a également pour valeur ajoutée d'assurer une réelle proximité avec la société civile dans la mesure où son collège consultatif compte plus de 100 experts en formation professionnelle issus des Etats membres, des pays partenaires, des organisations partenaires sociaux et d'autres organisations internationales, prodiguant des conseils relatifs à la préparation du programme de travail annuel et constituant un réseau d'échanges (A). Il convient également d'étudier la contribution du Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle (CEDEFOP), et plus récemment celle de l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT), à la promotion de la reconnaissance mondiale de l'EEER et au renforcement de son

moyen pour les Etats membres de retrouver des pouvoirs dans des domaines où ils avaient pourtant transféré des compétences »

¹⁸²⁹ Article 23 'participation de pays tiers' du règlement (CE) n°1339/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008, portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) JO L34 du 31 décembre 2008, p82-93-« 1. La Fondation est ouverte à la participation de pays qui ne sont pas Etats membres de la Communauté et qui partagent l'engagement de la Communauté et des Etats membres en matière d'aide dans le domaine du développement du capital humain aux pays partenaires définis à l'article 1^{er}, paragraphe 1 [les pays éligibles à une aide en vertu du règlement (CE) n°1085/2006 et d'actes juridiques connexes adoptés ultérieurement ; les pays éligibles à un soutien en vertu du règlement (CE) n°1638/2006 et d'actes juridiques connexes adoptés ultérieurement ; d'autres pays désignés par décision du conseil de direction sur la base d'une proposition appuyée par les deux tiers de ses membres et d'un avis de la Commission, et qui sont visés par un instrument communautaire ou un accord international incluant un volet relatif au développement du capital humain, et dans la limite des ressources disponibles], sur la base d'arrangements qui doivent figurer dans des accords entre la Communauté et eux-mêmes, conformément à la procédure prévue à l'article 300 du traité. »

attractivité, dans la mesure où leurs actions participent également à l'affirmation de la politique extérieure éducative de l'UE (B). Si ces agences et organisme décentralisés sont a priori spécialisés en matière de formation professionnelle pour la FEF et le CEDEFOP, et en matière de recherche et d'innovation pour l'EIT, ils agissent également en matière d'enseignement du fait de l'approche intégrée de l'UE en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie et du lien étroit existant entre la formation professionnelle, l'éducation, la recherche et l'innovation, dans le cadre de la stratégie Education et Formation 2020.

A/ L'institutionnalisation de l'aide extérieure de l'UE en matière d'enseignement et de formation professionnels : la Fondation européenne pour la formation

755. La FEF est une agence décentralisée de l'UE¹⁸³⁰ ayant pour mission de contribuer au développement des systèmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP)¹⁸³¹ des pays partenaires, relevant de son champ d'action géographique, tel que défini par les programmes de relations extérieures de l'UE. Instituée à l'origine dans le cadre du programme PHARE, le champ géographique de sa mission a été considérablement élargi, du fait de sa valeur ajoutée indéniable¹⁸³², justifiant son extension aux pays qui bénéficiaient de TACIS, MEDA et CARDS, instruments remplacés en 2007 par de nouveaux instruments de relations extérieures dans le cadre de l'IAP et de l'IEVP¹⁸³³.

756. Afin d'adapter la Fondation aux nouvelles exigences du contexte international, ainsi qu'au développement de la stratégie d'éducation et de formation tout au long de la vie, et suite à l'évaluation externe des activités menées par la FEF entre 2002 et 2005¹⁸³⁴, la Commission a proposé en 2005 une refonte de la Fondation dans le cadre du projet d'accord

¹⁸³⁰ Créée en vertu du règlement (CEE) n°1360/90 du Conseil du 7 mai 1990, JO L131 du 23 mai 1990 p1, siège à Turin (base : 235 TCE)

¹⁸³¹ L'EFP se définit comme « l'enseignement et la formation permettant aux jeunes et aux adultes d'acquérir les connaissances, le savoir-faire, les aptitudes et compétences requises sur le marché du travail, pour leur insertion sociale et leur épanouissement personnel. Il est dispensé à différents niveaux (secondaire, postsecondaire et supérieur), au sein de structures formelles, non formelles ou informelles, d'établissements, de sociétés ou d'autres lieux, et à différentes étapes de la vie » (définition in 'processus de Turin 2012' powerpoint p9 sur le site etf)

¹⁸³² L'évaluation externe des activités menées par la Fondation entre 2002 et 2005 a notamment confirmé la valeur ajoutée des travaux de l'ETF et constaté la nécessité d'étendre le champ géographique de son action avec plus de souplesse et d'élargir ses attributions thématiques, qui limitées à l'EFP sont trop restrictives même si interprétées avec souplesse, JO L206 du 23 juillet 1998, p1 et COM(2006)832 final

¹⁸³³ Voir état des recettes et des dépenses de la Fondation européennes pour la formation pour l'exercice 2007 (2007/284/CE), JO L 216 du 16 mai 2007, p 115-170

¹⁸³⁴ Conformément à l'article 17 du règlement portant création de l'ETF modifié par le règlement (CE) n°1572/98 du Conseil (JO L206 du 23 juillet 1998 p1), l'évaluation a donné lieu à une communication de la Commission au Conseil et au Parlement le 19 décembre 2005, COM(2006)832 final

interinstitutionnel visant à encadrer les agences européennes de régulation¹⁸³⁵. Le 25 juillet 2007¹⁸³⁶, la Commission a suggéré, d'une part, d'actualiser le champ géographique de la mission de la Fondation, d'autre part, d'élargir le domaine de sa compétence thématique au développement des ressources humaines, à l'éducation et à la formation, afin de prendre en compte un état de fait existant, dans la mesure où la Fondation est intervenue de longue date en matière éducative¹⁸³⁷.

757. Le règlement portant création d'une Fondation européenne pour la formation refondue a été adopté le 16 décembre 2008¹⁸³⁸. Fondé exclusivement sur la base juridique de compétence

¹⁸³⁵ COM (2005)59 final du 25 février 2005

¹⁸³⁶ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) COM(2007)443 final, COD(2007/163) du 25 juillet 2007 - la Commission propose « d'élargir le domaine de compétence thématique assigné à l'ETF au développement des ressources humaines, notamment à l'éducation et à la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'à des questions connexes sur le marché du travail ; d'actualiser en outre le champ géographique de la Fondation et de le redéfinir par rapport aux nouveaux instruments et priorités de la politique de l'UE en matière de relations extérieures ; d'adapter en conséquence les fonctions de l'ETF...de moderniser les structures de direction de la Fondation pour accroître l'efficacité de la prise de décision et concourir à la convergence à long terme avec d'autres organismes... »

¹⁸³⁷ Article 1^{er} de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une Fondation européenne pour la formation, op.cit. « ...dans la pratique, l'ETF s'est toujours intéressée à des domaines plus larges que ceux relevant strictement de ses attributions thématiques. Pour officialiser cet état de fait, il est proposé d'élargir le domaine de compétence thématique de l'ETF pour y intégrer « le développement des ressources humaines notamment de l'éducation et la formation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie ainsi que des questions connexes liées au marché du travail ». Les ressources de l'ETF étant limitées, la Commission estime que le champ d'action géographique de la Fondation ne devrait pas être modifié. Par conséquent il est proposé de définir le champ d'action de la Fondation prioritairement par rapport à l'instrument de préadhésion (IAP) et à l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) » ; voir par exemple : rapport de la Commission – Fondation européenne pour la formation – rapport annuel 2002 COM (2003)809 final du 6 janvier 2004 – 'activités de l'ETF en 2002' point 2.1 La région méditerranéenne – point 2.1.1 'soutien à la Commission « ...L'office de coopération Europaid est le principal 'client' des services de l'ETF à la fois pour ses besoins opérationnels à court terme et surtout pour nourrir des réflexions à moyen terme sur les futures orientations de la CE dans le domaine des interventions sur le plan de la formation professionnelle et du marché du travail dans les pays Med. La DG Relations extérieures requiert également certains services de l'ETF, particulièrement en faveur du dialogue entre les pays partenaires Med associés et la CE. En outre, la DG Education et culture a demandé l'aide de l'ETF pour la mise sur pied d'une initiative (basée en particulier sur le programme Leonardo da Vinci) encourageant les meilleures pratiques de l'UE en matière de formation professionnelle auprès des pays Med. » ; Fondation européenne pour la formation – rapport annuel 2000 COM (2001) 810 final du 8 janvier 2002 – rapport de la Commission européenne – point 1.4 'programme d'évaluation de la Fondation' « Un Comité directeur Evaluation a été créé en février 2000 afin de conseiller la Fondation à propos de son programme d'évaluation annuel. Le Comité s'est réuni pour la première fois en mars et a alors défini son rôle et ses tâches, de même que les projets à aborder dans le programme d'évaluation de la Fondation pour 2000 » - Concernant les activités financées par la Fondation en 2000, « les ateliers relatifs à la coopération des donateurs dans le domaine de l'enseignement et de la formation en Géorgie, en Ouzbékistan et au Kirghizstan ont permis de trouver un accord sur les recommandations visant les futures interventions des donateurs et les mécanismes destinés à améliorer la coordination » (point 3 in 2.2), point 2.5 relatif au programme Tempus

¹⁸³⁸ Règlement (CE) n°1339/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) JO L34 du 31 décembre 2008, p82-93 (base : 150 et 251 TCE) ; position commune (CE) n°27/2008 du 18 novembre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une fondation européenne pour la formation (refonte) JO C310E du 5 décembre 2008 p1-14 (150 et 251 TCE) - considérants 11), 14), 15)

en matière de formation professionnelle¹⁸³⁹, il précise le rôle de la Fondation en matière de « développement des qualifications et des compétences individuelles tout au long de la vie, par l'amélioration des systèmes d'enseignement et de formation professionnels »¹⁸⁴⁰ dans le cadre des relations extérieures de l'UE, mais également sa mission en matière d'amélioration des systèmes d'enseignement au sens large, d'une part, par la promotion d'une « participation accrue à l'éducation et à la formation dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie », selon l'article 1 paragraphe f) du règlement, d'autre part, par le soutien aux « réformes des systèmes d'enseignement et de formation, afin de développer l'employabilité et l'adéquation au marché du travail », selon l'article 1 paragraphe g) du règlement.

758. Afin de mieux cerner les enjeux de l'intervention de la Fondation en matière de politique extérieure éducative, il convient d'étudier son rôle central, en ce qui concerne le renforcement des capacités des pays partenaires en matière de réforme de l'EFP (1), et en tant que centre d'expertise de premier plan auprès des services de la Commission en matière d'éducation et de formation (2).

1. Le renforcement des capacités des pays tiers en matière de réforme de l'enseignement et de la formation professionnels

759. Spécialisée dans l'analyse et le conseil en matière de développement du capital humain dans les pays partenaires de l'UE¹⁸⁴¹, la FEF soutient les réformes des systèmes d'EFP, dans

16), 17) et article 1^{er} 'Objectif et champ d'application' – La FEF doit « contribuer, dans le contexte des politiques de l'Union en matière de relations extérieures, à l'amélioration du développement du capital humain » (article 1 paragraphe 1) c'est-à-dire « un travail qui contribue au développement des qualifications et des compétences individuelles tout au long de la vie, par l'amélioration des systèmes d'enseignement et de formation professionnels » (article 1 paragraphe 2). Dans cette perspective la Fondation « peut apporter une assistance aux pays partenaires comme suit :...f) en renforçant la capacité d'adaptation des travailleurs, notamment par une participation accrue à l'éducation et à la formation dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie ; g) en concevant, en introduisant et en mettant en œuvre des réformes des systèmes d'enseignement et de formation, afin de développer l'employabilité et l'adéquation au marché du travail »

¹⁸³⁹ La refonte s'est effectuée par un règlement fondé sur l'article 150 TCE, notamment l'alinéa 3, alors qu'à l'origine le règlement portant création de l'ETF se basait sur l'article 308 TCE.

¹⁸⁴⁰ Article 1^{er} paragraphe 2 du règlement (CE) n°1339/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte), JO L34 du 31 décembre 2008, p82-93

¹⁸⁴¹ Article 2 'Fonctions' du règlement (CE) n°1339/2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation, op.cit. - la fonction de l'ETF vise à « a) fournir des informations, des analyses et des conseils stratégiques sur des questions de développement du capital humain dans les pays partenaires ; b) promouvoir la connaissance et l'analyse des besoins en matière de compétence sur le marché du travail national et local ; c) soutenir les parties prenantes concernées dans les pays partenaires pour créer des capacités en matière de développement du capital humain ; d) favoriser l'échange d'informations et d'expériences entre les donateurs engagés dans la réforme du développement du capital humain dans les pays partenaires ; e) soutenir la fourniture de l'aide communautaire aux pays partenaires dans le domaine du développement du capital humain ; f) diffuser des informations et encourager la création de réseaux ainsi que l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière de développement du capital humain, tant entre l'Union et les pays partenaires qu'entre pays partenaires ; g) concourir, à la demande de la Commission, à analyser l'efficacité globale de l'aide à la formation

le cadre du processus d'élargissement¹⁸⁴², de la politique européenne de voisinage¹⁸⁴³, du partenariat UE-Russie et de la coopération au développement de l'UE avec les pays d'Asie centrale¹⁸⁴⁴. Selon une approche 'sur mesure', la Fondation conseille le pays partenaire en vue d'une exploitation optimale du potentiel de ses ressources humaines, par le biais de synthèses analytiques et de rapports d'évaluation, et propose son aide financière et son expertise « en matière de planification, de conception, de mise en œuvre, d'évaluation et de révision des politiques fondées sur des données probantes dans le cadre d'une réforme de l'enseignement et de la formation professionnels (tant de base que continus) »¹⁸⁴⁵. Elle soutient dans ce cadre des projets divers liés à « l'éducation et de formation tout au long de la vie, l'employabilité et la compétitivité, la formation des enseignants, l'assurance qualité, l'égalité d'accès des femmes et des groupes minoritaires, le cadres de certifications professionnelles, la formation à l'esprit d'entreprise, aux compétences pour réduire la pauvreté, aux technologies dans l'apprentissage, la gouvernance et la transparence, aux profils de compétences des migrants »¹⁸⁴⁶ dans les pays voisins de l'UE.

760. Conformément aux politiques de l'UE en matière de relations extérieures, la FEF maximise l'investissement dans la réforme des systèmes d'EFP des pays partenaires, en favorisant l'approche holistique de l'EFP, ainsi que l'évaluation qualitative et l'appropriation de la réforme par le pays concerné, comme l'illustre le processus de Turin fondé sur une approche participative (a) et l'étude du programme de travail 2014 de la FEF (b).

a)Le processus de Turin

761. Afin d'impliquer les pays partenaires dans les réformes d'EFP, la Fondation a lancé en 2010 le processus de Turin, inspiré de la politique 'Education et formation 2020' et des processus d'évaluation des politiques au niveau de l'Union européenne, afin de les aider à élaborer des politiques d'enseignement et de formation professionnels « fondées sur des faits probants, en vue d'améliorer la contribution de l'EFP au développement durable, et

octroyée aux pays partenaires ; h) entreprendre d'autres tâches convenues par le conseil de direction et la Commission, dans le cadre général du présent règlement. »

¹⁸⁴² Pays en voie d'adhésion : Albanie, ancienne république yougoslave de Macédoine, Bosnie et Herzégovine, Croatie, Kosovo, Monténégro, Serbie et Turquie

¹⁸⁴³ Pays voisins : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Cisjordanie et bande de Gaza, Egypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Moldavie, Syrie, Tunisie et Ukraine

¹⁸⁴⁴ Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan

¹⁸⁴⁵ Programme de travail 2012 de l'ETF

[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/\\$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf)

¹⁸⁴⁶ www.etf.europa.eu

notamment à la compétitivité et la cohésion sociale »¹⁸⁴⁷. Fixant des priorités communes de réformes de l'EFP¹⁸⁴⁸, ce processus participatif repose sur le consensus et l'échange de bonnes pratiques. Il vise à effectuer, tous les deux ans, une analyse exhaustive des systèmes et des politiques d'EFP d'un pays donné, sur la base de données factuelles, afin de faire le point sur les progrès accomplis dans la politique d'enseignement et de formation professionnels. La FEF soutient les pays participants dans la collecte d'informations et promeut le dialogue politique, notamment dans le cadre de l'initiative 'Torinet', lancée en 2011 afin de « consolider les capacités des pays partenaires pour le déploiement systématique d'approches fondées sur des faits probants tout au long du cycle politique de l'EFP »¹⁸⁴⁹.

762. Le pragmatisme de ce processus constitue sa force, d'une part, parce qu'il repose sur l'évaluation de données factuelles par le biais d'indicateurs clairs et consensuels, d'autre part, parce qu'il repose sur l'appropriation ce qui favorise une participation large des pays

¹⁸⁴⁷ Déclaration de Turin du 11 mai 2011 « Processus de Turin : apprendre sur la base de données probantes » adoptée à l'occasion de la Conférence internationale de haut niveau réunissant les représentants des pays partenaires de l'ETF, des pays membres de l'Union européenne (UE) et organisations internationales sur le thème du renforcement du cycle des politiques d'enseignement et de formation professionnels (EFP) sur des données probantes -« les priorités politiques suivantes ont été confirmées lors de la conférence: assurer la pertinence de l'offre des compétences et l'amélioration de l'employabilité; fournir une approche intégrée, selon un principe d'apprentissage tout au long de la vie, à la demande d'éducation et de formation; soutenir le rôle, en cours d'évolution, des enseignants et formateurs et des gestionnaires des institutions de formation; améliorer les possibilités d'accès à la formation pour tous; investir dans la qualité et l'amélioration de l'attractivité de l'EFP; renforcer la gouvernance inclusive et participative à tous les niveaux, notamment par la coopération entre monde de l'enseignement et monde des affaires, et un dialogue social renforcé; stimuler la créativité et l'innovation notamment via l'apprentissage entrepreneurial. »

[http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/A333D0DF2F18D7ACC12578AF0030B6B6/\\$file/FINAL%20DEC_FR%20-%20260511.pdf](http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/A333D0DF2F18D7ACC12578AF0030B6B6/$file/FINAL%20DEC_FR%20-%20260511.pdf)

¹⁸⁴⁸ « Les principales priorités issues du processus de Turin (présentées dans la déclaration adoptée lors de la conférence 2011 du processus de Turin et à plusieurs niveaux impliquant les autorités régionales et locales, les organisations de partenaires sociaux et les représentants de la société civile) sont: Rendre l'employabilité des jeunes et la mise à disposition des compétences plus pertinentes, notamment en mettant en correspondance la mise à disposition des compétences et les besoins du marché du travail en matière de compétences, en particulier dans les PME et le secteur informel; Répondre de manière intégrée à la demande sociale d'enseignement et de formation; Intégrer les politiques d'EFP aux politiques d'enseignements général et supérieur pour rendre le processus d'enseignement et de formation plus efficace, pour améliorer la rentabilité de l'enseignement et en augmenter l'attrait; Garantir des opportunités de formation égales pour tous (les adultes, les femmes, les groupes vulnérables), notamment des mesures stratégiques pour l'apprentissage des adultes, l'accès des femmes et des programmes ciblés pour les groupes vulnérables; Définir une gouvernance inclusive ; promouvoir l'éducation à l'esprit d'entreprise pour garantir les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de mesures politiques innovantes; Renforcer des approches politiques basées sur l'expérience dans l'ensemble du cycle politique de l'EFP, de la formulation à l'adoption, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. » in Programme de travail 2012 de l'ETF

[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/\\$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf)

¹⁸⁴⁹ L'initiative Torinet de la Fondation se base « sur trois courants du travail de l'ETF: l'approche en matière d'apprentissage des politiques pour soutenir les pays partenaires pour l'élaboration de leurs politiques et stratégies d'EFP; l'approche du processus de Turin en tant qu'outil participatif pour l'évaluation des systèmes d'EFP et politique; et l'utilisation de l'expérience passée de l'ETF pour faciliter la création de connaissances et de données pour l'élaboration de politiques (courtage observatoire et actions de déclaration de l'ETF). » www.etf.europa.eu

partenaires. La limite du processus réside dans la difficulté des pays partenaires à récolter et utiliser des faits probants en matière d'élaboration des politiques d'enseignement et de formation professionnels. C'est pourquoi la FEF a fixé comme principal objectif de ce processus pour la période 2014-2017, le soutien au renforcement des capacités des pays partenaires à fournir des faits probants¹⁸⁵⁰.

b) Les objectifs prioritaires du programme de travail de la FEF pour l'année 2014

763. Le programme de travail de la FEF¹⁸⁵¹ pour 2014-2017 détermine les lignes directrices des travaux de la FEF et planifie sa contribution au développement du capital humain par le biais d'une approche multidimensionnelle, à la fois géographique, fonctionnelle et thématique. La FEF ventile ainsi son aide, d'une part, par programme thématique, d'autre part, par région en ciblant son intervention sur les activités régionales qu'elle estime prioritaires, en fonction de l'engagement actif du pays partenaire, en matière de développement du capital humain et de l'intérêt porté par les bailleurs de fonds, principalement par l'UE, au développement du capital humain dans le cadre de leur coopération avec le pays partenaire.

764. La FEF poursuivra pour cette nouvelle période sa mission de développement et de partage d'instruments d'évaluation pertinents au renforcement des capacités des pays partenaires, pour l'élaboration de politiques d'EFP basées sur des faits probants et l'implication des partenaires sociaux et des institutions publiques et privées. Dans cet objectif le processus de Turin représente un instrument efficace pour favoriser les analyses stratégiques général de l'EFP par pays, par le biais d'évaluations avec pilotage de l'ETF, d'autoévaluations et d'évaluations par les pairs¹⁸⁵². Elle adopte l'aide apportée en fonction des

¹⁸⁵⁰ La FEF considère que « le principal défi que doit relever le processus de Turin est la capacité toujours limitée de la plupart des pays partenaires à produire et utiliser des faits probants dans l'élaboration de politiques en matière d'EFP. C'est la raison pour laquelle le processus de Turin favorise des actions de renforcement des capacités (au moyen du projet Torinet), notamment une année sur deux, entre chaque cycle. Mais l'application du processus de Turin en lui-même, avec le soutien apporté par l'ETF aux pays, représente une possibilité unique pour sensibiliser sur l'importance des faits probants dans l'élaboration des politiques et pour créer, ce faisant, de plus grandes capacités » - extrait du « Programme de travail 2014 de l'ETF »

[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/9642eb4a550ff99bc1257c4600341a0f/\\$FILE/GB13DEC009_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/9642eb4a550ff99bc1257c4600341a0f/$FILE/GB13DEC009_FR.pdf)
(119p)

¹⁸⁵¹ Ibid

¹⁸⁵² Ibid., « Dans le cadre de cette vision, le processus de Turin 2014 poursuivra les objectifs suivants: améliorer l'utilisation des faits probants disponibles dans les pays pour appliquer de manière différenciée l'analyse, définir les priorités et choisir les options stratégiques, mettre davantage l'accent sur les états d'avancement élaborés depuis 2012, en accordant une attention particulière aux domaines d'action dans lequel chaque pays a un intérêt principal, y compris ceux qui sont aidés par l'ETF, créer les conditions favorables à une analyse comparative initiale pour les pays intéressés (en particulier les pays candidats, mais pas seulement), renforcer l'adhésion nationale au processus et la participation des parties prenantes pertinentes, continuer à renforcer les compétences

difficultés régionales rencontrées, qu'il s'agisse du développement de l'éducation inclusive pour les pays en voie d'adhésion ou du renforcement de l'employabilité dans les pays voisins, et tient compte également des spécificités nationales. Son aide peut ainsi cibler par pays sur un thème principal tel que l'amélioration des capacités à fournir des données probantes en matière d'EFP, le développement des ressources humaines notamment par la formation des enseignants, ou la promotion d'outils de certifications.

765. La modernisation des systèmes d'enseignement et de formation professionnels reste un objectif fondamental du nouveau programme de travail pour la période 2014-2017 que la FEF poursuivra par la promotion dans les pays partenaires de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, la gouvernance à plusieurs niveaux et le développement de l'assurance qualité. La FEF souhaite également améliorer dans son nouveau programme de travail 2014 la pertinence de l'EFP par rapport aux exigences du marché du travail en s'intéressant à des domaines thématiques de travail comme « les qualifications et les systèmes de certification, l'apprentissage et l'enseignement dans l'EFP, la qualité dans l'EFP, l'emploi et l'employabilité, le rapport entre les compétences d'une part et la migration et la mobilité d'autre part, l'éducation à l'esprit d'entreprise et les compétences entrepreneuriales. »¹⁸⁵³

2. La FEF, un expert au service de la Commission

766. La FEF est un centre international d'expertise prodiguant une assistance précieuse aux pays partenaires et aux institutions de l'UE, sur des aspects politiques et économiques, régionaux et nationaux spécifiques, notamment en matière de formation professionnelle, de promotion de l'éducation inclusive et d'implication des entreprises dans la réforme des systèmes d'EFP. Elle concourt à la mise en place technique de projets de développement, d'une part, auprès des pays partenaires, dans le cadre de la réforme de leurs systèmes d'EFP, sachant que sa contribution couvre l'ensemble du cycle de projet, de la sélection, à la gestion et au suivi des contrats, en fournissant notamment un support administratif général, d'autre part, auprès de l'EACEA¹⁸⁵⁴ et de la Commission, notamment en appuyant les initiatives des DG de la Commission, telle que par exemple la « la DG Entreprise concernant l'éducation à l'esprit d'entreprise et les qualifications entrepreneuriales à l'intention du groupe de travail de

pour mener une analyse stratégique fondée sur des faits probants et élaborer des politiques en impliquant les dirigeants politiques, qui représentent les institutions législatives et exécutives et la société civile, ainsi que les membres des réseaux politiques aux différentes étapes des cycles politiques. »

¹⁸⁵³ Ibid., voir également en complément le document « Perspectives à moyen terme de l'ETF 2014-2017 » [http://www.etf.europa.eu/wpudocs.nsf/0/234BE4DC7575AE5EC1257C2E0058B26C/\\$File/GB13DEC008_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpudocs.nsf/0/234BE4DC7575AE5EC1257C2E0058B26C/$File/GB13DEC008_FR.pdf)

¹⁸⁵⁴ Ibid., p64

la coopération industrielle euro-méditerranéenne »¹⁸⁵⁵. Les DG et les délégations de l'UE formulent ainsi de nombreuses demandes d'appui¹⁸⁵⁶ auprès de la Fondation, du fait de son expérience technique. L'importance des échanges qu'elles entretiennent avec la Fondation se justifie également par les liens organiques étroits que celle-ci entretient avec la Commission.

767. Bien que dotée de la personnalité juridique, la FEF est, par sa structure, fortement liée à la Commission. En effet, le directeur général de la DG Education et Culture préside le Conseil de direction de la FEF, composé de surcroît de trois représentants de la Commission¹⁸⁵⁷. La Commission prend également une part active à l'élaboration du programme de travail pluriannuel de la FEF¹⁸⁵⁸ et finance en majeure partie le budget de la Fondation, sachant qu'un tiers maximum de ce budget est financé par d'autres organismes et que la fiabilité des comptes de la FEF est régulièrement examinée par la Cour des comptes¹⁸⁵⁹.

768. Les lignes d'action de la Fondation sont ainsi déterminées en prenant en considération les priorités de l'UE dans ses relations extérieures, notamment en fonction de l'importance que l'UE accorde au développement du capital humain dans le pays partenaire et la région concernée. Elles prennent également en compte le lien entre les politiques internes de l'UE et ses politiques en matière de relations extérieures et d'EFP, afin d'assurer la cohérence de

¹⁸⁵⁵ http://www.enpi-info.eu/mainmed.php?lang_id=450&searchtype=simple&id=21521&id_type=1

¹⁸⁵⁶ « En 2006, la Fondation a par exemple reçu 97 nouvelles demandes d'appui de la Commission, soit « délégations (38%), d'AIDCO (21%), de la DG EAC (16%), suivi par les DG ELARG et EAR (7%), de la DG RELEX (5%) et la DG EMPLOI (5%)...les demandes les plus fréquentes concernent l'appui en matière de programmation, le suivi des politiques et les contributions à la préparation des instruments européens de voisinage, l'identification de projets et leur suivi » in Rapport du 27 septembre 2007 sur les comptes annuels de la Fondation européenne pour la formation relatifs à l'exercice 2006 accompagné des réponses de la Fondation JO C309 du 19 décembre 2007, p122-127

¹⁸⁵⁷ Article 7 'Conseil de direction' du règlement (CE) n°1339/2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation, op.cit. - « 1. La Fondation a un Conseil de direction composé d'un représentant de chaque Etat membre, de trois représentants de la Commission ainsi que de trois experts sans droit de vote nommés par le Parlement européen. En outre trois représentants des pays partenaires peuvent participer aux réunions du conseil de direction en qualité d'observateurs. Les représentants peuvent être remplacés par des suppléants qui sont nommés en même temps qu'eux. 2. Les Etats membres et la Commission nomment chacun leurs propres représentants et leurs suppléants au sein du conseil de direction. Les représentants des pays partenaires sont nommés par la Commission parmi les personnes figurant sur une liste de candidats proposée par ces pays et sur la base de leur expérience et de leur expertise dans les domaines d'activité de la Fondation...3 La durée du mandat des représentants est de cinq ans...renouvelable une fois...4. Le Conseil de direction est présidé par un des représentants de la Commission... » - En outre, le Service européen pour l'action extérieure et d'autres DG de la Commission européenne participent en tant qu'observateurs.

¹⁸⁵⁸ Ibid., article 12 paragraphe 2 « le programme de travail pluriannuel est élaboré dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel de quatre ans, en coopération avec les services de la Commission et compte tenu des priorités des relations extérieures avec les pays et les régions concernées et sur la base de l'expérience acquise en matière d'éducation et de formation au sein de la Communauté. »

¹⁸⁵⁹ Voir par exemple le rapport du 27 septembre 2007 sur les comptes annuels de la Fondation européenne pour la formation relatifs à l'exercice 2006 accompagné des réponses de la Fondation JO C309 du 19 décembre 2007 p122-127

l'assistance technique qu'elle prodigue avec les objectifs internes et externes de l'UE¹⁸⁶⁰. En ce sens, elle peut également « conclure des accords de coopération avec d'autres organismes compétents actifs dans le domaine du développement des ressources humaines au sein de l'UE et dans le Monde »¹⁸⁶¹, tel que le CEDEFOP dans le cadre d'un programme de travail annuel commun, notamment en matière de coopération sur la dimension externe du cadre européen des certifications et pour le développement de la plateforme des qualifications. Ils échangent également des informations et des bonnes pratiques sur des sujets politiques et opérationnels liés à l'UE et aux pays tiers partenaires, et déterminent en commun des thèmes spécifiques, tels que, pour 2012, l'orientation tout au long de la vie, les rapports sur les politiques d'EEP ou l'influence des migrations sur les compétences...

B/L'institutionnalisation de la promotion internationale de l'excellence européenne en matière d'enseignement et de formation professionnelle : le CEDEFOP et l'EIT

769. « Compte tenu de la concurrence mondiale grandissante et du défi démographique auquel notre continent doit faire face, la croissance économique et l'emploi futurs en Europe viendront de plus en plus de grandes innovations en matière de produits, de services et de modèles d'entreprise ainsi que de la capacité à favoriser l'épanouissement des talents, à les attirer et à les retenir. Même s'il existe des exemples de réussite en Europe, en moyenne, les États membres de l'UE sont à la traîne par rapport aux leaders mondiaux de l'innovation. En outre, l'Union européenne doit soutenir la concurrence accrue que lui livrent les nouveaux centres d'excellence situés dans des économies émergentes dans la chasse aux talents »¹⁸⁶². Partant de ce constat, la stratégie de l'UE « Europe 2020 » pour une croissance économique intelligente, durable et inclusive par la connaissance et l'innovation, vise à atteindre un taux d'emploi de 75 %, dans les États membres de l'UE, afin de faire face à la concurrence et proposer des biens et des services de haute qualité. Cet objectif ne pourra être atteint que par un renforcement conséquent des compétences des travailleurs européens et de l'attractivité du marché de l'emploi européen.

¹⁸⁶⁰ Programme de travail 2012 de l'ETF

[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/\\$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf)

¹⁸⁶¹ Accord adopté par le Conseil de direction sur la base d'un projet présenté par le directeur après avis de la Commission en conformité avec le droit communautaire in article 43 alinéa 3 de la proposition de règlement du Parlement et du Conseil portant création de la Fondation européenne pour la formation (refonte), 1360/90, 2007/0163 (COD) Bruxelles le 25 juillet 2007, COM (2007)443 final

¹⁸⁶² Annexe PSI - Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant le programme stratégique d'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT): la contribution de l'EIT à une Europe plus innovante Bruxelles, le 30 novembre 2011, COM(2011)822, 2011/0387(COD) SEC(2011)1433, SEC(2011) 1434

770. Instruments indispensables de consolidation des compétences nécessaires à l'exercice des emplois d'aujourd'hui et de demain, les systèmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) des Etats membres font ainsi l'objet de réformes, contribuant à la consolidation de la qualité de l'EEER. Les Etats membres de l'UE, les pays candidats à l'adhésion et les pays associés bénéficient dans ce contexte de l'expertise d'une agence de l'UE spécialisée, le Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle (CEDEFOP) diffusant les bonnes pratiques et proposant son savoir technique aux pays partenaires (1). Le renforcement de l'attractivité de l'EEER nécessite également la promotion internationale d'organismes d'enseignement supérieur et de recherche européens d'excellence et la consolidation des relations entre le monde universitaire et l'entreprise. La mise en place de l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT)¹⁸⁶³ contribue à la consécration d'un label européen garantissant la qualité de diplômes européens de haut niveaux, ouverts aux étudiants étrangers talentueux et aux partenaires internationaux, et participe ainsi à l'affirmation d'un EEER reconnu mondialement pour son excellence (2).

1. LE CEDEFOP

771. Le CEDEFOP¹⁸⁶⁴ participe à la politique de formation professionnelle de l'UE par la promotion de la coopération transnationale au sein de l'UE¹⁸⁶⁵. Créé en 1975, sur le fondement des articles 235 TCEE, 128 TCEE et 118 TCEE¹⁸⁶⁶, le CEDEFOP contribue, par son activité scientifique et technique à la promotion de la formation professionnelle, en assistant la Commission, les États membres de l'Union européenne, les pays candidats et associés (Norvège, Islande), ainsi que les partenaires sociaux, dans l'élaboration des politiques européennes adéquates en matière d'EFP. Favorisant l'échange d'informations, ainsi que la diffusion de bonnes pratiques, il permet une approche concertée des enjeux de la formation professionnelle, notamment en favorisant la reconnaissance mutuelle des certificats et la mise en place d'outils européens communs. Par ses analyses comparatives, de niveau

¹⁸⁶³ Créé par le règlement (CE) 294/2008 du 11 mars 2008, JO L97/1 du 9 avril 2008 « dans le but de contribuer à une croissance économique et une compétitivité durables en renforçant la capacité d'innovation de l'Union européenne et de ses Etats membres par la pleine intégration du triangle de la connaissance. »

¹⁸⁶⁴ Règlement (CEE) n°337/75 du Conseil du 10 février 1975 portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP) JO L39 du 13 février 1975 p1 (dernière modification règlement (CE) n°2051 du Conseil du 25 octobre 2004, JO L355 du 1^{er} décembre 2004 p1) ; voir sites du Village européen de la formation (ETV) www.trainingvillage.gr et du CEDEFOP www.cedefop.eu.int

¹⁸⁶⁵ Voir notamment point [10] de l'article 3 paragraphe 2 de la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n°337/75 portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle COM(2003)854 final, CNS 2003/0334 du 8 janvier 2004 (base : 308 TCE)

¹⁸⁶⁶ Règlement (CEE) n°337/75 du Conseil portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, op.cit.

international¹⁸⁶⁷, et son expertise, il fournit des conseils techniques de qualité pour améliorer les politiques d'EFP, en interprétant les tendances européennes et les défis à relever en la matière et en évaluant les bénéfices de l'EFP. Il s'est fixé comme priorités pour la période 2012-2014 de soutenir la modernisation des systèmes d'EFP, notamment l'EFP continue des adultes et basée sur le travail, d'analyser les compétences et les besoins de compétences pour informer l'EFP et d'assurer la continuité du travail du CEDEFOP par une flexibilité accrue qui répond aux besoins changeants. En 2011, le CEDEFOP s'est ainsi fixé pour objectif d'intensifier « ses efforts pour harmoniser son travail sur les compétences et les qualifications en intégrant ses différents projets et domaines de recherche »¹⁸⁶⁸ et d'« engager au mieux son expertise pour continuer de soutenir l'UE, les Etats membres et les partenaires sociaux dans la poursuite du développement d'un EFP européen capable de promouvoir l'excellence et l'inclusion sociale en mettant à la disposition les connaissances, les qualifications et les compétences nécessaires à l'avenir de l'Europe »¹⁸⁶⁹.

772. Dans cet objectif, le CEDEFOP s'est engagé à actualiser ses prévisions de l'offre et des besoins de compétences tous les deux ans, et à anticiper les besoins sectoriels de compétences, notamment dans le cadre d'un réseau Skillsnet plus étendu à partir de 2011¹⁸⁷⁰, par le biais d'enquêtes diligentées auprès des employeurs européens et par l'établissement d'un répertoire des qualifications axées sur la promotion du développement durable. Il contribue également au renforcement de la cohérence de la stratégie de l'UE en matière d'éducation, d'une part, en étudiant les liens étroits entre EFP et enseignement supérieur, notamment les passerelles entre la filière générale et la filière professionnelle, d'autre part, en participant à l'élaboration de nouveaux indicateurs et à l'application cohérente des divers instruments européens communs mis en place dans le cadre de l'EEER à l'EFP, tels que le système européen des crédits d'apprentissage, Europass, l'assurance qualité et le cadre européen des certifications.

773. En tant qu'agence décentralisée de l'UE, le CEDEFOP est doté d'une personnalité juridique propre, et entretient une relation étroite avec la Commission qui lui apporte son

¹⁸⁶⁷ Voir par exemple CEDEFOP « Linking credit systems and qualifications frameworks : an international comparative analysis », OPUE 2010, www.cedefop.europa.eu/EN/Files/5505_en.pdf

¹⁸⁶⁸ Extrait du Programme de travail 2011 du CEDEFOP, OPUE, isbn 978-92-896-0670-7, p8

¹⁸⁶⁹ Ibid., p10

¹⁸⁷⁰ Créé en 2004 le réseau Skillsnet du CEDEFOP rassemble des experts du monde entier afin d'identifier les besoins de compétences et les prévisions de compétences.

soutien en matière d'élaboration et d'exécution des projets¹⁸⁷¹. Sa composition démontre de surcroît l'imbrication étroite des moyens institutionnels, dans la mesure où son comité directeur est composé de représentants des Etats membres, d'un membre de la Commission ainsi que de représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs.

774. Dans le cadre de sa mission, le CEDEFOP entretient également des relations avec les organismes privés et publics internationaux spécialisés en matière de formation professionnelle, ainsi qu'avec la Fondation européenne pour la formation en ce qui concerne l'action d'EFOP en matière de relations extérieures. Dans le respect de leur mandat respectif, le CEDEFOP et la FEF travaillent en synergie et partagent leur expériences et bonnes pratiques susceptibles d'orienter les pays candidats et les pays voisins quant au développement de leurs politiques d'EFOP¹⁸⁷². Ils élaborent également des projets conjoints dans le cadre du programme Education et Formation 2020 afin de promouvoir la coopération européenne en matière d'EFOP. Le CEDEFOP participe ainsi dans le cadre d'une action conjointe à la promotion internationale du cadre européen des certifications¹⁸⁷³ dans la mesure où la mise en place de cadres nationaux de certifications est un enjeu mondial sachant qu'en 2013, 142 Etats ont mis en place de tels cadres¹⁸⁷⁴. « En 2014 le CEDEFOP examinera la manière dont les CNC [cadres nationaux de certifications] influent sur les politiques nationales »¹⁸⁷⁵.

¹⁸⁷¹ Voir par exemple question écrite n°1166/96 du 15 mai 1996 des députés Yannis KRANIDIOU, Nikolaos PAPAIOYANNIS à la Commission « Situation au sein du CEDEFOP » JO C305 du 15 octobre 1996 p57 – Constatant des problèmes de fonctionnement du CEDEFOP, les parlementaires s'interrogent sur le soutien fourni à cet organisme par la Commission. La Commission répond qu'en vertu du règlement portant adoption du CEDEFOP, la Commission coopère avec ce dernier « dans les domaines de la transparence, la reconnaissance et la validation des qualifications, le suivi des tendances en matière d'emploi et de qualifications, l'information sur la formation professionnelle grâce aux synthèses de monographies nationales relatives à la situation actuelle dans les Etats membres, l'élaboration d'une classification et de statistiques sur l'éducation et la formation professionnelle, la qualité de la formation professionnelle, la préparation d'un rapport communautaire et la diffusion d'un bulletin communautaire sur la formation professionnelle, et l'organisation d'un programme communautaire de visites d'études destinées aux spécialistes de la formation professionnelle. La Commission participe non seulement à l'élaboration des projets du CEDEFOP, mais aussi à leur exécution, elle est également active au sein des réseaux permanents du CEDEFOP... Sur la base d'un projet soumis par le directeur, le conseil d'administration arrête le programme de travail annuel en accord avec la Commission. Dès lors les membres de la Commission siégeant au conseil d'administration examinent et discutent de l'importance des études et des projets de recherche proposés... La Commission a déjà indiqué lors de la dernière réunion du conseil d'administration (mars 1996) les principaux domaines d'action dans lesquels le CEDEFOP devrait selon elle contribuer à la mise en œuvre de la politique communautaire de formation professionnelle. En outre la Commission entend exprimer son opinion sur le programme des priorités à moyen terme... »

¹⁸⁷² Voir p73 du Programme de travail du CEDEFOP 2014, isbn 978692-896-1612-6 (85p)

¹⁸⁷³ Ibid., voir également travaux du CEDEFOP « International Qualifications » ; OPUE 2012 Luxembourg, isbn 978-92-896-1117-6 cedefop.europa.eu/EN/Files/4116_en.pdf (98p)

¹⁸⁷⁴ Note d'information du CEDEFOP « Au carrefour de l'apprentissage et de l'employabilité – réalisations du CEDEFOP en 2013 et activités prévues pour 2014 », janvier 2014, issn 1831-2438 (4p)

¹⁸⁷⁵ Ibid.

2. L'EIT, « étendard européen de l'excellence en matière de recherche, d'enseignement et d'innovation »¹⁸⁷⁶

775. Mis en place dans l'objectif de renforcer l'intégration du triangle de la connaissance, à savoir des secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, l'EIT¹⁸⁷⁷ contribue à la consolidation des relations entre le monde universitaire et les entreprises par l'intégration, dans une structure permanente et stratégique, de « communautés de la connaissance et de l'innovation » (CCI)¹⁸⁷⁸. « Partenariats autonomes et axés sur l'excellence, regroupant des établissements d'enseignement supérieur, des instituts de recherche, des entreprises et d'autres parties prenantes sous la forme de réseaux stratégiques viables et autofinancés à long terme dans le domaine de l'innovation »¹⁸⁷⁹, les CCI sont sélectionnées sur des critères d'excellence et selon une procédure ouverte, concurrentielle et transparente. Elles offrent aux partenaires concernés l'opportunité d'être impliqués dans des programmes de pointe, avec des capacités de recherche et de développement renforcés, et un soutien financier, lié notamment à la mutualisation des coûts et à la réalisation d'économies d'échelle.

776. Lancé pour une durée de 12 ans, l'ICT Labs¹⁸⁸⁰ est par exemple une CCI sélectionnée par l'EIT, afin d'accélérer l'innovation en Europe dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans le cadre de ce centre d'excellence, réunissant des établissements d'enseignement supérieur, des instituts de recherche et des entreprises de premier plan répartis dans six pays¹⁸⁸¹, l'Université Pierre et Marie Curie, l'Université Paris-Sud, l'Université de Rennes 1, Télécom Bretagne et l'Université Nice Sophia Antipolis, en partenariat avec 14 universités européennes réunies au sein de l'EIT ICT

¹⁸⁷⁶ Flyer présentatif « L'EIT : L'étendard européen de l'excellence en matière de recherche, d'enseignement et d'innovation » ; site eit.europa.eu - Coordination générale : Direction générale de l'éducation et de la culture, Services associés : Direction générale de la recherche, Direction générale des entreprises et de l'industrie

¹⁸⁷⁷ Créé par le règlement (CE) n°294/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 portant création de l'Institut européen d'innovation et de technologie, JO L97/1 du 9 avril 2008, « dans le but de contribuer à une croissance économique et une compétitivité durables en renforçant la capacité d'innovation de l'Union européenne et de ses Etats membres par la pleine intégration du triangle de la connaissance. »

¹⁸⁷⁸ Les communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) sont axées sur des domaines prioritaires ayant des répercussions majeures sur la société et rassemblent différents types de spécialistes qui travaillent en équipes dans 17 sites, dits «centres de co-implantation», situés aux quatre coins de l'Europe; qui mettent en œuvre des projets, programmes d'enseignement, et systèmes de financement. Les CCI actuelles (en 2011) concernent : le changement climatique et son atténuation (CCI «Climate»), l'énergie durable (CCI «InnoEnergy») et les technologies de l'information et de la communication (CCI «ICT Labs»). Chaque CCI sera établie pour une période de 7 à 15 ans. Deux nouvelles CCI vont être créées axées sur « l'innovation en faveur d'une vie saine et d'un vieillissement actif et sur les matières premières » (voir communiqué de presse du 14 février 2014 de la Commission européenne « De nouvelles possibilités de collaboration avec l'Institut européen d'innovation et de technologie »)

¹⁸⁷⁹ Règlement (CE) n°294/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008, op.cit.

¹⁸⁸⁰ http://eit.ictlabs.eu/fileadmin/files/docs/Annual-Report/EIT-ICT-Labs_Anuual-Report_2011_read-booklet.pdf

¹⁸⁸¹ Allemagne, Finlande, France, Italie, Suède et Pays-Bas

Labs, ont dès septembre 2012 proposé trois programmes de masters¹⁸⁸², combinant « une formation scientifique et technique d'excellence et une formation internationale de haut niveau en innovation et entrepreneuriat avec des stages obligatoires pour les étudiants »¹⁸⁸³, qui se verront délivrer un double diplôme de master délivré par les universités partenaires.

777. S'affirmant comme « une référence mondiale en tant qu'organisme d'excellence dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation »¹⁸⁸⁴, l'EIT promeut une culture de l'entrepreneuriat et élabore des programmes de master ou de doctorat avec les trois CCI et leurs partenaires, afin de « créer un label d'excellence EIT pour les établissements européens d'enseignement supérieur, qui distinguera les cours EIT qui sont à la pointe du progrès, fournissent des résultats de grande qualité et sont innovants »¹⁸⁸⁵. Un des critères d'obtention du label EIT repose sur l'organisation de la mobilité internationale, de la dimension européenne et de l'ouverture sur le monde du diplôme visé, qui doit « permettre la mobilité transfrontière sur le fondement des instruments européens de reconnaissance des diplômes et des qualifications, tel l'ECTS ; promouvoir la mobilité du groupe enseignants et des professionnels ; favoriser une culture de la qualité par la mise en œuvre d'évaluations internes et externes conformément au système européen d'assurance qualité ; se baser sur une stratégie globale de coopération impliquant le recrutement d'étudiants, d'enseignants et de professionnels à l'échelle internationale et promouvoir le label européen dans le monde. »¹⁸⁸⁶.

778. L'EIT participe ainsi au développement du volet externe de la politique éducative de l'UE, en contribuant à la promotion de l'attractivité internationale de l'EEER, par le renforcement de la compétitivité et de l'excellence des universités européennes. Il favorise en effet l'imbrication des secteurs de la recherche et de l'innovation et des politiques et programmes d'éducation, notamment par le biais des « nouveaux diplômes transdisciplinaires et interdisciplinaires qu'il estampille, l'EIT est à la tête d'un mouvement collaboratif évoluant vers un enseignement axé sur l'innovation, qui a des retombées évidentes sur le programme européen plus large de modernisation des établissements d'enseignement supérieur et

¹⁸⁸² Les trois programmes sont 'Human Computer Interaction and Design', 'Internet Technology' and 'Architecture and Distributed Systems and Services' <http://www.masterschool.eitctlabs.eu/about/>

¹⁸⁸³ Site unice

¹⁸⁸⁴ Article 5 g) du Règlement (CE) n°294/2008, op.cit.

¹⁸⁸⁵ Flyer présentatif « L'EIT : L'étendard européen de l'excellence en matière de recherche, d'enseignement et d'innovation »

¹⁸⁸⁶ [Eit.europa.eu/education/eit-labelled-programmes/](http://eit.europa.eu/education/eit-labelled-programmes/)

participe ainsi à l'instauration de l'Espace européen de l'enseignement supérieur »¹⁸⁸⁷. Afin de favoriser l'attractivité internationale de l'EEER, l'EIT s'est également fixé pour objectif « d'attirer des organisations partenaires, des chercheurs et des étudiants de toutes les régions du monde, notamment en favorisant leur mobilité, et de coopérer avec des organismes de pays tiers »¹⁸⁸⁸. Pour ce faire, il est envisageable de permettre la participation d'organisations partenaires de pays tiers à la CCI¹⁸⁸⁹.

779. Organisme décentralisé de l'UE, l'EIT est doté de la personnalité juridique, conformément à l'article 11 du règlement du 11 mars 2008, et dispose de ce fait d'une réelle autonomie quant aux moyens et méthodes à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs prioritaires déterminés par les responsables politiques européens dans le programme stratégique d'innovation (PSI) de l'EIT pour la période 2014-2020¹⁸⁹⁰. La Commission entretient une relation étroite avec l'EIT, dans la mesure où elle peut, d'une part, nommer des observateurs pour participer aux réunions du comité directeur conformément à l'article 4 paragraphe 2 du règlement, d'autre part, faire procéder à une évaluation externe de l'EIT selon les dispositions de l'article 16 du règlement EIT. L'EIT représente en effet un outil stratégique pour la Commission, lui permettant d'orienter les projets d'excellence développés au sein des Etats membres de l'UE, de mieux maîtriser les enjeux de terrain et d'optimiser les moyens de promouvoir au niveau mondial l'excellence de l'EEER.

Paragraphe 2/ L'institutionnalisation des relations de l'UE avec ses partenaires dans le secteur éducatif

780. La texture de la politique extérieure éducative se fonde également sur la structuration des échanges développés dans le cadre des accords conclus entre l'UE et les pays tiers en matière éducative et de coopération au développement. Les conseils, mis en

¹⁸⁸⁷ Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant le programme stratégique d'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) : « la contribution de l'EIT à une Europe plus innovante » COM(2011)822 final du 30 novembre 2011 (bases : 294 TFUE et 173 TFUE)

¹⁸⁸⁸ Règlement (CE) n°294/2008, op.cit. – considérant 10

¹⁸⁸⁹ Ibid., article 7 paragraphe 1 « L'EIT sélectionne et désigne les partenariats appelés à devenir des CCI selon une procédure concurrentielle, ouverte et transparente. 4. Une CCI peut comprendre des organisations partenaires de pays tiers, sous réserve de l'approbation du comité directeur. La majorité des organisations partenaires qui forment une CCI est établie dans les États membres. Chaque CCI comprend au minimum un établissement d'enseignement supérieur et une entreprise privée. »

¹⁸⁹⁰ Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant le programme stratégique d'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT): la contribution de l'EIT à une Europe plus innovante, Bruxelles, le 30 novembre 2011, COM(2011)822, 2011/0387COD, SEC(2011)1433, SEC(2011)1434 - « Le PSI doit définir les domaines prioritaires à long terme de l'action de l'EIT et comprendre une évaluation de son incidence socio-économique et de sa capacité à apporter la meilleure valeur ajoutée en matière d'innovation. Le PSI doit prendre en compte les résultats du suivi et de l'évaluation de l'EIT. »

place dans le cadre des accords internationaux, permettent en effet un dialogue renforcé et permanent entre l'UE, le pays partenaire et les représentants de la société civile, contribuant à l'adaptation continue des objectifs prioritaires de coopération (A). La législation des assemblées parlementaires paritaires établies dans le cadre de certains accords contribue sans conteste à l'enrichissement de la coopération extérieure éducative, développée dans le cadre de l'accord, tout en renforçant de surcroît la prise en compte de la société civile dans le processus de décision (B).

A/ L'institutionnalisation des partenariats internationaux de l'UE dans le secteur éducatif

781. L'accord international est le cadre architectural privilégié de la coopération de l'UE avec les Etats tiers. Il prévoit des consultations régulières entre l'UE et ses partenaires, telles que des sommets des chefs d'Etats, des rencontres au niveau ministériel, des réunions de hauts fonctionnaires, d'experts ou de parlementaires, mais surtout un dialogue permanent au sein d'une instance créée dans le cadre de l'accord. Dénommée 'commission mixte', 'comité' ou 'conseil' d'association, de partenariat ou de coopération, l'instance établie dans le cadre de l'accord international, se compose paritairment de représentants de l'UE, de ses Etats membres ainsi que de l'Etat partenaire. Institutionnalisant le dialogue politique entre les partenaires, il a pour fonction de suivre la mise en œuvre des priorités déterminées dans l'accord et d'adapter la coopération en fonction de l'évolution des priorités du partenariat. Cette adaptation se traduit notamment par l'institution de sous-comités, travaillant sous le contrôle du conseil de partenariat, afin de renforcer la coopération sectorielle et permettre l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre experts de la Commission et des pays partenaires. Ces sous-comités fournissent des informations cohérentes sur le suivi des relations et déterminent les domaines dans lesquels le pays partenaires a besoin d'aide¹⁸⁹¹, tel que le secteur éducatif¹⁸⁹². Développant une législation riche en matière éducative, le conseil

¹⁸⁹¹ Voir par exemple décision n°1/2005 du Conseil d'association UE-Israël du 29 août 2005 portant création de sous-comités du comité d'association JO L233 du 9 septembre 2005, p34-51 - L'accord d'association UE-Israël du 29/08/2005 définit par exemple le sous-comité comme l'« enceinte de discussion, de consultation et d'évaluation. Il agit sous l'autorité du comité d'association et suivant ses instructions ; il doit lui faire rapport après chacune de ses réunions. Le sous-comité n'a aucun pouvoir de décision mais il peut soumettre des propositions au comité d'association. Le sous-comité examine la mise en œuvre de l'accord d'association et du plan d'action de la politique européenne de voisinage s'y rapportant, notamment dans les domaines énumérés ci-dessous. Il évalue les progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés ainsi qu'aux mesures définies et approuvées dans le plan d'action. Le cas échéant, il traite de la coopération dans le domaine de la fonction publique. Il examine tout problème susceptible de survenir dans les domaines recensés ci-dessous et propose des mesures possibles pour y remédier. »

¹⁸⁹² Décision n°1/2003 du Conseil d'association UE-Tunisie du 30 septembre 2003 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L311 du 27 novembre 2003, p14-23 – sous-comité n°4 'recherche et

paritaire, établi dans le cadre des accords internationaux de l'UE¹⁸⁹³, est une structure essentielle de l'édification d'une politique extérieure éducative de l'UE. Il convient d'en analyser l'importance, d'une part, dans les accords conclus par l'UE avec des pays tiers en matière d'enseignement supérieur, de formation professionnelle et de jeunesse (1), d'autre part, dans le volet éducatif des accords d'association conclus par l'UE avec les pays en développement (2). La consécration récente d'un 'dialogue politique structuré' contribue également au renforcement de l'institutionnalisation de la coopération extérieure de l'UE dans le secteur éducatif (3).

1. L'établissement de commissions mixtes dans les accords externes de l'UE en matière d'enseignement supérieur

782. Dans le cadre de sa coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur et de formation professionnelle, l'UE prévoit la mise en place de commissions ou de comités mixtes dont la fonction est de faire le point sur les activités de coopération menées dans le cadre de l'accord et proposer le cas échéant des axes d'adaptation et d'amélioration¹⁸⁹⁴.

innovation' examinant la mise en œuvre de l'accord d'association dans le secteur de l'éducation (annexe 2 – règlement intérieur n°4 point e)) ; décision n°1/2005 du Conseil d'association UE-Israël du 29 août 2005 portant création de sous-comités du comité d'association, op.cit. – sous-comité n°10 'recherche, innovation, société de l'information, éducation et culture'; décision du Comité permanent des Etats de l'AELE n°1/94/CP du 10 janvier 1994 portant adoption de son règlement intérieur JO L85 du 30 mars 1994, p72-75 - Le comité permanent des Etats AELE est assisté « dans l'accomplissement de ses tâches par cinq sous-comités permanents qui sont chargés des matières suivantes : ...d) politiques d'accompagnement et politiques horizontales telles que la recherche et développement, politique sociale, environnement, statistique, éducation... »

¹⁸⁹³Voir pour illustrer les actuels accords-cadres globaux de partenariat et de coopération, la proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part , COM(2011)117 final du 14 mars 2011 (207, 209, 218 TFUE) - article 56 'cadre institutionnel de l'accord – Comité mixte' « 1. Les parties conviennent de mettre en place, dans le cadre du présent accord, un comité mixte composé de représentants de deux parties à un niveau élevé approprié, qui se verra confier les missions suivantes : a) veiller au bon fonctionnement et à la bonne application du présent accord ; b) définir les priorités au regard des objectifs du présent accord ; c) faire des recommandations pour promouvoir les objectifs du présent accord. 2. Pour la réalisation des objectifs fixés par le présent accord, et dans les cas prévus par celui-ci, le comité mixte et le sous-comité institué par l'article 28 disposent d'un pouvoir de décision. Les décisions sont prises par consentement mutuel entre les parties, après accomplissement des procédures internes respectives nécessaires pour établir une position en la matière par les deux parties. Les décisions prises sont contraignantes pour les parties, qui sont tenues de prendre les mesures nécessaires à leur exécution. 3 Le comité mixte se réunit normalement chaque année, alternativement à Oulan-Bator et à Bruxelles, à une date fixée d'un commun accord. Des sessions extraordinaires peuvent également être convoquées d'un commun accord entre les parties. La présidence du Comité mixte est exercée alternativement par chacune des parties. L'ordre du jour des réunions du comité mixte est établi d'un commun accord entre les parties. 4. Le comité peut créer des groupes de travail spécialisés pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Ces groupes de travail présentent des rapports détaillés de leurs activités au comité mixte à chacun de ses réunions...»

¹⁸⁹⁴ Voir par exemple article 6 'Comité mixte' de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels - « 1. Il est institué un comité mixte. Celui-ci se compose d'un nombre égal de représentants de chacune des parties. 2. Le comité mixte a pour fonctions: a) de passer en revue les activités de coopération envisagées au titre du présent accord; et b) de présenter annuellement aux parties un rapport sur le niveau, l'état et l'efficacité des activités de coopération menées au titre du présent accord. 3. Le

783. Dans le cadre de l'accord organisant la coopération entre l'UE et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, la commission mixte, composée de représentants de chaque partie, se réunit par exemple tous les deux ans, alternativement dans l'Union européenne et au Canada, afin d'adopter par consensus des décisions relatives à l'état et à l'évolution de la coopération. Appréciant l'efficacité de la coopération visée par l'accord, la commission mixte propose de nouvelles approches novatrices, en suggérant par exemple l'ajout de mesures en faveur de la jeunesse. Elle participe ainsi par ses décisions à la consolidation de la coopération académique et des échanges transatlantiques entre les citoyens des deux parties. De même, le partenariat établi entre l'UE et l'Australie en matière éducative et formative, fondé sur une déclaration commune de 2007, repose sur un dialogue politique planifié, ayant notamment permis le lancement d'un projet pilote 'Tuning'¹⁸⁹⁵ visant au renforcement de la coopération en matière d'enseignement supérieur entre l'UE et l'Australie pour harmoniser les normes académiques.

2. L'institutionnalisation de la coopération sectorielle en matière éducative dans les accords d'association

784. L'association permet à l'UE et à ses pays tiers partenaires de poursuivre des objectifs sectoriels communs dans un cadre global de coopération. Le conseil d'association, composé paritairement de représentants de l'UE et des pays partenaires constitue le forum de discussion idéal à l'adaptation des axes de coopération, notamment en matière éducative, de par son ouverture à la société civile, permise par la participation des acteurs de terrain aux échanges¹⁸⁹⁶. La législation des conseils d'association est particulièrement riche en matière d'éducation, qu'il s'agisse d'une association de pré admission (a), de proximité (b), de co-développement (c) ou d'une association spécifique telle que celle établie avec les pays de

comité mixte se réunit tous les deux ans ou selon le calendrier convenu par les parties, alternativement dans la Communauté européenne et aux États-Unis. 4. Les décisions du comité mixte sont prises par consensus. Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal comprenant un relevé des décisions et des principaux points débattus. Ce procès-verbal est approuvé par les personnes choisies auprès de chacune des parties pour présider conjointement la réunion et il est communiqué, avec le rapport annuel, aux fonctionnaires de niveau ministériel concernés de chaque partie. », JO L346/34 du 9 décembre 2006

¹⁸⁹⁵ http://ec.europa.eu/education/eu-australia/doc/tuning_en.pdf

¹⁸⁹⁶ Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'UE et ses États membres au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Jordanie pour la PEV, COM(2011)153 – le plan d'action prévoit « une ouverture progressive et/ou participation renforcée dans les programmes pertinents de l'UE en promouvant, notamment, les liens entre les entreprises, les acteurs culturels, les sociétés civiles, les milieux scientifiques et de l'éducation, après la conclusion d'un accord cadre » et « poursuivre les efforts de sensibilisation aux droits de l'Homme...notamment par l'éducation »

l'AELE (d). L'analyse des décisions adoptées par les conseils d'association dans le secteur éducatif est d'autant plus importante, qu'elles ont été reconnues d'application directe par la CJUE, « lorsque, eu égard à leurs termes ainsi qu'à leur objet et à leur nature, elles comportent une obligation claire et précise qui n'est subordonnée, dans son exécution ou dans ses effets, à l'intervention d'aucun acte ultérieur »¹⁸⁹⁷, ce qui permet à un justiciable de les invoquer à l'appui d'un recours visant notamment à protéger le droit à l'éducation.

a) L'éducation dans les travaux des conseils d'association de pré admission

785. Les travaux des conseils créés dans le cadre d'un accord d'association de pré admission, portent principalement sur la participation des pays partenaires aux programmes de l'UE en matière éducative. Cette participation repose, en effet, sur une décision de chaque conseil d'association respectif fixant les conditions et modalités de participation du pays associé aux programmes de l'UE en matière d'éducation, de formation et de jeunesse. De manière générale, ces décisions¹⁸⁹⁸ reposent sur une forme et une structure similaires.

¹⁸⁹⁷ Arrêt CJCE du 4 mai 1999 *Sema Sürül contre Bundesanstalt für Arbeit*, aff. C-262/96 (notamment paragraphes 62 et 63), Rec.1999 page I-02685 ; conclusions de l'avocat général La Pergola présentées le 12 février 1998 *Sema Sürül contre Bundesanstalt für Arbeit* - En l'espèce, la Cour a été saisie, en vertu de l'article 177, par le Sozialgericht Aaren, afin d'interpréter la portée de la décision 3/80 du conseil d'association du 19 septembre 1980 relative à l'application des régimes de sécurité sociale des Etats membres aux travailleurs turcs et aux membres de leurs familles. Mme Sürül, ressortissante turque, demandait l'application du principe d'égalité traitement découlant de l'accord d'association CEE-Turquie, en matière de prestations de sécurité sociale, et plus particulièrement pour l'allocation prévu par le droit allemand relative à l'activité d'éducation d'un enfant. La Bfa avait refusé de verser l'allocation familiale et le complément d'allocation, au motif que la demanderesse ne possédait pas une autorisation de séjour remplissant les conditions légales. La Cour a considéré que « l'article 3, paragraphe 1, de la décision, qui énonce la règle de l'assimilation aux nationaux de l'Etat membre d'accueil des personnes relevant du champ d'application de la décision et résidant dans cet Etat membre par l'interdiction de toute discrimination fondée sur la nationalité des intéressés et résultant de la réglementation de l'Etat membre concerné...établit, en effet, dans le domaine d'application de la décision, un principe précis, inconditionnel et suffisamment opérationnel pour être appliqué par un juge national et, dès lors, susceptible de régir la situation juridique des particuliers. L'effet direct qu'il convient donc de reconnaître à cette disposition implique que les justiciables auxquels elle s'applique ont le droit de s'en prévaloir devant les juridictions des Etats membres ».

¹⁸⁹⁸ Voir notamment décision n°3/2000 du Conseil d'association CE-Roumanie du 29 septembre 2000, portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation et de l'éducation JO L306 du 7 décembre 2000, p28-31 [Leonardo et Socrates], décision n°2/2000 du Conseil d'association CE-Pologne du 28 juillet 2000, portant adoption des conditions et des modalités de participation de la République de Pologne à des programmes communautaires dans le domaine de la formation et de l'éducation JO L236 du 20 septembre 2000, p26-29 [Leonardo et Socrates] ; décision n°2/1999 du Conseil d'association CE-Slovénie du 29 avril 1999, portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Slovénie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L256 du 1^{er} octobre 1999, p69-72 ; décision n°2/1999 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, du 15 mars 1999 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Bulgarie à des programmes communautaires relatifs à la formation professionnelle et à l'éducation JO L99 du 14 avril 1999, p28-30 [Leonardo et Socrates] ; décision n°2/98 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part, du 27 octobre 1998 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L313 du 21 novembre 1998 ; décision n°1/1998 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République

786. La décision du conseil d'association se fonde sur l'article spécifique de l'accord d'association prévoyant la participation aux programmes de l'UE, par exemple l'article 109 dans l'accord d'association CE-Lettonie, ainsi que sur l'annexe de l'accord prévoyant cette participation. Applicable pour la durée des programmes susmentionnés, la décision est complétée par deux annexes. L'annexe 1 fixe précisément les conditions de participation du pays associé aux programmes, à savoir la participation à toutes les activités des programmes sauf dispositions contraires de la présente décision ; l'application des conditions et modalités de présentation, d'évaluation et de sélection des demandes des institutions, organisations et particuliers éligibles de la Communauté aux institutions, organisations et particuliers éligibles du pays associé ; l'inclusion d'un nombre minimum de partenaires des Etats membres dans les projets et actions transnationaux proposés par le pays associé ; l'obligation du pays associé de prévoir les structures et mécanismes appropriés à l'échelon national pour la mise en œuvre des programmes ; le versement par le pays associé d'une contribution adaptable¹⁸⁹⁹ au budget général de l'Union européenne, destinée à couvrir les coûts de sa participation aux programmes ; l'engagement conjoint des Etats membres de l'UE et du pays associé de faciliter la libre circulation et le séjour des étudiants, enseignants, administrateurs, jeunes et autres personnes éligibles voyageant entre le pays associé et les Etats membres dans le cadre des activités couvertes par la décision ; la présentation de rapports à la Commission et l'entière collaboration en matière de suivi de la participation du pays associé aux programmes ; l'engagement de la responsabilité du pays associé en cas de fraude et pour les

Slovaque, d'autre part, du 3 mars 1998 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la République Slovaque à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L088 du 24 mars 1998, p49-52 ; décision n°2/1997 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Tchèque, d'autre part, du 30 septembre 1997 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la République Tchèque à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L 277 du 10 octobre 1997, p26-29 ; décision n°2/1997 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, du 4 août 1997 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L229 du 20 août 1997 p5-8 ; décision n°1/1997 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, du 4 août 1997 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Hongrie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L260 du 23 septembre 1997, p23-26 ; décision n°3/1998 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part, du 4 août 1997 portant adoption des conditions et des modalités de participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L307 du 17 novembre 1998, p19-22

¹⁸⁹⁹ Voir par exemple proposition de décision du Conseil du 12 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de l'Estonie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse pour les années 2001 à 2006, COM(2001)3 final ; proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Hongrie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse pendant les années 2001 à 2006, COM(2001)2 final du 12 janvier 2001

fonds non récupérés ; la participation aux réunions de coordination traitant des questions relatives à la mise en œuvre de la présente décision et la participation en tant qu'observateur aux comités des programmes pour les points qui le concerne ; l'utilisation d'une des langues officielle de l'UE. L'annexe II concerne la contribution financière du pays associé aux programmes, s'agissant des subventions ou autres aides financières accordées aux participants du pays associé dans le cadre des programmes, du soutien financier des programmes au fonctionnement des agences nationales, ou du coût administratif supplémentaire de la gestion des programmes par la Commission résultant de la participation du pays associé.

787. Concernant les autres secteurs de coopération, tels que le domaine de la santé, des actions éducatives peuvent également être prévues en matière de pré adhésion. On peut par exemple citer la décision n°1/98 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, du 12 octobre 1998, portant adoption des conditions et des modalités de la participation de la Hongrie au programme communautaire dans les domaines de la santé et de la politique sociale¹⁹⁰⁰. Dans l'annexe I relative aux conditions et modalités de participation de la Hongrie aux programmes de promotion de la santé, il est fait référence au programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de santé publique (1996-2000).

b) L'éducation dans les travaux des conseils d'association de proximité

788. Concernant l'éducation en matière d'association de proximité, la création de sous-comités 'éducation' démontrent l'importance accordée au secteur éducatif dans le cadre de ses accords. Certains conseils d'association ont en effet mis en place des sous-comités spécialisés dans le domaine éducatif, dont la fonction consiste à examiner la mise en œuvre des priorités du partenariat en matière de coopération dans le domaine éducatif. Le sous comité est composé de représentants de l'UE et de ses Etats membres ainsi que du gouvernement du pays associé, et présidé à tour de rôle par les deux parties. Placé sous l'autorité du Conseil d'association, le sous comité est « une enceinte de discussion, de consultation »¹⁹⁰¹ qui ne dispose pas de pouvoir de décision mais soumet des propositions au Conseil d'association

¹⁹⁰⁰ Décision n°1/98 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part du 12 octobre 1998 portant adoption des conditions et des modalités de la participation de la Hongrie au programme communautaire dans les domaines de la santé et de la politique sociale JO n° L 295 du 4 novembre 1998, p40-42

¹⁹⁰¹ Expression in point 2 du règlement du sous-comité UE-Israël intitulé 'Recherche, innovation, société de l'information, éducation et culture' – annexe II de la Décision n°1/2005 du Conseil d'association UE-Israël du 29 août 2005 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L233 du 9 septembre 2005, p34-51

auquel il fait rapport après chaque réunion. Conformément à l'article 73 de l'accord prévoyant la mise en place de groupes de travail ou des organes nécessaires à la mise en œuvre de l'accord, la décision du Conseil d'association UE-Israël du 29 août 2005¹⁹⁰² institue par exemple dix sous-comités rattachés au Comité d'association, dont un sous comité 'Recherche, innovation, société de l'information, éducation et culture'. Selon son règlement intérieur, « le sous-comité examine la mise en œuvre de l'accord d'association et du plan d'action de la politique européenne de voisinage s'y rapportant notamment... » en matière de « coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation et des échanges de jeunes »¹⁹⁰³ et « évalue les progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés ainsi qu'aux mesures définies et approuvées dans le plan d'action »¹⁹⁰⁴.

789. De même, en vertu de l'article 80 de l'accord euro méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, prévoyant la constitution de groupes de travail ou des organes nécessaires à la mise en œuvre de l'accord, huit sous-comités ont été institués par la décision 2007/1/CE du Conseil d'association UE-Egypte du 6 mars 2007¹⁹⁰⁵. Placés sous l'autorité du comité d'association, ils ont pour fonction de suivre la mise en œuvre des priorités du partenariat et le rapprochement des législations. Parmi eux, le sous comité 'Société de l'information et audiovisuel, recherche et innovation, éducation et culture', examine tout problème pouvant surgir notamment en matière de « développement des capacités institutionnelles en matière de science, de technologie et d'innovation », de « coopération dans le domaine des communications et des technologies de l'information », de « réformes et coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse portant notamment sur les méthodes permettant de développer la formation technique, l'échange d'expérience sur la manière de former les professeurs et de gérer les écoles, la modernisation des programmes pédagogiques et scolaires, ainsi que la lutte contre l'illettrisme des femmes » et de « coopération culturelle »¹⁹⁰⁶.

¹⁹⁰² Décision n°1/2005 du Conseil d'association UE-Israël du 29 août 2005 portant création de sous comités du comité d'association, op.cit.

¹⁹⁰³ Ibid., annexe II, point 3 b) du règlement intérieur

¹⁹⁰⁴ Ibid.

¹⁹⁰⁵ Décision 2007/1/CE du Conseil d'association UE - Egypte du 6 mars 2007 portant création de sous-comités du comité d'association et d'un groupe de travail sur la migration et les affaires sociales et consulaires JO L230 du 28 août 2008, p1-18, voir annexe I (liste des sous-comités) et II - règlement intérieur du sous-comité 'Société de l'information et audiovisuel, recherche et innovation, éducation et culture'

¹⁹⁰⁶ Ibid., annexe II - point 3 du règlement intérieur du sous-comité

790. Pareillement, le Comité d'association UE-Tunisie a, par une décision du 30 septembre 2003¹⁹⁰⁷, conformément à l'article 84 de l'accord prévoyant la constitution de groupes de travail ou organes nécessaires à la mise en œuvre de l'accord, créé six sous-comités dont le sous-comité 'Recherche et innovation' qui examine la mise en œuvre de l'accord d'association notamment en matière de « formation professionnelle, éducation et jeunesse »¹⁹⁰⁸. A l'identique, par une décision du 24 février 2003¹⁹⁰⁹, le Conseil d'association UE-Maroc a créé, en vertu de l'article 84 prévoyant la constitution de groupes de travail ou organes nécessaires à la mise en œuvre de l'accord, six sous comités dont le sous comité 'recherche et innovation' qui examine la mise en œuvre de l'accord d'association notamment en matière d'« éducation et de jeunesse »¹⁹¹⁰. De même par une décision du 17 septembre 2012¹⁹¹¹, le Conseil d'association UE-Liban a créé dans le cadre de l'accord d'association¹⁹¹² un sous-comité 'recherche, innovation, société de l'information, éducation et culture'.

c) L'éducation dans les travaux des conseils d'association de co-développement

791. La coopération de l'UE avec les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique est incontestablement la plus institutionnalisée du fait de son ancienneté et de son impact. Les enjeux éducatifs sont traités dans le cadre d'une stratégie intégrée de développement social et humain mise en œuvre par les trois institutions communes établies par l'article 14 de l'accord de Cotonou¹⁹¹³. Le Conseil des ministres¹⁹¹⁴ a pour mission, par le biais de décisions contraignantes, de recommandations et d'avis, de fixer les lignes directrices du dialogue politique nécessaire à la réalisation des objectifs fixés par l'accord et de veiller au bon déroulement des consultations, notamment auprès des représentants de la société civile. Il promeut l'importance de l'éducation dans la coopération ACP-UE, notamment dans le cadre de la stratégie de développement durable, comme l'illustre sa déclaration conjointe du 15 juin

¹⁹⁰⁷ Décision 2003/823/CE du Conseil d'association UE-Tunisie du 30 septembre 2003 portant création de sous-comités du comité d'association JO L311 du 27 novembre 2003, p14-23

¹⁹⁰⁸ Ibid., point 3 e) du règlement du sous-comité 'Recherche et innovation' en annexe II de la décision

¹⁹⁰⁹ Décision 2003/208/CE du Conseil d'association UE-Maroc du 24 février 2003 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L079 du 26 mars 2003, p14-24

¹⁹¹⁰ Ibid., point 3 f) du règlement du sous-comité 'Recherche et innovation' en annexe II de la décision

¹⁹¹¹ Décision n°2/2012 du Conseil d'association UE-Liban du 17 septembre 2012 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L290 du 20 octobre 2012, p18-32

¹⁹¹² Accord d'association UE-Liban, JO L143 du 30 mai 2006, p2

¹⁹¹³ Accord de partenariat 2000/483/CE entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, JO L317 du 15 décembre 2000, p3-353 (310 et 300 TCE), révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et révisé à Ouagadougou le 22 Juin 2010

¹⁹¹⁴ http://www.acpsec.org/fr/acp-eu_council.htm

2012 sur Rio+20¹⁹¹⁵. Le Comité des ambassadeurs¹⁹¹⁶ assiste le Conseil des ministres dans l'accomplissement de ses tâches. L'Assemblée parlementaire paritaire, exerce quant à elle une fonction consultative de promotion des processus démocratiques par le dialogue et la concertation, de renforcement de la compréhension mutuelle entre les peuples de l'Union européenne et des États ACP et de sensibilisation aux questions de développement. Elle s'impose comme l'institution la plus prolixe en matière de législation dans le secteur éducatif, c'est pourquoi son action nécessite une analyse particulière¹⁹¹⁷. Le Comité ACP-CE de coopération pour le financement du développement, organe de gestion établi par l'article 83 de l'accord, traite également de la question éducative dans le cadre de sa mission générale d'analyse des difficultés liées à la mise en œuvre des activités de coopération au développement.

d) L'éducation dans les travaux des conseils d'association spécifique : UE-AELE

792. L'éducation est définie comme un secteur de coopération indispensable de l'accord sur l'EEE¹⁹¹⁸. Dans ce cadre, le Conseil de l'EEE donne l'impulsion politique, le Comité mixte veille à la mise en œuvre de l'accord et le comité parlementaire mixte promeut le dialogue et débat. Le Comité mixte de l'EEE institué dans le cadre de l'accord permet ainsi d'assurer le dialogue et d'initier de nouvelles actions appropriées au développement de la coopération en matière d'enseignement entre l'UE et les pays associés de l'EEE, conformément aux dispositions du protocole 31 à l'accord EEE¹⁹¹⁹, relatif à la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, tels que le secteur éducatif. L'article 4 du protocole

¹⁹¹⁵ Point 5 de la déclaration conjointe sur Rio+20 du 15 juin 2012 Conseil des ministres ACP-UE 37ème réunion, Port Vila, 14-15 Juin 2012 - « Insistons sur le fait que l'on ne peut réaliser le développement durable sans respecter et promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme, l'État de droit, l'équité, l'éducation, le rôle des jeunes, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes »; Ref. PRES/12/271

¹⁹¹⁶ http://www.acpsec.org/fr/acp-eu_coa.htm

¹⁹¹⁷ Voir infra

¹⁹¹⁸ Accord d'association (article 1^{er}) - Accord sur l'Espace économique européen – acte final – déclarations communes – déclarations des gouvernements des Etats membres de la Communauté et des Etats de l'AELE – arrangements – procès-verbal agréé – déclarations de l'une ou de plusieurs des parties contractantes à l'accord sur l'espace économique européen JO L1 du 3 janvier 1994, p3-36 – Selon l'article 1^{er} paragraphe 2 de l'accord, l'association comporte « la libre circulation des marchandises, la libre circulation des personnes, la libre circulation des services, la libre circulation des capitaux, l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée et que les règles y afférentes sont respectées de façon égale, le renforcement de la coopération dans d'autres domaines, tels que la recherche et le développement, l'environnement, l'éducation et la politique sociale », article 30 « afin de faciliter l'accès aux activités salariées et non salariées et leur exercice, les parties contractantes prennent les mesures nécessaires, visées à l'annexe VII, concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres ... » ; article 78 « les parties contractantes renforcent et étendent leur coopération dans le cadre des activités menées par la Communauté, dans les domaines suivants : recherche et développement technologique, services d'information, environnement, éducation, formation et jeunesse, politique sociale, protection des consommateurs, petites et moyennes entreprises, tourisme, audiovisuel et protection civile... »

¹⁹¹⁹ Protocole 31 à l'accord EEE, concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés du 13 décembre 1993, JO L1 du 3 janvier 1994, p197-201 (bases : 238 et 228 TCE, CECA)

prévoit la participation des Etats membres de l'AELE aux programmes de l'UE en matière éducative et de jeunesse, déjà en vigueur ou adoptés. A ce titre, ils s'engagent à contribuer financièrement à la mise en œuvre de ces programmes et participent pleinement aux diverses actions de l'UE et à toutes les réunions d'experts, séminaires et conférences, ainsi qu'à tous les comités de l'UE assistant la Commission dans la gestion ou le développement de ces programmes.

793. Ce protocole a été régulièrement modifié par le Comité mixte EEE, en vue de l'adapter aux évolutions de la législation européenne en matière éducative, qu'il s'agisse d'étendre la coopération des parties contractantes à la nouvelle phase d'un programme d'action communautaire éducatif¹⁹²⁰, aux actes préparatoires dans le domaine de l'éducation et de la politique de la jeunesse¹⁹²¹, à la production de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie¹⁹²², de permettre la participation des pays membres de l'AELE à un événement spécifique organisé par la CE¹⁹²³ ou de prendre en compte dans le cadre de la coopération des recommandations communautaires en matière éducative¹⁹²⁴. Le protocole a

¹⁹²⁰ Par exemple la décision du Comité mixte de l'EEE n°38/2000 modifie le protocole afin « d'étendre la coopération entre les parties à l'accord de manière à y inclure la seconde phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation Socrates » (point 2) - décision du Comité mixte de l'EEE n°38/2000 du 31 mars 2000 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés JO L141 du 15 juin 2000, p66 ; voir également la décision du Comité mixte de l'EEE n° 67/2004 étendant la coopération « de manière à y inclure la décision n°2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe (« apprendre en ligne ») » (point 2) ; décision du Comité mixte de l'EEE n° 67/2004 du 26 avril 2004 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L277 du 26 août 2004 p32

¹⁹²¹ Décision du Comité mixte EEE 98/2001 du 13 juillet 2001 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L251 du 20 septembre 2001, p25

¹⁹²² Décision du Comité mixte de l'EEE n° 125/2008 du 7 novembre 2008 modifiant l'annexe XXI (statistiques) de l'accord EEE, JO L339 du 18 décembre 2008, p118 – considérant que « le règlement (CE) n°452/2008 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie doit être intégré à l'accord », JO L145 du 4 juin 2008, p227

¹⁹²³ Par exemple la décision du Comité mixte de l'EEE n°85/2003 étend « la coopération entre les parties contractantes à l'accord de manière à y inclure la décision n°291/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 février 2003 établissant l'Année européenne de l'éducation par le sport » (point 2) ; décision du Comité mixte de l'EEE n°85/2003 du 20 juin 2002 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L257 du 9 octobre 2003, p42-43

¹⁹²⁴ Par exemple la décision du Comité mixte EEE n°57/2010 du 30 avril 2010 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L181 du 15 juillet 2010, p26 – paragraphes 2 et 3; la décision du Comité mixte de l'EEE n°19/2008 a permis « d'étendre la coopération entre les parties contractantes à l'accord de manière à ce qu'elle couvre la recommandation 2006/961/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la mobilité transnationale dans la Communauté à des fins d'éducation et de formation : charte européenne de qualité pour la mobilité » (point 2), ainsi que « la recommandation 2006/962/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » (point 3) de la décision du Comité mixte de l'EEE n°19/2008 du 1^{er} février 2008 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés JO L154 du 12 juin 2008 p38-39

également été modifié afin d'étendre la coopération entre les parties contractantes dans d'autres domaines que celui de l'éducation mais sur le fondement d'actes communautaires concernant l'éducation¹⁹²⁵. Le Comité mixte de l'EEE a par exemple étendu la coopération dans le domaine de la santé publique en envisageant la participation des pays de l'AELE au programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000)¹⁹²⁶.

3. Le dialogue 'structuré'

794. Le dialogue politique permet à l'UE de partager son expertise en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie, et son expérience en matière de compétences clés et de cadres de certifications, avec ses partenaires. Face à l'accroissement des organisations de la société civile (OSC) et au renforcement des autorités locales (AL) en matière de gouvernance et de développement, l'UE et ses Etats membres ont adopté de nouvelles approches permettant une participation accrue des OSC et AL au dialogue politique. Europaid a initié dès 2002 un processus de dialogue informel entre la CE, les ONG de développement des Etats membres, les députés européens et les représentants des Etats membres et mis en place plusieurs espaces de dialogues¹⁹²⁷. Suite au programme d'action d'Accra¹⁹²⁸, le dialogue continu avec la société civile a été renforcé par l'organisation de séminaires régionaux d'une durée de trois jours et l'établissement de rencontres informelles à Bruxelles dans le cadre desquelles les plateformes représentatives de la société civile, telles que CONCORD (confédération européenne des ONG d'urgence et de développement), l'ENOP (réseau européen des fondations politiques, l'EPLO (bureau européen de liaison pour la construction de la paix), la CSI (confédération syndicale internationale), le HRDN (réseau informel des ONG européennes pour la démocratie et les droits de l'Homme), et la Plateforme européenne

¹⁹²⁵ Voir décision du Comité mixte de l'EEE n°7/94 du 21 mars 1994 modifiant le protocole 47 et certaines annexes de l'accord EEE JO L60 du 28 juin 1994, p1-158 - L'annexe 17 de la décision n°7/94 du Comité mixte de l'EEE modifie l'annexe XIX 'protection des consommateurs' de l'accord de l'EEE – Concernant le « B/ Les actes dont les parties contractantes prennent acte – les points suivants sont ajoutés après le point 9 » notamment le point 13 – 486 Y 0723(07) résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 9 juin 1986 concernant l'éducation du consommateur dans l'enseignement primaire et secondaire, JO C184 du 23 juillet 1986 p21

¹⁹²⁶ Décision du Comité mixte de l'EEE n°54/96 du 4 octobre 1996 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L21 du 23 janvier 1997, p9-10

¹⁹²⁷ http://ec.europa.eu/europeaid/who/partners/civil-society/dialogue_fr.htm

¹⁹²⁸ 3ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement qui a eu lieu à Accra, au Ghana, en septembre 2008

des autorités locales/régionales pour le développement, ont été invitées à participer aux réunions.

795. Le dialogue dit ‘structuré’ marque une étape supplémentaire dans la consolidation du dialogue politique, dans la mesure où il établit un processus global, consensuel, non contraignant et à plusieurs niveaux, basé sur des discussions en ligne, quatre réunions à Bruxelles, quatre séminaires régionaux et trois initiatives complémentaires. Ayant débuté officiellement le 23 mars 2010, le dialogue structuré a été initié par la Commission européenne en vue de renforcer la participation des OSC et des AL dans la coopération au développement de l’UE. Il permet incontestablement d’accroître l’efficacité des actions de développement, notamment éducatives, par le biais de la mutualisation des moyens et la promotion de la compréhension réciproque des acteurs du développement. Portant sur une variété de sujets, dont la coopération en matière d’éducation, le dialogue structuré constitue « un engagement ferme de multiples parties prenantes à coopérer pour un partenariat efficace pour le développement, dans le plein respect des prérogatives de chaque acteur, les rôles et les mandats, faire le bilan des connaissances acquises à travers cet exercice de dialogue unique »¹⁹²⁹. Instrument adapté aux relations extérieures de l’UE avec les pays tiers partenaires¹⁹³⁰, le dialogue structuré permet également d’améliorer et de promouvoir les initiatives de l’UE en matière d’éducation au développement, d’appui aux autorités locales et régionales et de promotion de la démocratie et des droits de l’Homme. La déclaration finale du Dialogue structuré adoptée le 19 mai 2011 invite, en ce sens, les parties « à reconnaître la volonté de la Commission européenne de prendre en compte les recommandations issues de l’initiative sur l’éducation au développement et la sensibilisation et de voir comment les mettre en œuvre dans un futur proche »¹⁹³¹.

B/Les assemblées parlementaires paritaires

796. Les assemblées parlementaires paritaires institutionnalisent les relations entre les députés du Parlement européen et les représentants et élus des Etats partenaires. Représentantes directes des citoyens, elles contribuent à la promotion de la compréhension

¹⁹²⁹ http://ec.europa.eu/europaid/who/partners/civil-society/structured-dialogue_fr.htm

¹⁹³⁰ Voir rapport conjoint de la Commission et du Haut Représentant au Conseil et au Parlement européen – rapport annuel Hong Kong 2010, COM(2011)204 du 14 avril 2011 « le 4^{ème} dialogue structuré entre la Commission européenne et le Gouvernement de la RAS de Hong Kong s’est tenu à Bruxelles le 22 novembre 2010. Il a porté sur une grande variété de sujet comme...la coopération dans le domaine de l’éducation »

¹⁹³¹ Extrait de la déclaration finale du Dialogue structuré, adoptée à l’occasion de la Conférence finale du dialogue structuré, co-organisée par la Commission européenne et la Présidence hongroise du Conseil de l’UE, du 17 au 19 mai 2011 à Budapest

mutuelle entre les peuples et à la participation de la société civile au processus de décision, notamment des acteurs non étatiques agissant dans le secteur éducatif¹⁹³², et développent une législation tenant compte des priorités premières de la population en matière de coopération au développement. Dans ce contexte, les travaux de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP), établie dans le cadre de l'accord de Cotonou, sont particulièrement intéressants, du fait de la profusion de résolutions qu'elle adopte afin d'orienter la coopération entre l'UE et les pays ACP en matière éducative (1). Bénéficiant d'une fonction renforcée dans l'accord révisé de Cotonou, l'APP est un modèle institutionnel fort, repris dans les accords régionaux de coopération de l'UE, comme l'illustre par exemple la création récente de l'assemblée EURONEST dans le cadre du partenariat oriental, ayant également inscrit l'éducation comme une thématique prioritaire de son agenda (2).

1. L'Assemblée parlementaire paritaire ACP UE

797. L'Assemblée parlementaire paritaire (APP) ACP-UE¹⁹³³ est l'assemblée internationale au sein de laquelle soixante-dix-huit députés du Parlement européen, la plupart des membres de la commission du développement du Parlement européen, et les parlementaires des soixante-dix-huit Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'Accord de Cotonou, siègent ensemble, et organisent des rencontres régulières avec les représentants de milieux économiques et sociaux ACP - UE et les autres acteurs de la société civile, afin de recueillir leurs avis sur la réalisation des objectifs de l'accord de Cotonou. Instrument positif de l'appropriation, l'APP a contribué activement à la mise en œuvre et au renforcement des

¹⁹³² Voir par exemple la résolution de l'APP du 3 avril 2003 sur le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (ACP-UE 3561/03/déf.) JO C231 du 26 septembre 2003, p22-23, paragraphe 7 ; résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur la participation de la société civile au processus de développement JO C271 du 24 septembre 1999, p67-69, paragraphe G

¹⁹³³ Accord de partenariat 2000/483/CE entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 du 23 juin 2000, JO L317 du 15 décembre 2000, p3-353 (310 et 300 TCE), révisé à Luxembourg le 25 Juin 2005 et révisé à Ouagadougou le 22 Juin 2010 - article 17 « 1. L'Assemblée parlementaire paritaire, est composée, en nombre égal, de représentants de l'UE et des ACP. Les membres de l'Assemblée parlementaire paritaire sont, d'une part, des membres du Parlement européen et, d'autre part, des parlementaires ou, à défaut, des représentants désignés par le Parlement de chaque Etat ACP. En l'absence de Parlement, la participation d'un représentant de l'Etat ACP concerné est soumise à l'approbation préalable de l'Assemblée parlementaire paritaire. 2. Le rôle de l'Assemblée parlementaire paritaire, en tant qu'organe consultatif, est de : promouvoir les processus démocratiques par le dialogue et la concertation; - permettre une plus grande compréhension entre les peuples de l'Union européenne et des Etats ACP et sensibiliser les opinions publiques aux questions de développement; examiner les questions relatives au développement et au partenariat ACP-UE, y compris les accords de partenariat économique, d'autres accords commerciaux, le Fonds européen de développement et les documents de stratégie nationale et régionale. À cet effet, la Commission européenne transmet, pour information, tous les documents de stratégie à l'Assemblée parlementaire paritaire; examiner le rapport annuel du Conseil des ministres relatif à la mise en œuvre du présent accord, et adopter des résolutions et faire des recommandations au Conseil des ministres en vue de la réalisation des objectifs définis dans le présent accord; promouvoir le développement institutionnel et le renforcement des capacités des parlements nationaux conformément à l'article 33, paragraphe 1, du présent accord. » <http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/>

conventions successives ACP-UE et a lancé de nombreuses propositions, telles que l'instauration de réunions annuelles entre les partenaires économiques et sociaux et le développement d'une coopération plus étroite avec les ONG actives dans le domaine du développement. Ayant pour vocation de protéger et promouvoir le processus démocratique, elle constitue dans cet objectif des missions d'enquête et des études, adopte de nombreuses résolutions et adresse des recommandations au Conseil des ministres ACP-UE. Dans ce cadre, l'éducation est considérée par l'APP comme un thème fondamental des relations ACP-UE¹⁹³⁴, particulièrement en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté dans la politique de développement de l'UE¹⁹³⁵. Ses résolutions prônent un investissement massif dans le secteur éducatif¹⁹³⁶, par les bailleurs de fonds publics et privés¹⁹³⁷, et promeuvent le respect des droits des enfants¹⁹³⁸ et l'accès de tous à l'éducation sans discrimination¹⁹³⁹, notamment des filles¹⁹⁴⁰, à une éducation de base, dans le cadre du suivi des conférences, telles que les conférences de Copenhague et de Genève, Rio¹⁹⁴¹ et par la promotion des technologies de l'information et de la communication (TIC)¹⁹⁴². L'éducation est abordée comme une

¹⁹³⁴ Résolution de l'APP du 3 avril 2003 sur la situation dans la régions des Caraïbes JOC231 du 26 septembre 2003 p59-64, paragraphe 8; résolution de l'APP sur l'avenir des relations ACP-UE du 23 mars 2000, JO C263 du 13 septembre 2000 p18-22, paragraphes 14, 40 et 4 ; résolution de l'APP du 14 octobre 1999 sur l'état actuel des négociations concernant l'avenir des relations ACP-UE, JO C59 du 1^{er} mars 2000 p32-36, paragraphe 8; résolution de l'APP sur l'avenir des relations entre les Etats ACP et l'UE du 26 juin 1996 JO C62 du 27 février 1997, p19-23, paragraphes 21 et 24

¹⁹³⁵ Résolution de l'APP sur la lutte contre la pauvreté dans les pays ACP et dans l'UE du 14 janvier 1999, JO C059 du 1^{er} mars 2000, p21-31, paragraphes 22, 23, 37 et 60

¹⁹³⁶ Résolution de l'APP du 20 mars 2008 sur les conséquences sociales et environnementales des programmes d'ajustement structurel (PAS), JO C271 du 25 octobre 2008, p8-39, paragraphe 1; résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur la situation en Afrique de l'Ouest (ACP-UE 3306/01/def.), JO 78 du 2 avril 2002, p40-43, paragraphes 4 et 5; résolution de l'APP sur l'utilisation du FED du 15 octobre 2003, JO C26 du 29 janvier 2004, p32-35, paragraphe S; résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur la gestion et le contrôle du FED JO C265 du 20 septembre 2001, p41-42, paragraphe 2

¹⁹³⁷ Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur la situation au Soudan JO C78 du 2 avril 2002, p49-53, paragraphe 18

¹⁹³⁸ Résolution de l'APP du 15 octobre 2003 sur les droits des enfants et en particuliers les enfants soldats JO C26 du 29 janvier 2004, p17-26, paragraphe 22; résolution de l'APP du 14 octobre 1999 sur la protection des droits de l'enfant JO C059 du 1^{er} mars 2000, p46-47, paragraphes 5 et 9; résolution de l'APP sur la situation des enfants dans les pays ACP du 1^{er} avril 1999 (ACP-UE 2705/99/déf), JO C271 du 24 septembre 1999, p43-45, paragraphes 10-12

¹⁹³⁹ Déclaration de l'APP du 21 mars 2000 sur la journée internationale contre le racisme JO C263 du 13 septembre 2000, p56

¹⁹⁴⁰ Résolution de l'APP du 21 mars 2002 sur les questions de genres, JO C231 du 27 septembre 2002, p52-54, paragraphe 1; résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU du 5 au 19 juin 2000 consacré au thème 'Femmes 2000 : Egalité, développement et paix pour le XXIème siècle », JO 64 du 28 février 2001, p49-50, paragraphes 4 et 9

¹⁹⁴¹ Résolution de l'APP du 21 mars 2002 sur le développement durable et Rio+10 JO C231 du 27 septembre 2002, p59-62, paragraphe 14; résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur le suivi des conférences de Copenhague et de Genève JO C064 du 28 février 2001, p50-52, paragraphes B, C, G, 7 et 11

¹⁹⁴² Résolution de l'APP du 1 novembre 2001 sur les moyens et nécessités de l'accès des Etats ACP à la communication globale comme contribution au développement durable (ACP-UE 3228/A/01/déf.), JO C78 du 2 avril 2002, p23-31, paragraphe V; résolution de l'APP du 3 avril 2003 sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance JO C231 du 26 septembre 2003, p44-46, paragraphe E

problématique multisectorielle dans la législation de l'APP, qu'il s'agisse d'éducation en matière de santé¹⁹⁴³, notamment de lutte contre les maladies¹⁹⁴⁴, tel que le VIH/SIDA¹⁹⁴⁵ ou d'actions éducatives de sensibilisation à la sécurité alimentaire¹⁹⁴⁶, à la protection de l'environnement¹⁹⁴⁷ ou à la culture¹⁹⁴⁸. L'éducation est également définie dans les travaux de l'APP comme un instrument incontournable de prévention et de règlement des conflits¹⁹⁴⁹. C'est pourquoi nombre de résolutions de l'APP traitent de la préservation du service éducatif en temps de crise et de l'impact négatif des sanctions internationales sur son maintien¹⁹⁵⁰. Faisant état dans ses résolutions de la situation précaire de certains Etats fragilisés¹⁹⁵¹, l'APP promeut le rétablissement et le maintien de la paix, particulièrement par l'éducation aux droits de l'Homme¹⁹⁵², l'importance de l'éducation dans les processus électoraux¹⁹⁵³ et la

¹⁹⁴³ Résolution de l'APP sur les questions de santé, la jeunesse, les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap du 21 mars 2002, JO C231 du 27 septembre 2002, p5-57, paragraphe 16

¹⁹⁴⁴ Résolution sur les maladies liées à la pauvreté et la santé en matière de reproduction dans les Etats ACP dans le cadre du neuvième FED du 19 février 2004, JO C120 du 30 avril 2004, p29-40, paragraphe 3; résolution de l'APP sur l'impact des maladies contagieuses sur la santé, les jeunes, les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap du 21 mars 2002, JO C231 du 27 septembre 2002, p57-58, paragraphe 9

¹⁹⁴⁵ Résolution de l'APP sur la situation en matière de VIH/SIDA du 23 mars 2002, JO C263 du 13 septembre 2000, p44-46, paragraphe 1; résolution de l'APP sur la situation en Afrique australe du 21 mars 2002, JO C231 du 27 septembre 2002, p26-28, paragraphe 16; résolution de l'APP sur le SIDA (ACP-UE/3305/01/def.) du 1^{er} novembre 2001, JO C078 du 2 avril 2002, p66-69, paragraphes L, N.1, 8, 9, 13; résolution du 12 octobre 2001 sur le SIDA JO C64 du 28 février 2001 p56-58, paragraphes C et 3; résolution de l'APP du 23 mars 2000 sur le VIH/Sida JO C263 du 13 septembre 2000, p46-47, paragraphes 4 et B

¹⁹⁴⁶ Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur la sécurité de l'approvisionnement alimentaire JO C78 du 2 avril 2002, p60-64, paragraphes 17 et 19

¹⁹⁴⁷ Résolution de l'APP du 23 mars 2000 sur l'utilisation des sources d'énergies renouvelables dans les pays ACP JO C263 du 13 septembre 2000, p22-24, paragraphe 2; position réaffirmée dans la résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans les pays ACP, JO C078 du 2 avril 2002 p35-40, paragraphe 2; résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur les changements climatiques et les petits Etats insulaires dans le contexte de coopération ACP-UE JO 271 du 24 septembre 1999 p30-35, paragraphe 34; résolution de l'APP du 22 novembre 2007 sur les catastrophes naturelles dans les Etats ACP et le financement de l'UE pour la planification préalable (FED) et l'assistance (ECHO) JO C58 du 1^{er} mars 2008, p35-40, paragraphes 10 et 14

¹⁹⁴⁸ Résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur la dimension culturelle de la coopération au développement, notamment sous les aspects du patrimoine culturel et du tourisme JO C271 du 24 septembre 1999, p73-75, paragraphe 4

¹⁹⁴⁹ Résolution de l'APP sur la prévention, le règlement des conflits et l'instauration d'une paix durable du 19 février 2004, JO C210 du 30 avril 2004, p22-29, paragraphes 11 et 32; résolution de l'APP sur la prévention des conflits en Afrique du 26 septembre 1996, JO C062 du 27 février 1997, p59-60, paragraphe 5

¹⁹⁵⁰ Résolution de l'APP sur la situation à Fidji et aux îles Salomon du 22 mars 2001, JO C265 du 20 septembre 2001, p58-61, paragraphe 21; résolution de l'APP sur la situation en Haïti du 22 mars 2001, JO C 265 du 20 septembre 2001 p55-56, paragraphe 8; résolution de l'APP sur la situation en Ethiopie et en Erythrée du 12 octobre 2000, JO C064 du 28 février 2001, p39-40, paragraphe 6

¹⁹⁵¹ Résolution de l'APP sur la situation au Kenya du 20 mars 2008, JO C271 du 25 octobre 2008, p8-39, paragraphes G et 7; résolution de l'APP du 28 novembre 2008 sur la situation en Mauritanie, JO C61 du 16 mars 2009, p40-42, paragraphe T; résolution de l'APP sur la situation en Afrique centrale du 3 avril 2003, JO C231 du 26 avril 2003, p 49-53, paragraphes 26 et 27

¹⁹⁵² Résolution de l'APP sur la situation en Haïti du 23 mars 2000, JO C263 du 13 septembre 2000, p39-40, paragraphe 8

¹⁹⁵³ Résolution de l'APP du 22 novembre 2007 sur les élections et les processus électoraux dans les Etats ACP et de l'UE JO C58 du 1^{er} mars 2008, p26-28, paragraphe AA

coopération régionale¹⁹⁵⁴. Consciente des enjeux de l'économie de la connaissance pour le développement des PED, tels que la libéralisation du service d'éducation, l'APP adopte de surcroît des résolutions relatives à la compatibilité des négociations à l'OMC avec les objectifs éducatifs de développement¹⁹⁵⁵ et à l'impact des accords de partenariat économique sur les investissements dans le secteur éducatif¹⁹⁵⁶. Elle participe à la prise en compte de l'éducation en matière de migrations¹⁹⁵⁷, notamment en ce qui concerne la fuite des cerveaux, l'immigration des travailleurs qualifiés et leurs effets¹⁹⁵⁸, les pratiques d'expulsion des immigrés¹⁹⁵⁹ et la nécessité d'investir dans ressources humaines par l'éducation¹⁹⁶⁰.

2. Création de l'Assemblée EURONEST

798. Créée le 3 mai 2011, dans le cadre du partenariat oriental de l'UE, l'Assemblée parlementaire EURONEST participe notamment à la « promotion des contacts entre les peuples et la facilitation de l'interaction entre l'Union européenne et les citoyens des pays partenaires européens orientaux, en particulier les jeunes ; la promotion de la coopération culturelle et du dialogue interculturel ainsi que le soutien à l'éducation, à la recherche et au développement de la société de l'information et des médias »¹⁹⁶¹. Composée de soixante députés du Parlement européen et de dix membres appartenant à chacun des parlements participant en tant que partenaires d'Europe orientale du Parlement européen et des parlements des partenaires européens orientaux¹⁹⁶², cette assemblée est un « forum de

¹⁹⁵⁴ Résolution de l'APP du 20 mars 2008 sur les expériences du processus d'intégration régionale européenne pertinentes pour les pays ACP JO C271 du 25 octobre 2008, p8-39, paragraphe 26; résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur l'aide à la coopération transfrontalière entre Haïti et la république dominicaine JO C064 du 28 février 2001, p40-41, paragraphe G

¹⁹⁵⁵ Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur les négociations de l'OMC JO C078 du 2 avril 2002, p70-76, paragraphe 29; résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur les négociations de l'OMC JO C265 du 20 septembre 2001, p23-24, paragraphe 6; résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur les négociations de l'OMC JO C265 du 20 septembre 2001, p21-22, paragraphe 2; résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur le partenariat ACP-UE et les défis de la mondialisation, JO C064 du 28 février 2001, p21-27, paragraphes J, 17 et 48

¹⁹⁵⁶ Résolution de l'APP sur les accords de partenariats économiques APE : difficultés et perspectives du 19 février 2004, JO 120 du 30 avril 2004, p16-22, paragraphe 21; résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur la négociation de nouveaux accords commerciaux ACP-UE JO C265 du 20 septembre 2001, p26-28, paragraphes 11 et 13

¹⁹⁵⁷ Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur les migrations JO C078 du 2 avril 2002, p58-60, par. 10 et 12

¹⁹⁵⁸ Résolution de l'APP sur les migrations des travailleurs qualifiés et leurs effets sur le développement national du 28 juin 2007, JO C254 du 26 octobre 2007, p39-41, paragraphes K, L, N, O, Q, 13, 14, 17, 18, 19 et 20 ; résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur la situation des travailleurs migrants originaires des pays ACP, JO C062 du 27 février 1997, p38-39, paragraphe 2

¹⁹⁵⁹ Résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur les pratiques d'expulsion des immigrés en situation irrégulière, JO C062 du 27 février 1997, p40-41, paragraphe 1

¹⁹⁶⁰ Résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur l'importance des PME pour le développement durable des pays ACP JO C271 du 24 septembre 1999, p70-72, paragraphe 15

¹⁹⁶¹ Article 2 'objectifs' de l'acte constitutif du 3 mai 2011 de l'Assemblée parlementaire Euronest JO C198 du 6 juillet 2011, p4-6 ; Article 1 paragraphe 4 d) du règlement de l'Assemblée parlementaire Euronest du 6 juillet 2011, JO C198 du 6 juillet 2011, p7-16

¹⁹⁶² Article 2 du règlement de l'Assemblée parlementaire Euronest du 6 juillet 2011, op.cit.

discussion, de contrôle et de suivi parlementaires de toutes les questions relatives au partenariat oriental en sa qualité d'institution parlementaire de ce partenariat »¹⁹⁶³. Dans ce cadre, la commission parlementaire permanente des affaires sociales, de l'éducation, de la culture et de la société civile traite des questions concernant « 1) la promotion de la coopération dans les domaines de la culture et de l'éducation et des relations avec les organisations et agences internationales concernées, 2) les questions relatives aux jeunes et à l'égalité des sexes, 3) le suivi du développement de la société de l'information et le rôle des médias, 4) le soutien à la coopération dans le domaine de l'éducation, de l'apprentissage des langues, de la jeunesse et de la recherche, 5) les relations avec le Forum de la société civile et avec les ONG de l'UE et des partenaires d'Europe orientale, 6) la promotion de la coopération culturelle et du dialogue interculturel »¹⁹⁶⁴. Dès ses premières résolutions, l'EURONEST consacre la fonction essentielle de l'éducation en matière de renforcement de la participation de la société civile au processus décisionnel, de promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples et de création d'emplois¹⁹⁶⁵.

¹⁹⁶³ Article 6 a) de l'acte constitutif du 3 mai 2011 de l'Assemblée parlementaire Euronest, op.cit.

¹⁹⁶⁴ Annexe 1, article 1 point IV du règlement de l'Assemblée parlementaire Euronest du 6 juillet 2011, p7 'compétences, responsabilités et composition des commissions permanentes' – chaque commission est composée de trente membres maximum (nombre égal des deux composantes)

¹⁹⁶⁵ Résolution du 3 avril 2012 sur le renforcement de la société civile dans les pays du partenariat oriental, y compris la question de la coopération entre le gouvernement et la société civile, ainsi que la question des réformes visant à renforcer le pouvoir de la société civile JOC153 du 30 mai 2012, p16-20, par. 23 ; résolution du 3 avril 2012 sur les défis pour l'avenir de la démocratie, notamment la question de la liberté et de l'indépendance des médias dans les pays du partenariat oriental et de l'UE, JOC153 du 30 mai 2012, p9-15, paragraphe 35

Conclusion du Chapitre II

799. Pour mener une action extérieure éducative efficace, les institutions de l'UE ont dû nécessairement allier leurs compétences et procéder à une répartition pragmatique des pouvoirs, dans le cadre de laquelle la Commission occupe une place centrale. L'imbrication des moyens et des capacités permet de fonder une action extérieure solide et reconnue pour son efficacité. Cette structuration de l'action met en exergue la complémentarité fonctionnelle du trilogue institutionnel, la force d'impulsion des organes de conseils et la qualité d'expertise de l'agence exécutive pour l'éducation et du SEAE.

800. La pertinence de la politique extérieure éducative de l'UE se traduit également par l'importance accordée à l'écoute des attentes de la société civile. La participation directe et indirecte des acteurs non étatiques aux processus d'élaboration et d'exécution de la politique externe éducative de l'UE constitue incontestablement la valeur ajoutée et la force d'action de l'UE en la matière, en lui garantissant une légitimité, une crédibilité et une efficacité indéniable.

801. Cette rationalisation des moyens est totalement aboutie dans le système européen du fait de l'institutionnalisation de la coopération extérieure éducative. Elle se traduit par la création d'agences de l'UE spécialisées en matière d'enseignement et de formation professionnelle et par la structuration des échanges entre l'UE et ses partenaires dans le secteur éducatif. Dans ce cadre, l'expertise de la Fondation européenne pour la formation (FEF) apporte une réelle valeur ajoutée en garantissant une gestion de l'aide extérieure spécifique dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels. Le soutien apporté par la FEF permet de consolider les capacités des pays tiers partenaires en matière d'amélioration de leurs systèmes d'enseignement et de formation, notamment en impulsant l'utilisation de faits probants en matière d'élaboration des politiques d'enseignement et de formation professionnels. Le Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle (CEDEFOP) et l'Institut européen de technologie (EIT) institutionnalisent le label d'excellence européen en matière d'enseignement et de formation professionnelle, en contribuant ainsi à la promotion internationale de l'Espace d'enseignement et de recherche européen. Les missions de ces agences spécialisées sont liées et cohérentes grâce à la coordination du CEDEFOP et de la FEF, qui travaillent en synergie pour soutenir l'élaboration des politiques d'EFP.

802. La mise en place de comités et d'assemblées parlementaire paritaires, dans le cadre des accords conclus entre l'UE et les pays partenaires participent également à la structuration de la politique extérieure éducative, que ce soit dans les accords bilatéraux en matière d'enseignement et de formation conclus ou dans le cadre d'accords de développement. Les comités permettent d'adapter la coopération sectorielle en matière d'éducation en fonction de l'évolution des préoccupations et besoins exprimés.

Conclusion du Titre I

803. La poursuite d'objectifs éducatifs au sein de stratégies extérieures globales, thématiques et géographiques, ou dans le cadre d'accords globaux, permet incontestablement de prendre conscience de l'importance du secteur éducatif dans les relations extérieures de l'UE, secteur relevant paradoxalement d'une compétence d'appui de l'UE. Le développement de concepts holistiques de l'éducation démontre la volonté institutionnelle de s'impliquer davantage dans le secteur éducatif afin d'en exploiter tout le potentiel au profit de la réalisation de grandes finalités à dimension extérieure, telles que la croissance inclusive ou la lutte contre la pauvreté.

804. Révélant la force d'impact d'une action renforcée de l'UE en matière éducative, l'approche globaliste invite à s'interroger sur les contours réels de l'intervention de l'UE dans ce secteur et sur l'intérêt d'envisager que cette dernière prenne davantage la forme d'une politique à part entière que d'une simple action. La visualisation de la '*mosaïque éducative*' permet également de constater la nécessité impérieuse de reconnaître que l'UE mène une politique extérieure intégrée en matière éducative. Transversale par nature, l'éducation est à la fois un objectif, un instrument, voire l'une des finalités des grandes politiques intégrées poursuivies par l'UE, telle que la politique d'égalité des genres. Cette double intégration de l'éducation ne laisse aucun doute quant à la valeur ajoutée liée à la reconnaissance juridique du caractère transversal de la politique extérieure éducative de l'UE. Essentiel pour garantir l'efficacité des actions éducatives mises en œuvre par l'UE pour développer une économie de la connaissance d'excellence ou lutter contre la pauvreté, cette démarche est d'ores et déjà amorcée dans les travaux d'Europaid et légitimée par l'adoption de l'article 9 TFUE.

805. Un ajustement des dispositions de l'article 165 TFUE pourrait idéalement en renforcer la portée par la consécration d'une politique intégrée de l'éducation. Inscrite dans une perspective d'amélioration continue de la qualité de la politique de l'UE en matière éducative, cette démarche permet de démontrer l'importance de l'intervention de l'UE dans le domaine éducatif, composée à ce jour d'actions éducatives disséminées dans l'ensemble des politiques et actions de l'UE sans qu'un fondement juridique unique ne permette d'en identifier la réelle importance.

806. L'affirmation d'une politique extérieure éducative de l'Union repose également sur la structuration progressive de l'action menée par l'UE dans ce secteur sur le plan organique.

Afin de s'imposer comme un acteur incontournable de la coopération internationale dans les secteurs éducatif et formatif, l'UE s'est dotée des moyens institutionnels nécessaires, en améliorant la coordination du trilogue institutionnel dans ces domaines et en développant une technicité intra-institutionnelle fondée sur de hautes compétences d'expertise, comme l'illustre l'EACEA. L'efficacité des rouages institutionnels est garantie par la place centrale accordée aux représentants de la société civile et aux organes de conseils dans le cadre de l'élaboration de la politique extérieure éducative, par la détermination de la Commission européenne comme pivot central de l'exécution de cette politique et par l'importance conférée aux interventions de qualité des agences de l'UE spécialisées dans les domaines éducatif et formatif.

TITRE II
L'IMBRICATION DES OBJECTIFS, FACTEUR D'INTÉGRATION
DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE

807. Dans le cadre de sa coopération extérieure, l'UE poursuit deux objectifs fondamentaux en matière éducative, liés à la défense des intérêts et des valeurs de l'UE, d'une part, un objectif économique lié aux mutations mondiales d'ordre économique et social, d'autre part, un objectif politique, lié à la volonté de l'UE de s'affirmer sur la scène internationale comme un acteur incontournable du développement et de la promotion des valeurs européennes. L'analyse de ces deux objectifs nous permettra de démontrer les liens étroits entre ces deux volets d'action extérieure distincts en matière d'éducation, plaidant en faveur de la reconnaissance d'une réelle politique extérieure éducative de l'UE, dont la consécration juridique permettrait de garantir la cohérence de l'action poursuivie dans le cadre de la réalisation de ses deux objectifs éducatifs ayant des influences réciproques.

808. L'imbrication de ses deux objectifs participent en effet à l'intégration d'une politique externe éducative à part entière de l'UE, conformément au sens étymologique du concept d'intégration signifiant 'rendre entier, renouveler'. La prise en compte des objectifs éducatifs de la coopération au développement dans la stratégie de Lisbonne et réciproquement l'imprégnation des objectifs de compétitivité et d'amélioration de la qualité de l'enseignement dans la politique de développement de l'UE en faveur de l'éducation pour tous, permettent d'établir une stratégie extérieure unifiée de l'UE en matière éducative, fondée sur ce lien symbiotique. Assurant la combinaison et la cohérence des initiatives éducatives entreprises dans le cadre de la coopération extérieure de l'UE et des Etats membres, cette stratégie prendrait toute son ampleur si elle pouvait s'inscrire dans le cadre d'une politique extérieure éducative *de jure* de l'UE.

809. Soucieuse de l'importance de préserver la dimension sociale de la politique éducative dans un contexte mondialisé, caractérisé par le libéralisme économique et la recherche excessive de profits, l'UE inscrit la poursuite de ses objectifs de compétitivité, d'une part, dans le respect des valeurs européennes de solidarité et d'égalité d'accès à l'enseignement, d'autre part, en considération des objectifs de développement de ses pays partenaires. Dans cette perspective, elle recherche de manière constante à préserver l'équilibre, particulièrement fragile, entre les enjeux de la reconnaissance internationale d'un espace européen d'enseignement supérieur (EEES) d'excellence et ceux de sa contribution au renforcement de la croissance économique des pays en développement partenaires, notamment de son soutien à la réforme de leurs systèmes éducatifs. Mettant à profit son expérience acquise dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, l'UE contribue également à l'amélioration de l'action mondiale

éducative en proposant de nouvelles orientations à l'action internationale engagée en faveur de l'accès de tous à l'éducation, qui allient développement et compétitivité.

Il conviendra d'étudier comment l'UE, d'une part, poursuit sa quête de compétitivité dans un esprit solidaire et d'ouverture sur le monde (Chapitre premier), d'autre part, participe à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation de l'objectif mondial d'éducation pour tous, par son expérience acquise dans le cadre de l'établissement d'un EEES d'excellence (Second chapitre).

Chapitre I

Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive ... et la plus solidaire

« Préparer les jeunes Européens, c'est aujourd'hui d'abord les aider à entrer dans la métamorphose de civilisation en cours de processus. »¹⁹⁶⁶

810. « Avec le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000, l'éducation et la formation passent de la périphérie de l'intervention communautaire au centre de la stratégie économique et sociale de l'Union pour 2010 »¹⁹⁶⁷. La Stratégie de Lisbonne a ainsi marqué un tournant capital de la politique de l'éducation par la revalorisation du domaine éducatif, dont l'impact économique et social a longtemps été négligé.

811. Face aux nouveaux défis internationaux, la CE a ainsi étendu, en 2000, sa compétence dans le domaine éducatif sur le fondement des articles 149 et 150 TCE, auxquels est indéniablement conférée une portée plus large, particulièrement en matière de relations extérieures. En effet, les changements induits par la mondialisation, le vieillissement de la population et le développement rapide de la société de l'information, ont conduit l'UE à établir un plan permettant de relancer la croissance et le développement durable dans l'ensemble des Etats membres de l'UE, basé, d'une part, sur « une transformation radicale de l'économie européenne »¹⁹⁶⁸, d'autre part, sur « un programme ambitieux en vue de moderniser les systèmes de sécurité sociale et d'éducation »¹⁹⁶⁹. Conscientes de la nécessité de « s'efforcer de préparer les citoyens et la main d'œuvre à un environnement mondial en

¹⁹⁶⁶ DANZIN (A), membre du Club de Rome, Président du Groupe Ampère, Président du Forum international des sciences humaines de la civilisation en cours de processus – Acte du séminaire Ampère février 1997 « le maître, l'élève, l'information : vers une école socratique pour tous », p19, éd. Commission européenne 1998 (175p) – La métamorphose de civilisation en cours de processus signifie la métamorphose des relations entre l'Homme et la nature du fait de l'impact de l'évolution scientifique et technologique, la métamorphose de la condition humaine dans le domaine social (dématérialisation des activités, nouvelle gestion du temps, nouvelle condition féminine), métamorphose économique du fait de la mondialisation et redistribution des forces politiques, et métamorphose de la vision du Monde.

¹⁹⁶⁷ Communiqué de presse Commission – « 1976-2006 : la coopération européenne en matière d'éducation a trente ans » Réf. IP/06/212 du 23 février 2006, www.Europa.eu/rapid/pressReleases

¹⁹⁶⁸ Conclusions de la présidence – Conseil européen de Lisbonne 23 et 24 mars 2000, DOC/00/8, 2000 http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm

¹⁹⁶⁹ Ibid.

prenant dûment en compte la dimension internationale »¹⁹⁷⁰, les institutions de l'UE ont centré le volet éducatif de la Stratégie de Lisbonne sur l'élaboration d'un espace européen d'enseignement supérieur et de recherche (EEER) de reconnaissance mondiale.

812. Initié originellement par le processus intergouvernemental de Bologne, basé sur la reconnaissance des diplômes et des périodes d'études de chaque Etat participant et sur une mobilité accrue des étudiants, enseignants et chercheurs, l'espace européen d'enseignement supérieur (EEES) est fortement soutenu par les organisations internationales et les institutions de l'UE qui offrent un cadre privilégié de coopération et de soutien aux quarante-sept Etats européens participants. L'UE s'est donc appropriée dans le cadre de sa stratégie, le processus de Bologne, ce qui confère une dimension externe incontournable au processus de Lisbonne, dans la mesure où l'EEES va au-delà des frontières des Etats membres de l'UE et est ouvert sur le monde, de par ses finalités. Il vise en effet à garantir, d'une part, la reconnaissance et le rayonnement mondial de l'EEES par l'adaptation des établissements, étudiants et enseignants européens aux exigences de la mondialisation, notamment en promouvant la mobilité et les échanges interuniversitaires avec les établissements des pays tiers, et à participer, d'autre part, à la sensibilisation des autres continents afin qu'ils entreprennent des réformes similaires¹⁹⁷¹, par la promotion de la mobilité, de l'échange de bonnes pratiques et la mise en place d'une stratégie d'ouverture de l'EEES, dans un premier temps aux pays européens non membres de l'UE, et dans un second temps à tous les Etats voisins.

813. Confirmant l'importance du volet externe éducatif du processus de Lisbonne, le cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation', intégré à la Stratégie pour l'emploi et la croissance 'Europe 2020'¹⁹⁷², réaffirme que « l'ouverture au monde entier est un préalable important du développement et de la prospérité pour tous qui - conjugués à des possibilités d'éducation, de formation, et de recherche excellentes et attrayantes - aideront l'Union européenne à atteindre

¹⁹⁷⁰ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, COM(2001)0385 final, p3

¹⁹⁷¹ Selon le commissaire européen de l'éducation, Jan Figel, le processus de Bologne de création d'un Espace européen de l'enseignement supérieur d'ici 2010 doit prendre en compte la mondialisation et une stratégie de sensibilisation des autres continents doit être entreprises - « Bologne sous le signe de la mondialisation : le commissaire Figel place la réforme de l'enseignement supérieur dans un contexte international », Presse IP/07/656 du 10 mai 2007, <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/656&format=HTML>

¹⁹⁷² Stratégie pour la croissance et pour l'emploi 'Europe 2020', Conseil européen lors de la réunion des 25 et 26 mars 2010

son objectif de devenir une économie de la connaissance de premier plan au niveau mondial »¹⁹⁷³.

814. L'étude du volet externe éducatif de la Stratégie de Lisbonne, actualisée par la Stratégie pour l'emploi et la croissance 'Europe 2020', nous permettra de constater que l'UE tend à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive mais pas à n'importe quel prix, ce qui signifie qu'elle concilie la poursuite de cet objectif avec les autres défis internationaux d'ordre social, humanitaire et de développement qu'elle s'est fixés. Souhaitant permettre l'accès de tous à l'économie mondialisée de la connaissance, l'UE œuvre à la compétitivité des systèmes d'enseignement européens dans le respect de ses valeurs solidaires. Elle promeut, dans cet objectif, l'expérience de l'EEES comme une référence éducative mondiale profitable à tous, que ce soit en ouvrant l'EEES sur le monde (Section 1) ou par l'intensification de sa coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement, de formation et de recherche (Section 2).

Section 1/ L'EEES, une expérience profitable à tous

« Les systèmes d'éducation et de formation dans toute l'UE doivent garantir l'équité autant que l'excellence. Améliorer les résultats scolaires et offrir à tous l'acquisition de compétences clés est indispensable non seulement pour favoriser la croissance économique et la compétitivité mais aussi pour réduire la pauvreté et promouvoir l'inclusion sociale... »¹⁹⁷⁴

815. La conciliation des enjeux économiques et sociaux de l'éducation constitue le fondement de la Stratégie de Lisbonne, dès les premières étapes du processus, ayant débuté dès 1996 par l'adoption du livre blanc de la Commission européenne « Enseigner et apprendre. Vers la société cognitive »¹⁹⁷⁵, puis par le suivi du mémorandum sur l'éducation et la formation tout au long de la vie¹⁹⁷⁶. Consacrant la nécessité de préparer les citoyens aux mutations mondiales en leur garantissant l'acquisition de compétences de base essentielles, l'UE s'est fixé en 1996 comme objectif de bâtir une '*société de la connaissance*' dont les finalités sont similaires à celle de '*l'économie de la connaissance*' telle que définie dans la

¹⁹⁷³ Conclusions du 12 mai 2009 concernant un cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation' (2009/C119/02)

¹⁹⁷⁴ Conclusions du Conseil du 11 mai 2010 sur la dimension sociale de l'éducation et de la formation JO C135 du 26 mai 2010, p2-7

¹⁹⁷⁵ Office des publications officielles des Communautés, Luxembourg 1996 – voir Conclusions du Conseil du 22 septembre 1997 sur la communication relative au livre blanc « Enseigner et apprendre : vers la société cognitive » JO C303 du 4 octobre 1997, p8

¹⁹⁷⁶ Commission européenne, DG Education, Document de travail des services de la Commission, SEC (2000) 1832, Bruxelles 2000

Stratégie de Lisbonne de mars 2000. Selon le livre blanc, l'enjeu d'une '*société cognitive*' est double, « il est économique dans la mesure où, ouverte sur le monde, l'Union européenne doit sans cesse renforcer sa compétitivité en s'appuyant sur son principal atout, c'est-à-dire sa capacité à créer et exploiter le savoir d'une main d'œuvre à fort potentiel ; il est social parce qu'il répond à l'impératif de lutte contre l'exclusion en évitant une division de la société entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas »¹⁹⁷⁷.

816. En mars 2000, le concept d'*'économie de la connaissance'* adopté n'est pas réducteur, dans la mesure où les finalités, principalement économiques, restent également sociales, ce qui a conduit le Conseil européen de Lisbonne du 23 et 24 mars 2000, a précisé que l'Union européenne doit « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du Monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi », mais également être capable « d'une plus grande cohésion sociale »¹⁹⁷⁸. L'approche sociale et solidaire du processus de Lisbonne est confirmée dans la Stratégie pour l'emploi et la croissance 'Europe 2020', mise en place par le Conseil européen lors de la réunion des 25 et 26 mars 2010¹⁹⁷⁹, poursuivant une « croissance européenne intelligente, durable et inclusive »¹⁹⁸⁰, afin d'endiguer les effets de la crise économique et financière. Elle précise dans ce cadre l'importance de « garantir la viabilité des finances publiques tout en préservant les investissements et le bien-être social et à créer des marchés du travail efficaces où chacun trouve sa place »¹⁹⁸¹. De même, le nouveau cadre stratégique de coopération dans les secteurs éducatif et formatif, 'Education et formation 2020'¹⁹⁸², intégré à la Stratégie 'Europe2020', contribue au développement des systèmes d'éducation et de formation des Etats membres afin de garantir « l'épanouissement

¹⁹⁷⁷ Livre Blanc sur l'éducation et la formation « Enseigner et apprendre-vers la société cognitive » et mise en œuvre voir, COM(95)590, COM(97)256, COM(1999)750, rapport du 10 janvier 2000 sur la mise en œuvre du Livre blanc

¹⁹⁷⁸ Extrait des conclusions du Conseil européen de Lisbonne du 23 et 24 mars 2000

¹⁹⁷⁹ Conclusions du Conseil européen des 25-26 mars 2010 « Europe 2020 : une nouvelle stratégie européenne pour l'emploi et la croissance » http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st00/st00007_fr10.pdf

¹⁹⁸⁰ Commission européenne « Europe 2020 : une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive », COM/2010/2020 final, http://ec.europa.eu/eu2020/index_en.htm

¹⁹⁸¹ Communiqué de presse 3010^{ème} session du Conseil affaires générales 26 avril 2010, 8967/10(PRESSE 89) SN2350/10 p9

¹⁹⁸² Cadre stratégique de coopération dans les secteurs éducatif et formatif, 'Education et formation 2020' JO C119 du 28 mai 2009 p2 ; conclusions du Conseil sur le rôle de l'éducation et de la formation dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 (2011/C70/01) JOUE du 4 mars 2011 – « deux initiatives phares proposées dans le cadre de la stratégie Europe 2020 sont en rapport étroit avec l'éducation et la formation : i) premièrement l'initiative Jeunesse en mouvement...ii) deuxièmement l'initiative 'une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois qui met en exergue la nécessité de renforcer les compétences et d'améliorer l'employabilité »

personnel, social et professionnel de tous les citoyens ; une prospérité économique et une employabilité durable...dans une perspective mondiale »¹⁹⁸³.

817. Dans ce contexte, l'élaboration du nouveau programme 2014-2020 'Erasmus +', intitulé dans la proposition de programme 'Erasmus pour tous', est particulièrement révélateur de la volonté des institutions de lier étroitement la recherche d'excellence à la quête constante d'équité. Cette approche est de ce fait profondément inscrite dans le volet externe éducatif de la Stratégie de Lisbonne, et se traduit par une réelle volonté de partage de l'expérience de l'UE avec ses partenaires, que ce soit par l'ouverture de l'EEES sur le monde, ou par la promotion de ce modèle sur la scène internationale, dans le respect des objectifs de développement poursuivis par l'UE.

818. L'analyse portera, en premier lieu, sur la dimension externe de la politique de soutien accrue menée par l'UE auprès de ses Etats membres et des Etats participants au processus de Bologne, « absorbé »¹⁹⁸⁴ par la Stratégie de Lisbonne de l'UE, afin de permettre l'adaptation de leurs systèmes d'éducation et de formation aux nouveaux défis mondiaux et à la nécessaire ouverture de cet espace sur le monde (Paragraphe 1), puis sur la compatibilité du volet éducatif de la Stratégie de Lisbonne avec les autres objectifs poursuivis dans le cadre de l'action extérieure de l'UE, dans la mesure où la recherche de compétitivité laisse généralement présumer un renforcement économique au détriment des aspects sociaux. L'approche de la mondialisation ne peut être en effet purement économique puisque les questions sociales, culturelles, politiques sont fortement imbriquées et « la mondialisation doit être bien plus que l'expansion des marchés. On ne peut donc pas considérer le domaine économique comme indépendant du tissu social et politique et accepter qu'il soit assujéti à sa

¹⁹⁸³ Conclusions du 12 mai 2009 concernant un cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation' (2009/C119/02) ; A l'occasion du rapport conjoint 2012 du Conseil et de la Commission sur la mise en œuvre du cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation 2020' – éducation et formation dans une Europe intelligente, durable et inclusive JO C70 du 8 mars 2012, p9-18, les institutions ont identifié les priorités de travail dans les secteurs éducatif et formatif conformément à la stratégie Europe 2020, à savoir poursuivre les investissements dans l'éducation, lutter contre le décrochage scolaire, moderniser l'enseignement supérieur, favoriser la mobilité à des fins d'apprentissage. Elles ont renouvelé les domaines prioritaires identifiés en 2009 : faire de l'apprentissage tout au long de la vie et de la mobilité une réalité, améliorer la qualité et l'efficacité de l'éducation et de la formation, favoriser l'équité, la cohésion sociale et la citoyenneté active, encourager la créativité et l'innovation, y compris l'esprit d'entreprise, à tous les niveaux d'éducation et de formation.

¹⁹⁸⁴ S.CROCHE « Le pilotage du processus de Bologne », Louvain-la -Neuve, Academia Bruylant, 2011 (398p) – thèse soutenue en 2009 relative à la mise en place du processus de Bologne, son absorption par la stratégie de Lisbonne, la mise en place de la méthode ouverte de coordination et l'affirmation de l'autorité de la Commission sur ses partenaires en matière de pilotage du processus.

seule logique »¹⁹⁸⁵. Pour l'UE, la mondialisation doit ainsi être profitable à tous, c'est pourquoi il y a un lien significatif entre les enjeux du sommet de Lisbonne et la politique de développement de l'UE qui vise à intégrer les PED dans l'économie mondiale de la connaissance. L'expression 'mondialisation à visage humain' prend ainsi tous son sens par l'implication de la société civile dans la prise de décision et la compatibilité de la Stratégie de Lisbonne avec la politique menée dans le cadre de la coopération au développement (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ L'ouverture sur le monde de l'espace européen d'enseignement supérieur

819. Le rayonnement mondial de l'EEES repose incontestablement sur une mutation profonde des systèmes d'éducation et de formation européens, mais il ne peut cependant être concrétisé que par une réelle ouverture sur le monde. Ainsi, dès 2002 le Conseil a précisé dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne, qu'il faut que « l'Europe soit ouverte à la coopération avec toutes les autres régions, pour leur bénéfice réciproque, et qu'elle devienne la destination la plus prisée des étudiants, des universitaires et des chercheurs des autres régions du monde »¹⁹⁸⁶. Si dès les premières étapes de la Stratégie de Lisbonne, il est ainsi prévu d'ouvrir le processus de Lisbonne à d'autres pays européens à savoir les pays de l'EEE et les pays candidats¹⁹⁸⁷, il convient d'analyser l'ouverture de l'EEES aux Etats non européens, soit dans le cadre de la coopération de l'UE avec les organisations internationales (A), soit par l'internationalisation progressive des programmes communautaires éducatifs (B).

A/ L'ouverture matérielle et géographique de l'EEES

820. La reconnaissance des diplômes et la transparence des certifications sont des éléments essentiels à la réalisation de l'EEES et de ce fait des objectifs prioritaires du volet éducatif de Lisbonne. Or, pour garantir l'attractivité mondiale de l'EEES ces objectifs ne doivent cependant pas se limiter à assurer la compatibilité des systèmes européens entre eux mais prendre également en considération leur concordance avec les autres systèmes éducatifs et formatifs du monde afin d'attirer, d'une part, les étudiants, enseignants et chercheurs des pays tiers et de renforcer, d'autre part, la réputation mondiale de l'EEES.

¹⁹⁸⁵ F. GRANELL « La coopération au développement de la CE » Commentaires J. Mégret Le droit de la CE et de l'Union européenne, 2 édition de l'Université de Bruxelles, Collection dirigée par l'Institut d'Etudes européennes (475p) p23

¹⁹⁸⁶ Conseil « Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe », 2002/C142/01 du 14 juin 2002

¹⁹⁸⁷ Ibid., paragraphe 6

821. Dans ce contexte l'UE apporte une réelle valeur ajoutée au processus de Bologne, dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne, en contribuant par sa coopération extérieure avec les organisations internationales à la compréhensibilité de l'EEES par les Etats tiers et à son adaptabilité avec les normes mondiales de reconnaissance et de certification, déterminées par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe.

822. Il conviendra ainsi d'analyser l'ouverture de l'EEES induite par la coopération de l'UE avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO (1) et l'extension géographique de l'EEES découlant de cette ouverture internationale (2).

1. L'impact de la coopération ENIC NARIC sur la dimension externe de l'EEES

823. Partant du constat que le processus de Bologne est ouvert à la participation des organisations internationales, il est intéressant d'analyser la politique extérieure menée par l'UE afin de réaliser l'EEES dans le cadre de sa coopération extérieure avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO. La coopération ENIC NARIC¹⁹⁸⁸ est à ce titre l'illustration la plus révélatrice des différents aspects de la dimension externe du processus de Bologne.

824. En effet, même si le Conseil de l'Europe et l'UNESCO/CEPES, contrairement à la Commission européenne, ne disposent que d'un statut de membre consultatif dans le Groupe de suivi de Bologne, leur action commune menée dans le cadre du réseau ENIC influe considérablement sur la construction et la reconnaissance mondiale de l'EEES, notamment par le biais de leur coopération étroite avec la Commission européenne. L'expérience du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO s'avère, en effet, être un atout indispensable dans la réalisation de cet espace dans la mesure où ils ont promu de longue date la reconnaissance des qualifications en Europe, conscients de l'impact d'un tel processus sur la prospérité

¹⁹⁸⁸ Le réseau NARIC (National Academic Recognition Information Center) est un réseau de centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique, créé en 1984 par la Commission européenne, et visant à améliorer la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études dans les pays membres de l'UE, de l'EEE et des PECO. Tout centre NARIC est un centre ENIC, c'est-à-dire qu'il est également compétent pour faciliter la reconnaissance des diplômes obtenus hors UE. Le réseau ENIC a été créé par l'Unesco et Conseil de l'Europe, sachant que les réseaux ENIC NARIC coopèrent étroitement afin de promouvoir l'échanges d'informations fiables sur les processus régionaux existants en matière de reconnaissance et l'élaboration d'instruments internationaux facilitant la reconnaissance tel que l'ECTS, les diplômes conjoints, l'assurance qualité et surtout le supplément au diplôme. Le supplément au diplôme fournit des informations pertinentes sur la nature, le niveau, le contexte, le contenu et le statut des études accomplies par le titulaire de l'attestation du diplôme original à laquelle ce supplément est annexé. Dépourvu de tout jugement de valeur il est compatible avec tout système éducatif existant même au-delà des frontières européennes car il est délivré librement par des établissements nationaux selon un modèle général établi par le groupe de travail conjoint à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe et à l'UNESCO – voir supra

économique et culturelle de l'Europe. La reconnaissance¹⁹⁸⁹ des qualifications favorise la mobilité en permettant l'accès à des études supérieures complémentaires plus diversifiées et l'utilisation d'un titre universitaire dans un pays tiers, en facilitant ainsi l'accès au marché du travail.

825. Cette influence des organisations internationales en Europe est d'autant plus accrue que la Commission européenne par le biais du réseau NARIC promeut également l'application des instruments politiques et juridiques européens et internationaux de reconnaissance, telle que la convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications relative à l'enseignement supérieur dans la région européenne, consacrée comme le socle de l'EEES. Les réseaux NARIC et ENIC mettent ainsi en commun leurs expériences afin de fournir des conseils et informations sur la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études à l'étranger et contribuent, d'une part, à la réalisation du processus de Bologne par le développement de politiques et pratiques en matière de reconnaissance dans la région européenne, d'autre part, à l'ouverture de l'EEES par la promotion de la reconnaissance équitable des qualifications entre la région européenne et les autres parties du Monde.

826. Il convient d'étudier, d'une part, l'influence de la coopération ENIC NARIC sur l'ouverture internationale de l'EEES (a), d'autre part, l'impact de la participation de l'UE à la promotion de la Convention internationale de Lisbonne (b) ainsi qu'au sein du Comité d'identification de Lisbonne sur la mise en œuvre et l'ouverture de l'EEES (c).

a) L'influence du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO dans l'élaboration et l'ouverture de l'EEES par le biais de la coopération ENIC NARIC

827. La reconnaissance des diplômes est un objectif communautaire récurrent¹⁹⁹⁰ ayant permis la mise en place du réseau NARIC¹⁹⁹¹. Ce réseau de centres nationaux d'information

¹⁹⁸⁹ La reconnaissance peut se définir comme une « attestation, établie par une autorité compétente de la valeur d'une qualification d'enseignement étrangère aux fins d'accéder aux activités d'enseignement et/ou d'emploi » Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne – Conseil de l'Europe

¹⁹⁹⁰ Résolution du Conseil du 6 juin 1974 concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres JO C98 du 20 août 1974 p1 ; décision n°85/368/CEE du Conseil du 16 juillet 1985 concernant la correspondance des qualifications de formation professionnelle entre Etats membres des Communautés européennes JO L199 du 31 juillet 1985, p56-59 ; résolution du Conseil du 18 décembre 1990 concernant la correspondance des qualifications de formation professionnelle JO C109 du 24 avril 1991, p1-2 ; décision n°2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 instaurant un cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass) JO L390 du 31 décembre 2004, p6-20 ; directive 2005/36/EC adoptée le 7 septembre 2005 applicable dès octobre 2007 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles simplifiant et accélérant la reconnaissance des qualifications par delà les frontières nationales.

sur la reconnaissance académique a été créé en 1984 par la Commission européenne et fut pour la première fois mentionné dans la décision du Conseil du 15 juin 1987 instaurant le programme ERASMUS. Visant à améliorer la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études dans les pays membres de l'UE, des pays de l'EEE et les PECO, le réseau NARIC coopère étroitement avec le réseau ENIC¹⁹⁹², réseau européen des centres nationaux d'information sur la reconnaissance et la mobilité universitaire, qui a été initié par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe en 1994, afin d'élaborer des politiques et des pratiques communes de reconnaissance des qualifications en Europe.

828. Ainsi la DG Education de la Commission européenne, assurant le secrétariat du réseau NARIC, coopère étroitement avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO/Centre Européen Pour l'Enseignement Supérieur¹⁹⁹³, assurant conjointement le secrétariat du réseau ENIC, afin de mettre en place l'EEES, en accord avec leur engagement pris dès l'adoption de la Déclaration de Bologne. La création de l'EEES étant une composante du volet éducatif de Lisbonne, le renforcement de la coopération ENIC NARIC s'inscrit de ce fait également dans la Stratégie de Lisbonne conformément aux prescriptions du Conseil ayant dès 2002 explicitement invité la Commission « à améliorer la coopération avec les organisations internationales compétentes, à savoir le Conseil de l'Europe, l'OCDE, et l'UNESCO, pour élaborer les politiques et les actions concrètes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de vie »¹⁹⁹⁴.

829. La coopération de l'UE avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO contribue de ce fait à ouvrir l'EEES sur le monde. A ce titre, il convient de distinguer deux formes d'ouverture de l'EEES, à savoir une ouverture *rationae materiae* liée à la mise en œuvre, dans le cadre de cet espace, d'instruments internationaux élaborés en commun par les réseaux ENIC NARIC, et une ouverture *rationae personae* liée à la nature juridique des acteurs puisque le Conseil de l'Europe et l'UNESCO constituent, du fait de leur nature internationale, un pont entre l'EEES et les autres régions du monde.

¹⁹⁹¹ National Academic Recognition Information Center – Tout centre NARIC est un centre ENIC

¹⁹⁹² European Network of Information Center – le réseau ENIC se compose de centres nationaux fournissant des informations concernant la reconnaissance des diplômes, titres et autres qualifications étrangers, les systèmes éducatifs des pays étrangers et celui du pays où se situe le centre, les possibilités d'études à l'étranger (prêts, bourses,...) www.coe.int/t/dg4/highereducation/Recognition/ENIC_fr.asp

¹⁹⁹³ Le Centre européen pour l'enseignement supérieur (CEPES) a été établi en 1972 afin de promouvoir la coopération dans l'enseignement supérieur entre les pays européens, l'Amérique du Nord et Israël <http://www.cepes.ro/cepes/mission.htm>

¹⁹⁹⁴ Paragraphes 5 et 6 de la résolution du Conseil du 27 juin 2002 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, JO C 163 du 9 juillet 2002, p1-3 (2002/C 163/01)

830. Concernant l'ouverture de l'EEES, liée à la mise en œuvre d'instruments internationaux, élaborés en commun par ENIC NARIC, force est de constater que les réseaux ENIC NARIC jouent un rôle fondamental dans l'élaboration de cet espace commun par l'élaboration d'instruments juridiques dont la nature internationale influe substantiellement sur l'EEES. Cette coopération de réseaux¹⁹⁹⁵ est en effet basée sur des réunions annuelles qui permettent de traiter des questions relatives à la reconnaissance et à la mobilité universitaire en Europe, la mise en place de groupe de travail ad hoc traitant de questions spécifiques et l'échange d'informations. Plus concrètement, ENIC NARIC contribuent à la création de l'EEES par l'approfondissement des questions relatives à la reconnaissance dans le processus de Bologne, la promotion de la convention de Lisbonne relative à la reconnaissance des qualifications, le développement des réseaux et des centres nationaux de reconnaissance, l'échange d'informations fiables et transparentes sur les systèmes de reconnaissance et d'enseignement supérieur, la fourniture d'informations claires, utiles et judicieuses aux employeurs, aux titulaires de qualifications, aux établissements d'enseignement supérieur et aux pouvoirs publics, ainsi qu'à la mise en place d'instruments communs facilitant la reconnaissance, tels que l'ECTS, le supplément au diplôme, les diplômes conjoints, l'assurance qualité, le cadre de qualifications, l'apprentissage tout au long de la vie, l'éducation transnationale¹⁹⁹⁶ et la reconnaissance par le marché du travail.

831. Le supplément au diplôme est incontestablement l'un des instruments les plus révélateurs de l'efficacité de la coopération ENIC NARIC et de son impact sur l'élaboration de l'EEES. Ce « document joint à un diplôme d'études supérieures qui vise à améliorer la 'transparence' internationale et à faciliter la reconnaissance académique et professionnelle des qualifications »¹⁹⁹⁷, fournit des informations précises et utiles quant à la nature, le niveau, le contexte, le contenu et le statut des études accomplies avec succès par la personne désignée par l'attestation du diplôme originale à laquelle ce supplément est annexé. Dépourvu de tout jugement de valeur, il ne remplace pas le diplôme original mais permet une déclaration d'équivalence ou suggestion de reconnaissance. Il a donc pour avantage d'être compatible avec tout système éducatif existant même au-delà des frontières européennes, dans la mesure

¹⁹⁹⁵ Site général d'information www.enic-naric.net

¹⁹⁹⁶ L'éducation transnationale est « caractérisée par des accords et des partenariats entre des institutions et des organisations par lesquels les étudiants sont situés dans un pays différent de celui où est basée l'institution qui dispense l'éducation » in Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational adopté lors de la deuxième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, Riga 6 juin 2001, DGIV/EDU/HE (2002)8

¹⁹⁹⁷ www.europa.eu.int/comm/education/policies/rec_qual/recognition/diploma_fr.html

où il est délivré librement par des établissements nationaux selon un modèle général établi par le groupe de travail conjoint à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe et à l'UNESCO. Il s'agit donc d'un atout pour les universités car il facilite la reconnaissance des diplômes dans le respect de l'autonomie nationale, il améliore la visibilité de l'établissement étranger et fait gagner du temps en fournissant les réponses à de nombreuses questions récurrentes. Depuis son adoption en 1999, le supplément a été incorporé dans la législation nationale de nombreux Etats et a permis de renforcer la coopération ENIC NARIC par la mise en place dès 1996 d'un groupe de travail « supplément au diplôme » dans le cadre d'une initiative conjointe de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO/CEPES, composé de spécialistes en matière de reconnaissance des diplômes, de représentants d'établissements supérieurs et de la confédération des conférences des recteurs de l'UE.

832. Il semble important de mentionner également l'impact de l'action ENIC NARIC menée en matière de renforcement de l'assurance qualité dans l'élaboration de l'EEES. Les réseaux coopèrent à ce titre avec l'ENQA¹⁹⁹⁸ afin d'élaborer une conception commune des buts et procédures par la coopération entre les systèmes nationaux, ce qui permet à la fois de promouvoir l'action communautaire en matière d'assurance qualité sur la scène internationale et de l'enrichir par l'échange de bonnes pratiques. Cette conception commune vise à élaborer, sous la direction du Groupe de suivi de Bologne, un cadre général de qualifications pour l'EEES, reposant sur des connaissances finales pour chaque qualification¹⁹⁹⁹ et ouvert sur le monde.

833. De plus, l'ouverture de l'EEES est également liée à l'influence *rationae personae* des organisations internationales. Un des volets de la coopération ENIC NARIC est d'ailleurs spécifiquement consacré à la coopération avec d'autres régions du Monde puisque la reconnaissance équitable des qualifications est un élément essentiel de la coopération entre la région européenne et les autres parties du Monde en matière d'enseignement supérieur. Les réseaux ENIC NARIC constituent, notamment par l'intermédiaire de l'UNESCO, une plateforme de coopération ouverte sur le Monde, permettant l'échange d'information et l'élaboration de politiques et pratiques communes de qualité en matière de reconnaissance.

¹⁹⁹⁸ Réseau européen pour l'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur

¹⁹⁹⁹ Les réseaux ENIC NARIC sont en faveur d'une reconnaissance « équitable » des qualifications fondées sur les connaissances et les aptitudes de la personne et non sur les voies formelles qui ont permis d'obtenir les qualifications » [www.coe.int/dg4/highereducation/Recognition/DGIV%20EDU%20HE%20HE%20\(2...](http://www.coe.int/dg4/highereducation/Recognition/DGIV%20EDU%20HE%20HE%20(2...)

Par son site, le réseau ENIC NARIC offre un accès à un panorama mondial des divers processus régionaux existants en matière de reconnaissance et offre ainsi aux employeurs des informations fiables sur les qualifications étrangères. Le site contribue également à l'internationalisation de la coopération ENIC NARIC en créant par le biais d'ENIC des réseaux similaires, tels que le réseau américain pour l'éducation et l'information USNEI/US ENIC aux Etats Unis²⁰⁰⁰ ou le centre national russe pour la reconnaissance académique et la mobilité²⁰⁰¹. La coopération ENIC NARIC permet donc d'ouvrir l'EEES sur le monde en favorisant l'échange de bonnes pratiques. Dès la 15^{ème} réunion conjointe des réseaux ENIC NARIC des 16 et 17 juin 2008²⁰⁰², un groupe de travail sur la dimension internationale des réseaux a d'ailleurs spécifiquement été mis en place pour répondre aux besoins des centres ENIC NARIC, traitant de plus en plus de diplômes issus de pays n'appartenant pas aux deux réseaux, tels que des diplômes délivrés par la Chine, l'Iraq, l'Inde ou l'Argentine... Dans ce contexte, il a été décidé que « le groupe de travail se mettra en relation avec les présidents des autres conventions régionales de l'UNESCO afin d'envisager une collaboration plus étroite, de faciliter la reconnaissance des diplômes étrangers à leur juste valeur et d'harmoniser ainsi les dispositifs à l'échelle mondiale »²⁰⁰³.

834. Dans le cadre de la coopération ENIC NARIC, l'UNESCO ouvre de surcroît le processus de Bologne sur le monde, d'une part, en regroupant sous son égide l'ensemble des conventions régionales fournissant des standards internationaux de reconnaissance des qualifications et d'assurance qualité, d'autre part, en favorisant la coopération interrégionale. En effet, la région européenne coopère dans ce cadre avec les autres régions du monde en matière d'enseignement supérieur, ce qui a permis notamment la conclusion de la convention internationale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des qualifications de l'enseignement supérieur dans les Etats arabes et les Etats européens riverains de la Méditerranée adoptée en décembre 1976²⁰⁰⁴, lors d'une conférence diplomatique convenue par l'UNESCO à Nice.

²⁰⁰⁰ United States Network for Education and Information USNEI/UN ENIC
<http://www.ed.gov/international/usnei/edlite-index.html>

²⁰⁰¹ National Information Center for Academic recognition and mobility <http://www.russianenic.ru>

²⁰⁰² 15^{ème} réunion conjointe des réseaux ENIC NARIC – Malte 16-17 juin 2008, organisée sous la présidence du centre ENIC NARIC français www.ciep.fr

²⁰⁰³ Extrait de l'article « Vers une harmonisation des réseaux de reconnaissance des diplômes » in 'la lettre du CIEP Infos spécial Europe octobre 2008 www.ciep.fr

²⁰⁰⁴ La Convention méditerranéenne est entrée en vigueur le 6 mars 1978 www.unesco.org/education/higher/Conventions

835. Cette convention interrégionale est un fondement incontestable de l'ouverture du processus de Bologne dès l'origine, qui participe également à la dimension externe du processus de Lisbonne dans la mesure où l'UE contribue à l'application de cette convention. Dans ce cadre, la CE a notamment participé à la mise en place du Réseau des Centres méditerranéens d'information sur la reconnaissance des qualifications (MERIC), basé sur un projet pilote RecQualifMEDA²⁰⁰⁵ financé dans le cadre du programme TEMPUS. Mis en place lors de la 7e session du Comité intergouvernemental pour la Convention méditerranéenne qui s'est tenu à Malte (La Valette) du 14 au 15 juin 2005, le MERIC rassemble tous les États signataires de la Convention méditerranéenne sur la reconnaissance des qualifications et favorise l'échange d'informations et la synergie dans la région méditerranéenne et avec les réseaux ENIC/NARIC.

836. Les réseaux ENIC NARIC ont de plus participé au Forum mondial de l'UNESCO sur les dimensions internationales de l'assurance qualité, de l'accréditation et de la reconnaissance des diplômes dans l'enseignement supérieur²⁰⁰⁶, ce qui a permis à la fois d'enrichir et de promouvoir le système européen de reconnaissance des qualifications sur la scène internationale. L'ouverture de l'EEES sur le monde, induite par la participation de l'UNESCO à ce processus, permet en effet d'actualiser les procédés d'élaboration de l'EEES en cernant les nouveaux enjeux internationaux, notamment politiques, tels que ceux liés aux fournisseurs transfrontaliers d'enseignement supérieur, au développement d'activités d'informations et de renforcement des capacités ou à la mise à jour des conventions régionales, et de favoriser de surcroît le rayonnement mondial de l'EEES.

837. L'UNESCO permet également une ouverture de l'EEES cohérente avec les besoins mondiaux et les autres actions régionales existantes, ce qui représente un atout majeur pour l'UE souhaitant promouvoir l'attractivité de l'EEES. D'une part, l'UNESCO garantit la corrélation des décisions politiques avec les attentes de la population par le biais de la « consultation collective UNESCO/ONG sur l'enseignement supérieur », créée en 1988 et réunissant environ 60 ONG, ce qui représente une source riche d'informations sur les besoins éducatifs mondiaux. D'autre part, elle offre une plate-forme idéale à la détermination des nouvelles priorités communes par le biais de son Forum sur l'enseignement supérieur, la

²⁰⁰⁵ http://www.unesco.org/education/higher/med_conv/recqualif_meda

²⁰⁰⁶ Le 1er Forum mondial fut organisé par l'UNESCO à Paris les 17 et 18 octobre 2002 pour répondre aux défis éthiques auxquels est confronté l'enseignement supérieur dans le contexte mondialisé, le deuxième Forum de juin 2004 porte explicitement sur la commercialisation de l'enseignement supérieur et la question de l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur <http://www.unesco.org/education/amq/guidelines>

recherche et la connaissance, permettant à l'UE de développer une politique extérieure éducative cohérente avec d'autres politiques régionales similaires. Si l'UNESCO représente indéniablement un portail permettant l'ouverture de l'EEES sur le monde, le Conseil de l'Europe contribue également à cette ouverture notamment par le biais de la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, élaborée en son sein et par l'action du Comité d'identification de Lisbonne garantissant la mise en œuvre de cette convention. L'UE contribue également à l'application et à la promotion de cette convention, servant de base normative à l'EEES...

b) L'ouverture induite par la promotion par l'UE de la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne : portée et limites

838. Dans la perspective de l'EEES et de la mise en place du cadre européen des certifications²⁰⁰⁷, les réseaux ENIC NARIC ont adopté plusieurs déclarations²⁰⁰⁸ et incitent les Etats participants au processus de Bologne à ratifier la Convention de Lisbonne²⁰⁰⁹ du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne. Cette convention, adoptée le 11 avril 1997, sert, en effet, de cadre normatif général pour la reconnaissance des qualifications et diplômes en Europe et prévoit notamment le droit pour les titulaires de qualifications délivrées par un pays de bénéficier d'une évaluation de celles-ci dans d'autres Etats, sans discrimination et par un organisme devant justifier le cas échéant le refus d'une candidature. Elle repose sur le principe selon lequel la reconnaissance ne peut être refusée que si des différences substantielles sont démontrées.

839. Elle présente de surcroît une dimension internationale dans la mesure où elle doit, d'une part, « être considérée, également, dans le contexte des conventions et recommandations

²⁰⁰⁷ Rapport de la Commission « Evaluation du cadre européen des certifications (CEC), COM(2013)897 du 19 décembre 2013, op.cit.

²⁰⁰⁸ Voir notamment pour le détail des thèmes de coopération – la Déclaration de Strasbourg sur les questions relatives à la reconnaissance dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur – contributions des Réseaux ENIC NARIC au processus de Bologne, adoptée le 8 juin 2004, DGIV/EDU/HE(2004)17rév. ED-2004/UNESCO-CEPES/ENIC11/9, DGEAC/NARIC/04-019

²⁰⁰⁹ Cette convention a été précédée de nombreuses conventions élaborées par le Conseil de l'Europe et l'UNESCO relative à la reconnaissance académique en Europe : Convention européenne sur l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires 1953 et son protocole additionnel 1964, Convention européenne sur l'équivalence des périodes d'études universitaires de 1956, Convention européenne sur la reconnaissance académique des qualifications universitaires, Convention européenne sur la reconnaissance des études et diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les Etats de la région Europe de 1979 et Convention européenne sur l'équivalence générale des périodes d'études universitaires 1990, pour la convention de Lisbonne sur la reconnaissance de 1997 voir www.coe.int/t/dg4/highereducation/Recognition/LRC_FR.asp

internationales de l'UNESCO couvrant d'autres régions du Monde, et qu'il est nécessaire d'améliorer les échanges d'information entre ces régions »²⁰¹⁰, d'autre part, du fait de l'intérêt que lui portent ou lui ont porté les Etats ne participant pas au processus de Bologne, ce qui a permis d'ouvrir progressivement l'EEES à de nouveaux participants, en renforçant ainsi la renommée mondiale de l'EEES. De ce fait, l'analyse de cette convention, du point de vue de l'UE, nous conduit à effectuer deux constats. D'une part, la convention confère sans conteste une dimension externe à l'EEES, de par son lieu de rédaction qui permet aux Etats européens membres du Conseil de l'Europe et à certains Etats tiers partageant les valeurs européennes de signer et/ou ratifier cette convention.

840. Force est de constater que l'action communautaire de promotion de la convention est un atout majeur pour l'ouverture et l'attractivité de l'EEES, dans la mesure où les Etats européens partenaires de l'UE dans le cadre de la PEV, de la PAP ou de l'EEE et membres du Conseil de l'Europe font preuve de leur engagement dans la réalisation du processus de Bologne, en ratifiant à 100% la convention sur la reconnaissance des qualifications en Europe, alors que le taux de participation de l'ensemble des Etats membres du Conseil de l'Europe est de 95,7%. Cet engagement est d'autant plus encourageant que deux Etats, participant à la PEV, mais non membres du Conseil de l'Europe, ont également ratifié la convention, ce qui traduit une réelle volonté politique étatique des partenaires PEV d'établir une coopération privilégiée avec l'UE, mais également l'influence exercée par l'UE auprès de ses partenaires, notamment pour les pays candidats et candidats potentiels à l'adhésion, pour lesquels le Conseil de l'Europe représente l'antichambre au sein de laquelle il est de rigueur de démontrer son engagement européen. Cette forte participation se traduira, comme nous le verrons, par l'ouverture géographique progressive de l'EEES et le renforcement de la coopération communautaire avec les Etats tiers en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

841. La dimension externe de l'EEES est encore mieux illustrée par l'attrait de la reconnaissance des qualifications européennes sur les Etats tiers partageant les valeurs européennes et ayant établi une coopération privilégiée avec l'UE en matière d'enseignement supérieur. Comme nous avons pu l'observer, 100% des Etats participant à la PEV non membres du Conseil de l'Europe et intéressés par la convention l'ont ratifiée, ce qui contribuera à la cohérence de la politique de voisinage en la matière.

²⁰¹⁰ Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne – Conseil de l'Europe

842. De plus, il est important de reconnaître l'engagement de l'Australie et de la Nouvelle Zélande ayant d'ores et déjà ratifié la convention et l'intérêt démontré par les Etats-Unis et le Canada ayant signé dès l'ouverture de la convention à la signature, bien qu'ils ne l'aient pas ratifié à ce jour. Il est de ce fait indéniable que l'adhésion de ces Etats tiers aux valeurs européennes consacrées par la convention de Lisbonne participe à l'ouverture de l'EEES dans la mesure où cette convention représente l'un des fondements essentiels de cet espace européen.

843. Si l'action extérieure de l'UE en matière de promotion de la convention est un avantage incontestable pour l'attractivité de l'EEES, l'analyse de l'état des ratifications de la convention révèle cependant l'un des points faibles de l'EEES, lié au taux de participation des Etats membres de l'UE et de l'adhésion de l'UE elle-même. En effet bien que la Commission incite dans le cadre de la coopération ENIC NARIC, les Etats à ratifier la convention, force est de constater que l'UE n'y a elle-même pas adhéré bien que cette convention fasse partie des 46 traités du Conseil de l'Europe ouvert à l'UE²⁰¹¹. En Effet, certains Etats membres ont tardé à ratifier la convention, et un Etat membre n'a à ce jour ni signé, ni ratifié la convention, ce qui bloque le processus d'adhésion de l'UE à la convention. Même si la majorité des Etats participants au processus de Bologne²⁰¹² ont ratifié la convention, qui est sans conteste le socle de l'EEES, l'adhésion de l'UE à la convention, ainsi que de l'ensemble des Etats membres, marquera une étape essentielle de la concrétisation de la Stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne.

844. Afin de mieux cerner l'évolution de l'état des signatures et ratifications de la convention de Lisbonne, il nous paraît utile de le répertorier dans le tableau²⁰¹³ ci-dessous, en classant les Etats en fonction des liens qu'ils entretiennent avec l'UE.

²⁰¹¹ Article II-2 de la Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne – Conseil de l'Europe « au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, chaque Etat, le Saint Siège, la CE indiquent, à l'un des dépositaires de la présente convention, quelles sont les autorités compétentes pour prendre les différents types de décisions en matière de reconnaissance » - voir également le site <http://conventions.coe.int/treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=165&CM=1&DF=&C...>

²⁰¹² La convention de Lisbonne sur la reconnaissance, adoptée en 1997, est l'un des piliers du processus de Bologne, majoritairement initié par les Etats membres de l'UE. La Déclaration de Bologne réunissant en 1999, 29 Etats (Etats membres de l'UE, anciens candidats à l'adhésion de l'UE, pays de l'EEE et Suisse) repose sur des principes énoncés dans la convention de Lisbonne qui, dès l'ouverture à la signature le 11 avril 1997, a été signée par 27 Etats, dont 17 des actuels Etats membres de l'UE soit 62,9%. Voir infra tableau relatif à la participation au processus de Bologne.

²⁰¹³ Statistiques personnelles élaborées à partir des renseignements fournis sur le site du Conseil de l'Europe <http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=165&CM=8&DF=01...>

Etat des ratifications de la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne				
Participants			Signature	Ratification suivie de l'entrée en vigueur de la Convention
UNION EUROPEENNE			NON SIGNEE	NON RATIFIEE
Etats membres de l'UE (27)				
Etats membres de l'UE ayant ratifié	Allemagne		11/04/1997	23/08/2007
	Autriche		07/07/1997	03/02/1999
	Bulgarie		11/04/1997	19/05/2000
	Chypre		25/03/1998	21/11/2001
	Danemark		11/04/1997	20/03/2003
	Estonie		11/04/1997	01/04/1998
	Finlande		22/01/1998	21/01/2004
	France		11/04/1997	04/10/1999
	Hongrie		11/04/1997	04/02/2000
	Irlande		08/03/2004	08/03/2004
	Lettonie		11/04/1997	20/07/1999
	Lituanie		11/04/1997	17/12/1998
	Luxembourg		11/04/1997	04/10/2000
	Malte		11/04/1997	16/11/2005
	Pays Bas		14/05/2002	19/03/2008
	Pologne		11/04/1997	17/03/2004
	Portugal		11/04/1997	15/10/2001
	République tchèque		11/04/1997	15/12/1999
	Roumanie		11/04/1997	12/01/1999
	Royaume Uni		07/11/1997	23/05/2003
	Slovaquie		11/04/1997	13/07/1999
	Slovénie		11/04/1997	21/07/1999
	Suède		11/04/1997	28/09/2001
Etats membres de l'UE ayant ratifié fin 2009-2010	Belgique		07/03/2005	22/07/2009
	Espagne		20/02/2009	28/10/2009
	Italie		24/07/1997	06/10/2010
Etats membres de l'UE n'ayant pas ratifié	Grèce		NON SIGNEE	NON RATIFIEE
Total des Etats membres UE (en %) ayant signé et ratifié			96,2% des Etats membres UE	
Etats hors UE membres du Conseil de l'Europe (20)				
Etats partenaires PEV	Arménie		26/05/2000	07/01/2005
	Azerbaïdjan		11/04/1997	10/03/1998
	Géorgie		11/04/1997	13/10/1999
	Moldova		06/05/1997	23/09/1999
	Ukraine		11/04/1997	14/04/2000
Total Etats partenaires PEV et membres du Conseil de l'Europe ayant signé et/ou ratifié (en %)			100% des Etats de cette catégorie ont signé et ratifié	
Etats partenaires IAP	Candidats	Croatie	11/04/1997	17/10/2002
		Ex Rép. yougoslave de Macédoine	11/04/1997	29/11/2002
		Turquie	01/12/2004	08/01/2007
	Candidats potentiels	Albanie	04/11/1999	06/03/2002
		Bosnie Herzégovine	17/07/2003	09/01/2004
		Monténégro	03/03/2004	03/03/2004
		Serbie	03/03/2004	03/03/2004
Total partenaires IAP et membres du Conseil de l'Europe ayant signé et/ou ratifié			100% des Etats de cette catégorie ont signé et ratifié (en %)	
Etats EEE	Islande		11/04/1997	21/03/2001
	Liechtenstein		NON SIGNEE	01/02/2000
	Norvège		11/04/1997	29/04/1999
Total partenaires EEE (en %)			66,6% des Etats de cette catégorie ont signé	100% des Etats de cette catégorie ont ratifié
Autres	Andorre		NON SIGNEE	22/04/2008
	Monaco		NON SIGNEE	NON RATIFIEE
	Russie		07/05/1999	25/05/2000
	Suisse		24/03/1998	24/03/1998
	Saint Marin		06/07/2011	19/12/2011
Total Etats membres du Conseil de l'Europe entrant dans une autre catégorie de coopération UE (en %)			60% des Etats de cette catégorie ont signé	0% des Etats de cette catégorie ont ratifié
Total des Etats hors UE membres du Conseil de l'Europe (en %)			85% des Etats de cette catégorie ont signé	95% des Etats de cette catégorie ont ratifié
Total des Etats membres du Conseil de l'Europe (en %)			91.4% des Etats de cette catégorie ont signé dont 4,6% qui ont signé sans ratifier	95.7% des Etats de cette catégorie ont ratifié
Etats tiers non membres du Conseil de l'Europe				
Etats PEV	Belarus		NON SIGNEE	19/02/2002
	Israël		24/11/1997	12/07/2007
Total Etats PEV non membres du Conseil de l'Europe (en %)			50% des Etats PEV non membres du Conseil de l'Europe ont signé la convention	100% des Etats PEV non membres ont ratifié la convention
Total Etats PEV Etats membres et non membres du Conseil de l'Europe (en %)			87.5% des Etats de cette catégorie ont signé	100% des Etats de cette catégorie ont ratifié

Autres	Australie	19/09/2000	22/11/2002
	Canada	04/11/1997	NON RATIFIEE
	Etats Unis	11/04/1997	NON RATIFIEE
	Kazakhstan	11/04/1997	07/10/1998
	République kirghize	NON SIGNEE	09/03/2004
	Saint Siège	11/04/1997	28/02/2001
	Tadjikistan	06/06/2011	28/03/2012
Total Etats autre catégorie de coopération (en %)		85.7% des Etats de cette catégorie ont signé	71.4% des Etats de cette catégorie ont ratifié
Total Etats tiers non membres du Conseil de l'Europe intéressés par la Convention (en %)		77.7% des Etats de cette catégorie ont signé	77.7% des Etats de cette catégorie ont ratifié

845. Il convient également d'analyser l'impact de l'action du Comité d'identification de Lisbonne, institué pour garantir la mise en œuvre de cette convention, car l'UE participe en son sein à l'élaboration d'outils de transparence internationaux complémentaires à la convention, assurant l'échange d'informations fiables et accessibles, la mise en réseau et contribuant de ce fait à la création et l'ouverture de l'EEES.

c) L'influence du Comité d'identification de Lisbonne dans l'élaboration et l'ouverture de l'EEES

846. L'UE participe au Comité de la convention de Lisbonne, créé en 1999 afin d'en contrôler la mise en œuvre. Dans ce cadre, elle prend part aux réunions annuelles et à l'adoption d'instruments nécessaires à la création de l'EEES, tels que la Charte commune d'ENIC/NARIC des activités et des services du 9 juin 2004 et le supplément au diplôme de juin 2007. Face à l'expansion rapide de l'enseignement supérieur transnational il est intéressant de préciser la pertinence du code de bonnes pratiques²⁰¹⁴, adopté lors de la deuxième réunion du comité de la convention de reconnaissance de Lisbonne le 6 juin 2001 à Riga, qui propose un cadre normatif de référence comprenant des définitions communes afin d'assurer la cohérence des actions menées au niveau national, des objectifs communs permettant de promouvoir une bonne pratique dans le domaine de l'éducation transnationale, notamment quant à la qualité de l'offre et des principes communs liés à l'offre d'éducation transnationale. Consacré comme complément à la convention de reconnaissance de Lisbonne, le code traite des accords transnationaux éducatifs et répond en la matière aux besoins des pays d'origine et des pays d'accueil en consacrant un certain nombre de règles, comme le caractère écrit et contraignant de l'accord. Il protège également les étudiants, employeurs et autre acteur en matière de qualification délivrée par des accords internationaux en garantissant la fiabilité des informations fournies par l'institution diplômante ou l'organisation formatrice et en offrant un cadre de référence pour les difficultés liées à l'assurance qualité et à

²⁰¹⁴ Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational adopté lors de la deuxième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, Riga 6 juin 2001, DGIV/EDU/HE (2002)8

l'évaluation des programmes offerts et des qualifications délivrées par des accords transnationaux. Ce code contribue ainsi à la qualité et, de ce fait, à l'attractivité de l'EEES et participe à son ouverture dans la mesure où il prend en considération les codes similaires tels que le « code de pratiques éthiques relatifs à l'offre d'éducation des universités australiennes aux étudiants internationaux », le « code de pratiques de l'assurance qualité éducation en collaboration » par l'Agence d'assurance qualité de Grande Bretagne, et les « principes de bonne pratique pour des programmes d'éducation destinés aux ressortissants d'autres pays que des Etats Unis ».

847. Une étape supplémentaire a été franchie lors de la réunion du Comité de la convention de reconnaissance de Lisbonne, qui s'est tenu à Sèvres le 23 juin 2010. A cette occasion, une recommandation révisée a été adoptée concernant les procédures et les critères d'évaluation des qualifications et des périodes d'études étrangères. S'appliquant aux parties à la Convention, la recommandation compile les meilleures pratiques en matière de reconnaissance et aborde le thème sensible des obstacles à la reconnaissance des qualifications étrangères subsistant dans les pays parties à la Convention. Selon les principes généraux qu'elle fixe les personnes titulaires de qualifications étrangères devront avoir un accès acceptable à la reconnaissance, notamment concernant les frais d'évaluation qui devraient être réduits au strict minimum, à une évaluation appropriée de leurs qualifications, périodes d'études comprises, par le biais de procédures et critères d'évaluation « transparents, cohérents, fiables »²⁰¹⁵ et dans un délai raisonnable, sachant que le délai de traitement ne peut excéder quatre mois. Ils doivent de surcroît bénéficier d'une information claire de la décision de refus de reconnaissance, s'il y a lieu, cette dernière devant mentionner également les mesures que le requérant peut prendre pour obtenir ultérieurement la reconnaissance ainsi que la possibilité de faire appel, sachant que la recommandation préconise dans tous les cas « si possible, une reconnaissance alternative ou partielle »²⁰¹⁶. Le Comité invite les Etats « à examiner sérieusement la possibilité d'amender leur législation »²⁰¹⁷ afin qu'elle soit conforme aux principes énumérés par la recommandation, ce qui s'inscrit clairement dans la ligne politique tracée par l'UE, dans le cadre de la modernisation engagée de la directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

²⁰¹⁵ Recommandation révisée sur les procédures et les critères d'évaluation des qualifications et des périodes d'études étrangères adoptée lors de la cinquième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne Sèvres 23 juin 2010 - point 6 de la partie III 'principes généraux'

<http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/recognition/criteria%20and%20procedures>

²⁰¹⁶ Ibid., point 8

²⁰¹⁷ Ibid., point 7

848. Les réseaux ENIC NARIC participent incontestablement à l'ouverture de l'EEES sur le monde en favorisant la compréhension mutuelle des systèmes régionaux d'éducation et de formation et en participant à l'attractivité de l'EEES par la promotion d'un système basé sur la reconnaissance « équitable »²⁰¹⁸ des qualifications fondées sur les connaissances et les aptitudes de la personnes et non sur les voies formelles qui ont permis d'obtenir les qualifications. Selon les réseaux ENIC et NARIC « la reconnaissance équitable des qualifications est aussi un élément essentiel de la coopération entre la région européenne et les autres parties du Monde en matière d'enseignement supérieur et en est une condition sine qua non. Les réseaux ENIC et NARIC permettent, d'une part, de relier et d'échanger les connaissances extrêmement vastes sur les autres systèmes éducatifs dont disposent les centres nationaux et offrent, d'autre part, une plate-forme unique pour mettre au point des politiques et des pratiques de qualité en matière de reconnaissance. L'amélioration de l'échange d'informations avec les autorités compétentes d'autres régions, en particulier par l'intermédiaire du cadre de l'UNESCO, ainsi que la coopération aux fins du développement de la pratique de la reconnaissance peut nettement contribuer à la dimension externe du processus de Bologne »²⁰¹⁹. Ainsi la coopération extérieure mise en œuvre par la Commission dans le cadre ENIC NARIC participe à l'ouverture de l'EEES sur le monde, ce qui se traduit également par son ouverture géographique.

2. L'ouverture géographique de l'EEES

849. Les 17 et 18 mai 2007, les ministres de l'enseignement supérieur des pays participants au processus de Bologne se sont rencontrés à Londres pour faire le point sur les progrès réalisés et adopter « une stratégie de sensibilisation des autres continents »²⁰²⁰. La Commission a dès 2001 insisté sur la nécessité de renforcer la coopération avec les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur²⁰²¹ et a identifié à ce titre deux objectifs : le développement des ressources humaines de haute qualité dans les pays partenaires et dans l'UE par le développement réciproque des ressources humaines et la promotion de l'UE

²⁰¹⁸ [www.coe.int/dg4/highereducation/Recognition/DGIV%20EDU%20HE%20HE%20\(2...](http://www.coe.int/dg4/highereducation/Recognition/DGIV%20EDU%20HE%20HE%20(2...)

²⁰¹⁹ Réseaux ENIC (Conseil de l'Europe/Unesco) et NARIC (Commission européenne) « Déclaration de Strasbourg sur les questions relatives à la reconnaissance dans l'espace européen de l'enseignement supérieur : contribution des réseaux ENIC et NARIC au processus de Bologne » 11^{ème} réunion joint des réseaux ENIC et NARIC, 7 et 8 juin 2004, salle 9 du Conseil de l'Europe – DGIV/EDU/HE(2004)17 rév ED-2004/UNESCO-CEPES/ENIC.11/9, DGEAC/NARIC/04-019 <http://www.coe.int/DGIVRestricted/fr>

²⁰²⁰ « Bologne sous le signe de la mondialisation : le commissaire Figel place la réforme de l'enseignement supérieur dans un contexte international »

<http://europa.eu/rapid/releasesAction.do?reference=IP/07/656&format=HTML>

²⁰²¹ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil visant à renforcer la coopération avec les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur COM(2001)385 final

comme un centre mondial d'excellence en matière d'éducation, de formation et de recherche. Dans ce contexte, il convient d'analyser la participation progressive accrue des Etats à l'EEES (a) et les perspectives d'extension à tous les Etats voisins (b).

a) Une ouverture progressive de l'EEES

850. Le processus de réforme européen visant à créer un Espace européen d'enseignement supérieur réunit à ce jour quarante-sept Etats participants²⁰²², en coopération avec de nombreuses organisations internationales, visant à promouvoir la mobilité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur européen par la reconnaissance de sa qualité. Ce processus ne repose pas sur un traité intergouvernemental mais sur la *soft law*, ce qui permet, d'une part, une plus grande participation chaque pays étant libre d'approuver ou rejeter le processus, d'autre part, de préserver la diversité. Ce processus repose sur trois niveaux : un niveau institutionnel représenté par les établissements supérieurs, un niveau national composé de tous les Etats participants au processus, et un niveau international constitué de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO/CEPES, de l'EUA (Association de l'Université européenne), de l'ESU (Union des étudiants d'Europe), de l'EURASHE (Association européenne des établissements d'enseignement supérieur), de l'ENQA (Association européenne pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur), de l'EI (International de l'éducation) et de l'UNICE (Union des industrie de la CE) devenue BusinessEurope le 23 janvier 2007.

851. Le Groupe de suivi de Bologne organise des réunions ministérielles tous les deux ans, réunissant les ministres chargés de l'enseignement supérieur et au cours desquelles est consacrée l'adhésion au processus de nouveaux Etats participants.

OUVERTURE GEOGRAPHIQUE DE L'EEES		
SOMMETS	ETATS PARTICIPANTS	OBJECTIFS
Déclaration de la Sorbonne	6 pays France, l'Allemagne, l'Italie, Royaume Uni	Promouvoir la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur et la promotion de ce système européen à l'échelon mondial
Déclaration de Bologne 29 juin 1999	29 pays Autriche, Belgique, Bulgarie, République Tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, République Slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, Suisse, Royaume Uni	-promouvoir la mobilité dans l'enseignement supérieur -coopérer dans l'évaluation de la qualité des systèmes d'enseignement -adopter un système de diplômes lisibles et comparable -mettre en place un système de crédits ECTS -promouvoir la dimension européenne dans l'enseignement.

²⁰²² Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, France, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Moldavie, Norvège, Pays Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Russie, Saint Siège, Serbie, Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine ainsi que : ESIB, EUA, EURASHE, EI, ENQA, UNICE, Conseil de l'Europe, Commission européenne et UNESCO.

Réunion ministérielle de Prague en 2001	33 pays participation de la Croatie, du Lichtenstein, de Chypre et de la Turquie	-renforcer la participation des étudiants, membres de l'Union des Etudiants d'Europe (ESU) ²⁰²³ -consolider la dimension sociale du processus et la responsabilité publique en matière d'enseignement supérieur consacrée comme bien public -promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie -impliquer les étudiants et les enseignants dans la promotion de l'attractivité de l'espace européen de la recherche.
Réunion de Berlin en 2003	40 pays participation de l'Albanie, de la Principauté d'Andorre, de la Bosnie Herzégovine, du Saint Siège, de la Russie, de la Serbie et de l'ex République yougoslave de Macédoine	-renforcer la recherche - inclure le troisième cycle relatif aux études doctorales dans le processus de Bologne - approfondir la coopération en matière d'évaluation de la qualité, du système basé sur deux cycles et sur la reconnaissance des diplômes -ouvrir le processus à tous les pays, membres de la Convention culturelle européenne ²⁰²⁴ (si ces derniers en font la demande et présentent un projet satisfaisant de mise en œuvre des objectifs de Bologne dans leur système d'enseignement supérieur – ex Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Ukraine et Monténégro, parties à la convention culturelle depuis 2003 (ils participeront au processus de Bologne, dès 2005, et dès 2007 pour le Monténégro)
Sommet de Bergen de 2005	45 pays ²⁰²⁵ Participation de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldova et l'Ukraine	- améliorer l'interaction entre l'EEER et d'autres parties du Monde -adopter un cadre global de qualifications pour l'EEES (en trois cycles) -déterminer des références et lignes d'orientation pour garantir la qualité -élaborer des cadres nationaux de qualifications
Réunion ministérielle de Londres du 18 mai 2007 ²⁰²⁶ « Vers un espace d'enseignement supérieur européen : répondre aux défis dans un monde globalisé » ²⁰²⁷	46 pays Participation du Monténégro	-renforcer la mobilité, la structure par cycle, la reconnaissance, les réseaux de qualifications, l'éducation tout au long de la vie, l'assurance de la qualité, le développement de programmes doctoraux, la dimension sociale. -apprécier les répercussions du processus de Bologne dans le monde (reconnaissance des qualifications, bénéfices de la coopération fondée sur le partenariat, confiance et compréhension mutuelle) - améliorer l'information - promouvoir l'attractivité et la compétitivité de l'EEES, en renforçant le dialogue politique, la coopération et les partenariats et en poursuivant la reconnaissance des qualifications.
Réunion de Leuven /Louvain-la-Neuve des 28 et 29 avril 2009	46 pays	-consolider le socle du processus de Bologne 2020 en complétant et en concentrant les actions existantes - garantir l'accès de tous à une éducation et une formation de qualité tout au long de la vie - améliorer l'assurance qualité et la reconnaissance des diplômes et des périodes d'études par la création d'outils multidimensionnels assurant la transparence et la collecte des données - ouvrir davantage les établissements d'enseignement supérieur à la scène internationale.
Déclaration de Budapest-Vienne du 12 mars 2010	47 pays Participation du Kazakhstan	-instituer officiellement l'espace européen d'enseignement supérieur, tel que défini dans la déclaration de Bologne de 1999 -intensifier encore davantage la coopération avec les pays du monde entier
Conférence ministérielle de Bucarest des 26 et 27 avril 2012 «Au-delà du processus de Bologne: créer et connecter des espaces de l'enseignement supérieur aux niveaux national, régional et mondial»	47 pays	-renforcer l'internationalisation du processus de Bologne -cinq axes de consolidation de l'EEES pour la période 2012-2015 pour démontrer l'imbrication étroite des objectifs du processus de Bologne avec ceux du programme Education et formation 2020 et Europe 2020 établissant une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive, profitable à tous : améliorer la collecte des données, étendre à tous l'accès à un enseignement supérieur de qualité, renforcer l'assurance qualité par le développement des cadres de qualifications, promouvoir la mobilité et la mise en place de diplômes conjoints, améliorer l'employabilité des diplômés
La prochaine évaluation ministérielle, prévue en 2015 à Erevan (Arménie)		faire un bilan sur les avancées des Etats parties en matière de consolidation de l'EEES

²⁰²³ Le Sommet de Prague a permis de reconnaître les étudiants comme partenaires à part entière dans le processus. L'ESU (European Students'Union) est devenue membre consultatif du Groupe de suivi de Bologne (comme le Conseil de l'Europe, l'Association de l'université européenne et l'EURASHE).

²⁰²⁴ La convention culturelle STCE N°018 ouverte à la signature le 19 décembre 1954 et entrée en vigueur le 5 mai 1955 vise à développer la compréhension mutuelle entre les peuples d'Europe. Tous les Etats actuels participants au processus de Bologne l'ont ratifié. Voir état des ratifications ; <http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=018&CM=&DF=&C...>

²⁰²⁵ Les Etats participants auront le soutien des membres consultatifs, dont la participation a également été étendue à la Structure européenne de l'Internationale de l'éducation (EI), à l'Association européenne pour la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur (ENQA) et à l'Union des confédérations des employeurs et des industries d'Europe (UNICE).

²⁰²⁶ Document de la Commission européenne - Bruxelles 7 mai 2007 « From Bergen to London : the contribution of the European Commission to the Bologna Process » <http://ec.europa.eu/education/policies/educ/bologna/report06.pdf>

²⁰²⁷ Notamment points 2.19 et 2.20 sur l'ouverture sur le monde du processus <http://www.dfes.gov.uk/londonbologna/uploads/documents/LondonCommuniquefinalwithLondonlogo.pdf>

852. Le tableau²⁰²⁸ ci-dessous permet de visualiser l'ensemble des participants au processus de Bologne, Etats et organisations internationales, ainsi que l'ouverture géographique progressive de l'EEES.

PARTICIPATION AU GROUPE DE SUIVI DE BOLOGNE		
Membres du Groupe de suivi : Tous les Etats participants au processus de Bologne		Statut/ UE
Depuis la Déclaration de Bologne 1999 (29)	Allemagne	Etat membre UE
	Autriche	Etat membre UE
	Belgique	Etat membre UE
	Bulgarie	Etat membre UE
	Danemark	Etat membre UE
	Espagne	Etat membre UE
	Estonie	Etat membre UE
	Finlande	Etat membre UE
	France	Etat membre UE
	Grèce	Etat membre UE
	Hongrie	Etat membre UE
	Irlande	Etat membre UE
	Islande	Etat EEE
	Italie	Etat membre UE
	Lettonie	Etat membre UE
	Lituanie	Etat membre UE
	Luxembourg	Etat membre UE
	Malte	Etat membre UE
	Norvège	Etat EEE
	Pays Bas	Etat membre UE
	Pologne	Etat membre UE
	Portugal	Etat membre UE
	Roumanie	Etat membre UE
	Royaume Uni	Etat membre UE
	République Slovaque	Etat membre UE
	République Tchèque	Etat membre UE
	Slovénie	Etat membre UE
	Suède	Etat membre UE
	Suisse	Coopération spécifique
Depuis la réunion de Prague 2001 (33)	Croatie	Etat candidat à l'adhésion
	Chypre	Etat membre UE
	Liechtenstein	Etat EEE
	Turquie	Etat candidat à l'adhésion
Depuis la réunion de Berlin 2003 (40)	Albanie	Etat candidat à l'adhésion
	Andorre	Coopération spécifique
	Bosnie Herzégovine	Etat candidat à l'adhésion
	Ex République yougoslave de Macédoine	Etat candidat à l'adhésion
	Russie	Coopération spécifique
	Saint Sièges	Coopération spécifique
	Serbie	Etat candidat à l'adhésion
Depuis la réunion de Bergen 2005 (45)	Arménie	Etat voisin
	Azerbaïdjan	Etat voisin
	Géorgie	Etat voisin
	Moldova	Etat voisin
	Ukraine	Etat voisin
	Roumanie	Etat membre UE
Depuis la réunion de Londres 2007 (46)	Monténégro	Etat candidat à l'adhésion
Depuis la réunion de Budapest-Vienne 2010	Kazakhstan	Etat partenaire coopération au développement
Organisations internationales		
Commission européenne		Membre du Groupe de suivi
UNESCO/CEPES		Membre consultatif
Conseil de l'Europe		Membre consultatif
ESU, Union des étudiants d'Europe		Membre consultatif
Association de l'Université européenne		Membre consultatif
EURASHE, Association européenne des établissements d'enseignement supérieur		Membre consultatif
ENQA, Association européenne pour la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur		Membre consultatif
EI, l'Internationale de l'éducation		Membre consultatif
BusinessEurope (ex UNICE), Union des confédérations des employeurs et des industries d'Europe		Membre consultatif

²⁰²⁸ Tableau personnel

853. Ce tableau nous permet de constater que les Etats membres de l'UE sont à l'origine du processus intergouvernemental de Bologne, ce qui justifie l'intervention accrue de l'UE dans le processus et l'insertion de l'objectif de Bologne dans le volet éducatif de Lisbonne. Il démontre également que l'ouverture géographique de l'EEES s'est dans un premier temps effectuée aux pays candidats et candidats potentiels à l'adhésion à l'UE, ce qui aura par ailleurs un impact direct sur leur participation à la Stratégie de Lisbonne. Dès mars 2001, le Conseil européen de Stockholm a décidé d'associer les pays candidats aux objectifs de Lisbonne, aux motifs qu'ils sont progressivement associés au processus de Bologne et que les réformes entreprises des systèmes d'éducation et de formation s'inscrivent dans une perspective à moyen ou long terme. L'EEES a dans un second temps été ouvert à six Etats voisins de l'UE, à compter de 2003, puis à un pays partenaire de l'UE dans le cadre de la coopération au développement en 2010, ce qui annonce une nouvelle tendance de cet espace penchant vers l'inter régionalisme, confirmé par les dispositions de la résolution du Parlement du 13 mars 2012. Le Parlement européen a encouragé à cette occasion, l'Union à « appuyer la mise en œuvre des engagements pris par elle au titre du processus de Bologne dans sa politique de coopération avec les pays non membres de l'Union intéressés »²⁰²⁹ et a demandé « qu'un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur soit intégré à cette structure existante et que des progrès soient faits vers la mise en place d'un véritable espace de l'enseignement supérieur pour les pays concernés par la coopération dans le cadre du partenariat oriental ainsi que d'autres espaces interétatiques au sein de l'Union »²⁰³⁰.

b) La vocation interrégionale de l'EEES : d'un espace européen géographique à un espace européen idéologique d'enseignement supérieur

854. L'ouverture du processus de Bologne aux Etats participant à la PEV, dès 2003, et l'adoption par les pays participants au processus d'« une stratégie de sensibilisation des autres continents »²⁰³¹, dès 2007, annoncent une étape décisive dans l'élaboration de l'EEES. Il semble en effet qu'un degré supplémentaire ait été franchi dans la construction de cet espace européen d'enseignement, dont les contours, qui pouvaient dans un premier temps être appréhendés sous l'angle géographique, le sont à l'heure actuelle d'un point de vue idéologique.

²⁰²⁹ Paragraphe 63 de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne (2011/21980(INI)) <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0072+0+DOC+XML+V0//FR>

²⁰³⁰ Ibid., paragraphe 58

²⁰³¹ « Bologne sous le signe de la mondialisation : le commissaire Figel place la réforme de l'enseignement supérieur dans un contexte international » <http://europa.eu/rapid/releasesAction.do?reference=IP/07/656&format=HTML>

855. L'influence des organisations internationales et la participation accrue des Etats au processus de Bologne, nous permet en effet de déduire que tout Etat a vocation à participer à l'EEES, dans la mesure où il adhère et promeut les valeurs européennes fondant cet espace. Notre analyse est d'ailleurs confortée par l'adhésion encourageante des Etats tiers à l'UE à la Convention de Lisbonne du Conseil de l'Europe, et s'illustre notamment par l'accord de coopération scientifique et technologique signé le 26 juin 2003 à Thessalonique entre l'UE et la Tunisie. Visant à promouvoir la dimension internationale de l'Espace européen de recherche (EER), cet accord marque l'ouverture aux pays partenaires méditerranéens, dans l'objectif de les y intégrer progressivement. La création d'un espace euro-méditerranéen de recherche²⁰³² permet, d'une part, d'envisager, dans un second temps, une participation des Etats méditerranéens à l'EEES dans le cadre de la politique européenne de voisinage de l'UE, conformément à la communication de la Commission du 4 décembre 2006, qui prévoit une telle participation²⁰³³ et, d'autre part, de démontrer la vocation interrégionale de l'EEER liée à l'objectif de promotion mondiale des valeurs européennes.

856. L'émergence d'un EEES idéologique est surtout étayée par la mise en place du premier forum politique de Bologne le 29 avril 2009, suite à la conférence de Louvain-la-Neuve, marquant une étape essentielle du processus en permettant une rencontre entre les ministres ayant pris part au processus de Bologne et les représentants de haut niveau provenant de pays de différentes régions du monde²⁰³⁴. A cette occasion, Sjur Bergan, chef du service de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de l'histoire de la délégation du Conseil de l'Europe « a souligné la nécessité de concevoir le Processus de Bologne non seulement comme une structure mais aussi comme une communauté de pratiques ouverte à tous les intéressés. Il a souligné des formes de coopération dans la réforme de l'enseignement supérieur qui ne dépendent pas du statut formel des pays au sein du processus de Bologne »²⁰³⁵. Dans cette perspective, les Etats-Unis ont par exemple participé à la conférence

²⁰³² Cet accord n'est pas limité dans le temps et est fondé sur le principe de réciprocité quant à l'engagement dans les domaines prévus par l'Accord. La Tunisie pourra donc participer aux actions des programmes cadre, propositions et octroi de bourses Marie Curie. Un comité mixte de gestion de l'accord structure la coopération scientifique et évalue l'impact de l'accord sur les relations scientifiques entre les deux partenaires. La 9^{ème} rencontre méditerranéenne sur la recherche est prévue du 12-15 mars 2008

voir <http://eui.eu/RSCAS/Research/Mediterranean/mrm2008/index.shtml> - pour les informations générales voir site de la Délégation de la Commission européenne en Tunisie <http://deltun.ec.europa.eu/fr/default.asp>

²⁰³³ Conformément à la communication de la Commission concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires PEV de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires. COM(2006)724 du 4 décembre 2006

²⁰³⁴ Australie, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Ethiopie, Israël, Japon, Kazakhstan, Kirghizstan, Mexique, Maroc, Nouvelle Zélande, Tunisie, Etats Unis

²⁰³⁵ <http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/ehea2010>

ministérielle de Budapest-Vienne de 2010 en réaffirmant être « fortement impliqués dans les structures au niveau européen de Bologne (suivi de Bologne, Groupe et groupes de travail thématiques) qui gèrent le processus entre les réunions ministérielles »²⁰³⁶, notamment les événements sur la qualité et l'assurance de la qualité, la reconnaissance et la formation doctorale.

857. Un autre élément plaide également en faveur de l'ouverture accrue de l'EEES à savoir l'exigence incontournable d'adaptation de l'Europe à la mondialisation, notamment la revalorisation des universités dans le monde globalisé²⁰³⁷. Force est de constater que l'extension de la participation à l'EEES est vitale pour la compétitivité de l'Europe à l'ère de l'économie de la connaissance. L'ouverture de cet espace est en effet une nécessité face à la mobilité accrue professionnelle et géographique puisque la mondialisation de l'économie implique que les apprenants soient dotés de la capacité de travailler au-delà des frontières. L'EEES doit ainsi être ouvert sur le Monde et avoir pour vocation d'être sans frontières dans un souci de promouvoir les valeurs européennes en matière d'enseignement supérieur. L'internationalisation des établissements européens d'enseignement supérieur est une voie indispensable de modernisation des systèmes d'enseignement en Europe et donc de leur compétitivité internationale. Elle doit se traduire par la promotion de l'assurance qualité et le renforcement de la mobilité des apprenants et des enseignants notamment par la délivrance de diplômes communs et doubles et la reconnaissance des qualifications et des périodes d'études.

858. Dans ses conclusions du 11 mai 2010²⁰³⁸, le Conseil a invité la Commission à élaborer une stratégie de l'UE en matière d'enseignement supérieur international visant à promouvoir l'attractivité de l'enseignement supérieur européen dans le cadre des activités extérieures de l'UE, et s'est félicité à l'occasion de ses conclusions sur la modernisation de l'enseignement supérieur du 20 décembre 2011, de l'engagement de cette dernière dans l'élaboration de cette stratégie. Le bilan de modernisation effectué fin 2011 par le Conseil lui a également permis de rappeler qu'« attirer les meilleurs étudiants, universitaires et chercheurs et du personnel provenant de l'extérieur de l'UE et trouver de nouvelles formes de coopération transnationale constituent des conditions essentielles pour faire de l'EEES et de l'EER des destinations

²⁰³⁶ <http://www.ambafrance-hn.org/consolidation-de-l-Espace-Europeen>

²⁰³⁷ Le 20 juillet 2011 s'est tenue à Sopot (Pologne) la première conférence ministérielle sur l'EER intitulée 'intellectual capital – creative impact' dont l'un des objectifs principaux a été de consacrer le rôle essentiel des universités face à la mondialisation

²⁰³⁸ Conclusions du Conseil du 11 mai 2010 sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur JO C135 du 26 mai 2010, p12

attrayantes dans la course mondiale à la connaissance et au talent »²⁰³⁹. Il s'est, dans cette perspective, félicité que la Commission entende « faire en sorte que l'UE soit envisagée comme une destination d'études et de recherche pour les meilleurs talents du monde entier, sans négliger pour autant la diversité de ses établissements d'enseignement supérieur, et favoriser les relations dans le domaine de l'enseignement supérieur avec des partenaires à l'extérieur de l'Union, en vue de renforcer les systèmes nationaux d'enseignement supérieur, le dialogue sur les politiques, ainsi que la mobilité et la reconnaissance académique, y compris par la stratégie d'élargissement, la politique européenne de voisinage, le partenariat oriental, le partenariat euro méditerranéen, la coopération avec les Balkans occidentaux, l'approche globale sur la question des migrations et le forum politique de Bologne »²⁰⁴⁰.

859. Cet objectif d'ouverture de l'EEER se traduit également par l'ouverture des programmes éducatifs mis en place au sein de l'UE aux pays tiers afin de favoriser une meilleure compréhension mutuelle et l'échange de bonnes pratiques, ce qui constitue de surcroît '*le ferment*' indispensable à l'établissement d'autres espaces d'enseignement et de recherche régionaux, comme le prévoit la stratégie européenne de sensibilisation...

B/ L'internationalisation des programmes de coopération en matière d'éducation

860. Face à la nécessité de « défendre sa place dans un environnement où le nombre d'étudiants internationaux augmente rapidement et où la concurrence s'intensifie pour attirer ces étudiants »²⁰⁴¹, l'UE a, dès 2001, mis en place une stratégie de renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur²⁰⁴² afin de consolider l'attractivité de l'EEES et la dimension internationale des systèmes d'enseignement supérieur des Etats membres, en favorisant ainsi les échanges des étudiants et enseignants avec leurs homologues des pays tiers. Cette ouverture sur la scène internationale permet, d'une part, l'échange du savoir et du savoir-faire nécessaire au développement d'un enseignement supérieur de qualité, dans l'intérêt réciproque des Etats membres de l'UE et des pays tiers, et renforce, d'autre part, la reconnaissance internationale de l'UE par la promotion de ses programmes éducatifs et formatifs, et la diffusion des valeurs européennes. Cette coopération

²⁰³⁹ Point 7 des conclusions du Conseil sur la modernisation de l'enseignement supérieur du 20 décembre 2011 JO C372 du 20 décembre 2011, p36-41

²⁰⁴⁰ Ibid., point 10

²⁰⁴¹ Point 3.3.3 du rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – rapport d'évaluation intermédiaire du programme Erasmus Mundus 2004-2008, COM(2007)375 du 2 juillet 2007 (évaluation intermédiaire prévue par l'article 12 de la décision 2317/2003/CE du 5 décembre 2003 publié au JO L345 du 31 décembre 2003

http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

²⁰⁴² Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur COM (2001)385 final

internationale permet en effet à l'UE de garantir une offre d'éducative et de formation attractive et de qualité par l'échange de bonnes pratiques.

861. On distingue trois formes d'ouverture sur le monde des programmes éducatifs de l'UE : celle relative aux programmes intra-communautaires réunis dans le programme intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, qui n'ont *a priori* pas de vocation internationale (1), celle concernant les programmes de coopération extérieure mais à vocation régionale, tel que TEMPUS (2) et enfin celle qui se traduit par la mise en place d'un programme de coopération extérieure général, à savoir le programme ERASMUS MUNDUS, consacré spécifiquement à la coopération de l'UE en matière d'enseignement supérieur avec les pays tiers (3). Le programme 'Erasmus +', intégrant l'ensemble des programmes éducatifs, formatifs et de jeunesse existants, prévoit ces divers modes d'ouverture aux pays tiers (4).

1. L'ouverture internationale des programmes intra-communautaires

862. Si les programmes éducatifs sectoriels de l'UE ont permis de consolider l'EEES en favorisant la mobilité, il s'avérerait indispensable de renforcer l'attractivité de cet espace en étendant la participation à ces programmes, afin que l'UE mette « à profit, dans toute la mesure du possible, l'expérience tirée des programmes intra-communautaires dans ses relations avec les pays tiers »²⁰⁴³. Partant du constat que les programmes et les bases légales existants constituaient des fondements solides à une telle stratégie, des ressources ont de ce fait été allouées en vue d'étendre la portée de ces programmes dans les enveloppes budgétaires existantes.

863. Le programme d'éducation tout au long de la vie, regroupant avant le programme Erasmus +, les divers programmes éducatifs sectoriels existants, a ainsi été ouvert à la participation des pays candidats à l'adhésion à l'UE, aux pays des Balkans occidentaux, aux pays de l'AELE qui sont membres de l'EEE²⁰⁴⁴ et à la Confédération suisse, qui peuvent participer au programme en vertu d'accords signés entre l'UE et ses pays²⁰⁴⁵. Il a de surcroît

²⁰⁴³ Ibid., paragraphe 15

²⁰⁴⁴ L'accord sur l'espace économique européen (EEE) prévoit une coopération plus élargie dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la jeunesse entre la Communauté et ses Etats membres d'une part et les Etats de l'Association européenne de libre échange participant à l'Espace économique européen (Etats de l'AELE/EEE) d'autre part ; voir par exemple l'accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p22-30

²⁰⁴⁵ Paragraphe 38 et article 7 paragraphe 1 – peuvent ainsi participer les Balkans occidentaux selon le Conseil européen de Thessalonique des 19 et 20 juin 2003, la Suisse, et pays de l'EEE - Les négociations de la

été ouvert, sous certaines conditions, à d'autres Etats tiers dans la mesure où il prévoit que « la Commission peut coopérer avec les pays tiers et avec les organisations internationales compétentes, en particulier le Conseil de l'Europe, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) »²⁰⁴⁶. Le Conseil a d'ailleurs explicitement invité la Commission « à améliorer la coopération avec les organisations internationales compétentes, à savoir le Conseil de l'Europe, l'OCDE, et l'UNESCO, pour élaborer les politiques et les actions concrètes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de vie »²⁰⁴⁷.

864. Le généralisme des dispositions a ainsi conféré à la Commission une compétence large en matière de coopération avec les pays tiers et les organisations internationales, ce qui a permis d'envisager leur participation au programme sur ce fondement, notamment celle des Etats participants à la politique européenne de voisinage dans la mesure où la Commission a dès 2006 envisagé cette possibilité en déterminant « une approche générale visant à permettre aux pays voisins partenaires de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires »²⁰⁴⁸. Il est à noter également que certains programmes sectoriels prévoient spécifiquement la participation des Etats tiers. Ainsi l'action Jean Monnet, activité clé 1 du programme a prévu la participation des établissements d'enseignement supérieur de tout autre pays tiers²⁰⁴⁹.

Commission et de la Suisse sont en cours concernant un accord bilatéral relatif au programme 'Jeunesse en action' et au programme d'éducation tout au long de la vie

²⁰⁴⁶ Article 8 de la décision n° 1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO C 24 novembre 2006

²⁰⁴⁷ Paragraphes 5 et 6 de la résolution du Conseil du 27 juin 2002 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie JO C 163 du 9 juillet 2002, p1-3 (2002/C 163/01) ; appel à propositions 2013 de la Commission EAC/S07/12 concernant le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (EFTLV) JOUE C 232/04 p6-9 « Conformément à l'article 14, paragraphe 2, de la décision établissant le programme EFTLV, les projets et réseaux multilatéraux dans le cadre de Comenius, Erasmus, Leonardo da Vinci, Grundtvig et des activités clés du programme transversal sont également ouverts aux partenaires de pays tiers ne participant pas déjà au programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie en vertu de l'article 7 de la décision. Pour en savoir plus sur les actions concernées et les modalités de participation, veuillez consulter le guide du programme EFTLV 2013. »

²⁰⁴⁸ Conformément à la communication de la Commission concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires PEV de participer aux travaux des agences communautaires et aux programmes communautaires, COM(2006)724 du 4 décembre 2006

²⁰⁴⁹ Appel à propositions 2013 de la Commission EAC/S07/12 concernant le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (EFTLV), JOUE C 232/04 p6-9 - Une des priorités de l'appel à proposition 2013 du programme EFTLV concernant spécifiquement le programme Jean Monnet consiste à préférer les projets présentant « un caractère innovant » et relatifs à « la réalisation d'activités dans des pays et des régions pas encore ou pas encore suffisamment couverts par le programme » ou à « l'intervention de professeurs et d'enseignants d'université n'ayant pas encore bénéficié du programme » ; article 7 paragraphe 2 de la décision n°1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO du 24 novembre 2006 – Il est important de préciser que l'ouverture à tout établissement d'enseignement supérieur ne concerne que l'action

2. L'extension géographique des programmes de coopération extérieure dans le domaine éducatif

865. Sur le fondement de l'article 149 alinéa 3 TCE, la CE a élaboré des programmes communautaires éducatifs spécifiques intégrés à sa politique extérieure, lui permettant de renforcer ses relations extérieures dans un domaine précis, comme par exemple dans le cadre du programme JEUNESSE visant à promouvoir la compréhension mutuelle par l'échange de jeunes (a), ou de renforcer ses liens avec une région donnée, comme dans le cadre de TEMPUS visant à moderniser l'enseignement supérieur dans les pays voisins de l'UE (b). Il convient d'analyser l'extension géographique progressive de ces programmes qui témoignent de la volonté communautaire d'ouvrir l'EEES sur le monde.

a) La vocation internationale du programme JEUNESSE

866. Dès la résolution du 5 octobre 1995²⁰⁵⁰, le Conseil a renforcé la dimension externe des actions en faveur de la jeunesse en réaffirmant la volonté commune des Etats d'intensifier la coopération dans ce domaine avec les pays tiers notamment les pays de l'AELE, les PECO ainsi que dans le cadre du dialogue Nord-Sud²⁰⁵¹. Cette vocation internationale des actions communautaires concernant la jeunesse repose sur la nécessité de coopérer avec les pays tiers afin de favoriser l'information et l'échange de jeunes, notamment dans le cadre du service volontaire des jeunes²⁰⁵², et de promouvoir la coopération entre les structures gouvernementales et non gouvernementales pour la jeunesse, notamment par la promotion de la formation d'animateurs pour les jeunes. L'ouverture internationale du programme Jeunesse s'inscrit de surcroît dans la réalisation de l'objectif de Lisbonne visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive, comme l'illustre l'adoption du pacte européen pour la jeunesse, suite au Conseil européen de printemps des 22 et 23 mars 2005, qui le définit comme un des instruments essentiels concourant à la réalisation des objectifs de Lisbonne.

Jean Monnet, c'est-à-dire que l'ouverture ne concerne pas les activités clés 2 et 3 à savoir « l'octroi de subvention de fonctionnement pour soutenir des établissements désignés s'occupant de questions relatives à l'intégration européenne », et « l'octroi de subventions de fonctionnement pour soutenir d'autres établissements et associations européens dans le domaine de l'éducation et de la formation » (article 3 paragraphe 3 de la décision susdite).

²⁰⁵⁰ Résolution du Conseil du 5 octobre 1995 sur la coopération avec les pays tiers dans le domaine de la jeunesse, JO C 296 du 10 novembre 1995, p11-12

²⁰⁵¹ Depuis 1999 le Programme Jeunesse est accessible aux jeunes des douze pays de la zone méditerranéenne par le biais d'Euromed Jeunesse.

²⁰⁵² Le service volontaire européen soutient la participation des jeunes à différentes formes d'activités de volontariat, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE

867. Le programme Jeunesse, fondé sur la décision du Parlement européen et du Conseil du 13 avril 2000²⁰⁵³ a ainsi pour objectif de promouvoir dans le cadre de l'éducation informelle et non formelle l'échange de jeunes résidant dans l'UE et dans les pays tiers. Le programme « Jeunesse en action » pour la période 2007-2013²⁰⁵⁴ prévoyait la participation des pays candidats à l'UE, des pays de l'AELE membres de l'accord EEE, de la Suisse sous réserve d'accord bilatéral, des Balkans occidentaux, des pays tiers notamment des Etats PEV²⁰⁵⁵, particulièrement des Etats méditerranéens. Le programme a également été ouvert à la coopération avec les organisations internationales compétentes dans le domaine de la jeunesse, notamment le Conseil de l'Europe²⁰⁵⁶, ce qui a renforcé encore davantage sa vocation internationale. Il visait à « développer l'échange et le dialogue interculturel entre les jeunes Européens et les jeunes des pays voisins », à « contribuer à améliorer dans ces pays la qualité des structures de soutien des jeunes et à renforcer le rôle des personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse », et enfin à « mettre en œuvre avec d'autres pays des projets de coopération thématiques associant des jeunes et les personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse »²⁰⁵⁷.

868. Il s'agit donc d'un programme internationalisé qui a prévu concrètement deux actions spécifiques ouvertes aux pays tiers à savoir, le service volontaire européen permettant de développer la solidarité entre les jeunes, et l'action spécifique « Jeunesse dans le monde »²⁰⁵⁸ qui permet, d'une part, de soutenir les projets menés avec les pays partenaires du programme

²⁰⁵³ Décision n°1031/2000/CE du 13 avril 2000 du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire « Jeunesse », JO L117 du 18 mai 2000, p1 (décision modifiée par le règlement (CE) n°885/2004 du Conseil JO L 168 du 1 mai 2004 p1) – Cette décision est renforcée également par la décision n°790/2004/CE du 21 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse JO L138 du 30 avril 2004 p24 ; voir également résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 27 juin 2002 relative au cadre de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, JO C168 du 13 juillet 2002 p2-5

²⁰⁵⁴ Décision n° 1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant le programme Jeunesse en action pour la période 2007-2013 JO L327 du 24 novembre 2006 p30-44

²⁰⁵⁵ Le paragraphe17 du préambule précise que « la Déclaration de Barcelone adoptée lors de la Conférence euro méditerranéenne qui s'est tenue en 1995, stipule que les échanges de jeunes devraient constituer le moyen de préparer les générations futures à une coopération plus étroite entre les partenaires euro méditerranéens, dans le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales » ; le paragraphe18 précise que « dans ses conclusions du 16 juin 2003, le Conseil sur la base de la communication de la Commission intitulée « l'Europe élargie : voisinage – un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud » retient comme axes d'action de la Communauté l'intensification de la coopération mutuelle et de la coopération dans le domaine de l'enseignement et de la formation avec les pays voisins » ; L'article 5 relatif aux pays participants au programme ne mentionne pas les Etats méditerranéens et ceux de la PEV mais les assimiles aux pays tiers, car ils ne participent qu'aux « actions visées aux points 2 et 3 de l'annexe », l'action 1 étant ciblée sur la promotion de la citoyenneté européenne. Cependant il est positif de constater que l'Action 3 « jeunesse dans le monde » distingue la coopération avec les Etats PEV et celle avec les autres Etats tiers.

²⁰⁵⁶ Article 7 de la décision n° 1719/2006/CE, op.cit.

²⁰⁵⁷ Ibid., article 3 paragraphe 3

²⁰⁵⁸ Ibid., article 4 paragraphe 3

tels que l'échange de jeunes et de personnes travaillant dans le secteur de la jeunesse et dans des organisations de jeunesse, et d'autre part, de favoriser les initiatives qui renforcent la compréhension mutuelle des jeunes, leur sens de la solidarité et de la tolérance.

b) L'extension géographique du programme régional extérieur TEMPUS : vers l'internationalisation

869. Le programme TEMPUS, visant à moderniser l'enseignement supérieur dans les pays partenaires participants, a joué un rôle fondamental dans la politique extérieure de l'UE en matière d'éducation²⁰⁵⁹. Il a été conçu dès l'origine²⁰⁶⁰ pour encadrer la politique extérieure éducative mis en œuvre par la CE envers les pays d'Europe centrale et orientale, par son intégration au programme PHARE, prévu pour l'aide à la reconstruction des PECO, puis a été étendu dans un second temps aux nouveaux Etats indépendants de l'ex Union soviétique par son intégration au programme TACIS prévu pour leur redressement, et enfin aux Etats méditerranéens dans le cadre de MEDA. Le programme avait pour objectifs de favoriser la reconstruction des systèmes d'enseignement supérieur dans ces pays et d'encourager leur intégration et leur coopération avec l'UE. Il a soutenu la réforme et la modernisation de la gestion et des structures des établissements d'enseignement supérieur par le biais de la coopération interuniversitaire et promeut l'élaboration de projets communs, contribuant à l'insertion professionnelle et sociale des apprenants. Du fait de son efficacité, le programme TEMPUS, couvrant depuis 1990 les pays d'Europe centrale et orientale, a donc progressivement été ouvert aux Balkans occidentaux²⁰⁶¹, aux pays participant au programme TACIS et aux pays du Sud de la Méditerranée. Il convient ainsi d'analyser cette internationalisation progressive d'un programme communautaire, concernant en 2013, 26 pays partenaires²⁰⁶².

²⁰⁵⁹ Voir le site général du programme TEMPUS <http://ec.europa.eu/tempus>, le site de la Commission européenne <http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/doc/impact.pdf>, et notamment le résumé de l'impact du programme TEMPUS http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/events_en.html

²⁰⁶⁰ Décision du Conseil établissant le programme TEMPUS décision n°90/233/CEE du 7 mai 1990, JO L131 du 23 mai 1990, p21-26, première phase du programme déterminée pour 5 ans afin de répondre aux besoins de modernisation de l'enseignement supérieur en Europe centrale et orientale, renouvelé par la décision n° 93/246/CEE TEMPUS II le 29 avril 1993 pour 4 ans à compter du 1^{er} juillet 1994 modifiée par la décision n°96/663/CE du 21 novembre 1996 portant à 6 ans la durée du programme (1996-2000), http://europa.eu.int/comm/education/programmes/tempus/index_fr.html - depuis 1990 TEMPUS a financé 6500 projets mobilisant 2000 universités des Balkans occidentaux, d'Europe orientale, d'Asie centrale, d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (IP/08/728, Bruxelles le 8 mai 2008)

²⁰⁶¹ La Commission recommande d'étendre encore davantage les mesures de mobilité aux étudiants et aux enseignants de l'enseignement supérieur des Balkans occidentaux quel que soit leur niveaux d'études selon la Communication de la Commission « L'Union européenne et les Balkans occidentaux : renforcer la stabilité et la prospérité » COM(2006)27 final

²⁰⁶² Pays éligibles dans le 6^{ème} appel à proposition EACEA/35/12 Tempus IV 'réforme de l'enseignement supérieur grâce à la coopération universitaire internationale', JO C375 du 5 décembre 2012 p13-16 : les 27 États

870. Ayant débuté en 1990, le programme TEMPUS a été étendu dès 1993, à tous les nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie soit treize partenaires au total²⁰⁶³. Si les 10 pays d'Europe centrale et orientale en phase de préadhésion sont progressivement sortis du programme TEMPUS à partir de 1997 pour participer à SOCRATES, de nouveaux Etats ont participé au programme au début de l'année 2000 à savoir la Croatie, l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, puis en 2001 la République fédérale de Yougoslavie. Le programme a été élargi dès le 27 juin 2002 aux pays MEDA²⁰⁶⁴, afin de poursuivre la coopération embryonnaire mise en œuvre dans le programme Med Campus, suspendu suite à des problèmes de gestion²⁰⁶⁵ et du fait de l'intérêt de favoriser la réalisation des objectifs clés de la Déclaration de Barcelone de 1995 liés à l'éducation, tels que le développement des ressources humaines, la promotion de la compréhension entre les cultures, le rapprochement des peuples de la région méditerranéenne et la mise en place des sociétés civiles libres et florissantes par le partenariat dans le domaines social, culturel et humain²⁰⁶⁶. Ainsi, comme l'a précisé la commissaire européenne à l'éducation et à la culture, Viviane REDING, « un dialogue réussi entre les cultures a besoin de fondations solides et ces fondations sont l'éducation et la culture, qui permettent aux citoyens de mieux se connaître. En proposant d'étendre le programme TEMPUS à plusieurs partenaires méditerranéens, la Commission européenne va permettre à des enseignants, des étudiants et des chercheurs de mieux travailler ensemble et, ainsi, de contribuer à tisser des liens solides de part et d'autre de la Méditerranée »²⁰⁶⁷ par le biais d'appels à proposition.

membres de l'UE, les 17 pays du voisinage méridional et oriental de l'Union européenne (l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Territoire palestinien occupé, la Syrie, la Tunisie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie, la Fédération de Russie et l'Ukraine), 4 pays de la région des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Monténégro, Serbie, et Kosovo en vertu de la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies), et 5 Républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan).

²⁰⁶³ Décision 1993/246/CEE du Conseil du 29 avril 1993 portant adoption de la deuxième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur TEMPUS

²⁰⁶⁴ Le programme MEDA est le principal instrument financier de l'Union européenne pour la mise en œuvre du partenariat euro méditerranéen. Ce programme offre des mesures d'accompagnement financières et techniques à la réforme des structures économiques et sociales dans les pays méditerranéens. La base juridique du programme MEDA est le règlement MEDA de 1996 – règlement CE n°1488/96 du Conseil du 23 juillet 1996 modifié en novembre 2000 règlement CE n° 2698/2000 du Conseil du 27 novembre 2000. Ce programme a permis de financer notamment trois initiatives dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse : Euromed héritage (protection du patrimoine matériel et immatériel), Euromed Audiovisuel et le programme euro méditerranéen d'action Jeunesse.

²⁰⁶⁵ Avant le lancement du processus de Barcelone, dans le contexte de la 'politique méditerranéenne renouvelée', la Commission a lancé en 1992 le programme Med Campus qui soutenait des projets de coopération décentralisée gérés par des réseaux d'universités dans les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. Il a été suspendu en 1997 suite à des problèmes de gestion, puis dissout.

²⁰⁶⁶ http://europa.eu.int/comm/external_relations/med_mideast/euro_med_partnership/bd.htm

²⁰⁶⁷ www.cordis.lu

871. Cette extension géographique de TEMPUS s'est fondée sur plusieurs facteurs. D'une part, il est indéniable que la Déclaration de Bologne du 19 juin 1999 et la Stratégie de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000 ont contribué à cette ouverture nécessaire liée à l'élaboration d'un EEES commun et attractif. La réforme des systèmes d'enseignement supérieur est un enjeu essentiel du processus de transition socio économique des pays partenaires et de ce fait un instrument de compétitivité et de croissance indispensable à la réalisation de la Stratégie de Lisbonne et à la participation des Etats partenaires au processus de Bologne. Le programme TEMPUS a été dans ce contexte un instrument indispensable de consolidation du processus de Bologne, comme l'a confirmé la résolution du Parlement européen du 13 mars 2012²⁰⁶⁸. Le programme a permis en effet d'établir une coopération cadre entre l'UE et les pays éligibles, permettant de fixer des priorités communes, respectueuses des spécificités de chaque partenaire²⁰⁶⁹ mais garantissant la cohérence de l'action extérieure de l'UE, avec les actions entreprises par les pays tiers²⁰⁷⁰, ou avec les autres actions de l'UE²⁰⁷¹. D'autre part, l'extension géographique du programme TEMPUS est également en cohérence avec la réforme des relations extérieures de l'UE visant à mieux coordonner les différentes actions extérieures régionales de l'UE par la mise en place d'une politique européenne unique de voisinage. Cette réforme a justifié en effet l'extension de TEMPUS qui a pu dans ce cadre s'appliquer à tous les Etats voisins puisque l'IEVP remplace les divers instruments financiers préexistants²⁰⁷².

872. L'internationalisation du programme TEMPUS a été officiellement consacrée par TEMPUS IV, couvrant la période 2007-2013²⁰⁷³. Financé par l'IPA, l'IEVP et l'ICD, ce

²⁰⁶⁸ Paragraphe 58 de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne (2011/21980(INI)) - « demande à la Commission de lever les obstacles à la circulation des étudiants et des enseignants, d'apporter son soutien à la mise en réseau des universités euro-méditerranéennes, dont l'Université euro-méditerranéenne (EMUNI) et de continuer les bonnes pratiques des programmes Tempus et Erasmus Mundus »

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0072+0+DOC+XML+V0//FR>

²⁰⁶⁹ Voir proposition de décision du Conseil modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du Programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur TEMPUS III 2000-2006 – COM (2002)47, CNS2002/37, JO L51E du 25 juin 2002, p118-120 - article 6 du programme

²⁰⁷⁰ Ibid., article 10 du programme TEMPUS III (2000-2006)

²⁰⁷¹ Ibid., article 9 du programme TEMPUS III (2000-2006)

²⁰⁷² En 2006, TEMPUS a été financé par trois programmes régionaux de coopération extérieure : CARDS pour les Balkans occidentaux, MEDA pour la méditerranée orientale et méridionale et TACIS pour l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale. Le budget 2006 de TEMPUS s'élève à 53,45 millions d'euros.

²⁰⁷³ « TEMPUS : donner un nouvel élan à la coopération entre l'UE et le reste du Monde dans l'enseignement supérieur » Réf. IP/07/273 du 2 mars 2007, www.europa.eu/rapid/pressReleasesAction; Commission « Réforme de l'enseignement supérieur par la coopération universitaire internationale » – Sont concernés par TEMPUS IV les 27 Etats membres de l'UE, les quatre pays de la région des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie Herzégovine, Monténégro, Serbie et Kosovo), les 17 pays des zones du voisinage méridional et oriental de l'UE (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, territoire palestinien occupé, Syrie, Tunisie, Arménie,

programme a été mis en œuvre autant dans le cadre de la politique de préadhésion, que dans le cadre de la politique européenne de voisinage ou de la politique de coopération économique et de développement. Cette internationalisation est illustrée par l'ouverture de nouveaux bureaux nationaux TEMPUS dans les pays tiers comme à Jérusalem et Ramallah²⁰⁷⁴. Dès le 2 mars 2007, TEMPUS IV s'est caractérisé ainsi par un objectif plus ambitieux dans la mesure où il vise à « donner un nouvel élan à la coopération entre l'UE et le reste du Monde »²⁰⁷⁵. Les trois commissaires chargés du dossier²⁰⁷⁶ représentés et cinquante-trois délégués des Etats membres de l'UE et des pays partenaires se sont ainsi réunis le 5 et 6 mars 2007 à Bruxelles à l'occasion d'une conférence organisée par la Commission afin de déterminer la nouvelle conception de TEMPUS qui semble devenir au même titre qu'ERASMUS MUNDUS, un programme communautaire de coopération extérieure destiné à tout Etat tiers, et caractérisé par des fonctions étendues.

873. Les trois priorités de ce programme suite à l'évaluation de TEMPUS III sont d'améliorer la diffusion et l'exploitation des résultats du programme, de renforcer les activités de contrôle de terrain et de consolider le rôle des bureaux nationaux TEMPUS²⁰⁷⁷. Le financement a été accordé aux projets conjoints s'attachant « au transfert de connaissances entre les universités, organismes et institutions de l'UE et des pays partenaires, ainsi qu'entre les entités concernées des pays partenaires, le cas échéant »²⁰⁷⁸ ou aux mesures structurelles, c'est-à-dire de « projets qui s'efforcent de contribuer au développement et à la réforme des systèmes d'enseignement supérieur dans les pays partenaires en vue d'améliorer leur qualité

Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Moldavie, Fédération de Russie, Ukraine), 5 pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan)

²⁰⁷⁴ La Commission a ouvert des bureaux nationaux TEMPUS à Jérusalem et Ramallah suite à une visite du commissaire européen Jan FIGEL du 14 au 17 juillet 08 - Voir communiqué de presse IP/08/1153 du 16 juillet 2008 - Israël et l'Autorité palestinienne participent ainsi aux programmes communautaires de coopération extérieure dans le domaine de l'enseignement supérieur TEMPUS et ERASMUS MUNDUS. La coopération est d'ailleurs consolidée par la signature entre la Commission et Israël d'une déclaration conjointe – texte intégral sur <http://www.delisr.ec.europa.eu/English/wathsnew.asp?id=1017> - visant à renforcer la coopération et le dialogue en matière d'éducation. Cette déclaration servira les objectifs du plan d'action 2005 dans le cadre de la PEV – la Commission et le Gouvernement israélien souhaite lancer un dialogue politique renforcé en vue d'une compatibilité accrue entre les systèmes éducatifs pour intensifier la mobilité et les échanges. - Voir communiqué de presse IP/08/1155 du 16 juillet 2008

²⁰⁷⁵ « TEMPUS : donner un nouvel élan à la coopération entre l'UE et le reste du Monde dans l'enseignement supérieur » Réf. IP/07/273 du 2 mars 2007 www.europa.eu/rapid/pressReleasesAction - Commission « Réforme de l'enseignement supérieur par la coopération universitaire internationale » 1er Appel à proposition n°EAC/04/2008 – sont concernés les 27 Etats membres de l'UE, les 6 pays des Balkans occidentaux, les 16 pays voisins Sud et Est de l'UE, la Fédération de Russie, les 5 Républiques d'Asie centrale et enfin la Turquie et l'AELE comme partenaires autofinancés

²⁰⁷⁶ Mme Benita FERRERO WALDNER (relations extérieures et politique européenne de voisinage), Mr Jan FIGEL (éducation, formation, culture et jeunesse) et Mr Oli REHN (élargissement)

²⁰⁷⁷ Communication de la Commission « Rapport annuel sur la troisième phase du programme TEMPUS en 2006 », COM(2007)420 du 16 juillet 2007

²⁰⁷⁸ Appel à proposition EACEA/25/11 Tempus IV réforme de l'enseignement supérieur grâce à la coopération universitaire internationale JO C321 du 4 novembre 2011 p11-14

et leur pertinence, et d'accroître leur convergence volontaire avec les évolutions en cours au niveau communautaire »²⁰⁷⁹.

874. TEMPUS IV a contribué notamment au renforcement de l'assurance qualité, comme en témoigne la conférence organisée au Caire les 7 et 8 mai 2008 ayant réuni des universitaires, experts et étudiants des vingt-sept Etats membres de l'UE et des vingt-huit pays partenaires au programme TEMPUS afin de traiter de la question de la qualité et de la contribution du programme à l'assurance qualité. Selon une étude TEMPUS²⁰⁸⁰ menée pour le compte de la Commission, le programme a en effet permis depuis sa création de renforcer la qualité de l'enseignement supérieur, notamment en contribuant à changer la perception d'une éducation de qualité qui doit se fonder sur les acquis réels d'une personne et non sur la durée ou le lieu de l'acquisition de connaissances. La nouvelle mouture du programme a ainsi permis la création d'agences nationales indépendantes d'assurance qualité et de certification de la qualité dans les pays partenaires et donne une nouvelle impulsion à la réforme des systèmes d'enseignement des pays partenaires, fondée sur l'expérience européenne et les instruments communs mis en place dans le cadre du processus de Bologne, à savoir la structure en trois cycles de Bologne, le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS), le supplément au diplôme de Bologne, les cadres nationaux de qualifications (CNQ), les mécanismes d'assurance de la qualité et la reconnaissance des qualifications étrangères. C'est pourquoi, la Commission a évalué dans le cadre d'une étude TEMPUS, l'état du processus de Bologne dans les pays partenaires concernés par ce programme et les classe, selon le rapport d'étude 2012 en trois catégories, constatant que « les pays des Balkans occidentaux sont les plus avancés dans la mise en œuvre du processus de Bologne (y compris le Kosovo, malgré le fait qu'il n'ait pas signé la déclaration de Bologne). Les pays du Maghreb (à l'exception de la Libye), d'Europe orientale et d'Asie centrale ont adopté certains éléments du processus de Bologne, mais sont toujours loin d'une mise en œuvre totale. Enfin, les pays du Moyen-Orient se situent à différents stades de mise en œuvre. Ces pays n'ont pas signé la déclaration de Bologne et leurs systèmes éducatifs sont traditionnellement influencés par les modèles anglo-américains. Ce sont donc eux qui appliquent le moins les principes de Bologne »²⁰⁸¹.

²⁰⁷⁹ Ibid.

²⁰⁸⁰ Etude TEMPUS sur le renforcement de la qualité dans l'enseignement supérieur MEMO/08/291

²⁰⁸¹ Commission européenne, P.RUFFIO, R.MC CABE, E.XHAFERRI « Une étude TEMPUS : état du processus de Bologne dans les pays partenaires TEMPUS », n°9 avril 2012, <http://eacea.ec.europa.eu/tempus> ; voir également Commission européenne, P.RUFFIO, P.HEINAMAKI, C.CHASTANG TCHOUKALINE « Etat du processus de Bologne dans les pays TEMPUS du Sud de la Méditerranée (2009-2010) » n°3 avril 2010, <http://eacea.ec.europa.eu/tempus>; voir également JE.CHARLIER, S.CROCHE, A.KARIM NDOYE « Les universités africaines francophones face au LMD : les effets du processus de Bologne sur l'enseignement

875. Cette internationalisation du programme TEMPUS s'inscrit dans le renforcement de la politique extérieure éducative de la CE impulsé par la création du programme ERASMUS MUNDUS...

3. L'établissement d'un programme communautaire général de coopération extérieure avec les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur : ERASMUS MUNDUS

876. Suite à la communication de la Commission visant à renforcer la coopération entre l'UE et les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur, le programme ERASMUS MUNDUS, fondé sur le succès d'ERASMUS, a été élaboré en juillet 2001. Il a été adopté le 5 décembre 2003, conformément aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur européen et de promouvoir la compréhension interculturelle grâce à la coopération avec les pays tiers²⁰⁸². Il promeut la convergence dans l'organisation des diplômes et renforce l'attrait de l'enseignement supérieur européen dans le monde conformément à l'objectif de Lisbonne, en fournissant directement une offre européenne attractive d'enseignement aux étudiants et universitaires établis hors des frontières de l'UE. Ce programme extérieur est incontestablement une des plus grandes réussites de l'UE, inspirant la mise en place de nouveaux programmes extérieurs tels que le programme MEDIA MUNDUS²⁰⁸³, voire de nouveaux programmes de coopération à venir, favorisant l'accès à l'enseignement supérieur pour les étudiants provenant de pays en situation de conflit²⁰⁸⁴. En tant que symbole de l'établissement d'une politique extérieure

supérieur au-delà des frontières de l'Europe », ed. Louvain la Neuve, Academia Bruylant 2009, 341p, isbn 978 - 2-87209-942-9

²⁰⁸² Adoption de la proposition Erasmus World en juillet 2002. La décision finale concernant le programme, intitulé ERASMUS MUNDUS fut adoptée le 5 décembre 2003 ; décision 2317/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers pour 2004-2008, JOL345 du 31 décembre 2003 http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/programme/back_fr.html

²⁰⁸³ La décision n°1041/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 institue un programme de coopération audiovisuelle avec les professionnels des pays tiers MEDIA MUNDUS 2011-2013, (JO L288 du 4 novembre 2009, p10) qui permet à l'UE de soutenir les projets de coopération associant des professionnels des secteurs audiovisuels d'Europe et de pays tiers. L'action 1 de ce programme soutient la formation et notamment l'insertion d'étudiants/de professionnels et d'enseignants de pays n'appartenant pas à l'UE dans des formations initiales ou continues soutenues par le programme MEDIA 2007 établi par la décision n°1718/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006, voir appel à proposition 2012 MEDIA MUNDUS 2011/C176/04, JO C176 du 16 juin 2011, p5-7

²⁰⁸⁴ Paragraphe 57 de la résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne (2011/21980(INI)) - « demande à la Commission et aux États membres de renforcer et de créer de nouveaux programmes de coopération et de recherche, basés sur les intérêts mutuels, avec les universités des pays tiers, notamment celles situées dans des zones de conflits, afin de permettre l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation des étudiants provenant de ces pays, et ce, sans aucune discrimination... » - <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0072+0+DOC+XML+V0//FR>

communautaire renforcée dans le domaine de l'enseignement supérieur (a), il convient d'analyser la portée du programme ERASMUS MUNDUS, afin de proposer des axes d'amélioration de ce programme aujourd'hui intégré aux actions d'Erasmus +', en se basant sur l'évaluation de la première phase du programme (b) ayant conduit à l'adoption d'une seconde mouture (c).

a) ERASMUS MUNDUS, « emblème de la coopération de l'UE avec les pays tiers »

877. Selon le commissaire européen Jan FIGEL, ERASMUS MUNDUS doit être « l'emblème de la coopération de l'UE avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur »²⁰⁸⁵. En effet, si le programme Erasmus traditionnel favorisait la mobilité des étudiants au sein de l'Union, ce programme a confirmé l'ambition de l'UE d'encourager l'ouverture sur le monde. Il a été ouvert aux Etats membres de l'UE, aux pays candidats à l'adhésion, aux pays participants à l'EEE et à tous les autres pays du Monde, sachant que la procédure de sélection des propositions est cependant très concurrentielle car elle se fonde sur l'excellence et vise à attirer les meilleurs talents du Monde en Europe. L'adoption de ce programme mondial s'est inscrite dans le volet éducatif de la Stratégie de Lisbonne et a participé au développement de sa dimension externe, dans la mesure où son objectif premier est de faire valoir dans le monde entier, par la coopération et la mobilité au niveau de l'enseignement supérieur, « l'image de l'Union européenne en tant que centre d'excellence dans le domaine de l'enseignement »²⁰⁸⁶. Il s'est organisé dans cette perspective autour de quatre actions principales, intégrées actuellement aux actions 'Erasmus +', à savoir l'organisation de masters comprenant des cours intégrés de haute qualité de un ou deux ans, proposés par au moins trois universités dans trois pays européens différents (action 1), l'octroi de bourses aux étudiants et aux universitaires de pays tiers (action 2), l'organisation de partenariats avec des établissements supérieurs de pays tiers impliquant l'octroi de bourses pour soutenir la mobilité des étudiants et des universitaires des pays de l'Union vers ces pays tiers (action 3), et des projets destinés à rendre l'enseignement supérieur européen plus attrayant à l'échelle internationale (action 4)²⁰⁸⁷.

878. Ce programme a permis de répondre de surcroît aux attentes des objectifs généraux de Lisbonne de croissance économique et de cohésion sociale au-delà du volet éducatif, puisque

²⁰⁸⁵ Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS II – la référence pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur » IP/07/1081, Bruxelles 12 juillet 2007

²⁰⁸⁶ www.europa.eu.int/comm/education/programmes/mundus/index_fr.html

²⁰⁸⁷ Si les masters, bourses et « projets visant à renforcer l'attrait de l'enseignement supérieur européen » du programme ERASMUS MUNDUS (actions 1,2 et 4) ont débuté lors de l'année académique 2004-2005, les partenariats (action 3) ont commencé en 2005-2006.

il a également eu un impact non négligeable d'un point de vue économique et social. En effet, selon le commissaire européen Jan FIGEL « ce programme encourage les universités européennes à s'unir pour attirer les talents les plus remarquables des quatre coins de la planète, ce qui contribue évidemment à rehausser leur niveau d'excellence. En fin de compte, si cela profite aux universités européennes, cela profite également à l'économie de l'Union, tout comme à notre dialogue avec les autres cultures »²⁰⁸⁸.

879. Ce programme mondial, fondé sur l'article 149 TCE, actuel 165 TFUE, a également pour spécificité de faire référence aux règlements du Conseil de l'UE, constituant les instruments de financement de la coopération extérieure avec certaines régions du monde. Cela s'explique, d'une part, par le fait que le programme a vocation à transcender les diverses stratégies régionales établies par l'UE dans le cadre de sa politique extérieure, d'autre part, sur le plan financier puisque le programme ERASMUS MUNDUS a bénéficié d'un budget de 230 millions d'euros pour la période 2004-2008, mais également d'un financement supplémentaire des 'guichets' c'est-à-dire des enveloppes financières issues du budget 'aide extérieure' de la Communauté, destinées à financer des bourses supplémentaires pour des étudiants provenant de pays spécifiques. Ainsi, 57,3 millions d'euros ont été mis à disposition pour la période 2005-2007 par l'intermédiaire des guichets asiatiques, en 2007, 8,8 millions d'euros ont été ajoutés par l'intermédiaire du guichet ACP et du guichet Balkans occidentaux.

b) Les enseignements de l'évaluation du programme pour la période 2004-2008

880. L'évaluation intermédiaire du programme ERASMUS MUNDUS²⁰⁸⁹ a permis de faire le point sur la réalisation des principaux objectifs du programme, à savoir promouvoir la qualité et l'excellence dans le domaine de l'enseignement supérieur européen, encourager la mobilité entrante des étudiants diplômés et des universitaires des pays tiers, favoriser une coopération structurée avec les établissements d'enseignement supérieur des pays tiers et améliorer l'image de marque, la visibilité et l'accessibilité de l'enseignement supérieur européen dans le monde. Au terme d'un appel d'offre le *Center for Strategy and Evaluation Services* (CSES) a été retenu pour pratiquer l'évaluation externe s'étendant sur la période 2004-2006²⁰⁹⁰. L'évaluation visait à examiner la pertinence, l'utilité, la performance,

²⁰⁸⁸ Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS 2006-2007 : plus de 1600 diplômés vont étudier et enseigner dans les universités européennes » IP/06/789 Bruxelles le 15 juin 2006

²⁰⁸⁹ Rapport d'évaluation intermédiaire de la Commission du programme ERASMUS MUNDUS 2004-2008 COM(2007)375 final, Bruxelles le 2 juillet 2007 - évaluation prévue par l'article 12 de la décision 2317/2003/CE du 5 décembre 2003 JO L345 du 31 décembre 2003 http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

²⁰⁹⁰ Suite à l'appel d'offre n° EAC 34/06

l'efficacité, la visibilité et la valeur ajoutée communautaire du programme, afin de formuler des recommandations à l'intention de la Commission qui lui permettent d'améliorer la logique d'intervention d'ERASMUS MUNDUS. Si l'évaluation a permis de démontrer la valeur ajoutée incontestable du programme du fait de son degré d'adéquation par rapport aux besoins laissant entrevoir de meilleures perspectives de carrière, la délivrance de diplômes communs, le renforcement de la dimension européenne de l'éducation, la promotion de la mobilité, la promotion de l'excellence universitaire par des programmes conjoints et les références mondiales, les recommandations de l'évaluateur révèlent cependant les progrès à accomplir. L'évaluation externe soulève ainsi plusieurs points faibles du programme.

881. Concernant l'octroi des subventions, le Centre relève, d'une part, que le principe d'égalité n'est pas respecté en la matière, lésant les étudiants de l'UE par rapport à leurs homologues des pays tiers, d'autre part, que le principe de comitologie ne devrait plus être appliqué aux bourses ERASMUS MUNDUS de l'action 2, c'est-à-dire aux bourses octroyées aux étudiants et aux universitaires de pays tiers, en vue d'une finalisation plus rapide du processus de décision. Si la rupture d'égalité dans l'octroi des subventions est contestable, comme le confirmera, par ailleurs, le programme ERASMUS MUNDUS II pour la période 2009-2013²⁰⁹¹, elle nous semble cependant logique puisqu'elle est liée au choix stratégique de l'UE de réduire la fuite des cerveaux et d'attirer les cerveaux étrangers en Europe par l'octroi de bourses. Cette stratégie implique également de remédier rapidement à la lourdeur administrative liée à l'octroi des bourses de l'action 2.

882. Pour remédier au déséquilibre dans l'octroi des bourses, l'UE pourrait par exemple instituer une action 5, similaire à l'action 2, mais au profit des étudiants et universitaires européens, afin d'accroître leur mobilité vers les pays tiers, indépendamment des partenariats prévus dans l'action 3. Il nous semble en effet essentiel de prévoir l'octroi de bourses aux étudiants et universitaires européens en dehors de ces partenariats afin de leur permettre une mobilité accrue même vers les pays tiers ne participant pas, ou du moins pas encore, à l'action 3. Cette action est d'autant nécessaire qu'il est prévu de renforcer le programme ERASMUS MUNDUS au niveau du doctorat. Or la qualité de la recherche doctorale européenne, à laquelle est liée le rayonnement mondial de l'EEER, repose sur l'amélioration des conditions de travail des chercheurs ce qui peut notamment impliquer leurs déplacements dans des Etats

²⁰⁹¹ Le programme doit respecter le principe d'égalité et l'article 21 paragraphe 1 de la Charte des droits fondamentaux - Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), SEC(2007)949, SEC(2007)950, COM(2007)395, COD(2007)145

non partenaires. Cette action 5 serait d'autant bénéfique qu'elle permettrait de surcroît d'impulser par ce biais l'émergence de nouveaux partenariats de l'action 3 ainsi que l'élaboration de projets de promotion de l'enseignement supérieur européen dans le monde conformément à l'action 4, dans la mesure où la mobilité accrue des étudiants et universitaires européens constitue indéniablement un instrument efficace de publicité et de sensibilisation des pays tiers au programme communautaire ERASMUS MUNDUS. Le Centre précise d'ailleurs qu'il est nécessaire de renforcer la publicité et la sensibilisation au programme et propose de promouvoir en ce sens le programme ERASMUS MUNDUS comme l'unique programme de coopération entre les établissements de l'UE et des pays tiers et de mobilité croisée des étudiants. Cette mesure nécessiterait d'intégrer TEMPUS et JEUNESSE en tant que programmes sectoriels d'ERASMUS MUNDUS, ce qui nous semble par ailleurs envisageable vu notre analyse et l'évolution actuelle se traduisant par la mise en place d'un programme intégré d'éducation pour 2014-2020.

883. Pour renforcer la réputation du programme, le centre recommande de plus à la Commission d'offrir plus d'opportunités de stages aux étudiants ERASMUS MUNDUS afin de renforcer le lien avec le monde de l'entreprise et de soutenir les structures nationales dans leur mission d'information, de promotion, de diffusion du programme et du suivi des projets. Cette proposition nous semble intéressante et cohérente avec la Stratégie de Lisbonne visant à créer des réseaux entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises. Elle pourrait s'inscrire dans le cadre de l'actuelle action 2 du programme 'Erasmus +' relative à la mise en place d'alliances de la connaissance.

884. Concernant l'étendue du programme, le Centre suggère un élargissement *rationae materiae* lié à l'extension du programme aux doctorats, ce qui s'impose comme une nécessité pour améliorer la qualité de la recherche et renforcer l'impact mondial du programme. Il préconise également un élargissement *rationae personae* relatif au renforcement de la participation des établissements d'enseignement supérieur des pays tiers aux masters ERASMUS MUNDUS, en leur permettant notamment de devenir des partenaires à part entière dans le cadre même du Master, ce qui nous paraît indispensable pour garantir la cohérence du programme²⁰⁹². Dans cette perspective, le Centre suggère le rassemblement des masters et des partenariats de l'action 1 et 3, au sein d'une même structure ce qui permettrait

²⁰⁹² En effet, comme nous l'avons vu l'objectif de l'action 1 vise à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur en Europe et à promouvoir l'UE comme centre d'excellence de l'enseignement à l'échelle mondiale, ce qui implique l'attrait de ces masters vis-à-vis des pays tiers

sans aucun doute d'évoluer en ce sens et serait de surcroît conforme à l'interprétation de l'action 1 effectuée par la Commission, précisant que l'organisation de masters de haut niveau doit prendre en considération le cadre général de la politique extérieure de l'UE et sa coopération avec les pays tiers²⁰⁹³.

885. Il serait bon également selon le Centre de combiner le programme Atlantis et le programme UE/Canada ainsi que les projets pilotes menés avec le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande avec le programme ERASMUS MUNDUS dans l'objectif de garantir la cohérence de la stratégie de la Commission relative au renforcement de la coopération entre l'UE et les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur. Si l'UE combine les projets pilotes comme l'illustre l'unique appel à proposition d'avril 2008 relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur (IPI) concernant la coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée²⁰⁹⁴, force est de constater que l'appel à proposition ne contient aucune référence au programme ERASMUS MUNDUS. Cette cohérence sera certainement garantie dans le nouveau cadre d' 'Erasmus +'.

886. Dans ses conclusions la Commission affirme son optimisme face à cette évaluation en estimant que « les résultats de cette évaluation intermédiaire montrent que le programme atteint ses objectifs politiques et opérationnels ainsi que les objectifs de l'article 149 TCE »²⁰⁹⁵. Les chiffres ont révélés, en effet, le succès de cette première phase du programme consacré comme la « marque de fabrique Europe »²⁰⁹⁶ dans le Monde. Inauguré en 2004 par quatre-vingt-deux universités participantes²⁰⁹⁷, le programme a en effet été étendu à cent-

²⁰⁹³ Communication de la Commission « L'Europe dans le Monde : propositions concrètes visant à renforcer la cohérence, l'efficacité et la visibilité » COM (2006)278 final

²⁰⁹⁴ Appel à proposition DG EAC/14/08 (2008/C 86/04) - Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur (IPI) concernant la coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée publié au JOCE C86/34 du 5 avril 2008 – cet appel à proposition concerne des projets conjoints de mobilité dans le cadre de l'instrument pour les pays industrialisés IPI

²⁰⁹⁵ Paragraphe 5 du Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – rapport d'évaluation intermédiaire du programme ERASMUS MUNDUS 2004-2008, COM(2007)375 du 2 juillet 2007 (évaluation intermédiaire prévue par l'article 12 de la décision 2317/2003/CE du 5 décembre 2003 publié au JO L345 du 31 décembre 2003) http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

²⁰⁹⁶ Communiqué de presse du 22 septembre 2005 « ERASMUS MUNDUS : les universités de l'Union européenne continuent d'attirer le Monde entier » IP/05/1177 Bruxelles www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1177&format=HT

²⁰⁹⁷ « ERASMUS MUNDUS : 82 universités européennes inaugurent le programme » Bruxelles le 22 septembre 2004, IP/04/1121

cinquante et une universités dès l'automne 2005²⁰⁹⁸, soit 1,8 fois plus en un an. Actuellement la participation de cent-quatre-vingt-dix universités européennes de vingt-et-un pays et la création de cinquante-sept mastères permet d'envisager la venue de milliers d'étudiants et d'enseignants en Europe. De plus la participation de trente-huit universités non européennes, issues de dix-sept pays²⁰⁹⁹, au programme va permettre la mobilité extérieure d'étudiants et d'universitaires européens et de ce fait l'enrichissement de leur cursus. Durant l'année universitaire 2006-2007, plus de 1600 diplômés ont étudié et enseigné dans les universités européennes²¹⁰⁰, soit 1,6 fois plus qu'en 2005-2006²¹⁰¹, ce qui s'explique surtout par l'augmentation réelle des subventions. La Commission a en effet mis en place, en 2006, un nouveau programme de bourses²¹⁰² destiné aux 'voisins'²¹⁰³ de l'UE, à la Russie, aux pays d'Asie centrale²¹⁰⁴, à l'Iran, l'Irak et au Yémen. 1300 bourses ont ainsi été accordés dès 2006 afin de faciliter la mobilité des étudiants au niveau master, doctorat et post-doctorat. De plus à la demande de certains pays asiatiques des fonds supplémentaires ont été injectés pour créer des « guichets asiatiques » permettant l'octroi de bourses d'études notamment aux ressortissants de la Chine et de l'Inde afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires.

887. L'évaluation positive de cette première phase du programme ERASMUS MUNDUS, permet de considérer que la création de cette 'fenêtre de coopération extérieure' est un réel atout de promotion de la connaissance interculturelle et de mobilité des étudiants et universitaires, qui modifie fondamentalement l'image de l'UE dans le Monde en consolidant sa politique extérieure en matière d'enseignement supérieur. Afin de poursuivre l'amélioration continue du programme, la Commission a, par les propositions et recommandations formulées dans le cadre de son rapport d'évaluation intermédiaire du programme ERASMUS MUNDUS de 2007²¹⁰⁵, proposé une nouvelle mouture ERASMUS MUNDUS II.

²⁰⁹⁸ « ERASMUS MUNDUS : 69 universités supplémentaires participent au programme » IP/05/154 Bruxelles le 9 février 2005

²⁰⁹⁹ Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Japon, Liban, Mexique, Russie, Singapour, Suisse, Thaïlande.

²¹⁰⁰ Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS 2006-2007 : plus de 1600 diplômés vont étudier et enseigner dans les universités européennes » IP/06/789 Bruxelles le 15 juin 2006

²¹⁰¹ Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS : les universités européennes accueilleront près de 1000 diplômés et universitaires de pays tiers qui étudieront et enseigneront dans l'UE en 2005 et 2006 » IP/05/833 Bruxelles le 31 mai 2005

²¹⁰² Communiqué IP/06/1721 du 11 décembre 2006 « la Commission lance un nouveau programme de bourses destiné aux pays tiers » <http://eacea.ec.europa.eu/static/en/mundus/extcoop/call/index.htm>

²¹⁰³ Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Cisjordanie et bande de Gaza, Egypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Moldova, Syrie, Tunisie et Ukraine

²¹⁰⁴ Kazakhstan, Kirghizstan

²¹⁰⁵ Rapport de la Commission d'évaluation intermédiaire du programme ERASMUS MUNDUS 2004-2008 COM(2007)375 du 2 juillet 2007 http://ec.europa.eu/dgs/education-culture/evalreports/index_en.htm

c) Analyse de la mouture ‘Erasmus Mundus II’ (2009-2013) : avancée et axes d’amélioration

888. La nouvelle mouture ERASMUS MUNDUS II pour la période 2009-2013 a fait l’objet d’une proposition de la Commission suivie d’une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil²¹⁰⁶ le 12 juillet 2007 à Bruxelles, puis d’une décision du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2008²¹⁰⁷. Pour cette deuxième phase, le programme d’action proposé vise toujours à améliorer la qualité de l’enseignement supérieur et à promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers mais fait l’objet d’une extension de son champ d’activités et du nombre de participants, ce qui « améliorera la qualité de l’enseignement supérieur européen, soutiendra les objectifs de la coopération extérieure de l’UE, le développement durable des pays tiers dans le domaine de l’enseignement supérieur et favorisera le dialogue et la compréhension entre les peuples et les cultures »²¹⁰⁸. Le Parlement et le Conseil rappellent en effet l’obligation de l’UE de préparer les citoyens à l’internationalisation grandissante de l’enseignement supérieur résultant du processus de mondialisation, notamment en poursuivant les activités du premier programme sans interruption, en étendant son application à tous les niveaux de l’enseignement supérieur notamment aux doctorats, en améliorant les possibilités de financement pour les étudiants européens et les possibilités de coopération avec les établissements d’enseignement supérieur des pays tiers.

889. Il reste ainsi « la référence pour la coopération internationale dans l’enseignement supérieur »²¹⁰⁹ par la prolongation de l’action existante, ‘étoffée’ de nouvelles activités, allant des doctorats communs à un meilleur soutien financier aux étudiants et l’octroi d’un budget de plus de 950 millions d’euros sur cinq ans²¹¹⁰. Cette augmentation des fonds est liée à

²¹⁰⁶ Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d’action destiné à améliorer la qualité de l’enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013) (149TCE et 251 TCE), op.cit.
http://ec.europa.eu/education/programmes/munuds/index_fr.html

²¹⁰⁷ Décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d’action ERASMUS MUNDUS 2009-2013 destiné à améliorer la qualité de l’enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers, JOCE L 340 du 19 décembre 2008, p83-98

²¹⁰⁸ Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS II – la référence pour la coopération internationale dans l’enseignement supérieur » IP/07/1081, Bruxelles 12 juillet 2007 - citation de la commissaire européenne chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, Benita FERRERO WALDNER

²¹⁰⁹ Ibid.

²¹¹⁰ Pour l’ensemble de la période 2009-2013, le budget total des actions 1 - programmes communs et bourses d’études - et 3 - accroître l’attrait de l’enseignement supérieur européen (mastères, doctorats, bourses d’études, projets attrait de l’enseignement supérieur européen) - s’élève selon la proposition du parlement et du Conseil à 493,69 millions d’euros. Concernant les partenariats avec des établissements d’enseignement supérieur dans certains pays tiers y compris les mesures de mobilité de l’action 2, ils sont financés par des instruments de

l'accroissement rapide de la mobilité à l'échelle internationale des étudiants qui a augmenté de manière caractéristique²¹¹¹ et implique la promotion d'une offre européenne d'enseignement concurrentielle, notamment par rapport aux Etats-Unis et au Japon²¹¹². L'Europe accuse, en effet, un retard par rapport à ces Etats, sachant que les Etats-Unis et le Japon dépassent de surcroît l'Europe en matière d'emplois des chercheurs²¹¹³. Elle doit, de plus, résoudre un problème de concentration des étudiants étrangers dans certains pays d'Europe, dû au fait que l'EEER est toujours perçu comme fragmenté en plusieurs systèmes nationaux, ce qui semble délicat du fait de la répartition des compétences UE-Etats membres²¹¹⁴. Elle dispose cependant d'un avantage face aux Etats-Unis lié à son offre d'enseignement qui est plus culturelle, moins chère et, de manière générale, plus accessible.

890. Concernant l'action 1 du programme ERASMUS MUNDUS II, l'UE poursuit l'action entreprise dans le cadre de la première phase en l'étendant aux doctorats. Force est de constater cependant que l'action 1 n'implique pas assez à notre sens les établissements d'enseignement supérieur des pays tiers. Si le programme prévoit que les mastères ERASMUS MUNDUS de l'action 1 reposent sur l'association de trois pays européens au minimum, qui « peuvent associer des établissements d'enseignement supérieur des pays

coopération extérieure conformément aux règles et procédures prévues par ceux ci. La Commission s'efforcera de consacrer à l'action 2 pour la période un montant global estimé à 460 millions d'euros - À titre indicatif les contributions des différents instruments de politique extérieure et du FED sont : IEVP 140 millions, ICD 240 millions, ICI 20 millions, IAP 30 millions, 10^{ème} FED 30 millions.

²¹¹¹ 1,8 millions en 2001, 2,5 millions en 2004, et selon les estimations 7,2 millions en 2025 dont 70% en provenance d'Asie – chiffres in proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), op.cit.

²¹¹² En 2004, six pays accueillaient 67% des étudiants partis étudier à l'étranger : les Etats-Unis (23%), le Royaume Uni (12%), l'Allemagne (11%), la France (10%), l'Australie (7%), le Japon (5%). L'Europe, à savoir les 27 Etats membres, l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège, la Suisse et la Turquie, accueillait 44% des étudiants effectuant leurs études à l'étranger sachant qu'entre 1999 et 2004 les taux d'inscription des étudiants étrangers ont enregistré une hausse de 109% au Japon, 81% en France, 45% en Allemagne, 42% en Australie, 29% au Royaume Uni, 17% aux Etats-Unis - Statistiques in Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), op.cit.

²¹¹³ Ainsi, on comptait en 2003, pour 1000 personnes au sein de la population active, 5,5 chercheurs dans l'UE des 25, 9,1 chercheurs aux Etats-Unis et 10,1 au Japon.

²¹¹⁴ Article 1^{er} paragraphe 3 de la décision du Parlement et du Conseil renouvelant le programme ERASMUS MUNDUS précise que le programme vise à appuyer et compléter les actions engagées « par et dans les Etats membres, tout en respectant pleinement leur responsabilité pour le contenu de l'enseignement et l'organisation des systèmes d'éducation et de formation, ainsi que leur diversité culturelle et linguistique » - proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), op.cit.

tiers »²¹¹⁵, il nous paraîtrait pertinent de franchir une nouvelle étape en transformant cette faculté d'associer des établissements d'enseignement supérieur de pays tiers²¹¹⁶ en réelle obligation pour impulser la coopération conformément aux recommandations de l'évaluation externe relative à la première phase du programme. Il en est de même concernant le doctorat ERASMUS MUNDUS, dans la mesure où le programme prévoit que la CE sélectionnera des doctorats de très haute qualité académique, sur la base d'une association des établissements d'enseignement supérieur de trois pays européens au minimum et, le cas échéant d'autres partenaires appropriés en vue de garantir l'innovation et la capacité d'insertion professionnelle, qui « peuvent associer des établissements d'enseignement supérieur ou d'autres partenaires appropriés de pays tiers »²¹¹⁷.

891. Concernant l'action 2 relative aux « partenariats ERASMUS MUNDUS avec des établissements d'enseignement supérieur des pays tiers, y compris des bourses d'études »²¹¹⁸, elle prévoit l'association d'au moins cinq établissements d'enseignement supérieur de trois pays européens au minimum et plusieurs établissements d'enseignement supérieur de certains pays tiers ne participant pas au programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Il nous semble regrettable d'exclure la participation à l'action 2 des pays tiers participants au programme d'éducation tout au long de la vie²¹¹⁹ car les deux programmes, visant tous deux à faciliter l'accès à l'enseignement et à renforcer l'attractivité de l'EEES, poursuivent des objectifs complémentaires, ce qui porte atteinte à la cohérence de l'action extérieure de l'UE.

²¹¹⁵ Ibid., annexe - action 1 de la décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action ERASMUS MUNDUS 2009-2013 destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers JOCE L 340 du 19 décembre 2008, p83-98

²¹¹⁶ Selon le programme l'expression « pays tiers » : tout pays non membre de l'UE ou tout pays ne participant pas au programme « pays européen » : tout pays membre de l'UE ou participant au programme

²¹¹⁷ Voir annexe action 1 de la décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action ERASMUS MUNDUS 2009-2013 op.cit. ; annexe action 1 de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers ERASMUS MUNDUS 2009-2013, op.cit.

²¹¹⁸ Voir annexe action 2 de la décision n°1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action ERASMUS MUNDUS 2009-2013, op.cit. ; annexe 2 de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013, op.cit.

²¹¹⁹ Selon le programme « la Commission peut coopérer avec les pays tiers et avec les organisations internationales compétentes, en particulier le Conseil de l'Europe, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) » - article 8 de la décision n° 1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15/11/2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO C 24 novembre 2006

La mise en place de ces partenariats de trois ans²¹²⁰ est de surcroît particulièrement bénéfiques dans la mesure où ils favorisent le transfert de savoir-faire et l'échange d'étudiants et d'universitaires, en privilégiant dans l'octroi des bourses les catégories socio économiques défavorisées et les populations vulnérables. Ils participent ainsi efficacement au développement économique et social des pays partenaires, sachant que les délégations de la Commission consultent les autorités compétentes des pays tiers afin de définir ensemble les priorités nationales et régionales, et représentent de ce fait un instrument de coopération au développement incontournable.

892. Concernant l'action 3 visant à accroître l'attrait de l'enseignement supérieur européen, le nouveau programme prévoit un cadre large d'action dans la mesure où elle englobe la promotion et l'assurance de la qualité, la reconnaissance des qualifications européennes à l'étranger et la reconnaissance mutuelle des qualifications avec les pays tiers. Elle concerne autant les organisations publiques que privées impliquées dans le domaine de l'enseignement supérieur au niveau national et international et soutient les projets²¹²¹ associant des organisations de trois pays européens au minimum pouvant faire intervenir des organisations de pays tiers. Il serait intéressant de lier cette action 4 avec l'action extérieure menée dans le cadre du programme Jean Monnet visant également à promouvoir la dimension européenne de l'éducation. L'intégration du programme ERASMUS MUNDUS au sein du programme intégré 2014-2020 'Erasmus +'²¹²² contribuera certainement au renforcement de ce lien.

893. Bien que l'amélioration continue du programme soit nécessaire et qu'il serait souhaitable de renforcer encore davantage l'établissement de partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur des pays tiers, dans la mesure où cette action favorise la compréhension mutuelle et contribue à l'ambitieuse stratégie de développement durable lancé par l'UE, le programme ERASMUS MUNDUS II est une réussite. Ne visant pas à engendrer une mobilité massive mais à soutenir l'établissement de mastères et doctorats

²¹²⁰ Le renouvellement est annuel et fondé sur un rapport.

²¹²¹ Les activités peuvent concerner des conférences, séminaires, ateliers, études, analyses, projets pilotes, élaborations d'outils TIC... et peuvent avoir lieu partout dans le monde. Les activités doivent cependant toujours promouvoir le lien entre enseignement supérieur et recherche et enseignement supérieur et secteur privé pour bénéficier d'un soutien financier ou de mesures de soutien technique telles que les dépenses liées à des experts ou à une agence d'exécution.

²¹²² Communiqué de presse « Erasmus Mundus : soutien financier accru aux pays du Printemps arabe » réf. IP/11/1558 du 16 décembre 2011 et communiqué de presse « Erasmus pour tous : cinq millions de bénéficiaires potentiels », Réf. IP/11/1398 du 23 novembre 2011

de haute qualité, la mobilité des étudiants talentueux et chercheurs émérites²¹²³ est valorisée dans ce cadre afin qu'ils puissent devenir les 'ambassadeurs' du modèle d'excellence européen dans le monde. Si l'exigence de sélectivité encadre strictement son application, celle-ci a été toutefois largement étendue pour la période 2009-2013 dans la mesure où, ayant prouvé son efficacité, le programme a bénéficié d'une augmentation de ses fonds. Grâce à ERASMUS MUNDUS, de 2004 à 2011, « plus de douze mille étudiants, trois cents doctorants et deux mille professeurs ont bénéficié de bourses relatives à des cours de master ou programme de doctorat communs. Pour l'année universitaire 2011-2012, quelque six mille étudiants et chercheurs de cent cinquante pays ont déjà reçu des bourses d'un montant total de 210 millions d'euros. La Commission a ajouté dix millions pour les 559 bourses destinées aux pays de la Méditerranée méridionale, lesquels devrait bénéficier d'une nouvelle augmentation des bourses et des subventions relevant d'Erasmus Mundus pour l'année 2012 2013 »²¹²⁴. Le guichet de coopération extérieure ERASMUS MUNDUS²¹²⁵ a également permis de financer la mobilité des étudiants, du premier cycle jusqu'au niveau post doctorat, et du personnel universitaire entre les établissements d'enseignement supérieur européen et ceux de certains pays tiers, en complément et en synergie avec le programme ERASMUS MUNDUS.

894. Il est à espérer que l'intégration du programme ERASMUS MUNDUS au sein du programme intégré 2014-2020 'ERASMUS +'²¹²⁶ permette de poursuivre, voire d'améliorer la mise en œuvre du programme, sachant que le programme intégré, doté d'un budget total de 19 milliards d'euros, prévoit en l'état actuel l'octroi de bourses 'ERASMUS +', accordées notamment aux étudiants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement professionnel, et la mise en place d'un nouveau mécanisme de garantie de prêts créé, en partenariat avec le groupe de la BEI, pour les étudiants de master. Pour pallier au « faible nombre de

²¹²³ Basé sur l'excellence, le programme consiste prioritairement à « créer un réservoir d'hommes et de femmes qualifiés possédant une grande ouverture d'esprit et une expérience internationale en promouvant, d'une part, la mobilité des étudiants et universitaires les plus talentueux des pays tiers pour qu'ils acquièrent des qualifications et/ou une expérience dans l'UE et, d'autre part, la mobilité vers les pays tiers des étudiants et universitaires européens les plus talentueux » in article 3 « Objectifs du programme », paragraphe 2b de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), op.cit.

²¹²⁴ Communiqué de presse « Erasmus Mundus : soutien financier accru aux pays du Printemps arabe », réf. IP/11/1558 du 16 décembre 2011

²¹²⁵ http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/programme/back_fr.html - Erasmus Mundus External Cooperation Window (EMECW) est un complément aux programmes communautaires extérieurs, mis en place par l'Office de coopération Européen et appliqué par l'Agence exécutive pour l'éducation, l'information et la communication afin de promouvoir la mobilité dans l'enseignement supérieur et la compréhension mutuelle

²¹²⁶ Communiqué de presse « Erasmus Mundus : soutien financier accru aux pays du Printemps arabe », op.cit. ; Communiqué de presse « Erasmus pour tous : cinq millions de bénéficiaires potentiels » Ref. IP/11/1398 du 23 novembre 2011

bénéficiaires du volet méditerranéen du programme ERASMUS MUNDUS et l'absence de mobilité sud-sud »²¹²⁷, il serait pertinent de prendre en compte également la proposition du Parlement européen de mettre en place un programme 'Erasmus euro-méditerranéen' destiné à « favoriser la mobilité transnationale des étudiants des deux rives »²¹²⁸ et « la mise en place d'un programme 'Leonardo da Vinci euro-méditerranéen' destiné à favoriser la mobilité des jeunes souhaitant acquérir une formation professionnelle à l'étranger »²¹²⁹, qui pourraient constituer de bons compléments.

4. L'ouverture au monde du programme intégré 'ERASMUS +'

895. Le programme intégré 'Erasmus +' offre une nouvelle vision de la stratégie de l'UE en matière d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport, en décloisonnant l'ensemble des programmes internes et externes existants dans ces domaines au sein d'une structure fondée sur cinq actions, soit trois actions générales relatives à « la mobilité des individus à des fins d'éducation et de formation » (action 1), à « la coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques » (action 2) et au « soutien à la réformes des politiques » (action 3), complétées par deux actions spécifiques concernant l'action Jean Monnet et les activités en matière sportive.

896. L'ouverture du programme à la participation des organisations de pays tiers est envisagée dans chacune de ces actions et plus spécifiquement dans les pays voisins de l'UE. L'organisation d'un pays tiers peut, par principe, participer à l'ensemble des projets en tant que 'partenaire' si sa participation apporte une réelle valeur ajoutée au projet concerné, ce qui est particulièrement le cas dans le cadre de l'action 2 concernant le développement de partenariats stratégiques et d'alliances de la connaissance, telles que développées par exemple dans le cadre de la coopération transatlantique. Des fonds en provenance des différents instruments de financement de l'action extérieure, ICD, IEV, IAP et instrument de partenariat, seront affectés, à cet effet, au programme 'Erasmus +' pour promouvoir la dimension internationale de l'enseignement supérieur²¹³⁰.

²¹²⁷ Déclaration du Parlement européen du 27 septembre 2011 sur la création de programmes 'Erasmus' et 'Leonardo da Vinci' euro méditerranéens JO C56E du 26 février 2013 p99

²¹²⁸ Ibid.

²¹²⁹ Ibid.

²¹³⁰ Conformément à l'article 18 paragraphe 4 du règlement n°1288/2013, un montant indicatif de 1 680 000 000 euros en provenance des divers instruments de financement de l'action extérieure pour des actions de mobilité à des fins d'apprentissage à destination ou en provenance de pays partenaires et pour promouvoir le dialogue politique avec les autorités, institutions et organisations de ces pays.

897. Dans le cadre de l'action 1, l'ouverture du programme se traduit en matière d'enseignement supérieur par le soutien aux projets de mobilité internationale des apprenants et personnel en provenance et à destination des pays partenaires, ainsi qu'à la création de masters communs. En matière de jeunesse, l'action 1 favorise la mobilité internationale des jeunes et animateurs socio éducatifs en coopération avec les pays voisins de l'UE.

898. L'action 2 promeut le développement de projets visant à renforcer les capacités des pays partenaires en matière d'enseignement supérieur et de jeunesse. Elle apporte un soutien particulier, d'une part, aux projets développés avec les pays voisins de l'UE en matière d'enseignement supérieur, d'autre part, aux projets concernant les pays ACP, d'Asie et d'Amérique latine en matière de jeunesse. La participation des pays tiers représentera de surcroît une réelle valeur ajoutée dans le cadre de la promotion des partenariats stratégiques, déjà développés dans le cadre des accords bilatéraux tels que l'accord UE-Etats-Unis en matière d'enseignement supérieur ou dans le cadre de programme commun comme le programme Alfa, ainsi qu'en matière de développement des alliances de la connaissance, des alliances sectorielles pour les compétences et des partenariats.

899. L'action 3 prévoit également un important volet extérieur dans la mesure où elle favorise le dialogue politique avec les pays partenaires, particulièrement les pays voisins de l'UE, grâce à un réseau d'experts de la réforme de l'enseignement supérieur, à la mise en place de structures d'échanges telles que l'association d'anciens étudiants ou la participation des organisations de jeunesse et l'organisation de manifestations et réunions à l'échelle internationale renforçant, d'une part, l'attractivité internationale des systèmes d'enseignement supérieur des pays partenaires, d'autre part les échanges entre les jeunes et les décideurs.

900. Les activités Jean Monnet conservent une forte dimension internationale dans la mesure où elles visent à favoriser l'enseignement, la recherche dans le domaine des études sur l'UE dans le monde.

Paragraphe 2/ La compatibilité du volet éducatif de Lisbonne avec les objectifs de la coopération de l'UE en matière d'aide au développement

901. Le volet éducatif de Lisbonne vise à réformer les systèmes européens d'enseignement et de formation afin de promouvoir un enseignement européen d'excellence compétitif, susceptible d'attirer les étudiants et universitaires les plus talentueux des pays tiers et d'endiguer la fuite des cerveaux en Europe. Comme nous avons pu le constater dans l'analyse

du programme Erasmus Mundus, les bourses sont en ce sens davantage octroyées aux étudiants des pays tiers venant étudier en Europe qu'aux étudiants européens souhaitant partir à l'étranger. Si la stratégie européenne d'attraction des cerveaux étrangers est compréhensible, puisque bénéfique à la croissance économique européenne, on peut toutefois se demander si les objectifs de compétitivité poursuivis dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne sont compatibles avec la politique de coopération au développement de l'UE. En effet, on peut s'interroger si les enjeux liés à l'économie de la connaissance n'entravent pas la réalisation des objectifs d'aide au développement dans la mesure où attirer les cerveaux étrangers signifie également 'dépouiller' les pays tiers de leurs élites, la fuite des cerveaux étant une problématique mondiale affectant tout Etat, et de ce fait porter atteinte à leur développement économique et social. Il convient de démontrer que les objectifs de la Stratégie de Lisbonne ne sont pas totalement antinomiques aux buts poursuivis par l'UE dans le cadre de sa coopération au développement. La cohérence de la Stratégie de Lisbonne avec la politique extérieure de l'UE, notamment la réalisation des objectifs de coopération au développement, est garantie par un encadrement strict du processus limitant les atteintes aux intérêts des pays en développement (PED) (A). Il est de surcroît envisageable d'aborder les objectifs de compétitivité de Lisbonne en mettant en avant leur synergie potentielle avec les objectifs de développement, ce qui nous conduit à considérer que le volet éducatif de Lisbonne peut contribuer à la mise en œuvre de la coopération au développement de l'UE (B).

A/ L'encadrement de la Stratégie de Lisbonne liée à la cohérence des relations extérieures

902. La renommée mondiale et l'attractivité des systèmes d'enseignement et de formation européens reposent sur l'intensification de la coopération de l'UE avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur. Développée dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne, cette coopération favorise ainsi l'échange de bonnes pratiques et la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs dans l'objectif de faire face aux nouveaux défis de l'économie de la connaissance mondialisée. Bien que la Stratégie de Lisbonne ait été enrichie d'un volet social et environnemental, la coopération extérieure de l'UE mise en place dans le cadre du processus repose principalement sur des enjeux liés à la croissance économique et à la compétitivité.

903. Si la coopération d'aide au développement de l'UE poursuit également des objectifs économiques, puisqu'elle vise à réduire la pauvreté et à permettre le développement économique et social des pays bénéficiaires, l'aide est principalement axée sur la satisfaction

des besoins primaires et non sur la compétitivité. De ce fait, même si l'UE soutient, dans le cadre de ses stratégies régionales, les instituts de recherches et les établissements d'enseignement supérieur des pays tiers, son action vise prioritairement la promotion d'une éducation primaire accessible et de meilleure qualité, conformément aux objectifs mondiaux de développement. Dans un souci de cohérence, l'UE opère ainsi une hiérarchisation des objectifs dans le cadre de ses relations extérieures, en garantissant au mieux la compatibilité des actions mises en œuvre dans le cadre du processus de Lisbonne avec les objectifs de coopération au développement (1). Cette recherche de cohérence se caractérise également par une quête constante de légitimation du '*brain drain*' qu'elle opère dans les PED par ces actions entreprises dans le cadre du processus de Lisbonne, préférant parler de '*circulation des cerveaux*' plutôt que de '*fuite*' (2).

1. La consécration de la primauté des objectifs de coopération au développement sur l'Objectif de Lisbonne

904. Dès 2001, la Commission a souhaité renforcer la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, cependant elle a précisé que si « les actions suscitées par la présente communication se concentreront sur la coopération dans l'enseignement supérieur, il faudra toutefois veiller à ce que les actions soient compatibles avec les politiques des pays en matière d'éducation nationale et avec la stratégie communautaire de coopération au développement »²¹³¹. Ainsi la compatibilité du volet éducatif de Lisbonne avec les objectifs de la coopération au développement de l'UE conditionne son internationalisation et son ouverture aux pays tiers, conformément aux dispositions de l'article 208 TFUE consacrant la transversalité des objectifs de coopération au développement et précisant que « l'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement ».

905. Ainsi l'UE doit faire primer la réalisation des objectifs de développement sur ceux du processus de Lisbonne, dans le cadre de sa coopération avec les PED (a) et s'assurer que l'internationalisation du volet éducatif de Lisbonne ne porte pas atteinte au développement économique et social des PED (b).

²¹³¹ Paragraphe 15 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, COM(2001)385 final

a) La contribution de l'UE à l'intégration des PED dans l'économie mondiale de la connaissance : un objectif secondaire

906. La Stratégie de Lisbonne favorise une coopération à l'échelle mondiale fondée sur l'excellence et la compétitivité des établissements d'enseignement supérieur, notamment en matière de NTIC. Dans ce contexte, l'UE coopère également avec les PED afin de les intégrer progressivement dans l'économie mondialisée de la connaissance, sachant que le volet éducatif implique cependant un investissement financier important pour les Etats devant se doter de systèmes innovants et performants, ce qui nécessite de surcroît de renouveler le système sur des bases éducatives solides pour coopérer. Or il s'avère que cette coopération n'est pas toujours à la portée des PED, confrontés à la nécessité première de réduire la pauvreté de leur population, notamment en réformant en profondeur leurs structures d'enseignement primaire, conformément aux engagements pris dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du Forum mondial d'Education pour tous, et cela avant même de songer à leur croissance économique par l'adaptation de leurs systèmes d'enseignement supérieur à l'économie mondialisée de la connaissance. L'investissement des PED dans le secteur éducatif doit donc être prioritairement consacré à l'amélioration de la qualité et de l'accès à l'éducation primaire, ce qui représente par ailleurs un préalable incontournable à la compétitivité future de leurs systèmes d'enseignement supérieur et de recherche.

907. De ce fait, si l'UE contribue par son action extérieure à l'intégration des PED dans l'économie mondialisée, elle estime cependant qu'«il convient avec les pays en développement d'axer davantage la coopération sur le renforcement de leurs capacités, scientifiques et technologiques et sur le soutien de leur développement durable, en liaison étroite avec la politique en faveur du développement, et tout en collaborant avec eux en qualité de partenaires dans des initiatives mondiales»²¹³², conformément à la réalisation du 8^{ème} Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD 8) relatif à la mise en place d'un «partenariat mondial pour le développement»²¹³³. Il s'agit donc d'une coopération axée principalement sur le développement durable, notamment par le soutien aux réformes de l'éducation primaire, et de manière secondaire sur la recherche de compétitivité des établissements d'enseignement supérieur, comme l'illustre par exemple la Stratégie 2007-2013 de la Commission relative à la programmation régionale pour l'Asie. Ce document

²¹³² <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007DC0161:FR>

²¹³³ <http://undp.org/french/mdg/goal8-f.shtml>

précise de surcroît que « l'enseignement supérieur est un secteur stratégique pour le développement de l'Asie. Il permettra de renforcer les relations entre l'UE et l'Asie et de soutenir le développement des pays concernés. Ce renforcement ne pourra cependant pas se faire au détriment de la priorité accordée à l'enseignement de base et à sa contribution à l'atteinte des OMD. Le programme répondra de façon active aux besoins des pays asiatiques en matière d'enseignement supérieur en fonction de leur niveau de développement. L'accent sera placé sur la promotion de l'égalité des chances et les valeurs de la démocratie, de l'Etat de droit, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales »²¹³⁴.

908. L'internationalisation du processus de Lisbonne permet donc de renforcer la coopération entre l'UE et l'Asie en matière d'enseignement supérieur, en favorisant les échanges, la stabilité financière internationale et le transfert de technologies, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à la réalisation des objectifs de coopération au développement définis au niveau mondial. L'UE ajoute de surcroît que « pour ce qui est du soutien aux instituts de recherche, l'aide régionale de la CE visera en particulier le travail des instituts spécialisés dans les thèmes liés au développement durable et aux relations UE-Asie. Les activités seront centrées sur le renforcement des capacités de recherches, la promotion des débats publics sur les relations UE-Asie, le jumelage d'instituts asiatiques et européens, la constitution de groupes de réflexions et cercles similaires, cela dans le but de favoriser la compréhension mutuelle »²¹³⁵. Le document de stratégie régionale envisage donc l'établissement d'une coopération en matière d'enseignement supérieur, dans la mesure où elle n'affecte pas les progrès de l'éducation de base et où elle contribue au développement régional.

909. On assiste ainsi à une hiérarchisation des objectifs, faisant primer la réalisation des objectifs de coopération au développement sur l'intégration des PED dans l'économie mondialisée. La position de l'UE s'explique aisément par les engagements souscrits dans le cadre onusien et au sein du Forum d'Education pour tous, puisque l'UE, en tant que principal bailleurs de fonds de l'aide au développement et les PED, en tant que bénéficiaires de l'aide, se sont engagés à renforcer prioritairement l'accessibilité et la qualité de l'éducation de base. Dans ce contexte, la coopération extérieure communautaire mise en place dans le cadre du

²¹³⁴ Document de Stratégie 2007-2013 Programmation régionale pour l'Asie – Commission – voir Chapitre 4 du document intitulé « la réponse de la CE » paragraphe 4.2 relatif à la « coopération fondée sur la politique et le savoir-faire », paragraphe II « enseignement supérieur et soutien aux instituts de recherche », p17 <http://ec.europa.eu/europaid/where/asia/regional-cooperation/higher-education/index...>

²¹³⁵ Ibid.

processus de Lisbonne avec les PED est donc reléguée au second plan, du fait des engagements internationaux souscrits par l'UE, engagements qui influent également sur la mise en œuvre du processus de Lisbonne

b) L'influence des engagements de l'UE en matière d'aide au développement sur la mise en œuvre du processus de Lisbonne

910. L'objectif de Lisbonne, visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive, a été déterminé afin de permettre aux Etats membres de faire face aux nouveaux défis de l'économie mondialisée. Or il s'avère que les Etats membres et l'UE en tant que principaux bailleurs de fonds de l'aide au développement ont également l'obligation internationale d'œuvrer en faveur d'une mondialisation 'humaniste'²¹³⁶, c'est-à-dire que leur compétitivité économique ne doit pas être garantie au détriment de leur engagement en faveur du développement des PED, qui ne peuvent être exclus de l'économie mondialisée de la connaissance. De ce fait, si l'UE tire profit de la coopération internationale en matière d'enseignement supérieur, celle-ci doit cependant être encadrée. C'est pourquoi, dans le cadre de la coopération ENIC NARIC, la Commission européenne, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe, ont consacré comme bonne pratique commune le fait que « les principes et les valeurs éthiques doivent étroitement guider la coopération internationale et globale entre des systèmes et institutions d'enseignement supérieur »²¹³⁷. La recherche de compétitivité face à la demande accrue d'admission dans les systèmes éducatifs et face aux pressions démographiques, doit ainsi s'inscrire dans le respect du principe d'égal accès à l'éducation et du principe d'équité.

911. Si l'UE peut ainsi légitimement promouvoir par sa politique extérieure le rayonnement mondial de l'EEES, afin d'attirer les cerveaux étrangers en Europe, elle doit également contribuer au maintien des étudiants et universitaires talentueux dans leur pays d'origine en leur permettant d'y obtenir des perspectives d'avenir professionnel. Elle s'est ainsi engagée dans le cadre du consensus européen sur la politique de développement à renforcer la dimension sociale de la mondialisation en favorisant « l'emploi et des conditions d'emploi corrects pour tous » et en s'employant « à faire des migrations un facteur positif de développement en favorisant des mesures concrètes visant à renforcer leur contribution à la

²¹³⁶ Avis du Comité économique et social européen sur les défis et chances de l'UE dans le contexte de la globalisation » (2007/C 175/16), JO C 175 du 27 juillet 2007, p 57-64

²¹³⁷ Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational adopté lors de la deuxième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, Riga 6 juin 2001, DGIV/EDU/HE (2002)8

réduction de la pauvreté, y compris en facilitant les rapatriements des fonds et en limitant la fuite des cerveaux qui touche les personnes qualifiées »²¹³⁸. Dans cette optique elle participe notamment à la réalisation des OMD en soutenant le développement économique et social des PED et contribue, dans le cadre de l'OMD 8 relatif à la mise en place d'un « partenariat mondial pour le développement », à la réalisation de la cible 16 visant à « créer des emplois décents et productifs pour les jeunes en coopération avec les pays en développement »²¹³⁹, ce qui contribuera à réduire le chômage dans les PED et endiguera de ce fait la fuite des cerveaux. Elle participe également à la cible 18 visant, en coopération avec le secteur privé, à mettre les avantages des nouvelles technologies en particulier des technologies de l'information et de la communication à la portée de tous, ce qui permettra d'améliorer la qualité de l'enseignement dans les PED. Les PED bénéficient ainsi de l'expérience développée par l'UE dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne, qui permet de compléter la stratégie de développement durable entreprise dans le contexte mondialisé.

912. Afin de conférer une dimension 'humaine' à la Stratégie de Lisbonne, l'UE a également mis en place un Fonds d'ajustement à la mondialisation (FEM)²¹⁴⁰ illustrant ses efforts en matière de conciliation des intérêts économiques et sociaux. Lancé le 1^{er} janvier 2007 et renouvelé pour la période 2014-2020²¹⁴¹, ce fonds permet d'endiguer les effets néfastes de l'ouverture des économies à la concurrence internationale, en aidant les travailleurs licenciés suite aux modifications de la structure du commerce mondial, à la libéralisation des échanges afin de leur permettre de rester en activité ou de trouver rapidement un nouvel emploi rapidement. Soutenant à la demande d'un Etat membre, directement les personnes par des mesures actives d'orientations, des allocations de recherche d'emploi et de mobilité, des activités de formation dans le domaine des NTIC et un soutien à l'entrepreneuriat passant notamment par des micro-crédits, cette initiative est une bonne pratique qui devrait impulser des initiatives identiques dans d'autres régions du Monde et permettre la mise en place d'un fonds similaire au niveau mondial, dont la gestion pourrait être confiée à l'UNESCO, afin de garantir la cohérence entre la recherche internationale de compétitivité et la politique mondiale de développement durable.

²¹³⁸ Paragraphe 38 du « le consensus européen », op.cit.

²¹³⁹ <http://undp.org/french/mdg/goal8-f.shtml> - l'indicateur établi par l'OIT vise à évaluer le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans pour chaque sexe et le taux global

²¹⁴⁰ MEMO/06/486, http://ec.europa.eu/employment_social/eg/index_fr.html

²¹⁴¹ Règlement (UE) n° 1309/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour la période 2014-2020 et abrogeant le règlement (CE) n° 1927/2006, JO L 347 du 20 décembre 2013, p. 855-864

913. L'ensemble de ces éléments plaide incontestablement en faveur de l'UE qui s'efforce de limiter les effets néfastes que pourrait avoir la réalisation de l'objectif de Lisbonne sur les PED, notamment en faisant primer sur le processus, la réalisation des objectifs de coopération au développement. On ne peut cependant nier l'impact négatif sur le développement économique et social des PED de la fuite des cerveaux vers l'Europe...

2. La recherche constante de légitimation du processus de Lisbonne face au problème mondialisé de la fuite des cerveaux

914. Si la question de la 'fuite des cerveaux' est une réelle problématique en Europe, elle affecte encore davantage les PED. C'est pourquoi, le règlement ICD prend en considération cette problématique en précisant que « les actions de mobilité des étudiants et du personnel financées au moyen de la dotation du présent règlement sont axées sur des domaines qui sont pertinents pour le développement inclusif et durable des pays en développement »²¹⁴². Partant du constat que chaque Etat est confronté par le '*brain drain*', l'UE opte prioritairement pour des programmes d'échanges favorisant une mobilité à court terme dans le cadre d'accords interuniversitaires conclus au titre de programmes tels que TEMPUS et ALFA et impliquant un retour au pays d'origine des diplômés. La Commission a cependant eu l'occasion de constater que « le nombre d'étudiants mobiles cherchant à bénéficier d'un enseignement international, aujourd'hui, est plus important que jamais et nous devons également étudier l'opportunité d'augmenter le nombre des bourses de longue durée pour les étudiants des pays tiers qui souhaitent bénéficier d'une période complète d'études dans la CE. Ceci peut être justifié par exemple lorsque des cours n'existent pas dans le pays concerné notamment pour certains cours avancés, ou que les étudiants seraient de toute façon allés à l'étranger et que les universités de la Communauté proposent les cours les plus pertinents. Chaque pays a besoin, parmi sa population la plus instruite, de personnes possédant une certaine expertise internationale »²¹⁴³.

915. Par cette analyse, la Commission tente ainsi de démontrer que la stratégie menée par l'UE dans le cadre du processus de Lisbonne n'est pas responsable de la fuite des cerveaux

²¹⁴² Article 20 paragraphe 4 du règlement (UE) n°233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, JO L77 du 15 mars 2014, p44-76, voir également annexe (paragraphe III a) i)) au règlement (UE) n°233/2014, op.cit. - « soutenir les efforts ciblés pour tirer pleinement parti des corrélations entre migration, mobilité, emploi et réduction de la pauvreté, afin de faire de la migration une force positive pour le développement et réduire la fuite des cerveaux »

²¹⁴³ Paragraphe 20 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, COM (2001)385 final

affectant les pays dans l'incapacité de proposer une offre de qualité attractive. Elle argue donc que l'incapacité des Etats tiers ne peut empêcher l'UE de saisir l'opportunité d'accueillir les étudiants et universitaires talentueux des pays tiers intéressés par son offre d'enseignement et de recherche. Cette justification est de surcroît confortée par un autre argument de poids, à savoir que le renforcement de la mobilité des étudiants des pays tiers vers l'Europe est positif à long terme pour les Etats tiers qui se dotent ainsi de personnes 'possédant une certaine expertise internationale' pouvant apporter une réelle valeur ajoutée au pays. L'UE justifie ainsi son action extérieure visant à attirer les cerveaux étrangers en Europe en démontrant que sa politique loin d'entraver au développement économique et social des pays tiers, y contribue.

916. Cette position adoptée dès 2001 est toujours d'actualité, et même renforcée puisqu'elle légitime même en 2011, à l'occasion du rapport de la Commission sur l'application de la directive 2004/114/CE relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat, l'embauche des étudiants étrangers dans le pays européen d'accueil en invoquant leur choix individuel et le contexte économique mondial. Le rapport précise en effet que « le fait de permettre aux ressortissants de pays tiers d'acquérir des compétences et des connaissances grâce à une période de formation en Europe favorise la 'circulation des cerveaux' et la coopération avec les pays tiers dans le domaine du capital humain et de l'emploi, ce qui profite à la fois aux pays d'origine et aux pays d'accueil. Par conséquent, sans empiéter sur la capacités des Etats membres à déterminer le volume de migrations, la question de l'accès à l'emploi pour les étudiants ressortissants de pays tiers à la fin de leurs études pourrait être spécifiquement examinée, étant donné qu'il semble s'agir d'un élément décisif dans leur choix d'un pays de destination et d'une question d'intérêt commun dans le contexte du recul de la population en âge de travailler et d'un besoin mondial de travailleurs hautement qualifiés »²¹⁴⁴.

²¹⁴⁴ Extrait du rapport de la Commission du 28 septembre 2011 sur l'application de la directive 2004/114/CE relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat COM(2011)587

B/ La contribution du volet éducatif de Lisbonne à la réalisation des objectifs de coopération au développement

« La stratégie Europe 2020 est une source d'inspiration pour nos relations avec l'Afrique, en créant un cadre pour traduire nos objectifs politiques en actions concrètes afin de guider les relations entre l'UE et l'Afrique au cours de la prochaine décennie. »²¹⁴⁵

917. Bien que l'objectif de Lisbonne visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive, ne semble a priori n'avoir aucun lien particulier avec la politique de coopération au développement de l'UE, une synergie existe cependant entre les objectifs de compétitivité économique et les objectifs de développement, dans la mesure où ils placent tous l'individu au cœur du système et visent au renforcement du capital humain. Le système européen d'enseignement et de recherche d'excellence peut servir de modèle de référence pour d'autres régions du Monde et contribuer ainsi à la mise en place de systèmes similaires et promouvoir la croissance économique, ainsi que l'amélioration du bien-être social dans les PED (1). Dans ce contexte, l'investissement massif dans la recherche impulsé par la Stratégie de Lisbonne participe également aux défis de la coopération au développement de l'UE en contribuant à la gestion des grands problèmes mondiaux (2).

1. La synergie entre la Stratégie de Lisbonne et la Stratégie de coopération au développement : une complémentarité fondée sur la poursuite d'objectifs similaires

918. A l'occasion de l'examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable²¹⁴⁶, le Conseil de l'UE a affirmé la nécessité de mettre à profit les « synergies entre la stratégie de développement durable (SDD) et la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, qui sont complémentaires. Les objectifs de Lisbonne de compétitivité, de croissance économique et de création d'emploi contribuent en effet de manière essentielle à la stratégie du développement durable »²¹⁴⁷ car la transition vers le développement durable implique le

²¹⁴⁵ Point 7 de la communication de la Commission sur la 'consolidation des relations entre l'UE et l'Afrique – 1.5 milliards d'habitants, 80 pays, deux continents, un avenir' COM(2010)634 du 10 novembre 2010

²¹⁴⁶ La Stratégie de l'UE en faveur du développement durable adoptée lors du Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 Juin 2001-Communication de la Commission « Développement durable en Europe pour un monde meilleur : stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable », COM(2001)264 du 15 mai 2001 et renouvelée en juin 2006 ; Communication « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005 : premier bilan et orientations futures » COM(2005)37 du 9 février 2005 vise à réconcilier le développement économique, la cohésion sociale et la protection de l'environnement. Cette stratégie, liée au processus de Lisbonne, comprend une dimension internationale depuis le sommet de Barcelone de 2002 et plus particulièrement depuis l'adoption de la communication de la Commission relative à sa dimension extérieure ; Communication « Vers un partenariat mondial pour un développement durable », COM(2002)82 du 13 février 2002

²¹⁴⁷ Conseil de l'Union européenne « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable SDD – nouvelle stratégie » Bruxelles 9 juin 2006 (10117/06)

développement économique. Fondées toutes deux sur l'investissement dans le capital humain, les deux stratégies internationalisées renforcent la cohérence de l'action extérieure de l'UE combinant dans une même politique extérieure globale les objectifs de compétitivité et d'aide au développement. Cette synergie permet de placer l'individu au centre des réformes à entreprendre afin de favoriser la croissance économique et le bien-être social (a), notamment par la promotion de l'intégration régionale des systèmes d'enseignement et de recherche (b).

a) L'investissement dans le capital humain, instrument de développement et de compétitivité

919. L'investissement dans le capital humain est un objectif commun aux deux stratégies de l'UE dans la mesure où il permet d'impulser à la fois le développement et la compétitivité économique d'un pays. Partant de ce constat, la Stratégie de Lisbonne concourt incontestablement à la réalisation des objectifs d'aide au développement puisqu'elle contribue par l'ouverture de l'EEER sur le monde à la politique d'investissement des PED dans leur capital humain, d'une part, en participant à la formation des cadres étrangers, d'autre part, en favorisant le transfert de son savoir-faire. Selon les statistiques de la Banque Mondiale « plus de la moitié des diplômés d'Amérique centrale et des Caraïbes vivent hors de leurs pays. Huit diplômés haïtiens et jamaïcains sur dix vivent à l'étranger. En Afrique subsaharienne, les employés qualifiés ne représentent que 4 % de la main d'œuvre totale mais plus de 40 % de ceux-ci, immigreront vers des pays plus riches »²¹⁴⁸. Les pays du Sud souffrent ainsi d'un manque de main d'œuvre qualifiée du fait de la fuite des cerveaux, impliquant la mise en place d'une politique efficace d'investissement dans le capital humain. Bien que la compétition internationale en matière d'attraction des personnes hautement qualifiées soit indéniablement l'une des causes essentielles de cette migration des cerveaux, elle est également due à l'insuffisance de la croissance économique en Afrique qui ne permet pas d'absorber la main d'œuvre arrivant sur le marché du travail.

920. Dans ce contexte, l'UE répond à un besoin non satisfait, exprimé par les cadres étrangers en leur proposant de venir étudier et travailler en Europe. Le renforcement de la dimension externe du volet éducatif de Lisbonne est ainsi profitable aux PED dans la mesure où l'UE contribue par l'extension des programmes éducatifs aux pays tiers, d'une part, à la formation et à l'insertion professionnelle des cadres étrangers, en leur donnant accès à

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st10/st10117.fr06.pdf>
²¹⁴⁸ Rapport de la Banque mondiale « Migration internationale, rapatriement de fonds et fuite des cerveaux »
<http://blogs.worldbank.org/youthink/fr/sujets/emploi/fuite-des-cerveaux-et-envois-de-fonds>

l'emploi et le cas échéant à des diplômes d'excellence, et d'autre part, à l'amélioration qualitative de l'offre éducative dans les pays tiers, par le développement de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. L'UE participe ainsi dans le cadre du processus de Lisbonne à l'investissement financier des PED dans les ressources humaines, en offrant une alternative aux cadres étrangers, qui constituent un atout pour le développement économique et social de leur pays, soit par leur retour au pays soit par leur contribution au transfert de compétences et de savoir-faire, comme dans le cadre du programme Tokten (Transfert de connaissances par l'intermédiaire des expatriés) lancé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui permet aux expatriés de retourner chez eux pour une période de deux semaines à trois mois dans le cadre d'action d'appui à des projets recensés par le PNUD. Cette action extérieure répond de ce fait indéniablement aux objectifs d'aide au développement, dans la mesure où elle permet de combler les carences du marché du travail des PED et participe à leur croissance économique en offrant aux cadres étrangers une formation de qualité favorisant le transfert du savoir-faire.

921. L'UE participe également au développement économique et social des PED par l'ouverture de l'EEER sur le monde, que ce soit en formant les cadres étrangers ou en développant les partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur des pays européens et des pays tiers. Son action extérieure contribue ainsi au transfert d'un savoir-faire indispensable au développement des PED, confrontés à la nécessité d'investir dans leurs ressources humaines et de moderniser leurs établissements d'enseignement et de recherche.

922. Concernant l'investissement dans le capital humain, l'expérience européenne acquise dans le cadre du processus de Lisbonne peut en effet apporter une réelle valeur ajoutée car elle permet au PED de mettre en œuvre une politique adéquate d'investissement dans les ressources humaines, dont l'efficacité conditionne, par ailleurs, la réalisation des objectifs mondiaux de développement. Dans ce contexte, l'échange de bonnes pratiques, tel que mis en place dans la Stratégie de Lisbonne, contribue de manière essentielle à la réalisation des objectifs de coopération au développement déterminés dans le cadre du Forum Education pour tous et dans le cadre onusien. En effet, comment un Etat pourrait-il rendre l'éducation primaire plus accessible et de meilleure qualité tant qu'il ne résout pas le problème lié à l'exode massif de ses enseignants ? Si l'accessibilité à l'éducation primaire est une priorité, cet objectif ne peut être atteint qu'en aidant les PED à former leurs enseignants et à les garder, ce qui repose sur le développement d'une politique d'investissement dans les ressources humaines. Selon Evelyn Crawford, présidente du syndicat Guyana Teachers'Union, les

recruteurs britanniques lancent chaque année un appel à candidature pour des postes d'enseignants en Grande Bretagne, il en de même des agences de recrutement des Etats-Unis et des Bahamas, « en Guyane, le salaire mensuel le plus élevé auquel peut prétendre un enseignant est de 400 euros, un salaire que même un enseignant débutant des Bahamas n'accepterait jamais... l'exode des enseignants constituent un cercle vicieux pour les pays vidés de leurs forces vives. Ce sont des pays qui ont investi dans la formation des enseignants, qui ont consacré de l'argent public pour qualifier leurs enseignants »²¹⁴⁹. Pour soutenir les PED, l'UE doit favoriser leur croissance économique et promouvoir la mise en place d'une stratégie efficace d'investissement dans les ressources humaines afin qu'ils puissent offrir aux enseignants de meilleures conditions de travail et une rémunération correspondant à leurs attentes.

923. Afin de mener une action extérieure adaptée, face à ce problème, l'UE adopte une stratégie globale fondée à la fois sur la stratégie de Lisbonne et sur sa politique de coopération au développement, lui permettant de participer à la réalisation des OMD par l'exportation des programmes éducatifs mis en place dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne. Elle s'approprie ainsi la stratégie d'Education pour tous en développant une politique extérieure de soutien « à l'éducation pour tous tout au long de la vie »²¹⁵⁰. En combinant les objectifs de coopération au développement fondés sur une éducation primaire accessible et de meilleure qualité et la lutte contre l'analphabétisme des adultes, avec les objectifs de Lisbonne visant notamment à promouvoir le rayonnement mondial de l'EEER par l'ouverture du programme communautaire d'éducation et de formation tout au long de la vie, intégré au volet éducatif de Lisbonne, l'UE permet aux PED de bénéficier de l'expérience européenne en matière d'adaptation des travailleurs au nouveau marché de l'emploi. Elle leur apporte ainsi une aide technique ciblée, basée sur la promotion de l'investissement dans les ressources humaines, ainsi que sur l'adaptation de l'offre éducative aux exigences du marché de l'emploi. Elle favorise dans cette optique la mise en place de formations professionnalisantes, notamment dans le tourisme qui représente un secteur prioritaire, dans l'objectif de développer rapidement un marché du travail en adéquation avec les ambitions des entreprises qui s'implantent dans ces pays et avec la libéralisation du marché de l'éducation.

²¹⁴⁹ Site www.ei-ie.org/fr/article/show.php?id=1&theme=gats « Fuite des cerveaux : pays riche recrute enseignants pauvres » – article du 4 juillet 2005

²¹⁵⁰ Office de coopération Europaid « Des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie pour tous » http://ec.europa.eu/europaid/promotion/sectors/article_2808fr.htm

924. Concernant la modernisation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et du contenu des enseignements et formations, l'UE contribue au transfert de savoir-faire. Elle soutient le développement des partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur européens et ceux des pays tiers, ce qui doit conduire à terme à la création de pôles d'excellence fondés sur le transfert de compétences et le développement des capacités de gestion par la valorisation des ressources humaines. La modernisation des établissements d'enseignement supérieur est, dans ce contexte, un enjeu fondamental²¹⁵¹ du fait leur influence sur les relations politiques, culturelles, économiques et éducatives de l'UE avec les pays tiers, sachant que leur mise en réseaux est un aspect essentiel de leur réforme. C'est pourquoi, la promotion de l'EEER dans le monde contribue également au développement régional en favorisant la création d'espaces régionaux d'enseignement similaires.

b) L'effet catalyseur du volet éducatif sur le développement régional par l'intégration des systèmes d'enseignement des pays tiers dans un espace commun

925. L'expérience de l'UE en matière d'intégration régionale lui permet de contribuer à la promotion de processus régionaux similaires dans le domaine éducatif, qu'il s'agisse d'entités régionales africaines ou du MERCOSUR. « Les ensembles régionaux fondés sur le pluralisme, le respect de la diversité et le consensus permettent en effet aux régions les plus fragiles du monde pour lesquels l'étroitesse des marchés constitue un handicap infranchissable de se faire entendre »²¹⁵², ce qui participe à leur développement et leur compétitivité. La projection internationale de l'EEER, telle que prévue dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne contribue à la promotion de systèmes régionaux similaires, ce qui permet d'affirmer qu'elle participe également à la réalisation des objectifs de coopération au développement en favorisant la coopération régionale.

926. La coopération régionale favorise le développement et représente souvent la seule voie possible pour améliorer l'espérance de vie scolaire²¹⁵³. L'intégration régionale en matière

²¹⁵¹ « Faire réussir le projet de modernisation pour les universités : formation, recherche, innovation », COM(2006)208 final de mai 2006

²¹⁵² Avis du Comité économique et social européen sur les défis et chances de l'UE dans le contexte de la globalisation » (2007/C 175/16), JO C 175 du 27 juillet 2007, p 57-64

²¹⁵³ L'espérance de vie moyenne en années est pour le primaire et le secondaire de 12,1 en Amérique du Sud, 12,4 en Europe et en Océanie, 11,1 en Amérique du Nord, 8,9 en Asie et 7,6 en Afrique. Pour le primaire-supérieur : 15,4 en Europe, 14,3 en Amérique du Nord, 13,7 en Amérique du Sud, 9,9 en Asie, 7,8 en Afrique, non communiqué pour l'Océanie – voir Figure 2 Espérance de vie scolaire moyenne en années par région (2001) Recueil de données mondiales sur l'éducation « Au delà de l'éducation primaire universelle » UNESCO, Institut de statistiques Montréal 2004 www.unesco.org/docs/EN_GD2004_V2.pdf

d'enseignement supérieur présente en effet comme avantage, d'une part, de promouvoir une mobilité accrue des étudiants africains car le coût est moins élevé que de se rendre en Europe, d'autre part, de protéger, d'autre part, les PED contre la fuite des cerveaux par l'octroi de bourses, ce qui permet de les maintenir sur le continent. Dans cette perspective, l'UE soutient également le lancement de l'initiative 'Tuning' en Afrique afin de favoriser l'harmonisation de l'enseignement supérieur africain²¹⁵⁴. En Afrique, les disparités sont en effet flagrantes. Au Burkina Faso et au Niger, un enfant peut espérer recevoir tout au plus quatre années d'enseignement, alors qu'il en reçoit près de treize ans en Afrique du Sud et en Tunisie, où l'espérance de vie scolaire²¹⁵⁵ est la plus longue²¹⁵⁶. En Amérique du Sud, le processus de coopération régionale dans le domaine éducatif a fait ses preuves puisque l'espérance de vie scolaire moyenne atteint dix-sept ans dont quatre ans d'enseignement supérieur, soit une espérance de vie scolaire moyenne plus élevée qu'aux Etats-Unis, inférieur à 16 ans, et autant qu'au Canada. L'Océanie culmine avec une espérance de vie scolaire moyenne de 18,5 ans en Nouvelle Zélande²¹⁵⁷, l'Europe présente l'une des meilleures espérances de vie moyenne avec 18 ans pour la Finlande, 17,5 pour la Norvège, environ 17 pour les Pays Bas et le Danemark, baissant à 10 pour la Moldova et 12 pour l'Albanie. La création et l'ouverture de l'EEER permettent ainsi d'impulser le développement par l'exportation du modèle d'enseignement européen. L'UE soutient ainsi la mise en place de pôles d'excellence régionaux universitaires²¹⁵⁸, dans le cadre de programmes régionaux tels que le programme de mobilité universitaire intra-ACP ou le programme NYERERE initié par l'Union Africaine favorisant la mobilité Sud-Sud et permettant notamment la mobilité des personnes qualifiées vers les pays du Maghreb et de l'Afrique du Sud, où les universités recrutent leurs étudiants sur tout le territoire africain.

²¹⁵⁴ Réunion des 28 au 30 novembre 2011 à Dakar entre le Sénégal, la Commission européenne, l'Union africaine, l'Association des universités africaines, les associations régionales responsables de l'enseignement supérieur, des représentants des ministères et organismes ayant lancé l'initiative Education Tuning en Afrique – 60 universités africaines participent à cette initiative qui vise à harmoniser progressivement l'enseignement supérieur par une première étape visant à définir une terminologie commune, et à favoriser le débat sur les questions telles que l'accumulation des crédits de transfert, les méthodes d'apprentissage, d'enseignement et d'évaluation... <http://www.africa-eu-partnership.org/news/launch-african-higher-education-harmonisation...>

²¹⁵⁵ Indicateur évaluant la durée moyenne des études qu'un enfant passe dans le système éducatif

²¹⁵⁶ Ce sont les deux seuls pays de la région pour lesquels l'espérance de vie scolaire attribuable à l'enseignement supérieur est de plus d'une année - Recueil de données mondiales sur l'éducation « Au delà de l'éducation primaire universelle » UNESCO, Institut de statistiques Montréal 2004 www.unesco.org/docs/EN_GD2004_V2.pdf

²¹⁵⁷ Ibid. p4, figure 1 « Combien de temps un enfant peut-il s'attendre à passer dans le système d'éducation de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur ? » Espérance de vie scolaire moyenne exprimées en années pour les pays ayant les niveaux les plus faibles et les niveaux les plus élevés par région (2001) – Il est regrettable de ne pas voir apparaître dans la région Europe l'espérance de vie scolaire moyenne dans l'UE

²¹⁵⁸ Voir étude détaillée infra

2. La mise en place d'un système d'enseignement et de recherche d'excellence au service de la gestion des problèmes mondiaux de développement

927. Le volet éducatif de Lisbonne contribue à la réalisation des objectifs de coopération au développement dans la mesure où la recherche européenne est axée sur la résolution de grands problèmes sociaux (a), comme le démontre notamment la mise en place du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (b).

a) Le développement d'une politique commune de recherche visant à améliorer la vie des populations des PED

928. Dès 2002, la DG Recherche²¹⁵⁹ s'est fixé sept domaines d'action dans la réalisation d'une société de la connaissance : la priorité est donnée aux technologies pour la société de l'information, soit 32,1% du budget de 11,3 milliards d'euros, puis à la génomique et biotechnologie de la santé, au développement durable, aux nanotechnologies, à l'aéronautique, à la sûreté alimentaire et enfin à la citoyenneté et la gouvernance dans une société de la connaissance. La Stratégie de Lisbonne a contribué dans ce cadre à la réalisation des objectifs de coopération au développement en participant à l'élaboration d'un espace européen de la recherche d'excellence destiné notamment à œuvrer en faveur de la résolution de grands problèmes sociaux mondiaux. Le septième programme-cadre de l'UE pour la recherche et le développement technologique²¹⁶⁰ prévoyait ainsi le soutien de l'UE à la coopération transnationale accordé dans le cadre du programme « Coopération », couvrant la coopération transnationale dans l'Union et au-delà, relative à la recherche liée aux grands problèmes sociaux, notamment en matière de santé publique, économiques et environnementaux. Il s'inscrivait donc, d'une part, dans le cadre de la coopération au développement en permettant de cibler la recherche sur la gestion de problèmes mondiaux, sachant qu'il vise de surcroît à contribuer « à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2010 »²¹⁶¹, d'autre part, dans le processus de Lisbonne en promouvant l'EER dans le monde, par l'attraction des chercheurs étrangers dans le cadre du programme « Personnes » et des « actions Marie Curie » et en prévoyant l'intensification de la coopération internationale avec les pays candidats, les pays voisins, les pays en développement et les économies émergentes. Le développement de partenariats avec les

²¹⁵⁹ RTD Info magazine de la recherche européenne, numéro spécial novembre 2002 « les priorités du sixième programme-cadre 2002-2006 »

²¹⁶⁰ Décision 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au septième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO L412 du 30 décembre 2006, p1-43

²¹⁶¹ Ibid., paragraphe 28

établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche des pays tiers ont permis de favoriser le transfert de savoir et de savoir-faire, notamment de technologies pouvant garantir une sécurité alimentaire dans les pays affectés par la pauvreté et la famine, conformément à la politique mondiale de développement à laquelle participe l'UE²¹⁶². Il a également contribué à la promotion de la recherche en matière de santé.

929. Le programme-cadre pour la recherche et l'innovation 'Horizons 2020' prévoit de même que « la coopération internationale dans la recherche et l'innovation est un aspect essentiel des engagements de l'Union à l'échelon mondial et a un rôle important à jouer dans le partenariat de l'Union avec les pays en développement, que les grands problèmes planétaires touchent souvent de manière disproportionnée. Cette coopération favorisera la croissance inclusive et la progression vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que d'autres objectifs approuvés dans le cadre du développement durable international »²¹⁶³.

b) L'exemple du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques

930. Fondé sur l'article 169 TCE²¹⁶⁴, actuel 185 TFUE, le partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP)²¹⁶⁵ a été mis en place en 2003 par 15 pays européens afin de mettre au point de nouvelles interventions cliniques et d'adapter les traitements existants pour couvrir les besoins de l'Afrique subsaharienne en matière de lutte contre les maladies liées à la pauvreté, en particulier le sida, la tuberculose et la malaria. Soutenu par la Commission européenne, ce programme de recherche illustre bien la volonté de l'UE de lier sa politique de recherche à la réalisation des objectifs d'aide au développement et permet de renforcer par la coopération les capacités scientifiques et technologiques des pays en développement. Il témoigne également de l'émergence d'une politique extérieure

²¹⁶² La coopération permet ainsi d'assurer « une interaction étroite avec les systèmes de recherches et les agriculteurs, les pêcheurs et les forestiers et autres producteurs d'aliments et leurs organisations représentatives pour ce qui est des technologies de production alimentaire et de leur transfert » et la vulgarisation des résultats de la recherche. Favoriser la recherche –développement - Engagement 3 du plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation auquel à participer la CE paragraphe 34 – objectif 3.3 www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

²¹⁶³ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'Programme cadre pour la recherche et l'innovation – Horizons 2020' COM(2011)808 du 30 novembre 2011

²¹⁶⁴ Article 169 TCE (actuel 185 TFUE) « Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, la Communauté peut prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes. »

²¹⁶⁵ « Programme de recherche pour les essais cliniques en Afrique : un groupe d'experts préconise un engagement accru des Etats membres dans la coordination de la recherche », IP/07/1104 du 17 juillet 2007 http://ec.europa.eu/research/health/poverty-diseases/doc/final_ier_report_12july2007_en.pdf

commune unique de recherche et de ses difficultés de mise en œuvre puisqu'il s'agit du seul programme de recherche tentant de coordonner les programmes nationaux de recherche et de combiner les moyens de financement nationaux et les moyens de financement communautaires. Cependant le partenariat montre que le regroupement des ressources est très difficile même quand les Etats participants se sont officiellement engagés, puisque les ressources effectivement octroyées sont très éloignées de la réalité²¹⁶⁶.

931. Son évaluation effectuée par un groupe d'experts externes, à la demande de la Commission, a permis l'élaboration de recommandations dans l'optique de mieux encadrer toute initiative fondée sur l'article 185 TFUE, tels que l'existence de programmes nationaux clairement identifiés dans le domaine concerné, un engagement résolu et irréversible des Etats, au besoin assorti de sanction et la mise en place de règles pour la création d'un 'pot commun' sans affectation nationale des fonds. Suite à l'évaluation positive du programme EDCTP, les États membres d'EDCTP-EEIG²¹⁶⁷ et la Commission européenne ont, en 2010²¹⁶⁸, décidé de poursuivre le partenariat et « fin 2011, des projets financés par l'EDCTP étaient en cours dans 29 pays d'Afrique subsaharienne, avec la participation de 14 des 16 États membres européens et l'implication de 211 institutions de recherche en Europe et en Afrique »²¹⁶⁹. Financé dans le cadre du programme cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 », le Partenariat bénéficie d'un budget accru de 683 millions d'euros pour la période 2014-2020, démontrant l'importance accordée à cet instrument par l'UE²¹⁷⁰.

932. L'analyse de la compatibilité du volet éducatif de Lisbonne avec les objectifs de coopération au développement, nous conduit à faire un constat relativement positif, dans la mesure où le volet éducatif, loin d'affecter la politique de coopération au développement de l'UE, y contribue de façon complémentaire, bien qu'un renforcement garanti des engagements financiers serait souhaitable, comme le démontre le partenariat sur les essais cliniques. Si le

²¹⁶⁶ Si en pratique le programme est doté de 200 millions d'euros octroyés par le 6^{ème} programme cadre de recherche et 200 millions venant des Etats, en pratique au 30/06/07 il ne couvre que 40 millions du budget de l'UE et 37 millions des Etats du fait de problèmes administratifs et de gestion.

²¹⁶⁷ Groupe européen d'intérêt économique du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques

²¹⁶⁸ Rencontre de consensus des 27 et 28 septembre 2010 à Bruxelles

²¹⁶⁹ Rapport annuel 2011 de l'EDCTP 'Consolidation'

http://www.edctp.org/annualreport2011/edctp_annual_report_2011_fr.pdf

²¹⁷⁰ Décision n°556/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la participation de l'Union à un second programme «partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques» (EDCTP-II) entrepris conjointement par plusieurs États membres, JO L169 du 7 juin 2014 p38-53

volet éducatif de Lisbonne participe à l'internationalisation de la politique communautaire de l'éducation, il convient également d'analyser le développement de la politique extérieure éducative liée à l'intensification grandissante de la coopération dans le domaine éducatif.

Section 2 / L'intensification de la coopération extérieure dans le domaine éducatif

933. Face à la demande croissante de mobilité et d'enseignements de qualité, la Commission a, dès 2001, appelé « à un effort supplémentaire au niveau communautaire afin de renforcer la coopération avec les pays tiers »²¹⁷¹. Cette stratégie d'intensification de la coopération extérieure vise à « élargir la réflexion sur le rôle décisif de la coopération en matière d'éducation en général par-delà les frontières politiques et culturelles »²¹⁷², à « former des ressources humaines de haute qualité dans les pays partenaires et au sein de la Communauté grâce au développement réciproque des ressources humaines »²¹⁷³ et à promouvoir l'UE « en tant que centre mondial d'excellence pour les études, la formation et la recherche scientifique et technologique »²¹⁷⁴ par la prise en compte systématique de la dimension internationale dans les activités d'enseignement.

934. Basée sur un enrichissement réciproque des deux parties, la coopération de l'UE avec les pays tiers en matière éducative nécessite une adaptation spécifique à chaque partenaire, conformément aux conclusions du Conseil de l'UE du 11 mai 2010 rappelant que « tout en veillant particulièrement au respect du principe de subsidiarité, la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur devrait par conséquent faire partie intégrante des politiques de coopération extérieure de l'UE et être adaptée aux besoins, intérêts et niveaux de développement particuliers des pays partenaires concernés »²¹⁷⁵. Dans cette perspective, deux formes de coopération seront ainsi développées par l'UE afin de réaliser ces objectifs. D'une part, elle encourage « la coopération avec les institutions qui, dans les pays tiers, ont atteint un niveau de développement comparable à celui d'institutions de la Communauté »²¹⁷⁶. Cette coopération basée sur l'échange de bonnes pratiques entre les pays industrialisés permet de

²¹⁷¹ Communication de la Commission au parlement et au Conseil du 18 juillet 2001 concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur COM(2001)385

²¹⁷² Conseil « Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe », 2002/C 142/01 du 14 juin 2002

²¹⁷³ www.europa.eu.int/scadplus/leg/fr/cha/c11053.htm

²¹⁷⁴ Ibid.

²¹⁷⁵ Paragraphe 1^{er} des conclusions du Conseil du 11 mai 2010 sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur (2010/C135/04), JO C135 du 26 mai 2010, p12-14

²¹⁷⁶ Paragraphe 16 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, op.cit.

mettre en commun les savoirs et savoir-faire afin de relever les défis de l'économie de la connaissance. D'autre part, l'UE répond « aux demandes de pays tiers qui souhaitent l'établissement d'activités de coopération »²¹⁷⁷, notamment les PED. Elle reconnaît en effet que « dans le domaine de la coopération au développement, l'inclusion de l'enseignement supérieur dans les efforts de coopération peut, à condition d'être bien conçu, contribuer à éradiquer la pauvreté dans le monde »²¹⁷⁸.

935. L'analyse de l'intensification des échanges de l'UE avec les pays tiers en matière éducative et leur modulation rationae personae (Paragraphe 1), nous conduira à nous interroger, dans un second temps, sur la portée de l'engagement de l'UE en matière de renforcement des échanges relatifs à la libéralisation du service d'éducation. L'accès à l'économie de la connaissance mondialisée est en effet conditionné par l'atteinte d'un certain seuil de développement, nécessitant de s'enrichir pour échanger. De par son expérience et sa responsabilité en tant que premier bailleur de l'aide au développement, l'UE a un rôle fondamental à jouer, d'une part, dans l'évolution des travaux de l'OMC en matière de libéralisation du service d'éducation, d'autre part, en ce qui concerne la promotion de la participation des PED à l'économie de la connaissance (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ Echanger pour s'enrichir : s'enrichir par l'échange de bonnes pratiques éducatives

936. L'intensification de la coopération en matière éducative favorise l'enrichissement qu'il soit 'culturel', par la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples des pays partenaires et de l'UE, 'politique' par la diffusion des valeurs démocratiques, des droits de l'Homme et des pratiques de bonne gouvernance, 'économique' par l'amélioration de la qualité des institutions d'enseignement supérieur ou 'social' par sa contribution à l'épanouissement personnel des individus et à leur intégration sur le marché de l'emploi grâce à l'acquisition des connaissances requises dans l'économie mondialisée. Il est ainsi particulièrement intéressant pour l'UE d'intensifier sa coopération en matière éducative avec les pays tiers, en adoptant une approche modulée, d'une part, dans le cadre des accords d'association, témoignant de l'adhésion de pays non membres aux objectifs de l'UE (A), d'autre part, dans le cadre des accords de l'UE conclus spécifiquement en matière

²¹⁷⁷ Ibid.

²¹⁷⁸ Ibid., Etant donné la nature particulière de ce défi et le niveau de ressources qui lui est consacré, elle fera l'objet d'une autre communication

d'enseignement supérieur et de formation professionnelle, avec les pays industrialisés ayant atteint un niveau de développement comparable à celui des institutions européennes (B).

A/ L'approche modulée des accords d'association en matière éducative

937. L'accord d'association, conclu sur la base de l'article 217 TFUE (ex 310 TCE), se définit comme un « lien permanent, général et institutionnalisé de coopération, consacrant une participation des pays tiers aux objectifs de l'UE [de la CE] »²¹⁷⁹. Offrant un cadre général au développement de relations très diversifiées, la spécificité du lien d'association, à défaut de précision textuelle, est révélée, selon professeur Josiane AUVRET FINCK « par la pratique, plus précisément par les relations établies entre l'UE [la CEE] et certains Etats tiers. Elle réside dans l'adhésion d'Etats non membres à des objectifs communautaires se traduisant par une étroite coopération dont la finalité apparaît essentiellement politique. Variable selon les accords, celle-ci commande leurs dispositions matérielles et institutionnelles »²¹⁸⁰.

938. L'accord d'association est de par sa souplesse un instrument de coopération particulièrement adapté au développement de relations extérieures en matière éducative, puisqu'il permet d'encadrer les échanges dans un secteur sensible de coopération du fait de sa nature régaliennne. Il est même pertinent de constater la prise en compte systématique de l'éducation dans ce type d'accord, qu'il s'agisse selon la typologie établie par le professeur Jean RAUX²¹⁸¹, d'« associations de pré admission » (1) fondées sur l'identité européenne du partenaire et sa vocation à être membre de l'UE, dans le cadre d'une reconnaissance immédiate ou différée²¹⁸², d'« association de proximité euro-méditerranéenne » établie dans un esprit de partenariat (2), d'« association partenariale de co-développement », à savoir celle développée avec les pays ACP (3), ou d'« association privilégiée » telle l'association des pays de l'Espace Economique Européen et celle des pays et territoires d'Outre-Mer (PTOM) (4). Cette analyse démontre l'intérêt porté par les pays partenaires de l'UE aux travaux menés dans le cadre du volet éducatif de la Stratégie Europe 2020 et dans le cadre du volet éducatif de la stratégie de développement, ainsi que leur adhésion à la réalisation des objectifs éducatifs qu'elle s'est fixés. Cette adhésion des pays tiers renforce incontestablement la place

²¹⁷⁹ P. PESCATORE « Les relations extérieures des Communautés européennes », RCADI 1961, II, p141

²¹⁸⁰ J. AUVRET FINCK définition de l'accord d'association (basé sur 238 TCEE et 206 CEEA) in dictionnaire juridique http://fdv.univ-lyon3.fr/mini_site/cee/dico/a/aa.htm

²¹⁸¹ Jurisclasseur vol. 6 Fasc. 2204 RAUX (J)

²¹⁸² Il s'agit de l'accord avec la Turquie, des accords passés avec les PECO (accords d'association appelés accords européens voir accords de stabilisation et d'association)

de l'UE sur la scène internationale et plaide en faveur de la consécration d'une réelle politique extérieure de l'UE en matière éducative.

1. L'éducation en matière d'association de pré-admission

939. L'éducation est un domaine incontournable de l'accord d'association de préadmission dont certaines dispositions sont consacrées spécifiquement à ce secteur, visant à relever le niveau de l'enseignement et de la formation, en tenant compte des priorités du pays partenaire²¹⁸³. Malgré l'adaptation de la coopération à chaque partenaire, des similitudes peuvent être établies entre les différents accords de préadmission, faisant tous référence, d'une part, à l'organisation de la participation du pays partenaire aux programmes d'enseignement de l'UE, notamment le programme TEMPUS, ainsi qu'à l'action de la FEF, d'autre part, à la réforme du système éducatif et de formation fondée sur un renforcement de la coopération interuniversitaire, de la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs, de la reconnaissance mutuelle des périodes d'études et des diplômes, ainsi que de la promotion des études européennes.

940. Les objectifs visés par l'accord de préadmission sont également similaires, qu'il s'agisse d'une convention conclue par l'UE avec un pays adhérent, un pays candidat ou un

²¹⁸³ Voir par exemple: article 75 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part du 13 décembre 1993, JO L347 du 31 décembre 1993, p2-266; article 76 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part du 13 décembre 1993, JO L348 du 31 décembre 1993, p2-180; article 77 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part du 19 décembre 1994 JO L357 du 31 décembre 1994 p2-189; article 77 de l'accord européen du 19 décembre 1994 établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part JO L360 du 31 décembre 1994, p2-210; article 78 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovaquie, d'autre part du 10 juin 1996 JO L51 du 26 février 1999 p3-206; article 77 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part du 12 juin 1995 JO L68 du 9 mars 1998, p3-198; article 78 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part du 12 juin 1995, JO L26 du 2 février 1998, p3; article 78 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part du 12 juin 1995 JO L51 du 20 février 1998, p3-242 ; article 78 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovaquie, d'autre part du 10 juin 1996, JO L51 du 26 février 1999, p3-206 ; article 91 de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, du 9 avril 2001, JO L84 du 20 mars 2004, p1-197 ; article 94 de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part du 29 octobre 2001, JO L26 du 28 janvier 2005 p3-220 ; article 100 de l'accord de stabilisation et d'association du 12 juin 2006 entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part JO L107 du 28 avril 2009 p166-502 ; article 102 de l'accord de stabilisation et d'association du 29 mars 2010 entre les CE et leurs Etats membres d'une part, la République du Monténégro, d'autre part JO L 108 du 29 avril 2010 p3-354 (bases : 217 TFUE et 218 TFUE)

candidat potentiel. Concernant les accords avec les pays adhérents, l'article 94 de l'accord entre la Croatie et la CE et ses Etats membres le 29 octobre 2001 prévoit, par exemple que « le programme Tempus contribuera à renforcer la coopération entre les parties dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la promotion de la démocratie, de l'Etat de droit et des réformes économiques »²¹⁸⁴, et que « la Fondation européenne pour la formation contribuera également à la modernisation des structures et des activités de formation en Croatie »²¹⁸⁵.

941. Les mêmes dispositions sont reprises dans les accords d'association conclus entre l'UE et les pays candidats, tels que l'accord entre les Communautés Européennes, leurs Etats membres et l'ancienne République yougoslave de Macédoine²¹⁸⁶. Cette reprise démontre, d'une part, l'importance du programme TEMPUS et de la FEF en matière de relations extérieures de l'UE dans le secteur éducatif, d'autre part, l'approche européenne globale en matière de préadmission. La participation au programme TEMPUS ou à l'action de la FEF étant plus systématique de nos jours, les accords d'association conclus plus récemment ciblent prioritairement la coopération sur la réalisation des objectifs de Bologne et la promotion d'un accès libre de tous à tous les niveaux d'enseignement, comme par exemple l'accord de stabilisation et d'association avec le Monténégro du 29 mars 2010²¹⁸⁷ ou l'accord de stabilisation et d'association du 12 juin 2006 conclu entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part²¹⁸⁸.

942. Il est pertinent de mentionner également que l'éducation est utilisée comme critère d'évaluation de l'avancement d'un Etat à négocier un accord d'association²¹⁸⁹ et comme critère pour passer de l'association à l'adhésion²¹⁹⁰.

²¹⁸⁴ Paragraphe 2 de l'article 94 de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part du 29 octobre 2001 JO L26 du 28 janvier 2005 p3-220 (310 et 300 TCE)

²¹⁸⁵ Ibid., paragraphe 3

²¹⁸⁶ Article 91 de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, du 9 avril 2001, JO L84 du 20 mars 2004, p1-197

²¹⁸⁷ Accord de stabilisation et d'association du 29 mars 2010 entre les CE et leurs Etats membres d'une part, la République du Monténégro, d'autre part, JO L 108 du 29 avril 2010, p3-354 (217 TFUE et 218 TFUE), article 102 'enseignement et formation'

²¹⁸⁸ Accord de stabilisation et d'association du 12 juin 2006 entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, JO L107 du 28 avril 2009, p166-502 (310 et 30 TCE), article 100 'éducation et formation'

²¹⁸⁹ Rapport de la Commission au Conseil sur l'état d'avancement de la Bosnie-Herzégovine à négocier un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne COM(2003)692 final du 18 novembre 2003 – Ce rapport élaboré pour mesurer les progrès accomplis par la Bosnie Herzégovine sur le plan de stabilisation et d'association (PSA) comprend un point spécifique consacré à l'éducation, à savoir le point 3.7.5.2

2. L'éducation en matière d'association de proximité

943. Les accords euro-méditerranéens conclus entre l'UE et les pays voisins méditerranéens contiennent un article spécifiquement dédié à la coopération en matière d'éducation et de formation²¹⁹¹. Encourageant l'échange de bonnes pratiques entre les parties, cet article définit généralement l'amélioration des secteurs, éducatif et formatif, et l'accès des femmes à l'éducation, notamment à l'enseignement technique et supérieur, comme les objectifs centraux de la coopération. La « promotion du rôle de la femme dans le processus de développement économique et social, notamment à travers l'éducation et les médias »²¹⁹² apparaît dans ce contexte comme l'enjeu prioritaire de la coopération de proximité établie entre l'UE et ses partenaires. Certains accords présentent une particularité textuelle liée aux priorités du pays partenaire, tel que le l'accord d'association entre les Communautés européennes, leurs Etats membres et l'Etat d'Israël définissant par exemple une coopération étendue en matière d'éducation et de formation, englobant les échanges de jeunes²¹⁹³.

944. Si les dispositions de l'accord en matière d'éducation restent généralistes, elles démontrent tout de même l'importance accordée à ce secteur, auquel un article spécifique est consacré, et sont de surcroît appliquées dans le cadre d'un plan d'action propre à chaque partenaire, dont la mise en œuvre est guidée par les recommandations du Conseil d'association²¹⁹⁴.

²¹⁹⁰ Par exemple, la décision 2008/212/CE du Conseil du 18 février 2008 relative aux principes, aux priorités et aux conditions figurant dans le partenariat pour l'adhésion avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine et abrogeant la décision 2006/57/CE, JO L80 du 19 mars 2008, p32-45, points 3.1 et 3.2 de l'annexe

²¹⁹¹ article 59 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part, du 20 novembre 1995, JO L147 du 21 juin 2000 p1-172 ; article 46 de l'accord euro-méditerranéen établissant la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, du 17 juillet 1995, JO L97 du 30 mars 1998, p2-183 ; article 46 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, du 26 février 1996, JO L70 du 18 mars 2000, p2-204 ; article 42 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part du 25 juin 2001, JO L304 du 30 septembre 2004, p39-208 ; article 63 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part du 15 mai 2002, JO L129 du 15 mai 2002, p3-176 ; article 78 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République Algérienne démocratique et populaire, d'autre part du 22 avril 2002, JO L265 du 10 octobre 2005, p2-228 ; article 94 de la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République arabe syrienne, d'autre part COM(2008)853, AVC 2008/248, 12/12/2008 ; article 43 de l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part JO L143 du 30 mai 2006, p2-188

²¹⁹² Par exemple article 71 de l'accord euro-méditerranéen établissant la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, du 17 juillet 1995, JO L97 du 30 mars 1998, p2-183

²¹⁹³ Article 59 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part, 20 novembre 1995, JO L147 du 21 juin 2000, p1

²¹⁹⁴ Voir par exemple recommandation n°1/2007 du Conseil d'association UE-Egypte du 6 mars 2007 portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Egypte, JO L230 du 28 août 2008, p19-44 – Ce plan d'action, basé sur les priorités nationales dont l'éradication de l'illettrisme et le développement de l'éducation et de l'enseignement

3. L'éducation en matière d'association partenariale de co-développement : l'association ACP

945. Concernant l'association en matière de co-développement, la coopération avec les pays ACP, est sans doute la plus poussée du fait de son ancienneté. Prévoyant nombre d'actions de formation, en matière de coopération agricole ou financière et technique, les conventions ACP n'ont intégré un article spécifique à l'éducation qu'à compter de la troisième convention de Lomé, « pour répondre aux besoins d'éducation et de formation, immédiats et prévisibles, aux niveaux et dans les secteurs désignés comme prioritaires par les programmes nationaux et régionaux »²¹⁹⁵. La coopération entre l'UE et les pays ACP vise dans ce contexte à soutenir la réforme des systèmes éducatifs entreprise dans chaque pays ACP, que ce soit par la mise en place d'infrastructures d'enseignement et de formation, la formation du personnel enseignant, le développement d'actions éducatives et formatives formelles et non formelles ou la promotion des échanges interuniversitaires. La coopération en matière d'éducation sera approfondie à l'occasion de la quatrième convention de Lomé, reprenant de manière enrichie les objectifs fixés dans la troisième convention de Lomé, en promouvant par exemple le développement d'établissements d'enseignement et de formation, notamment au niveau régional, et en insistant sur la généralisation d'un enseignement primaire accessible à tous, particulièrement pour les femmes²¹⁹⁶. L'accord portant modification de la quatrième convention ACP-CE de Lomé du 4 novembre 1995 renforcera également la coopération éducative CE-ACP en modifiant l'article 5 de la convention de sorte à promouvoir la mobilité, notamment des étudiants, au sein des Etats membres et des Etats ACP, tout en leur garantissant leurs droits fondamentaux tel que l'accès à l'éducation²¹⁹⁷.

supérieur, font parties, prévoit notamment comme prioritaire le renforcement de la coopération en matière de réduction de la pauvreté et de développement social, en particulier dans les secteurs de la lutte contre l'illettrisme et les réformes éducatives.

²¹⁹⁵ Article 119 de la troisième Convention de Lomé ACP-CEE signée à Lomé le 8 décembre 1984, JO L86 du 31 mars 1986 p3

²¹⁹⁶ Article 151 de la quatrième convention de Lomé signée le 15 décembre 1989, JO L229 du 17 août 1991, p3-280 (238 TCE et CECA)

²¹⁹⁷ Accord portant modification de la quatrième convention ACP-CE de Lomé signé à Maurice le 4 novembre 1995, JO L156 du 29 mai 1998, p3-106 (238 et 228 TCE) - Dans la partie C de l'accord modificatif 'dispositions générales de la coopération ACP-CE' le point 5 précise que l'article 5 de la quatrième convention de Lomé est remplacé par le texte suivant dont dans le paragraphe 2 une référence à l'éducation, « ...Les Etats membres de la Communauté (et/ou le cas échéant la Communauté elle-même) et les Etats ACP continuent à veiller à ce que les travailleurs migrants, étudiants et d'autres ressortissants étrangers, se trouvant légalement sur leur territoire ne fassent l'objet d'aucune discrimination sur la base de différences raciales, religieuses, culturelles ou sociales, notamment en ce qui concerne le logement, l'éducation, la santé, les autres services sociaux et 'emploi. »

946. Définies comme des objectifs prioritaires du partenariat renouvelé entre l'UE et les pays ACP en 1997²¹⁹⁸, l'éducation et la formation occupent de ce fait une place importante dans l'actuel accord de Cotonou²¹⁹⁹, établissant un cadre stratégique de réduction de la pauvreté, fondé sur le dialogue politique, l'aide au développement et la coopération économique et commerciale. L'éducation y est intégrée dans plusieurs dispositions, en tant qu'élément du développement social et humain²²⁰⁰, de promotion de l'égalité homme-femme²²⁰¹, ainsi qu'en tant qu'objectif de la coopération régionale²²⁰² et de la coopération commerciale dans le domaine des services²²⁰³. C'est également un droit fondamental promu par l'aide octroyée dans le domaine des 'droits de l'Homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance' par l'ICD, complété par l'instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme remplaçant l'IEDDH²²⁰⁴.

947. Révisé en 2005 puis en 2010, l'accord de Cotonou renouvelé prévoit une action accrue et transversale de l'UE en matière éducative, ciblée sur la réalisation accélérée des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)²²⁰⁵. La réalisation de l'OMD « accès à

²¹⁹⁸ Commission européenne « Livre vert sur les relations entre l'UE et les pays ACP à l'aube du XXIème siècle : défis et options pour un nouveau partenariat » Bruxelles 1997

²¹⁹⁹ L'accord de Cotonou (Bénin) signé le 23 juin 2000 pour une durée de 20 ans (JO L 317 du 15 décembre 2000) s'étend à 78 pays. Il est entré pleinement en vigueur en avril 2003 du fait des délais de ratification – Selon l'article 95 de l'accord, il est révisé tous les 5 ans afin d'être adapté (à l'exception des dispositions concernant la coopération économique et commerciale soumises à une procédure séparée) – signature de l'accord révisé le 25 juin 2005 au Luxembourg signé par l'UE et 76 pays ACP modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des caraïbes et du Pacifique, d'une part et la Communauté européennes et ses Etats membres, d'autre part signé à Cotonou le 23 juin 2000, Luxembourg, ACP/CE/2005/fr et IP/05/789 du 24 juin 2005 ; accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005, JO L287 du 4 novembre 2010, p3-49, révisé à Ouagadougou à 22 Juin 2010 ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord modifiant, pour la deuxième fois, l'accord de partenariat, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005, COM(2011)469 du 26 juillet 2011 ; voir Jurisclasseur vol. 6 Fasc. 2240 S.MORSON sous la direction de MEUNIER P « Aspects historiques et généralités ACP – Accord de Cotonou » ; MARTIN (JC) « Partenariat avec les Etats ACP – accord de Cotonou - Aspects institutionnels et substantiels », Fasc. 2240 du 30 Novembre 2013

²²⁰⁰ Articles 25 à 27 de l'accord de Cotonou révisé - 'développement social et humain'

²²⁰¹ Article 31 de l'accord de Cotonou révisé – 'questions liées au genre'

²²⁰² Article 30 de l'accord de Cotonou révisé - 'coopération et intégration régionale'

²²⁰³ Article 41 de l'accord de Cotonou révisé 'commerce des services' (développement du commerce des services d'éducation)

²²⁰⁴ L'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme a permis, en partenariat avec les ONG et OI, de financer les Etats ACP pour soutenir des campagnes de lutte pour l'amélioration des droits de la femme et de l'enfant notamment par l'éducation aux droits de l'Homme. En matière éducative, l'aide se concentre sur l'amélioration des capacités nationales pour l'éducation primaire.

²²⁰⁵ Voir extraits de l'accord de Cotonou révisé à Ouagadougou : « Considérant que les objectifs du Millénaire pour le Développement, issus de la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2000, tels que l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, ainsi que les objectifs et principes de développement convenus lors des conférences des Nations unies, offrent une vision précise et doivent soutenir la coopération ACP-UE dans le cadre du présent accord; reconnaissant la nécessité pour l'UE et les ACP

l'éducation primaire pour tous » est de ce fait explicitement mentionné dans les objectifs du partenariat ACP, ce qui s'inscrit dans l'évolution logique des priorités de l'accord. Le partenariat ACP-UE a en effet toujours accordé une grande importance à l'éducation de base, comme première étape indispensable au développement social et économique. Cette cible prioritaire n'empêche pas la poursuite d'actions en matière d'enseignement secondaire ou supérieur et relatives à la jeunesse, dans le cadre des différentes stratégies élaborées par pays, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'accord, prévoyant d'« améliorer l'éducation et la formation à tous les niveaux, en œuvrant à la mise en place d'un système de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur et d'un mécanisme de garantie de la qualité de l'éducation, y compris l'éducation et la formation dispensées en ligne ou par d'autres moyens non conventionnels, et au renforcement des capacités et des compétences techniques »²²⁰⁶.

948. L'article 26 de l'accord de Cotonou prévoit de surcroît une coopération étendue à l'éducation informelle, c'est-à-dire aux questions liées à la jeunesse. Dans ce cadre l'UE est compétente pour appuyer les actions visant à protéger les droits des enfants et des jeunes, notamment des filles, ce qui inclut le droit à l'éducation. L'article 26 a été consolidé en 2005, par la modification des points c) et d) précisant respectivement la nécessité d'« aider les organismes émanant des communautés locales à donner aux enfants la possibilité de développer leur potentiel physique, psychologique et socio-économique », et de « réintégrer les enfants dans la société dans le cadre des situations post conflit, par le biais de programmes de réhabilitation ». Un point e) a été ajouté, visant à « encourager la participation active des

de conjuguer leurs efforts pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement » ; article 1 'Objectifs du partenariat' « Ces objectifs, ainsi que les engagements internationaux des parties, notamment les objectifs du millénaire pour le développement, inspirent l'ensemble des stratégies de développement et sont abordés selon une approche intégrée prenant simultanément en compte les composantes politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales du développement. Le partenariat offre un cadre cohérent d'appui aux stratégies de développement définies par chaque État ACP. » ; Article 19 'Principes et objectifs' « 1. L'objectif central de la coopération ACP-CE est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale. Dans ce contexte, le cadre et les orientations de coopération sont adaptés aux situations particulières de chaque pays ACP et appuient la promotion de l'appropriation locale des réformes économiques et sociales et l'intégration des acteurs du secteur privé et de la société civile dans le processus de développement. 2. La coopération se réfère aux conclusions des conférences des Nations unies et aux objectifs et programmes d'action convenus au niveau international ainsi qu'à leur suivi, comme base des principes du développement. La coopération se réfère également aux objectifs internationaux de la coopération au développement et prête une attention particulière à la mise en place d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs des progrès réalisés. Les parties conjugueront leurs efforts pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. 3. Les gouvernements et les acteurs non étatiques de chaque pays ACP prennent l'initiative des consultations sur les stratégies de développement du pays et sur l'appui communautaire. »

²²⁰⁶ Article 25 de l'accord de Cotonou révisé, relatif au 'développement social et sectoriel - soutien de l'UE en matière de 'politiques et réformes générales et sectorielles' entreprises par les pays partenaires, visant à améliorer « la couverture, la qualité et l'accès aux infrastructures et services sociaux de base »

jeunes citoyens à la vie publique et promouvoir tant les échanges d'étudiants que l'interaction des organisations de la jeunesse des ACP et de l'UE ». L'accord renouvelé fonde ainsi juridiquement le renforcement souhaité des échanges interuniversitaires et inter associatifs entre les pays ACP et les Etats membres de l'UE, et confirme le soutien apporté par l'UE, d'une part, au programme NYERERE, mis en place par l'Union africaine, d'autre part, au programme ERASMUS MUNDUS.

949. L'accord de Cotonou révisé prévoit également un renforcement de la coopération UE-ACP en matière de développement économique sectoriel, c'est-à-dire concernant « les réformes politiques et institutionnelles durables et les investissements nécessaires à l'accès équitable aux activités économiques et aux ressources productives »²²⁰⁷. Cette coopération englobe plusieurs aspects de la politique de l'éducation et de formation, à savoir, selon l'accord, « a) le développement de systèmes de formation qui contribuent à accroître la productivité dans les secteurs formel et informel, l) le développement des infrastructures et services scientifiques, technologiques et de recherche, y compris le renforcement, le transfert et l'absorption de nouvelles technologies ; « n) la promotion des savoirs traditionnels »²²⁰⁸.

950. Si la formation et le transfert de savoir-faire sont par nature liés au développement économique, l'insertion d'un nouvel objectif en 2005, visant à promouvoir les 'savoirs traditionnels', permet d'établir un 'pont' entre le développement économique et les actions éducatives menées dans le cadre du développement social, et illustre les priorités de la nouvelle stratégie de l'UE en matière de développement, fondée sur la recherche de coordination et de cohérence des actions. Le « nouveau partenariat entre l'UE et les Caraïbes, pour la croissance, la stabilité et le développement », proposé par la Commission le 2 mars 2006²²⁰⁹, met en avant l'utilité de l'éducation dans la lutte contre le chômage, notamment des jeunes diplômés, partant du constat que « la fuite des cerveaux, l'aliénation socioéconomique et la faible cohésion sociale sont des réalités pour nombre de pays de la région des Caraïbes »²²¹⁰. L'UE partage ainsi avec ces pays partenaires dans le cadre du développement, l'expérience acquise dans le cadre du processus de Lisbonne et de la Stratégie Europe 2020, comme le démontre les actions de soutien de l'UE visant à « donner aux individus une base de

²²⁰⁷ Article 23 de l'accord de Cotonou révisé

²²⁰⁸ Ibid.

²²⁰⁹ Ce partenariat vise au renforcement de l'action d'aide au développement et de lutte contre la pauvreté, à la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme pour stabiliser la région. – voir IP/06/258 du 2 mars 2006

²²¹⁰ www.europa.eu.int/comm/development/body/region/rb_fr.htm

compétences et un savoir faire leur permettant de tirer profit de la diversification économique »²²¹¹.

4. L'éducation en matière d'association privilégiée

951. L'association privilégiée repose sur le lien particulier unissant le partenaire à l'UE, et s'illustre par l'association entre l'UE et les pays et territoires d'Outre-Mer (a) et par l'association de l'UE avec les pays de l'Espace Economique Européen (EEE) (b).

a) L'association des pays et territoires d'Outre-Mer prévue par l'article 198 TFUE (ex182 TCE)

952. Contrairement aux régions ultrapériphériques assimilées au 'territoire' des Etats membres de l'UE, les pays et territoires d'Outre-Mer (PTOM) ne font pas partie de l'UE mais sont associés. Bien que situés pour la plupart dans la zone des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ils bénéficient du fait de leur rattachement constitutionnel à certains Etats membres de l'UE, d'un régime spécifique d'association défini par la décision du Conseil du 27 novembre 2001²²¹², mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article 198 TFUE (ex 182 TCE)²²¹³. L'alinéa 3 de l'article insiste sur l'importance du « développement économique, social et culturel », qui en pratique ne peut être réalisé que sur la base d'une coopération en matière d'éducation, considérée comme le fondement essentiel de toute politique de développement. C'est pourquoi ce régime d'association particulier prévoit l'éligibilité des PTOM à l'ensemble des programmes éducatifs de l'UE²²¹⁴ et les associe

²²¹¹ Ibid.

²²¹² Décision 2001/822/CE du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la CE « décision d'association Outre-mer » JO L314 du 30 novembre 2001, régime adopté par le Conseil 27 novembre 2001 et applicable jusqu'au 31 décembre 2013 ; voir notamment F.GRANELL « La coopération au développement de la CE », Commentaire Mégret « le Droit de la CE et de l'UE », vol. 13, 2^{ème} éd., Université libre de Bruxelles, p207s (475p)

²²¹³ Article 182 TCE « Les États membres conviennent d'associer à l'Union les pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières. Ces pays et territoires, ci-après dénommés "pays et territoires", sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe II. Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et l'Union dans son ensemble. Conformément aux principes énoncés dans le préambule du présent traité, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent. »

²²¹⁴ Voir Annexe IIF de la décision 2001/822/CE du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la CE, op.cit. ; autres types de soutien communautaire : participation aux programmes communautaires 1) les programmes éducation-formation (Leonardo, Socrates, Jeunesse, promotion de parcours européens de formation en alternance) ; décision 2007/249/CE du Conseil du 19 mars 2007 portant modification de la décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la Communauté européenne JO L109 du 26 avril 2007, p33-41 (187 TCE) ; modification de l'annexe IIF par l'annexe IV concernant les autres types de soutien communautaire : participation aux programmes communautaires – « 1. les programmes d'éducation-formation : programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), programme Jeunesse en action

directement à l'espace européen d'enseignement et de recherche. Il prévoit de surcroît des actions éducatives et formatives, insérées à d'autres coopérations sectorielles, notamment en matière de tourisme, de commerce des services, de coopération agricole, de coopération financière et technique ou de coopération régionale, et cela depuis la décision du Conseil du 16 décembre 1980²²¹⁵.

953. La décision du Conseil du 27 novembre 2001²²¹⁶ prévoit également une coopération spécifique en matière de secteurs sociaux et organise le soutien de l'UE aux programmes des PTOM visant à consolider la politique et les infrastructures d'enseignement, la formation des enseignants au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. L'article 15 de la décision précise que « dans le domaine de l'éducation, l'accent devrait être mis sur l'élargissement de l'accès à l'éducation de base et l'amélioration de la qualité de cette dernière, en construisant davantage d'écoles, en rénovant les classes existantes et en fournissant du matériel d'enseignement, en formant des enseignants et en accordant des allocations d'études aux étudiants pauvres ». Les PTOM peuvent dans ce cadre percevoir des aides financières et techniques sur la base du FED ou des prêts de la BEI et participer à certains programmes de l'UE afin d'améliorer la qualité de leurs systèmes éducatifs. Le Groenland a par exemple perçu, par l'intermédiaire des programmes d'actions annuels, une aide financière d'un montant de 25 millions d'euros par an au cours de la période 2007-2013 allouée aux programmes d'action annuels en faveur du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle²²¹⁷.

(2007-2013), programmes relevant du programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (PCI) (2007-2013), les programmes relevant du 7^{ème} programme-cadre de la CE »

²²¹⁵ Voir en annexe : décision du Conseil du 16 décembre 1980 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la Communauté économique européenne n°80/1186/CEE, JO L361 du 31 décembre 1980, p1-109 (136 TCEE) ; décision 86/283/CEE du Conseil du 30 juin 1986 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la CEE JO L175 du 1^{er} juillet 1986 p1-110 (136 TCEE) – établissement pour une nouvelle période de cinq ans les dispositions applicables à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la CEE ; décision 91/482/CEE du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la CEE JO L263 du 19 septembre 1991 p1-53 (136 TCEE) ; décision 97/803/CE du Conseil du 24 novembre 1997 portant révision à mi-parcours de la décision 91/482/CEE relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la CEE JO L329 du 29 novembre 1997, p50-68 ; décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la Communauté européenne JO L314 du 30 novembre 2001, p1-77 (187 TCE) - (décision applicable jusqu'au 31 décembre 2011 – elle devrait être étendue jusqu'au 31 décembre 2013 afin de la faire coïncider avec la durée du 10^{ème} FED (2008-2013)) ; décision 2007/249/CE du Conseil du 19 mars 2007 portant modification de la décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la Communauté européenne JO L109 du 26 avril 2007, p33-41

²²¹⁶ Décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la CE, op.cit.

²²¹⁷ Note 23 de la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « L'Union européenne et la région arctique » COM(2008)763 final du 20 novembre 2008

954. Suite au livre vert du 25 juin 2008 sur l'avenir des relations entre l'UE et les PTOM²²¹⁸, la Commission a adopté une communication le 6 novembre 2009 afin de définir les lignes d'un nouveau partenariat avec les PTOM. L'éducation reste un secteur prioritaire de ce partenariat, notamment en matière de renforcement de la compétitivité des PTOM²²¹⁹. Elle participe également au renforcement des capacités d'adaptation des PTOM et est un secteur favorable à la promotion de la coopération entre les PTOM et d'autres partenaires, que ce soit pour consolider leur développement durable, ou contribuer à la promotion des valeurs et des normes de l'UE dans le reste du monde, dans la mesure où le fait que les PTOM « soient disséminés dans le monde entier peuvent faire de leur association avec l'UE un canal privilégié pour la promotion des valeurs et des normes européennes sur une base géographique la plus large possible »²²²⁰.

b) L'éducation en matière d'association spécifique : l'association EEE

955. Visant à « favoriser un renforcement continu et équilibré des relations économiques et commerciales entre les parties contractantes, dans des conditions de concurrence égales et le respect des mêmes règles, en vue de créer un Espace économique européen homogène (EEE) »²²²¹, l'accord EEE intègre la coopération dans le domaine éducatif comme l'un des objectifs essentiels. L'article 1^{er} paragraphe 2 précise en effet que « l'association comporte, conformément aux dispositions du présent accord :...f) le renforcement de la coopération dans d'autres domaines, tels que...l'éducation ». L'article 78 quatrième tiret en renforce la portée en prévoyant que « les parties contractantes renforcent et étendent leur coopération dans le cadre des activités menées par la Communauté, dans les domaines suivants : ...éducation, formation, jeunesse », notamment en matière de « reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres ... » selon les dispositions de l'article 30 de l'accord. De plus, conformément aux principes consacrés par l'accord EEE, « les Etats membres AELE de

²²¹⁸ Livre vert de la Commission européenne du 25 juin 2008 sur l'avenir des relations entre l'UE et les pays et territoires d'outre-mer COM(2008) 383

²²¹⁹ Communication de la Commission du 6 novembre 2009 « Éléments d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne (UE) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) » COM(2009)623 « en ciblant certains facteurs de compétitivité comme, par exemple, l'éducation et la formation professionnelle », point 3.1.1

²²²⁰ Ibid.

²²²¹ Article 1^{er} paragraphe 1 de l'Accord sur l'Espace économique européen du 13 décembre 1993, JO L1 du 3 janvier 1994, p3-36 (accord d'association entre la CE, la CEEA et les 12 Etats membres, d'une part, la République d'Autriche, la République de Finlande, la République d'Islande, la Principauté du Liechtenstein, le Royaume de Norvège, le Royaume de Suède et la Confédération suisse, d'autre part (238 et 228 TCE))

l'EEE...participent activement à l'élaboration des politiques horizontales dans des secteurs tels que l'éducation ... »²²²².

956. La coopération en matière d'éducation, de formation et de jeunesse est organisée par l'article 4 du protocole 31 à l'accord EEE prévoyant la participation des pays de l'AELE aux programmes éducatifs, formatifs et de jeunesse de l'UE²²²³, ainsi que leur contribution financière aux programmes et leur participation à tous les comités assistant la Commission dans le gestion et le développement de ces programmes. Ce protocole a été régulièrement modifié par le Comité mixte EEE, en vue de l'adapter aux évolutions de la législation européenne en matière éducative, qu'il s'agisse d'étendre la coopération des parties contractantes à la nouvelle phase d'un programme d'action éducatif²²²⁴, aux actes préparatoires dans le domaine de l'éducation et de la politique de la jeunesse²²²⁵, à la production de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie²²²⁶, ou au développement de la coopération en matière d'assurance qualité²²²⁷.

²²²² Point 3.2 du point 3 'Principes de l'accord sur l'EEE' de la résolution du Comité consultatif de l'EEE sur l'élargissement de l'EEE – questions institutionnelles et juridiques, JO C308 du 18 décembre 2003, p16-18

²²²³ Article 4 du protocole 31 à l'accord EEE, concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés du 13 décembre 1993, JO L1 du 3 janvier 1994, p197-201(238 et 228 TCE, CECA)

²²²⁴ Par exemple la décision du Comité mixte de l'EEE n°38/2000 modifie le protocole afin « d'étendre la coopération entre les parties à l'accord de manière à y inclure la seconde phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation Socrates » (point 2) - décision du Comité mixte de l'EEE n°38/2000 du 31 mars 2000 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés JO L141 du 15 juin 2000, p66 ; voir également la décision du Comité mixte de l'EEE n°67/2004 étendant la coopération « de manière à y inclure la décision n°2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe (« apprendre en ligne ») » (point 2) ; décision du Comité mixte de l'EEE n°67/2004 du 26 avril 2004 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L277 du 26 août 2004, p32

²²²⁵ Décision du Comité mixte de l'EEE n°98/2001 du 13 juillet 2001 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés JO L251 du 20 septembre 2001, p25

²²²⁶ Décision du Comité mixte de l'EEE n°159/2011 du 2 décembre 2011 modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE JO L76 du 15 mars 2012, p. 46–46 - article premier « Le point suivant est inséré après le point 18wa [règlement (UE) no 823/2010 de la Commission] de l'annexe XXI de l'accord: "18wb. 32011 R 0088: règlement (UE) n°88/2011 de la Commission du 2 février 2011 exécutant le règlement (CE) n°452/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, en ce qui concerne les statistiques sur les systèmes d'éducation et de formation, (JO L 29 du 3 février 2011, p. 5)." »

²²²⁷ Décision du Comité mixte EEE n°57/2010 du 30 avril 2010 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés JO L181 du 15 juillet 2010 p26 – point 2 « il y a lieu d'étendre la coopération entre les parties contractantes à l'accord de manière à ce qu'elle couvre la recommandation 2009/C155/01 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels », point 3 « il y a lieu d'étendre la coopération entre les parties contractantes à l'accord de manière à ce qu'elle couvre la recommandation 2009/C155//02 du Parlement européen et du Conseil du 18/06/2009 établissant le système européen de crédit d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) »

B/ Le renforcement de la conclusion d'accords sectoriels en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse

957. Du fait de la demande croissante d'enseignements et de formations de qualité et de la mobilité accrue des apprenants, l'économie de la connaissance se caractérise par la recherche de compétitivité des systèmes d'enseignement sur un marché mondialisé de l'éducation désormais 'sans frontières'. Le développement des échanges s'impose dans ce contexte comme une nécessité vitale pour les établissements d'enseignement et une source d'enrichissement importante pour les Etats qui ne peuvent négliger leur participation à l'éducation transnationale, activité économique en pleine essor (1). Dans ce contexte, l'UE développe sa coopération avec les pays industrialisés dans le domaine de l'enseignement supérieur, afin de mettre en place « des réseaux et des partenariats multilatéraux associant des pays, qui, en matière d'enseignement supérieur, ont atteint un niveau de développement comparable à celui des institutions européennes »²²²⁸. Il est en effet profitable pour les systèmes d'enseignement européens d'intensifier les échanges avec des systèmes comparables, afin de renforcer réciproquement, par l'échange de bonnes pratiques, la qualité de leurs enseignements et formations. La mise en place de réseaux fondés sur des programmes d'études communs et l'élaboration de mécanismes similaires de reconnaissance des travaux effectués et des compétences acquises permet de renforcer la compréhension mutuelle entre les peuples et la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs et l'attractivité des systèmes d'enseignement.

958. Par le biais de cette coopération, l'UE consolide sa crédibilité dans l'édiction de normes éducatives et formatives de dimension internationale et promeut l'excellence de l'EEER dans le contexte économique mondial actuel, fondé sur la connaissance. Basée sur le principe 'd'équilibre global', la coopération permet un enrichissement réciproque des parties. Sans procéder à une analyse exhaustive, il convient d'analyser, d'une part, les accords de coopération conclus par l'UE en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse avec les Etats-Unis et le Canada (2), d'autre part, l'intensification des échanges avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon et la République de Corée (3) dans la mesure où la coopération développée avec ces Etats est particulièrement révélatrice des enjeux économiques et politiques liés à l'enrichissement de la coopération en matière d'enseignement supérieur.

²²²⁸ Paragraphe 16 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, op.cit.

1. S'enrichir par l'intensification des échanges face aux nouveaux défis de l'économie mondialisée de la connaissance

959. L'éducation transnationale est un phénomène en pleine expansion, qui est considérée par l'UE comme « une activité économique en plein essor »²²²⁹, du fait de l'impact des accords transnationaux en la matière sur la croissance économique des Etats. La coopération s'est ainsi intensifiée en matière d'éducation transnationale dans l'objectif de proposer une offre éducative de meilleure qualité et de ce fait plus attractive sur le marché international de l'éducation. Afin de contribuer à la gestion de ce nouveau phénomène, l'UE participe à la détermination de principes internationaux encadrant la coopération en matière d'éducation transnationale, dans le cadre de sa coopération internationale avec le réseau ENIC. Elle prend en effet part, au sein du Comité de convention d'identification de Lisbonne, aux réunions annuelles et à l'adoption d'instruments nécessaires à la création et à la consolidation de l'EEES, tels que le code révisé de la bonne pratique dans la fourniture de l'éducation transnationale de juin 1997 et le code de bonnes pratiques pour la prestation d'un enseignement international²²³⁰, adopté lors de la deuxième réunion du Comité le 6 juin 2001 à Riga²²³¹. Elle concourt ainsi à l'encadrement de la coopération en matière d'éducation transnationale, caractérisée par une « expansion rapide en partie du fait de l'usage croissant et apparemment sans limites des nouvelles technologies de l'information qui lui permette d'offrir des services éducatifs dans un monde de l'enseignement supérieur sans frontières »²²³². Le code fournit dans ce contexte un ensemble de définitions, principes et objectifs communs permettant de promouvoir une bonne pratique en la matière.

960. Concernant l'accord transnational dans le domaine éducatif, il se définit dans le code comme « un accord éducatif, juridique, financier ou d'autre nature qui conduit à établir : (a) des accords de coopération tels que franchise, jumelage, diplômes communs, au moyen desquels les programmes d'études, ou parties d'un cycle d'études ou d'autres services éducatifs de l'institution diplômante sont offerts par une autre institution partenaire ; (b) des

²²²⁹ www.europa.eu.int/comm/education/coopération_fr.html

²²³⁰ Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational adopté lors de la deuxième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, Riga 6 juin 2001, DGIV/EDU/HE (2002)8

²²³¹ Les Etats parties à la Convention du Conseil de l'Europe et de l'Unesco sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur de la région européenne ont établi un code de bonnes pratiques pour la prestation d'un enseignement transnational, adopté lors de la troisième réunion du groupe de travail sur l'enseignement transnational tenue à Jérusalem en novembre 1999. Le réseau ENIC a approuvé le code et décidé de le soumettre en vue de l'adoption au Comité intergouvernemental de la convention du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO sur la reconnaissance. Le Comité a adopté le code lors de sa deuxième réunion à Riga en 2001.

²²³² Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational, op.cit.

accords sans coopération tels que filiales de campus, institutions off shore, sociétés commerciales ou institutions internationales, au sein desquelles les programmes d'études, ou parties d'un cycle d'études, ou d'autres services éducatifs sont offerts directement par une institution diplômante »²²³³. Cette définition large facilite incontestablement la mise en réseaux des établissements d'enseignements, sachant que dans ce cadre, les universités sont les premières bénéficiaires de la politique de soutien de l'UE à la mise en place de consortiums, puisqu'elles constituent le pilier de la compétitivité européenne²²³⁴. L'UE contribue ainsi, par son soutien, à l'élaboration de l'EEER et l'intensification de sa coopération avec les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur, au renforcement des systèmes d'enseignement européens afin qu'ils puissent proposer une offre d'éducation transnationale compétitive.

2. Le renforcement de la coopération entre l'UE, les Etats-Unis et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur

961. « L'Amérique du Nord accueille 21% des étudiants mobiles »²²³⁵. L'attractivité mondiale des systèmes d'enseignement supérieur d'Amérique du Nord et du Canada justifie l'intérêt que leur porte l'UE dans le développement de sa coopération internationale en matière d'enseignement supérieur. Fondée sur un dialogue permanent et l'échange de bonnes pratiques, la coopération transatlantique dans le domaine de l'enseignement supérieur vise à promouvoir une amélioration réciproque de la qualité de l'enseignement supérieur, ainsi qu'une meilleure compréhension entre les peuples en favorisant par la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs, la mise en place de réseaux, tel que le réseau OCEAN²²³⁶, et une meilleure connaissance de leurs langues, cultures et institutions. La coopération bilatérale de l'UE avec les Etats-Unis (a) présente de nombreuses similitudes avec la coopération bilatérale établie entre l'UE et le Canada (b). Il convient cependant de les analyser distinctement.

²²³³ Ibid.

²²³⁴ En ce sens voir communication de la Commission « Mobiliser les cerveaux européens : permettre à l'enseignement supérieur de contribuer pleinement à la Stratégie de Lisbonne », COM(2005)152 du 20 avril 2005 - Afin de renforcer leur poids dans la société et l'économie de la connaissance, la Commission propose concrètement de consolider les échanges universitaires en améliorant encore davantage la mobilité des étudiants et chercheurs, de faire en sorte que les cursus universitaires augmentent l'employabilité des diplômés notamment en incitant au partenariat avec le monde de l'entreprise, de renforcer les procédures de reconnaissance des diplômes même en dehors de l'UE et de consacrer au moins 2% du produit national brut à la modernisation de l'enseignement supérieur

²²³⁵ Communication de la Commission « L'enseignement supérieur européen dans le monde », COM(2013)499 du 11 juillet 2013

²²³⁶ Le réseau OCEANS encourage les liens entre étudiants et anciens étudiants, professeurs et membres de facultés, partenaires et promoteurs de programmes d'échanges et de projets de diplômes conjoints/doubles. Son principal objectif est de promouvoir l'amitié, la coopération, la compréhension et le développement professionnel en établissant des relations durables. <http://www.oceans-network.eu/en/home/index.htm>

a) La coopération UE-Etats-Unis en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement et de formation professionnels

962. Suite à la Déclaration transatlantique du 22 novembre 1990 concernant le développement de la coopération dans différents domaines relatifs au bien-être de leurs citoyens respectifs²²³⁷, la CE et les Etats-Unis ont établi le 23 octobre 1995 une coopération transatlantique en matière d'éducation par l'adoption d'un accord établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels²²³⁸. La pertinence de cette coopération sectorielle a été reconnue dès décembre 1995, à l'occasion du nouvel agenda transatlantique adopté à l'occasion du Sommet UE-Etats-Unis à Madrid, puis en 1997, lors de la conférence transatlantique « *un pont sur l'Atlantique : relation de peuple à peuple* », ce qui a conduit au renouvellement et à la consolidation de l'accord de coopération, dans un premier temps le 18 décembre 2000²²³⁹ pour 5 ans, puis le 4 décembre 2006²²⁴⁰ pour 8 ans, suite à la communication de la Commission du 16 mai 2005 pour un partenariat renforcé²²⁴¹ et au sommet bilatéral qui s'est tenu à Vienne le 21 juin 2006.

963. La Commission européenne et les Etats-Unis coopèrent ainsi dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels, afin de promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples des Etats membres de l'UE et des Etats-Unis d'Amérique et d'améliorer réciproquement la qualité de leurs ressources humaines,

²²³⁷ Déclaration transatlantique du 22 novembre 1990 - « le renforcement de la coopération mutuelle dans divers domaines qui touchent directement au bien-être actuel et futur de leurs citoyens, tels que les échanges et les projets communs dans le domaine de l'éducation et de la culture, y compris les échanges académiques et de jeunes »

²²³⁸ Accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels du 23 octobre 1995, JO L279 du 22 novembre 1995, p13-17

²²³⁹ Décision n°2000/196/CE du Conseil concernant la conclusion et la signature de l'accord CE-Etats-Unis, JO L 71 du 13 mars 2001 ; accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L 71 du 13 mars 2001, p. 8-14, mis en œuvre sur la base des dispositions de la décision du Conseil 2001/196/CE du 26 février 2001, JO L71, 13 mars 2001

²²⁴⁰ Accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L346/34 du 9 décembre 2006 p34-40 ; décision n°2006/910/CE du Conseil du 4 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L346 du 9 décembre 2006, IP/06/812 - Cet accord « s'inscrit dans le double contexte de l'action de l'Union européenne (UE) en faveur de l'enseignement supérieur et des relations entre l'UE et les Etats-Unis. L'action de l'UE entend faire de la pertinence et de l'excellence de l'enseignement supérieur européen une référence mondiale alors que les relations bilatérales appellent une plus large coopération dans le domaine éducatif » Synthèse de l'accord - <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c11094.htm>

²²⁴¹ Communication de la Commission du 18 mai 2005 « Un partenariat UE/Etats-Unis renforcé et un marché plus ouvert pour le 21^{ème} siècle, COM(2005)196 final – non publié au JO

ainsi que la qualité de la mobilité transatlantique. Afin de réaliser ces objectifs, ils encouragent, d'une part, par le cofinancement des projets de partenariats sélectionnés sur une base concurrentielle, les partenariats entre les institutions d'enseignement et de formation européennes et américaines, les associations, les autorités publiques et le secteur privé, afin d'encourager les échanges de compétences et les activités novatrices, et coopèrent, d'autre part, dans le développement des NTIC et de l'enseignement à distance²²⁴².

964. Particulièrement renforcée pour la période 2007-2013, la coopération UE-Etats-Unis promeut la création de cursus transatlantiques de premier cycle et niveau master²²⁴³, susceptibles de mieux préparer les citoyens de l'UE et des Etats-Unis au nouvel environnement international du marché de l'emploi. L'accord de coopération repose sur deux instruments essentiels. Le programme ATLANTIS, géré par le ministère de l'éducation des Etats-Unis et la Commission européenne, propose une « forme plus intégrée d'enseignement international »²²⁴⁴ et prévoit trois grands types d'actions, à savoir les projets de consortiums d'établissements d'enseignement supérieur européens et américains pour la création de diplômes transatlantiques, bénéficiant d'une aide sous forme de bourses de mobilité pour les étudiants et le personnel universitaire²²⁴⁵, les projets de mobilité privilégiant l'excellence, non liés directement à l'obtention d'un diplôme mais permettant une mobilité transatlantique à court terme, et les mesures à caractère stratégique visant à renforcer la collaboration dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation²²⁴⁶, telles que des mesures permettant

²²⁴² Ce programme fonctionne par appels à proposition et les projets retenus sont sélectionnés par la Commission européenne et le 'Fund for the improvement of postsecondary education (FIPSE)' du département de l'Education aux Etats-Unis après consultation d'experts indépendants. <http://www.europa.eu.int/comm/education/ec-usa.html>

²²⁴³ Un projet de création de diplôme transatlantique doit inclure au minimum un établissement des Etats-Unis et deux établissements situés dans différents Etats membres de l'UE et peut porter sur n'importe quel programme d'études supérieures dans la mesure où il justifie de l'intérêt d'un cursus international, l'utilisation du système ECTS est recommandé. Les candidats au projet doivent justifier de sources de financement stables pour maintenir leur activité pendant la période de réalisation et avoir la capacité technique suffisante

²²⁴⁴ Programme de coopération entre l'UE et les Etats-Unis dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle ATLANTIS, guide du programme (48p), décembre 2009

http://eacea.ec.europa.eu/bilateral_cooperation/eu_us/funding/docs/2010/guidelines_fr.pdf

²²⁴⁵ Les partenariats entre établissements d'enseignement supérieur présentent une réelle valeur ajoutée pour promouvoir l'assurance qualité et la reconnaissance mutuelle des diplômes afin d'attirer des talents, améliorer l'employabilité et approfondir les partenariats. Par exemple en 2007, le budget en la matière s'élève à 4,2 millions d'euros et finance les projets de création de diplômes transatlantiques à hauteur de 408 000 euros pour l'UE et 408 000 dollar pour les Etats Unis – le budget destiné à la création est subdivisé en trois : montant forfaitaire pour l'administration (60000 euros pour l'UE et 60 000 dollar pour les Etats Unis), bourses de mobilité pour le personnel universitaire (60000 euros pour l'UE et 60 000 dollar pour les Etats-Unis) et bourses de mobilité pour les étudiants (288000 euros pour l'UE et 288000 dollar pour les Etats-Unis)

²²⁴⁶ Appel à propositions relatif au programme ATLANTIS 18 janvier 2008, EACEA/02/2008 – Le programme soutiendra les projets de consortiums pour la création de diplômes transatlantiques, les projets de mobilité privilégiant l'excellence c'est-à-dire basée sur une mobilité à court terme non liée à l'obtention d'un diplôme commun ou mixte/double, et les mesures à caractère stratégiques visant à renforcer la coopération - « coopération entre l'UE et les Etats-Unis dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation

le dialogue sur la reconnaissance des qualifications et la validation²²⁴⁷ et la mise en place d'une association d'anciens étudiants. Le programme Schuman-Fulbright, géré par le ministère des affaires étrangères des Etats-Unis et la Commission européenne, vise à allouer des bourses à des professionnels hautement qualifiés afin de leur permettre d'étudier, de faire de la recherche ou d'enseigner Outre-Atlantique pour une période d'un semestre ou d'une année complète dans le domaine des affaires européennes ou des relations transatlantiques, effectuée au sein d'un établissement accrédité dans l'UE ou aux Etats Unis²²⁴⁸. Il permet le financement de 22 bourses pour l'année 2014.

965. Soumise à évaluation avant chaque renouvellement, en 1999²²⁴⁹, en 2005²²⁵⁰ et en 2011²²⁵¹, la coopération transatlantique en matière d'enseignement a démontré son efficacité, dans la mesure où l'éducation est reconnue par l'UE et les Etats-Unis comme l'instrument essentiel au renforcement des « synergies transatlantiques alors que nos économies reposent davantage sur la connaissance »²²⁵². Malgré les efforts fournis, l'évaluation du programme effectuée en 2005 pour la Commission est mitigée. « Les programmes constituent un formidable stimulant »²²⁵³ aux échanges, par l'amélioration qualitative réciproque des systèmes d'enseignement supérieur et de formation, mais ils « recèlent un vaste potentiel inexploité qui ne pourra être valorisé qu'au prix d'un accroissement notable des ressources

professionnelle – Atlantis : initiatives pour la création de liens transatlantiques et de réseaux universitaires dans le domaine de la formation et des études intégrées » 2008/C13/06 JOC 13/49 du 18 janvier 2008- dernier délai de dépôt des candidatures le 2 avril 2008- http://eacea.eu.europa/extcoop/usa/call2008/index_en.htm

²²⁴⁷ Etudes, conférences, séminaires, groupes de travail

²²⁴⁸ http://ec.europa.eu/education/programmes/eu-usa/fulbright_en.html « The Fulbright-EU programme »

²²⁴⁹ Voir première évaluation du programme, effectuée en 1999 - « The evaluation of the cooperation programme in higher education and vocational education training between European Community and the United States » CIRCA Group Europe Ltd August 1999 - Le budget consacré à la coopération étant d'1,5 millions d'euros, 3000 étudiants ont participé aux échanges.

²²⁵⁰ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 27 juin 2005 relative à l'évaluation des programmes de coopération entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels et entre la Communauté européenne et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur, COM(2005)274 final

²²⁵¹ ECORYS Interim Evaluation of external Cooperation Agreements in Higher Education, Training AND Youth with the US and Canada, final report, Rotterdam, avril 2011 (107p); Rapport de la Commission concernant l'évaluation intermédiaire des accords de coopération extérieure en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse, conclus avec les Etats-Unis et le Canada, COM(2011)653 du 21 octobre 2011, rapport sur http://ec.europa/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

²²⁵² Sommet UE - Etats-Unis du 20 juin 2005, Washington

²²⁵³ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 27 juin 2005 relative à l'« évaluation des programmes de coopération entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels et entre la Communauté européenne et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur », COM(2005) 274 final Bruxelles - La communication a établi un bilan du programme évalué suite aux nouveaux appels d'offres publié en avril 2004 - Appels d'Offres n°EAC/24/04 publié au JO 2004-S77-065229 du 20 avril 2004- par la société *Ecorys NEI* (Pays Bas) en septembre 2005.

budgétaires disponibles »²²⁵⁴. La CE s'est dès lors engagée à alléger les procédures et à affecter davantage de personnel à la gestion des programmes pour en garantir l'efficacité. Elle s'est engagée également à accroître sa participation financière, ayant déjà fourni un effort perceptible en la matière depuis 2001. Son engagement est cependant conditionné par la participation réciproque des Etats-Unis qui ont réduit depuis 2001 leur financement²²⁵⁵, comme le démontre la position de la Commission prenant « bonne note de cette recommandation qui devrait faire l'objet d'un engagement similaire de la part des Etats-Unis d'Amérique et du Canada »²²⁵⁶.

966. La coopération a connu en 2011 une phase critique démontrant la fragilité du partenariat en matière d'enseignement. Subissant les effets de la crise économique et financière, tous les appels à projets des Etats-Unis ont été annulés de 2011 à 2013. Cet événement a permis d'impulser une réflexion approfondie sur les nécessités de poursuivre le dialogue politique malgré les contraintes financières, notamment par l'élaboration d'études communes. En 2011 par exemple une étude commune a été menée concernant l'utilisation des systèmes de crédits dans le cadre de la coopération UE/États-Unis dans le domaine de l'enseignement supérieur, recensant les bonnes pratiques en matière de reconnaissance des crédits et des qualifications obtenus dans le cadre d'études à l'étranger. L'UE et les Etats-Unis ont pris conscience de la nécessité de restructurer leur coopération en rationalisant les moyens de telle sorte à garantir la pérennité de cette coopération sectorielle indispensable aux stratégies de croissance économique et sociale.

967. Le partenariat transatlantique en matière d'enseignement est ainsi intégré dans un cadre rationalisé pour la période 2014-2020, à savoir le programme de l'UE 'Erasmus +'²²⁵⁷. Il se poursuivra principalement dans le cadre de l'action 1 du programme 'Erasmus +', intitulée 'mobilité internationale et diplômes conjoints', relative au développement de programmes de mobilité, de diplômes communs niveau master et doctorat et à la mise en place de consortiums d'établissements d'enseignement supérieur, reconnus pour leur qualité par les

²²⁵⁴ Ibid.

²²⁵⁵ Depuis 2001, on peut constater qu'à ce sujet un effort de l'UE est perceptible puisque concernant la participation aux 13 projets qui sont cofinancés chaque année par l'UE et les EU, le financement de l'UE est certes inférieur à celui des Etats-Unis mais l'écart se réduit d'année en année, l'UE finançant davantage et les Etats-Unis réduisant leur participation. Le désengagement des Etats-Unis risque de porter préjudice au programme car l'UE souhaite une participation réciproque de son cocontractant comme le traduit la réponse de la Commission à la Recommandation des évaluateurs d'accroître substantiellement le budget.

²²⁵⁶ COM(2005)274, op.cit.

²²⁵⁷ Guide du programme Erasmus + (267p), version 2 du 27 février 2014

http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/documents/erasmus-plus-programme-guide_en.pdf

accords interinstitutionnels conclus entre l'UE et les Etats-Unis, dont les termes équivalent aux dispositions de la charte Erasmus²²⁵⁸. En 2011, le soutien financier aux projets de diplômes conjoints représentait les trois quart du budget de la coopération transatlantique dans ce secteur. Il est donc fort probable que les efforts soient poursuivis en ce sens.

La coopération transatlantique se développera également dans le cadre de l'action 3 du programme 'Erasmus +' relative à 'l'appui au dialogue politique', c'est-à-dire à la promotion de réseaux d'experts, d'associations ALUMNI et du dialogue avec les pays partenaires. Elle se prolongera de plus dans le cadre de l'action spécifique Jean Monnet, intégrée à 'Erasmus +', afin de stimuler l'enseignement et la recherche européenne au niveau international.

L'action 2 du programme 'Erasmus +' relative au 'renforcement des capacités' est plus ciblée sur la coopération de l'UE avec les pays participant à la politique européenne de voisinage, les pays candidats, les pays d'Amérique latine, d'Asie et les pays ACP. Elle se traduit par la mise en place de partenariats stratégiques entre les organisations actives dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, d'entreprises, d'autorités publiques, d'organisations de la société civile afin de promouvoir les bonnes pratiques pour améliorer la qualité de l'enseignement, la formation, l'emploi des jeunes, la modernisation des institutions. Les établissements des Etats-Unis peuvent toutefois participer comme partenaire dans le cadre de ces partenariats si leur contribution est susceptible d'apporter une valeur ajoutée au projet, ce qui pourrait être notamment le cas en matière d'EFP ou d'enseignement numérique, secteurs dans lesquels les Etats-Unis détiennent une expertise de qualité²²⁵⁹. Gagnant en efficience le partenariat transatlantique en matière d'enseignement, intégré à 'Erasmus +', ne doit cependant pas perdre en visibilité dans ce cadre global. Il conviendra donc de développer les actions de sensibilisation et d'information qui s'imposent.

968. L'UE bénéficie de ce fait de l'expérience américaine pour élaborer un EEER compétitif et ouvert sur le monde. La comparaison de l'UE avec les Etats-Unis est incontestablement l'un des baromètres de l'évolution de l'innovation dans le tableau de bord de l'innovation en Europe, sachant que les indices « intéressent également les Etats-Unis qui suivent ainsi l'évolution de l'innovation en Europe »²²⁶⁰ et l'évolution du processus de Bologne. Il est

²²⁵⁸ Une nouvelle Charte Erasmus+ pour l'enseignement supérieur (ECHE) est nécessaire pour candidater aux actions destinées au secteur de l'enseignement supérieur sous Erasmus +
<http://www.agence-erasmus.fr/page/charte-erasmus>

²²⁵⁹ Voir brochure « Good practices – EU cooperation with US, Canada, Australia, Japan and New Zealand in higher education and training », DG Education et Culture 2008, ed. ECOTEC/ECORYS, isbn 978-92-79-10049-9 (27p)

²²⁶⁰ « L'innovation dans l'UE vue par les Etats-Unis »
http://cordis.lu/cordis-gi/srchidadb?ACTION=D...:15997&CALLER=FR_CORDI

important de préciser toutefois que le système d'enseignement américain n'a pas vocation à être transposé en Europe, dans la mesure où il s'insère, comme le système européen, dans une culture particulière, présentant un ensemble de caractéristiques différent des nôtres. En effet selon l'analyse effectuée par les professeurs allemands Hans Werner Fuchs et Lutz R. Reuter « les caractéristiques du domaine universitaire au-delà de l'Atlantique ne sont pas transposables sans difficultés au système universitaire européen ; Les deux systèmes ont une évolution et des traditions différentes. Les plus anciennes universités américaines se sont construites d'après une tradition sociale nationale, les plus récentes reposent sur cette tradition...En outre l'étendue des économies faites au détriment de l'éducation n'est pas un modèle pour les universités européennes riches de traditions »²²⁶¹. L'échange de bonnes pratiques en matière d'enseignement supérieur entre l'UE et les Etats Unis est de ce fait bénéfique pour l'EEER, mais il doit également éviter à l'Europe de commettre les mêmes erreurs²²⁶². La promotion de l'égalité des chances a en effet posé problème en matière d'enseignement aux Etats-Unis par la mise à l'écart de la question minoritaire et du problème de l'exclusion²²⁶³. L'UE peut faire bénéficier les Etats-Unis de son expérience en matière de promotion des principes d'équité et d'égalité d'accès à l'enseignement dans le cadre des échanges. Il conviendra d'analyser si l'intégration progressive des programmes d'échanges et de coopération transatlantiques dans le programme Erasmus pour tous sera bénéfique à cette coopération particulièrement développée.

Bien qu'elle présente de grandes similitudes avec la coopération établie entre l'UE et les Etats-Unis, comme le démontre l'évaluation commune des programmes²²⁶⁴, la coopération mise en place entre l'UE et le Canada fait l'objet de dispositions spécifiques...

b) L'intensification de la coopération UE-Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur

969. La Déclaration transatlantique sur les relations entre la Communauté et le Canada adoptée le 22 novembre 1990 par la CE et ses Etats membres et par le Gouvernement du

²²⁶¹ Traduction personnelle: „ Die Besonderheiten des Hochschulbereichs jenseits des Atlantiks lassen sich nicht ohne weiteres in das europäische Hochschulwesen übertragen; beiden Systeme verfügen über unterschiedliche Entwicklungslinien und Traditionen. Die ältesten amerikanischen Hochschulen sind aus einer vorstaatlichen zivilgesellschaftlichen Traditionen erwachsen...Im Übrigen ist das Ausmaß der Ökonomisierung der höheren Bildung vermutlich auch kein Vorbild für die traditionsreichen europäischen Universitäten.“ in HW.FUCHS, LR. REUTER« Internationalisierung der Hochschulsysteme: der Bologna-Prozess und das Hochschulwesen der USA », (50p), ed. 2003, Universität der Bundeswehr Hamburg, p41

²²⁶² Voir en ce sens Ch.GLENN « Avoiding America's mistakes » in European Journal for education law and policy, p57

²²⁶³ Selon l'étude de Ch. GLENN, il faut favoriser le multiculturalisme en insistant sur les similitudes et non sur les différences, erreur qu'ont commis les Etats-Unis.

²²⁶⁴ COM (2005) 274, op.cit.

Canada, consacre les premières étapes de la coopération établie dans le secteur de la formation et de l'enseignement. Elle a été suivie dès novembre 1995 par l'accord officiel de coopération²²⁶⁵, envisageant une première coopération quinquennale (1995-2000) qui s'est avérée fructueuse du fait du financement de trente-huit partenariats transatlantiques. La Déclaration politique et le Plan d'action commun Canada-UE²²⁶⁶, adoptés le 17 décembre 1996, ont permis de renouveler les liens, en renforçant encore davantage les contacts entre leurs citoyens, notamment par l'élaboration de projets conjoints internationaux entre universités, collèges et établissements d'enseignement techniques du Canada et de l'UE²²⁶⁷. Ayant démontrée son efficacité quant à l'amélioration de la qualité des systèmes d'enseignement et quant au développement des ressources humaines, la coopération a été intensifiée progressivement, en premier lieu par le renouvellement du programme de coopération²²⁶⁸, qui a pour objectif le cofinancement par l'Union européenne et le Canada d'environ six projets multipartenaires par an dans le domaine de l'enseignement supérieur²²⁶⁹, puis par le programme de partenariat UE-Canada adopté le 18 mars 2004²²⁷⁰ insistant sur la nécessité de redéfinir les moyens de coopération, notamment par l'extension du champ du programme destiné à la jeunesse. En 2005, la déclaration commune adoptée lors du sommet UE/Canada du 19 juin 2005 confirme cette tendance en étendant la coopération concernant la jeunesse. Le programme 2005²²⁷¹ fait donc appel à de nouvelles propositions, les dossiers retenus devant être « novateurs, multilatéraux et axés sur les étudiants » et avoir « le potentiel de stimuler une coopération transatlantique structurelle, substantielle et durable dans l'enseignement supérieur et dans la formation »²²⁷².

²²⁶⁵ Accord entre la Communauté et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation JO L300 du 13 décembre 1995, p19-22

²²⁶⁶ Il est géré en commun par la Direction générale 'Education et culture' de la Commission européenne et par le ministère des ressources humaines et du développement des compétences, conjointement avec le ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international.

²²⁶⁷ Il s'agit d'une part des projets de mise en œuvre de partenariats, qui concerne des partenariats entre établissements d'une durée de trois ans, et d'autre part de projets préparatoires en partenariat d'une durée d'un an qui visent à développer la coopération et à préparer ou développer un projet de partenariat.

²²⁶⁸ Décision 2001/197/CE du Conseil du 26 février 2001 concernant la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, JO L71 du 13 mars 2001 ; accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, JO L71 du 13 mars 2001, p16-22

²²⁶⁹ Les projets cofinancés sont sélectionnés par la Commission européenne et le Ministère du développement des ressources humaines du Canada (MDRHC) [www.europa.eu.int/comm/education/canada/canada.html](http://eeas.europa.eu/canada/docs/partnership_agenda_en.pdf)

²²⁷⁰ http://eeas.europa.eu/canada/docs/partnership_agenda_en.pdf

²²⁷¹ Programme de coopération UE/CANADA dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle – Orientations 2005

²²⁷² Dans le nouveau concours annoncé, le gouvernement fédéral accorde une aide financière maximale de 200 000 \$ sur trois ans par projet aux établissements partenaires canadiens. Pour bénéficier d'un financement chaque partenariat doit remplir un certain nombre de conditions, à savoir être un établissement d'enseignement

970. La CE et le Canada ont reconduit leur accord pour la période 2006-2013, par la conclusion d'un nouvel accord le 5 décembre 2006²²⁷³, établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et jeunesse. Dans l'espoir de « retirer un profit mutuel » de cette coopération, les parties réaffirment leurs objectifs communs de promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples de l'UE et du Canada par l'apprentissage des langues et les échanges, et l'amélioration de la qualité des ressources humaines en facilitant l'acquisition des compétences nécessaires pour relever les défis d'une économie mondiale fondée sur la connaissance. De nouveaux objectifs ont été ajoutés tels que le renforcement de la dimension européenne et canadienne de la coopération et l'approfondissement de la contribution aux échanges de citoyens et entre établissements, par l'amélioration de la qualité de la mobilité transatlantique et le soutien aux organismes.

971. Dans cette perspective, trois types d'action sont prévus par le nouvel accord, à savoir, des projets de consortiums communs destinés à assister la mise en place de partenariats multilatéraux entre des établissements d'enseignement supérieur ou de formation d'au moins deux Etats membres de l'UE et d'au moins deux provinces ou territoires du Canada, dans l'objectif de mettre en place des programmes d'études communs en encourageant dans ces projets la reconnaissance mutuelle des crédits académiques et la préparation linguistique et culturelle ; des activités conjointes en faveur de la jeunesse relatives à la mise en place de séminaires, de cours de formation entre les organismes du secteur de la jeunesse, les

supérieur, c'est-à-dire aux termes de ce programme, « tout établissement qui, selon la législation ou les pratiques applicables, confère des titres ou des diplômes d'études supérieures, quelle que soit son appellation » ou de formation, c'est-à-dire « tout type d'établissement public, parapublic ou privé qui, quelle que soit son appellation, conformément aux législations et aux pratiques applicables conçoit ou réalise des actions d'enseignement ou de formation professionnels, de perfectionnement, de recyclage ou de reconversion contribuant à des titres reconnus par les autorités compétentes », et rassembler au moins six partenaires, dont un minimum de trois établissements européens d'enseignement supérieur ou de formation, originaires d'au moins trois Etats membres différents de l'UE et un minimum de trois partenaires canadiens différents, originaires d'au moins deux provinces différentes du Canada. www.rhdcc.gc.ca/asp/passerelle.asp

²²⁷³ Accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse, JO L397 du 30 décembre 2006, p15-21 ; décision 2006/964/CE du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la CE et le Gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse, accord signé à Helsinki le 5 décembre 2006, JO L397 du 30 décembre 2006, p15 (valable pour 8 ans - article 12 de l'accord avec possibilité de prorogation); voir également communiqué de presse « UE-Canada : vers une coopération renforcée dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse » IP/07/1432 du 3 octobre 2007 ; appel à proposition concernant le « programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'UE et le Canada : partenariats par les échanges transatlantiques » (2008/C13/07), EACEA/01/2008, JO C1351 du 18 janvier 2008 ; appel à proposition EACEA/37/10, programme de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'Union européenne et le Canada, partenariats pour des échanges transatlantiques – partenariats pour la création de diplômes transatlantiques JO C323 du 30 novembre 2010, p20-22 ; communiqué de presse « Signature d'un nouvel accord pour dynamiser la coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse » IP/06/1684 du 5 décembre 2006 <http://register.consilium.europa/pdf/en/06/st10/st10924.EN06.pdf>

animateurs et d'autres acteurs du secteur ; et des actions complémentaires, à savoir des mesures axées sur les politiques s'adressant aux organismes des secteurs de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse, visant à stimuler le dialogue, des bourses de mobilité pour les professionnels et la mise en place d'une association d'anciens étudiants.

972. L'évaluation intermédiaire du programme en 2011 a permis d'établir des résultats très positifs²²⁷⁴, soit 107 consortiums transatlantiques financés, impliquant 765 établissements d'enseignement supérieur et instituts de formation européens et canadiens. Ces consortiums ont contribué à la mobilité de plus de 5600 étudiants. La mobilité transatlantique des étudiants a été renforcée, ainsi que la transparence, la reconnaissance mutuelle des titres et des périodes d'études et la 'transférabilité' des crédits académiques. La coopération a contribué de surcroît à l'amélioration de la qualité des ressources humaines dans les pays concernés, que ce soit par l'acquisition des compétences nécessaires pour relever le défi d'une économie globale fondée sur les connaissances notamment par le développement des NTIC, ou la restructuration de l'enseignement, de la formation et du marché de l'emploi. Les évaluateurs ont de ce fait reconnu la pertinence des accords UE-Etats-Unis et UE-Canada, constatant qu'ils répondent à un ensemble de besoins de manière pertinente, ne font pas double emploi avec d'autres initiatives, ont permis de faire des avancées par rapports à tous les objectifs visés, et constituent « des modèles de référence pour d'autres pays industrialisés, notamment parce qu'ils favorisent la mobilité d'étudiants de haut niveau, qu'ils promeuvent l'utilisation d'approches innovantes dans la conception des programmes en cours, la transparence et la possibilité de transfert et qu'ils constituent un outil permettant de donner une forme à la coopération internationale »²²⁷⁵. Malgré ces atouts, ils constatent que « le budget extrêmement limité mis à disposition pour l'accord UE-Canada a entravé dans une large mesure la réalisation de tous les objectifs prévus », situation aggravée par les actuelles mesures d'austérité adoptées par le Canada, qui ont conduit à l'annulation en 2011 tous les appels à propositions jusqu'en 2013. Ce blocage financier ne doit cependant pas freiner l'amélioration

²²⁷⁴ Voir l'évaluation CIRCA du programme de coopération CE – Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur http://europa.eu.int/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm#CoopEUCanada

²²⁷⁵ Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions concernant l'évaluation intermédiaire des accords de coopération extérieure en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse conclus avec les Etats Unis et le Canada COM(2011)653 du 21 octobre 2011 – http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm - Les évaluateurs ont apprécié « le degré de pertinence des accords par rapports aux besoins, la mesure dans laquelle ils recourent, complètent ou entravent d'autres politiques et actions, leur capacités à atteindre les objectifs et effets désirés ainsi que leur valeur ajoutée, leur efficacité et leur rapport coût-efficacité, et l'efficacité des dispositions de gestion et autres questions opérationnelles, telles que la diffusion et l'exploitation des résultats des projets et la viabilité des activités entreprises »

continue du programme de coopération. Le dialogue politique doit être maintenu, notamment en matière de jeunesse, et la Commission doit poursuivre ses travaux visant à une meilleure diffusion des résultats, l'amélioration de la qualité et de la cohérence des projets, notamment en ce qui concerne l'adoption des diplômes conjoints, et le soutien aux établissements d'enseignement moins expérimentés au programme.

973. La coopération UE-Canada se poursuivra pour la période 2014-2020 dans le cadre du programme intégré 'Erasmus +'²²⁷⁶ qui a pour avantage d'assurer la cohérence entre les différentes actions menées en matière d'éducation formelle, non formelle et informelle et de créer une synergie entre les diverses actions extérieures développées avec l'ensemble des pays partenaires. La coopération en matière d'enseignement, de formation et de jeunesse établie par l'accord UE-Canada est ainsi développée dans le cadre des différentes actions du programme, essentiellement l'action 1 relative à la 'mobilité internationale et diplômes conjoints', concernant le développement de programmes de mobilité, de diplômes communs niveau master et doctorat et la mise en place de consortiums d'établissements d'enseignement supérieur reconnus pour leur qualité par les accords interinstitutionnels conclus entre l'UE et le Canada. La coopération s'intégrera également dans le cadre de l'action 3 du programme 'Erasmus +' concernant 'l'appui au dialogue politique', ainsi qu'à l'action spécifique Jean Monnet, visant à promouvoir l'enseignement et la recherche européenne au niveau international. Elle pourra éventuellement se poursuivre dans le cadre de l'action 2 du programme 'Erasmus +' liée au 'renforcement des capacités' si le Canada souhaite participer comme partenaire aux partenariats stratégiques développés entre les établissements d'éducation, de formation et de jeunesse de l'UE et des pays PEV, des pays candidats, des pays d'Amérique latine, d'Asie et des pays ACP, afin d'apporter une valeur ajoutée au projet.

3. La coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée

974. Dans le cadre de sa coopération avec les pays industrialisés, l'UE a conclu des accords bilatéraux de coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche avec l'Australie (a), le Japon (b), la Nouvelle Zélande (c) et la République de Corée (d) tout en garantissant la cohérence de ses échanges par la mise en place d'un appel à propositions multilatéral unique relatif au financement de projets de mobilités dans chacun de ces Etats (e).

²²⁷⁶ Guide du programme Erasmus + (267p), version 2 du 27 février 2014, op.cit.

a) L'accord UE-Australie

975. La coopération entre la CE et l'Australie a débuté en 1997²²⁷⁷ et s'est réellement concrétisée par des projets bilatéraux à partir de 2002 permettant aux établissements européens et australiens de collaborer dans le cadre de partenariats basés sur l'échange d'étudiants. Elle a fait l'objet d'un renforcement, dans un premier temps en 2004 par le biais de l'augmentation accrue des fonds ayant permis l'élaboration d'un troisième projet pilote (master) en matière d'enseignement supérieur²²⁷⁸, puis en 2005 par le triplement de la contribution financière de la CE et des autorités australiennes consacrée « à l'élaboration de programmes d'études novateurs et à la recherche de projets d'échanges »²²⁷⁹. Le 16 avril 2007, le commissaire européen Jan FIGEL, chargé de l'éducation, s'est rendu en Australie « pour ouvrir une nouvelle ère dans la coopération UE-Australie en matière d'éducation et de formation »²²⁸⁰, fondée sur une consolidation du dialogue politique. A l'issue de cette rencontre M FIGEL et Mme BISHOP, ministre australienne de l'éducation, ont signé une déclaration commune portant sur le renforcement de la coopération en matière d'éducation notamment par l'organisation de projets de consortiums communs²²⁸¹. L'échange d'expérience est dans ce contexte profitable aux deux partenaires et facilité de surcroît par les réformes entreprises par l'Australie de son système d'éducation, le rendant plus compatible avec l'EEER mis en place dans le cadre du processus de Bologne, d'une part, par l'adoption d'un système d'études en trois cycles (LMD), d'autre part, par la mise en place d'un cadre de certification afin de faciliter la reconnaissance des diplômes. Le dialogue politique contribue ainsi annuellement au renforcement de la coopération UE-Australie, et a permis dès mars 2009 le lancement d'un projet pilote 'Tuning' promouvant une réforme des systèmes d'enseignement supérieur fondé sur l'harmonisation des normes académiques. En 2010, il a impulsé la mise en place de cadre de certifications par l'apprentissage entre pairs et

²²⁷⁷ Déclaration commune relative aux relations UE - Australie du 26 juin 1997 révisée en 2003 sur www.ecdel.org.au/eu_and_australia/jointdeclaration/97jointdeclarationprint.htm

²²⁷⁸ Communiqué de presse « 600 000 euros pour dynamiser la coopération entre l'UE et l'Australie et la Nouvelle Zélande en matière d'enseignement supérieur », IP/04/463 du 6 avril 2004

²²⁷⁹ Communiqué de presse « Nouveau coup de pouce aux échanges universitaires entre l'Union européenne et l'Australie » IP/05/1138 du 14 septembre 2005 - soit 1 millions d'euros par partie - M. Jan FIGEL, commissaire européen en charge de l'éducation, de la formation, de la culture et du multilinguisme, a déclaré lors du communiqué de presse qu'« après trois années de projets pilotes la coopération entre l'Union et l'Australie dans le domaine de l'éducation passe à la vitesse supérieure avec le triplement des ressources destinées au financement d'une série de projets conçus pour promouvoir l'excellence universitaire et la compréhension mutuelle entre les peuples de l'Union et le peuple australien ; ces projets concerneront, entre autres, l'élargissement des connaissances linguistiques, culturelles et institutionnelles, l'objectif étant de relever les défis de la société cognitive mondiale »

www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1138&format=HT

²²⁸⁰ IP/07/494 du 13 avril 2007 sur Europa

²²⁸¹ Bulletin UE 4-2007 Education et culture (2/2) – Programme de coopération avec les pays tiers point 1.21.2

l'élaboration d'une étude conjointe de l'UE et l'Australie sur les cadres de certifications²²⁸² et dès 2011, il a permis le lancement d'un débat sur le rôle de l'éducation et de l'enseignement préscolaire en matière d'inclusion sociale²²⁸³. Depuis 2012, le dialogue politique est axé sur l'assurance qualité et l'internationalisation de l'éducation, notamment sur les moyens à mettre en œuvre pour soutenir la mobilité des étudiants et leurs conditions de séjour dans le pays d'accueil, dans le cadre de projets conjoints de mobilité et de diplômes conjoints.

b) L'accord UE-Nouvelle Zélande

976. La coopération entre l'UE et la Nouvelle Zélande repose sur une Déclaration commune de 1999²²⁸⁴ qui souligne l'importance de renforcer leur coopération afin d'adopter des actions communes en matière de promotion de la démocratie, des droits de l'Homme, de l'effectivité des Nations Unies, du dialogue relatif aux questions concernant la région Sud Pacifique et du développement durable. Elle a été suivie en 2004 par un plan d'action relatif aux « priorités pour la coopération future »²²⁸⁵, prévoyant la mise en œuvre de projets pilotes en matière d'enseignement supérieur et la participation de la Nouvelle Zélande au programme ERASMUS MUNDUS. Le premier projet pilote a ainsi été mis en place en 2004²²⁸⁶ et on assiste dès 2007 à une intensification des échanges, suite à l'adoption d'une déclaration commune de l'UE et de la Nouvelle Zélande²²⁸⁷, ayant impulsé le financement d'un projet de coopération bilatérale en 2008 dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche qui se concrétisera par la signature par la CE et la Nouvelle Zélande de l'accord de coopération scientifique et technique du 16 juillet 2008²²⁸⁸. Cet accord vise à élargir la participation des chercheurs néo zélandais à d'autres domaines d'intérêt commun en matière de recherche et à faciliter la participation des chercheurs européens aux activités de recherche se déroulant en Nouvelle Zélande, car « le système de recherche et de développement de la

²²⁸² Déclaration commune EU-Australie du 15 décembre 2010 relative au dialogue en matière d'éducation et de formation http://ec.europa.eu/education/eu-australia/doc/statement2010_en.pdf

²²⁸³ Déclaration commune EU-Australie du 15 avril 2011 relative au dialogue en matière d'éducation et de formation http://ec.europa.eu/education/eu-australia/doc/statement2011_en.pdf

²²⁸⁴ http://ec.europa.eu/external_relations/new_zealand/intro/index.htm

²²⁸⁵ Plan d'action UE-Nouvelle Zélande sur « les priorités pour la coopération future » - voir priorités déterminées pour l'éducation p6 du plan - http://ec.europa.eu/external_relations/new_zealand/docs/agenda_coop_04.pdf

²²⁸⁶ Communiqué de presse « 600 000 euros pour dynamiser la coopération entre l'UE et l'Australie et la Nouvelle Zélande en matière d'enseignement supérieur » IP/04/463 du 6 avril 2004

²²⁸⁷ Déclaration commune du 21 septembre 2007 sur les relations et la coopération http://ec.europa.eu/external_relations/new_zealand/intro/index.htm; Communiqué de presse « L'UE et la Nouvelle Zélande établissant un nouveau cadre de relations bilatérales », IP/07/885 du 26 juin 2007

²²⁸⁸ Il s'agit du 33^{ème} accord conclu par la CE avec les pays tiers, qui remplace le mécanisme de coopération, mis en place en 1991

Nouvelle Zélande est très productif et très performant au regard des normes internationales »²²⁸⁹.

977. Afin de promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples et l'amélioration des compétences des citoyens face aux enjeux de l'économie de la connaissance mondialisée, la coopération UE-Nouvelle Zélande en matière d'enseignement vise au développement de consortiums composés d'au moins trois établissements d'enseignement supérieur de l'UE et deux de Nouvelle-Zélande afin de favoriser la mobilité des étudiants. Elle a soutenu à ce jour deux projets communs impliquant douze établissements européens et néo-zélandais et plus de cent-cinquante échanges d'étudiants, mais ne permet pas en l'état actuel l'octroi de diplôme commun ou double.

c) L'accord UE-Japon

978. La coopération UE - Japon dans le domaine de l'enseignement supérieur a débuté en 2002, renforcé par de nouveaux projets pilotes en 2003. Cependant, il est nécessaire de préciser que la CE a dès 1996 favoriser la mobilité réciproque des étudiants japonais et européens dans le cadre de du programme VULCANUS permettant aux entreprises européennes d'accueillir des étudiants japonais en stage et aux étudiants européens d'effectuer un stage dans une entreprise japonaise. Ce stage, visant à ouvrir les systèmes d'enseignement sur le monde de l'entreprise, est envisageable dans toutes les branches industrielles notamment en informatique et chimie électronique, et accessible aux étudiants bac+3 des grandes écoles ou des universités d'ingénieurs après présélection par la Commission²²⁹⁰. Lors du 16ème Sommet UE - Japon du 5 juin 2007 qui s'est tenu à Berlin, les parties ont rappelé l'importance de leurs échanges académiques et de la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples fondée sur le partage de valeurs universelles communes et de stratégies similaires d'adaptation à la société sur la connaissance²²⁹¹. Dans ce contexte, M. Janez POTOČNIK, membre de la Commission chargé de la science et de la recherche, a officiellement inauguré le 16 juin 2008 le réseau des chercheurs européens au Japon, en déclarant que « les chercheurs européens travaillant au Japon constituent un réservoir de connaissances et d'expérience. Ils sont les ambassadeurs de la recherche européenne au Japon et ce réseau sera un instrument très utile pour renforcer la collaboration

²²⁸⁹ « La CE signe un accord de coopération scientifique et technique avec la Nouvelle Zélande » IP/08/1159 du 16 juillet 2008 Bruxelles – www.ec.europa.eu/research/inco

²²⁹⁰ Ce programme est financé par la Commission européenne, le Ministère japonais de l'Economie, du Commerce international et de l'industrie et les entreprises www.eujapan.com

²²⁹¹ Conseil de l'UE 5 juin 2007, n° 10488/07 (Presse 135)

entre l'Europe et le Japon dans le domaine de la recherche »²²⁹². Ce réseau de chercheurs représente de ce fait un atout primordial pour le rayonnement mondial de l'EER. Deux projets de coopération supplémentaires ont été financés en matière d'enseignement supérieur en 2008 afin de promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples et la consolidation des systèmes d'enseignement supérieur. A ce jour, la coopération a permis de soutenir quatre projets communs impliquant vingt-neuf établissements européens et japonais et plus de trois cents échanges d'étudiants, sachant qu'en l'état actuel les étudiants ne puissent pas obtenir de diplômes communs ou doubles.

d) L'accord UE - République de Corée du Sud

979. Le 22 novembre 2006, l'UE et la Corée du Sud ont signé deux accords de coopération²²⁹³, l'un sur la science et la technologie visant à promouvoir la coopération dans les domaines dans lesquels elles poursuivent les mêmes objectifs tels que la biotechnologie, les NTIC, le développement durable et les énergies renouvelables, et l'autre sur la recherche dans le domaine de l'énergie de fusion complétant l'accord ITER et promouvant ainsi la mise en œuvre commune d'activités de recherche et de développement technologique pour accélérer le développement de l'énergie de fusion comme source d'énergie propre et durable.

980. En matière d'enseignement supérieur, la coopération a débuté en 2008 afin de promouvoir une meilleure compréhension entre les citoyens européens et sud-coréens et une amélioration des compétences des citoyens leur permettant d'affronter l'économie mondiale fondée sur la connaissance. Elle repose également sur des programmes d'échanges d'étudiants, n'aboutissant pas toutefois à l'octroi de diplômes communs ou doubles, et l'établissement de consortiums composés d'au moins trois établissements d'enseignement supérieur de l'Union européenne et deux de Corée du Sud. En 2008, des projets soumis par dix-neuf établissements d'Europe et de Corée du Sud ont été sélectionnés et deux cent dix étudiants européens et sud-coréens ont pu étudier à l'étranger. En 2009, trois projets supplémentaires ont été financés, impliquant vingt établissements d'Europe et de Corée du Sud et permettant à trois cent soixante-dix-neuf étudiants européens et sud-coréens d'étudier à l'étranger et à soixante-dix-neuf universitaires des deux régions d'enseigner dans un

²²⁹² Ce réseau de chercheurs européen à l'étranger EURAXESS-LINKS, offre un site Internet fournissant des informations utiles, sources de financement, des alertes par courriers électroniques, un bulletin d'information électronique, la participation et l'organisation de 'foires aux emplois' IP/08/945 du 16 juin 2008 Bruxelles ; voir site sur les chercheurs européens à l'étranger <http://cordis.europa.eu/euraxess-links/japan/> et site relatif aux chercheurs au Japon http://www.deljpn.ec.europa.eu/relation/showpage_en_relations.science.eralink.survey.php

²²⁹³ Communiqué de presse « L'UE et la Corée du Sud signent des accords dans le domaine de la science et de la recherche » IP/06/1607 du 22 novembre /2006

établissement partenaire à l'étranger. La coopération UE-Corée du Sud en matière d'enseignement supérieur a été consolidée en 2013 dans le cadre d'un accord de renforcement des partenariats visant à favoriser l'échanges de bonnes pratiques, augmenter les échanges d'étudiants et de promouvoir la reconnaissance mutuelle des qualifications. Ces actions seront mises en œuvre dans le cadre d' 'Erasmus +' et d'Horizon 2020'²²⁹⁴.

981. La coopération en matière d'enseignement supérieur de l'UE avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon et la Corée du Sud fait l'objet d'un appel à propositions commun dès 2008...

e) Le choix stratégique d'un appel à proposition multilatéral relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec les pays industrialisés : la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée

982. L'appel à propositions 2008, relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée²²⁹⁵ est le premier appel à proposition multilatéral en la matière réunissant en un seul programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, les coopérations géographiques établies entre l'UE et certains pays industrialisés. Bien que la coopération reste bilatérale, il confère une meilleure visibilité et plus de cohérence à l'action extérieure de l'UE dans la mesure où la coopération établie entre l'UE et chacun de ses pays industrialisés, poursuit les mêmes objectifs. C'est pourquoi l'appel à proposition et les lignes directrices le complétant²²⁹⁶ détermine, d'une part, des objectifs généraux communs aux différents programmes géographiques de coopération dans les pays industrialisés, à savoir la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples, l'amélioration qualitative des ressources humaines et l'acquisition des connaissances requises pour relever les défis de l'économie globalisée de la connaissance, d'autre part, des objectifs spécifiques communs, à savoir le renforcement de la coopération entre l'UE et les pays partenaires dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, la contribution au développement des institutions d'enseignement supérieur et de formation, la participation au développement

²²⁹⁴ Communiqué de presse de la Commission européenne « Enseignement supérieur: l'UE et la Corée du Sud entament une nouvelle ère de coopération », IP/13/1061 du 11 novembre 2013

²²⁹⁵ Appel à propositions DGEAC/14/2008 relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec les pays industrialisés (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée, JOCE C86/34 du 5 avril 2008, http://ec.europa.eu/education/programmes/calls/callg_en.html

²²⁹⁶ http://ec.europa.eu/education/programmes/calls/1408/guide_en.pdf

personnel des participants et le renforcement des échanges de citoyens, ainsi que des objectifs opérationnels identiques puisque la coopération vise à soutenir la collaboration entre les institutions d'enseignement et de formation professionnelle par la promotion de programmes d'études communs et le renforcement de la mobilité, à améliorer la qualité de la mobilité des étudiants par la promotion de la transparence, la reconnaissance mutuelle des qualifications, des périodes d'études et de formation, à soutenir la collaboration entre les organisations publiques et privées dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation en encourageant la discussion et l'échange d'expérience sur les questions politiques et à soutenir la mobilité des professionnels. Publié le 2 avril 2008, ce premier appel à propositions multilatéral a permis à l'UE de soutenir financièrement des projets communs de mobilité visant à développer l'expérience professionnelle internationale par une mobilité à court terme²²⁹⁷, le développement du curriculum international et la promotion de la reconnaissance mutuelle des diplômes. Il prévoyait ainsi le subventionnement de huit à onze projets communs à savoir : quatre à cinq projets relatifs à la coopération UE - Australie, deux à trois projets relatifs à la coopération UE - Japon, un projet relatif à la coopération UE - Nouvelle Zélande et un à deux projet(s) relatif(s) à la coopération UE - Corée.

983. Les appels à propositions publiés entre 2009 et 2011 ont nuancé cependant l'approche multilatérale de la coopération consacrée par l'appel à proposition de 2008, en approfondissant la coopération avec certains Etats partenaires seulement, en fonction de l'état d'avancement des échanges entre l'UE et ce pays partenaire et de la disponibilité du budget dans le pays partenaire concerné pour financer les projets. L'appel à proposition 2009²²⁹⁸ ne concernait ainsi que l'Australie, le Japon et la Corée, et les appels 2010 et 2011 ne concernaient que l'Australie et la Corée²²⁹⁹. Les appels à propositions multilatéraux pour 2012²³⁰⁰ et 2013²³⁰¹

²²⁹⁷ Le projet de mobilité repose sur la constitution de consortiums composés chacun d'au moins 3 institutions d'enseignement supérieur de l'UE et d'au moins 2 institutions d'enseignement supérieur des pays partenaires. Il ne devra pas dépasser 36 mois et pourra débuter dès octobre 2008

²²⁹⁸ Appel à propositions 2009 EACEA/14/09 Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) - Coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, le Japon et la République de Corée (2009/C 136/09) – soutien à des projets conjoints de mobilité et sur le développement conjoint de programmes d'enseignement conjoints ou partagés et de programmes d'étude conjoints.

²²⁹⁹ Appel à propositions 2010 EACEA/14/10 Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (ICI) Coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie et entre l'Union européenne et la République de Corée - pour des projets conjoints de mobilité (JMP) et des projets de diplômes conjoints (JDP) (2010/C 138/08) ; Appel à proposition 2011 EACEA/38/11 JO C349 du 30 novembre 2011, p11-14 – programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'UE et l'Australie et entre l'UE et la République de Corée pour des projets conjoints de mobilité et des projets de diplômes conjoints

couvrent à nouveau l'ensemble des partenariats avec l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée. Alors que l'appel à proposition de 2008 concentrait le financement sur des projets conjoints de mobilité « non directement ou nécessairement liées à la délivrance d'un diplôme commun ou d'un diplôme mixte/double »²³⁰², les appels à propositions prévoient dès 2009 le financement, d'une part, de projets conjoints de mobilité des consortiums d'établissements de formation professionnelle post secondaire, composés au moins de deux établissements de deux Etats membres de l'UE et au moins deux établissements du pays partenaire, d'autre part, de projets de diplômes doubles ou conjoints des consortiums composés, au moins de deux établissements d'enseignement supérieur de deux Etats membres de l'UE et au moins deux établissements du pays partenaire. Dans ce cadre les projets prévoyant des formations en entreprises sont favorisés.

984. Si le renforcement de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche participe incontestablement à développement économique et social de l'UE et des pays partenaires, force est de constater qu'un seuil d'enrichissement semble requis dans le contexte mondialisé pour participer aux échanges mondiaux en matière éducative...

Paragraphe 2/ S'enrichir pour échanger : l'intensification de la coopération extérieure de l'UE en matière de libéralisation du service d'éducation

985. « Trop occupés à admirer les triomphes technologiques de notre génie, nous n'avons pas anticipé le danger à temps. Aujourd'hui le politique doit combler un retard colossal sur les forces irrépessibles d'une machine financière infernale abandonnée trop souvent sans garde fous à la vigueur exponentielle de sa propre dynamique »²³⁰³. Cette citation du Commissaire au développement et à l'aide humanitaire, Louis MICHEL visant à définir la mondialisation, expose la situation internationale actuelle, caractérisée par des mutations économiques

²³⁰⁰ Appel à proposition EACEA/44/12 – programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, l'Union européenne et le Japon, l'Union européenne et la Nouvelle Zélande et entre l'Union européenne et la République de Corée – appel à proposition 2012 pour des projets conjoints de mobilité (JMP) et des projets de diplômes conjoints (JDP), JO C385 du 14 décembre 2012 p11-13

²³⁰¹ Appel à propositions EACEA 24/13 - programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) - coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, l'Union européenne et le Japon, et entre l'Union européenne et la République de Corée - appel à propositions 2013 pour des projets conjoints de mobilité (JMP) et des projets de diplômes conjoints (JDP), JO C373 du 20 décembre 2013, p27-29

²³⁰² Appel à propositions DG EAC/14/2008 relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec les pays industrialisés (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée JOCE C86/34 du 05/04/2008

²³⁰³ Intervention de L. MICHEL, commissaire au développement et à l'aide humanitaire, au Bureau international du travail (OIT) « La dimension sociale de la mondialisation dans la politique de développement », Genève le 27 mars 2006, SPEECH/06/199

profondes nécessitant une réponse politique rapide et efficace des Etats afin d'adapter leurs systèmes à l'économie mondialisée. Dans ce contexte, le service éducatif n'échappe pas à l'exigence de compétitivité et de restructuration, inscrit depuis plusieurs années sur l'agenda de l'accord général sur le commerce des services (AGCS ou GATS)²³⁰⁴. Face à l'explosion de la demande mondiale de places en matière d'enseignement supérieur, augmentant selon les perspectives de 82 millions en 1995 à 159 millions en 2025²³⁰⁵, de nombreux Etats ont en effet fait part de leur volonté de libéraliser au moins en partie le commerce transnational en la matière. Les systèmes d'enseignement et de formation doivent, d'une part, faire face à une demande éducative plus exigeante, du fait de la mobilité accrue dans le village global et de besoins plus difficiles à satisfaire, notamment en matière de NTIC, d'autre part, garantir un enseignement et une formation adaptés au nouveau marché de l'emploi plus ouvert, imposant aux travailleurs d'être plus flexibles et d'acquérir des compétences nouvelles et constamment renouvelées. Les Etats sont ainsi amenés à réformer leurs systèmes d'enseignement et de formation afin qu'ils soient de meilleure qualité et plus attractifs pour les étudiants, enseignants et chercheurs étrangers, car en proposant une offre éducative plus performante, même au-delà de leurs frontières, les Etats assurent leur compétitivité sur le marché de l'éducation, à laquelle est liée leur croissance économique et leur développement social. Cette restructuration des systèmes d'enseignement conduit ainsi au développement des échanges et à la constitution de partenariats entre les établissements d'enseignement leur permettant de proposer une éducation transnationale de meilleure qualité, comme l'illustre la création de l'EEER. Ces derniers, s'imposant comme le seul moyen de gérer les défis de l'économie de la connaissance, ont ainsi contribué à l'émergence d'un espace de l'éducation sans frontières qu'il est nécessaire de réglementer. Le service d'éducation fait donc l'objet d'une libéralisation dans le cadre de l'OMC, au même titre que les autres services, conformément aux engagements GATS pris par les Membres de l'OMC.

986. Dans ce contexte, l'UE intensifie sa coopération internationale en matière éducative dans le cadre de sa politique commerciale commune²³⁰⁶, en prenant part activement aux négociations relatives à la libéralisation progressive des services, incluant tous les services même un service aussi sensible que celui de l'éducation (A). L'UE et les Etats membres de

²³⁰⁴ Voir WTO/GATS 1998 - General Agreement on Trade in Services (GATS)

²³⁰⁵ F. J. de VIJLDER « *Globalisation of higher education. What roles for nation states?* », article in European Journal for education law and policy 2001, p159, voir également OCDE (2011) « L'enseignement supérieur à l'horizon 2030 », vol.2 'Mondialisation – la recherche et l'innovation dans l'enseignement, isbn 978-92-64-07539-9

²³⁰⁶ Voir supra

l'UE, en tant que membres de l'OMC, se sont donc engagés à libéraliser progressivement les services par « une série de négociations successives »²³⁰⁷. Suite à l'Uruguay Round, qui constitue la première étape d'un processus visant à la réglementation multilatérale et à la libéralisation des échanges à long terme, une nouvelle série de négociations a donc été lancée en janvier 2000 entre les membres de l'OMC, afin de libéraliser progressivement les services. Le Conseil du commerce des services de l'OMC a, dès mars 2001, adopté les lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services²³⁰⁸ et intégré, depuis la conférence ministérielle de Doha de novembre 2001, les négociations sur les services dans 'l'engagement unique' du Programme de Doha pour le développement. Elles sont donc menées en vue de « promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en développement »²³⁰⁹. La promotion de la croissance économique de tous les partenaires commerciaux inclut de ce fait les PED ainsi que les PMA, ce qui signifie que l'UE contribue, en tant que membre de l'OMC, à l'intégration des PED dans l'économie mondialisée de la connaissance, afin qu'ils puissent atteindre le 'pallier d'enrichissement' suffisant à leur participation au marché de l'éducation, caractérisé par une recherche constante d'excellence des enseignements et de compétitivité en matière de NTIC (B).

A/La participation de l'UE aux négociations internationales de libéralisation progressive du service de l'éducation

987. L'éducation fait partie des nouvelles négociations relatives aux services²³¹⁰ fondées sur le principe qu'« aucun secteur de service ni mode de fourniture ne sera exclu a priori »²³¹¹. La libéralisation vise ainsi à réduire et éliminer à terme les obstacles au commerce du service d'éducation, incluant selon l'OMC « les services d'enseignement primaire, secondaire, postsecondaire et pour adultes, ainsi que la formation spécialisée comme le sport »²³¹². Cette libéralisation permet de promouvoir la croissance économique des Membres et s'effectue dans le respect de leur droit à « réglementer la fourniture de services et d'introduire de nouvelles

²³⁰⁷ Article XIX GATS

²³⁰⁸ « Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services » adoptées le 28 mars 2001 par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire OMC, S/L/93 du 29 mars 2001 (01-1548)

²³⁰⁹ Ibid.

²³¹⁰ Voir site consacré au service d'éducation de l'OMC

www.wto.org/french/tratop_serv_f/education_f/education_f.htm

²³¹¹ « Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services », op.cit.

²³¹² www.wto.org/french/tratop_serv_f/education_f/education_f.htm

réglementations à cet égard »²³¹³. Le GATS établit ainsi « un cadre de règles et de disciplines pour que les Membres réglementent leur secteur des services de façon à éviter que les restrictions et les distorsions des échanges qui pourraient s'ensuivre ne représentent une charge plus lourde que nécessaire »²³¹⁴. Il ne remet de ce fait pas en cause le droit des Membres de réglementer la fourniture de services mais vise à l'encadrer, notamment en distinguant quatre modes de fourniture de services : la fourniture transfrontière c'est-à-dire le flux de services entre Etats membres de l'OMC comme l'enseignement à distance, la consommation à l'étranger signifiant que l'étudiant assimilé au consommateur se déplace vers le service, la présence commerciale liée à l'établissement du fournisseur de service dans un autre Etat membre, notamment pour les établissements privés d'enseignement supérieur et la présence de personnes physiques c'est-à-dire qu'un individu entre sur le territoire d'un autre Etat membre pour y fournir un service tel que l'enseignant.

988. L'UE contribue dans ce contexte, d'une part, aux réformes structurelles et substantielles des systèmes d'enseignement et de formation européens afin de garantir leur attractivité mondiale dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne et participe, d'autre part, aux côtés des Etats membres de l'UE, aux négociations internationales engagées dans le cadre de l'OMC afin de libéraliser le service d'éducation et d'en réglementer la fourniture transfrontière. En retrait lors de la phase des propositions, l'UE s'est engagée progressivement dans la réalisation du processus de libéralisation des services d'éducation, relevant de la compétence partagée de l'UE avant le Traité de Lisbonne (1). Cet engagement relatif est d'autant plus surprenant que l'expérience de l'UE en la matière, et dans le cadre de l'élaboration de l'EEER, la prédispose, comme le reconnaissent les instances internationales, à impulser les réformes mondiales dans ce secteur (2).

1. Un engagement progressif de l'UE en matière de réglementation du service d'éducation libéralisé

989. Il convient ainsi d'analyser la position adoptée par l'UE et les Etats membres, quant à libéralisation du service d'éducation et à la réglementation du mode de fourniture, en étudiant leur engagement au cours des négociations, lors de la période des propositions marquant le début des négociations (a), dans la phase des offres (b) et dans le contexte actuel de 'sauvetage' du processus de Doha (c).

²³¹³ « Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services », op.cit.

²³¹⁴ Site de l'OMC – voir notamment questions – réponses « l'AGCS : objectifs, champ d'application et disciplines » http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/gatsqua_f.htm

a) L'absence regrettable de propositions de l'UE en matière la libéralisation du service d'éducation

990. Au début des négociations, les Membres de l'OMC ont présenté des propositions de réformes sur les différents services, notamment sur les services d'éducation, mettant en évidence leurs principaux domaines d'intérêts. Les propositions permettent ainsi de trouver un terrain d'entente sur les secteurs prioritaires des négociations. Il est regrettable et surprenant de constater cependant que la CE et les Etats membres n'ont pas fait parvenir au secrétariat du Conseil du commerce des services, une proposition relative à leur perception du service d'éducation. La libéralisation du service d'éducation a pourtant un impact incontestable sur la réalisation de la Stratégie de Lisbonne, qui a débuté en mars 2000, soit deux mois après le début de négociations sur les services. Il nous semble en effet que les travaux menés dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, notamment en matière d'élaboration d'un EEER de qualité, peuvent servir de référence mondiale pour les réformes à entreprendre, sachant de surcroît que la promotion mondiale du système d'enseignement européen est un objectif essentiel de cette Stratégie. L'absence de la CE de la phase des propositions est d'autant plus étonnante que de nombreux pays industrialisés avec lesquels elle coopère en matière d'enseignement supérieur et de recherche, ont saisi l'opportunité d'influer sur la suite des négociations, par la transmission d'une proposition relative à leur perception du service d'éducation et aux points sensibles de la réglementation.

991. Les pays industrialisés ont ainsi formulé des propositions transmises aux autres Membres de l'OMC, notamment à la CE et aux Etats membres de l'UE, qui ont permis d'impulser les négociations et affirmé leur engagement comme 'piliers' de la libéralisation du service d'éducation. La Nouvelle Zélande a dès le 26 juin 2000 communiqué sa proposition relative au service d'éducation, suivi par les Etats-Unis le 18 décembre 2000, l'Australie le 1^{er} octobre 2001, le Japon le 15 mars 2002 et la Suisse le 4 avril 2005²³¹⁵. Riches d'informations, ces propositions permettent d'appréhender le contenu des négociations menées en matière de libéralisation du service d'éducation et visent, d'une part, à identifier les obstacles à la fourniture transfrontière des services d'éducation, en précisant que leur réduction ou élimination doit s'effectuer dans le respect des politiques gouvernementales et progressivement par sous-secteur, d'autre part, à résoudre des problématiques communes récurrentes dans les propositions, telles que la coexistence des services public et privé d'éducation et la question de la qualité du service d'éducation fourni, qui nécessite la

²³¹⁵ Voir analyse synthétisant les propositions en annexe

détermination de critères fiables d'évaluation de la qualité. Si une proposition sectorielle de la CE en la matière aurait indéniablement pu contribuer à l'élaboration de fondations solides pour les négociations, il convient d'analyser les apports des propositions horizontales ou multisectorielles de la CE et des Etats membres.

992. Dans le cadre des propositions horizontales ou multisectorielles de la CE et des Etats membres de l'UE, il est intéressant de relever l'importance qu'ils attribuent à l'autonomie des Membres en matière de réglementation du service libéralisé d'éducation, comme l'illustre la proposition horizontale relative aux critères et modalités de traitement de la libéralisation entreprises de façon autonome par les Membres²³¹⁶. Il est surprenant de constater également l'absence de proposition horizontale relative à l'évaluation du commerce des services car le développement de la 'culture de l'évaluation' dans l'UE lui a permis d'acquérir une expérience enrichissante en la matière. Une proposition horizontale nous intéresse particulièrement concernant la libéralisation du service d'éducation, à savoir la proposition relative à « l'approche par groupe »²³¹⁷. Conformément au cycle de Doha prônant la libéralisation progressive de tous les services, l'UE promeut une libéralisation globale des secteurs fondée sur l'approche par groupe. Elle considère qu'« une approche cohérente des différents secteurs de services semblerait être une exigence logique dans tout effort de libéralisation ». Elle souhaite ainsi favoriser la détermination de 'groupes' de secteurs de services liés, en débutant par les groupes en matière d'environnement²³¹⁸, afin d'adopter une position identique par rapport à des secteurs présentant de grandes similitudes, pour garantir la cohérence de l'action mondiale. Dans cette perspective, « afin de créer les conditions qui permettent d'améliorer la cohérence des efforts de libéralisation déployés par les membres et de tirer parti du fait que l'AGSC permet des approches souples, les Communautés européennes et leurs Etats membres considèrent qu'il serait utile que les membres entament

²³¹⁶ Proposition de la CE et des Etats membres sur la libéralisation autonome du commerce des services – éléments de critères et modalités de traitement de la libéralisation entreprise de façon autonome par les Membres » Conseil du commerce des services – session extraordinaire – S/CSS/W/133 du 22 février 2002 OMC (02-0896)

²³¹⁷ Proposition de la CE et des Etats membres sur « l'approche par groupe » Conseil du commerce des services – session extraordinaire – S/CSS/W/3 du 22 mai 2000 OMC (00-2084)

²³¹⁸ L'éducation, la formation à la protection de l'environnement ou à l'exploitation et à l'entretien des installations environnementales (séances de formation à l'intention des employeurs et/ou des entrepreneurs en vue de l'exécution d'échantillonnage approprié) et l'assistance technique dans le domaine environnemental sont un sous secteur du secteur 'environnement'.

rapidement des discussions sur les « groupes » de secteurs de services liés » sachant que « ces groupes ont déjà fait l'objet de débats au sein de divers organes relevant de l'AGSC »²³¹⁹.

993. Cette approche par groupe est donc un procédé de négociation original, conforme aux réformes entreprises dans le cadre de la politique extérieure de l'UE basée sur la détermination de stratégies globales intersectorielles. Elle n'est cependant pas destinée à se substituer à l'approche sectorielle mais à la compléter car « l'utilisation de ces groupes pourrait, dans certains secteurs, aider les membres et leur fournir un nouvel instrument dans la négociation sectorielle traditionnelle fondée sur des demandes et des offres, qui restera probablement le principal pilier du cycle de négociation actuel »²³²⁰. L'utilisation de ces groupes vise donc à soutenir les membres afin qu'ils puissent « mieux distinguer les liens économiques en leur fournissant une 'liste' mettant en évidence les interactions économiques entre sous secteurs, ce qui contribuerait à améliorer l'efficacité et la cohérence des négociations sur les services »²³²¹. Si les groupes de secteurs vont incontestablement impulser les négociations, en permettant dans un premier temps de négocier rapidement par groupe de secteurs, pour les groupes ne présentant pas de difficultés majeures, et d'identifier les groupes de secteurs 'délicats' regroupant des domaines sensibles, tels que l'éducation, il nous semble que cette approche ne fait cependant que retarder la négociation sur le service d'éducation. Au contraire l'approche néo-zélandaise visant à débiter les négociations par sous-secteur dans le domaine éducatif permet de débiter rapidement les négociations en identifiant les sous-secteurs éducatifs moins sensibles, c'est-à-dire gérés principalement par le secteur privé. Malgré leur intérêt pour cerner les enjeux des négociations, il n'y a actuellement plus de proposition car les travaux sont passés à la phase des demandes et des offres.

b) Analyse de l'offre de l'UE en matière de libéralisation du service d'éducation

994. Lors de la phase de présentation d'offres bilatérales voir plurilatérales suivies de demandes par les membres de l'OMC²³²², la CE et les Etats membres de l'UE ont présenté une offre initiale en avril 2003, suivie en juin 2005 d'une offre révisée, par le biais desquelles ils libéralisent progressivement les services. Il convient d'analyser l'évolution de l'offre

²³¹⁹ Proposition de la CE et des Etats membres sur « l'approche par groupe » Conseil du commerce des services – session extraordinaire – S/CSS/W/3 du 22 mai 2000 OMC (00-2084)

²³²⁰ Ibid.

²³²¹ Ibid.

²³²² « Début des négociations plurilatérales sur les services » Déclaration de Hong Kong
www.wto.org/french/news_f/news06_f/serv_28feb06_f.htm

communautaire concernant le service d'éducation et son principal enjeu lié à la détermination de l'étendue du service d'éducation concerné par la libéralisation.

995. Conformément à la décision adoptée à la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha de novembre 2001, la délégation de la CE et les Etats membres ont présenté une offre initiale en avril 2003²³²³ dans le cadre des négociations en cours sur les services et du Programme de Doha pour le développement. Le paragraphe 5 de l'offre est consacré au service d'éducation, limité aux « services d'enseignement privé uniquement » dans lequel la CE et les Etats membres exposent leurs points de vue, notamment quant aux conditions de nationalité et aux conditions d'obtention de l'autorisation des autorités nationales compétentes liées à l'enseignement dans l'UE, à l'implantation et à la direction d'un établissement d'enseignement dans l'UE, que au niveau primaire, secondaire, supérieur ou concernant l'information des adultes. L'offre a été révisée²³²⁴ et envoyé au Secrétariat du Conseil du commerce des services le 2 juin 2005. Contrairement à l'offre initiale qui ne faisait référence qu'au « service d'enseignement privé uniquement », l'offre révisée a une approche plus large puisqu'elle concerne « uniquement les services financés par le secteur privé ». Elle est également plus étendue rationae materiae dans la mesure où le paragraphe 5 relatif aux services d'éducation analyse le secteur primaire, secondaire, supérieur, l'éducation des adultes mais également une catégorie indéterminée, intitulée « Autres services d'enseignement ». Cette nouvelle catégorie est particulièrement intéressante dans la mesure où elle peut rassembler les divers services d'éducation non formelle et informelle et permettrait notamment d'intégrer l'enseignement préscolaire dans les négociations, qui n'a pas été pris en compte dans la définition de l'OMC²³²⁵, mais nous paraît être le sous-secteur le plus approprié à la libéralisation puisqu'il est privatisé dans la plupart des pays.

996. Il est important de noter que si le GATS s'applique, en principe, à tous les secteurs de services, les dispositions de l'article 1(3) excluent les services fournis « dans l'exercice du pouvoir gouvernemental », c'est-à-dire les services qui ne sont pas fournis sur une base commerciale, ni en concurrence avec d'autres fournisseurs. De nombreux Etats écartent sur ce

²³²³ Offre initiale de la CE et des Etats membres du 10 juin 2003 (03-2077) OMC TN/S/O/EEC – Correction à l'Offre initiale du 2 décembre 2003, (03-6396) OMC TN/S/O/EEC/Corr.1

²³²⁴ Conseil du commerce et des services – session extraordinaire – communication 'des communautés' et de leurs Etats membres – offre conditionnelle révisée OMC TN/S/O/EEC/Rev.1 29 mai 2005 (05-2792) document disponible sur <http://doonline.wto.org>

²³²⁵ Le service d'éducation inclut les services d'enseignement primaire, secondaire, postsecondaire et pour les adultes ainsi que la formation spécialisée comme pour le sport OMC S/C/W/49 du 23 septembre 1998 (98/3651) http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/education_f.htm#top

fondement le service public d'éducation des négociations en limitant la libéralisation au service d'éducation fourni par le secteur privé. Dans ce contexte, nous avons pu observer la position évolutive de la CE et des Etats membres, ne souhaitant au stade de l'offre initiale ne libéraliser que 'les services d'enseignement privé', puis élargissant dans l'offre révisée les négociations aux 'services financés par le secteur privé' afin de prendre en considération les mutations actuelles des systèmes d'enseignement et de formation caractérisées par la multiplication des établissements d'enseignements privés, notamment en matière d'éducation informelle et non formelle, et l'ouverture croissante des établissements publics d'enseignement sur le monde extérieur. L'UE précise toutefois que l'offre révisée ne peut être interprétée comme proposant « la privatisation d'entreprises publiques ou comme empêchant les CE de réglementer les services publics pour atteindre les objectifs des politiques nationales »²³²⁶. Si l'UE est ainsi amenée à réglementer les services publics dans l'UE, la privatisation du service public de l'éducation est exclu, bien que la Stratégie de Lisbonne prévoie une ouverture croissante des établissements publics d'enseignement supérieurs aux entreprises notamment par le financement de certains enseignements ou stages, comme actuellement en matière de formation par alternance, ou en matière de recherche. L'offre révisée prévoit ainsi que le contrat de fourniture de services puisse porter notamment sur des « services de recherche-développement », par exemple en sciences naturelles, sciences sociales et sciences humaines, et des « services d'enseignement supérieur », c'est-à-dire plus précisément de 'services d'enseignement supérieur financés par le secteur privé'. Il est vrai que face à la demande croissante d'enseignement supérieur de qualité, les établissements d'enseignement supérieur, publics et privés, se sont multipliés, l'offre s'est ainsi diversifiée et la concurrence s'est imposée dans un domaine qui relève classiquement d'un service public tout sauf concurrentiel. La réforme entreprise dans le cadre du processus de Lisbonne visant à rendre les établissements d'enseignement et de formation européens plus attractifs au niveau mondial nécessite une ouverture accrue des établissements au monde extérieur notamment au monde de l'entreprise car le financement privé est en effet un moyen de surmonter les diminutions des budgets étatiques consacrés à l'éducation.

997. Dans ce contexte, la restructuration des systèmes d'enseignement ne doit donc pas consister à privatiser les établissements publics, qui doivent défendre leur rôle public traditionnel fondamental de transmission des valeurs culturelles et sociales, mais à en

²³²⁶ Voir « Remarques générales » in Conseil du commerce et des services – session extraordinaire – communication 'des communautés' et de leurs Etats membres – offre conditionnelle révisée OMC, op.cit.

réglementer l'activité privée car ils sont tout de même contraints d'adopter une position offensive pour rester compétitifs. Ainsi la réglementation prévue par l'offre révisée de l'UE concerne les activités des établissements privés d'enseignement ainsi que les activités privées, financées par le secteur privé, des établissements publics d'enseignement supérieur.

998. On peut se demander toutefois, si le service d'éducation public, fourni dans l'exercice du pouvoir gouvernemental peut dans le contexte actuel de l'économie de la connaissance être encore qualifié de service 'non fourni sur une base commerciale et n'entrant pas en concurrence avec d'autres fournisseurs'. Si les services d'éducation primaire et secondaire sont incontestablement des services publics fournis sur une base non commerciale et ne faisant pas particulièrement l'objet d'une concurrence d'autres fournisseurs, le service public d'enseignement supérieur, ainsi que celui de la formation professionnelle, notamment des adultes, auxquels nous serions tenté d'ajouter les quelques structures publiques d'enseignement préscolaire, font indéniablement l'objet d'une concurrence accrue d'autres fournisseurs, les établissements privés et les autres Etats. Ils sont de plus en plus fournis sur une base commerciale puisque l'exigence de compétitivité implique l'amélioration de la qualité par le financement de nouvelles structures et le développement des NTIC. L'OMC reconnaît en effet que l'Etat puisse d'une certaine manière être un fournisseur potentiel puisqu'il apporte son soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de formation dans l'exportation de leurs services éducatifs. Qu'en est-il alors des financements publics étatiques ? Doit-on considérer qu'ils faussent le commerce des services d'éducation ?

999. Les travaux de l'UNESCO permettent de répondre à cette interrogation, dans la mesure où ils définissent l'éducation, comme un 'bien public', définition communément admise dans la majorité des pays membres de l'OMC. De ce fait, les Etats en tant que garants de l'accès aux biens publics, ont l'obligation de garantir un accès équitable à ce service. S'ils ont en général ouvert le marché à la concurrence du secteur privé, leur participation, notamment par des subventions, ne peut de ce fait être considérée comme faussant le commerce puisqu'elles garantissent l'accessibilité au service. Afin d'assurer la qualité du service d'éducation, ils peuvent ainsi réglementer le secteur notamment quant à l'ouverture des établissements publics d'enseignement supérieur au monde de l'entreprise et à la reconnaissance des diplômes délivrés. On ne peut donc qualifier ces réglementations d'obstacles au commerce des services. Concernant l'aide publique fournie aux activités éducatives mises en œuvre par le secteur privé, il est important de préciser que les aides d'Etats à la formation, à la recherche et au

développement font l'objet d'un contrôle strict de l'UE²³²⁷. Les aides doivent ainsi être autorisées par la Commission et contribuer positivement au développement et non représentées une rentrée d'argent exceptionnelle pour des entreprises qui financent de manière habituelle cette activité de formation ou de recherche.

1000. On constate ainsi que l'offre révisée concernant la libéralisation du commerce des services d'éducation ne reflète pas les travaux menés dans le cadre de l'EEER. Sa présentation met davantage en avant la diversité de situations des Etats membres que leur similitudes, car si l'offre est valable pour tous les Etats membres uniquement concernant les services financés par le secteur privé, les modalités varient d'un Etat à l'autre concernant la condition de nationalité des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur et des enseignants, des fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par l'Etat et concernant le régime des bourses. Il s'avère que cet engagement à la carte est difficile à appréhender pour les tiers et ne projette donc pas le modèle européen de l'enseignement. Le silence de l'UE face à la demande de l'OMC faite aux membres de fournir des propositions de réformes ne nous semble pas conforme de surcroît à son engagement pris dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne.

c) L'engagement volontaire de l'UE dans la poursuite du processus de libéralisation des services d'éducation

1001. Le commerce des services est un axe stratégique de coopération pour l'UE « dans la mesure où le secteur des services compte pour environ trois quarts du produit intérieur brut (PIB) et des emplois de l'Union...[et que] le commerce transfrontalier de services constitue quelque 30 % du commerce de l'Union, tandis que les investissements directs

²³²⁷ En matière de recherche informatique et électronique, la France a par exemple été autorisée à soutenir financièrement le programme de recherche et de développement « Bernin 2010 » associant les groupes SOITEC (Silicon On Insulator Technologies SA, TRACIT Technologies SAS et le Laboratoire d'électronique et de Technologies de l'Information issu du Commissariat à l'énergie atomique (CEA-LETI). Le financement public s'élève à 14,3 millions dont 12,25 millions qui sont attribués au Groupe SOITEC. Si le programme s'inscrit dans le 7^{ème} programme cadre de recherche et de développement et que les effets positifs de l'aide l'emportent sur d'éventuels impacts négatifs à la concurrence, l'aide d'Etat peut être autorisée selon Mme Neelie Kroes, commissaire chargée de la concurrence si elles contribuent positivement au développement et si elles sont autorisées par la Commission - Communiqué de presse « Aide d'Etat : la Commission autorise une aide à la recherche – développement de 12,25 millions au groupe SOITEC » IP/07/1058 Bruxelles le 10 juillet 2007

Au contraire, la Commission a ouvert une enquête concernant l'aide à la formation de 12,5 millions d'euros octroyé à l'usine automobile Vauxhall faisant partie du Groupe General Motors par le gouvernement britannique car selon Mme Neelie Kroes, commissaire chargée de la concurrence « la Commission soutient les actions de formation destinées à améliorer les compétences de la main d'œuvre. Nous devons cependant veiller à ce que les crédits publics ne représentent pas simplement une rentrée exceptionnelle pour des entreprises qui auraient financé cette formation dans le cadre de leur activité habituelle » - Communiqué de presse « Aide d'Etat : la Commission ouvre une enquête approfondie sur une aide à la formation de 12,5 millions d'euros à Vauxhall Motors » IP/07/1057 Bruxelles le 10 juillet 2007

étrangers (IDE) dans les services (entrant dans le champ d'application du futur accord) représentent environ 70 % des flux et 60 % des stocks d'IDE de l'Union »²³²⁸. C'est pourquoi l'UE est fortement impliquée dans la poursuite du cycle de Doha²³²⁹, notamment en ce qui concerne les services d'éducation²³³⁰, dans la mesure où elle dispose, depuis le Traité de Lisbonne, d'une compétence exclusive en la matière. Son intervention dans la libéralisation des services d'éducation a vocation à être renforcée, même si, pour préserver les intérêts étatiques, le Conseil statue toujours à l'unanimité pour les accords susceptibles de perturber l'organisation des services d'éducation.

1002. En dehors du cadre de l'OMC, l'UE négocie sur le plan bilatéral avec ses partenaires clés en matière de libéralisation du commerce des services, notamment avec les pays voisins « en vue d'établir des zones de libre-échange renforcées et globales qui rapprochent progressivement tous ces pays du Marché unique »²³³¹. Elle participe également depuis avril 2014 avec 22 autres participants²³³² aux négociations d'un accord plurilatéral sur le commerce des services²³³³ et a formulé, dans ce cadre, une offre de libéralisation des services d'éducation, prenant en compte l'offre formulée dans le cadre de l'OMC et l'acquis communautaire. Afin de respecter « les sensibilités européennes en ce qui concerne les

²³²⁸ Communiqué de presse « La Commission européenne propose l'ouverture de négociations commerciales multilatérales sur les services », IP/13/118 du 15 février 2013 - la Commission a présenté un projet de directives de négociation au Conseil le 15 février 2013 et a reçu un mandat le 18 mars 2013 pour participer aux négociations ACS

²³²⁹ L'UE a participé à la conférence d'annonce d'intentions sur les services du 30 juillet 2008 démontrant sa volonté de participer à l'évaluation des progrès accomplis dans les négociations sur les services fondées sur les demandes et les offres -Conférence d'annonce d'intentions sur les services du 30 juillet 2008 JOB(08)95 – les participants sont « en faveur d'une amélioration sensible de l'accès aux marchés par l'élimination ou l'assouplissement des restrictions existantes, y compris celles qui concernent le traitement national », p4

²³³⁰ Rapport du Président au Comité des négociations commerciales Conseil du commerce des services 'négociations sur le commerce des services' 21 avril 2011 TN/S/36 – extrait de l'état des négociations en matière de services d'éducation privée : « Cinq membres satisfaisaient pleinement ou substantiellement à la demande. Quinze autres membres y satisfaisaient en partie, tandis de six membres ne satisfaisaient à aucun aspect de la demande »

²³³¹ Communication de la Commission 'Commerce, croissance et affaires mondiales -La politique commerciale au cœur de la stratégie Europe 2020' du 9 novembre 2010, COM(2010)612 final, SEC(2010)1268, SEC(2010)1269

²³³² Australie, Canada, Chili, Hong Kong (Chine), Colombie, Corée, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Suisse, Taipei chinois, Turquie et Union européenne. Parmi ceux-ci, l'UE n'a pas conclu d'accords de libre-échange sur les services avec le Taipei chinois, Israël, le Pakistan et la Turquie.

²³³³ Cet ACS (ou TISA), que l'UE souhaite conforme aux règles de l'OMC, a vocation selon les participants à être ouvert à la participation des 129 membres de l'OMC et idéalement à être intégré au cadre de l'OMC. Le déroulement de ces négociations hors du cadre de l'OMC a soulevé la polémique dans la mesure où les marchés émergents ne participent pas en l'état actuel aux négociations. La Chine et l'Uruguay ont demandé à prendre part aux négociations et l'UE soutient vivement leur participation. Le Parlement européen a insisté sur « la nécessité d'ancrer toutes les nouvelles initiatives dans le cadre de l'OMC » et « de veiller à ce que les négociations en vue de l'ACS aient lieu conformément aux règles de l'OMC sur la transparence et que tous les membres de l'OMC reçoivent, en temps utile, une information complète à leur sujet » - voir résolution du Parlement européen du 4 juillet 2013 sur l'ouverture de négociations relatives à un accord plurilatéral sur les services (2013/2583(RSP))

services publics et les services d'intérêt général (au sens des traités de l'UE)»²³³⁴, le service d'éducation financé par des fonds publics reste par principe exclu des négociations²³³⁵ dans la mesure où l'éducation publique est considérée au niveau de l'UE comme un « filet de sécurité essentiel pour les citoyens »²³³⁶, conformément aux valeurs et principes européens d'accès aux services sociaux et de protection des services d'intérêt général, tels qu'énumérés dans la Charte des droits fondamentaux et dans le protocole n°26²³³⁷. Le service d'éducation financé par des fonds privés sera libéralisé selon les modalités définies spécifiquement dans chaque Etat membre²³³⁸.

2. Les prédispositions de l'UE à mener les négociations en matière de libéralisation du service d'éducation

1003. Afin d'établir à long terme une réglementation commune dans le domaine éducatif, l'atelier sur la réglementation intérieure de l'OMC a constaté, en 2004, qu'il faut « élaborer des critères de qualité acceptables et fiables, qui tiennent compte des progrès réalisés dans le domaine de la compétence et s'inspire de l'expérience acquise en matière d'éducation au sein d'entités régionales et multilatérales d'intégration et de coopération, comme l'Union

²³³⁴ Résolution du Parlement européen du 4 juillet 2013 sur l'ouverture de négociations relatives à un accord plurilatéral sur les services, op.cit.

²³³⁵ Extrait de l'offre initiale de l'UE concernant l'ACS, novembre 2013 "The EU reserves the right to adopt or maintain any measure with regard to publicly-funded education services. All countries participating in the TiSA talks have excluded all "services provided in the exercise of governmental authority", which are services exclusively provided by government on a non-commercial basis (justice, police or the military). But the EU has gone even further in protecting public services."

²³³⁶ Ibid.

²³³⁷ Protocole n° 26 sur les services d'intérêt général « Les Hautes parties contractantes, souhaitant souligner l'importance des services d'intérêt général, sont convenues des dispositions interprétatives ci-après, qui sont annexées au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne: article premier - Les valeurs communes de l'Union concernant les services d'intérêt économique général au sens de l'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne comprennent notamment: le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services d'intérêt économique général d'une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs; la diversité des services d'intérêt économique général et les disparités qui peuvent exister au niveau des besoins et des préférences des utilisateurs en raison de situations géographiques, sociales ou culturelles différentes; un niveau élevé de qualité, de sécurité et quant au caractère abordable, l'égalité de traitement et la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs. - Article 2 - Les dispositions des traités ne portent en aucune manière atteinte à la compétence des États membres pour fournir, faire exécuter et organiser des services non économiques d'intérêt général. »

²³³⁸ Extrait de l'offre initiale de l'UE concernant l'ACS, novembre 2013-“Main services considered as public utilities at a national or local level may be subject to public monopolies or to exclusive rights granted to private operators. Exclusive rights on such services are often granted to private operators, for instance operators with concessions from public authorities, subject to specific service obligations. Given that public utilities often also exist at the sub-central level, detailed and exhaustive sector-specific listing is not practical". This means that the EU and its Member States have the right to maintain public monopolies and exclusive rights for public utilities in the EU at all levels of government, including the local level.”

européenne et le Mercosur entre autres »²³³⁹. Les travaux menés par l'UE dans le cadre du volet éducatif de la Stratégie de Lisbonne, notamment l'élaboration de l'EEER, sont ainsi internationalement reconnus comme une source potentielle d'informations, dans le cadre des négociations internationales menées au sein de l'OMC en vue de la libéralisation progressive des services. Il convient ainsi d'analyser l'apport de l'expérience de l'UE à la coopération internationale relative à la libéralisation du service d'éducation. Elle constitue en effet un 'laboratoire des réformes mondiales', d'une part, en matière d'élaboration de l'EEER (a), d'autre part, en matière de libéralisation des services (b).

a) La nécessité d'élaborer des critères de qualité acceptables et fiables

1004. Selon les travaux de l'Atelier de réglementation intérieure de l'OMC, l'élaboration d'une réglementation commune dans le domaine éducatif nécessite la détermination de « critères de qualité acceptables et fiables »²³⁴⁰. Concernant la fiabilité des critères, l'expérience de l'UE peut indéniablement contribuer à leur identification dans la mesure où ses travaux en matière d'évaluation de la qualité, dans le cadre du processus de Lisbonne, lui ont permis d'établir des indicateurs pouvant servir de modèles. L'élaboration du cadre européen d'assurance qualité et du cadre européen des certifications sont des instruments de coordination transposables au niveau mondial, puisque l'EEER est ouvert sur le monde. La mise en place d'un cadre cohérent d'indicateurs, permettant d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne, fournit également des informations essentielles pour appréhender la notion 'd'enseignement de qualité'. De plus, l'intensification des échanges mondiaux liée à la mise en place de l'EEER démontre la qualité du système européen d'enseignement fondé sur des règles communes²³⁴¹.

1005. Concernant l'acceptation des critères de qualité, il est incontestable que le renforcement de la coopération de l'UE avec les Etats tiers, en matière d'enseignement supérieur et de recherche, contribue à l'établissement d'instruments et concepts communs en matière de qualité. Cependant, afin qu'ils soient acceptables par tous les Etats membres de l'OMC, il est

²³³⁹ OMC Atelier sur la réglementation intérieure du 29-30 mars 2004, dans le cadre de la séance IV « Opinion des autorités chargées de la réglementation – Grandes lignes d'intervention » par Javier Pablo Hermo, chargé du dossier de l'internationalisation de l'éducation supérieure au Secrétariat des politiques universitaires relevant du Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie de la République argentine – voir partie I « Services d'éducation et services professionnels : quelle réglementation possible ? », OMC JOB(04)/22

²³⁴⁰ http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/

²³⁴¹ Voir directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants des pays tiers à des fins d'études, d'échanges, d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat (entrée en vigueur le 12 janvier 2005 et transposition par les Etats avant le 11 janvier 2007), JO L375 du 23 décembre 2004

nécessaire à notre sens qu'ils émanent d'une organisation internationale telle que l'UNESCO. Il est de ce fait indispensable de déterminer les critères de qualité de l'enseignement sur la base de ses travaux, en utilisant notamment les instruments de *soft law* élaborés dans le cadre de la coopération ENIC NARIC visant à protéger l'étudiant en lui garantissant un enseignement ou une formation conformes à certains standards de qualité. Pour être reconnu comme un service éducatif, le service fourni doit ainsi correspondre à « tout programme d'études, cycle ou partie d'un cycle d'études qui mène à une qualification, après avoir été achevé avec succès. Ceci inclut aussi des services tels que des modules préparatoires, d'introduction pour faciliter l'accès à un cursus d'étude, ou des modules de formation qui mènent à une amélioration de la qualification professionnelle »²³⁴² selon le code de bonnes pratiques. De plus il est intéressant de préciser que l'UNESCO a développé, en matière de 'protection du consommateur', c'est-à-dire de l'étudiant, des actions relatives aux échanges commerciaux dans l'enseignement supérieur, qui se « concentrent sur l'apport d'information et d'aptitudes afin d'habiliter les parties prenantes de l'enseignement supérieur à de meilleures prises de décision », à « protéger les étudiants de ressources d'apprentissage inadéquates, d'une garantie de qualité réduite » et à « former des décideurs au niveau gouvernemental et institutionnel avec l'information et les compétences nécessaires pour mieux naviguer dans le nouvel espace d'enseignement supérieur »²³⁴³. Dans ce contexte, l'UE pourra contribuer à la détermination des critères dans le cadre de sa coopération avec l'UNESCO. L'UE peut également faire bénéficier les autres Membres de l'OMC de son expérience en tant qu'entité régionale d'intégration et de coopération notamment en matière de libre circulation des services...

b) L'apport de l'expérience de l'UE en matière de libre circulation des services dans le marché intérieur

1006. L'établissement d'un marché intérieur reposant sur quatre libertés de circulation : libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, justifie l'importance octroyée aux travaux de l'UE. Elle a incontestablement développé une pratique en matière de libéralisation des services notamment en matière de services d'éducation du fait de la consécration, en 2006, d'une cinquième liberté, relative à la 'libre circulation de la connaissance'²³⁴⁴ dans l'UE. Selon l'article 56 TFUE (ex 49 TCE) relatif aux services, « les

²³⁴² Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational, op.cit.

²³⁴³ Site de l'UNESCO « L'enseignement supérieur dans la société mondialisée- document cadre de l'UNESCO », 2005

²³⁴⁴ Voir supra

restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des Etats membres établis dans un Etat membre autre que celui du destinataire de la prestation ». Il est intéressant de relever que l'UE prévoit une ouverture du marché des services aux ressortissants des pays tiers, conformément aux dispositions de l'article II de GATS consacrant le traitement NPF²³⁴⁵. Dans le cadre de l'ELSJ, la directive 2014/66 du 15 mai 2014 vise notamment à faciliter, conformément aux engagements du GATS, le détachement temporaire intragroupe pour les ressortissants de pays tiers²³⁴⁶.

1007. Le TFUE prend en effet en considération une libéralisation progressive des services à l'échelle internationale, en prévoyant, d'une part, dans l'article 56 alinéa 2 TFUE que « le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent étendre le bénéfice des dispositions du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un Etat tiers et établis à l'intérieur de l'Union », d'autre part, dans l'article 60 TFUE (ex 53 TCE)²³⁴⁷, que la libre circulation des services peut s'effectuer au-delà des prescriptions de l'UE par les Etats membres « si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent ». Cette ouverture du marché des services dans l'UE aux tiers est renforcée de surcroît par la définition large de la notion de service consacrée par l'article 57 TFUE (ex 50 TCE)²³⁴⁸ qui considère comme un service toute

²³⁴⁵ « Les membres doivent étendre sans délai et sans condition aux services et fournisseurs de services de tout autre Membre « un traitement non moins favorables que celui qu'il[s] accorde[nt] aux services similaires et fournisseurs de services similaires de tout autre pays »

²³⁴⁶ Paragraphe 13 de la directive 2014/66/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe, op.cit. - « Aux fins de la présente directive, les personnes faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe devraient comprendre les cadres, les experts et les employés stagiaires. Leur définition devrait s'appuyer sur des engagements spécifiques pris par l'Union dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services (AGCS) et d'accords commerciaux bilatéraux. Étant donné que ces engagements au titre de l'accord général sur le commerce des services ne portent pas sur les conditions d'entrée, de séjour et de travail, la présente directive devrait compléter ces engagements et en faciliter l'application. Cependant, le champ d'application des transferts temporaires intragroupe couverts par la présente directive devrait être plus large que celui qu'impliquent des engagements commerciaux: en effet, ces transferts temporaires n'interviennent pas nécessairement dans le secteur des services et peuvent avoir leur origine dans un pays tiers qui n'est pas partie à un accord commercial. » - L'UE a décidé d'encadrer, dans le cadre du l'ESJ, le phénomène croissant de mobilité des employés au sein d'un groupe d'entreprise, dont les entités sont présentes dans les Etats membres de l'UE et dans des Etats tiers à l'UE. Ce positionnement s'avère selon l'UE essentiel pour renforcer sa position « dans ses relations avec des partenaires internationaux » (paragraphe 6 directive), permettre « aux groupes d'entreprises multinationales de faire un meilleur usage de leurs ressources humaines » et « favoriser la transmission de compétences, de connaissances, de technologies et de savoir-faire » (paragraphe 7 directive).

²³⁴⁷ Article 60 TFUE « Les États membres s'efforcent de procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des directives arrêtées en application de l'article 59, paragraphe 1, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent. La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet. La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet. »

²³⁴⁸ Article 57 TFUE « Au sens du présent traité, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes. Les services comprennent notamment: a) des activités de caractère industriel ; b) des activités de caractère commercial ; c) des activités artisanales ; d) les

prestation fournie contre rémunération à la condition qu'elle n'entre pas dans la catégorie des marchandises, des capitaux ou des personnes. La définition repose de plus sur une liste non exhaustive, précisant que les services comprennent « notamment » des activités de caractère industriel, de caractère commercial, artisanales ou des professions libérales, ce qui permet de supposer que d'autres activités peuvent être comprises, bien que l'éducation reste un secteur sensible, comme le démontre la directive sur les services 2006/123/CE adoptée sur le fondement de l'article 52 paragraphe 1 TCE (actuel 59 TFUE)²³⁴⁹.

1008. La directive 2006/123/CE relative aux services dans le marché intérieur vise à « créer un marché intérieur des services en veillant à préserver un équilibre entre l'ouverture du marché et la sauvegarde des services publics, des droits sociaux et des droits des consommateurs »²³⁵⁰. Elle ne s'applique pas au service d'éducation financé essentiellement pas des fonds publics²³⁵¹ et ne s'applique que très restrictivement au service d'éducation financé essentiellement par des fonds privés, dans la mesure où elle ne concerne que les activités « ouvertes à la concurrence, de manière à ce qu'elles n'obligent pas les États membres à libéraliser les services d'intérêt économique général ou à privatiser des entités publiques proposant de tels services, ni à abolir les monopoles existants pour d'autres activités ou certains services de distribution »²³⁵². En tant que services d'intérêt économique général, les services d'éducation ne relèvent du champ d'application de la directive que s'ils sont fournis contre rémunération, sachant que la « participation aux frais de fonctionnement d'un système, par exemple les frais d'inscription ou de scolarité payés par les étudiants, ne constituent pas en eux-mêmes une rémunération dans la mesure où le service est toujours essentiellement financé par des fonds publics »²³⁵³. Il est important également de noter que « la présente directive ne traite pas du financement des services d'intérêt économique

activités des professions libérales. Sans préjudice des dispositions du chapitre relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans l'Etat membre où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que cet Etat impose à ses propres ressortissants. »

²³⁴⁹ Article 59 paragraphe 1 « Pour réaliser la libération d'un service déterminé, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue par voie de directives. »

²³⁵⁰ Paragraphe 4 de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, JO L 376 du 27 décembre 2006 (délai de transposition : 28 décembre 2009)

²³⁵¹ Sont exclus de la notion de service, selon la jurisprudence de la Cour, les cours dispensés par certains établissements qui faisaient partie d'un système d'enseignement public et qui étaient financés, entièrement ou principalement, par des fonds publics CJCE 27 septembre 1988, affaire Humbel, aff. 263/86, paragraphes 17-18, Rec. p 5365

²³⁵² Paragraphe 8 de la directive 2006/123, op.cit.

²³⁵³ Paragraphe 34 de la directive 2006/123, op.cit.

général »²³⁵⁴ évitant ainsi la polémique relative aux subventions qui pourraient être allouées à l'enseignement privé. Cette directive est difficilement transposée dans les Etats membres de l'UE et la Commission européenne souhaite en maximiser l'impact économique, d'une part, en soutenant les Etats dans son application par des évaluations par Etat, d'autre part, en adoptant une 'tolérance zéro' quant à sa mise en œuvre²³⁵⁵.

1009. Il est intéressant de constater que les supports éducatifs ont une nature hybride entre 'service' et 'marchandise'. Dans ce contexte, la libéralisation des produits éducatifs n'a pas posé de difficultés, comme le démontre l'accord de Florence, qui s'est révélé selon le Conseil de l'UE « comme un instrument efficace pour abaisser les barrières douanières et réduire les autres restrictions économiques qui font obstacle à l'échange des idées et des connaissances »²³⁵⁶. Cet accord élaboré à l'initiative de l'UNESCO afin de favoriser l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, promeut ainsi la libre circulation des supports éducatifs, tels que les livres, en prévoyant entre autres la non application de droits de douane à l'importation de ces produits. Face au développement des NTIC le Conseil a également pris des résolutions telles que la résolution du Conseil du 6 mai 1996 relative aux logiciels éducatifs et multimédias dans les domaines de l'éducation et de la formation qui permet à la Commission de prendre « en compte toutes les possibilités offertes par l'utilisation des logiciels et services multimédias même dans la coopération internationale...considérant les potentialités de l'usage du multimédia éducatif pour les pays tiers dans l'intérêt de la coopération internationale et en particulier les pays d'Europe centrale et orientale, les pays méditerranéens et les pays en développement »²³⁵⁷. La libéralisation des services d'éducation ne peut ainsi être dissociée de la question de la maîtrise des NTIC, et l'enseignement à distance soulève à notre sens quelques difficultés.

1010. Le développement accru du matériel pédagogique a soulevé des ambiguïtés quant à la qualification des activités éducatives qui y sont liées. La Cour a cependant considéré qu'elles ne pouvaient être assimilées à une marchandise traditionnelle comme l'illustre l'affaire de la CJCE du 16 mai 1989 relative à l'interdiction de démarchage visant à la souscription d'un

²³⁵⁴ Paragraphe 17 de la directive 2006/123, op.cit.

²³⁵⁵ Communication de la Commission sur la mise en œuvre de la directive 'services' - 'un partenariat pour une nouvelle croissance dans les services 2012-2015', COM(2012)261 du 8 juin 2012

²³⁵⁶ Décision CE/79/505/CEE du 8 mai 1979 concernant la conclusion du protocole d'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, JO L 134 du 31 mai 1979 p13 ; protocole à l'accord pour l'importation d'objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel, JO L134 du 31 mai 1979 p14-22

²³⁵⁷ Résolution du Conseil du 6 mai 1996 relative aux logiciels éducatifs et multimédias dans les domaines de l'éducation et de la formation JO C195 du 6 juillet 1996, p8-11

contrat d'enseignement ou l'achat de matériel pédagogique²³⁵⁸. L'essor de l'enseignement à distance et la création des universités virtuelles soulèvent également des interrogations dans la mesure où ils n'impliquent pas de mouvement de personnes. Par exemple, l'université virtuelle de Phoenix aux Etats-Unis, propriété d'une société, diffuse, dans une perspective d'expansion internationale, des cours à distance et développe de véritables campus dans le monde comme à Rotterdam où les étudiants peuvent préparer un MBA avec diplôme américain. Selon l'expression de l'un de ses dirigeants « We want to be a global university, a global education company »²³⁵⁹. On peut également mentionner la création de la première cyber-université franco-indienne inaugurée le 16 janvier 2004 simultanément à Toulouse et à Bangalore²³⁶⁰. Sachant que l'enseignement à distance est explicitement consacré par l'OMC comme un service classé dans le mode de fourniture 'flux de services', il est fort probable que cette même approche soit adoptée au sein de l'UE dans la mesure où l'enseignement à distance peut correspondre à la définition du service consacré par l'article 57 TFUE (ex 50 TCE).

1011. L'UE a un rôle indéniable à jouer dans le cadre des négociations internationales sur la libéralisation des services. Elle doit, d'une part, gérer l'impact de la libéralisation du service d'éducation sur l'économie des Etats membres de l'UE en réglementant l'ouverture du 'marché' et les modes de fourniture²³⁶¹. L'UE a, dans cette perspective, développé une

²³⁵⁸ Arrêt CJCE du 16 mai 1989, affaire R. BUET et SARL Educational Business Services (EBS) contre Ministère public, Aff. 382/87, Rec. 1989 p1235 – l'interdiction de démarchage concernant la vente de matériel pédagogique, édictée par une législation nationale relative à la protection des consommateurs, n'est pas incompatible avec l'article 30 du traité - « 13. Il y a lieu de relever toutefois que le risque d'achat irréfléchi est particulièrement prononcé lorsque le démarchage vise la souscription d'un contrat d'enseignement ou la vente de matériel pédagogique. En effet, l'utilisateur potentiel appartient souvent à une catégorie de personnes qui, pour l'une ou l'autre raison, ont un retard dans leur formation et qui cherchent à le rattraper. Cela les rend particulièrement vulnérables, lorsqu'ils se trouvent en face de vendeurs d'un matériel pédagogique qui tentent de les persuader que l'utilisation de ce matériel leur assurera un avenir professionnel. Par ailleurs, ainsi qu'il résulte du dossier, c'est à la suite de nombreuses plaintes suscitées par des abus, tels que la vente de cours périmés, que le législateur a édicté l'interdiction de démarchage en cause. 14 Il y a lieu de souligner enfin que, l'enseignement n'étant pas un produit de consommation courante, l'achat irréfléchi risque de provoquer chez l'acquéreur des effets préjudiciables autres et plus durables qu'une simple perte financière. Ainsi, indépendamment de toute appréciation sur la qualité du matériel qui est en cause en l'espèce, il faut reconnaître que l'acquisition d'un matériel inadapté ou de mauvaise qualité peut compromettre la possibilité pour le consommateur d'acquérir une nouvelle formation et, par conséquent, de renforcer sa position sur le marché du travail. »

²³⁵⁹ « L'innovation dans l'UE vue par les Etats-Unis »

http://cordis.lu/cordis-gi/srchidadb?ACTION=D...:15997&CALLER=FR_CORDI

²³⁶⁰ « Un premier module « e-maths » d'enseignement de mathématiques appliquées de niveau BAC+5 commun à l'université Paul- SABATIER de Toulouse et aux établissements universitaires de Bangalore vient d'être achevé. De nouveaux modules vont être ouverts dans les secteurs de l'aéronautique et de l'espace, des biotechnologies ou des technologies de l'information. La plupart des cours sont donnés par visioconférence.

²³⁶¹ Selon l'OMC il faut distinguer quatre modes de fourniture de services : la fourniture transfrontière c'est-à-dire le flux de services entre Etats membres de l'OMC comme l'enseignement à distance, la consommation à l'étranger signifiant que l'étudiant assimilé au consommateur se déplace vers le service, la présence commerciale liée à l'établissement du fournisseur de service dans un autre Etat membre, notamment pour les établissements

expérience incontestable en matière de fourniture transfrontière de service selon les quatre modes distingués par l'OMC. L'élaboration de l'EEER et son ouverture visent en effet à intensifier la fourniture transfrontière en intensifiant le 'flux de services' entre les Etats participants, notamment par la mise en place de diplôme communs, c'est-à-dire de service transfrontière. Il vise également à favoriser la 'consommation à l'étranger' et 'la présence de personnes physiques' en attirant les étudiants et enseignants étrangers en Europe. Il participe aussi dans le cadre d'Erasmus Mundus à développer la 'présence commerciale des établissements d'enseignement supérieur européens à l'étranger'. L'UE doit, d'autre part, prendre en considération sa responsabilité dans l'éducation de demain en promouvant dans le cadre des négociations les principes d'équité et d'éthique. Si on ne peut nier l'émergence d'un marché de l'éducation ou au moins la pénétration des marchés dans le secteur éducatif²³⁶², le service d'éducation reste un secteur particulier auquel on ne peut appliquer strictement les règles du marché comme le démontre le professeur ZOONTJENS²³⁶³ dans son analyse et comme l'illustre par exemple l'affaire de la CJCE du 16 mai 1989 précisant que « l'enseignement n'étant pas un produit de consommation courante, l'achat irréfléchi risque de provoquer chez l'acquéreur des effets préjudiciables autres et plus durables qu'une simple perte financière »²³⁶⁴. En effet, l'éducation n'est pas une branche de l'économie, elle a un rôle culturel, social, économique, civique et éthique. L'université n'est donc pas, par nature, une

privés d'enseignement supérieur, et la présence de personnes physiques c'est-à-dire qu'un individu entre sur le territoire d'un autre Etat membre pour y fournir un service tel que l'enseignant.

²³⁶²Il est incontestable que la présence 'quasi physique' des entreprises dans les écoles sous forme de publicité s'accroît de plus en plus. En effet, dès le plus jeune âge les enfants deviennent avant tout des clients potentiels et les établissements scolaires des lieux de marketing. Aux Etats-Unis les entreprises sponsorisent le matériel scolaire parsemé de marques et de logos, et plus inquiétant distribuent par exemple « un cahier qui enseigne l'arithmétique aux enfants en leur faisant compter des bonbons de la marque TOOTSIE, un cours de commerce apprenant aux élèves la valeur du travail en prenant pour exemple la gestion de MacDonald, des contrats de plusieurs millions de dollars transforment même certains établissements scolaires en points de vente de Coca et Pepsi » in article « Elèves à vendre » www.courrierinternational.com/numeros/464/4640381.asp?TYPE=archives

²³⁶³ Professeur P. J.J. ZOONTJENS « Higher education in European space : companies in a state context » in *European Journal for education law and policy*, p165 - Pour avoir une idée de ce que représente le marché européen de l'enseignement supérieur il faut imaginer un marché libre de l'enseignement. Les institutions d'enseignement seraient comparables à des entreprises, en libre concurrence les unes avec les autres, et la nature et qualité de leurs activités s'adaptent rapidement afin de correspondre à la demande. De plus les étudiants payeraient pour leur éducation. Selon les règles communautaires de droit de la concurrence, articles 87 à 89 du TCE, les aides d'Etats concédées à ces établissements ou aux étudiants nationaux seraient alors prohibées si elles sont susceptibles d'influencer l'évolution du marché. De même les accords, comme les ententes, seraient interdits entre les établissements d'enseignement supérieur, les associations universitaires ne pourraient être à l'origine de pratiques concertées susceptibles d'affecter le commerce entre les Etats membres et de perturber la concurrence sur le marché européen de l'éducation, selon les dispositions de l'article 81 TCE. Enfin, sur un marché libre, les universités sont libres de sélectionner les étudiants à l'entrée, de rassembler des fonds de différentes sources, de s'attacher des sponsors afin de mener à bien sa mission. Cette mise en perspective montre qu'il est contre-nature d'appliquer à l'éducation les principes de la philosophie du marché, c'est-à-dire le libre choix et la concurrence.

²³⁶⁴ Paragraphe 14 de l'arrêt CJCE du 16 mai 1989, affaire R. BUET et SARL Educational Business Services (EBS) contre Ministère public, op.cit.

institution mercantile et a également pour fonction de soutenir des activités économiquement non rentables, par respect d'universalisme des connaissances. De plus, il nous paraît évident que les autorités publiques aient toujours un contrôle dans ce domaine notamment face à la multiplication des services privés d'enseignement proposés par de grands groupes industriels créant leur propre université d'entreprise afin de réduire leur dépendance face au système traditionnel d'enseignement supérieur²³⁶⁵.

L'UE doit, de surcroît, s'assurer que l'ouverture du service d'éducation s'inscrive réellement dans le cadre du Programme de Doha en intégrant les PED dans les négociations et en consolidant son soutien aux initiatives visant à sensibiliser les PED à la libéralisation des services, telles que celle de l'Union Africaine relative au lancement d'une série d'études sur les services jugés prioritaires, dont les services éducatifs font partie²³⁶⁶.

B/ La participation de l'UE à l'engagement unique de Doha : inscrire la libéralisation du service d'éducation dans l'aide au développement

Si l'UE doit garantir aux Etats membres un niveau d'enrichissement suffisant pour assurer leur participation à l'échange sur le marché éducatif, elle a également vocation²³⁶⁷ dans le cadre de sa coopération au développement à contribuer à la croissance économique des pays défavorisés, notamment les 'pays sous perfusion'²³⁶⁸ de l'APD afin de leur permettre de participer à la mondialisation des échanges, qui exige incontestablement un certain seuil de richesses. Il est donc nécessaire de s'enrichir pour échanger car la coopération repose sur un seuil de compétitivité minimum, lié au développement accru des NTIC qui permettent d'accroître la productivité, l'innovation, la modernisation des services publics et le progrès scientifique et technologique. Cependant force est de constater que la 'fracture numérique'²³⁶⁹, symbolisant le fossé entre les populations ayant accès aux nouvelles

²³⁶⁵ A.RENAUD COULON « Université d'entreprise : vers une mondialisation de l'intelligence », éd. village mondial/Pearson education France, Paris, 2002, Isbn 2-84211-189-3, (208p)

²³⁶⁶ L'initiative de l'Union africaine (UA), lancée fin 2013 vise à « dynamiser le commerce intra-africain ». L'UE soutient dans ce cadre la Commission de l'UE en finançant l'une des études dans le cadre du mécanisme d'appui à la Stratégie commune Afrique-UE (JAES-SM) - www.africa-eu-partnership.org/fr/newsroom/all-news/lunion-africaine-booste-le-commerce-des-services

²³⁶⁷ Voir notamment « le consensus européen » – l'UE peut apporter un 'avantage comparatif en matière de commerce et d'intégration régionale - paragraphe 72 « La Communauté aidera les pays en développement dans le domaine du commerce et de l'intégration régionale en encourageant une croissance équitable et écologiquement viable, une intégration en douceur et progressive dans l'économie mondiale, et en établissant un lien entre les stratégies commerciales et les stratégies de réduction de la pauvreté ou équivalentes », paragraphe 36 « L'UE soutient résolument un achèvement rapide du Cycle de Doha pour le développement qui soit ambitieux et favorable aux pauvres »

²³⁶⁸ Voir expression dans l'article de JP. TUQUOI « la réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015 hors d'atteinte selon la CNUCED », Journal Le Monde du vendredi 18 juillet 2008, p5

²³⁶⁹ A-S.CROUZET « La réduction de la fracture numérique : un défi d'aujourd'hui » www.fenetreurope.com

technologies et celles qui n'y ont pas accès, se creuse entre les pays industrialisés, engagés dans une course à la compétitivité, comme l'illustre la Stratégie de Lisbonne visant à 'devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive'. Les PED sont, dans ce contexte, confrontés à des réformes encore plus profondes de leurs systèmes éducatifs, desquelles dépend la réduction de la pauvreté. Le Programme de Doha vise ainsi à concilier les intérêts économiques et les objectifs de développement en garantissant que la libéralisation des services profite à tous les partenaires commerciaux. L'UE a dès lors intensifié sa coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, notamment avec les PED, afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques et le transfert de savoir-faire, en différenciant « les accords en fonction des pays, et, si nécessaire, en fonction des régions »²³⁷⁰, afin de répondre, d'une part, aux attentes particulières d'une population donnée et de contribuer, d'autre part, à l'intégration régionale dans le secteur éducatif. Elle contribue activement au renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherches des PED, comme l'illustre par exemple le programme EDULINK²³⁷¹. Dans un contexte mondialisé, caractérisé par un 'néo régionalisme' croissant dans le domaine de l'enseignement supérieur (1), il convient d'analyser la contribution de l'UE à la réalisation du Programme de Doha en étudiant son soutien à l'intégration régionale dans le domaine de l'enseignement supérieur, et sa contribution financière au développement des établissements d'enseignement des PED, dans le cadre de sa coopération avec l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes (2).

1. Le 'néo régionalisme' éducatif face à la libéralisation du service d'éducation

1012. Face aux mutations du monde globalisé, les Etats se regroupent afin de faire face aux nouveaux enjeux de l'économie mondiale. Ce phénomène qui se traduit généralement par un processus d'intégration régionale, a été défini par le Groupe Jean Monnet sur la Gouvernance dans l'UE de « néo régionalisme »²³⁷². Il se traduit, en effet, par de nouvelles formes de régionalisme, comme par exemple la constitution d'ensembles régionaux d'enseignement supérieur. L'UE contribue dans le cadre de sa coopération au tissage de ces liens régionaux qu'elle considère favorables à la croissance. Son soutien à l'intégration régionale dans le

²³⁷⁰ Paragraphe 15 de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, op.cit.

²³⁷¹ Mis en œuvre par le Secrétariat ACP et financé par l'UE, EDULINK renforce les capacités financières, institutionnelles, académiques et de recherche des établissements d'enseignement supérieur des pays ACP, et « représente une approche harmonisée pour la mise en œuvre des programmes financés par la Commission européenne en vue de soutenir les Etats ACP dans leurs efforts pour atteindre le second OMD en matière d'éducation et les objectifs de Dakar EPT ». Il promeut le développement de réseaux entre les établissements d'enseignement supérieur des régions ACP et ceux de l'UE. <http://www.acp-edulink.eu/FR/aboutFR.html>

²³⁷² M. TELO « l'UE et le néorégionalisme pour une meilleure gouvernance globale » (5p) <http://europa.eu.int/comm/dg10/university/gov/telo2.htm>

domaine de l'enseignement supérieur participe également à la promotion de l'EEER, conformément à ses engagements pris dans le cadre du processus de Bologne, visant à établir depuis 2007 une stratégie de sensibilisation des autres continents. La réforme de l'enseignement supérieur doit en effet se placer dans un contexte international afin de permettre la modernisation des programmes, la création de campus virtuels, et la réforme des méthodes de gestion²³⁷³. Le 'néo régionalisme' en matière d'enseignement supérieur, qui se traduit par la mise en place d'espaces régionaux d'enseignement supérieur, est incontestablement une question d'envergure mondiale, concernant d'autant plus les PED que les « barrières qui entravent le commerce sont souvent plus hautes entre pays en développement »²³⁷⁴. Chaque partie du Monde est en effet préoccupée par la réforme de son système d'enseignement supérieur, que ce soit pour impulser le développement durable et résoudre de grands problèmes sociaux ou pour réduire la fracture numérique en encourageant le développement des NTIC.

1013. Il est intéressant de constater que d'autres déclarations régionales, similaires à la Déclaration de Bologne, ont été adoptées au cours de la même période, telles que la Déclaration de Dakar, complétée par le plan d'action sur l'enseignement supérieur en Afrique²³⁷⁵, la Déclaration de Beyrouth²³⁷⁶ concernant la région arabe, la Déclaration de Tokyo concernant la région Asie Pacifique, la Déclaration de Tokyo concernant l'enseignement supérieur dans la région²³⁷⁷, ou la Déclaration de la Havane adoptée lors de la

²³⁷³ « Bologne sous le signe de la mondialisation : le commissaire Figel place la réforme de l'enseignement supérieur dans un contexte international », IP/07/656 du 10 mai 2007

²³⁷⁴ Paragraphe 74 du « consensus européen », op.cit.

²³⁷⁵ Plan d'action des 1^{er} - 4 avril 1997 consultation régionale de la région Afrique préparatoire à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, UNESCO, ED-98/CONF.202/CLD-25 – le plan d'action relève que des avancées significatives ont été réalisées « particulièrement des progrès dans la mise place de structures démocratiques, l'accès à l'enseignement supérieur, la formation des cadres pour la fonction publique et le secteur privé, le développement d'études africaines, la redécouverte et la valorisation du patrimoine historique et culturel du continent africain ». L'objectif est de renforcer l'enseignement supérieur dans la région afin qu'il participe « à la résolution des grands problèmes de la société africaine mis en évidence par le diagnostic posé » et permette « de développer une culture de paix et une action en faveur du développement durable axé sur la réduction de la faim et la protection de l'environnement ». La déclaration reconnaît le rôle actif des institutions d'enseignement supérieur dans la réalisation de cet objectif commun à l'ensemble de la région et considère qu'elles doivent définir en commun leurs missions prioritaires, qui devront se traduire en résultats observables.

²³⁷⁶ Conférence régionale sur l'enseignement supérieur dans la région arabe, Beyrouth, 2-5 mars 1998, UNESCO.ED-98/CONF.202/CLD.28 – La déclaration précise que « l'enseignement supérieur est essentiel à tout pays pour parvenir au développement durable et général ». Les missions de l'enseignement supérieur doivent viser des objectifs bien définis et favoriser l'attachement des citoyens « à des principes nationaux et universels, capables de faire face aux défis du siècle et de l'apprentissage permanent », notamment en formant des spécialistes qualifiés.

²³⁷⁷ Conférence régionale sur l'enseignement supérieur : stratégies nationales et coopération régionale pour le XXI^{ème} siècle, Tokyo le 8-10 juillet 1997, UNESCO, ED-98/CONF.202/CLD.26 – La déclaration insiste sur l'importance du rôle de l'enseignement supérieur dans le développement technologique et souligne que « sans l'enseignement supérieur, aucun pays ne peut atteindre le degré de développement économique et de mobilité

Conférence régionale sur les politiques et les stratégies de réformes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes²³⁷⁸. Consciente que chaque région du Monde a entamé son propre processus d'intégration régionale dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'UE soutient la mise en place de ces espaces régionaux d'enseignement.

2. La stratégie de sensibilisation de l'UE à la mise en place d'espaces régionaux d'enseignement supérieur

1014. Deux initiatives de l'UE sont particulièrement révélatrices de la stratégie de sensibilisation à l'établissement d'espaces régionaux similaires à l'EEER, à savoir le soutien de l'UE au programme de mobilité intra ACP favorisant l'intégration régionale de l'enseignement supérieur dans les pays ACP (a) et la participation de l'UE à l'élaboration d'un espace d'enseignement supérieur commun entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes (EULAC) (b). Ces espaces régionaux sont des instruments essentiels de la coopération au développement de l'UE, dans la mesure où ils contribuent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur dans les PED, objectif poursuivis par l'UE dans le cadre de

sociale nécessaire pour élever le niveau de vie et arriver, aux plans interne et international, à l'harmonie et à la paix fondées sur la démocratie, la tolérance et le respect mutuel ». Concrètement l'enseignement supérieur doit, selon la déclaration, « fournir des connaissances spécialisées pour contribuer au développement économique et social et à la recherche scientifique et technologique » et également « fournir des éclairages critiques et objectifs pour aider à la discussion des options stratégiques et contribuer au renouveau humaniste ». Comme dans la déclaration de Dakar, « chaque institution d'enseignement supérieur doit définir sa mission en harmonie avec les objectifs d'ensemble du secteur lui-même, l'exprimer sous forme d'indicateurs observables et allouer les ressources voulues. La culture de l'évaluation devrait donc être introduite ou renforcée dans toutes les institutions ». Les objectifs essentiels sont « d'éduquer des citoyens responsables et engagés, de fournir à l'industrie, au gouvernement et aux professions les spécialistes hautement qualifiés dont ils ont besoin ». La déclaration évoque également un aspect important, à savoir que l'enseignement supérieur ne doit pas s'adapter simplement au marché du travail mais doit l'influencer et le façonner.

²³⁷⁸ Conférence régionale sur les politiques et les stratégies de réformes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, déclaration de La Havane 18-22 novembre 1996, UNESCO, ED-97/W5/25- « l'enseignement supérieur doit en priorité, envisager sa propre transformation, processus qui exige la participation de la société tout entière, outre celle du secteur éducatif ». La Conférence insiste ainsi sur le fait que l'enseignement supérieur doit être réformé afin de pouvoir impulsé d'autres réformes. La Déclaration précise également que pour les pays en voie de développement l'adaptation de l'enseignement supérieur au contexte mondial est capitale car « sans institutions convenables d'enseignement supérieur et de recherche, les pays en voie de développement ne peuvent espérer s'approprier et appliquer les découvertes les plus récentes et encore moins apporter leurs propres contributions au développement et à la réduction du fossé qui les sépare des pays industrialisés ». La Conférence souligne, enfin, l'importance décisive de l'enseignement supérieur « à l'égard du progrès social, de la production, de la croissance économique, de l'affirmation de l'identité culturelle, du maintien de la cohésion sociale, de la lutte contre la pauvreté et de la promotion d'une culture de la paix ». Pour répondre aux besoins de la société, l'enseignement supérieur doit donc « renforcer sa propre capacité d'analyse critique, d'anticipation et de vision prospective, afin d'élaborer des propositions de développement alternatives » et « s'attaquer, en visant le long terme, aux nouvelles problématiques engendrées par une réalité en mutation rapide et permanente ». Il faut pour cela « former des diplômés qui, ayant appris à apprendre et à entreprendre, soient en mesure de créer leurs propres emplois, voire leur propre unité de production ». Ainsi ce n'est pas la transmission de connaissances qui doit primer mais la production de connaissances.

programmes régionaux d'aide au développement et de documents stratégiques de coopération élaborés par pays (c).

a) Favoriser l'intégration régionale de l'enseignement supérieur dans les pays ACP par la mise en place du programme de mobilité intra ACP

1015. Le programme de mobilité intra ACP vise à « promouvoir le développement durable et la lutte contre la pauvreté en augmentant la disponibilité d'une main d'œuvre professionnelle de haut niveau et qualifiée dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique »²³⁷⁹. Il repose, d'une part, sur l'engagement adopté par l'UE et le groupe des pays ACP, dans le cadre de l'accord de Cotonou, de promouvoir l'accès à l'éducation et à la formation des étudiants des États ACP, d'autre part, sur l'adoption le 12 décembre 2005 d'un nouveau partenariat stratégique consolidé entre l'Afrique et l'UE²³⁸⁰ marquant le commencement d'un nouveau type de partenariat euro-africain²³⁸¹, dans le cadre duquel il est nécessaire, selon le Conseil de l'UE, de « promouvoir la mise en place de réseaux euro africains d'universités et de centres d'excellence, notamment en aidant l'UA à établir un nouveau programme d'échanges d'étudiants en Afrique – le programme Nyerere »²³⁸². Dans cet objectif, la Commission a encouragé, dès 2006, les échanges d'étudiants entre les universités africaines et le développement de pôles d'excellence sur l'ensemble du continent, tel que l'Institut international de l'eau et de l'environnement d'Ouagadougou²³⁸³. Par la Déclaration conjointe d'Addis-Abeba du 2 octobre 2006, la Commission européenne et la Commission de l'UA sont

²³⁷⁹ Appel à proposition EACEA/35/10 Programme de mobilité universitaire intra ACP, Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes et Pacifique, JO C358 du 31 décembre 2010, p27-29 et appel à propositions EACEA/11/12 Programme de mobilité intra ACP, Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes et Pacifique, JO C37 du 10 février 2012, p27-29

²³⁸⁰ Allocution du Commissaire au développement et à l'aide humanitaire L. MICHEL, communiqué de presse « adoption par le Conseil de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique : ouverture d'une nouvelle ère dans les relations euro-africaines », Bruxelles, 12 décembre 2005 IP/05/1571

²³⁸¹ Ibid., « L'Europe vient de montrer clairement qu'elle entend modifier la façon dont elle négocie travaille et coopère avec l'Afrique. Notre partenariat repose sur un dialogue politique stable entre partenaires égaux. Nous devons éviter d'adopter une approche paternaliste : notre mission ne consiste pas à nous substituer aux Etats mais à renforcer leurs capacités, à favoriser l'appropriation et à améliorer la gestion des affaires publiques »

²³⁸² Paragraphe 8 (b) de « l'UE et l'Afrique : vers un partenariat stratégique » Conseil de l'UE, doc. 15961/05 (presse 367) Bruxelles le 19 décembre 2005 <http://ue.eu.int/ueDocs/newsword/fr//87749.doc>

²³⁸³ Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2iE) de Ouagadougou (Burkina Faso) – répondre aux besoins de l'Afrique en main d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine de l'eau, de l'énergie, de l'environnement et des infrastructures – le 2iE a engagé depuis 2005 un cycle de réforme pour devenir un pôle d'excellence à vocation continentale – projet soutenu par l'Agence française de développement, la BM, le gouvernement burkinabe, la Commission européenne) – depuis 2005 passage du statut d'école inter Etats à celui de fondation internationale reconnue d'utilité publique impliquant Etats, secteur privé, partenaires académiques et financiers dans sa gouvernance, adoption du système LMD et ouverture à l'ensemble du continent africain, passage de 220 à 250 étudiants, développement d'une offre de formation à distance et constitution d'une école doctorale internationale, reconnaissance internationale des diplômes, rapprochement avec le secteur privé et maintien d'un fort niveau d'employabilité des diplômés sur le sol africain – lutte contre la fuite des cerveaux et participe au développement économique et social du continent africain www.2iE-edu.org

ainsi convenues de favoriser la création de centres d'excellence pour la recherche et l'enseignement supérieur, en précisant que « ces centres seront reliés entre eux en Afrique et jumelés avec les centres européens »²³⁸⁴. Elles se sont engagées à soutenir également la mise en place du programme NYERERE en tant que nouveau programme d'échanges d'étudiants à travers l'Afrique. Un soutien supplémentaire a été dans ce cadre accordé au programme ERASMUS MUNDUS afin de permettre à un plus grand nombre d'étudiants hautement qualifiés de poursuivre des études universitaires supérieures en Europe²³⁸⁵. Corrélativement à cet engagement, la Commission a mis en place un programme d'appui²³⁸⁶ en octobre 2006 visant à soutenir, jusqu'au 31 décembre 2013, la Commission de l'Union Africaine (CUA), qualifiée par la Commission européenne de « moteur dans le processus d'intégration », afin qu'elle élabore le programme NYERERE.

1016. Lancé par l'UA en 2010, le programme NYERERE illustre « l'excellence, l'intérêt et la compétitivité internationale de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique »²³⁸⁷. Il a permis dès sa première année de fonctionnement, l'octroi de cinquante bourses d'études au niveau licence²³⁸⁸. Basé sur le modèle du programme européen ERASMUS, il permet à l'UA de bénéficier du transfert de savoir-faire de l'UE et contribue au rayonnement mondial de l'EEER par la transposition d'un programme similaire et la mise en place d'échanges entre les établissements d'enseignement supérieur africains et européens. Dans ce cadre, l'UE soutient l'intégration régionale en matière d'enseignement supérieur, par la mise en place d'un réseau d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche africain avec des pôles thématiques dans chacune des cinq régions géographiques de l'Afrique (orientale, occidentale, centrale, australe et du Nord). Dans ce contexte, le processus d'harmonisation de l'enseignement en Afrique et l'initiative 'Tuning', ont été lancés à l'occasion de la réunion de Dakar les 28-30 novembre 2011²³⁸⁹, réunissant soixante universités à travers le continent participant à cinq

²³⁸⁴ Déclaration conjointe de la Commission de l'UA et de la Commission européenne d'Addis Abeba <http://ec.europa.eu/develoment/body/tmp-docs/AUdeclarFR.pdf>

²³⁸⁵ Ibid.

²³⁸⁶ Commission de l'UA – Commission européenne « Programme d'appui en faveur de l'Union africaine » <http://www.africa-union.org/root/AU/Conferences/Past/2006/october/EU-AU/support%20programme-fr.pdf> ; voir également discours du Président de la Commission BARROSO du 15 novembre 2006, Bruxelles http://www.europa.eu.un.org/articles/en/article_6467_en.htm

²³⁸⁷ Point 11 du 3^{ème} sommet UE-Afrique des 29 et 30 novembre 2010 « plan d'action 2011-2013 dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique »

²³⁸⁸ UA Département des ressources humaines, science et technologie « Bourses Mwalimu Nyerere » http://www.africa-union.org/rect/UA/Appel%20d'offres/Bourses_Mwalimu_Nyerere_UA.doc

²³⁸⁹ Réunion de Dakar des 28-30 novembre 2011 organisée par la Commission européenne, le Sénégal, l'Union africaine, l'Association des universités africaines, les associations régionales responsables de l'enseignement supérieur et des représentants ministériels

groupes de sujets, afin de déterminer un langage commun interuniversitaire et de favoriser l'échange de bonnes pratiques sur des sujets tels que l'accumulation des crédits de transferts, les méthodes d'apprentissage ou d'évaluation et l'amélioration de la qualité dans le processus éducatif²³⁹⁰. A l'occasion de la réunion du 27 mars 2014 organisée conjointement par la Commission européenne et la Commission de l'Union africaine, dans le cadre de l'initiative d'harmonisation et d'ajustement de l'enseignement supérieur africain 'Tuning Africa'²³⁹¹, il a été décidé « de doubler le nombre d'universités africaines couvertes par l'initiative, pour le faire passer de 60 (et 130 000 étudiants de premier cycle) à 120 d'ici à 2015 »²³⁹².

1017. Le programme de mobilité intra ACP contribue au renforcement de la compétitivité des systèmes d'enseignement supérieur des pays ACP en finançant des projets d'établissements de l'enseignement supérieur des pays ACP relatifs à la promotion de la mobilité des étudiants et enseignants, ainsi qu'au développement de cours de troisième cycle et/ou de doctorat de haute qualité, reconnus par les autorités compétentes de leur pays²³⁹³. Il participe efficacement à la lutte contre la fuite des cerveaux, en offrant aux jeunes africains la possibilité de bénéficier de bourses d'études leur permettant « d'accéder aux universités africaines de haut niveau, en signant un accord contraignant aux termes duquel les bénéficiaires prennent l'engagement de travailler dans un pays africain pendant au moins la même durée que la période de la bourse, après l'obtention de leur diplôme »²³⁹⁴. Il contribue également à la promotion de l'égalité des genres en promouvant par exemple en 2014 la participation des jeunes étudiantes africaines de troisième cycle dans le domaine des programmes de maîtrise et

²³⁹⁰ Voir <http://www.africa-eu-partnership.org> ; point 12 du 3^{ème} sommet UE-Afrique des 29 et 30 novembre 2010 – plan d'action 2011-2013 dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique

²³⁹¹ « L'initiative d'harmonisation et d'ajustement de l'enseignement supérieur africain (Tuning Africa), lancée en janvier 2011, vise à améliorer les compétences, à accroître la pertinence des cursus par rapport aux besoins de la société et à mettre au point des certifications comparables et compatibles. À ce jour, six ateliers ont eu lieu. » in Communiqué de presse « renforcement de la coopération universitaire Afrique-UE: la Commission soutient le projet visant à doubler la taille du programme de partenariat », IP/14/316 du 26 mars 2014

²³⁹² Ibid.

²³⁹³ Seuls les établissements d'enseignement supérieur situés en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique et accrédités par les autorités nationales pertinentes desdites zones sont éligibles. Les antennes de ces établissements d'enseignement supérieur se situant en dehors de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ne sont pas éligibles. Le partenariat sera créé entre trois et douze établissements de l'enseignement supérieur ; voir appel à proposition EACEA/35/10 Programme de mobilité universitaire intra ACP – Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes et Pacifique JO C358 du 31 décembre 2010, p27-29 ; appel à propositions EACEA/11/12 Programme de mobilité intra ACP – Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes et Pacifique JO C37 du 10 février 2012 p27-29 http://eacea.ec.europa.eu/intra_acp_mobility

²³⁹⁴ Programme de bourse Mwalimu NYERERE de l'Union africaine - appel spécial 2014 à candidatures pour demande de bourses (Exclusivement pour les femmes candidates)- Programmes de maîtrise et de doctorat en sciences, technologie, ingénierie, mathématiques et sciences de l'éducation (STEME)

de doctorat en sciences, technologie, ingénierie, mathématiques et sciences de l'éducation (STEME) dans des universités africaines de renom²³⁹⁵.

1018. L'UE contribue dans ce cadre à l'amélioration de l'accès de tous à une éducation de qualité, notamment au niveau du troisième cycle d'études. Elle favorise également l'intégration régionale en matière d'enseignement supérieur, par le renforcement de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur des pays ACP et la promotion de la reconnaissance des études et des qualifications et de l'harmonisation de programmes au sein d'un espace commun d'enseignement dans la zone ACP. S'appuyant principalement sur le programme NYERERE, le programme de mobilité intra ACP englobe également un soutien spécifique à une composante similaire pour les régions des Caraïbes et du Pacifique²³⁹⁶. Cibler sur les échanges interuniversitaires dans la région ACP, le programme prévoit exceptionnellement l'intégration d'un établissement d'enseignement supérieur de l'un des Etats membres de l'UE dans les partenariats financés, si elle est justifiée par une nécessaire consolidation des capacités de coopération internationale des établissements d'enseignement supérieur dans les pays d'ACP. Ce dernier assistera les établissements d'enseignement des pays ACP en matière de gestion du projet, mais ne pourra pas accueillir ou envoyer des étudiants ou du personnel, dans la mesure où la mobilité à court terme des étudiants africains vers l'Europe ou inversement est prévu dans le cadre du programme ERASMUS MUNDUS²³⁹⁷. De même, si l'EACEA, avec le soutien de la Commission de l'UA dans les Caraïbes, Afrique, Pacifique est en charge actuellement de la mise en œuvre et du suivi de ce programme, la gestion du programme a vocation à être transférée à la Commission de l'Union africaine et aux instances compétentes des Caraïbes et du pacifique après renforcement de leurs capacités internes²³⁹⁸.

²³⁹⁵ Ibid.

²³⁹⁶ Par exemple appel à proposition EACEA/45/12 programme de mobilité universitaire intra ACP – Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes, Pacifique JO C47 du 19 février 2013, p24-25 – 23.45 millions d'euros pour les fenêtres géographiques (17.85 millions pour l'Afrique, 5.6 millions pour les Caraïbes et le Pacifique), http://eacea.ec.europa.eu/intra_acp_mobility/index_en.php

²³⁹⁷ « Depuis 2007, l'UE a contribué à hauteur de 78 millions € à des programmes d'enseignement supérieur bénéficiant aux étudiants et aux universités d'Afrique subsaharienne. Au cours des sept dernières années, 4 600 étudiants africains et 980 membres du personnel universitaire de tout le continent ont reçu des bourses du programme Erasmus Mundus et plus de 2 000 Africains se sont vu octroyer des bourses de recherche dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie. », IP/14/316 du 26 mars 2014, op.cit.

²³⁹⁸ Voir « La mobilité intra-ACP »

http://eacea.ec.europa.eu/intra_acp_mobility/programme/about_acp_mobility_en.php

1019. Pour la période 2014-2017, l'UE continuera, conformément à la Stratégie conjointe Afrique-UE²³⁹⁹, à apporter son appui au renforcement de la mobilité des étudiants et universitaires africains, que ce soit par l'allocation de bourses d'études²⁴⁰⁰, son soutien au programme de mobilité NYERERE, le partage de son expertise en matière d'assurance qualité et de reconnaissance des certifications²⁴⁰¹, ou par l'élaboration de nouveaux programmes d'études communs.

b) La mise en place d'un espace d'enseignement supérieur commun entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes : l'EULAC

1020. Lors du premier sommet entre l'UE, l'Amérique latine et les pays des Caraïbes qui s'est tenu à Rio de Janeiro, le 29 juin 1999, l'UE et l'Amérique latine ont reconnu que l'éducation et l'enseignement supérieur sont des domaines prioritaires de coopération. Elles ont ainsi renforcé la coopération entre les acteurs éducatifs²⁴⁰² par la promotion des échanges interrégionaux entre les établissements d'enseignement supérieur et le développement de l'enseignement à distance²⁴⁰³. Dans cet objectif, la première conférence ministérielle des pays

²³⁹⁹ Paragraphes 34 et 35 de la « Stratégie Conjointe Afrique-UE: Feuille de Route 2014-2017 » élaborée à l'occasion du quatrième sommet UE-AFRIQUE des 2-3 avril 2014, Bruxelles - « 34. Le programme Erasmus+ et les actions Marie Skłodowska-Curie permettront une mobilité d'un très haut niveau pour les étudiants, universitaires, chercheurs et personnel africain et européen grâce à un ensemble équilibré de mesures axées sur les personnes, les établissements et les systèmes d'enseignement supérieur. Le programme de mobilité Nyerere offrira à quelque cinq cents étudiants des bourses grâce auxquelles ils pourront entreprendre des études de troisième cycle et permettra la mobilité de soixante-dix membres du personnel académique et administratif en Afrique d'ici 2017. Cela contribuera à retenir les étudiants tout en augmentant la compétitivité et l'attractivité des établissements eux-mêmes. 35. Nous soutiendrons la mise sur pied de centres d'excellence en Afrique, notamment dans le cadre de l'Université panafricaine. Nous développerons l'Initiative pilote "Tuning Africa" pour l'harmonisation de l'enseignement supérieur en Afrique visant à améliorer l'adéquation et la qualité des programmes, ainsi qu'à mettre en place un enseignement et un apprentissage fondés sur les résultats, en portant de soixante à cent vingt le nombre d'universités du continent africain participantes, le but étant aussi d'augmenter le nombre de 7 disciplines abordées et de niveaux. En outre, la dynamisation des initiatives de l'Union africaine en faveur de l'harmonisation de l'enseignement supérieur et de l'assurance-qualité favorisera la mise en place de pratiques de qualité dans les universités, la mise en œuvre du cadre continental pour l'assurance-qualité et l'accréditation, une augmentation des partenariats alignés et l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Nous nous consulterons et échangerons pour encourager l'éducation, la formation professionnelle et l'esprit d'entreprise chez les femmes et les jeunes. »

²⁴⁰⁰ « Au cours des sept prochaines années, le nouveau programme Erasmus+ devrait fournir des bourses à 25 000 étudiants et universitaires africains afin qu'ils suivent des études ou une formation en Europe et environ 2 750 chercheurs africains devraient recevoir une aide dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie... Outre les possibilités élargies qu'elle offre au titre d'Erasmus+, au cours des quatre prochaines années, l'UE a également l'intention de fournir des bourses à quelque 500 étudiants et 70 membres du personnel universitaire en Afrique dans le cadre du programme de mobilité africaine. », IP/14/316 du 26 mars 2014, op.cit.

²⁴⁰¹ « L'université panafricaine joue un rôle essentiel dans la promotion de la mobilité et l'harmonisation des programmes et des diplômes. Le but du mécanisme africain d'évaluation de la qualité est de pouvoir mesurer les performances des établissements d'enseignement supérieur à l'aune de critères définis d'un commun accord par les universités de l'ensemble du continent africain. Ce mécanisme contribue à la mise en œuvre de la convention d'Arusha, qui vise à renforcer la comparabilité, la transparence et la reconnaissance mutuelle des grades et des certificats universitaires en Afrique. », Ibid.

²⁴⁰² Article 61 de la Déclaration de Rio

²⁴⁰³ Article 63 de la Déclaration de Rio

de l'UE, de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'enseignement supérieur, qui s'est tenu à Paris le 3 novembre 2000, a permis la mise en place d'« un cadre d'action pour une coopération approfondie qui favorise l'émergence d'un 'espace d'enseignement supérieur entre l'Union européenne – l'Amérique latine et les Caraïbes' (UEALC) »²⁴⁰⁴ ou EULAC (European Union, Latin America Caribbean Higher Education Area). La création de cet espace commun vise à renforcer la coopération et à favoriser le transfert technologique par l'intensification des échanges. Il se fonde sur des éléments clés des relations bilatérales et multilatérales existantes entre les Etats participants et les diverses initiatives de l'UE.

1021. L'EULAC repose sur des instruments spécifiques de coopération de l'UE dans le domaine de l'enseignement supérieur, à savoir ERASMUS MUNDUS²⁴⁰⁵, le programme ALBAN et le programme ALFA. Le programme ALBAN, adopté en avril 2002 par la Commission, est fondé sur des bourses de formation de haut niveau pour l'Amérique latine délivrées à des étudiants et professionnels latino-américains en vue de poursuivre des études de troisième cycle ou des formations en Europe. Il a permis l'octroi de 3900 bourses de 12 mois sur la période 2002-2010²⁴⁰⁶. Le programme ALFA²⁴⁰⁷ a permis de soutenir l'enseignement supérieur en Amérique latine en cofinçant 51 projets de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur des pays membres de l'UE et des pays d'Amérique latine, afin d'améliorer les services des universités, par la création d'outils pour la gestion institutionnelle et de favoriser la mobilité des étudiants. Les nouveaux programmes Erasmus + et Horizon 2020 permettront de poursuivre les objectifs des programmes Alban,

²⁴⁰⁴ Extrait de la conférence ministérielle des pays de l'UE, de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'enseignement supérieur, qui s'est tenu à Paris le 3 novembre 2000 – il est « nécessaire de disposer d'un cadre d'action pour faire émerger un espace commun d'enseignement supérieur euro-latino-américain visant à faciliter le partage des connaissances, le transfert de technologie et la mobilité des étudiants, des enseignants, des chercheurs et du personnel administratif ».

²⁴⁰⁵ Voir par exemple appel à propositions, EACEA/13/09 pour la mise en œuvre de la fenêtre de Coopération Extérieure Erasmus Mundus, Région Amérique latine durant l'année universitaire 2009-2010 - Le programme d'action communautaire pour la promotion de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et des échanges d'étudiants, de chercheurs et de personnel universitaire d'Etats membres de l'UE et de pays tiers JO C 148 du 30 juin 2009, p. 16-18 – « La "fenêtre" de coopération extérieure Erasmus Mundus a pour objectif un enrichissement mutuel et l'amélioration de la compréhension entre l'Union européenne et des pays tiers. Elle est conçue en vue de favoriser la coopération institutionnelle dans le domaine de l'enseignement supérieur entre l'UE et des pays tiers grâce à un programme de mobilité facilitant les échanges de cadres universitaires et d'étudiants à des fins d'études, d'enseignement, de formation et de recherche...Le partenariat doit être composé d'établissements européens d'enseignement supérieur disposant d'une Charte universitaire Erasmus avant la date de publication du présent appel, et d'établissements d'enseignement supérieur d'Amérique latine, reconnus et accrédités par les autorités nationales. »

²⁴⁰⁶ Programme initié par la communication de la Commission, COM(2000) 670 final du 31 octobre 2000

²⁴⁰⁷ Le projet est retenu s'il répond à des besoins socio-économiques, s'il a un impact sur la coopération régionale et sur les entreprises. www.alfa-program.com; le programme ALFA III a été clôt à l'occasion d'une réunion conjointe organisée à Lima (Pérou) les 25-27 juin 2014. Cette réunion a également permis de présenter le programme Erasmus+.

Alfa et Erasmus Mundus²⁴⁰⁸. L'EULAC repose également sur des instruments généraux de coopération, tels que les programmes prévus dans le cadre de l'accord de Cotonou du 23 juin 2000 pour les pays ACP, relatifs à la mise en place de diplômes comparables, la promotion de la mobilité des étudiants, enseignants, chercheurs et personnels administratifs, la mise en place d'un système de crédits compatible permettant la reconnaissance et la validation des périodes d'études et l'intensification des échanges basés sur des thèmes convenus comme les NTIC notamment l'enseignement à distance, le développement durable, l'intégration régionale et la création d'une bibliothèque virtuelle.

1022. Cet espace commun d'enseignement supérieur favorise l'intégration régionale en Amérique latine en matière d'enseignement supérieur et constitue un prolongement de l'EEER dans la mesure où il permet « aux étudiants latino-américains et aux professionnels, futurs professeurs et décideurs dans leur propre pays, de bénéficier de l'excellence de l'Espace européen de l'enseignement supérieur »²⁴⁰⁹. Il participe de surcroît au renforcement du partenariat UE-Amérique latine de manière globale²⁴¹⁰, conformément aux engagements pris à l'occasion de la Stratégie européenne renouvelée pour l'Amérique latine²⁴¹¹ et réaffirmés à l'occasion des sommets UE-ALC²⁴¹². Le « Premier forum académique UE-CELAC » a été organisé les 22 et 23 janvier 2013 à Santiago du Chili, démontrant l'implication des parties prenantes dans la réalisation de l'EULAC. Réunissant plus de 500 participants, représentants 200 institutions et 27 pays d'Europe, d'Amérique latine et des

²⁴⁰⁸ Voir Déclaration de Santiago adoptée lors du Premier Sommet Académique CELAC-UE (22 – 23 janvier 2013) – il faut poursuivre « f) La coopération interuniversitaire ALC-UE, en valorisant les expériences et les résultats des programmes de type ALFA ou ALBAN, en réservant des ressources au sein des programmes Erasmus pour tous, Horizon 2020 et des programmes nationaux et régionaux des pays ainsi que dans les schémas d'intégration, dans la perspective de renforcer le pilier académique du partenariat stratégique bi-régional. »

http://eeas.europa.eu/la/summits/docs/2013_santiago_summit_declaration_en.pdf

²⁴⁰⁹ www.europa.eu.int/comm/europeaid - La contribution de la Communauté s'élève à 88,5 millions d'euros, dont 90% du montant des bourses est consacré aux études ou formations de niveau maîtrise et/ou doctorat et 10% restant aux formations de haut niveau pour des professionnels, futurs décideurs de l'Amérique latine.

²⁴¹⁰ La constitution de l'EULAC notamment la participation des pays ALC aux programmes Erasmus + et au programme Horizon 2020 dans le cadre d'actions s'articulant autour de thèmes d'intérêt commun, tels que mentionnés dans la Déclaration de Santiago (voir infra) à savoir « l'environnement et le changement climatique, la gestion durable de la biodiversité, la sécurité alimentaire, la lutte contre les inégalités et la pauvreté, la gouvernance mondiale, la justice et les droits de l'homme et l'égalité des sexes. »

²⁴¹¹ La Stratégie européenne renouvelée du partenariat repose sur une approche générale « dans laquelle chaque acteur de l'Amérique latine est autant un interlocuteur qu'un partenaire » et vise au développement économique et social global. La Commission précise qu'afin de renforcer la coopération au développement et la compréhension mutuelle entre l'UE et l'Amérique latine la Commission propose plusieurs mesures concrètes notamment la construction d'un espace commun d'enseignement supérieur UE ALC notamment par le développement des échanges universitaires au moyen des programmes Alban, Alfa et Erasmus Mundus. - communication de la Commission au Conseil et au parlement européen du 8 décembre 2005 « Un partenariat renforcé entre l'UE et l'Amérique latine » COM (2005) 636 final non publiée JO

²⁴¹² 7^{ème} sommet UE-ALC « une alliance pour le développement durable : promouvoir des investissements sociaux et environnementaux de qualité », les 26 et 27 janvier 2013, à Santiago du Chili.

Caraïbes²⁴¹³, il a permis d'élaborer la déclaration de Santiago sur la coopération universitaire dans l'enseignement supérieur, la science, la technologie et l'innovation²⁴¹⁴, dans l'objectif de faire le point sur les thèmes d'intérêt commun²⁴¹⁵ et de formuler des propositions aux chefs d'Etat et de gouvernement participant au 7^{ème} sommet UE-ALC, afin de mettre en place l'espace euro-latino-américain de l'enseignement supérieur, de la science, de la technologie et de l'innovation. Les parties au forum académique ont suggéré de renforcer la coordination et la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'UE par le développement d'instruments de financement bi-régionaux ciblés sur la coopération universitaire en matière d'enseignement supérieur et la promotion de l'assurance qualité. Les propositions portent notamment sur la mise en place d'un système d'accréditation de l'enseignement supérieur commun aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'UE, basé sur des indicateurs de qualité pour la formation, la recherche et leur internationalisation. Une meilleure coordination des systèmes d'équivalence des études et de reconnaissance des diplômes, du premier au troisième cycle est également requise et pourrait se traduire selon les propositions formulées par « la création d'une certification « Espace académique commun ALC-UE », afin de valoriser les doubles diplômes et les titres universitaires reconnus dans l'espace euro-latino-américain de Master et Doctorat, sur la base de l'excellence. »²⁴¹⁶. La mise en place de ces instruments constituerait une grande avancée dans la coopération extérieure de l'UE en matière d'enseignement supérieur et pourrait servir de modèle dans le cadre d'autres coopérations similaires de l'UE, notamment avec les Etats-Unis et le Canada, ayant à ce jour développé des échanges avec le Mexique et le Brésil dans le cadre du CONAHEC.

1023. A l'occasion de la déclaration de Santiago, les participant ont également suggéré d'ouvrir l'EULAC à la participation de partenaires hors du monde universitaire par la création « d'instances de coopération et d'association bi-régionales, afin d'unir les efforts des gouvernements, des établissements d'enseignement supérieur, des organisations sociales et du

²⁴¹³ Suite à la proposition de l'« Acte de Lima sur la coopération académique UE-ALC » du 9 octobre 2012 a été décidée la création d'un « Forum académique ALC-UE permanent » visant à assurer la continuité, le suivi et la promotion des activités communes et à contribuer, en particulier, à l'organisation des Sommets académiques suivants.

²⁴¹⁴ Déclaration de Santiago, op.cit.

²⁴¹⁵ Ibid. « Nous avons constaté qu'il existe un vaste ensemble de thèmes d'intérêt commun pour les établissements d'enseignement supérieur et les centres d'études et de recherche de nos deux régions, notamment dans les domaines suivants : l'inclusion sociale, la qualité de l'enseignement à tous les niveaux, l'accréditation et la reconnaissance des diplômes, les habilitations professionnelles, le développement de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, l'innovation, les liens avec les parties prenantes et la relation université-entreprise. »

²⁴¹⁶ Ibid.

monde de l'entreprise, pour favoriser les échanges interdisciplinaires, promouvoir les consortiums et les réseaux et faciliter la diffusion des programmes réussis » et en développant le dialogue avec le secteur public « afin de créer des conditions propices à l'amélioration des politiques publiques grâce à la connaissance » et de favoriser « le développement de relations université-entreprise à l'échelon local (région, ville, territoire) ». Cette proposition nous semble particulièrement pertinente et pourrait s'inscrire dans le cadre de l'action 2 du programme Erasmus+ dans le cadre des alliances de la connaissance. Suite aux avancées impulsées par ce premier forum académique, un deuxième sommet académique UE-ALC est en cours de préparation²⁴¹⁷ et se déroulera en 2015 à Bruxelles.

²⁴¹⁷ L'Institut d'études latino-américaines (ISLA) de l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest a organisé les 26 et 27 mai 2014 le premier séminaire préparatoire du deuxième sommet académique Amérique Latine et Caraïbe – Union Européenne. Le deuxième séminaire préparatoire, aura lieu à Guadalajara, en novembre 2014

Conclusion du Chapitre I

1024. Ayant pour vocation de devenir la destination la plus prisée des meilleurs étudiants, l'Espace Européen d'Enseignement Supérieur (EEES) est un espace régional intrinsèquement ouvert sur le monde, de par sa finalité et les valeurs qu'il véhicule. Ce rayonnement mondial implique l'amélioration continue des systèmes d'enseignement des Etats participants afin de garantir leur attractivité, par un renforcement permanent de leur qualité et de leur performance. L'interaction de ces différents systèmes d'enseignement et de formation, au sein d'un même espace d'excellence, nécessite une coopération intense fondée sur l'échange permanent de bonnes pratiques et la mise en place d'instruments communs d'assurance qualité et de reconnaissance des diplômes et des qualifications afin de permettre la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs. L'UE, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe ont, dans ce contexte, constitué des cadres privilégiés, d'une part, de détermination de standards communs de portée internationale, comme l'illustre la convention de Lisbonne du Conseil de l'Europe du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, d'autre part, d'élaboration d'outils conjoints, tels que l'ECTS ou le supplément au diplôme, développés dans le cadre de la coopération ENIC NARIC. L'intégration du processus intergouvernemental de Bologne dans la stratégie de croissance et de compétitivité de l'UE et la participation de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe au développement de l'EEES confèrent ainsi une forte dimension internationale à l'EEES, qui justifie la participation sans cesse accrue des Etats européens et des pays voisins de l'UE à cet espace et l'intérêt que lui portent les Etats tiers non européens.

1025. Créé dans une perspective économique et basée sur le renforcement de la compétitivité des systèmes d'enseignement des Etats participants, l'EEES a également une finalité politique et 'pédagogique', dans la mesure où il constitue une source d'inspiration pour d'autres continents. Son élaboration s'inscrit de ce fait dans une stratégie de sensibilisation visant à promouvoir le développement d'espaces régionaux similaires dans le monde et l'échange de bonnes pratiques, conciliant la recherche de compétitivité avec les valeurs d'équité et de solidarité. Dans ce contexte, l'UE place le capital humain au cœur de son action extérieure, en tant que point de convergence de sa stratégie de croissance économique Europe 2020 et de sa stratégie d'aide au développement. Favorisant la 'circulation des cerveaux' pour endiguer 'la fuite des cerveaux', elle participe au renforcement des capacités des pays partenaires et concentre ses programmes de recherches sur l'amélioration du bien-être des populations les

plus vulnérables afin de permettre la participation de tous à l'économie mondialisée de la connaissance.

1026. L'EEES devient dans ce cadre une expérience régionale profitable à tous, ayant conduit à l'intensification des échanges entre l'UE avec les pays tiers dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse. Modulée en fonction des priorités des pays partenaires, la coopération dans le secteur éducatif est ainsi intégrée à l'ensemble des accords d'association conclus par l'UE, que ce soit pour favoriser l'accès de tous à l'éducation primaire dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, ou promouvoir la mobilité des étudiants par la mise en place de réseaux interuniversitaires et d'instruments communs de reconnaissance des diplômes. L'UE participe ainsi activement au cycle de Doha afin que chaque Etat partenaire puisse atteindre le seuil d'enrichissement requis pour participer à l'économie mondialisée de la connaissance, que ce soit par le partage de son savoir-faire ou par son soutien à la mise en place d'espaces régionaux d'enseignement, voire d'espaces interrégionaux comme l'EULAC. La qualité de l'offre d'enseignement est, dans ce contexte, définie comme un objectif incontournable des relations extérieures de l'UE et comme un critère d'évaluation conditionnant l'approfondissement de la coopération de l'UE. L'engagement du pays partenaire dans la réforme de ses systèmes d'enseignement et de formation est en effet un préalable à la négociation d'un accord d'association avec l'UE, voire même une exigence pour passer du statut d'associé à adhérent dans le cadre des accords d'association de pré admission de l'UE.

1027. L'intérêt porté par les pays industrialisés à la construction de l'EEES a également conduit à la conclusion d'accords de coopération spécifiques en matière d'enseignement supérieur et de formation professionnelle entre l'UE et ces pays, dans le but de promouvoir l'échange de bonnes pratiques dans le cadre d'un dialogue politique constructif. Fondés sur des programmes communs de mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs, ces accords de coopération constituent des cadres solides pour le développement des partenariats interuniversitaires et des diplômes conjoints. Soumis à des évaluations régulières, les réseaux développés grâce à ces accords ont fait preuve de leur efficacité et devraient bénéficier d'un soutien accru de l'UE et des pays partenaires dans l'avenir afin de permettre une mobilité croissante des apprenants, enseignants et chercheurs et d'exploiter tout leur potentiel pour gérer les défis de l'économie de la connaissance.

1028. Dans ce contexte, l'expertise de l'UE en matière de libre circulation des services et de développement de l'EEES devrait également se traduire par un engagement plus poussé de l'UE dans les travaux de l'OMC en matière de libéralisation du service d'éducation. Il est en effet regrettable que la position actuelle de l'UE souligne davantage la diversité de situations des Etats membres que leurs similitudes, en favorisant un engagement 'à la carte' des Etats membres en matière de libéralisation des services d'éducation, bien éloigné des ambitions de l'EEES. Le maintien de l'unanimité au Conseil, par l'article 207 paragraphe 4 TFUE, concernant la négociation et la conclusion d'accords dans le domaine du commerce des services d'éducation, implique une réelle prise de conscience des Etats membres quant à leur intérêt commun de ne pas entraver, de manière non pertinente, la mise en œuvre de la compétence exclusive de l'UE en matière de libéralisation des services d'éducation.

Chapitre II

Participer à la réalisation de l'objectif mondial d'éducation pour tous ... dans une perspective compétitive

« L'éducation est un droit fondamental de l'être humain. Elle est la clef du développement durable ainsi que de la paix et de la stabilité à l'intérieur des pays et entre eux. Elle constitue donc un moyen indispensable d'une participation effective à l'économie et à la vie des sociétés du XXIème siècle, qui témoignent d'une globalisation rapide. »²⁴¹⁸

1029. La politique extérieure de l'UE en matière d'éducation repose sur l'imbrication de deux volets fondamentaux, à savoir, d'une part, l'internationalisation de la politique de l'UE visant à promouvoir la compétitivité et de la qualité des systèmes d'enseignement européens, d'autre part, la participation accrue de l'UE à l'action mondiale éducative liée à la réalisation des objectifs internationaux de réduction de la pauvreté et de développement durable, que ce soit au sein des organisations internationales ou dans le cadre de forums mondiaux intergouvernementaux. Reconnaisant le rôle essentiel de l'éducation en matière de lutte contre la pauvreté, de développement économique et de promotion de la démocratie, de l'Etat de Droit et de protection des droits de l'Homme, l'UE a opté pour une prise en compte accrue du secteur éducatif, dans le cadre de sa politique d'aide au développement, fondée sur l'article 208 TFUE (ex 177 TCE), et de sa coopération économique, financière et technique avec les pays tiers, basée sur l'article 212 TFUE (ex 181A TCE). Ce choix de l'UE est conforme aux tendances internationales de renforcement de l'action en matière éducative, depuis le lancement du forum mondial d'éducation pour tous (EPT) et du Sommet du Millénaire pour le Développement. Il s'inscrit également dans une réelle stratégie d'affirmation politique de l'UE sur la scène internationale, dans la mesure où ses travaux dans le secteur éducatif, lui permettent de bénéficier d'une expertise reconnue et d'influer sur l'évolution de l'action éducative internationale. En tant que principal bailleur de fonds des agences, fonds et programmes spécialisés des Nations Unies, elle joue en effet un rôle fondamental dans l'orientation et la mise en œuvre des politiques de l'ONU et apporte également une réelle valeur ajoutée à l'action mondiale éducative, du fait de sa nature supranationale et des moyens

²⁴¹⁸ « L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs » Texte adopté au Forum mondial sur l'éducation, Dakar, Sénégal, 26-28 avril 2000 paragraphe 6

techniques dont elle dispose. L'expérience qu'elle a acquise, d'une part, dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, en matière d'impulsion de la compétitivité des Etats membres, d'autre part, dans le cadre de sa coopération au développement, en ce qui concerne le renforcement de la cohérence de sa politique de développement et des politiques bilatérales des Etats membres avec celle menées par d'autres donateurs, lui permet de s'affirmer ainsi comme un modèle de référence.

1030. La force de l'UE en matière d'aide au développement repose incontestablement sur l'approche globale qu'elle adopte dans le cadre de ses relations extérieures, impliquant notamment l'intégration des objectifs déterminés dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, puis de la stratégie Europe 2020, dans les autres politiques externes de l'UE. Les enjeux de la Stratégie Europe 2020 visant à renforcer la compétitivité par le biais d'une éducation inclusive sont ainsi dupliqués dans la coopération au développement de l'UE, comme l'illustre par exemple la consolidation des relations entre l'UE et l'Afrique, basée sur une nouvelle forme de coopération au développement, qui « devrait contribuer à créer des conditions favorables à une croissance durable et inclusive »²⁴¹⁹. L'UE contribue ainsi, dans le cadre de sa politique d'aide au développement, à la réalisation des objectifs éducatifs mondiaux classiques, visant à permettre l'accès de tous à l'éducation d'ici à 2015, particulièrement à l'éducation primaire. Son action poursuit cependant un autre objectif corollaire, lié à l'intégration des pays en développement (PED) dans l'économie mondialisée de la connaissance, qui nécessite de promouvoir une croissance durable et inclusive dans les PED, notamment par des réformes d'enseignement profondes du niveau préscolaire au niveau supérieur, pouvant s'inspirer des réformes européennes. L'expérience acquise par l'UE dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne et la Stratégie Europe 2020 influe ainsi sur l'approche de l'UE en matière de gestion des enjeux mondiaux éducatifs de développement, en renforçant de surcroît sa position de bailleur de fonds incontournable du développement ainsi que la reconnaissance de son savoir-faire en matière d'impulsion de la croissance économique. Système compétitif, au service du développement, l'UE apporte une réelle valeur ajoutée à l'action mondiale éducative (Section 1) et s'impose comme un expert indispensable de l'amélioration continue de l'action mondiale éducative, notamment de par son expérience en matière d'évaluation et d'assurance qualité (Section 2).

²⁴¹⁹ Points 7 et 17 de la communication de la Commission sur la 'consolidation des relations entre l'UE et l'Afrique – 1.5 milliards d'habitants, 80 pays, deux continents, un avenir' COM(2010)634 du 10 novembre 2010

Section 1/ La valeur ajoutée de l'UE à la politique mondiale éducative : un système compétitif au service du développement

1031. Ayant placé l'éducation au cœur de sa stratégie de compétitivité, l'UE promeut la revalorisation de l'éducation dans les politiques de développement, consciente de son impact en matière de lutte contre la pauvreté et de croissance économique. Elle a ainsi toujours démontré un engagement solide concernant une prise en compte accru du secteur éducatif dans les actions mondiales de développement (Paragraphe 1) et participe activement à la réalisation des objectifs mondiaux éducatifs, fondés principalement sur l'accès de tous à l'éducation d'ici 2015 (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ L'engagement affirmé de l'UE en faveur du renforcement de l'éducation en matière de lutte contre la pauvreté

1032. « Eradiquer la pauvreté n'est pas un geste de charité, c'est un acte de justice. C'est la protection d'un droit de l'Homme fondamental, le droit à la dignité et à une vie décente. Tant que la pauvreté existera, il n'y aura pas de véritable liberté. Cette citation de Nelson Mandela expose clairement l'objectif prioritaire mondial, à savoir lutter par tous les moyens contre le fléau de la pauvreté qui est à l'origine de 300 000 décès par semaine, soit 'un tsunami par semaine' »²⁴²⁰. L'UE et les Etats membres participent activement à la lutte mondiale contre la pauvreté, conscients qu'elle « touche tous les domaines dans lesquels des personnes, quel que soit leur sexe, sont défavorisées et considérées comme inadaptées dans des sociétés et des contextes sociaux différents. Par nature, elle nuit à l'accès aux droits économiques, humains, politiques, socioculturels et à la capacité de se protéger. La pauvreté est liée à la capacité de chacun d'accéder à la consommation et à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'éducation, de faire respecter ses droits, de se faire entendre et de vivre en toute sécurité, particulièrement pour les plus démunis, de préserver sa dignité et d'avoir accès à un travail décent »²⁴²¹. Dans ce contexte, l'éducation et la formation ont été consacrées comme des objectifs prioritaires et des instruments essentiels de l'action extérieure de l'UE en matière de lutte contre la pauvreté, et renforcées par l'adoption du Consensus européen constatant l'avantage comparatif de l'UE en matière de développement humain²⁴²², dont l'éducation représente l'un des secteurs prioritaires d'action. L'UE participe ainsi activement aux travaux mondiaux relatifs à

²⁴²⁰ Présentation du Commissaire L. MICHEL sur la contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire au travers de sa politique de développement, 10 mars 2005, Collège d'Europe Bruges, Commission européenne, SP07-104FR

²⁴²¹ Le 'consensus européen', op.cit.

²⁴²² Ibid.

l'éducation pour tous (EPT) dans le cadre de la coopération internationale de lutte contre la pauvreté (A) et met son expérience en matière de coopération au développement et son savoir-faire en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie, au service de la détermination des nouvelles lignes directrices de l'action mondiale éducative (B).

A/ La participation de l'UE aux travaux mondiaux relatifs à l'éducation pour tous

1033. En tant qu'élément incontournable de lutte contre la pauvreté, l'éducation a fait l'objet d'une revalorisation en matière de coopération internationale dès la Conférence mondiale de Jomtien de mars 1990²⁴²³ visant à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux. Cette conférence a permis d'initier, à l'occasion du Forum mondial de Dakar sur l'éducation en avril 2000, la mise en place d'un partenariat mondial entre les pays à faible revenu²⁴²⁴ et une trentaine de bailleurs de fonds, dont l'UE, dans le cadre d'un programme intitulé « Education pour tous » (EPT). Ces objectifs éducatifs ont été intégrés dès septembre 2000, à l'occasion du Sommet du Millénaire pour le développement, dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et renforcés par la suite dans le cadre du Consensus de Monterrey, relatif au financement du développement, adopté lors de la Conférence internationale sur les finances et le développement de mars 2002, ainsi que dans le cadre des Déclarations de Rome, de Paris, d'Accra et de Busan sur l'efficacité de l'aide au développement de 2003, 2005, 2008 et 2011.

1034. Ayant participé, d'une part, au Forum EPT²⁴²⁵(1), d'autre part, au Sommet du Millénaire pour le développement²⁴²⁶(2), l'UE prend part à l'engagement mondial visant à fournir une éducation de base et de qualité à tous les enfants, jeunes et adultes.

²⁴²³ Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs - « Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90 » Document de référence - Conférence mondiale sur l'éducation pour tous 5-9 mars 1990, Jomtien (Thaïlande) publié par la Commission inter institutions (Banque mondiale, PNUD, Unesco, Unicef) de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (WCEFA), Maison de l'UNICEF New York, Paris, novembre 1990 (174p)

²⁴²⁴ Voir Pays sur la liste du CAD – Concernant les PMA, l'Assemblée générale des Nations Unies a établi en 1971 les premiers critères d'identification des pays les moins avancés (PMA) - Catégorie de pays en développement apparu lors de la Conférence des Nations Unies de New Delhi de 1968 - à savoir le produit par habitant, la production industrielle et le taux d'alphabétisation des adultes. Ces critères ont été affinés par l'adjonction de l'indice de qualité de la vie, indice de diversification économique et prise en compte de l'importance de la population.

²⁴²⁵ Représentée par P. LOWE, Directeur général du développement de la Commission européenne

²⁴²⁶ Selon les dispositions de l'article 11 de la résolution adoptée par l'Assemblée générale sur l'organisation du Sommet du Millénaire « Conformément à la résolution 54/261, un ou plusieurs représentants d'organisations intergouvernementales, de parlements et de la société civile peuvent participer aux séances plénières du Sommet du Millénaire », A/RES/54/281 du 15 août 2000, 54^{ème} session point 49b de l'ordre du jour.

1. La consécration de l'objectif mondial d'«Education Pour Tous »

1035. La Commission européenne a participé activement à la consécration de l'objectif mondial d'EPT, que ce soit à l'occasion de la Conférence mondiale de Jomtien (a) ou du Forum mondial de Dakar (b).

a) La participation de l'UE à la Conférence mondiale de Jomtien : premiers pas vers une vision élargie de l'éducation fondamentale

1036. A l'occasion de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue à Jomtien du 5 au 9 mars 1990, des délégués de 155 pays ainsi que les représentants d'environ 150 organisations se sont réunis afin d'élaborer un cadre commun d'action pour garantir l'accès de tous à l'éducation. Dans cette optique, trois documents de référence ont été adoptés afin de déterminer les bases de la coopération internationale en la matière, à savoir : le document visant à « répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 1990 »²⁴²⁷, la « Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous »²⁴²⁸ et le « cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs mondiaux »²⁴²⁹. Partant du constat, que plus de 100 millions d'enfants, dont au moins 60 millions de filles, n'ont pas accès à l'enseignement primaire, que plus de 960 millions d'adultes dont deux tiers de femmes sont analphabètes, que plus de deux tiers des adultes du monde n'ont pas accès au savoir imprimé, au nouveau savoir-faire et aux technologies qui pourraient améliorer la qualité de leur vie, que plus de 100 millions d'enfants et d'innombrables adultes n'achèvent pas le cycle éducatif de base qu'ils ont entamé, et que des millions d'autres le poursuivent jusqu'à son terme sans acquérir le niveau indispensable de connaissances et de compétences, les participants à la conférence se sont engagés à adopter des objectifs communs basés sur une vision plus large de l'éducation fondamentale impliquant l'universalisation de l'accès à l'éducation, la promotion de l'équité, le renforcement et l'amélioration de l'apprentissage, l'élargissement des moyens et des champs de l'éducation fondamentale, et la consolidation des partenariats²⁴³⁰. L'UE a adhéré à cette vision large de l'éducation de base, définie dans la Conférence de Jomtien, comme le fondement d'un apprentissage et un développement humain continu, ce qui correspond comme nous le verrons, d'une part, à sa stratégie multidimensionnelle de lutte contre la

²⁴²⁷ Document de référence WCEFA, Paris novembre 1999, publié par la Commission interinstitutions (Banque mondiale, PNUD, Unicef, Unesco) <http://unesdoc.unesco.org/images/0009/00975/097552f.pdf>

²⁴²⁸ http://unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/background/jomtien_declaration.shtml

²⁴²⁹ http://www.unesco.org/education/efa/ed_for_all/background/07Bpubl.shtml

²⁴³⁰ « Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90 » Document de référence - Conférence mondiale sur l'éducation pour tous 5-9 mars 1990, Jomtien, publié par la Commission inter institutions, op.cit., p35

pauvreté par l'éducation adoptée par l'UE, d'autre part, à la mise en place du programme d'éducation tout au long de la vie. Afin de renforcer les engagements pris lors de cette conférence, les participants ont décidé de les réitérer lors du sommet de Dakar...

b) Le Sommet de Dakar : 'Education pour tous, tenir nos engagements collectifs d'ici à 2015'

1037. Dix ans après la Conférence de Jomtien, la Communauté internationale s'est à nouveau réunie à Dakar du 26 au 28 avril 2000. A l'occasion de ce Forum mondial sur l'éducation, plus de 1100 participants de 164 pays, dont la Commission européenne, participant en tant qu'organisation intergouvernementale, membre de la FAO, ont réaffirmé leur engagement collectif à réaliser l'EPT d'ici à 2015, en consacrant une responsabilité étatique fondée sur le fait que les gouvernements ont « le devoir de veiller à ce que les buts et objectifs de l'éducation pour tous soient réalisés de façon durable ». S'inscrivant dans la continuité avec la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous de Jomtien en 1990 et par référence à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et aux différents engagements pris en la matière par la Communauté internationale²⁴³¹, la Déclaration de Dakar, repose sur six objectifs majeurs²⁴³², à savoir « développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés », « faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficulté ou issus de minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de les suivre jusqu'à son terme », « répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que des compétences liées à la vie courante », « améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente », « éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et réaliser l'égalité homme – femme dans l'éducation d'ici 2015 », « améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation et garantir son excellence de façon à obtenir pour tous des résultats

²⁴³¹ Sommet mondial pour les enfants de 1990, Conférence sur l'environnement et le développement de 1992, Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, Conférence Mondiale sur les droits de l'Homme de 1993, Conférence mondiale sur les besoins éducatifs spéciaux : accès et qualité de 1994, Sommet mondial pour le développement social de 1995, Quatrième conférence mondiale sur les femmes de 1995, Réunion à la mi-décennie du Forum consultatif international sur l'éducation pour tous de 1996, conférence internationale sur l'éducation des adultes de 1997 et conférence internationale sur le travail des enfants de 1997.

²⁴³² http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=51465&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.htm

d'apprentissage reconnus et quantifiables » notamment par l'élaboration d'indicateurs comparables et efficaces notamment en lecture, sciences et compétences essentielles. L'UE inscrit ainsi la réalisation de ses objectifs dans le cadre de sa politique extérieure éducative et dans le cadre de sa coopération au développement, conformément à la Stratégie internationale de mise en œuvre définie dans le cadre d'action de Dakar²⁴³³ et à ses engagements pris dans le cadre du sommet du Millénaire renforçant l'objectif d'EPT.

2. L'intégration de l'éducation pour tous dans les Objectifs mondiaux du Millénaire pour le développement

1038. Lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies qui s'est déroulé à New York du 6 au 8 septembre 2000, 147 chefs d'Etats et de gouvernements se sont engagés à formalisé, dans la Déclaration du Millénaire²⁴³⁴, l'engagement pris par les PED de gérer sainement leur économie en répondant aux besoins sociaux de leurs populations et l'engagement pris par les pays industrialisés de soutenir solidairement les pays les plus pauvres, conformément à leurs « devoirs à l'égard de tous les citoyens du Monde...et tout spécialement les enfants, à qui l'avenir appartient »²⁴³⁵. Convaincus que leur principal défi consiste à « faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'Humanité toute entière »²⁴³⁶, les Etats s'engagent à gérer multilatéralement les problèmes mondiaux « de telle façon que les coûts et les charges soient justement répartis conformément aux principes fondamentaux de l'équité et de la justice sociale », conscients que « ceux qui souffrent ou qui sont particulièrement défavorisés méritent une aide de la part des privilégiés »²⁴³⁷. Cette coopération internationale vise ainsi à garantir que la mondialisation soit profitable à tous et de façon équitable en répondant aux besoins des pays en développement et des pays en transition et en assurant leur participation effective à la coopération mondiale pour le développement et l'éradication de la pauvreté. La Commission, représentée par son Président M. Prodi, a dans ce contexte, activement contribué au renforcement de la coopération internationale en matière de lutte contre la pauvreté.

²⁴³³ « Une stratégie internationale pour rendre opérationnelle le cadre d'action de Dakar sur l'Education pour tous », avril 2002

²⁴³⁴ Résolution de l'Assemblée générale du 8 septembre 2000– 55^{ème} session, 18 septembre 2000, A/RES/55/2

²⁴³⁵ Déclaration du Millénaire pour le développement, paragraphe 2 de la partie I « Valeurs et principes »

²⁴³⁶ Ibid., paragraphe 5 de la partie I « Valeurs et principes »

²⁴³⁷ Ibid., paragraphe 6 de la partie I « Valeurs et principes »

1039. Il convient d'analyser, d'une part, l'intégration de l'éducation dans le cadre de la Stratégie internationale globale de développement (a), d'autre part, la position adoptée par l'UE lors de la révision de la Déclaration du Millénaire (b).

a) Réduire la pauvreté en favorisant l'accès de tous à l'éducation primaire

1040. Constatant que le progrès réside dans une croissance économique durable, la lutte contre la pauvreté et la protection des droits de l'Homme, la Déclaration du Millénaire promeut une approche globale et une stratégie coordonnée multidimensionnelle dans laquelle l'éducation est intégrée, d'une part, comme une composante essentielle de réalisation des objectifs de développement, d'autre part, comme un objectif spécifique du Millénaire pour le développement. Les Etats s'engagent à ce que les enfants partout dans le Monde, garçons et filles, soient d'ici à 2015, en mesure d'achever un cycle complet d'études primaires et que les filles et les garçons aient de surcroît à égalité accès à tous les niveaux d'éducation²⁴³⁸. La Déclaration consacre en ce sens un Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) spécifique à l'éducation. Cet OMD 2 vise à « assurer l'éducation primaire pour tous »²⁴³⁹, en reposant sur l'argument que les « 115 millions d'enfants d'âge à être scolarisés dans le primaire qui ne sont pas scolarisés se voient refuser l'exercice d'un droit fondamental »²⁴⁴⁰ et que ce gaspillage de potentiel touche de surcroît particulièrement les filles. Partant de ce constat, il est donc impératif de protéger le droit à l'éducation et de garantir l'éducation primaire pour tous les garçons et toutes les filles d'ici à 2015 en fondant la coopération sur des cibles communes à atteindre et une série d'indicateurs communs élaborés notamment dans le cadre de l'UNESCO, tels que le taux net de scolarisation dans le primaire, la proportion d'élèves commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième et le taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans. L'UE participe à la réalisation de cet OMD dans le cadre de sa coopération au développement et contribue à son renforcement, comme l'illustre sa position adoptée lors de la révision de la Déclaration du Millénaire.

b) La position de l'UE au Sommet de Nations Unies de 2005 relatif à la révision de la Déclaration du Millénaire

1041. Fermement résolue à mettre en œuvre la Déclaration du Millénaire, l'UE s'est engagée à impulser les avancées en matière de réalisation des OMD. Le Conseil a adopté lors de la

²⁴³⁸ Ibid., paragraphe 19 de la Partie III « Développement et élimination de la pauvreté »

²⁴³⁹ <http://www.undp.org/french/mdg/goal2-f.shtml>

²⁴⁴⁰ Ibid.

session des 23 et 24 mai 2005 des conclusions²⁴⁴¹ déterminant la position de l'UE au Sommet des Nations Unies²⁴⁴², permettant d'évaluer à mi-parcours la réalisation des OMD. Il rappelle, à cette occasion, le nécessaire engagement des Etats donateurs d'augmenter en urgence le volume de l'aide publique au développement et la responsabilité des Etats bénéficiaires dans leur développement. Afin de disposer de ressources durables et prévisibles, le Conseil examine les possibilités de sources de financement innovantes²⁴⁴³. Il considère également la qualité et l'efficacité de l'aide comme des questions majeures nécessitant la mise en place de nouveaux mécanismes d'aide « plus prévisibles et moins précaires qui pourraient prendre la forme d'un niveau minimal d'aide budgétaire »²⁴⁴⁴. S'il est évident que ces réformes de l'aide extérieure favoriseront la réalisation des OMD, notamment de l'OMD relatif à l'éducation, le Conseil rappelle également son engagement dans le cadre du programme de Doha pour le développement, ce qui démontre la volonté de l'UE de mettre en œuvre une stratégie globale de développement comprenant autant les mesures de réduction de la pauvreté, telle que la promotion de l'accès de tous à l'éducation primaire, que les mesures visant à impulser rapidement la croissance économique des PED, tel que le transfert de nouvelles technologies, afin de les intégrer dans l'économie mondialisée. Le Conseil rappelle enfin son engagement envers l'Afrique qui doit selon lui rester une priorité.

B/ Les atouts de l'expérience de l'UE en matière de détermination des objectifs prioritaires : la fixation de lignes directrices influant sur l'action mondiale

1042. Conformément aux engagements pris dans le cadre des sommets mondiaux, le Conseil et la Commission ont dès le 20 novembre 2000 adopté une déclaration relative à la politique de développement de la CE²⁴⁴⁵, fondée sur une approche globale. Cette nouvelle stratégie est en effet multidimensionnelle dans la mesure où elle vise à intégrer progressivement les PED dans l'économie mondiale, tout en garantissant la prise en compte des aspects sociaux et la promotion de la démocratie, du respect des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance. Elle est basée sur le principe d'appropriation, consacré comme la clé du succès des politiques

²⁴⁴¹ Conclusions du Conseil sur les objectifs du Millénaire, Bull. UE 5-2005, point 1.6.21

²⁴⁴² Sommet de New York 14-16 septembre 2005

²⁴⁴³ Il prend note l'intention de certains Etats de prélever une taxe solidarité sur les billets d'avion

²⁴⁴⁴ Conclusions du Conseil sur les objectifs du Millénaire, op.cit.

²⁴⁴⁵ Déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 concernant la politique de développement de la CE sur la base de la communication de la Commission du 26 avril 2000 au Conseil et au Parlement sur le même thème. Cette déclaration vise à promouvoir une stratégie transparente, visible et cohérente de la politique communautaire de coopération au développement afin d'optimiser la valeur ajoutée de la CE et d'améliorer la qualité et l'impact de son action extérieure notamment face aux nouveaux défis mondiaux

de développement, et concentre l'action sur six domaines clés²⁴⁴⁶, notamment la promotion d'un accès équitable aux services sociaux. L'accès équitable au service d'éducation est de ce fait un objectif prioritaire de la politique d'aide au développement de l'UE, renforcé de surcroît par la consécration dans la déclaration de quatre aspects horizontaux devant être pris en considération dans tous les volets de la coopération au développement, à savoir les droits de la personne humaine, dont le droit à l'éducation fait partie, l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits des enfants et la protection de l'environnement.

1043. Une étape supplémentaire sera franchie le 6 mars 2002 par la Commission établissant un cadre spécifique d'action en matière d'éducation et de formation dans le contexte de réduction de la pauvreté dans les PED²⁴⁴⁷. Il convient d'analyser l'approche de l'UE relative au rôle de sa politique extérieure éducative en matière de réduction de la pauvreté, afin d'appréhender ses avantages comparatifs dans la détermination et la réalisation des objectifs mondiaux éducatifs. Nous nous intéresserons, d'une part, à l'impact positif de l'approche de l'UE concernant l'éducation tout au long de la vie, favorisant la mise en place d'actions éducatives du stade de la petite enfance à l'éducation des adultes (1), d'autre part, aux atouts du caractère multidimensionnel de la politique de coopération au développement de l'UE permettant de lier l'action éducative de l'UE menée en matière de lutte contre la pauvreté, en matière de développement économique et en matière de promotion de la démocratie et des droits de l'Homme (2).

1. De l'éducation pour tous à 'l'éducation pour tous tout au long de la vie'

1044. Bien que l'éducation primaire tienne une place essentielle dans le cadre des actions internationales de lutte contre la pauvreté, l'UE poursuit un objectif plus large visant à réaliser « une pyramide éducationnelle équilibrée, offrant à tous des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie, au diapason des besoins socio-économiques de chaque pays »²⁴⁴⁸. La transposition internationale des objectifs communautaires d'éducation tout au long de la vie a renforcé l'influence de l'UE sur la scène internationale, dans la mesure où son approche globale des enjeux éducatifs lui a permis, de par son expérience, de proposer des

²⁴⁴⁶ Les six domaines clés sont : le lien entre commerce et développement, l'intégration et la coopération régionale, l'appui aux politiques macros économiques et la promotion d'un accès équitable aux services sociaux, les transports, la sécurité alimentaire et le développement rural durable et le renforcement des capacités institutionnelles.

²⁴⁴⁷ Communication de la Commission du 6 mars 2002 au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, COM(2002)116 final, non publiée au JO

²⁴⁴⁸ Office de coopération Europaid « Des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie pour tous » http://ec.europa.eu/europaid/promotion/sector/article_2280_fr.htm

réponses efficaces prenant en considération chaque stade éducatif, de la petite enfance à l'éducation et à la formation des adultes, respectueuses, de surcroît, des particularismes de chaque pays bénéficiaire. Elle apporte en ce sens une réelle valeur ajoutée à l'action mondiale éducative, tendant à être exclusivement concentrée au niveau de l'éducation primaire. Bien que la Conférence de Jomtien ait défini largement l'EPT, les bailleurs de fonds ont en effet eu tendance à se concentrer sur l'éducation de base et plus précisément l'éducation primaire, comme le démontre l'OMD 2 renforçant la coopération à ce stade d'enseignement. Cela s'explique par la volonté des Etats d'obtenir des résultats rapides, qui sont généralement plus visibles au niveau primaire et de se fixer des objectifs plus réalistes. Si cette propension à la concentration des efforts se justifie techniquement, elle présente cependant des inconvénients. La coopération internationale au développement en matière éducative doit en effet prendre en considération les attentes spécifiques de chaque PED et maintenir les progrès réalisés. Or il s'avère que les PED ont dans le contexte mondialisé autant besoin de réduire la pauvreté de leur population que de garantir un développement économique suffisant à les intégrer dans l'économie mondialisée afin d'offrir à leurs citoyens des perspectives d'avenir professionnelles et sociales. De ce fait, l'assistance technique en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de formation liée à l'emploi est un élément essentiel de la coopération au développement. On constate par exemple que les avancées réalisées dans le secteur primaire ne sont productives que dans la mesure où elles permettent l'accès à l'enseignement secondaire, puis supérieur en vue d'acquérir des connaissances suffisantes pour trouver un emploi. La promotion de l'éducation de base doit ainsi être insérée dans une stratégie éducative plus globale, et face à la 'déviante' de l'action éducative mondiale tendant à réduire la coopération au niveau primaire, l'UE partage son expérience en matière d'éducation tout au long de la vie, ce qui représente une réelle valeur ajoutée puisqu'elle s'impose comme la gardienne des objectifs internationaux, tels que consacrés à Jomtien et Dakar.

1045. Il convient d'analyser, d'une part, la communication de la Commission européenne relative à l'éducation et à la formation en matière de réduction de la pauvreté dans les PED (a), d'autre part, son impact sur la revalorisation des objectifs internationaux éducatifs négligés tels que l'alphabétisation et la petite enfance, ainsi que sur le développement des actions internationales en matière d'éducation non formelle et informelle (b).

a)Analyse de la communication de la Commission du 6 mars 2002 relative à l'éducation et à la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement

1046. Cette communication²⁴⁴⁹ de la Commission est incontestablement le pilier éducatif de la politique de l'UE en matière de coopération au développement. Elle présente, d'une part, les priorités fixées par l'UE en matière de promotion de l'éducation de base, de formation liée à l'emploi et d'enseignement supérieur, d'autre part, la mise en œuvre des actions liées à la réalisation de ces objectifs. L'UE étend par ce biais son programme d'éducation tout au long de la vie aux relations extérieures, en s'appropriant l'objectif d'EPT devenant 'l'objectif d'éducation pour tous tout au long de la vie', afin d'apporter une réponse adéquate aux problèmes mondiaux. L'UE constate en effet qu'« environ 113 millions d'enfants ne vont pas à l'école primaire...et un adulte sur quatre dans le monde est illettré (environ 900 millions) »²⁴⁵⁰, ce qui nécessite une stratégie d'action globale prenant en considération tout les stades éducatifs comme le démontre le tableau²⁴⁵¹ ci-dessous, répertoriant les objectifs éducatifs de l'UE en matière de lutte contre la pauvreté. Bien qu'il soit regrettable que la communication néglige le stade de la petite enfance, elle reste cependant un instrument essentiel d'une extrême précision quant aux objectifs poursuivis et aux moyens de réalisation.

1047. La Commission insiste notamment sur l'importance d'augmenter les ressources concernant l'éducation de base afin de promouvoir une éducation accessible et de qualité, adaptée aux besoins spécifiques de chacun et prenant en considération les populations les plus vulnérables telles que les filles. Elle inscrit son action dans un cadre global permettant de lier l'action éducative et la santé et de prendre en considération la stabilité politique du pays en favorisant la restauration, le maintien de la paix et de la bonne gouvernance particulièrement la transparence liée à la production de données statistiques fiables en matière éducative. Son action s'inscrit également dans le cadre de Doha en contribuant à l'intégration des PED dans l'économie mondiale par le renforcement de leurs capacités que ce soit par le transfert de savoir faire en matière éducative et de TIC ou à l'intensification des échanges entre les établissements d'enseignement, contribuant à la promotion d'un enseignement et d'une formation qualifiants et répondant aux attentes du marché de l'emploi.

²⁴⁴⁹ Communication de la Commission du 6 mars 2002 au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, op.cit. - Cette communication sera suivie d'une résolution 8958/02 du Conseil du 30 mai 2002 sur l'éducation et la pauvreté

²⁴⁵⁰ « Des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie pour tous »

http://ec.europa.eu/europaid/promotion/sectors/article_2280_fr.htm

²⁴⁵¹ Tableau personnel

1048. L'action éducative de l'UE en matière de lutte contre la pauvreté couvre ainsi un champ étendu d'actions, de l'éducation de base à l'emploi, comme le synthétise le tableau ci-joint²⁴⁵², sachant que les actions sont déterminées conjointement avec les PED, selon leurs propres stratégies nationales et dans le respect du principe d'appropriation.

La politique de l'UE relative à l'éducation et à la formation en matière de lutte contre la pauvreté		
Communication de la Commission du 6 mars 2002 relative à l'éducation et à la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement		
Priorités		
Actions liées à la promotion de l'éducation de base	1	Augmentation des ressources totales consacrées à l'éducation, notamment l'éducation primaire
	2	Amélioration de l'efficacité des systèmes éducatifs par l'établissement de stratégies différenciées par pays
	3	Accroissement des possibilités d'accès à l'école – orientations vers un accès gratuit et obligatoire à l'éducation primaire
	4	Direction des budgets vers les besoins les plus pressants pour des populations pauvres et vulnérables qui n'ont qu'un accès limité à l'éducation (filles, population vivant dans les zones rurales, peuples indigènes, enfants et adultes handicapés...)
	5	Réduction des inégalités de sexe en matière d'accès à l'éducation notamment par la promotion de la participation des femmes
	6	Amélioration de la qualité et de la quantité d'éducation notamment par la formation des enseignants et la disponibilité du matériel pédagogique
	7	Prise en compte de l'impact du SIDA sur les systèmes éducatifs – amélioration de la prévention par l'éducation
	8	Protection et restauration de l'éducation dans les périodes de conflits et d'après conflits
	9	Promouvoir la connaissance des programmes d'éducation pertinents pour le développement – améliorer les statistiques sur l'éducation
Actions liées à la formation liée à l'emploi	1	Etablissement d'un système d'éducation permettant d'apprendre les métiers techniques – centres spécialisés, apprentissage...
	2	Appui aux stratégies, systèmes, processus éducatifs favorisant la demande d'éducation et l'acquisition des qualifications nécessaires pour contribuer à la croissance économique du pays
	3	Mise en place d'approches innovatrices dépassant le secteur formel de l'éducation, visant en particulier les femmes – promotion du travail indépendant, accès à d'autres formes de capital (terre, crédit...)
	4	Mise en place de politiques actives pour lier plus étroitement la formation et l'emploi – intégration par l'aide à la recherche d'emploi, aides directes à la création d'emplois...
Actions liées à l'éducation supérieure	1	Développement des TIC
	2	Promotion de la coopération entre les institutions européennes et les institutions des pays tiers, notamment au niveau régional
	3	Prise en compte de l'impact de la fuite des cerveaux vers les pays développés
	4	Renforcement des capacités institutionnelles des pays en développement
Mise en œuvre		
Points généraux	1	Accroissement de l'investissement des PED et de l'UE
	2	Financement de la CE en matière d'éducation et de formation par deux instruments : appui macro économique et budgétaire et mise en œuvre d'une approche sectorielle
	3	Coopération et coordination entre tous les bailleurs de fonds
	4	Favoriser l'appropriation des activités et des stratégies par la population du PED
Options stratégiques	1	Dialogue politique et stratégique avec les pays – intégration des politiques relatives à l'éducation dans les stratégies de développement établies par pays et les stratégies de réduction de la pauvreté
	2	Approche sectorielle pour encadrer les activités en matière éducative
	3	Appui macroéconomique et budgétaire
	4	Prise en considération des besoins et de la participation de la population la plus pauvre
	5	Participation des acteurs de l'éducation et de la société civile au sens large y compris le secteur privé
	6	Appui au développement institutionnel et au développement des capacités
	7	Suivi des activités via des indicateurs

1049. Cet engagement accru en matière éducative dans le cadre de la coopération au développement a été régulièrement confirmé par l'UE, dans le cadre du Consensus européen

²⁴⁵² Tableau personnel élaboré sur la base des données de la communication de la Commission du 6 mars 2002

en 2005²⁴⁵³, de la conférence de l'UE sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (EDD) en 2007²⁴⁵⁴, du programme de 2011 pour le changement relatif à la politique de développement de l'UE²⁴⁵⁵ et lors de la conférence de Haut niveau sur l'éducation et le développement du 23 mai 2013²⁴⁵⁶.

1050. Il est intéressant de constater que, dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014), le Conseil a invité les Etats membres à « étoffer encore leurs plans d'action nationaux, en s'inspirant en particulier du programme de travail 'Education et formation 2010', dont les objectifs sont centrés sur la qualité et la pertinence, sur l'accès pour tous et sur l'ouverture des systèmes et des institutions sur la société et sur le reste du monde »²⁴⁵⁷ ce qui démontre le lien étroit établi par l'UE entre la Stratégie de Lisbonne et la Stratégie de développement durable.

²⁴⁵³ Consécration de l'avantage comparatif de l'UE en matière de développement humain – voir 'le consensus européen', op.cit.

²⁴⁵⁴ Conférence de l'UE sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014) ED/UNP/DESD/2007/RP/01 des 24 et 25 mai 2007 - exposé des responsabilités de l'Europe envers le reste du monde dans le cadre de cette initiative visant à « dégager une vision commune de l'éducation au service du développement en Europe à la lumière des nombreuses activités importantes entreprises dans ce domaine dans la région ; de contribuer à faire en sorte que l'EDD soit perçue comme un élément décisif des stratégies de l'UE concernant la durabilité ; de contribuer à une meilleure intégration de l'EDD dans les programmes d'enseignement de l'UE ; d'analyser les points forts et les difficultés observés jusque-là dans la mise en œuvre de la DEDD. En particulier, ils ont élaboré les éléments d'un programme de travail pour les prochaines années de la Décennie, qui pourraient être transmis aux présidences suivantes de l'UE et servir aussi de base pour l'examen à mi-parcours de 2009 » p44 ; du 13 au 15 mars 2006, la présidence autrichienne de l'UE a organisé à Vienne une conférence dont le thème, « l'éducation au service du développement durable – vers une citoyenneté mondiale responsable », établissait un lien avec celui de « l'éducation pour une citoyenneté démocratique » qui avait été choisi par la Présidence néerlandaise. Cette réunion a examiné de manière approfondie l'articulation entre éducation et durabilité en la développant plus avant. L'un des buts de la présidence autrichienne était de mettre en relief l'importance de l'éducation au service du développement durable et de convenir de l'inclusion dans la stratégie révisée de l'UE sur le développement durable d'un texte stratégique sur le rôle de l'éducation comme fondement et condition préalable de ce développement. C'est à quoi a abouti le débat des ministres au Conseil de l'éducation le 19 mai 2006. » - 57ème session décembre 2002 Ass. Générale des Nations Unies – Résolution 57/254

http://uneptie.org/sustain/resources/MT/MTF_on_Education_for_SC.pdf

²⁴⁵⁵ Voir en ce sens communiqué de presse du 7 novembre 2011 « l'UE annonce un nouveau soutien en faveur de l'éducation pour tous dans les pays en développement », IP/11/1312

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1312&format=HTML>

²⁴⁵⁶ Conférence de Haut niveau de l'UE sur l'éducation et le développement du 23 mai 2013 « des défis aux opportunités », <http://ec.europa.eu/europeaid/documents/educ-conf-final-report.pdf>

²⁴⁵⁷ Partie relative à l'EDD des conclusions du Conseil de l'éducation de l'UE (mai 2006) « Dans les conclusions qu'il a publiées en mai, le Conseil de l'éducation de l'UE a souligné qu'il importait d'inclure l'éducation dans la stratégie révisée de l'UE en faveur du développement durable comme indiqué ci-dessous : « Notre capacité de renverser les tendances non viables dépendra dans une large mesure de la mise en œuvre d'une éducation de grande qualité au service du développement durable à tous les niveaux du système éducatif, y compris sur des questions telles que l'utilisation durable des sources d'énergie et des systèmes de transport, les habitudes de consommation et de production durables, la santé, la compétence des médias et une citoyenneté mondiale responsable. Dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, (2005-2014), les Etats membres pourraient étoffer encore leurs plans d'action nationaux, en s'inspirant en particulier du programme de travail « Education et formation 2010 », dont les objectifs sont centrés sur la qualité et la pertinence, sur l'accès pour tous et sur l'ouverture des systèmes et des institutions sur la société et

b) La revalorisation des enjeux négligés : enseignement secondaire, alphabétisation et stade de la petite enfance

1051. Six ans après le Sommet de Dakar et le Sommet du Millénaire fondant la coopération internationale en matière d'éducation pour tous, la Communauté internationale a constaté la nécessité de revaloriser certains enjeux négligés du fait de la concentration des efforts en matière d'éducation primaire. Elle a ainsi mis en exergue l'importance de l'enseignement secondaire en 2004, de l'alphabétisation en 2006 ainsi que de la petite enfance dès 2007. L'approche de l'UE en matière d'éducation pour tous tout au long de la vie a certainement contribué en partie à ce réexamen des priorités d'action internationale, même s'il faut relativiser l'apport de la stratégie de l'UE relative à l'éducation en matière de réduction de la pauvreté, dans la mesure où elle-même reste peu précise voire silencieuse sur le renforcement de la petite enfance, l'enseignement secondaire et l'alphabétisation.

1052. Concernant la revalorisation de l'enseignement secondaire, des études menées par l'UNESCO²⁴⁵⁸ ont démontré qu'il est, d'une part, la suite logique pour les Etats qui atteignent l'objectif d'éducation primaire universelle (EPU), visant à permettre à tous les enfants d'acquérir d'ici à 2015 des connaissances de base en matière de lecture, de calcul, d'écriture afin de se développer en tant qu'individu, d'autre part, son corollaire car il s'avère indispensable à la réalisation même de l'EPU comme le démontrent les études menées, précisant qu'aucun pays n'a atteint l'EPU sans un taux net de scolarisation d'au moins 35% dans l'enseignement secondaire²⁴⁵⁹.

1053. Concernant l'alphabétisation, le rapport mondial de suivi de l'EPT de 2006²⁴⁶⁰ relatif à l'analyse du niveau et de la répartition de l'aide internationale à l'éducation, constate qu'il s'agit d'un enjeu négligé puisque 770 millions d'adultes soit près d'un cinquième de la population adulte de la planète ne possèdent pas de compétences élémentaires en alphabétisme²⁴⁶¹. C'est pourquoi, le rapport estime nécessaire de reconnaître l'alphabétisation comme « un enjeu vital »²⁴⁶², dans la mesure où il s'agit, selon la déclaration universelle des

sur le reste du monde...Il conviendrait de porter une attention particulière à la formation des enseignants. [Les Etats membres] devraient aussi mettre en œuvre la Stratégie de la CENUE en matière d'éducation au service du développement durable adoptée à Vilnius en 2005. L'éducation au service du développement durable doit être promue aussi au niveau de l'UE. » in ED/UNP/DESD/2007/RP/01

http://uneptie.org/sustain/resources/MT/MTF_on_Education_for_SC.pdf

²⁴⁵⁸ Recueil de données mondiales sur l'éducation « Au-delà de l'éducation primaire universelle » UNESCO, Institut de statistiques Montréal 2004 www.unesco.org/docs/EN_GD2004_V2.pdf

²⁴⁵⁹ Ibid.

²⁴⁶⁰ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 « L'alphabétisation, un enjeu vital » 4^{ème} édition UNESCO Isbn 92-3-204008-5 www.efareport.unesco.org et <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001455/145595.pdf>

²⁴⁶¹ Ibid.

²⁴⁶² Ibid.

droits de l'Homme, d'un droit fondamental et d'un élément essentiel du droit à l'éducation. Selon les termes de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012), l'alphabétisation pour tous est en effet « au cœur de l'éducation de base pour tous, il est indispensable de créer des environnements et des sociétés alphabétisées pour parvenir à éliminer la pauvreté, réduire la mortalité infantile, freiner la croissance démographique, instaurer l'égalité entre les sexes et assurer durablement le développement, la paix et la démocratie »²⁴⁶³. L'alphabétisation s'impose ainsi comme la clé du renforcement des capacités humaines et un instrument fondamental de lutte contre la pauvreté, notamment en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et de l'Ouest, en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Il est donc nécessaire selon le rapport de l'EPT de revaloriser cet objectif, en déterminant des concepts communs de coopération car « aucune définition internationale standard de l'alphabétisation et de l'alphabétisme ne rend compte de tous les aspects de cette notion »²⁴⁶⁴, ce qui peut conduire à des difficultés de compréhension, notamment entre les bailleurs et les pays bénéficiaires. Il serait à notre sens justifié de se référer à la définition de l'UNESCO²⁴⁶⁵. Il faudrait également renforcer l'alphabétisation du fait de son impact sur la réalisation des autres objectifs puisqu'« une bonne éducation de base apporte aux élèves des compétences en alphabétisme qui leur serviront toute la vie et leur permettront d'entreprendre d'autres apprentissages, des parents alphabétisés enverront plus facilement leurs enfants à l'école, les personnes alphabètes sont mieux armées pour accéder à la formation continue, enfin les sociétés alphabètes peuvent mieux relever les défis du développement »²⁴⁶⁶. Le rapport précise de ce fait que les Etats doivent adopter des politiques d'alphabétisation explicites afin de développer un enseignement de qualité dans le primaire et le premier cycle du secondaire et d'intensifier les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes.

1054. Le rapport mondial du suivi sur l'Education pour tous de 2007 a quant à lui démontré quant à lui que « la protection et l'éducation de la petite enfance sont le parent pauvre du

²⁴⁶³ La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation est un cadre destiné à promouvoir les actions internationales, régionales et nationales contre l'analphabétisme dont l'UNESCO est le chef de file et le coordonnateur international.

²⁴⁶⁴ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 « L'alphabétisation, un enjeu vital », op.cit.

²⁴⁶⁵ Pour l'UNESCO, l'alphabétisation est « un continuum lié au contexte, de compétences en lecture, écriture, numération acquises et développées par des processus d'apprentissage et de mise en application dans les écoles et autres cadres appropriés pour les jeunes et les adultes ». - Concernant l'alphabétisation, la BDAA est une base de données en alphabétisation des adultes qui permet d'accéder aux organismes en alphabétisation, à une bibliothèque virtuelle, un service subventionné par le Secrétariat national à l'alphabétisation de ressources humaines et développement des compétences Canada <http://www.bdaa.ca/webalpha/webalpha.htm> et www.bdaa.ca/webalpha/internat/internat.htm

²⁴⁶⁶ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 « L'alphabétisation, un enjeu vital », op.cit.

processus éducatif»²⁴⁶⁷ et qu'une revalorisation de l'enjeu est de ce fait nécessaire. Si on observe en 2007 une nette accélération de la scolarisation dans le primaire pour les garçons comme pour les filles, une augmentation de l'aide à l'éducation, il s'avère cependant que la moitié des pays n'a pas de politique de protection et d'éducation des enfants de moins de trois ans. Une politique éducative pourrait cependant contribuer à combattre la mortalité infantile des enfants de moins de cinq ans particulièrement touchés par les maladies. Selon le rapport, « la fréquentation d'écoles maternelles va de 62% en Amérique latine et dans les Caraïbes à seulement 35% dans les PED d'Asie de l'Est et du Pacifique, de 32% en Asie du Sud et de l'Ouest à 16% dans les Etats arabes et 12% en Afrique subsaharienne »²⁴⁶⁸. L'enseignement pré primaire se développe très lentement et les disparités entre les sexes persistent à ce niveau d'enseignement. La nouvelle priorité en matière de petite enfance vise donc à atteindre les exclus afin de garantir les droits des jeunes enfants et d'améliorer leur bien être partant du constat que la petite enfance est une période capitale de développement du cerveau qui permet de construire les bases des apprentissages ultérieurs. C'est un rapport/coût efficacité instituant des mesures préventives compensant les désavantages dont ils pourraient souffrir plus tard, en adoptant une approche qui combine nutrition, santé et soins.

1055. Dès lors, le Conseil a défini le 15 juin 2011 des mesures destinées à renforcer l'accessibilité et la qualité des structures d'éducation et d'accueil de la petite enfance dans l'UE²⁴⁶⁹. Il estime que « la fourniture d'un accès équitable généralisé à des services d'éducation et d'accueil de qualité de la petite enfance peut, dans une large mesure, contribuer au succès de la stratégie Europe 2020 »²⁴⁷⁰, dans la mesure où cela limite le taux de décrochage scolaire et facilitent l'intégration des enfants présentant des besoins particuliers dans les écoles ordinaires. Ces mesures, destinées aux Etats membres de l'UE, témoignent de l'importance du secteur de la petite enfance sur le renforcement de l'équité et en matière de développement économique, et pourraient de ce fait inspirer les Etats partenaires de l'UE et celle-ci dans ses relations avec les tiers.

1056. Si la priorité a été donnée pendant longtemps à la scolarisation au niveau primaire, dont la rentabilité semble plus efficace à court terme que les programmes d'alphabétisation ou les

²⁴⁶⁷ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2007 « Un bon départ – éducation et protection de la petite enfance » édition UNESCO, www.efareport.unesco.org

²⁴⁶⁸ <http://portal.unesco.org>

²⁴⁶⁹ Conclusions du Conseil sur l'éducation et l'accueil de la petite enfance : permettre aux enfants de se préparer au mieux au monde de demain JO C175 du 15 juin 2011, p8-10 – 2011/C 175/03

²⁴⁷⁰ Ibid., paragraphe 3

programmes liés à la petite enfance, il semble que ce choix soit lié à la complexité des structures d'éducation non formelle, qui restent plus difficile à évaluer. Les Etats ont en effet tendance à considérer que les investissements dans l'enseignement primaire et secondaire rapportent plus de bénéfices politiques et économiques. Ils transfèrent ainsi la responsabilité en matière d'alphabétisation aux ONG, considérées plus adéquates à gérer ces structures. Il est intéressant d'analyser l'action de l'UE relative à l'éducation non formelle et informelle en matière de lutte contre la pauvreté...

c)Le renforcement des stratégies de l'UE en matière d'éducation informelle et non formelle

1057. Au-delà des acquis officiellement reconnus par l'obtention d'un diplôme, certaines activités se déroulant en dehors des structures scolaires et universitaires peuvent également contribuer à l'éducation des enfants et à leur bien être. On parle d'éducation non formelle s'il y a intentionnalité éducative, et informelle si l'apprentissage est lié à la vie quotidienne²⁴⁷¹. Ces formes d'éducation sont particulièrement développées dans le cadre de la lutte contre la pauvreté qui requiert d'établir des liens entre éducation, santé, extrême pauvreté et malnutrition, comme le démontre la journée internationale de l'alphabétisation célébrée dans le monde entier le 8 septembre consacrée au thème « l'alphabétisation, clé de la santé et du bien être ». L'UE s'est ainsi engagée à promouvoir l'éducation non formelle et informelle pour lutter contre la précarité et réaliser les OMD, consciente qu'« à l'heure où tout serait possible techniquement, scientifiquement, politiquement, socialement, des millions d'êtres humains demeurent confrontés à la pauvreté extrême, à la faim, aux maladies, à l'absence de perspectives »²⁴⁷². Il est en effet inacceptable qu'11 millions d'enfants meurent chaque année c'est-à-dire 30000 par jour avant d'atteindre l'âge de cinq ans, sachant que la malnutrition est présente dans plus de la moitié des cas. C'est pourquoi l'UE appréhende largement la coopération internationale dans le domaine éducatif, qui doit selon elle également contribuer à la réalisation de l'OMD 4 visant à « réduire la mortalité infantile »²⁴⁷³, à l'OMD 6 qui consiste à « combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies »²⁴⁷⁴ et à l'OMD 1

²⁴⁷¹ Voir notamment Symposium du Conseil de l'Europe sur l'éducation non formelle, du 13 au 18 octobre 2000, Strasbourg

²⁴⁷² Présentation du Commissaire L. MICHEL sur la contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire au travers de sa politique de développement, 10 mars 2005, Collège d'Europe (Bruges), SPO7-104FR, Commission européenne

²⁴⁷³ <http://www.undp.org/french/mdg/goal4-f.shtml> - Dans la réalisation de l'OMD 4, trois indicateurs sont utilisés : taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (UNICEF-OMS), taux de mortalité infantile (UNICEF-OMS), proportion d'enfants de un an vaccinés contre la rougeole (UNICEF-OMS)

²⁴⁷⁴ <http://www.undp.org/french/mdg/goal6-f.shtml>

relatif à la « réduction de l'extrême pauvreté et de la faim »²⁴⁷⁵. Elle promeut ainsi au niveau mondial les mesures d'éducation à la santé, pour lutter contre la mortalité infantile, les maladies et la pénurie de professionnels de santé par la formation, ainsi que les mesures éducatives favorisant la sécurité alimentaire.

1058. Concernant l'éducation à la santé, l'évaluation de la réalisation de l'OMD 4, qui vise à réduire de deux tiers entre 1990 et 2015 le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, ne repose pas sur un indicateur éducatif, tel que par exemple le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans scolarisés par rapport au taux des enfants non scolarisés. Il serait positif d'établir un lien entre réduction de la mortalité infantile et développement des actions liées à l'éducation de la petite enfance, ainsi que la promotion de l'éducation des filles. En effet, l'accès à l'éducation, notamment des filles, et la mise en place d'infrastructures d'accueil, permettraient de diffuser plus aisément des informations et de mettre en place des dispositifs de prévention. L'école est un lieu d'apprentissage et de prévention, où les enfants acquièrent des connaissances utiles à la vie quotidienne, par le biais de campagnes d'informations sur les maladies, les épidémies, la stigmatisation et la discrimination.

1059. L'évaluation de l'OMD 6, qui consiste à « combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies » afin d'en stopper d'ici à 2015 la propagation²⁴⁷⁶, prend en considération l'impact du SIDA sur l'éducation par la consécration d'un indicateur spécifique, à savoir le taux de scolarisation des orphelins par rapport au taux de scolarisation des autres enfants non orphelins âgés de 10 à 14 ans (ONUSIDA-UNICEF-OMS). Le VIH/Sida, quatrième cause de décès dans le monde, a en effet un impact catastrophique sur le système scolaire que ce soit par la pénurie d'enseignants, l'absentéisme des élèves et des enseignants. Selon un rapport national sud africain de 2002, 3000 nouveaux enseignants sont formés par an alors qu'il faudra probablement en former 20 000 si l'accès aux médicaments antirétroviraux ne se

²⁴⁷⁵ <http://www.undp.org/french/mdg/goal1-f.shtml>

²⁴⁷⁶ <http://www.undp.org/french/mdg/goal6-f.shtml> - Trois indicateurs permettent d'évaluer la réalisation de l'OMD 6 : le taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans (ONUSIDA-UNICEF-OMS), le taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (Division de la population du secrétariat de l'ONU), taux de scolarisation des orphelins par rapport aux taux de scolarisation des autres enfants non orphelins âgés de 10 à 14 ans (ONUSIDA-UNICEF-OMS) – Si la Communauté internationale concentre particulièrement l'action sur la lutte contre le VIH, elle souhaite également maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies d'ici à 2015 en évaluant : le taux de prévalence du paludisme et taux de mortalité lié à cette maladie (OMS), la proportion de la population vivant dans les zones à risque qui utilisent des moyens de protection et des traitements efficaces contre le paludisme (UNICEF-OMS) le taux de prévalence de la tuberculose et taux de mortalité liée à cette maladie (OMS), la proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre DOTS (la stratégie contre la tuberculose recommandée au niveau international) (OMS)

généralise pas²⁴⁷⁷. Le premier rapport de suivi de l'UNESCO de janvier 2003 sur la réalisation de l'objectif « Education pour tous dans le monde » a démontré qu'à cause du VIH il faudra un milliard de plus par an pour atteindre le seul objectif d'éducation primaire universelle d'ici à 2015.

1060. Si l'évaluation mondiale prend en considération l'impact du VIH sur les retards pris en matière d'éducation, elle ne prend cependant pas en compte l'impact de l'éducation sur la prévention et la lutte contre la propagation de la maladie, comme le préconise la Commission européenne²⁴⁷⁸. La Commission constate en effet que le manque d'éducation et la pauvreté sont de graves obstacles à la lutte contre le SIDA qui a de ce fait un impact non négligeable sur les systèmes éducatifs. Elle recommande ainsi de renforcer le rôle de l'éducation dans le cadre de la prévention de l'épidémie et la santé des personnes atteintes, car comme le démontrent les expériences en Thaïlande et en Ouganda, la volonté politique des gouvernements d'utiliser l'éducation dans la lutte contre le SIDA a des effets positifs sur la prévalence de cette maladie. Les autres moyens préconisés par l'UE sont la fourniture de matériel didactiques appropriés, le recrutement des professeurs, la prise en charge des orphelins et les campagnes d'informations dans les écoles²⁴⁷⁹.

1061. Il est également indispensable de promouvoir la formation des professionnels de santé car les PED sont souvent affectés par la pénurie de ressources humaines dans le domaine de la santé, comme le constate en 2005 la Commission²⁴⁸⁰, qui préconise en la matière une réponse globale et cohérente de l'UE. C'est pourquoi, le Conseil a adopté une déclaration de consensus de l'UE sur la pénurie des professionnels de santé dans les PED, lors d'une session des 10 et 11 avril 2006, qui a abouti à la mise en place d'un programme européen d'action de l'UE pour la période 2007-2013 relatif à la lutte contre cette pénurie²⁴⁸¹, par le renforcement des capacités nationales de formation et de recherche, qui revêt en effet une importance cruciale pour retenir les capacités de recherche universitaires et cliniques et pour empêcher la fuite des cerveaux. Ce programme commun permet de promouvoir la coordination de l'assistance technique fournie par l'UE à la programmation nationale en matière de

²⁴⁷⁷ Document « Relancer l'Education » - DRAXLER A « Afrique : l'impact du VIH/sida sur les systèmes éducatifs » dans ' lettre d'information de l'IPE, vol XXI n°1 janvier – mars 2003 p8 – www.unesco.org/iipe

²⁴⁷⁸ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la pauvreté dans les pays en développement, op.cit.

²⁴⁷⁹ Ibid.

²⁴⁸⁰ Communication de la Commission « Stratégie d'action communautaire concernant la pénurie des ressources humaines dans le secteur de la santé dans les pays en développement », COM (2005)642

²⁴⁸¹ Communication de la Commission du 21 décembre 2006 relative au « Programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement (2007-2013) » COM(2006)870 final

renforcement des capacités de formation et de recherche, et complète l'action mise en œuvre au titre du programme 'Horizon 2020'²⁴⁸² intégrant le 7^{ème} programme-cadre de recherche 2007-2013²⁴⁸³, qui soutient également le renforcement des capacités de formation, en prenant en compte l'égalité homme-femme en matière d'éducation et de formation, de recrutement et de salaires. La priorité sera donnée à l'Afrique, d'une part, en matière d'extension des réseaux d'excellence et de développement de la santé en ligne 'e-health', d'autre part, en matière de consolidation des capacités de recherche cliniques des PED dans le cadre du Partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCPT) concernant l'Afrique subsaharienne.

1062. Concernant la sécurité alimentaire, force est de constater que le fléau de la faim est un réel handicap à la réalisation de l'EPT car on ne peut apprendre lorsqu'on a faim. Aussi essentiel que soit l'éducation dans la politique d'aide au développement, la lutte contre la faim dans le monde doit rester la première priorité de toute organisation qui agit pour la réduction de la pauvreté, comme le démontre l'OMD 1 lié à la « réduction de l'extrême pauvreté et de la faim »²⁴⁸⁴, dont la finalité est de réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et à combattre ainsi la disette et la malnutrition touchant 1 milliards d'êtres humains. C'est pourquoi l'UE a consacré la sécurité alimentaire comme l'une de ses priorités d'action pour 2007-2013²⁴⁸⁵ et participe activement, en tant que membre à part entière, aux actions de la FAO²⁴⁸⁶. Elle s'est par exemple engagée, dès le Sommet mondial de l'alimentation de Rome en 1996, à participer à l'objectif mondial de réduction de moitié du nombre de personnes sous alimentées d'ici à 2015, en garantissant que sa politique d'aide au développement favorise « l'accès aux soins de santé et à

²⁴⁸² Règlement (UE) n°1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020"(2014-2020) et les règles de diffusion des résultats et abrogeant le règlement (CE) n°1906/2006, JOL347 du 20 décembre 2013, p81

²⁴⁸³ Paragraphe 2.5 du 7^{ème} programme cadre de recherche 2007-2013

²⁴⁸⁴ <http://www.undp.org/french/mdg/goal1-f.shtml> - Indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de l'OMD 1 : proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (indicateur BM), indice d'écart de la pauvreté (indice de pauvreté x degré de pauvreté) (indicateur BM), part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale (BM) - évaluer le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale (indicateur UNICEF-OMS), proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique (FAO)

²⁴⁸⁵ Afin d'orienter les perspectives financières 2007-2013, la Commission a adopté quatre communication dont une consacré spécifiquement au renforcement de la sécurité alimentaire afin d'atteindre les OMD - Elle concerne plus précisément l'élaboration du futur programme d'interventions thématiques complémentaire des programmes nationaux en matière de sécurité alimentaire, COM (2006)21

²⁴⁸⁶ La CE (actuelle UE) est assimilée à un « gouvernement » dans ses domaines de compétences selon la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale – Sommet mondial de l'alimentation 13-17 novembre 1996 www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

l'éducation »²⁴⁸⁷. Elle a ainsi contribué à la mise en œuvre du Plan d'action élaboré à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation du 13 novembre 1996 à Rome qui précise que pour éradiquer la pauvreté et assurer une sécurité alimentaire durable, il faut améliorer « les compétences et les capacités humaines grâce à l'éducation de base et à la formation professionnelle et en cours d'emploi »²⁴⁸⁸, notamment en promouvant « l'accès de tous, en particulier des pauvres et des membres des groupes vulnérables et défavorisés, à l'enseignement de base et aux soins de santé primaire, afin de renforcer leur capacité d'autonomie. »²⁴⁸⁹. Dans cet objectif, les programmes d'alimentation scolaires doivent être favorisés et soutenus particulièrement dans les zones rurales et pour les filles, ainsi que les programmes d'éducation sanitaire. Afin d'assurer une affectation optimale de l'investissement public et privé, les gouvernements et l'UE, la communauté internationale, et les acteurs de la société civile se sont engagés à accorder « la priorité aux investissements axés sur l'être humain, dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition, pour promouvoir une croissance économique à large assise et la sécurité alimentaire durable »²⁴⁹⁰. L'UE prend notamment part à l'initiative mondiale lancée par la FAO « Nourrir l'esprit, combattre la faim » permettant aux enfants de prendre conscience des problèmes de la faim et de la malnutrition²⁴⁹¹.

1063. L'illettrisme et la faim sont en effet deux fléaux liés l'un à l'autre puisque si, d'une part, nombre d'études montrent l'impact direct de l'éducation sur l'accroissement de la production alimentaire notamment des aliments de base, il ne peut y avoir d'éducation sans alimentation. Les chiffres démontent d'ailleurs que ce sont généralement les même personnes qui sont concernées par la faim et l'illettrisme puisque sur « un milliard de personnes illettrées dans le monde, 840 millions souffrent de la faim et sur 180 millions d'enfants mal nourris, 130

²⁴⁸⁷ Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, op.cit. - par exemple dans la région du Sahel, où le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés du Monde, la Commission a adopté un plan global d'aide humanitaire face à la crise alimentaire. Olli Rehn, chargé du développement et de l'aide humanitaire faisant fonction, constate qu'il faut « agir de manière plus préventive dans la lutte contre les causes profondes de la malnutrition aiguë et la mortalité infantile qui en résulte. » - Commission européenne « La Commission alloue 25 millions d'euros supplémentaires à la lutte contre la malnutrition au Sahel et appelle à l'adoption de plans préventifs pour éviter les crises alimentaires » IP/07/785 du 8 juin 07

²⁴⁸⁸ Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, engagement 2 relatif à la mise en œuvre « des politiques visant à éradiquer la pauvreté et l'inégalité et à améliorer l'accès physique et économique de tous, à tout moment, à une alimentation suffisante, adéquate du point de vue nutritionnel et sanitaire, et son utilisation efficace », paragraphe 19 objectif 2.1b www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

²⁴⁸⁹ Ibid., paragraphe 22 – objectif 2.4 www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

²⁴⁹⁰ Ibid., engagement 6, paragraphe 53 – objectif 6.2k www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

²⁴⁹¹ Elle se présente sous la forme de trois modules pédagogiques par niveau primaire, intermédiaire et secondaire et permet aux enseignants de les adapter aux contextes locaux. Le matériel pédagogique : documents, cadre interactif d'Internet est disponible sur demande.
<http://www.fao.org/ag/humannutrition/nutritioneducation/49742/fr/>

millions ne vont pas à l'école »²⁴⁹². La pauvreté conduit ainsi les enfants à participer dès leur plus jeune âge aux travaux ménagers et agricoles au dépend de leur éducation, la faim handicapant de surcroît leur croissance mentale et physique²⁴⁹³. Chercher de l'eau, garder les troupeaux sont de ce fait des activités prioritaires dans le contexte de famine et l'école est souvent éloignée et trop onéreuse pour inciter au changement de mentalité. En effet, l'Etat investit d'abord dans les infrastructures situées dans les zones urbaines au détriment des nombreux enfants vivant dans les zones rurales. C'est pourquoi l'école doit être à la fois attractive, par exemple en permettant aux enfants d'y faire des repas complets, et formatrice en offrant des méthodes d'enseignement adaptées aux véritables besoins, notamment en liant l'enseignement à la sécurité alimentaire²⁴⁹⁴, et en s'adaptant à leur rythme de vie en proposant par exemple des cours du soir et des écoles mobiles pour les enfants de nomades. Ainsi, lors du sommet mondial pour le développement durable qui a eu lieu à Johannesburg en août 2002, auquel la CE a pris part, les spécialistes de l'éducation et de l'agriculture ont mis en place un partenariat intitulé « l'éducation pour les populations rurales » réunissant l'ensemble des membres de la Communauté internationale et permettant d'endiguer les inconvénients de la spécialisation par la mise en commun des activités et le dialogue et l'action conjointe de la FAO, spécialisée dans l'alimentation et l'agriculture, et de l'UNESCO, spécialisée dans l'éducation. L'UE reconnaît le rôle de l'éducation dans l'éradication de la faim et la

²⁴⁹² N.FELIPE SORIA, S.HOLMES, chargées d'information FAO « De la nourriture pour penser : promouvoir l'éducation pour les populations rurales – partenariat FAO-UNESCO, Education pour tous » www.fao.org/french/newsroom/news/2002/12280-fr.html

²⁴⁹³ Rapport mondial UNESCO « La crise cachée : les conflits armés et l'éducation » 2011 ; isbn 978-92-3-204191-3 « Les gouvernements continuent de sous-estimer les conséquences qu'a pour l'éducation la malnutrition subie dans la petite enfance. Dans les pays en développement, près de 195 millions d'enfants de moins de 5 an, soit un tiers du total, souffrent de retard de croissance ou présentent une taille inférieure à la normale pour leur âge, signe d'un mauvais état nutritionnel. »

²⁴⁹⁴ Engagement 3 du plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, op.cit., paragraphe 29 - La transmission de technologies appropriées permettant de garantir la sécurité alimentaire implique également la transmission du savoir faire par une réelle coopération et la mise en œuvre de « programmes de formation, d'éducation et de perfectionnement en vue de la mise en œuvre des ressources humaines locales ». Cet engagement 3 fait référence au lien entre éducation et environnement et vise à poursuivre « des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial » en luttant « contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture » facilitant le transfert de nouvelles technologies. Cela peut notamment se traduire par la mise en place de « jardins potagers scolaires » permettant d'assurer l'accès à un approvisionnement alimentaire sain et appropriés aux besoins de la population tout en permettant l'apprentissage de pratiques et de technologies durables conformes au principe d'appropriation et d'autonomisation de la société. www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

promotion de la sécurité alimentaire²⁴⁹⁵ et valorise de ce fait les actions éducatives dans sa stratégie de lutte contre la sous nutrition²⁴⁹⁶.

1064. L'approche de l'UE en matière d'éducation pour tous tout au long de la vie représente ainsi un réel atout pour la réalisation des OMD lié, d'une part, à l'influence de cette approche sur la revalorisation d'enjeux négligés, d'autre part, au renforcement de l'impact des actions d'éducation non formelle et informelle. Les travaux de l'UE en matière d'éducation inclusive dans la Stratégie Europe 2020 peuvent également être pertinents dans la réalisation de l'EPT, dont l'évolution actuelle englobe des éléments identiques au cadre Education et formation 2020. Les derniers rapports annuels de l'UNESCO sur les avancées de l'EPT sont en effet ciblés sur les objectifs poursuivis par l'UE dans le cadre de sa stratégie Europe 2020, à savoir la lutte contre les inégalités en matière éducative²⁴⁹⁷, l'approche multidimensionnelle du développement notamment concernant l'accès des jeunes à l'emploi²⁴⁹⁸ et le même défi commun de promouvoir une éducation de qualité pour tous²⁴⁹⁹. L'imbrication des stratégies de l'UE en matière de compétitivité et de développement constitue dans ce contexte une approche adaptée aux tendances de l'action mondiale éducative, permettant à l'UE de s'affirmer comme une référence mondiale du développement.

2. Les avantages de l'approche multidimensionnelle de l'UE en matière éducative dans le cadre de la coopération au développement

1065. Selon une allocution du commissaire au développement Louis MICHEL, « en se concentrant sur l'objectif primordial de réduction de la pauvreté, la politique de développement contribue aux objectifs sociaux, environnementaux et de sécurité de l'Union,

²⁴⁹⁵ Communication de la Commission européenne « Une vie décente pour tous – éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable » COM(2013)92 (26p)

²⁴⁹⁶ Voir notamment chapitre 2 'amélioration de la nutrition par des mesures liées à des thématiques clés', point 2.3 'via l'éducation' (p27) in Europaid « la lutte contre la sous nutrition dans l'assistance extérieure – une approche intégrée par secteurs et modalités de l'aide » préparé par la Commission européenne, l'Allemagne, la France, l'Irlande, la Pologne et le Royaume-Uni, coll. 'Outils et méthodes' n°13, septembre 2011 (100p), isbn 978-92-79-16975-5

²⁴⁹⁷ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009 « Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance », UNESCO 2008 ED-2008/WS/51 ; rapport mondial de suivi de l'EPT 2010 « Atteindre les marginalisés », UNESCO 2010 ED-2010/WS/2 ; rapport mondial de suivi de l'EPT 2011 « La crise cachée : les conflits armés et l'éducation », UNESCO 2011 ED-2011/WS/1, www.efareport.unesco.org

²⁴⁹⁸ Rapport mondial de suivi de l'EPT, UNESCO 2012 publié le 16 octobre 2012 « Jeunes et compétences : l'éducation au travail » (améliorer les programmes de développement afin d'offrir aux jeunes de plus grandes chances d'accéder à des emplois décents)

²⁴⁹⁹ Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO 2013/2014 « Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous », ISBN 978-92-3-204255-2 (443p) ; UNESCO « La crise mondiale de l'apprentissage – pourquoi chaque enfant mérite une éducation de qualité », 2014 (16p), ED-2013/W5/28

et à une meilleure maîtrise de la mondialisation »²⁵⁰⁰. Cette vision de la stratégie de lutte contre la pauvreté intègre de ce fait la promotion de l'accès aux services sociaux, tels que l'éducation, la protection de l'environnement, la restauration et préservation de la paix ainsi que le développement économique des PED, dans le contexte mondialisé. L'approche globale, consacrée par les Traités, justifie que la politique extérieure éducative menée par l'UE en matière de lutte contre la pauvreté soit particulièrement étendue, du fait de la transversalité des objectifs de coopération au développement, intégrés à chaque politique de l'UE et de leur lien particulier avec les objectifs PESC en matière de promotion de la démocratie et de protection des droits de l'Homme.

1066. L'UE peut ainsi apporter une réelle valeur ajoutée à la coopération internationale du fait de la cohérence de son action extérieure liant les objectifs de réduction de la pauvreté aux objectifs économiques poursuivis dans le cadre de Doha ainsi qu'aux objectifs de maintien de la paix. Cette approche globale nous semble d'ailleurs nécessaire dans la mesure où la réalisation des OMD ne peut se faire qu'en prenant en considération l'ensemble de ces objectifs liés par nature. La réalisation des OMD d'ici à 2015 repose en effet sur une multitude de stratégies géographiques différenciées par Etat, sachant que certains PED effectueront des progrès plus rapides que d'autres en la matière. De ce fait, alors que dans certains PED l'éducation primaire restera l'action principale, l'action internationale sera dans d'autres davantage ciblée sur l'enseignement secondaire voire supérieur et il sera nécessaire de trouver des instruments garantissant que les progrès réalisés soient maintenus. La politique de l'UE en matière d'aide au développement a donc pour intérêt d'appréhender les retombées sociétales de l'éducation en termes d'augmentation de richesse par habitant, de paix sociale, de taux d'emploi, de création d'activités économiques et de respect des personnes et des biens.

1067. Cette approche multidimensionnelle permet à l'UE de mettre en œuvre des actions éducatives visant à réduire la pauvreté dans l'optique de favoriser également la croissance économique (a) et en prenant en considération les objectifs de maintien de la paix (b).

²⁵⁰⁰ Allocution de L. MICHEL, Commissaire européen au Développement et à l'aide humanitaire « Coopération européenne au développement à l'horizon 2010 : les nouveaux défis », Institut allemand de développement, Bonn, 23 septembre 2005, SPEECH/05/542

a) La réalisation indissociable des objectifs éducatifs liés à la réduction de la pauvreté et au développement économique

1068. Selon une étude effectuée par l'Institut international de planification de l'éducation²⁵⁰¹, les systèmes éducatifs peuvent en effet être totalement détruits en cas de crise économique²⁵⁰² car la détérioration de la situation sociale due à la montée du chômage, à l'inflation et à la dévaluation entraîne la pauvreté qui touche particulièrement les jeunes enfants, les fonds publics étant consacrés prioritairement au paiement des indemnités chômage, aux programmes alimentaires et à la sécurité ce qui ne laisse pas de place à l'éducation. Le travail des enfants est de surcroît toujours lié à un taux de chômage élevé dans la mesure où la pauvreté des ménages a pour conséquence de priver les enfants et encore davantage les filles d'accéder à l'école, phénomène accentué par l'obstacle des mentalités. L'absence d'avenir explique en effet le désintérêt des familles pour l'enseignement et conduit donc à l'abandon scolaire précoce car même si l'on favorise la gratuité, le problème de l'achat du matériel scolaire, du transport, de l'alimentation reste un frein considérable. C'est pourquoi, il est nécessaire de poursuivre les objectifs de développement économique des PED, corrélativement aux OMD, d'une part, pour garantir la réalisation des OMD, notamment la réalisation de l'OMD relatif à l'éducation primaire pour tous les enfants d'ici à 2015 et assurer qu'il n'y ait pas de recul suite à une crise économique, d'autre part, pour soutenir l'intégration des PED dans l'économie mondialisée sachant que leur intégration est conditionnée par l'atteinte des OMD.

1069. Dans ce contexte, l'UE établit un lien entre ses actions éducatives visant à réduire la pauvreté et celles destinées à favoriser la croissance économique en prévoyant des actions relatives à l'éducation de base, à l'éducation liée à l'emploi et à l'enseignement supérieur. Elle soutient ainsi l'éducation primaire au même titre que l'éducation et la formation professionnelle ou le développement des TIC, conformément à sa Stratégie Europe 2020, intégrant la stratégie de développement durable (SDD)²⁵⁰³ et le processus de Lisbonne afin de

²⁵⁰¹ www.unesco.org/iiep

²⁵⁰² TEDESCO (JC), directeur IIPE Buenos Aires « Education et crise économique : regards sur l'Argentine et la Colombie » in lettre d'information de l'IIPE, vol XXI n°1 janvier-mars 2003 – L'auteur expose l'impact de la crise sur les systèmes éducatifs et la nécessité de reformer les politiques éducatives pour les adapter à l'augmentation de l'extrême pauvreté.

²⁵⁰³ La stratégie de l'UE en faveur du développement durable est une stratégie à long terme visant à concilier les politiques ayant pour objet un développement durable, du point de vue environnemental, économique et social afin d'améliorer durablement le bien-être et les conditions de vie des populations par la promotion d'« un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins » [glossaire européen]. Elle a été établie par la communication de la Commission du 15 mai 2001 « développement durable en Europe pour un monde meilleur : stratégie de l'UE en faveur du

répondre aux défis du cycle de Doha. La SDD de l'UE est étroitement liée à la stratégie de Lisbonne et permet de mettre la société de la connaissance au service de l'action en favorisant le développement durable et en permettant aux PED de bénéficier des avantages du volet éducatif de Lisbonne par le transfert de savoir-faire, l'intensification des échanges et l'investissement dans le capital humain. Suite au sommet de Barcelone de 2002, la SDD est enrichie d'une dimension internationale fondée sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement durable²⁵⁰⁴ ce qui a renforcé l'influence de l'UE sur la détermination des objectifs mondiaux de développement durable adoptés lors de la Conférence internationale de Johannesburg en 2002²⁵⁰⁵. Elle contribue ainsi à la gestion des défis mondiaux actuels tels que l'exclusion sociale, la pauvreté et les changements climatiques, notamment par la promotion de l'accès à l'éducation et à la formation qui constituent une mesure intersectorielle de la stratégie²⁵⁰⁶.

1070. L'UE a ainsi proposé d'axer les objectifs mondiaux de développement durable, d'une part, sur la maîtrise de la mondialisation conformément aux engagements pris dans le cadre du cycle de Doha, d'autre part, sur la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement social conformément aux engagements pris lors du Sommet du Millénaire pour le développement. L'éducation est dans ce contexte un domaine prioritaire d'investissement participant au développement économique des PED par la promotion des échanges entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche de l'UE et des PED et le transfert technologique, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté par la promotion de l'éducation de base. L'éducation et la formation peuvent en effet stimuler le changement de comportement freinant le progrès économique et social, et les établissements d'enseignement et de recherche

développement durable » [COM(2001)264], suivie des conclusions du Conseil européen de Göteborg de juin 2001 reprenant les grandes lignes de la stratégie proposée en 2001 et révisée en 2005 [La communication de la Commission du 13 décembre 2005 sur la révision de la Stratégie pour le développement durable « une plateforme pour l'action » [COM(2005)658] a servi de base à l'adoption de la nouvelle stratégie de l'UE en faveur du développement durable lors du Conseil européen de Bruxelles de juin 2006 ; voir également pour l'évaluation Communication de la Commission du 9 février 2005 « Examen de la stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005-premier bilan et orientations futures » COM(2005)37 et communication de la Commission du 22 octobre 2007 « rapport de situation sur la stratégie 2007 en faveur du développement durable » COM(2007)642.

²⁵⁰⁴ La nécessité de développer la dimension extérieure de la stratégie a été consacrée dès le Conseil européen de Göteborg, invitant la Commission à analyser la contribution de l'UE au développement durable au niveau mondial. Cette communication a participé à la détermination de la position de l'UE en vue du sommet mondial pour le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg en 2002-Communication « Vers un partenariat mondial pour un développement durable » COM(2002)82 final du 21 février 2002, non publiée au JO

²⁵⁰⁵ CE « Stratégie de l'Union en faveur du développement durable », document pour la conférence de Johannesburg (Rio+1) 2002

²⁵⁰⁶ Point 13 des conclusions du Conseil européen de décembre 2005 (Doc. 15914/05) ; communiqué de presse du Conseil de l'UE, 2729^{ème} session du Conseil 'Education, jeunesse, culture', 9148/06 (Presse 131), Bruxelles, les 18 et 19 mai 2006, www.consilium.europa.eu/Newsroom

contribuent incontestablement à l'innovation scientifique et technologique, impulsant la croissance économique des PED. Le lien établi par l'UE entre réduction de la pauvreté et développement économique contribue ainsi à la cohérence des politiques de l'UE et des actions éducatives menées à l'échelle internationale. Il est pertinent de relever que la stratégie de développement durable révisée place l'éducation des citoyens comme un domaine d'action prioritaire, ce qui signifie que la politique de développement est également étroitement liée à l'éducation à la démocratie et aux droits de l'Homme...

b) La mise en place d'une stratégie spécifique pour les pays fragilisés

1071. Selon l'UE « l'insécurité et les conflits violents font partie des obstacles les plus importants à la réalisation des OMD »²⁵⁰⁷ et « il ne peut y avoir de développement et d'éradication de la pauvreté sans paix et sans sécurité et il n'y aura pas de paix durable sans développement et sans éradication de la pauvreté »²⁵⁰⁸. Partant de ce constat, la lutte contre la pauvreté et le maintien de la paix sont étroitement liés, c'est pourquoi les mesures employées par l'UE en matière d'aide au développement reposent sur un dialogue politique permanent avec les PED pour le maintien de la paix, la promotion des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'Etat de droit. L'UE a ainsi adopté une politique de développement spécifique envers les Etats fragiles²⁵⁰⁹ c'est-à-dire affectés par une fragilité structurelle de l'économie, une carence de la gouvernance démocratique, ou des dégradations environnementales, car cet état de fragilité entraîne l'incapacité de l'Etat à assumer ses obligations en terme de fourniture des services de base comme l'éducation, de gestion des ressources et d'Etat de Droit, et constitue de ce fait un obstacle au développement durable, à la stabilité régionale, à la sécurité internationale et de ce fait à la réalisation des OMD. Les Etats fragiles sont en effet confrontés à de plus grandes difficultés dans la réalisation de l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015 ce qui nécessite une assistance technique et financière supplémentaire. L'ICD est ainsi complété par l'instrument de stabilité²⁵¹⁰, outil spécifique élaboré pour faire face à des situations de crise dans des pays tiers afin de les

²⁵⁰⁷ Consensus européen, op.cit., paragraphe 37

²⁵⁰⁸ Ibid., paragraphe 40

²⁵⁰⁹ Communication de la Commission « Vers une réponse de l'UE aux situations de fragilité – s'engager pour le développement durable, la stabilité et la paix dans les environnements difficiles », COM(2007)643 non publiée au JO – acte lié aux Conclusions du Conseil sur la réponse de l'UE aux situations de fragilité – Conseil des Affaires générales et des relations extérieures 19 novembre 2007 non publiées

²⁵¹⁰ Règlement (CE) n° 1717/2006 du Parlement et du Conseil du 12 novembre 2006 instituant un instrument de stabilité entré en vigueur le 14 décembre 2007, JO L 327 du 24 novembre 2006 et renouvelé par le Règlement (UE) n°230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix, JO L77 du 15 mars 2014, p1-9

stabiliser dans la perspective de mettre en œuvre les politiques de développement et de coopération dans les meilleures conditions.

1072. La promotion de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme est donc une mesure indissociable de la réalisation de l'éducation pour tous d'ici à 2015, et l'éducation peut réciproquement permettre de renforcer la stabilité politique et la paix sociale. L'UE favorise ainsi l'éducation à la démocratie, à la citoyenneté et aux droits de l'Homme afin d'instaurer un contexte de paix sociale et de sécurité favorable à la réalisation des OMD. Si la cellule familiale est le premier lieu d'apprentissage, l'école est en effet le centre par excellence de transmission des valeurs dans la mesure où on y inculque les valeurs fondamentales à la vie en société permettant à chaque individu, d'une part, de s'épanouir par l'acquisition de connaissances, d'autre part, d'apprendre le respect d'autrui au sein d'activités communes, que ce soit par la diffusion des valeurs démocratiques ou la lutte contre les stéréotypes. L'UE lutte ainsi contre l'exclusion sociale et protège le droit de tous à l'éducation, conformément à la Déclaration de Jomtien²⁵¹¹, que ce soit dans le cadre du dialogue politique établi dans le cadre de la coopération géographique ou par le biais du programme thématique de promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le Monde²⁵¹². Mis en place le 25 janvier 2006 par la Commission²⁵¹³, ce programme participe à la protection du droit à l'éducation dans le cadre de documents de stratégie, de programmes d'actions annuels et de mesures spéciales. Il se caractérise par le fait qu'il « ne nécessiterait pas l'accord formel des gouvernements des pays concernés » puisque selon la Commission « il y a encore des élites qui n'ont pas de sens de responsabilité et répondent mal aux attentes des citoyens, recourant parfois à la répression contre les dissidents et l'opposition »²⁵¹⁴. C'est pourquoi, elle mobilise en premier lieu les organisations de la société civile, afin de sensibiliser par le dialogue sur l'éducation et la formation les acteurs clés du pays concerné pour promouvoir le renforcement de la protection des libertés fondamentales²⁵¹⁵. Dans ce

²⁵¹¹ Le Préambule de la Déclaration de Jomtien rappelle le caractère fondamental du droit à l'éducation par référence à la déclaration universelle des droits de l'Homme.

²⁵¹² http://unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/background/jomtien_declaration.shtml

²⁵¹³ COM(2006)23 final, www.europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/rl2543.htm

²⁵¹⁴ Mis en place par le règlement (CE) n° 1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006, JO L386 du 29 décembre 2006, et renouvelé par le Règlement (UE) n°235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde, JO L77 du 15 mars 2014, p85-94 - cet instrument s'inscrit dans le prolongement de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) dont la base légale a expiré fin 2006

²⁵¹⁵ Ibid.

²⁵¹⁶ COM (2006)23 final www.europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/rl2543.htm

contexte, l'éducation se comprend comme 'l'éducation pour la culture'²⁵¹⁶, dans la mesure où elle vise à réformer la pensée par l'éducation, c'est-à-dire à « former des esprits libres et autonomes pour forger des citoyens responsables et justes »²⁵¹⁷.

1073. La politique extérieure éducative de l'UE contribue dans ce cadre à soutenir la promotion de la démocratie dans les pays tiers²⁵¹⁸, notamment par la lutte contre toute forme de discrimination en matière d'accès à l'éducation, consciente qu'« un pays ne doit pas être déclaré mûr pour la démocratie, mais il doit parvenir à la maturité par la démocratie »²⁵¹⁹. Cette citation du Prix Nobel d'économie indien AMARTYA SEN démontre en effet l'importance du modèle démocratique pour le développement économique et social d'un pays du fait de son influence sur la stabilité politique sur le long terme, la sécurité juridique et l'instauration d'un climat de liberté indissociable du développement durable. Dans sa quête de l'« Etat de droit planétaire », l'UE recherche donc à promouvoir une « mondialisation humaniste fondée sur le multilatéralisme et non sur les rapports de force, sur les droits fondamentaux...notamment par le partage et la diffusion des connaissances pour tous »²⁵²⁰. Cette approche multidimensionnelle lui permet ainsi d'apporter une aide au développement efficace prenant en compte les particularismes de chaque population, et de contribuer aux nouvelles directions de l'action mondiale éducative, comme l'illustre notamment les avancées de l'EPT ciblées dans le rapport mondial de l'UNESCO de 2011 sur le lien entre conflits armés et éducation²⁵²¹.

Paragraphe 2/ L'UE, un acteur incontournable de la réalisation de l'action mondiale en faveur de l'éducation pour tous d'ici à 2015

1074. Particulièrement active dans la réalisation de l'EPT et des OMD d'ici à 2015, l'UE inscrit son action dans une perspective constante d'efficacité et d'efficience. Cette approche

²⁵¹⁶ Nietzsche « toute éducation qui laisse apercevoir au bout de sa carrière un poste de fonctionnaire ou un gagne pain n'est pas une éducation pour la culture comme nous la comprenons mais une indication de chemin par lequel on sauve et on protège son sujet dans la lutte pour l'existence » in « Sur l'avenir de nos établissements d'enseignement » 1872 in « Nietzsche, Œuvres complètes » Tome I, Vol. 2, Gallimard La Pléiade 2000

²⁵¹⁷ www.polleneducation.org (site ONG de défense du droit à l'éducation)

²⁵¹⁸ Rôle de l'UE dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation des pays tiers – www.europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r10101.htm; voir communication de la Commission du 8 mai 2001, COM (2001)252 final et rapport spécial n°12/2000 relatif à la gestion par la Commission du soutien apporté par l'UE au développement des droits de l'Homme et de la démocratie dans des pays tiers, accompagné des réponses de la Commission JO C230 du 10 août 2000

²⁵¹⁹ « La démocratie des autres, pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident » Manuels Payot 2005

²⁵²⁰ Avis du Comité économique et social européen sur les défis et chances de l'UE dans le contexte de la globalisation », (2007/C 175/16), JO C 175 du 27 juillet 2007, p 57-64

²⁵²¹ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011 « La crise cachée : les conflits armés et l'éducation », UNESCO 2011 ED-2011/WS/1 www.efareport.unesco.org

l'a conduite à s'impliquer de manière accrue dans son rôle de bailleur de fonds et de conseil auprès des pays en développement, notamment par la diffusion de bonnes pratiques et l'adoption de mesures éducatives allant au-delà de l'objectif fixé initialement, et prônant l'accès de tous à une éducation de qualité, basée sur un renforcement constant des moyens (A). L'amélioration continue de son intervention extérieure s'est également traduite par un engagement ferme de l'UE à respecter la date butoir fixée pour l'atteinte des OMD, en impulsant l'accélération de leur réalisation, face aux retards pris ces dernières années (B). L'UE revendique ainsi un rôle moteur dans l'action mondiale éducative, en démontrant la valeur ajoutée de son expertise en matière d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'action menée.

A/ L'inscription de l'objectif d'éducation pour tous dans la stratégie globale et intégrée de l'UE en matière de coopération au développement

1075. Depuis le consensus européen de 2005, l'UE et les Etats membres poursuivent leurs actions sur le fondement d'une vision commune du développement²⁵²². Dans ce cadre, la politique de développement de l'UE a pour principal objectif l'éradication de la pauvreté dans le contexte du développement durable, notamment la réalisation des OMD, ainsi que la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'Homme. Au niveau de l'UE, « ces objectifs seront poursuivis dans tous les pays en développement et appliqués à la composante 'aide au développement' de toutes les stratégies communautaires de coopération avec les pays tiers »²⁵²³, c'est-à-dire également dans le cadre de la politique extérieure éducative. La réalisation de l'OMD visant à garantir l'accès à l'éducation pour tous d'ici à 2015 s'inscrit ainsi dans une stratégie globale et intégrée de l'UE en matière de coopération au développement, qui se fonde sur un ensemble d'instruments et programmes, géographiques et thématiques.

1076. L'analyse des moyens mis en œuvre par l'UE afin de réaliser l'éducation pour tous, et leur consolidation, permet d'appréhender la spécificité de l'intervention européenne en la matière, résidant principalement dans les liens étroits qu'elle entretient avec les lignes directrices de sa propre stratégie de développement, déterminées dans le cadre de la stratégie de Lisbonne et de l'actuelle Stratégie Europe 2020. L'action de l'UE visant à garantir l'accès

²⁵²² Le 'consensus européen' consacre une deuxième partie à « la politique de développement de la Communauté européenne » qui présente « la manière dont les objectifs, les principes, les valeurs, la cohérence des politiques pour le développement et les engagements définis dans cette vision commune seront rendus opérationnels au niveau de la Communauté ».

²⁵²³ Ibid., paragraphe 42

de tous à l'éducation d'ici à 2015 repose en effet, de manière similaire, sur la recherche constante de renforcement de l'équité et l'amélioration continue de la qualité des systèmes éducatifs (1), dans une perspective globale de réalisation des OMD (2).

1. La promotion internationale des valeurs éducatives européennes : améliorer l'accessibilité et la qualité des systèmes éducatifs des pays en développement

1077. L'UE définit clairement ses objectifs et les moyens à mettre en œuvre afin de promouvoir l'éducation dans le cadre de la coopération au développement²⁵²⁴. Ciblée principalement sur l'éducation de base, son soutien vise à faciliter l'accès à l'école par la promotion de la gratuité et du caractère obligatoire de l'enseignement primaire, afin de favoriser l'accès à l'éducation des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment des filles. Il promeut également une augmentation significative des ressources en la matière et l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des systèmes éducatifs, par le renforcement des infrastructures, des moyens pédagogiques et des ressources humaines. La participation de l'UE à la réalisation de l'OMD visant à garantir l'accès de tous à l'éducation primaire d'ici à 2015, repose ainsi, au même titre que la stratégie de Lisbonne et la Stratégie Europe 2020, sur les mêmes éléments clés, à savoir la promotion du principe d'équité (a) et le renforcement de la qualité du système éducatif concerné (b).

a) Combattre l'exclusion sociale : une éducation primaire obligatoire, gratuite, accessible à tous

1078. S'inspirant des dispositions des conventions internationales²⁵²⁵ et des références doctrinales fondamentales²⁵²⁶, l'UE consacre, à l'article 14 de sa Charte des droits

²⁵²⁴ Communication de la Commission du 6 mars 2002 au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, op.cit. ; Résolution 8958/02 du Conseil du 30 mai 2002 sur l'éducation et la pauvreté, op.cit.

²⁵²⁵ Article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 « 1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. 2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les Nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. 3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants » ; article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant « les Etats parties...rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous »

²⁵²⁶ Dans son discours du 10 avril 1870 Jules Ferry, député de Paris, lutte contre l'exclusion du savoir en affirmant « Ma prétention est de vous montrer que l'égalité d'éducation n'est pas une utopie ; que c'est un principe ; qu'en droit elle est incontestable et qu'en pratique cette utopie apparente est dans l'ordre des choses possibles », « L'inégalité d'éducation est, en effet, un des résultats les plus criants et les plus fâcheux au point de vue social, du hasard de la naissance. Avec l'inégalité d'éducation, je vous défie d'avoir jamais l'égalité des

fondamentaux, le droit de tous à l'éducation, et notamment « la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire »²⁵²⁷. Conformément à ses valeurs, l'UE soutient les pays en développement partenaires, œuvrant à la réalisation de l'OMD relatif à l'éducation pour tous, en orientant son intervention vers la promotion d'un service éducatif inclusif, accessible, obligatoire et respectueux des valeurs démocratiques et culturelles. Pour garantir la scolarisation de tous les enfants au niveau primaire, l'UE combat dans cette perspective toutes les formes d'exclusion sociale, fondées sur la richesse ou liées aux mentalités. Placé au cœur de la Stratégie 'Europe 2020' et du cadre 'Education et formation 2020', le principe d'équité régit ainsi, de la même manière, l'action de soutien de l'UE en faveur de la réalisation de l'OMD 'éducation', démontrant la volonté de l'UE de partager son expérience et ses bonnes pratiques avec ses partenaires.

1079. Basant sa politique sociale sur le droit de chaque individu au bénéfice des services sociaux qui « contribuent au bien être et au développement des individus et des groupes dans la communauté ainsi qu'à leur adaptation au milieu social »²⁵²⁸, l'UE promeut l'accès au service éducatif comme une étape indispensable à tout développement social. Afin de garantir l'accessibilité au service d'éducation à tous, elle propose aux partenaires d'opter pour une éducation de base obligatoire, afin de permettre à l'Etat de contraindre le changement des mentalités, d'une part, en luttant contre les stéréotypes faisant souvent obstacle à la scolarisation des filles, d'autre part, en imposant la scolarisation des enfants appartenant aux populations vulnérables, souvent amenés à travailler dès leur plus jeune âge. Il semble utile de surcroît de renforcer ce caractère obligatoire par la fixation d'un âge minimum d'admission à l'emploi, comme suggéré par l'article 7 de la charte sociale européenne²⁵²⁹ et l'article 32 de la charte des droits fondamentaux de l'UE²⁵³⁰, afin d'éviter l'exploitation des enfants et de

droits, non l'égalité théorique mais l'égalité réelle, et l'égalité des droits est pourtant le fond même et l'essence de la démocratie », Discours et opinions de Jules Ferry I Armand Colin et Cie 1893

²⁵²⁷ Article 14 de la Charte des Droits fondamentaux de l'UE 'Droit à l'éducation' « 1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue. 2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire. 3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice. »

²⁵²⁸ Article 14 de la Charte sociale européenne révisée de 1996

²⁵²⁹ L'article 7 de la Charte sociale européenne relatif au « droit des enfants et des adolescents à la protection » fixe à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi sauf pour les travaux légers et interdit tout travail pouvant affecter leur instruction.

²⁵³⁰ Article 32 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE 'Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail' « Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées. Les jeunes admis au travail doivent bénéficier de conditions de travail adaptées à leur

garantir leur scolarisation. Dans la mesure où le caractère obligatoire de l'éducation de base est susceptible d'affecter les familles défavorisées, pour qui le travail des enfants représente une source de revenus indispensable, il convient d'inciter à la scolarisation, en développant des actions de sécurité alimentaire en matière scolaire, telle que le soutien de l'UE au programme national rwandais « Un verre de lait pour chaque enfant »²⁵³¹, basé sur la distribution de lait dans les écoles maternelles et primaires.

1080. Il est également indispensable d'assurer la gratuité de l'éducation, principe promu par l'UE dans le cadre de son soutien aux réformes des systèmes éducatifs des PED, comme par exemple dans le cadre du partenariat stratégique Afrique-UE²⁵³². L'éducation de masse est en effet indispensable à la réduction de la pauvreté, notamment dans les zones rurales²⁵³³, comme l'illustre l'expérience du Kenya, premier pays africain engagé dans l'Education pour tous (EPT) à avoir institué la gratuité de l'enseignement primaire en 2002. Cette mesure a permis l'inscription de plus de « 1,7 millions d'enfants, auparavant exclus du système scolaire »²⁵³⁴, ce qui prouve son efficacité. De même, l'abandon des frais de scolarité a permis une inscription massive dans le cycle primaire, au Burundi, en Ethiopie, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Malawi, au Népal, et en Tanzanie. « En Tanzanie, le taux d'inscription a doublé par rapport à celui de 1999 pour passer à 99.6% en 2008. En Ethiopie, le taux net d'inscription était de 79% en 2008 soit une augmentation de 95% depuis 2000 »²⁵³⁵.

1081. Cependant l'éducation de masse a également pour conséquence directe de surcharger les classes, ce qui implique un investissement accru de l'Etat en matière d'infrastructures d'accueil et de recrutement des enseignants pour répondre à la demande. Promouvoir la qualité de l'éducation est de ce fait un objectif indissociable de l'augmentation du nombre d'élèves accédant à l'éducation car la qualité des moyens pédagogiques et le recrutement massif d'enseignants sont nécessaires pour éviter l'échec de la politique de gratuité. En effet,

âge et être protégés contre l'exploitation économique ou contre tout travail susceptible de nuire à leur sécurité, à leur santé, à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation. »

²⁵³¹ http://ec.europa.eu/europeaid/what/millennium-development-goals/mdg_initiative_fr.htm

²⁵³² Partenariat stratégique Afrique-UE 'relever ensemble les défis d'aujourd'hui et de demain' mai 2011, isbn 978-92-824-2925-9 (161p), extrait p107-108 - Parmi les résultats escomptés, est prévu notamment le « renforcement des mesures incitatives prises par les pouvoirs publics pour réduire, à tous les niveaux, les obstacles économiques à l'éducation, comme par exemple les droits d'inscription »

²⁵³³ Symposium international sur l'éducation rurale, Baoding Province de Hebei, Chine, 20-23 janvier 2003 - ateliers pour les bailleurs de fonds « Eduquer les populations rurales : éradiquer la pauvreté », décembre 2002, FAO, Rome – sensibiliser, renforcer la coordination, convenir d'une approche commune, partage d'expérience

²⁵³⁴ Article paru sur le site de l'Internationale de l'éducation - « Kenya : défis postérieurs à l'EPT » www.ei.ie.orf/fr/article/show.php?id=20&theme=educationforall&country=ken...

²⁵³⁵ Sommet des Nations Unies 20-22/09/2010 New York Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale – fiche d'information 'ce qui a marché'

« l'éducation pour tous ne signifie pas mettre des enfants dans une classe. Il s'agit de fournir aux enfants un professionnel qualifié de l'enseignement au sein d'un environnement d'enseignement et d'apprentissage acceptable »²⁵³⁶. L'aide de la Commission a dans ce contexte permis à 9 millions d'élèves d'avoir accès à l'enseignement primaire depuis 2004 et de former plus de 720000 professeurs²⁵³⁷.

b) Améliorer la qualité des systèmes éducatifs des PED

1082. Conformément aux dispositions de l'article 165 TFUE, l'UE « contribue au développement d'une éducation de qualité », en encourageant la coopération entre Etats membres et en favorisant la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales. L'intervention de l'UE en matière de réalisation de l'OMD visant à garantir l'accès de tous à l'éducation primaire a de ce fait pour spécificité de relever le niveau d'exigence en tendant vers l'accès de tous à une éducation de qualité. Le renforcement qualitatif de l'éducation dispensée est de ce fait pour l'UE un enjeu indissociable de l'objectif visant à garantir l'accès de tous à l'éducation, ce qui implique, selon la vision européenne, de promouvoir une mise à jour permanente des connaissances visant un niveau élevé d'éducation, ainsi qu'une amélioration structurelle du secteur éducatif.

1083. Afin de soutenir les pays partenaires dans la réalisation d'un tel objectif, l'UE favorise dans le cadre de sa coopération au développement, l'approche participative des PED et de la population civile, par le biais du dialogue politique. Elle opte pour une aide sectorielle ou axée sur l'appui macroéconomique et budgétaire, permettant de soutenir les réformes gouvernementales, ce qui est d'autant plus approprié à la sensibilité régalienne du secteur éducatif. L'UE contribue ainsi à l'amélioration de la qualité des systèmes d'éducation en favorisant l'appropriation, l'approche différenciée et l'évaluation, ce qui tend en faveur d'une responsabilisation accrue des PED dans la réforme de leurs systèmes éducatifs. L'UE considère en effet que « les pays en développement devront améliorer l'efficience et la qualité de leurs systèmes éducatifs ainsi que l'accès à l'éducation primaire en tendant à la rendre obligatoire et gratuite »²⁵³⁸. Ils sont donc responsables de la qualité de leurs systèmes éducatifs et sont incités à investir davantage, d'une part, dans les infrastructures par la

²⁵³⁶ Site de l'Internationale de l'éducation www.ei-ie.org

²⁵³⁷ Voir chiffres in rapport de la Commission européenne 'Contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire pour le développement : quelques résultats importants des programmes de la Commission européennes », 2010, (25p), isbn 978-92-79-16350-0

²⁵³⁸ Communication de la Commission au Conseil et au parlement sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, COM(2002)116 Bull. UE 3-2002 p110

construction d'écoles, de centres de formation et l'amélioration des transports, d'autre part, dans les ressources humaines afin de garantir notamment un nombre suffisant d'enseignants, mieux formés et bénéficiant d'un traitement financier et de conditions de travail acceptables.

1084. L'UE participe, dans ce contexte, à l'augmentation des capacités et des ressources financières des PED pour assurer une gestion plus efficace du système éducatif, dans le respect du principe d'appropriation et en favorisant l'autonomisation des populations par la promotion du travail indépendant et du micro financement²⁵³⁹. Elle promeut l'augmentation des ressources, l'innovation des méthodes de formation, la mise à disposition des données, l'échange de bonnes pratiques, la pertinence et la cohérence de l'enseignement avec les exigences du marché de l'emploi et les besoins socioéconomiques prenant notamment en considération l'éducation à la santé et la prévention des conflits.

1085. Renforçant l'appropriation, l'UE considère que la qualité repose sur la prise en compte des spécificités. Elle favorise donc une approche différenciée dans le cadre de sa coopération au développement, en mettant en place une coopération sur mesure par pays ou région, fondée sur les besoins, les stratégies, les atouts et priorités des bénéficiaires. Les objectifs éducatifs quantitatifs ou qualitatifs sont variables selon les documents de stratégie élaborés par pays ou par région, ayant pour point commun d'être déterminés « en vue de réaliser les OMD »²⁵⁴⁰, sachant qu'en la matière l'UE continue à donner la priorité « aux pays les moins avancés et aux autres pays à faible revenu »²⁵⁴¹. De même, le choix des modalités de l'aide de l'UE les plus appropriées pour chaque pays s'effectue dans le cadre du cycle de programmation. L'appui budgétaire est généralement la modalité préférée pour soutenir les réformes économiques et budgétaires et la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté en faveur de secteurs spécifiques tels que l'éducation, ou de programme général de dépenses publiques, afin de soutenir les bénéficiaires face à l'accroissement des budgets de fonctionnement²⁵⁴².

1086. L'UE contribue également à l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs des PED, d'une part, par la promotion des bonnes pratiques et de pratiques innovantes en matière

²⁵³⁹ Déclaration du Parlement européen sur le microcrédit adoptée le 8 mai 2008 – Bull. UE 5-2008, point 1-31-1 - Le Parlement européen a demandé au Conseil et à la Commission de reconnaître l'importance du micro crédit dans le cadre du processus de Barcelone et des politiques de voisinages et de développement. Il suggère la création d'une association conjointe du micro crédit chargée de la certification de crédibilité des projets.

²⁵⁴⁰ Le 'consensus européen'

²⁵⁴¹ Ibid.

²⁵⁴² Ibid., paragraphe 113

d'accès à l'éducation et de qualité, telles que celles des 'écoles de base' au Mali²⁵⁴³, ou des 'écoles ambulantes sous tente' en Mongolie, d'autre part, par l'évaluation des progrès réalisés par les PED en matière d'OMD. Ses documents de stratégies par pays participent à cette évaluation et permettent à l'UE de fixer des lignes directrices pour surmonter les obstacles à la réalisation des OMD. L'évaluation des progrès est donc un instrument indispensable de l'action de l'UE en faveur d'une éducation de qualité, comme l'illustre notamment la coopération avec les pays ACP²⁵⁴⁴ dans le cadre de laquelle l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE évalue régulièrement les progrès effectués dans la réalisation des OMD et de l'EPT²⁵⁴⁵.

2. La vision holistique de l'UE en matière de réalisation des OMD

1087. Dès septembre 2000, la CE et les Etats membres ont adapté leurs politiques de coopération au développement pour se concentrer sur la réalisation des OMD. Constatant qu'en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud, plus de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté, l'UE en tant que principal bailleur de fonds de l'APD et principal partenaire commercial des PED, a donc décidé en novembre 2000²⁵⁴⁶, de mettre en place de nouveaux instruments et d'augmenter les fonds afin de renforcer l'efficacité de son action extérieure en matière de réduction de la pauvreté. Cette ligne directrice a abouti en 2005 à l'adoption du Consensus européen de 2005²⁵⁴⁷, jetant les bases d'une politique commune cohérente de la

²⁵⁴³ R.LALLEZ « Les écoles de base au mali : nouveaux modèles ou 'écoles alternatives' ? Quel avenir pour les écoles de base ? », p 39 - Les 'écoles de base' développées en 1983 au Mali visent à assurer une éducation de masse et de qualité. Ce modèle s'inspire d'un modèle fondé sur l'égalité, la citoyenneté, la gratuité, l'obligation. Faute de moyens et d'infrastructures les promoteurs de l'école de base n'ont hélas pas pu prouver l'efficacité du système - en pratique en 1990 le taux net de scolarisation était seulement de 19% et le rendement du système ne semblait pas positif du fait des mauvaises conditions de l'enseignement et de l'inadéquation aux besoins (absence de formations agricoles notamment), in « Modèles, transferts et échanges d'expériences en éducation : nécessité d'une analyse conceptuelle et d'une réflexion méthodologique » - Actes du Colloque international de l'Association francophone d'éducation comparée organisée au centre international d'études pédagogiques de Sèvres », 18-20 mai 1995 Commission européenne 1995 (277p)

²⁵⁴⁴ IP/05/789 du 24 juin 2005 et http://ec.europa.eu/comm/development/body/cotonou/introduction_fr.htm

²⁵⁴⁵ Par exemple Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE réunie à Bamako (Mali) du 18 au 21 avril 2005, résolution sur les progrès réalisés en matière d'éducation primaire pour tous et d'égalité entre les hommes et les femmes dans les pays ACP, dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ACP-UE3752/05/déf. - Elle demande notamment à la Commission européenne d'inclure dans les documents de stratégie par pays négociés avec les pays ACP une référence spécifique aux OMD 2 et 3 et à la nécessité d'inciter les filles à suivre l'enseignement primaire et aux pays ACP qui ne bénéficient pas encore l'Initiative Fast Track de lancer des plans d'action d'éducation pour tous.

²⁵⁴⁶ Déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 concernant la politique de développement de la CE sur la base de la communication de la Commission du 26 avril 2000 au Conseil et au Parlement sur le même thème – Cette déclaration vise à promouvoir une stratégie transparente, visible et cohérente de la politique communautaire de coopération au développement afin d'optimiser la valeur ajoutée de la CE et d'améliorer la qualité et l'impact de son action extérieure notamment face aux nouveaux défis mondiaux

²⁵⁴⁷ Le 'consensus européen' définit pour la première fois un cadre de coopération fondé sur des principes communs dans lequel l'UE et les Etats membres mettront chacun en œuvre leurs politiques de développement dans un esprit de complémentarité.

CE et des Etats membres en matière de développement, puis en 2006 à la réforme des instruments de relations extérieures de l'UE dans les perspectives financières 2007-2013. Optant pour une approche globale en matière de relations extérieures lui permettant d'appréhender les enjeux mondiaux de manière unifiée, l'UE s'implique ainsi de façon originale dans la réalisation des OMD. Elle poursuit en effet ces objectifs mondiaux dans le cadre d'une stratégie globale de développement social et humain, permettant de lier les actions en matière d'éducation, de santé, d'égalité des genres et de cohésion sociale.

1088. Dans ce contexte, l'UE a adopté une série d'instruments lui permettant de contribuer à la réalisation des OMD dans un cadre cohérent et intégré. Elle a notamment mis en place un programme thématique visant à investir dans les ressources humaines, qui permet de soutenir les actions de développement social et humain de manière intersectorielle. Pour la période 2014-2020, le programme thématique de l'UE « Développement humain, y compris le travail décent, la justice sociale et la culture »²⁵⁴⁸ englobe un volet spécifique « éducation, connaissances et compétences ». L'adoption du consensus européen marque une étape essentielle de son action extérieure en lui permettant de s'affirmer comme un partenaire global du développement, grâce à une coordination accrue des moyens des Etats membres et de l'UE (a) et l'adoption de nouvelles modalités innovantes de financement, spécifiquement prévues pour la réalisation des OMD (b).

a) L'affirmation de l'UE comme 'partenaire global pour le développement' en matière de réalisation des OMD

1089. Les Etats membres et l'UE partagent une vision commune du développement consacrée depuis 2005 par le 'consensus européen pour le développement'²⁵⁴⁹, qui s'est traduit par la mise en place d'un cadre commun de principes et d'objectifs, dont la promotion de l'accès à l'éducation primaire pour les filles et les garçons fait partie. Cette approche coordonnée des Etats membres et de l'UE renforce incontestablement la cohérence de leur action extérieure et consolide les moyens en organisant la mise en commun des fonds, ce qui permet d'éviter les doublons et d'accroître l'efficacité des actions. La communication du 9 avril 2008²⁵⁵⁰ a marqué le franchissement d'une nouvelle étape en déterminant la position commune de l'UE,

²⁵⁴⁸ Paragraphe III de l'annexe II du règlement n°233/2014, op.cit., ce programme s'inscrit dans la continuité des programmes « développement social » et « Investir dans les ressources Humaines »

²⁵⁴⁹ Le 'consensus européen', op.cit.

²⁵⁵⁰ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Conseil économique et social européen et au Comité des régions intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement », COM(2008)177, SEC(2008)431, SEC(2008)432, SEC(2008)433, SEC(2008)434, SEC(2008)435 du 9 avril 2008

en tant que ‘partenaire global’ en matière d’OMD, afin d’accélérer la réalisation des OMD et renforcer la présence de l’UE sur la scène internationale. Suite à la demande du Conseil européen du 14 décembre 2007, invitant la Commission à préparer un rapport sur la contribution de l’UE aux OMD²⁵⁵¹, cette communication vise à élaborer une position commune européenne en prévision de la Conférence d’Accra de 2008²⁵⁵², qui fait le bilan sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide de 2005, du Sommet de Doha²⁵⁵³ et sur le suivi des engagements pris lors de la conférence de Monterrey en 2002 sur le financement du développement. Elle vise à démontrer le rôle clé de l’UE en matière de réalisation des OMD et la crédibilité de ses engagements en la matière, ce qui se traduit notamment par une augmentation de sa contribution financière à la réalisation des OMD.

b) L’adoption de nouvelles modalités de financements ciblées

1090. Afin d’impulser une prise de conscience et une responsabilisation collective pour endiguer le déficit de financement dans la réalisation des OMD, l’UE s’est fermement engagée à participer au cadre d’accélération des OMD²⁵⁵⁴, adopté en décembre 2010, suite à la réunion plénière de haut niveau des Nations Unies de septembre 2010, visant à faire le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD. Ayant pour objectif d’endiguer les disparités d’avancement en matière de réalisation des OMD, ce cadre vise à renforcer les capacités des pays partenaires en matière de planification et d’intégration des OMD, par la mise en place de dix projets pilotes d’application ciblés sur des secteurs sensibles, tels que l’éducation. Il permet également d’identifier les obstacles à la réalisation des OMD et de proposer des solutions. L’OMD d’éducation primaire pour tous a été ainsi freiné en 2011 par les difficultés d’accès aux infrastructures scolaires, l’insuffisance des capacités humaines et financières, le manque de financement dans l’éducation informelle, l’insuffisance d’accès et d’encadrement des personnes handicapées, les troubles d’apprentissage et l’abandon scolaire liés à la malnutrition, et l’abandon scolaire des filles du fait de la perte économique des

²⁵⁵¹Paragraphe 77 des conclusions du Conseil européen du 14 décembre 2007

²⁵⁵²Troisième Forum de Haut Niveau sur l’efficacité de l’aide, Accra 2-4 septembre 2008 (Ghana) – Ce Forum organisé par l’OCDE, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de développement vise à réformer les modes de collaboration entre les pays industrialisés et les PED afin de garantir que l’aide au développement soit bien dépensée c’est-à-dire qu’elle contribue à la construction d’économies viables permettant de sortir les populations de la pauvreté – les participants fondent leurs études sur la Déclaration de Paris de 2005

²⁵⁵³Conférence internationale de suivi sur le financement du développement 29 novembre au 2 décembre 2008

²⁵⁵⁴Cadre d’accélération de la réalisation des OMD : note opérationnelle, Nations Unies, octobre 2011, 32p – www.undg.org « cadre méthodologique offrant aux gouvernements et à leurs partenaires un moyen systématique d’identifier et de hiérarchiser les goulets d’étranglement qui ralentissent la mise en œuvre des stratégies et politiques axées sur les OMD et de formuler des solutions visant à éliminer ces obstacles et ainsi accélérer la réalisation des OMD » (p1) – Il repose sur une concentration des ressources des acteurs du développement, la définition de priorités et une approche intersectorielle entre OMD, basée sur les résultats, exploitant les synergies et ciblée sur les groupes de populations ou les zones géographiques accusant un retard.

ménages. Pour y remédier, le cadre propose de cibler l'action internationale sur l'achèvement de la construction d'écoles et sur le renforcement des capacités d'accueil des établissements, la consolidation des capacités humaines et financières pour atteindre les enfants défavorisés, le développement des approches éducatives informelles, la promotion d'un savoir-vivre auprès des personnes handicapées, et le développement de programmes de repas scolaires et de sensibilisation de l'éducation des filles²⁵⁵⁵.

1091. Afin de contribuer à l'accélération du processus de réalisation des OMD, l'UE s'est engagée, dès 2005, à développer de nouveaux moyens d'action. Démontrant son rôle précurseur, elle a adopté en 2008 un nouveau mécanisme de financement ciblé sur la réalisation des OMD et axé particulièrement sur la santé et l'éducation. Le 'contrat OMD', mis en place dans le cadre du 10^{ème} FED, permet à l'UE de fournir un appui budgétaire général plus prévisible à ses partenaires, défini sur 6 ans, et garantissant un niveau minimum d'aide aux pays éligibles, soit 70 % de l'engagement total. Ce contrat OMD renforce l'efficacité de l'aide au développement de l'UE en impliquant une responsabilisation collective de l'UE et du pays partenaire, liés par des obligations réciproques. Il représente une réelle avancée dans la réalisation de l'OMD d'éducation primaire pour tous, dans la mesure où il finance prioritairement les secteurs de l'éducation et de la santé²⁵⁵⁶ et repose sur des indicateurs de résultats, fondés pour deux tiers sur ces deux domaines²⁵⁵⁷. La Commission européenne a signé à ce jour huit contrats OMD, pour un montant total de 1,5 milliard €, soit 42 % de la totalité des engagements en matière d'appui budgétaire général prévus dans les programmes nationaux au titre du 10^e FED. Le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, et la Zambie ont ainsi été retenus pour bénéficier de ses fonds en contrepartie d'une responsabilisation accrue de l'utilisation des ressources budgétaires et d'un engagement ferme en matière d'évaluation des performances.

1092. L'UE a également mobilisé les fonds du 10^{ème} FED afin de lancer l' 'Initiative OMD', à l'occasion du Sommet des Nations Unies pour les OMD des 20-22 septembre 2010 (New York). Reposant sur une enveloppe financière d'un milliard d'euros afin d'accélérer les

²⁵⁵⁵ Voir p27 du Cadre d'accélération de la réalisation des OMD : note opérationnelle, Nations Unies, op.cit.

²⁵⁵⁶ Voir notamment résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur les contrats OMD (2008/2128(INI)) (2010/C 117 E/03) P6_TA(2009)0152, 6 mai 2010, JO C117, E/15 « *Secteurs prioritaires* 5. demande à la Commission de continuer à lier son aide dans les secteurs de la santé et de l'éducation, en particulier la santé de base et l'éducation primaire, aux résultats enregistrés dans ces secteurs, en particulier la santé de base et l'éducation primaire; et lui demande également de préciser l'importance qui sera donnée aux performances enregistrées dans ces secteurs par rapport à un ensemble plus complet d'indicateurs, et comment elle compte évaluer les progrès réalisés dans ces domaines »

²⁵⁵⁷ http://ec.europa.eu/europeaid/what/millennium-development-goals/contract_mdg_fr.htm

progrès en vue d'atteindre les OMD, elle concerne principalement les OMD dans lesquels les progrès sont les plus lents, à savoir ceux liés à la lutte contre la faim, la mortalité infantile et la santé maternelle et l'accès à l'eau, et n'est destinée qu'aux pays démontrant leur efficacité dans la mise en œuvre de l'aide²⁵⁵⁸. Bien qu'elle ne concerne pas l'OMD 2 visant à garantir l'accès de tous à l'éducation primaire, pour lequel des progrès encourageants ont été constatés, l'Initiative OMD a tout de même permis de financer indirectement cet objectif. Pour réduire la mortalité infantile au Rwanda, l'UE participe par exemple au programme national « Un verre de lait pour chaque enfant » visant à distribuer du lait dans les écoles maternelles et primaires pour faire face au problème de la malnutrition. Par cette action, elle incite les parents à scolariser leurs enfants, améliorant ainsi le taux de scolarisation.

1093. Dans le contexte actuel de renforcement des moyens, il conviendrait également de s'intéresser au potentiel que représenterait l'ouverture du programme Comenius ou le lancement d'une action 'Comenius Mundus' dans le cadre d'Erasmus + en matière d'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs primaire. La mise en place d'échanges internationaux au niveau primaire, impliquant une école d'un Etat tiers à l'UE, notamment d'un pays en développement, permettrait de contribuer aux actions d'éducation et de sensibilisation au développement des jeunes citoyens de l'UE et du pays tiers partenaire, et pourrait participer aux actions d'échange de bonnes pratiques et de soutien au renforcement des moyens pédagogiques et des infrastructures scolaires des PED.

1094. Par l'adoption d'une approche holistique en matière de réalisation des OMD, l'UE démontre sa vision avant-gardiste de l'évolution de l'action internationale en la matière. Le manque de synergies intersectorielles dans la poursuite des OMD a en effet freiné l'avancée de certains objectifs, tels que l'éducation primaire pour tous, étroitement liée à la lutte contre la malnutrition. Le traitement intégré des OMD est une condition indispensable à leur réalisation comme le démontre l'établissement du cadre d'accélération de la réalisation des OMD (CAO)²⁵⁵⁹, en 2010, visant à identifier les OMD dont la réalisation a pris du retard. Ce cadre « fait tomber les barrières entre secteurs et OMD au profit d'une recherche pragmatique,

²⁵⁵⁸ Commission européenne, MEMO/13/809 du 23 septembre 2013 « les OMD et le programme mondial de développement pour l'après 2015 » - dans le cadre de l'Initiative OMD a permis le financement de 70 projets dans 46 pays soit « 700 millions sont affectés aux OMD les plus négligés et 300 millions aux pays ayant obtenus de bons résultats » ; voir également communiqué IP/11/1563 du 21 décembre 2011 « objectifs du Millénaire pour le développement : l'UE accorde une aide supplémentaire à 36 pays pour lutter contre la faim, la mortalité infantile, la santé maternelle et permettre l'accès à l'eau »

²⁵⁵⁹ Cadre d'accélération de la réalisation des OMD adopté en décembre 2010 par le Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUM) www.undg.org/index.cfm?P=1505

intersectorielle et axée sur les résultats qui exploite les synergies disponibles et conduit sur de nouveaux types de collaborations et partenariats »²⁵⁶⁰. Cette nouvelle initiative onusienne répond aux attentes de l'UE, telles qu'exposées lors des conclusions du Conseil du 15 juin 2010, précisant que « l'UE demeure convaincue que les OMD sont indissociables les uns des autres, qu'ils sont interdépendants et qu'ils se renforcent mutuellement, c'est pourquoi ils requièrent une approche globale, fondée sur les droits et prenant en compte les situations locales »²⁵⁶¹. L'UE exerce ainsi un rôle précurseur en matière d'impulsion de la réalisation des OMD qu'elle compte maintenir dans l'agenda mondial pour le développement post 2015²⁵⁶².

B/L'engagement de l'UE visant à impulser la réalisation des OMD avant fin 2015

1095. Bien que des progrès aient été réalisés en matière d'éducation, la réalisation de l'objectif d'éducation primaire pour tous d'ici à 2015 n'est pas garantie²⁵⁶³. Malgré les avancées, des obstacles majeurs entravent ainsi toujours la scolarisation des plus pauvres et des populations marginalisées, les disparités entre les sexes perdurent et le peu de moyens accordés à l'alphabétisation et à l'enseignement pré scolaire freine ainsi les progrès dans le secteur éducatif. « Le fait d'être une fille, d'être pauvre ou de vivre dans un pays où un conflit fait rage représente l'un des trois facteurs les plus courants expliquant la non scolarisation des enfants »²⁵⁶⁴. Dans ce contexte, l'UE s'implique activement afin d'impulser des progrès rapides dans la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous, par l'adoption de recommandations visant à accélérer la réalisation des OMD (1), et par l'augmentation progressive de sa participation à l'aide public au développement et à l'Initiative mondiale de mise en œuvre accélérée de l'EPT (IMOA), suite aux engagements adoptés lors de la Conférence internationale de Monterrey de 2002 sur le financement du développement et l'efficacité de l'aide (2).

²⁵⁶⁰ Extrait p3 du Cadre d'accélération de la réalisation des OMD : note opérationnelle, Nations Unies, op.cit.

²⁵⁶¹ Conclusions du Conseil du 15 juin 2010 sur 'les objectifs du Millénaire pour le développement en vue de la réunion plénière de haut niveau des Nations Unies à New York et au-delà – appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015' 11080/10

²⁵⁶² Commission européenne, document stratégique « Après 2015 : vers une approche globale et intégrée du financement de l'éradication de la pauvreté et du développement durable », COM(2013)531 du 16 juillet 2013

²⁵⁶³ Rapport européen sur le développement 2013 « Après 2015 – une action mondiale pour un avenir inclusif et durable », OPUE 2013, ISBN 978-92-79-28774-9, 278p-« la moitié des pays attendront les cibles concernant...l'éducation, la parité des sexes dans l'éducation...beaucoup de régions ont désormais atteint des niveaux de scolarisation dans le primaire situés entre 90% et 95%. En Afrique subsaharienne, le taux moyen de scolarisation n'est que de 76% mais il a augmenté de plus de 22 points entre 1999 et 2010. Si la cible est que chaque enfant achève un cycle complet d'études primaires, à peine 65% des enfants scolarisés terminent l'école primaire dans les pays les moins avancés (70% en Afrique subsaharienne contre 89% dans l'ensemble des pays en développement) » (citation p13)

²⁵⁶⁴ <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.html>

1. Les recommandations de l'UE visant à accélérer la réalisation des OMD

1096. L'UE contribue au processus international d'accélération de la réalisation des OMD, en établissant régulièrement des rapports sur les progrès réalisés concernant les OMD et définit avant chaque sommet mondial ses recommandations en matière d'accélération de la réalisation des OMD, comme l'illustre la communication de la Commission du 7 octobre 2005 relative à la contribution de l'UE en matière d'impulsion des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement²⁵⁶⁵ (a), la communication de la Commission du 9 avril 2008 relative à la position de l'UE comme 'partenaire global pour le développement' en matière d'accélération de la réalisation vers les objectifs du Millénaire pour le développement²⁵⁶⁶ (b) et le Plan d'action UE 2010-2015 du 21 avril 2010 visant une accélération des OMD par un financement ciblé (c).

a) Les recommandations de l'UE en vue du Sommet des Nations Unies des 14-16 septembre 2005

1097. A l'occasion du Sommet des Nations Unies de septembre 2005²⁵⁶⁷ relatif à l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire pour le développement, l'UE a pris des engagements concrets afin d'atteindre les OMD d'ici à 2015. Dans la perspective de jouer un rôle actif lors du Sommet, le Conseil européen a invité la Commission lors de sa réunion du 22 et 23 mars 2005 à « accélérer leurs travaux, notamment en ce qui concerne les diverses composantes du volet développement » afin de finaliser les positions de l'UE sur les différents sujets.

1098. La Commission a ainsi fait le point en 2005 sur la contribution de l'UE à la réalisation des OMD²⁵⁶⁸. Constatant que pour accélérer la réalisation des OMD et éviter un recul des progrès effectués dans certains secteurs, la simple poursuite des politiques actuelles ne suffira pas à atteindre les objectifs fixés, elle a invité les partenaires internationaux à accélérer le processus à l'occasion du Sommet des Nations Unies de septembre 2005. Dans cet objectif, la

²⁵⁶⁵ Communication de la Commission du 12 avril 2005 « accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement-La contribution de l'UE » COM(2005)132, SEC(2005)452, SEC(2005)456

²⁵⁶⁶ Communication de la Commission « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM(2008)177 du 9 avril 2008

²⁵⁶⁷ Sommet mondial des 14-16 septembre 2005 New York, Résolution 60/1 de l'Assemblée générale NU du 20 septembre 2005, soixantième session, points 48 et 121 de l'ordre du jour

²⁵⁶⁸ Communication de la Commission « Accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement – la contribution de l'Union européenne » op.cit.; voir les rapports des Etats membres de l'UE et la Commission publiés en 2004 sur leur contribution aux OMD qui ont servi de base au rapport consolidé de l'UE pour la période 2000-2004 réalisé par la Commission à la demande des Etats membres publié en avril 2005 ;voir Commission Staff Working document – EU report on Millennium Development Goals 2000-2004 – EU contribution to the review of the MDGs at the UN 2005 High Level Event SEC(2005)456

Commission a proposé de « fixer des nouveaux objectifs intermédiaires d'accroissement des budgets d'aide publique à l'horizon 2010 en vue d'atteindre un effort global de 0,7% du RNB en 2015 »²⁵⁶⁹. Elle a rappelé la nécessité d'améliorer la qualité de l'aide, notamment en reconsidérant « la manière dont l'UE influence les conditions du développement par ses politiques internes et externes, à travers son propre modèle de développement durable »²⁵⁷⁰, ce qu'illustre parfaitement la politique de l'éducation de l'UE fondé à la fois sur le volet éducatif de Lisbonne et le volet éducatif de la Stratégie de réduction de la pauvreté influant comme nous l'avons vu considérablement sur les conditions du développement.

1099. Elle a également insisté sur la nécessité de cibler l'aide sur l'Afrique, partant du constat que l'Afrique présente l'un des taux de scolarisation primaire les plus faibles. La Commission a proposé « des engagements clés relatifs à des actions à réaliser dans un certain nombre de domaines jugés par les Africains eux-mêmes comme indispensables à leur développement »²⁵⁷¹. Il faut selon elle parvenir à un saut qualitatif en ce qui concerne les grands multiplicateurs du développement en fournissant des « efforts en faveur d'une société équitable, de l'accès aux services, d'un travail décent et d'un environnement durable »²⁵⁷². Afin de favoriser l'accès aux services sociaux, la Commission suggère notamment « des approches intégrées locales »²⁵⁷³ permettant de « renforcer le rôle des centres secondaires en tant que pôle de développement pour leur environnement. Elles pourraient prendre la forme de centres de services dans lesquels la population a un accès direct à un ensemble de services tels que l'enseignement primaire et secondaire, la formation professionnelle, et notamment la possibilité de formations spécifiques pour les jeunes, les médicaments et les soins de santé et les services sociaux et publics de base »²⁵⁷⁴. Cette communication est complétée par deux autres communications relatives respectivement au financement du développement²⁵⁷⁵ et à la cohérence des politiques²⁵⁷⁶.

²⁵⁶⁹ COM(2005)132, op.cit.

²⁵⁷⁰ Ibid.

²⁵⁷¹ Ibid.

²⁵⁷² Ibid.

²⁵⁷³ Ibid.

²⁵⁷⁴ Ibid.

²⁵⁷⁵ Communication de la Commission « Accélérer le rythme des progrès accomplis sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement–financement du développement et efficacité de l'aide », COM(2005)133, acte lié à la communication de la Commission « financement du développement et efficacité de l'aide–les défis posés par l'augmentation de l'aide de l'UE entre 2006 et 2010 » COM(2006)85, JO C2006/130 du 3 juin 2006 - La Commission rappelle l'engagement pris par l'UE lors de la Conférence de Monterrey et l'importance d'accroître l'aide octroyée à la réalisation des OMD par référence au rapport du projet « Objectifs du Millénaire, investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement » de janvier 2005, selon lequel l'ADP totale nécessaire pour réaliser les OMD dans tous les pays s'élève à quelques 135 milliards de dollars en 2006 et à 195 milliards de dollars en 2015, correspondant respectivement à 0,44% et 0,54% du RNB total des pays donateurs. La Commission préconise des appuis plus prévisibles afin que les pays

1100. Le tableau²⁵⁷⁷ ci-dessous donne un aperçu des propositions de la Commission en matière de financement du développement et d'efficacité de l'aide dans le cadre de la réalisation des OMD.

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Accélérer le rythme des progrès accomplis sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement - financement du développement et efficacité de l'aide »	
Augmentation des ressources financières consacrées à l'APD	Atteindre d'ici à 2010 un niveau de référence individuel de 0,51% d'APD/RNB pour les Etats membres ayant souscrits aux engagements de Barcelone (Engagement de Barcelone fixe un taux minimum de 0,33% pour chaque Etat membre)
	Atteindre un niveau de référence individuel de 0,17% d'APD/RNB d'ici à 2010 pour les Etats membres ayant adhéré après 2002
Efficacité de l'aide : coordination et complémentarité	Adopter un cadre global assorti d'objectifs contraignants afin de réduire le caractère morcelé de l'aide, les lacunes et les doublons par le partage du travail et le renforcement de la complémentarité opérationnelle
	Fournir l'ensemble de l'aide au renforcement des capacités par la mise en place de programmes coordonnés et un recours accru à des arrangements entre bailleurs de fonds multiples
	Acheminer 50% de l'aide publique par le biais de systèmes nationaux
	Eviter la création de nouvelles unités de mise en œuvre des projets
	Doubler le pourcentage de l'assistance fournie dans le cadre de l'aide budgétaire ou d'arrangements sectoriels
Déliement de l'aide	Réduire de moitié le nombre de missions non coordonnées
	Procéder au déliement de l'aide octroyée par les Etats membres aux PMA conformément à la recommandation du CAD
	Promouvoir la poursuite du déliement de l'aide au-delà des recommandations du CAD notamment en matière d'aide alimentaire
Aide technique liée au commerce (ALTC)	Améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide (même si l'UE est le principal contributeur mondial d'aide technique liée au commerce) afin de répondre à de nouveaux besoins
	Intensifier l'échange d'informations relatives à la programmation et à la fourniture d'ALTC et l'échange de bonnes pratiques
	Renforcer le dialogue avec les pays bénéficiaires pour qu'ils puissent intégrer des politiques commerciales dans leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de développement
	Veiller à la définition de programme d'ALTC plus flexibles
Biens publics mondiaux	Définir les biens publics internationaux le bien fondé des six biens publics internationaux prioritaires sélectionnés pour faire l'objet d'une action renforcée : commerce, savoir , paix et sécurité, stabilité financière, biens communs mondiaux et éradication des maladies contagieuses
	Mise en place d'une plate forme commune de l'UE pour la fourniture et le financement des biens publics internationaux
	Respecter le principe selon lequel les biens publics internationaux ne devraient être financés par l'APD que s'ils sont liés aux OMD, aux trois piliers du développement durable et d'autres objectifs du développement ayant fait l'objet d'un accord
Sources de financement et modes de fourniture novateurs	Augmenter l'aide
	Favoriser la stabilité et la prévisibilité des ressources
	Proposition des Etats membres – notamment proposition du Royaume Uni relative à la mise en place d'une Facilité financière internationale permettant de concentrer en début d'exercice les montants accrus de l'aide annoncée
Réforme du système financier international	Présenter aussi souvent que possible une position commune de l'UE dans les institutions financières internationales
	Renforcer la visibilité et l'influence de l'UE au sein des institutions financières internationales
	Définir une position commune de l'UE afin de donner aux pays en développement et en transition un plus grand poids dans le processus décisionnel relatif à l'économie internationale
Allègement de la dette	Mettre ne place des solutions pour aider les pays en situation post conflictuelle n'ayant pas pu bénéficier de l'initiative PPTE à résoudre les problèmes de fragilité des institutions et des retards de paiement
	Examiner la possibilité d'un mécanisme temporaire destiné à alléger le service de la dette afin d'atténuer les répercussions des chocs exogènes sur les pays en situation d'endettement

bénéficiaires puissent s'engager dans les investissements et politiques nécessaires à la réalisation des OMD. La Commission propose la mise en place d'instruments complémentaires à ceux existants comme « des appuis budgétaires assurés pour plusieurs années (de 3 à 5 ans) qui ne pourraient pas être interrompus [sauf violation des 'éléments essentiels' en vertu des accords de partenariat et de coopération] ou un « contrat » dans une perspective à moyen terme assurant un niveau minimum d'aide sur la période, augmentée de prime liées à la performance ou encore des engagements glissants triennaux, pourraient être envisagés ». Elle soulève également la nécessité de prendre en considération les chocs externes mettant en péril les progrès réalisés dans les pays fragilisés.

²⁵⁷⁶ COM(2005)134

²⁵⁷⁷ Tableau personnel élaboré sur la base des informations fournies par la communication COM(2005)133

1101. La cohérence des politiques de l'UE est également un facteur essentiel de réalisation des OMD. La Commission a ainsi rappelé l'importance d'assurer cette cohérence, en garantissant la transversalité effective des dispositions de l'actuel article 208 TFUE (ex 178 TCE), c'est-à-dire la prise en compte des objectifs de développement dans le cadre de l'ensemble des politiques de l'UE, telles que la politique éducative, qui seront ainsi abordées en fonction de leur impact sur le développement et leur contribution à la réalisation des OMD. La Commission propose notamment « d'explorer le concept de cohérence pour le développement tout en gardant à l'esprit que la projection des politiques internes à l'extérieur de l'Union apporte une valeur ajoutée importante aux actions menées au niveau de l'UE (notamment l'éducation...) »²⁵⁷⁸. La politique éducative de l'UE visant au renforcement de la qualité des systèmes éducatifs des Etats membres est en effet consolidée par la projection des valeurs et objectifs qu'elle poursuit à l'extérieur de l'UE. Réciproquement, elle représente une réelle valeur ajoutée pour l'approfondissement de la coopération au développement de l'UE en matière éducative, dans la mesure où les pays partenaires bénéficient de l'expertise de l'UE. L'approche globale et intégrée adoptée par l'UE dans la mise en œuvre de ses politiques garantit cette cohérence et la visibilité de l'action extérieure de l'UE.

b) Les recommandations de l'UE en vue du troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide

1102. Dans ses conclusions sur les OMD adoptées le 27 mai 2008, le Conseil s'est attaché à déterminer comment il serait possible d'accélérer la réalisation des OMD²⁵⁷⁹. Suite aux travaux de la Commission du 9 avril 2008²⁵⁸⁰ préparant la position de l'UE en vue du troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est déroulé à Accra du 2 au 4 septembre 2008²⁵⁸¹, cette position de l'UE doit être, selon la Commission, « ambitieuse et visionnaire »²⁵⁸² et permettre de passer des engagements politiques aux réalisations concrètes. Elle a dans cette perspective insisté sur quatre points visant à optimiser l'action en faveur de la réalisation des OMD, à savoir renforcer la division du travail par la promotion

²⁵⁷⁸ Communication de la Commission du 12 avril 2005 « Cohérence des politiques au service du développement – accélérer la réalisation des OMD » COM(2005)134 final non publiée – acte lié document de travail de la Commission du 20 septembre 2007 – Rapport à mi-parcours de l'UE du 20 septembre 2007 sur la cohérence des politiques pour le développement COM(2007)545 final non publié - cette communication ne mentionne cependant pas la politique communautaire éducative comme politique contribuant au développement

²⁵⁷⁹ Bull. UE 5-2008 (coopération au développement 3/6) point 1.31.3

²⁵⁸⁰ Communication de la Commission « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM (2008)177 final, SEC(2008)431, SEC(2008) 432, SEC(2008) 433, SEC(2008) 434, SEC(2008) 435 du 9 avril 2008

²⁵⁸¹ Troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide au développement 'programme d'action d'Accra' (Ghana) du 2 au 4 septembre 2008 (A/63/539)

²⁵⁸² COM(2008)177, op.cit.

internationale du code de conduite de l'UE adopté en 2007 afin de mieux répartir les tâches entre les donateurs de l'UE en renforçant la complémentarité et la division du travail entre l'UE et les Etats membres dans les pays en développement²⁵⁸³, promouvoir l'appropriation et l'utilisation par les donateurs des systèmes des pays, comme l'a notamment fait la Commission en augmentant la part de l'aide budgétaire générale et sectorielle²⁵⁸⁴, repenser la conception et l'application des conditionnalités et assurer la prévisibilité de l'aide au niveau des flux, de la programmation et des décaissements. Dans l'objectif de renforcer l'action de l'UE, la communication donne, comme en 2005, priorité à l'action en Afrique²⁵⁸⁵, ce qui a conduit dès juin 2008 à l'adoption d'un plan d'action relatif aux OMD, à l'occasion de l'évaluation relative aux partenariats UE-Afrique. Ce dernier « propose un soutien sectoriel accru de l'UE et fournit des exemples d'actions de l'UE à mener dans le cadre de ses engagements existants pour l'APD. Il constitue une offre européenne collective s'adressant aux partenaires en développement et à la communauté internationale. Malgré sa dimension mondiale, le plan d'action fait de l'Afrique une priorité certaine et est conforme aux travaux du groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique, mis sur pied par le Secrétariat général des NU »²⁵⁸⁶.

1103. La communication de la Commission du 9 avril 2008 invite également les Etats membres à confirmer leurs engagements politiques et leurs objectifs financiers à l'horizon 2010 et 2015 afin que l'UE « continue de jouer un rôle de chef de file, non seulement parce que 90% de l'accroissement de l'aide promis viendra des pays européens mais aussi parce que l'Union a entrepris de réformer en profondeur son système d'aides bilatérale et communautaire ». Cette confirmation est indispensable pour la crédibilité de l'UE car selon le bilan effectué en 2007, on assiste à une réduction de l'aide fournie par les Etats membres, bien que l'UE demeure le principal donateur, comme le démontre les engagements du G8 à Gleneagles, selon lesquels l'UE pourrait prendre en charge 90% de l'accroissement de l'aide sur la période 2007-2010. La Commission insiste ainsi sur le fait que « l'Europe veut et doit

²⁵⁸³ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 28 février 2007 «Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement» COM(2007)72 final - non publié au JO - Le code de conduite a été adopté le 15 mai 2007 par le Conseil "Affaires générales et relations extérieures" et les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil. Il est basé sur onze principes visant à réduire les formalités administratives, utiliser les fonds là où ils sont le plus nécessaires, mettre l'aide en commun et répartir les tâches pour fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide.

²⁵⁸⁴ 44% pour les pays ACP dans le cadre du 10^{ème} FED

²⁵⁸⁵ En décembre 2007, le partenariat UE-Afrique sur les OMD adopté lors du Sommet de Lisbonne offre un nouveau cadre d'action - Sommet de Lisbonne de décembre 2007

²⁵⁸⁶ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action » SEC(2008)2603, COM (2008) 617 final du 17 octobre 2008

jouer un rôle moteur pour remobiliser la communauté internationale, notamment lors de la Conférence de Doha de décembre 2008 »²⁵⁸⁷ relative à l'augmentation de l'aide au développement. « Elle doit ainsi confirmer sa volonté d'atteindre l'objectif collectif de 0,56% en 2010, en vue d'atteindre 0,7% en 2015 » et « utiliser tout son poids politique pour convaincre les partenaires traditionnels que sont les Etats-Unis ou le Japon notamment, et les pays émergents (Chine, Inde, Corée du Sud, Brésil) dont le rôle est appelé à s'accroître, d'assumer une juste répartition de l'effort en faveur du développement »²⁵⁸⁸.

1104. Concernant l'efficacité de l'aide fondée sur l'augmentation et la qualité de l'aide, la Commission estime qu'il est impératif d'accompagner l'augmentation des ressources par des mécanismes de mise en œuvre plus efficace car « si le doublement de l'aide en Afrique devait se traduire par un doublement du nombre de projets, la situation deviendrait ingérable. La Tanzanie doit produire annuellement 2400 rapports pour les donateurs. Au Mali, plus de 26 donateurs sont actifs dans le secteur du développement rural uniquement »²⁵⁸⁹. Il faut ainsi renforcer les initiatives relatives à la mise en place de cadres politiques et techniques, tel que le code de conduite sur la division du travail et le renforcement du cofinancement Commission/Etats membres, disposer de calendriers pluriannuels ambitieux mais réalistes permettant de mesurer au niveau de chaque Etat membre la hausse graduelle des budgets d'aide, d'ici à 2010 et 2015, afin que les aides soient plus prévisibles et renforcer l'élaboration des documents de stratégies dans un contexte de programmation conjointe restant marginal. Reprenant sa proposition de 2005, la Commission souhaite notamment favoriser la prévisibilité des décaissements, par la mise en place du « contrat OMD » permettant d'octroyer aux pays les plus performants un niveau annuel d'aide budgétaire sur une période de six ans.

c) L'adoption du Plan d'action UE 2010-2015 visant à accélérer la réalisation des OMD par un financement ciblé, en vue du Sommet des Nations Unies des 20-22 septembre 2010

1105. Dans la perspective du Sommet des Nations Unies sur les OMD des 20-22 septembre 2010²⁵⁹⁰, la Commission a élaboré, en avril 2010, un plan d'action 2010-2015²⁵⁹¹ afin de

²⁵⁸⁷ COM(2008)177, op.cit.

²⁵⁸⁸ COM(2008)177, op. cit.

²⁵⁸⁹ Ibid.

²⁵⁹⁰ Sommet des Nations Unies sur les OMD des 20-22 septembre 2010 New York – adoption d'un plan d'action mondial 'tenir les promesses : unis pour atteindre les OMD' – Résolution du 19 octobre 2010 de l'Assemblée générale des NU, soixante-cinquième session (A/RES/65/1), points 13-115 de l'ordre du jour

participer efficacement à la réalisation des OMD pour 2015. Défini en douze points, ce plan d'action est « une contribution unifiée de l'UE à des propositions concrètes des Nations Unies concernant les OMD pour 2010-2015 »²⁵⁹², visant à solutionner les disparités de progrès observables dans les PED en matière de réalisation des OMD. Le plan d'action est ciblé sur l'atteinte des OMD négligés et l'amélioration des politiques sectorielles clé, telles que celle de l'éducation, dans les pays fragilisés ayant le plus besoin d'aide. Mis en œuvre dans le cadre des contrats OMD et de l'Initiative OMD, ce plan d'action est complété par cinq documents de travail des services de la Commission, relatifs aux OMD, à l'efficacité de l'aide, au financement du développement, à l'aide pour le commerce et au programme de travail 2010-2013 relatif à la cohérence des politiques pour le développement²⁵⁹³. Il vise ainsi à renforcer l'aide publique au développement (APD) par une approche crédible de l'UE, devant garantir une participation de 0.7% de son revenu national brut à l'APD²⁵⁹⁴, et un renforcement de l'efficacité de l'aide basé essentiellement sur l'appropriation des OMD par les PED et une meilleure adéquation de l'aide avec les objectifs de développement²⁵⁹⁵. Les orientations de la Commission, définies dans la communication du 21 avril 2010 ont été reprises dans les conclusions du Conseil du 15 juin 2010²⁵⁹⁶, établissant la position de l'UE en vue de la réunion plénière de haut niveau des Nations unies des 20-22 septembre 2010 visant à appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

1106. Bien que les progrès en matière d'éducation primaire universelle aient été jugés satisfaisants²⁵⁹⁷, l'action dans le secteur éducatif reste une priorité du plan d'action de l'UE,

²⁵⁹¹ 'Plan d'action UE 2010-2015 : l'accélération par un financement ciblé' in Communication du 21 avril 2010 de la Commission 'plan d'action de l'UE en douze points à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement' COM(2010)159

²⁵⁹² Ibid., p4

²⁵⁹³ Documents de travail des services de la Commission, relatifs aux OMD, relatifs à l'efficacité de l'aide, au financement du développement, à l'aide pour le commerce et au programme de travail 2010-2013 relatif à la cohérence des politiques pour le développement SEC(2010)418, SEC(2010)419, SEC(2010)420, SEC(2010)421 et SEC(2010)422

²⁵⁹⁴ Paragraphe 3 de la communication du 21 avril 2010 de la Commission 'plan d'action de l'UE en douze points à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement' COM(2010)159

²⁵⁹⁵ Point 2 du plan d'action 2012-2015

²⁵⁹⁶ Conclusions du Conseil de l'Union européenne du 15 juin 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement en vue de la réunion plénière de haut niveau des Nations unies à New York et au-delà - Appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015', Bruxelles <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st11/st11080.fr10.pdf>

²⁵⁹⁷ Voir par exemple rapport annuel de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre 2010, COM(2010)414 du 6 juillet 2011 « l'UE a été un acteur de premier plan lors du sommet des Nations Unies de septembre consacré aux OMD, lors duquel il a été convenu de redoubler d'efforts pour réaliser l'ensemble des OMD d'ici à 2015 ... Pour ce qui est des huit OMD, les progrès ont varié de façon importante : ils ont été satisfaisant, par exemple en ce qui concerne l'éducation primaire universelle (objectif n°2) ... En avril 2010, la Commission européenne a formulé

du fait de l'importance de l'éducation dans la réalisation des autres OMD. La Commission propose ainsi un accroissement du soutien de l'UE « aux plans sectoriels d'éducation au niveau national visant à assurer une éducation de qualité, via des canaux bilatéraux et multilatéraux ainsi que par l'initiative accélérée 'Education pour tous' »²⁵⁹⁸.

1107. Le tableau²⁵⁹⁹ ci-joint synthétise les douze axes de ce plan d'action basé sur la garantie et l'amélioration de l'efficacité de l'aide, afin d'accélérer la réalisation des OMD.

PLAN D'ACTION DE L'UE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT		
1	Réaliser les engagements en matière d'aide publique au développement	Augmenter son aide publique au développement (APD) pour atteindre 0.7% de son revenu national brut en 2015 malgré la crise économique et financière Demander aux Etats membres de l'UE d'établir des plans d'action afin d'atteindre leurs objectifs respectifs, et appeler à plus de partage des charges au niveau international, avec les autres donateurs pour relever le niveau d'ambition général Appliquer l'engagement pris par l'UE de fournir un financement à mise en œuvre rapide de 2.4 milliards d'euros par an, de 2010 à 2012 en faveur des PED et veiller à ce que ces fonds soient programmés et décaissés conformément au programme sur l'efficacité de l'aide
2	Améliorer l'efficacité de l'aide	Chercher à augmenter l'efficacité de l'aide grâce à une meilleure coordination des programmes d'aides nationaux, au niveau de l'UE (cadre commun et cycle de programmation unique d'ici 2013) Promouvoir l'efficacité de l'aide à l'échelon international par une meilleure division du travail, la transparence des financements, la responsabilisation réciproque de l'UE et des PED, un investissement des autres donateurs dans le suivi des principes d'efficacité de l'aide
3	Accélérer la réalisation des OMD	Cibler les pays qui ont le plus besoin d'aide (pays en situation de fragilité et les pays les moins avancés)
4		Cibler les OMD les plus négligés et améliorer l'impact des politiques sectorielles dans les secteurs clé : égalité hommes-femmes, santé, éducation et sécurité alimentaire
5		Encourager l'appropriation des OMD par les pays en développement en travaillant dans le cadre de partenariats tels que la stratégie commune UE-Afrique à l'intégration de ces objectifs dans leurs propres stratégies de développement
6		Faire en sorte que d'autres politiques de l'UE telles que la sécurité, le commerce, l'immigration, la sécurité alimentaire et le changement climatique contribuent aux OMD
7		Mobiliser les ressources nationales aux moyens d'une meilleure fiscalité dans les pays en développement et promouvoir les principes de la bonne gouvernance en matière fiscale et soutenir la lutte contre la fraude fiscale
8		Renforcer l'intégration régionale et le commerce régional pour favoriser la croissance et l'emploi
9		Soutenir les initiatives en matière de financements novateurs à haut revenu potentiel et faire en sorte qu'elles profitent aux plus démunis (partenariats publics-privés)
10		Soutenir des stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans les pays partenaires (coopération, recherche et accès aux technologies vertes)
11		Promouvoir une sécurité à long terme en soutenant le plan d'action de l'UE pour les situations de fragilité et de conflit afin de faire face à ces situations de manière complète et intégrée, et de mieux inclure les objectifs de développement dans les opérations de maintien de la paix et de stabilité
12		Viser à donner aux PED davantage de poids dans l'architecture de la gouvernance internationale

1108. Afin d'accélérer la réalisation des OMD pour la période 2010-2015, l'UE identifie trois axes d'action, à savoir mobiliser des financements plus abondants et plus prévisibles en faveur du développement, consolider l'efficacité des moyens mis en œuvre dans la réalisation des OMD, ainsi que leur efficience. Malgré la crise économique et financière, l'UE a confirmé en 2010 sa volonté de consacrer 0.7% du revenu national brut aux OMD d'ici 2015, et d'inciter les Etats membres, ainsi que les autres donateurs internationaux à augmenter à un

une série de propositions concrètes d'action à mener par l'UE pour aider les pays en développement à atteindre en temps voulu leurs OMD.»

²⁵⁹⁸ Cible 4 point 2.3.2 de la communication du 21 avril 2010 de la Commission 'plan d'action de l'UE en douze points à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement' COM(2010)159

²⁵⁹⁹ Tableau personnel basé sur les données europa

niveau égal leur contribution financière aux efforts mondiaux de développement²⁶⁰⁰. Les financements doivent prioritairement contribuer « à une croissance économique inclusive et durable et à des emplois décents, qui sont la clé de la réalisation des OMD »²⁶⁰¹. Dans cet objectif, l'UE propose de mettre en place des modes de financement innovants, garantissant la prévisibilité de l'aide, tels que le contrat OMD et l'Initiative OMD, élaborés par l'UE. Une plus grande mobilisation du secteur privé est nécessaire, notamment dans le cadre des partenariats public-privé²⁶⁰², ainsi qu'un renforcement des capacités de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) « à soutenir les objectifs de l'UE en matière de développement et à promouvoir une combinaison efficace d'aides non remboursables et de prêts dans les pays tiers, y compris en coopération avec les institutions financières des États membres ou par l'intermédiaire des mécanismes de financement du développement »²⁶⁰³.

1109. Dans ce contexte, le secteur éducatif est considéré comme essentiel à la croissance et à la réalisation des OMD, comme en témoigne la position du Parlement européen invitant « tous les États membres et la Commission à allouer au moins 20% de toutes dépenses de développement à la santé et à l'éducation de base »²⁶⁰⁴. Le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, auquel participe la Commission européenne, propose en ce sens l'adoption de mécanismes innovants de financement pour l'éducation²⁶⁰⁵. Si ces mécanismes innovants de développement sont destinés à accroître les financements du développement, notamment en matière éducative, ils visent également à améliorer l'efficacité de l'aide en favorisant la responsabilisation collective de l'ensemble des acteurs du développement.

²⁶⁰⁰ Annexe conclusions du Conseil de l'Union européenne du 15 juin 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement en vue de la réunion plénière de haut niveau des Nations unies à New York et au-delà - Appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015', Bruxelles - paragraphes 28, 29, 30 du plan d'action

²⁶⁰¹ Ibid., paragraphes 20 du plan d'action

²⁶⁰² Ibid., paragraphe 26 du plan d'action

²⁶⁰³ Ibid., paragraphe 27 du plan d'action

²⁶⁰⁴ Paragraphes 39 et 41 de la résolution du Parlement européen du 15 juin 2010 sur les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement : évaluation à mi-parcours pour préparer la réunion de haut niveau de l'ONU prévue en septembre 2010 (2010/2037(INI)) JOC236E du 12 août 2011 p48-56

²⁶⁰⁵ « Le groupe de travail pour les financements innovants pour l'éducation présente quatre mécanismes prêts à être mis en œuvre et ayant le meilleur potentiel pour lever des fonds significatifs : le fond capital-risque pour l'éducation (Education Venture Fund) vise la mobilisation de nouvelles ressources à travers un éventail de mécanismes pour investir dans des initiatives qui promeuvent l'innovation dans le secteur de l'éducation ; la conversion de la dette en faveur d'obligations pour le développement est une forme d'allègement de dette dans laquelle le créancier conditionne la remise de dette du débiteur à la mobilisation d'une somme déterminée de monnaie locale pour des programmes de développement spécifiques ; l'émission d'obligations en direction de la diaspora permet d'émettre des titres de créance par les pays pour récolter des financements de leur diaspora ; le fond d'épargne pour le développement des voyageurs est un instrument financier qui encourage l'investissement social et leur participation. Il permet aussi de réduire le risque associé à la fluctuation des monnaies locales pour la société civile, les fondations privées, les ONG et les voyageurs en général. »

<http://leadinggroup.org/rubrique261.html>

1110. Dès 2009²⁶⁰⁶, l'UE a adopté un cadre opérationnel concernant l'efficacité de l'aide au développement, afin de réduire son morcellement. Le plan d'action 2010-2015 poursuit ces travaux²⁶⁰⁷, afin de permettre à l'UE de jouer un rôle moteur auprès de ses partenaires pour améliorer la coordination et la division du travail entre les donateurs, ainsi que la responsabilisation des pays en développement. L'UE promeut, dans cette perspective, l'appropriation inclusive des OMD par les PED et leur intégration dans leurs propres stratégies de développement²⁶⁰⁸, afin que chaque pays et chaque population ait le contrôle de son propre développement en vue de la réalisation des OMD.

1111. L'UE participe également activement au renforcement de l'action mondiale de réalisation des OMD, en proposant des voies d'amélioration de la cohérence du système. Le plan d'action 2010-2015 prend en compte le caractère indissociable des OMD et suggère ainsi une approche globale et intégrée de leur traitement, notamment par la prise en compte de la réalisation des OMD dans toute politique susceptible d'affecter les pays en développement, même non liée au développement²⁶⁰⁹. L'UE souligne également « l'interdépendance existant entre les OMD et les droits de l'homme, l'égalité entre hommes et femmes, la démocratie, la bonne gouvernance, le développement, la paix et la sécurité, ainsi que le climat et l'énergie »²⁶¹⁰. Elle conjugue ainsi la réalisation de l'ensemble des OMD avec la poursuite des grands défis mondiaux, dans des « domaines d'action qui sont potentiellement plus pertinents pour la réalisation des OMD », tels que l'impact du changement climatique et la prévention des conflits²⁶¹¹.

1112. Il est de surcroît nécessaire d'analyser l'efficacité des moyens susceptibles d'atteindre dans les délais les objectifs fixés. Le plan d'action 2010-2015 prend en compte ce souci d'efficacité en évaluant le rapport coût-résultat des actions menées et l'inégalité des progrès réalisés. La réalisation des OMD dans le partenariat UE-Afrique est par exemple ciblé sur des secteurs dans lesquels il est susceptible d'apporter une valeur ajoutée, tel que l'éducation²⁶¹².

²⁶⁰⁶Conclusions du Conseil 17 novembre 2009, réf.15912/09

²⁶⁰⁷<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/09/st15/st15912.fr09.pdf>

²⁶⁰⁸Paragraphe 7 s. du plan d'action, in annexe des conclusions du Conseil de l'UE du 15 juin 2010, op.cit.

²⁶⁰⁹Ibid., paragraphe 36 du plan d'action

²⁶¹⁰Ibid., paragraphe 18 du plan d'action

²⁶¹¹Ibid., paragraphe 4 du plan d'action

²⁶¹²Ibid., paragraphes 12 et 19 du plan d'action

²⁶¹³Partenariat stratégique Afrique-UE 'relever ensemble les défis d'aujourd'hui et de demain' mai 2011, isbn 978-92-824-2925-9 (161p), extrait p107-108 – un groupe de travail est créé afin de mener une action prioritaire dans le domaine éducatif – les activités viseront à travailler avec l'équipe spéciale internationale sur les enseignants dans le cadre de son plan d'action et de favoriser les échanges, de contribuer à la mise en place de centre et réseaux régionaux pour améliorer la formation des enseignants sur les questions de handicap,

L'efficacité de l'aide est de plus garantie par une action ciblée dans les pays les plus fragilisés et les moins avancés, et conciliée avec la stratégie de l'UE pour le soutien à la réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement, comme autre moyen d'œuvrer à la réalisation des OMD²⁶¹³. La fixation de lignes directrices communes au niveau de l'UE renforce ainsi la cohérence de l'action extérieure et permet « à l'Union de démultiplier sa contribution aux OMD »²⁶¹⁴. Il convient également d'analyser son engagement dans le cadre de l'Initiative internationale visant à accélérer les OMD...

2. La participation financière de l'UE à l'Initiative internationale de mise en œuvre accélérée du programme « Education pour tous » : IMO ou Initiative 'Fast Track'

1113. A l'occasion du Forum mondial de l'éducation qui s'est tenu en 2000 à Dakar, la décision a été prise qu'« aucun pays sérieusement engagé dans l'éducation pour tous ne verra la réalisation de ses projets contrecarrée par une insuffisance de ressources »²⁶¹⁵. Le manque de ressources s'est cependant imposé rapidement comme un obstacle majeur à la réalisation de l'EPT. Pour garantir leur engagement financier, les bailleurs de fonds ont décidé dès juin 2002 de coordonner les aides par le lancement de « l'Initiative Fast Track » (FTA) ou « Initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous » (IMO)²⁶¹⁶, visant à accélérer les progrès vers la réalisation de l'EPT dans le domaine de l'éducation primaire, ainsi que de l'OMD 2²⁶¹⁷ relative à l'enseignement primaire universel et de l'OMD 3 sur l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation d'ici à 2015.

1114. Réunissant 21 bailleurs de fonds, dont l'UE²⁶¹⁸, ce pacte mondial entre les bailleurs de fonds et 59 pays à faibles revenus partenaires dont 28 pays fragilisés²⁶¹⁹, est destiné à

d'encourager la prise en compte des lignes directrices en matière d'équité et d'inclusion lors de la planification et de l'évaluation du secteur de l'éducation, promouvoir la disponibilité du matériel d'enseignement et d'apprentissage, favoriser les activités relatives à l'enseignement des sciences, adopter des mesures pour accélérer la mise en œuvre de la seconde décennie pour l'éducation de l'Union africaine (création d'un observatoire), assurer le suivi du plan d'action, institutionnaliser les mesures destinées à encourager l'assiduité et les résultats scolaires de manière cohérente avec les programmes de santé et de nutrition.

²⁶¹³ Plan d'action, annexe conclusions du Conseil de l'UE du 15 juin 2010, op.cit., paragraphes 11 et 17

²⁶¹⁴ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Conseil économique et social européen et au Comité des régions intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM(2008) 177 final, op.cit.

²⁶¹⁵ Déclaration de Dakar sur l'EPT, op.cit.

²⁶¹⁶ Initiative lancée au sommet du G8 Kananaskis juin 2002 - <http://www.fasttrackinitiative.org>

²⁶¹⁷ Assurer l'éducation primaire pour tous - <http://www.undp.org/french/mdg/goal2-f.shtml>

²⁶¹⁸ Pays et organismes donateurs en 2014 : Allemagne ; Australie ; Belgique ; Canada ; Commission européenne ; Danemark ; Espagne ; États-Unis ; France ; Finlande ; Irlande ; Italie ; Japon ; Luxembourg ; Norvège ; Pays-Bas ; Roumanie ; Royaume-Uni ; Russie ; Suède ; Suisse - La Commission européenne participe au nouveau Conseil d'administration de l'Initiative FTI dans le 'Collège 5' des membres représentés (Commission européenne, France, Allemagne, Italie), Secrétariat FTI

l'application de plans sectoriels crédibles et à un soutien financier extérieur plus important et plus prévisible, permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs communs du programme EPT et des OMD. L'UE et les Etats membres se sont activement engagés dans ce processus afin d'accroître rapidement l'appui financier et technique apporté aux pays pauvres qui conçoivent des programmes d'éducation crédibles. Bien que l'objectif vise à permettre au plus grand nombre de pays à faible revenu d'élaborer des programmes éducatifs solides et viables, les bailleurs soutiennent, de manière incitative, les pays à faible revenu qui investissent dans l'éducation et démontrent leur capacité à entreprendre des réformes relatives à l'éducation primaire, sachant que l'objectif de l'éducation primaire universelle ne peut être atteint sans des efforts drastiques, impliquant une réelle stratégie de réduction de la pauvreté et un plan viable du secteur éducation. Les PED bénéficiaires doivent s'approprier l'aide en devenant les principaux responsables de leur développement, d'une part, en démontrant leur aptitude lors du dialogue politique à prendre en considération des sujets sensibles comme la lutte contre le VIH ou la discrimination homme-femme, d'autre part, en prouvant leur capacité d'absorption et la viabilité financière à long terme de leur programme ou plan sectoriel d'éducation, devant atteindre le résultat minimum exigé dans le cadre de l'IMOA, et évalué sur le fondement d'indicateurs de performance élaborés à partir de l'analyse des pays ayant 'réussi'²⁶²⁰. Les bailleurs de fonds, dont la Commission européenne, s'engagent ainsi à mobiliser les ressources de manière prévisibles, selon les priorités des PED, en favorisant le déliement, en coordonnant leurs actions autour d'un seul plan d'éducation et en harmonisant autant que possible les procédures. Ils fournissent un soutien financier et technique à la réalisation du programme du secteur de l'éducation d'un pays donné, en renforçant leur capacité d'élaboration.

1115. En tant que bailleur de fonds incontournable, la Commission européenne participe activement aux réunions annuelles du partenariat Fast-track et impulse l'évolution des orientations stratégiques de l'Initiative, sachant qu'en juillet 2006, elle a occupé pour une

²⁶¹⁹Pays admis à bénéficier de l'Initiative FTI en 2014 – Afghanistan ; Albanie ; Bénin ; Bhoutan ; Burkina Faso ; Burundi ; Cambodge ; Cameroun ; République centrafricaine ; Comores ; Congo ; Côte d'Ivoire ; Djibouti ; Erythrée ; Éthiopie ; Gambie ; Géorgie ; Ghana ; Guinée ; Guinée-Bissau ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Kenya ; République kirghize ; RDP lao ; Lesotho ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Mauritanie ; Moldova ; Mongolie ; Mozambique ; Népal ; Nicaragua ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; Ouzbékistan ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Rwanda ; São Tome-et-Principe ; Sénégal ; Sierra Leone ; Somalie ; Soudan du Sud ; Soudan ; Tadjikistan ; Tanzanie ; Tchad ; Timor Leste ; Togo ; Viet Nam ; Yémen ; Zambie ; Zimbabwe

²⁶²⁰ Indicateurs de référence relatifs à la viabilité à long terme des OMD : dépenses publiques consacrées à l'éducation : 20% du budget, dépenses consacrées à l'enseignement primaire : 50% du budget de l'éducation, salaire des enseignants 3,5 fois le PIB par habitant, ratio élèves/maîtres environ 40/1, dépenses hors salaires enseignants : 33% des dépenses courantes, taux moyen de redoublement : -10% ou moins, nombre annuel d'heures d'instruction : 850 ou plus

année, en collaboration avec les Etats membres, la vice présidence de l'Initiative accélérée pour tous, en harmonie avec les autres donateurs²⁶²¹. Le tableau ci-dessous²⁶²² montre la participation importante de l'UE et des Etats membres de l'UE au fonds catalytique de l'IMOA, créé en novembre 2003 et administré par la Banque Mondiale. Ce fonds fiduciaire à multiples donateurs, fournit un financement transitoire à court terme sur 2 à 3 ans, sous forme de dons pour contribuer à combler le déficit de financement pour les pays qui ont trop peu de bailleurs de fonds, à savoir les pays ayant quatre partenaires bilatéraux ou moins, fournissant chacun un million de dollars au minimum par an pour l'éducation, tout en mobilisant davantage de soutien durable par les sources bilatérales et multilatérales régulières.

CONTRIBUTIONS AU FONDS CATALYTIQUE			
BAILLEURS DE FONDS		Contributions reçues au 31 décembre 2013	
		En %	En millions de dollars US
Union Européenne	PARTIE I (ACP)	4.2	86.1
	PARTIE II	2	40.6
Total UE		6.2%	126.7
Etats membres de l'UE	Allemagne	1.8	38.7
	Belgique	1.2	24.3
	Danemark	6	123.1
	Espagne	15.8	324.4
	France	4.2	86.5
	Italie	1.7	35.1
	Irlande	2.2	46.2
	Pays Bas	23	472
	Royaume Uni	19.7	404.6
	Roumanie	0.002	0.6
	Suède	7.2	146.6
Total Etats membres de l'UE		82.8%	1702.1
Total UE + Etats membres		89%	1828.8
Etat tiers à l'UE	Australie	2.1	43.1
	Canada	2.2	45.4
	Japon	0.3	7.3
	Norvège	5.5	114.5
	Russie	0.5	10
	Suisse	0.3	7
Total Etats tiers à l'UE		11%	227.3
TOTAL		100%	2.056.1

1116. La Commission européenne participe depuis 2006 au Fonds catalytique (FC)²⁶²³, sa contribution étant prioritairement attribuée au bénéfice des pays ACP, qui représentent la majorité des bénéficiaires de l'IMOA. L'analyse des contributions octroyées au FC, au 31 décembre 2013, permet de constater que la participation de l'UE et des Etats membres participants garantit 89% des contributions. La participation de l'UE représente à elle seule

²⁶²¹ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006, Bruxelles le 21 juin 2007 COM(2007) 349 final, voir SEC(2007) 840

²⁶²² Tableau élaboré sur la base des données sur le site du Partenariat mondial pour l'éducation – « états financiers trimestriels du Fonds catalytique au 31 décembre 2013 » <https://www.globalpartnership.org/fr>

²⁶²³ http://www.fasttraackinitiative.org/library/factsheet_trustfund.pdf

6.2% des fonds, soit plus de la moitié de l'aide totale fournie par l'ensemble des Etats tiers à l'UE, participant au FC, ce qui démontre son importance. L'UE s'est en effet engagée, dès 2007, à « fournir une aide plus importante, mais aussi plus rapide, plus prévisible, de meilleure qualité, et qui s'inscrive dans le long terme »²⁶²⁴ à l'occasion de la conférence de haut niveau des donateurs sur l'éducation du 2 mai 2007²⁶²⁵, notamment en promettant de verser « 22 millions d'euros »²⁶²⁶ au FC. La contribution des Etats membres de l'UE participants, est quant à elle particulièrement révélatrice de leur engagement en faveur de l'éducation pour tous, et cela même en période de crise, dans la mesure où elle couvre 82.8% des contributions du FC.

1117. Il est à noter que l'UE ne participait pas à l'autre fond de l'IMOA, à savoir le Fonds de développement de Programmes d'éducation (FDPE)²⁶²⁷, créé en novembre 2004, pour soutenir techniquement les pays à faible revenu dans l'élaboration de plans relatifs au secteur de l'éducation. Son absence n'entraînait pas une carence majeure dans la mesure où sept Etats membres²⁶²⁸ y occupaient une place importante, finançant au 31 décembre 2010, 47.1% de l'ensemble des contributions reçues du FDPE, soit 51.8 millions de dollars²⁶²⁹. Il est de surcroît important de relever que la participation de l'UE à l'IMOA ne représente qu'une partie de l'aide octroyée par l'UE à l'éducation primaire pour tous, et que l'UE fournit à ce jour une aide technique dans le cadre du nouveau Fonds mondial pour l'éducation, remplaçant l'IMOA.

1118. Depuis octobre 2011, le Fonds catalytique et le Fonds de développement de programmes d'éducation (FDPE) sont intégrés dans un fonds unique, auquel l'UE apporte un

²⁶²⁴ Discours de L. MICHEL « Tenons les promesses que nous avons faites dans le domaine de l'éducation », Réunion de haut niveau sur l'éducation Bruxelles 2 mai 2007

²⁶²⁵ Conclusions de la Campagne mondiale pour l'éducation sur la conférence « Tenir nos promesses sur l'éducation » - http://campaignforeducation.org/news/news_full.html#verdict - IP/07/619 le 2 mai 2007 Bruxelles ; voir également communiqué de presse sur la conférence de hauts niveaux organisée par L.M. GORDON BROWN, P. WOLFOWITZ « De nouveaux engagements en matière éducative dans les pays en développement sont annoncés lors d'une conférence de haut niveau », IP/07/619 Bruxelles le 2 mai 2007

²⁶²⁶ Ibid. - La Banque mondiale a annoncé un investissement de 1,12 milliards d'euros en 2007 dans les plans éducatifs des 68 pays les plus pauvres

²⁶²⁷ Fonds établi en novembre 2004 et administré par la Banque Mondiale afin de fournir une assistance technique aux PED dans l'objectif de renforcer les capacités des pays qui n'ont pas de programmes d'éducation.

²⁶²⁸ Espagne, France, Irlande, Luxembourg, Pays Bas, Royaume-Uni, Suède – le Pays Bas a notamment contribué à hauteur de 13.5 millions de dollars au 31 décembre 2010 – voir rapport annuel 2010 de l'Initiative Fast Track EPT, p41

²⁶²⁹ Le plus grand donateur du FDPE est la Norvège ayant contribué à hauteur de 42.8 millions de dollars soit 38.9 % des contributions reçues par le Fonds au 31 décembre 2010 - voir rapport annuel 2010 de l'Initiative Fast Track EPT p41

soutien de principe²⁶³⁰. L'IMOA est en effet remplacée par le Fonds mondial pour l'éducation²⁶³¹, appuyant l'ensemble des actions étendues²⁶³², menées dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE²⁶³³). Ce fonds contribue à la diffusion des connaissances et à l'échange de bonnes pratiques éducatives aux niveaux mondial et régional, afin de scolariser le plus grand nombre d'enfants et améliorer l'éducation. Il propose une aide financière, sous forme de dons, et un soutien technique à tous les pays à faible revenu, en ce qui concerne l'élaboration et la révision des plans d'éducation, ainsi que des programmes scolaires. Ce soutien englobe notamment la préparation des propositions en vue des demandes de dons pour la mise en œuvre des programmes et les coûts liés à la supervision directe des dons. Les pays appartenant aux catégories I et II de l'Association internationale de développement (IDA)²⁶³⁴ et les petits États insulaires en développement, peuvent de plus bénéficier d'un soutien financier et technique en vue de la mise en œuvre des plans pour le secteur de l'éducation.

1119. La Commission européenne et les Etats membres participants au GPE restent à ce jour fortement impliqués dans le partenariat mondial pour l'éducation dans la mesure où leur participation représente 79.7% des contributions perçues au 31 juillet 2014.

1120. Le tableau²⁶³⁵ ci-dessous illustre l'engagement constant de la Commission européenne à hauteur de 5.6% des contributions versées et la participation remarquable de certains Etats membres de l'UE représentant presque les trois quarts de l'ensemble des contributions dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation au 31 juillet 2014.

²⁶³⁰ Voir par exemple résolution du Parlement européen du 21 septembre 2012 sur la réduction de la pauvreté et la création d'emploi dans les pays en développement : la voie du progrès, 2009/2171 JO C50E du 21 février 2012 p37-47, paragraphes 86 et s.

²⁶³¹ <http://www.partenariatmondial.org/french/fonds-mondial-pour-l-education> - Toutes les décisions de financement sont prises par le Conseil d'administration du Partenariat mondial.

²⁶³² Rapport annuel 2010 « Un partenariat mondial en faveur de l'Education pour tous – Initiative Fast Track - objectif : des résultats dans l'éducation », 2011, op.cit. « Lors de ses réunions de mai 2010, le Conseil d'administration de l'Initiative FTI a pris la décision très importante de financer les six objectifs du Programme Éducation pour tous, en continuant de privilégier l'éducation de base et le premier cycle secondaire. Cette décision va accroître le soutien politique à l'éducation dans sa globalité et élargir la couverture des programmes financés par l'Initiative FTI. De nombreux pays admis à bénéficier de l'Initiative FTI ont déjà bien amélioré leur taux de scolarisation en primaire et travaillent de plus en plus sur l'enseignement secondaire. »

²⁶³³ Global Partnership for education

²⁶³⁴ IDA – institution de la Banque mondiale aidant les pays les plus pauvres de la planète

²⁶³⁵ Tableau personnel élaboré sur la base des données sur le site du Partenariat mondial pour l'éducation – tableau des contributions des donateurs 2014 <https://www.globalpartnership.org/fr>

ETAT DES CONTRIBUTIONS VERSEES AU GPE PAR LES DONATEURS		
BAILLEURS DE FONDS		Contributions versées au 31 juillet 2014
		En % En millions de dollars US
Commission Européenne		5.6 188.146.814
Etats membres de l'UE	Allemagne	1.3 44.827.093
	Belgique	1.4 48.117.417
	Danemark	8.5 287.982.089
	Espagne	10.5 353.318.740
	Finlande	0.1 4.399.315
	France	2.8 97.597.640
	Italie	1 37.210.180
	Irlande	2.1 71.284.322
	Luxembourg	0.2 6.894.442
	Pays Bas	17.9 607.951.736
	Royaume Uni	22.8 773.027.746
	Roumanie	0.02 712.007
	Suède	5.5 186.765.842
Total Etats membres de l'UE		74.1% 2.520.088.569
Total UE + Etats membres		79.7% 2.708.235.383
Etat tiers à l'UE	Australie	6.3 213.085.515
	États-Unis	1.4 43.500.000
	Canada	3 101.093.058
	Japon	0.5 18.921.600
	Norvège	8 268.800.426
	Russie	0.4 15.200.000
	Suisse	0.7 26.731.396
Total Etats tiers à l'UE		20.3%
TOTAL		100% 3.395.567.378

1121. Malgré la pertinence incontestable du GPE, de nombreux efforts restent à faire pour en exploiter le potentiel comme le démontre le rapport 2013 du GPE sur les résultats²⁶³⁶ et le rapport EPT 2013/2014 constatant que « pour la première fois depuis 2002, l'aide à l'éducation de base a chuté de 6 % entre 2010 et 2011 »²⁶³⁷, du fait d'un désengagement des Etats partenaires quant au financement interne du service d'éducation et de 21 donateurs ayant « diminué leurs décaissements en faveur de l'aide à l'éducation de base. Les baisses les plus conséquentes en volume ont concerné le Canada, l'Union européenne, la France, le Japon, les Pays-Bas, l'Espagne et les États-Unis qui ont représenté au total 90 % de la réduction de l'aide à l'éducation de base »²⁶³⁸. Face à la crise mondiale, « les institutions de l'UE ont diminué leur aide globale à l'éducation de base de 31 %, ce qui a entraîné une diminution de

²⁶³⁶ Rapport 2013 sur les résultats de l'éducation « Relever les défis des données, du financement et de la fragilité » Partenariat mondial pour l'éducation (120p) – extrait p80 « Comme l'aide globale, les décaissements au bénéfice de l'éducation ont régulièrement augmenté sur les dix dernières années pour atteindre un pic de 14,4 milliards de dollars en 2009/2010. Néanmoins, suivant la tendance de l'aide totale, l'aide à l'éducation est tombée à 13,5 milliards en 2011, accusant une baisse de 6,3 %. Les engagements ont également affiché une tendance à la baisse après avoir atteint un pic de 16,2 milliards de dollars en 2009. En 2011, les engagements de l'APD pour l'éducation s'élevaient à 12,8 milliards de dollars, soit une réduction de près de 2,4 milliards de dollars (15,8 %) par rapport aux engagements de l'année précédente... Ces tendances suggèrent non seulement que le montant de l'aide extérieure à l'éducation a baissé sur les dernières années, mais également que cette baisse a été plus rapide pour le secteur de l'éducation que pour l'aide totale. Cette importante réduction du financement extérieur, doublée de contraintes intérieures, risque d'avoir un fort impact négatif sur le secteur de l'éducation des pays en développement. »

²⁶³⁷ Rapport EPT 2013/2014 « Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous », UNESCO 2014, ISBN 978-92-3-204255-2 www.efareport.unesco.org (443p) – citation p110

²⁶³⁸ Ibid., p129

36 % pour les pays à revenu faible »²⁶³⁹ et « le déficit global de l'aide dû aux promesses non tenues des donateurs de l'UE devrait s'élever à 43 milliards de dollars EU, la plus grande partie étant attribuée à la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne (Commission européenne, 2013). Si les pays de l'UE élevaient leur aide aux niveaux nécessaires pour honorer leur promesse de 2015, cela rapporterait 9 milliards de dollars EU pour combler le déficit de financement de l'éducation en 2015 si 20 % étaient affectés au secteur éducatif. »²⁶⁴⁰.

1122. Face à cette situation alarmante, la Commission a démontré son engagement en parrainant la deuxième reconstitution des ressources du partenariat mondial pour l'éducation qui a eu lieu à Bruxelles les 25 et 26 juin 2014 afin que les contributions annoncées par les donateurs pour la période 2015-2018 soient effectivement versées à hauteur de 3.5 milliards de dollars US. Conformément à la proposition de M. Piebalgs²⁶⁴¹, l'aide de l'UE sera dans ce contexte principalement axée sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, ce qui devrait se traduire par l'octroi d'au moins 20% de son aide au développement humain et à l'inclusion sociale. Secteur essentiel au développement d'une croissance durable et inclusive, l'éducation figure ainsi parmi les domaines prioritaires d'intervention de l'UE en matière de coopération au développement.

1123. Il est de ce fait incontestable que l'UE joue un rôle fondamental dans la politique mondiale éducative. Sa contribution financière est un facteur essentiel de la réalisation de l'EPT et des OMD et son expérience politique sert de référence internationale. Elle apporte une réelle valeur ajoutée à la détermination des priorités stratégiques internationales dans le domaine éducatif et à l'évaluation des progrès accomplis et à la réalisation des objectifs d'éducation pour tous. Dans un contexte mondial caractérisé par la recherche de performance et un rude combat contre la pauvreté, l'influence politique et l'efficacité de l'aide au développement de l'UE devraient cependant être davantage renforcés. C'est pourquoi de nombreux documents ont été élaborés afin d'optimiser l'action extérieure de l'UE en matière d'aide au développement ce qui implique des réformes de sa politique extérieure éducative...

²⁶³⁹ Ibid., p130

²⁶⁴⁰ Ibid. p131-132

²⁶⁴¹ Voir en ce sens Commission européenne – communiqué de presse IP/11/1312, op.cit. – extrait du discours de M. PIEBALGS « Ces dix dernières années, le monde a accompli des progrès considérables dans le domaine de l'enseignement primaire. L'UE a joué un rôle essentiel dans cette progression – depuis 2004, plus de 9 millions d'élèves ont été inscrits dans l'enseignement primaire grâce à notre soutien. À présent, nous devons nous attacher à améliorer la qualité de cet enseignement et j'ai donc proposé que l'on consacre au moins 20 % de l'aide au développement humain et à l'inclusion sociale. Ces efforts profiteront également au Partenariat mondial pour l'éducation. »

Section 2/ L'amélioration continue de la politique extérieure éducative de l'UE en matière de développement

1124. La détermination d'objectifs mondiaux éducatifs, dont la réalisation à l'échéance fixée en 2015 implique un investissement de l'ensemble des acteurs du développement, a conduit à l'établissement d'une responsabilité collective accrue des bailleurs de fonds et des pays en développement en ce qui concerne le renforcement de l'efficacité de l'aide et de sa gestion. Face aux retards constatés dans la réalisation des OMD, notamment de l'EPT²⁶⁴², une réflexion internationale de haut niveau s'est engagée afin de renforcer l'efficacité de l'aide au développement. L'UE prend part activement à ce processus d'amélioration continue, basé sur une culture du résultat fortement ancrée dans la réalisation des OMD et sur une analyse critique constructive de la perfectibilité des moyens et instruments existants. En tant que premiers donateurs de l'aide publique au développement (APD)²⁶⁴³, l'UE et les Etats membres ont un rôle fondamental à jouer dans la réalisation des OMD. A ce titre, ils sont tenus, d'une part, de respecter leurs engagements en matière de financement du développement, selon les objectifs fixés dans le cadre de la Conférence internationale de Monterrey²⁶⁴⁴, d'autre part, de montrer l'exemple aux autres bailleurs de fonds ainsi qu'aux pays bénéficiaires, en s'impliquant dans l'amélioration de la qualité et de la gestion de l'aide pour obtenir des résultats durables.

1125. Reconnue par ses pairs²⁶⁴⁵ comme promotrice de réformes ambitieuses et performantes de l'aide au développement, l'UE s'est engagée en faveur d'une amélioration de la qualité et de la gestion de l'aide au niveau international en proposant notamment de revoir l'affectation des ressources, d'améliorer la gestion et l'harmonisation avec les autres donateurs, de réorganiser les services centraux, de déléguer davantage de pouvoirs aux instances de terrain,

²⁶⁴² Rapport mondial UNESCO « La crise cachée : les conflits armés et l'éducation », 2011, op.cit. - Selon le rapport mondial 2011 relatif aux avancées de l'EPT, « bien que les pays à faible revenu aient augmenté la part de leur revenu national consacrée à l'éducation, passée de 2,9 à 3,8 % depuis 1999, certaines régions et certains pays ont continué de négliger l'éducation. L'Asie centrale et l'Asie du Sud et de l'Ouest sont les régions qui investissent le moins dans ce domaine. Les tendances actuelles de l'aide sont préoccupantes. L'aide au développement destinée à l'éducation de base stagne depuis 2007. En Afrique subsaharienne, elle a baissé en 2008 d'environ 6 % par enfant en âge de fréquenter l'école primaire. Plusieurs donateurs de premier plan continuent de canaliser les budgets d'aide vers les niveaux d'enseignement les plus élevés. Si tous les donateurs affectaient au moins la moitié de leur aide à l'éducation au niveau élémentaire, on pourrait mobiliser chaque année 1,7 milliard de dollars EU de plus. »

²⁶⁴³ En 2010 la contribution des Etats membres et de l'UE est de plus de 50 milliards d'euros – voir eu2012.dk ou site Eurostat

²⁶⁴⁴ Paragraphes 41 à 43 du rapport de la Conférence internationale des Nations Unies des 18-22 mars 2002, sur le financement du développement (Monterrey (Mexique)), A/CONF.198/11, extraits p11-12

http://unctad.org/fr/docs/aconf198d11_fr.pdf

²⁶⁴⁵ Examen du CAD – oecd.org

de rationaliser les procédures internes, de renforcer le contrôle de la qualité et de mieux exploiter les résultats. Basée sur ses lignes directrices, la réforme de la coopération au développement, telle qu'envisagée par le Conseil de l'UE dès 2007²⁶⁴⁶, repose de ce fait sur les objectifs d'une aide accrue et de meilleure qualité, d'une meilleure division du travail au sein de l'UE pour augmenter l'efficacité et la visibilité de l'aide européenne et simplifier la coopération avec les pays partenaires, et sur le renforcement de la cohérence de l'ensemble des politiques de l'UE, conformément à l'article 21 paragraphe 3 TUE²⁶⁴⁷, afin que l'action extérieure de l'UE tienne compte des objectifs de développement et ne les entrave pas.

1126. Intégrée à la politique globale de coopération au développement, la politique éducative menée par l'UE auprès des pays en développement, s'inscrit ainsi dans un processus de qualité général, visant à atteindre l'ensemble des OMD d'ici à 2015. Dans ce contexte, il convient d'analyser comment l'UE contribue à la réalisation de l'objectif mondial d'éducation pour tous, par l'application des principes de renforcement de l'efficacité de l'aide au développement, déterminés dans le cadre des forums mondiaux de haut niveau auxquels elle a activement pris part. Bien qu'elle doive poursuivre ses efforts, l'UE est sans conteste considérée par ses pairs, comme une donatrice de référence en matière d'amélioration de la qualité de l'aide au développement. Les performances encourageantes qu'elle a accomplies dans l'application des engagements internationaux adoptés lors des conférences internationales de Paris, d'Accra et de Busan, ont contribué significativement à l'amélioration des résultats obtenus dans le secteur éducatif, que ce soit par l'unité de conduite dont elle a fait preuve sur la scène internationale ou par les résultats probants qu'elle a obtenu en matière d'appropriation de l'aide par ses partenaires (Paragraphe 1). Son expertise en matière d'évaluation des résultats lui permet également de participer activement à la promotion d'une culture mondiale de l'évaluation, notamment en offrant une assistance technique de qualité aux pays en développement partenaire, et de garantir l'optimisation de l'aide qu'elle alloue au secteur de l'éducation, par le biais d'une estimation 'bilan coûts/avantages', impliquant une

²⁶⁴⁶ Présidence allemande Conseil de l'UE « L'Europe, partenaire d'un développement mondial durable » www.bmz.de/de/presse/aktuelleMeldungen/20061220_praesidentschaft/Faltblatt_EU-Praesidentschaft_franz.pdf Janvier-Juin 2007 p11; voir également rapport annuel de la Commission 2011 sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2010 COM(2011)414 du 6 juillet 2011 – en novembre 2010 la Commission a lancé un débat public avec la publication de son livre vert 'la politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable' présentant les différentes options visant à faire de cette politique un catalyseur de développement notamment en renforçant la coopération avec les autres donateurs internationaux

²⁶⁴⁷ Article 21 paragraphe 3 TUE, op.cit.

concentration de l'aide sur les aspects éducatifs prioritaires et auprès des partenaires engagés, présentant un fort potentiel de réussite (Paragraphe 2).

Paragraphe 1/ La contribution de l'UE à la garantie des résultats éducatifs : une performance reconnue internationalement en matière d'amélioration de la qualité et de la gestion de l'aide

1127. L'UE prône une aide extérieure plus importante, plus efficace et plus rapide, fondée sur le respect des principes dégagés lors des conférences internationales relatives à l'efficacité de l'aide au développement, à savoir l'appropriation, l'alignement, la responsabilité mutuelle, l'amélioration de l'acheminement de l'aide, du volume d'aide et l'adaptation des objectifs. Ayant obtenu des résultats supérieurs à la moyenne dans la mise en œuvre des engagements de Paris et Accra²⁶⁴⁸, l'UE se distingue par sa valeur ajoutée et peut apporter une contribution de grande qualité en matière d'amélioration de l'aide si elle poursuit ses efforts, notamment en ce qui concerne la cohérence et la transparence de son action extérieure. Forte de son expérience et de sa nature sui generis, fondée sur une recherche subtile d'équilibre 'd'unité dans le respect de la diversité', l'UE doit tirer davantage parti des atouts dont elle dispose pour consolider sa place sur la scène internationale. Le potentiel résidant dans sa capacité fédératrice doit ainsi se traduire par un renforcement accru de l'unité de conduite de l'UE et des Etats membres dans la poursuite de l'EPT, fondée sur une vision commune de l'éducation, visible autant dans les positions communes adoptées dans le cadre des enceintes internationales, que lors des activités conjointes de terrain, par le développement de la coordination des acteurs et de la cohérence des actions. De même sa sensibilité particulière en matière de respect de la diversité doit lui permettre d'apporter un soutien de qualité aux pays en développement, aligné sur les besoins éducatifs de chaque partenaire et respectueux de leurs particularismes par une incitation forte à l'appropriation.

²⁶⁴⁸ Paragraphe 5 de la position commune de l'UE en vue du quatrième forum sur l'efficacité de l'aide (Busan, du 29 novembre au 1er décembre 2011) ; conclusions du Conseil 3124ème session du Conseil Affaires étrangères, Développement, Bruxelles, 14 novembre 2011- « Le Conseil souligne que l'UE (en ce qui concerne l'UE, les participants à l'enquête de suivi de la mise en œuvre des engagements de Paris sont l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et la Commission) obtient des résultats supérieurs à la moyenne dans la mise en œuvre des engagements de Paris et Accra. Ces progrès sont encourageants mais insuffisants. » ; voir rapport de l'OCDE « efficacité de l'aide 2005-2010 : progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris » isbn 9789264061521 (212p) – tableau C20 p196 'données relatives aux donneurs : institutions de l'UE' – selon les données les objectifs cibles indicatifs pour 2010 ont été atteints à 85% concernant l'alignement de l'aide sur les priorités nationales, à 50% concernant le renforcement des capacités par un soutien coordonné, à 53% concernant l'utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques, à 63% concernant l'éviction de structures de mise en œuvre parallèles, à 76% concernant la prévisibilité de l'aide, à 66% concernant l'utilisation de procédures ou dispositifs communs, à 40% concernant la mise en place de missions conjointes et à 66% concernant les travaux analytiques par pays effectués conjointement.

1128. Si la détermination d'objectifs mondiaux de développement, notamment éducatifs, marque une avancée incontestable en matière de protection des droits fondamentaux et de lutte contre la pauvreté et les inégalités, leur poursuite a inéluctablement conduit à l'émergence de standards internationaux types et d'une culture du résultat exigeante, dont une mauvaise appréhension risque de porter atteinte à la singularité de chaque partenaire, et de ce fait à l'efficacité de l'aide. Dans ce contexte, les acteurs du développement, bailleurs de fonds et bénéficiaires de l'aide, ont pris conscience de l'importance de poursuivre des objectifs communs, selon des critères communs, mais dans une perspective de consolidation des systèmes nationaux des pays en développement qui doivent rester les premiers 'artisans' de leurs réformes en matière de développement. Dans ce contexte, l'UE dispose de l'expérience et des outils adéquats pour s'imposer comme un chef de file dans la réalisation des OMD, et particulièrement de l'EPT, en sensibilisant les partenaires au fait qu'« unifier, c'est nouer mêmes les diversités particulières, non les affecter pour un ordre vain »²⁶⁴⁹.

1129. L'étude de l'approche unitaire adoptée par l'UE face au défi mondial de l'éducation pour tous permettra d'apprécier sa contribution à l'amélioration de l'efficacité de l'aide mondiale allouée au secteur éducatif (A). De même, l'analyse de l'approche différenciée de l'aide adoptée par l'UE dans le cadre de sa coopération au développement contribuera à démontrer sa valeur ajoutée indéniable en matière d'appropriation et d'alignement de l'aide, dans le respect des particularismes éducatifs de chacun des pays partenaires (B).

A/ L'efficacité de l'approche unitaire de l'UE face au défi mondial de l'éducation pour tous

1130. Pour s'imposer comme un acteur de premier plan dans la réalisation de l'EPT, l'UE doit garantir la cohérence de son action extérieure, d'une part, avec les lignes directrices définies dans le cadre des conférences internationales relatives à l'efficacité de l'aide au développement, auxquelles elle a pris part, conformément aux dispositions de l'article 208 TFUE paragraphe 2²⁶⁵⁰ (1), d'autre part, avec l'action menée par les Etats membres de l'UE,

²⁶⁴⁹ Citation d'A. de St Exupéry (extrait de 'Citadelles' 1948)

²⁶⁵⁰ Article 208 TFUE « 1. La politique de l'Union dans le domaine de la coopération au développement est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. La politique de coopération au développement et celles des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement. L'objectif principal de la politique de l'Union dans ce domaine est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. L'Union tient compte des objectifs de coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement. 2. L'Union et les Etats membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes. »

en application de l'article 210 TFUE²⁶⁵¹, ce qui implique l'adoption d'une position commune et d'actions conjointes en matière de développement sur la scène internationale (2), ainsi qu'une harmonisation et une coordination des politiques de développement de l'UE et des Etats membres, promue par la Commission (3).

1. Le renforcement de l'unité de conduite de l'UE en matière d'application des lignes directrices mondiales d'amélioration de l'aide au développement

1131. La réalisation des OMD est conditionnée par l'implication de tous les acteurs de développement et la cohérence de leurs actions. Dans ce contexte, l'UE et les Etats membres ont adopté dès 2002 une unité de conduite quant à l'application des lignes directrices et principes dégagés dans le cadre des forums internationaux relatifs à l'efficacité de l'aide. Conformément à l'article 208 TFUE paragraphe 2, précisant que « l'Union et les Etats membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations Unies et des autres organisations internationales compétentes », l'UE a intégré le respect de ces principes d'amélioration continue dans le consensus européen pour le développement (a). Elle se soumet de surcroît au contrôle de ses pairs dans le cadre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE afin d'évaluer ses performances dans la fourniture de l'aide au développement (b), ainsi qu'au contrôle de l'enquête indépendante d'évaluation et de suivi de la mise en œuvre des engagements qu'elle a souscrit à l'occasion de la Déclaration de Paris en matière d'amélioration de l'efficacité de l'aide (c).

a) L'adhésion de l'UE aux lignes directrices internationales de renforcement de l'efficacité de l'aide

L'UE s'est engagée à assurer le suivi de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide²⁶⁵² et à en réaliser les objectifs communs relatifs à la « réforme et la simplification des politiques et

²⁶⁵¹ Article 210 TFUE « 1. Pour favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions, l'Union et les Etats membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les Etats membres contribuent, si nécessaire, à la mise en œuvre des programmes d'aide de l'Union. 2. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1. »

²⁶⁵² Voir déclaration de la présidence de l'UE sur le financement du développement devant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, « L'UE est entièrement engagée à mettre en œuvre et à assurer le suivi de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide », 60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005 ; Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 2 mars 2005 « renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle », Forum de Haut Niveau des Nations Unies qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2005 <http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacitedelaide/34579826.pdf> [la Communauté internationale consacre plusieurs principes visant à renforcer l'efficacité de l'aide et l'accélération des résultats, par la responsabilisation réciproque des donateurs et des bénéficiaires de l'aide, à

procédures des donateurs dans un sens qui encourage la collaboration et l'alignement progressif sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires »²⁶⁵³. Le Consensus européen a consacré cet engagement international de l'UE en matière d'efficacité de l'aide, en précisant que « l'UE jouera un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des engagements souscrits dans le cadre de la déclaration de Paris pour améliorer la fourniture de l'aide »²⁶⁵⁴, et le complète par quatre engagements supplémentaires, à savoir « fournir l'ensemble de l'aide au renforcement des capacités par la mise en place de programmes coordonnés et un recours accru à des arrangements entre bailleurs de fonds multiples ; acheminer 50% de l'aide publique par le biais de systèmes nationaux, notamment en augmentant le pourcentage de l'assistance fournie dans le cadre de l'aide budgétaire ou d'approches sectorielles ; éviter la création de nouvelles unités de mise en œuvre des projets ; réduire de moitié le nombre de missions non coordonnées »²⁶⁵⁵. Cet engagement de l'UE à mettre en place des moyens innovants permettant d'adapter l'aide aux besoins spécifiques des populations concernées et à engager des réformes visant à simplifier les procédures de coopération afin de favoriser l'appropriation de l'aide et la coordination accrue des donateurs, est confirmé dans le programme pour le changement adopté en 2011²⁶⁵⁶, sachant que ce dernier n'a cependant

savoir l'appropriation de l'aide au développement par les pays bénéficiaires, l'harmonisation de l'aide fournie par les donateurs et l'alignement des aides sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires. La Déclaration de Paris engage ainsi les donateurs et les pays partenaires à « mener des actions ambitieuses, se prêtant à un suivi, afin de réformer leurs modalités d'acheminement et de gestion de l'aide ». Elle contient des obligations concrètes visant à structurer et à coordonner l'aide, à réduire les coûts de transaction et de traitement, à délier l'aide et à renforcer la responsabilité des gouvernements donateurs et bénéficiaires envers leurs citoyens et leurs parlements.]

²⁶⁵³ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 2 mars 2005, op.cit.

²⁶⁵⁴ Le 'consensus européen', paragraphe 32

²⁶⁵⁵ Ibid.

²⁶⁵⁶ Communication de la Commission « Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement », COM(2011)637, op.cit. – La Commission propose comme objectifs : « l'accroissement de la part des programmes de coopération nationale et régionale de l'UE consacrés aux grandes priorités exposées aux sections 2 et 3 ci-dessous ; la concentration des activités menées par l'UE dans chaque pays sur trois secteurs maximum ; l'accroissement du volume et de la part de l'aide de l'UE en faveur des pays qui en ont le plus besoin et dans lesquels l'Union peut réellement exercer un impact, notamment les pays fragiles ; une plus grande importance accordée aux aspects liés aux droits de l'homme, à la démocratie et à la bonne gouvernance lors de la définition de la combinaison d'instruments et de modalités d'aide à mettre en œuvre au niveau du pays ; le maintien d'un soutien à l'inclusion sociale et au développement humain s'élevant à au moins 20 % de l'aide de l'UE ; une concentration accrue sur l'investissement dans les moteurs d'une croissance économique inclusive et durable, qui constitue l'ossature des efforts de réduction de la pauvreté ; l'accroissement de la part de l'aide fournie par l'UE au titre d'instruments financiers novateurs, notamment dans le cadre de mécanismes permettant de combiner subventions et prêts ; une concentration sur les mesures visant à aider les pays en développement à réduire leur exposition aux chocs mondiaux tels que le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et des ressources, ainsi que la volatilité et la hausse des prix de l'énergie et des produits agricoles, par un ciblage des investissements sur l'agriculture et l'énergie durables ; la mise en œuvre de mesures visant à relever les défis de la sécurité, de la fragilité et de la transition ; le déploiement de stratégies de réponse conjointes de l'UE et des États membres, fondées sur les propres stratégies de développement des partenaires et prévoyant une division sectorielle du travail ; la mise en place d'un cadre commun de notification des résultats à l'échelle de l'UE ; une cohérence accrue des politiques au service du développement, notamment

« pas vocation à redéfinir les grands principes stratégiques »²⁶⁵⁷ en matière de renforcement de l'efficacité de l'aide.

1132. La Conférence de l'OCDE qui s'est tenue à Accra du 2 au 4 septembre 2008²⁶⁵⁸, afin de réviser la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, constitue un forum critique où le succès de l'aide budgétaire a été évalué²⁶⁵⁹, notamment l'évaluation des nouvelles procédures d'aide. La Commission européenne a fait partie des 61 donateurs ayant signé l'accord de référence d'Accra. A cette occasion, elle a appelé les donateurs à améliorer l'efficacité de l'aide pour atteindre les OMD, en axant l'action sur une meilleure répartition des tâches entre les donateurs, afin de simplifier les démarches administratives des pays en développement, et sur la prévisibilité accrue d'une aide ciblée sur les priorités des pays bénéficiaires, afin de leur permettre de mieux planifier leurs stratégies de développement²⁶⁶⁰. L'engagement de l'UE en faveur de l'accélération de la réalisation des OMD et du renforcement de l'efficacité de l'aide a conduit notamment à l'insertion des principes internationaux d'efficacité de l'aide au développement dans l'article 2 de l'accord de Cotonou révisé en 2010²⁶⁶¹.

au moyen de nouveaux programmes thématiques développant des synergies entre défis mondiaux et éradication de la pauvreté.

²⁶⁵⁷ Ibid. – « Le programme pour le changement proposé n'a pas vocation à redéfinir les grands principes stratégiques. Il n'affaiblira pas l'objectif global d'élimination de la pauvreté poursuivi par l'UE dans le contexte d'un développement durable, conformément au consensus européen sur le développement. »

²⁶⁵⁸ Déclaration d'Accra adoptée à l'occasion du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide du 2 au 4 septembre 2008

<http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacitedelaide/34579826.pdf> et <http://www.accrahlf.net/>

²⁶⁵⁹ Rapport mondial sur le suivi de l'EPT « Un bon départ pour la protection et l'éducation de la petite enfance » - partie II 'le suivi de l'EPT', chapitre 4 « l'aide internationale : mieux utiliser des financements plus abondants », p 91, 2007 - Selon le Rapport 2007 sur le suivi de l'Education pour tous, de nombreux donateurs et gouvernements de pays en développement ont commencé à adopter de nouvelles méthodes de travail pour accroître l'efficacité de l'aide. Le sommet du G8 de juillet 2005 confirme l'augmentation de l'ADP, le sommet du 'Millénaire+5' de l'Assemblée générale des Nations Unies font avancer l'initiative mais ne précise pas de quels façons les nouveaux flux contribueront aux ressources destinées à l'éducation - www.efareport.unesco.org

²⁶⁶⁰ Communiqué de presse IP/08/1284 du 3 septembre 2008 « Conférence d'Accra: la Commission exhorte les donateurs à améliorer l'efficacité de l'aide pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

²⁶⁶¹ Article 2 de l'accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou le 23 juin 2000, révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et révisé à Ouagadougou le 22 juin 2010 (*révisions apportées en italiques*) – 'principes fondamentaux' « La coopération ACP-CE, fondée sur un régime de droit et l'existence d'institutions conjointes, est *guidée par le plan d'action sur l'efficacité de l'aide convenu au niveau international concernant l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion axée sur les résultats en matière de développement et la responsabilité mutuelle*. Elle s'exerce sur la base des principes fondamentaux suivants: l'égalité des partenaires et l'appropriation des stratégies de développement: en vue de la réalisation des objectifs du partenariat, les États ACP déterminent, en toute souveraineté, les stratégies de développement de leurs économies et de leurs sociétés dans le respect des éléments essentiels *et fondamentaux* décrits à l'article 9; le partenariat encourage l'appropriation des stratégies de développement par les pays et populations concernés; *les partenaires de développement de l'UE alignent leurs programmes sur ces stratégies*; la participation: outre l'État en tant que partenaire principal, le partenariat est ouvert aux *parlements ACP, aux autorités locales des États ACP* et à différents types d'autres acteurs, en vue de favoriser la participation de toutes les couches de la société, du secteur privé et des organisations de la société civile à la vie politique, économique et sociale, - le rôle central du dialogue, le respect des engagements mutuels *et la responsabilité*: les engagements pris par les parties dans le cadre de leur dialogue sont au centre du partenariat et des relations de coopération; *les parties œuvrent en étroite*

1133. Le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est déroulé à Busan du 29 novembre 2011 au 1^{er} décembre 2011²⁶⁶² a permis de faire un bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris et d'étudier l'adaptation des lignes directrices en matière de renforcement de l'efficacité de l'aide dans un contexte de développement en constante évolution. Les parties signataires de la Déclaration de Busan se sont engagés à construire un partenariat mondial pour le développement plus ouvert, afin de « moderniser, approfondir et élargir notre coopération, en y associant des acteurs étatiques et non étatiques désireux d'influer sur un programme d'action jusqu'à récemment dominé par un groupe restreint d'acteurs du développement »²⁶⁶³. L'inclusion de nouveaux acteurs dans le partenariat mondial pour le développement repose principalement sur la participation accrue des organisations de la société civile et du secteur privé, ainsi que l'intervention croissante de pays en développement et d'économies émergentes s'impliquant en tant que fournisseurs importants de la coopération Sud-Sud pour le développement. La déclaration de Busan consacre ainsi l'ouverture des partenariats à tous comme un nouveau principe d'efficacité. Malgré ces innovations²⁶⁶⁴, cette déclaration a déçu nombre d'attentes des ONG qui regrettent le manque d'engagements concrets. Les nouveaux bailleurs de fonds, notamment la Chine et l'Inde ont en effet montré leurs réticences à se soumettre à des principes contraignants d'efficacité de l'aide, en précisant qu'ils ne souhaitaient faire référence aux principes et engagements de la Déclaration de Busan dans la coopération Sud-

collaboration pour déterminer et mettre en œuvre les processus nécessaires permettant l'alignement et l'harmonisation de la part des donateurs, de manière à assurer aux États ACP un rôle central dans ces processus, la différenciation et la régionalisation: les modalités et les priorités de la coopération varient en fonction du niveau de développement du partenaire, de ses besoins, de ses performances et de sa stratégie de développement à long terme. Un traitement particulier est accordé aux pays les moins avancés et il est tenu compte de la vulnérabilité des pays enclavés et insulaires. Une importance particulière est accordée à l'intégration régionale, y compris au niveau continental. » ; Voir « Les principes d'Accra et de Paris permettent-ils une programmation plus efficace de l'aide au développement UE-ACP ? »

http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/overview/cotonou-agreement/cotonou_accra_fr.htm

²⁶⁶² Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, du 29 novembre 2011 au 1^{er} décembre 2011 http://www.aideeffectiveness.org/busanhlf4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT_FINAL_FR.pdf

²⁶⁶³ Déclaration de Busan « Partenariat pour une coopération efficace au service du développement » - 4^{ème} Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, op.cit., paragraphe 7

²⁶⁶⁴ La déclaration réaffirme notamment l'importance des principes d'appropriation, d'orientation vers les résultats et d'alignement. Le principe de transparence, consacré à l'occasion du Sommet d'Accra, est particulièrement consolidé. La qualité et l'efficacité de l'aide repose en effet sur une exigence grandissante de transparence et de responsabilisation dans le cadre de la coopération, ce qui implique de consolider la disponibilité de l'information sur la coopération au développement et son accessibilité au public. Ce principe nécessite également l'adoption d'un système transparent de gestion des finances publiques ainsi que d'un système de gestion de l'information transparent en ce qui concerne l'aide et le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs. La déclaration initie dans ce cadre « la mise en place d'un standard commun et ouvert pour la publication par voie électronique d'informations détaillées et prévisionnelles sur les ressources apportées par la coopération au développement ».

Sud que 'sur une base volontaire'. Les ONG ont particulièrement critiqué le manque d'implication de l'UE à l'occasion de ce Forum²⁶⁶⁵.

1134. En réponse, la Commission a rappelé que « l'UE a constamment été le moteur dans la mobilisation de l'aide internationale pour le développement: elle est le premier donneur d'aide, le leader en matière d'efficacité de l'aide et le marché le plus grand et le plus ouvert pour les pays en développement »²⁶⁶⁶. Elle a également déterminé dès 2012 les actions de mise en œuvre de la Déclaration de Busan, en se concentrant notamment sur « la capacité des pays partenaires de fixer des priorités et d'atteindre des résultats et leur primauté en la matière »²⁶⁶⁷. Consciente des efforts restant à faire pour établir et utiliser un outil d'évaluation des résultats, l'UE « devrait suivre l'approche des cadres de responsabilité mutuelle tels que définis dans le cadre opérationnel de l'UE, à savoir que les délégations de l'UE entament des discussions pour soutenir les cadres existants et en développer de nouveaux en collaboration avec les États membres, les pays partenaires et les autres acteurs concernés »²⁶⁶⁸. La Commission précise cependant que le pays partenaire restera le premier acteur de son développement puisque le soutien de l'UE, proposé par le biais des cadres de responsabilité mutuelle, « devrait être apporté sous la direction du pays partenaire et en coordination avec les autres processus et acteurs, et en tenant compte du rôle de soutien attendu des bureaux du PNUD dans les pays. L'UE devrait mettre surtout l'accent sur la manière d'aborder dans ces cadres les priorités des pays partenaires dans le contexte de Busan, notamment l'utilisation des systèmes et le développement des capacités des pays »²⁶⁶⁹.

1135. Afin de lutter contre la fragmentation de l'aide au développement, l'UE s'engage également, conformément aux recommandations de la Déclaration de Busan, à contribuer à une coordination accrue sur le terrain et dans ce cadre, « l'action collective de l'UE sur le terrain revêt une valeur particulière dans la mesure où l'initiative accélérée sur la complémentarité et la division du travail a fondé l'expérience de l'UE dans ce domaine et devrait être poursuivie, en préparant le terrain pour la poursuite de la programmation

²⁶⁶⁵ J. KILCULLEN, présidente de la Confédération européenne des ONG pour l'aide au développement (CONCORD) « L'Union européenne était un fantôme » ; Farida BENA, porte-parole d'Oxfam « Il est temps de faire que l'aide de l'UE soit meilleure, pas pire » ; « alors qu'ils fournissent 53 milliards d'euros en aide pour le développement chaque année, l'UE a laissé l'accord de côté pour contempler son agenda géopolitique. » <http://www.socialwatch.org/fr/node/13937>

²⁶⁶⁶ Communication de la Commission « Améliorer l'aide de l'UE aux pays en développement en mobilisant des moyens financiers pour le développement. Recommandations basées sur le rapport 2012 concernant la responsabilité de l'UE en matière de financement du développement », introduction, COM/2012/0366 final

²⁶⁶⁷ Ibid., paragraphe 6

²⁶⁶⁸ Ibid., paragraphe 6.1

²⁶⁶⁹ Ibid., paragraphe 6.2

conjointe »²⁶⁷⁰. Pour améliorer la division du travail, l'UE et ses États membres s'engagent notamment à « étendre la cartographie au niveau du pays pour couvrir le soutien qu'ils apportent à l'action dans le domaine climatique sur la base de la méthodologie de l'initiative accélérée et en s'appuyant sur le système du marqueur de Rio introduit par l'OCDE »²⁶⁷¹.

1136. En ce qui concerne le renforcement de la transparence de l'aide, l'UE promeut l'amélioration de la transparence des flux internationaux pour lutter contre les flux de capitaux illicites en provenance de pays en développement²⁶⁷² et favorise l'accès, la compréhension et l'utilisation des informations relatives aux ressources de l'aide au développement par le public, en mettant en œuvre deux instruments spécifiques, à savoir 'l'initiative internationale pour la transparence de l'aide' (IITA)²⁶⁷³ et la 'garantie de transparence de l'UE'²⁶⁷⁴, établie en prévision du forum de Busan. Actuellement, la Commission, élabore également, « en coopération avec le Centre commun de recherche, un outil de transparence de l'aide de l'UE appelé TR-AID (Transparent Aid), consistant en un système basé sur le Web qui combine les données provenant de plusieurs sources et permet d'accéder aisément à des informations exhaustives, facilitant ainsi l'utilisation des données pour l'élaboration de rapports et la prise de décisions. L'application de la norme de l'IITA prévoit la divulgation précoce d'informations sur l'aide comparables au moyen d'outils tels que TR-AID »²⁶⁷⁵. Afin de contribuer à l'amélioration de la transparence de l'aide au niveau mondial, l'UE promeut le renforcement des capacités de l'OCDE/CAD dans les statistiques et l'analyse des flux d'aide mondiaux, ce qui se justifie par son rôle de coordination et d'évaluation des bailleurs de fonds.

²⁶⁷⁰ Ibid., paragraphe 6.3

²⁶⁷¹ Ibid., paragraphe 6.3

²⁶⁷² Ibid., paragraphe 2.1

²⁶⁷³ « L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide permet tout simplement de faciliter l'obtention et la comparaison des informations sur la manière dont nous dépensons les fonds consacrés à l'aide, pour une plus grande transparence. En communiquant en ligne des informations détaillées sur l'ensemble de nos projets et transactions financières, la mise en œuvre de l'IITA aidera les personnes impliquées dans les programmes d'aide à mieux assurer le suivi des aides utilisées, des fins auxquelles les fonds sont octroyés et des résultats obtenus » http://ec.europa.eu/europeaid/how/accountability/iati_fr.htm

²⁶⁷⁴ « La garantie de transparence de l'UE fera de l'Union un chef de file mondial dans le domaine de la transparence de l'aide. Elle engage les donateurs de l'UE à divulguer toutes les informations dont ils disposent sur les programmes d'aide afin de faciliter leur accès, leur partage et leur publication. Elle simplifiera la justification détaillée des dépenses dans les budgets nationaux, améliorant ainsi la transparence tant pour les parlements que pour les citoyens. La Commission européenne et les États membres de l'Union ont établi cette garantie dans le cadre de la position commune de l'UE en vue du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de Busan. http://ec.europa.eu/europeaid/how/accountability/iati_fr.htm

²⁶⁷⁵ http://ec.europa.eu/europeaid/how/accountability/iati_fr.htm

b) Les enseignements tirés de l'évaluation de la politique d'aide au développement de l'UE effectuée dans le cadre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE

1137. En tant que donateur participant aux travaux du CAD, l'UE fait l'objet tous les quatre ans d'un examen par ses pairs, membres du CAD. L'examen permet à l'UE de bénéficier de recommandations constructives de la part de ses pairs en matière d'amélioration de sa stratégie et de sa structure de développement, ainsi qu'en ce qui concerne l'accroissement de l'efficacité de ses investissements. Selon l'examen par les pairs des membres du Comité d'aide au développement (CAD) du 28 mars 2012 la coopération au développement de l'UE est « en progrès mais encore trop pesante »²⁶⁷⁶. Reconnaisant l'impact positif de la restructuration organisationnelle, de la rationalisation des processus financiers, de l'amélioration de la coordination et du resserrement des liens avec la société civile sur l'amélioration de l'aide au développement de l'UE, les membres du CAD l'encourage à expliciter les fonctions de chaque institutions chargées des questions de développement, de procéder à un allègement des charges administratives pesant sur le personnel de l'UE et sur les pays partenaires, à améliorer le suivi et la diffusion des résultats en matière de développement et à renforcer la cohérence de sa coopération avec les pays en développement post conflit. Ils lui recommandent de continuer à renforcer sa vision commune du développement dans le cadre du programme pour le changement d'octobre 2011, de veiller à ce que le cadre financier 2014-2020 permettent la disponibilité de fonds et d'outils adaptés à ses priorités stratégiques, notamment en ce qui concerne l'action de l'UE auprès des pays les plus pauvres et les plus fragiles, veiller à ce que ses politiques soient cohérentes avec les objectifs de développement, assurer plus de transparence par la diffusion des résultats atteint en matière de développement (notamment auprès des responsables politiques et de l'opinion publique), et garantir une aide plus rapide et flexible par la simplification accrue de ses processus budgétaires et administratifs ainsi que par la délégation des responsabilités aux agents de terrain.

1138. Ces examens par les pairs sont complétés par une autre forme d'auto évaluation prévue par le biais des exercices pilotes mis en place par le CAD de l'OCDE. Dans ce cadre, les donateurs effectuent des évaluations conjointes de leurs aides dans un des pays bénéficiaires, telle que l'évaluation conjointe des opérations d'aides budgétaires au Mali de

²⁶⁷⁶ OCDE 'examen par les pairs membres du CAD : la coopération pour le développement de l'UE – en progrès mais encore trop pesante', 28 mars 2012 <http://www.oecd.org/dac/peerreviewsofdacmembers/50155818.pdf>

2003 à 2009²⁶⁷⁷, à laquelle la Commission européenne a pris part. Cette évaluation consiste à faire le point sur le montant des fonds alloués et leur utilisation, ainsi que sur la pertinence du mode d'acheminement de l'aide. Les bailleurs de fonds évaluent leurs performances en matière d'alignement et d'harmonisation de l'aide dans tous les secteurs de développement, définis comme prioritaires par le pays bénéficiaire. Ainsi l'évaluation conjointe au Mali contient une rubrique importante relative au secteur éducatif, défini comme un secteur prioritaire de développement et d'action par le Gouvernement malien²⁶⁷⁸, et faisant à ce titre l'objet d'un appui budgétaire depuis le 19 juillet 2006, suite à la signature de l'Arrangement spécifique entre le Gouvernement du Mali et les partenaires au développement relatif à l'appui budgétaire sectoriel en faveur du Programme d'Investissement dans le Secteur de l'Education (PISE II). En l'espèce, le choix de l'appui budgétaire sectoriel (ABS) au programme PISE est jugé cohérent par les donateurs, dans la mesure où il s'agit d'une source de revenus garantie et ciblée sur certaines dépenses, même si les indicateurs de performance de l'ABS 'éducation' sont à revoir dans la mesure où ils se focalisent tous sur le niveau primaire alors que le programme PISE couvre tous les niveaux d'enseignement²⁶⁷⁹. L'alignement est estimé perfectible, ainsi que la coordination des donateurs. L'appui au renforcement des capacités est jugé positivement, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités des enseignants, de la déconcentration et des infrastructures, sachant que « 40% de l'ABS Education sur la période 2006-2008 ont été dédiés à la construction de salles de classes »²⁶⁸⁰. L'UE s'est notamment distinguée dans le cadre de l'assistance technique par la mise en place d'un programme d'appui institutionnel en matière statistiques, ayant indirectement contribué à l'amélioration du secteur éducatif²⁶⁸¹.

c) Les enseignements tirés de l'enquête indépendante d'évaluation et de suivi de la mise en œuvre par l'UE des engagements de Paris

1139. Selon les conclusions de l'enquête indépendante d'évaluation et de suivi de la mise en œuvre des engagements de Paris, ainsi que de l'enquête de suivi de la mise en œuvre des principes pour l'engagement international dans les États fragiles, l'appropriation au niveau

²⁶⁷⁷ Evaluation conjointe des opérations d'aides budgétaires au Mali 2003 2009 pour le compte de la Commission de l'UE, de la Belgique et du Canada comme exercice pilote du Comité d'aide au développement de l'OCDE – rapport final, volume III, annexes 10 et 11, septembre 2011 (consortium composé de ECO Consult, AGEF, APRI, Euronet, IRAM, NCG – chef de file : ECO Consul – personne de contact : BUSACKER (D) contrat n° EVA/geo-acp-2009/219757 – paragraphe 5 'le secteur de l'éducation')

²⁶⁷⁸ Voir article 18 de la Constitution malienne « Tout citoyen a droit à l'instruction. L'enseignement public est obligatoire, gratuit et laïc. »

²⁶⁷⁹ Evaluation conjointe des opérations d'aides budgétaires au Mali 2003 2009, op.cit., paragraphe 2.3

²⁶⁸⁰ Ibid., paragraphe 2.4

²⁶⁸¹ Ibid.

national est le principe de l'efficacité de l'aide ayant le plus progressé, les principes d'alignement et d'harmonisation étant appliqués inégalement et le recours aux systèmes des pays partenaires stagnant. La gestion axée sur les résultats en matière de développement, la responsabilité mutuelle et la prévisibilité de l'aide n'ont pas enregistré de progrès.

1140. Selon l'enquête sur les engagements de Paris, les résultats obtenus par l'UE dans la mise en œuvre des engagements de Paris et Accra sont satisfaisants pour ce qui est des activités communes de coopération technique et du recours aux systèmes nationaux de gestion des finances publiques et de passation des marchés publics. Ils sont moins bons en ce qui concerne l'alignement, la prévisibilité et le recours à des approches par programmes. La fragmentation et la prolifération de l'aide, qui se sont toutes deux accrues entre 2005 et 2009 tant au niveau de l'UE qu'au niveau mondial, ainsi que la transparence, continuent à poser problème... Dans l'ensemble, l'UE obtient des résultats supérieurs à la moyenne des donateurs dans la réalisation des objectifs de Paris. Cependant, les données disponibles indiquent que les progrès au sein de l'UE sont inégaux et qu'il y a encore du travail à accomplir pour améliorer l'efficacité de l'aide et d'autres sources de financement du développement »²⁶⁸². Cette enquête permet de constater que l'UE s'implique réellement dans l'application des principes visant à renforcer l'efficacité de l'aide, bien qu'il soit nécessaire d'améliorer encore davantage l'unité de conduite entre l'UE et les Etats membres, pour éviter la fragmentation de l'aide, le manque de transparence des informations sur l'aide et améliorer l'alignement et la prévisibilité de l'aide.

2. L'adoption de positions communes d'amélioration de la politique extérieure éducative en matière de développement : une garantie de cohérence

1141. Conformément à l'article 210 TFUE²⁶⁸³, une action extérieure structurée de l'UE nécessite l'adoption d'une vision commune du développement, permettant l'élaboration de positions communes de l'UE et des Etats membres quant à leur participation aux forums mondiaux. Jouant un rôle précurseur, la Commission a relevé dans le cadre d'une communication adoptée le 13 juillet 2005, que l'efficacité de l'aide au développement repose sur le renforcement de la coordination et proposé en ce sens un cadre de principes communs dans lequel l'UE et les Etats membres mettront en œuvre leur politique de développement

²⁶⁸² Paragraphes 11 et 12 du Conseil de l'UE, position commune de l'UE en vue du quatrième forum sur l'efficacité de l'aide (Busan, du 29 novembre au 1er décembre 2011), conclusions du Conseil 3124ème session du Conseil Affaires étrangères Développement, Bruxelles, 14 novembre 2011

²⁶⁸³ Article 210 TFUE, op.cit.

« dans un esprit de complémentarité »²⁶⁸⁴. Le « consensus européen »²⁶⁸⁵ sur la politique de développement de l'UE expose une vision commune, qui oriente l'action de l'UE dans le domaine de la coopération au développement et répond aux exigences de la réalisation des OMD nécessitant « une stratégie commune et plus pragmatique, une meilleure communication et une re-popularisation de la politique de développement »²⁶⁸⁶. Elle repose sur l'affirmation de l'UE comme partenaire global dans la réalisation des OMD²⁶⁸⁷ et permet aux institutions de l'UE et aux Etats membres de poser les jalons d'une approche commune de la coopération au développement, pleinement résolu « à prendre des mesures pour favoriser la cohérence des politiques pour le développement dans un certain nombre de domaines »²⁶⁸⁸, et permettant à l'UE de fédérer les actions des 28 Etats membres, dans le cadre des conférences internationales, autour de positions communes exposant les lignes directrices de l'UE. Cette unité de conduite est primordiale à l'affirmation de l'UE sur la scène internationale et lui permet d'occuper une fonction de premier plan dans l'orientation des principes directeurs d'amélioration de l'aide internationale, comme l'illustre les positions communes adoptées à l'occasion des déclarations d'Accra et de Busan.

1142. Selon les lignes directrices du Conseil de l'UE du 22 juillet 2008 relatives à la participation de l'UE au forum d'Accra, l'UE s'engage à « jouer de nouveau le rôle déterminant qui a été le sien lors de la conférence de Paris de 2005, en assurant au sommet d'Accra une forte présence, une "masse critique" européenne, s'exprimant d'une seule voix et se ralliant aux mêmes objectifs »²⁶⁸⁹. Elle souhaite que figure dans la plan d'action d'Accra quatre domaines essentiels pour lesquels « elle peut réellement faire la différence et apporter une valeur ajoutée, à savoir: la division du travail; l'utilisation des systèmes nationaux; la

²⁶⁸⁴ Le 'consensus européen', op.cit. ; voir également L. MICHEL, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire « Coopération européenne au développement à l'horizon 2010 : nouveaux défis » Institut allemand de développement Speech/05/542 - « L'idée force de la Commission en réponse à cette exigence « est de développer une vision commune avec les Etats membres de cette politique européenne de développement afin d'optimiser l'efficacité de la coopération européenne » - « Nulle part vous ne trouverez un document qui réunisse ces valeurs, ces objectifs, ces principes, et qui s'applique à l'ensemble de l'Union européenne, c'est-à-dire aux Etats membres et à la Commission. Ce document, qui n'existait pas, la Commission l'a écrit » www.europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/05/542&format=

²⁶⁸⁵ Le 'consensus européen', op.cit.

²⁶⁸⁶ Présentation du Commissaire L. MICHEL sur la contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire au travers de sa politique de développement, 10 mars 2005, Collège d'Europe Bruges, Commission européenne, SP07-104FR

²⁶⁸⁷ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Conseil économique et social européen et au Comité des régions intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM(2008)177 final, op.cit.

²⁶⁸⁸ Le 'consensus européen', paragraphe 35

²⁶⁸⁹ Lignes Directrices du Conseil du 22 juillet 2008 pour la participation de l'Union Européenne au 3^{ème} Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN III), Accra, Ghana, du 2 au 4 Septembre 2008, paragraphe 2

prévisibilité de l'aide; la responsabilité mutuelle à l'égard des résultats, y compris une conditionnalité moins grande»²⁶⁹⁰. Elle invite également les autres participants à accroître leur volume d'aide publique au développement et à faire en sorte que ce sommet permette de «déboucher sur un dialogue politique ouvert menant à des actions ambitieuses, quantifiables et réciproques, assorties d'un calendrier de mise en œuvre »²⁶⁹¹, c'est-à-dire fondé sur une évaluation renforcée des performances.

1143. L'ensemble de ces éléments sera repris dans le programme d'action d'Accra, permettant ainsi à l'UE de s'imposer, de par sa valeur ajoutée, comme le chef de file de l'amélioration de l'aide au développement afin de progresser plus rapidement vers la réalisation des OMD, notamment de l'EPT d'ici 2015. En ce qui concerne la division du travail, l'UE prône la rationalisation des flux d'aides et la réalisation d'économies d'échelles afin de réduire les doubles emplois, les charges organisationnelles et administratives et des frais de transactions élevés. Pour l'UE, « cela va au-delà du partage d'informations, de la concertation et de la coordination. Il s'agit de définir ensemble les programmes, de prendre ensemble les décisions, de travailler de façon complémentaire en fonction de l'avantage comparatif de chaque bailleur de fonds, y compris les accords en matière de coopération déléguée et de bailleur de fonds principal, et de procéder à un suivi et une évaluation conjoints »²⁶⁹². Elle suggère notamment l'utilisation de son code de conduite sur la division du travail comme « source d'inspiration pour recueillir à Accra un soutien en faveur de l'adoption d'un ensemble international de principes relatifs à l'approche de division du travail, élaborés conjointement par les bailleurs de fonds et les pays partenaires et reconnus par tous »²⁶⁹³. Cette action commune internationale des donateurs devrait selon l'UE relever au premier chef des pays bénéficiaires de l'aide, devant assurer la maîtrise de ce processus sur le plan national et son adaptation aux besoins spécifiques du pays²⁶⁹⁴. La société civile devrait, selon l'UE, être associée de manière accrue au processus d'« appropriation démocratique » qui implique que les stratégies de développement sont définies par les gouvernements des pays partenaires en collaboration et en concertation avec les acteurs locaux »²⁶⁹⁵. Cette ouverture nécessaire du partenariat au développement sera confirmée en 2011 à l'occasion du sommet de Busan. La société civile devrait également avoir accès, selon l'UE, à des

²⁶⁹⁰ Ibid., paragraphe 6

²⁶⁹¹ Ibid., paragraphe 2

²⁶⁹² Ibid., paragraphe 10

²⁶⁹³ Ibid., paragraphe 16

²⁶⁹⁴ Ibid., paragraphe 13

²⁶⁹⁵ Ibid., paragraphe 80

informations actualisées et transparentes sur l'aide au développement. Dans cette perspective elle propose dans un premier temps « d'assurer un repérage aussi bien géographique que sectoriel des ressources tant internes qu'externes »²⁶⁹⁶. La collecte de ces informations facilitera de surcroît pour l'UE le développement d'« une culture renforcée de la gestion axée sur les résultats du développement et des mesures d'incitation en la matière sont nécessaires. Les informations relatives aux résultats seront utilisées comme des instruments analytiques et seront prises en compte dans les processus décisionnels. Il convient que les bailleurs de fonds aident les pays partenaires à collecter, traiter et diffuser des données comparables »²⁶⁹⁷. Si les pays partenaires doivent consolider leurs systèmes d'évaluation, les donateurs devraient également s'engager « à mettre en place des approches communes en matière d'utilisation des indicateurs, élaborés en coopération avec les pays partenaires »²⁶⁹⁸.

1144. Bien que la position commune de l'UE concerne l'amélioration de l'aide au développement de manière globale, il est intéressant de relever qu'une mention spéciale est accordée à l'éducation, dans la mesure où l'UE précise qu'elle « continuera d'accorder une attention particulière à l'éducation au développement et à la sensibilisation de ses citoyens, et invite les bailleurs de fonds à associer plus étroitement leurs parlements et leurs citoyens à la définition des priorités en matière de développement »²⁶⁹⁹.

1145. Malgré son manque de participation critiquée au quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est déroulé à Busan du 29 novembre 2011 au 1^{er} décembre 2011, l'UE a déterminé des lignes directrices particulièrement complètes en vue de ce forum. M. Andris Piebalgs, commissaire au développement, a annoncé deux axes principaux en matière de renforcement de l'efficacité de l'aide, à savoir « une programmation conjointe de l'UE, laquelle suppose que les donateurs de l'UE travaillent ensemble pour acheminer l'aide et se répartissent les tâches de la manière la plus efficace possible, et une garantie de transparence de l'UE, qui signifie que les États membres de l'UE rendront publiques toutes les informations relatives aux programmes d'aide de sorte qu'elles soient facilement accessibles et puissent être plus aisément partagées et publiées »²⁷⁰⁰.

²⁶⁹⁶ Ibid., paragraphe 38

²⁶⁹⁷ Ibid., paragraphe 57

²⁶⁹⁸ Ibid., paragraphe 58

²⁶⁹⁹ Ibid., paragraphe 40

²⁷⁰⁰ Communiqué de presse du 30 novembre 2011 « L'Union européenne annonce de nouvelles initiatives pour accroître la transparence et améliorer la coordination de l'acheminement de l'aide »

1146. Proposée par l'UE comme un modèle de référence pour la coordination des acteurs du développement, la programmation pluriannuelle commune de l'UE remplace les stratégies par pays de l'UE et des Etats membres et se définit comme « un processus par lequel l'UE prend des décisions stratégiques, sur la base d'une vision globale du soutien accordé par l'UE et d'autres donateurs à un pays partenaire donné »²⁷⁰¹. Souple et respectueuse du pouvoir souverain des Etats membres dans la désignation de leur pays partenaire et de l'aide au développement qu'ils souhaitent attribuer, la programmation commune repose en premier lieu sur « une analyse commune de la stratégie de développement nationale d'un pays partenaire et une réponse commune déterminant les secteurs d'intervention prioritaires, la division du travail au niveau du pays: qui travaille dans quels secteurs, une enveloppe financière indicative par secteur et par donateur »²⁷⁰², sachant qu'elle n'inclut pas les plans de mise en œuvre bilatéraux. Géré en priorité par le pays partenaire, cette programmation commune est alignée sur la stratégie nationale de développement du pays bénéficiaire de l'aide et répond à l'exigence accrue de cohérence de l'aide internationale, dont l'architecture a particulièrement évoluée.

1147. La 'programmation conjointe de l'UE' s'impose en effet dans un contexte international d'ouverture du partenariat mondial du développement, plus à l'écoute des attentes de la société civile et élargi à de nouveaux donateurs, issus des économies émergentes renforçant la coopération Sud-Sud²⁷⁰³. La position commune du Conseil de l'UE en vue du sommet de Busan a prévu dans cette perspective la prise en compte accrue de la société civile²⁷⁰⁴, des parlements, des autorités locales, des milieux universitaires, des médias²⁷⁰⁵, ainsi que du secteur privé²⁷⁰⁶ dans la détermination des lignes directrices de l'aide au développement de l'UE. Cette coordination dans la programmation doit permettre, d'une part, d'améliorer la complémentarité des donateurs bilatéraux et multilatéraux en évitant que des pays soient sous financés, d'autre part, de réduire la fragmentation de l'aide au développement, l'UE prônant l'abandon des stratégies par pays au profit de stratégies d'aide menées conjointement par les donateurs et les partenaires²⁷⁰⁷. L'UE montrera l'exemple en s'engageant à « faire preuve d'autodiscipline pour éviter à l'avenir la prolifération des programmes mondiaux et thématiques ou des fonds

²⁷⁰¹ Conclusions du Conseil sur la position commune de l'UE en vue du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide – annexe 'L'Union européenne renforce la programmation pluriannuelle commune'

²⁷⁰² Ibid.

²⁷⁰³ Position commune du Conseil de l'UE en vue du quatrième forum sur l'efficacité de l'aide (Busan, du 29 novembre au 1er décembre 2011) - Conclusions du Conseil 3124ème session du Conseil Affaires étrangères Développement, Bruxelles, 14 novembre 2011, paragraphe 46

²⁷⁰⁴ Ibid., paragraphe 48

²⁷⁰⁵ Ibid., paragraphe 3.4

²⁷⁰⁶ Ibid., paragraphes 3.5 et 52

²⁷⁰⁷ Ibid., paragraphe 27

verticaux. Les donateurs devraient utiliser les circuits existants et les renforcer »²⁷⁰⁸. Une meilleure coordination de l'aide implique également de renforcer les capacités de gestion des pays bénéficiaires en matière de répartition des tâches au niveau national²⁷⁰⁹. Dans cette perspective, l'UE promeut une coopération au développement souple et de plus en plus décentralisée²⁷¹⁰, un alignement renforcé de l'aide sur les priorités nationales et la promotion de son appropriation par le pays bénéficiaire, par le recours accru au système national pour la gestion de l'aide²⁷¹¹, sachant que l'ensemble des partenaires partage une responsabilité commune en matière de lutte contre la corruption et gestion des risques²⁷¹². Elle suggère à nouveau de renforcer l'appropriation démocratique en y faisant systématiquement référence dans la coopération²⁷¹³ et d'harmoniser la conditionnalité de l'aide entre donateurs en l'axant sur les résultats²⁷¹⁴, ce qui signifie que le pays bénéficiaire devrait, selon l'UE, faire preuve de sa « capacité à mettre en œuvre, à mesurer, à démontrer et à assumer la responsabilité d'apporter des résultats durables »²⁷¹⁵.

1148. Pour soutenir les pays partenaires dans cette tâche, l'UE propose, d'une part, la mise en place de cadre de résultats communs aux pays et aux acteurs du développement, fondés sur des indicateurs raisonnables définis en fonction des stratégies nationales des pays partenaires, d'autre part, l'utilisation accrue de mécanismes de responsabilisation et de transparence²⁷¹⁶, gérés par les pays partenaires, notamment les mécanismes de renforcement des capacités statistiques afin que les évaluations des résultats effectués par les donateurs soient autant que possible basés sur les rapports des résultats établis par les pays partenaires. Bien que nécessaire, cette responsabilisation des pays partenaires est particulièrement lourde et complexe à réaliser pour les Etats ayant pris du retard dans la réalisation des OMD, c'est pourquoi l'UE prône une approche particulière des situations de fragilité ou de conflit, fondée prioritairement sur un soutien efficace en faveur des objectifs de consolidation de la paix et de l'État approuvés de commun accord au niveau des pays partenaires²⁷¹⁷. L'UE s'engage également à respecter ses engagements de transparence pris à Accra, notamment dans le cadre

²⁷⁰⁸ Ibid., paragraphe 28

²⁷⁰⁹ Ibid., paragraphe 29

²⁷¹⁰ Ibid., paragraphe 32

²⁷¹¹ Ibid., paragraphes 34-36

²⁷¹² Ibid., paragraphe 16

²⁷¹³ Ibid., paragraphe 13

²⁷¹⁴ Ibid., paragraphe 15

²⁷¹⁵ Ibid., paragraphe 17

²⁷¹⁶ Ibid., paragraphe 19

²⁷¹⁷ Ibid., paragraphes 3.6 et 39

de sa ‘garantie de transparence’, fondée sur son cadre opérationnel sur l’efficacité de l’aide²⁷¹⁸, et incite les autres donateurs à adopter la même position en diffusant régulièrement des informations précises et actualisés sur l’aide au développement qu’ils octroient, ainsi que les pays partenaires devant faire preuve de transparence par la publication de leurs budgets nationaux, des dépenses et rapports d’audit²⁷¹⁹.

3. La consolidation de l’unité structurelle de l’UE en matière d’efficacité de l’aide au développement

1149. Face à la multiplication des donateurs et le foisonnement des mécanismes de financements, la coordination des bailleurs de fonds s’impose pour éviter que les pays partenaires ne soient dépassés par des difficultés de gestion de l’aide, dans la mesure où le nombre accru d’exigences en matière de rapports et de normes comptables constitue une charge administrative susceptible de compromettre gravement les capacités administratives déjà limitées des pays partenaires. Cette surcharge de travail pour les pays partenaires est en contradiction avec l’objectif d’appropriation de l’aide et représente de surcroît une augmentation inutile des coûts de transaction. Les bailleurs de fonds se sont ainsi engagés à coordonner davantage leurs actions afin d’améliorer l’efficacité de l’aide en concentrant chacun leur aide au développement dans les pays et secteurs pour lesquels ils présentent un avantage comparatif, et en privilégiant les actions multi-donateurs sous la direction d’un seul donateur désigné.

1150. Afin de garantir la cohérence de son action extérieure, l’UE a, dans cette perspective, entamé un processus de coordination renforcée des acteurs de l’UE intervenant en matière de coopération au développement, notamment par la mise en place d’un code de division du travail, pouvant servir de référence aux autres donateurs. L’UE a de surcroît favorisé la mise en commun des moyens en déterminant des stratégies globales d’action extérieure créant des liens intersectoriels qui impactent positivement sur la politique éducative, en opérant une rationalisation importante de son processus financier et en développant une programmation pluriannuelle commune. A l’occasion de l’examen de l’UE en 2012, par ses pairs, membres du CAD, Brian ATWOOD remarquait que « d’importants progrès ont été accomplis mais chacun des membres de l’UE devra céder un peu de terrain si l’on veut que l’Union atteigne son plein potentiel en tant que donneur. Heureusement il existe un fort leadership

²⁷¹⁸ Ibid.

²⁷¹⁹ Ibid., paragraphes 21-23

institutionnel qui pousse le ballon dans la bonne direction »²⁷²⁰. Les réformes institutionnelles instiguées par le Traité de Lisbonne et la restructuration organisationnelle dans l'UE, ont incontestablement permis d'améliorer l'action extérieure de l'UE en matière de développement, ainsi que l'affirmation de l'UE sur la scène internationale.

1151. Si des progrès restent encore à faire, notamment en matière de clarification des compétences entre les acteurs du développement de l'UE, tels que la Commission et le SEAE, et de renforcement des moyens pour les délégations, l'UE s'affirme ainsi en 2012 comme un modèle de réussite en matière de cohérence structurelle de l'aide au développement, ce qui contribue à l'amélioration de son aide et donc à l'accélération de la réalisation des OMD, que ce soit par la pertinence de son code de conduite sur la division du travail dans la politique de développement (a) ou par sa contribution générale au renforcement de la coordination internationale des acteurs du développement (b).

a) La coordination des acteurs de l'UE impulsée par le code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement

1152. Si l'Europe « veut mieux se faire entendre sur la scène internationale elle doit parler d'une seule voix et promouvoir une réelle stratégie commune »²⁷²¹. Déterminée en 1973²⁷²² comme une problématique essentielle de l'UE, la coordination des Etats membres et des institutions communautaires reste aujourd'hui une question essentielle et un des objectifs essentiels de l'UE inscrit dans les Traités. Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 TUE²⁷²³ et au principe de loyale coopération, les Etats membres ont en effet l'obligation de défendre l'intérêt de l'UE au sein des organisations internationales et de coopérer étroitement

²⁷²⁰ Extrait de la déclaration de Brian Atwood, président du CAD, à l'occasion de l'examen de l'UE par ses pairs membres du CAD le 28 mars 2012

²⁷²¹ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013 du 29 septembre 2004, COM(2004)626

²⁷²² Depuis 1973, le Conseil des ministres affirmait l'importance « de voir l'Europe parler d'une même voix dans les grandes affaires du Monde » Bull. CE 1973/12

²⁷²³ Article 34 paragraphe 1 TUE « Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions communes. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité assure l'organisation de cette coordination. Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions de l'Union. » ; Article 35 TUE « Les missions diplomatiques et consulaires des États membres et les délégations de l'Union dans les pays tiers et les conférences internationales ainsi que leurs représentations auprès des organisations internationales, coopèrent pour assurer le respect et la mise en œuvre des décisions qui définissent des positions et des actions de l'Union adoptées en vertu du présent chapitre. Elles intensifient leur coopération en échangeant des informations, en procédant à des évaluations communes. Elles contribuent à la mise en œuvre du droit de protection des citoyens de l'Union sur le territoire des pays tiers, visées à l'article 20 point c) du traité instituant sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que des mesures adoptées en application de l'article 23 dudit traité

avec la Commission dans tous ses secteurs d'intervention, tel que le domaine éducatif. Réciproquement, la Commission doit tenir compte des coopérations bilatérales établies par les Etats membres avec des pays tiers, en recherchant constamment la synergie des programmes. Dans cette optique l'UE et les Etats membres n'ont eu de cesse de renforcer leur complémentarité et leur coordination dans le cadre de la coopération au développement, d'une part, par l'adoption du consensus européen²⁷²⁴ qui a permis à l'UE de s'affirmer comme un partenaire global dans la réalisation des OMD²⁷²⁵, d'autre part, par l'adoption d'un code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de coopération au développement.

1153. Constatant que « chaque euro dépensé au niveau communautaire a un effet multiplicateur et donc un impact supérieur à une dépense équivalente au niveau national »²⁷²⁶ et que « la Commission est présente dans plus de pays que le plus grand des Etats membres lui-même et, dans certains cas, elle est le seul partenaire UE dont la présence soit réellement visible »²⁷²⁷ du fait de son vaste réseau de délégations, les Etats membres ont reconnu la valeur ajoutée de l'UE en matière de coopération au développement et décidé de renforcer la coordination et la cohérence de leurs actions d'aide au développement, par l'adoption d'un code de conduite²⁷²⁸ visant à une meilleure répartition des tâches entre les donateurs de l'UE dans les pays en développement et contribuant à la suppression des doublons. Bien qu'ils poursuivent respectivement leurs coopérations bilatérales dans les pays en développement, parallèlement à celle poursuivie par l'UE, il s'est avéré nécessaire d'assurer une coordination opérationnelle entre l'UE et les Etats membres en la matière, que ce soit dans l'élaboration des stratégies ou la mise en œuvre des projets de développement. La Commission a ainsi impulsé dès 1995²⁷²⁹ la complémentarité des politiques de l'UE et des Etats membres dans le

²⁷²⁴ Le 'consensus européen', op.cit.

²⁷²⁵ Communication de la Commission « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM(2008) 177 final, op.cit.

²⁷²⁶ Communication de la Commission relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013, Bruxelles le 29 avril 2004, COM(2004)626

²⁷²⁷ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 48

²⁷²⁸ Communication de la Commission du 28 février 2007 'code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement' COM(2007)72 final non publiée au JO, SEC(2007)248 et SEC(2007)249 (code adopté le 15 mai 2007)

²⁷²⁹ Communication de la Commission sur la complémentarité de la politique communautaire de coopération au développement et des politiques des Etats membres, Bruxelles, mai 1995 ; communication de la Commission du 9 mars 1998 relative aux orientations pour le renforcement de la coordination opérationnelle entre la CE et les Etats membres dans le domaine de la coopération au développement, JO C97 du 31 mars 1998 ; communication de la Commission du 6 mai 1999 sur la complémentarité des politiques de la CE et des Etats membres dans le domaine de la coopération au développement, COM(99)218 final; Déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 concernant la politique de développement de la CE sur la base de la communication de la Commission du 26 avril 2000; communication de la Commission « Traduire le consensus de Monterrey dans la pratique : la contribution de l'Union européenne », COM (2004) 150 final

domaine de la coopération au développement afin d'endiguer les inconvénients liés à la fragmentation de l'aide qui entraîne des dépenses administratives et des coûts de transaction accrus dans les pays partenaires, à la dispersion du dialogue politique et au risque de mauvaise affectation des ressources. Les Etats souhaitent en effet appliquer leurs propres procédures en matière de gestion des ressources consacrées à l'aide au développement dans les pays bénéficiaires, malgré les désavantages que cela entraîne, d'une part, pour les pays bénéficiaires confrontés à de plus lourdes charges administratives en matière de rapports et de gestion de normes comptables différentes, d'autre part, pour les Etats membres et l'UE du fait des doublons d'action préjudicant à l'efficacité de l'aide au développement. C'est pourquoi l'UE a décidé dès 2005 à l'occasion de sa contribution à la Déclaration de Paris de renforcer la coordination et d'élaborer une stratégie opérationnelle vers la complémentarité, afin de garantir une coordination plus étroite entre les donateurs de l'UE dans le domaine du développement, que ce soit en terme de programmation pluriannuelle et d'analyse, ou par la mise en place d'un plan d'action communautaire pour la coordination et l'harmonisation dans chaque pays partenaire. Cette recherche de complémentarité, consacré comme un élément fondamental du Consensus européen sur le développement de 2005 et du plan d'action pour l'efficacité de l'aide de 2006, a abouti à la communication du 28 février 2007 relative au code de conduite de l'UE sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement²⁷³⁰, afin de renforcer la complémentarité des actions des donateurs et une meilleure répartition des tâches, et d'impulser la coordination internationale de par son ouverture aux bailleurs de fonds extérieurs qui souhaiteraient s'associer au projet.

1154. Le code est le fruit d'une coordination renforcée entre la Commission, les présidences, le Parlement européen et les Etats membres de l'UE, en liaison avec d'autres instances internationales qui ont également une longue expérience en matière de complémentarité, telles que le groupe de travail sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE. Son adoption est de ce fait une étape décisive des efforts effectués en matière de coordination au sein de l'UE, dont l'impact sur la scène internationale est non négligeable. Il recommande notamment aux pays donateurs de travailler ensemble pour corriger les déséquilibres, d'une part, entre les pays bénéficiaires, certains étant particulièrement négligés par rapport à d'autres, d'autre part, entre les secteurs, certains secteurs politiquement attrayants bénéficiant de financement excessifs alors que

²⁷³⁰ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 28 février 2007 « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » COM (2007)72 final non publié au JO ; Bulletin UE ½-2007 Coopération au développement point 1.30.2 - La communication sur le code a été élaborée depuis 2004 sous 7 présidences avec la participation des experts des Etats membres

d'autres non moins importants risquent d'être sous financés. Il préconise également aux donateurs de garantir leur complémentarité intersectorielle, en ne développant pas nécessairement des compétences dans tous les secteurs mais sur la base du principe de 'l'avantage comparatif', c'est-à-dire en limitant leurs activités de soutien à deux secteurs dans chaque pays partenaire, sachant que l'« avantage comparatif » doit être reconnu par le gouvernement du pays partenaire et les autres donateurs. Par exemple, l'UE concentre ses activités, conformément aux avantages comparatifs, sur 'le commerce et l'intégration régionale', 'l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles', 'les infrastructures, communications et transports', l'« eau et l'énergie », le 'développement rural et l'aménagement du territoire, l'agriculture et la sécurité alimentaire', la 'gouvernance, démocratie, droits de l'Homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles', la 'prévention des conflits et de la fragilité des Etats', le 'développement humain' et la 'cohésion sociale et emploi'²⁷³¹.

1155. Même si l'éducation n'est pas explicitement mentionnée comme l'un des domaines dans lesquels l'UE présente un avantage comparatif à agir, celui-ci est présent de façon transversale dans les domaines mentionnés et fait partie intégrante du développement humain²⁷³², sachant que « les avantages comparatifs peuvent également se rencontrer dans les sous-secteurs ou les thématiques de niche au sein des secteurs. A titre d'exemples, il est pertinent de citer « l'éducation accessible à tous dans le secteur de l'éducation... »²⁷³³. Pour illustrer, dans le cadre de sa coopération avec Madagascar²⁷³⁴, la Commission européenne met en œuvre une stratégie de coopération complémentaire de celles des autres bailleurs de fonds en se concentrant notamment sur l'amélioration des infrastructures routières, la sécurité alimentaire et le développement rural. Elle adopte une approche transversale d'appui à

²⁷³¹ Ibid., paragraphe 3.2 « Domaines d'action de la Communauté » et paragraphes 70 et 71 - « le rôle particulier et les avantages comparatifs de la Communauté convergent pour axer la contribution communautaire sur certains domaines dans lesquels elle dispose de ces avantages comparatifs. C'est pourquoi la Commission renforcera encore ses connaissances spécialisées et ses capacités dans ces domaines. Elle veillera tout particulièrement à créer les connaissances nécessaires au niveau national, en respectant le processus de déconcentration et l'appropriation par les pays partenaires »

²⁷³² Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 93 - « le cadre d'action de la Communauté en matière de développement humain pour ce qui est de la santé, de l'éducation, de la culture et de l'égalité des sexes vise à améliorer la vie des gens conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement, en agissant aux niveaux mondial et national. Ses leitmotivs seront d'investir dans les personnes, de les valoriser, en s'attachant à l'équité et l'égalité des sexes »

²⁷³³ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 28 février 2007 « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » COM(2007)72 final non publiée au JO ; Bulletin UE ½-2007 Coopération au développement, point 1.30.2

²⁷³⁴ Stratégie de coopération et programme indicatif entre la République de Madagascar et la Communauté européenne pour la période 2002-2007

l'amélioration du cadre macroéconomique ce qui signifie que la Commission soutient les projets de réformes, notamment de renforcement des services sociaux de base tel que l'éducation, et l'établissement d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès et l'amélioration des services sociaux de base, tels que le nombre d'élèves dans le primaire, le taux de scolarisation, le taux de redoublement et le taux de déperdition. Elle complète ainsi l'aide allemande qui se concentre en priorité sur la protection et la gestion durable des ressources, l'aide française concernant pratiquement tous les domaines d'aide au développement notamment la santé et l'éducation, ainsi que l'aide britannique transitant par l'intermédiaire d'ONG. La Banque mondiale est également très active à Madagascar dans la politique de renforcement du système éducatif que ce soit au niveau de l'éducation primaire, secondaire, universitaire ou de la formation technique, c'est pourquoi la complémentarité intersectorielle proposée par le code a vocation à s'appliquer à l'ensemble des bailleurs.

1156. Le code précise également qu'outre les deux secteurs déterminés dans lesquels les bailleurs présentent un avantage comparatif, les « donateurs peuvent apporter un soutien budgétaire et financer des programme concernant la société civile, la recherche et l'éducation »²⁷³⁵. Partant de ce constat, une analyse optimiste nous conduit à approuver cette particularité au motif que le code consacre l'éducation comme un domaine prioritaire de coopération et d'investissement de l'UE, puisque tous les donateurs peuvent agir dans le secteur éducatif en complément des deux secteurs déterminés dans le cadre desquels ils sont reconnus pour leur valeur ajoutée. Une analyse plus pessimiste nous amène à désapprouver l'emploi du verbe 'pouvoir' dans le code laissant sous-entendre que l'action complémentaire dans ces domaines est facultative, ce qui serait en total contradiction avec l'obligation de l'ensemble des donateurs de réaliser l'OMD d'éducation primaire pour tous d'ici à 2015 découlant de leurs engagements internationaux. Il est à ce titre important de relever que les recommandations du code ont vocation à rappeler aux donateurs leurs engagements et à mieux répartir leurs actions, mais non pas de valeur contraignante conformément aux conclusions du Conseil de l'UE du 15 mai 2007²⁷³⁶, précisant que le code de conduite doit être volontaire, applicable immédiatement et progressivement par les Etats membres et la Commission en se fondant sur les systèmes existants. Il s'agit ainsi d'un instrument adaptable qui fera l'objet de réexamens périodiques.

²⁷³⁵ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement », op.cit.

²⁷³⁶ Conclusions du Conseil UE du 15 mai 2007 ; Bull. UE 5-2007 (5/9) point 1.30.5

Communication de la Commission du 28 février 2007 « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » ²⁷³⁷	
Caractéristiques du code	Volontaire, souple, guide les politiques et actions des donateurs Dynamique, détermine des cibles à atteindre, s'adressant à tous les preneurs de décisions de l'UE engagés dans la coopération au développement pour une meilleure coopération aide publique et aide privée, ainsi qu'aux autres donateurs internationaux Complémentarité opérationnelle par des méthodes de travail au niveau national, international et intersectoriel
Lignes directrices	1- concentrer les activités sur un nombre limité de secteurs nationaux ' <i>secteurs focaux</i> ' (limiter l'intervention à deux secteurs pour lesquels le donateur présente le meilleur avantage comparatif reconnu par le gouvernement du pays partenaires et les autres donateurs, « autre ces deux secteurs, les donateurs peuvent apporter un soutien budgétaire et financer des programme concernant la société civile, la recherche et l'éducation ») 2- se redéployer dans d'autres activités au niveau national ' <i>secteurs non focaux</i> ' (soutien budgétaire général, accord de coopération) 3- encourager la mise en place dans chaque secteur prioritaire d'un accord de donateur principal, responsable de la coordination entre tous les donateurs du secteur afin de réduire les coûts de transaction 4- encourager la mise en place d'accord de coopération/de partenariat délégués par lesquels un donateur a le pouvoir d'agir au nom d'autres donateurs concernant l'administration des fonds et le dialogue avec le gouvernement partenaire sur la politique à mettre en œuvre dans le secteur concerné 5-assurer un soutien approprié dans les secteurs stratégiques (au moins un donateur activement engagé dans chacun des secteurs considérés comme importants pour la réduction de la pauvreté – au maximum 2 à 5 donateurs actifs par secteur
Lignes directrices	6- reproduire cette pratique de division du travail au niveau régional (organismes régionaux partenaires) 7- désigner un nombre limité de pays prioritaires pour chaque donateur à travers un dialogue au sein de l'UE 8- accorder un financement adéquat aux pays négligés par l'aide (souvent Etats fragiles) 9- analyser et étendre les domaines de compétences (les donateurs de l'UE devraient approfondir les évaluations de leurs avantages comparatifs afin de plus se spécialiser) 10- poursuivre les progrès sur d'autres aspects de la complémentarité (complémentarité verticale, modalités, instruments...) 11- approfondir les réformes des systèmes d'aide (ressources humaines)
Les 5 dimensions de la complémentarité	Complémentarité au niveau national : assurer un financement équilibré entre tous les secteurs nationaux au-delà de leur intérêt politique Complémentarité au niveau international : renforcer la présence de l'UE sur la scène internationale et garantir une répartition de l'aide plus équilibré entre les bénéficiaires afin qu'il n'y ait pas de concentration de l'aide dans certains Etats Complémentarité au niveau intersectoriel : développement thématiques Complémentarité verticale : assurer des synergies entre des activités similaires qui dans plusieurs domaines sont entreprises aux niveaux régional, national, international Complémentarité des modalités et des instruments : renforcer la synergie entre les différents instruments et modalités impliqués dans certaines initiatives
Termes clés	Avantage comparatif : valeur ajoutée du donateur dans un secteur ou une activité donnée – meilleur performance en terme de résultats et d'impact sur la réduction de la pauvreté, rentabilité de l'activité Coopération déléguée : arrangement pratique en vertu duquel un bailleur (donateur principal ou chef de file) est habilité à agir pour le compte d'un ou plusieurs bailleurs (donateurs mandants ou partenaires silencieux)

1157. Si ce code améliore incontestablement l'efficacité de l'aide en consolidant l'importance de la coopération au développement dans les relations extérieures de l'UE et en renforçant la construction d'une « identité européenne basée sur les valeurs contenues dans le consensus européen sur le développement »²⁷³⁸, l'obstacle principal de son efficacité réside dans le fait que les pays donateurs peuvent être réticents à en appliquer les lignes directrices. La coopération au développement est en effet une composante de la politique étrangère des donateurs, qui hésitent de ce fait à abandonner la coopération dans un secteur ou un pays donné conformément à la nouvelle approche de la division du travail proposée par le code, considérant que cela réduit la visibilité de leur politique. L'intérêt du renforcement de la

²⁷³⁷ Tableau personnel élaboré sur la base des données de la communication de la Commission COM (2007) 72, final non publiée au JO, SEC(2007)248 et SEC(2007)249 – code adopté le 15 mai 2007 par le Conseil 'Affaires générales et relations extérieures' et les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil afin d'améliorer l'efficacité de l'aide extérieure au développement par une meilleure division du travail.

²⁷³⁸ Le 'consensus européen', op.cit.

complémentarité UE-Etats membres dans le domaine de coopération au développement, tel qu'il ressort de l'analyse des communications successives et du code, réside principalement dans la confirmation du leadership de la division du travail revenant au gouvernement des pays partenaires, conformément au principe d'appropriation. L'UE contribue au renforcement des capacités des pays partenaires afin de leur permettre de prendre leurs responsabilités²⁷³⁹ et favorise l'approche sectorielle favorisant le dialogue et la détermination conjointe des projets ainsi que leur mise en œuvre. Elle promeut au niveau international une approche de la coopération au développement plus pragmatique prenant en considération les besoins des PED, d'une part, en évitant la concentration de l'action sur des secteurs limités ou dans certains pays déterminés au détriment des autres, d'autre part, en favorisant le dialogue politique et la participation des pays partenaires, notamment à la détermination des avantages comparatifs des bailleurs de fonds. Si l'UE défend le principe de coordination²⁷⁴⁰ sur le plan intérieur par la rationalisation des procédures, un renforcement de la déconcentration vers les délégations et la clarification des relations entre délégations et les services centraux ce qui permet d'améliorer les systèmes d'information²⁷⁴¹, elle s'engage également à contribuer au renforcement de la coordination sur le plan extérieur dans le cadre de sa coopération avec les autres bailleurs de fonds afin d'améliorer la fourniture de l'aide...

b) la contribution de l'UE à l'amélioration des pratiques des donateurs en matière d'harmonisation et de division des tâches

1158. Le rapport de suivi de l'EPT 2007²⁷⁴² a fait le regrettable constat que chaque action dépend des priorités des donateurs ce qui peut conduire à des situations peu équilibrées. On compte ainsi douze donateurs bilatéraux en Tanzanie œuvrant à la réalisation de l'EPT alors qu'aucun n'agit en Arménie, en Azerbaïdjan, aux Comores, en Gambie, au Kirghizistan, aux Maldives, en Ouzbékistan, au Sierra Leone, à Sainte Lucie, à St Vincent et au Zimbabwe. Face à ce déséquilibre et pour s'assurer que le secteur éducatif ne reste pas le 'laissez pour compte' de l'aide globale au développement, il est urgent de renforcer la coordination internationale des bailleurs de fonds.

²⁷³⁹ Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres se réunissant au sein du Conseil sur « les principes directeurs l'UE en matière de complémentarité et de division du travail – principes généraux » du 17 octobre 2006

²⁷⁴⁰ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 26

²⁷⁴¹ Ibid., paragraphe 122

²⁷⁴² Rapport mondial sur le suivi de l'EPT 2007 « Un bon départ pour la protection et l'éducation de la petite enfance » - chapitre 4 « L'aide internationale : mieux utiliser des financements plus abondants » tableau 4.5 « Nombre de donateurs bilatéraux pour l'éducation dans les 70 pays bénéficiaires les plus pauvres », p99 www.efareport.unesco.org/images/0015/001500/150022.pdf

1159. L'UE a une responsabilité spéciale en matière de coordination internationale dans la mesure où elle est le premier donateur de l'APD. C'est pourquoi elle s'est engagée à encourager « un engagement le plus large possible à l'échelle de l'ensemble des donateurs, à l'égard des programmes nationaux d'harmonisation »²⁷⁴³. Partant du constat que « le manque d'harmonisation impose des contraintes administratives et des coûts inutiles aux pays partenaires »²⁷⁴⁴ dans la réalisation des OMD, l'UE incite donc les autres donateurs à renforcer la coopération en vue d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'aide multilatérale²⁷⁴⁵ et s'engage ainsi à mettre en œuvre sa politique de coopération au développement « en étroite collaboration avec les pays partenaires, les autres partenaires bilatéraux de développement et les acteurs multilatéraux, tels que les Nations Unies et les institutions financières internationales, à éviter le chevauchement des efforts et à maximiser l'impact et l'efficacité de l'aide globale »²⁷⁴⁶. L'action de l'UE en faveur d'une coordination internationale accrue s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'OMD relatif à la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement²⁷⁴⁷. L'UE participe également au « cadre de développement intégré » ou « Comprehensive development Framework » proposé par le Président de la Banque Mondiale, James D. Wolfensohn en janvier 1999, destiné à améliorer l'efficacité et la coordination de l'action d'aide au développement par l'établissement d'un cadre global intégrant les aspects financiers, structurels et sociaux²⁷⁴⁸. Dans ce contexte, l'UE impulse la

²⁷⁴³ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 30

²⁷⁴⁴ Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social du 12 avril 2005 « Accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement – la contribution de l'Union européenne », COM(2005)132 final p2

²⁷⁴⁵ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 120 « En vue d'accroître l'efficacité de l'aide multilatérale, la Communauté renforcera également sa coopération avec le système des Nations Unies, les institutions financières internationales et les organisations et agences internationales pertinentes pour les actions où cette coopération offre une valeur ajoutée »

²⁷⁴⁶ Ibid., paragraphe 34

²⁷⁴⁷ Fondé sur le principe de bonne 'gouvernance collective', cet OMD prévoit la création d'une entité chargée de la coordination et de la mise en œuvre sur le terrain des actions des divers acteurs du développement à savoir les délégations de l'UE, les coordinateurs du PNUD, les délégués de la Banque Mondiale et des ambassades des principaux bailleurs de fonds, les ONG, les représentants de la société civile des pays bénéficiaires et les promoteurs d'investissements directs.

²⁷⁴⁸ « Éliminer la pauvreté, réduire les inégalités et améliorer les opportunités pour les populations des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire : tels sont les objectifs fondamentaux du Groupe de la Banque mondiale. Le Cadre de développement intégré (CDI) est une approche destinée à permettre aux pays d'atteindre ces objectifs. Ce concept met en relief l'interdépendance des divers aspects du développement : social, structurel, humain, gestionnel, environnemental, économique et financier. Le CDI privilégie quatre séries d'éléments : Une stratégie globale à long terme ; Un rôle directeur pour le pays, rôle consistant à la fois à « s'approprier » et à orienter le processus de développement, la Banque et les autres partenaires définissant chacun l'appui qu'ils entendent fournir au niveau de leurs plans d'activité respectifs ; Un renforcement des partenariats entre les gouvernements, les donateurs, la société civile, le secteur privé et les autres acteurs du développement pour la mise en œuvre de la stratégie fixée pour le pays ; Une focalisation manifeste sur les résultats en termes de développement, afin d'optimiser les chances de réussite d'ordre pratique sur le front de la réduction de la pauvreté » <http://web.worldbank.org>

coordination internationale dans le domaine du développement et plus précisément dans le secteur éducatif en insérant dans les accords qu'elle conclut avec des pays tiers en matière de coopération dans l'enseignement, des dispositions selon lesquelles les parties à l'accord reconnaissent « l'importance d'assurer la complémentarité avec des initiatives correspondantes réalisées dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle par des organisations internationales qui interviennent activement dans ces domaines, comme l'OCDE, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe »²⁷⁴⁹. Cette référence explicite aux initiatives mises en œuvre par d'autres donateurs stimule de ce fait la coordination et renforce la cohérence de l'aide extérieure éducative.

1160. Elle favorise de surcroît l'harmonisation des procédures des donateurs en leur proposant d'adopter ses propres instruments de coordination. L'atlas des donateurs de l'UE²⁷⁵⁰ nous paraît être incontestablement le plus important des instruments dans ce contexte car la première étape essentielle de la coordination internationale consiste à identifier les différents acteurs de l'aide au développement. Cette initiative de l'UE devrait ainsi être transposée au niveau international dans le cadre onusien afin de répertorier l'ensemble des donateurs qu'il s'agisse d'Etats ou d'organismes privés. Le code de conduite de l'UE sur la division du travail en matière de coopération au développement est également un instrument incontournable du renforcement de la coordination internationale. Bien qu'il concerne en

²⁷⁴⁹ Voir pour exemple extrait du préambule de l'accord CE - Etats-Unis et de l'accord CE - Canada en matière d'enseignement supérieur, cités supra

²⁷⁵⁰ La cartographie de l'aide de l'UE est une initiative impulsée suite au plan d'action pour une aide plus importante, plus efficace et plus rapide [Communication de la Commission du 2 mars 2006 « Aide de l'UE : fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide », COM(2006)87 final non publiée au JO], par la Commission et les Etats membres ayant conjointement mis en œuvre neuf actions, dont la mise en place d'un atlas des donateurs régionaux. Cette phase d'identification des acteurs de l'aide au développement a permis à la Commission de produire une série d'atlas des donateurs dressant la carte des régions qui bénéficient actuellement de l'aide européenne et d'identifier également « les failles, les doublons et les coûts administratifs inutiles qui limitent l'impact de l'aide fournie par les bailleurs de l'UE et accroît le fardeau pour les pays partenaires » [Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 28 février 2007 « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » COM(2007)72 final, op.cit. ; pour consulter l'atlas des bailleurs de fonds de l'UE http://www.delvnm.cec.eu.int/en/develop&coop/eu_donor-atlas_2006.pdf]. « EuropeAid, la DG Développement et coopération de la Commission européenne, a mis au point 'l'Atlas des donateurs de l'UE'. Cet outil interactif en ligne donne un aperçu de l'aide au développement de l'UE et de ses Etats membres. Cet atlas permet une recherche par pays donateur, par domaine d'activités, par région ou par pays en développement. Il offre un accès aisé à un large éventail de statistiques sur le développement, émanant essentiellement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) et des Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale, qui couvrent les besoins comme les ressources financières. L'Atlas des donateurs de l'UE a pour objectif de cartographier de manière détaillée les activités des donateurs de l'UE afin de faciliter la planification et la programmation de l'aide ; d'aider les pays partenaires à renforcer leur capacité à prendre en main leur propre développement ; et d'améliorer la transparence de l'aide publique au développement (APD) grâce à un accès aisé du grand public à des données faciles à comprendre. »
http://www.enpi-info.eu/main.php?id=26020&id_type=1&lang_id=469
http://ec.europa.eu/europeaid/how/ensure-aid-effectiveness/eu-donor-atlas_en.htm

premier lieu l'UE et les Etats membres, il vise également à créer « un précédent pour une meilleure division internationale du travail »²⁷⁵¹. Il définit ainsi des principes et des normes applicables à l'aide au développement de l'UE « mais peut être intégré et faire partie de n'importe quel autre code de conduite local ou international similaire »²⁷⁵². Il est ainsi explicitement mis à disposition des autres donateurs, l'UE espérant « que les bailleurs du monde entier apprécieront l'utilité de ce code et s'engageront publiquement à le respecter »²⁷⁵³, dans la mesure où il « pourrait servir de critère aux gouvernements et aux organismes donateurs pour juger la conduite des agences avec lesquelles ils travaillent, et les pays partenaires sont en droit d'attendre que ceux qui souhaitent leur fournir une aide respectent ces normes »²⁷⁵⁴. La mise en œuvre du code par les autres donateurs est cependant conditionnée par leur adhésion à la définition de l'UE de la 'complémentarité'²⁷⁵⁵.

1161. Cette approche pragmatique nous semble être le meilleur moyen d'améliorer l'aide au développement et certainement de renforcer l'aide éducative dans la mesure où certains donateurs s'engageraient du fait de leurs avantages comparatifs à concentrer l'aide dans le secteur et que les autres complèteraient l'aide éducative subsidiairement à leurs deux secteurs prioritaires. Cependant, cette définition pose des difficultés au sein de l'UE car les Etats membres ne sont pas enclins à limiter leurs actions à deux secteurs spécifiques, ce qui risque également d'être le cas concernant les autres bailleurs de fonds, bien qu'ils se soient paradoxalement engagés lors de la Déclaration de Paris, d'une part, à harmoniser leurs actions afin de permettre une plus grande efficacité collective notamment par la mise en place de dispositifs communs, tels que des montages financiers conjoints, et la simplification des procédures, d'autre part, à favoriser la complémentarité par une division du travail selon leurs avantages comparatifs, afin de limiter la fragmentation excessive de l'aide au niveau mondial, national ou sectoriel qui nuit à son efficacité²⁷⁵⁶. Force est de constater que la définition de

²⁷⁵¹ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 28 février 2007 « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » COM(2007)72 final, op.cit.

²⁷⁵² Ibid.

²⁷⁵³ Ibid.

²⁷⁵⁴ Ibid.

²⁷⁵⁵ En effet, l'UE propose dans son code de conduite sa définition propre selon laquelle « la complémentarité est un concept de nature organisationnelle » qui « s'entend comme le fait de bailleurs travaillant en harmonie totale et équilibrée, plutôt que comme un simple exercice supplémentaire de planification. La complémentarité commence par la coordination, mais va beaucoup plus loin : elle implique que chaque acteur concentre sa coopération dans les domaines où il peut apporter le plus de valeur ajoutée, par rapport à ce que font les autres. Aussi la complémentarité est-elle la division optimale du travail entre divers acteurs en vue de réaliser une utilisation optimale des ressources humaines et financières. »

²⁷⁵⁶ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 2 mars 2005 « renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle » - Forum de Haut Niveau des Nations Unies qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2005

l'UE se base ainsi sur des éléments tels que les avantages comparatifs, légitimement acceptables par l'ensemble des donateurs.

1162. Il est donc indéniable que l'expérience de l'UE en matière de coordination représente une réelle valeur ajoutée dans l'approfondissement de la coordination mondiale, comme en témoigne encore récemment la mise en place par la Commission du premier fonds fiduciaire multi-donateurs visant à coordonner l'aide d'urgence et l'aide au développement en République centrafricaine²⁷⁵⁷. Soucieuse de s'affirmer comme une force d'impulsion dans l'établissement de nouvelles méthodes en matière d'amélioration de l'efficacité de l'aide internationale, l'UE adopte des instruments de coordination flexibles et transposables qui permettent une adaptation aisée à l'échelle internationale.

1163. Certaines pratiques nous paraissent également efficace en matière de coordination internationale dans la mesure où elles permettent d'envisager une autre forme de division du travail plus acceptable pour les Etats, à savoir les partenariats délégués, déjà mis en œuvre entre Etats membres²⁷⁵⁸, ou partenariats silencieux, permettant aux donateurs d'acheminer certains de leurs fonds par l'intermédiaire d'autres organismes à l'appui des programmes de développement d'un pays dans lequel ils n'ont pas d'activité. Le partenariat silencieux est ainsi une innovation dans le domaine de l'éducation, utilisé principalement par les organismes nordiques après Dakar. Reposant sur une coopération déléguée dans le cadre de laquelle un donateur bénéficiant d'une autorité déléguée, agit pour le compte d'autres donateurs, cette pratique devrait être renforcée dans le domaine éducatif dans la mesure où elle permet d'alléger le poids de la procédure d'aide, de réduire les coûts et de promouvoir une plus grande harmonisation des pratiques. Lors du rapport mondial de suivi de l'EPT de 2006, la

²⁷⁵⁷ Communiqué de presse Commission européenne du 14 juillet 2014 « République centrafricaine: lancement par l'UE de son premier fonds fiduciaire multi-donateurs liant aide d'urgence, réhabilitation et développement », IP/14/829 – « Doté d'un montant initial de 64 millions d'euros, ce fonds constitue un instrument international efficace et coordonné visant à aider la population de ce pays tout en contribuant à le stabiliser. M. Piebalgs a fait la déclaration suivante: «La République centrafricaine doit actuellement faire face à une grave crise humanitaire, politique et sécuritaire nécessitant une approche réaliste et pragmatique pour venir en aide à ses habitants aussi efficacement que possible. Il nous faut sortir des sentiers battus, collectivement, et orienter notre réflexion et notre action vers la recherche de solutions qui assurent le lien entre la gestion des urgences, la réhabilitation et le développement. En agissant de concert, en mutualisant nos ressources financières, nos compétences et nos forces respectives, nous obtiendrons bien plus qu'en œuvrant séparément. Je suis particulièrement reconnaissant aux gouvernements français, allemand et néerlandais, qui ont décidé de collaborer avec la Commission à la création de ce fonds novateur et j'invite les autres donateurs de l'UE et de la communauté internationale à nous rejoindre.»

²⁷⁵⁸ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 28 février 2007 « Code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » COM(2007)72 final, op.cit. - On peut notamment citer le cas du Rwanda – la Suède a délégué le suivi et l'audit des fonds de soutien au secteur de l'éducation à DFID (Département International du Royaume Uni) qui fournit du soutien budgétaire général

Norvège a ainsi fait connaître son intention de financer l'éducation au Mali par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale (ASDI), et l'Agence canadienne de développement international ainsi que la Commission européenne ont également manifesté leur intérêt pour cette modalité au Sénégal, en Namibie, au Nicaragua et au Ghana²⁷⁵⁹. L'UE peut dans cette optique, bénéficier de la longue expérience des Pays Bas en matière de partenariats silencieux jouant un véritable rôle moteur dans la multiplication de ces partenariats avec d'autres donateurs²⁷⁶⁰. Ces nouvelles formes de coordination favorisent de surcroît l'appropriation en simplifiant la gestion de l'aide pour le pays bénéficiaire.

1164. L'approche unitaire adoptée par l'UE en matière d'amélioration de son aide au développement est ainsi basée sur une recherche constante de coordination des donateurs et de cohérence de leurs actions, dont l'élément clé est indéniablement le pays partenaire. L'unité de conduite comme l'unité structurelle, recherchées par l'UE, sont de ce fait axées sur un renforcement du rôle du pays bénéficiaire dans la gestion de l'aide, conformément aux principes internationaux en faveur de l'appropriation et de l'alignement de l'aide au développement. L'approche unitaire de l'UE est de ce fait fortement imbriquée à l'approche différenciée vers laquelle l'UE tend dans ses relations avec les pays partenaires.

B/ L'efficience de l'approche différenciée de l'UE face à la pluralité des systèmes éducatifs

1165. La détermination d'objectifs éducatifs communs dans le cadre des conférences internationales, implique certes la poursuite d'un même résultat, tel que l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015, mais en aucun cas l'application de moyens types pour y parvenir. Secteur régalien par nature, l'éducation est un domaine sensible d'intervention en matière de coopération au développement, qui doit plus qu'un autre secteur, relever exclusivement de la compétence du pays concerné. Les forums de haut niveau relatifs au renforcement de l'efficacité de l'aide au développement ont démontré l'importance cruciale de la participation et de la responsabilisation accrue des pays partenaires concernant leur propre développement. C'est pourquoi l'application des principes d'appropriation et d'alignement de l'aide est essentielle pour améliorer l'aide au développement et particulièrement l'aide allouée au secteur de l'éducation. L'UE s'est engagée activement dans la mise en œuvre de ces principes en améliorant l'adéquation et la prévisibilité de l'aide qu'elle octroie, comme l'illustre sa position en vue du forum de Busan, selon laquelle elle « favorisera les procédures visant à

²⁷⁵⁹ Rapport mondial du suivi de l'EPT « l'alphabétisation un enjeu vital » 2006, UNESCO, p129

²⁷⁶⁰ http://www.minbuza.nl/fr/cooperationaudeveloppement,la-politique/un_devoir_reciproque.html

faire en sorte que les pays concernés prennent plus en charge l'efficacité de l'aide et définir les priorités d'action en s'appuyant sur la liste des thèmes recensés par les pays partenaires: appropriation; prévisibilité; déliement de l'aide; alignement sur les systèmes nationaux; répartition de l'aide, complémentarité et division du travail; responsabilité mutuelle aux niveaux national et mondial; gestion axée sur les résultats en termes de développement; incitations au changement de comportement; conditionnalité et développements des capacités »²⁷⁶¹. L'UE adopte ainsi une approche différenciée dans le cadre de sa coopération au développement, d'une part, en adaptant son soutien aux particularités de chaque pays partenaire, par l'utilisation accrue du système national dans la mise en œuvre de l'aide éducative et sa consolidation (1), d'autre part, en alignant son aide sur les priorités nationales définies par le pays bénéficiaire dans le cadre de sa stratégie nationale éducative (2).

1. La gestion des particularismes par un engagement ferme de l'UE en faveur de l'appropriation

1166. L'appropriation de l'aide au développement par les pays partenaires est un principe essentiel du renforcement de l'efficacité de l'aide, dans la mesure où elle permet à l'Etat bénéficiaire de détenir la compétence en matière des réformes éducatives à entreprendre et de gestion de l'aide, ce qui permet d'adapter l'aide aux besoins spécifiques de chaque Etat et d'optimiser ainsi le financement vers la réalisation des OMD. L'UE applique dans le cadre de sa coopération au développement les recommandations de la Déclaration de Paris en encourageant les pays partenaires à prendre en main leur propre processus de développement et en s'impliquant en tant que 'partenaire' et non comme 'assisté' dans la coopération au développement, comme le démontre sa nouvelle stratégie pour l'Afrique²⁷⁶². Attachée au principe d'appropriation par les pays partenaires des stratégies et programmes de développement, l'UE favorise l'utilisation accrue du système national en adoptant un mode adéquat d'acheminement de l'aide, à savoir l'appui budgétaire (a) et en consolidant le système national par l'assistance financière et technique qu'elle fournit au pays partenaire sur le terrain, notamment par le renforcement des infrastructures²⁷⁶³ afin de l'aider à gérer l'augmentation des flux d'aide et à les utiliser efficacement (b). Le principe d'appropriation

²⁷⁶¹ Paragraphe 3 des lignes directrices du Conseil du 22 juillet 2008 pour la participation de l'Union Européenne au Troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN III), Accra, Ghana, du 2 au 4 Septembre 2008

²⁷⁶² Allocution du Commissaire au développement et à l'aide humanitaire L. MICHEL, IP/05/1571 du 12 décembre 2005, communiqué de presse « adoption par le Conseil de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique : ouverture d'une nouvelle ère dans les relations euro-africaines »

²⁷⁶³ Voir par exemple communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Interconnecter l'Afrique : le partenariat euro africain en matière d'infrastructure », COM(2006)376 final

implique une meilleure adaptabilité de l'aide pour les pays donateurs mais également une responsabilisation renforcée du pays partenaire, premier garant des résultats éducatifs à atteindre. C'est pourquoi l'UE apprécie les efforts effectués par le pays partenaire en matière éducative et conditionne l'allocation de son aide à la preuve de résultats probants.

a) L'utilisation accrue du système national pour la mise en œuvre de l'aide par le développement de l'appui budgétaire

1167. L'appropriation est considérée par l'UE comme l'un des moyens prioritaires de renforcement de l'efficacité de l'aide et repose sur l'utilisation accrue du système national du pays partenaire. L'UE s'est engagée activement dans l'utilisation du système de gestion de finances publiques du pays partenaire et de son système de passation des marchés, comme l'illustre notamment le document de travail du partenariat mondial pour l'éducation d'avril 2012 du Burundi selon lequel l'UE a utilisé en totalité le système national burundais pour la gestion de son aide budgétaire en 2010, alors que les indicateurs montrent que l'aide totale de l'ensemble des donateurs, sur la même période, n'a utilisé qu'à hauteur de 39% le système de gestion des finances publiques et qu'à 53% seulement les systèmes de passation des marchés²⁷⁶⁴. Bonne élève de l'appropriation, l'UE a inscrit ce principe de renforcement de l'efficacité de l'aide dans le consensus européen pour le développement qui précise que « lorsque les circonstances le permettent, le recours à l'aide budgétaire générale ou sectorielle devrait s'intensifier de manière à renforcer l'appropriation, à soutenir la responsabilité et les procédures nationales des partenaires, à financer les stratégies nationales de réduction de la pauvreté (y compris les coûts de fonctionnement liés aux budgets de la santé et de l'éducation) et à promouvoir une gestion saine et transparente des finances publiques »²⁷⁶⁵. Le mode d'acheminement de l'aide est en effet un aspect essentiel du renforcement de l'appropriation de l'aide dans la mesure où sa forme offre plus ou moins de marge de manœuvre au pays bénéficiaire en matière de gestion et de répartition des fonds. L'approche par projet²⁷⁶⁶ est particulièrement adaptée au soutien des initiatives développées par la société

²⁷⁶⁴ Document de travail du partenariat mondial pour l'éducation, avril 2012, « Burundi : efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation en 2010 » - la fiche pays du Burundi relative à l'application des principes d'efficacité de l'aide établi dans le cadre du partenariat mondial pour l'éducation démontre que l'UE utilise en 2010 pertinemment les systèmes de gestion des finances publiques des pays partenaires (application de l'indicateur 5a : 100%) ainsi que les systèmes de passation des marchés (application de l'indicateur 5b : 100%). La totalité de son aide a en effet utilisé ses systèmes ce qui s'explique par son choix d'octroyer du soutien budgétaire – tableau p10 (19p)

²⁷⁶⁵ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 26

²⁷⁶⁶ « Un projet est un ensemble d'activités visant à atteindre des objectifs clairement définis, dans des délais donnés et en respectant un budget précis. Un projet doit avoir : des parties prenantes clairement identifiées, y compris le groupe cible principal et les bénéficiaires finaux ; des arrangements financiers ainsi qu'un système de

civile et le secteur privé, ou à celles du secteur public lorsque les conditions d'éligibilité à l'appui budgétaire général ou sectoriel ne sont pas réunies, mais n'est pas la forme de financement la plus adéquate pour permettre l'appropriation de l'aide par le pays partenaire.

1168. Permettant l'attribution directe de fonds au budget du pays partenaire qui les gère selon son système national, l'appui budgétaire²⁷⁶⁷ participe à la consolidation des stratégies nationales de développement et représente un vecteur d'évolution reconnu par l'ensemble des donateurs, dans la mesure où il incite les pays partenaires à promouvoir une gestion saine et transparente de leurs finances publiques, et à protéger les droits fondamentaux dans le cadre de réformes sectorielles de qualité, afin d'être éligibles. L'UE a constaté rapidement la pertinence de l'aide budgétaire pour améliorer les résultats en matière de développement, notamment en ce qui concerne le soutien aux secteurs sociaux, tel que le domaine éducatif²⁷⁶⁸, dans la mesure où il permet de promouvoir l'appropriation des réformes et le renforcement des capacités, en simplifiant les procédures et la conditionnalité de l'aide et en diminuant les coûts de transaction. Fondé sur la confiance dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et la mise en place d'un dialogue permanent, l'appui budgétaire présente toutefois des risques. C'est pourquoi l'UE n'y recourt que « si les bénéfices nets d'un tel mécanisme peuvent être démontrés, à la lumière de critères clairement objectivables et seulement après que les risques encourus aient été pleinement évalués »²⁷⁶⁹. Le règlement (UE) n°236/2014 du Parlement européen et du Conseil énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des instruments de l'UE pour le financement de l'action extérieure précise en ce sens que « l'appui budgétaire doit être utilisé de manière efficace pour favoriser la réduction de la pauvreté et le recours aux systèmes nationaux, à rendre l'aide plus prévisible et à renforcer l'appropriation, par les pays partenaires, des politiques de développement et des

gestion et de coordination clairement définis ; un système de contrôle et d'évaluation pour soutenir la gestion de la performance ; un niveau d'analyse financière et économique approprié, indiquant que les bénéfices du projet dépasseront ses coûts. » http://ec.europa.eu/eupaid/how/delivering-aid/project-approach/index_fr.htm)

²⁷⁶⁷ Livre vert de la Commission européenne du 19 octobre 2010 « L'avenir de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers », COM(2010)586 final (19p) - L'UE propose trois formes d'appui budgétaire, à savoir : les contrats de Bonne Gouvernance et de développement qui vont remplacer l'appui budgétaire général (ABG) lorsque l'assurance est forte que l'aide sera déboursée dans le respect des valeurs fondamentales des droits humains, de la démocratie et de l'Etat de droit; les contrats de réforme sectorielle qui permettront d'octroyer un appui budgétaire sectoriel dans le but d'encourager les réformes sectorielles et d'améliorer la délivrance des services et les contrats de "construction" d'un Etat dans les situations d'Etat fragile.

²⁷⁶⁸ Ibid. - « Au moyen de l'appui budgétaire, les donateurs aident les gouvernements partenaires à financer certaines fonctions essentielles de l'Etat, telles que la construction d'écoles et d'hôpitaux, la rémunération des enseignants et des personnels de santé, la construction d'infrastructures, le renforcement de la sécurité et de l'Etat de droit, la mise en œuvre de processus de réforme complexes et l'instauration de la stabilité macroéconomique. http://ec.europa.eu/eupaid/how/delivering-aid/budget-support/index_fr.htm

²⁷⁶⁹ Résolution du Parlement européen du 15 février 2007 sur l'aide budgétaire aux pays en développement, Bull. UE 1/2-2007 Coopération au développement, point 1.30.1

réformes. Le versement des tranches budgétaires prévues devrait être subordonné à l'accomplissement de progrès dans la réalisation des objectifs arrêtés d'un commun accord avec les pays partenaires. Dans les pays bénéficiant de ce type d'assistance financière de l'Union, celle-ci soutient le renforcement du contrôle parlementaire, des capacités de vérification des comptes, de la transparence et de l'accès du public à l'information »²⁷⁷⁰. La suspension de l'aide est donc toujours envisageable et chaque décaissement est donc en amont conditionné par l'appréciation des progrès satisfaisants réalisés en ce qui concerne une politique de stabilité macroéconomique, la mise en œuvre du plan de développement et dans le cadre de la réforme de la gestion des finances publiques. Ce moyen de pression suspensif de l'aide de l'UE nécessite cependant à notre sens un usage proportionné pragmatique pour préserver l'efficacité de l'aide au développement. M. Jean Marie CASTEJON, membre de la Fondation européenne pour la formation considère dans cette optique que si « une évaluation diagnostique rigoureuse est nécessaire, une interprétation dynamique des critères d'éligibilité est requise, autrement dit une approche au cas par cas »²⁷⁷¹.

1169. L'aide au développement allouée par l'UE en matière d'éducation repose à la fois sur un recours croissant à l'appui budgétaire général (ABG) et à l'appui budgétaire sectoriel (ABS). Consistant en un ensemble de mesures de soutien visant à renforcer le dialogue et les capacités du pays partenaire, l'ABG est souvent utilisé pour financer l'amélioration globales des services de santé et d'éducation, dans la mesure où il s'agit de secteurs fondamentaux de la lutte contre la pauvreté, définis comme prioritaires dans les stratégies nationales de développement, et de fait dans les contrat OMD de l'UE²⁷⁷². L'audit effectué par la Cour des

²⁷⁷⁰ Paragraphe 19 du règlement (UE) n°236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des instruments de l'UE pour le financement de l'action extérieure, JO L77 du 15 mars 2014, p95-106

²⁷⁷¹ JM.CASTEJON, Fondation européenne pour la formation « L'approche sectorielle : aide traditionnelle ou changement de comportement ? » Jean-Marc.Castejon@etf.europa.eu in p73-75 La lettre du NORRAG (Réseau d'études et de recherche sur les politiques d'éducation et de formation) numéro 42 spécial juin 2009 « La chasse à l'efficacité de l'aide ? Regards critique sur la déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra, comme composantes de la nouvelle architecture de l'aide » www.norrag.org (94p)

²⁷⁷² Voir en ce sens communiqué de presse Ouagadougou 30 août 2011, D(2011) N°12 « L'UE décaisse 35 milliards de FCFA pour appuyer la croissance et la lutte contre la pauvreté » - « La Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso a procédé ce mois d'août 2011 à un décaissement de 35 milliards de FCFA (53,3 millions d'euros) sous forme d'appui budgétaire général dans le cadre du « Contrat OMD – Appui budgétaire pour la croissance et la réduction de la pauvreté ». L'Union européenne appuie le développement du Burkina Faso via des projets, un dialogue avec le gouvernement et des aides budgétaires, c'est-à-dire des contributions directes au budget de l'Etat. Celles-ci se font en coordination avec d'autres partenaires techniques et financiers engagés dans un dialogue régulier avec le gouvernement sur les finances publiques. Dans ce contexte, l'Union Européenne (UE) et le Burkina Faso ont signé en 2009 le « Contrat OMD – Appui budgétaire pour la croissance et la réduction de la pauvreté », une convention de financement dont le montant total, après augmentation en 2010, représente 225,3 milliards de FCFA (343,5 millions d'euros). Via ce contrat, l'UE s'est engagée à soutenir le Gouvernement burkinabè dans ses efforts de croissance économique et de lutte contre la pauvreté sur une

comptes européenne en 2010, relatif à la gestion par la Commission de l'ABG dans les pays ACP et les pays d'Amérique latine, a constaté en ce sens que « la plupart des objectifs des programmes d'ABG sont très similaires pour les différents pays où la Commission recourt à ce type d'aide. En particulier au cours des dix dernières années, les objectifs de la plupart des programmes d'ABG mis en œuvre dans les pays ACP ont concerné quatre domaines : la stabilité macroéconomique, la gestion des finances publiques, la santé et l'éducation »²⁷⁷³.

1170. Malgré la logique découlant du choix stratégique des pays partenaires de déterminer ces domaines comme prioritaires dans leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté, la Cour déplore 'l'approche uniforme' de la Commission qui, selon elle ne tient pas « suffisamment compte des priorités en constante évolution, propres à chaque pays »²⁷⁷⁴. La Cour des comptes estime que la valeur ajoutée de l'ABG n'est pas clairement établie s'il finance des secteurs prioritaires sans tenir compte, d'une part, de ceux financés en complément dans le cadre de l'ABS, tels que le secteur de l'éducation que la Commission finance dans le cadre du programme d'ABG et parallèlement par le biais de l'ABS²⁷⁷⁵, d'autre part, de ceux financés par les autres donateurs dans le cadre de l'ABG. Le financement de l'éducation dans le cadre de l'ABG et de l'ABS nous paraît en totale adéquation avec les priorités des stratégies nationales de réduction de la pauvreté dans la mesure où elle représente un élément essentiel de réalisation des OMD d'ici à 2015, cependant il est indispensable d'éviter les actions doublons. La Commission s'est en ce sens engagée à établir « une logique d'intervention plus précise pour les programmes d'ABG qui permettra une articulation plus claire entre objectifs généraux et objectifs spécifiques, et garantira une définition plus précise de ces derniers »²⁷⁷⁶. L'amélioration de l'ABG de l'UE en matière éducative notamment, nécessite également, selon la Cour des comptes, un renforcement de la capacité des agents de la Commission, afin d'améliorer la qualité du dialogue avec le pays

période de 6 ans (2009-2014). Le « Contrat OMD », conclu avec le Burkina Faso dans le cadre du 10ème Fonds européen de développement, constitue le plus vaste programme d'appui budgétaire général de l'histoire de la coopération au développement entre l'Union européenne et un Etat de la zone Afrique Caraïbe Pacifique, et c'est également le plus gros programme jamais approuvé entre l'Union européenne et le Burkina Faso. Il a pour objectif de soutenir les efforts du Burkina Faso pour réduire la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement avec un accent particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation de base. »

²⁷⁷³ Rapport spécial de la Cour des comptes européenne « La gestion par la Commission de l'appui budgétaire général dans les pays ACP ainsi que dans les pays d'Amérique latine », rapport spécial n°11, 2010, issn 1831-0850 (77p) – citation p14

²⁷⁷⁴ Ibid.

²⁷⁷⁵ Ibid., p16s – financement de l'éducation dans le cadre de l'ABS et de l'ABG par la Commission en République dominicaine, au Mozambique, en Tanzanie et en Zambie

²⁷⁷⁶ Ibid., p59s

partenaire²⁷⁷⁷. C'est pourquoi « la Commission continuera à fournir toute une série de programmes de formation dans les domaines prioritaires liés aux programmes d'ABG, destinés au personnel directement responsable de la gestion de ces programmes »²⁷⁷⁸, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité de la politique extérieure éducative de l'UE par la spécialisation accrue des agents.

1171. Utilisée généralement en complément de l'aide aux projets dans le cadre de l'approche sectorielle, l'ABS est également utilisé par l'UE pour soutenir les réformes éducatives entreprises par les pays partenaires dans le cadre de la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous d'ici à 2015, notamment pour améliorer la formation des enseignants²⁷⁷⁹. Particulièrement adapté à l'amélioration de la coordination entre les donateurs, l'ABS permet de garantir au pays partenaire un meilleur contrôle de sa politique de développement et de son financement que dans le cadre de l'approche projet et contribue à la réduction des coûts de transactions. L'approche sectorielle de l'UE vise à soutenir par le biais de programme d'appui aux politiques sectorielles (PAPS) de la Commission européenne, le programme sectoriel²⁷⁸⁰

²⁷⁷⁷ Ibid., p40s - « Une des raisons majeures pour lesquelles la Commission n'a pas pleinement exploité les possibilités de dialogue offertes par l'ABG a été que plusieurs de ses délégations ne possédaient pas une expertise suffisante dans les domaines prioritaires correspondant aux objectifs des programmes de l'ABG...la tendance a été d'accorder une priorité moindre au fait de garantir la disponibilité d'effectifs adéquats pour contribuer au dialogue dans le secteur de la santé et de l'éducation, bien que la Commission ait systématiquement intégré, dans ses programmes d'ABG, des objectifs dans ces deux domaines. C'est ainsi que la délégation au Bénin disposait bien de spécialistes en GFP, mais pas d'experts dans les domaines de la santé et de l'éducation, ce qui signifie que les membres de la délégation ne participaient pas aux groupes de travail dans ce secteur (groupe constitués de donateurs et de représentants des autorités nationales) et qu'ils ne pouvaient prendre part que dans une mesure limitée aux examens annuels conjoints (revue annuelle de la performance du gouvernement réalisée par les donateurs dans le domaine de coopération et le gouvernement partenaire) » - la Commission confirme cependant leur participation (p69 du rapport)

²⁷⁷⁸ Ibid., p69

²⁷⁷⁹ Voir par exemple SEAE Délégation de l'UE au Niger « Depuis 2003, le secteur éducatif fait l'objet d'une véritable approche sectorielle et le Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE 2003-2013) constitue le cadre commun de référence du gouvernement et de ses partenaires au développement, dont la CE. L'objectif est de porter le taux brut de scolarisation primaire à 100% en 2015 tout en assurant l'équité et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. L'UE soutient la mise en œuvre et le développement de cette politique sectorielle par l'appui budgétaire global et l'aide au travers de projets. Elle attache une attention particulière à la viabilité de la politique éducative en apportant un soutien financier additionnel au secteur (tranche fixe éducation de l'appui budgétaire), en offrant un appui à la mise en œuvre d'activités et en participant au suivi technique des développements du PDDE. L'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire ainsi que le renforcement de la planification et la gestion des activités dans le secteur restent deux préoccupations majeures de toutes les interventions de la CE. Elles sont prises en compte par le programme de soutien à l'éducation de base (SOUTEBA) à travers trois composantes : l'adaptation de la formation des maîtres, l'intégration de l'école dans son environnement et le développement de l'enseignement bilingue (langue nationale et français). » - www.eeas.europa.eu/delegations/niger/eu_niger/dev_coop/macro_eco/index_fr.htm

²⁷⁸⁰ « Le programme sectoriel est fondé sur « un document de politique sectorielle approuvé et un cadre d'orientation stratégique convenu avec des résultats mesurables précis, un calendrier ainsi qu'un cadre institutionnel pour veiller à l'efficacité de sa mise en œuvre, un cadre de financement à moyen terme établi à l'intérieur de limites budgétaires réalistes également à moyen terme provenant de toutes les sources, un processus de coordination entre les différents donateurs du secteur dirigé par le gouvernement, ainsi que l'harmonisation et l'alignement des processus de coordination, également sous l'égide du gouvernement, un

d'un gouvernement partenaire. Particulièrement utilisé pour soutenir le secteur éducatif, le PAPS repose sur plusieurs sources de financement, à savoir prioritairement l'appui au budget sectoriel consistant « à transférer des fonds au trésor du gouvernement partenaire en vue d'une utilisation visant un ensemble de résultats sectoriels convenus entre les parties prenantes »²⁷⁸¹ et également « des fonds communs ou un panier de financements (c'est-à-dire des ressources provenant de différents donateurs mises en commun selon un ensemble de procédures convenues) au profit d'un groupe spécifique d'activités dans le programme sectoriel en question »²⁷⁸², sous la direction d'un donateur assurant la gestion des fonds et la coordination. Le programme d'appui de l'UE à la mise en œuvre de la stratégie d'éducation au Maroc de 2009²⁷⁸³, s'est par exemple inscrit dans un processus de coordination multi bailleurs de fonds²⁷⁸⁴. Reposant sur une convention de financement de 48 mois, il prévoit un budget basé à 95.6% sur un appui budgétaire direct non ciblé réparti en quatre tranches, et à 4.4% sur une aide complémentaire destinée spécifiquement à la visibilité, au suivi et à l'évaluation, à la réalisation d'études et à la mise en œuvre de missions d'assistance technique de court terme²⁷⁸⁵. Sa mise en place repose sur la reconnaissance de l'éligibilité du Maroc à l'appui budgétaire, à savoir qu'« une politique sectorielle bien définie est en place ou en cours de mise en œuvre, une politique macroéconomique visant à la stabilité est en place ou en cours de mise en œuvre, et que cette politique doit bénéficier du soutien de la CE, un système de gestion des finances publiques présentant un degré satisfaisant de fiabilité et de

système de contrôle des performances convenu entre les différents acteurs, y compris un mécanisme de consultation systématique des clients. »

http://ec.europa.eu/euroaid/how/delivering-aid/sector-approach/index_fr.htm

²⁷⁸¹ Ibid.

²⁷⁸² Ibid.

²⁷⁸³ Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie d'éducation au Maroc

http://ec.europa.eu/euroaid/documents/aap/2009/af_aap_2009_mar.pdf

²⁷⁸⁴ Ibid., « Le présent programme a pour objectif général de contribuer au développement politique, économique et social du Maroc, à travers la réforme de son système éducatif. Son objectif spécifique est de garantir un enseignement obligatoire de qualité et accessible à tous, régi par les principes d'équité, de solidarité, de respect et de participation. Le programme sectoriel du gouvernement s'organise dans le cadre du Plan d'urgence 2009-2012 autour de quatre objectifs, ou "espaces"2, subdivisés en 23 "projets"...Le présent programme s'inscrit dans un processus de coordination multi bailleurs de fonds impliquant l'AFD, la BAD, la BEI, et la BM. Des missions communes de pré identification (février 2008), d'identification (juillet et octobre 2008) et de formulation/évaluation (janvier 2009) ont eu lieu. Une "Lettre d'entente", qui définit les engagements réciproques et les dispositions relatives à la mise en œuvre (suivi et décaissements notamment) sera signée entre ces 5 bailleurs de fonds, le MENESFCRS (Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique) et le MEF (Ministère de l'Economie et des Finances). Un "Cadre commun de suivi des résultats", qui établit des indicateurs de performance et de suivi du programme, a par ailleurs été agréé avec le MENESFCRS et le MEF. Le calendrier des engagements de ces bailleurs de fonds a été, dans la mesure du possible, harmonisé. En outre, le MENESFCRS finalise actuellement un "Cadre Partenarial" avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) qui lui permettra de gérer la coordination sectorielle, à travers notamment des réunions annuelles de suivi de la Stratégie. »

²⁷⁸⁵ Ibid., pourcentages établis sur la base des chiffres indiqués dans le budget prévu dans le Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie d'éducation au Maroc 2009

transparence est en place et qu'il existe un programme bien défini en vue d'améliorer la gestion des finances publiques»²⁷⁸⁶.

1172. Cette conditionnalité attachée à l'ABS en matière éducative est particulièrement positive, comme le consacre par exemple l'évaluation conjointe des opérations d'aide budgétaire au Mali estimant que le suivi des conditionnalités de l'ABS en la matière a contribué «à institutionnaliser l'utilisation d'indicateurs pour nourrir le dialogue sur les politiques menées dans le cadre partenarial du secteur ; le dialogue et les conditionnalités ont mis l'accent sur la déconcentration et la décentralisation des ressources, ce qui a permis de s'assurer au fil du temps que la répartition des ressources en faveur des structures déconcentrées augmente et que des ressources soient effectivement transférées (de manière traçable) aux collectivités... »²⁷⁸⁷. Le mode d'acheminement de l'aide participe ainsi également à consolider le système national par la promotion de la déconcentration et de la décentralisation de la gestion de l'aide...

b) La consolidation du système national par une aide axée sur le renforcement des capacités nationales de gestion de l'aide

1173. Le développement de l'appui budgétaire pour acheminer l'aide au développement implique que le pays bénéficiaire ait les compétences, infrastructures et moyens requis pour assurer une gestion saine et transparente de l'aide. L'UE soutient les pays partenaires dans le renforcement de leurs capacités de gestion de l'aide et s'est engagée lors de la Déclaration de Paris à faire en sorte qu'au moins 75% des pays partenaires aient des stratégies de développement opérationnelles²⁷⁸⁸. En complément de l'action de premier plan qu'exerce l'Institut international de la planification de l'éducation de l'UNESCO en matière de renforcement des capacités des pays en développement dans la planification et la gestion de l'éducation²⁷⁸⁹, l'UE fournit une assistance technique et financière visant à soutenir le pays

²⁷⁸⁶ Ibid., paragraphe 2.3

²⁷⁸⁷ Evaluation conjointe des opérations d'aides budgétaires au Mali 2003-2009 pour le compte de la Commission de l'UE, de la Belgique et du Canada comme exercice pilote du Comité d'aide au développement de l'OCDE – rapport final, volume III, annexes 10 et 11, septembre 2011 (consortium composé de ECO Consult, AGEF, APRI, Euronet, IRAM, NCG – chef de file : ECO Consul – personne de contact : D. BUSACKER contrat n° EVA/geo-acp-2009/219757 – paragraphe 5 'le secteur de l'éducation')

²⁷⁸⁸ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 2 mars 2005 « renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle » - Forum de Haut Niveau des Nations Unies qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2005

²⁷⁸⁹ L'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ) a été créé par l'Unesco en 1963 à Paris (France). Il reçoit des dotations de l'Unesco et des contributions volontaires d'États, membres ou non de l'Unesco. Ce centre de formation et de recherche spécialisé dans la planification et la gestion de l'éducation aide à l'amélioration de la planification et la gestion des systèmes éducatifs en renforçant les capacités des pays, en

partenaire dans l'élaboration des plans, budgets et cadres d'évaluation des performances, en promouvant le dialogue politique et en le guidant dans les réformes à entreprendre et les instruments à mettre en œuvre pour réaliser l'EPT. L'évaluation régulière et objective des progrès réalisés en matière éducative, fondée sur des statistiques d'évaluation fiables, sont particulièrement nécessaires pour améliorer les capacités du pays partenaire²⁷⁹⁰. C'est pourquoi la FEF a lancé en 2010 le processus de Turin offrant « aux pays partenaires intéressés, un cadre d'action et de soutien technique pour améliorer leurs systèmes d'EFP. L'exercice qui se répétera tous les deux ans vise à autonomiser les pays et renforcer les institutions nationales pour qu'elles puissent mettre en œuvre elles-mêmes l'exercice au travers des auto-évaluations guidées par l'ETF et fondées sur une méthodologie commune pour permettre la comparabilité »²⁷⁹¹.

1174. Basé sur la promotion de l'appropriation, le processus de Turin permet à l'UE de faire partager son expérience en matière éducative sachant que « les véritables efforts et le gros du travail devront être réalisés par les pays eux-mêmes à travers la définition de leurs propres priorités nationales et le choix des politiques à adopter. Par conséquent les décideurs politiques et les praticiens doivent développer à tous les niveaux leur capacité à devenir des « interprètes de politiques » dans la mesure où il existe une variété de modèles, de mesures et de pratiques possibles pour atteindre un même objectif »²⁷⁹². Premiers artisans de leur développement, les pays partenaires sont orientés toutefois par l'UE vers les bonnes pratiques susceptibles d'améliorer la gestion de l'aide, telles que la promotion de l'approche déconcentrée et décentralisée permettant selon l'UE un renforcement réel des capacités de management éducatif. Si la gestion de l'aide par les collectivités locales décentralisées est un facteur essentiel d'amélioration de l'aide éducative, fondée sur le rapprochement de la prise

formant des planificateurs et des gestionnaires de l'éducation aux techniques d'analyse et de planification, de gestion et de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation, et en soutenant les institutions, améliorer le fonctionnement et l'organisation des administrations et renforcer les qualités de leadership. L'IIPE réalise des études de cas sur des enjeux de politique et des questions méthodologiques et techniques, facilitant ainsi l'identification des priorités, des meilleures pratiques et des innovations offrant aux décideurs un support méthodologique et technique. Ces programmes d'assistance technique sont adaptés aux besoins des pays.

<http://www.iiep.unesco.org/fr/abboutiiep/about-iiep.html>

²⁷⁹⁰ Rapport mondial de suivi de l'EPT « Un bon départ – éducation et protection de la petite enfance » 2007 édition UNESCO www.efareport.unesco.org

²⁷⁹¹ S.NIELSEN, Fondation européenne pour la formation « Apprendre du Processus de Turin de la Fondation européenne pour la formation » Soren.Nielsen@etf.europa.eu in p54-57 La lettre du NORRAG (Réseau d'études et de recherche sur les politiques d'éducation et de formation) numéro 46 spécial septembre 2011 « Vers un nouveau monde global du développement des compétences ? Au tour de l'ETFP de se faire une place » www.norrag.org (67p)

²⁷⁹² Ibid.

de décision avec la société civile, il convient également de s'assurer que le niveau décentralisé dispose de moyens suffisants par gérer l'aide de manière saine et transparente.

1175. La consolidation du système national du pays partenaire doit de surcroît être préservée par un engagement croissant des donateurs à améliorer la prévisibilité et la flexibilité de l'aide. Les engagements du pays partenaire en matière d'amélioration du système éducatif ne peuvent être tenus que si l'aide prévue est effectivement versée au budget national. Les donateurs doivent dans ce contexte s'engager à garantir l'aide afin de permettre la réalisation progressive d'objectifs déterminés à long terme, tel que l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015. Il est donc préférable que l'aide soit déterminée dans le cadre d'engagements pluriannuels pour progresser sur la voie des OMD, et basée sur une planification des budgets et des dépenses plus transparente. L'UE a reconnu en ce sens à l'occasion du Consensus européen que « les pays partenaires ont besoin d'une aide stable pour une planification efficace »²⁷⁹³ et attache par conséquent une grande importance à des « mécanismes d'aide plus prévisibles et moins aléatoires »²⁷⁹⁴. Le document de travail du partenariat mondial pour l'éducation relatif à l'efficacité de l'aide éducative au Burundi démontre par exemple que l'UE assure une prévisibilité correcte de l'aide allouée, dans la mesure où l'UE a versé effectivement 86% de l'aide originalement programmée au secteur de l'éducation burundais en 2010, alors que seulement 34% de l'aide programmée par l'ensemble des donateurs au secteur de l'éducation a été effectivement versée sur la même période. Des efforts restent cependant à faire pour améliorer la prévisibilité de l'aide, à l'exemple de la Norvège dont la totalité de l'aide programmée en 2010 au Burundi a été versée²⁷⁹⁵.

1176. L'aide au développement doit également être plus flexible, c'est pourquoi l'UE a prévu un assouplissement de ses instruments d'action extérieure pour 2014-2020 et opte pour

²⁷⁹³ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 27

²⁷⁹⁴ Ibid. – A l'occasion du dialogue de haut niveau sur le financement du développement de l'Assemblée générale des Nations Unies du 27 juin 2005, elle s'est engagée à augmenter les niveaux de financement du développement en étudiant « des sources de financement innovantes en vue d'assurer des flux complémentaires stables et prévisibles, y compris la facilité de financement internationale, des taxes de solidarité internationale qui seraient appliquées au niveau national et coordonnées au plan international ainsi que des sources de contributions volontaires » [PRES05-081FR]. Elle suggère également la mise en place d'un plancher minimum d'aide budgétaire afin de renforcer la prévisibilité « si les circonstances sont favorables, garantie par une perspective financière à moyen terme et des liens avec les résultats politiques dans les pays partenaires » [60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005]

²⁷⁹⁵ Document de travail du partenariat mondial pour l'éducation, avril 2012, « Burundi : efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation », p12 (19p) - Les versements programmés par l'UE étaient en 2010 de 9.206.867 dollars US, le gouvernement a enregistré un montant de 7.896.304 dollars US soit 86% de l'aide programmée. L'aide projet n'est pas comptabilisée dans ses enregistrements selon les indications du ministère de l'éducation – seul le soutien budgétaire est comptabilisée

un renforcement accru de l'appui budgétaire. Elle encourage également les Etats à relever « le défi du déliement de l'aide »²⁷⁹⁶, en inscrivant l'objectif de dépasser le niveau de déliement de l'aide prévu par les recommandations de l'OCDE dans le consensus européen²⁷⁹⁷. Le déliement de l'aide permet à l'Etat bénéficiaire de maîtriser la répartition de l'aide, en lui offrant la possibilité d'utiliser les fonds pour acheter des biens et des services à des fournisseurs non exclusivement situés dans le pays donateur. Si cette technique représente un désavantage évident pour les entreprises publiques ou privées situées dans le pays donateur, elle est perçue comme une alternative face aux limites et à l'inefficacité de l'aide liée. Le déliement permet en effet de renforcer la qualité et l'efficacité de l'aide, d'une part, en préservant la liberté de choix des prestataires ce qui permet au pays partenaire de réduire les coûts de transaction à sa charge et de rechercher la meilleure offre qualité/prix, d'autre part, en favorisant l'appropriation de l'aide au plan local et l'alignement sur les stratégies nationales. Le déliement favorise de surcroît la crédibilité du donateur prêt à placer les besoins des populations défavorisées avant son propre intérêt. Si l'aide de l'UE est déliée depuis plus de 25 ans²⁷⁹⁸, au-delà même de ce que prévoit la recommandation du CAD militant depuis des années en faveur du déliement de l'aide pour les PMA²⁷⁹⁹, les institutions européennes ont de manière consensuelle apprécié l'intérêt de délier davantage l'aide de l'UE²⁸⁰⁰, conformément à la Déclaration du Millénaire pour le développement²⁸⁰¹, à la

²⁷⁹⁶ 60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005

²⁷⁹⁷ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 29

²⁷⁹⁸ Les appels d'offres sont ouverts aux Etats membres et à l'ensemble des pays ACP, pays méditerranéens et d'Amérique latine. Le principe du déliement de l'aide s'applique à l'ensemble des instruments communautaires d'aide au développement, thématiques ou géographique, concernant les PED les plus pauvres.

²⁷⁹⁹ Recommandation du CAD sur le déliement de l'aide aux pays les moins avancés OCDE, DCD/DAC 2001 - La recommandation du CAD sur le déliement de l'aide aux pays les moins avancés vise à assurer le plus grand déliement possible de l'ADP aux PMA et fixe des procédures rigoureuses en matière de transparence, d'application et d'examen, un suivi du degré de respect de ses dispositions et l'évaluation de son efficacité. Les offres d'aide non liée seront rendues publiques afin que les entreprises des pays donateurs et bénéficiaires puissent soumissionner. Le 14 mars 2002, le Conseil 'Affaires générales' UE a décidé d'appliquer la recommandation du CAD.

²⁸⁰⁰ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 18 novembre 2002 « le déliement : renforcer l'efficacité de l'aide » COM(2002)639 final non publié au JO ; Rapport du 22 mai 2003 sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée « Le déliement : renforcer l'efficacité de l'aide » COM (2002)639 – 2002/2284 (INI) – Commission du Parlement proposition de résolution du Parlement fondée sur le Rapport du 22 mai 2003 sur la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée « Le déliement : renforcer l'efficacité de l'aide » COM(2002)639 – 2002/2284 (INI) ; Règlement (CE) n°2110/2005 du Parlement et du Conseil du 14 décembre 2005 relatif à l'aide extérieure de la Communauté, JO L344 du 27 décembre 2005 (179 et 181 A TCE) - Par exemple dans l'accord de Cotonou révisé l'UE propose de contribuer aux initiatives de déliement de l'aide en étendant l'éligibilité aux marchés du FED aux ressortissants de pays tiers si ces pays sont partenaires des ACP dans le cadre d'initiatives régionales ou de cofinancement. ; voir IP/05/789 du 24 juin 2005

²⁸⁰¹ Le déliement est pris en compte dans la réalisation des OMD en tant qu'indicateur permettant d'évaluer la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement - Dans le cadre de l'évaluation de l'Objectif OMD 8 « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement », l'indicateur 34 vise à évaluer « la proportion de l'ADP bilatérale de pays donateurs membres du CAD/OCDE qui est déliée ». Selon les données, la

Déclaration de Paris²⁸⁰² et au rapport 2007 du CAD examinant l'aide au développement de l'UE²⁸⁰³. De ce fait, si le déliement complique le suivi des fonds, il s'agit incontestablement d'un instrument de flexibilité qui permet de renforcer l'efficacité de l'aide en atténuant la pauvreté par le développement du secteur privé au niveau local et régional dans les pays partenaires et par l'adaptation de l'aide aux besoins spécifiques des populations auxquelles elle est destinée. Il favorise de surcroît la cohérence et la transparence des aides et promeut un partenariat pour le développement fondé sur la confiance. Bien qu'il n'existe aucun rapport sur les incidences finales du déliement de l'aide, aucun désavantage évident ne semble faire obstacle à l'extension du déliement. Il semble au contraire urgent de promouvoir l'appropriation de l'aide pour permettre son alignement sur les priorités nationales, et d'en faciliter la gestion pour réduire les coûts des transactions et remédier à la lourdeur administrative.

2. Le respect de l'altérité par l'alignement : la recherche constante d'adéquation des moyens aux besoins éducatifs du pays partenaire

1177. L'alignement est un principe visant au renforcement de l'efficacité de l'aide par une meilleure coordination du soutien des donateurs avec les stratégies nationales de développement, les institutions et procédures du pays partenaires. Elle contribue au respect de l'autre dans sa différence sachant qu'il existe autant de visions du développement et autant de moyens diverses d'atteindre l'objectif d'EPT que de pays. Permettant de préserver la souveraineté étatique du pays bénéficiaire et de lui permettre de garder la maîtrise de sa politique et stratégie de développement, l'alignement de l'aide est indispensable dans un secteur régalién tel que l'éducation. Le consensus européen dispose que l'UE « entend appuyer les stratégies de réduction de la pauvreté, de développement et de réforme des pays partenaires qui sont axés sur les OMD et s'aligner sur leurs systèmes et procédures »²⁸⁰⁴. Les documents des stratégies par pays et les documents de stratégie régionale, ainsi que les programmes indicatifs nationaux et les programmes indicatifs régionaux de la Commission

majorité des Etats ont augmenté le déliement - alors que la Nouvelle Zélande déliait 100% de son aide de 1990 à 1992, elle ne délie que 81% en 2004, l'Irlande sur les données disponibles de 2001 à 2004 à délier la globalité de son aide http://milleniumindicators.un.org/unsd/mifre/mi_series_results.asp?rowID=599&fID=r58&cgID

²⁸⁰² Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 2 mars 2005 « renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle » - Forum de Haut Niveau des Nations Unies qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2005

²⁸⁰³ Bien que la CE ait déployé des efforts considérables en matière de déliement, le CAD considère en 2007 qu'elle devrait envisager de délier entièrement son aide, que les fonds proviennent de l'ICD ou du FED - Communauté européenne (2007) Examen du CAD par les pairs – principales conclusions et recommandations www.oecd.org – partie « Recommandations – Efficacité de l'aide »

²⁸⁰⁴ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 15

européenne ont ainsi pour objectif de soutenir les stratégies nationales de développement des pays en développement, conformément aux objectifs fixés dans les stratégies nationales des pays partenaires. Le document de travail du partenariat mondial pour l'éducation relatif à l'efficacité de l'aide éducative au Burundi montre par exemple que l'UE obtient des résultats honorables en matière d'alignement de l'aide, mais que des progrès restent à faire. L'aide de l'UE versée en 2010 au secteur public burundais et comptabilisée dans les prévisions budgétaires du pays représente 86% de l'aide versée au secteur public notifiée par l'UE. Bien que ce résultat soit respectable, il se situe en dessous de la moyenne, puisque 99% de l'aide versée au secteur public burundais notifiée par l'ensemble des donateurs en 2010 a été effectivement comptabilisée dans le budget²⁸⁰⁵.

1178. Pour améliorer l'alignement de son aide éducative, l'UE doit garantir davantage la prévisibilité de son aide, mais également son adéquation avec la stratégie nationale du pays partenaire, et surtout avec les besoins de la population, ayant pour spécificité d'être en constante évolution. Constatant que « l'architecture internationale de l'aide ne cesse de se complexifier, par la création de structures verticales telles que les fonds et programmes globaux, et par l'arrivée de nouveaux acteurs publics et privés, intervenant souvent en dehors des codes établis et des mécanismes de coordination existants »²⁸⁰⁶, l'UE reconnaît que la participation du secteur privé et de la société civile est nécessaire pour assurer la cohérence de l'action menée par la communauté internationale afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement²⁸⁰⁷. Les acteurs de terrain détiennent en effet un réel avantage comparatif dans la coopération au développement par rapport aux grands donateurs du fait de leur proximité avec la population les rendant plus apte à connaître les besoins exprimés et de leur capacité à lier la détermination des objectifs stratégiques et leur réalisation concrètes. Leur savoir-faire leur permet de faire le lien entre les réalités pratiques du terrain et les décisions politiques de développement prises par les grands bailleurs de fonds et leur permet d'être les portes paroles des populations vivant dans les pays en développement. Consciente de leur implication dans le processus d'appropriation et d'alignement des aides sur les priorités poursuivies par les pays partenaires, l'UE a déclaré à l'occasion du Consensus

²⁸⁰⁵ Document de travail du partenariat mondial pour l'éducation, avril 2012, « Burundi : efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation », p18 (19p)

²⁸⁰⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Conseil économique et social européen et au Comité des régions intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM (2008) 177 final, op.cit.

²⁸⁰⁷ Voir déclaration de la Présidence de l'UE à l'occasion du dialogue de haut niveau sur le financement du développement de l'Assemblée générale des Nations Unies du 27 juin 2005 - PRES05-081FR, EU Presidency

européen qu'elle « est favorable à une large participation de tous les partenaires au processus de développement des pays et encourage tous les secteurs de la société à y prendre part. La société civile, notamment les acteurs économiques et sociaux tels que les organisations syndicales, les organisations d'employeurs et le secteur privé, les ONG et d'autres acteurs non étatiques des pays partenaires en particulier, jouent un rôle essentiel en tant que promoteurs de la démocratie, de la justice sociale et des droits de l'Homme »²⁸⁰⁸. Elle s'est de ce fait engagée dans un processus de consolidation de sa coopération avec les ONG et les entreprises, afin d'encourager « tout ce qui peut renforcer la voix des pays en développement au sein des institutions internationales »²⁸⁰⁹. Dans cette perspective l'UE doit davantage intensifier son soutien au développement des capacités des acteurs non étatiques afin de renforcer leur participation dans le processus de développement en attachant « une attention particulière à l'éducation au développement »²⁸¹⁰. Elle devra faire preuve d'écoute auprès de la société civile (a) et renforcer sa proximité avec les ONG (b) et le secteur privé (c) afin de mieux appréhender et répondre aux besoins à satisfaire.

a) Un meilleur alignement par l'écoute de la société civile

1179. Consciente que la société civile est un acteur de développement à part entière, l'UE prend en considération le soutien ou la défiance des Européens²⁸¹¹ ainsi que de la société civile du pays bénéficiaire, notamment de la population la plus vulnérable²⁸¹², vis-à-vis de son action extérieure. Elle prend ainsi en compte les études et critiques formulées par les organisations civiles européennes en matière de réformes éducatives dont les travaux ont un impact non négligeable sur la politique extérieure éducative mise en œuvre par l'UE²⁸¹³.

²⁸⁰⁸ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 18

²⁸⁰⁹ Ibid., paragraphe 34

²⁸¹⁰ Ibid., paragraphe 18

²⁸¹¹ Communiqué de presse IP/07/1032 Bruxelles, le 6 juillet 2007 - Selon une enquête de la Commission européenne, les européens soutiennent les objectifs du Millénaire pour le développement.

²⁸¹² Il est indéniable que la participation des populations autochtones exerce une influence primordiale dans le processus de développement. C'est pourquoi la Commission intègre la question des populations autochtones dans toutes les politiques et programmes c'est-à-dire que dans le domaine éducatif, il faudra notamment prendre en considération leur accès à l'enseignement et à la formation. Ces populations seront consultées afin de les impliquer dans le processus de développement et de leur apporter une aide appropriée dans des domaines thématiques clés.

²⁸¹³ Il serait trop exhaustif de citer toutes les actions privées qui agissent dans le domaine de l'enseignement supérieur. On ne citera que quelques exemples notoires. L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire est constituée de groupes régionaux, de réseaux de professionnels et thématiques et constitue un espace d'échanges, de réflexions et de propositions. Cet espace se structure autour de trois axes : la voie géoculturelle représentée par les groupes locaux vise à réunir les personnes d'une commune, d'une région, d'un pays ou d'un continent et représente de ce fait la diversité des lieux et des cultures ; la voie collégiale reflète la diversité des milieux socio-professionnels et leurs préoccupations en suscitant le dialogue ; la voie thématique représente la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle par la mise en place de groupes de réflexion œuvrant sur de grands thèmes tels que l'intégration régionale et la mondialisation, la gestion durable de

1180. Elle participe de surcroît à la consolidation des organisations de la société civile des pays partenaires en développant dans le cadre de sa coopération au développement le processus de décentralisation²⁸¹⁴ visant à renforcer le dialogue avec la société civile du pays partenaire, et à établir dans certains cas une obligation de consultation des organisations de la société civile pour les délégations de l'UE. Conformément aux recommandations de la Fédération internationale des Ligues de droits de l'Homme (FIDH)²⁸¹⁵, la CE a affirmé dès 2008 sa volonté de revaloriser ces organisations dans le cadre de la réalisation des OMD, estimant regrettable qu'elles aient été « l'élément manquant » de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Il semble en effet indispensable de renforcer le rôle de la société civile dans la réalisation de l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015 dans la mesure où elle est à la fois le destinataire de l'aide, l'interlocuteur privilégié, et la mieux à même d'exprimer les besoins à satisfaire dans le respect de la diversité culturelle et sociale²⁸¹⁶. Il convient donc « de l'inclure dans le processus, de la soutenir dans ses efforts pour définir ses propres principes d'efficacité de l'aide. Il en va de même des collectivités locales »²⁸¹⁷.

1181. Face au développement de la complémentarité verticale, il est en effet nécessaire de mieux exploiter l'influence des collectivités locales dans le cadre de la coopération au développement, notamment en matière de réalisation des OMD. Les régions européennes ont

l'eau... Les travaux sont regroupés en quatre secteurs : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère ; l'Association des Etats généraux des étudiants de l'Europe, AEGEE-EUROPE, est une association de droit belge instituée en 1985. Elle se compose de 270 centres universitaires de 43 pays européens et regroupe environ 15000 étudiants. Son rôle est de promouvoir l'idée européenne parmi les jeunes en encourageant l'intégration européenne, la démocratie, les droits de l'Homme et la mobilité. Elle organise des conférences, des universités d'été et une de ces initiatives a été par exemple en 2001 d'identifier les obstacles à la mobilité en Europe dans son projet « Borderless Europe ». www.aegEE.org

²⁸¹⁴ Règlement (CE) n°1659/98 du Conseil du 17 juillet 1998 relatif à la coopération décentralisée JO L 213 du 17 juillet 1998 modifié par un règlement (CE) n°625/2004 du 4 avril 2004, JO L99 du 3 avril 2004 - Dès 1998, le Conseil a fixé les modalités de la coopération décentralisée dont l'objectif est de renforcer le dialogue avec la société civile des pays en développement.

²⁸¹⁵ La Fédération internationale des Ligues de droits de l'Homme est une organisation internationale non gouvernementale ayant statut consultatif auprès des Nations Unies, de l'UE et du Conseil de l'Europe – Dans son étude, elle considère que si le dialogue politique a été revalorisé dans le cadre des accords d'association conclus par l'UE, il faut davantage renforcer la participation des organisations civiles au dialogue. Elle propose la création d'un groupe de travail sur les droits de l'Homme réunissant des fonctionnaires des deux parties et des représentants de la société civile dont la participation n'est pas expressément formalisée, la participation des ONG selon certains critères de sélection (ONG ne devant pas chercher à promouvoir un intérêt partisan, gouvernemental ou privé, devant avoir un intérêt à agir, ayant une activité effective, transparente et une organisation interne régulièrement renouvelée, étant indépendante et existant depuis deux ans). - voir « Pistes de réflexion sur la clause droits de l'Homme », décembre 2002

²⁸¹⁶ Rappelons que conformément au protocole 1 de la CEDH il est primordial d'associer les parents des jeunes aux programmes afin de respecter la diversité culturelle et religieuse dans le respect du principe du « pluralisme éducatif essentiel à la préservation d'une société démocratique », citation du Professeur JF RENUCCI « Droit européen des droits de l'Homme », manuel LGDJ 1999 (570p), p132

²⁸¹⁷ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Conseil économique et social européen et au Comité des régions intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement » COM(2008) 177 final, op.cit.

par exemple affirmé leur volonté de contribuer de manière accrue à la politique extérieure éducative, que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre du volet éducatif de Lisbonne ou dans le cadre de l'éducation en matière de lutte contre la pauvreté. Depuis 2007, leur rôle a en effet été renforcé dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne²⁸¹⁸, notamment par la création de pôles régionaux plus aptes à promouvoir la recherche, le développement technologique et l'innovation et elles peuvent de même contribuer grandement à la stratégie de l'UE pour le développement durable²⁸¹⁹, conformément à l'avis du Comité des régions ayant souligné en 2007 « le rôle décisif que les collectivités locales et régionales peuvent jouer pour parvenir à une société durable, aussi bien à l'échelle européenne que mondiale »²⁸²⁰. Le Comité des régions démontre ainsi l'influence positive des régions en matière de relations extérieures et intègre pleinement l'éducation dans l'action des régions en matière de coopération au développement, d'une part, en considérant que « la possibilité d'échanger des expériences et d'acquérir de nouvelles connaissances grâce à la coopération et aux interactions entre les divers acteurs est un aspect important des efforts réalisés dans la perspective du développement durable »²⁸²¹, d'autre part, en exposant sa conception de l'action éducative en matière de lutte contre la pauvreté²⁸²².

b) La revalorisation des ONG, le '*chaînon manquant*' d'une aide au développement efficiente

1182. Les ONG sont incontestablement les partenaires les plus importants de l'UE, du fait de leur rôle essentiel dans la participation des acteurs non étatiques à la politique de développement de l'UE et de leur « rôle fondamental dans la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie à la base »²⁸²³ par le soutien polyvalent qu'elles apportent notamment aux populations défavorisées et marginalisées. Dans le cadre du renforcement de l'efficience de l'aide, il nous paraît indispensable de les intégrer encore davantage dans la coopération au développement car les ONG sont réellement '*le chaînon manquant*' entre les

²⁸¹⁸ Communication de la Commission « Des régions européennes compétitives grâce à la recherche et à l'innovation – Une contribution au renforcement de la croissance et à l'amélioration quantitative et qualitative de l'emploi » SEC(2007)1045, COM (2007)474 final, Bruxelles le 16 août 2007

²⁸¹⁹ Avis de prospective du Comité des régions « La contribution des autorités régionales et locales à la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable » (2007/C 197/05) 20070824, JO C197 du 24 août 2007, p21-29

²⁸²⁰ Ibid., paragraphe 1.4 - Le Comité des régions se fonde sur le caractère transversal de la politique de développement pour consacrer son rôle extérieur en matière de développement

²⁸²¹ Ibid., paragraphe 1.9

²⁸²² Ibid., paragraphe 1.32 à 1.35

²⁸²³ Commission européenne – DG Développement « Orientations pour la sélection de programmes cofinancés par les ONG et exécutés dans les pays en développement au titre de la ligne budgétaire B7-6000 en 2004-05 » B1* D(03) Bruxelles

donateurs internationaux et la société civile bénéficiaire de l'aide dans la mesure où elles vivent avec la population et sont donc davantage à l'écoute des besoins et espoirs que peut formuler la société. Elles jouent un rôle de coordination en permettant à la fois d'informer l'UE des réalités du terrain, de mobiliser la population, d'exécuter les programmes et d'évaluer le suivi en permettant de lutter contre la corruption par le contrôle sur le terrain de l'activité des responsables politiques. Ce sont donc les meilleures exécutantes des projets et les évaluateurs du suivi les mieux placés comme en témoigne leur participation active aux examens conjoints de suivi visant à simplifier les mesures d'aide dans le secteur de l'éducation et à accroître l'harmonisation des donateurs avec les gouvernements et entre eux, et de surcroît les moins onéreux. En effet, l'envoi d'experts engage des frais parfois exorbitants qu'il serait possible d'éviter en passant par l'intermédiaire d'ONG²⁸²⁴. Elles constituent donc un élément important de renforcement de l'efficacité de l'aide et de l'appropriation par le développement participatif, servant, d'une part, de 'baromètre' mesurant la satisfaction des besoins et, d'autre part, de contrepoids comblant la carence des instruments d'initiative populaire en permettant à la population civile d'influer sur les décisions politiques, par le biais des stratégies de lobbying qu'elles développent, sachant qu'en matière d'éducation le lobbying européen est selon le groupe CONCORD²⁸²⁵ « essentiellement financier, ce qui nécessite de travailler avec la Commission sur les examens à mi-parcours et les documents de stratégie par pays afin de veiller à ce que l'éducation soit un secteur pivot et que tous les fonds restants lui soient affectés »²⁸²⁶.

1183. Les ONG participent ainsi activement à l'EPT dans le cadre du mécanisme de partenariat établi dans le cadre de Dakar par l'UNESCO, liée à 600 ONG, à savoir la « consultation collective des ONG sur l'éducation pour tous » (CCONG/EPT), mais également dans le cadre de la « Campagne mondiale pour l'éducation » (CME), coalition d'organisations lancée par l'Internationale de l'éducation, Oxfam et ActionAid Alliance réunissant les syndicats d'enseignants et les ONG. Elles fournissent des informations fiables sur les besoins du terrain et peuvent apporter un bilan objectif de l'efficacité de l'aide, comme l'illustrent les travaux de l'Internationale de l'éducation démontrant que la Banque mondiale

²⁸²⁴ Diminuer les frais d'expertise voir « la cible manquée » collectif d'ONG de la campagne mondiale pour l'éducation dans un rapport

²⁸²⁵ CONCORD est la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, constitué le 31 mars 2003 Elle contribue à la mise en œuvre des objectifs et des principes de développement inscrit dans l'agenda de l'Union européenne. Elle met en œuvre « une politique d'influence active et constante pour amener les Etats membres à respecter leur engagement de consacrer 0,7% de leur PIB à la coopération au développement. www.concordeurope.org

²⁸²⁶ Recommandation du Groupe de Conseil de CONCORD

et le FMI mènent une politique d'aide au développement peu conforme aux nécessités de l'éducation. Elle a par exemple affirmé que le FMI impose des « politiques inadaptées et impraticables au Malawi, au Mozambique et en Sierra Leone »²⁸²⁷, les pays se trouvant contraints de réduire drastiquement le recrutement des enseignants ce qui est néfaste pour la qualité de l'éducation, alors que la Banque mondiale soutient quant à elle le recrutement d'enseignants non qualifiés, l'augmentation des tailles de classes et l'introduction de mécanismes de marché dans le secteur de l'éducation publique. Elle formule ainsi des recommandations aux grands bailleurs de fonds afin qu'ils évitent une fragmentation excessive de l'aide au développement provenant de la communauté internationale, sa dispersion, les doubles emplois et l'accumulation de dépenses administratives inutiles par le renforcement de la coordination et de la complémentarité des actions.

1184. L'activité de l'ONG Pollen²⁸²⁸ est également caractéristique de la polyvalence et de l'efficacité des ONG indépendantes, quant à l'évaluation des programmes et des besoins en matière éducative. Son approche participative et sa fonction de réseau internationalisé promouvant la cohérence et la coordination de l'action des différents acteurs démontrent que l'ONG est non seulement un instrument utile de la politique européenne mais également un micro modèle à transposer au niveau communautaire, dans la mesure où on retrouve les mêmes principes de bonne gouvernance et de participation du pays tiers. Du fait de sa participation aux réunions de la Banque Mondiale, de l'UNESCO et conférences internationales sur l'éducation et du fait de sa neutralité, elle peut apprécier l'évolution des réformes entreprises et contribuer ainsi au renforcement du système éducatif, à la formation des enseignants, à la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie dans les systèmes éducatifs, au développement de nouvelles techniques pédagogiques plus adaptées, au renforcement des universités, à la création de bibliothèques scolaires et publiques, à l'établissement d'études et de rapports sur les réformes de l'enseignement et de la coopération au développement internationale et à la création de 'lobby' sensibilisant à l'importance de l'éducation auprès des ministères et des parlementaires.

²⁸²⁷ www.ei-ie.org/fr/nems/show.php?id=435&theme=educationforall&country=glo... En référence au rapport d'Actionaid du 14 juin 2007 « Face aux contradictions : les arguments avancés contre la politique d'éducation du FMI »

²⁸²⁸ Organisation internationale indépendante d'aide au développement et de défense du droit à l'éducation et des droits de l'enfant – structure apolitique, non confessionnelle, indépendante, à but non lucratif, siège en France et en Belgique www.polleneducation.org

c)Le rôle de l'entreprise en matière éducative dans le cadre du partenariat pour le développement

1185. Dans le contexte mondialisé, caractérisé notamment par une réduction des fonds publics, le rôle sociétal de l'entreprise a été renforcé dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne ainsi qu'en matière de coopération au développement. A l'occasion d'un rapport au Conseil européen de printemps de 2003, la Commission a constaté qu'« en matière de connaissance et d'innovation...les entreprises n'investissent pas suffisamment dans ce domaine et que les Etats membres devraient créer les conditions nécessaires à l'augmentation des investissements publics et privés dans l'éducation, la recherche et l'économie fondée sur la connaissance »²⁸²⁹. Aujourd'hui, l'entreprise est un acteur incontournable de la stratégie Europe 2020 comme l'illustre notamment la mise en place des alliances de la connaissance dans le cadre du programme 'Erasmus +', dont l'objectif est de promouvoir les échanges entre le monde universitaire et le monde de l'entreprise et l'éducation à l'entrepreneuriat. Suite aux bons résultats observés dans le cadre des programmes Erasmus et Leonardo da Vinci ayant permis « à eux seuls le placement d'environ 140 000 jeunes dans des entreprises et autres organisations chaque année »²⁸³⁰, l'UE a sans cesse favorisé la participation du monde de l'entreprise aux actions européennes en faveur d'une croissance inclusive et durable²⁸³¹, dans la mesure où l'entreprise détient une expertise essentielle pour anticiper les besoins et identifier les compétences nécessaires sur le marché de l'emploi en mutation, sachant que dans les Etats membres « la demande en personnel hautement qualifié devait croître de plus de 16 millions d'emploi d'ici à 2020 »²⁸³². Les échanges réguliers avec le monde de l'entreprise sont ainsi essentiels pour procéder à l'évaluation permanente des besoins en

²⁸²⁹ Bull. de l'Union Européenne 1/2 2003 p11 Préparation du Conseil européen de printemps du 21 mars 2003 sur la stratégie de Lisbonne relative au renouveau économique, social et environnemental » - adoption par la Commission le 14 janvier 2003 - L'appel a été lancé suite à une table ronde organisée par l'Union des Confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe, UNICE, dans le cadre de la conférence de lancement du sixième programme-cadre. Pour le président de l'UNICE, Georges JACOBS, si l'on veut porter les dépenses en matière de recherche à trois pour cent du PIB, il faut que « l'Europe améliore radicalement les centres d'excellence européens, les compétences et la formation » et qu'elle construise « un cadre réglementaire soutenant davantage la recherche et l'innovation ». www.cordis.lu

²⁸³⁰ Rapport général sur l'activité de l'UE 2013, adopté par la Commission européenne le 21 janvier 2014, COM(2014)12, OPUE 2014, ISBN 978-92-79-34333-9 (232p) –voir p53s.

²⁸³¹ Voir notamment l'objectif stratégique 4 « encourager la créativité et l'innovation, y compris l'esprit d'entreprise à tous les niveaux de l'éducation et de la formation in conclusions du Conseil concernant un cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation du 12 mai 2009 'Education et formation 2020' ; conclusions du Conseil du 15 février 2013 « Repenser l'éducation (investir dans les compétences pour de meilleurs résultats socio-économiques » ; conclusions du Conseil du 24 février 2014 « une éducation et une formation efficaces et innovantes pour investir dans les aptitudes » précisant qu'il faut « faciliter la transition entre l'éducation et la formation d'une part et le travail d'autre part, notamment en promouvant les systèmes de formation en milieu professionnel, et le cas échéant, en augmentant l'offre de stage et d'apprentissage de bonne qualité »

²⁸³² Rapport général sur l'activité de l'UE 2013, op.cit., p74s.

matière d'emplois et de compétences, telle que définie par la Commission dans le cadre de qualité pour l'anticipation des changements et des restructurations, visant à adopter « des mesures de flexibilité, de formation et de développement de la carrière s'adressant aux travailleurs »²⁸³³.

1186. Consciente des enjeux de l'économie de la connaissance, l'entreprise se positionne également comme pourvoyeuse de savoirs, que ce soit par le développement de la formation professionnelle pour ses employés ou par la mise en place d'universités d'entreprise²⁸³⁴. Elle occupe donc une fonction fondamentale dans la mesure où elle participe à l'éducation tout au long de la vie et comble dans certains cas la carence des systèmes publics d'enseignement envers une catégorie de la population ne bénéficiant pas d'un enseignement de qualité adapté au marché de l'emploi. L'université d'entreprise est également un moyen utilisé par l'entreprise en matière d'aide au développement dans la mesure où elle propose une formation continue et initiale dans les pays en développement, aboutissant à un emploi, notamment dans le secteur touristique²⁸³⁵, afin de satisfaire ses propres besoins en main d'œuvre. Bien que ces formations professionnalisantes permettent d'accroître la croissance économique du pays, elles ne peuvent se substituer aux mesures de coopération au développement permettant la mise en place d'une éducation académique de qualité et doivent rester accessoires d'un système public de qualité.

1187. Les entreprises s'imposent de surcroît comme des bailleurs de fonds non négligeables en matière de financement de l'éducation dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, car les capitaux privés peuvent en partie combler la baisse de l'aide publique²⁸³⁶. C'est pourquoi le CAD de l'OCDE a reconnu la nécessité de revaloriser l'action du secteur privé pour

²⁸³³ Communication de la Commission « cadre de qualité de l'UE pour l'anticipation des changements et des restructurations », COM(2013)882 du 13 décembre 2013

²⁸³⁴ Selon l'étude effectuée par l'économiste Annick RENAUD-COULON [A.RENAUD COULON « Université d'entreprise : vers une mondialisation de l'intelligence », édition Village mondial, 2002, Isbn 2-84211-189-3 (208p)], le phénomène est apparu aux Etats-Unis alors que l'enseignement secondaire était médiocre et l'enseignement universitaire prestigieux. Afin de mettre à niveau leurs salariés, les entreprises américaines, comme General Motors, Mc Donald ou Motorola, ont instauré des universités d'entreprises, stratégies de substitution, afin de former le personnel, gérer les carrières des cadres, permettre la mobilité interne et l'évaluation des personnes. Si cet instrument est très utile, il ne peut être assimilé à un centre de formation du fait de son envergure politique et stratégique et doit de ce fait être strictement encadré car si l'université académique vise à transmettre des connaissances et des valeurs identitaires, l'université d'entreprise diffuse des valeurs liées à la culture de l'entreprise.

²⁸³⁵ Le groupe Accor a par exemple ouvert l'Académie-Accor Maroc afin « de répondre aux besoins de formation continue et initiale des hôtels du groupe » in « La scolarisation, priorité du Maroc » dossier in Le Monde de l'éducation n°345, mars 2000, p67

²⁸³⁶ J.H. MICHEL « L'aide au développement en question : vers un plus grand rôle du secteur privé ? », Problèmes économiques n°2.587, 21 octobre 1998, p1

compenser la compression des budgets de l'aide extérieure et a fixé dès 1992 les orientations sur le rôle de l'expansion du secteur privé dans la coopération pour le développement²⁸³⁷. Plus de cinquante dirigeants d'entreprises et des représentants d'association se sont réunis le 26 juillet 2000 au siège des Nations Unies pour définir ensemble un 'pacte mondial des entreprises', dans l'objectif de contribuer au développement durable à travers la création d'un réseau de partenariats basé sur de bonnes pratiques et de promouvoir une mondialisation profitable à tous sur la base de l'économie de marché²⁸³⁸. L'entreprise s'implique ainsi dans la réalisation des OMD²⁸³⁹ et sa participation s'avère indispensable dans l'agenda pour le développement post 2015 comme le mentionne notamment le rapport européen sur le développement 2013 favorable à la diversification des sources de financements²⁸⁴⁰.

1188. Dans ce contexte, l'UE a pris en considération les actions de mécénat des entreprises dans le secteur éducatif²⁸⁴¹ ainsi que l'engagement d'un groupe important de représentants du secteur privé²⁸⁴² à la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous, en reconnaissant que « leur investissement dans l'éducation mondiale constitue un important pas en avant et témoigne de l'importance de l'éducation dans la croissance et la prospérité économiques futures »²⁸⁴³. Elle soutient le renforcement de l'engagement des entreprises en matière d'aide au développement et favorise également le développement et la formation des entreprises dans les PED afin d'impulser le développement économique propice à la mise en place d'un

²⁸³⁷ Rapport OCDE « Coopération au développement : efforts politiques des membres du Comité d'aide au développement » 2002 Les Dossiers du CAD 4/1 2003 - Dans un contexte où les investissements directs à l'étranger représentent plus de 700 milliards de dollars pour un flux mondial d'aide publique au développement de 57 milliards de dollars selon les données de l'OCDE en 2002, il est important de définir le rôle du secteur privé dans le développement.

²⁸³⁸ Plus de 1300 entreprises dans 56 Etats ont adhéré à l'idée de 'pacte mondial des entreprises' lancée par le Secrétaire général des Nations Unies lors du Forum économique mondial de Davos. En adhérant au Pacte les entreprises s'engagent à respecter des principes tirés de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, de la Déclaration de l'OIT, des principes de Rio sur l'environnement et le développement. Elles participent ainsi à la protection des droits de l'Homme notamment des salariés, à la protection des droits du travail notamment l'abolition effective du travail des enfants, la protection de l'environnement. C'est un engagement moral et un gentleman agreement dépourvu de tout contrôle hormis le boycott.

²⁸³⁹ <http://www.rse-et-ped.info/themes/06-education-omd-2/>

²⁸⁴⁰ Rapport européen sur le développement 2013 « Après 2015 – une action mondiale pour un avenir inclusif et durable », OPUE 2013, ibn 978-92-79-28774-9 (278p) – voir notamment p196s.

²⁸⁴¹ La résolution des ministres responsables des affaires culturelles, réunis au sein du Conseil du 13 novembre 1986 relative au mécénat des entreprises dans le domaine des affaires culturelles précise que « les entreprises concernées peuvent améliorer leur image et le cadre de vie de leur personnel ». La CE impulse depuis une politique de développement éthique de la part des entreprises en matière d'aide au développement ; voir JO n°C320 du 13 décembre 1986, p2 ; question écrite n°4129/96 de Johanna MAIJ WEGGEN à la Commission relative à la participation d'entreprises néerlandaises à l'œuvre de coopération au développement de l'UE, JO C186 du 18 juin 1997, p 199

²⁸⁴² Notamment Cisco Systems, Intel, Microsoft et AMD.

²⁸⁴³ Communiqué de presse sur la conférence de haut niveau organisée par L.M. GORDON BROWN, P. WOLFOWITZ « De nouveaux engagements en matière éducative dans les pays en développement sont annoncés lors d'une conférence de haut niveau », IP/07/619 Bruxelles le 2 mai 2007

système éducatif viable²⁸⁴⁴. L'UE doit favoriser l'interdépendance du service de l'éducation et du marché du travail dans le cadre de sa coopération au développement en renforçant la technique de pilotage en matière éducative²⁸⁴⁵ permettant d'ajuster l'offre éducative par rapport aux évolutions du marché de l'emploi, contrairement à la gestion planifiée qui repose sur la prise en charge par les pouvoirs publics de l'ajustement de l'offre éducative à la demande. Le pilotage permet donc d'améliorer l'offre en anticipant plus facilement les variations de la demande et garantit ainsi l'adaptation des systèmes d'éducation et de formation aux besoins des individus et du marché de l'emploi. Si l'UE est favorable au renforcement de l'influence des entreprises dans le cadre de la coopération au développement, elle doit également impulser un « comportement responsable » du secteur privé²⁸⁴⁶.

1189. L'UE doit ainsi œuvrer à une meilleure coordination internationale dans le contexte mondialisé caractérisé par l'interdépendance et le développement des réseaux²⁸⁴⁷, en contribuant à une meilleure complémentarité des bailleurs de fonds et à une harmonisation accrue des procédures. Elle doit également améliorer ses résultats en matière d'appropriation et d'alignement de l'aide éducative qu'elle alloue, notamment en tenant compte du rôle stratégique des acteurs de terrain. L'efficacité de l'aide de l'UE et sa mobilisation dépend cependant en premier lieu de l'engagement réel des pays partenaires dans la réalisation des OMD, reposant pour l'UE sur « l'intégration complète des objectifs de développement du millénaire (OMD) dans des plans et des documents de stratégie pour la réduction de la

²⁸⁴⁴ Par exemple le programme Asia Invest promeut la coopération entre entreprises asiatiques et européennes notamment en soutenant les centres européens de formations pour les entreprises (EBIC), et en favorisant l'établissement de programmes dans la formation commerciale telle que la China-Europe International Business School (CEIBS) à créée en 1994 à Shanghai en matière de formation en gestion et transfert de connaissances visant à améliorer les relations commerciales avec l'Union, le programme UE-Chine pour le développement de la formation professionnelle pour les cadres, le programme de bourses pour les étudiants suivant une formation de troisième cycle aux droits de l'Homme à l'Université de Hong Kong et à Macao et le programme Asia IT&C.

²⁸⁴⁵ Il repose sur une stratégie adaptée aux choix politiques. Trois niveaux d'intervention sont envisageables : répartition du pouvoir de décision, modification de la structure et des objectifs des cursus, adaptation des processus d'enseignement et d'apprentissage. - CEDEFOP 2^{ème} rapport sur la recherche en formation et enseignement professionnels en Europe « Objectif compétence : former et se former », p8

²⁸⁴⁶ « Le Conseil européen rappelant la mise en place d'instruments et d'enceintes de dialogue de l'UE avec les économies émergentes, se félicite du lancement par le G8 en juin 2007 du processus de Heiligendamm, qui établit une nouvelle forme de dialogue avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique notamment. Le Conseil européen est conscient de l'importance sans cesse croissante de ces pays et d'autres économies émergentes. Le processus de Heiligendamm devrait intensifier le dialogue politique et stimuler la coopération intellectuelle, les conditions d'investissement, y compris le comportement responsable des entreprises, l'efficacité énergétique et la coopération au développement » - Point 48 du titre IV Relations extérieures des conclusions du Conseil de la Présidence – Conseil européen de Bruxelles 21 et 22 juin 2007, 11177/1/07 REV1, CONCL2

²⁸⁴⁷ Résolution de la Commission sur la mondialisation et la société de l'information – la nécessité de renforcer la coordination internationale, COM (1998) 50 – C4-0153/98, JO C104 du 14 avril 1999, p128

pauvreté (DSRP) conçus par les pays bénéficiaires eux-mêmes »²⁸⁴⁸ et sur les progrès qu'ils accomplissent. C'est pourquoi, l'UE s'est également engagée dans un processus d'amélioration continue de son système d'évaluation des résultats éducatif...

Paragraphe 2/ La contribution de l'UE à l'évaluation des résultats éducatifs

1190. L'actualisation et la fiabilité des données éducatives sont indispensables pour fonder des décisions adaptées aux besoins et améliorer le suivi et la gestion des résultats de l'aide au développement²⁸⁴⁹. Etant donné que de nombreux pays en développement ne disposent pas des données nécessaires pour améliorer l'efficacité de leur stratégie éducative, il est urgent de renforcer leurs capacités statistiques, d'opérer un suivi externe et objectif des progrès réalisés et d'identifier les groupes confrontés à de graves problèmes de scolarisation afin que les donateurs puissent adapter l'aide aux besoins en révisant leur programmation, leur gestion et leur évaluation de l'aide. L'UE est dans ce contexte un acteur majeur de la coopération statistique internationale de par la méthodologie et les instruments qu'elle développe, notamment par le biais d'Eurostat contribuant au développement de la coopération statistique internationale, par la fourniture de conseils techniques prodigués par l'intermédiaire du service des relations extérieures et des délégations, particulièrement en ce qui concerne la détermination de mesures de performances et la formulation de politiques fondées sur des résultats.

1191. Basée sur l'échange de bonnes pratiques et sur la confiance, la promotion de la culture d'évaluation des résultats, instiguée au niveau international en matière de réalisation des OMD, est une action empreinte d'objectivité, dans le cadre de laquelle l'UE participe à l'amélioration et à l'application des indicateurs mondiaux d'évaluation des résultats (A). L'UE se soumet à l'évaluation de l'efficacité de son aide par ses pairs donateurs et pratique l'auto évaluation dans un processus d'amélioration continue de son action extérieure. Elle promeut également sa culture d'évaluation des résultats auprès de ses pays partenaires en participant au renforcement de leurs capacités statistiques, et en conditionnant l'allocation de son aide à l'atteinte de certains résultats. Dans ce second cas, l'approche de l'évaluation des résultats est plus subjective, basée sur la méritocratie et la performance (B). Le contexte de crise économique et la volonté ferme de l'UE de réaliser l'EPT d'ici à 2015 l'ont conduit en

²⁸⁴⁸ Déclaration de la Présidence de l'UE sur le financement du développement devant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, 60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005

²⁸⁴⁹ Voir notamment communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la pauvreté dans les pays en développement, COM(2002)116 du 6 mars 2002

effet à cibler davantage son aide éducative, d'une part, sur le plan géographique, en destinant son aide prioritairement aux pays faisant preuve d'un engagement réel et constant dans la réalisation de l'EPT et aux pays les plus fragilisés, d'autre part, sur le plan sectoriel en concentrant son aide dans un secteur privilégié de coopération, notamment le secteur éducatif, et parfois au niveau éducatif le plus rentable en termes de résultats, généralement le niveau d'éducation primaire.

A/ La participation objective de l'UE à la pratique mondiale d'évaluation des résultats éducatifs : un système basé sur la confiance et la détermination des bonnes pratiques

1192. L'évaluation des résultats éducatifs à laquelle procède l'UE s'inscrit dans la tendance internationale de renforcement de l'exigence de résultats, impulsée par l'engagement international en faveur de la réalisation des OMD. Consciente qu'« en introduisant le principe de la mesure des résultats et de leur comparaison entre pays au cœur même des politiques et des pratiques du développement, cet accord international fondamental a constitué une véritable innovation »²⁸⁵⁰, l'UE s'est imprégnée de cette culture mondiale de l'évaluation. La détermination d'objectifs concrets communs, à atteindre selon un échéancier déterminé, et dont la réalisation est soumise à une grille d'évaluation des résultats fondée sur des indicateurs communs, ont conféré incontestablement une consistance à la coopération internationale développée en matière de réalisation des OMD, apparaissant plus structurée et surtout plus crédible. Favorisant l'échange de bonnes pratiques et un dialogue permanent axé sur la performance, la coopération internationale en matière de développement permet un réel suivi des donateurs, afin de les inciter à améliorer l'efficacité de l'aide au développement qu'ils octroient, et des pays en développement devant faire preuve d'un engagement actif et contrôlé dans la réalisation des OMD. L'UE applique et promeut la pratique mondiale de l'évaluation dans le cadre de sa coopération au développement et s'engage fermement dans la diffusion de son expertise en matière d'évaluation. Reconnaissant que « des statistiques de haute qualité constituent la 'charpente' d'une société démocratique de tout pays du monde entier et donc a fortiori des pays en développement »²⁸⁵¹, elle contribue ainsi au renforcement des capacités statistiques des pays partenaires afin qu'ils puissent fournir des données éducatives fiables, en mettant à leur disposition son expérience et des outils statistiques types adaptables à chaque pays (1).

²⁸⁵⁰ Eurostat 'Guide de la statistique de la coopération au développement de la Commission européenne', version 2.0, 2012, issn 1977-0391, 476p – extrait p47

²⁸⁵¹ Ibid., extrait p3

1193. Face à la prolifération des indicateurs de suivi des performances, il s'avère également essentiel d'harmoniser le suivi des performances des pays en développement afin d'alléger les charges administratives pesant lourdement sur les systèmes des pays partenaires. La Commission européenne, la Banque mondiale et la Banque africaine ont dans cette perspective décidé de coordonner leurs travaux en vue d'harmoniser complètement la méthode et les indicateurs appliqués²⁸⁵². « L'UE s'est engagée à encourager une meilleure coordination et une meilleure complémentarité entre les donateurs en œuvrant à...des mécanismes communs de mise en œuvre, y compris des analyses communes, à la mise en place de missions conjointes de grande envergure financées par les donateurs et à l'utilisation de mécanismes de cofinancement »²⁸⁵³. Elle impulse ainsi l'harmonisation des procédures, la détermination de concepts communs²⁸⁵⁴ et favorise la comparabilité des indicateurs d'évaluation des progrès réalisés en matière éducative. S'accorder sur le plan conceptuel est en effet une nécessité pour garantir la cohérence de l'action internationale menée en matière d'aide au développement et plus particulièrement dans le domaine éducatif car l'absence de définitions communes et de critères d'évaluation communs annihile tout effort de complémentarité. Si chaque système éducatif a sa propre terminologie pour désigner les caractéristiques de son organisation et de son fonctionnement, la nécessité de comprendre et de comparer de manière fiable les différentes situations éducatives implique d'au moins résoudre les questions d'ordre terminologique, par la définition d'instruments de références et de repères suffisants à garantir la compréhension mutuelle entre les Etats. Dans cette optique, l'UNESCO, l'OCDE et l'UE par le biais du réseau Eurydice²⁸⁵⁵ et d'Eurostat, proposent des cadres et instruments de références favorisant la comparabilité des progrès réalisés dans le domaine éducatif. L'UE participe et applique ainsi un certain nombre d'indicateurs et critères de références élaborés au niveau international, tels que les indicateurs mondiaux relatifs à l'évaluation des progrès réalisés en matière d'EPT et d'OMD (2).

²⁸⁵² Ibid., extrait p103 - 'analyse des dix principaux indicateurs OMD' relative au problème concernant la méthodologie et la qualité des pays ECOWAS 2010

²⁸⁵³ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 31

²⁸⁵⁴ Afin de résoudre les questions d'ordre terminologiques, le réseau Eurydice a publié en 1999 le premier volume du 'Glossaire européen de l'éducation' relatif aux examens, qualifications et titres, qui permet de garantir une compréhension mutuelle entre les pays européens comme instrument de repères et de références. Le deuxième volume est consacré aux établissements d'enseignement à tous les niveaux.

²⁸⁵⁵ Eurydice existe depuis 1980 et fait partie du programme Socrates depuis 1985. Il est composé d'unités nationales et d'une unité européenne, qui collectent et vérifient les informations. www.eurydice.org - Eurydice a publié en 1999 le premier volume du Glossaire européen de l'éducation (examens, qualifications et titres), un 2^{ème} volume consacré aux établissements d'enseignement à tous les niveaux éducatifs – le seul point faible du glossaire vol 2 réside dans l'absence de référence à l'éducation non formelle.

1. L' 'imprégnation' par l'UE de la culture mondiale de l'évaluation

1194. Selon le Consensus européen, « l'UE et les pays en développement partagent la responsabilité et l'obligation de rendre compte de leurs efforts conjoints dans le cadre du partenariat »²⁸⁵⁶, ce qui signifie que l'UE accepte de soumettre sa politique de développement au contrôle de tiers. Sujet d'évaluation par ses pairs, l'UE est favorable à un renforcement du contrôle des donateurs concernant l'efficacité de leur aide au développement (a) et pratique l'auto-évaluation dans le cadre du processus qualité de son action extérieure (b). Elle offre également à ses pays partenaires son expertise et son assistance technique et financière afin d'améliorer leurs capacités statistiques d'évaluation des résultats obtenus dans la réalisation des OMD (c).

a) Un renforcement souhaité de l'évaluation des donateurs

1195. L'amélioration continue de l'aide au développement de l'UE repose sur l'évaluation indépendante de sa valeur ajoutée et de ses limites par des tiers. L'examen effectué par ses pairs, membres du CAD de l'OCDE²⁸⁵⁷, permet à l'UE de bénéficier d'une analyse technique de la performance de son action en matière de développement. Elle lui offre la possibilité de faire un bilan et d'identifier les axes d'amélioration de son action extérieure, notamment du processus d'évaluation mis en place dans le cadre de sa coopération au développement²⁸⁵⁸. Convaincue de l'intérêt d'un contrôle de la performance des donateurs pour renforcer l'efficacité de l'aide au développement, la Commission a suggéré lors de la Conférence de Monterrey l'établissement d'un tel contrôle afin de modifier positivement les mauvais comportements, par l'établissement d'une sanction politique des 'mauvais élèves' inscrits sur une liste noire²⁸⁵⁹, et d'impulser ainsi une harmonisation des dons. Les documents de travail du partenariat mondial pour l'éducation relatifs à l'efficacité de l'aide destinée au secteur éducatif par pays, les examens du CAD et les rapports mondiaux établis annuellement relatifs aux progrès réalisés vers l'EPT, représentent sans conteste des éléments clés pour permettre aux donateurs d'apprécier l'efficacité de leur aide et aux pays bénéficiaires d'estimer les progrès restant à accomplir. Les lignes directrices proposées par l'UE en vue d'un

²⁸⁵⁶ Le 'consensus européen', paragraphe 15

²⁸⁵⁷ Voir supra

²⁸⁵⁸ Communauté européenne (2007) Examen du CAD par les pairs – principales conclusions et recommandations www.oecd.org – partie « Recommandations – Thèmes particuliers » - Le CAD a estimé lors d'un examen de l'efficacité de l'action de la CE que « la fourniture aux instances de terrain d'orientations plus précises concernant les normes de performance faciliterait le dialogue, la gestion des attentes des pays bénéficiaires et une amélioration de la prévisibilité des versements ».

²⁸⁵⁹ Guidelines for the use of indicators in country performance assessment
www.ec.europa.eu/comm/development/body/theme/human_social/pol_education5_en

renforcement du contrôle des donateurs sont basées sur la mise en place d'indicateurs communs « peu nombreux, simples, pertinents, mesurables et accessibles »²⁸⁶⁰, et pourraient ainsi servir aisément de support à la mise en place d'un contrôle renforcé des bailleurs de fonds. Si une telle mesure incitative permettrait d'influer sur l'augmentation de l'APD, elle ne semble toutefois pas à l'ordre du jour, notamment en ce qui concerne les nouveaux donateurs, comme le démontre le forum de Busan²⁸⁶¹.

b) Une évaluation interne renforcée de la qualité et de l'efficacité de l'aide extérieure

1196. L'UE s'est engagée dans un processus d'amélioration continue de son aide extérieure, basé, d'une part, sur la mise en place de groupes d'appui à la qualité de l'Office Europeaid²⁸⁶², procédant à l'évaluation de la qualité de l'aide extérieure à partir de listes de contrôle établies sur la base des critères du CAD, d'autre part, sur la formalisation par la Commission d'une méthodologie d'évaluation de son aide extérieure « en donnant la priorité aux résultats et aux impacts et en vue de maintenir ses évaluations à un niveau de qualité correspondant aux bonnes pratiques internationalement reconnues en la matière »²⁸⁶³. Elaboré explicitement dans le respect des lignes directrices internationales d'évaluation de la qualité et de l'efficacité de l'aide, le processus d'amélioration continue de l'aide extérieure de l'UE consolide un contrôle interne de l'aide de l'UE, reconnu pour sa qualité, à savoir le contrôle effectué par la Cour des comptes européenne. Pilier de l'évaluation interne, ce contrôle de la

²⁸⁶⁰ Ibid., une dizaine d'indicateurs proposés

²⁸⁶¹ Voir supra

²⁸⁶² Composés en grande partie des membres du personnel d'Europeaid, « responsables des aspects géographiques de l'action, de sa qualité d'un point de vue thématique et de sa conformité avec les règles et pratiques contractuelles et financières », les groupes d'appui à la qualité de l'Office (oQSG) contribuent « à l'amélioration de la conception des mesures d'aide extérieure au stade de l'identification et de la formulation, en recourant à l'expertise interne ainsi qu'aux meilleures pratiques des mesures passées ou en cours. Les oQSG interviennent à deux stades du processus: à l'issue de l'étape d'identification, lorsque l'oQSG promeut la qualité en orientant les travaux préparatoires futurs ; au terme de l'étape de formulation, lorsque l'oQSG procède à l'évaluation de la qualité des documents principaux avant de prendre une décision relative au financement...Les responsables de la phase de programmation d'autres directions générales ou les membres des délégations de l'Union européenne auprès des pays partenaires peuvent participer aux réunions...Étant donné que les responsabilités de gestion ont été dévolues aux délégations présentes dans les pays bénéficiaires, les oQSG permettent également un échange efficace d'informations entre Bruxelles et les délégations sur la préparation des mesures planifiées. Il s'agit là d'un soutien précieux pour les délégations. Cette approche, qui repose sur les mêmes critères que les activités de suivi et les programmes d'évaluation, garantit une cohérence et une transparence tout au long du cycle du projet. » http://ec.europa.eu/europeaid/how/ensure-aid-effectiveness/quality-support-groups_fr.htm

²⁸⁶³ « Cette aide méthodologique a vocation à faciliter le passage à une pratique d'évaluation orientée vers les programmes et les stratégies. Elle est principalement destinée : aux gestionnaires des évaluations au siège de la Commission européenne et dans les délégations et aux équipes d'évaluation externes. » - Direction Générale des Relations Extérieures, Direction Générale du Développement, EuropeAid Office de Coopération - Unité Commune Évaluation « Méthodologie d'évaluation de l'aide extérieure de la Commission européenne - bases méthodologiques d'évaluation », volume 1, Luxembourg, OPOCE 2006, isbn 92-79-00682-7, http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/examples/guide1_fr.pdf

Cour permet une évaluation pertinente de l'efficacité de l'aide allouée par l'UE en matière de développement et représente un réel instrument de renforcement de la qualité en permettant d'identifier les axes d'amélioration.

1197. Le rapport spécial de la Cour des comptes réalisé en 2010 concernant l'aide au développement fournie par l'UE en matière d'éducation de base en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud est riche d'enseignements. Visant à déterminer si l'aide fournie par l'UE a permis d'améliorer efficacement l'accessibilité et la qualité de l'enseignement primaire dispensé, cet audit a permis de constater les nombreux progrès réalisés, même si seulement 45% des objectifs fixés dans les conventions de financements examinées ont été entièrement atteints. Constatant une diminution inquiétante de l'aide extérieure allouée à l'éducation de base au niveau mondial²⁸⁶⁴, la Cour a analysé par quels instruments de financements l'UE fournit l'aide en matière d'éducation²⁸⁶⁵ et reconnu la performance de l'UE en matière d'amélioration de l'efficacité de son aide, en remarquant que « la coopération et la coordination entre les délégations et les gouvernements partenaires et d'autres partenaires du développement dans le secteur de l'éducation, suite aux engagements pris au titre de la déclaration de Paris, ont été jugées globalement appropriées »²⁸⁶⁶. Elle reconnaît notamment la pertinence du choix de l'appui budgétaire sectoriel pour acheminer l'aide destinée au secteur éducatif, par rapport à l'appui budgétaire général qui limite « nettement la définition d'objectifs et d'indicateurs détaillés pour l'éducation de base »²⁸⁶⁷. La Cour évoque cependant deux axes majeurs d'amélioration de l'aide, d'une part, en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité des délégations de l'UE, d'autre part, concernant l'évaluation de la qualité des résultats éducatifs.

²⁸⁶⁴ Rapport de la Cour des comptes « L'aide au développement fournie par l'UE en matière d'éducation de base en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud », rapport spécial n°12/2010, 2011, (88p), isbn 978-92-9237-008-4, extrait p10 - « après que l'aide extérieure à l'éducation de base a considérablement augmenté entre 1999 et 2004, la tendance mondiale s'est inversée. Les engagements d'aide globaux en faveur de l'éducation de base avaient baissé de 25% en 2007 par rapport au niveau de 2004 », http://ec.europa.eu/europeaid/how/ensure-aid-effectiveness/quality-support-groups_fr.htm

²⁸⁶⁵ Ibid., extrait p9 - « L'aide au développement fournie par l'UE en matière d'éducation est principalement financée par l'instrument de financement de coopération au développement et le Fonds européen de développement. Le financement provenant de l'instrument de coopération au développement est également mis à la disposition d'acteurs non étatiques ou d'organisations de la société civile, dont certains sont actifs en tant que défenseurs d'intérêts ou fournisseurs de services dans le secteur de l'éducation. Les contributions de la Commission à l'initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) de l'EPT sont financées au titre du FED et de l'ICD. »

²⁸⁶⁶ Ibid., extrait p38

²⁸⁶⁷ Ibid., extrait p9

1198. Elle estime en premier lieu que « les connaissances nécessaires en matière d'éducation ne sont ni présentes de manière optimale dans les délégations ni développées, ce qui limite la capacité de la Commission à maintenir un dialogue au niveau du secteur de l'éducation »²⁸⁶⁸, constatant que « les compétences du personnel de la Commission en matière d'éducation ne sont ni correctement réparties ni correctement développées...Fin 2009, sur les 44 délégations dans le monde où l'éducation était un secteur de concentration, 16 - soit plus d'un tiers - n'avaient aucun agent affecté à l'éducation. Dans les sept pays ayant un contrat OMD (tous situés en Afrique subsaharienne), seulement trois personnes dans deux pays au total étaient chargées de l'éducation, tandis que deux délégations (en Tanzanie et au Rwanda) s'appuyaient sur l'expertise des Etats membres »²⁸⁶⁹. Cette analyse doit inciter la Commission à renforcer la spécialisation du personnel des délégations en matière d'éducation, puisqu'il s'agit d'un secteur prioritaire de coopération, ce qui lui permettra d'optimiser l'impact du soutien financier qu'elle accorde.

1199. De plus, malgré les efforts de la Commission en matière d'évaluation des résultats éducatifs, notamment par l'accent mis par les indicateurs utilisés sur les OMD, la Cour relève « peu d'éléments probants attestant que les interventions de l'UE ont conduit à des améliorations en ce qui concerne la qualité de l'éducation »²⁸⁷⁰. Elle préconise ainsi de porter un intérêt accru aux indicateurs de qualité de l'éducation, même si « les systèmes nationaux d'information de gestion en matière d'éducation sur lesquels s'appuie la Commission ne fournissent pas toujours en temps utiles des informations suffisantes et fiables »²⁸⁷¹. Ces conseils destinés à l'UE, s'adressent également à l'ensemble des donateurs, comme le démontre certaines dispositions du rapport soulevant qu'« il n'existe pas d'ensemble d'indicateurs établis au niveau international permettant de suivre les résultats en matière d'amélioration de la qualité »²⁸⁷². La Cour des comptes européenne contribue ainsi à la consolidation de l'évaluation de l'éducation à l'échelle internationale par son expertise et les propositions d'amélioration qu'elle préconise.

²⁸⁶⁸ Ibid., extrait p9

²⁸⁶⁹ Ibid., extrait p38

²⁸⁷⁰ Ibid., extrait p29

²⁸⁷¹ Ibid., extraits p9 et 37- « 59. Dans cinq cas sur huit la cour a constaté que les systèmes de statistiques dans le domaine de l'éducation des gouvernements partenaires fournissent régulièrement des données. Cependant s'agissant du Bangladesh, du Liberia et du Pakistan, les statistiques pâtissent de l'indisponibilité des données du fait des moyens limité des institutions chargées de leur collecte et de leur traitement. La Cour a également constaté que dans la majorité des pays audités, la Commission ne dispose pas toujours en temps utile de rapports suffisants et fiables des gouvernements pour contrôler les résultats dans le domaine de l'éducation. »

²⁸⁷² Ibid., extrait p28

c) Le soutien de l'UE à la mise en place de systèmes nationaux fiables d'évaluation : enseigner l'évaluation

1200. Conformément au principe d'appropriation, les pays bénéficiaires de l'aide au développement sont également être les évaluateurs les mieux placés pour apprécier les progrès réalisés en matière éducative et en ce qui concerne la rentabilité de l'aide allouée. Afin de soutenir les processus d'évaluation du développement, le CAD a notamment élaboré un guide de bonnes pratiques²⁸⁷³, sachant que l'UE est reconnue par ses pairs, membres du CAD, pour la qualité de son expertise et de son soutien au renforcement des systèmes statistiques des pays partenaires²⁸⁷⁴.

1201. Selon le guide statistique de la coopération au développement de la Commission européenne, élaboré par EUROSTAT, « l'objectif de toute intervention statistique de la Commission européenne est d'apporter un soutien au partenaire du développement afin qu'il puisse produire dans la durée des statistiques de bonne qualité permettant d'éclairer la prise de décision. Toutes les actions statistiques de la Commission dans toutes les régions de coopération et de développement visent un ou plusieurs des trois objectifs spécifiques suivants : améliorer la couverture et la qualité des informations statistiques (résultats) ; améliorer la capacité de la collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des informations statistiques (renforcement des capacités) ; améliorer l'utilisation des informations statistiques (utilisation) »²⁸⁷⁵. L'analyse statistique est ainsi guidée par des nécessités nationales et non par les critères des donateurs. L'UE reconnaît « qu'il n'existe pas d'outils standards ou d'indicateurs prédéfinis respectant les particularités et les priorités de chaque pays

²⁸⁷³ Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD « Normes de qualité pour l'évaluation du développement », réf 43 2010 06 2 E, www.oecdilibrary.org « Les normes de qualité pour l'évaluation du développement se veulent un guide de bonnes pratiques pour l'évaluation dans le domaine du développement. Elles ont pour but d'améliorer la qualité des processus d'évaluation du développement et des produits qui en découlent ainsi que de faciliter la collaboration. Fruit d'un consensus international, elles détaillent les éléments clés qui font la qualité de chacune des phases d'un processus type d'évaluation, à savoir la définition de la finalité de l'évaluation, la planification et la conception de cette dernière, sa mise en œuvre et la présentation de ses résultats, et enfin l'examen des leçons à tirer et l'utilisation de ces résultats. »

²⁸⁷⁴ Evaluation conjointe des opérations d'aides budgétaires au Mali 2003-2009 pour le compte de la Commission de l'UE, de la Belgique et du Canada comme exercice pilote du Comité d'aide au développement de l'OCDE – rapport final, volume III, annexes 10 et 11, septembre 2011 (consortium composé de ECO Consult, AGEF, APRI, Euronet, IRAM, NCG – chef de file : ECO Consul – personne de contact : D.BUSACKER (contrat n° EVA/geo-acp-2009/219757) – paragraphe 5 'le secteur de l'éducation' - point 1.4 « la présente évaluation qui se base sur des données secondaires, est limitée par l'accessibilité, la cohérence et la qualité des données disponibles. Plusieurs évaluations de la qualité des données statistiques au Mali ont pointé de nombreux problèmes en la matière, dues à la fois au système de collecte, d'agrégation et de contrôle des données. Pour faire face à ce problème, l'Union européenne a renforcé son appui au système statistique malien (niveau INSTAT et CPS) »

²⁸⁷⁵ Eurostat 'Guide de la statistique de la coopération au développement de la Commission européenne', version 2.0, 2012, issn 1977-0391, 476p – extrait paragraphe C7 'Comment la Commission soutient-elle la statistique ?', p152

partenaire »²⁸⁷⁶ et propose de ce fait à ses partenaires « une méthode articulée en trois étapes pour sélectionner les indicateurs sectoriels »²⁸⁷⁷ ainsi qu' « un cadre pratique pour la mesure des performances dans le contexte des politiques de coopération, notamment la définition de matrices d'indicateurs et la sélection d'indicateurs fondés sur les principaux objectifs des politiques et la pertinence des indicateurs pour les utilisateurs »²⁸⁷⁸. Répertoriant des « exemples pratiques et de commentaires sur les défis à relever lors de la définition et de la mise en œuvre des cadres de mesures de performance dans un contexte de coopération au développement, qui illustrent les principaux concepts et dimensions de la qualité des données statistiques »²⁸⁷⁹, le guide contribue à la promotion de la culture internationale de l'évaluation dans le respect de la diversité. Le système de profils de qualité développé par Eurostat pour les indicateurs de développement de l'UE offre ainsi un modèle d'évaluation systématique de la qualité des indicateurs, sachant que la principale caractéristique des indicateurs liés à une politique reste leur pertinence quant à la formulation et au suivi de cette politique²⁸⁸⁰.

1202. L'expérience acquise par l'UE en matière d'évaluation de la qualité de ses programmes éducatifs²⁸⁸¹ et de la compétitivité des systèmes d'enseignement supérieur européens représente également une réelle valeur ajoutée à partager dans le cadre de sa coopération internationale. Son expertise en matière d'assurance de la qualité de l'enseignement développée dans le cadre du système ENQA²⁸⁸² devrait être davantage valorisée comme le recommande le Conseil à l'occasion de ses conclusions du 20 mai 2014 sur l'assurance de la qualité à l'appui de l'éducation et de la formation en préconisant à la Commission et aux Etats membres de « continuer à promouvoir la coopération en matière d'assurance qualité au niveau international dans tous les secteurs, par une coopération avec les organisations internationales, un dialogue stratégique avec les principaux partenaires internationaux et des partenariats avec des établissements du monde entier »²⁸⁸³.

²⁸⁷⁶ Ibid., extrait p99

²⁸⁷⁷ Ibid., extrait p99

²⁸⁷⁸ Ibid., extrait p99

²⁸⁷⁹ Ibid., extrait p99

²⁸⁸⁰ Ibid., extrait p442

²⁸⁸¹ Voir notamment ECORYS « Etude sur le rapport coût-efficacité des programmes de dépenses pour l'éducation et la culture – rapport final à la direction Générale pour l'éducation et la culture de la Commission européenne », résumé, janvier 2013, ISBN 978-92-79-29868-4 (13p) ; rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'évaluation des finances de l'Union fondé sur les résultats obtenus, COM(2013)461 du 26 juin 2013 (concernant les programmes éducatifs p9), (24p)

²⁸⁸² <http://www.enqa.eu/>

²⁸⁸³ Conclusions du Conseil du 20 mai 2014 sur l'assurance de la qualité à l'appui de l'éducation et de la formation, JO C 183 du 14 juin 2014, p30-35 – citation paragraphe 9 (p33)

2. L'évaluation des progrès des pays partenaires en matière éducative par l'application d'indicateurs internationalement validés

1203. La mobilisation de l'aide au développement dépend de la tangibilité des progrès réalisés sur le terrain en matière d'OMD par les pays partenaires. Ils sont ainsi régulièrement évalués, sur le plan quantitatif et qualitatif, et les 'bons élèves' bénéficient d'aides supplémentaires. Bien qu'il soit délicat d'appliquer des critères d'évaluation standardisés à un domaine aussi particulier que l'éducation, une pléthore de documents internationaux de référence ont été mis en place fondés sur des indicateurs communs, des définitions communes et des modèles types répertoriant les meilleures pratiques, sachant qu'aucun document modèle n'est totalement transposable. Suite au Conseil européen du 24 et 25 mai 2007²⁸⁸⁴, le Conseil a fait part de la nécessité d'améliorer la qualité des données produites par le système statistique européen notamment pour les rendre comparables à l'échelle internationale. La comparabilité des statistiques et des indicateurs d'évaluation conditionne en effet la qualité et la cohérence des actions mises en œuvre par les différents bailleurs en matière éducative. Dans cette optique, il est indispensable de renforcer la coopération entre l'UE et les autres donateurs, notamment entre les organismes collectant les données et procédant à l'évaluation des progrès. C'est pourquoi, le système statistique européen (SSE) associe plusieurs sources de données en procédant à une collecte annuelle des données auprès de l'Institut Statistique de l'UNESCO (ISU)²⁸⁸⁵, de l'OCDE et d'EUROSTAT sur les systèmes d'éducation formelle dans les Etats membres (inscriptions, diplômes obtenus, personnel, financement de l'enseignement...) afin de promouvoir la comparabilité de ses données à l'échelle internationale. L'UE prend ainsi en considération, dans le cadre de l'élaboration de ses indicateurs et de ses évaluations, les instruments internationaux favorisant la comparabilité des données des systèmes statistiques (a) et adhère conformément à ses engagements à l'élaboration d'indicateurs communs en matière d'évaluation de l'EPT et des OMD, ainsi qu'à l'application d'autres indicateurs globaux relatifs à l'éducation, tels que l'Indicateur d'espérance de vie scolaire et l'Indice de développement humain (b).

1204. Ces indicateurs mondiaux permettent aux bailleurs de fonds d'effectuer des évaluations conjointes, en faisant appel à un organisme externe d'évaluation sur la demande des OI réunies, comme l'illustre l'évaluation du soutien externe fourni à l'éducation de base

²⁸⁸⁴ Doc. 5625/07 p3

²⁸⁸⁵ L'Institut de l'UNESCO pour des statistiques (ISU) a été établi en juillet 1999 et dispose d'une autonomie fonctionnelle. Accueilli par l'université de Montréal, elle recueille des statistiques et fournit une assistance technique aux Etats. <http://www.uis.unesco.org>

dans les pays en développement²⁸⁸⁶, effectuée en septembre 2003 par l'Association des universités et collèges du Canada et un consortium d'entreprises privées ayant de l'expérience en évaluation et en éducation de base, à la demande d'un groupe de treize organismes donateurs et de développement, dont la Commission européenne.

a) La participation de l'UE à la coopération relative au renforcement de la comparabilité internationale des indicateurs portant sur l'éducation

1205. EUROSTAT coopère étroitement avec l'UNESCO et l'OCDE afin d'élaborer des instruments favorisant la comparabilité des données en matière éducative. L'UE applique dans ce cadre les normes créées, telles que la classification internationale type de l'éducation reconnue par l'UNESCO, l'OCDE et EUROSTAT, les mesures définies dans le cadre du Forum mondial de l'OCDE relatif à la comparabilité des indicateurs relatifs à l'éducation, ainsi que les indicateurs mondiaux de l'éducation.

1206. Du fait de l'hétérogénéité des systèmes éducatifs dans le monde, au niveau de leur structure ou du contenu, la classification internationale type de l'éducation (CITE) sert à faciliter la comparaison des statistiques et des indicateurs éducatifs par pays. Datant de 1970, la dernière version révisée a été adoptée par l'UNESCO en novembre 2011²⁸⁸⁷. Elle est utilisée dans la collecte des données statistiques sur l'éducation menées conjointement par l'UNESCO, l'OCDE et EUROSTAT et permet d'élaborer des statistiques comparatives, notamment entre les 29 pays de l'OCDE, dans la mesure où la nouvelle classification constitue la base à partir de laquelle sont recueillies les données dont l'OCDE se sert pour composer des séries d'indicateurs de l'enseignement axés sur l'action des gouvernements. La classification met ainsi en concordance le contenu de l'enseignement des programmes des pays de l'OCDE en utilisant des critères de classification comme l'orientation du programme dans l'enseignement général et professionnel, la durée du programme et la délivrance des diplômes. La Classification internationale Type de l'éducation CITE 2011 fournit ainsi un cadre permettant d'améliorer la comparabilité internationale des indicateurs portant sur l'éducation, comme l'illustre le tableau ci-dessous²⁸⁸⁸.

²⁸⁸⁶ « Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat efficace en éducation de base » Etudes de documents – septembre 2003 – Ministère des affaires étrangères des Pays Bas, Association des universités et collèges du Canada, ISBN 90-5328-331-1, www.dac-evaluations-cad.org/dac

²⁸⁸⁷ Classification internationale Type de l'éducation CITE 2011 révisée à l'occasion de la 36^{ème} session Conférence générale de l'UNESCO, novembre 2011, réf. UIS/2012/INS/10, isbn 978-92-9189-131-3, (91p) www.uis.unesco.org/Education/Documents/isc-ed-2011-fr.pdf

²⁸⁸⁸ Tableau personnel élaboré sur la base des données de CITE 2011, op.cit.

Classification internationale Type de l'éducation CITE 2011	
CITE 0	Petite enfance - encourager le développement cognitif, physique, social et émotionnel précoces des jeunes enfants et à les préparer à un enseignement organisé en dehors du contexte familial
CITE 1	enseignement primaire - donner aux élèves, dont l'âge habituel ou légal d'admission est de 5 ans au minimum et de sept ans au maximum, un solide enseignement de base en lecture, mathématiques et connaissances élémentaires - la durée habituelle de la scolarité est de six ans
CITE 2	premier cycle de l'enseignement secondaire – dispenser des programmes dont la structure est orientée vers les matières enseignées par des enseignants plus spécialisés et plus nombreux qui se chargent d'une matière dans laquelle ils sont spécialisés.
CITE 3	deuxième cycle de l'enseignement secondaire - est plus spécialisé que le premier cycle du secondaire – l'âge d'admission est normalement de 15 ou 16 ans et les programmes exigent en principe des élèves l'accomplissement préalable d'environ 9 ans d'études
CITE 4	Post secondaire non supérieur - conçu pour regrouper les programmes qui d'un point de vue international se situent à la limite entre le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur
CITE 5	Enseignement supérieur cycle court - enseigner aux participants des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles. Habituellement, ils sont fondés sur la pratique, professionnellement spécifiques et ils préparent les étudiants à entrer sur le marché du travail. Toutefois, ces programmes peuvent aussi représenter une passerelle vers d'autres programmes de l'enseignement supérieur. Sont également classés au niveau 5 de la CITE les programmes académiques de l'enseignement supérieur dont le niveau se situe en dessous des programmes de niveau licence ou équivalent.
CITE 6	Licence ou équivalent - enseigner aux participants des connaissances, aptitudes et compétences académiques et/ou professionnelles intermédiaires conduisant à un premier diplôme ou une certification équivalente
CITE 7	Master ou équivalent - enseigner aux participants des connaissances, aptitudes et compétences académiques et/ou professionnelles conduisant à un deuxième diplôme ou une certification équivalente. Les programmes de ce niveau peuvent avoir une composante importante de recherche mais ils ne conduisent pas encore à l'obtention d'une certification de doctorat. Les programmes de ce niveau se fondent généralement sur la théorie mais ils peuvent inclure un cursus pratique ; ils se fondent également sur des travaux de recherche de pointe et/ou les meilleures pratiques professionnelles. Ils sont traditionnellement dispensés dans des universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur.
CITE 8	Doctorat ou équivalent - destinés à l'obtention d'une certification de chercheur hautement qualifié. Les programmes de ce niveau de la CITE sont donc consacrés à des études approfondies et à des travaux de recherche originaux et sont dispensés presque exclusivement par des établissements d'enseignement supérieur orientés vers la recherche, comme des universités par exemple. Les programmes de doctorat existent aussi bien dans des domaines académiques que professionnels.

1207. L'UE participe également activement aux Forum mondiaux de l'OCDE « Statistiques, connaissances et politiques »²⁸⁸⁹. Reconnue comme le leader mondial du développement d'indicateurs pour la prise de décision, l'OCDE a mis en place ce Forum mondial sur les indicateurs clés pour la première fois à Palerme du 10 au 13 novembre 2004, afin d'impulser une coordination mondiale d'étude du développement et de l'impact des systèmes d'indicateurs spécialisés et détaillés. Ce forum a notamment associé une séance plénière sur la dimension internationale de la mise au point des principaux indicateurs établis par l'UE, l'ONU et l'OCDE afin d'impulser la comparabilité des indicateurs existants. Il a également contribué à la définition de concepts communs, concernant 'la mesure des progrès des sociétés' lors du deuxième Forum mondial de l'OCDE qui s'est tenu du 27 au 30 juin 2007 à Istanbul. L'OCDE en coopération avec l'Organisation de la Conférence islamique, la Commission européenne, l'ONU et la BM, ont en effet trouvé à cette occasion un consensus concernant une vision élargie du progrès qui prendrait en compte les préoccupations sociales, environnementales et économiques plutôt que la seule prise en compte des indicateurs

²⁸⁸⁹ www.oecd.org/dataoecd/20/51/38066371.pdf

économiques tel que le PIB. Cette évolution est favorable à l'intégration d'un indicateur prenant en compte l'éducation dans les questions économiques et s'inscrit dans la tendance actuelle d'approche intersectorielle de l'évaluation du développement, comme l'illustrent également les apports du troisième forum « Statistiques, connaissances et politiques » de Busan, des 27 au 30 octobre 2009 qui s'est concentré sur les mesures 'des progrès des sociétés' et du quatrième forum des 16-19 octobre 2012 de New Delhi ayant permis d'établir une approche commune conceptuelle de la mesure du 'bien être' dans les politiques de développement. L'OCDE propose également un document concernant spécifiquement les indicateurs en matière d'éducation, intitulé « Regards sur l'éducation »²⁸⁹⁰ qui permet aux pays d'évaluer la performance de leurs systèmes d'enseignement à la lumière de celles des autres pays. Il promeut la comparabilité des indicateurs et propose un ensemble d'indicateurs actualisés et comparables sur les résultats des systèmes éducatifs, relatifs à la participation aux activités éducatives, aux dépenses, au fonctionnement et aux résultats²⁸⁹¹.

1208. L'UE applique de surcroît les indicateurs mondiaux établis dans le secteur éducatif et adhère aux programmes internationaux visant à renforcer la comparabilité des indicateurs, tel que le 'programme sur les indicateurs de l'éducation dans le Monde' (IEM ou WEI), mis en place en 1997 par l'OCDE et l'UNESCO, ayant pour fonction de développer de nombreux indicateurs d'éducation « pour mesurer de façon comparative, opportune et efficace l'état actuel de l'éducation dans le monde »²⁸⁹². Il convient de citer également l'élaboration d'indicateurs spécifiques relatifs à l'enseignement supérieur dans le cadre du projet de l'UNESCO-CEPES sur « les indicateurs stratégiques pour l'évaluation de l'enseignement

²⁸⁹⁰ 'Regards sur l'éducation 2012 – indicateurs de l'OCDE' version PDF téléchargeable sur le site http://www.oecd.org/fr/edu/EAG2012_e-book_FR_200912.pdf

²⁸⁹¹ Il comprend plus précisément les résultats du cycle d'enquête 2003 PISA (programme international de l'OCDE pour le suivi de l'acquis des élèves), des données sur la répartition des revenus du travail selon le niveau de formation, ainsi qu'une première analyse des effets non économiques de l'éducation, une analyse comparative de la participation de la population active à des activités de formation continue, une analyse du temps que les élèves passent à apprendre en dehors de l'école, une comparaison des résultats des écoles publiques et privées, des données sur les politiques et pratiques employées dans l'enseignement secondaire pour établir une différenciation entre les élèves et leur impact sur les résultats.

²⁸⁹² OCDE/UNESCO 'Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le Monde' (IEM ou WEI) - Ce programme regroupe des coordinateurs nationaux issus de 19 pays à l'économie émergente comprenant plus de 70% de la population mondiale, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Égypte, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, la Jordanie, la Malaisie, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay et le Zimbabwe. L'organisation et l'administration du projet sont financées par la Banque mondiale et les pays participants ayant fourni leurs propres ressources pour la compilation et la présentation des données. Dans ce cadre sont développés des projets visant à améliorer la comparabilité et étendre le champ des indicateurs de l'éducation.
http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=34356&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

supérieur au vingtième et unième siècle »²⁸⁹³, notamment du modèle CIPOQ²⁸⁹⁴ élaboré par le professeur Dirk VAN DAMNE, transposable à toute évaluation spécifique en la matière. Certaines ONG participent également à l'amélioration de la comparabilité des données en matière éducative, telles que l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA)²⁸⁹⁵, favorisant l'élaboration de mesures comparables de la réussite des projets éducatifs dans les pays industrialisés et dans les PED.

1209. Si la comparabilité des données est indispensable, ce n'est cependant qu'une étape intermédiaire dans la détermination d'indicateurs communs permettant des évaluations conjointes, si possible par des organismes externes garantissant la transparence et l'objectivité de l'analyse...

b) L'adhésion de l'UE à une grille internationale d'indicateurs communs en matière d'évaluation des résultats éducatifs dans le cadre de l'EPT et de l'OMD 'éducation primaire pour tous'

1210. Que ce soit pour mesurer les progrès de l'EPT ou des OMD, les décideurs ont besoins d'indicateurs communs, fiables permettant d'évaluer quantitativement et qualitativement les réformes éducatives entreprises et les résultats scolaires obtenus, afin de diffuser des données internationales à jour et de haute qualité sur les systèmes éducatifs favorisant l'établissement de bonnes pratiques. Des indicateurs communs d'évaluation de l'EPT ont ainsi été élaborés progressivement lors de la Conférence de Jomtien, de la Conférence de Dakar, puis dans le cadre de l'IMOA (actuel partenariat mondial pour l'éducation).

1211. L'UE a participé à l'élaboration de ces indicateurs communs et y adhère. Leur analyse permet de constater la complexité de l'évaluation à laquelle procèdent les bailleurs de fonds en matière éducative, que ce soit dans le cadre du suivi EPT ou du suivi OMS, et ses limites justifiant une constante révision et l'adaptation de ces critères.

1212. Le tableau²⁸⁹⁶ ci-dessous synthétise l'ensemble des indicateurs relatifs à l'éducation dans le cadre de l'EPT et des OMD.

²⁸⁹³ Bucarest 3 au 6 avril 2003

²⁸⁹⁴ Context, Inputs, Process, Outputs, Quality management

²⁸⁹⁵ http://erc.unesco.org/ong/fr/Directory/ONG_Desc.asp?mode=pp&code=794

²⁸⁹⁶ Tableau personnel

Indicateurs relatifs à la réalisation des objectifs mondiaux éducatifs		
Indicateurs élaborés à Jomtien		
Détermination de 5 concepts		Analyse de la situation économique et démographique du pays
		Capacité du pays à assurer le fonctionnement et l'accès aux services sociaux de base tel que l'éducation
		Dépenses effectuées en faveur de l'éducation
		Efforts en matière d'accès au service d'éducation, de qualité et de fréquentation scolaire
		Impact social des activités d'éducation mesuré par des indicateurs de l'alphabétisme, la santé, l'égalité de revenu
6 objectifs		Expansion des activités de protection et d'éveil de la petite enfance
		Universalisation de l'enseignement primaire et son achèvement pour tous
		Amélioration des résultats de l'apprentissage, de sorte qu'un pourcentage convenu d'une classe d'âge déterminé atteigne ou dépasse un certain niveau d'acquisitions jugé nécessaire
		Réduction du taux d'analphabétisme des adultes
		Expansion de l'éducation de base et des formations à d'autres compétences essentielles destinées aux jeunes et aux adultes
		Acquisition accrue par les individus et les familles des connaissances, compétences et valeurs nécessaires à une vie meilleure et à un développement rationnel et durable
Indicateurs élaborés à Dakar d'évaluation de l'EPT		
6 objectifs		Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés
		Faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme
		Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante
		Améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes et notamment des femmes d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitables aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente
		Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite
		Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante
18 indicateurs	Education et éveil de la petite enfance	Indicateur 1 - taux brut d'inscription aux programmes d'éveil de la petite enfance, dans les secteurs public et privé et communautaire, exprimé en pourcentage du groupe d'âge officiel concerné, s'il en existe un, ou sinon du groupe d'âge de 3 à 5 ans
		Indicateur 2 – pourcentage des nouveaux élèves de 1 ^{ère} année de l'enseignement primaire ayant suivi un type quelconque de programme organisé d'éveil de la petite enfance
	Accès à l'éducation	Indicateur 3 - taux brut d'admission (TBA) de nouveaux élèves de 1 ^{ère} année de l'enseignement primaire en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'admission
		Indicateur 4 - taux net d'admission (TNA) de nouveaux élèves de 1 ^{ère} année de l'enseignement primaire ayant l'âge officiel d'admission en % de la population correspondante
	Estimation de l'effectif réel d'élèves	Indicateur 5 - taux brut de scolarisation (TBS)
		Indicateur 6 - taux net de scolarisation (TNS)
	Ressources financières consacrées à l'éducation	Indicateur 7a - dépenses publiques ordinaires pour l'enseignement primaire en pourcentage du PNB
		Indicateur 7b - dépenses publiques ordinaires pour l'enseignement primaire par élève, en pourcentage du PNB par habitant
	Investissement dans les ressources humaines	Indicateur 8 - dépenses publiques pour l'enseignement primaire en pourcentage du total des dépenses publiques d'éducation
		Indicateur 9 – pourcentage des enseignants du primaire ayant les qualifications académiques requises
	Qualité de l'éducation	Indicateur 10 – pourcentage des enseignants du primaire certifiés (ou formés) pour enseigner selon les normes nationales)
		Indicateur 11- nombre d'élèves par maître
	Efficacité du système éducatif	Indicateur 12 - taux de redoublement
		Indicateur 13 - taux de survie au grade 5
Acquis scolaires		Indicateur 14 - coefficient d'efficacité c'est-à-dire nombre idéal d'années - élèves nécessaires pour que les élèves d'une cohorte achèvent le cycle primaire, exprimé en pourcentage du nombre d'années - élèves effectivement utilisées par ces élèves
		Indicateur 15 - pourcentage d'élèves ayant atteint au moins la 4 ^{ème} année de la scolarité primaire qui maîtrisent un ensemble de compétences de base défini à l'échelon national

	Alphabétisme	Indicateur 16 - taux d'alphabétisme des jeunes âgés de 15 à 24 ans
		Indicateur 17 - taux d'alphabétisme des adultes en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus alphabétisée
		Indicateur 18 - indice de parité entre sexes en alphabétisme
Indicateurs élaborés dans le cadre de l'IMOA		
Critères de viabilité des résultats atteints	dépenses publiques consacrées à l'éducation : 20% du budget	
	dépenses consacrées à l'enseignement primaire : 50% du budget de l'éducation	
	salaire des enseignants 3,5 fois le PIB par habitant	
	ratio élèves/maîtres environ 40/1	
	dépenses hors salaires enseignants : 33% des dépenses courantes	
	taux moyen de redoublement : -10% ou moins	
	nombre annuel d'heures d'instruction : 850 ou plus	
Indicateur de Développement de l'EPT		
composite d'indicateurs sur l'enseignement primaire universel, la parité, la qualité, et l'alphabétisation		
Enseignement primaire universel (EPU)	Indicateur 1 - taux net de scolarisation dans le primaire (TNS) représentant le pourcentage d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont scolarisés dans le primaire ou le secondaire	
Alphabétisation des adultes	Indicateur 2 - taux d'alphabétisme des adultes	
Qualité de l'éducation	Indicateur 3 – évaluation des résultats d'apprentissage des élèves tel que le taux de suivi en 5 ^{ème} année de primaire est considéré par de nombreux pays comme le plus adapté pour représenter la qualité de l'éducation	
Parité entre les sexes	Indicateur 4 relatif au genre (IEG) - indice de parité entre les sexes (IPS) pour les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire	
Indicateurs du Millénaire relatif à l'éducation		
OMD 2 « Assurer l'éducation primaire pour tous »	Cible 3	'd'ici à 2015 donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires'
	Indicateurs	Taux net de scolarisation dans le primaire (ISU)
		Proportion d'élèves commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième année (ISU)
		Taux d'alphabétisation des 15-24 ans (ISU)
OMD3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes »	Cible 4	'éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire avant 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard'
	Indicateurs	Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire, supérieur respectivement (ISU)
		Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport à celui des hommes (ISU)
		Pourcentage de salariés dans le secteur non agricole qui sont des femmes (OIT)
		Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national (UPI))
OMD 6 « combattre le VIH, le paludisme et d'autres maladies »	Indicateur 19b « population âgée de 15-24 ans ayant une bonne connaissance générale du VIH » établi par l'OMS et l'UNICEF	
OMD 8 « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement »	Indicateur 34 « proportion du montant total de l'APD bilatérale des pays donateurs membres du CAD/OCDE allouée par secteur aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé, nutrition, eau salubre et assainissement) de l'OCDE.	

1213. Lors du Sommet de Jomtien, les participants ont pris conscience de l'importance d'évaluer les programmes d'éducation quant à leur pertinence, leur qualité, leur efficacité et leur équité, en développant la comparabilité internationale des résultats de l'apprentissage. Ils ont considéré comme approprié de « regrouper les données nationales relatives à l'éducation fondamentale autour de cinq concepts »²⁸⁹⁷ et de six objectifs principaux pour l'éducation de base. L'UNESCO est chargée de la coordination des efforts au plan mondial en vue de

²⁸⁹⁷ « Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90 » Document de référence - Conférence mondiale sur l'éducation pour tous 5-9 mars 1990 Jomtien Thaïlande publié par la Commission inter institutions (Banque mondiale, PNUD, Unesco, Unicef) de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (WCEFA), Maison de l'UNICEF New York, Paris, novembre 1990 (174p) p46

réaliser l'EPT, tel que défini en 1990, et l'ISU est responsable de la collecte et de la dissémination des données et indicateurs clés utilisés dans le bilan EPT. En sa qualité d'observatoire, elle consulte les producteurs et utilisateurs de données, intègre les données dans des enquêtes statistiques régulières, aide les pays à améliorer leurs capacités de collecte et d'analyse des données, publie des rapports et crée un cadre d'indicateurs appropriés pour examiner les progrès accomplis en faveur de l'EPT. Dix-huit indicateurs fondamentaux ont ainsi été déterminés en 2000 pour faire le bilan des avancées réalisées dans l'EPT par 180 pays, visant à repérer les points faibles faisant obstacle à la réalisation de l'éducation primaire universelle d'ici à 2015.

1214. A l'issue du Forum mondial sur l'éducation de Dakar, du 26 au 28 avril 2000, les participants ont déterminé six objectifs à atteindre et sont convenus de l'importance du suivi régulier des progrès de l'EPT ayant abouti à la mise en place d'un mécanisme spécifique, à savoir l'Observatoire de l'EPT, établi à Montréal depuis 2001, créé au sein de l'ISU, afin de suivre et de rendre compte des progrès réalisés en matière d'éducation au niveau national, régional et mondial. Le pôle de Dakar apporte également son expertise en matière de développement de nouveaux outils méthodologiques²⁸⁹⁸. C'est pourquoi une réunion d'un groupe d'experts s'est tenue à l'UNESCO dès les 25 et 26 juin 2001 à Paris, afin de passer en revue les dix-huit indicateurs existants et d'établir de nouveaux « indicateurs de l'Education pour tous »²⁸⁹⁹ en déterminant de nouvelles stratégies pour améliorer les indicateurs de l'éducation en terme de qualité et disponibilités des données. Il est regrettable qu'aucun expert n'ait apparemment représenté l'UE à cette occasion. Le groupe d'expert a constaté, concernant l'éducation et l'éveil de la petite enfance, que les deux indicateurs liés²⁹⁰⁰ ne permettent pas de mettre en exergue la diversité des organes pré primaire et qu'il est de

²⁸⁹⁸ La création en 2001 par la France, suite au Forum de Dakar d'un centre de ressources et d'expertise auprès de l'UNESCO à Dakar – le pôle de Dakar est constitué d'une équipe internationale rassemblant experts africains et internationaux dont 5 assistants techniques français – il procède en partenariat avec les différents pays et les différents partenaires techniques et financiers de l'éducation à des diagnostics sectoriels pays par pays, à l'élaboration de politiques et au suivi des programmes sectoriels, au renforcement des capacités nationales en matière de pilotage et de gestion, à la production d'analyses et de synthèses notamment au plan régional, au développement d'outils méthodologiques – intervenu depuis 2002 dans 18 des 52 pays africains, il participe à l'accès d'un grand nombre de ces pays aux financements internationaux dans le secteur de l'éducation – il est responsable à l'UNESCO des rapports de suivi de l'EPT concernant le continent africain. www.poledakar.org

²⁸⁹⁹ http://www.uis.unesco.org/TEMPLATE/pdf/efa/EFA_report_FR.pdf ; Définitions et formules mathématiques utilisées pour le calcul des indicateurs individuels dans les « directives techniques » préparées pour le bilan de l'EPT – www.unesscobkk.org/infores/efa2000/tech2.htm

²⁹⁰⁰ Indicateur 1 - taux brut d'inscription aux programmes d'éveil de la petite enfance, dans les secteurs public et privé et communautaire, exprimé en pourcentage du groupe d'âge officiel concerné, s'il en existe un, ou sinon du groupe d'âge de 3 à 5 ans / Indicateur 2 – pourcentage des nouveaux élèves de 1^{ère} année de l'enseignement primaire ayant suivi un type quelconque de programme organisé d'éveil de la petite enfance

surcroît difficile dans le cadre du deuxième indicateur de calculer le taux de réponse, qui est l'un des plus faibles de tous notamment en Afrique du Sud et de l'Est ainsi que dans les Caraïbes.

1215. Il serait également nécessaire à notre sens d'élaborer un indicateur relatif à l'investissement public et privé dans l'établissement de structures d'accueil concernant la petite enfance et aux conditions d'accès qui serait plus révélateur de la réalité du terrain. Concernant l'accès à l'éducation, les deux indicateurs liés²⁹⁰¹ au deuxième objectif de Dakar sont jugés pertinents par le Groupe d'experts même s'ils estiment qu'il y a parfois surestimations des effectifs pour obtenir des fonds supplémentaires. Le développement des sous indicateurs prenant en compte dans les taux d'admissions les disparités géographiques, entre milieu rural et urbain et l'égalité des genres serait une solution. Concernant la scolarisation, les deux indicateurs d'évaluation de l'EPT²⁹⁰² sont les plus fréquemment utilisés en matière de lutte contre la pauvreté. Malgré leur utilité, leur fiabilité est relative dans la mesure où le nombre d'inscrits scolarisés peut différer de l'effectif réellement présent, du fait de la surestimation des effectifs et des difficultés d'enquêter dans toutes les écoles. Le Groupe d'experts propose de nouveaux indicateurs tels que le taux de fréquentation scolaire et la ventilation des taux de scolarisation par zones rurale et urbaine et par groupes cibles spécifiques. Concernant les ressources financières octroyées à l'éducation, les deux indicateurs²⁹⁰³ doivent être examinés en liaison avec le taux de scolarisation. Le Groupe suggère d'autres indicateurs révélateurs de la qualité de l'éducation, tels que les dépenses des ménages pour l'éducation et les salaires des enseignants selon les qualifications et l'expérience. Les deux indicateurs relatifs aux ressources humaines²⁹⁰⁴ sont, quant à eux, jugés relativement pertinents mais devraient prendre en considération la proportion des femmes parmi les enseignants. Concernant la qualité de l'éducation, l'indicateur 11 se limite à évaluer le nombre d'élèves par enseignants, et il serait à notre sens indispensable d'ajouter d'autres indicateurs concernant les conditions d'enseignement relatif aux infrastructures

²⁹⁰¹ Indicateur 3 - taux brut d'admission (TBA) de nouveaux élèves de 1^{ère} année de l'enseignement primaire en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'admission / Indicateur 4 - taux net d'admission (TNA) de nouveaux élèves de 1^{ère} année de l'enseignement primaire ayant l'âge officiel d'admission en pourcentage de la population correspondante

²⁹⁰² Indicateur 5 - taux brut de scolarisation (TBS) / Indicateur 6 - taux net de scolarisation (TNS)

²⁹⁰³ Indicateur 7a - dépenses publiques ordinaires pour l'enseignement primaire en pourcentage du PNB) / indicateur 7b - dépenses publiques ordinaires pour l'enseignement primaire par élève, en pourcentage du PNB par habitant / indicateur 8 - dépenses publiques pour l'enseignement primaire en pourcentage du total des dépenses publiques d'éducation

²⁹⁰⁴ Indicateur 9 - pourcentage des enseignants du primaire ayant les qualifications académiques requises / Indicateur 10 - pourcentage des enseignants du primaire certifiés (ou formés) pour enseigner selon les normes nationales

d'accueil, à la disponibilité des manuels et matériels pédagogiques. Concernant l'efficacité des réformes éducatives liées à la réalisation de l'EPT, trois indicateurs ont été élaborés²⁹⁰⁵ et jugés pertinents. L'acquis scolaire relève d'un indicateur spécifique²⁹⁰⁶ estimé par le Groupe trop complexe. Il est donc nécessaire de simplifier l'évaluation liée à l'achèvement du premier cycle scolaire. L'alphabétisme fait l'objet d'une évaluation spécifique basée sur trois indicateurs²⁹⁰⁷. Prenant en considération l'égalité homme-femme, il serait pertinent qu'il distingue également le milieu urbain et rural.

1216. Malgré leurs limites, les dix-huit indicateurs existants ont pour intérêt d'être utilisés au niveau international par tous acteurs du développement pour évaluer les progrès réalisés dans l'EPT. Servant de point de départ, ils seront progressivement modifiés de manière pertinente, et complétés par de nouveaux indicateurs sur des sujets définis en collaboration avec les autres agences internationales afin d'éviter toute duplication notamment concernant les résultats de l'apprentissage, la contribution du secteur privé, la jeunesse déscolarisée, le VIH et l'abandon scolaire. L'amélioration continue implique également de simplifier l'utilisation de ces indicateurs, par exemple par la mise en place d'indicateur composite tel que l'indice du développement de l'éducation pour tous (IDE). L'IDE élaboré dans le cadre de l'EPT est « un indice composite qui offre un cliché instantané des progrès d'ensemble des systèmes éducatifs nationaux en direction de l'Éducation pour tous »²⁹⁰⁸. Basé sur un composite d'indicateurs, il a pour avantage de considérer les quatre objectifs d'égale importance et d'indiquer les progrès effectués vers l'EPT dans son ensemble ce qui favorise la cohérence, et pour limite de ne se concentrer que sur les quatre objectifs les plus faciles à quantifier à savoir, l'enseignement primaire universel (EPU) mesuré au moyen du taux net de scolarisation ajusté dans le primaire, l'alphabétisation des adultes mesuré à l'aide du taux d'alphabétisme des personnes âgées de 15 ans et plus, la parité entre les sexes mesurée par l'indice de l'EPT relatif au genre (IEG), qui est la moyenne des indices de parité entre les sexes (IPS) des taux bruts de

²⁹⁰⁵ Indicateur 12 - taux de redoublement / Indicateur 13 - taux de survie au grade 5 / Indicateur 14 - coefficient d'efficacité : nombre idéal d'années-élèves nécessaires pour que les élèves d'une cohorte achèvent le cycle primaire, exprimé en pourcentage du nombre d'années-élèves effectivement utilisées par ces élèves

²⁹⁰⁶ Indicateur 15 - pourcentage des élèves ayant atteint au moins la 4^{ème} année de la scolarité primaire qui maîtrisent un ensemble de compétences de base défini à l'échelon national

²⁹⁰⁷ Indicateur 16 - taux d'alphabétisme des jeunes âgés de 15 à 24 ans / Indicateur 17 - taux d'alphabétisme des adultes en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus alphabétisée / Indicateur 18 - indice de parité entre sexes en alphabétisme

²⁹⁰⁸ Rapport mondial de suivi de l'EPT 2012 - L'IDE met les objectifs sur un pied d'égalité. Pour un pays donné la valeur de l'IDE est la moyenne arithmétique des valeurs observées pour chacun des éléments constitutifs, ceux-ci étant exprimés en pourcentage, sachant que la valeur de l'IDE peut varier de 0 à 100% ou sous forme de rapport de 0 à 1. Ainsi plus la valeur de l'IDE est élevée plus la réalisation d'ensemble de l'EPT est avancée. <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2012-report-annex-fr.pdf>

scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire et du taux d'alphabétisme des adultes et la qualité de l'éducation mesurée au moyen du taux de survie en cinquième année du primaire du fait de l'absence d'indicateurs de qualité comparables, notamment pour les résultats de l'apprentissage. L'élaboration en 2012 d'un indice relatif à l'éducation et à la protection de la petite enfance (EPPE) permet d'élargir l'IDE à cinq objectifs et répond aux recommandations du rapport mondial du suivi sur l'EPT de 2007²⁹⁰⁹ ayant développé d'éducation et la protection de la petite enfance. Le dernier objectif non inclus dans l'IDE à ce jour, à savoir 'répondre aux besoins éducatifs des jeunes et des adultes' est en l'état actuel écarté du fait de la difficulté à le mesurer et en suivre les progrès.

1217. Totalement adapté à notre sens à l'évaluation progressive des résultats éducatifs en matière de développement, l'IDE permet d'obtenir un aperçu global des progrès réalisés, et d'intensifier graduellement les exigences de résultats par son élargissement à de nouveaux indicateurs d'amélioration de la qualité. Son efficacité dépend également d'une remise en cause régulière des éléments d'évaluation qu'il contient pouvant présenter des failles. Par exemple l'évaluation de la performance en matière d'enseignement primaire universel repose uniquement sur le taux net de scolarisation dans le primaire (TNS)²⁹¹⁰ alors qu'aucun consensus n'a été atteint sur la définition de l'achèvement de l'éducation primaire. Il serait urgent de s'entendre sur des concepts communs pour garantir la cohérence et une évaluation crédible des résultats. En ce qui concerne l'alphabétisation des adultes, le taux d'alphabétisme des adultes est utilisé dans l'IDE comme mesure d'approximation des progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif. Le problème réside dans le fait que dans la plupart des pays les données actuelles relatives à l'alphabétisme sont obtenues par des méthodes d'auto évaluation²⁹¹¹ ou de déclaration par un tiers, utilisées pour les recensements ou les enquêtes sur les ménages. Dans d'autres cas, elles reposent sur une approximation fournie par le niveau d'éducation. Aucune de ces méthodes ne reposent donc sur des tests et toutes deux sont sujettes à des déséquilibres. On assiste généralement à une surestimation de l'alphabétisme. C'est pourquoi de nouvelles méthodes sont en cours d'élaboration fondées sur des tests et sur une définition de l'alphabétisme conçu comme un continuum de compétences. Concernant la qualité de l'éducation, faute de données comparables pour un grand nombre de pays il est

²⁹⁰⁹ « Un bon départ pour la protection et l'éducation de la petite enfance » 2007 www.efareport.unesco.org

²⁹¹⁰ Le taux représente le pourcentage d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui sont scolarisés dans le primaire ou le secondaire.

²⁹¹¹ Tableau sur les métadonnées pour les statistiques nationales relatives à l'alphabétisme – dans annexe du rapport mondial sur le suivi de l'EPT « Un bon départ pour la protection et l'éducation de la petite enfance » 2007 www.efareport.unesco.org p236

impossible de les utiliser dans le cadre de l'IDE. Pour le moment les mesures des résultats d'apprentissage des élèves sont utilisées comme mesure approximative de la qualité de l'éducation. Quant au taux de suivi en 5^{ème} année de primaire, il est considéré par de nombreux pays comme le plus adapté pour représenter la qualité de l'éducation car les systèmes éducatifs conservant une grande proportion d'élèves jusqu'en 5^{ème} année du primaire obtiennent en moyenne de meilleurs résultats que les autres aux tests internationaux. Si l'indice de l'EPT relatif au genre (IEG) permet d'évaluer l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 par l'utilisation de l'indice de parité entre les sexes (IPS) pour les taux bruts de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire, il est essentiel de disposer de mesures de résultats ventilées par sexes pour une série de niveaux d'éducation. Or on ne dispose pas de telles mesures qui soient internationalement comparables. Cet indicateur composite a ainsi pour avantage d'établir un aperçu global de l'évolution vers l'EPT reposant sur la moyenne arithmétique de quatre éléments fondamentaux, mais il peut cependant cacher les disparités de progrès entre les objectifs et sur 205 pays, 120 disposent de données relatives aux quatre indicateurs nécessaires pour calculer l'IDE standard en 2012²⁹¹². Il est donc nécessaire d'étendre son application et de le compléter par des évaluations spécifiques sectorielles externes et objectives car la collecte des données ne repose pas sur la transparence ce qui remet en cause la fiabilité des résultats compliquant l'adaptation des programmes.

1218. Dans le cadre de l'IMOA à laquelle participe activement l'UE, de nouveaux indicateurs communs ont également été définis pour évaluer et assurer le suivi des programmes d'éducation et mettre au point des plans financiers viables à long terme inscrits au budget des pays. Ils visent à améliorer la coordination entre gouvernements et bailleurs de fonds, à aligner les priorités des bailleurs de fonds sur celles des pays et à coordonner davantage les ressources en se fondant sur l'analyse des pays ayant 'réussi'²⁹¹³. L'UNESCO, en tant que partenaire de l'Initiative Fast Track, disposant d'un siège permanent au Comité directeur de l'Initiative, fournit des statistiques annuelles sur les progrès accomplis dans la réalisation des 6 objectifs de l'EPT et des OMD par le biais de l'ISU. Concernant les deux

²⁹¹² Rapport mondial de suivi de l'EPT 2012

²⁹¹³ Indicateurs de référence relatifs à la viabilité à long terme des OMD : dépenses publiques consacrées à l'éducation : 20% du budget, dépenses consacrées à l'enseignement primaire : 50% du budget de l'éducation, salaire des enseignants 3,5 fois le PIB par habitant, ratio élèves/maîtres environ 40/1, dépenses hors salaires enseignants : 33% des dépenses courantes, taux moyen de redoublement : -10% ou moins, nombre annuel d'heures d'instruction : 850 ou plus

objectifs similaires EPT-OMD, ils font l'objet d'un suivi de la part d'une équipe indépendante basée au siège de l'UNESCO.

1219. Les résultats éducatifs obtenus dans le cadre de la coopération au développement sont également évalués dans le cadre du suivi de réalisation des OMD. L'ISU²⁹¹⁴ est responsable de la collecte des données relatives au suivi des 8 OMD, mesurables par rapport à 21 cibles et 60 indicateurs officiels²⁹¹⁵. L'OMD 2, cible 3 visant à donner d'ici à 2015 à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires, est évalué sur le fondement de trois indicateurs dont il convient d'étudier la portée. Le premier indicateur est le taux net de scolarisation dans le primaire, c'est-à-dire le « rapport du nombre d'enfants officiellement scolarisables (l'âge scolaire étant défini par le système national d'enseignement) inscrits à l'école primaire à la population totale d'enfants d'âge scolaire »²⁹¹⁶. A la différence du taux brut de scolarisation, il n'englobe pas les enfants de tous les groupes d'âge. Des taux nets de scolarisation inférieurs à 100% permettent ainsi de déterminer la proportion d'enfants d'âge scolaire non-inscrits au niveau primaire, mais cette différence n'indique pas nécessairement le pourcentage d'élèves non-inscrits, dans la mesure où certains enfants peuvent être inscrits à d'autres niveaux de l'enseignement. Cet indicateur présente donc des limites quant à la fiabilité des données ministérielles de l'éducation par rapport à la prise en compte des redoublants. Le deuxième indicateur concerne la proportion d'élèves commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième année, c'est-à-dire la proportion d'élèves achevant un cycle complet d'études primaires, estimée selon le « rapport entre le nombre total d'élèves achevant avec succès (ou obtenant un diplôme) la dernière année d'études primaires en une année donnée et le nombre total d'enfants atteignant l'âge correspondant dans la population »²⁹¹⁷. Appelé aussi « taux de survie en cinquième année, il désigne le pourcentage d'une cohorte d'élèves inscrit en première année de l'enseignement primaire pendant une année scolaire donnée et qui parviendront jusqu'à la cinquième année d'études »²⁹¹⁸. S'il permet de mesurer le taux de

²⁹¹⁴ L'Institut de l'UNESCO pour des statistiques (ISU) a été établi en juillet 1999 et dispose d'une autonomie fonctionnelle. Accueilli par l'université de Montréal, elle recueille des statistiques et fournit une assistance technique aux Etats. <http://www.uis.unesco.org>

²⁹¹⁵ mgds.un.org ; Groupe des Nations Unies pour le développement sous la direction du Fonds des Nations Unies pour la population, du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Département des affaires économiques et sociales (Division de statistique) 'Indicateurs pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : définition, raison d'être, concepts, sources', Réf. ST/ESA/STAT/SERF.F/95, Nations Unies, New York, ISBN 92-1-261200-8, 2005, 105p

²⁹¹⁶ mgds.un.org

²⁹¹⁷ Ibid.

²⁹¹⁸ Ibid.

réussite et l'efficacité du système éducatif, sa pertinence est limitée par les difficultés rencontrées dans la collecte des données, notamment en ce qui concerne la prise en compte des abandons en première année, des nouvelles inscriptions ou réinscriptions. Le troisième indicateur repose sur le taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans, à savoir « le pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans qui peut lire et écrire tout en comprenant le sens d'une phrase simple et courte relative à la vie de tous les jours »²⁹¹⁹. Mesuré approximativement dans les recensements de population, sa limite réside dans la fréquence insuffisante des recensements. Malgré la perfectibilité de ces indicateurs, le rapport OMD 2012 a démontré que la réalisation de l'objectif d'éducation primaire pour tous est bonne voie, même si certains Etats ne devraient pas réussir à atteindre la cible avant 2015, dans la mesure où le « le taux net de scolarisation primaire dans la plupart des pays africains a enregistré une augmentation remarquable, dépassant 90% dans bon nombre d'entre eux »²⁹²⁰. Le rapport constate cependant que des efforts restent à fournir concernant la lutte contre l'abandon scolaire car « les taux d'achèvement non guère progressé et stagnent à 33% dans certains pays »²⁹²¹. Même si les pays africains ont effectué des progrès importants en matière de promotion de la parité des genres au sein de l'enseignement primaire, des améliorations sont nécessaires au niveau de l'enseignement secondaire et tertiaire, sachant que les « taux d'abandon scolaire sont plus élevés chez les filles que chez les garçons. L'absentéisme des enseignants, l'âge tardif dans le cycle d'enseignement primaire, le mauvais état de santé et de nutrition des écoliers, les contraintes financières, la distance pour gagner l'écoles et la détérioration des infrastructures scolaires comptent parmi les facteurs responsables de la dégradation de la qualité de l'enseignement et la diminution du taux d'achèvement »²⁹²².

1220. Les progrès éducatifs sont également évalués indirectement dans le cadre d'indicateurs appliqués à d'autres OMD, tel que l'OMD 3 visant à « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes »²⁹²³, l'OMD 6 visant à « combattre le VIH, le paludisme et d'autre maladies »²⁹²⁴ et l'OMD 8 relatif à la mise « en place d'un partenariat mondial pour

²⁹¹⁹ Ibid.

²⁹²⁰ Rapport OMD 2012 Evaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des OMD (186p)

²⁹²¹ Ibid.

²⁹²² Ibid.

²⁹²³ Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire, supérieur respectivement établi par l'ISU / Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport à celui des hommes établi par l'ISU / Pourcentage de salariées dans le secteur non agricole qui sont des femmes établi par l'OIT / Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national établi par l'UPI

²⁹²⁴ L'indicateur 19b concerne la « population âgée de 15-24 ans ayant une bonne connaissance générale du VIH » établi conjointement par l'OMS et l'UNICEF

le développement »²⁹²⁵. Si les OMD 2 et 3 sont directement liés à l'éducation, on retrouve ainsi certains aspects éducatifs pris en compte dans les indicateurs relatifs à d'autres OMD, bien que cela ne soit pas suffisant à notre sens. En effet, il est regrettable qu'aucun indicateur ne soit lié à la scolarisation pour l'évaluation des progrès effectués pour la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. On pourrait par exemple établir un indicateur établissant un lien entre alphabétisation et pauvreté et entre lutte contre la famine et éducation puisque sur le terrain l'éducation participe activement à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre la faim. Il en va de même pour la réduction de la mortalité des enfants de moins de 5 ans, il serait à notre sens pertinent d'évaluer l'écart de vaccination entre les enfants scolarisés et non scolarisés. De même un indicateur relatif à l'éducation serait nécessaire pour évaluer l'amélioration de la santé maternelle car l'éducation des filles est un instrument efficace en la matière, ainsi que pour évaluer la promotion d'un environnement durable comme le démontre l'impact positif des stratégies éducatives en la matière. Concernant la lutte contre les maladies de la pauvreté si l'OMD 6 visant à « combattre le VIH, le paludisme et d'autres maladies » inclut un indicateur relatif à l'éducation, il est dommage qu'il ne soit pas repris pour la cible 8 du même objectif visant à maîtriser « d'ici à 2015 le paludisme et d'autres maladies et avoir commencé à inverser la tendance actuelle ».

1221. L'UE peut par son expérience impulser l'amélioration des indicateurs relatifs à l'éducation dans le cadre des OMD, et s'y est engagée à l'occasion du Dialogue de Haut niveau sur le financement du développement de 2005²⁹²⁶, en précisant notamment que « tout en réalisant des efforts sur la quantité de l'aide, l'UE insiste sur la nécessité d'améliorer parallèlement la qualité de celle-ci ». Les OMD sont en effet évalués quantitativement selon le nombre d'enfants ayant accès au système scolaire. Cependant, la scolarisation n'est pas toujours synonyme d'alphabétisation ou de développement. Il est à espérer que l'agenda post 2015 prendra en considération les exigences 'qualitatives' liées aux conditions de scolarisation, de formations des enseignants et d'outils pédagogiques. Selon le rapport OMD 2012, les perspectives émergentes en Afrique relative à la définition de ce nouvel agenda devrait renforcer la qualité et l'accès à l'éducation de base et l'enseignement tertiaire²⁹²⁷.

²⁹²⁵ L'indicateur 34 « proportion du montant total de l'ADP bilatérale des pays donateurs membres du CAD/OCDE allouée par secteur aux services sociaux de base concerne l'éducation de base, les soins de santé, la nutrition, l'eau salubre et l'assainissement – établi par l'OCDE

²⁹²⁶ Déclaration de la Présidence de l'UE du 27 juin 2005

²⁹²⁷ Rapport OMD 2012 Evaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des OMD, op.cit.- Perspectives émergentes en Afrique relativement à l'agenda de développement post 2015 : la poursuite des OMD peut consister soit en du temps supplémentaire accordé aux pays en développement pour la réalisation des OMD, soit une reformulation des OMD actuels dans le cadre 'OMD plus' sachant que « l'agenda post 2015 doit être

1222. Il convient de surcroît de mentionner dans notre analyse l'existence de deux indicateurs globaux d'évaluation des progrès éducatifs, à savoir l'indicateur d'espérance de vie scolaire (EVS) et l'Indice de développement humain. L'EVS est un indicateur fondamental mis en place par l'UNESCO renforçant la cohérence de l'évaluation en combinant les taux de scolarisation du niveau primaire, secondaire et supérieur. Cela permet de remédier à l'inconvénient des indicateurs classiques d'évaluation de l'éducation fondés sur le taux de scolarisation par cycle d'études. Il permet de mesurer le nombre probable d'années d'études qu'un enfant va accomplir, sachant que selon l'UNESCO un enfant peut s'attendre à passer en moyenne 9,3 ans dans l'enseignement primaire et secondaire. Cet indicateur favorise ainsi l'échange de bonnes pratiques, démontrant par exemple que les pays dans lesquels l'enseignement secondaire est en partie ou totalement intégré dans l'éducation obligatoire sont plus à même de garantir un nouveau minimal d'éducation. L'Indice de développement humain (IDH) est l'indice de référence internationale en matière d'évaluation du développement d'un pays. Cet indicateur composite, dont la valeur s'échelonne de 0 à 1, calculé par le PNUD, prend en considération l'espérance de vie²⁹²⁸, l'éducation et le niveau de vie²⁹²⁹. La composante 'éducation' est évaluée selon le niveau de connaissance mesuré par le taux d'alphabétisation²⁹³⁰ des adultes et le taux brut de scolarisation²⁹³¹ au niveau primaire, secondaire et supérieur²⁹³². Il serait à notre sens utile d'améliorer ses indicateurs afin d'avoir une vision réelle du développement en opérant notamment une distinction entre

révisé pour être axé sur la mise en place de mécanismes institutionnels qui favoriseront une croissance inclusive, équitable et amélioreront les conditions de vie de la majorité de la population, notamment grâce à la création d'emplois décents », soit par l'élaboration d'un nouveau cadre axé sur les méthodes, et fondé sur un programme de transformation favorable à de nouvelles idées, de nouvelles entreprises, impulsant une transformation économique. Les priorités selon les perspectives africaines à inscrire au titre du programme post 2015 sont de 'promouvoir l'éducation et l'innovation technologique', de renforcer la qualité et l'accès à l'éducation de base et l'enseignement tertiaire, d'investir dans l'enseignement secondaire, tertiaire et professionnel, dans la recherche-développement et de promouvoir le transfert de technologies (voir p155 du rapport).

²⁹²⁸ (Espérance de vie – espérance de vie minimum)/ Écart maximum, en prenant pour valeur de l'espérance minimum 25 ans et l'écart maximum, 85-25=60

²⁹²⁹ PIB réel par habitant ajusté en parité du pouvoir d'achat (PPA)

²⁹³⁰ (Taux d'alphabétisation – taux d'alphabétisation minimum)/ Écart maximum, avec taux d'alphabétisation minimum égal à 0 et écart maximum égal à 100

²⁹³¹ (Taux de scolarisation - taux de scolarisation minimum)/écart maximum, avec Taux de scolarisation minimum=0 et écart maximum=100

²⁹³² La première étape consiste dans le calcul de deux indicateurs :

Indicateur d'alphabétisation = (Taux d'alphabétisation – taux d'alphabétisation minimum) / écart maximum, avec taux d'alphabétisation minimum=0 et écart maximum=100

Indicateur de scolarisation = (Taux de scolarisation – taux de scolarisation minimum) / écart maximum, avec taux de scolarisation minimum=0 et écart maximum=100

La deuxième étape consiste à faire la moyenne pondérée de l'indicateur d'alphabétisation (coefficient 2) et l'indicateur de scolarisation (coefficient 1) pour trouver l'indicateur de niveau d'éducation

Indicateur du niveau d'éducation=(2x (indicateur d'alphabétisation) + indicateur de scolarisation) / 3

l’alphabétisation et la scolarisation des hommes et des femmes ainsi qu’en distinguant les taux dans les zones rurales et urbaines.

B/L’implication subjective de l’UE dans l’évaluation des résultats éducatifs des pays partenaires : un système basé sur l’optimisation des moyens et la méritocratie

1223. Selon, le consensus européen pour le développement l’UE « utilisera constamment une approche centrée sur les résultats et basée sur des indicateurs de performance. De plus en plus, les conditions posées évolueront vers un concept de « contrat » reposant sur des engagements mutuels négociés et formulés en terme de résultats »²⁹³³. Conformément au développement de la culture mondiale de l’évaluation, l’UE a adopté une nouvelle approche dans le cadre de sa coopération au développement, fondée sur le partenariat plutôt que l’assistanat et impliquant ainsi des obligations réciproques de la part des partenaires. L’UE s’engage à fournir une aide plus efficace alignée sur les priorités du pays partenaire et ce dernier s’engage à démontré son implication réelle dans la lutte contre la pauvreté par la preuve de résultats concrets.

1224. Si l’UE a pour priorité de renforcer les capacités statistiques des pays partenaires afin qu’ils puissent estimer leurs progrès dans la réalisation de l’EPT et des OMD, elle a également développé ses propres indicateurs d’évaluation des résultats, en référence aux indicateurs mondiaux et conformément à la conception internationale de l’évaluation²⁹³⁴ (1). Dans le contexte de crise financière mondiale, ses évaluations permettent à l’UE d’optimiser l’aide qu’elle alloue en la conditionnant à la preuve du résultat (2). L’UE concentre ainsi son aide dans les secteurs les plus ‘rentables’ en termes de résultats, tel que le secteur éducatif, et auprès des pays en développement les plus engagés ou les plus en retard dans la réalisation de l’EPT et de l’OMD 2.

²⁹³³ Le ‘consensus européen’, op.cit., paragraphe 115

²⁹³⁴Faisant référence à la terminologie développée par le CAD de l’OCDE, Europeaid définit l’évaluation comme l’« appréciation systématique et objective d’un projet, d’un programme ou d’une politique, en cours ou terminé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. Le but est de déterminer la pertinence et l’accomplissement des objectifs, l’efficacité en matière de développement, l’efficacité, l’impact et la durabilité. Une évaluation devrait fournir des informations crédibles et utiles permettant d’intégrer les leçons de l’expérience dans le processus de décision des bénéficiaires et des bailleurs de fonds. Le terme « évaluation » désigne également un processus aussi systématique et objectif que possible par lequel on détermine la valeur et la portée d’une action de développement projetée, en cours ou achevée. » in « Qu’est-ce que l’évaluation ? » Direction Générale des Relations Extérieures, Direction Générale du Développement, EuropeAid Office de Coopération - Unité Commune Évaluation « Méthodologie d’évaluation de l’aide extérieure de la Commission européenne – bases méthodologiques d’évaluation – volume 1 », Luxembourg, OPOCE 2006, isbn 92-79-00682-7 ; http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/examples/guide1_fr.pdf

1. La détermination d'indicateurs européens

1225. La Commission européenne a travaillé en étroite collaboration avec les Etats membres pour élaborer une série d'indicateurs clés permettant d'assurer le suivi et l'évaluation des progrès réalisés au niveau national tant par les donateurs que par les autorités des pays partenaires dans le domaine éducatif. Elle préserve dans ce cadre la cohérence de son évaluation avec celle menée dans le cadre international en reprenant les indicateurs mondiaux de l'EPT et des OMD notamment l'indicateur relatif aux dépenses publiques dans l'éducation, le taux d'alphabétisation des 15-24 ans en matière d'OMD, le taux net de scolarisation dans le primaire et la proportion d'élèves achevant la 5^{ème} année de primaire. Il convient ainsi d'analyser la détermination des indicateurs relatifs à l'éducation dans le cadre de la politique de développement de l'UE (a) et d'étudier les liens existants entre ces indicateurs et ceux élaborés dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne afin d'envisager un renforcement de la cohérence de l'évaluation effectuée par l'UE en matière éducative (b).

a) La mise en place des instruments d'évaluation des progrès réalisés dans le domaine éducatif en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable

1226. Suite à la communication du 6 mars 2002²⁹³⁵ sur l'« éducation et la formation dans le contexte de la lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement », confirmée par la résolution du Conseil du 30 mai 2002 sur l'éducation et la pauvreté²⁹³⁶, un groupe de travail composé d'experts en éducation des Etats membres a été mandé afin de définir des indicateurs communs relatifs à l'éducation dans le cadre de la coopération au développement. Leur travail a servi de fondement à l'élaboration d'un document de la Commission intitulé « Instruments d'évaluation des progrès réalisés dans le domaine éducatif »²⁹³⁷, qui vise à clarifier l'utilisation des indicateurs de contrôle et leur adaptation aux spécificités des conditions locales, notamment pour les délégations agissant sur le terrain. Ce document de la Commission vise à élaborer des indicateurs peu nombreux, simples, appropriés, facilement évaluables et accessibles pour permettre une évaluation visible des progrès réalisés, afin de distinguer les objectifs idéaux des objectifs réalisables. Dans ce contexte, les indicateurs servent à mesurer les progrès et à définir des priorités de politique générale sur le long terme répondant aux exigences du développement durable. La Commission recommande notamment de faire de l'équité une question transversale et de désagréger les indicateurs relatifs aux

²⁹³⁵ COM(2002)116final

²⁹³⁶ 8958/02 (Presse147)

²⁹³⁷ Document du 26 février 2003 « Tools for monitoring progress in the education sector » DG Development

aspects fondamentaux telle que l'accès à l'éducation, en fonction du genre, du lieu (urbain/rural), voire selon une répartition par groupe avec des besoins spécifiques. Ils permettent de contrôler, d'une part, les mesures financières, administratives et la régularité des ressources fournies par les gouvernements et les donateurs, mesures évaluées par des indicateurs qualitatifs de la politique éducative menée telle que l'égalité d'accès à l'éducation, d'autre part, l'investissement dans des infrastructures d'accueil des élèves, les ressources humaines et la formation des enseignants, le matériel pédagogique et les réformes du système scolaire entreprises, c'est-à-dire des mesures appréciées à la fois qualitativement et quantitativement.

1227. On distingue ainsi quatre formes d'indicateurs : les indicateurs de consommation²⁹³⁸ permettant d'évaluer les ressources financières, administratives fournies par les gouvernements et les donateurs dans le secteur éducatif, les indicateurs de production²⁹³⁹ relatifs, d'une part, à la capacité quantitative du système éducatif notamment le nombre d'enseignement et d'écoles, d'autre part, à la qualité de l'éducation fournie estimée selon la disponibilité des enseignants, du matériel pédagogique, la mise en place de tests de connaissances standards et l'évaluation des qualifications des enseignants, les indicateurs de résultats²⁹⁴⁰, désagrégés par genre, zone géographique, permettant d'évaluer d'une part l'accès à l'éducation par le taux net d'inscription²⁹⁴¹, indicateur central de l'EPT, le taux brut d'inscription²⁹⁴² et le taux net d'admission en premier degré²⁹⁴³, d'autre part l'efficacité du système éducatif évalué par le taux d'achèvement du cycle primaire²⁹⁴⁴ et enfin les indicateurs d'impact²⁹⁴⁵ évaluant la capacité à utiliser ses connaissances.

²⁹³⁸ Dépenses gouvernementales dans l'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales, dépenses publiques dans l'éducation primaire en pourcentage des dépenses publiques totales dans le domaine éducatif

²⁹³⁹ Ratio élèves-enseignants, ratio élèves-manuels, salaire moyen d'un enseignant en primaire, dépenses fréquentes non salariales

²⁹⁴⁰ Taux brut d'inscription, taux net d'inscription, taux de diplômés, taux moyen d'abandon

²⁹⁴¹ Référence à la définition de l'UNESCO - Net enrolment rate (NER) « le nombre d'élèves à un âge donné bénéficiant réellement du niveau d'éducation correspondant exprimé en pourcentage par rapport à la population totale de ce groupe » - Certains experts et donateurs critiquent l'utilisation de NER car il ne permet pas de prendre en compte les enfants tardivement entré à l'école

²⁹⁴² Référence à la définition de l'UNESCO - Gross Enrolment Rate-(GER) « le nombre d'élèves inscrits dans un niveau éducatif donné, sans prendre en compte l'âge, exprimé en pourcentage de la population dans le groupe d'âge officiel et approprié »

²⁹⁴³ Référence à la définition de l'UNESCO - First grade net intake rate « les nouveaux entrants en première classe d'éducation primaire qui sont officiellement en âge d'entrée en première année de primaire, exprimé en pourcentage de la population du même âge)

²⁹⁴⁴ Référence à la définition de la Banque mondiale - Primary completion rate « le nombre total d'étudiants diplômés avec succès l'année précédente de l'école primaire une année donnée, divisé par le nombre total d'enfants en âge d'être diplômé dans la population »

²⁹⁴⁵ Degré d'alphabétisation des 15-24 ans, taux d'emploi des jeunes, connaissances techniques pour l'emploi

1228. Il est également pertinent de mentionner les indicateurs relatifs à l'éducation élaborés dans le cadre de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable adoptée à Göteborg en juin 2001²⁹⁴⁶ et renouvelée en juin 2006²⁹⁴⁷, permettant d'évaluer l'engagement des donateurs. Comprenant une dimension internationale depuis le sommet de Barcelone de 2002, et plus particulièrement depuis l'adoption de la communication de la Commission « vers un partenariat pour le développement durable »²⁹⁴⁸, cette stratégie est liée à l'action internationale de l'UE en matière de réalisation des OMD et représente une bonne pratique d'évaluation pouvant inspirer d'autres partenaires du développement. Pour mesurer les progrès de l'objectif général de développement durable, un ensemble d'indicateurs a ainsi été élaboré avec l'assistance d'un groupe d'experts nationaux, dénommé « Task Force sur les indicateurs de développement durable »²⁹⁴⁹, dont les travaux ont servi de support à l'élaboration par Eurostat d'un projet d'indicateurs adopté par la Commission en février 2005²⁹⁵⁰. Les indicateurs d'évaluation de la Stratégie globale de l'UE en faveur du développement durable, permettant d'évaluer les progrès réalisés par les Etats membres, les pays de l'AELE et les pays candidats, sont organisés en dix thèmes relatifs aux priorités politiques de la Stratégie²⁹⁵¹, subdivisés en sous thèmes et en domaines d'intervention. Si l'éducation n'est pas définie comme une priorité à part entière de la Stratégie, ce qui est par ailleurs regrettable et peu cohérent avec la communication de la Commission du 6 mars 2002²⁹⁵² sur l' 'éducation et la formation dans le contexte de la lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement', de nombreux thèmes comprennent néanmoins des

²⁹⁴⁶ Communication de la Commission « Développement durable en Europe pour un monde meilleur : stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable » COM(2001)264 final du 15 mai 2001

²⁹⁴⁷ Communication « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005 : premier bilan et orientations futures », COM (2005)37 final du 9 février 2005

²⁹⁴⁸ Communication « Vers un partenariat mondial pour un développement durable », COM(2002)82 final du 13 février 2002

²⁹⁴⁹ Rapport final de la Task Force « Indicateurs de développement durable » Thème 70 - point 20 de l'ordre du jour - 57^{ème} réunion du Comité du programme statistique, Luxembourg 29 et 30 novembre 2005 CPS2005/57/20/FR

²⁹⁵⁰ Eurostat a élaboré sur la base des travaux préparatoires de la Task Force, un projet d'indicateurs adopté par la Commission en février 2005 - Communication de la Commission « Indicateurs de développement durable », SEC(2005)161 final, du 9 février 2005 - La Commission présentera ainsi tous les deux ans (à compter de septembre 2007) un rapport de situation sur la mise en œuvre de la stratégie en faveur du développement durable dans l'UE et les Etats membres et formulera des orientations et définira des actions. Les indicateurs seront adaptés lors des évaluations - Conseil de l'Union européenne « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable SDD – nouvelle stratégie », Bruxelles le 9 juin 2006 – 10117/06

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st10/st10117.fr06.pdf>

²⁹⁵¹ Développement économique, pauvreté et exclusion sociale, vieillissement de la société, santé publique, changement climatique et énergie, modes de production et de consommation, gestion des ressources naturelles, transports, bonne gouvernance, partenariat global – voir également Communication de M. ALMUNIA aux membres de la Commission « Indicateurs de développement durable pour suivre la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE » Bruxelles, le 9 février 2005 SEC (2005)161 final – voir actualisation sur le site http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/sdi/indicators/all_indicators

²⁹⁵² COM(2002)116final

indicateurs relatifs à l'éducation. Le thème du 'développement socioéconomique' comprend par exemple dans le sous thème 'emploi' un indicateur relatif à l'éducation, à savoir le taux d'emploi total par plus haut niveau d'enseignement ou de formation atteint²⁹⁵³. Un second indicateur relatif à l'éducatif était également utilisé mais est supprimé à ce jour, à savoir le taux de chômage total par plus haut niveau d'enseignement ou de formation a été supprimé²⁹⁵⁴. Cette suppression est regrettable dans le contexte actuel de crise de l'emploi.

1229. Concernant le thème 'inclusion sociale', il comprend un sous thème spécifiquement consacré à l'éducation, démontrant l'importance accordée par l'UE au secteur éducatif. Les indicateurs qui le composent concernent l'estimation des jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation, le taux de risque de pauvreté par plus haut niveau d'enseignement, le pourcentage de personnes avec un faible niveau d'éducation par groupe d'âge, l'engagement dans la formation permanente, l'appréciation de la faible performance en lecture des élèves, le développement des compétences individuelles en informatique et des compétences individuelles dans l'utilisation d'internet et l'évaluation des dépenses publiques pour l'éducation, inclus comme indicateur unique d'un sous thème intitulé 'indicateurs conceptuels'. Le thème « partenariat global » fait référence à la responsabilité de l'UE dans la réalisation d'actions concertées pour le développement durable convenues au Sommet du Millénaire, mais l'évaluation reste générale. Elle permet d'évaluer la contribution financière de l'UE à la réalisation de cet objectif, sur le fondement d'un indicateur général faisant référence à la contribution des Etats membres à l'APD mais hélas les indicateurs ne font pas référence directement au financement des secteurs sociaux, tels que l'éducation, qui ne sont traités que dans le cadre de l'indicateur d'évaluation de l'aide publique au développement bilatérale par catégorie.

1230. Le tableau²⁹⁵⁵ ci-joint offre un aperçu général des indicateurs élaborés en matière éducative dans le cadre de la politique d'aide au développement de l'UE.

²⁹⁵³ L'indicateur est calculé en divisant le nombre de personnes employées au sein du groupe d'âge 25-64 ans qui ont atteint un niveau spécifique d'enseignement par la population totale du même groupe d'âge – Le niveau est codé selon la classification internationale type de l'éducation - les données disponibles concernent les Etats membres, les pays candidats, les pays de l'AELE mais malheureusement il n'y a pas de comparatif avec des pays tiers.

²⁹⁵⁴ L'indicateur est calculé en divisant le nombre de chômeurs au sein du groupe d'âge 25-64 ans qui ont atteint un niveau d'enseignement spécifique, par la population totale du même groupe d'âge. Le niveau est codé selon la classification internationale type de l'éducation par de comparatif avec des pays tiers

²⁹⁵⁵ Tableau personnel

Indicateurs de l'UE relatifs à l'éducation en matière de développement		
Indicateurs relatifs à l'éducation dans la Stratégie de développement durable		
Thème « développement socioéconomique »	Sous thème « emploi »	Taux d'emploi total par plus haut niveau d'enseignement ou de formation atteint
Thème « inclusion sociale »	Sous thème « autres aspects de l'exclusion sociale »	Indicateur relatif aux « jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation »
		Taux du risque de pauvreté par plus haut niveau d'enseignement
		Indicateur relatif aux « personnes avec un niveau d'éducation faible, par groupe d'âge »
		Indicateur relatif à « la formation permanente »
		Indicateur relatif à « la faible performance en lecture des élèves »
		Indicateur relatif aux « compétences individuelles en informatique »
		Indicateur relatif aux « compétences individuelles dans l'utilisation d'internet »
Thème « partenariat global »	Sous thème « financement du développement durable	Indicateur général relatif à la contribution des Etats membres à l'APD
		Indicateur « aide publique au développement bilatérale par catégorie »
Commission « Instruments d'évaluation des progrès réalisés dans le domaine éducatif »		
Indicateurs de consommation		dépenses gouvernementales dans l'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales
		dépenses publiques dans l'éducation primaire en pourcentage des dépenses publiques totales dans le domaine éducatif
Indicateurs de production		ratio élèves - enseignants
		ratio élèves - manuels
		salaire moyen d'un enseignant en primaire
		dépenses fréquentes non salariales
		capacité quantitative du système éducatif et qualité de l'éducation fournie
		nombre d'enseignants, d'écoles, matériels pédagogiques, tests de connaissances standards
		évaluation des qualifications des enseignants
Indicateurs liés aux résultats	Accès à l'éducation	taux brut d'inscription - « le nombre d'élèves inscrits dans un niveau éducatif donné, sans prendre en compte l'âge, exprimé en pourcentage de la population dans le groupe d'âge officiel et approprié » (UNESCO)
		taux net d'inscription -« le nombre d'élèves à un âge donné bénéficiant réellement du niveau d'éducation correspondant exprimé en pourcentage par rapport à la population totale de ce groupe » (UNESCO)
		taux net d'admission en premier degré – « les nouveaux entrants en première classe d'éducation primaire qui sont officiellement en âge d'entrée en première année de primaire, exprimé en pourcentage de la population du même âge » (UNESCO)
	Efficience du système éducatif	taux d'achèvement primaire –« le nombre total d'étudiants diplômés avec succès l'année précédente de l'école primaire une année donnée, divisé par le nombre total d'enfants en âge d'être diplômé dans la population » (BM)
		taux de diplômés
		taux moyen d'abandon
Indicateurs d'impact		Degré d'alphabétisation des 15-24 ans
		capacité à utiliser ses connaissances
		connaissances techniques pour l'emploi
		taux d'emploi des jeunes

1231. La spécificité de ces instruments d'évaluation de l'UE réside particulièrement dans leur flexibilité qui permet de mesurer la performance en tenant compte des particularismes sociaux de chaque pays conformément au principe d'alignement. La Commission et les Etats membres établissent dans cette optique des indicateurs communs en matière éducative dans le cadre du dialogue politique entre le gouvernement et les donateurs, dont l'objectif est de renforcer les données locales d'analyses²⁹⁵⁶. Ils sont de ce fait adaptés aux lignes directrices de la coopération internationale au développement visant à renforcer l'appropriation, sachant

²⁹⁵⁶ Une méthodologie a été développée pour l'évaluation des performances réalisées par les pays tiers partenaires dans le domaine éducatif à l'occasion du rapport intermédiaire en 2004 (9^{ème} FED).

que les dix indicateurs de pauvreté clé sélectionnés par l'UE, faisant l'objet d'un suivi dans chaque document de stratégie pays, « sont extraits pour l'essentiel des soixante indicateurs définis pour suivre les progrès vers les OMD »²⁹⁵⁷. Ces instruments peuvent de surcroît être utilisés à des fins diverses que ce soit pour l'établissement de rapports annuels, le suivi des stratégies en matière éducatives, 'les approches sectorielles élargies'²⁹⁵⁸, ou l'Initiative Fast Track.

1232. Ils ont ainsi une influence directe en matière d'évaluation internationale et prennent en compte la politique internationale de 'l'éducation pour tous' définie lors du Sommet de Dakar ainsi que l'OMD 2 sur l'éducation primaire. Ces indicateurs permettent d'effectuer trois niveaux de contrôle, à savoir le contrôle international reposant sur la conformité des accords internationaux des donateurs de l'UE par rapport au programme EPT et aux OMD, le contrôle national relatif à la participation des donateurs de l'UE au financement et à l'évaluation des progrès réalisés dans les plans nationaux éducatifs et le contrôle relatif aux progrès réalisés dans un secteur par rapport au développement d'un plan national éducatif ou par rapport à une approche sectorielle élargie. La mise en place de ces indicateurs spécifiques visant à contrôler les progrès des donateurs de l'UE promeut ainsi une coordination accrue des méthodes et des procédures, en simplifiant la délivrance de l'aide extérieure pour les pays partenaires. Ils permettent aux donateurs d'ajuster, de simplifier et de rationaliser leurs procédures et pratiques afin qu'elles soient plus efficaces. C'est pourquoi la méthode de l'UE a été reprise et étendue aux donateurs internationaux dans le cadre du programme 'Education pour tous', dans le cadre du DIF (Donor indicative Framework) favorisant la transparence et la responsabilité des donateurs de l'Initiative Fast Track et à augmenter la possession et la direction de l'aide extérieure par le pays bénéficiaire. Pour tester l'efficacité de ces indicateurs au niveau mondial, quatre pays partenaires ont été sélectionnés, à savoir le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mozambique et le Niger.

1233. Promotrice de bonnes pratiques, l'UE a également développé une expertise de premier plan en matière d'évaluation qualitative du secteur de l'éducation et de sa compétitivité dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne et de l'actuel Stratégie Europe 2020, pouvant incontestablement servir de référence dans le cadre de l'amélioration continue des indicateurs du développement...

²⁹⁵⁷ Eurostat 'Guide de la statistique de la coopération au développement de la Commission européenne', version 2.0, 2012, issn 1977-0391, 476p – extrait p102

²⁹⁵⁸ À savoir les SWAPS (Sector-Wide Approaches)

b) La valeur ajoutée exploitable des indicateurs de la Stratégie de Lisbonne et de la Stratégie Europe 2020 dans la politique de coopération au développement

1234. Bien qu'il y ait explicitement deux volets de coopération extérieure distincts dans le domaine éducatif, l'un relatif au rayonnement mondial de l'économie européenne de la connaissance dans le monde, l'autre concernant la participation de l'UE à la lutte contre la pauvreté et à la promotion du développement durable, force est de constater que les volets économique et politique ont tendance à se confondre dans le cadre du cycle de Doha, visant à intégrer les pays en développement dans l'économie mondialisée de la connaissance. Les pays en développement poursuivent ainsi deux objectifs indissociables, à savoir réaliser les OMD et l'EPT et participer à l'économie de la connaissance en améliorant la compétitivité de leur système éducatif²⁹⁵⁹. L'évaluation de leur système éducatif est donc amenée à s'étendre au-delà de l'accès de tous à l'éducation de base, en impliquant un investissement accru dans l'amélioration des autres niveaux d'éducation, qu'il s'agisse de la protection de la petite enfance ou de l'enseignement supérieur. L'expertise développée par l'UE dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne peut dans ce cadre fournir des pistes de réflexions. De plus, les indicateurs communs mondiaux élaborés afin d'évaluer les progrès vers la réalisation de l'EPT et de l'OMD 2 sont particulièrement axés sur une évaluation quantitative des résultats, alors que les rapports mondiaux de suivi ont démontré l'importance de renforcer l'évaluation de la qualité éducative, et ce pour tous les niveaux éducatifs.

1235. Les indicateurs et critères de références déterminés par l'UE dans le cadre du suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l'éducation et de la formation²⁹⁶⁰ et dans le cadre stratégique 'Education et formation 2020'²⁹⁶¹, présentent des similitudes avec ceux développés en matière de coopération au développement, tels que l'évaluation des dépenses publiques consacrées à l'éducation et le taux d'abandon scolaire. Ils pourraient à notre sens servir de modèles, à l'élaboration d'indicateurs supplémentaires pour

²⁹⁵⁹ Pour illustrer l'évaluation régionale effectuée en 2003 par la Banque asiatique de développement a conduit à la publication d'un document sur les indicateurs clés des pays en développement d'Asie et du Pacifique – avec une partie I consacrée à 'l'éducation pour une participation mondiale' relative à l'éducation, l'économie et la mondialisation, une partie II relative à la réalisation des OMD et une partie III relative aux références régionales www.adb.org/Documents/Book/Key_indicators/2003.pdf

²⁹⁶⁰ Cadre d'indicateurs et de critères de références pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l'éducation et de la formation, COM(2007)62 du 21 février 2007 ; conclusions du Conseil sur un cadre cohérent d'indicateurs et de critères de références pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l'éducation et de la formation Conseil UE/9807/07 (Presses114) pour le communiqué de presse 2802 session du Conseil « Education, Jeunesse, culture » Bruxelles le 24 et 25/05/07 texte intégral en anglais <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/07/st10/st10083.en07.pdf>

²⁹⁶¹ Cadre stratégique de coopération dans les secteurs éducatif et formatif, 'Education et formation 2020' JO C119 du 28 mai 2009, p2

évaluer les progrès éducatifs en matière de développement, sachant que dans le cadre du programme pour le changement du 13 octobre 2011 visant à améliorer l'impact de la politique de développement, « l'UE doit renforcer son soutien à une éducation de qualité afin de doter les jeunes des connaissances et des compétences qui leur permettront de devenir des membres actifs d'une société en mutation »²⁹⁶².

1236. Il convient d'analyser leur potentiel pour étoffer les indicateurs relatifs à l'éducation en matière de développement, au niveau de l'UE et au niveau international, en se reposant sur le tableau²⁹⁶³ ci-joint.

Cadre cohérent d'indicateurs et de critères de références pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l'éducation et de la formation		
5 critères de références	1. baisser de 10% au moins le taux moyen de jeunes quittant prématurément l'école	
	2. Diminuer d'au moins 20% la proportion d'élèves ayant de mauvais résultats en lecture	
	3. Taux d'achèvement du second cycle de l'enseignement secondaire d'au moins 85% des jeunes	
	4. Augmenter d'au moins 15% le nombre total de diplômés en mathématiques, sciences et technologie en prenant en compte l'égalité homme-femme	
	5. Taux de participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie de 12,5% de la population	
16 indicateurs retenus sur les 20 proposés par la Commission	9 indicateurs fondamentaux existants	1. Participation à l'enseignement préscolaire
		3. Jeunes ayant quitté prématurément l'école
		4. Connaissances de base en lecture, mathématiques et sciences
		9. Taux d'achèvement du cycle de l'enseignement secondaire chez les jeunes
		14. Diplômés de l'enseignement supérieur
		15. Mobilité transnationale des étudiants de l'enseignement supérieur
		16. Participation des adultes à l'éducation et à la formation tout au long de la vie
		18. Niveau d'éducation atteint par la population
		20. Rentabilité de l'éducation et de la formation
	7 indicateurs concernant des domaines en voie d'élaboration	2. Education répondant à des besoins spéciaux
		5. Connaissances linguistiques
		6. Maîtrise des TIC
		7. Compétences civiques
		8. Apprentissage de l'acquisition des compétences
		12. Développement professionnel des enseignants et des formateurs
		17. Compétences des adultes
4 indicateurs rejetés	3 indicateurs concernant des domaines en voie d'élaboration	10. gestion des établissements scolaires
		11. développement des écoles en centres locaux polyvalents d'acquisition de connaissances
		13. stratification des systèmes d'éducation et de formation
	1 indicateur fondamental existant	19. investissement dans l'éducation et la formation (indicateur fondamental préexistant)
Critères de référence du nouveau cadre stratégique de coopération dans les secteurs éducatif et formatif, 'Education et formation 2020'		
participation des adultes à l'éducation et à la formation tout au long de la vie	d'ici 2020 une moyenne de 15% des adultes devrait participer à des activités d'éducation et de formation	
maîtrise insuffisante des compétences de base	d'ici 2020 la proportion des personnes âgées de 15 ans ayant une maîtrise insuffisante de la lecture, des mathématiques et des sciences devrait descendre sous le niveau des 15%	
diplômés de l'enseignement supérieur	d'ici 2020, la proportion des personnes âgées de 30 à 34 ans diplômées de l'enseignement supérieur devrait être d'au moins 40%	
jeunes en décrochage scolaire dans le cadre de l'éducation et de la formation	d'ici 2020, la proportion des jeunes en décrochage scolaire dans le cadre de l'éducation et de la formation devrait être inférieur à 10%	
enseignement préscolaire	d'ici 2020, au moins 95% des enfants ayant entre 4 ans et l'âge de la scolarité obligatoire devraient participer à l'enseignement préscolaire	

²⁹⁶² Point 3.1 de la Communication de la Commission 'Accroître l'impact de la politique au développement de l'UE : un programme pour le changement' COM(2011)637 du 13 octobre 2011

²⁹⁶³ Tableau personnel

Conclusions du Conseil sur un critère de référence en matière de mobilité à des fins d'apprentissage	
Mobilité à des fins d'apprentissage dans l'enseignement supérieur	Objectif: accroître la participation des étudiants de l'enseignement supérieur à la mobilité à des fins d'apprentissage D'ici à 2020, une moyenne d'au moins 20 % des diplômés de l'enseignement supérieur dans l'UE devraient avoir effectué à l'étranger une période d'études ou de formation liée à cet enseignement (y compris des stages), représentant un minimum de 15 crédits ECTS ou une durée minimale de trois mois.
Mobilité à des fins d'apprentissage dans l'enseignement et la formation professionnels initiaux (EFPI)	Objectif: accroître la participation des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnels initiaux à la mobilité à des fins d'apprentissage. D'ici à 2020, une moyenne d'au moins 6 % des 18-34 ans diplômés de l'enseignement et de la formation professionnels initiaux devraient avoir effectué à l'étranger une période d'études ou de formation liée à ce type d'enseignement ou de formation (y compris des stages) d'une durée minimale de deux semaines (3), ou moins sur présentation d'un document Europass. »

1237. Les rapports EPT de 2005 et 2007 ont soulevé l'importance de revaloriser la protection de la petite enfance et l'enseignement secondaire. L'UE a dans cette perspective, un rôle essentiel à jouer du fait des résultats positifs obtenus en la matière. Après avoir intégré dans le volet éducatif de Lisbonne deux indicateurs relatif à la participation à l'enseignement préscolaire et au taux d'achèvement du cycle secondaire, l'UE a renforcé ses exigences dans le cadre stratégique 'Education et formation 2020' en déterminant un critère de référence précis en matière d'enseignement préscolaire, disposant que « d'ici 2020, au moins 95% des enfants ayant entre 4 ans et l'âge de la scolarité obligatoire devraient participer à l'enseignement préscolaire ». Deux ans après la formalisation de cet engagement, le rapport 2011 effectué par la Commission démontrait son impact positif au sein des Etats membres de l'UE, en constatant que « la participation préscolaire a augmenté de plus de 6 points de pourcentage depuis 2000 »²⁹⁶⁴ et que « depuis 2000, le taux d'achèvement du second cycle de l'enseignement secondaire dans l'UE a progressé, passant de 76,6 % du groupe d'âge 20-24 ans à 79 % en 2010 (femmes: 81,8 %, hommes: 76,2 %) »²⁹⁶⁵. L'UE devrait également prendre en considération ces deux indicateurs dans le cadre de ses instruments d'évaluation des progrès éducatifs réalisés en matière de développement, dans la mesure où les bonnes pratiques développées pourraient guider les réformes en cours dans les pays partenaires.

1238. Ces deux cadres stratégiques éducatifs sont également riches de propositions en ce qui concerne l'évaluation de la qualité des systèmes d'enseignement. L'indicateur relatif à l'acquisition des connaissances de base en lecture, mathématiques et sciences intégré au volet éducatif de Lisbonne est un élément utile d'appréciation de la qualité et de l'efficacité d'un système éducatif. Le cadre stratégique 'Education et formation 2020' a confirmé son importance en intégrant un critère de référence visant à faire descendre sous le niveau des

²⁹⁶⁴ Commission staff working document "Progress towards the common European objectives in education and training"- Indicators and benchmarks 2010/2011 (publication based on document SEC(2011)526) http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/report10/report_en.pdf

²⁹⁶⁵ Ibid.

15% la proportion des personnes âgées de 15 ans ayant une maîtrise insuffisante de la lecture, des mathématiques et des sciences d'ici à 2020. Le rapport 2011 a prouvé l'amélioration progressive induite par la poursuite de cet objectif en précisant que « le nombre des personnes ayant des compétences insuffisantes en lecture a connu une amélioration, passant de 21,3 % en 2000 à 20 % (filles: 13,3 %, garçons: 26,6 %) en 2009 »²⁹⁶⁶ et que « le nombre de diplômés en mathématiques, sciences et technologies a augmenté de 37,2 % depuis 2000, et la part des femmes est passée de 30,7 % à 32,3 % en 2009 »²⁹⁶⁷. Le cadre d'évaluation des progrès éducatif en matière de développement de l'UE devrait également faire référence à cet indicateur.

1239. Le cadre stratégie 'Education et formation 2020' repose également sur l'évaluation d'autres indicateurs qualitatifs pertinents, tel que le critère de référence visant à réduire d'ici à 2020 la proportion de jeunes en décrochage scolaire en dessous de 10%, étroitement lié à l'indicateur de suivi de l'UE des progrès éducatifs réalisés dans le cadre du développement visant à réduire le nombre de jeunes quittant prématurément l'école, ainsi qu'au taux de survie défini dans le cadre de l'EPT. Au niveau de l'UE « cet indicateur suit une trajectoire en diminution constante depuis 2000 et est passé de plus de 17% en 2000 à 15.7% en 2005 et à 12.7 en 2012 »²⁹⁶⁸. Concernant l'évaluation qualitative du niveau de l'enseignement supérieur, le critère de référence du cadre stratégique 2020 repose sur l'amélioration de la proportion des personnes âgées de 30 à 34 ans diplômées de l'enseignement supérieur au-delà de 40%. Selon l'état des lieux 2014, l'UE est bonne voie « avec un taux de 22.4% en 2000, de 27.9% en 2005 et de 35.7% en 2012 soit une augmentation de 13.3 points de pourcentage en 12 ans »²⁹⁶⁹.

1240. Nous avons pu observer de surcroît que l'UE s'est appropriée l'EPT par la promotion de 'l'éducation pour tous tout au long de la vie', or aucun indicateur n'y fait référence dans le cadre de la politique de développement de l'UE, contrairement au cadre stratégique 'Education et formation 2020'²⁹⁷⁰ visant une participation moyenne de 15% des adultes à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, d'ici 2020.

²⁹⁶⁶ Ibid.

²⁹⁶⁷ Ibid.

²⁹⁶⁸ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions « Etat des lieux de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive », COM(2014)130 du 5 mars 2014

²⁹⁶⁹ Ibid.

²⁹⁷⁰ Cadre stratégique de coopération dans les secteurs éducatif et formatif, 'Education et formation 2020' JO C119 du 28 mai 2009, p2

1241. De plus, partant du constat qu'Erasmus Mundus a favorisé la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs de l'UE et des pays tiers, il semble que la mobilité transnationale, prise en compte dans le cadre d'un indicateur inséré au volet éducatif de Lisbonne, serait également utile dans l'analyse des progrès effectués par les pays en développement relatifs à l'amélioration de leurs systèmes éducatifs, notamment en matière de formation des enseignants. Insérer cet indicateur dans le cadre des instruments d'évaluation du secteur éducatif en matière de développement permettrait de surcroît de mieux évaluer l'action 'Erasmus + 'Erasmus mundus'' et de l'adapter aux besoins. Les indicateurs de mobilité consacrés dans le cadre des conclusions du Conseil sur un critère de référence en matière de mobilité à des fins d'apprentissage sont particulièrement intéressants et applicables également par les pays tiers concernés par le programme Erasmus Mundus²⁹⁷¹.

1242. Il serait ainsi pertinent d'exploiter la valeur ajoutée des indicateurs développés par l'UE dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne et de la stratégie 'Education et formation 2020' en matière de coopération au développement, notamment en ce qui concerne l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et d'en suivre l'évolution. L'UE devrait également promouvoir sur la scène internationale le cadre européen des certifications, permettant de faciliter la comparabilité des certifications délivrées par les différents systèmes d'éducation et de formation et de déterminer des principes communs régissant l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur et l'enseignement et la formation professionnels²⁹⁷². En renforçant le lien existant entre le volet éducatif de Lisbonne

²⁹⁷¹ Conclusions du Conseil sur un critère de référence en matière de mobilité à des fins d'apprentissage JOUE C 372/31 du 20 décembre 2011 - « il convient de mettre au point un indicateur de la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage en général, dans le cadre de l'éducation et de la formation formelles et informelles, en vue d'étendre éventuellement, à terme, le critère de référence en matière de mobilité à des fins d'apprentissage à la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage dans tout cadre. La mobilité à des fins d'apprentissage s'entend comme une mobilité physique et prend en compte la mobilité à l'échelle mondiale. »

²⁹⁷² Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (2008/C 111/01) JO n° C111 du 6 mai 2008 « Les politiques et procédures d'assurance qualité devraient sous tendre tous les niveaux du cadre européen des certifications, l'assurance de la qualité doit faire partie intégrante de la gestion interne des établissements d'éducation et de formation, l'assurance de la qualité devrait comporter une évaluation régulière des établissements, de leurs programmes ou de leurs systèmes d'assurance de la qualité par des organes ou des agences de contrôles extérieurs, qui devraient également faire eux-mêmes l'objet d'un contrôle, l'assurance de la qualité devrait couvrir les contextes intrants, processus et extrants, tout en donnant la priorité aux produits et aux acquis de l'éducation et de la formation, les systèmes d'assurance de la qualité devraient englober : des directives de mise en œuvre y compris la participation des parties prenantes, des ressources adéquates, des méthodes d'évaluation cohérentes, combinant auto évaluation et contrôle extérieur, des mécanismes et des procédures de retour d'information à des fins d'amélioration, des résultats d'évaluation largement accessibles, les initiatives concernant l'assurance de la qualité aux niveaux international, national et régional devraient être coordonnés afin de garantir la supervision, la cohérence, la synergie et l'analyse du système, l'assurance de la qualité devrait être un processus coopératif associant tous les niveaux et systèmes d'éducation et de formation, intégrant l'ensemble des parties prenantes concernées, aux niveaux national et communautaire, les orientations

et le volet éducatif de la stratégie de réduction de la pauvreté, l'évaluation de la politique extérieure éducative de l'UE gagnera en précision et en cohérence.

2. L'optimisation nécessaire des fonds destinés à l'éducation dans le contexte de crise financière mondiale : une attribution de l'aide guidée par la preuve du résultat

1243. Pour remédier à l'inefficacité de l'aide de l'UE en matière de développement, principalement liée à son « saupoudrage »²⁹⁷³ qui ne permet de répondre que superficiellement aux besoins, l'UE a décidé de concentrer son aide au développement²⁹⁷⁴, d'une part, sur une base méritocratique, en accordant la priorité aux pays partenaires les plus activement engagés dans l'obtention de résultats probants, d'autre part, sur le fondement de la nécessité en privilégiant les pays partenaires les plus fragilisés et le financement des secteurs prioritaires, conformément aux objectifs définis dans les stratégies nationales. Cette concentration de l'aide profite au secteur éducatif, consacré comme l'un des secteurs prioritaires de financement (a). Elle permet aux pays partenaires de bénéficier d'une aide accrue et plus prévisible. Cette dernière reste conditionnée à l'obtention de résultats et implique une responsabilisation accrue du pays partenaire (b) et de l'UE (c) dans le suivi des fonds.

a) L'éducation, secteur prioritaire de la concentration de l'aide au développement de l'UE

1244. Dans un contexte général de stagnation de l'APD, « la part affectée à l'éducation est restée relativement stable, autour de 10 à 12% de l'APD totale »²⁹⁷⁵ et la « part des dépenses

concernant l'assurance de la qualité au niveau communautaire peuvent constituer des points de référence pour les évaluations et l'apprentissage en équipe. »

²⁹⁷³ Expression du professeur P.VERLUISE in « UE/APD : aide au développement. Entre auto-satisfaction et auto-critique », article du 5 février 2012 in revue Géopolitique www.diploweb.com

²⁹⁷⁴ Le 'consensus européen', op.cit., paragraphe 67 - Le Consensus européen prévoit ainsi que « le principe de la concentration guidera la Communauté dans sa programmation nationale et régionale, ce qui est fondamental pour garantir l'efficacité de l'aide. La Communauté appliquera ce principe dans tous ses programmes nationaux et régionaux. Cela implique de sélectionner, dans le cadre du processus de programmation de l'aide communautaire, un nombre strictement limité de domaines d'action au lieu de disperser ses efforts dans de trop nombreux secteurs. Cette sélection se fera au niveau des pays et des régions afin de respecter les engagements pris en matière de partenariat, d'appropriation et d'alignement » ; communication de la Commission du 20 septembre 2012 'Premier tableau de bord de la simplification pour le CFP 2014-2020', COM(2012) 531 final - « 3.3 Concentration sur des objectifs prioritaires clairs et indicateurs correspondants - La Commission entend faciliter l'évaluation de l'impact des interventions de l'UE, à la suite d'appels répétés des États membres et des institutions européennes en ce sens. Dans un contexte de raréfaction des ressources publiques, il y a lieu d'adopter une approche responsable à l'égard des priorités d'action, pour lesquelles la valeur ajoutée apportée par l'UE peut être optimisée. La Commission a donc proposé un nombre limité d'objectifs prioritaires clairs, associés, d'une part, à des listes pertinentes d'indicateurs et de résultats à atteindre et, d'autre part, à un cadre de performance spécifique dans plusieurs domaines d'action, accompagnés d'incitations positives et de moyens de prévention pour garantir l'obtention de résultats (Fonds «CSC», instruments pour l'action extérieure). Le Parlement européen et le Conseil ont largement salué cette approche. »

²⁹⁷⁵ Citation p18 du rapport européen sur le développement 2013 « Après 2015 – une activité mondiale pour un avenir inclusif et durable », op.cit.

des gouvernements en matière d'éducation dans les pays en développement a aussi sensiblement augmenté de 2.9% à 3.8% du PIB dans les pays à faible revenu depuis 1999 »²⁹⁷⁶. Dans ce cadre, l'UE et les Etats membres se sont résolument engagés à accroître leurs ressources aux services sociaux depuis le Sommet mondial de Copenhague de 1995, constatant que pour agir efficacement « des ressources financières supplémentaires ainsi qu'une coopération et une assistance au développement plus efficaces » s'avèrent nécessaires. Un engagement mutuel a été conclu « entre pays développés et pays en développement intéressés de consacrer, respectivement en moyenne, 20% de l'APD et 20% du budget national à des programmes sociaux essentiels »²⁹⁷⁷, telle que l'accès à l'éducation. L'aide totale à l'éducation pour tous les pays en développement a donc connu une croissance importante entre 2000 et 2004 au niveau mondial, passant de 4,6 à 8,5 milliards de dollars²⁹⁷⁸, l'éducation de base représentant le principal secteur de l'aide directe à l'éducation avec une part de 39% en 2004.

1245. Dans ce cadre, l'UE est l'un des principaux donateurs de l'aide au développement²⁹⁷⁹ et a consacré entre 2007 et 2013 une aide de 4.2 milliards d'euros au secteur de l'éducation dont 2.9 milliards pour l'éducation de base, niveaux primaire et secondaire, ainsi qu'à la formation professionnelles dans 42 pays et 1.3 milliards pour des programmes d'éducation supérieure, soit « 37000 écoles construites ou rénovées et 1.2 millions d'enseignants formés dans le primaire, 12954 étudiantes participent à Erasmus Mundus et à d'autres programmes de mobilité et 300000 nouvelles inscriptions de filles dans l'éducation secondaire »²⁹⁸⁰.

²⁹⁷⁶ Ibid., p86

²⁹⁷⁷ Déclaration et programme d'action de Copenhague, mars 1995 paragraphes 88 et 88c - Cet engagement a été régulièrement réitéré, à l'occasion de la Déclaration mondiale de Dakar de 2000 précisant qu'« aucun pays sérieusement engagé dans l'éducation pour tous ne verra la réalisation de ses projets contrecarrée par une insuffisance de ressources », du Sommet du Millénaire pour le développement consacrant l'éducation comme un domaine prioritaire de coopération, et du Consensus international de Monterrey sur le financement du développement de mars 2002, suite auquel l'UE s'est fixé comme objectif le doublement de l'aide de l'UE octroyée au domaine éducatif dans le contexte de réduction de la pauvreté (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la pauvreté dans les pays en développement, COM (2002)116 final

²⁹⁷⁸ Rapport mondial sur le suivi de l'EPT 2007 « Un bon départ pour la protection et l'éducation de la petite enfance » - figure 4.5 « Répartition des engagements d'aide à l'éducation par groupe de revenu 1999-2004 » p94 www.efareport.unesco.org/images/0015/001500/150022.pdf

²⁹⁷⁹ « Avec 55,2 milliards d'euros d'aide publique au développement mis à disposition en 2012, les institutions européennes et les 28 États membres de l'UE ont fourni plus de la moitié de l'aide publique mondiale, ce qui en fait le premier pourvoyeur d'aide à l'échelle mondiale. » in Commission européenne Brochure « Développement et coopération – lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation » dans la série « Comprendre les politiques de l'UE », OPUE février 2014, isbn 978-92-79-24209-0 (16p), http://europa.eu/pol/index_fr.htm

²⁹⁸⁰ Extrait in « Contribution de l'UE aux OMD – quelques résultats importants des programmes de la Commission 2013 », Europaid (36p) p14 ; voir également rapport 2013 des résultats obtenus concernant les opérations effectuées par la BEI en dehors de l'UE, 2013 p48-49, rapport EIB 05/2014, ISBN 978-92-861-2016-9 – ISSN 2363-0272 (116p) « La BEI appuie les priorités de la politique extérieure de l'UE et consacre environ

Affirmant en permanence son soutien à l'engagement de la communauté internationale d'accroître les crédits destinés à l'éducation et à la formation dans les actions de coopération au développement, par le développement de financements innovants²⁹⁸¹, l'UE reste engagée, d'une part, à augmenter sa participation financière en matière d'APD, d'autre part, d'inciter les autres donateurs à suivre son exemple²⁹⁸². Malgré la crise financière mondiale, l'aide totale allouée par l'UE à l'éducation en 2012 représentait ainsi 10% de l'APD totale²⁹⁸³, fournie principalement dans le cadre de l'appui budgétaire²⁹⁸⁴. Le secteur éducatif est considéré de ce fait comme un secteur prioritaire de financement de l'UE, que ce soit dans le cadre de la stratégie 'Europe 2020'²⁹⁸⁵, ou dans le cadre de sa politique de développement, en tant que

10 % du volume de ses prêts à des projets réalisés en dehors de l'UE. Dans ce cadre, elle a financé en 2013 des projets d'investissement en matière de développement social et urbain dans 130 Etats tiers à l'UE, ayant permis notamment à 158000 élèves d'intégrer 80 établissements scolaires et universitaires nouveaux ou rénovés et d'être logés dans des logements universitaires décentes. »

²⁹⁸¹ Voir notamment communication de la Commission « Améliorer l'aide de l'UE aux pays en développement en mobilisant des moyens financiers pour le développement. Recommandations basées sur le rapport 2012 concernant la responsabilité de l'UE en matière de financement du développement » COM/2012/0366 final; Second rapport du groupe de travail sur les financements innovants pour l'éducation 'Les financements innovants pour l'éducation : Aller de l'avant' ('Innovative financing for Education : Moving Forward'), présenté par l'UNESCO à l'occasion de la Session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement, 27 février 2012 à Madrid, publication février 2010; Premier rapport du groupe de travail sur les financements innovants pour l'éducation « 2+3=8, Innovating in Financing Education » de 2010

²⁹⁸² Voir notamment Conférence organisée par le commissaire européen chargé du développement L.MICHEL, l'ancien Président de la Banque mondiale P. WOLFOWITZ et du ministre des finances britannique G. BROWN http://www.campaignforeducation.org/news/news_full.html=verdict; discours de L. MICHEL « Tenons les promesses que nous avons faites dans le domaine de l'éducation », réunion de haut niveau sur l'éducation Bruxelles 2 mai 2007 (à cette occasion ont été présentés les progrès réalisés par l'UE en matière d'augmentation des fonds et de détermination de propositions concrètes pour atteindre les OMD, destinées à l'ensemble des bailleurs, notamment par l'octroi de fonds supplémentaires à l'initiative Fast Track); Extrait paragraphe 86 de la Résolution du Parlement du 21 septembre 2010 sur la réduction de la pauvreté et la création d'emploi dans les pays en développement: la voie du progrès (2009/2171(INI)) JO C50E du 21 février 2012 p37-47, « F. considérant qu'aussi bien les donateurs de l'UE que les gouvernements des pays en développement ne respectent pas leurs critères de dépenses en matière de santé et d'éducation » - « 51. Demande que l'enseignement fondamental et la santé publique soient à la base des politiques de développement et souligne que la situation actuelle ne peut justifier aucune réduction des dépenses nationales et des aides internationales dans ces secteurs. » « 25. Réitère sa demande pour que les budgets nationaux et les aides au développement de l'UE des pays en développement consacrent au moins 20% de leurs dépenses à la santé et à l'éducation de base »

²⁹⁸² Tableau p473 'aide totale à l'éducation en pourcentage de l'ADP totale' in Rapport mondial EPT 2012 (524p)

²⁹⁸³ Ibid.

²⁹⁸⁴ Communication de la Commission 'la future approche de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers COM(2011)638 du 13 octobre 2011 « en ce qui concerne l'appui budgétaire sectoriel de l'UE, la Commission a tendance à se concentrer sur les secteurs où les politiques et réformes menées sont plus prometteuses en vue de promouvoir le développement et la lutte contre la pauvreté et où les incitations au changement sont plus fortes et visent à répondre aux besoins de base des populations (services de base tels que l'éducation...) »

²⁹⁸⁵ Communication de la Commission du 29 juin 2011 'Un budget pour la stratégie Europe 2020', COM(2011) 500, SEC(2011)867, SEC(2011)868 - « Le budget investira dans les cerveaux européens en accroissant les montants alloués à l'éducation, à la formation, à la recherche et à l'innovation. Ces secteurs revêtent une importance capitale pour la compétitivité de l'Europe au niveau mondial et doivent nous permettre de créer les emplois et les idées de demain. Dans un monde où elle est en concurrence avec d'autres blocs, l'Europe a pour meilleur atout la mise en commun des ressources à sa disposition, en vue de parvenir à une économie sociale de marché hautement compétitive qui satisfera aux objectifs de la stratégie Europe 2020. »

secteur ayant « une forte incidence sur la réduction de la pauvreté »²⁹⁸⁶. La concentration de l'aide de l'UE dans des domaines, tels que l'éducation, s'inscrit dans le cadre du programme de l'UE pour le changement du 13 octobre 2011 visant à accroître l'impact de son aide au développement l'UE, en la ciblant « en faveur d'une croissance inclusive et durable sur les secteurs qui jettent les bases de la croissance et contribuent à son caractère inclusif, notamment l'éducation »²⁹⁸⁷. Le cadre financier pour 2014-2020, prévoit dans ce contexte que 42.7% de l'aide de l'UE est destinée au financement des infrastructures sociales éducatives, de santé, sanitaires et sociales²⁹⁸⁸, et « l'enveloppe financière totale de l'UE en faveur de l'éducation dans les pays en développement devrait atteindre 4,5 milliards d'euros entre 2014 et 2020. Ce montant englobe des contributions de 2,8 milliards d'euros pour l'enseignement fondamental et professionnel, dont la majeure partie est distribuée dans le cadre de la coopération bilatérale, et de 1,68 million d'euros pour le programme d'enseignement supérieur »²⁹⁸⁹. L'annonce par le commissaire Andris Piebalgs de la participation accrue de l'UE au Partenariat mondial pour l'éducation, à l'occasion de la deuxième conférence des donateurs du Partenariat mondial pour l'éducation du 26 juin 2014²⁹⁹⁰, illustre le positionnement de l'UE comme chef de file de la réalisation de l'EPT pour 2014-2020.

b) Conditionnalité de l'aide de l'UE : la responsabilisation du pays partenaire

1246. Le principe d'appropriation vise à responsabiliser l'Etat bénéficiaire de l'aide dans la mesure où il est le premier garant de la réalisation des OMD et « responsable au premier chef de son propre développement »²⁹⁹¹. L'UE responsabilise ainsi les Etats partenaires quant aux résultats à atteindre dans la réalisation des OMD, par la mise en place d'un contrôle et d'un

²⁹⁸⁶ « L'UE accordera la priorité aux secteurs qui ont une forte incidence sur la réduction de la pauvreté, notamment...l'éducation...à l'avenir l'aide bilatérale se concentrera sur trois secteurs au maximum », sauf pour l'aide de préadhésion. - Rapport annuel 2012 de la Commission sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2011, COM(2012)644 du 6 août 2012

²⁹⁸⁷ Point 3.1 de la communication de la Commission 'Accroître l'impact de la politique au développement de l'UE : un programme pour le changement', COM(2011)637 du 13 octobre 2011

²⁹⁸⁸ Cadre financier pour 2014-2020 (graphique des engagements 2011 ventilés par secteurs (ressources ADP gérés par la Commission européenne))

²⁹⁸⁹ Communiqué de presse du 26 juin 2014 – Commission européenne « L'UE annonce un nouveau financement important pour l'éducation (01/07/2014) »

http://eeas.europa.eu/delegations/haiti/press_corner/all_news/news/2014/2014_07_01_fr.htm

²⁹⁹⁰ Ibid. « M. Pielbags a souligné que la nouvelle enveloppe, dotée de 375 millions EUR (510 millions de dollars), contribuera à assurer une éducation de base dans près de 60 pays dans lesquels le Partenariat mondial pour l'éducation travaille actuellement. »

²⁹⁹¹ Déclaration de la Présidence de l'UE du 27 juin 2005 à l'occasion du dialogue de haut niveau sur le financement du développement de l'Assemblée générale des Nations Unies PRES05-081FR, EU Presidency ; consensus européen', op.cit., paragraphe 14

suivi des fonds destinés à l'éducation primaire pour tous²⁹⁹². La mobilisation de l'aide est également conditionnée par l'engagement réel des pays en développement dans la réalisation des OMD reposant pour l'UE sur « l'intégration complète des objectifs de développement du millénaire (OMD) dans des plans et des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) conçus par les pays bénéficiaires eux-mêmes »²⁹⁹³. Par exemple, dans la mise en œuvre de la stratégie EPT, à laquelle participe activement l'UE, les pays bénéficiaires doivent démontrer leur capacité à répartir les ressources financières au bénéfice de l'éducation notamment au niveau de l'éducation primaire. Généralement l'UE, comme la Communauté internationale dans son ensemble, accorde une préférence aux pays qui s'engagent dans le processus EPT de manière décidée, notamment en prenant en compte prioritairement les populations les plus pauvres, la scolarisation des filles et le développement des zones rurales. Les Etats choisissent ainsi discrétionnairement les méthodes visant à réaliser l'éducation primaire pour tous, en améliorant l'accès de tous à l'éducation et en garantissant la qualité de l'enseignement par la révision du contenu des programmes, la formation des enseignants et du personnel éducatif, la localisation et l'entretien des infrastructures scolaires. Ils doivent cependant s'engager à mettre en place des approches novatrices dépassant le secteur formel de l'éducation, permettant aux filles de dépasser le stade de l'éducation primaire, l'acquisition des compétences tout au long de la vie, et le renforcement de la synergie entre les institutions d'enseignement et les entreprises. Les Etats bénéficiaires doivent également prouver leurs capacités d'absorber l'aide, ce qui nécessite généralement un soutien technique, et de dépenser les fonds conformément aux accords conclus.

1247. La performance de l'Etat dans la réalisation des OMD sera ainsi un critère essentiel dans l'allocation des aides, comme nous pouvons le constater dans le partenariat mondial pour l'éducation (ex Initiative Fast Track) ou dans le contrat OMD de l'UE, c'est-à-dire que le soutien budgétaire sera prioritairement destiné aux Etats prouvant leur engagement réel et responsable dans la réalisation des OMD ce qui sous-entend que l'appropriation est conciliable avec la mise en place d'un contrôle externe objectif des résultats accomplis.

²⁹⁹² Ce contrôle est comme nous l'avons vu supra, fondé sur la gestion transparente et responsable des finances publiques, basée sur le principe de bonne gouvernance (Communication de la Commission du 30 août 2006 intitulée « La gouvernance dans le consensus européen pour le développement – vers une approche harmonisée au sein de l'UE » COM (2006) 421) et la lutte contre la corruption (Déclaration de la Présidence de l'UE sur le financement du développement devant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, op.cit.)

²⁹⁹³ Ibid.

1248. Le déblocage d'une aide budgétaire est de ce fait conditionné par l'engagement donné par les bénéficiaires de l'utiliser de manière transparente, responsable et efficace. Confrontés à l'instabilité politique liée aux conflits régionaux et aux guerres civiles, aux problèmes de corruption et au manque d'infrastructures pouvant assurer la bonne gestion des fonds alloués, de nombreux pays en développement n'ont pu convaincre les donateurs de leur engagement à réaliser l'EPT, ce qui a entraîné un désengagement des bailleurs de fonds en matière d'allocation de l'aide au développement. L'UE a ainsi mis en place divers mécanismes assurant le suivi et la bonne utilisation de l'aide octroyée, fondés sur un processus de responsabilisation des pays en développement concernant l'amélioration de leur système administratif et le respect du principe de bonne gouvernance. Cette responsabilisation repose principalement sur le fait que l'aide octroyée au secteur éducatif est fournie au gouvernement national du pays bénéficiaire, soit comme aide budgétaire directe²⁹⁹⁴, générale concernant l'ensemble du secteur éducatif ou sectorielle relative à un sous-secteur généralement l'éducation de base, soit dans le cadre d'une aide budgétaire macroéconomique²⁹⁹⁵. Il est ainsi responsable de l'affectation des fonds et peut voir sa responsabilité engagée en cas de fraude. Afin de soutenir l'Etat, l'UE favorise généralement l'approche sectorielle²⁹⁹⁶ dans la mesure où l'aide est gérée dans le cadre d'un partenariat étroitement coordonné entre le pays bénéficiaire et les organismes externes. Elle contribue également au renforcement des capacités administratives et financières des pays partenaires, afin qu'ils puissent assurer de façon autonome une bonne gestion publique budgétaire et un suivi transparent des fonds. Un nouveau système de suivi des fonds a d'autre part été instauré en 2002, afin de permettre l'évaluation périodique du suivi des fonds, effectuée par des experts indépendants, attribuant aux projets des notes selon des critères convenus à l'échelle internationale. Ces informations

²⁹⁹⁴ L'aide budgétaire ou aide budgétaire directe est fournie au gouvernement national du pays bénéficiaire, généralement par l'entremise du ministère des finances – elle peut se diviser en aide budgétaire générale, c'est-à-dire que le gouvernement est tenu de respecter le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et ne peut dépenser l'aide que dans certains secteurs généralement en éducation et santé, dépassant un certain seuil négocié, ou en soutien sectoriel affecté à une fin particulière c'est-à-dire le financement externe ciblant un secteur ou sous-secteur précis telle que l'éducation de base – définition in « Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat efficace en éducation de base » Etudes de documents – septembre 2003 – Ministère des affaires étrangères des Pays Bas, Association des universités et collèges du Canada, isbn 90-5328-331-1, www.dac-evaluations-cad.org/dac

²⁹⁹⁵ Ibid., L'aide budgétaire macroéconomique est une aide fournie au gouvernement national du pays bénéficiaire par l'entremise du ministère des finances et qui n'est pas affectée à un secteur particulier – définition in « Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat efficace en éducation de base »

²⁹⁹⁶ Ibid., Le soutien sectoriel s'étend à tout le secteur, basé sur une stratégie sectorielle et un cadre d'action clair ainsi que sur des plans à long terme. Il repose sur une prise en charge par le pays hôte et un partenariat étroitement coordonné avec les organismes externes Il est élaboré et mis en œuvre avec la participation de tous les intervenants locaux et en partenariat avec eux et comprend la participation de tous les principaux organismes de l'extérieur. Basé sur des arrangements communs de mise en œuvre et une coordination efficace des bailleurs de fonds, il dépend des capacités locales et comprend des dispositions de suivi axées sur les résultats

permettent de garantir les progrès et d'éviter la corruption et l'absence de transparence faisant obstacle à la mobilisation et à l'affectation efficace des ressources dans la mesure où les donateurs s'appuient sur les systèmes des pays partenaires.

1249. L'UE procède de surcroît à une politique préventive destinée à éviter le détournement des fonds en finançant prioritairement les projets crédibles et jugés de qualité²⁹⁹⁷ et en optant pour une programmation glissante lui permettant d'adapter les fonds en fonction de l'évaluation périodique des besoins et des progrès réalisés²⁹⁹⁸. L'aide n'est de ce fait pas considérée comme un droit et peut être réduite ou augmentée selon l'évaluation statistique des progrès sur laquelle les donateurs déterminent leur programmation, la gestion et l'évaluation de l'aide. Or il s'avère que les pays en développement ne disposent pas toujours des données nécessaires pour améliorer l'efficacité de leur stratégie éducative dans la mesure où leurs capacités statistiques ne leur permettent pas d'identifier les groupes confrontés à de graves problèmes de scolarisation et les besoins financiers nécessaires. La Commission a ainsi soulevé cette problématique dans sa stratégie relative à l'éducation dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, estimant qu'il est primordial de détecter et diffuser les bonnes pratiques susceptibles de promouvoir l'amélioration des capacités statistiques des PED notamment en matière d'éducation et de formation²⁹⁹⁹.

1250. En cas de manquement caractérisé de l'Etat à ses engagements, l'UE peut suspendre son aide³⁰⁰⁰ et engager la responsabilité de l'Etat partenaire³⁰⁰¹. Elle privilégiera dans ce cas sa coopération avec les ONG et les OSC présentes sur le terrain afin de ne pas affecter les progrès réalisés dans le domaine éducatif, sachant qu'elles sont les plus à même d'assurer la traçabilité des fonds et d'informer les bailleurs de fonds sur l'évolution des besoins exprimés par la population.

²⁹⁹⁷ Voir contrôle de la qualité Europaid sur le site relatif aux méthodes d'assurance de la qualité de l'offre www.ec.europa.eu/europaid/how/ensuring-quality/index_fr.htm; voir également création du « groupe Interservices d'appui à la qualité » approuvant la cohérence des stratégies finalisées et approuvées par la Commission.

²⁹⁹⁸ Par exemple, l'accord ACP fait l'objet d'une programmation glissante qui tient compte tous les cinq ans au moins de l'évaluation des besoins, à savoir augmentation démographique, indicateurs de développement, niveau d'endettement, exportation, performances, état d'avancement dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles, transparence, responsabilisation de l'Etat, mise en œuvre effective des actions.

²⁹⁹⁹ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'éducation et la formation dans le contexte de la pauvreté dans les pays en développement, op.cit.

³⁰⁰⁰ L'UE a un droit de suspension de l'application partielle ou totale de la convention en cas de manquement du partenaire à ses obligations, tels que le respect des droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit considérés comme des « éléments essentiels », excepté en cas d'urgence.

³⁰⁰¹ L'accord de Cotonou contient par exemple une clause permettant un recours d'arbitrage comme alternative à la saisine des juridictions nationales si un litige survient suite à un contrat de financement entre un ACP et un cocontractant.

c) Conditionnalité de l'aide : la responsabilisation de l'UE

1251. L'UE s'applique à elle-même un contrôle strict en matière de corruption, conformément à l'application des articles 317 TFUE³⁰⁰² (ex 274 TCE) et 325 TFUE³⁰⁰³ (ex 280 TCE), par la création de l'Office européen de Lutte Anti Fraude (OLAF)³⁰⁰⁴. Créé le 1 janvier 1999³⁰⁰⁵, l'OLAF remplace l'UCLAF, Unité de Coordination Anti Fraude institué en 1988. Sa mission est de mener des enquêtes administratives internes afin d'élucider les problèmes de détournement de fonds, comme par exemple le financement de centres d'enseignement en Bolivie qui n'ont jamais été construits³⁰⁰⁶ et de dénoncer par des rapports annuels les irrégularités, la fraude et la corruption³⁰⁰⁷. Partant du constat que l'UE a ainsi mis en place un système renforcé de contrôle interne et externe des fonds alloués à l'aide au développement, il convient de se demander si elle a l'obligation d'exercer un contrôle strict de l'utilisation des fonds en matière éducative. Selon la jurisprudence de la CJUE, « l'existence de tension entre la Communauté et un pays tiers ne dispense pas la Commission, en tant que gardienne du traité et des accords conclus en vertu de celui-ci, de s'assurer de la correcte application par ce pays des obligations qu'il a contractées en vertu d'un accord conclu avec la Communauté par le biais des moyens prévus par l'accord ou par les décisions prises en vertu de celui-ci »³⁰⁰⁸.

³⁰⁰² Article 317 TFUE alinéa 1 « La Commission exécute le budget en coopération avec les États membres, conformément aux dispositions des règlements pris en exécution de l'article 322, sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits alloués, conformément au principe de la bonne gestion financière. Les États membres coopèrent avec la Commission pour faire en sorte que les crédits soient utilisés conformément aux principes de la bonne gestion financière. »

³⁰⁰³ Article 325 TFUE alinéa 1 « L'Union et les États membres combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union par des mesures prises conformément au présent article qui sont dissuasives et offrent une protection effective dans les États membres, ainsi que dans les institutions, organes et organismes de l'Union. »

³⁰⁰⁴ Ce service de la Commission européenne établit également des lignes de conduite et exerce indépendamment sa mission sous le contrôle du Commissaire du budget, son directeur général étant désigné par le trilogue mais ne recevant aucune instruction. Ses actions sont complétées par des audits de la Cour des comptes.
<http://ec.europa.eu/olaf>

³⁰⁰⁵ Décision de la Commission 1999/352/CE, CECA, Euratom du 28 avril 1999, JO L 136 du 31 mai 1999

³⁰⁰⁶ Communiqué de presse du 9 juillet 2007 « Marchés publics et aide extérieure : les enquêtes de l'OLAF se concentrent davantage sur les domaines sensibles du budget de l'UE », OLAF/07/10
<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=OLAF/07/10&format=HTML>

³⁰⁰⁷ http://ec.europa.eu/comm/anti_fraud/reports/index_en.html

³⁰⁰⁸ Arrêt CJCE du 10/05/2001 *Kaufring e.a c/ Commission* (T-186/97, T 187/97, T-190/97 à T 192/97, T-210/97, T- 211/97, T-216/97 à T-218/97, T-280/97, T-293/97 et T-147/99 Rec. p II-1337 points 271-272) - « l'existence de tension entre la Communauté et un pays tiers ne dispense pas la Commission, en tant que gardienne du traité et des accords conclus en vertu de celui-ci, de s'assurer de la correcte application par ce pays des obligations qu'il a contractées en vertu d'un accord conclu avec la Communauté par le biais des moyens prévus par l'accord ou par les décisions prises en vertu de celui-ci. Si en raison, desdites tensions, elle n'est pas en mesure de satisfaire à cette obligation, notamment parce que les moyens mis à sa disposition s'avèrent inopérants ou inefficaces, il lui incombe, à tout le moins, d'informer au plus vite les États membres des mesures à prendre afin d'éviter un éventuel préjudice pour la Communauté et les opérateurs communautaires. En aucun cas la Commission ne saurait utiliser la compétence exclusive dont elle dispose en matière de recouvrement et de remise des droits à l'importation pour pallier les défaillances dans l'application d'un accord conclu par la Communauté et un pays tiers »

1252. Selon cette jurisprudence, il semble que l'UE ait l'obligation, même en cas de rupture des relations diplomatiques, de s'assurer que l'Etat partenaire respecte les engagements contractés dans le cadre d'accords conclus avec l'UE. Elle a de ce fait la compétence et l'obligation de sanctionner toute atteinte aux droits de l'Homme, notamment au droit à l'éducation et tout non-respect des obligations, comme par exemple l'engagement visant à garantir l'accès au service éducatif. Par exemple, suite à la suspension en avril 2006 de son aide directe à la Palestine, du fait des tensions liées à la victoire du Hamas aux élections législatives, l'UE devait s'assurer que les accords de coopération et les programmes conjoints en matière d'éducation ne soient pas affectés par les tensions, tel que le programme Tempus auquel participent des universités palestiniennes de Cisjordanie³⁰⁰⁹. Selon les études effectuées par les ONG³⁰¹⁰ et l'UNESCO, cette crise budgétaire a cependant eu un impact non négligeable sur l'éducation, puisqu'elle s'est traduite par une baisse considérable du niveau de vie dans les Territoires palestiniens et un taux de pauvreté de 65,8%. Les enseignants n'ont pas été payés et une grève de grande ampleur a débuté dans le secteur public durant plusieurs semaines. Les institutions palestiniennes responsables des services de base tels que l'éducation n'étaient de ce fait plus en mesure d'assurer le bon fonctionnement de ces services³⁰¹¹. Bien que la Commission ait dès juin 2006 collaboré avec la Banque Mondiale pour mettre en œuvre un mécanisme international temporaire (MIT), visant à maintenir la fourniture de services publics essentiels en Palestine, avec l'aide de 14 Etats membres et de la Norvège, le Parlement européen a constaté « la lenteur insupportable au regard des nécessités en matière d'éducation et de santé, avec laquelle sont déboursés les crédits du premier volet, géré par la Banque mondiale, pour des motifs divers indépendants de sa volonté »³⁰¹² et invité la Commission à explorer de nouvelles pistes pour mobiliser l'aide internationale. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur la possibilité d'engager la responsabilité de l'UE d'assurer

³⁰⁰⁹ Document de travail des services de la Commission accompagnant la communication au Conseil et au parlement européen relative au renforcement de la PEV-Autorité palestinienne, COM(2006)726, SEC (2006)1509/2, Bruxelles le 4 décembre 2006

³⁰¹⁰ Une enquête d'Oxfam a cependant démontré que le boycott financier a plongé les Palestiniens dans la pauvreté, portant ainsi atteinte aux services essentiels, tels que le service d'éducation. Selon l'enquête menée par le Palestinian Center for public opinion (PCPO), 90% des responsables d'écoles, d'hôpitaux et de services liés à l'eau confirment que leur service a été gravement affecté par le boycott. - « Pauvreté en Palestine : le coût humain du boycott financier » www.oxfam.org/fr/policy/briefingnotes/bn070413_palestinian_aid_boycott

³⁰¹¹ UNESCO « Application de la résolution 33C/70 et de la décision 175EX/47 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés » Point 49 de l'ordre du jour provisoire -Conseil exécutif, 176^{ème} session, Paris le 12 février 2007, 176EX/49

³⁰¹² Avis de la Commission des affaires étrangères à l'intention de la commission du contrôle budgétaire sur MEDA et l'aide financière à la Palestine – évaluation, mise en œuvre et contrôle 2006/2128(INI) rapporteur : V De KEYSER AD/658861FR.doc
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/ad/658/658861/658861fr.pdf

ses engagements conventionnels³⁰¹³. Une réponse négative nous semble appropriée en l'état actuel du droit car si l'affaire Kaufring consacre une obligation contractuelle de contrôle de l'UE, les tensions font obstacles au bon fonctionnement des comités mis en place dans le cadre de l'accord de coopération c'est-à-dire que le dialogue politique est compromis. De plus malgré les retards, le MIT a consacré plus de 88 millions d'euros au versement d'allocations sociales en faveur des agents des services publics et des retraités à bas revenus et a accordé directement près de 24 millions d'euros aux Palestiniens touchés par la crise³⁰¹⁴ dans le cadre de paiements directs.

1253. L'affaire Zaoui de la CJUE a permis de surcroît de consacrer les limites de la responsabilité extracontractuelle de la CE en matière de contrôle du suivi des fonds destinés à l'éducation³⁰¹⁵ en précisant que les financements octroyés à la Palestine afin d'améliorer le

³⁰¹³ Voir supra

³⁰¹⁴ Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006, Bruxelles le 21 juin 2007 COM(2007) 349 final, SEC(2007) 840

³⁰¹⁵ Ordonnance de la CJCE (deuxième chambre) 14 octobre 2004 – affaire C-288/03 P ayant pour objet un pourvoi au titre de l'article 56 du statut de la Cour de justice introduit le 3 juillet 2003 par la famille ZAOUI c/ la Commission – demande d'annulation de l'ordonnance du TPI du 23/04/2003 (T-73/03) rejetant le recours en indemnités pour la réparation du préjudice subi suite à l'attentat commis à Netanya (Israël) le 27/03/2002 - Suite à attentat suicide perpétré par un membre de la branche armée du Hamas à Netanya en Israël, Mme ZAOUI a été grièvement blessée. Selon la famille de la victime, en l'espèce les requérants, cet attentat trouve sa source dans le système d'enseignement palestinien, notamment dans les manuels scolaires qui inciteraient à la haine raciale et au terrorisme contre les Israéliens. Puisque depuis 1994, la CE fournit des aides financières à l'autorité palestinienne notamment pour le financement des projets dans le domaine de l'enseignement, ils estiment que la CE est responsable du fait de sa participation financière à un mode d'éducation « dont elle connaissait prétendument le contenu et sur lequel elle pouvait influencer » (communication au JO – recours introduit le 26/02/2003 par Bernard ZAOUI, Lucien ZAOUI et Déborah ZAOUI, épouse STAIN contre commission des Communautés européennes affaire T-73/03) . Les requérants considèrent qu'elle aurait violé « les dispositions applicables aux programmes de soutien financier (article 6 et 177 alinéa 2 TCE), les principes de bonne gestion financière, les dispositions des conventions conclues entre la Communautés et l'Office de secours et de travaux des nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), l'article 3 du règlement 1488/96/CE et l'amendement n°177 du Budget général 2002 CE ». Le Tribunal de première instance, après avoir constaté sur le fondement de l'article 288 TCE, l'absence de lien de causalité direct entre le préjudice et la faute prétendue de l'institution (dont le requérant a la charge de la preuve), précise qu'en aucun cas l'action de l'institution ne peut être la cause déterminante du dommage. Refusant d'examiner « le bien fondé des allégations des requérants à propos de l'éducation palestinienne et de ses effets supposés », le tribunal constate que les requérants « conviennent que l'attentat n'a pas été financé par les fonds litigieux » et que « l'éducation telle qu'elle résulte des manuels scolaires n'était pas la cause exclusive de l'attentat ». Ainsi le tribunal applique la théorie jurisprudentielle de la causalité adéquate pour rejeter le recours « manifestement dépourvu de tout fondement en droit ». En effet, même si la CE est un grand bailleur de fonds auprès de la société palestinienne, cela n'exclut pas que « sans le versement des fonds litigieux, un système d'enseignement palestinien ayant le contenu allégué par les requérants n'aurait pas existé ». La CJCE confirme le rejet du recours en indemnité en refusant d'annuler l'ordonnance. Le pourvoi qui visait un réexamen de la requête a été rejeté au motif que d'une part les requérants « n'avancent aucun élément démontrant [comme ils le prétendent] que le tribunal aurait opéré une confusion entre cause déterminante et cause exclusive. » du dommage, d'autre part le pourvoi ne remplit les conditions définies aux articles 225 CE, 58 alinéa 1 du statut de la Cour de Justice et 112 paragraphe 1c du règlement de procédure de la Cour. En effet, la recevabilité du pourvoi est soumise à la condition de précision des éléments critiqués de l'arrêt dont l'annulation est demandée. En l'espèce le pourvoi peut s'assimiler à un « simple réexamen de la requête » ne relevant pas de la compétence de la Cour car « sans même comporter une

système éducatif ne peuvent être considérés comme la cause directe d'un attentat perpétré à Israël. Le suivi des fonds opéré par l'UE est d'autant plus délicat que l'évaluation statistique peut manquer dans certains cas de fiabilité et ne permet pas toujours de rendre compte des problèmes profonds auxquels sont confrontés certains pays. Des progrès satisfaisants peuvent en effet être enregistrés, mais les inégalités peuvent subsister en matière éducative, notamment pour les enfants situés dans les zones rurales ou dans les zones de conflits, les filles et les enfants handicapés. Le document de stratégie établi pour l'Azerbaïdjan pour 2007-2010, a par exemple permis de constater que si « le système éducatif de l'Azerbaïdjan hérité des Soviétiques continue avec de bons résultats sur les indicateurs d'alphabétisation et d'inclusion avec un taux d'alphabétisation adulte de 99% (2004) et un taux net d'inscription scolaire primaire de 96,8% (2004), ces chiffres cachent un déséquilibre croissant d'accès à l'éducation, une réduction de la qualité, la corruption ainsi qu'une faible efficacité d'utilisation des ressources »³⁰¹⁶. Ce document démontre ainsi les limites de l'évaluation statistique quant à l'utilisation de critères quantitatifs et qualitatifs qui ne sont pas toujours révélateurs de la réalité et justifie les réformes entreprises par l'UE dans le secteur de l'évaluation.

1254. Ces difficultés contextuelles justifient que l'UE assure, d'une part, une gestion préalable des risques en déterminant des conditions relativement strictes d'éligibilité à l'aide qu'elle alloue, d'autre part, une maîtrise permanente du risque par la suspension envisageable de l'aide. Malgré l'existence de ces moyens de contrôle et de pression, la coopération au développement est fondée sur un principe de confiance, comme le démontre le recours croissant à l'aide budgétaire et au déliement, d'autant plus dans un secteur régalien tel que l'éducation. C'est pourquoi, l'UE s'investit dans le renforcement des capacités nationales des pays partenaires, afin d'améliorer la fiabilité de leurs données statistiques et de soutenir le développement de systèmes administratifs et de gestion des finances publiques transparents, et s'engage dans un dialogue permanent consolidant le principe de confiance entre donateurs et pays en développement³⁰¹⁷.

argumentation visant spécifiquement à identifier l'erreur de droit dont serait entaché l'arrêt attaqué, [il] se limite à reproduire les moyens et les arguments déjà présentés devant le tribunal ».

³⁰¹⁶ Classé comme un pays en transition dans la liste des bénéficiaires du CAD de l'OCDE, l'Azerbaïdjan est 101^{ème} dans le rapport sur le développement humain de 2005 avec un indice de développement humain de 0,729. Le programme indicatif national (PIN) pour 2007-2010 prévoit le soutien à trois domaines : le développement démocratique et la bonne gouvernance, la réforme socio-économique, la lutte contre la pauvreté et le renforcement des capacités administratives, le soutien des réformes législatives et économiques dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'environnement.

³⁰¹⁷ Voir en ce sens analyse de D.PEDLEY, conseiller en gouvernance Ghana, et D.TAYLOR, conseiller en éducation Malawi, DFID « politique et programme d'action en éducation : s'aligner et s'harmoniser, mais avec quelles priorités ? » p60-63 in La lettre du NORRAG (Réseau d'études et de recherche sur les politiques

Conclusion du Chapitre II

1255. En tant que premier bailleur de fonds et force d'impulsion des lignes directrices mondiales d'aide au développement, l'UE s'impose incontestablement comme un acteur incontournable de l'action mondiale éducative en faveur du développement. En plaçant l'éducation au cœur de sa propre stratégie de réduction de la pauvreté, l'UE a fortement contribué à la revalorisation de la question éducative dans le cadre de la coopération internationale. Sa présence aux sommets internationaux relatifs à l'éducation pour tous et son engagement volontaire dans la réalisation des OMD témoignent de son investissement en faveur de l'amélioration continue de l'action mondiale éducative menée dans le cadre de la coopération intergouvernementale et au sein des organisations internationales. L'expertise technique qu'elle a acquise lors de la construction d'un EEES d'excellence constitue une réelle valeur ajoutée qu'elle met à profit dans le cadre de ses recommandations visant à atteindre les objectifs éducatifs mondiaux. Les valeurs et les objectifs poursuivis par l'UE dans le cadre de sa stratégie Europe 2020 sont ainsi repris dans le cadre de sa coopération au développement, qu'il s'agisse de promouvoir la qualité de l'enseignement ou d'atteindre une croissance inclusive et durable, par la garantie d'une éducation accessible, obligatoire et gratuite. Les concepts développés par l'UE dans sa politique éducative interne sont de ce fait projetés à l'international, comme l'illustre la reprise du concept d'éducation pour tous tout au long de la vie, qu'il serait pertinent d'intégrer également dans le cadre d'un indicateur d'évaluation du développement. L'UE adopte ainsi une conception large de l'éducation qui se traduit par une approche multidimensionnelle de l'aide au développement en matière d'éducation, qui intègre tous les niveaux d'éducation, notamment le niveau préscolaire qu'elle a contribué à revaloriser dans les travaux de l'EPT. L'association des activités d'éducation formelle, non formelle et informelle au sein d'une seule et même stratégie permet à l'UE de se distinguer par sa vision holistique des OMD et d'être plus performante, par l'adoption d'actes intersectoriels, comme l'illustre son action en matière d'éducation à la sécurité alimentaire au sein de la FAO.

1256. L'engagement historique de l'UE en matière d'assurance qualité lui permet également de s'imposer comme un acteur essentiel du renforcement de l'efficacité de l'aide au développement, en contribuant à la garantie des résultats éducatifs dans les pays bénéficiaires

d'éducation et de formation) numéro 42 spécial juin 2009 « La chasse à l'efficacité de l'aide ? Regards critique sur la déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra, comme composantes de la nouvelle architecture de l'aide » www.norrag.org (94p) « Malgré les inquiétudes les donateurs restent engagés confortés par les progrès évidents et par un dialogue permanent »

de l'aide et à leur évaluation. Elle joue notamment un rôle majeur dans l'amélioration de l'efficacité de l'aide, afin que les bailleurs s'engagent à fournir une aide plus conséquente, plus prévisible et plus cohérente, par la mise en place de nouveaux mécanismes communs de coopération et d'une programmation pluriannuelle conjointe, limitant la fragmentation de l'aide et la lourdeur des procédures. Instigatrice de nouveaux instruments de financement, tels que le contrat OMD ou l'initiative OMD, l'UE est un modèle de coopération pour les donateurs du fait de l'approche unitaire qu'elle a réussi à mettre en place avec les Etats membres afin de fournir une aide cohérente et coordonnée. Le code de bonne conduite de l'UE en matière de division du travail est dans ce cadre un instrument exemplaire de répartition des tâches permettant d'éviter les actions doublons entre les Etats membres et de gérer la forte diminution des financements suite à la crise financière mondiale. Dans ce contexte, l'UE a opté pour une concentration de son aide au développement sur les secteurs les plus rentables en terme de résultats, tel que le secteur éducatif, en ciblant de surcroît sur les pays les plus investis et ceux en situation particulièrement fragile. Respectueuse des diversités, particulièrement dans un domaine sensible comme l'éducation, l'UE promeut l'alignement sur les priorités éducatives du pays bénéficiaire de l'aide et l'appropriation par ce pays des enjeux de la réforme de son système d'enseignement. Elle favorise l'utilisation des systèmes nationaux et le recours à l'ABG, à l'ABS, ainsi qu'au déliement.

1257. Adeptes de la culture du résultat, l'UE est une spécialiste de l'analyse et de la comparabilité des données. Elle peut apporter une réelle contribution à l'harmonisation des indicateurs internationaux relatifs au suivi des performances dans le secteur éducatif et est reconnue par ses pairs, dans le cadre du CAD, comme un leader mondial du développement d'indicateurs dans la prise de décision. Elle constitue ainsi un modèle avancé d'assurance qualité dans la mesure où l'évaluation est un processus fortement ancré dans la nature de l'UE, comme l'illustre les rapports réguliers de ses politiques et instruments de relations extérieures³⁰¹⁸. Cette qualité intrinsèque de l'UE justifie le fait que son aide extérieure soit systématiquement conditionnée par la preuve de résultats. Afin que chaque pays partenaire puisse répondre à cette attente, l'UE partage dans le cadre d'un dialogue politique permanent ses pratiques les plus performantes en matière d'éducation et fournit une assistance financière

³⁰¹⁸ Règlement (UE) n°236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des instruments de l'Union pour le financement de l'action extérieure, op.cit. – considérant 12 « l'action extérieure de l'Union dans le cadre des instruments devrait contribuer à l'obtention de résultats clairs (réalisation, effets, impacts) dans les pays qui bénéficient de l'assistance financière extérieure de l'UE. Lorsque c'est possible et approprié les résultats de l'action extérieure de l'Union et l'efficacité d'un instrument particulier devraient faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation sur la base d'indicateurs prédéfinis, clairs, transparents, et s'il y a lieu spécifiques à un pays et mesurables, qui soient adaptés aux particularités et aux objectifs de l'instrument concerné »

et technique pour améliorer la fiabilité des systèmes nationaux d'évaluation en matière de collecte et leurs capacités d'exploitation statistiques des données éducatives.

1258. La culture européenne d'évaluation des résultats offre à l'UE une réelle crédibilité et légitimité dans sa contribution à l'amélioration continue de la politique mondiale éducative en matière de développement. L'UE s'impose donc comme un système compétitif au service du développement dont le potentiel gagnerait à être encore davantage cultivé, d'une part, au niveau de l'UE, par un renforcement de la spécialisation du personnel des délégations en matière d'éducation et l'utilisation accrue des objectifs et indicateurs de la stratégie 'Education et formation 2020' dans l'évaluation des actions européennes de développement, d'autre part, au niveau international, par la valorisation de l'expertise européenne en matière d'harmonisation et d'actualisation des indicateurs internationaux d'évaluation des résultats éducatifs. Favorable à l'adoption de nouveaux indicateurs « qui apportent des mesures incitatives positives, sans être trop normatifs ou sans limiter la marge de manœuvre des gouvernements »³⁰¹⁹, l'UE souhaite jouer un rôle stratégique dans le renouvellement du cadre de coopération de l'après 2015 en proposant « des cibles et des indicateurs de processus, en parallèle à des indicateurs plus conventionnels basés sur les contributions et les résultats afin de se rapprocher autant aux instruments qu'aux objectifs »³⁰²⁰.

1259. Dans ce cadre, il serait pertinent à notre sens de privilégier le développement d'indicateurs composites, tel que l'IDE, et de se concentrer particulièrement sur le renforcement des indicateurs relatifs à la qualité de l'éducation, en puisant dans la richesse des indicateurs développés dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Ces indicateurs devraient particulièrement concerner l'amélioration de la qualité en matière de formation des enseignants et de développement d'outils pédagogiques d'apprentissage adaptés. Il est certain que l'UE restera une force d'impulsion dans les avancées du programme éducatif de l'après 2015³⁰²¹, que ce soit dans la mise en place d'une plateforme mondiale pour un dialogue de haut niveau sur l'éducation, qui nous l'espérons intégrera davantage la société civile, les ONG et les entreprises, ou par son engagement financier, pour 2014-2020³⁰²², en faveur de la réalisation des OMD et de l'EPT³⁰²³.

³⁰¹⁹ Citation p 216 in rapport européen sur le développement 2013 « Après 2015 – une action mondiale pour un avenir inclusif et durable » ; op.cit

³⁰²⁰ Ibid. , p196

³⁰²¹ Voir Rapport EPT 2015 « avons-nous atteint nos objectifs ? » - prochain forum sur l'éducation de Séoul (Corée) en mai 2015 (recensement des besoins en matière de suivi des progrès aux différents niveaux d'enseignement et aux différents stades de vie)

³⁰²² Conférence de Haut niveau de l'UE sur l'éducation et le développement du 23 mai 2013 initiée par le commissaire Andris PIEBALGS « des défis aux opportunités » - "it is anticipated that €2.5 billion will be

Conclusion du Titre II

1260. Jean Monnet affirmait « nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes »³⁰²⁴. Cette citation résume à elle seule l'importance de développer une politique éducative de l'UE, d'envergure internationale et transcendant les préoccupations étatiques internes. La volonté d'unir les hommes par le partage de mêmes valeurs de solidarité et de paix constitue le fondement même de l'existence de l'UE qui justifie que son action soit fondamentalement définie dans une perspective internationale, afin de permettre la diffusion de ses valeurs et leur développement. La promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples explique l'intensification progressive de son action dans le secteur éducatif, dans la mesure où l'éducation constitue l'instrument de soft power le plus efficace de partage des idées. Qu'il s'agisse de promouvoir un modèle d'excellence d'enseignement supérieur ou des bonnes pratiques de réformes de l'éducation de base, les objectifs éducatifs poursuivis par l'UE sont intrinsèquement imbriqués dans le cadre d'une stratégie extérieure globale visant à positionner l'UE comme une référence dans la gestion des enjeux éducatifs mondiaux.

1261. L'objectif interne à l'UE, visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, ne peut ainsi être analysé sans prendre en considération l'influence de la stratégie éducative développée par l'UE avec les pays en développement, qui répond également aux objectifs définis dans le cycle de Doha. Une compétitivité saine sur le marché de la connaissance ne peut être réalisée qu'en garantissant que chaque Etat, même fragilisé, dispose des moyens de gérer l'impact de la mondialisation de l'économie de la connaissance sur son système. C'est pourquoi l'UE vise à la fois à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus solidaire, en ouvrant l'EEES sur le monde, par la participation du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO à l'EEES, le développement d'instruments de reconnaissance des diplômes, certificats et accréditations de portée internationale et sa contribution au développement d'espaces régionaux d'enseignement supérieur. L'UE met ainsi son expertise au service des pays en développement, par la transmission de son savoir-faire en matière d'amélioration de la qualité des systèmes d'enseignement et de formation.

mobilised in support of basic education and TVET in the 2014-2020 period. An additional €1.5 billion will support the EU Higher Education cooperation and mobility programme.”

³⁰²³ Représentant en 2014, 79.7% des fonds du partenariat mondial pour l'éducation, l'UE et les Etats membres se sont engagés à maintenir leur financement dans ce partenariat post 2015.

³⁰²⁴ Discours de Jean Monnet, Washington, 1952

1262. La participation de l'UE à l'action mondiale éducative dans le cadre de l'aide au développement ne peut de même être totalement appréhendée sans tenir compte des synergies développées entre la politique de coopération au développement de l'UE et la Stratégie de compétitivité 'Europe 2020'. En tant que premier bailleur de fonds de l'aide au développement, l'UE exerce une influence réelle sur la définition des lignes directrices mondiales, notamment dans le cadre de la réalisation de la stratégie EPT et des OMD. Cette position lui permet de diffuser ses valeurs et de promouvoir sa vision d'une éducation de qualité en renforçant ainsi la compréhension et l'attractivité de l'EEES. L'adoption par les pays partenaires d'instruments similaires de coopération en matière d'éducation, de reconnaissance des diplômes et d'assurance qualité pose les fondations d'une coopération renforcée avec l'UE, dans la mesure où elle favorise la mobilité des individus et facilite le dialogue et la compréhension mutuelle entre les peuples. L'assistance fournie par l'UE en matière éducative dans les pays en développement constitue ainsi le ferment d'une coopération durable en matière d'éducation mais également dans d'autres secteurs de l'économie, démontrant la force du soft power de l'UE dans le monde.

1263. L'imbrication des objectifs éducatifs de l'UE dans le cadre d'une stratégie globale de soft power de l'UE contribue fortement à l'intégration de la politique externe de l'UE en matière d'éducation, d'une part, en permettant son approfondissement par le développement d'instruments et de techniques innovantes de coopération qui témoignent de l'expertise reconnue de l'UE dans ce secteur, d'autre part, en garantissant sa cohérence grâce au développement d'une unité d'action de l'UE et des Etats membres, fondée sur une vision commune et la mutualisation des moyens.

Conclusion de la Partie II

1264. Le volet externe de l'action éducative de l'UE a gagné en cohérence dans le cadre de la refonte des instruments de relations extérieures de l'UE. L'adoption d'une approche globaliste de la coopération extérieure de l'UE permet incontestablement d'avoir une vision d'ensemble des actions éducatives intégrées aux divers politiques extérieures et aux différents volets externes des politiques sectorielles de l'UE et d'appréhender leur importance. La prise en compte de l'éducation, autant dans les nouvelles politiques géographiques et thématiques de coopération, que dans le développement des accords intersectoriels, témoigne de l'intérêt croissant porté par les institutions à ce secteur et suscite la réflexion sur les contours de l'intervention de l'UE en matière éducative, relevant plus d'une politique que d'une simple action. L'adoption de ce cadre global de coopération extérieure a en effet constitué une situation propice à la visibilité et à l'approfondissement de l'action externe en matière d'éducation, notamment par la consécration de concepts holistiques favorables à l'extension matérielle du champ de compétence de l'UE en matière d'éducation, que ce soit par le développement d'actions d'éducation non formelle et informelle, la redéfinition de l'éventail des finalités éducatives ou du concept d'apprenant. Cette approche globale est également révélatrice du caractère transversal de l'éducation, dont la consécration à l'article 9 TFUE invite à envisager un réajustement de la compétence de l'UE définie à l'article 165 TFUE. Le renforcement de l'action éducative de l'UE se traduit également sur le plan structurel par l'établissement de structures spécialisées dans le domaine éducatif au niveau de l'UE, qu'elles soient intra-institutionnelles, intégrées aux accords internationaux ou indépendantes comme les agences spécialisées de l'UE. Cette institutionnalisation de l'action éducative de l'UE lui confère une permanence qui plaide en faveur d'un renforcement de la compétence de l'UE dans ce domaine stratégique de coopération. Qu'ils soient matériels ou organiques, l'ensemble de ces éléments confortent la valeur ajoutée de l'action de l'UE en matière de gestion des enjeux éducatifs mondiaux.

1265. L'analyse de la dimension externe des objectifs éducatifs de l'UE permet de mieux cerner la pertinence d'un ajustement de la compétence de l'UE en matière d'éducation. Le volet externe de l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif offre en effet un angle de vue qui ne permet pas de douter de l'émergence d'une politique à part entière de l'UE en matière éducative fondée sur une compétence partagée de l'UE et des Etats membres. Il ne s'agit pas de coaliser les Etats membres dans le cadre d'une structure de coopération rigide affectant

leurs compétences régaliennes, mais bien de développer, par le biais du consensus et du dialogue, une politique extérieure commune, cohérente et efficace, fondée sur la valeur ajoutée de l'UE et se traduisant par l'adoption d'instruments d'actions conjoints. Qu'elle vise à promouvoir l'excellence européenne en matière d'éducation ou diffuser les valeurs d'équité et de solidarité de l'UE, cette politique, fondée sur l'imbrication de plusieurs objectifs éducatifs, vise à unir les hommes, au-delà des sensibilités étatiques, afin de favoriser les échanges et permettre à chaque individu d'avoir accès à une éducation de qualité et de s'épanouir dans le nouvel environnement mondial. La clarté des objectifs éducatifs poursuivis par l'UE et son efficacité à structurer sa coopération avec les pays tiers en matière éducative, qu'il s'agisse d'échanger des bonnes pratiques ou d'apporter une assistance financière et technique démontre sa crédibilité et son influence sur la scène internationale. L'inscription de sa politique extérieure de l'éducation dans un processus d'amélioration continue fondé sur des indicateurs dont la pertinence et la fiabilité est reconnu à l'échelle mondiale témoignent de l'approfondissement de la politique extérieure éducative de l'UE dont le potentiel mérite d'être davantage exploité.

Conclusion générale

1266. Selon Jean MONNET « l'union entre personnes ou collectivités n'est pas naturelle ; elle ne peut être que le résultat d'une démarche intellectuelle...ayant comme point de départ la constatation de la nécessité du changement...l'essentiel est qu'il y ait entre les personnes ou les collectivités des intérêts communs »³⁰²⁵. Les mutations profondes des relations internationales, induites par l'économie de la connaissance, ont incontestablement constitué un nouvel enjeu d'intérêt commun ayant conduit à une intensification significative de la coopération dans le secteur éducatif. Plusieurs formes de partenariats ont été développées sur le plan mondial, se traduisant au niveau européen par la mise en place de l'EEER et la poursuite d'objectifs éducatifs communs, intégrés aux stratégies globales de compétitivité de l'UE. L'intervention croissante de l'UE dans le secteur éducatif est de ce fait étroitement liée à la valeur ajoutée d'une action commune au niveau de l'UE, face aux enjeux de dimension internationale, liés à l'accès de tous à une éducation de qualité et à l'adaptation des systèmes éducatifs et formatifs dans l'économie mondialisée de la connaissance.

1267. La « connexité matérielle »³⁰²⁶ entre les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle a, dans un premier temps, suffi au développement de l'action éducative naissante de l'UE, grâce à la vision pragmatique et prospective des juges européens³⁰²⁷. Le développement d'une action externe éducative de l'UE a cependant impliqué le recours à la clause de flexibilité pour fonder les programmes externes éducatifs de la Communauté, impulsant, dès le Traité de Maastricht, l'adoption d'une base juridique propre de compétence communautaire en matière d'éducation. Etablissant une stricte compétence d'appui, afin d'encadrer l'intervention communautaire dans ce secteur régalien, ce fondement juridique a, dès l'origine, octroyé une dimension particulière au volet externe de l'action éducative. L'insertion d'un alinéa spécifiquement consacré à la coopération externe en matière d'éducation a en effet conféré plus de souplesse à l'intervention de l'UE dans ce secteur, en établissant une compétence externe se rapprochant davantage de la compétence partagée de l'UE que de la compétence générale d'appui. Les nombreux accords adoptés par l'UE avec les pays tiers partenaires en matière d'enseignement et sa participation active aux travaux de l'ONU, du Conseil de l'Europe, de l'OMC, en matière d'éducation témoignent de ce degré de

³⁰²⁵ Citation de MONNET (J) in « Les États-Unis d'Europe ont commencé », éd. Robert Laffont, 1955, p. 130

³⁰²⁶ MICHEL (V) « Recherches sur les compétences de la Communauté », éd. L'Harmattan, Paris, 2003, spéc. n°189

³⁰²⁷ CJCE 13 février 1985 Françoise GRAVIER c/ Ville de Liège, op.cit.

compétences. Ainsi, depuis l'établissement d'une base juridique de compétence en matière éducative, plus de la moitié des actes adoptés par l'UE présentent une dimension externe, confirmant l'engagement sans cesse accru des institutions européennes dans la gestion d'un défi sociétal dépassant les capacités nationales. Les Etats membres ne sont certes pas dessaisis de leur compétence en matière d'éducation mais privilégient, dans leur intérêt commun et dans un souci d'efficacité, l'intervention de l'UE pour gérer les défis internationaux éducatifs auxquels ils sont confrontés. Cette valeur ajoutée grandissante de l'UE dans le secteur éducatif, en application du principe de subsidiarité, suscite l'interrogation quant à la prise en compte par les textes de l'évolution de la pratique institutionnelle.

1268. Ces travaux de recherches ont permis de faire un bilan du développement exponentiel des actes externes adoptés par les institutions en matière éducative, fondés sur une multiplicité de bases juridiques. Partant de ce constat, cette étude propose des pistes de réflexion quant à la reconnaissance explicite de l'existence d'une politique extérieure éducative de l'UE (Paragraphe 1), intégrée par nature (Paragraphe 2). Ils ont pour finalité de rassembler et analyser les éléments juridiques, techniques, socio-politiques et financiers, plaidant en faveur de l'établissement de cette politique et d'en appréhender les enjeux (Paragraphe 3).

Paragraphe 1 – L'édification d'une politique extérieure éducative

1269. Le passage d'une action externe à une politique extérieure de l'UE en matière éducative implique à notre sens une intensification de l'intervention de l'UE, se traduisant à trois niveaux.

1270. Sur le plan contextuel, l'établissement d'une politique découle de la volonté de conférer une importance particulière à un sujet donné et d'en gérer les aspects dans un cadre structuré, fondé sur la détermination d'objectifs et de lignes d'action cohérentes, inscrites dans le long terme et modulables. En l'occurrence, l'intervention de l'UE en matière d'éducation repose sur la valeur ajoutée de l'UE pour promouvoir le droit à l'éducation et pour gérer l'impact de l'économie de la connaissance sur les individus et sur les systèmes étatiques d'enseignement et de formation. Les stratégies éducatives établies par l'UE pour relever ce défi constituent incontestablement un cadre propice à la poursuite des objectifs éducatifs sur long terme, adaptés en fonction des évolutions du contexte mondial et des attentes de la société civile. La Stratégie de Lisbonne, visant à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, la Stratégie 'Europe 2020' visant à promouvoir une croissance intelligente, durable et

inclusive et la stratégie éducative de lutte contre la pauvreté de l'UE reposent en effet sur des lignes directrices détaillées, des objectifs ciblés et des indicateurs de résultats précis. Elles englobent plusieurs politiques, dont la politique de l'éducation, en vue de la réalisation d'objectifs intersectoriels. Conférant une continuité à l'intervention de l'UE en matière éducative, ces stratégies ont contribué à en renforcer la cohérence en favorisant l'interaction des objectifs éducatifs et la coordination des actions. Elles ont également participé à l'augmentation de la fréquence d'actions de l'UE en matière d'éducation, ainsi qu'à l'institutionnalisation de l'action externe éducative, ce qui garantit une permanence et une qualité d'expertise à l'intervention de l'UE dans ce secteur.

1271. Sur le plan substantiel, une politique est incontestablement plus élaborée et approfondie qu'une action, et constitue elle-même un ensemble d'actions. En l'occurrence, l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif vise à contribuer à une éducation de qualité et à la promotion d'un niveau élevé d'éducation. Définis largement, ces objectifs ont en pratique été abordés de manière ambitieuse par la détermination de concepts éducatifs holistiques, tels que 'l'éducation et la formation tout au long de la vie', 'l'éducation au développement' et 'l'éducation inclusive', permettant à l'UE d'intervenir à tous les niveaux d'éducation, du préscolaire au niveau universitaire, et dans toutes les formes d'éducation, formelle, non formelle et informelle. Ces objectifs éducatifs ont également été renforcés par l'approche globaliste adoptée par l'UE dans le cadre de ses relations extérieures. Pris en compte de manière accrue dans le dialogue politique avec les pays partenaires et intégrés à l'ensemble des instruments de relations extérieures, les objectifs de l'UE en matière d'éducation sont insérés aux accords d'association, aux accords de partenariat et de coopération et font même l'objet d'accords spécifiques entre l'UE et les pays tiers en matière d'enseignement supérieur et de formation professionnelle. Qu'ils soient liés à l'aide au développement ou à la promotion internationale de l'EEES, ils sont imbriqués, comme nous avons pu l'analyser, dans le cadre unique des relations extérieures de l'UE, ce qui contribue à la visibilité matérielle d'une politique extérieure de l'UE en matière d'éducation, cohérente et substantiellement développée.

1272. Sur le plan technique, la mise en œuvre d'une politique est conditionnée par le développement de moyens politiques, juridiques et financiers importants. L'étude de l'intervention externe de l'UE dans le secteur éducatif révèle la volonté institutionnelle de garantir les résultats éducatifs par un investissement indéniable en ressources humaines et

financières. L'action éducative du trilogue institutionnel a été rationalisée afin d'en renforcer l'efficacité, ce qui s'est notamment traduit par la mise en place d'une agence exécutive de haut niveau d'expertise technique et financière, qui garantit la bonne exécution des programmes éducatifs de l'UE. L'institutionnalisation de l'action extérieure éducative témoigne de surcroît de l'expérience acquise par l'UE dans ce domaine d'activité. Les travaux de qualité de la FEF, du CEDEFOP et de l'EIT permettent à l'UE d'être internationalement reconnue comme un modèle d'excellence en matière d'amélioration et d'évaluation des résultats éducatifs. La pratique d'institutionnalisation de la coopération éducative dans le cadre des accords internationaux conclus par l'UE permet également d'établir un dialogue politique constructif permettant d'adapter les objectifs poursuivis à l'évolution des besoins de la société civile. Dans ce cadre, les comités mixtes et les assemblées parlementaires paritaires sont des acteurs essentiels de la construction d'une politique extérieure éducative de l'UE. Certes, une prise en compte accrue des ONG et des OSC est souhaitable, aux stades de l'élaboration et de l'exécution de la politique extérieure éducative, mais le renforcement démocratique et la réforme des relations extérieures, impulsés par le Traité de Lisbonne témoignent, de manière encourageante, des progrès réalisés. Le contrôle exercé par les parlements nationaux, depuis le Traité de Lisbonne, sur les propositions législatives au regard du principe de subsidiarité, illustre la légitimité de l'intervention accrue de l'UE en matière d'éducation. Le faible pourcentage d'avis formulés par les parlements en matière d'éducation et de culture, représentant 1.12 % en 2013, démontrent en effet la reconnaissance consensuelle du bien-fondé des actions éducatives de l'UE.

1273. L'étude des moyens financiers octroyés par l'UE au secteur de l'éducation démontre également l'engagement volontaire des institutions de l'UE. Les programmes de l'UE de soutien à la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs et à la réforme des systèmes d'enseignement et de formation, sont des instruments modèles d'excellence. Bien qu'une augmentation des fonds soit souhaitable, les agences indépendantes d'évaluation sont clairement en faveur du renforcement de ces programmes, qu'elles jugent efficaces. En tant que premier bailleur de fonds de l'aide publique au développement l'UE se positionne de plus comme un chef de file du Partenariat mondial pour l'éducation³⁰²⁸ et s'engage activement en faveur de l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement. Selon le cadre

³⁰²⁸ Communiqué de presse du 26 juin 2014 – Commission européenne « L'UE annonce un nouveau financement important pour l'éducation (01/07/2014) » « M. Pielbags a souligné que la nouvelle enveloppe, dotée de 375 millions EUR (510 millions de dollars), contribuera à assurer une éducation de base dans près de 60 pays dans lesquels le Partenariat mondial pour l'éducation travaille actuellement. »
http://eeas.europa.eu/delegations/haiti/press_corner/all_news/news/2014/2014_07_01_fr.htm

financier pour 2014-2020, 42.7% de l'aide de l'UE est destiné au financement des infrastructures sociales éducatives, de santé, sanitaires et sociales³⁰²⁹ et « l'enveloppe financière totale de l'UE en faveur de l'éducation dans les pays en développement devrait atteindre 4,5 milliards d'euros entre 2014 et 2020 »³⁰³⁰. Dans le contexte de crise économique et financière, il est souhaitable que l'engagement financier de l'UE en matière d'éducation soit garanti et prévisible. Dans cette optique, l'UE se fixe des objectifs réalisables en privilégiant notamment la concentration de l'aide sur les projets éducatifs les plus pertinents, dans les pays les plus engagés dans la réforme de leurs systèmes d'enseignement et de formation, ou les Etats les plus fragilisés.

1274. Dans ce contexte, les techniques d'intervention de l'UE ont également été rationalisées pour plus de transparence et d'efficacité. Leur amélioration a permis d'éviter les actions doublons et d'accélérer l'allocation des fonds de soutien aux projets éducatifs. Le principe de proximité guide l'exécution de la politique extérieure éducative de l'UE qui se caractérise par une importante externalisation des tâches et par la valorisation des principes d'alignement et d'appropriation dans le cadre de sa coopération au développement.

1275. Finalisant la technicité de l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif, les outils créés dans le cadre de l'EEES, tel que le supplément au diplôme, ou dans le cadre de l'aide au développement, tel que le contrat OMD, argument en faveur de la reconnaissance d'une politique extérieure éducative de l'UE. De même, les instruments d'assurance qualité élaborés par l'UE pour améliorer et garantir ses résultats éducatifs participent grandement à l'affirmation de cette politique. L'évaluation régulière des résultats des projets éducatifs soutenus par les fonds européens et des programmes développés par l'UE, selon des indicateurs adaptables et détaillés, renforce l'efficacité de l'intervention de l'UE, qui s'inscrit en permanence dans un processus d'amélioration continue. Imprégnée par la culture du résultat, l'UE est reconnue comme un modèle d'assurance qualité par ses pairs. Elle partage son savoir-faire avec les Etats partenaires dans le cadre de l'amélioration de la fiabilité de leurs systèmes d'évaluation des résultats éducatifs, comme l'illustre le processus de Turin initié par la FEF. Ces instruments qualité lui confèrent une réelle crédibilité sur la scène internationale, contribuant à l'intensification de son intervention dans le secteur éducatif.

³⁰²⁹ Cadre financier pour 2014-2020 (graphique des engagements 2011 ventilés par secteurs (ressources ADP gérés par la Commission européenne))

³⁰³⁰ Communiqué de presse du 26 juin 2014 (01/07/2014), op.cit.

1276. Ces éléments plaident incontestablement en faveur de l'existence d'une politique externe éducative de l'UE, aux fondations solides, pouvant contribuer à la croissance économique de l'UE et à son influence sur la scène internationale.

Paragraphe 2 – Une politique extérieure éducative intégrée

1277. L'étude du volet externe de l'action éducative de l'UE est également révélatrice de la nature de l'intervention de l'UE dans ce secteur, caractérisée par une intrication des objectifs, du fait de l'interaction matérielle des domaines de compétences de l'UE. Intrinsèquement transversale, l'éducation est intégrée dans l'ensemble des politiques de l'UE, ce qui s'inscrit dans la logique de cohérence du Traité, qui institue une clause d'intégration transversale en matière d'éducation, consacrée par l'article 9 TFUE, et impliquée par l'article 14 de la Charte des droits fondamentaux.

1278. L'intervention de l'UE en matière d'éducation est ainsi fondée sur plusieurs bases juridiques, avec un enchevêtrement matériel, visiblement renforcé sur le plan externe. Trois quarts des actes adoptés par l'UE dans le secteur éducatif se fondent sur une combinaison de bases juridiques, dont plus de la moitié sont fondés sur l'assemblage des bases juridiques de compétence de l'UE en matière d'éducation et de formation. L'intervention de l'UE s'est donc développée au-delà du cadre de l'article 149 TCE, actuel 165 TFUE, et repose sur un 'faisceau' de compétences de l'UE, révélant le caractère intégré de la politique éducative de l'UE. Cette transversalité est renforcée dans le cadre des stratégies extérieures globales de l'UE, favorisant l'interaction matérielle des domaines de compétences. Dans la poursuite des OMD, l'UE poursuit à la fois les objectifs définis en matière de santé, d'environnement et d'éducation, sachant que sous l'application du TFUE, plus d'un tiers des actes externes adoptés en matière de santé et plus de 10% des actes établis dans le domaine de l'environnement, contiennent une référence éducative. De même, la stratégie 'Europe 2020' vise à promouvoir une croissance intelligente par la valorisation du 'triangle de la connaissance' regroupant les objectifs en matière d'éducation, de formation professionnelle, et de recherche, ce qui favorise l'imbrication de ces domaines de compétences, illustrée par la mise en place du programme intégré 'Erasmus +', dont nous avons analysé le potentiel.

1279. Ces éléments contribuent indéniablement à l'affirmation d'une politique extérieure éducative intégrée, qu'il serait souhaitable de reconnaître par une reformulation des dispositions de l'article 165 TFUE. Dans cette optique, la formulation de l'article 168 TFUE

paragraphe 1 pourrait servir de modèle, sachant que l'approche institutionnelle dans ce secteur, relevant également de la compétence d'appui, est comparable. L'article 165 TFUE pourrait de ce fait préciser qu' « un niveau élevé d'éducation est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union ».

1280. De même, par transposition de l'article 167 TFUE, l'article 165 TFUE pourrait disposer par exemple que « l'Union tient compte des aspects éducatifs dans son action au titre d'autres dispositions des traités, afin de promouvoir une éducation de qualité fondée sur une économie de la connaissance européenne compétitive et une éducation au développement contribuant à l'éradication mondiale de la pauvreté ».

1281. Pour préserver davantage les sensibilités étatiques, il serait également envisageable de s'inspirer des dispositions relatives à la compétence de l'UE en matière de culture ou de coopération au développement. L'article 165 TFUE pourrait ainsi mentionner, sur le modèle de l'article 208 TFUE que « l'Union tient compte des objectifs éducatifs dans la mise en œuvre des politiques susceptibles d'affecter le développement d'une éducation de qualité ou de restreindre l'accès de tous à une éducation de qualité », ce qui signifie que la transversalité de la politique éducative ne serait pas systématique mais conditionnée par l'impact de la politique sectorielle visée sur la réalisation de ces objectifs éducatifs.

Paragraphe 3 – Les enjeux liés à la reconnaissance d'une politique extérieure éducative intégrée

1282. La reconnaissance d'une politique extérieure éducative intégrée de l'UE est essentielle à deux titres. Elle permet, d'une part, de rendre compte de l'intensification de l'intervention de l'UE en matière éducative, ce qui devrait impulser un ajustement de sa compétence. Elle participe, d'autre part, à l'approfondissement du projet européen dans la mesure où elle présente un réel potentiel intégratif.

1283. L'étude approfondie de l'intervention de l'UE en matière d'éducation révèle le potentiel d'un ajustement du domaine de compétence de l'UE défini par l'article 165 TFUE. La définition trop réductrice des objectifs éducatifs ne rend pas suffisamment compte des enjeux liés à l'économie de la connaissance et à la stratégie internationale d'éducation pour tous, alors que ces deux objectifs représentent incontestablement les fondements du développement de l'action de l'UE dans ce secteur. Il serait enrichissant de formaliser également le renforcement du champ matériel d'intervention de l'UE de l'article 165 TFUE, en intégrant les concepts d'éducation formelle, non formelle et informelle, et en accordant une

attention particulière à la notion de service d'éducation dans la perspective de libéralisation progressive des services.

1284. Ces travaux de thèse visent également à impulser un ajustement des pouvoirs de l'UE tenant compte de la pratique institutionnelle, dans un souci de sécurité juridique et de préservation de l'effet utile du droit de l'UE. La structuration de la politique éducative démontre incontestablement la force d'intervention et l'approche fonctionnelle du trilogue institutionnel, des agences de l'UE, du SEAE et du Haut Représentant dans ce domaine. La Cour s'était prononcée en ce sens, dès 1985, à l'occasion de l'affaire Gravier³⁰³¹, où elle a reconnu la nécessité d'étendre les compétences communautaires en matière éducative afin de préserver les droits fondamentaux garantis par les Traités et éviter les obstacles à la libre circulation dans le Marché commun. De même en 2014, dans l'affaire Ben Alaya³⁰³², la Cour a strictement encadré le pouvoir d'appréciation des Etats membres en matière de délivrance d'un titre de séjour à des fins d'études à un ressortissant d'Etat tiers, afin de préserver l'effet utile de la directive 2004/114, et plus généralement garantir la libre circulation de la connaissance dans l'EEES.

1285. L'extension matérielle de l'intervention de l'UE dans le secteur éducatif et l'engagement institutionnel, au-delà de la simple action d'appui, de coordination ou de complément, arguent de ce fait pour le rattachement du domaine de l'éducation aux compétences partagées particulières de l'UE, telles que définies par le TFUE pour les domaines de la recherche et de la coopération au développement. L'imbrication du secteur de l'éducation à deux secteurs, à savoir la recherche dans le cadre de la Stratégie Europe 2020, et la politique de coopération au développement dans le cadre de la réalisation de l'EPT et des OMD, plaide en faveur d'un tel ajustement des compétences de l'UE³⁰³³, afin de préserver la sécurité juridique. Sous l'application du TFUE, trois quarts des actes adoptés dans le cadre de la coopération au développement comportent en effet une composante éducative, en référence aux OMD et à l'EPT. De même 70% des actes adoptés en matière de recherche, sous le TFUE, contiennent un volet éducatif, et réciproquement plus d'un tiers des actes basés sur l'article 165 TFUE comprennent une référence à la recherche.

³⁰³¹ Arrêt de la Cour du 13 février 1985 *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83, Rec.1985 p593

³⁰³² Paragraphe 31 de l'arrêt CJUE (3^{ème} ch.) 10 septembre 2014, *Mohamed Ali Ben Alaya c/ Bundesrepublik Deutschland*, aff. C-491/13

³⁰³³ BLANQUET (M) « Compétences de l'Union – architecture générale – délimitation », *Jurisqueurope* Traité, Fasc.170 (mise à jour 1^{er} janvier 2012)

1286. De surcroît, la reconnaissance juridique dans le traité de l'existence de cette politique externe intégrée de l'UE en matière d'éducation s'inscrirait positivement dans les processus d'intégration de l'UE³⁰³⁴ et d'amélioration continue de son système. La participation de l'UE à la gestion du processus de Bologne visant à construire un espace commun d'enseignement et de recherche reconnu mondialement pour son excellence, contribue inévitablement à l'intégration européenne en favorisant le rapprochement des systèmes d'enseignement et de formation des pays participants, que ce soit par le développement des partenariats universitaires, l'élaboration de diplômes conjoints ou l'adoption d'instruments communs d'assurance qualité et de reconnaissance des certificats, titres et diplômes. La reconnaissance mondiale de l'EEES implique également que les Etats membres améliorent la coordination de leurs pratiques en matière d'admission des ressortissants d'Etat tiers à des fins d'études, notamment en garantissant la bonne application des directives de l'UE relatives à la libre circulation des apprenants, et ce conformément au principe de coopération loyale.

1287. Si la politique de l'UE en matière d'éducation est intégrative, elle n'a pas vocation pour autant à unifier les systèmes éducatifs en bafouant les identités culturelles et sociales. Fondée sur la construction d'une unité dans le respect des diversités, l'UE a par essence les capacités pour gérer les défis éducatifs mondiaux dans le respect des particularismes étatiques, comme l'illustre également sa coopération extérieure avec les pays en développement en matière éducative fondée sur les principes d'appropriation et d'alignement avec les priorités nationales. Le rapprochement des systèmes éducatifs promu par l'UE s'inscrit de surcroît dans une perspective de coopération internationale. Dans ce contexte, l'EEES est un modèle de coopération régionale ayant pour finalité de promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples en favorisant la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs que ce soit par la construction d'espaces régionaux similaires ou communs, tel que l'EULAC, ou par l'échange de bonnes pratiques dans le cadre de programmes communs de coopération.

1288. Qu'il s'agisse de favoriser la croissance économique en formant une main d'œuvre qualifiée ou de promouvoir la paix mondiale par la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples, l'intensification de la coopération de l'UE en matière éducative est l'expression de la puissance économique et diplomatique qu'elle détient sur la scène

³⁰³⁴ « Le 'développement progressif' des politiques communes signifie que l'intégration multinationale est un processus évolutif sans une fin bien définie » in article de MOUSSIS (N) « Une approche empirique de l'intégration multinationale européenne » in « accès à l'Union européenne : droit, économie, politiques », www.europedia.moussis.eu/book_2/

internationale. Sa force de persuasion au sein des organisations internationales et dans le cadre des forums internationaux et l'attractivité de son image sur le plan international, sont des avantages comparatifs que les Etats membres ont su exploiter pour faire face aux nouveaux défis mondiaux. Domaine d'action relevant par nature de la « puissance douce »³⁰³⁵ de l'UE, l'éducation est incontestablement un moyen stratégique de diffusion des valeurs européennes et de partage des idées éducatives communes aux Etats membres. La capacité à attirer de l'EEES réside essentiellement dans l'attractivité de la culture européenne et la crédibilité de l'UE sur la scène internationale liée au développement de programmes de coopération de qualité, à la reconnaissance de son expertise en matière d'assurance qualité et à sa 'diplomatie d'influence' au sein des OI et auprès de ses partenaires. L'influence de l'UE en matière d'éducation s'accompagne également d'une responsabilité particulière quant à la protection internationale du droit à l'éducation et de l'accès au marché du travail pour les populations les plus fragilisées. En tant que premier bailleur de fonds de l'aide publique au développement, l'UE doit se positionner comme le chef de file de l'action mondiale éducative au développement et promouvoir une libre circulation des cerveaux qui ne se traduise pas par une fuite des cerveaux pour les pays en développement. Dans ce cadre, la politique de l'éducation de l'UE présente un fort potentiel pour l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement, qu'il serait nécessaire de mieux exploiter.

1289. Pour conclure, la mondialisation de la connaissance implique des transformations profondes des systèmes d'enseignement, de formation et de recherche. La gestion de ces changements nécessite une volonté institutionnelle permettant de faire face à ces évolutions inéluctables, notamment en acceptant l'impact des mutations des relations internationales sur la construction européenne. Impulsée par un volet externe grandissant, la métamorphose de l'action d'appui de l'UE en matière éducative en réelle politique de l'éducation intégrée et

³⁰³⁵ Interview de Joseph Nye « Sur la valeur stratégique du Soft Power » réalisée en septembre 2010 par Frédéric Martel pour France Culture (traduction : Kevin Picciau - interview diffusée sur France Culture le 14 novembre 2010 dans l'émission « Masse Critique », devenue depuis « Soft Power »)

Les étudiants étrangers que peut accueillir un pays est une composante très importante pour le « soft power », et ce quel que soit le pays concerné. Les étudiants qui viennent sur votre sol sont déjà, a priori, intéressés – et c'est la situation minimale – par ce que vous représentez. Quand ils rentrent dans leur pays, ils se sont, pendant six mois, un an, voire plus, imprégnés de vos valeurs, de votre modèle de société. Ils ont une idée plus précise de votre identité, celle qui se constitue de vos politiques et de la raison d'être de ces politiques. L'étudiant étranger va très souvent garder une disposition favorable par rapport au pays qui l'a accueilli et diffuser, dans son pays d'origine, une meilleure connaissance, voire une image positive, du territoire qu'il a pu apprivoiser. Un étudiant étranger, c'est un point d'entrée sans pareil pour le pays d'accueil. L'étudiant est jeune, en devenir, en plein développement de ses idées : il est un soutien potentiel à votre influence dans une autre société et, à ce titre, vecteur de « soft power ».

NYE (J) « Bound to lead : the changing nature of american power », New York, 1990

intégrative pour la construction européenne, est un élément marquant de cette évolution de « l'OPNI »³⁰³⁶ européen. Pour maîtriser les évolutions de l'UE il est indispensable de s'interroger en permanence sur le sens que nous souhaitons leur donner car comme nous le précisait avec sagesse Jean Monnet : « nous n'avons que le choix entre les changements dans lesquels nous serons entraînés et ceux que nous aurons su vouloir et accomplir »³⁰³⁷.

³⁰³⁶ Concept créé par Jacques Delors, président de la Commission européenne, à l'occasion de son intervention le 9 septembre 1985 à Luxembourg, lors de la première conférence intergouvernementale (CIG) concernant le fonctionnement et la finalité des CIG, voir Bull. des Communautés européennes, OPCE, Luxembourg, septembre 1985, n° 9, http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_jacques_delors_luxembourg_9_septembre_1985-fr-423d6913-b4e2-4395-9157-fe70b3ca8521.html

³⁰³⁷ Extrait du discours de Jean Monnet Discours, Strasbourg, 12 mai 1954

BIBLIOGRAPHIE

DOCTRINE 906

Dictionnaires, Encyclopédies, Jurisclasseurs, Répertoires
Manuels, Ouvrages, Commentaires
Ouvrages collectifs, Mélanges, Actes de colloque
Thèses
Articles, Conférences
Mémoires
Brochures

DOCUMENTATION OFFICIELLE 912

DOCUMENTS DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UE 912

COMMISSION EUROPÉENNE 912

Communications
Propositions
Rapports réguliers et de suivi
Avis et recommandations
Documents de travail
Actes conjoints Commission / Haute Représentante
Livres blancs et verts
Décisions de la Commission
Autres actes de la Commission
Appels à propositions - Agence exécutive Éducation, Audiovisuel et Culture

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE 943

Règlements
Directives
Décisions du Conseil
Décisions du Parlement européen et du Conseil
Résolutions du Conseil
Décisions JAI
Positions communes JAI
Actions communes JAI
Décisions PESC
Stratégies communes
Actions communes
Rapports annuels PESC
Positions communes
Positions de l'UE
Déclarations
Conclusions
Rapports
Recommandations du Conseil
Recommandations du Parlement européen et Conseil
Lignes directrices
Autres actes du Conseil

CONSEIL EUROPÉEN 968

PARLEMENT EUROPÉEN 969

Résolutions
Recommandations
Déclarations
Décisions
Avis
Autres actes

COUR DES COMPTES	980
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN	981
COMITÉ DES RÉGIONS	984
FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION	985
CEDEFOP	986
ACCORDS DE L'UE (par ordre de parution au JO)	986
AUTRES DOCUMENTS LIÉS AUX RELATIONS EXTÉRIEURES	993
Déclarations	
Sommets/Conférences	
Actes des Comités mixtes	
Assemblées parlementaires paritaires	
Assemblée paritaire ACP/UE	
Assemblée EURONEST	
Autres actes	
TABLE DE JURISPRUDENCE	1000
Arrêts	
Ordonnances	
Conclusions	
Avis	
DISCOURS	1002
COMMUNIQUÉS DE PRESSE	1003
AUTRES RAPPORTS D'ÉVALUATION	1005
QUESTIONS ÉCRITES	1006
GROUPES DE TRAVAIL	1006
DOCUMENTATION DES INSTITUTIONS ET ORGANES D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1006
CONSEIL DE L'EUROPE	1006
OCDE	1007
BANQUE MONDIALE	1007
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE	1007
ORGANISATION DES NATIONS UNIES	1008
Actes des Nations Unies	
OMS	1010
UNESCO	1010
Rapports EPT	1011
FAO	1012
CONFÉRENCES MONDIALES	1012
AUTRES CONVENTIONS	1012
AUTRES ACTES	1012
ONG	1012
DOCUMENTATION DES INSTITUTIONS NATIONALES	1013
SITES INTERNET	1013
SITES DE L'UNION EUROPÉENNE	
SITES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	
SITES DES ONG, ASSOCIATIONS ET RÉSEAUX	
SITES DES AGENCES NATIONALES	

**DICTIONNAIRES, ENCYCLOPÉDIES,
JURISCLASSEURS, RÉPERTOIRES****A. BARAV et C. PHILIP (dir.)**

« Dictionnaire juridique des Communautés européennes », (note 18, p436-449, spéc. 436), Paris, Presses Universitaires de France, 1993, 1150p

M. BLANQUET

« Compétences de l'Union - architecture générale - délimitation », Jurisclasseur Europe Traité, Fasc.170,74p

V. CONSTANTINESCO, V. MICHEL

« Compétences de l'Union européenne », Répertoire de droit européen Dalloz, 59p

JC. MARTIN

« Partenariat avec les Etats ACP – accord de Cotonou - Aspects institutionnels et substantiels », Jurisclasseur Europe Traité Fasc. 2240 du 30 Novembre 2013, 38p

J. PERTEK

« Education et Communauté, recherche de pouvoir d'action, compétences et programmes, statut de l'étudiant », Jurisclasseur Europe, vol.3, Fascicule 750 'Droit d'établissement et libre prestation de services' 1,2007

J. PERTEK

« Education - Recherche de pouvoirs d'action - Compétences et programmes - Statut de l'étudiant en mobilité, Jurisclasseur Europe Traité, Fasc. 2500 du 22 Juillet 2014, 54p

J. PERTEK

« Education, formation professionnelle et jeunesse », Répertoire de droit européen Dalloz (mise en jour janvier 2015), 20p

J. RAUX

« Les compétences expresses de caractère général – les associations », Jurisclasseur Europe, vol. 6, Fasc. 2204, 64p

S.MORSON

« Aspects historiques et généralités ACP – Accord de Cotonou », sous la direction de P. MEUNIER, Jurisclasseur Europe, vol. 6, Fasc. 2240, novembre 2005

Encyclopédie de droit international public, vol. III, Max Planck 1997, p612

C. BLUMAN et L.DUBOUIS

« Droit institutionnel de l'Union européenne », éd. Litec 2010, 828p

P. RUFFIO, P. HEINAMAKI, C. CHASTANG TCHOUKALINE, Commission européenne« Etat du processus de Bologne dans les pays TEMPUS du Sud de la Méditerranée (2009-2010) » n°3 avril 2010, <http://eacea.ec.europa.eu/tempus>**JE. CHARLIER, S. CROCHE, A. KARIM NDOYE**

« Les universités africaines francophones face au LMD : les effets du processus de Bologne sur l'enseignement supérieur au-delà des frontières de l'Europe », éd. Louvain la Neuve, Academia Bruylant 2009, 341p, ISBN 978 -2-87209-942-9

V.CONSTANTINESCO, R.KOVAR, D. SIMON

(sous la direction de) « Commentaire article par article du TUE », Préface A.LAMASSOUR, Economica 1995, ISBN 2-7178-2757-9, 1000p

P. DAILLIER et A. PELLET« Droit international public NGUYEN QUOC DINH », 6^{ème} édition 1999, LGDJ, 1455p**M. DONY**

« Droit de l'Union Européenne », éditions de l'Université de Bruxelles, 2014, isbn 978-2-8004-1555-0, 830p

PM. DUPUY« Droit international public », 4^{ème} éd., Précis Dalloz, 684p**HW.FUCHS, LR. REUTER**

« Internationalisierung der Hochschulsysteme: der Bologna-Prozess und das Hochschulwesen der USA », éd. 2003, Universität der Bundeswehr Hamburg, 50p

F.GRANELL« La coopération au développement de la CE », Commentaire Mégret « le Droit de la CE et de l'UE », vol. 13, 2^{ème} éd., éditions de l'Université libre de Bruxelles, p207s, 475p**P. KNOEPFEL, C. LARRUE, F. VARONE**

« Analyse et pilotage des politiques publiques », Genève, Helbing & Lichtenhahn, 2001, 327p

JV. LOUIS et M. DONY (sous la direction de)Commentaires Mégret « Le droit de la CE et de l'UE », « Relations extérieures », 2^{ème} édition, collection dirigée par l'Institut d'Etudes européennes volume 12, 2005, 643p

P. MÜLLER

« Les politiques publiques », coll. *Que sais-je ?*, Presse Universitaire de France, 6ème édition, 2006, Paris, 128p

J. NYE

« Bound to lead: the changing nature of American power », New York, Basic Books, 1990, 308p

J. PERTEK

« L'Europe des diplômes », PUF 1999, 128p

F.X. PRIOLLAUD, D. SIRITZKI

« Le Traité de Lisbonne – texte et commentaire par article des nouveaux traités européens (TUE-TFUE) », La documentation française, 2008, ISBN 978-2-11-0071002, 523p

A. RENAUD COULON

« Université d'entreprise : vers une mondialisation de l'intelligence », éd. 'village mondial / Pearson education France', Paris, 2002, Isbn 2-84211-189-3, (208p)

JF. RENUCCI

« Droit européen des droits de l'Homme », Manuel LGDJ 1999, 570p

J. RIDEAU

« Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes », manuel 3^{ème} éd. LGDJ 1999, 1092p

A. SEN

« La démocratie des autres, pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident », Paris, éd. Payot/Rivages 2005, coll. 'Manuels', ISBN 2228899526, 85p

D. SIMON

« Le système juridique communautaire », Paris, 2^{ème} éd. 1998, 536p

D. SIMON

« L'interprétation judiciaire des traités d'organisations internationales », Paris, Pedone, 1981, 936p

E. SPAVENTA

« Free movement of persons in the European Union: Barriers to movement in their constitutional context » Kluwer, European Law Collection 2007, ISBN 9789041124708, 182p

S. VAN RAEPENBUSCH

« Politique sociale, éducation et jeunesse » (p17) in Commentaire J. Mégret « Le droit de la CE et de l'UE », 2^{ème} éd., éd. de l'Université de Bruxelles 1998, 392p

OUVRAGES COLLECTIFS, MÉLANGES, ACTES DE COLLOQUES**J. AUVRET FINCK (sous la direction)**

« Actes du Colloque 'L'UE carrefour de coopérations' », CEDORE-CERC, LGDJ 2002, 440p

V. CONSTANTINESCO

« Le principe de subsidiarité : un passage obligé vers l'Union européenne » in Mélanges en l'honneur de Jean Boulouis « L'Europe et le Droit », 1991, p35-45

M. DONY (sous la direction)

« La dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et de justice au lendemain de Lisbonne et de Stockholm : un bilan à mi parcours », éditions de l'Université de Bruxelles, 2012, ISBN 978-2-8004-1533-8, 284p

M. DONY, N. DE SAEDELEER, C. PONCELET, C. SMITS, D. WAELBROECK

« Actualités en Droit européen », éditions Bruylant, 2013, ISBN 978-2-8027-4313-2, 183p

M. DONY, L. S. ROSSI

« Démocratie, cohérence et transparence – vers une constitutionnalisation de l'Union européenne ? », éditions de l'Université de Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, 2008, ISBN 978-2-8004-1407-2, 367p

THÈSES**G. GORI**

« Towards an EU Right to education », thèse publiée, Kluwer Law International, 2001, isbn 90 411 16702, 448p

L. MARTIN

« La Stratégie de Lisbonne et l'économie de l'éducation : vers l'émergence d'un cadre juridique des services de l'éducation », thèse 2010, publiée en 2011, éditions Larcier, 316p

V. MICHEL

« Recherches sur les compétences de la Communauté européenne » thèse publiée éditions L'Harmattan 2003, ISBN 2-7475-4067-7, 704p

S. CROCHE

« Le pilotage du processus de Bologne », Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2011, 398p

ARTICLES, CONFÉRENCES**H. ALBRECHT**

« L'accès à la formation professionnelle dans les pays de la Communauté : un important arrêt de la

Cour de Justice des Communautés européennes » in 'Formation professionnelle' 1985, n°19, p1-5

J. AUVRET FINCK

Définition de l'accord d'association (basé sur 238 TCEE et 206 CEEA) in dictionnaire juridique http://fdv.univ-lyon3.fr/mini_site/cee/dico/a/aa.htm

L. BEKEMANS, A. BALODIMOS

« Le Traité de Maastricht et l'éducation, la formation professionnelles et la culture », Revue du Marché unique 1993, n°2, p99-142

I. BUTLER

"Non governmental organisation participation in the EU law-making process: the example of social non governmental organisations at the Commission, Parliament, and Council", European Law Journal Review of European law in context, vol. 14, Issue 5, september 2008, p558-582

JM. CASTEJON

Fondation européenne pour la formation « L'approche sectorielle : aide traditionnelle ou changement de comportement ? » p73-75 in La lettre du NORRAG, n°42 spéc. juin 2009 « La chasse à l'efficacité de l'aide ? Regards critique sur la déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra, comme composantes de la nouvelle architecture de l'aide » 94p

C. CHASTRE

« Enhancing EC's contribution to address child and maternal undernutrition and its causes : Background paper for the seminar », Europaid, mai 2008, 32p

V. CONSTANTINESCO

« Compétences et pouvoirs dans les Communautés européennes, contribution à l'étude de la nature juridique des Communautés », note 6 p248, Paris, L.G.D.J, Bibliothèque de Droit international, t. LXXIV, 1974, 492p

JP. CRAYENCOUR

Commentaire « La reconnaissance mutuelle des diplômes dans le Traité de Rome », Revue du marché commun, octobre 1970 p 447-464

A-S. CROUZET

« La réduction de la fracture numérique : un défi d'aujourd'hui » www.fenetreeurope.com

A.DANZIN

Acte du séminaire Ampère février 1997 « Le maître, l'élève, l'information : vers une école socratique pour tous », p19, éd. Commission européenne 1998, 175p

J.DELORS

Intervention concernant le fonctionnement et la finalité des CIG, Bull. des CE, OPCE, Luxembourg, sept.1985, n° 9

http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_jacques_de_lors_luxembourg_9_septembre_1985-fr-423d6913-b4e2-4395-9157-fe70b3ca8521.html

Ch. GLENN

« Avoiding America's mistakes » in European Journal for education law and policy, p57

C. GOFFIN et D. MAS

Commentaire in ouvrage sous la direction de V. CONSTANTINESCO, Y. GAUTIER, D. SIMON « Commentaires article par article Traités d'Amsterdam et de Nice », Economica 2007, 1024p

P. ICARD

« Les droits sociaux des tiers à la CE : un impressionnisme juridique » in Revue du Droit de l'UE, 1/2007 p73-125

F. LAFAY

Commentaires de l'article 126 TUE (p 347) in « Commentaire article par article du TUE » sous la direction de V.CONSTANTINESCO, R.KOVAR, D.SIMON, Préface A.LAMASSOUR, Economica 1995, ISBN 2-7178-2757-9, 1000p

R.LALLEZ

« Les écoles de base au mali : nouveaux modèles ou 'écoles alternatives' ? Quel avenir pour les écoles de base ? », p 39 in « Modèles, transferts et échanges d'expériences en éducation : nécessité d'une analyse conceptuelle et d'une réflexion méthodologique » - Actes du Colloque international de l'Association francophone d'éducation comparée organisée au centre international d'études pédagogiques de Sèvres », 18-20 mai 1995 Commission européenne 1995, 277p

J. LEBULLENGER

« Signature de l'accord-cadre avec la Corée : l'Union européenne inaugure un nouveau modèle conventionnel », RTDE 2013, p599-602

J.H. MICHEL

« L'aide au développement en question : vers un plus grand rôle du secteur privé ? », Problèmes économiques n°2.587, 21 octobre 1998, p1

N. MOUSSIS

« Une approche empirique de l'intégration multinationale européenne » in « accès à l'Union européenne : droit, économie, politiques », www.europedia.moussis.eu/book_2/

S.NIELSEN

Fondation européenne pour la formation
« Apprendre du Processus de Turin de la Fondation européenne pour la formation » in p54-57 La lettre du NORRAG, numéro 46 spéc. septembre 2011
« Vers un nouveau monde global du développement des compétences ? Au tour de l'ETFP de se faire une place » www.norrag.org (67p)

F. NIETZSCHE

« Sur l'avenir de nos établissements d'enseignement » 1872 in « Nietzsche, Œuvres complètes » Tome I, Vol. 2, Gallimard La Pléiade 2000

J. NYE

Interview de « Sur la valeur stratégique du Soft Power » réalisée en septembre 2010 par Frédéric MARTEL pour France Culture (traduction : Kevin PICCIAU - interview diffusée sur France Culture le 14 novembre 2010 dans l'émission « Masse Critique », devenue depuis « Soft Power »)

Général OLLION

« Politique et stratégie » in revue 'Politique étrangère', n°6, 1965, 30^{ème} année, p479-485
www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1965_num_30_6_6029

D. PEDLEY, D. TAYLOR

« Politique et programme d'action en éducation : s'aligner et s'harmoniser, mais avec quelles priorités ? » p60-63 in La lettre du NORRAG, numéro 42 spécial juin 2009 « La chasse à l'efficacité de l'aide ? Regards critique sur la déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra, comme composantes de la nouvelle architecture de l'aide » www.norrag.org (94p)

J. PERTEK

« La reconnaissance des diplômes, un acquis rationalisé et développé par la directive n°2005/36 du 7 octobre 2005 », revue Europe, n°3, mars 2006, étude 3, 10p

P. PESCATORE

« Les relations extérieures des Communautés européennes », RCADI 1961, II, p141

C. PHILIP

« Education et formation » in BARAV (A) et PHILIP (C) (dir.) « Dictionnaire juridique des Communautés européennes », note 18, p436-449, spéc. 436

C. RAPOPORT

Communication commentée « Politique européenne de voisinage », RTDE 2013, p593

JL. SAURON

« Un bouleversement discret de la gouvernance européenne : la 3^{ème} partie de la Constitution » RTDE 41(2) avril-juin 2005, p410-436

D.SIMON

« PESC et coopération au développement » in Revue Europe n°7, juillet 2008, comm.217

J.STEINER

« Recipients of services – some more equal than others », European LawReview 1985, p348-352

JC. TEDESCO

« Education et crise économique : regards sur l'Argentine et la Colombie » in lettre d'information de l'IIPE, vol XXI, n°1 janvier-mars 2003

M. TELO

« L'UE et le néorégionalisme pour une meilleure gouvernance globale » (5p)
http://europa.eu.int/comm/dg10/university/gov/telo_2.htm

JP. TUQUOI

« La réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015 hors d'atteinte selon la CNUCED », Journal Le Monde du vendredi 18 juillet 2008, p5

S.VAN RAEPENBUSCH

« La réforme institutionnelle du traité de Lisbonne : l'émergence juridique de l'Union européenne », Cahier de droit européen 2007, p573-621

P.VERLUISE

« UE/APD : aide au développement. Entre auto-satisfaction et auto-critique », article du 5 février 2012 in revue Géopolitique www.diploweb.com

J.VERON

« Population et éducation » p75-89 in « Notes et études documentaires » n°5143 novembre 2001
« Le Monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques » sous la Direction de Y.CHARBIT, Documentation française, 222p

FJ. de VIJLDER

« Globalisation of higher education. What roles for nation states? », article in European Journal for education law and policy 2001, p159

A. WAGNER

« la conception de la coopération et l'OCDE : pays d'Europe centrale et orientale et pays non européens » in ouvrage collectif de l'Association française d'éducation comparée « Les nouvelles formes de coopération internationale en éducation : l'exemple européen et les perspectives mondiales » Education comparée n° 47 avril 1994 (151p)

P.WATSON

Commentaire « Cour 2 février 1988 Commission des CE d/ Royaume de Belgique, aff. 293/85, Rec.1988 p305 » in Common Market Law Review 1987, p93-97

P. J.J. ZOONTJENS

« Higher education in European space : companies in a state context » in European Journal for education law and policy, p165

Commentaires CJCE 13 février 1985 Gravier c/ Ville de Liège, aff. 293/83 Rec.1985 p.593, in Common Market Law Review 1987 p93-94

Monde de l'éducation

« Burkina Faso : cap sur la scolarisation des filles » Le Monde de l'éducation, n°336 mai 2005, p70

« La scolarisation, priorité du Maroc » dossier in Le Monde de l'éducation n°345, mars 2000, p67

Internationale de l'éducation

« Kenya : défis postérieurs à l'EPT » www.ei-ie.org

« Albanie FSASH (Fédération syndicale de l'enseignement et de la science d'Albanie) – obstacle des mentalités » entretien avec Stavri Liko, 19 juin 2006 www.ei-ie.org/fr/article/show.php?id=37&theme=childdlabo_ur&country

MÉMOIRES

LP.LOBO « La politique de l'UE de lutte contre la pauvreté par l'éducation des filles » dirigé par le Professeur J.AUVRET FINCK IDPD, mémoire M2 2004/2005, 116p

BROCHURES

Commission européenne « Un acteur mondial. Les relations extérieures de l'UE » Bruxelles, juillet 2004 p12

Commission européenne DG Développement « Changer le monde...localement : 25 succès de la coopération au développement à l'échelon locale » 2008, 63p

Commission européenne « nouveaux fonds, meilleures règles : aperçu des nouvelles règles financières et des subventions disponibles pour la période 2007-2013 » OPOCE 2008 (24p) ISBN 978-92-79-08539-0

Rapport du "groupe des sages sur le dialogue entre les peuples et les cultures dans l'espace euro-méditerranéen" créé à l'initiative du Président de la Commission européenne, Bruxelles, octobre 2003, texte intégral :

http://ec.europa.eu/dgs/policy_advisers/archives/experts_groups/docs/rapport_complet_fr.pdf

Délégation pour l'UE, compte rendu n°170, réunion du mercredi 3 mai 2006 à 16h15, présidence de M. Pierre Lequiller, Rapport d'information de M. Christian Philip sur les agences de l'Union européenne

<http://www.palais-bourbon.fr/12/europe/c-rendus/c0170.asp>

Eurostat « The European Neighbourhood Policy – Key indicators – a comparison with the European Union » février 2007

« Vers une éducation inclusive : exemples de bonnes pratiques d'éducation inclusive » publié par Inclusion Europe avec le soutien de la Commission européenne, isbn 2-87460-090-3

« La méta-évaluation d'inclusion en éducation » www.ec.europa.eu/education/more-information/doc/inclusion/sum_fr.pdf

« Les principes clés de la promotion de la qualité dans l'éducation inclusive recommandations à l'intention des responsables politiques », Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers, isbn 978-87-92387-84-4, www.european-agency.org

Conclusions de la conférence internationale « l'éducation inclusive : un outil pour promouvoir la cohésion sociale » des 11-12 mars 2010, www.european-agency.org/publication/.../Madrid-extracts.FR.pdf

« Education et formation pour l'inclusion sociale – réussites européennes » 2010, 40p, DG Education et Culture, isbn 978-92-79-14509-4

« Un Institut européen de technologie : consultation publique sur les missions, les objectifs, la valeur ajoutée et la structure éventuels d'un EIT » ec.europa.eu/eit/doc/eit_brochure_fr.pdf

Flyer présentatif « L'EIT : L'étendard européen de l'excellence en matière de recherche, d'enseignement et d'innovation » eit.europa.eu - Coordination générale : Direction générale de l'éducation et de la culture, Services associés : Direction générale de la recherche, Direction générale des entreprises et de l'industrie

Commission européenne Europeaid –Development and cooperation Directorate General « Directorate General for Development and Cooperation – Europeaid Main missions of DEVCO Directorates and units » final 3 août 2011, 89p

CIEP « Maroc-Appui au système national de la recherche pour une intégration à l'Espace européen de la recherche »- Lettre du CIEP (Centre international d'études pédagogiques), juin 2011
http://www.ciep.fr/expert_educ/general/maroc-appui-au-systeme-national-de-la-recherche.php

RTD Info magazine de la recherche européenne, numéro spécial novembre 2002 « les priorités du sixième programme-cadre 2002-2006

Rapport européen sur le développement 2013 « Après 2015 – une action mondiale pour un avenir inclusif et durable », OPUE 2013, isbn 978-92-79-28774-9 (278p)

Guide du programme Erasmus + (267p), version 2 du 27 février 2014

http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/documents/erasmus-plus-programme-guide_en.pdf

Brochure « Good practices – EU cooperation with US, Canada, Australia, Japan and New Zealand in higher education and training », DG Education et Culture 2008, ed. ECOTEC/ECORYS, isbn 978-92-79-10049-9 (27p)

« L'innovation dans l'UE vue par les Etats-Unis »
http://cordis.lu/cordis-gi/srchidadb?ACTION=D...:15997&CALLER=FR_CORDI

www.courrierinternational.com/numeros/464/4640381.asp?TYPE=archives

Europaid « la lutte contre la sous nutrition dans l'assistance extérieure – une approche intégrée par secteurs et modalités de l'aide » préparé par la Commission européenne, l'Allemagne, la France, l'Irlande, la Pologne et le Royaume-Uni, coll. 'Outils et méthodes' n°13, septembre 2011 (100p), isbn 978-92-79-16975-5

Conseil UE « Le partenariat stratégique Afrique-UE : relever ensemble les défis d'aujourd'hui et de demain », mai 2011, isbn 978-92-824-2925-9 (161p)

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/librairie/PDF/QC3111092FRC.pdf

« Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat efficace en éducation de base » Etudes de documents – septembre 2003 – Ministère des affaires étrangères des Pays Bas, Association des universités et collèges du Canada, ISBN 90-5328-331-1, www.dac-evaluations-cad.org/dac

« Qu'est-ce que l'évaluation ? » Direction Générale des Relations Extérieures, Direction Générale du Développement, EuropeAid Office de Coopération - Unité Commune Évaluation « Méthodologie d'évaluation de l'aide extérieure de la Commission européenne – bases méthodologiques d'évaluation, volume 1 », Luxembourg, OPOCE 2006, isbn 92-79-00682-7 ;
http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/examples/guide1_fr.pdf

Commission européenne
Brochure « Développement et coopération – lutter contre la pauvreté dans un monde en mutation » dans la série « Comprendre les politiques de l'UE », OPUE février 2014, isbn 978-92-79-24209-0 (16p), http://europa.eu/pol/index_fr.htm

« Contribution de l'UE aux OMD – quelques résultats importants des programmes de la Commission 2013 », Europaid (36p) p14

Agence Europe, Education, Formation et Campus France forces et « forces et diversité de la mobilité des étudiants européens », les fiches thématiques de l'agence, revue Soleo scope, n°10, juin 2014, 20p

**DOCUMENTS DES INSTITUTIONS ET
ORGANES DE L'UE**

COMMISSION EUROPÉENNE

COMMUNICATIONS

1992

COM(1992)915 Communication de la Commission du 15 mai 1992 sur la politique de coopération au développement à l'horizon 2000

1993

COM(1993)123 Communication de la Commission du 24 mars 1993 « Horizon 2000 : identification des domaines prioritaires pour la coordination des politiques de coopération au développement entre la Communauté et les Etats membres à partir du réexamen des textes adoptés par le Conseil depuis 1981 », p2-3

1994

COM(1994)399 Communication de la Commission du 26 septembre 1994 relative à la coopération entre la CE et les Etats membres dans le domaine des actions d'éducation et de formation dans les pays en voie de développement, 26p

1998

Communication de la Commission du 9 mars 1998 relative aux orientations pour le renforcement de la coordination opérationnelle entre la CE et les Etats membres dans le domaine de la coopération au développement, JO C97 du 31 mars 1998

1999

COM(1999)218 Communication de la Commission du 6 mai 1999 sur la complémentarité des politiques de la CE et des Etats membres dans le domaine de la coopération au développement

COM(1999)235 Communication de la Commission du 26 mai 1999 sur le processus de stabilisation et d'association en faveur des pays de l'Europe du Sud-Est, non publiée au JO

2000

COM(2000)11 Document de discussion de la Commission du 18 janvier 2000 « La Commission

et les organisations non gouvernementales : le renforcement du partenariat »

COM(2000)50 Communication de la Commission du 2 février 2000 « développer des relations plus étroites entre l'Indonésie et l'Union européenne »

COM(2000)212 Communication de la Commission du 26 avril 2000 réaffirmant l'importance d'établir de liens entre la politique de développement et les autres politiques communautaires, Bull. UE 2000/4

COM(2000)335 Communication de la Commission du 7 juin 2000 « Vers une Stratégie-cadre communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes de la période 2001-2005 », JO C337E du 28 novembre 2000, p 196-201

COM(2000)523 Communication de la Commission du 14 novembre 2000, conformément à l'article 251, paragraphe 2, deuxième alinéa, du traité CE concernant la position commune du Conseil relative à la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire, SEC(2000)1920 final, COD2000/0022

COM(2000)585 Communication de la Commission du 20 septembre 2000 « Accélération de la lutte contre les principales maladies transmissibles dans le cadre de la réduction de la pauvreté »

COM(2000)670 Communication de la Commission du 31 octobre 2000 « Sur un nouveau partenariat UE - Amérique latine à l'aube du XXème siècle »

COM(2000)724 Communication de la Commission du 8 novembre 2000 « Pêcheries et réduction de la pauvreté »

2001

COM(2001)153 Communication de la Commission du 23 avril 2001 « lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement : évaluation »

COM(2001)252 Communication de la Commission du 8 mai 2001 sur le rôle de l'Union européenne dans la promotion des droits de l'Homme et de la démocratisation dans les pays tiers (33p)

COM(2001)264 Communication de la Commission du 15 mai 2001 « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005 : premier bilan et orientations futures »

COM(2001)295 Communication de la Commission du 21 juin 2001 « Programme d'action pour l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement »

COM(2001)385 Communication de la Commission du 18 juillet 2001 concernant le renforcement de la coopération avec les pays tiers en matière d'enseignement supérieur, p3

COM(2001)469 Communication de la Commission du 4 septembre 2001 concernant le « Cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie »

COM(2001)648 Communication de la Commission du 13 novembre 2001 « La gestion des programmes communautaires par réseaux d'agences nationales »

2002

COM(2002)82 Communication de la Commission du 13 février 2002 « Vers un partenariat mondial pour un développement durable »

COM(2002)116 Communication de la Commission du 6 mars 2002 sur l'éducation et la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, non publiée au JO

COM(2002)704 Communication de la Commission du 5 juin 2002 « vers une culture renforcée de consultation et de dialogue – principes généraux et normes minimales applicables aux consultations engagées par la Commission avec les parties intéressées »

COM(2002)598 Communication de la Commission du 7 novembre 2002 « participation des acteurs non étatiques à la politique communautaire de développement »

COM(2002)639 Communication de la Commission du 18 novembre 2002 « le déliement : renforcer l'efficacité de l'aide », non publié au JO

COM(2002)718 Communication de la Commission du 11 décembre 2002 sur l'encadrement des agences européennes de régulation

2003

COM(2003)16 Communication de la Commission du 24 janvier 2003 « Vers un instrument juridiquement contraignant des Nations Unies destiné à promouvoir et protéger les droits et la dignité des personnes handicapées »

COM(2003)104 Communication de la Commission du 11 mars 2003 « L'Europe élargie – voisinage :

un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud »

COM(2003)391 Communication de la Commission du 9 juillet 2003 « Synthèse des rapports d'activités annuels 2002 des DG et des services »

COM(2003)399 Communication de la Commission du 9 juillet 2003 « Un nouveau partenariat avec l'Asie du Sud-Est »

2004

COM(2004)150 Communication de la Commission du 5 mars 2004 « Traduire le consensus de Monterrey dans la pratique : la contribution de l'Union européenne »

COM(2004)178 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 16 mars 2004 relative à la présentation d'une proposition de directive et de deux propositions de recommandation visant à faciliter l'admission des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique dans la Communauté européenne

COM(2004)373 Communication de la Commission du 12 mai 2004 « Politique européenne de voisinage – document d'orientation »

COM(2004)626 Communication de la Commission du 29 septembre 2004 relative aux instruments consacrés à l'aide extérieure dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013

COM(2004)726 Communication de la Commission du 26 octobre 2004 relative à « l'élaboration d'un cadre politique européen cohérent pour les actions extérieures visant à lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose », octobre 2004

2005

COM(2005)24 Communication de la Commission du 2 février 2005 « Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi : un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne » JO C64 du 16 mars 2005, Bull. UE ½-2005

COM(2005)33 Communication de la Commission « l'agenda social » du 9 février 2005

COM(2005)37 Communication de la Commission du 9 février 2005 « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005 : premier bilan et orientations futures »

COM(2005)133 Communication de la Commission du 5 avril 2005 « Accélérer le rythme des progrès accomplis sur la voie des objectifs du Millénaire

pour le développement - financement du développement et efficacité de l'aide », non publiée au JO

COM(2005)118 Communication de la Commission du 6 avril 2005 « Bâtir l'EER de la connaissance au service de la croissance »

COM(2005)122 Communication de la Commission du 6 avril 2005 au Conseil et au Parlement européen établissant pour 2007-2013 un programme cadre 'droits fondamentaux et justice'

COM(2005)132 Communication de la Commission du 12 avril 2005 « Accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement – la contribution de l'Union européenne », SEC (2005)452, SEC (2005)456

COM(2005)134 Communication de la Commission du 12 avril 2005 « Cohérence des politiques au service du développement – accélérer la réalisation des OMD »

COM(2005)152 Communication de la Commission du 20 avril 2005 « Mobiliser les cerveaux européens : permettre à l'enseignement supérieur de contribuer pleinement à la Stratégie de Lisbonne »

COM(2005)184 Communication du 10 mai 2005 de la Commission « le programme de La Haye : dix priorités pour les cinq prochaines années, un partenariat pour le renouveau européen dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice

COM(2005)196 Communication de la Commission du 18 mai 2005 « Un partenariat UE/Etats-Unis renforcé et un marché plus ouvert pour le 21^{ème} siècle » non publié au JO

COM(2005)206 Communication de la Commission du 30 mai 2005 sur les politiques européennes de la jeunesse « Répondre aux préoccupations des jeunes Européens » non publié au JO

COM(2005)239 Communication de la Commission du 6 juin 2005 sur la « consolidation et l'extension du service extérieur »

COM(2005)324 communication de la Commission du 3 août 2005 « Actions extérieures au travers de programmes thématiques dans le cadre des futures perspectives financières 2007-2013 » non publiée au JO

COM(2005)313 Communication de la Commission du 21 septembre 2005 concernant 'le recrutement des groupes terroristes – combattre les facteurs qui contribuent à la radicalisation violente'

COM(2005)489 Communication de la Commission du 12 octobre 2005 « La stratégie de l'UE pour l'Afrique: vers un pacte euro-africain pour accélérer le développement de l'Afrique », SEC(2005)1255 (48p)

COM(2005)491 Communication de la Commission du 12 octobre 2005 « une stratégie relative à la dimension externe de l'espace de liberté de sécurité et de justice »

COM(2005)561 Communication de la Commission du 9 novembre 2005 « Document de stratégie pour l'élargissement 2005 » (38p)

COM(2005)636 Communication de la Commission du 8 décembre 2005 « Un partenariat renforcé entre l'UE et l'Amérique latine » non publiée JO

COM(2005)642 Communication de la Commission du 12 décembre 2005 « Stratégie d'action communautaire concernant la pénurie de ressources humaines dans le secteur de la santé dans les pays en développement »

COM(2005)658 Communication de la Commission du 13 décembre 2005 sur la révision de la Stratégie pour le développement durable « une plateforme pour l'action »

COM(2005)654 Communication du 15 décembre 2005 de la Commission sur la lutte contre la VIH/Sida dans l'UE et les pays voisins 2006-2009

COM(2005)680 Communication de la Commission du 22 décembre 2005 'L'action de l'UE en matière d'éducation par le sport : prolonger les réalisations de l'AEES 2004', SEC(2005)1741

2006

COM(2006)18 Communication de la Commission du 25 janvier 2006 « Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006 »

COM(2006)21 Communication de la Commission du 25 janvier 2006 « Une stratégie thématique en faveur de la sécurité alimentaire - Faire progresser le programme de sécurité alimentaire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement »

COM(2006)25 Communication de la Commission du 25 janvier 2006 « programme thématique de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays à revenu élevé dans le cadre des futures perspectives financières (2007-2013) »

COM(2006)26 Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil 'programme thématique de coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile

COM(2006)27 Communication de la Commission du 27 janvier 2006 « L'Union européenne et les Balkans occidentaux : renforcer la stabilité et la prospérité »

COM(2006)40 Communication de la Commission du 8 février 2006 portant sur la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique

COM(2006)85 Communication de la Commission du 2 mars 2006 « financement du développement et efficacité de l'aide – les défis posés par l'augmentation de l'aide de l'UE entre 2006 et 2010 », JO C2006/130 du 3 juin 2006

COM(2006)87 Communication de la Commission du 2 mars 2006 « Aide de l'UE : fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide », non publiée au JO

COM(2006)92 Communication du 10 mars 2006 de la Commission établissant une feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2006-2010, SEC(2006)275 (23p)

COM(2006)208 Communication de la Commission du 10 mai 2006 « Faire réussir le projet de modernisation pour les universités : formation, recherche, innovation »

COM(2006)278 Communication de la Commission du 8 juin 2006 « L'Europe dans le Monde : propositions concrètes visant à renforcer la cohérence, l'efficacité et la visibilité »

COM(2006)367 Communication de la Commission du 4 juillet 2006 « Vers une stratégie sur les droits de l'enfant », SEC(2006)888, SEC(2006)889, IP/06/927 du 4 juillet 2006 (12p)

COM(2006)376 Communication de la Commission du 13 juillet 2006 « Interconnecter l'Afrique : le partenariat euro africain en matière d'infrastructure »

COM(2006)421 Communication de la Commission du 30 août 2006 intitulée « La gouvernance dans le consensus européen pour le développement – vers une approche harmonisée au sein de l'UE »

COM(2006)724 Communication de la Commission du 4 décembre 2006 concernant l'approche générale visant à permettre aux pays partenaires PEV de participer aux travaux des agences et aux programmes communautaires

COM(2006)726 Communication de la Commission du 4 décembre 2006 relative au renforcement de la politique européenne de voisinage

COM(2006)832 Communication de la Commission du 19 décembre 2006 sur la Fondation européenne pour la Formation (13p)

COM(2006)870 Communication de la Commission du 21 décembre 2006 « Programme européen d'action visant à faire face à la pénurie grave de professionnels de la santé dans les pays en développement (2007-2013)

2007

COM(2007)62 Cadre d'indicateurs et de critères de références du 21 février 2007 pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l'éducation et de la formation

COM(2007)65 Communication de la Commission du 21 février 2007 « Stratégie politique annuelle pour 2008 »

COM(2007)72 Communication de la Commission du 28 février 2007 'code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement' non publiée au JO, SEC(2007)248 et SEC(2007)249 (code adopté le 15 mai 2007)

COM(2007)100 Communication de la Commission du 8 mars 2007 « l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans la coopération au développement », SEC(2007)332

COM(2007)163 Communication de la Commission du 4 juillet 2007 « Vers une stratégie de l'UE d'aide au commerce »

COM(2007)281 Communication de la Commission du 30 mai 2007 « Vers l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Brésil »

COM(2007)349 Communication de la Commission du 21 juin 2007 « Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006 », SEC(2007)840

COM(2007)474 Communication de la Commission du 16 août 2007 « Des régions européennes compétitives grâce à la recherche et à l'innovation- Une contribution au renforcement de la croissance et à l'amélioration quantitative et qualitative de l'emploi », SEC(2007)1045

COM(2007)498 Communication de la Commission du 5 septembre 2007 « Promouvoir la pleine

participation des jeunes à l'éducation, à l'emploi et à la société », SEC(2007)1084, SEC(2007)1093

COM(2007)642 Communication de la Commission du 22 octobre 2007 « Rapport de situation sur la stratégie 2007 en faveur du développement durable », SEC(2007)1416

COM(2007)643 Communication de la Commission du 25 octobre 2007 « Vers une réponse de l'UE aux situations de fragilité – s'engager pour le développement durable, la stabilité et la paix dans les environnements difficiles », non publiée au JO

COM(2007)774 Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen 'Une politique européenne de voisinage forte' du 5 décembre 2007

COM(2007)808 Communication de la Commission « Education financière » du 18 décembre 2007, IP/2007/1954, Bull. UE 2007/12

COM(2007)833 Communication de la Commission « Une approche européenne de l'éducation aux médias dans l'environnement numérique » du 20 décembre 2007

2008

COM(2008)177 Communication de la Commission du 9 avril 2008 intitulée « L'UE partenaire global pour le développement – accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement », SEC(2008)431, SEC(2008) 432, SEC(2008)433, SEC (2008)434, SEC(2008)435

COM(2008)319 Communication de la Commission du 20 mai 2008 « Le processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée »

COM(2008) 317 Communication de la Commission du 23 mai 2008 « Favoriser les carrières et la mobilité : un partenariat européen pour les chercheurs »

COM(2008)359 Communication de la Commission du 17 juin 2008 « Une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments » SEC(2008)2026, SEC(2008)2027

COM(2008)391 Communication de la Commission du 19 juin 2008 « Rapport sur la première année de mise en œuvre de la synergie de la mer noire »

COM(2008)447 Communication de la Commission du 15 juillet 2008 « Cheminement vers un partenariat stratégique »

COM(2008)588 Communication de la Commission du 24 septembre 2008 « Un cadre stratégique

européen pour la coopération scientifique et technologique internationale »

COM(2008)611 Communication de la Commission du 8 octobre 2008 « Renforcer l'approche globale de la question des migrations : accroître la coordination, la cohérence et les synergies »

COM(2008)626 Communication de la Commission du 8 octobre 2008 « Les autorités locales : des acteurs en faveur du développement », SEC(2008)2570

COM(2008)617 Communication de la Commission du 17 octobre 2008 « Un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action » SEC(2008)2603

COM(2008)642 Communication de la Commission du 17 octobre 2008 « Les régions ultrapériphériques : un atout pour l'Europe »

COM(2008)763 Communication de la Commission du 20 novembre 2008 « L'Union européenne et la région arctique »

COM(2008)823 Communication de la Commission du 3 décembre 2008 « Partenariat oriental » SEC (2008)2974

2009

COM(2009)39 Communication de la Commission du 28 janvier 2009 « Vers un accord global en matière de changement climatique à Copenhague » SEC(2009)101, SEC(2009)102

COM(2009)400 Communication de la Commission du 24 juillet 2009 « Intégrer le développement durable dans les politiques de l'UE : rapport de situation 2009 sur la stratégie de l'UE en faveur du développement durable »

COM(2009)623 Communication de la Commission du 6 novembre 2009 « Éléments d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne (UE) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) »

2010

COM(2010)159 Communication du 21 avril 2010 de la Commission « Plan d'action de l'UE en douze points à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement »

COM(2010)2020 Communication de la Commission du 3 mars 2010 « Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive »

COM(2010)491 Communication de la Commission du 21 septembre 2010 « Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes' (2010-2015) »

COM(2010)612 Communication de la Commission du 9 novembre 2010 « Commerce, croissance et affaires mondiales - La politique commerciale au cœur de la stratégie Europe 2020 », SEC(2010)1268, SEC(2010)1269

COM(2010)634 Communication de la Commission du 10 novembre 2010 sur la « consolidation des relations entre l'UE et l'Afrique – 1.5 milliards d'habitants, 80 pays, deux continents, un avenir »

COM(2010)660 Communication de la Commission du 9 novembre 2010 « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2010 2011 »

COM(2010)682 Communication de la Commission du 23 novembre 2010 « Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois : une contribution européenne au plein emploi »

2011

COM(2011)12 Communication de la Commission du 18 janvier 2011 « Développer la dimension européenne du sport »

COM(2011)60 Communication de la Commission du 15 février 2011 « Programme de l'UE en matière de droits de l'enfant »

COM(2011)500 Communication de la Commission du 29 juin 2011 « Un budget pour la stratégie Europe 2020 », SEC(2011) 867, SEC(2011)868

COM(2011)637 Communication de la Commission du 13 octobre 2011 « Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement », SEC(2011)1172, SEC(2011)1173

COM(2011)638 Communication de la Commission du 13 octobre 2011 « La future approche de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers »

COM(2011)666 Communication de la Commission du 12 octobre 2011 « Stratégie d'élargissement et principaux défis 2011-2012 »

COM(2011)681 Communication de la Commission du 25 octobre 2011 « Responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014 »

COM(2011)787 Communication de la Commission du 23 novembre 2011 « Erasmus pour tous : le

programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport »

COM(2011)808 Communication de la Commission du 30 novembre 2011 « Programme cadre pour la recherche et l'innovation – Horizons 2020 »

2012

COM(2012)261 Communication de la Commission du 8 juin 2012 sur la mise en œuvre de la directive 'services' – « un partenariat pour une nouvelle croissance dans les services 2012-2015 »

COM(2012)366 Communication de la Commission du 9 juillet 2012 « Améliorer l'aide de l'UE aux pays en développement en mobilisant des moyens financiers pour le développement. Recommandations basées sur le rapport 2012 concernant la responsabilité de l'UE en matière de financement du développement »

COM(2012)492 Communication de la Commission du 12 septembre 2012 « Les racines de la démocratie et du développement durable: l'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures »

COM(2012)497 Communication de la Commission du 14 septembre 2012 « renforcement et ciblage de la coopération internationale de l'UE dans la recherche et l'innovation : une approche stratégique »

COM(2012)531 Communication de la Commission du 20 septembre 2012 'Premier tableau de bord de la simplification pour le CFP 2014-2020'

COM(2012)601 Communication de la Commission du 10 octobre 2012 relative aux principales conclusions du rapport global de suivi sur le degré de préparation de la Croatie en vue de son adhésion à l'UE, SWD(2012)338

2013

COM(2013)92 Communication de la Commission européenne du 27 février 2013 « Une vie décente pour tous – éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable » (26p)

COM(2013)499 Communication de la Commission du 11 juillet 2013 « L'enseignement supérieur européen dans le monde »

COM(2013)531 Document stratégique de la Commission européenne du 16 juillet 2013 « Après 2015 : vers une approche globale et intégrée du financement de l'éradication de la pauvreté et du développement durable »

COM(2013)882 Communication de la Commission du 13 décembre 2013 « Cadre de qualité de l'UE pour l'anticipation des changements et des restructurations »

2014

COM(2014)130 Communication de la Commission du 5 mars 2014 « Etat des lieux de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive »

PROPOSITIONS

1986

COM(1985)756 Proposition de décision du Conseil du 20 décembre 1985 portant adoption d'Erasmus, programme d'action de la CE en matière de mobilité des étudiants sur la base de l'article 128 TCEE, JO C73 du 2 avril 1986, p4

1993

COM(1993)523 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 1993 portant adoption de la 3^{ème} phase du programme 'Jeunesse pour l'Europe' visant à promouvoir le développement des échanges de jeunes et des activités dans le domaine de la jeunesse dans le Communauté, programme 'Jeunesse pour l'Europe', COD474

1994

COM(1994)68 Proposition de décision du Conseil du 30 mars 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine de la coopération avec les pays tiers et les OI (1994-1998), CNS 94/92, JO C228 du 17 août 1994 p188

COM(1994)251 Proposition de décision du Conseil du 23 août 1994 relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la CE et les Etats Unis d'Amérique concernant les marchés publics, JO C291 du 19 juin 1994 p4

1995

COM(1994)660 Proposition de décision du Conseil du 9 janvier 1995 relative à la conclusion au nom de la Communauté de la convention sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord Est, JOC172 du 7 juillet 1995 p1

COM(1995)74 Proposition de règlement du Conseil du 10 mai 1995 relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud, SYN 95/110, JO C235 du 9 septembre 1995 p5

COM(1995)297 Proposition de règlement (CE) du 26 juin 1995 du Conseil relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées (réfugiées, personnes déplacées et rapatriées) dans les PVD-ALA, SYN 95/162, JO C237 du 12 septembre 1995, p19

COM(1995)77 Proposition de décision du Conseil du 16 novembre 1995 concernant la conclusion d'un accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, CNS 95/108 JO C305

COM(1995)120 Proposition de décision du Conseil du 5 septembre 1995 concernant la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique, CNS95/94, JO C231 p4

COM(1995)504 Proposition de décision du 23 octobre 1995 du Conseil relative à la conclusion de l'accord-cadre interrégional de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, JO C 14 du 19 janvier 1996 p3

COM(1995)305 Proposition de décision du Conseil du 28 octobre 1995 concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viet Nam, JO C12 du 17 janvier 1996 p4

COM(1995)633 Proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil du 29 novembre 1995 adoptant un programme d'action communautaire concernant la promotion de la santé, l'information, l'éducation et la formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique

1996

COM(1996)113 Proposition modifiée de règlement (CE) du Conseil du 25 mars 1996 relatif à des mesures financières et techniques visant à soutenir la réforme des structures économiques et sociales des territoires et des pays tiers méditerranéens, CNS 95/127, JO C150 du 24 mai 1996, p15

COM(1996)199/1 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 13 mai 1996 modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour y faire figurer la Turquie parmi les bénéficiaires, COD96/130 JO C186 du 26 juin 1996 p8

COM(1996)199/2 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 13 mai 1996

modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour y faire figurer la Turquie parmi les bénéficiaires, COD96/131, JO C186 du 26 juin 1996 p9

COM(1996)205 Proposition de décision du Conseil du 14 mai 1996 portant conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO C228 du 7 août 1996 p6

COM(1996)257 Proposition de décision du 10 juillet 1996 du Conseil approuvant le texte d'une neuvième convention CE-UNRWA couvrant les années 1996-1998, préalablement à la signature de la convention par la Commission et l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, CNS 96/154 JO C218 du 27 juillet 1996, p19

COM(1996)533/1 Proposition de décision du Conseil du 25 novembre 1996 concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CE et l'ancienne République yougoslave de la Macédoine, JO C79 du 12 mars 1997

COM(1996)610/2 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 1996 établissant le programme d'action communautaire 'Service volontaire européen pour les jeunes', COD96/318, JO C302 du 3 octobre 1997, p6

1997

COM(1997)17 Proposition de décision du Conseil du 24 janvier 1997 relative à la signature et à la conclusion d'un accord international sur des normes en matière de piégeage sans cruauté entre la CE, le Canada et la Fédération de Russie, JOC95 du 24 mars 1997 p46

COM(1997)51 Proposition de décision du Conseil du 5 février 1997 relative à l'accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine, agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part, JO L128 du 24 avril 1997 p1

COM(1997)37 Proposition de décision du Conseil du 26 février 1997 concernant la conclusion par la CE de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 et de l'accord du 28 juillet 1994 relatif à l'application de la partie XI de ladite convention, JO C155 du 23 mai 1997 p1

COM(1997)79 Proposition de décision du Conseil du 3 mars 1997 concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la

République démocratique populaire du Lao, JO C109 du 8 avril 1997, p8

COM(1997)12 Proposition de décision du Conseil du 5 mars 1997 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Hongrie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 97/18 JO C113 du 11 avril 1997 p2

COM(1997)13 Proposition de décision du Conseil du 5 mars 1997 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République Tchèque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 97/24, JO C113 du 11 avril 1997 p5

COM(1997)14 Proposition de décision du Conseil du 5 mars 1997 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 97/21, JO C113 du 11 avril 1997 p8

COM(1997)93 Proposition du 5 mars 1997 adressée au Conseil en vue d'une action commune concernant la protection temporaire des personnes déplacées, CNS 97/0081, JO C106 du 4 avril 1997, p13

COM(1997)159 Proposition du 2 mai 1997 de recommandation du Conseil concernant la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur, SYN97/0121

COM(1997)316 Proposition de décision du 27 juin 1997 concernant la conclusion d'accords bilatéraux entre la Communauté et Chypre relatifs à la participation de cette dernière aux programmes communautaires dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, CNS 97/173 JO C267 du 3 septembre 1997 p45

COM(1997)410 Proposition de décision du Conseil du 25 juillet 1997 relative à la conclusion, au nom de la Communauté, de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, JO C299 du 30 septembre 1997 p1

COM(1997)422/1 Proposition de décision du Conseil du 3 septembre 1997 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne à des programmes communautaires dans les domaines de

la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 97/224, JO C337 du 7 novembre 1997 p20

COM(1997)422/2 Proposition de décision du Conseil du 3 septembre 1997 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République slovaque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 97/225, JO C337 du 7 novembre 1997 p24

COM(1997)435 Proposition de décision du Conseil du 8 septembre 1997 concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République du Yémen, JO C317 du 18 octobre 1997, p5

COM(1997)387 Proposition d'acte du 29 septembre 1997 du Conseil établissant la convention relative aux règles d'admission des ressortissants des pays tiers dans les Etats membres, CNS 97/0227, JO C337 du 7 novembre 1997, p9

COM(1997)527 Proposition de décision du Conseil du 21 octobre 1997 relative à la conclusion de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part, JO C350 du 19 novembre 1997, p6

COM(1997)726 Proposition de décision du Conseil du 11 décembre 1997 relative à la signature et à la conclusion d'un accord international sous forme de procès-verbal agréé entre la CE et les Etats Unis d'Amérique sur des normes de piégeage sans cruauté, JO C32 du 30 janvier 1998 p8

1998

COM(1998)93 Proposition de décision du Conseil du 24 février 1998 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 98/67, JO C116 du 16 avril 1998 p21

COM(1998)202 Proposition de décision du Conseil du 31 mars 1998 concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans le domaine de l'éducation et de la formation JO C197 du 27 juillet 1988 p13

COM(1998)263/2 Proposition de décision du Conseil du 6 mai 1998 concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de l'Estonie aux programmes

communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale JO C185 du 15 juin 1998

COM(1998)263/3 Proposition de décision du Conseil du 6 mai 1998 concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de la Hongrie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale JO C185 du 15 juin 1998 p9

COM(1998)263/5 Proposition de décision du Conseil du 6 mai 1998 concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de la Roumanie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale JO C185 du 15 juin 1998 p18

COM(1998)281 Proposition de décision du Conseil du 13 mai 1998 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie à des programmes communautaires dans le domaine de la jeunesse, CNS 98/160, JO C181 du 12 juin 1998 p16

COM(1998)305/2 Proposition de décision du Conseil du 10 juin 1998 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'société de l'information conviviale' (1998-2002) JO C 260 du 18 août 1998 p16

COM(1998)305/7 Proposition de décision du Conseil du 10 juin 1998 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'accroître le potentiel humain de recherche et la base de connaissances socioéconomiques' JO C260 du 18 août 1998 p87

COM(1998)305/8 Proposition de décision du Conseil du 10 juin 1998 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration, à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche pour la CE (1998-2002), JO C260 du 18 août 1998 p105

COM(1998)308 Proposition de décision du Conseil du 15 mai 1998 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 98/172, JO C205 du 1 juillet 1998, p6

COM(1998)309 Proposition de décision du Conseil du 15 mai 1998 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie à des

programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 98/173, JO C197 du 23 juin 1998 p18

COM(1998)310 Proposition de décision du Conseil du 15 mai 1998 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 98/174, JO C188 du 17 juin 1998 p11

COM(1998)357 Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan, JO C17 du 22 janvier 1999, p6

COM(1998)372 Proposition d'action commune du 24 juin 1998 relative à la solidarité dans l'accueil et le séjour des bénéficiaires de la protection temporaire des personnes déplacées, CNS98/222, JO C268 du 27 août 1998,

COM(1998)457 Proposition de décision du Conseil du 1^{er} décembre 1998 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO C283 du 12 septembre 1998 p5

COM(1998)750 Proposition de décision du Conseil du 14 décembre 1998 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie aux programmes communautaires relatifs à la formation professionnelle et à l'éducation, CNS 98/352, JO C10 du 14 janvier 1999 p1

COM(1998)733 Proposition de décision du Conseil du 16 décembre 1998 concernant une action commune adoptée par le Conseil établissant des mesures destinées à soutenir concrètement l'accueil et le rapatriement volontaire de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile, CNS98/357, JO C37 du 11 février 1999, p4

1999

COM(1999)13 Proposition modifiée de règlement (CE) du Conseil du 20 janvier 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, SYN 97/0191/A, JO C89 du 30 mars 1999 p1

COM(1999)36 Proposition de règlement (CE) du Conseil du 28 janvier 1999 sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la

dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement, JO C47 du 20 février 1999 p10

COM(1999)41 Proposition de règlement (CE) du Conseil du 3 février 1999 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et autres forêts dans les pays en développement, JO C87 du 29 mars 1999 p97

COM(1999)71 Proposition de décision du Conseil du 18 février 1999 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Slovénie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, CNS 99/52, JO C89 du 30 mars 1999 p48

COM(1999)97 Proposition de décision du Conseil du 8 mars 1999 concernant la position communautaire au sein du Conseil d'association sur la participation de la République tchèque aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale JO C110 du 21 avril 1999 p9

COM(1999)128 Proposition de décision du Conseil du 17 mars 1999 concernant l'adoption, au nom de la Communauté, des modifications aux annexes de la Convention sur la protection de l'environnement marin de la zone de la mer Baltique, JO C176 du 22 juin 1999, p15

COM(1999)199 Proposition de décision du Conseil du 20 mai 1999 concernant la position de la CE au sein du Conseil d'association sur la participation de la République de Slovénie aux programmes communautaires dans les domaines de la santé et de la politique sociale

COM(1999)292 Proposition de décision du Conseil du 15 juin 1999 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et la République argentine, JO C247E du 28 septembre 1999 p1-7

COM(1999)334 Proposition de décision du Conseil du 8 juillet 1999 approuvant le texte d'une 10^{ème} convention CE- UNRWA couvrant les années 1999-2001 préalablement à la signature de la convention par la Commission et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, JO C21E du 25 janvier 2000, p33

2000

COM(1999)709 Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil du 24 janvier

2000 concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire

COM(2000)55 Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil du 3 février 2000 sur les mesures destinées à favoriser la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement, JOC247E du 26 septembre 2000 p1-11

COM(2000)54 Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil du 9 février 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement, JO C248 du 29 août 2000 p97-107

COM(2000)182 Proposition de décision du Conseil du 30 mars 2000 relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, du protocole de Carthagène sur la biosécurité

COM(2000)169 Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2000 relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social de la Turquie, COD98/300, JO C311E du 31 octobre 2000 p125-133

COM(2000)207 Proposition de décision du Conseil du 12 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/78

COM(2000)209 Proposition de décision du Conseil du 12 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Hongrie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/89

COM(2000)210 Proposition de décision du Conseil du 12 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/90

COM(2000)211 Proposition de décision du Conseil du 12 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/79

COM(2000)208 Proposition de décision du Conseil du 13 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/86

COM(2000)215 Proposition de décision du Conseil du 13 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/93

COM(2000)217 Proposition de décision du Conseil du 14 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République Slovaque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/92

COM(2000)221 Proposition de décision du Conseil du 14 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/83

COM(2000)225 Proposition de décision du Conseil du 17 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/97

COM(2000)226 Proposition de décision du Conseil du 17 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/84

COM(2000)227 Proposition de décision du Conseil du 17 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Roumanie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/98

COM(2000)228 Proposition de décision du Conseil du 17 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation, ACC2000/85

COM(2000)232 Proposition de décision du Conseil du 19 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association

concernant la participation de la Lituanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation et de l'éducation

COM(2000)233 Proposition de décision du Conseil du 19 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Slovénie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/95

COM(2000)234 Proposition de décision du Conseil du 19 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République Slovaque au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/83

COM(2000)240 Proposition de décision du Conseil du 26 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Hongrie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/100

COM(2000)245 Proposition de décision du Conseil du 26 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/106

COM(2000)252 Proposition de décision du Conseil du 27 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/101

COM(2000)253 Proposition de décision du Conseil du 27 avril 2000 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC2000/102

COM(2000)381 Proposition de règlement du Conseil du 23 juin 2000 concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie

COM(2000)416 Proposition de décision du Conseil du 6 juillet 2000 relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation,

de l'éducation et de la jeunesse, CNS2000/176, JO C337E du 28 novembre 2000 p172-176

COM(2000)523 Proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil du 3 août 2000 concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire, COD 2000/0022

COM(2000)655/1 Proposition de décision du Conseil du 18 octobre 2000 concernant la signature de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation, JO C240E du 28 août 2001 p46

COM(2000)655/2 Proposition de décision du Conseil du 18 octobre 2000 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation, CNS2000/0264, JO C240E du 28 août 2001 p47-52

COM(2000)656/1 Proposition de décision du Conseil du 18 octobre 2000 concernant la signature de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO C240E du 28 août 2001 p53

COM(2000)656/2 Proposition de décision du Conseil du 18 octobre 2000 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, CNS2000/0263, JO C240E du 28 août 2001 p54-59

COM(2000)723 Proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil du 9 novembre 2000 relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs

COM(2000)831 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2000 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie JO C120E du 24 avril 2001 p163-167

COM(2000)854/3 Proposition de décision cadre du Conseil du 21 décembre 2000 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la

pédopornographie JO C62E du 27 février 2001, p327-330

2001

COM(2001)2 Proposition de décision du Conseil du 12 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Hongrie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/14

COM(2001)3 Proposition de décision du Conseil du 12 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de l'Estonie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/9

COM(2001)4 Proposition de décision du Conseil du 12 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Lettonie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/12

COM(2001)6 Proposition de décision du Conseil du 12 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Pologne pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/6

COM(2001)8 Proposition de décision du Conseil du 12 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la République tchèque pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/16

COM(2001)5 Proposition de décision du Conseil du 15 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Lituanie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/15

COM(2001)10 Proposition de décision du Conseil du 15 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Roumanie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/13

COM(2001)14 Proposition de décision du Conseil du 15 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la République Slovaque pour sa participation aux

programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/19

COM(2001)15/1 Proposition de décision du Conseil du 15 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Bulgarie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/10

COM(2001)15/2 Proposition de décision du Conseil du 15 janvier 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la contribution financière de la Slovénie pour sa participation aux programmes Socrates et Jeunesse de 2001 à 2006, ACC2001/10

COM(2001)94/2 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 21 février 2001 relative au programme cadre pluriannuel 2002-2006 de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration visant à aider à la réalisation de l'EER JO C180E du 26 juin 2001 p156-176

COM(2001)207 Proposition modifiée de décision du Conseil du 11 avril 2001 relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme d'action communautaire Jeunesse, ACC 2000/0083

COM(2001)237 Proposition de décision du Conseil du 2 mai 2001 relative à la signature, au nom de la CE, de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants

COM(2001)279/1 Proposition de décision du Conseil du 30 mai 2001 arrétant un programme spécifique 2002-2006 de recherche, de développement technologique et de démonstration visant à intégrer et renforcer l'EER JO C240E du 28 août 2001 p194-226

COM(2001)279/2 Proposition de décision du Conseil du 30 mai 2001 arrétant un programme spécifique 2002-2006 de recherche, de développement technologique et de démonstration visant à structurer l'Espace européen de la recherche JO C240E du 28 août 2001 p227-237

COM(2001)293 Proposition de règlement du Conseil du 12 juin 2001 portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004

COM(2001)483 Proposition de décision du Conseil du 17 août 2001 relative à la conclusion, au nom de la Communauté, du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et

l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux JO C332E du 27 novembre 2001, p222-237

COM(2001)481/1 Proposition de décision du Conseil du 23 août 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires, AVC2001/193, JO C304E du 30 octobre 2001 p335-337

COM(2001)481/2 Proposition de décision du Conseil du 23 août 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires, AVC2001/194, JO C304E du 30 octobre 2001 p338-341

COM(2001)481/3 Proposition de décision du Conseil du 23 août 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, AVC2001/195, JO C304E du 30 octobre 2001 p342-345

COM(2001)510 Proposition de directive du Conseil du 12 septembre 2001 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers et les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou de personne qui, pour d'autres raisons, a besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, CNS2001/207, JO C51E du 26 février 2002 p325-334

COM(2001)584 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 16 octobre 2001 établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, COD 2001/0244, JO C25E du 29 janvier 2002 p 531-535

COM(2001)579 Proposition de décision du Conseil du 23 octobre 2001 relative à l'approbation, au nom de la CE, du protocole de Kyoto à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'exécution conjointe des engagements qui en découlent, JO C75E du 26 mars 2002, p17-32

COM(2001)741 Proposition de décision du Conseil du 7 décembre 2001 relative à un échange de lettres entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant un financement supplémentaire en 2001, pour la période 1999-2001, au titre de la convention CE-UNRWA actuellement en vigueur l'aide aux

réfugiés dans les pays du proche Orient, JO C103E du 30 avril 2002, p21-22

2002

COM(2002)43 Proposition modifiée de décision du Conseil du 30 janvier 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration 'Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche' (2002-2006) JO C181E du 30 juillet 2002 p1-71

COM(2002)43 Proposition modifiée de décision du Conseil du 30 janvier 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration « Structurer l'Espace européen de la recherche » (2002-2006), JO C181E du 30 juillet 2002 p72-93

COM(2002)47 Proposition de décision du Conseil du 11 février 2002 modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du Programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur TEMPUS III 2000-2006, CNS2002/37 JO n° 151 E du 25 juin 2002, p118-120

COM(2002)71 Proposition de directive du Conseil du 11 février 2002 relative au titre de séjour de courte durée délivré aux victimes de l'aide à l'immigration clandestine ou de la traite des êtres humains qui coopèrent avec les autorités compétentes JO C126E du 28 mai 2002, p393-397

COM(2002)120 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé et aux droits en matière de reproduction et de sexualité, JO C151E du 25 juin 2002 p260-263

COM(2002)127 Proposition de décision du Conseil du 13 mars 2002 concernant la conclusion au nom de la CE du protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, JO C181E du 30 juillet 2002, p258-274

COM(2002)151 Proposition de décision du Conseil du 19 mars 2002 concernant la signature de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la république du Chili JO C181E du 30 juillet 2002 p 295-302

COM(2002)173 Proposition de décision cadre du Conseil du 19 avril 2002 relative aux attaques visant les systèmes d'information CNS2002/086 JO C203E du 27 août 2002, p109-113

COM(2002)238 Proposition de décision du Conseil du 3 mai 2002 sur la conclusion de la convention

entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant l'aide aux réfugiés dans les pays du proche Orient 2002-2005, JO C203E du 27 août 2002, p142-144

COM(2002)401 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2002 établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (2004-2008), 2002/165COD, JO C331E du 31 décembre 2002 p25-49

COM(2002)607 Proposition de décision du Conseil du 6 novembre 2002 relative à la conclusion d'un protocole d'adaptation des aspects commerciaux de l'accord européen établissant une association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part, pour tenir compte des résultats des négociations entre les parties concernant l'établissement de nouvelles concessions agricoles réciproques, JO C71E du 25 mars 2003, p15-30

COM(2002)723 Proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2002 relative à la mobilité dans la Communauté, des étudiants, des personnes en formation, des jeunes volontaires, des enseignants et des formateurs (présentée par la Commission conformément à l'article 250 paragraphe 2 TCE), COD 2000/0021 du 9 novembre 2000

COM(2002)751 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2002 arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe

2003

COM(2003)82 Proposition de décision du Conseil du 20 février 2003 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili

COM(2003)639 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, COD(2003)250 du 28 octobre 2003

COM(2003)307 Proposition de décision du Conseil du 26 mai 2003 relative à la signature de la convention cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

COM(2003)331 Proposition de décision du Conseil du 12 juin 2003 concernant la conclusion, au nom de la CE, de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants

COM(2003)677/2 Proposition de décision du Conseil du 10 novembre 2003 relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part

COM(2003)695/2 Proposition de décision du Conseil du 14 novembre 2003 relative à la conclusion d'un accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres, à savoir les Républiques de Bolivie, de Colombie, de l'Equateur, du Pérou et la République bolivarienne du Venezuela, d'autre part

COM(2003)777 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 10 décembre 2003 en vue d'adapter les montants de références pour tenir compte de l'élargissement de l'UE

COM(2003)807 Proposition de décision du Conseil du 19 décembre 2003 relative à la conclusion de la convention cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

2004

COM(2003)854 Proposition de règlement du Conseil du 8 janvier 2004 modifiant le règlement (CEE) n°337/75 portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, CNS 2003/0334 du 8 janvier 2004

COM(2004)102 Proposition de décision du conseil du 12 février 2004 établissant le Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2005-2010 SEC(2004)161

COM(2004)456 Proposition de décision du Conseil du 6 juillet 2004 relative à la signature et à la conclusion, au nom de la CE, d'un accord de coopération avec la principauté d'Andorre, AVC2004/136

COM(2004)471 Proposition de décision du Parlement et du Conseil du 14 juillet 2004 établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013, SEC(2004)960

COM(2004)520 Proposition de décision du Conseil du 26 juillet 2004 relative à la conclusion par la CE de l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la CE et la CEEA, d'une part, et la République du Tadjikistan d'autre part

COM(2004)521 Proposition de décision du Conseil et de la Commission du 26 juillet 2004 relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre la CE et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part

COM(2004)531 Proposition de décision du Conseil du 3 août 2004 relative à la conclusion par la CE de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie

COM(2004)627 Proposition de règlement du Conseil du 29 septembre 2004 établissant un instrument de pré adhésion (IAP)

COM(2004)628 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2004 portant dispositions générales concernant la création d'un instrument européen de voisinage et de partenariat

COM(2004)629 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2004 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et de la coopération économique

COM(2004)642 Proposition de recommandation du Conseil et du Parlement européen du 12 octobre 2004 concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur, COD 2004/0239

COM(2004)729/1 Proposition de décision du Conseil du 27 octobre 2004 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires

COM(2004)729/2 Proposition de décision du Conseil du 27 octobre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires

COM(2004)729/3 Proposition de décision du Conseil du 27 octobre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la

participation de la République de Croatie aux programmes communautaires

COM(2004)729/4 Proposition de décision du Conseil du 27 octobre 2004 relative à la signature d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine

COM(2004)729/5 Proposition de décision du Conseil du 27 octobre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires

COM(2004)809/1 Proposition de décision du Conseil du 16 décembre 2004 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires, AVC 2004/276

COM(2004)809/2 Proposition de décision du Conseil du 16 décembre 2004 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires, AVC2004/277

COM(2004)809/3 Proposition de décision du Conseil du 16 décembre 2004 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires, AVC2004/278

COM(2004)809/4 Proposition de décision du Conseil du 16 décembre 2004 relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, AVC 2004/279

COM(2004)809/5 Proposition de décision du Conseil du 16 décembre 2004 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, AVC 2004/280

COM(2004)840 Proposition de règlement du Conseil du 28 décembre 2004 modifiant le règlement (CE) n°382/2001 en ce qui concerne sa date d'expiration et certaines dispositions relatives à l'exécution du budget

2005

COM(2005)51/5 Proposition de décision du Conseil du 17 février 2005 relative à la position à adopter par la Communauté au sein du Conseil des ministres ACP-CE concernant une décision portant sur l'utilisation de la réserve de l'enveloppe de soutien au développement à long terme ainsi que de ressources de la facilité d'investissement du 9^{ème} FED pour le financement de l'initiative européenne dans le domaine de l'énergie, pour les contributions à la facilité de financement internationale de la gestion des risques liés aux produits de base, l'adaptation aux nouvelles règles communautaires sanitaires et phytosanitaires en matière d'alimentation animale et humaine, le renforcement de l'Union Africaine et une contribution à l'initiative accélérée 'Education pour tous', SEC(2005)242

COM(2005)108 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2005 instituant le Fonds de solidarité de l'UE

COM(2005)119 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2005 relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013)

COM(2005)123 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 6 avril 2005 portant création du Fonds européen pour le retour pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général « solidarité et gestion des flux migratoires » SEC(2005)435, COD(2005)49

COM(2005)190 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 13 mai 2005 modifiant le règlement (CEE) n°337/75 portant création d'un centre européen pour le développement de la formation professionnelle en ce qui concerne le mandat du directeur, COD/2005/0073

COM(2005)439 Proposition de décision du Conseil du 21 septembre 2005 concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme-cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

COM(2005)440 Proposition de décision du Conseil du 21 septembre 2005 relative au programme spécifique 'coopération' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

COM(2005)441 Proposition de décision du Conseil du 21 septembre 2005 relative au programme spécifique 'idées' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

COM(2005)442 Proposition de décision du Conseil du 21 septembre 2005 relative au programme spécifique 'personnel' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

COM(2005)443 Proposition de décision du Conseil du 21 septembre 2005 relative au programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

COM(2005)463 Proposition de décision du Conseil du 30 septembre 2005 concernant la conclusion de l'accord international de 2005 sur l'huile d'olive et les olives de tables

COM(2005)678 Proposition de décision du Conseil du 21 décembre 2005 relative à la conclusion de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

2006

COM(2006)180/1 Proposition de décision du Conseil du 27 avril 2006 relative à la signature de l'accord entre la Communauté et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels

COM(2006)180/2 Proposition de décision du Conseil du 27 avril 2006 relative relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels, CNS 2006/61

COM(2006)228 Proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil du 24 mai 2006 établissant le programme 'Jeunesse en action'

2007-2013 – adaptation suite à l'accord du 17 mai 2006 sur le cadre financier 2007-2013, COD2004/152

COM(2006)256 Proposition de décision du Conseil du 1^{er} juin 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la CE et la Roumanie concernant la participation de la Roumanie aux activités de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

COM(2006)274/1 Proposition de décision du Conseil du 7 juin 2006 relative à la signature de l'accord entre la Communauté et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse

COM(2006)274/2 Proposition de décision du Conseil du 7 juin 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse, CNS 2006/96

COM(2006)354 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2006 instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde

COM(2006)364 Proposition modifiée de décision du Parlement Européen et du Conseil du 28 juin 2006 relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013)

2007

COM(2007)77 Proposition de décision concernant la signature au nom de la CE de la convention le 27 février 2007

COM(2007)276 Proposition de décision du Conseil et de la Commission du 30 mai 2007 relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël JO C 191 du 17 août 2007

COM(2007)305 Proposition de décision du Conseil et de la Commission du 1^{er} juin 2007 relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE et de la CEEA, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la CEEA, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part JO C 191 du 17 août 2007

COM(2007)352 Proposition de décision du Conseil du 25 juin 2007 relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre

la CE et la République d'Egypte JO C191 du 17 août 2007

COM(2007)395 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2007 établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (ERASMUS MUNDUS 2009-2013), SEC(2007)949, SEC(2007)950, COD(2007)145

COM(2007)443 Proposition de règlement du 25 juillet 2007 du Parlement européen et du Conseil portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte), COD(2007)163

COM(2007)637 Proposition de directive du Conseil du 23 octobre 2007 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants des pays tiers aux fins d'emploi hautement qualifié

COM(2007)638 Proposition de directive du Conseil du 23 octobre 2007 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre

COM(2007)804 « Proposition de programme communautaire de Lisbonne 2008-2010 » du 11 décembre 2007

2008

COM(2008)56 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2008 modifiant la décision 1719/2006/CE établissant le programme 'Jeunesse en action' 2007-2013, COD 2008/23

COM(2008)159 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 28 mars 2008 concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009), COD 2008/0064

COM(2008)179 Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil du 9 avril 2008 relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels SEC(2008)440, SEC(2008)441, COD 2008/0069

COM(2008)180 Proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil du 9 avril 2008 établissant le système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation

professionnels (ECVET), SEC(2008)442,
SEC(2008)443, COD2008/70

COM(2008)424 Proposition de recommandation du Conseil du 3 juillet 2008 relative à la mobilité des jeunes volontaires en Europe SEC(2008)2174, SEC(2008)2175

COM(2008)374 Proposition de décision du Conseil du 29 juillet 2004 relative à une position de la Communauté au sein du Conseil conjoint UE-Mexique concernant les modifications de la décision n°3/2004 du Conseil conjoint

COM(2008)530 Proposition de décision du Conseil du 29 août 2008 sur la conclusion par la CE du protocole facultatif se rapportant à la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, COD(2008)171

COM(2008)581 Proposition de décision du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la reconduction de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique

COM(2008)815 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2008 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres

COM(2008)853 Proposition de décision du Conseil du 12 décembre 2008 relative à la conclusion d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République arabe syrienne, d'autre part, AVC 2008/248

2009

COM(2009)197 Proposition de règlement du Conseil du 21 avril 2009 modifiant le règlement (CE) 1934/2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé

COM(2009)221 Proposition de décision du Conseil du 13 mai 2009 relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part

COM(2009)379 Proposition de recommandation du Conseil du 22 juillet 2009 concernant des mesures de lutte contre les maladies neurodégénératives mentionnant la participation du ministre de l'éducation au processus

COM(2009)462 Proposition de décision du Conseil du 8 septembre 2009 relative à la signature et l'application provisoire d'un accord entre la CE et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013)

COM(2009)492 Proposition de décision du Conseil du 22 septembre 2009 relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part

COM(2009)551 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, et relatives au contenu de cette protection

COM(2009)565 Proposition de décision du Conseil du 22 octobre 2009 relative à la signature, au nom de la CE, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des îles Féroé, associant les îles Féroé au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013)

COM(2009)566 Proposition de décision du Conseil du 22 octobre 2009 relative à la conclusion, au nom de la CE, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des îles Féroé, associant les îles Féroé au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013)

COM(2009)631 Proposition de décision du Conseil du 18 décembre 2009 relative à la signature, au nom de la CE, et à l'application provisoire de l'accord-cadre entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

2010

COM(2010)30 Proposition de décision du Conseil du 19 février 2010 concernant la conclusion, au nom de l'UE, du protocole à la convention sur la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée

COM(2010)174 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2010 accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de

pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE

COM(2010)345 Proposition de décision du Conseil du 30 juin 2010 relative à la position à adopter par l'UE au sein du Conseil conjoint Cariforum-UE institué par l'accord de partenariat économique entre les Etats du Cariforum, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, concernant la modification de l'annexe IV de l'accord, JO L295 du 12 novembre 2010

COM(2010)378 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2010 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un détachement intragroupe

COM(2010)426 Proposition de décision du Conseil du 9 août 2010 relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013)

COM(2010)460 Proposition de décision du Conseil du 6 septembre 2010 relative à la signature d'un accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République des Philippines, d'autre part

COM(2010)478 Proposition de recommandation du Conseil du 15 septembre 2010 Jeunesse en mouvement – promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage

COM(2010)606 Proposition de décision du Conseil du 25 octobre 2010 relative à la conclusion de l'accord sur la protection de l'environnement et le développement durable du parc de Prespa

COM(2010)626 Proposition de décision du 5 novembre 2010 du Conseil relative à la signature, au nom de l'UE, et à l'application provisoire de certaines dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part

COM(2010)638 Proposition de décision du 5 novembre 2010 du Conseil relative à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part

COM(2010)699 Proposition de décision du 29 novembre 2010 du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une

part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part

2011

COM(2011)19 Proposition de recommandation du Conseil du 31 janvier 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire

COM(2011)117 Proposition de décision du 14 mars 2011 du Conseil relative à la signature d'un accord cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part

COM(2011)185 Proposition de décision du 6 avril 2011 du Conseil arrêtant la position de l'UE au sein du Conseil général de l'OMC concernant l'adhésion de la République de Vanuatu à l'OMC

COM(2011)153 Proposition de décision du 19 avril 2011 du Conseil relative à la position à adopter par l'UE et ses Etats membres au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Jordanie pour la PEV

COM(2011)282 Proposition de décision du Conseil du 20 mai 2011 relative à la conclusion d'un accord de partenariat volontaire entre l'UE et la République centrafricaine sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de bis et produits dérivés vers l'UE

COM(2011)320 Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil du 1^{er} juin 2011 établissant des normes pour l'accueil des demandeurs d'asile (refonte)

COM(2011)370 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 2011 relative à l'efficacité énergétique et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE

COM(2011)469 Proposition de décision du Conseil du 26 juillet 2011 relative à la conclusion de l'accord modifiant, pour la deuxième fois, l'accord de partenariat, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

COM(2011)709 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 9 novembre

2011 établissant le troisième programme d'action pluriannuel de l'Union dans le domaine de la santé pour la période 2014-2020 «La santé en faveur de la croissance», COD2011/0339, SEC(2011) 1322, SEC(2011)1323

COM(2011)751 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2011 portant création du Fonds 'Asile et migration'

COM(2011)788 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2011 établissant 'Erasmus pour tous' le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, SEC(2011)1402, SEC(2011)1403, 2011/0371COD

COM(2011)809 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2011 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020)

COM(2011)811 Proposition de décision du Conseil du 30 novembre 2011 établissant le programme spécifique d'exécution du programme cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 », 2011/042(CNS)

COM(2011)822 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le programme stratégique d'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT): la contribution de l'EIT à une Europe plus innovante Bruxelles, 2011/0387(COD) SEC(2011)1433, SEC(2011)1434

COM(2011)838 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2011 relatif à l'instrument d'aide de préadhésion

COM(2011)839 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2011 instituant un instrument européen de voisinage

COM(2011)840 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2011 instituant un instrument de financement de la coopération au développement 2011/0406(COD)

COM(2011)843 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2011 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers

COM(2011)844 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2011 instituant un instrument financier pour la

promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, 2011/412 (COD)

COM(2011)845 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 décembre 2011 instituant un instrument de stabilité

COM(2011)874 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2011 relative à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE)

COM(2011)925 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2011 accordant une assistance macro financière à la république Kirghize

2012

COM(2012)454 Proposition de décision du Conseil du 13 août 2012 relative à la conclusion de l'accord de dialogue politique et de coopération avec les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama

COM(2012)463 Proposition de décision du Conseil du 23 août 2012 relative à la position à prendre par l'UE au sein du Comité « coopération culturelle » institué par l'accord de libre-échange entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, en ce qui concerne l'établissement du comité et l'adoption de son règlement

COM(2012)514 Proposition du Parlement européen et du Conseil du 19 septembre 2012 portant création du corps volontaire européen d'aide humanitaire volontaires de l'aide de l'UE

COM(2012)520 Proposition de décision du Conseil du 19 septembre 2012 concernant la position à adopter, au nom de l'UE, lors de la 32^{ème} réunion du Comité permanent de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe

COM(2012)577 Proposition de décision du Conseil du 5 octobre 2012 concernant la conclusion du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique

COM(2012)592 Proposition de décision du Conseil du 17 octobre 2012 relative à la position à adopter par l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs

particuliers en dehors des quatre libertés, JO L198 du 25 juillet 2012, p1-3

2013

COM(2013)143 Proposition de décision du Conseil du 22 mars 2013 relative à la conclusion du protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics

COM(2013)151 Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil du 25 mars 2013 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (refonte)

COM(2013)218 Proposition de décision du Conseil du 22 avril 2013 relative à la signature, au nom de l'UE, d'un accord-cadre entre l'UE et le Kosovo

COM(2013)219 Proposition de décision du Conseil du 22 avril 2013 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre l'UE et le Kosovo (établissant les principes généraux de la participation du Kosovo aux programmes de l'UE)

COM(2013)230 Proposition de décision du Conseil du 24 avril 2013 relative à la conclusion d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part

COM(2013)293 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2013 accordant une garantie de l'UE à la Banque européenne d'investissement en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés en dehors de l'UE

COM(2013)451 Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2013 adaptant à l'article 290 du TFUE une série d'actes juridiques prévoyant le recours à la procédure de réglementation avec contrôle

COM(2013)509 Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2013 relative à l'année européenne du développement (2015)

COM(2013)551 Proposition de décision du Conseil du 25 juillet 2013 relative à la conclusion de l'accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

COM(2013)603 Proposition de recommandation du Conseil du 28 août 2013 sur la promotion transversale de l'activité physique bienfaisante pour

la santé, SWD(2013)310, SWD(2013)311, SWD(2013)312 (29p)

COM(2013)743 Proposition de décision du Conseil du 25 octobre 2013 relatif à l'adhésion de l'UE au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol

COM(2013)740 Proposition de décision du Conseil du 31 octobre 2013 relative à un sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi, 2013/361 (APP)

COM(2013)924 Proposition de décision du Conseil du 18 décembre 2013 relative à la conclusion de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République socialiste du Viet Nam, d'autre part, 2013/0440 (NLE)

COM(2013)926 Proposition de décision du Conseil du 20 décembre 2013 sur la signature, au nom de l'UE, du traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées

2014

COM(2014)70 Proposition de décision du Conseil du 17 février 2014 relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part

COM(2014)142 Proposition de décision du Conseil du 11 mars 2014 relative à la position à adopter au nom de l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors de quatre libertés, 2014/0081NLE

COM(2014)503 Proposition de décision du Conseil du 6 août 2014 relative à la conclusion, au nom de l'UE et de ses Etats membres, du protocole additionnel à l'accord commercial entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de la Croatie à l'UE

COM(2014)504 Proposition de décision du Conseil du 6 août 2014 relative à la signature, au nom de l'UE et de ses Etats membres, et à l'application provisoire du protocole additionnel à l'accord commercial entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de la Croatie à l'UE

RAPPORTS RÉGULIERS ET DE SUIVI

1998

Rapport de la Commission du 17 décembre 1998 « participation de la Turquie aux programmes communautaires Socrates, Leonardo et Jeunesse envisagée par la Commission européenne », COM(98)711

1999

Rapport de la Commission du 13 octobre 1999 « mesures préparatoires à une telle participation examinées par la Turquie et la Commission », COM(99)513

2000

Rapport annuel de la Commission du 1^{er} décembre 2000 sur « l'aide humanitaire en 1999 », COM(2000)784

2002

Rapport annuel 2000 du 8 janvier 2002 sur la Fondation européenne pour la formation, COM(2001)810

2003

Rapport de la Commission 2003 « Intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la coopération au développement : de la politique à la pratique, le rôle de la Commission européenne », Office des publications, Isbn 92 894 6073 3 (septembre 2003), www.europa.eu.int/comm/development/index_en.htm (30p)

Rapport du 22 mai 2003 sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée « Le déliement : renforcer l'efficacité de l'aide » 2002/2284 (INI), COM(2002)639

Rapport de la Commission au Conseil sur l'état d'avancement de la Bosnie-Herzégovine à négocier un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne du 18 novembre 2003, COM(2003)692

2004

Rapport annuel de la Commission 2002 – Fondation européenne pour la formation du 6 janvier 2004, COM(2003)809

2005

Evaluation Communication de la Commission du 9 février 2005 « Examen de la stratégie de l'UE en faveur du développement durable pour 2005-premier bilan et orientations futures », COM(2005)37

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 27 juin 2005 relative à

l'évaluation des programmes de coopération entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels et entre la Communauté européenne et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur, COM(2005)274

Rapport de la Commission du 9 novembre 2005 sur la Croatie 2005, COM(2005)561, SEC(2005)1424, non publié JO, <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e19114.htm>

2006

Rapport de la Commission du 22 février 2006 au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur l'égalité entre les femmes et les hommes 2006, COM(2006)71

Communication de la Commission au Conseil européen de printemps du 25 janvier 2006 - Rapport annuel 2006 sur la croissance et l'emploi « Passons à la vitesse supérieure », COM(2006)30

Communication de la Commission du 1^{er} mars 2006 au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, COM(2006)92

Rapport spécial 3/2006 relatif à l'aide humanitaire apportée par la Commission européenne en réponse au tsunami, accompagné des réponses de la Commission, JO C 170 du 21 juillet 2006, p1-21

2007

Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement, au Comité économique et social, au Comité des régions sur l'égalité homme – femme, du 7 février 2007, COM(2007)49

Communication du 11 juin 2007 'Evaluation à mi-parcours du plan d'action européen en matière d'environnement et de santé 2004-2010', COM(2007)314, JO C295E du 4 décembre 2009, p83-89

Rapport sur les résultats de la consultation du 13 juin 2007 pour un consensus sur la politique d'aide humanitaire européenne, COM(2007)317, SEC(2007)781, SEC(2007)782

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « Rapport annuel 2007 sur la politique communautaire en matière de développement et la mise en œuvre de l'aide extérieure en 2006 », COM(2007) 349 du 21 juin 2007, SEC(2007)840

Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions « rapport d'évaluation intermédiaire du programme Erasmus Mundus 2004-2008 », COM(2007)375 du 2 juillet 2007,
http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/evalreports/index_en.htm

Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 26 novembre 2007 sur l'application de la directive 2003/9/CE du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres, COM(2007)745

Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions « rapport d'évaluation intermédiaire du programme Erasmus Mundus 2004-2008 », COM(2007)375 du 2 juillet 2007, JO L345 du 31 décembre 2003

Communication de la Commission « Rapport annuel sur la troisième phase du programme TEMPUS en 2006 », COM(2007)420 du 16 juillet 2007

Rapport de situation de la Commission sur la stratégie 2007 en faveur du développement durable, COM(2007)642 du 22 octobre 2007

2008

Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la directive 2003/86CE relative au droit au regroupement familial, COM(2008)610 du 8 octobre 2008

2009

Rapport de situation 2009 de la Commission sur la stratégie en faveur du développement durable, COM(2009)400 du 24 juillet 2009

2010

Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'incidence des décisions du Parlement européen et du Conseil modifiant les bases juridiques des programmes européens dans les domaines de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, de la culture, de la jeunesse et de la citoyenneté, COM(2010)411 du 30 juillet 2010

Rapport annuel de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre 2010, COM(2010)414 du 6 juillet 2011

17^{ème} rapport 'Mieux légiférer' 2009 de la Commission sur la subsidiarité et la

proportionnalité, COM(2010)547 du 8 octobre 2010 (13p)

Rapport de la Commission sur la Croatie 2010, COM(2010)660 du 9 novembre 2010, SEC(2010)1326

Rapport de la Commission européenne 'Contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire pour le développement: quelques résultats importants des programmes de la Commission européennes », 2010, (25p), ISBN 978-92-79-16350-0

2011

Rapport conjoint annuel au Parlement européen et au Conseil 2010, COM(2011)205 du 14 avril 2011

Rapport annuel du 10 juin 2011 de la Commission sur les politiques de l'UE en matière d'aide humanitaire et de protection civile et leur mise en œuvre en 2010, COM(2011)343

Rapport de la Commission du 7 juillet 2011 au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions 'évaluation intermédiaire du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie', COM(2011)413

Rapport annuel de la Commission 2011 sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2010, COM(2011)414 du 6 juillet 2011

Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, COM(2011)585 du 28 septembre 2011

Rapport de la Commission du 28 septembre 2011 sur l'application de la directive 2004/114/CE relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat, COM(2011)587

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions concernant l'évaluation intermédiaire des accords de coopération extérieure en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse conclus avec les Etats Unis et le Canada, COM(2011)653 du 21 octobre 2011

2012

Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'évaluation des finances de

l'Union fondé sur les résultats obtenus, COM(2012)40 du 17 février 2012

Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – rapport 2011 sur l'application de la charte des droits fondamentaux de l'UE, COM(2012)169 du 16 avril 2012

Rapport annuel de la Commission au Parlement européen et au Conseil du 6 septembre 2012 sur les politiques de l'Union en matière d'aide humanitaire et de protection civile et sur leur mise en œuvre en 2011, COM(2012)489

Rapport annuel 2012 de la Commission sur les politiques de l'UE en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2011, COM(2012)644 du 6 août 2012

2013

Évaluation d'impact (résumé) d'une proposition de la Commission pour une directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'étude, d'échange d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair, en vue d'une refonte et d'une modification des directives 2004/114/CE et 2005/71/CE, COM(2013)151 du 25 mars 2013, SWD(2013)77, SWD(2013)78, isbn 978-92-823-4625-9

Rapport d'avancement 2013 UE-Turquie, COM(2013)700 du 16 octobre 2013, SWD(2013)417 final (81p)

Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Evaluation du cadre européen des certifications (CEC) – mise en œuvre de la recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », COM(2013)897 du 19 décembre 2013

Rapport de la Commission 2013 de l'UE sur la cohérence des politiques pour le développement du 31 octobre 2013, SWD(2013)456 (232p)

2014

Rapport général sur l'activité de l'UE 2013, adopté par la Commission européenne, COM(2014)12 du 21 janvier 2014, OPUE 2014, isbn 978-92-79-34333-9 (232p)

Rapport annuel 2013 de la Commission européenne sur les relations entre la Commission européenne et

les Parlements nationaux, COM(2014)507 du 5 août 2014

http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/relations/relations_other/npo/docs/ar_2013_fr.pdf

AVIS ET RECOMMANDATIONS

Recommandation de la Commission du 11 mars 2002 relative à un modèle européen du curriculum vitae (CV), JO L079 du 22 mars 2002, p66-72

Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, COM(2004)257 du 20 avril 2004

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/e19114.htm>

Recommandation de la Commission du 11 mars 2005 concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs, JO L075 du 22 mars 2005, p67-77

Recommandation de la Commission au Conseil autorisant la Commission à négocier un accord de stabilisation et d'association avec la Serbie et Monténégro du 11 juillet 2005, SEC(2005)926

Recommandation de la Commission au Conseil du 12 juillet 2005 visant à autoriser la Commission à négocier avec le gouvernement du Canada un accord renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse, SEC(2005)935

Recommandation de la Commission au Conseil du 29 juillet 2005 visant à autoriser la Commission à négocier avec les Etats-Unis un accord renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, SEC(2005)1032

Recommandation de la Commission du 10 avril 2008 concernant la gestion de la propriété intellectuelle dans les activités de transfert de connaissances et un code de bonnes pratiques destiné aux universités et aux autres organismes de recherche publics, JO L146 du 5 juin 2008 p19-24

Recommandation de la Commission du 20 août 2009 sur l'éducation aux médias dans l'environnement numérique pour une industrie de l'audiovisuel et du contenu plus compétitive et une société de la connaissance intégratrice (2009/625/CE)

Avis de la Commission conformément à l'article 294 paragraphe 7 point c) du TFUE sur les amendements du Parlement européen à la position du Conseil concernant la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 portant établissement

d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé (IPI Plus) COM(2011)167 du 1^{er} avril 2011

Recommandation de la Commission du 27 octobre 2011 sur l'initiative de programmation conjointe 'le défi microbien : une nouvelle menace pour la santé humaine' (JO C315 du 28 octobre 2011, p1-3

Recommandation 2013/112/UE de la Commission du 20 février 2013 'Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité', *JO L 59 du 2 mars 2013, p 5–16*

DOCUMENTS DE TRAVAIL

SEC(2000)1049 Document de travail des services de la Commission du 15 juin 2000 sur la coopération communautaire : cadre pour les documents stratégiques par pays (15p)

SEC(2000)1832 Document de travail des services de la Commission du 30 octobre 2000 « Memorandum sur l'éducation et la formation tout au long de sa vie »

SEC(2005)161 Communication de la Commission du 9 février 2005 « Indicateurs de développement durable »

SEC(2005)451 Document de travail des services de la Commission du 31 mars 2005 « Résumé de la consultation publique sur le réexamen de la stratégie européenne en faveur du développement durable 2001 »

SEC(2005)456 Commission Staff Working document "EU report on Millennium Development Goals 2000-2004 – EU contribution to the review of the MDGs at the UN 2005 High Level Event", du 12 avril 2005

SEC(2006)1626 Document de travail des services de la Commission du 1^{er} décembre 2006 relatif à la stratégie opérationnelle 2007 (ECHO)

SEC(2006)1509 Document de travail des services de la Commission du 4 décembre 2006 accompagnant la communication au Conseil et au Parlement européen relative au renforcement de la PEV-Autorité palestinienne

SEC(2007)248 SEC(2007)249 Document de travail des services de la Commission accompagnant la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen « code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement » COM(2007)72 FINAL et Bruxelles le 28 février 2007

SEC(2007)321, SEC(2007)322, SEC(2007)323

Documents de travail des services de la Commission du 15 mars 2007 accompagnant la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social « Stratégie communautaire en matière de politique des consommateurs pour la période 2007-2013 – Responsabiliser le consommateur, améliorer son bien-être et le protéger efficacement – Evaluation d'impact approfondi »

SEC(2007)412 Document de travail des services de la Commission du 4 avril 2007 accompagnant le livre vert sur l'Espace Européen de la Recherche – nouvelles perspectives

SEC(2007)782 Document de travail des services de la Commission du 13 juin 2007 accompagnant la communication de la Commission au Parlement et au Conseil « Un consensus européen sur l'aide humanitaire » - Rapport sur les résultats de la consultation pour un Consensus sur la politique d'aide humanitaire européenne

SEC(2007)949 Commission staff working accompanying document to the proposal for a decision of the European Parliament and of the Council establishing an action programme for the enhancement of quality in higher education and the promotion of intercultural understanding through cooperation with third countries (Erasmus Mundus) 2009-2013 – extended impact assessment integrating ex ante evaluation requirements, du 12 juillet 2007

SEC(2007)950 Document de travail des services de la Commission accompagnant la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2009-2013 – analyse d'impact approfondie intégrant les exigences d'évaluation ex ante, du 12 juillet 2007

SEC(2007)1202 Document de travail de la Commission du 20 septembre 2007 Rapport à mi-parcours de l'UE sur la cohérence des politiques pour le développement

SEC(2007)1436 Document de travail de la Commission du 6 novembre 2007 sur les progrès de la Turquie 2007 – stratégie d'élargissement, accompagnant la communication COM(2007)663 (82p)

SEC(2008)135 et SEC(2008)136 Documents de travail des services de la Commission du 5 février

2008 intitulé 'Les enfants dans les situations d'urgence et de crise'

SEC(2008)441 Document de travail des services de la Commission du 9 avril 2008 accompagnant la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (CERAQ) résumé de l'analyse d'impact

SEC(2008)443 Document de travail des services de la Commission du 9 avril 2008 accompagnant la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil établissant le système européen de crédits d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) résumé de l'analyse d'impact

SEC(2008)1991 Document de travail des services de la Commission du 29 mai 2008 accompagnant la Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Un consensus européen sur l'aide humanitaire »

SEC(2009)532, SEC(2009)533 Document de travail des services de la Commission du 21 avril 2009 accompagnant la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) 1934/2006 du 21 décembre 2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé – synthèse de l'impact COM(2009)197

SEC(2009)1373 Document de travail des services de la Commission du 21 octobre 2009 accompagnant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, et relatives au contenu de cette protection

COM(2009)647 Document de travail de la Commission du 24 novembre 2009 Consultation sur la future stratégie UE 2020 (15p)

SEC(2010)418, SEC(2010)419, SEC(2010)420, SEC(2010)421 et SEC(2010)422 Documents de travail des services de la Commission du 21 avril 2010 relatifs aux OMD, à l'efficacité de l'aide, au financement du développement, à l'aide pour le commerce et au programme de travail 2010-2013 relatif à la cohérence des politiques pour le développement

SEC(2010)513, SEC(2010)514, SEC(2010)515, SEC(2010)516, SEC(2010)517, SEC(2010)518, SEC(2010)519, SEC(2010)520, SEC(2010)522, SEC(2010)523, SEC(2010)524, SEC(2010)525, SEC(2010)521 Documents de travail des services de la Commission du 4 mai 2010 accompagnant la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil « dresser le bilan de la politique européenne de voisinage en 2009 : rapport de suivi avec le Maroc »

SEC(2010)1292 Document de travail des services de la Commission sur la transposition et la mise en œuvre de la directive du 22 octobre 2010
http://ec.europa.eu/internal_market/qualifications/policy_developments/evaluation_fr.htm

SEC(2010)1327 Document de travail de la Commission du 9 novembre 2010 sur les progrès de la Turquie 2010 – stratégie d'élargissement, accompagnant la communication COM(2010)660 (104p)

SEC(2011)526 Commission staff working document "Progress towards the common European objectives in education and training"- Indicators and benchmarks 2010/2011 (publication based on document, du 18 avril 2011
http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc/report10/report_en.pdf

COM(2011)788 et SEC(2011)1402 Commission staff paper – executive summary of the impact assessment accompanying document to the proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a single Education, Training, Youth and Sport Program for the period 2014-2020 SEC(2011)1403, du 23 novembre 2011

Document de travail du partenariat mondial pour l'éducation, avril 2012, « Burundi : efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation en 2010 » (19p)

SWD(2013)083 Document de travail conjoint des services du 20 mars 2013 'Mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage en Tunisie Progrès réalisés en 2012 et actions à mettre en œuvre accompagnant la communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et sociale européen et au Comité des régions 'Politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat'

SWD(2013)78 Document de travail des services de la Commission du 25 mars 2013 résumant l'analyse d'impact accompagnant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants

de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (portant refonte des directives 2004/114/CE et 2005/71/CE)

ACTES CONJOINTS COMMISSION / HAUTE REPRÉSENTANTE

COM(2011)200 Communication conjointe de la Commission européenne et de la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la Politique de Sécurité, au Conseil européen, au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 8 mars 2011 « Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le Sud de la Méditerranée »

COM(2011)204 Rapport conjoint de la Commission et du Haut Représentant au Conseil et au Parlement européen du 14 avril 2011 « Rapport annuel Hong Kong 2010 »

COM(2011)303 Communication conjointe de la Commission européenne et de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité au Parlement européen, au Conseil, au CESE et au Comité des régions du 25 mai 2011 « Une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation »

JOIN(2012)06 Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 21 mars 2012 « Vers un partenariat renouvelé pour le développement UE-Pacifique »

JOIN(2012)14 Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 15 mai 2012 « Tenir les engagements de la nouvelle politique européenne de voisinage »

JOIN(2012)19 Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil du 26 juin 2012 « Elaboration d'une politique de l'UE pour la région de l'Arctique : progrès réalisés depuis 2008 et prochaines étapes »

JOIN(2012)27 Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 3 octobre 2012 « Soutien de l'UE en faveur d'un changement durable dans les sociétés en transitions »

JOIN(2013)04 Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des

régions du 20 mars 2013 « Politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat »

Document de travail conjoint des services de la Commission du 20 mars 2013 et de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur la mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage au Maroc Progrès réalisés en 2012 et actions à mettre en œuvre accompagnant le document

Document de travail conjoint des services de la Commission et de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 20 mars 2013 sur la mise en œuvre de la Politique Européenne de Voisinage en Tunisie - Progrès réalisés en 2012 et actions à mettre en œuvre accompagnant la communication conjointe sur la politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat

JOIN(2013)06 Proposition conjointe de décision du Conseil relative à la position de l'Union au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Maroc mettant en œuvre le statut avancé (2013-2017), 2013/0107(NLE) du 17 avril 2013 – annexe projet de plan d'action Maroc pour la mise en œuvre du statut avancé (2013-2017)

JOIN(2013)22 Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 24 juin 2013 « Vers une approche globale de l'UE face à la crise syrienne »

JOIN(2014)12 Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 27 mars 2014 « le voisinage à la croisée des chemins : mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2013 », (20p)

LIVRES BLANCS ET VERTS

Livre vert sur les relations entre l'UE et les pays ACP à l'aube du XXIème siècle : défis et options pour un nouveau partenariat », 1997 (108p)

Livre Blanc sur l'éducation et la formation « Enseigner et apprendre – vers la société cognitive » et mise en œuvre, novembre 1995 (75p)

Livre vert « Education, formation, recherche : les obstacles à la mobilité transnationale »– document établi sur la base de la COM(96)46, 1996 (64p)

Livre vert de la Commission du 28 mai 2004 « L'égalité et la non-discrimination dans l'Europe élargie », COM(2004)379, (27p)

Livre vert de la Commission européenne du 7 juin 2006 « Vers une politique maritime de l'Union: une vision européenne des océans et des mers », COM(2006)275, (55p)

Livre vert « L'espace européen de la recherche : nouvelles perspectives », SEC(2007)412, COM(2007)161 du 4 avril 2007, (26p)

Livre blanc de la Commission sur le sport du 11 juillet 2007, SEC(2007)932, SEC(2007)934, SEC(2007)935, SEC(2007)936, COM(2007)391 (22p)

Livre vert de la Commission européenne du 25 juin 2008 sur l'avenir des relations entre l'UE et les pays et territoires d'outre-mer, COM(2008)383, (18p)

Livre vert du 8 juillet 2009 'promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage', COM(2009)329, (26p)

Livre vert de la Commission européenne du 19 octobre 2010 « L'avenir de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays tiers », COM(2010)586 final (19p)

Livre vert « Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles » du 22 juin 2011, COM(2011)367, (25p)

DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Décision de la Commission 999/352/CE, CECA, Euratom du 28 avril 1999 instituant l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), SEC(1999) 802, JO L 136, 31 mai 1999, p 20–22

Décision de la Commission 2005/56/CE du 14 janvier 2005 instituant l'Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture » pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 modifié par une décision 2007/114/CE du 1^{er} février 2007, JO L 49 du 17 février 2007

Décision 2007/114/CE de la Commission du 8 février 2007 modifiant la décision 2005/56/CE instituant l'Agence exécutive Education, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 du Conseil JO L49 du 17 février 2007 p21-24

Décision 2007/102/CE de la Commission du 12 février 2007 portant adoption du programme de travail 2007 relatif à l'application du programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) ainsi que du programme de travail annuel en matière de subventions JO L46 du 16 février 2007, p27-44

Décision de la Commission 2008/170/CE du 27 février 2008 concernant l'adoption du programme de travail 2008 pour l'application du 2^{ème} programme d'action communautaire dans le domaine de la santé (2008-2013) et les critères de sélection, d'attribution et les autres critères applicables aux participations financières aux actions de ce programme, JO L56 du 29 février 2008 p36-62

Décision de la Commission du 30 avril 2008 instituant un groupe d'experts en éducation financière 2008/365/CE JO L125 du 9 mai 2008 p36-38

Décision 2008/629/CE de la Commission du 12 juin 2008 modifiant la décision 2005/56/CE instituant l'Agence exécutive Education, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 du Conseil JO L205 du 1^{er} août 2008, p47-48

Décision 2008/785/CE de la Commission du 9 octobre 2008 modifiant la décision 2005/56/CE instituant l'Agence exécutive Education, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) n°58/2003 du Conseil JO L269 du 10 octobre 2008 p11-13

Décision 2009/336/CE de la Commission du 20 avril 2009 instituant l'Agence exécutive Éducation, audiovisuel et culture pour la gestion de l'action communautaire dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, en application du règlement (CE) 58/2003 du Conseil, JO L 101 du 21 avril 2009, p26–30

Décision d'exécution de la Commission du 18 décembre 2013 instituant l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» et abrogeant la décision 2009/336/CE (2013/776/UE), JO L343 du 19 décembre 2013, p 46

AUTRES ACTES DE LA COMMISSION

Commission européenne « Pour une politique communautaire de l'éducation », Bull. des Communautés Européennes, supplément 10/73, 11p

Commission européenne in article « L'éducation dans la Communauté européenne », Bull. des Communautés Européennes, supplément 3/74 (communication présentée par la Commission au Conseil le 11 mars 1974), 28p

Commission « Manuel de référence sur l'égalité des chances et dimension de genre dans l'enseignement primaire et secondaire de l'UE », DG XXII 1998

Résolution de la Commission sur la mondialisation et la société de l'information – la nécessité de renforcer la coordination internationale, COM(1998)50, C4-0153/98, JO C104 du 14 avril 1999, p128

« Intégration de l'égalité entre les femmes et les homes dans la coopération au développement – de la politique à la pratique – le rôle de la Commission » Commission européenne 11 septembre 2003, OPUE 2003, ISBN 92-894-6073-3, 32p

Avant-projet de budget rectificatif n°3 au budget 2004 – état général des recettes – état général des recettes et dépenses par section, SEC(2004)104 du 3 février 2004

Commission européenne – DG Développement « Orientations pour la sélection de programmes cofinancés par les ONG et exécutés dans les pays en développement au titre de la ligne budgétaire B7-6000 en 2004-05 » B1* D(03) Bruxelles

Projet d'accord institutionnel pour un encadrement des agences européennes de régulation du 25 février 2005, COM(2005)59 (24p)

Document de stratégie pour le programme thématique 2007-2013 fondé sur l'article 12 du règlement CE 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD) du 18 décembre 2006, JO L378 du 27 décembre 2006, p41

Lettre rectificative n°2 à l'avant-projet de budget 2007– état général des recettes – état des recettes et des dépenses par section - Section III, Commission SEC(2006)1176 du 26 septembre 2006

Document de la Commission européenne « From Bergen to London: the contribution of the European Commission to the Bologna Process », du 7 mai 2007, 37p
<http://ec.europa.eu/education/policies/educ/bologna/report06.pdf>

Document de Stratégie par pays 2007-2013 Commission européenne – Paraguay du 11 avril 2007, 43p
http://ec.europa.eu/external_relations/paraguay/csp/07_13_fr.pdf

Avant-projet du budget rectificatif n°1 au budget général 2008 – état des dépenses par section COM(2008)15 du 18 janvier 2008

Commission européenne DG Développement « Changer le monde...localement : 25 succès de la coopération au développement à l'échelon locale » 2008, 67p
http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/Success-Stories_FR_FIN.pdf

Bilan des pratiques novatrices des Etats membres de l'UE et de l'EEE réalisé par la Commission soulignant l'importance de l'éducation au développement durable, 2009
http://ec.europa.eu/education/more-information/doc/sustdev_en.pdf

Document de stratégie 2011-2013 du programme thématique 'Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement' (25p)
http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/dci/documents/nsa-la_strategy_2011-2013_-_fr.pdf

Règlement (UE) 88/2011 de la Commission du 2 février 2011 exécutant le règlement (CE) 452/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, en ce qui concerne les statistiques sur les systèmes d'éducation et de formation, JO L 29 du 3 février 2011, p. 5

Commission européenne, MEMO/13/809 du 23 septembre 2013 « les OMD et le programme mondial de développement pour l'après 2015 »

Commission européenne « Cadre financier pluriannuel 2014-2020 et budget de l'UE – synthèse chiffrée », OPUE 2014, ISBN 978-92-79-34349-0 (24p)

APPELS À PROPOSITION - AGENCE EXÉCUTIVE ÉDUCATION, AUDIOVISUEL ET CULTURE

Appel à soumission de propositions pour des actions d'éducation dans le domaine de l'environnement JO C066 du 17 mars 1995 p11-14

Appel à soumission de propositions pour des actions d'éducation et de formation dans le domaine de l'environnement JO C057 du 27 février 1996 p16-19

Appels d'Offres EAC/24/04 publié au JO 2004 - S77-065229 du 20 avril 2004- par la société *Ecorys NEI* (Pays Bas) en septembre 2005

Appel à proposition dans le cadre d'un programme d'action communautaire pour la promotion des ONG actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement JO C188 du 2 août 2005, p21-22

Appel à proposition EACEA/01/2008 concernant le « programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'UE et le Canada : partenariats par les échanges transatlantiques » (2008/C13/07), JOC 13/51 du 18 janvier 2008

Appel à propositions EACEA/02/2008 relatif au programme ATLANTIS 18 janvier 2008, « coopération entre l'UE et les Etats-Unis dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle – Atlantis : initiatives pour la création de liens transatlantiques et de réseaux universitaires dans le domaine de la formation et des études intégrées » 2008/C13/06 JOC 13/49 du 18 janvier 2008- dernier délai de dépôt des candidatures le 2 avril 2008- http://eacea.europa.eu/extcoop/usa/call2008/index_en.htm

Appel à proposition EAC/04/2008 concernant TEMPUS IV - réforme de l'enseignement supérieur par la coopération universitaire internationale http://eacea.ec.europa.eu/tempus/funding/2008/documents/call_fr.pdf

Appel à propositions EAC/14/2008 relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec les pays industrialisés (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée JOCE C86/34 du 5 avril 2008 http://ec.europa.eu/education/programmes/calls/call_g_en.html

Appel à proposition EACEA/31/08 « soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse », JO C250 du 2 octobre 2008, p45-46

Appel à proposition EACEA/05/09 relatif au programme Jeunesse en action – action 3.2 'Jeunesse dans le monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE', JO C78 du 1 avril 2009, p2-6

Appel à propositions EACEA/13/09 pour la mise en œuvre de la fenêtre de Coopération Extérieure Erasmus Mundus, Région Amérique latine durant

l'année universitaire 2009-2010, JO C148 du 30 juin 2009, p 16-18

Appel à propositions EACEA/14/09 Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) - Coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, le Japon et la République de Corée (2009/C 136/09) – soutien à des projets conjoints de mobilité et sur le développement conjoint de programmes d'enseignement conjoints ou partagés et de programmes d'étude conjoints.

http://eacea.ec.europa.eu/bilateral_cooperation/eu_ici_ecp/funding/documents/2009/ici_ecp_call_guide_line_fr.pdf

Appel à proposition EACEA/22/09 du programme Jeunesse en action 2007-2013, JO C328 du 23 décembre 2008, p33-36

Appel à proposition EACEA/30/09 - Programme de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'UE et le Canada 'partenariats pour des échanges transatlantiques – partenariats pour la création de diplômes transatlantiques', JOUE C 308/42 du 18 décembre 2009

Programme de coopération entre l'UE et les Etats-Unis dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle ATLANTIS, guide du programme (48p), décembre 2009 http://eacea.ec.europa.eu/bilateral_cooperation/eu_us/funding/docs/2010/guidelines_fr.pdf

Appel à proposition FP7-INCO-2011-6 publié le 20 juillet 2010 au titre du programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme-cadre <http://cordis.europa.eu/fp7>

Appel à proposition FP7-INCO-2011-7 publié le 20 juillet 2010 au titre du programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme-cadre <http://cordis.europa.eu/fp7>

Appel à proposition EACEA/11/10 – programme Jeunesse en action – action 3.2 – Jeunesse dans le Monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE JO C64 du 16 mars 2010, p4-7
Appel à propositions EACEA/14/10 - Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (ICI) Coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie et entre l'Union européenne et la République de Corée - pour des projets conjoints de mobilité (JMP) et des projets de diplômes conjoints (JDP) (2010/C 138/08)

Appel à proposition EACEA/35/10 - Programme de mobilité universitaire intra ACP, Afrique

(Mwalimu Nyerere), Caraïbes et Pacifique JO C358 du 31 décembre 2010, p27-29

Appel à proposition EACEA/37/10 - programme de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse entre l'Union européenne et le Canada, partenariats pour des échanges transatlantiques – partenariats pour la création de diplômes transatlantiques JO C323 du 30 novembre 2010 p20-22

Appel à proposition EACEA/09/11 - programme 'Jeunesse en action', action 3.2 'Jeunesse dans le Monde'-coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE, JO C71 du 5 mars 2011, p19-22

Appel à proposition EACEA/13/11 - programme « Jeunesse en action » - système d'appui à la jeunesse – sous action 4.6 'partenariats' JO C221 du 27 juillet 2011, p21-23

Appel à proposition EACEA/25/11 - Tempus IV réforme de l'enseignement supérieur grâce à la coopération universitaire internationale JO C321 du 4 novembre 2011 p11-14

Appel à proposition EACEA/38/11 - programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'UE et l'Australie et entre l'UE et la République de Corée pour des projets conjoints de mobilité et des projets de diplômes conjoints, JO C349 du 30 novembre 2011, p11-14

Appel à proposition EACEA/06/12 - programme Jeunesse en action – action 3.2 Jeunesse dans le Monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'UE, JO C75 du 14 mars 2012, p6-9

Appel à propositions EACEA/11/12 Programme de mobilité intra ACP, Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes et Pacifique JO C37 du 10 février 2012 p27-29 http://eacea.ec.europa.eu/intra_acp_mobility

6^{ème} appel à proposition EACEA/35/12 - Tempus IV 'réforme de l'enseignement supérieur grâce à la coopération universitaire internationale', JO C375 du 5 décembre 2012 p13-16

Appel à proposition EACEA/44/12 - programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) – coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, l'Union européenne et le Japon, l'Union européenne et la Nouvelle Zélande et entre l'Union européenne et la République de Corée – appel à proposition 2012 pour des projets conjoints de

mobilité (JMP) et des projets de diplômes conjoints (JDP), JO C385 du 14 décembre 2012 p11-13

Appel à proposition EACEA/45/12 - programme de mobilité universitaire intra ACP – Afrique (Mwalimu Nyerere), Caraïbes, Pacifique JO C47 du 19 février 2013, p24-25 – 23.45 millions d'euros pour les fenêtres géographiques (17.85 millions pour l'Afrique, 5.6 millions pour les Caraïbes et le Pacifique), http://eacea.ec.europa.eu/intra_acp_mobility/index_en.php

Appel à proposition EACEA/10/13 - programme « Jeunesse en action »- action 3.2-Jeunesse dans le monde : coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'Union européenne », JO C72 du 12 mars 2013, p4-7

Appel à propositions 2013 de la Commission EAC/S07/12 concernant le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (EFTLV), JOUE C 232/04, p6-9

Appel à propositions EACEA 24/13 - programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (IPI) - coopération dans l'enseignement supérieur et la formation entre l'Union européenne et l'Australie, l'Union européenne et le Japon, et entre l'Union européenne et la République de Corée - appel à propositions 2013 pour des projets conjoints de mobilité (JMP) et des projets de diplômes conjoints (JDP), JO C373 du 20 décembre 2013, p27-29

Programme de bourse Mwalimu NYERERE de l'Union africaine - appel spécial 2014 à candidatures pour demande de bourses (Exclusivement pour les femmes candidates)- Programmes de maîtrise et de doctorat en sciences, technologie, ingénierie, mathématiques et sciences de l'éducation (STEME)

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

RÈGLEMENTS

1968

Règlement 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, JO L 257 du 19 octobre 1968, p 2-12

1975

Règlement 337/75 du Conseil du 10 février 1975 portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP), JO L39 du 13 février 1975, p1

1989

Règlement 3906/89 du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de la République de

Hongrie et la République populaire de Pologne, JO L375 du 23 décembre 1989, p11

1990

Règlement portant création de l'ETF 1360/90 du Conseil du 7 mai 1990 JO L131 du 23 mai 1990, p1

1992

Règlement 1973/92 du Conseil du 21 mai 1992 portant création d'un instrument financier pour l'environnement (Life), JO L206 du 22 juillet 1992, p1-6

1993

Règlement 1461/93 du Conseil du 8 juin 1993 concernant l'accès des soumissionnaires des Etats Unis d'Amérique aux marchés publics, JO L146 du 17 juin 1993, p1-23

1996

Règlement du Conseil 1257/96 concernant l'aide humanitaire, JO L163 du 2 juillet 1996, p1-6

Règlement 1488/96 du 23 juillet 1996 relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (Meda) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, JO L189 du 30 juillet 1996, p1-9

Règlement 2259/96 du Conseil du 22 novembre 1996 relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud, JO L 306 du 28 novembre 1996, p5-8

1997

Règlement 443/97 du Conseil du 3 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie, JO L68 du 8 mars 1997, p1-4

Règlement 550/97 du Conseil du 24 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine du VIH/sida dans les pays en développement, JO L85 du 27 mars 1997, p1-5

Règlement 722/97 du Conseil du 22 avril 1997 relatif à des actions réalisées dans les pays en développement dans le domaine de l'environnement dans le contexte du développement durable, JO L108 du 25 avril 1997, p1-5

Règlement 1484/97 du Conseil du 22 juillet 1997 concernant les aides aux politiques et programmes démographiques dans les pays en développement, JO L202 du 30 juillet 1997, p1-5

Règlement 2046/97 du Conseil du 13 octobre 1997 relatif à la coopération Nord-Sud en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie, JO L287 du 21 octobre 1997, p1-5

1998

Règlement 1658/98 du Conseil du 17 juillet 1998 relatif au cofinancement avec les organisations non gouvernementales de développement européennes d'actions dans les domaines intéressant les pays en développement en développement une attention particulière doit être portée aux actions visant « le rôle de la femme dans le développement », JO L213 du 30 juillet 1998, p1-5

Règlement 1659/98 du Conseil du 17 juillet 1998 relatif à la coopération décentralisée, JO L 213 du 17 juillet 1998 (modifié par un règlement 625/2004 du 4 avril 2004, JO L99 du 3 avril 2004)

Règlement portant création de l'ETF modifié par le règlement 1572/98 du Conseil, JO L206 du 23 juillet 1998, p1

1999

Règlement 975/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, JO L 120 du 8 mai 1999, p1-7

Règlement 976/1999 du Conseil du 29 avril 1999 fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions communautaires, autres que celles de coopération au développement qui, dans le cadre de la politique de coopération communautaire, contribuent à l'objectif général de développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans les pays tiers, JO L120 du 8 mai 1999, p8-14

2000

Règlement 266/2000 du Conseil du 5 décembre 2000, 'Programme CARDS (Community assistance for Reconstruction, Democratisation and Stabilisation)', JO L 306 du 7 décembre 2000

Règlement 2493/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement, JO L288 du 15 novembre 2000, p1-5

Règlement 2494/2000 du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2000 relatif à des mesures

visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement, JO L288 du 15 novembre 2000, p6-10

2001

Règlement 257/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 janvier 2001 relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social de la Turquie, JO L39 du 9 février 2001, p1-4

Règlement 382/2001 du Conseil du 26 février 2001 concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie en abrogeant le règlement (CE) n°1035/1999 JO L57 du 27 février 2001 p10-13

Règlement 2130/2001 du Parlement européen et du Conseil du 29 octobre 2001 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie, JO L287 du 31 octobre 2001, p3-7

2002

Règlement 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine JO L273 du 10 octobre 2002, p1-95

2003

Règlement 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires, JO L11 du 16 janvier 2003, p1

2004

Règlement 806/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 relatif à la promotion de l'égalité des sexes dans la coopération au développement JO L143 du 30 avril 2004, p40-45

Règlement 2051/2004 du Conseil du 25 octobre 2004 modifiant le règlement 337/75 portant création d'un Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, JO L355 du 1^{er} décembre 2004, p1

2005

Règlement 1236/2005 du Conseil du 27 juin 2005 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradant, JO L200 du 30 juillet 2005, p1-19

Règlement 1900/2005 du Conseil du 21 novembre 2005 modifiant le règlement 382/2001 concernant la mise en œuvre des projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'UE et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême Orient et d'Australasie, JO L303 du 2 novembre 2005, p22-23

Règlement 2110/2005 du Parlement et du Conseil du 14 décembre 2005 relatif à l'aide extérieure de la Communauté, JO L344 du 27 décembre 2005, p1-14

2006

Règlement 269/2006 du 14 février 2006 modifiant le règlement 533/2004 relatif à l'établissement de partenariats européens dans le cadre du processus de stabilisation et d'association, JO L47 du 17 février 2006, p7-8

Règlement 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat, JO L310 du 9 novembre 2006, p1-14

Règlement 1717/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 instituant un instrument de stabilité, JO L327 du 24 novembre 2006, p1-11

Règlement 1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, JO L386 du 29 décembre 2006, p1-11

Règlement 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement, JO L378 du 27 décembre 2006, p41-71

Règlement 1934/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO L405 du 30 décembre 2006, p37-52

2007

Règlement 617/2007 du Conseil du 14 mai 2007 relatif à la mise en œuvre du 10^{ème} FED dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE, JO L152 du 13 juin 2007, p1-13

2008

Règlement 294/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 portant création de l'Institut européen d'innovation et de technologie, JO L97/1 du 9 avril 2008, p1

Règlement 1339/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 portant création d'une Fondation européenne pour la formation (refonte) JO L354 du 31 décembre 2008 p82-93

2010

Règlement 66/2010 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'UE, JO L27 du 30 janvier 2010, p1-19

Règlement 408/2010 du Conseil du 11 mai 2010 modifiant le règlement 194/2008 du Conseil renouvelant et renforçant les mesures restrictives instituées à l'encontre de la Birmanie/Myanmar, JO L118 du 12 mai 2010, p5

2011

Règlement 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission, JO L55 du 28 février 2011, p13-18

Règlement 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2011 établissant un programme de soutien pour le développement d'une politique maritime intégrée, JO L321 du 5 décembre 2011, p1-10

Règlement 1338/2011 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiant le règlement 1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO L347 du 30 décembre 2011, p21-29

2013

Règlement 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle par les autorités douanières du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement 1383/2003 du Conseil, JO L181 du 29 juin 2013, p15-34

Règlement 1288/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant 'Erasmus +' : le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (et abrogeant les décisions 1719/2006/CE, 1720/2006/CE et 1298/2008/CE), JO L347 du 20 décembre 2013, p50-73

Règlement 1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats et

abrogeant le règlement 1906/2006, JO L347 du 20 décembre 2013, p81

Règlement 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation 'Horizon 2020' (2014-2020) et abrogeant la décision 1982/2006/CE, JO L347 du 20 décembre 2013, p104-173

Règlement 1293/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à l'établissement d'un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et abrogeant le règlement 614/2007, JO L 347 du 20 décembre 2013, p185-208

Règlement 1309/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour la période 2014-2020 et abrogeant le règlement 1927/2006, JO L 347 du 20 décembre 2013, p. 855-864

2014

Règlement 230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix, JO L77 du 15 mars 2014, p1-10

Règlement 231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II), JO L77 du 15 mars 2014, p11-26

Règlement 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage, JO L77 du 15 mars 2014, p27-43

Règlement 233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020, JO L77 du 15 mars 2014, p44-76

Règlement 234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers, JO L77 du 15 mars 2014, p77-84

Règlement 235/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la démocratie et les droits de l'Homme dans le monde, JO L77 du 15 mars 2014, p85-94

Règlement 236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des

instruments de l'UE pour le financement de l'action extérieure, JO L77 du 15 mars 2014, p95-106

Règlement 282/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 portant établissement d'un troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020), JOUE L86 du 21 mars 2014, p1-13

Règlement 390/2014 du Conseil du 14 avril 2014 établissant le programme « L'Europe pour les citoyens » pour la période 2014-2020, JO L115 du 17 avril 2014, p3-13

DIRECTIVES

Directive 73/148/CEE du Conseil du 21 mai 1973 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des États membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestation de services, JO L172 du 28 juin 1973, p14-16

Directive 75/362/CEE du Conseil du 16 juin 1975 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de médecin et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de services, JO L167 du 30 juin 1975, p1-13

Directive 77/453/CEE du Conseil du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable de soins généraux, JO L176 du 15 juillet 1977, p8-10

Directive 78/686/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du praticien de l'art dentaire et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de libre prestation de service, JO 1978 L233, p1

Directive du Conseil 89/48/CEE du 21 décembre 1988 relative à la reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur, complétée par la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles JO L209 du 24 juillet 1992, p25

Directive du Conseil 90/366/CEE du 28 juin 1990 relative au droit de séjour des étudiants (annulée pour inadéquation de la base juridique retenue - CJCE Parlement c/ Conseil du 7 juillet 1992, aff. C-295/90 - et maintenue en vigueur à titre provisoire jusqu'à son remplacement par la directive 93/96 du 29 octobre 1993, JO L317/59 du 18 décembre 1993), JO L 180 du 13 juillet 1990, p 30-31

Directive 93/16/CEE du 5 avril 1993 visant à faciliter la libre circulation des médecins et la reconnaissance mutuelle de leurs diplômes, certificats et autres titres, JO du 7 juillet 1993, p 1

Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil, JO L212 du 7 août 2001, p12-23

Directive 2001/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, JO L337 du 20 décembre 2011, p9-26

Directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles et les conditions de travail, JO L269 du 5 octobre 2002, p15

Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres JO L31 du 6 février 2003, p18-25

Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, JO L251 du 3 octobre 2003, p12-18

Directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée exerçant leur droit de résider dans un autre État membre en vue d'y suivre des études ou une formation professionnelle, JO L16 du 23 janvier 2004, p44-53

Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, JO L 158 du 30 avril 2004, p 77-123

Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection

internationale, et relatives au contenu de ces statuts (transposition 10 octobre 2006), JO L304 du 30 septembre 2004, p12-23

Directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat JO L375 du 23 décembre 2004, p12-18

Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles simplifiant et accélérant la reconnaissance des qualifications par-delà les frontières nationales, JO L255 du 30 septembre 2005, p22-142

Directive 2005/71/CE du Conseil relative à la procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers se déplaçant aux fins de recherche scientifique, JO L289 du 3 novembre 2005, p15

Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte), JO L204 du 26 juillet 2006, p 23-36

Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, JO L 376 du 27 décembre 2006, JO L 376 du 27 décembre 2006, p 36-68

Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier JO L348 du 24 décembre 2008, p98-107

Directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, JO L155 du 18 juin 2009, p17-29

Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil, JO L101 du 15 avril 2011, p1-11

Directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et

remplaçant la décision cadre 2004/68/JAI du Conseil, JO L335 du 17 décembre 2011, p1-14

Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, JO L337 du 20 décembre 2011, p9-26

Directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, JO L343 du 23 décembre 2011, p1-9

Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil, JO L 315 du 14 novembre 2012, p 57-73

Directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, JO L180 du 29 juin 2013 p 96-116

Directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi en tant que travailleur saisonnier, JO L94 du 28 mars 2014, p375-390

DÉCISIONS DU CONSEIL

1963

Décision 63/266 du Conseil du 2 avril 1963 portant établissement des principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle, JO 1963 du 20 avril 1963, p1338-1341

1979

Décision du Conseil 79/505/CEE du 8 mai 1979 concernant la conclusion du protocole d'accord pour l'importation d'objet de caractère éducatif, scientifique ou culturel, JO L 134 du 31 mai 1979, p14-22

1980

Décision du Conseil du 16 décembre 1980 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la Communauté économique européenne 80/1186/CEE, JO L361 du 31 décembre 1980, p1-109

1983

Décision du Conseil du 28 février 1983 concernant la conclusion du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique du 28 février 1983, JO L67 du 12 mars 1983, p3-18

1985

Décision 85/368/CEE du Conseil du 16 juillet 1985 concernant la correspondance des qualifications de formation professionnelle entre Etats membres des Communautés européennes, JO L199 du 31 juillet 1985, p56-59

1986

Décision 86/283/CEE du Conseil du 30 juin 1986 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la CEE JO L175 du 1^{er} juillet 1986 p1-110

Décision 86/365/CEE du Conseil du 24 juillet 1986 portant adoption du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le domaine des nouvelles technologies (Comett), JO L222 du 8 août 1986, p17

1987

Décision 87/327/CEE du Conseil du 15 juin 1987 portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), JO L166 du 25 juin 1987, p20-24

Décision 87/569/CEE du Conseil du 1^{er} décembre 1987 concernant un programme d'action pour la formation professionnelle des jeunes et la préparation à la vie adulte et professionnelle, JO L346 du 10 décembre 1987, p31-33

1988

Décision 88/348/CEE du Conseil du 16 juin 1988 établissant un programme d'action « Jeunesse pour l'Europe » pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté, JO L158 du 25 juin 1988, p42-46

1989

Décision 89/489/CEE du Conseil du 28 juillet 1989 établissant un programme d'action visant à promouvoir la connaissance de langues étrangères dans la Communauté européenne (Lingua), JO L239 du 16 août 1989, p24-32

Décision du Conseil 89/663/CEE du 14 décembre 1989 modifiant la décision 87/327/CEE portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants Erasmus, JO L395 30 décembre 1989, p23-27

1990

Décision du Conseil 90/233/CEE du 7 mai 1990 établissant un programme de mobilité transeuropéenne pour l'enseignement supérieur (TEMPUS) JO L131 du 23 mai 1990, p21-26 (235 TCEE)

1991

Décision 91/408/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 relative à l'octroi d'une assistance financière en faveur d'Israël et des populations palestiniennes des territoires occupés JO L227 du 15 août 1991 p33-35

Décision 91/482/CEE du Conseil du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-Mer à la CEE JO L263 du 19 septembre 1991 p1-53

Décision 91/395/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 portant adoption du programme « Jeunesse pour l'Europe » (2^{ème} phase) JO L 217 du 06 août 1991 p25-30

Décision 91/611/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République d'Autriche instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus JO L332 du 3 décembre 1991 p1

Décision 91/612/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République de Finlande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p11

Décision 91/613/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p21

Décision 91/614/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p31

Décision 91/615/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et le Royaume de Suède instituant une

coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p41

Décision 91/616/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la Confédération suisse instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p51

Décision 91/617/CEE du Conseil du 28 octobre 1991 concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la principauté du Liechtenstein instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p61

1993

Décision 93/246/CEE du Conseil du 29 avril 1993 portant adoption de la deuxième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus II) (1994-1998) JO L112 du 6 mai 1993, p34-39

Décision du Conseil 93/626/CEE du 25 octobre 1993 concernant la conclusion de la convention sur la diversité biologique, JO L309 du 13 décembre 1993, p1-2

1994

Décision 94/801/CE du Conseil du 23 novembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique, y compris de démonstration, dans le domaine des applications télématiques d'intérêt commun (1994-1998), JO L334 du 22 décembre 1994, p1-23

Décision 94/807/CE du Conseil du 23 novembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique, y compris de démonstration, dans le domaine de la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales (1994-1998), JO L334 du 22 décembre 1994, p109-120

Décision 94/819 du Conseil du 6 décembre 1994 établissant un programme d'action pour la mise en œuvre d'une politique de formation professionnelle de la Communauté européenne, JOCE L340 du 29 décembre 1994, p8-24

Décision 1994/913/CE du Conseil du 15 décembre 1994 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine de la biomédecine et de la santé (1994-1998), JO L361 du 31 décembre 1994, p1

1995

Décision 95/487/CE du Conseil du 23 octobre 1995 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels JO L279 du 22 novembre 1995, p11-12

Décision 95/523/CE du Conseil du 27 novembre 1995 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation JO L300 du 13 décembre 1995, p18

1997

Décision 97/739/CE du Conseil du 6 octobre 1997 concernant la conclusion d'accords bilatéraux entre la Communauté et Chypre relatifs à la participation de Chypre aux programmes communautaires dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, JO L299 du 4 novembre 1997, p21

Décision 97/803/CE du Conseil du 24 novembre 1997 portant révision à mi-parcours de la décision 91/482/CEE relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la CEE JO L329 du 29 novembre 1997, p50-68

1998

Décision 98/352/CE du Conseil du 18 mai 1998 concernant un programme pluriannuel pour la promotion des sources d'énergies renouvelables dans la Communauté Alterner II (130S et 189C) JO L159 du 3 juin 1998 p53-57

Décision 98/591/CE du Conseil 13 octobre 1998 relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique, JO L284 du 22 octobre 1998, p35-44

1999

Décision 1999/168/CE du Conseil du 25 janvier 1999 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'société de l'information conviviale' JO L64 du 12 mars 1999 p20-39

Décision 1999/174/CE du Conseil du 25 janvier 1999 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration, à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche pour la CE, JO L64 du 12 mars 1999, p127-141

Décision du Conseil 1999/382/CE du 26 avril 1999 établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle Leonardo da Vinci, JO L146 du 11 juin 1999, p33-47

2000

Décision 2000/196/CE du Conseil concernant la conclusion et la signature de l'accord CE-Etas-Unis, JO L 71 du 13 mars 2001, p63

Décision 253/2000 du 24 janvier 2000 du Parlement européen et du Conseil, établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation «Socrates», JOCE 2000 L28 du 3 février 2000, p1-15

Décision 2000/460/CE du Conseil du 17 juillet 2000 modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) 2000-2006 JO L195 du 24 juillet 2000, p16

Décision 2000/630/CE du Conseil du 28 septembre 2000 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse, JO L267 du 20 octobre 2000, p46

2001

Décision du Conseil 2001/51/CE du 20 décembre 2000 établissant un programme d'action communautaire en matière d'égalité entre les hommes et les femmes (2001-2005) JO L17 du 19 janvier 2001, p22-29

Décision 2001/84/CE du Conseil du 22 décembre 2000 relative à la conclusion d'un accord entre la CE et la République de Chypre portant adoption des conditions et modalités de la participation de la République de Chypre à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse, JO L29 du 31 janvier 2001, p38-39

Décision 2001/196/CE du Conseil du 26 février 2001 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L71 du 13 mars 2001, p7

Décision 2001/197/CE du Conseil du 26 février 2001 concernant la conclusion de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de

l'enseignement supérieur et de la formation, JO L71 du 13 mars 2001, p16-22

Décision du Conseil du 28 juin 2001 établissant une seconde phase du programme d'encouragement, d'échanges, de formation et de coopération entre les services répressifs (OISIN II) JO L186 du 7 juillet 2001 – programme effectif jusqu'à fin 2002)

Décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la Communauté européenne JO L314 du 30 novembre 2001, p1-77

2002

Décision 2002/39/CE du Conseil du 17 décembre 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires, JO L17 du 19 janvier 2002, p54-55

Décision 2002/78/CE du Conseil du 17 décembre 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires, JO L34 du 5 février 2002, p17-18
Décision 2002/179/CE du Conseil du 17 décembre 2001 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires, JO L61 du 2 mars 2002, p27-28

Décision du Conseil du 27 juin 2002 modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) 2000-2006, JO L195 du 24 juillet 2002, p34-37

Décision du Conseil 2002/834/CE du Conseil du 30 septembre 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration 'Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche' (2002-2006), JO L294 du 29 octobre 2002, p43

2004

Décision 2005/517/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p1

Décision 2005/518/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre

la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p8

Décision 2005/519/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p15

Décision 2005/520/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine établissant les principes généraux de la participation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p22

Décision 2005/521/CE du Conseil du 22 novembre 2004 relative à la signature d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p28

2005

Décision 2005/398/CE du Conseil du 10 mai 2005 relative à la conclusion d'un accord entre la CE et la principauté d'Andorre, JO L135 du 28 mai 2005, p12-13

Décision 2005/525/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p80-81

Décision 2005/526/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires JO L192 du 22 juillet 2005 p82-83

Décision 2005/527/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p84-85

Décision 2005/528/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de

stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine établissant les principes généraux de la participation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p86-87

Décision 2005/527/CE du Conseil du 2 juin 2005 relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p78-79

Décision 2005/600/CE du Conseil du 12 juillet 2005 relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres, JO L 205 du 6 août 2005, p21

2006

Décision 2006/515/CE du Conseil du 18 mai 2006 relative à la conclusion de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, JO L201 du 25 juillet 2006, p15-30

Décision 2006/516/CE du Conseil du 27 juin 2006 concernant la conclusion, au nom de la CE, du protocole sur la protection des sols, du protocole sur l'énergie et du protocole sur le tourisme de la convention alpine, déclarations, JO L201 du 25 juillet 2006, p31-33

Décision 2006/618/CE du Conseil du 24 juillet 2006 relative à la conclusion, au nom de la CE, du protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en ce qui concerne les dispositions du protocole, dans la mesure où celles-ci relèvent des articles 179 et 181A du TCE, JO L262 du 22 septembre 2006, p44-50

Décision 2006/619/CE du Conseil du 24 juillet 2006 relative à la conclusion, au nom de la CE, du protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en ce qui concerne les dispositions du protocole dans la mesure où celles-ci relèvent de la troisième partie, titre IV, du TCE, JO L262 du 22 septembre 2006, p51-58

Décision 2006/910 du Conseil du 4 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels, JOL346 du 9 décembre 2006, p33

Décision 2006/964 du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse, JOL397 du 30 décembre 2006, p14

Décision 2006/970/Euratom du conseil du 18 décembre 2006 relative au 7^{ème} programme de la CE de l'énergie atomique (Euratom) pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011) JO L400 du 30 décembre 2006, JO L054 du 22 février 2007, p21-29

Décision 2006/971/CE du Conseil du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'coopération' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO L400 du 30 décembre 2006, p86-241

Décision du Conseil 2006/974/CE du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO L400 du 30 décembre 2006, p298-366

Décision du Conseil 2006/974/CE du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'personnel' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO L400 du 30 décembre 2006, p433-453

Décision du Conseil 2006/974/CE du 19 décembre 2006 relative au programme spécifique 'idées' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO L400 du 30 décembre 2006, p242-268

Décision du Conseil 2006/975 du 19 décembre 2006 concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO L400 du 30 décembre 2006, p367-402

Décision du Conseil 2006/976/Euratom du 19 décembre 2006 concernant un programme spécifique mettant en œuvre le septième programme cadre de la CEEA pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011), JO L400 du 30 décembre 2006, p403-432

Décision du Conseil 2006/977/Euratom du 19 décembre 2006 concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme cadre de la CEEA pour des activités de recherche et de formation en matière nucléaire (2007-2011), JO L400 du 30 décembre 2006, p433-453

2007

Décision du Conseil du 12 février 2007 établissant, pour la période 2007-2013, dans le cadre du programme général Droits fondamentaux et justice, le programme spécifique Justice pénale, JO L 58 du 24 février 2007, p13-18

Décision 2007/249/CE du Conseil du 19 mars 2007 portant modification de la décision 2001/822/CE du Conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'Outre-mer à la Communauté européenne JO L109 du 26 avril 2007, p33-41

Décision 2008/180/CE du Conseil du 25 février 2007 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République d'Egypte

Décision 2007/435/CE du Conseil du 25 juin 2007 portant création du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général Solidarité et gestion des flux migratoires JO L168 du 28 juin 2007 p18-36

Décision 2007/502/CE du Conseil et de la Commission du 25 juin 2007 relative à la signature et à l'application provisoire, au nom de la CE et de la CEEA, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la CEEA, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, JO L 189 du 20 juillet 2007, p 24

Décision 2007/585/CE du Conseil du 10 juillet 2007 relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël, JO L 220 du 25 août 2007

Décision 2007/614/EURATOM du Conseil du 30 janvier 2007 concernant la conclusion par la Commission de l'accord entre la CEEA et le

gouvernement du Japon aux fins de la mise en œuvre conjointe des activités relevant de l'approche élargie dans le domaine de la recherche sur l'énergie de fusion, JO L 246 du 21 septembre 2007, p32–33

2008

Décision du Conseil du 25 février 2008 concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République arabe d'Égypte, JO L59 du 4 mars 2008, p12-13

Décision 2008/212/CE du Conseil du 18 février 2008 relative aux principes, aux priorités et aux conditions figurant dans le partenariat pour l'adhésion avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine et abrogeant la décision 2006/57/CE, JO L80 du 19 mars 2008, p32-45

Décision du Conseil 2008/801/CE du 25 septembre 2008 relative à la conclusion, au nom de la CE, de la convention des NU contre la corruption JO L287 du 29 octobre 2008, p1-110

2009

Décision du Conseil 2009/502/CE du 19 janvier 2009 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre l'UE et le gouvernement de la Nouvelle Zélande JO L 171 du 1 juillet 2009, p27

2010

Décision 2010/195 du Conseil du 25 janvier 2010 relative à la signature et à l'application provisoire d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions de la participation de la Confédération suisse au programme Jeunesse en action et au programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L87 du 7 avril 2010, p7-8

Décision 2010/427 du Conseil du 26 juillet 2010 fixant l'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure, JO L201 du 3 août 2010, p. 30–40

Décision 2010/669 du Conseil du 27 septembre 2010 relative à la position à adopter par l'UE au sein du Conseil conjoint Cariforum-UE institué par l'accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la CE et ses États membres, d'autre part, concernant la modification de l'annexe IV de l'accord, JO L295 du 12 novembre 2010, p 51-90

2011

Décision 2011/82 du Conseil du 31 janvier 2011 relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la

Confédération suisse, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme 'Jeunesse en action' et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L32 du 8 février 2011, p1-2

Décision du Conseil du 28 juin 2011 établissant une seconde phase du programme d'encouragement, d'échanges, de formation et de coopération destiné aux personnes responsables de l'action contre la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle des enfants, JO L186 du 7 juillet 2011, p7-10

2012

Décision du Conseil 2012/273/UE du 14 mai 2012 relative à la signature, au nom de l'Union, d'un accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, JO L134 du 24 mai 2012, p 4

Décision 2012/279/UE du Conseil du 27 juin 2012 relative à la signature de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, JO L 137 du 26 mai 2012, p 1

Décision du Conseil du 10 juillet 2012 relative à la position à prendre par l'UE au sein du Comité de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE, concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L198 du 25 juillet 2012, p1-3

2013

Décision 2013/304/UE du Conseil du 10 juin 2013 autorisant la Commission européenne à participer au nom de l'UE aux négociations relatives à une convention internationale du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la manipulation des résultats sportifs, à l'exception des questions relatives à la coopération en matière pénale et à la coopération policière, JO L170 du 22 juin 2013, p62-65

Décision du Conseil 2013/743/UE du 3 décembre 2013 établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation "Horizon 2020" (2014-2020) et abrogeant les décisions 2006/971/CE, 2006/972/CE, 2006/973/CE, 2006/974/CE et 2006/975/CE, JO L 347 du 20 décembre 2013, p 965–1041

2014

Décision 2014/268/UE du 6 mai 2014 relative à la position à adopter au nom de l'UE au sein du Comité mixte de l'EEE sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la

coopération dans des secteurs particuliers en dehors de quatre libertés, JO L138 du 13 mai 2014, p102-103

DÉCISIONS DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

1994

Décision 1110/94/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 avril 1994 relative au quatrième programme cadre de la Communauté pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (1994-1998), JO L126 du 18 mai 1994, p1-33

1995

Décision 818/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 1995 portant adoption de la 3^{ème} phase du programme 'Jeunesse pour l'Europe', JO L87 du 20 avril 1995, p1-9

Décision 819/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 1995 établissant le programme d'action communautaire Socrates JO L87 du 20 avril 1995 p10-24

Décision 2493/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 1995 proclamant 1996 « Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie » JO L256 du 26 octobre 1995, p45-48

1996

Décision 645/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mars 1996 adoptant un programme d'action communautaire de promotion, d'information, d'éducation et de formation en matière de santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), JO L95 du 16 avril 1996, p1

Décision 646/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mars 1996 adoptant un plan d'action de lutte contre le cancer dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), JO L95 du 16 avril 1996, p9-15

Décision 647/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mars 1996 adoptant un programme d'action communautaire concernant la prévention du sida et de certaines autres maladies transmissibles dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), JO L95 du 16 avril 1996, p16-22

Décision 102/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 adoptant un programme d'action communautaire concernant la prévention de la toxicomanie, dans le cadre de

l'action dans le domaine de la santé publique (1996-2000), JO L19 du 22 janvier 1997, p25-31

1997

Décision 1400/97/CE du 30 juin 1997 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 adoptant un programme d'action communautaire en matière de surveillance de la santé dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1997-2001), JO L193 du 22 juillet 1997, p1-10

1998

Décision 1686/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998 établissant le programme d'action communautaire « Service volontaire européen pour les jeunes », JO L214 du 31 juillet 1998, p1-11

Décision 2179/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 1998 concernant le réexamen du programme communautaire de politique et d'action en matière d'environnement et de développement durable « Vers un développement soutenable » JO L275 du 10 octobre 1998, p1-13

Décision 576/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 février 1998 modifiant la décision n°819/95/CE établissant le programme d'action communautaire Socrates, JO L77 du 14 mars 1998, p1-2

Décision 182/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 décembre 1998 relative au 5^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (1998-2002), JO L26 du 1 février 1999, p1-33

1999

Décision 372/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 février 1999 adoptant un programme d'action communautaire relatif à la prévention des blessures dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L46 du 20 février 1999, p1-5

Décision 1295/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 1999 portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies rares, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2003), JO L155 du 22 juin 1999, p1-6

Décision 1296/1999/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 1999 portant adoption d'un programme d'action communautaire relatif aux maladies liées à la pollution, dans le cadre de l'action dans le domaine de la santé publique (1999-2001), JO L155 du 22 juin 1999, p7-12

Décision 68/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JOL10 du 14 janvier 2000, p1-2

Décision 69/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO L10 du 14 janvier 2000, p3

2000

Décision 253/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 janvier 2000 établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation Socrates, JO L28 du 3 février 2000, p1-15

Décision 293/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 janvier 2000 adoptant un programme communautaire (programme Daphné 2000-2003) relatif à des mesures préventives pour lutter contre la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes, JO L34 du 9 février 2000, p1

Décision 1031/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 avril 2000 établissant le programme d'action communautaire 'Jeunesse', JO L117 du 18 mai 2000, p1-10

Décision 1934/2000/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant l'année européenne des langues 2001, JO L232 du 14 septembre 2000, p1-5

2001

Décision n°521/2001/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 prorogeant certains programmes d'actions communautaires dans le domaine de la santé publique adoptés par les décisions n°645/96/CE, n°646/96/CE, n°647/96/CE, n°102/97/CE, n°1400/97/CE, n°1296/1999/CE et modifiant ces décisions, JO L79 du 17 mars 2001, p1-7

2002

Décision 466/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 1^{er} mars 2002 établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organisations non gouvernementales actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement, JO L75 du 16 mars 2002, p1-6

Décision 1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2002 établissant le 6^{ème} programme d'action communautaire pour l'environnement JO L242 du 10 septembre 2002, p1-15

Décision 1786/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) Déclarations de la Commission, JO L271 du 9 octobre 2002, p1-12

2003

Décision 291/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 février 2003 établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, JO L43 du 18 février 2003, p1-5

Décision 1230/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 arrétant un programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie 'Energie intelligente – Europe' (2003-2006), JO L176 du 15 juillet 2003, p29-36

Décision 2317/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2004-2008, JOL345 du 31 décembre 2003, p1-8

Décision 2318/2003/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 arrétant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe ('apprendre en ligne') JO L345 du 31 décembre 2003, p9-16

2004

Décision 786/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 en vue d'adapter les montants de références pour tenir compte de l'élargissement de l'UE, JO L138 du 30 avril 2004, p7-11

Décision 790/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, JO L138 du 30 avril 2004, p24-30

Décision 791/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation JO L138 du 30 avril 2004, p31-39

Décision 803/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 adoptant le programme

d'action communautaire (2004-2008) Daphné II, JO L143 du 30 avril 2004, p1

Décision 848/2004/CE du 29 avril 2004 le Parlement européen et le Conseil ont notamment établi un programme d'action pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes, JO L157 du 30 avril 2004, p18-32

Décision 2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 instaurant un cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass) JO L390 du 31 décembre 2004, p6-20

2006

Décision 1718/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 portant sur la mise en œuvre d'un programme de soutien au secteur audiovisuel européen (MEDIA 2007), JO L 32 du 24 novembre 2006, p 12-29

Décision 1719/2006/CE du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, JO L327 du 24 novembre 2006, p30-44

Décision 1720/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, JO L327 du 24 novembre 2006, p45-68

Décision 1926/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 établissant un programme d'action communautaire dans le domaine de la politique des consommateurs (2007-2013), JO L404 du 30 décembre 2006, p39-45

Décision 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au 7^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013) – déclarations de la Commission JO L412 du 30 décembre 2006, p1-43

2007

Décision 573/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2007 portant création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général Solidarité et gestion des flux migratoires et abrogeant la décision 2004/904/CE du Conseil, JO L144 du 6 juin 2007, p1-21

Décision 575/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2007 portant création du Fonds européen pour le retour pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général Solidarité et

gestion des flux migratoires, JO L144 du 6 juin 2007, p45-65

Décision 779/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 établissant pour 2007-2013 un programme spécifique visant à prévenir et à combattre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes et à protéger les victimes et les groupes à risque – programme DAPHNE III dans le cadre du programme général 'Droits fondamentaux et justice', JO L173 du 3 juillet 2007, p19-26

2008

Décision 350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009), JO L348 du 24 décembre 2008, p115-117

Décision 1098/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relative à l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010), JO L298 du 7 novembre 2008, p20-29

Décision 1298/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant le programme d'action Erasmus Mundus 2009-2013, destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers JO L340 du 19 décembre 2008, p83-96

Décision 1349/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la décision 1719/2006/CE établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, JO L348 du 24 décembre 2008, p113-114

Décision 1351/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 instituant un programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de la communication, JO L 348 du 24 décembre 2008, p118-127

Décision 1350/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 concernant l'année européenne de la créativité et de l'innovation (2009) JO L348 du 24 décembre 2008, p115-117

Décision 1357/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la décision 1720/2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie JO L350 du 30 décembre 2008, p56-57

2009

Décision 1041/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 institue un programme de coopération audiovisuelle avec les professionnels des pays tiers MEDIA MUNDUS 2011-2013, JO L288 du 4 novembre 2009, p10

2011

Décision 1080/2011/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 accordant une garantie à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties de prêts en faveur de projets réalisés en dehors de l'Union et abrogeant la décision n°633/2009/CE, JO L280 du 27 octobre 2011, p1-16

2013

Décision 1025/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 accordant une assistance macro financière à la république kirghize, JO L283 du 25 octobre 2013, p1-6

2014

Décision 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant d'opérations de financement en faveur de projets menés hors Union, JO L135 du 8 mai 2014, p1-20

Décision 472/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à l'année européenne pour le développement (2015), JO L136 du 9 mai 2014, p1-9

Décision 556/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la participation de l'Union à un second programme «partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques» (EDCTP-II) entrepris conjointement par plusieurs États membres, JO L169 du 7 juin 2014, p38-53

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL

Résolution des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 6 juin 1974 concernant la coopération dans le domaine de l'éducation, JO C98 du 20 août 1974 p2

Résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil le 9 février 1975, JO 63 du 20 avril 1963, p1338

Résolution du Conseil des ministres de l'éducation, réunis au sein du Conseil du 9 février 1976 comportant un programme d'action en matière d'éducation, JO C38 du 19 février 1976, p1-5

Résolution du Conseil des CE et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au

sein du Conseil, du 7 février 1983, concernant la poursuite et la réalisation d'une politique et d'un programme d'action des CE en matière d'environnement (1982-1986), JO C46 du 17 février 1983, p1

Résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 3 juin 1985 comportant un programme d'action sur l'égalité des chances des jeunes filles et des garçons en matière d'éducation, JO C166 du 5 juillet 1985, p1-4

Résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 9 juin 1986 concernant l'éducation du consommateur dans l'enseignement primaire et secondaire, JO C184 du 23 juillet 1986, p21

Résolution des ministres responsables des affaires culturelles, réunis au sein du Conseil du 13 novembre 1986 relative au mécénat des entreprises dans le domaine des affaires culturelles JO C320 du 13 décembre 1986, p2

Résolution du Conseil du 3 mai 1988 sur la fin de l'année européenne de l'environnement, JO C129 du 18 mai 1988, p1

Résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil sur l'éducation en matière d'environnement du 24 mai 1988, JO C177 du 6 juillet 1988, p8-10

Résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil du 22 mai 1989 concernant la scolarisation des enfants de parents exerçant des professions itinérantes, JO C153 du 21 juin 1989, p1-2

Résolution du 22 mai 1989 concernant la scolarisation des enfants de tziganes et de voyageurs, JO C153 du 21 juin 1989, p3-4

Résolution du 31 mai 1990 concernant l'intégration des enfants et des jeunes affectés d'un handicap dans les systèmes d'enseignement ordinaires, JO C162 du 3 juillet 1990, p2-3

Résolution du Conseil du 18 décembre 1990 concernant la correspondance des qualifications de formation professionnelle, JO C109 du 24 avril 1991, p1-2

Résolution du Conseil du 18 juin 1992 concernant les ressortissants des États membres titulaires d'un diplôme ou d'un certificat délivré dans un pays tiers, JO C87 du 24 juillet 1992, p1

Résolution du Conseil du 30 novembre 1994 relative à l'admission de ressortissants de pays tiers

sur le territoire des Etats membres à des fins d'études, JO C274 du 19 septembre 1996, p7-9

Résolution du Conseil du 5 octobre 1995 sur la coopération avec les pays tiers dans le domaine de la jeunesse, JO C 296 du 10 novembre 1995, p11-12

Résolution du Conseil du 6 mai 1996 relative aux logiciels éducatifs et multimédias dans les domaines de l'éducation et de la formation JO C195 du 6 juillet 1996, p8-11

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 16 décembre 1997 concernant le respect des diversités et le combat contre le racisme et la xénophobie, JO C1 du 3 janvier 1998, p1

Résolution du Conseil et des ministres de la jeunesse réunis au sein du Conseil du 17 décembre 1999 concernant le sport comme élément de l'éducation informelle dans le cadre des programmes de la Communauté européenne en faveur de la jeunesse, JO C008 du 12 janvier 2000, p5

Résolution du Conseil du 17 décembre 1999 concernant « vers le troisième Millénaire : élaboration de nouvelles méthodes de travail pour une coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, JO C 008 du 12 janvier 2000, p6-7

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 28 juin 2001 visant à favoriser chez les jeunes le sens de l'initiative, l'esprit d'entreprise et la créativité : de l'exclusion à l'émancipation, JO C196 du 12 juillet 2001, p2

Résolution du Conseil Développement du 8 novembre 2001 sur l'éducation au développement et la sensibilisation de l'opinion publique européenne en faveur de la coopération au développement, JO C403 du 8 novembre 2001, p1

Résolution du Conseil du 27 juin 2002 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie JO C 163 du 9 juillet 2002, p1-3

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 27 juin 2002 relative au cadre de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, JO C168 du 13 juillet 2002, p2-5

Résolution du Conseil du 12 novembre 2002 visant à promouvoir le renforcement de la coopération européenne en matière d'enseignement et de

formation professionnels JO C13 du 18 janvier 2003, p2

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sur la reconnaissance de la valeur de l'éducation et de la formation non formelles et informelles dans le domaine de la Jeunesse en Europe, JO C168 du 20 juillet 2006, p1-3

Résolution du Conseil du 15 novembre 2007 « L'éducation et la formation comme moteur essentiel de la Stratégie de Lisbonne », JO C300 du 12 décembre 2007, p1-2

Résolution du Conseil du 21 novembre 2008 relative à une stratégie européenne en faveur du multilinguisme, JO C320 du 16 décembre 2008, p1-3

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relative à l'inclusion active des jeunes : lutter contre le chômage et la pauvreté, JO C137 du 27 mai 2010, p1-6

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la promotion de formes nouvelles et concrètes de participation de tous les jeunes à la vie démocratique en Europe JO C 169 du 9 juin 2011, p 1-5

DÉCISIONS JAI

Décision 94/795/JAI du Conseil du 30 novembre 1994 relative à une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K3 paragraphe 2 point b) du traité sur l'UE en ce qui concerne les facilités de déplacement des écoliers ressortissants de pays tiers résidant dans un Etat membre, JO L327 du 19 décembre 1994, p1-3

Décision cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie, JO L13 du 20 janvier 2004, p44-48

Décision 2005/681/JAI du Conseil du 20 septembre 2005 instituant le Collège européen de police et abrogeant la décision 2000/820/JAI, JO L256 du 1 octobre 2005, p63

Décision du Conseil 2011/515/JAI du 28 juin 2011 établissant un programme d'encouragement, d'échanges, de formation et de coopération dans le domaine de la prévention de la criminalité, JO L186 du 7 juillet 2011

Décision 2007/125/JAI du 24 février 2007 établissant pour la période 2007-2013 dans le cadre du programme général 'Sécurité et protection des libertés', le programme spécifique 'prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme et autres risques liés à la sécurité' JO L58 du 24 février 2007

POSITIONS COMMUNES JAI

Position commune 1999/290/JAI du 26 avril 1999 concernant une action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du TUE, établissant des projets et des mesures destinés à soutenir concrètement l'accueil et le rapatriement volontaire des réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile, y compris une aide d'urgence aux personnes ayant fui en raison des événements récents qui se sont produits au Kosovo, JO L114 du 1^{er} mai 1999, p2-6

ACTIONS COMMUNES JAI

Action commune 96/636/JAI du 28 octobre 1996 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K3 TUE, établissant un programme d'encouragement et d'échanges destiné aux praticiens de la justice GROTIUS, JO L287 du 8 novembre 1996

Action commune du 22 juillet 1997 en vue du financement de projets spécifiques en faveur des personnes déplacées qui ont trouvé une protection temporaire dans les Etats membres et des demandeurs d'asile JO L205 du 31 juillet 1997, p3-4

Action commune 98/304/JAI du 27 avril 1998 adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 TUE en vue du financement de projets spécifiques en faveur des personnes déplacées qui ont trouvé une protection temporaire dans les Etats membres et des demandeurs d'asile, JO L138 du 9 mai 1998, p6-7

DÉCISIONS PESC

Décision du Conseil 93/678/PESC du 6 décembre 1993 relative à l'action commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du TUE, concernant le soutien au processus de transition démocratique et multiracial en Afrique du Sud, JO L316 du 17 décembre 1993, p45-47

Décision 94/697/PESC du Conseil du 24 octobre 1994 relative à la position commune adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.2 du TUE concernant les objectifs et les priorités de l'UE à l'égard du Rwanda, JO L283 du 29 octobre 1994, p1-2

Décision du Conseil du 19 décembre 1995 complétant la décision 95/517/PESC relative à l'action commune, adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du traité sur l'Union européenne concernant la continuation du soutien à l'administration de la ville de Mostar par l'Union européenne, JO L 313 du 27 décembre 1995, p1

Décision du Conseil 1999/730/PESC du 15 novembre 1999 mettant en œuvre l'action commune 1999/34/PESC en vue d'une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge, JO L294 du 16 novembre 1999, p5-6

Décision du Conseil du 20 novembre 2000 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC concernant une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge, JO L292 du 21 novembre 2000, p3-4

Décision 2002/904/PESC du Conseil du 11 novembre 2002 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC concernant une contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge, JO L313 du 16 novembre 2002, p1-2

Décision 2003/806/PESC du Conseil du 17 novembre 2003 prorogeant et modifiant la décision 1999/730/PESC mettant en œuvre l'action commune 1999/34/PESC en vue d'une contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre au Cambodge, JO L302 du 20 novembre 2003, p37-38

Décision 2005/370 du Conseil du 17 février 2005 relative à la conclusion, au nom de la CE, de la convention, JO L124 du 17 mai 2005, p1-20

Décision 2005/890/PESC du Conseil du 12 décembre 2005 mettant en œuvre la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie de la République de Moldova, JO L327 du 14 décembre 2005, p33-34

Décision 2010/232/PESC du Conseil du 26 avril 2010 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar, JO L105 du 27 avril 2010, p22-108

Décision 2010/441/PESC du Conseil du 11 août 2010 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'UE auprès de l'Union africaine, JO L211 du 12 août 2010, p23-25

Décision 2010/573/PESC du Conseil du 27 septembre 2010 concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie, JO L253 du 28 septembre 2010, p54-57

Décision 2011/239/PESC du Conseil du 12 avril 2011 modifiant la décision 2010/232/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar, JO L101 du 15 avril 2011, p24-121

Décision 2011/621/PESC du Conseil du 21 septembre 2011 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, JO L243 du 21 septembre 2011, p19-22

Décision 2012/122/PESC du Conseil du 27 février 2012 modifiant la décision 2011/782/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie, JO L54 du 28 février 2012, p14-17
Décision 2012/390/PESC du Conseil du 16 juillet 2012 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, JO L187 du 17 juillet 2012, p44-46

Décision 2012/699/PESC du Conseil du 13 novembre 2012 concernant le soutien de l'Union aux activités de la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin de renforcer ses capacités en matière de surveillance et de vérification, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive, JO L 314 du 14 novembre 2012, p 27–39

Décision 2013/383/PESC du Conseil du 15 juillet 2013 modifiant et prorogeant le mandat du représentant spécial de l'UE auprès de l'Union africaine, JO L193 du 16 juillet 2013, p25-28

STRATÉGIES COMMUNES

Stratégie commune 1999/414/PESC de l'UE du 4 juin 1999 à l'égard de la Russie, JO L 157 du 24 juin 1999, p1

Stratégie commune 1999/877/PESC du Conseil européen du 11 décembre 1999 à l'égard de l'Ukraine, JO L331 du 23 décembre 1999, p1-10

Stratégie commune 2000/458/PESC du Conseil européen du 19 juin 2000 à l'égard de la région méditerranéenne, JO L183 du 22 juillet 2000, p5-11

ACTIONS COMMUNES

Action commune 1999/34/PESC du 17 décembre 1998 adoptée par le Conseil sur la base de l'article

J.3 du TUE, relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre, JO L009 du 15 janvier 1999, p1-5

Action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre et abrogeant l'action commune 1999/34/PESC, JO L 191 du 19 juillet 2002, p1-4

Action commune 2007/805/PESC du Conseil du 6 décembre 2007 portant nomination du représentant spécial de l'UE auprès de l'UA JO L323 du 8 décembre 2007 p45-49

Action commune 2008/858/PESC du Conseil du 10 novembre 2008 en faveur de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive, JO L302 du 13 novembre 2008, p29-36

Action commune 2008/898/PESC du Conseil du 1^{er} décembre 2008 prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine, JO L322 du 2 décembre 2008, p50-53

RAPPORTS ANNUELS PESC

Programme de l'UE pour la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles et la lutte contre ce trafic, deuxième rapport annuel, JO C015 du 19 janvier 2000, p1-4

Deuxième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC) et abrogeant l'action commune 1999/34/PESC et du programme de l'UE de juin 1997 pour la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles et la lutte contre ce trafic, JO C330 du 31 décembre 2002, p1-24

Troisième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC), JO C312 du 22 décembre 2003, p1-23

Cinquième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la

lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC), JO C171 du 22 juillet 2006, p1-20

Sixième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune 2002/589/PESC du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'Union européenne à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (ALPC), JO C299 du 11 décembre 2007, p1-37

Septième rapport annuel sur la mise en œuvre de l'action commune du Conseil du 12 juillet 2002 relative à la contribution de l'UE à la lutte contre l'accumulation et la diffusion déstabilisatrices des armes légères et de petit calibre (2002/589/PESC), JO C14 du 20 janvier 2010, p1-34

POSITIONS COMMUNES

Position commune (CE) 28/94 arrêtée par le Conseil le 11 juillet 1994 en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption de la 3^{ème} phase du programme Jeunesse pour l'Europe, JO C232 du 20 août 1994, p57

Position commune (CE) 4/95 arrêtée par le Conseil le 20 avril 1995 en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil proclamant 1996 « Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie », JO C130 du 29 mai 1995, p13

Position commune (CE) 19/96 arrêtée par le Conseil le 19 mars 1996 en vue de l'adoption du règlement du Conseil relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud, JO C134 du 6 mai 1996, p12

Position commune (CE) 44/96 arrêtée par le Conseil le 27 juin 1996 en vue de l'adoption du règlement (CE) 443/97 du Conseil du 3 mars 1997 relatif aux actions dans le domaine de l'aide aux populations déracinées dans les pays en développement d'Amérique latine et d'Asie, JOC264 du 11 septembre 1996, p15

Position commune CE 45/96 arrêtée par le Conseil le 27 juin 1996 en vue de l'adoption du règlement CE relatif aux actions dans le domaine du VIH/sida dans les pays en développement, JO C264 du 11 septembre 1996, p21

Position commune (CE) 1/97 arrêtée par le Conseil le 22 novembre 1996 en vue de l'adoption du règlement (CE) du Conseil relatif à la coopération

Nord-Sud en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie, JO C6 du 9 janvier 1997, p1

Position commune (CE) 2/97 arrêtée par le Conseil le 22 novembre 1996 en vue de l'adoption du règlement concernant les aides aux politiques et programmes démographiques dans les pays en développement, JO C6 du 9 janvier 1997, p8

Position commune CE 6/98 arrêtée par le Conseil le 16 décembre 1997 en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire « service volontaire européen pour les jeunes », JO C43 du 9 février 1998, p35

Position commune (CE) 29/98 arrêtée par le Conseil le 26 février 1998 en vue de l'adoption de la recommandation du Conseil sur la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur JO C178 du 10 juin 1998, p1

Position commune (CE) 31/98 arrêtée par le Conseil le 23 mars 1998 en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil relative au 5^{ème} programme cadre de la CE pour des actions de recherche, de développement technologiques et de démonstration (1998-2002), JO C178 du 10 juin 1998, p49

Position commune (CE) 15/1999 arrêtée par le Conseil le 25 janvier 1999 en vue de l'adoption du règlement du Conseil fixant les exigences pour la mise en œuvre des actions de coopération au développement qui contribuent à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi qu'à celui du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales JOC58 du 1 mars 1999 p17

Position commune (CE) 22/1999 arrêtée par le Conseil le 28 juin 1999 en vue de l'adoption de la décision 8/1999/CE du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Jeunesse, JO C210 du 22 juillet 1999, p1

Position commune (CE) 31/1999 du 12 juillet 1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO C249 du 1 septembre 1999, p1

Position commune (CE) 31/1999 du 12 juillet 1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de

l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires, JO C249 du 1^{er} septembre 1999, p4

Position commune (CE) 13/2000 du 16 décembre 1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la pleine intégration de la dimension environnementale dans le processus de développement des pays en développement, JO C64 du 6 mars 2000, p47-54

Position commune (CE) 14/2000 du 16 décembre 1999 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à des mesures visant à promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts tropicales et des autres forêts dans les pays en développement, JO C64 du 6 mars 2000, p55-62

Position commune (CE) 36/2000 du 13 juin 2000 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du TCE, en vue de l'adoption d'un règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil relatif à la mise en œuvre d'actions visant au développement économique et social en Turquie, JO C240 du 23 août 2000, p25-30

Position commune (CE) 7/2001 du 19 janvier 2001 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la Communauté, des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs, JO C70 du 2 mars 2001, p1-11

Position commune du Conseil du 14 mai 2001 relative au Nigeria, JO L132 du 15 mai 2001, p1-2

Position commune 3/2002 du 27 septembre 2001 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant le 6^{ème} programme d'action communautaire pour l'environnement, JO C4 du 7 janvier 2002, p52-79

Position commune 22/2002 du 6 décembre 2001 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 TCE, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action

communautaire pour la promotion des ONG actives principalement dans le domaine de la protection de l'environnement, JO C110E du 7 mai 2002, p27-36
Position commune 59/2002 du 14 octobre 2002 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption de la décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, JO C275E du 12 novembre 2002, p70-76

Position commune 2003/297/PESC du Conseil du 28 avril 2003 relative à la Birmanie/Myanmar JO L106 du 29 avril 2003 p36-42

Position commune (CE) 49/2003 du 16 juin 2003 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du TCE, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) 2004-2008, JO C240E du 7 octobre 2003, p1-11

Position commune (CE) 13/2004 du 22 décembre 2003 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, JO C272E du 23 mars 2004, p1-9

Position commune 2004/423/PESC du Conseil du 26 avril 2004 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/ Myanmar, JO L125 du 28 avril 2004, p61-76

Position commune 2004/622/PESC du Conseil du 26 août 2004 modifiant la position commune 2004/179/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région Transnistrie, JO L279 du 28 août 2004, p47-49

Position commune 2004/730/PESC du Conseil du 25 octobre 2004 concernant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la Birmanie/ du Myanmar et modifiant la position commune 2004/423/PESC, JO L323 du 26 octobre 2004, p17-22

Position commune 2006/318/PESC du Conseil du 27 avril 2006 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/Myanmar, JO L116 du 29 avril 2006, p77-97

Position commune (CE) 14/2006 du 24 juillet 2006 arrêtée par le Conseil, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil

établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, JO C251E du 17 octobre 2006, p20-36

Position commune (CE) 27/2006 du 25 septembre 2006, en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil relative au 7^{ème} programme cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), JO C301 E du 12 décembre 2006, p1-50

Position commune (CE) 28/2006 du 23 octobre 2006 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du TCE, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement, JO C301E du 12 décembre 2006, p51-84

Position commune 2008/160/PESC du Conseil du 25 février 2008 concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie

Position commune (CE) 27/2008 du 18 novembre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'une fondation européenne pour la formation (refonte), JO C310E du 05 décembre 2008, p1-14

Position commune de l'UE en vue du quatrième forum sur l'efficacité de l'aide (Busan, du 29 novembre au 1er décembre 2011), Conclusions du Conseil 3124ème session du Conseil Affaires étrangères Développement Bruxelles, 14 novembre 2011

POSITIONS DE L'UE

Position (UE) 1/2011 du 10 décembre 2010 du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé adopté par le Conseil, JO C7E du 12 janvier 2011, p1-10

Position (UE) 10/2011 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'une décision du Parlement européen et du Conseil accordant une garantie à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties de prêts en faveur de projets réalisés en dehors de l'Union et abrogeant la décision n°633/2009/CE, JO C304E du 15 octobre 2011, p1-21

Position UE 1/2012 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption de la directive du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, JO C10E du 12 janvier 2012

Position UE 4/2013 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle par les autorités douanières du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement CE n°1383/2003 du Conseil, JO C170 du 15 juin 2013, p28-49

Position UE 6/2013 du Conseil en 1^{ère} lecture en vue de l'adoption d'une directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, JO C179E du 25 juin 2013, p1-26

Position de l'UE 8/2013 du Conseil du 23 septembre 2013 en vue de l'adoption de la décision accordant une assistance macro financière à la république kirghize, JO C309 du 24 octobre 2013, p1-9

DÉCLARATIONS

Déclaration du Conseil des Communautés européennes et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 22 novembre 1973 concernant un programme d'action des Communautés européennes en matière d'environnement, JO C112 du 20 décembre 1973, p1-2

Déclaration du Conseil et de la Commission du 20 novembre 2000 concernant la politique de développement de la Communauté européenne, sur la base de la Communication de la Commission du 26 avril 2000 au Conseil et au Parlement européen sur le même thème
http://europa.eu/legislation_summaries/other/r1200_1_fr.htm

Déclaration du Conseil de l'UE et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil du 5 mai 2003 'la valeur sociale du sport pour la jeunesse', JO C134 du 7 juin 2003, p5

Déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission du 20 décembre 2005 sur la politique de développement de l'Union

européenne intitulée le ‘consensus européen’, JO C46 du 24 février 2006, p1-19

Déclaration Conseil au nom de l’UE sur le cas de l’universitaire iranien Ramin Jahanbegloo du 10 juillet 2006, http://europa.eu/rapid/press-release_PESC-06-99_fr.htm?locale=FR

Déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne – « consensus européen sur l’aide humanitaire », JO C25 du 30 janvier 2008, p1-12

CONCLUSIONS

Conclusions du Conseil et des ministres de l’éducation réunis au sein du Conseil du 14 mai 1987 concernant un programme de coopération européenne en matière d’intégration scolaire des handicapés, JO C211 du 8 août 1987, p1-4

Conclusions du Conseil et des ministres de l’éducation réunis au sein du Conseil du 6 octobre 1989 sur la coopération et la politique communautaire en matière d’éducation dans la perspective de 1993, JO C277 du 31 octobre 1989, p5-6

Conclusions du Conseil et des ministres de l’éducation réunis, au sein du Conseil, du 14 décembre 1989, sur les relations avec les pays d’Europe centrale et orientale dans le domaine de l’éducation et de la formation, JO C27 du 6 février 1990, p7

Conclusions du Conseil et des ministres de l’éducation réunis au sein du Conseil du 1^{er} juin 1992 sur le développement de l’éducation en matière d’environnement, JO C151 du 16 juin 1992, p 2

Conclusions du Conseil et des ministres de l’éducation réunis au sein du Conseil du 11 juin 1993 sur la promotion d’un espace européen ouvert pour la coopération dans le domaine de l’enseignement supérieur, JO C 186 du 8 juillet 1993, p1-2

Conclusions du Conseil du 6 mai 1996 sur les synergies entre reconnaissance académique et reconnaissance professionnelle des titres de formation au sein de la Communauté, JO C195 du 6 juillet 1996, p6-7

Conclusions du Conseil du 20 décembre 1996 sur l’efficacité de l’école : principes et stratégies pour la promotion de la réussite scolaire JO C007 du 10 janvier 1997, p1-5

Conclusions du Conseil du 20 décembre 1996 relatives à une stratégie pour l’apprentissage permanent JO C007 du 10 janvier 1997, p6-12

Conclusions du Conseil du 22 septembre 1997 sur la communication relative au livre blanc « Enseigner et apprendre : vers la société cognitive », JO C303 du 4 octobre 1997, p8

Conclusions du Conseil du 16 décembre 1997 portant sur l’évaluation de la qualité de l’enseignement scolaire JO C001 du 3 janvier 1998, p4-5

Conclusions du Conseil « Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d’éducation et de formation en Europe », JO C142 du 14 juin 2002, p1

Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres se réunissant au sein du Conseil sur « les principes directeurs l’UE en matière de complémentarité et de division du travail – principes généraux » du 17 octobre 2006

Conclusions du Conseil du 25 mai 2007 sur un cadre cohérent d’indicateurs et de critères de références pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l’éducation et de la formation JO C 311 du 21 décembre 2007, p 13

Conseil de l’UE « Politique de l’éducation basée sur des fondements solides », 2802^{ème} session Conseil Education, Jeunesse et Culture, Bruxelles les 24 et 25 mai 2007

Conclusions du Conseil sur la réponse de l’UE aux situations de fragilité – Conseil des Affaires générales et des relations extérieures 19 novembre 2007, non publiées

Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 16 novembre 2007, concernant l’adoption d’une approche transversale de la politique de la jeunesse en vue de permettre aux jeunes d’exprimer pleinement leur potentiel et de participer activement à la société, JO C282 du 24 novembre 2007, p16-19

Conclusions du Conseil concernant l’éducation aux médias, adoptées par le Conseil « Education, jeunesse et culture », des 21 et 22 mai 2008

Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements réunis au sein du Conseil du 22 mai 2008 sur la promotion de la créativité et de l’innovation dans le cadre de l’éducation et de la formation JO C141 du 7 juin 2008, p17-20

Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sur les priorités futures de la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnels (EFP) JO C18 du 24 janvier 2009, p6-10

Conclusions du 31 janvier 2009 du Conseil sur la définition d'une vision 2020 pour l'Espace européen de la recherche, JO C25 du 31 janvier 2009, p1-4

Conclusions du Conseil du 12 mai 2009 concernant un cadre stratégique de la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation 2020', JO C119 du 28 mai 2009, p2-10

Conclusions du Conseil 17 novembre 2009, réf.15912/09
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/09/st15/st15912.fr09.pdf>

Conclusions du Conseil sur le programme d'échange de policiers inspiré du programme Erasmus, 3010^{ème} session du Conseil Affaires générales Luxembourg, 26 avril 2010

Conclusions du Conseil du 11 mai 2010 sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, JO C135 du 26 mai 2010 p12-14

Conclusions du Conseil du 11 mai 2010 sur la dimension sociale de l'éducation et de la formation JO C135 du 26 mai 2010, p2-7

Conclusions du Conseil de l'Union européenne du 15 juin 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement en vue de la réunion plénière de haut niveau des Nations unies à New York et au-delà - Appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015',
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st11/st11080.fr10.pdf>

Conclusions du Conseil sur le rôle de la culture dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale JO C324 du 1^{er} décembre 2010, p16-17

Conclusions du Conseil du 19 novembre 2010 sur l'éducation au développement durable JO C327 du 4 décembre 2010, p11-14

Conclusions du Conseil du 18 novembre 2010 sur le sport, source et levier de l'inclusion sociale active, JO C326 du 3 décembre 2010

Conclusions du Conseil sur les agendas politiques européen et international dans le domaine de l'enfance, de la jeunesse et des droits des enfants,

3046^{ème} Conseil 'éducation, jeunesse, culture et sport', Bruxelles 18-19 novembre 2010

Conclusions du Conseil du 19 novembre 2010 sur l'initiative Jeunesse en mouvement – une approche intégrée visant à répondre aux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés (2010/C326/05) JOUE du 3 décembre 2010

Conclusions du Conseil du 7 mars 2011 sur le Pacte européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2011-2020) - 2011/C155/02, JO C155 du 25 mai 2011, p10-13

Conclusions du Conseil sur le rôle de l'éducation et de la formation dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020, JOUE C 70 du 4 mars 2011, p1

Conclusions du Conseil sur l'éducation et l'accueil de la petite enfance : permettre aux enfants de se préparer au mieux au monde de demain JO C175 du 15 juin 2011, p8-10

Conclusions du Conseil du 11 octobre 2011 sur le soutien à la mise en œuvre de la stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées, JO C300 du 11 octobre 2011, p1-4

Conclusions du Conseil 3124^{ème} session du Conseil Affaires étrangères, Développement, Bruxelles, 14 novembre 2011 relative à la position commune de l'UE en vue du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide

Conclusions du Conseil du 2 décembre 2011 sur la prévention, le diagnostic précoce et le traitement des maladies respiratoires chroniques chez l'enfant, JO C361E du 10 décembre 2011, p11-13

Conclusions du Conseil sur la dimension orientale de la participation et de la mobilité des jeunes, JO C372 du 20 décembre 2011, p10-14

Conclusions du Conseil sur un critère de référence en matière de mobilité à des fins d'apprentissage, JO C 372/31 du 20 décembre 2011

Conclusions du Conseil sur la modernisation de l'enseignement supérieur du 20 décembre 2011, JO C372 du 20 décembre 2011, p36-41

Conclusions du Conseil du 26 novembre 2012 sur l'éducation et la formation dans le contexte de la stratégie Europe 2020 – la contribution de l'éducation et de la formation à la reprise économique, à la croissance et à l'emploi, JO C 393 du 19 décembre 2012, p5-7

Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 27 novembre 2012, sur la participation et l'inclusion sociale des jeunes, en particulier des jeunes issus de l'immigration, JO C 393 du 19 décembre 2012, p15–19

Conclusions du Conseil du 15 février 2013 « Repenser l'éducation (investir dans les compétences pour de meilleurs résultats socio-économiques) »

Conclusions du Conseil 'Repenser l'éducation– investir dans les compétences pour de meilleurs résultats socio-économiques' et à l'examen annuel de la croissance 2013 », JO C64 du 5 mars 2013, p5-8

Conclusions du Conseil sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur, JO C168 du 14 juin 2013, p2–4

Conclusions du Conseil sur la dimension mondiale dans l'enseignement supérieur européen, JO C28 du 31 janvier 2014, p2-5

Conclusions du Conseil du 24 février 2014 « Une éducation et une formation efficaces et innovantes pour investir dans les aptitudes - à l'appui du Semestre européen 2014 », JO C62 du 4 mars 2014, p4-6
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/educ/141140.pdf

Conclusions du Conseil du 20 mai 2014 sur l'assurance de la qualité à l'appui de l'éducation et de la formation, JO C 183 du 14 juin 2014, p30-35

RAPPORTS

Rapport 5980/01 du Conseil 'Education' au Conseil européen du 14 février 2001 sur les objectifs concrets futurs des systèmes d'éducation et de formation, non publié au JO
http://europa.eu/legislation_summaries/education_training_youth/general_framework/c11091_fr.htm

Rapport conjoint 2012 du Conseil et de la Commission sur la mise en œuvre du cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation 'Education et formation 2020' – éducation et formation dans une Europe intelligente, durable et inclusive JO C70 du 8 mars 2012, p9-18

Rapport conjoint 2012 du Conseil et de la Commission sur la mise en œuvre du cadre renouvelé pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse (2010-2018), JO C 394 du 20 décembre 2012, p 5–16

RECOMMANDATIONS DU CONSEIL

Recommandation 75/366/CEE du Conseil du 16 juin 1975 concernant les ressortissants du Grand-Duché de Luxembourg porteur d'un diplôme de médecin délivré dans un pays tiers, JO L167 du 30 juin 1975, p20

Recommandation 85/386/CEE du Conseil du 10 juin 1985 concernant les porteurs d'un diplôme du domaine de l'architecture délivré dans un pays tiers, JO L223 du 21 août 1995, p28

Recommandation du Conseil du 24 septembre 1998 sur la coopération européenne visant à la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur, JO L270 du 7 octobre 1998, p56-59

Recommandation du Conseil du 5 juin 2001 concernant la consommation d'alcool chez les jeunes, notamment les enfants et les adolescents, JO L161 du 16 juin 2001, p38-41

Recommandation du Conseil du 15 novembre 2001 relative à l'utilisation prudente des agents antimicrobiens en médecine humaine, JO L34 du 5 février 2002, p13-16

Recommandation de décision du Conseil du 13 février 2002 autorisant la Commission à négocier une convention entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant la contribution de la Communauté au budget de l'UNRWA pour la période 2002-2005, SEC (2002)152

Recommandation du Conseil du 18 juin 2003 relative à la prévention et à la réduction des dommages pour la santé liés à la toxicomanie, JO L165 du 3 juillet 2003, p31-33

Recommandation du Conseil concernant les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté (2005-2008), JO L 205 du 6 août 2005, p28

Recommandation du Conseil du 20 novembre 2008 relative à la mobilité des jeunes volontaires dans l'Union européenne, JO C319 du 13 décembre 2008, p8-10

Recommandation du Conseil du 8 juin 2009 relative à une action dans le domaine des maladies rares, JO C151 du 3 juillet 2009, p7-10

Recommandation du Conseil du 9 juin 2009 relative à la sécurité des patients y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celle-ci, JO C151 du 3 juillet 2009, p1

Recommandation du Conseil du 30 novembre 2009 relative aux environnements sans tabac, JO C296 du 5 décembre 2009, p4-14

Recommandation du Conseil du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire, JO C191 du 1^{er} juillet 2011, p1-6

Recommandation du Conseil du 28 juin 2011 'Jeunesse en mouvement-promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'éducation et de formation », JO C199 du 7 juillet 2011, p1-5

Recommandation du Conseil du 20 décembre 2012 relative à la validation de l'apprentissage non formel et informel, JO C398 du 22 décembre 2012, p1-5

Recommandation du Conseil du 26 novembre 2013 sur la promotion transversale de l'activité physique bienfaisante pour la santé, JO C354 du 4 décembre 2013, p1-5

RECOMMANDATIONS DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2001 concernant la coopération européenne en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement scolaire, JO L60 du 1^{er} mars 2001, p51-53

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 10 juillet 2001 relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires, des enseignants et des formateurs, JO L215 du 9 août 2001, p30-37

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur, JO L64 du 4 mars 2006, p60-62

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la mobilité transnationale dans la Communauté à des fins d'éducation et de formation : charte européenne de qualité pour la mobilité, JO L394 du 30 décembre 2006, p5-9

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, JO L394 du 30 décembre 2006, p10-18

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la

formation tout au long de la vie, JO C111 du 6 mai 2008, p1-7

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 établissant le système européen de crédit d'apprentissage pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET), JO C155 du 8 juillet 2009, p11-18

LIGNES DIRECTRICES

Lignes directrices de l'Union européenne concernant la promotion du droit humanitaire international du 23 décembre 2005, JO C327 du 23 décembre 2005, p 4-7

Lignes Directrices du Conseil du 22 juillet 2008 pour la participation de l'Union Européenne au 3^{ème} Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN III), Accra, Ghana, du 2 au 4 Septembre 2008, paragraphe 2

Lignes directrices de l'UE mises à jour concernant la promotion du droit humanitaire international du 15 décembre 2009, JO C303 du 15 décembre 2009, p12-17

AUTRES ACTES DU CONSEIL

Orientations générales pour l'élaboration d'un programme d'activités au niveau communautaire en matière de formation professionnelle, JO C81 du 12 août 1971, p5-11

Conseil « Programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'éducation et de formation en Europe », JO C142 du 14 juin 2002

Conseil de l'UE – note des futures présidences française, tchèque et suédoise aux délégations «Programme de dix-huit mois du Conseil » 11249/08, POLGEN 76, Bruxelles le 30 juin 2008, 90p,
http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/ProgrammePFUE/Trio_FR.pdf

Conseil de l'Union européenne « Examen de la Stratégie de l'UE en faveur du développement durable SDD – nouvelle stratégie », Bruxelles le 9 juin 2006 – 10117/06
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st10/st10117.fr06.pdf>

CONSEIL EUROPÉEN

Conclusions du Conseil européen de Madrid des 15 et 16 décembre 1995, 10255/05, Bull. UE 12-1995 point I-15
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/00400-C.F5.htm (41p)

Conclusions de la présidence – Conseil européen de Lisbonne 23 et 24 mars 2000, DOC/00/8,
http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm

Conseil Européen de Santa Maria da Feira, 19 et 20 juin 2000, JOL 183/5 du 22 juillet 2000 (47p)
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/00200-r1.f0.htm

Conclusions du Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin 2001 « Stratégie de l'UE en faveur du développement durable (SDD) », SN200/1/01REV1 (23p)
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/00200-r1.f1.pdf

Conclusions du Conseil européen de Bruxelles des 4 et 5 novembre 2004 « Programme de la Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne », 14292/1/04, JO C 53 du 3 mars 2005, p1-14
http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/affaires_europeennes/Conclusions_CE/bruxelles_nov2004.pdf

Conclusions du Conseil européen de Bruxelles des 15 et 16 décembre 2005 (Doc. 15914/05)
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/87645.pdf

Conclusions du Conseil européen de Bruxelles 21 et 22 juin 2007, 11177/1/07 (32p)
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/94933.pdf

Conclusions du Conseil européen du 14 décembre 2007, 16616/1/07
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/97672.pdf

Conclusions du Conseil européen des 25-26 mars 2010 « Europe 2020 : une nouvelle stratégie européenne pour l'emploi et la croissance »
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/10/st00/st00007.fr10.pdf>

Conseil européen du 4 mai 2010 « Le Programme de Stockholm - programme pluriannuel 2010-2014 concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice - programme de Stockholm 'une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens' JO C115 du 4 mai 2010, p1-38 <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52010XG0504%2801%29&from=FR>

PARLEMENT EUROPÉEN

RÉSOLUTIONS

1989

Résolution législative du 16 mars 1989 portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission au Conseil relative à une décision concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans les domaines de l'éducation et de la formation, JO C96 du 17 avril 1989, p153

1995

Résolution du 18 janvier 1995 sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant les relations entre l'UE et Cuba COM (95)306, C4-0298/95, JO C032 du 5 février 1996, p85

Résolution sur les travaux de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1994 du 19 janvier 1995 JO C 43 du 20 février 1995, p69

Résolution sur les priorités de l'UE au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague) du 2 mars 1995, JO C68 du 20 mars 1995, p49

Résolution législative du 16 mars 1995 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une 'année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (1996)' COM(94)264, C4-0143/94, 94/0199 COD JO C89 du 10 avril 1995 p123

Résolution du Parlement européen du 26 avril 1995 sur les droits de l'Homme dans le monde en 1993/1994 et la politique de l'Union en matière de droits de l'Homme, JO C126 du 22 mai 1995, p15

Résolution du Parlement européen du 29 juin 1995 sur les mines terrestres antipersonnel – un obstacle meurtrier au développement, JO C183 du 17 juillet 1995 p47

Résolution du Parlement européen du 22 septembre 1995 sur le projet de résolution du Conseil relative à l'admission de ressortissants de pays tiers sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne à des fins d'études, JO C269 du 16 octobre 1995, p200

Résolution législative du 13 octobre 1995 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels entre la CE et les Etats-

Unis d'Amérique COM(95)120, C4-339/95,95/94(CNS) JO C287 du 26 octobre 1995 p237

Résolution législative du 13 octobre 1995 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle COM(95)77, C4-382/95, JO C286 du 30 octobre 1995 p238

Résolution du 15 novembre 1995 du Parlement européen sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la politique de l'Union et des Etats membres en matière de SIDA dans les pays en voie de développement COM(1993)479-C3-0022/94, JO C323 du 4 décembre 1995 p45

Résolution législative du 16 novembre 1995 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil concernant la fourniture d'une assistance aux nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie (COM(1995)0012, C40242/95, 95/0056(CNS), JO C323 du 4 décembre 1995, p83

Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil concernant la fourniture d'une assistance aux nouveaux Etats indépendants et à la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie du 16 novembre 1995, COM(95)12, C4-0242/95-95/0056(CNS), JO C323 du 4 décembre 1995 p83

Résolution législative du 15 décembre 1995 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à l'appui aux programmes de réhabilitation en Afrique australe, COM(95)175, C4-0449/95, 95/0111(SYN), JO C17 du 22 janvier 1996, p449

1996

Résolution législative du 16 février 1996 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif aux actions dans le domaine de 'l'aide aux populations déracinées (réfugiés, personnes déplacées et rapatriées) dans les pays en développement de l'Amérique latine et de l'Asie', COM(95)0297, C4-0379/95, 95/0162/SYN, JO C65 du 4 mars 1996, p215

Résolution du Parlement européen 14 mars 1996 sur les résultats des travaux de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1995, JO C96 du 1^{er} avril 1996 p286

Résolution du Parlement européen du 18 avril 1996 sur la situation au Liberia, JO C141 du 13 mars 1996, p210

Résolution législative du 9 mai 1996 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif aux actions dans le domaine du VIH/Sida dans les pays en voie de développement (COM(95)0293, C4-0335/95, 95/0164(SYN)) JO C152 du 27 mai 1996, p36

Résolution législative du 9 mai 1996 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil relatif à des actions réalisées dans les pays en voie de développement dans le domaine de l'environnement dans le contexte du développement durable, COM(95)294, C4-0334/95, 95/0161(SYN), JO C152 du 27 mai 1996, p48

Résolution législative du 21 mai 1996 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe du règlement (CEE) 3911/92 du Conseil sur l'exportation de biens culturels, COM(95)0479, C4-0558/95 - 95/0253(CNS), JO C 166 du 10 juin 1996 p39

Résolution du Parlement européen du 20 juillet 1996 sur la communication de la Commission sur l'assistance humanitaire en ex Yougoslavie : perspectives et orientations, COM(95)564, C4-0535/95, JO C198 du 8 juillet 1996, p188

Résolution du Parlement européen 24 octobre 1996 sur le plan d'action de l'UE pour la Russie, JO C347 du 18 novembre 1996, p155

Résolution du Parlement européen du 12 décembre 1996 sur les droits de l'Homme dans le monde en 1995/1996 et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme, JO C020 du 20 janvier 1997, p161

1997

Résolution du 16 janvier 1997 sur la communication de la Commission au Conseil relative au renouvellement du dialogue de San José entre l'UE et l'Amérique centrale COM (95)600, C4-0102/96, JO C033 du 3 février 1997, p91

Résolution sur les résultats des travaux de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1996 du 21 février 1997, JO C85 du 17 mars 1997, p176

Résolution du 13 mars 1997 sur le rapport commun de la présidence du Conseil et de la Commission relatif à la politique méditerranéenne : prolongement de la Conférence de Barcelone (7987/96-C4-0414/96), JO C115 du 14 avril 1997, p159

Résolution du Parlement européen du 11 avril 1997 sur le rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'état d'application du système général de reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur, établi selon l'article 13 de la directive 89/48/CEE, COM(96)46, C4-0194/96, JO C132 du 28 avril 1997, p311

Résolution du Parlement européen du 14 mai 1997 sur le livre vert de la Commission 'Education, formation, recherche : les obstacles à la mobilité transnationale, COM(96)462 du 14 mai 1997, JO C 167, du 2 juin 1997 p94

Résolution législative du 12 juin 1997 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Service volontaire européen pour les jeunes' COM(96)610, C4-681/96, 96/318COD, JO C200 du 30 juin 1997 p183

Résolution législative du 18 novembre 1997 portant avis du Parlement européen sur la proposition de recommandation du Conseil concernant la coopération européenne visant à garantir la qualité dans l'enseignement supérieur, COM(97)159, C4-0263/97, 97/121SYN, JO C371 du 8 décembre 1997, p26

1998

Résolution législative du 20 février 1998 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Pologne à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(97)422, C4-628/97, 97/224(CNS), JO C80 du 16 mars 1998, p300

Résolution législative du 20 février 1998 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République slovaque à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(97)422, C4-269/97, 97/225(CNS), JO C80 du 16 mars 1998, p302

Résolution du 1^{er} avril 1998 sur la communication de la Commission sur les orientations en vue de la négociation de nouveaux accords de coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique (ACP) COM(97)0537, C4-0581/97, JO C138 du 4 mai 1998, p108

Résolution législative du 2 avril 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) 1628/96 du Conseil du 25 juillet 1996, relatif à

l'aide à la Bosnie Herzégovine, à la Croatie, à la République fédérale de Yougoslavie et à l'ancienne République yougoslave de Macédoine (COM(98)0018, C4-0105/98, 98/0023CNS), JO C138 du 4 mai 1998, p157

Résolution du Parlement européen du 3 avril 1998 sur les effets de l'élargissement de l'UE sur la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, JO C138 du 4 mai 1998, p214

Résolution du Parlement européen du 18 juin 1998 sur le conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée, JO C 210 du 6 juillet 1998, p206

Résolution législative du 17 juillet 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la République tchèque aux programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(98)93, C4-161/98, 98/67(COD), JO C292 du 21 septembre 1998, p226

Résolution du 17 septembre 1998 sur les rapports de la Commission concernant l'évolution des relations avec la Turquie depuis l'entrée en vigueur de l'Union douanière, COM(96)0491, C4-0605/96 et COM(98)147, C4-0217/98 JO C 313 du 12 octobre 1998, p176

Résolution législative du 6 octobre 1998 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(98)308, C4-361/98, 98/172(CNS), JO C328 du 26 octobre 1998, p24

Résolution législative du 6 octobre 1998 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(98)309, C4-360/98, 98/173(CNS), JO C328 du 26 octobre 1998 p26

Résolution législative du 6 octobre 1998 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Lituanie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(98)310, C4-359/98, 98/174(CNS), JO C328 du 26 octobre 1998, p28

Résolution législative du 6 octobre 1998 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie au programme communautaire dans le domaine de la jeunesse COM(98)281, C4-0356/98, 98/0160(CNS), JO C328 du 26 octobre 1998, p30

Résolution législative du 5 novembre 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire en faveur de la Jeunesse COM(98)331, C4-511/98, 98/197COD, JO C 359 du 23 novembre 1998, p75

Résolution législative du 15 décembre 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'qualité de vie et gestion du vivant,' JO C98 du 9 avril 1999, p39

Résolution législative du 15 décembre 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration dans le domaine 'société de l'information conviviale' JOC98 du 9 avril 1999 p60

Résolution législative du 15 décembre 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration (1998-2002) dans le domaine 'affirmer le rôle international de la recherche communautaire' COM(1998)305 JO C98 du 9 avril 1999 p96

Résolution législative du 15 décembre 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration (1998-2002) dans le domaine 'accroître le potentiel humain de recherche et la base de connaissances socio-économiques' COM(1998)305 JO C98 du 9 avril 1999 p110

Résolution législative du 18 décembre 1998 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à l'adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (2000-2006), COM (1998)454, C4-554/98, 98/246CNS, JO C98 du 9 avril 1999, p502

1999

Résolution législative du 11 février 1999 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Bulgarie aux programmes communautaires relatifs à la formation professionnelle et à l'éducation, COM(98)750, C4-61/99, 98/0352(COD), JO C150 du 28 mai 1999, p287

Résolution législative du 25 février 1999 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Socrates pour y faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires COM(96)199, C4-293/96, 96/130(COD), JO C153 du 1^{er} juin 1999, p19

Résolution législative 25 février 1999 portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la décision de base relative au programme Jeunesse pour l'Europe III pour y faire figurer la Turquie parmi les pays bénéficiaires COM(96)199, C4-00294/96, 96/131(COD) JO C153 du 1^{er} juin 1999, p21

Résolution du Parlement européen du 11 mars 1999 sur l'appui au processus de paix dans la région du Caucase, JO C 175 du 21 juin 1999, p251

Résolution du Parlement européen du 12 mars 1999 sur la communication de la Commission sur le partenariat renforcé UE-Inde, COM(96) 275, C4-0407/96, JO C 175 du 21 juin 1999, p442

Résolution législative du 14 avril 1999 portant avis du Parlement européen relative à la position de la Communauté au sein du Conseil d'association concernant la participation de la Slovénie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation COM(99)71, C4-160/99, 99/52(CNS), JO C219 du 30 juillet 1999, p187

Résolution législative du 16 avril 1999 portant avis du Parlement européen sur la proposition modifiée de décision du Parlement européen et du Conseil adoptant un programme d'action communautaire (programme DAPHNE) (2002-2004) relatif à des mesures destinées à prévenir la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes COM(1999)82, JOC219 du 30 juillet 1999, p497

2000

Résolution législative du 18 octobre 2000 du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant le

programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation COM(2000)655, C5-0707/2000, 2000/0264 CNS, JO C276 du 1^{er} octobre 2001, p118

Résolution législative du 18 octobre 2000 du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels COM(2000)656, C5-0707/2000, 2000/0263CNS, JO C276 du 1^{er} octobre 2001, p119

2002

Résolution législative du 14 mai 2002 du Parlement européen sur la proposition de décision du parlement européen du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2001)584, C5-497/2001, 2001/244COD, JO C180E du 31 juillet 2003, p127-134

Résolution du Parlement européen du 7 février 2002 sur l'illettrisme et l'exclusion sociale, 2001/2340 (INI), P5_TA (2002)0062, A5-0009/2002, JO C284E/209 du 7 février 2002, p39

Résolution législative du Parlement européen du 14 mai 2002 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'Année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2004)584, C5-0497/2001, 2001/244(COD)

Résolution législative du Parlement européen du 14 mai 2002 portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) 2000-2006 JO C 180 E du 31 juillet 2003, p135-138

Résolution du Parlement du 19 avril 2002 sur le livre blanc de la Commission « un nouvel élan pour la jeunesse européenne » COM(2001)681, C5-110/2002, 2002/2050COD, JO C180E du 31 juillet 2003 p145-149

2003

Résolution du Parlement européen du 4 février 2003 sur la préparation du Conseil européen de printemps du 21 mars 2003 sur la stratégie de Lisbonne relative au renouveau économique, social et environnemental », Bull. de l'Union Européenne ½ 2003 p11

Résolution législative du Parlement européen du 8 avril 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de

l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World) 2004-2008 COM(2002)401, C5-0360/2002-2002/165COD, JO C64Edu 12 mars 2004, p156-158

Résolution législative du Parlement européen du 6 novembre 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse COM(2003)272, C5-257/2003, 2003/113COD, JO C83E du 2 avril 2004, p125-132

Résolution législative du Parlement européen du 8 avril 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil arrêtant un programme pluriannuel (2004-2006) pour l'intégration efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les systèmes d'éducation et de formation en Europe – programme e-learning COM (2002)751, C5-0630/2002, 2002/0303COD, JO C64E du 12 mars 2004, p169-182

2004

Résolution du Parlement européen du 16 septembre 2004 sur la situation au Belarus, JO C140E du 9 juin 2005

2005

Résolution du Parlement du 12 janvier 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (2004/2119(INI)), JO C247E du 6 octobre 2005 p88-93

Résolution du Parlement européen du 27 janvier 2005 sur le souvenir de l'Holocauste, l'antisémitisme et le racisme JO C235E du 13 octobre 2005, p37-39

Résolution du 24 février 2005 du Parlement européen sur les priorités et les recommandations de l'UE dans la perspective de la 61^{ème} session de la commission des droits de l'Homme des Nations Unies qui se tiendra à Genève du 14 mars au 22 avril 2005 JO C340E du 1^{er} décembre 2005, p375-383

Résolution du Parlement européen sur le Belarus du 10 mars 2005, JO C320E du 15 décembre 2005, p276-279

Résolution du Parlement européen du 12 avril 2005 sur le rôle de l'UE dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), 2004/2252(INI)), JO C33E du 9 février 2006, p311-319

Résolution du Parlement européen du 14 avril 2005 sur l'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis, JO C33E du 9 février 2006, p596-597

Résolution du Parlement européen du 26 avril 2005 sur les progrès enregistrés en 2004 dans la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ), P6_TA(2005)0227, JO C124E du 25 mai 2006, p398-404

Résolution du 28 avril 2005 du Parlement européen sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde en 2004 et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme (2004/2151(INI)) JO C45E du 23 février 2006, p107-127

Résolution du Parlement européen du 8 juin 2005 sur la protection des minorités et les politiques de lutte contre les discriminations dans l'Europe élargie JO C124E du 25 mai 2006, p405-415

Résolution du Parlement européen du 9 juin 2005 sur les liens entre immigration légale et illégale et l'intégration des migrants JO C124E du 25 mai 2006 p535-542

Résolution législative du Parlement européen du 13 octobre 2005 sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur COM(2004)642, C6-0142/2004, 2004/0239(COD) JO C233E du 28 septembre 2006, p100-102

Résolution législative du Parlement européen du 21 octobre 2005 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Jeunesse en action 2007-2013, COM(2004)471, C6-96/2004, 2004/512COD, JO C272E du 9 novembre 2006, p212-213

Résolution législative du Parlement européen du 13 décembre 2005 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) 337/75 portant création d'un centre européen pour le développement de la formation professionnelle en ce qui concerne le mandat du directeur COM(2005)190, C6-142/2005, 2005/0073COD, JO C286E du 23 novembre 2006, p113-114

2006

Résolution législative du Parlement européen du 27 avril 2006 sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnels, COM(2006)180, C6-0174/2006,

2006/0061(CNS), P6_TA(2006)0469, JO C314E du 21 décembre 2006 p66

Résolution législative du Parlement européen du 27 avril 2006 sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la CE et le Canada établissant un cadre de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse JO C314E du 21 décembre 2006 p65-66

Résolution législative du Parlement européen du 26 septembre 2006 sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité transnationale dans la Communauté à des fins d'éducation et de formation : charte européenne de qualité pour la mobilité COM(2005)450, JO C360E du 15 décembre 2006, p160-165

Résolution législative du Parlement européen du 27 septembre 2006 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, JO C317E du 23 décembre 2006, p185

Résolution du Parlement européen du 24 octobre 2006 sur l'immigration des femmes : le rôle et la place des femmes migrantes dans l'UE JO C313E du 20 décembre 2006, p118-125

Résolution du Parlement européen du 15 novembre 2006 sur un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme JO C314E du 21 décembre 2006, p207-210

Résolution législative du Parlement européen du 30 novembre 2006 sur la proposition de décision du Conseil relative au programmes spécifique 'personnel' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p252-265

Résolution législative du Parlement européen du 30 novembre 2006 sur la proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'idées' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p265-271

Résolution législative du Parlement européen du 30 novembre 2006 sur la proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'capacités' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de

démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p272-290

Résolution législative du Parlement européen du 30 novembre 2006 sur la proposition de décision du Conseil relative au programme spécifique 'coopération' mettant en œuvre le 7^{ème} programme cadre (2007-2013) de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration JO C316E du 22 décembre 2006 p290-343

Résolution législative du Parlement européen du 30 novembre 2006 sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme spécifique à mettre en œuvre au moyen d'actions directes par le Centre commun de recherche au titre du 7^{ème} programme cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013), COM(2005)439, JO C316E du 22 décembre 2006, p344-351

Résolution du Parlement européen du 21 décembre 2006 sur l'intégration de la durabilité dans les politiques de coopération au développement (2006/2246(INI)) JO C250E du 25 octobre 2007, p77-85

2007

Résolution du Parlement européen du 15 février 2007 sur l'aide budgétaire aux pays en développement JO C278E du 29 novembre 2007 p497-501

Résolution du Parlement européen du 15 mars 2007 sur les collectivités locales et la coopération au développement JO C301E du 13 décembre 2007, p249-256 point 108

Résolution du Parlement européen du 25 avril 2007 sur une stratégie thématique pour l'utilisation durable des ressources naturelles, JO C74E du 20 mars 2008, p660-669

Résolution du Parlement européen du 20 juin 2007 sur les objectifs du Millénaire pour le développement : bilan à mi-parcours, JO C146E du 12 juin 2008, p232-247

Résolution du Parlement européen du 6 septembre 2007 sur le règlement sanitaire international (2007/2078(INI)) JO C187E du 24 juillet 2008 p210-212.

Résolution du Parlement européen du 13 novembre 2007 sur le rôle du sport dans l'éducation 2007/2086(INI), JO C282E du 6 novembre 2008 p131-138

2008

Résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur le défi que constitue pour les nouveaux Etats membres sur la politique de coopération au développement de l'UE, 2007/2140(INI), JO C66E du 20 mars 2009, p38-47

Résolution du Parlement européen du 13 mars 2008 sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans la coopération au développement, 2007/2182INI, JO C66E du 20 mars 2009

Résolution du Parlement européen du 22 avril 2008 sur les actions politiques au niveau de l'UE concernant le don et la transplantation d'organes JOC295E du 29 octobre 2009 p1-9

Résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le rapport annuel 2007 sur les droits de l'Homme dans le monde et la politique de l'UE en matière de droits de l'Homme JO C271E du 12 novembre 2009, p7-31

Résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur les missions d'observation d'élections de l'UE : objectifs, pratiques et défis futurs, JO C271E du 12 novembre 2009, p31-38

Résolution du Parlement européen du 8 mai 2008 sur le livre blanc sur le sport, 2007/2261(INI), JO C271 du 12 novembre 2009, p51-67

Résolution du Parlement européen du 21 mai 2008 sur le livre vert sur l'amélioration des pratiques de démantèlement des navires, JO C279E du 19 novembre 2009, p44-50

Résolution du Parlement européen du 22 mai 2008 sur le suivi de la déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement, JO C279E du 19 novembre 2009, p100-108

Résolution du Parlement européen du 5 juin 2008 sur la rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, présenté au parlement européen en application du paragraphe G, paragraphe 43, de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006, JO C285E du 26 novembre 2009, p11-23

Résolution du Parlement européen du 4 septembre 2008 sur l'évaluation des sanctions communautaires prévues dans le cadre des actions et politiques de l'UE dans le domaine des droits de l'Homme (2008/2031) JO C295E du 4 décembre 2009, p49-62

Résolution du Parlement européen du 4 septembre 2008 sur l'évaluation à mi-parcours du plan

d'action européen en matière d'environnement et de santé 2004-2010, JO C295E du 4 décembre 2009, p83-89

Résolution du Parlement européen du 23 septembre 2008 sur le processus de Bologne et la mobilité des étudiants, JO C8E du 14 janvier 2010, p18-21

Résolution législative du Parlement européen du 24 septembre 2008 sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la CE, de l'accord international sur les bois tropicaux JO C8E du 14 janvier 2010, p393-395

Résolution législative du Parlement européen du 20 novembre 2008 sur la proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'emploi hautement qualifié COM(2007)637

Résolution législative du Parlement européen du 20 novembre 2008 sur la proposition de directive du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants des pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, JO C16E du 22 janvier 2010, p240-251

Résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie au service de la connaissance, de la créativité et de l'innovation JO C45E du 23 février 2010, p33-39

Résolution du Parlement européen du 18 décembre 2008 sur les perspectives de consolidation de la paix et de construction nationale dans les situations d'après-conflit, JO C45E du 23 février 2010, p74-86

2009

Résolution du Parlement européen du 19 février 2009 sur la révision de l'IEVP, 2008/2236/INI, JO C76E du 25 mars 2010, p83-90

Résolution du Parlement européen du 19 février 2009 sur le Processus de Barcelone: Union pour la Méditerranée, 2008/2231(INI), 2010/C 76 E/15, JO C76E du 25 mars 2010, p 76-83

Résolution du Parlement européen du 24 mars 2009 sur un an après Lisbonne : le partenariat Afrique-UE en action, JO C117E du 6 mai 2010, p7-14

Résolution législative du Parlement européen du 24 mars 2009 sur la proposition de directive du Conseil modifiant les directives 92/79/CEE,

92/80/CEE et 95/59/CE sur la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés, JO C117E du 6 mai 2010, p226-231

Résolution du Parlement européen du 2 avril 2009 sur l'éducation des enfants des migrants JO C137E du 27 mai 2010, p1-5

Résolution du Parlement européen du 22 avril 2009 sur une politique commune de l'immigration pour l'Europe : principes, actions et instruments, JO C148E du 8 juillet 2010, p23-34

Résolution législative du Parlement européen du 7 mai 2009 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les Etats membres COM(2008)815, JO C212 du 5 août 2010, p348-369

Résolution du Parlement européen du 7 mai 2009 sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde 2008 et la politique de l'UE en la matière, JO C212 du 5 août 2010, p60-81

Résolution du Parlement européen du 16 septembre 2009 sur les incendies de forêt de l'été 2009, JO C224E du 19 août 2010, p1-7

Résolution législative du Parlement européen du 20 novembre 2009 sur la proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, JO C16E du 22 janvier 2010, p224-240

Résolution du Parlement européen du 25 novembre 2009 sur la communication de la Commission 'un espace de liberté, de sécurité et de justice des citoyens' JO C285E du 21 octobre 2010, p12-35

2010

Résolution du Parlement européen du 21 janvier 2010 sur une stratégie européenne pour la région du Danube, JO C305E du 11 novembre 2010, p14-18

Résolution du Parlement européen du 25 février 2010 sur la 13e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations unies - Priorités du PE en vue du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (Genève, du 1er au 26 mars 2010), JO C 348E du 21 décembre 2010, p 6-10

Résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur la création d'un programme européen commun de réinstallation, JO C161E du 31 mai 2011, p1-7

Résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur «Une stratégie de l'Union européenne pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser»,

2009/2159(INI), JO C161E du 31 mai 2011, p21–31

Résolution du Parlement européen du 18 mai 2010 sur les compétences clés dans un monde en mutation: mise en œuvre du programme de travail «Éducation et formation 2010», 2010/2013(INI), JO C 161E du 31 mai 2011, p 8-15

Résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur le dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités en Europe, 2009/2099(INI), JO C161E du 31 mai 2011, p95–103

Résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur la liberté religieuse au Pakistan JO C161E du 31 mai 2011 p147-151

Résolution du Parlement européen du 15 juin 2010 sur les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement : évaluation à mi-parcours pour préparer la réunion de haut niveau de l'ONU prévue en septembre 2010, 2010/2037(INI), JOC236E du 12 août 2011, p48-56

Résolution du Parlement du 21 septembre 2010 sur la réduction de la pauvreté et la création d'emploi dans les pays en développement : la voie du progrès, 2009/2171(INI), JO C50E du 21 février 2012, p37-47

Résolution du Parlement du 21 octobre 2010 sur les expulsions forcées au Zimbabwe, JO C70E du 8 mars 2012

Résolution législative du Parlement européen du 21 octobre 2010 sur la proposition de règlement du parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE n°1934/2006 portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, COM(2009)197, C7101/2009, 2009/59(COD), JO C70E du 8 mars 2012, p192-203

Résolution du Parlement européen du 23 novembre 2010 sur les composantes en droit civil, droit commercial, droit de la famille et droit international privé du plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm, 2010/2080(INI), JO C 99E du 3 avril 2012, p19–26

Résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur la responsabilité sociale des entreprises dans les accords commerciaux internationaux JO C99E du 3 avril 2012 p101-111

Résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur le Tibet – projet visant à imposer le

chinois comme principale langue d'enseignement JO C99E du 3 avril 2012, p118-119

Résolution législative du Parlement européen du 16 décembre 2010 sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse dans le programme Jeunesse en action et dans le programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013) JO C169E du 15 juin 2012 p234

2011

Résolution du Parlement européen du 18 janvier 2011 sur la mise en œuvre du consensus européen sur l'aide humanitaire: bilan à mi-parcours de son plan d'action et perspectives d'avenir, JO C 136E du 11 mai 2012, p 1–8

Résolution du Parlement européen du 19 janvier 2011 sur le processus d'intégration européenne de la Serbie (accord CE/Serbie de stabilisation et d'association), JO C136E du 11 mai 2012, p27-35

Résolution du Parlement européen du 20 janvier 2011 sur une stratégie de l'UE pour la mer noire, 2010/2087(INI), JO C136E du 11 mai 2012, p81-90

Résolution législative du Parlement européen du 3 février 2011 sur la position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement CE 1934/2006 du Conseil portant établissement d'un instrument financier de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé, JO C182E du 22 juin 2012, p36-47

Résolution législative du Parlement européen du 17 février 2011 en vue de l'adoption d'une décision accordant une garantie de l'UE à la BEI en cas de pertes résultant de prêts et de garanties en faveur de projets réalisés en dehors de l'UE, COM(2010)174,C7-110/2010, 2010/101(COD), JO C188E du 28 juin 2012, p95-113

Résolution du Parlement européen du 17 février 2011 sur la mise en œuvre de la stratégie de l'Union pour la région du Danube, JO C 188 E du 28 juin 2012, p30

Résolution du Parlement européen du 24 mars 2011 sur les relations de l'UE avec le Conseil de coopération du Golfe, JO C247E du 17 août 2012, p1-11

Résolution législative du Parlement européen du 24 mars 2011 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant une

procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre, COM(2007)638, C6-470/2007, 2007/229(COD), JO C 168E du 14 juin 2013, p148

Résolution du Parlement européen du 7 avril 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage – dimension méridionale, JO C 296E du 2 octobre 2012, p. 114–126

Résolution du Parlement européen du 11 mai 2011 sur l'Union européenne en tant qu'acteur mondial: son rôle dans les organisations multilatérales (2010/2298(INI)) JO C377E du 7 décembre 2012, p66–76,

Résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur "Jeunesse en mouvement: un cadre destiné à améliorer les systèmes d'éducation et de formation en Europe" (2010/2307(INI)), JO C377E du 7 décembre 2012, p77–89

Résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur l'apprentissage au cours de la petite enfance au sein de l'UE, JO C377E du 7 décembre 2012, p89-95

Résolution du Parlement européen du 12 mai 2011 sur une Union de l'innovation: transformer l'Europe pour le monde de l'après-crise (2010/2245(INI)), JO C 377E du 7 décembre 2012, p108–128

Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur l'évaluation intermédiaire du 7^{ème} programme-cadre de l'UE pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration, JO C380E du 11 décembre 2012, p9-19

Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur les relations commerciales UE-Canada, JO C380E du 11 décembre 2012, p20-24

Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises européennes (2010/2205(INI)), JO C 380E du 11 décembre 2012, p 39–50

Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 concernant le règlement CE 1905/2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement: enseignements et perspectives d'avenir, JO C380E du 11 décembre 2012, p51-58

Résolution du Parlement européen du 8 juin 2011 sur la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels pour appuyer la stratégie Europe 2020 (2010/2234(INI)), JO C380E du 11 décembre 2012, p67–81

Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'avenir de l'appui budgétaire de l'UE en faveur des pays en développement, JO C33E du 5 février 2013, p38-46

Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2011 sur l'accroissement de l'impact de la politique de développement de l'UE, JO C33E du 5 février 2013, p77-88

Résolution du Parlement européen du 7 juillet 2011 sur les politiques extérieures de l'UE en faveur de la démocratisation (2011/2032(INI)), JO C 33E du 5 février 2013, p165–180

Résolution du Parlement européen du 13 septembre 2011 sur la mise en œuvre de la directive relative à la médiation dans les États membres (2011/2026(INI)), JO C 51E du 22 février 2013, p. 17–20

Résolution du Parlement européen du 15 septembre 2011 sur la position et l'engagement de l'UE avant la réunion de haut niveau des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, JO C51E du 22 février 2013, p130-137

Résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 sur le système des écoles européennes, JO C56 du 26 février 2013 p14-22

Résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 'Vers une capacité de réaction renforcée de l'UE en cas de catastrophe: le rôle de la protection civile et de l'aide humanitaire' JO C56E du 26 février 2013 p31-41

Résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 sur un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire, JO C56E du 26 février 2013, p75-86

Résolution du Parlement européen du 29 septembre 2011 sur l'élaboration d'une position commune de l'Union dans la perspective de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), JO C56E du 26 février 2013, p106–119

Résolution du Parlement européen du 14 décembre 2011 sur l'impact de la crise financière sur le secteur de la défense dans les Etats membres de l'UE, JO C168E du 14 juin 2013, p9-20

Résolution du Parlement européen du 14 décembre 2011 sur la révision de la politique européenne de voisinage, JO C168E du 14 juin 2013, p26-44

Résolution du Parlement européen du 15 décembre 2011 sur l'état de la mise en œuvre de la stratégie européenne en Asie centrale, JO C168E du 14 juin 2013, p91-102

Résolution du Parlement européen du 15 décembre 2011 sur l'examen à mi-parcours de la stratégie européenne 2007-2012 pour la santé et la sécurité au travail, JO C168E du 14 juin 2013, p102-116

Résolution du parlement européen du 15 décembre 2011 sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européenne et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part, modifiant ledit accord afin d'étendre ses dispositions au commerce bilatéral de textiles, JO C168E du 14 juin 2013, p195-201

2012

Résolution du Parlement du 19 janvier 2012 sur le thème 'éviter le gaspillage des denrées alimentaires : stratégies pour une chaîne alimentaire plus efficace dans l'UE, JO C227E du 6 août 2013, p25-32

Résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur la dimension européenne du sport (2011/2087(INI)), JO C239E du 20 août 2013, p46-60

Résolution du Parlement européen du 13 mars 2012 sur la contribution des institutions européennes à la consolidation et aux avancées du processus de Bologne, 2011/2180(INI), JO C 251E du 3 août 2013, p 24-33

Résolution du Parlement européen du 14 mars 2012 sur le travail des enfants dans le secteur du cacao, JO C251E du 31 août 2013, p45-47

Résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur le rapport 2011 sur les progrès accomplis par la Turquie, 2011/2889(RSP), JO C257E du 6 septembre 2013, p. 38-49

Résolution du Parlement européen du 29 mars 2012 sur la Banque européenne d'investissement - rapport annuel 2010, JOC257E du 6 septembre 2013, p61-74

Résolution du Parlement européen du 18 avril 2012 sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde en 2010 et la politique de l'UE en la

matière, notamment les implications pour la politique stratégique de l'UE en matière de droits de l'Homme, JO C258E du 7 septembre 2013, p8-36

Résolution du Parlement européen du 20 avril 2012 sur la modernisation des systèmes d'enseignement supérieur en Europe, JO C258E du 7 septembre 2013, p55-64

Résolution du Parlement européen du 22 mai 2012 sur les femmes en Turquie à l'horizon 2020 (2011/2066(INI)), JO C 264E du 13 septembre 2013, p 25-32

Résolution du Parlement européen du 24 mai 2012 sur l'initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes, JO C264E du 13 septembre 2013, p69-74

Résolution du Parlement européen du 24 mai 2012 sur la lutte contre l'homophobie en Europe, JO C264E du 13 septembre 2013, p54-58

Résolution du Parlement européen du 12 juin 2012 sur la définition d'une nouvelle coopération au développement avec l'Amérique latine, JO C332E du 15 novembre 2013, p1-14

Résolution 2011/2293 du Parlement européen du 12 juin 2012 sur « reconnaître et valoriser les activités de volontariat transfrontalières dans l'UE », JO C332E du 15 novembre 2013, p14-22

Résolution du Parlement européen du 11 septembre 2012 'Education, formation et Europe 2020', JO C353E du 3 décembre 2013, p56-63

Résolution du Parlement européen du 21 septembre 2012 sur la réduction de la pauvreté et la création d'emploi dans les pays en développement : la voie du progrès, 2009/2171 JO C50E du 21 février 2012 p37-47

Résolution du Parlement européen du 25 octobre 2012 sur le rapport de l'Union sur la cohérence des politiques pour le développement (2011), JO C72E du 11 mars 2014, p21-39

Résolution du Parlement européen du 26 octobre 2012 sur le renforcement de la société civile dans les pays du partenariat oriental, y compris la question de la coopération entre le gouvernement et la société civile, ainsi que la question des réformes visant à renforcer le pouvoir de la société civile, 2012/C 153/04, JO C 153 du 30 mai 2012, p16-20

2013

Résolution du Parlement européen du 24 mai 2013 sur l'initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes, JO C264E du 13 septembre 2013, p69-74

Résolution du Parlement européen du 4 juillet 2013 sur l'ouverture de négociations relatives à un accord plurilatéral sur les services, [2013/2583\(RSP\)](#)

RECOMMANDATIONS

Recommandation du Parlement européen du 29 septembre 2004 à l'intention du Conseil et du Conseil européen sur le futur de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ainsi que sur les conditions pour en renforcer la légitimité et l'efficacité (2004/2175(INI)) JO C166E du 7 juillet 2005, p58-63

Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (2008/C 111/01) JO n° C111 du 6 mai 2008

Recommandation du Parlement européen du 29 mars 2012 à l'intention du Conseil sur les modalités de l'éventuelle création d'un Fonds européen pour la démocratie (FEDEM), JO C257E du 6 septembre 2013, p13-18

Recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil du 13 juin 2012 sur la 67^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, JO C332E du 15 novembre 2013, p106-114

DÉCLARATIONS

Déclaration du Parlement européen sur le microcrédit adoptée le 8 mai 2008, [P6_TA\(2008\)0199](#), Bull. UE 5-2008, point 1-31-1

Déclaration du Parlement européen du 9 juin 2011 sur la lutte contre la corruption dans le sport européen, JO C380 du 11 décembre 2012, p138

Déclaration du Parlement européen du 27 septembre 2011 sur la création de programmes 'Erasmus' et 'Leonardo da Vinci' euro méditerranéens, JO C56E du 26 février 2013, p99

Déclaration du Parlement européen du 5 juillet 2012 sur l'éducation au développement et la citoyenneté mondiale active, JO C 349E du 29 novembre 2013, p 99-100

DÉCISIONS

Décision du 21 mai 1996 concernant la position commune arrêtée par le Conseil sur la proposition de règlement du Conseil relatif à des actions de réhabilitation et de reconstruction en faveur des pays en développement, C4-0099/96, 95/0165(SYN), JO C166 du 10 juin 1996, p33

AVIS

Avis du 2 mars 2012 de la commission 'culture et éducation' à l'intention de la commission 'développement régional' sur l'évolution des stratégies macro régionales de l'UE : pratiques actuelles et perspectives d'avenir, notamment en Méditerranée, 2011/2179(INI)

Avis de la Commission des affaires étrangères à l'intention de la commission du contrôle budgétaire sur MEDA et l'aide financière à la Palestine – évaluation, mise en œuvre et contrôle 2006/2128(INI) rapporteur : V De KEYSER AD/658861FR.doc
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/ad/658/658861/658861fr.pdf

Avis du 7 octobre 2011 de la commission 'culture et éducation' à l'intention de la commission des affaires étrangères sur la révision de la politique européenne de voisinage, 2011/2157(INI)
<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/cult/home.html>

AUTRES ACTES

Arrêt définitif du budget général de l'UE pour l'exercice 2009, 2009/165/CE Euratom, JO L69 du 13 mars 2009 p1-1720
Parlement européen, réunion avec la Commission Culture Bruxelles 27 février 2007
http://ec.europa.eu/commission_barroso/orban/policies/doc/sp_070227_FR.pdf

Position du Parlement européen, arrêtée en première lecture le 14 mai 2002, P5_TC1-COD (2001)0244

Projet de rapport sur le rôle et les responsabilités nouvelles du Parlement européen en vertu du traité de Lisbonne (2008/2063(INI)), rapporteur J. LEINEN, commission des affaires constitutionnelles du 13 juin 2008, PR/728952FR.doc, PE407.780v02-00

COUR DES COMPTES

Rapport spécial 12/2000 relatif à la gestion par la Commission du soutien apporté par l'UE au développement des droits de l'Homme et de la démocratie dans des pays tiers, accompagné des réponses de la Commission JO C230 du 10 août 2000, p1

Rapport spécial 11/2010 de la Cour des comptes européenne « La gestion par la Commission de l'appui budgétaire général dans les pays ACP ainsi que dans les pays d'Amérique latine », Issn 1831-0850 (77p)

Rapport spécial 12/2010 de la Cour des comptes « L'aide au développement fournie par l'UE en matière d'éducation de base en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud » (88p), ISBN 978-92-9237-008-4,
http://ec.europa.eu/europeaid/how/ensure-aid-effectiveness/quality-support-groups_fr.htm

Rapport spécial 13/2010 de la Cour des comptes du 1^{er} février 2011 « Le nouvel instrument européen de voisinage et de partenariat a-t-il connu un lancement réussi dans le Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et produit-il des résultats ? », Issn 1831-0850 (76p)
http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/cont/dv/sr13/_sr13_fr.pdf

Avis de la Cour des comptes 6/2012 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020) et les règles de diffusion des résultats, JO C 318 du 20 octobre 2012, p 1-11

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

Avis du Comité Economique et Social Européen du 28 septembre 1988 sur la proposition de décision du Conseil concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans le domaine de l'éducation et de la formation, JO C318 du 12 décembre 1988, p6-8

Avis du 27 avril 1994 du Comité Economique et Social Européen sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Socrates, JO C95 du 18 juillet 1994, p29

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 novembre 1994 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (1996), JO C397 du 31 décembre 1994, p15

Avis d'initiative du 22 février 1995 du Comité Economique et Social Européen sur le sommet mondial pour le développement social (Copenhague 6-12 mars 1995), JO C110 du 2 mai 1995, p48

Avis du Comité Economique et Social Européen du 31 mai 1995 sur les relations entre l'UE et l'Albanie JO C236 du 11 septembre 1995, p65

Avis du Comité Economique et Social Européen du 20 décembre 1995 sur les relations entre l'UE et l'Afrique du Sud JO C082 du 19 mars 1996, p40

Avis du Comité Economique et Social Européen du 22 décembre 1995 sur les relations entre l'UE et le Mexique, JO C82 du 19 mars 1996, p68

Avis du Comité Economique et Social Européen du 30 mai 1996 sur les relations entre l'UE et les Etats-Unis, JO C212 du 22 juillet 1996, p61

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 juillet 1996 sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 93/246/CEE du 29 avril 1993 portant adoption de la deuxième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus II) (1994-1998), JO C295 du 7 octobre 1996, p34

Avis du Comité Economique et Social Européen du 31 octobre 1996 sur les relations entre l'UE et Cuba, JO C056 du 24 février 1997, p91

Avis du Comité Economique et Social Européen du 27 novembre 1996 sur les relations entre l'UE et le Canada, JO C066 du 3 mars 1997, p48

Avis du Comité Economique et Social Européen du 5 mars 1997 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Service volontaire européen pour les jeunes', JO C158 du 26 mai 1997, p12

Avis du Comité Economique et Social Européen du 19 mars 1997 sur les relations entre l'UE et la Chine, JO C158 du 26 mai 1997, p42

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 juillet 1997 sur le livre vert sur les relations entre l'UE et les pays ACP à l'aube du 21^{ème} siècle, défis et options pour un nouveau partenariat JO C296 du 29 septembre 1997, p65

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 décembre 1997 sur les relations entre l'UE et les Etats riverains de la mer baltique, JO C073 du 9 mars 1998, p 57

Avis du Comité Economique et Social Européen du 28 décembre 1998 sur la situation socioéconomique du Chili et ses relations avec le Mercosur et l'UE JO C407 du 28 décembre 1998, p247

Avis du Comité Economique et Social Européen du 15 octobre 1998 sur la « proposition de décision du parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire 'Jeunesse', JO C410 du 30 décembre 1998, p11-14

Avis du 15 octobre 1998 du Comité Economique et Social Européen sur la décision du Parlement européen et du Conseil établissant la deuxième

phase du programme d'action communautaire en matière d'éducation Socrates, JO C410 du 30 décembre 1998, p2

Avis du Comité Economique et Social Européen du 3 décembre 1998 sur la proposition de décision du Conseil relative à l'adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur Tempus III (2000-2006), JO C40 du 15 février 1999, p23

Avis du Comité Economique et Social Européen du 28 avril 1999 sur les relations entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes : le dialogue socioéconomique interrégional, JO C169 du 16 juin 1999 p49

Avis du Comité Economique et Social Européen du 27 avril 2000 sur la proposition de décision du Conseil portant création d'un Fonds européen pour les réfugiés JO C168 du 16 juin 2000, p20-25

Avis du Comité Economique et Social Européen du 24 mai 2000 sur la communication de la Commission 'Vers un espace européen de la recherche', JO C204 du 18 juillet 2000, p70

Avis du Comité Economique et Social Européen du 11 avril 2000 sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire, JO C168 du 16 juin 2000, p30-33

Avis du Comité Economique et Social Européen du 27 avril 2000 sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs JO C168 du 16 juin 2000, p25-29

Avis du Comité Economique et Social Européen du 21 septembre 2000 sur le rôle de la BEI dans la politique régionale européenne, JO C367 du 20 décembre 2000, p14-18

Avis du Comité Economique et Social Européen du 1^{er} mars 2001 sur les indicateurs structurels, JO C139 du 11 mai 2001, p79-84

Avis du Comité Economique et Social Européen du 21 février 2002 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la surveillance des zoonoses et des agents zoonotiques JO C94 du 18 avril 2002, p18-22

Avis du Comité Economique et Social Européen du 21 février 2002 sur les relations entre l'UE et les

pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, JO C94 du 18 avril 2002, p43-50

Avis du Comité Economique et Social Européen du 25 avril 2002 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant l'année européenne de l'éducation par le sport 2004, COM(2001)584, JO C149 du 21 juin 2002, p17-23

Avis du Comité Economique et Social Européen du 18 septembre 2002 sur le thème 'Lisbonne – une vision renouvelée', JO C 061 du 14 mars 2003, p145-153

Avis du Comité Economique et Social Européen du 27 février 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World 2004-2008), JO C95 du 23 avril 2003 p35-39

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 avril 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers (Erasmus World), JO C244 du 10 octobre 2003, p14-23

Avis du Comité Economique et Social Européen du 24 septembre 2003 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse, COM(2003)272, 2003/113(COD), JO C10 du 14 janvier 2004, p18-20

Avis du Comité Economique et Social Européen du 27 avril 2004 sur le rôle de la BEI dans les partenariats publics/privés (PPP) et l'impact sur la problématique de la croissance JO C234 du 22 septembre 2005, p52-59

Avis du Comité Economique et Social Européen du 29 avril 2004 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil instaurant un cadre unique pour la transparence des qualifications et des compétences Europass COM(2003)796 final, JO C117 du 30 avril 2004, p12-14

Avis du Comité Economique et Social Européen du 2 juin 2004 de la section spécialisée 'Relations extérieures' sur le thème 'Intégration régionale et développement durable' JO C241 du 28 septembre 2004, p34-41

Avis du Comité Economique et Social Européen du 7 février 2005 sur « Pékin, 10 ans après : évaluation des progrès accomplis en matière d'égalité femmes-hommes en Europe et dans les pays en développement », 2005/C221/11

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 février 2005 sur « Pékin, 10 ans après : évaluation des progrès accomplis en matière d'égalité femmes-hommes en Europe et dans les pays en développement », 2005/C221/11, JOC221 du 8 septembre 2005, p46-51

Avis du Comité Economique et Social Européen du 10 février 2005 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie COM(2004)474, 2004/0153COD, JOC221 du 8 septembre 2005, p134-140

Avis du Comité Economique et Social Européen du 13 juillet 2005 sur le thème « Quelle contribution la société civile peut-elle apporter aux relations entre l'UE et la Russie ? », JO C 294 du 25 novembre 2005, p33-37

Avis du Comité Economique et Social Européen du 14 décembre 2005 sur 'comment intégrer les aspects sociaux dans les négociations des accords de partenariat économique' JO C65 du 17 mars 2006, p73-85

Avis du Comité Economique et Social Européen du 15 février 2006 sur les relations UE-Mexique, JO C88 du 11 avril 2006, p85-93

Avis du Comité Economique et Social Européen du 18 mai 2006 sur la situation de la société civile dans les Balkans occidentaux, JO C 195 du 18 août 2006, p 88-96

Avis du Comité Economique et Social Européen du 6 juillet 2006 SUR LA Politique européenne de voisinage, 2006/309/20, JO C309 du 16 décembre 2006, p96-102

Avis du Comité Economique et Social Européen du 26 octobre 2006 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les modalités d'application du règlement 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, COM(2006)16 final, 2006/0006COD, JO C324 du 30 décembre 2006, p59-67

Avis du Comité Economique et Social Européen 31 mai 2007 sur les défis et chances de l'UE dans le contexte de la globalisation, JO C175 du 27 juillet 2007, p57-64

Avis du Comité Economique et Social Européen du 26 avril 2007 sur la politique maritime de l'Union, JO C168 du 20 juillet 2007, p 50-56

Avis du Comité Economique et Social Européen du 31 mai 2007 sur les défis et chances de l'UE dans le contexte de la globalisation », 2007/C 175/16, JO C 175 du 27 juillet 2007, p 57-64

Avis du Comité Economique et Social Européen du 12 décembre 2007, JO C 120 du 16 mai 2008, p82-88

Avis du Comité Economique et Social Européen du 12 mars 2008 sur la proposition du parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et promouvoir la compréhension interculturelle par la coopération avec les pays tiers (Erasmus Mundus) (2009-2013), COM (2007)395, JO C204 du 9 août 2008, p85-88

Avis du Comité Economique et Social Européen du 29 mai 2008 sur le programme Jeunesse en Action (2007-2013) COM(2008)56 final, 2008/0023 (COD), JO C224 du 30 août 2008, p113-114

Avis du Comité Economique et Social Européen du 28 avril 2010 sur 'l'éducation pour l'inclusion : un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » Rapporteur : MC SANCHEZ MIGUEL, SOC/365, CESE 641/2010

Avis du Comité Economique et Social Européen du 28 avril 2010 sur « l'éducation pour l'inclusion : un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » JO C18 du 19 janvier 2011 p18-23

Avis du Comité Economique et Social Européen du 27 mai 2010 sur le thème « Initiatives collectives de la société civile en faveur du développement durable » JO C21 du 21 janvier 2011, p9-14

Avis du Comité Economique et Social Européen du 21 octobre 2010 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène, ainsi que la protection des victimes, abrogeant la décision cadre 2002/629/JAI, COM(2010)95, 2010/0065(COD), JO C51 du 17 février 2011, p50-54

Avis du Comité Economique et Social Européen du 5 mai 2011 sur la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil 'la politique antiterroriste de l'UE ; principales réalisations et défis à venir », COM(2010)386, JO C218 du 23 juillet 2011, p91-96

Avis du Comité Economique et Social Européen du 26 octobre 2011 sur la communication de la Commission « Développer la dimension européenne du sport » COM(2011)12, JO C24 du 28 janvier 2012, p106-110

Avis du Comité Economique et Social Européen du 28 mars 2012 sur « la participation de la société civile aux politiques de développement et de coopération au développement mises en œuvre par l'Union européenne », JO C181 du 21 juin 2012, p28-34

Avis du Comité Economique et Social Européen du 29 mars 2012 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 », JO C181 du 21 juin 2012, p111-121

Avis du Comité Economique et Social Européen du 18 septembre 2013 sur la « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions d'entrée et de résidence des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, d'échanges d'élèves, de formation rémunérée et non rémunérée, de volontariat et de travail au pair (refonte) », COM(2013) 151, 2013/0081 (COD), JO C 341 du 21 novembre 2013, p 50-53

COMITÉ DES RÉGIONS

Avis du Comité des Régions du 20 septembre 1995 sur le rôle des pouvoirs locaux et régionaux dans les actions d'éducation et de formation de l'UE à destination de l'Europe centrale et orientale, JO C100 du 2 avril 1996, p98

Avis du Comité des Régions du 15 novembre 1995 sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur le renforcement de la politique méditerranéenne de l'Union européenne : propositions pour la mise en œuvre d'un partenariat euro-méditerranéen », JO C126 du 29 avril 1996, p12

Avis du Comité des Régions du 12 juin 1997 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action communautaire 'service volontaire européen pour les jeunes', CdR 86/97, JO C244 du 11 août 1997, p47

Avis du Comité des Régions du 18 septembre 1997 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant modification de la décision 819/95/CE établissant le programme d'action communautaire Socrates JO C 379 du 15 décembre 1997, p17

Avis du Comité des Régions du 19 novembre 1998 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme d'action communautaire Jeunesse CdR 226/98, JO C51 du 22 février 1999, p77-85

Avis du Comité des Régions du 19 novembre 1998 sur la proposition de décision du Conseil établissant la deuxième phase du programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle Leonardo da Vinci, CdR 226/98, JO C51 du 22 février 1999, p77

Avis du Comité des Régions du 14 juin 2000 sur la proposition modifiée de recommandation du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilité dans la Communauté des étudiants, des personnes en formation, des volontaires des enseignants et des formateurs, JO C317 du 6 novembre 2000, p53-55

Avis du Comité des Régions du 15 juin 2000 sur la proposition de recommandation du Parlement européen et du Conseil concernant la coopération européenne en matière d'évaluation qualitative de l'éducation scolaire, JO C317 du 6 novembre 2000, p56-59

Avis du Comité des Régions du 4 juillet 2002 sur le livre blanc de la Commission 'un nouvel élan pour la jeunesse européenne', JO C287 du 22 novembre 2002, p6-10

Avis du Comité des Régions du 21 novembre 2002 sur 'une meilleure répartition et définition des compétences dans l'Union européenne', JO C073 du 26 mars 2003, p64-67

Avis du Comité des Régions du 9 avril 2003 sur la proposition de directive du Conseil relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'études, de formation professionnelle ou de volontariat, JO C244 du 10 octobre 2003, p5-10

Avis du Comité des Régions du 9 octobre 2003 sur la communication de la Commission 'Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage', JO C23 du 27 janvier 2004, p36-42

Avis du Comité des Régions du 17 novembre 2004 sur le gouvernement local et régional en Russie et le développement de la coopération entre l'Union européenne et la Russie, JO C071 du 22 mars 2005, p11-15

Avis du Comité des Régions du 17 novembre 2004 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le programme

‘Jeunesse en action’ 2007-2013, JO C71 du 22 mars 2005, p34-39

Avis du Comité des Régions du 24 février 2005 sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d’action intégré dans le domaine de l’éducation et de la formation tout au long de la vie, JO C164 du 5 juillet 2005, p59-64

Avis de prospective du Comité des Régions du 6 juin 2007 ‘la contribution des autorités régionales et locales à la stratégie de l’UE en faveur du développement durable, JO C197 du 24 août 2007, p21-29

Avis du Comité des Régions du 28 novembre 2007 sur le rôle de l’éducation et des actions de sensibilisation dans la promotion du développement durable, JO C53 du 26 février 2008, p29-39

Avis du Comité des Régions du 7 février 2008 sur la synergie de la mer noire ‘une nouvelle initiative de coopération régionale’, JO C 105 du 25 avril 2008, p46-50

Avis du Comité des Régions du 18 juin 2008 « Une approche globale de l’immigration : le développement d’une politique européenne d’immigration de main d’œuvre dans le contexte des relations avec les pays tiers », JO C257 du 9 octobre 2008, p20-25

Avis du Comité des Régions du 18 juin 2008 sur le document de stratégie 2007-2010 de l’Instrument européen pour la démocratie et les droits de l’Homme (IEDDH), JO C257 du 9 octobre 2008, p 26-29

Avis du Comité des Régions du 19 juin 2008 sur l’année européenne de la créativité et de l’innovation (2009), JO C257 du 9 octobre 2008, p46-50

Avis du Comité des Régions du 9 octobre 2008 sur « le processus de Barcelone : une Union pour la Méditerranée, quelle implication pour les collectivités territoriales ? », JO C325 du 19 décembre 2008, p52-55

Avis du Comité des Régions du 9 octobre 2008 sur la communication de la Commission « une politique européenne de voisinage forte », COM(2007)774, JO C325 du 19 décembre 2008, p87-91

Avis du Comité des Régions du 27 novembre 2008 sur la proposition de recommandation du Conseil sur la mobilité des jeunes volontaires en Europe, JO C76 du 31 mars 2009, p23-29

Avis du Comité des Régions du 27 novembre 2008 sur ‘améliorer les compétences pour le XXIème siècle : un programme de coopération européenne en matière scolaire’ JO C76 du 31 mars 2009, p58-62

Avis du Comité des Régions du 4 décembre 2009 sur le « dialogue université-entreprise », JO C41 du 29 mai 2010, p27-30

Avis du Comité des Régions du 10 juin 2010 sur le « Paquet de printemps » : plan d’action de l’UE en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, JO C267 du 1^{er} octobre 2010, p17-21

Avis du Comité des Régions du 11 mai 2011 sur la politique de développement de l’UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable – accroître l’impact de la politique de développement de l’UE, JO C192 du 1^{er} juillet 2011, p10-14

Avis du Comité des Régions du 16 février 2012 sur la modernisation de l’enseignement supérieur, JO C113 du 18 avril 2012, p45-51

Avis du Comité des Régions du 18 juillet 2012 sur la «Migration et la mobilité – une approche globale», JO C 277 du 13 septembre 2012, p 6–11

FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION

www.etf.europa.eu

Position commune (CE) 27/2008 du 18 novembre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l’article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l’adoption d’un règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d’une fondation européenne pour la formation (refonte), JO C310E du 5 décembre 2008, p1-14

Règlement portant création de l’ETF modifié par le règlement (CE) n°1572/98 du Conseil, JO L206 du 23 juillet 1998, p1

Déclaration de Turin du 11 mai 2011 « Processus de Turin : apprendre sur la base de données probantes » adoptée à l’occasion de la Conférence internationale de haut niveau réunissant les représentants des pays partenaires de l’ETF, des pays membres de l’Union européenne (UE) et organisations internationales sur le thème du renforcement du cycle des politiques d’enseignement et de formation professionnels (EFP) sur des données probantes <http://www.etf.europa.eu/webatt.nsf/0/A333D0DF2>

[F18D7ACC12578AF0030B6B6/\\$file/FINAL%20DEC_FR%20-%20260511.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf)

« Les principales priorités issues du processus de Turin in Programme de travail 2012 de l'ETF »
[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/\\$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf)

Extrait du « Programme de travail 2014 de l'ETF » (119p)
[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/9642eb4a550ff99bc1257c4600341a0f/\\$FILE/GB13DEC009_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/9642eb4a550ff99bc1257c4600341a0f/$FILE/GB13DEC009_FR.pdf)

Etat des recettes et des dépenses de la Fondation européennes pour la formation pour l'exercice 2007 (2007/284/CE), JO L 216 du 16 mai 2007, p 115-170
[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/234BE4DC7575AE5EC1257C2E0058B26C/\\$File/GB13DEC008_FR.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/234BE4DC7575AE5EC1257C2E0058B26C/$File/GB13DEC008_FR.pdf)

Rapport du 27 septembre 2007 sur les comptes annuels de la Fondation européenne pour la formation relatifs à l'exercice 2006 accompagné des réponses de la Fondation, JO C309 du 19 décembre 2007, p122-127

Programme de travail 2012 de l'ETF
[http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/\\$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf](http://www.etf.europa.eu/wpubdocs.nsf/0/0DAE3B267918D88AC12579C700350EFF/$File/GB11DEC013rev2%20ETF%20WP%202012_FR%20final.pdf)

Proposition de règlement du Parlement et du Conseil portant création de la Fondation européenne pour la formation (refonte), 1360/90, 2007/0163 (COD) du 25 juillet 2007, COM(2007)443

CEDEFOP

CEDEFOP « Linking credit systems and qualifications frameworks: an international comparative analysis », OPUE 2010, ISBN 978-92-896-0647-9, (226p)
www.cedefop.europa.eu/EN/Files/5505_en.pdf

Programme de travail 2011 du CEDEFOP, OPUE, ISBN 978-92-896-0670-7, p8

Question écrite 1166/96 du 15 mai 1996 des députés Yannis KRANIDIOU, Nikolaos PAPAIOYANNIS à la Commission « Situation au sein du CEDEFOP », JO C305 du 15 octobre 1996, p57

Programme de travail du CEDEFOP 2014, ISBN 978692-896-1612-6, (85p)

Travaux du CEDEFOP « International Qualifications »; OPUE 2012, ISBN 978-92-896-1117-6, (98p)
cedefop.europa.eu/EN/Files/4116_en.pdf

Note d'information du CEDEFOP « Au carrefour de l'apprentissage et de l'employabilité – réalisations du CEDEFOP en 2013 et activités prévues pour 2014 », janvier 2014, Issn 1831-2438 (4p)

2^{ème} rapport de synthèse du CEDEFOP sur la recherche en formation et enseignement professionnels en Europe « Objectif compétence : former et se former », 2002, ISBN 92-896-0030-6, 504p

ACCORDS UE (par ordre de parution au JO)

1979

Protocole à l'accord pour l'importation d'objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel, JO L134 du 31 mai 1979, p14-22

1980

Deuxième convention ACP-CEE, signée à Lomé le 31 octobre 1979, JO L347 du 22 décembre 1980, p1

1982

Convention modifiant la convention entre la CEE et l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient, JO L371 du 30 décembre 1982, p43

1984

Convention entre la CEE et l'office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient du 28 juin 1984, JO L188 du 16 juillet 1984, p18

Troisième Convention de Lomé ACP-CEE, signée à Lomé le 8 décembre 1984, JO L86 du 31 mars 1986, p3

1987

Convention du 21 mai 1987 entre la CEE et l'office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient, JO L136 du 26 mai 1987, p44

1989

Quatrième convention de Lomé, signée le 15 décembre 1989, JO L229 du 17 août 1991, p3-280

1990

Accord entre la CEE et la Confédération suisse instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p52

Accord entre la CEE et le Royaume de Suède instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p42

Accord entre la CEE et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p32

Accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p22

Accord entre la CEE et la République de Finlande instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p12

Accord entre la CEE et la République d'Autriche instituant une coopération en matière de formation dans le contexte de la mise en œuvre de Comett II (1990-1994), JO L102 du 21 avril 1990, p2

Convention entre la CEE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient, JO L118 du 9 mai 1990, p37

Accord-cadre de coopération entre la CEE et la République argentine, JO L295 du 26 octobre 1990, p67-73

1991

Accord entre la CEE et la République de Finlande du 28 octobre 1991 instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p12-20

Accord entre la CEE et la principauté du Liechtenstein instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p62-70

Accord entre la CEE et la Confédération suisse instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p52-60

Accord entre la CEE et le Royaume de Suède instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p42-50

Accord entre la CEE et le Royaume de Norvège instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p32-41

Accord entre la CEE et la République d'Islande instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p22-30

Accord entre la CEE et la République d'Autriche instituant une coopération en matière d'éducation et de formation dans le cadre du programme Erasmus, JO L332 du 3 décembre 1991, p2-10

Accord-cadre de coopération entre la CEE et les Etats Unis mexicains JO L340 du 11 décembre 1991 p2-15

Accord-cadre de coopération entre la CEE et La République du Chili, JO L70 du 26 mars 1991, p2-11

1992

Accord-cadre de coopération entre la CEE et la République orientale de l'Uruguay, JO L94 du 8 avril 1992, p2-12

Accord de coopération entre la CEE et la République du Paraguay, JO L313 du 30 octobre 1992, p72-81

1993

Accord sous forme de mémorandum d'entente entre la CEE et les Etats Unis d'Amérique concernant la passation de marchés publics JO L125 du 20 mai 1993 p2-53

Accord de coopération entre la CEE et la République de Slovénie, JO L189 du 29 juillet 1993, p2-51

Déclarations de la CE et des Etats membres du 25 octobre 1993- Convention sur la diversité biologique NU, JO L309 du 13 décembre 1993, p3-20

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part du 13 décembre 1993, JO L347 du 31 décembre 1993, p2-266

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats

membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part du 13 décembre 1993, JO L348 du 31 décembre 1993, p2-180

1994

Accord sur l'Espace économique européen du 13 décembre 1993, (accord d'association entre la CE, la CECA et les 12 Etats membres, d'une part, la République d'Autriche, la République de Finlande, la République d'Islande, la Principauté du Liechtenstein, le Royaume de Norvège, le Royaume de Suède et la Confédération suisse, d'autre part), JO L1 du 3 janvier 1994, p3-36

Protocole 31 à l'accord EEE, concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés du 13 décembre 1993, JO L1 du 3 janvier 1994, p197-201

Convention du 16 décembre 1993 entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du Proche Orient, JO L9 du 13 janvier 1994, p17-19

Déclarations de la CE et des Etats membres - Convention cadre des NU sur les changements climatiques, JO L33 du 7 février 1994, p13-28

Accord de coopération entre la CE et la République de l'Inde relatif au partenariat et au développement – déclaration de la Communauté concernant les ajustements tarifaires – déclarations communes, JO L223 du 27 août 1994, p24-34

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part du 19 décembre 1994, JO L357 du 31 décembre 1994, p2-189

Accord européen du 19 décembre 1994 établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, JO L360 du 31 décembre 1994, p2-210

1995

Accord sous forme d'échange de lettres entre la CE et les Etats Unis d'Amérique concernant les marchés publics JO L134 du 20 juin 1995 p26-36

Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, déclaration de la CE au titre de l'article 25 paragraphe 4 de la convention JO L186 du 5 août 1995 p44-58

Accord-cadre de coopération du 30 octobre 1995 entre la Communauté et la République fédérative du Brésil JO L262 du 1^{er} novembre 1995, p54-65

Accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels du 23 octobre 1995, JO L279 du 22 novembre 1995, p13-17

Accord entre la CE et le Canada établissant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation JO L300 du 13 décembre 1995 p19-22

1996

Accord-cadre interrégional de coopération du 15 décembre 1995 entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun de Sud et ses Etats parties, d'autre part – déclaration commune sur le dialogue politique entre l'Union européenne et le Mercosur JO L69 du 19 mars 1996, p4-22

Accord de coopération entre la CE et la République socialiste du Viêt-Nam du 14 mai 1996, JO L136 du 7 juin 1996, p29-36

Accord de coopération entre la CE et le Royaume du Népal, déclarations communes, JO L137 du 8 juin 1996, p15-22

Accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part – déclaration commune concernant le dialogue politique entre l'Union européenne et le Chili du 21 juin 1996, JO L209 du 19 août 1996, p5-21

Accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël, JO L209 du 19 août 1996, p23-32

Convention du 7 octobre 1996 entre la CE et l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient, JO L282 du 1 novembre 1996, p69-71

1997

Accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la CE, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part du 2 juin 1997, JO L187 du 16 juillet 1997, p3-135

Accord entre la CE et la république de Chypre établissant une coopération dans le domaine de l'éducation dans le cadre du programme Socrates, JO L299 du 4 novembre 1997, p22-28

Accord entre la CE et la république de Chypre établissant une coopération dans le domaine de la formation professionnelle dans le cadre du programme Leonardo da Vinci, JO L299 du 4 novembre 1997, p29-34

Accord entre la Communauté européenne et la République de Chypre établissant une coopération dans le domaine de la jeunesse dans le cadre de la 3eme phase du programme 'Jeunesse pour l'Europe', JO L299 du 4 novembre 1997, p35-40

Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part du 24 juin 1994, JO L327 du 28 novembre 1997, p1-69

Accord de coopération entre la CE et la République démocratique populaire du Lao, JO L334 du 5 décembre 1997, p15-23

Accord de coopération entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, JO L348 du 18 décembre 1997, p2-167

1998

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part du 12 juin 1995, JO L26 du 2 février 1998, p3

Accord sur des normes internationales de piégeage sans cruauté entre la CE, le Canada et la Fédération de Russie, JO L42 du 14 février 1998, p43-57

Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part du 14 juin 1994, JO L49 du 19 février 1998, p3-46

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part du 12 juin 1995, JO L51 du 20 février 1998, p3-242

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part du 12 juin 1995, JO L68 du 9 mars 1998, p3-198

Accord de coopération entre la CE et la République du Yémen du 25 novembre 1997, JO L72 du 11 mars 1998, p18-29

Accord euro-méditerranéen établissant la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, du 17 juillet 1995, JO L97 du 30 mars 1998, p2-183

Accord-cadre de coopération entre la CEE et l'Accord de Carthagène et ses pays membres, la République de Bolivie, la République de Colombie, la République de l'Equateur, la République du Pérou et la République du Venezuela du 23 avril 1993, JO L127 du 29 avril 1998, p11-25

Accord portant modification de la quatrième convention ACP-CE de Lomé signé à Maurice le 4 novembre 1995, JO L156 du 29 mai 1998, p3-106

Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Moldova, d'autre part du 28 novembre 1994, JO L181 du 24 juin 1998, p3-48

Accord international sous forme de procès-verbal agréé entre la CE et les Etats Unis d'Amérique sur des normes de piégeage sans cruauté JOL219 du 7 août 1998 p26-37

Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, déclaration de la CE relative à l'étendue de sa compétence, JO L326 du 3 décembre 1998, p6-33

1999

Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovaquie, d'autre part du 10 juin 1996, JO L51 du 26 février 1999 p3-206

Accord-cadre de coopération entre la Communauté et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama - échanges de lettres concernant les transports maritimes JO L63 du 12 mars 1999, p39-53

Accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël – déclarations communes JO L83 du 27 mars 1999 p51-61

Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part du 23 janvier 1995, JO L196 du 28 juillet 1999, p3-45

Accord de partenariat et de coopération du 9 février 1995 établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part JO L96 du 28 juillet 1999, p48-89

Accord de partenariat et de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, du 22 avril 1996, JO L205 du 4 août 1999, p1-52

Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part du 21 juin 1999, JO L229 du 31 août 1999, p1-52

Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, du 22 avril 1996, JO L239 du 9 septembre 1999, p1-50

Accord de coopération entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part du 22 avril 1999 JO L246 du 17 septembre 1999 p1-51

Convention du 29 septembre 1999 entre la CE et l'office de secours et des travaux des NU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) relative à l'assistance aux réfugiés dans les pays du proche Orient JO L261 du 7 octobre 1999, p37-40

Accord de coopération entre la CE et le Royaume du Cambodge du 29 avril 1997 – déclarations conjointes JO L269 du 19 octobre 1999, p18-28

Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, JO L322 du 14 décembre 1999, p3-17

Amendement au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, JO L322 du 14 décembre 1999, p20-31

2000

Accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République argentine, JO L6 du 11 janvier 2000, p32-38

Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, du 26 février 1996, JO L70 du 18 mars 2000, p2-204

Accord de coopération entre la Communauté européenne et la République populaire du Bangladesh en matière de partenariat et de

développement du 22 mai 2000, JO L118 du 27 avril 2001, p48-56

Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part, du 20 novembre 1995, JO L147 du 21 juin 2000 p1-172

Accord entre la Communauté et Malte portant adoption des conditions et modalités de la participation de Malte à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse, JO L267 du 20 octobre 2000, p47-51

Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération du 8 décembre 1997 entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats mexicains, d'autre part – acte final – déclarations, JO L276 du 28 octobre 2000, p44-80

Accord de partenariat signé le 23 juin 2000 à Cotonou (Bénin) entre les membres du Groupe ACP, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part JO L317 p3, JO L317 du 15 décembre 2000, p3-353

2001

Accord entre la CE et la République de Chypre portant adoption des conditions et modalités de la participation de la République de Chypre à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de l'éducation et de la jeunesse, JO L29 du 31 janvier 2001, p40-44

Accord entre la CE et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L71 du 13 mars 2001, p8-14

Accord entre la CE et le gouvernement du Canada renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, JO L71 du 13 mars 2001, p16-22

Accord de coopération entre la CE et la République populaire du Bangladesh en matière de partenariat et de développement, JO L 118 du 27 avril 2001, p48-56

Accord entre le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique et la CE concernant la coordination des programmes d'étiquetage relatifs à l'efficacité énergétique des équipements de bureau, échanges de notes diplomatiques, JO L172 du 26 juin 2001, p3-32

2002

Accord-cadre entre la CE et la République de Malte établissant les principes généraux de la participation de la République de Malte aux programmes communautaires JO L17 du 19 janvier 2002, p56-57

Accord-cadre entre la CE et la République de Chypre établissant les principes généraux de la participation de la République de Chypre aux programmes communautaires JO L34 du 5 février 2002 p19-20

Accord-cadre entre la CE et la République de Turquie établissant les principes généraux de la participation de la République de Turquie aux programmes communautaires JO L61 du 2 mars 2002, p29-31

Accord sous forme d'échange de lettres entre la CE et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche Orient (UNRWA) concernant un financement supplémentaire en 2001, pour la période 1999-2001, au titre de la convention CE-UNRWA, JO L75 du 16 mars 2002, p47-48

Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part du 15 mai 2002, JO L129 du 15 mai 2002, p3-176

Protocole de Kyoto à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, déclaration CE, JO L130 du 15 mai 2002, p4-20

Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, déclaration de la CE, JO L201 du 31 juillet 2002, p50-65

Convention entre la Communauté européenne et l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de la Palestine (UNRWA) concernant l'aide aux réfugiés dans les pays du Proche-Orient (2002-2005), JO L 281 du 19 octobre 2002, p 12-14

Accord du 27 novembre 2002 entre la CE et le gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, JO L17 du 24 janvier 2004, p25-39

Accord du 6 décembre 2002 entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et le gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, JO L46 du 21 février 2008, p25-36

2003

Accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la République du Chili, JO L199 du 7 août 2003, p20-27

Accord du 30 décembre 2003 sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole modifiant le quatrième protocole fixant les conditions de pêche prévues dans l'accord en matière de pêche entre la CE, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local du Groenland, d'autre part, pour la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006, JO L342 du 30 décembre 2003, p38-44

2004

Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, du 9 avril 2001, JO L84 du 20 mars 2004, p1-197

Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part du 25 juin 2001, JO L304 du 30 septembre 2004, p39-208

Accord de coopération entre la CE et la République islamique du Pakistan en matière de partenariat et de développement du 24 novembre 2001, JO L378 du 23 décembre 2004, p23-36

2005

Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part du 29 octobre 2001, JO L26 du 28 janvier 2005 p3-220

Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, déclarations, JO L124 du 17 mai 2005, p4-20

Accord de coopération entre la CE et la Principauté d'Andorre, JO L135 du 28 mai 2005, p14-18

Accord-cadre entre la CE et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p2-3

Accord-cadre entre la CE et la Bosnie et Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie et Herzégovine aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p9-14

Accord-cadre entre la CE et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p16-21

Protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la CE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, JO L192 du 22 juillet 2005, p23-29

Accord-cadre entre la CE et la Serbie et Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie et Monténégro aux programmes communautaires, JO L192 du 22 juillet 2005, p29-34

Accord révisé le 25 juin 2005 au Luxembourg signé par l'UE et 76 pays ACP modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des caraïbes et du Pacifique, d'une part et la Communauté européennes et ses Etats membres, d'autre part signé à Cotonou le 23 juin 2000, JO L209 du 11 août 2005, p26-64

Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République Algérienne démocratique et populaire, d'autre part du 22 avril 2002, JO L265 du 10 octobre 2005, p2-228

Accord international de 2005 sur l'huile d'olives et les olives de table, JO L302 du 19 novembre 2005, p47-67

2006

Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, du 17 juin 2002 JO L143 du 30 mai 2006, p2-188

Accord entre la Communauté et les Etats-Unis d'Amérique renouvelant un programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de l'enseignement et de la formation professionnels, JO L346 du 9 décembre 2006, p34-40

Accord entre la Communauté et le gouvernement du Canada établissant un cadre de coopération en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse, JO L397 du 30 décembre 2006, p15-21

2007

Accord de coopération scientifique et technologique entre la CE et la CEEA, d'une part,

et la Confédération suisse, d'autre part, JO L189 du 20 juillet 2007, p26-39

Accord de coopération scientifique et technique entre la CE et l'Etat d'Israël, JO L220 du 25 août 2007, p5-21

2008

Accord sous forme d'échange de lettres rendant compte de l'entente dégagée sur la reconduction et la modification de l'accord relatif à la coopération internationale en matière d'activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la CE, l'Australie, le Canada, les pays de l'AELE de Norvège et de Suisse, la Corée, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique, JO L53 du 27 février 2008, p21-48

Protocole 8 relatif à l'article 6 paragraphe 2 du TUE version consolidée sur l'adhésion de l'Union à la CEDH JO C115 du 9 mai 2008 p273

2009

Accord de stabilisation et d'association du 12 juin 2006 entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, JO L107 du 28 avril 2009, p166-502

Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre la CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, JO L350 du 29 décembre 2009, p3-51

2010

Accord entre l'UE et la Confédération suisse établissant les termes et conditions de la participation de la Confédération suisse au programme Jeunesse en action et au programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (2007-2013), JO L87 du 7 avril 2010, p9-18

Accord de stabilisation et d'association entre les CE et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part JO L108 du 29 avril 2010, p3-354

Accord modifiant pour la deuxième fois l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005, révisé à Ouagadougou le 22 juin 2010, JO L287 du 4 novembre 2010, p3-49

2011

Accord de partenariat volontaire entre l'UE et la République du Congo sur l'application des

règlementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux des bois et produits dérivés vers l'UE, JO L92 du 6 avril 2011, p127-238

Accord de libre-échange entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, JO L127 du 14 mai 2011, p6-1343

Accord du 2 octobre 2010 sur la protection et le développement durable de la zone du parc de Prespa, JO L258 du 4 octobre 2011, p2-8

2012

Accord intérimaire établissant le cadre d'un accord de partenariat économique entre les Etats d'Afrique orientale et australe, d'une part, et la CE et ses Etats membres, d'autre part, JO L111 du 24 avril 2012, p3-1172

Accord de partenariat volontaire entre l'UE et la République centrafricaine sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de biens et produits dérivés vers l'UE, JO L191 du 19 juillet 2012, p103-256

Accord de partenariat et de coopération entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Irak, d'autre part, JO L204 du 31 juillet 2012, p20-130

Accord commercial entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la Colombie et la Pérou, d'autre part, JO 21 décembre 2012, p 3-2607

2013

Accord-cadre entre l'UE et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, JO L20 du 23 janvier 2013, p2-24

2014

Protocole portant amendement de 'l'accord sur les marchés publics, JO L68 du 7 mars 2014, p2-24

Accord de dialogue politique et de coopération entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du panama, d'autre part, JO L111 du 15 avril 2014, p6-28

AUTRES DOCUMENTS LIÉS AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

DÉCLARATIONS

Déclaration transatlantique du 22 novembre 1990, Bulletin des Communautés européennes 11/1990, point 1.5.3

Déclaration de la CE conformément aux dispositions de l'article 34 paragraphes 2 et 3 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique - Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique du 17 juin 1994, JO L83 du 19 mars 1998 p 3-35

Déclaration politique du 28 mai 2001 des représentants de la Bavière, la Catalogne, la Rhénanie du Nord-Westphalie, de la Salzbourg, l'Ecosse, la Flandre et la Wallonie, portant sur le débat sur l'avenir de l'Union européenne – les représentants demandaient de réexaminer la délimitation de compétences en matière d'éducation

Déclaration de la Présidence de l'UE du 27 juin 2005 à l'occasion du dialogue de haut niveau sur le financement du développement de l'Assemblée générale des Nations Unies PRES05-081FR, EU Presidency

Déclaration de la Présidence de l'UE sur le financement du développement devant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, 60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005

Déclaration commune du 21 septembre 2007 sur les relations et la coopération
http://ec.europa.eu/external_relations/new_zealand/intro/index.htm

Déclaration de Madrid « Vers une nouvelle étape dans le partenariat bi régional: l'innovation et la technologie au service du développement durable et de l'inclusion sociale », Bruxelles, le 15 novembre 2010, 6^{ème} sommet UE-ALC de Madrid du 18 mai 2010 (9931/2/10 REV 2 PRESSE 131)

Déclaration commune EU-Australie du 15 décembre 2010 relative au dialogue en matière d'éducation et de formation
http://ec.europa.eu/education/eu-australia/doc/statement2010_en.pdf

Déclaration commune EU-Australie du 15 avril 2011 relative au dialogue en matière d'éducation et de formation http://ec.europa.eu/education/eu-australia/doc/statement2011_en.pdf

Déclaration finale du Dialogue structuré, adoptée à l'occasion de la Conférence finale du dialogue structuré, co-organisée par la Commission européenne et la Présidence hongroise du Conseil de l'UE, du 17 au 19 mai 2011 à Budapest

Déclaration conjointe sur Rio+20 du 15 juin 2012
Conseil des ministres ACP-UE 37ème réunion, Port
Vila, 14-15 Juin 2012, Réf. PRES/12/271

Déclaration conjointe de la Commission de l'UA et
de la Commission européenne d'Addis Abeba du
30 septembre 2012

[http://ec.europa.eu/development/body/tmp-
docs/AUdeclarFR.pdf](http://ec.europa.eu/development/body/tmp-docs/AUdeclarFR.pdf)

Déclaration de Santiago adoptée lors du Premier
Sommet Académique CELAC-UE (22 – 23 janvier
2013)

[http://eeas.europa.eu/la/summits/docs/2013_santiag
o_summit_declaration_en.pdf](http://eeas.europa.eu/la/summits/docs/2013_santiago_summit_declaration_en.pdf)

SOMMETS/CONFÉRENCES

Conférence ministérielle des pays de l'UE, de
l'Amérique latine et des Caraïbes sur
l'enseignement supérieur, Paris le 3 novembre 2000
[http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/d
ocs/pressdata/fr/educ/ACF4B95.html](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/educ/ACF4B95.html)

Conférence sur la sensibilisation et l'éducation au
développement pour une solidarité nord sud
Bruxelles 19 et 20 mai 2005

Sommet UE - Etats-Unis du 20 juin 2005,
Washington

http://eeas.europa.eu/us/docs/infopack_06_fr.pdf

Conférence d'Helsinki sur l'éducation au
développement en Europe, des 3 et 4 juillet 2006
[http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/
PUBLICATION_CONSENSUS_FR-067-00-00.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/PUBLICATION_CONSENSUS_FR-067-00-00.pdf)

Conférence du 14 juin 2007 organisée par le
commissaire européen chargé du développement
L.MICHEL, l'ancien Président de la Banque
mondiale P. WOLFOWITZ et du ministre des
finances britannique G. BROWN

[http://www.campaignforeducation.org/news/news_fu
ll.html=verdict](http://www.campaignforeducation.org/news/news_full.html=verdict)

Premier sommet académique Amérique latine et
Caraïbes – Union européenne – Déclaration de
Santiago sur la coopération universitaire dans
l'enseignement, la science, la technologie et
l'innovation et propositions aux chefs d'Etat et de
Gouvernement participant au sommet CELAC UE,
Santiago du Chili, le 23 janvier 2013,
[http://www.cumbreacademica-
alcue.cl/pdf/declaracion_fr.pdf](http://www.cumbreacademica-alcue.cl/pdf/declaracion_fr.pdf)

7^{ème} sommet UE-ALC «une alliance pour le
développement durable : promouvoir des
investissements sociaux et environnementaux de
qualité», les 26 et 27 janvier 2013, à Santiago du
Chili

Conférence de Haut niveau de l'UE sur l'éducation
et le développement du 23 mai 2013 initiée par le
commissaire Andris PIEBALGS «des défis aux
opportunités»

[http://ec.europa.eu/europeaid/fromchallenges2013_
en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/fromchallenges2013_en.htm)

Quatrième sommet UE-AFRIQUE "Investir dans
les Populations, la Prospérité et la Paix" établissant
la feuille de route pour la période 2014-2017,
Bruxelles, 2 et 3 avril 2014

[http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/d
ocs/pressdata/fr/ec/142099.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/142099.pdf)

ACTES DES COMITÉS MIXTES

Décision du Comité permanent des Etats de
l'AELE 1/94/CP du 10 janvier 1994 portant
adoption de son règlement intérieur, JO L85 du 30
mars 1994, p72-75

Décision du Comité mixte de l'EEE 7/94 du 21
mars 1994 modifiant le protocole 47 et certaines
annexes de l'accord EEE, JO L60 du 28 juin 1994,
p1-158

Décision du Comité mixte de l'EEE 54/96 du 4
octobre 1996 modifiant le protocole 31 de l'accord
EEE concernant la coopération dans des secteurs
particuliers en dehors des quatre libertés, JO L21 du
23 janvier 1997, p9-10

Décision 1/1997 du Conseil d'association entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République de Hongrie, d'autre
part, du 4 août 1997 portant adoption des conditions
et des modalités de participation de la Hongrie à
des programmes communautaires dans le domaine
de la formation, de la jeunesse et de l'éducation, JO
L260 du 23 septembre 1997, p23-26

Décision 2/1997 du Conseil d'association entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la Roumanie, d'autre part, du 4 août
1997 portant adoption des conditions et des
modalités de participation de la Roumanie à des
programmes communautaires dans le domaine de la
formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L229
du 20 août 1997 p5-8

Décision 2/1997 du Conseil d'association entre les
Communautés européennes et leurs Etats membres,
d'une part, et la République Tchèque, d'autre part,
du 30 septembre 1997 portant adoption des
conditions et des modalités de participation de la
République Tchèque à des programmes
communautaires dans le domaine de la formation,
de la jeunesse et de l'éducation, JO L 277 du 10
octobre 1997, p26-29

Décision 1/1998 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Slovaque, d'autre part, du 3 mars 1998 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la République Slovaque à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L088 du 24 mars 1998, p49-52

Décision 1/98 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, du 12 octobre 1998 portant adoption des conditions et des modalités de la participation de la Hongrie au programme communautaire dans les domaines de la santé et de la politique sociale JO n° L 295 du 4 novembre 1998, p40-42

Décision 3/1998 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part, du 4 août 1997 portant adoption des conditions et des modalités de participation de l'Estonie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L307 du 17 novembre 1998, p19-22

Décision 2/98 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part, du 27 octobre 1998 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Lettonie à des programmes communautaires dans les domaines de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L313 du 21 novembre 1998

Décision 2/1999 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, du 15 mars 1999 portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Bulgarie à des programmes communautaires relatifs à la formation professionnelle et à l'éducation JO L99 du 14 avril 1999, p28-30

Décision 2/1999 du Conseil d'association CE-Slovénie du 29 avril 1999, portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Slovénie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation, de la jeunesse et de l'éducation JO L256 du 1^{er} octobre 1999, p69-72

Décision 2/2000 du Conseil d'association CE-Pologne du 28 juillet 2000, portant adoption des conditions et des modalités de participation de la République de Pologne à des programmes communautaires dans le domaine de la formation et de l'éducation JO L236 du 20 septembre 2000, p26-29

Décision 3/2000 du Conseil d'association CE-Roumanie du 29 septembre 2000, portant adoption des conditions et des modalités de participation de la Roumanie à des programmes communautaires dans le domaine de la formation et de l'éducation JO L306 du 7 décembre 2000, p28-31

Décision du Comité mixte de l'EEE 38/2000 du 31 mars 2000 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L141 du 15 juin 2000, p66

Décision du Comité mixte EEE 98/2001 du 13 juillet 2001 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L251 du 20 septembre 2001, p25

Décision du Comité mixte de l'EEE 85/2003 du 20 juin 2002 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L257 du 9 octobre 2003, p42-43

Décision 2003/208/CE du Conseil d'association UE-Maroc du 24 février 2003 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L079 du 26 mars 2003, p14-24

Décision 2003/823/CE du Conseil d'association UE-Tunisie du 30 septembre 2003 portant création de sous-comités du comité d'association, JO n° L311 du 27 novembre 2003, p14-23

Résolution du Comité consultatif de l'EEE sur l'élargissement de l'Espace économique européen – questions institutionnelles et juridiques, JO C308 du 18 décembre 2003, p16-18

Décision du Comité mixte de l'EEE 67/2004 du 26 avril 2004 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L277 du 26 août 2004, p32

Décision 1/2004 du Comité UE-Suisse du 30 avril 2004 portant modification de l'annexe III (reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles) de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part 2004/802/CE, JO L352 du 27 novembre 2004, p18

Décision 1/2005 du Conseil d'association UE-Israël du 29 août 2005 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L233 du 9 septembre 2005, p34-51

Décision 2007/1/CE du Conseil d'association UE - Egypte du 6 mars 2007 portant création de sous-comités du comité d'association et d'un groupe de travail sur la migration et les affaires sociales et consulaires, JO L230 du 28 août 2008, p1-18

Recommandation 1/2007 du Conseil d'association UE-Egypte du 6 mars 2007 portant sur la mise en œuvre du plan d'action UE-Egypte, JO L230 du 28 août 2008, p19-44

Décision du Comité mixte de l'EEE 19/2008 du 1^{er} février 2008 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L154 du 12 juin 2008, p38-39

Décision du Comité mixte de l'EEE 125/2008 du 7 novembre 2008 modifiant l'annexe XXI (statistiques) de l'accord EEE, JO L339 du 18 décembre 2008, p118

Décision du Comité mixte EEE 57/2010 du 30 avril 2010 modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés, JO L181 du 15 juillet 2010, p26

Décision du Comité mixte de l'EEE 159/2011 du 2 décembre 2011 modifiant l'annexe XXI (Statistiques) de l'accord EEE, JO L76 du 15 mars 2012, p 46-46

Décision 2/2012 du Conseil d'association UE-Liban du 17 septembre 2012 portant création de sous-comités du comité d'association, JO L290 du 20 octobre 2012, p18-32

ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES PARITAIRES

ASSEMBLÉE PARITAIRE ACP/UE

Résolution de l'APP sur l'avenir des relations entre les Etats ACP et l'UE du 26 juin 1996 JO C62 du 27 février 1997, p19-23

Résolution de l'APP sur la prévention des conflits en Afrique du 26 septembre 1996, JO C062 du 27 février 1997, p59-60

Résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur la situation des travailleurs migrants originaires des pays ACP, JO C062 du 27 février 1997, p38-39

Résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur les pratiques d'expulsion des immigrés en situation irrégulière, JO C062 du 27 février 1997, p40-41

Résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur les pratiques d'expulsion des immigrés en situation irrégulière JO C062 du 27 février 1997, p40-41

Résolution de l'APP du 26 septembre 1996 sur la situation des travailleurs migrants originaires des pays ACP JO C062 du 27 février 1997, p38-39

Résolution de l'APP sur la lutte contre la pauvreté dans les pays ACP et dans l'UE du 14 janvier 1999, JO C059 du 1^{er} mars 2000, p21-31

Résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur la participation de la société civile au processus de développement JO C271 du 24 septembre 1999, p67-69

Résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur l'importance des PME pour le développement durable des pays ACP JO C271 du 24 septembre 1999, p70-72

Résolution de l'APP sur la situation des enfants dans les pays ACP du 1^{er} avril 1999 (ACP-UE 2705/99/déf), JO C271 du 24 septembre 1999, p43-45

Résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur la dimension culturelle de la coopération au développement, notamment sous les aspects du patrimoine culturel et du tourisme JO C271 du 24 septembre 1999, p73-75

Résolution de l'APP du 1^{er} avril 1999 sur les changements climatiques et les petits Etats insulaires dans le contexte de coopération ACP-UE JO 271 du 24 septembre 1999 p30-35

Résolution de l'APP du 14 octobre 1999 sur l'état actuel des négociations concernant l'avenir des relations ACP-UE, JO C59 du 1^{er} mars 2000, p32-36

Résolution de l'APP du 14 octobre 1999 sur la protection des droits de l'enfant JO C059 du 1^{er} mars 2000, p46-47

Assemblée paritaire de la Convention conclue entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (ACP-UE) – résolution sur la lutte contre la pauvreté dans les pays ACP et dans l'UE, JO C59 du 1 mars 2000, p21-31

Déclaration de l'APP du 21 mars 2000 sur la journée internationale contre le racisme, JO C263 du 13 septembre 2000, p56

Résolution de l'APP sur l'avenir des relations ACP-UE du 23 mars 2000, JO C263 du 13 septembre 2000, p18-22

Résolution de l'APP du 23 mars 2000 sur le VIH/Sida, JO C263 du 13 septembre 2000, p46-47

Résolution de l'APP du 23 mars 2000 sur l'utilisation des sources d'énergies renouvelables dans les pays ACP, JO C263 du 13 septembre 2000, p22-24

Résolution de l'APP sur la situation en Haïti du 23 mars 2000, JO C263 du 13 septembre 2000, p39-40

Résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur le partenariat ACP-UE et les défis de la mondialisation, JO C064 du 28 février 2001, p21-27

Résolution de l'APP sur la situation en Ethiopie et en Erythrée du 12 octobre 2000, JO C064 du 28 février 2001, p39-40

Résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur l'aide à la coopération transfrontalière entre Haïti et la république dominicaine JO C064 du 28 février 2001, p40-41

Résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU du 5 au 19 juin 2000 consacré au thème 'Femmes 2000 : Egalité, développement et paix pour le XXIème siècle », JO 64 du 28 février 2001, p49-50

Résolution de l'APP du 12 octobre 2000 sur le suivi des conférences de Copenhague et de Genève, JO C064 du 28 février 2001, p50-52

Résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur les négociations de l'OMC, JO C265 du 20 septembre 2001, p21-22

Résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur les négociations de l'OMC, JO C265 du 20 septembre 2001, p23-24

Résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur la négociation de nouveaux accords commerciaux ACP-UE, JO C265 du 20 septembre 2001, p26-28

Résolution de l'APP du 22 mars 2001 sur la gestion et le contrôle du FED, JO C265 du 20 septembre 2001, p41-42

Résolution de l'APP sur la situation en Haïti du 22 mars 2001, JO C 265 du 20 septembre 2001, p55-56

Résolution de l'APP sur la situation à Fidji et aux îles Salomon du 22 mars 2001, JO C265 du 20 septembre 2001, p58-61

Résolution du 12 octobre 2001 sur le SIDA, JO C64 du 28 février 2001, p56-58

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur les moyens et nécessités de l'accès des Etats ACP à la communication globale comme contribution au développement durable (ACP-UE 3228/A/01/déf.), JO C78 du 2 avril 2002, p23-31

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans les pays ACP, JO C078 du 2 avril 2002 p35-40

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur la situation en Afrique de l'Ouest (ACP-UE 3306/01/def.), JO 78 du 2 avril 2002, p40-43

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur la situation au Soudan JO C78 du 2 avril 2002, p49-53

Résolution de l'APP sur le SIDA (ACP-UE/3305/01/def.) du 1^{er} novembre 2001, JO C078 du 2 avril 2002, p66-69

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur la sécurité de l'approvisionnement alimentaire JO C78 du 2 avril 2002, p60-64

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur les migrations JO C078 du 2 avril 2002, p58-60

Résolution de l'APP du 1^{er} novembre 2001 sur les négociations de l'OMC JO C078 du 2 avril 2002, p70-76

Résolution de l'APP du 21 mars 2002 sur les questions de genres, JO C231 du 27 septembre 2002, p52-54

Résolution de l'APP du 21 mars 2002 sur le développement durable et Rio+10 JO C231 du 27 septembre 2002, p59-62

Résolution de l'APP sur la situation en Afrique australe du 21 mars 2002, JO C231 du 27 septembre 2002, p26-28

Résolution de l'APP sur les questions de santé, la jeunesse, les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap du 21 mars 2002, JO C231 du 27 septembre 2002, p5-57

Résolution de l'APP sur l'impact des maladies contagieuses sur la santé, les jeunes, les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap du 21 mars 2002, JO C231 du 27 septembre 2002, p57-58

Résolution de l'APP sur la situation en matière de VIH/SIDA du 23 mars 2002, JO C263 du 13 septembre 2000, p44-46

Résolution de l'APP sur la situation en Afrique centrale du 3 avril 2003, JO C231 du 26 avril 2003, p 49-53

Résolution de l'APP du 3 avril 2003 sur le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (ACP-UE 3561/03/déf.) JO C231 du 26 septembre 2003, p22-23

Résolution de l'APP du 3 avril 2003 sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance JO C231 du 26 septembre 2003, p44-46

Résolution de l'APP du 3 avril 2003 sur la situation dans la région des Caraïbes JOC231 du 26 septembre 2003 p59-64

Résolution de l'APP sur l'utilisation du FED du 15 octobre 2003, JO C26 du 29 janvier 2004, p32-35

Résolution de l'APP du 15 octobre 2003 sur les droits des enfants et en particuliers les enfants soldats, JO C26 du 29 janvier 2004, p17-26

Résolution de l'APP sur les accords de partenariats économiques APE : difficultés et perspectives du 19 février 2004, JO 120 du 30 avril 2004, p16-22

Résolution de l'APP sur la prévention, le règlement des conflits et l'instauration d'une paix durable du 19 février 2004, JO C210 du 30 avril 2004, p22-29

Résolution sur les maladies liées à la pauvreté et la santé en matière de reproduction dans les Etats ACP dans le cadre du neuvième FED du 19 février 2004, JO C120 du 30 avril 2004, p29-40

Résolution de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE réunie à Bamako (Mali) du 18 au 21 avril 2005 sur les progrès réalisés en matière d'éducation primaire pour tous et d'égalité entre les hommes et les femmes dans les pays ACP, dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ACP-UE3752/05/déf.

Résolution de l'APP sur les migrations des travailleurs qualifiés et leurs effets sur le développement national du 28 juin 2007, JO C254 du 26 octobre 2007, p39-41

Résolution de l'APP du 22 novembre 2007 sur les élections et les processus électoraux dans les Etats ACP et de l'UE JO C58 du 1^{er} mars 2008, p26-28

Résolution de l'APP du 22 novembre 2007 sur les catastrophes naturelles dans les Etats ACP et le financement de l'UE pour la planification préalable (FED) et l'assistance (ECHO) JO C58 du 1^{er} mars 2008, p35-40

Résolution de l'APP sur la situation au Kenya du 20 mars 2008, JO C271 du 25 octobre 2008, p8-39

Résolution de l'APP du 20 mars 2008 sur les conséquences sociales et environnementales des programmes d'ajustement structurel (PAS), JO C271 du 25 octobre 2008, p8-39

Résolution de l'APP du 20 mars 2008 sur les expériences du processus d'intégration régionale européenne pertinentes pour les pays ACP JO C271 du 25 octobre 2008, p8-39

Résolution de l'APP du 28 novembre 2008 sur la situation en Mauritanie, JO C61 du 16 mars 2009, p40-42

ASSEMBLÉE EURONEST

Acte constitutif du 3 mai 2011 de l'Assemblée parlementaire Euronest, JO C198 du 6 juillet 2011, p4-6

Règlement de l'Assemblée parlementaire Euronest du 6 juillet 2011, JO C198 du 6 juillet 2011, p7-16

Résolution du 3 avril 2012 sur les défis pour l'avenir de la démocratie, notamment la question de la liberté et de l'indépendance des médias dans les pays du partenariat oriental et de l'UE, JOC153 du 30 mai 2012, p9-15

Résolution du 3 avril 2012 sur le renforcement de la société civile dans les pays du partenariat oriental, y compris la question de la coopération entre le gouvernement et la société civile, ainsi que la question des réformes visant à renforcer le pouvoir de la société civile JOC153 du 30 mai 2012, p16-20

AUTRES ACTES

Document du 26 février 2003 « Tools for monitoring progress in the education sector » DG Development

http://ec.europa.eu/europeaid/tools-monitoring-progress-education-sector_en?language=lv

Communication de M. ALMUNIA aux membres de la Commission « Indicateurs de développement durable pour suivre la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'UE » Bruxelles, le 9 février 2005 SEC (2005)161

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/sdi/indicators/all_indicators

Rapport final de la Task Force « Indicateurs de développement durable » Thème 70 - point 20 de l'ordre du jour - 57^{ème} réunion du Comité du programme statistique, Luxembourg 29 et 30 novembre 2005 CPS2005/57/20/FR

« L'UE et l'Afrique : vers un partenariat stratégique » Conseil de l'UE, doc. 15961/05 (presse 367) Bruxelles le 19 décembre 2005 <http://ue.eu.int/ueDocs/newsword/fr/87749.doc>

Plan d'action UE-Nouvelle Zélande sur « les priorités pour la coopération future » - voir priorités déterminées pour l'éducation p6 du plan - http://ec.europa.eu/external_relations/new_zealand/docs/agenda_coop_04.pdf

Direction Générale des Relations Extérieures, Direction Générale du Développement, EuropeAid Office de Coopération - Unité Commune Évaluation « Méthodologie d'évaluation de l'aide extérieure de la Commission européenne-bases méthodologiques d'évaluation », volume 1, Luxembourg, OPOCE 2006, isbn 92-79-00682-7 http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/examples/guide1_fr.pdf

Atlas des bailleurs de fonds de l'UE http://www.delvnm.cec.eu.int/en/develop&coop/eu_donor-atlas_2006.pdf

Stratégie de coopération et programme indicatif entre la République de Madagascar et la Communauté européenne pour la période 2002-2007 (57p) http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/print_mg_csp_fr.pdf

Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie d'éducation au Maroc http://ec.europa.eu/europeaid/documents/aap/2009/af_aap_2009_mar.pdf

Premier rapport du groupe de travail sur les financements innovants pour l'éducation « 2+3=8, Innovating in Financing Education », 2010

Code de conduite entre le Conseil, les Etats membres et la Commission énonçant les modalités internes relatives à l'application par l'UE de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ainsi qu'à la représentation de l'UE concernant cette convention, JO C340 du 15 décembre 2010, p11-15

Proposition de décision du Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité – projet de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du service européen pour

l'action extérieure du 25 mars 2010 (8029/10), POLGEN 43, INST 93 (30p)

Commission de l'UA – Commission européenne « Programme d'appui en faveur de l'Union africaine » <http://www.africa-union.org/root/AU/Conferences/Past/2006/october/EU-AU/support%20programme-fr.pdf>

3^{ème} sommet UE-Afrique des 29 et 30 novembre 2010 « plan d'action 2011-2013 dans le cadre de la stratégie commune UE-Afrique »- UA Département des ressources humaines, science et technologie « Bourses Mwalimu Nyerere » http://www.africa-union.org/rect/UA/Appel%20d'offres/Bourses_Mwalimu_Nyerere_UA.doc

Rapport annuel de l'UE sur les droits de l'Homme et la démocratie dans le Monde en 2010 Conseil de l'UE, Bruxelles 26 septembre 2011, 1150/2/11REV2 (378p)

Réunion de Dakar des 28-30 novembre 2011 organisée par la Commission européenne, le Sénégal, l'Union africaine, l'Association des universités africaines, les associations régionales responsables de l'enseignement supérieur et des représentants ministériels <http://www.africa-eu-partnership.org>

Eurostat 'Guide de la statistique de la coopération au développement de la Commission européenne', version 2.0, 2012, issn 1977-0391, 476p

Remarques de la Haute Représentante Catherine Ashton à la conférence de Haut Niveau sur l'éducation et le développement du 23 mai 2013, A264/13, Bruxelles consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/137261.pdf

CONSEIL UE Plan d'action 2011-2013 de la stratégie commune UE-Afrique « Relever ensemble les défis d'aujourd'hui et de demain » (3^{ème} sommet UE-Afrique des 29 et 30 novembre 2010), ISBN 978-92-824-2925-9 (161 p)

Délégation de l'UE au Niger www.eeas.europa.eu/delegations/niger/eu_niger/de_v_coop/macro_eco/index_fr.htm

Document de Stratégie 2007-2013 Programmation régionale pour l'Asie <http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation/higher-education/index...>

Office de coopération Europaid « Des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie pour tous »

http://ec.europa.eu/europeaid/promotion/sectors/article_2808fr.htm

Conférence de Haut niveau de l'UE sur l'éducation et le développement du 23 mai 2013 « des défis aux opportunités », <http://ec.europa.eu/europeaid/documents/educ-conf-final-report.pdf>

Rapport 2013 des résultats obtenus concernant les opérations effectuées par la BEI en dehors de l'UE, 2013 p48-49, rapport EIB 05/2014, ISBN 978-92-861-2016-9 – ISSN 2363-0272 (116p)

Inauguration officielle du projet "Appui aux activités d'éducation dans la zone de Tissi" (29/01/2014)- http://eeas.europa.eu/delegations/tchad/press_corner/all_news/news/2014/20140129_fr.htm

« Stratégie Conjointe Afrique-UE: Feuille de Route 2014-2017 » élaborée à l'occasion du quatrième sommet UE-AFRIQUE des 2-3 avril 2014, Bruxelles

Guidelines for the use of indicators in country performance assessment https://ec.europa.eu/europeaid/guidelines-use-indicators-country-performance-assessment_en

TABLE DE JURISPRUDENCE

ARRÊTS

1971

CJCE 31 mars 1971 *Commission c/ Conseil, AETR*, Aff. 22-70, Rec. p 263

CJCE du 14 décembre 1971 *Commission c/ France*, Aff.7-71, Rec. p1023

1973

CJCE du 12 juillet 1973 *Hauptzollamt Bremerhaven contre Massey-Ferguson GmbH*, aff.8-73, Rec. 897

1974

CJCE du 3 juillet 1974 *Donato Casagrande contre Landeshauptstadt München*. Aff. 9-74, Rec. p773

1983

CJCE 13 juillet 1983 *Sandro Forcheri et Marisa Marino, épouse Forcheri c/ Etat belge et Absl Institut supérieur de sciences humaines appliquées (école ouvrière supérieure)*, Aff. 152/82, Rec. p2323

1985

CJCE 13 février 1985 *Gravier c/ Ville de Liège*, Aff. 293/83 Rec. p.593

1987

CJCE du 26 mars 1987 *Commission c/ Conseil dite Aff. des Préférences tarifaires généralisées*, Aff. 45/86, Rec. p1493

1988

CJCE du 2 février 1988 *Vincent Blaizot c/ Université de Liège et autres*, Aff. 24/86, Rec. p 379

CJCE 2 février 1988 *Commission des CE d/ Royaume de Belgique*, Aff. 293/85, Rec.p305

CJCE 21 juin 1988 *Steven Malcolm Brown c/ Secretary of State of Scotland*, Aff. 197/86, Rec. p3205

CJCE 27 septembre 1988 *Etat belge c/ René Humbel et Marie-Thérèse Edel*, Aff. 263/86, Rec. p5365

1989

CJCE du 16 mai 1989 *R. BUET et SARL Educational Business Services (EBS) contre Ministère public*, Aff. 382/87, Rec. p1235

CJCE du 30 mai 1989 *Commission des CE c/ Conseil des CE dite Aff. Erasmus*, Aff. 242/87, Rec. p1425

1991

CJCE du 11 juin 1991 *Commission c/ Conseil dite Aff. 'Dioxyde de Titane'*, Aff. C-300/89, Rec. p I-2867

1993

CJCE 17 mars 1993 *Commission c/ Conseil*, Aff. C-155/91, Rec. pI-939

CJCE 30 juin 1993 *Parlement c/ Conseil, Parlement c/ Commission*, Aff. Jointes C-181/91 et C-248/91, Rec. pI-3685

1994

CJCE du 9 février 1994 *Abdullah Tawil-Albertini contre Ministre des affaires sociales*, Aff. C-154/93, Rec. pI-451

CJCE du 9 février 1994 *Salomone Haim contre Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein*, Aff. C-319/92, Rec. pI-425

CJCE 2 mars 1994 *Parlement c/ Conseil*, Aff. C-316/91, Rec. pI-625

1996

CJCE 26 mars 1996 *Parlement c/ Conseil*, Aff. C-271/94, Rec. p I-1689

CJCE du 12 novembre 1996 *Royaume-Uni c/ Conseil*, Aff. C-84/94, Rec. p I-05755

CJCE du 3 décembre 1996 *République portugaise contre Conseil de l'Union européenne*, Aff. C-268/94, Rec. p I-6177

1999

CJCE 25 février 1999 *Parlement c/ Conseil*, Aff. C-164/97 et C-165/97, Rec. pI-1139

CJCE du 4 mai 1999 *Sema Sürül contre Bundesanstalt für Arbeit*, Aff. C-262/96, Rec. pI-02685

2000

CJCE 14 septembre 2000 *Hugo Fernandez Hocsman c/ Ministre de l'Emploi et de la Solidarité*, Aff. C-238/98, Rec. 2000 pI-6623

2001

CJCE 30 janvier 2001 *Espagne c/ Conseil*, Aff. C-36/98, Rec. pI-779

TPICE du 10 mai 2001 *Kaufring e.a c/ Commission*, T-186/97, T-187/97, T-190/97 à T-192/97, T-210/97, T-211/97, T-216/97 à T-218/97, T-280/97, T-293/97 et T-147/99, Rec. p II-1337

2003

CJCE du 19 juin 2003 *Malika Tennah-Durez contre Conseil national de l'Ordre des médecins*, Aff. C110-01, Rec. 2003, pI-6239

CJCE 11 septembre 2003 *Commission c/ Conseil*, Aff. C-211/01, p I-8913

CJCE 13 novembre 2003 *Valentina Neri contre European School of Economics*, Aff. C 153/02, Rec. pI-13555

2004

CJCE 29 avril 2004 *Commission c/ Conseil*, Aff. C338/01, Rec. pI-4829

2006

CJCE 10 janvier 2006 *Commission c/ Conseil*, Aff. C94/03, Rec. I-I

CJCE du 8 juin 2006 *Commission européenne/République française*, Aff. C-164/05, Rec. pI-76

2007

CJCE du 18 janvier 2007 *Commission européenne/République Tchèque*, Aff. C-203/06, Rec. pI-6

2008

CJCE (grande chambre) du 20 mai 2008 *Commission des Communautés européennes contre Conseil de l'Union européenne*, Aff. C-91/05, Rec. pI-03651

CJCE du 16 octobre 2008 *Commission européenne/Royaume d'Espagne*, Aff. C-136/07, JO C313 du 6 décembre 2008, p5

CJCE du 23 octobre 2008 *Commission européenne/Royaume d'Espagne*, Aff. C-286/06, JO C313 du 6 décembre 2008, p3

CJCE (3 chambre) du 6 novembre 2008 *Parlement européen c/ Conseil de l'UE*, Aff. C-155/07, Rec. 2008, p0

2009

CJCE du 2 juillet 2009 *Commission européenne/République hellénique*, Aff. C-465/08, JO C205 du 29 août 2009, p11

CJCE du 2 juillet 2009 *Commission européenne/Grand-Duché du Luxembourg*, Aff. C-567/08, JO C205 du 29 août 2009, p13

CJCE du 9 juillet 2009 *Commission européenne/Royaume de Belgique*, Aff. C-469/08, JO C205 du 29 août 2009 p11

CJCE du 9 juillet 2009 *Commission européenne/Royaume Uni de Grande Bretagne*, Aff. C-556/08, JO C205 du 29 août 2009, p12

CJCE du 24 septembre 2009 *Commission européenne/République d'Autriche*, Aff. C-477/08, JO C282 du 21 novembre 2009, p13

CJCE du 1^{er} octobre 2009 *Commission européenne/République française*, Aff. C-468/08, JO C282 du 21 novembre 2009, p12-13

CJCE du 17 décembre 2009 *Commission européenne / RFA*, Aff. C-505/08, JO C51 du 27 février 2010, p11

2014

CJUE (3^{ème} ch.) 10 septembre 2014 *Mohamed Ali Ben Alaya c/ Bundesrepublik Deutschland*, Aff. C-491/13

ORDONNANCES

Ordonnance en référé du Président de la Cour du 25 octobre 1985, *Commission des CE c/ Royaume de Belgique*, Aff. 293/85R, Rec. p3521

Ordonnance de la CJCE (deuxième chambre) 14 octobre 2004 *ZAOUI c/ Commission*, Aff. C-288/03P (ayant pour objet un pourvoi au titre de

l'article 56 du statut de la Cour de justice introduit le 3 juillet 2003 par la famille– demande d'annulation de l'ordonnance du TPI du 23 avril 2003 (T-73/03) rejetant le recours en indemnités pour la réparation du préjudice subi suite à l'attentat commis à Netanya (Israël) le 27 mars 2002)

Ordonnance CJCE (7^{ème} chambre) du 21 janvier 2008 *Diane Mayeur/Ministère de la santé et des solidarités*, Aff. C-229/07 JO C92 du 12 avril 2008, p10-11

CONCLUSIONS

Conclusions de l'avocat général Sir Gordon Slynn présentées le 17 septembre 1987 *Steven Malcolm Brown contre the Secretary of State of Scotland*, Aff. 197/86, Rec. p3205

Conclusions de l'avocat général Sir Gordon Slynn présentées le 17 septembre 1987 *Sylvie Lair contre Universität Hannover*, Aff. 39/86, Rec.p3161

Conclusions de l'avocat général Mischo présentées le 22 février 1989 *Commission des CE c/ Conseil*, Aff. 242/87, Rec. p1425

Conclusions de l'avocat général La Pergola présentées le 12 février 1998 *Sema Sürül contre Bundesanstalt für Arbeit*

Conclusions de l'avocat général dans l'affaire Hocsman disposant que Paragraphe 58 des conclusions de l'avocat général Jacobs présentées le 16 septembre 1999 *Hugo Fernando Hocsman c/ Ministre de l'Emploi et de la Solidarité*, Rec. de jurisprudence 2000, pI-06623

Conclusions de l'avocat général Jacobs présentées le 16 septembre 1999 sur la Directive 93/16/CEE du Conseil

Conclusions de l'avocat général Mme Juliane Kokott présentées le 23 avril 2009 *Commission des CE c/ Conseil de l'UE*, Aff. C-370/07 (en référence à l'arrêt CJCE du 16 juin 1993 *France c/ Commission C-325/91*, Rec. pI-3283)

Conclusions de l'avocat général Bot du 19 avril 2012, Aff. Jointes C-71/11, C-99/11, arrêt n°108/2012 CJUE (grande chambre) 5 septembre 2012

Conclusions de l'avocat général Mengozzi du 17 mars 2011 dans l'affaire *Pavlov et Famira*, Aff. C-101/10

Conclusions de l'avocate Mme Juliane Kokott présentées le 23 avril 2009, *Commission des*

Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne, Aff. C-370/07

Conclusions de l'avocat général M. Paolo Mengozzi présentées le 12 juin 2014, *Mohamed Ali Ben Alaya contre Bundesrepublik Deutschland*, Aff. C-491/13

AVIS

CJCE 11 novembre 1975, *Avis 1/75*, Rec. p 1355

CJCE 26 avril 1977, *Avis 1/76*, Rec. p741

CJCE 4 octobre 1979, *Avis 1/78*, Rec.p2871

CJCE 15 novembre 1994, *Avis 1/94*, Rec. I-5267

CJCE 28 mars 1996, *Avis 2/94*, Rec. 1996 p I-1759

CJCE 6 décembre 2001, *Avis 2/00*, Rec. p I-9713

CJCE 7 février 2006, *Avis 1/03*, Rec. p I-1145

DISCOURS

Discours de Jean Monnet, Washington, 1952

MONNET (J) in « Les États-Unis d'Europe ont commencé », éd. Robert Laffont, 1955, p. 130

Discours de Jean Monnet Discours, Strasbourg, 12 mai 1954

Discours du 10 avril 1870 Jules Ferry, député de Paris, Discours et opinions de Jules Ferry I Armand Colin et Cie 1893

Intervention de Monsieur Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre de d'affaires Étrangères (Belgique) Forum Régional Euro-Med, Bruxelles, 13 juillet 2001« Le rôle des femmes dans le développement économique: dimension "égalité hommes-femmes dans le partenariat euro-méditerranéen" »

Présentation du Commissaire L. MICHEL sur la contribution de l'UE aux objectifs du Millénaire au travers de sa politique de développement, 10 mars 2005, Collège d'Europe (Bruges), SPO7-104FR, Commission européenne

Allocution de L. MICHEL, Commissaire européen au Développement et à l'aide humanitaire « Coopération européenne au développement à l'horizon 2010 : les nouveaux défis », Institut allemand de développement, Bonn, 23 septembre 2005, SPEECH/05/542

Allocution du Commissaire au développement et à l'aide humanitaire L. MICHEL, communiqué de presse « adoption par le Conseil de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique : ouverture d'une nouvelle ère dans les relations euro-africaines », Bruxelles, 12 décembre 2005 IP/05/1571

Intervention de L. MICHEL, commissaire au développement et à l'aide humanitaire, au Bureau international du travail (OIT) « La dimension sociale de la mondialisation dans la politique de développement » Genève le 27 mars 2006, SPEECH/06/199

Discours de L. MICHEL « Tenons les promesses que nous avons faites dans le domaine de l'éducation », Réunion de haut niveau sur l'éducation Bruxelles 2 mai 2007

Discours de L. MICHEL, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, « UE-Chine-Afrique : d'une relation de concurrence à un partenariat triangulaire pour le développement de l'Afrique », SPEECH/07/442 du 28 juin 2007

Discours de L. MICHEL « L'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale » du 27 mars 2007 à Berlin – Réunion des ministres du développement du G8

H. WIECZOREK ZEUL, ministre fédéral allemande du développement « Bilan de la politique de développement lors de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne de 2007 : L'Europe, le partenaire fort d'un développement mondial durable » p16,
<http://www.entwicklungspolitik.de/en/service/infothek/fach/fr/Bilanz.pdf>

Discours du Président de la Commission BARROSO du 15 novembre 2006, Bruxelles
http://www.europa.eu.un.org/articles/en/article_646_7_en.htm

Discours de Javier Solana « Barcelone 10 ans plus tard : un nouvel élan pour un projet durable » Site de la délégation de la Commission européenne – PESC sur www.europa.fr

L. MICHEL, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire « Coopération européenne au développement à l'horizon 2010 : nouveaux défis » Institut allemand de développement Speech/05/542
www.europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/05/542&format

Allocution du Commissaire au développement et à l'aide humanitaire L. MICHEL, IP/05/1571 du 12 décembre 2005, communiqué de presse « adoption

par le Conseil de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique : ouverture d'une nouvelle ère dans les relations euro-africaines »

Déclaration de Brian Atwood, président du CAD, à l'occasion de l'examen de l'UE par ses pairs membres du CAD le 28 mars 2012

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Communiqué de presse « 600 000 euros pour dynamiser la coopération entre l'UE et l'Australie et la Nouvelle Zélande en matière d'enseignement supérieur » IP/04/463 du 6 avril 2004

« ERASMUS MUNDUS : 82 universités européennes inaugurent le programme » Bruxelles le 22 septembre 2004, IP/04/1121

« ERASMUS MUNDUS : 69 universités supplémentaires participent au programme » IP/05/154 Bruxelles le 9 février 2005

Commission européenne place la santé des femmes en matière de reproduction et les droits de l'enfance au cœur de sa politique de développement, IP/05/542 du 4 mai 2005

Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS : les universités européennes accueilleront près de 1000 diplômés et universitaires de pays tiers qui étudieront et enseigneront dans l'UE en 2005 et 2006 » IP/05/833 Bruxelles le 31 mai 2005

IP/05/789 du 24 juin 2005
http://ec.europa.eu/comm/development/body/coton/ou/introduction_fr.htm

Communiqué de presse « Nouveau coup de pouce aux échanges universitaires entre l'Union européenne et l'Australie » IP/05/1138 du 14 septembre 2005
www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1138&format=HT

Communiqué de presse du 22 septembre 2005 « ERASMUS MUNDUS : les universités de l'Union européenne continuent d'attirer le Monde entier » IP/05/1177
www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1177&format=HT

Communiqué de presse Commission – « 1976-2006 : la coopération européenne en matière d'éducation a trente ans » Réf. IP/06/212 du 23 février 2006 www.Europa.eu/rapid/pressReleases

« Travailler pour la croissance et l'emploi – une année charnière » IP/06/1758, rapport annuel de la

Commission européenne 2006 sur la croissance et l'emploi »

Communiqué de presse 3010^{ème} session du Conseil affaires générales 26 avril 2010, 8967/10(PRESSE 89) SN2350/10 p9

Communiqué de presse du Conseil de l'UE, 2729^{ème} session du Conseil 'Education, jeunesse, culture', 9148/06 (Presse 131), Bruxelles, les 18 et 19 mai 2006 www.consilium.europa.eu/Newsroom

Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS 2006-2007 : plus de 1600 diplômés vont étudier et enseigner dans les universités européennes » IP/06/789 Bruxelles le 15 juin 2006

Communiqué de presse « L'UE et la Corée du Sud signent des accords dans le domaine de la science et de la recherche » IP/06/1607 du 22 novembre 2006

Communiqué de presse « Signature d'un nouvel accord pour dynamiser la coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse » IP/06/1684 du 5 décembre 2006
http://register.consilium.europa/pdf/en/06/st10/st10_924.EN06.pdf

Communiqué IP/06/1721 du 11 décembre 2006 « la Commission lance un nouveau programme de bourses destiné aux pays tiers »
<http://eacea.ec.europa.eu/static/en/mundus/extcoop/call/index.htm>

« TEMPUS : donner un nouvel élan à la coopération entre l'UE et le reste du Monde dans 'enseignement supérieur » Réf. IP/07/273 du 2 mars 2007,
www.europa.eu/rapid/pressReleasesAction

Conclusions de la Campagne mondiale pour l'éducation sur la conférence « Tenir nos promesses sur l'éducation », IP/07/619 le 2 mai 2007 Bruxelles
http://campaignforeducation.org/news/news_full.html#verdict

Communiqué de presse sur la conférence de hauts niveaux organisée par L.M. GORDON BROWN, P. WOLFOWITZ « De nouveaux engagements en matière éducative dans les pays en développement sont annoncés lors d'une conférence de haut niveau », IP/07/619 Bruxelles le 2 mai 2007

« Bologne sous le signe de la mondialisation : le commissaire Figel place la réforme de l'enseignement supérieur dans un contexte international », IP/07/656 du 10 mai 2007

Commission européenne « La Commission alloue 25 millions d'euros supplémentaires à la lutte contre la malnutrition au Sahel et appelle à l'adoption de plans préventifs pour éviter les crises alimentaires » IP/07/785 du 8 juin 07

Communiqué de presse « L'UE et la Nouvelle Zélande établissant un nouveau cadre de relations bilatérales », IP/07/885 du 26 juin 2007

Communiqué de presse du 9 juillet 2007 « Marchés publics et aide extérieure : les enquêtes de l'OLAF se concentrent davantage sur les domaines sensibles du budget de l'UE », OLAF/07/10
<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=OLAF/07/10&format=HTML>

Communiqué de presse « Aide d'Etat : la Commission autorise une aide à la recherche – développement de 12,25 millions au groupe SOITEC » IP/07/1058 Bruxelles le 10 juillet 2007

Communiqué de presse IP/07/1032 Bruxelles, le 6 juillet 2007

Communiqué de presse « Aide d'Etat : la Commission ouvre une enquête approfondie sur une aide à la formation de 12,5 millions d'euros à Vauxhall Motors » IP/07/1057 Bruxelles le 10 juillet 2007

Communiqué de presse « ERASMUS MUNDUS II – la référence pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur » IP/07/1081, Bruxelles 12 juillet 2007

« Programme de recherche pour les essais cliniques en Afrique : un groupe d'experts préconise un engagement accru des Etats membres dans la coordination de la recherche », IP/07/1104 du 17 juillet 2007
http://ec.europa.eu/research/health/poverty-diseases/doc/final_ier_report_12july2007_en.pdf

Communiqué de presse « UE-Canada : vers une coopération renforcée dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse » IP/07/1432 du 3 octobre 2007

Communiqué de presse IP/08/1153 du 16 juillet 2008
<http://www.delisr.ec.europa.eu/English/wathsnew.asp?id=1017>

Communiqué de presse IP/08/1155 du 16 juillet 2008 « TEMPUS : donner un nouvel élan à la coopération entre l'UE et le reste du Monde dans 'enseignement

« La CE signe un accord de coopération scientifique et technique avec la Nouvelle Zélande » IP/08/1159 du 16 juillet 2008 Bruxelles
www.ec.europa.eu/research/inco

Communiqué de presse IP/08/1284 du 3 septembre 2008 « Conférence d'Accra: la Commission exhorte les donateurs à améliorer l'efficacité de l'aide pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

Communiqué de presse Commission européenne du 14 juillet 2014 « République centrafricaine: lancement par l'UE de son premier fonds fiduciaire multi-donateurs liant aide d'urgence, réhabilitation et développement », IP/14/829

Communiqué de presse IP/11/4 du 5 janvier 2011

Communiqué de presse du 1^{er} février 2011 (IP/11/115) 'La Commission met en place un groupe d'experts de haut niveau sur la lutte contre l'illettrisme présidé par la princesse Laurentien des Pays Bas'
http://ec.europa.eu/education/news/news2773_fr.htm

Communiqué de presse Ouagadougou 30 août 2011, D(2011) N°12 « L'UE décaisse 35 milliards de FCFA pour appuyer la croissance et la lutte contre la pauvreté »

Communiqué de presse du 7 novembre 2011 « L'UE annonce un nouveau soutien en faveur de l'éducation pour tous dans les pays en développement », IP/11/1312

Communiqué de presse « Erasmus pour tous : cinq millions de bénéficiaires potentiels », Réf. IP/11/1398 du 23 novembre 2011

Communiqué de presse du 30 novembre 2011 « L'Union européenne annonce de nouvelles initiatives pour accroître la transparence et améliorer la coordination de l'acheminement de l'aide »

Communiqué de presse « Erasmus Mundus : soutien financier accru aux pays du Printemps arabe » réf. IP/11/1558 du 16 décembre 2011

Communiqué IP/11/1563 du 21 décembre 2011 « objectifs du Millénaire pour le développement : l'UE accorde une aide supplémentaire à 36 pays pour lutter contre la faim, la mortalité infantile, la santé maternelle et permettre l'accès à l'eau »

Communiqué de presse « La Commission européenne propose l'ouverture de négociations

commerciales multilatérales sur les services », IP/13/118 du 15 février 2013

Communiqué de presse de la Commission européenne « Enseignement supérieur: l'UE et la Corée du Sud entament une nouvelle ère de coopération », IP/13/1061 du 11 novembre 2013

Communiqué de presse « renforcement de la coopération universitaire Afrique-UE: la Commission soutient le projet visant à doubler la taille du programme de partenariat », IP/14/316 du 26 mars 2014

Communiqué de presse du 26 juin 2014 – Commission européenne « L'UE annonce un nouveau financement important pour l'éducation du 1 juillet 2014 »

AUTRES RAPPORTS D'ÉVALUATION

Première évaluation du programme, effectuée en 1999 - « The evaluation of the cooperation programme in higher education and vocational education training between European Community and the United States » CIRCA Group Europe Ltd August 1999

Rapport EUROMED du 22 mars 2004 sur le Partenariat stratégique entre l'UE et la région méditerranéenne ainsi que le Moyen Orient (suite au Conseil européen de décembre 2003 suivi d'un rapport intermédiaire du Conseil « Affaires générales et relations extérieures »

Evaluation 2008 par secteur des projets financés dans le cadre du programme thématique 'acteurs non étatiques et autorités locales'
https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Category:Classification_par_secteurEducationformation_professionnelle

Evaluation conjointe des opérations d'aides budgétaires au Mali 2003 2009 pour le compte de la Commission de l'UE, de la Belgique et du Canada comme exercice pilote du Comité d'aide au développement de l'OCDE – rapport final, volume III, annexes 10 et 11, septembre 2011 (consortium composé de ECO Consult, AGEF, APRI, Euronet, IRAM, NCG – chef de file: ECO Consul – personne de contact: BUSACKER (D) contrat n° EVA/geo-acp-2009/219757

ECORYS Interim Evaluation of external Cooperation Agreements in Higher Education, Training AND Youth with the US and Canada, final report, Rotterdam, april 2011 (107p)

Deuxième évaluation intermédiaire de l'Agence exécutive « Education, Audiovisuel et Culture », ECORYS, avril 2013, ISBN 978-92-79-30410-1

ECORYS « Etude sur le rapport coût-efficacité des programmes de dépenses pour l'éducation et la culture – rapport final à la direction Générale pour l'éducation et la culture de la Commission européenne », résumé, janvier 2013, isbn 978-92-79-29868-4 (13p) ; rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'évaluation des finances de l'Union fondé sur les résultats obtenus, COM(2013)461 du 26 juin 2013 (concernant les programmes éducatifs p9), (24p) <http://www.enqa.eu/>

QUESTIONS ÉCRITES

Question écrite n° E-2309/02 posée par Chris Davies à la Commission le 25 juillet 2002, JO C52E du 6 mars 2003, p151-152

Question écrite n°4129/96 de Johanna MAIJ WEGGEN à la Commission relative à la participation d'entreprises néerlandaises à l'œuvre de coopération au développement de l'UE, JO C186 du 18 juin 1997, p 199

Question écrite n°2585/97 du 29 juillet 1997 de Hilde HAWLICEK au Conseil « Crédibilité du nouvel alinéa relatif à l'éducation ajouté au préambule du Traité » JO C 102 du 3 avril 1998 p63

Question écrite n°18/75 de M. LABAN à la Commission des CE : fondements juridiques d'une politique communautaire de l'éducation fournis par les traités JO n°C151 du 7 juillet 1975 p12

Question écrite n° 1022/78 de M. ANSQUER à la Commission : politique en matière d'éducation JO C079 du 26 mars 1979 p24

Question écrite n° 861/79 de Mme LIZIN à la Commission des CE : perspective de la politique européenne d'éducation JO n° C019 du 24 janvier 1980 p19

Question n°81 de M. PRICE au Conseil : politique commune de l'éducation – débats PE (éd. Française) n°248 p188

GROUPE DE TRAVAIL

Convention européenne Groupe de travail V 'compétences complémentaires' document de travail WG-WD30, secrétariat Bruxelles le 2 octobre 2002 (11.10) – premier projet de rapport – le groupe de travail faisait référence au tourisme

Rapport final du Groupe de travail XI Europe sociale CONV 516/1/03WGXI

DOCUMENTATION DES INSTITUTIONS ET ORGANES D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

CONSEIL DE L'EUROPE

Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950

Convention du Conseil de l'Europe du 11 décembre 1953 concernant l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires

Convention culturelle STCE N°018 ouverte à la signature le 19 décembre 1954 et entrée en vigueur le 5 mai 1955 vise à développer la compréhension mutuelle entre les peuples d'Europe. Tous les Etats actuels participants au processus de Bologne l'ont ratifié

<http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=018&CM=&DF=&C>

Convention culturelle européenne du Conseil de l'Europe du 5 mai 1955 dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport - <http://www.conventions.coe.int>

Charte sociale européenne du 18 octobre 1961 révisée le 3 mai 1996
www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/Presentation/ESCRBooklet/French.pdf

Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne – Conseil de l'Europe
<http://conventions.coe.int/treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=165&CM=1DF=&C>

Symposium du Conseil de l'Europe sur l'éducation non formelle – 13 au 18 octobre 2000 Strasbourg

Protocole n°12 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 2000

Recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe 1501 (2001) « Responsabilité des parents et des enseignants dans l'éducation des enfants »

Code de Bonnes Pratiques pour la Prestation d'un Enseignement Transnational adopté lors de la deuxième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, Riga 6 juin 2001, DGIV/EDU/HE (2002)8

Réseaux ENIC (Conseil de l'Europe/Unesco) et NARIC (Commission européenne) « Déclaration de Strasbourg sur les questions relatives à la reconnaissance dans l'espace européen de l'enseignement supérieur : contribution des réseaux ENIC et NARIC au processus de Bologne » 11^{ème} réunion ENIC et NARIC, 7 et 8 juin 2004, Conseil de l'Europe, DGIV/EDU/HE(2004)17 rév ED-2004/UNESCO-CEPES/ENIC.11/9, DGEAC/NARIC/04-019
<http://www.coe.int/DGIVRestricted/fr>
www.coe.int/t/dg4/highereducation/Recognition/LRC_FR.asp

Rapport final du Groupe de spécialistes 'de l'approche intégrée de l'égalité entre les sexes à l'école' DG Droits de l'Homme, Strasbourg 2004
<http://www.coe.int/equality/fr> (114p)

Recommandation révisée sur les procédures et les critères d'évaluation des qualifications et des périodes d'études étrangères adoptée lors de la cinquième réunion du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne Sèvres 23 juin 2010
<http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/recognition/criteria%20and%20procedures>
www.coe.int/t/dg4/highereducation/Recognition/DGI
[V%20EDU%20HE%20HE%20\(2...](http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/Recognition/DGI)

OCDE

Recommandation du CAD sur le déliement de l'aide aux pays les moins avancés OCDE, DCD/DAC 2001

« Œuvrer ensemble pour un développement durable : l'expérience de l'OCDE », « Mise en œuvre du développement durable : principaux résultats 2001-2004 » www.oecd.org

Perspectives économiques de l'OCDE Economie vol. 2001/2 n°70 décembre p183-204
www.oecd.org
www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34541_1_1_1_1_37419,00.html
www.oecd.org/topic/0,2686,en_2649_37455_1_1_1_1_37455,00.html
www.observateurocde.org/news/printpage.php/aid/1303/L%92%E9galit%E9_d

Rapport OCDE « Coopération au développement : efforts politiques des membres du Comité d'aide au développement » 2002 Les Dossiers du CAD 4/1 2003

Rapport de l'OCDE « efficacité de l'aide 2005-2010 : progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris » isbn 9789264061521 (212p)

Examen du CAD – [oecd.org](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.htm)
<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.htm>
 1

Forum de Haut Niveau des Nations Unies qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2005
<http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacitedel>
[aide/34579826.pdf](http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacitedel)

Communauté européenne (2007) - Examen du CAD par les pairs – principales conclusions et recommandations » www.oecd.org

Centre de développement OCDE, Banque Africaine de développement avec le soutien de l'UE « Perspectives économiques en Afrique » 2007/2008, les éditions de l'OCDE, ISBN 978-92-64-04643-6, (726p)

Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD « Normes de qualité pour l'évaluation du développement », réf 43 2010 06 2 E, www.oecdilibrary.org
www.oecd.org/dataoecd/20/51/38066371.pdf

OCDE (2011) « L'enseignement supérieur à l'horizon 2030 », vol.2 'Mondialisation – la recherche et l'innovation dans l'enseignement, isbn 978-92-64-07539-9

OCDE 'examen par les pairs membres du CAD : la coopération pour le développement de l'UE – en progrès mais encore trop pesante', 28 mars 2012
<http://www.oecd.org/dac/peerreviewsofdacmembers/50155818.pdf>

Document de travail du partenariat mondial pour l'éducation, avril 2012, « Burundi : efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation », p18 (19p)

'Regards sur l'éducation 2012 – indicateurs de l'OCDE' version PDF téléchargeable sur le site
http://www.oecd.org/fr/edu/EAG2012_e-book_FR_200912.pdf

BANQUE MONDIALE

Rapport de la Banque mondiale « Migration internationale, rapatriement de fonds et fuite des cerveaux »
<http://blogs.worldbank.org/youthink/fr/sujets/emploi/fuite-des-cerveaux-et-envois-de-fonds>

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Site consacré au service d'éducation de l'OMC
www.wto.org/french/tratop_serv_f/education_f/education_f.htm

Site de l'OMC – voir notamment questions – réponses « l'AGCS : objectifs, champ d'application et disciplines »

http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/gatsqua_f.htm

Négociations multilatérales du cycle de l'Uruguay (1986 1994) JO L336 du 23 décembre 1994 p191

Définition service d'éducation OMC S/C/W/49 du 23 septembre 1998 (98/3651)

http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/education_f.htm#top

Conseil du commerce des services, Rapport de la Réunion du 14 octobre 1998, note du Secrétariat S/C/M/30 du 12 novembre 1998 p4

Proposition de la CE et des Etats membres sur « l'approche par groupe » Conseil du commerce des services – session extraordinaire – S/CSS/W/3 du 22 mai 2000 OMC (00-2084)

« Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services » adoptées le 28 mars 2001 par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire OMC, S/L/93 du 29 mars 2001 (01-1548) - site consacré au service d'éducation de l'OMC

www.wto.org/french/tratop_serv_f/education_f/education_f.htm

« Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services » adoptées le 28 mars 2001 par le Conseil du commerce des services réuni en session extraordinaire OMC, S/L/93 du 29 mars 2001 (01-1548)

Proposition de la CE et des Etats membres sur la libéralisation autonome du commerce des services – éléments de critères et modalités de traitement de la libéralisation entreprise de façon autonome par les Membres » Conseil du commerce des services – session extraordinaire – S/CSS/W/133 du 22 février 2002 OMC (02-0896)

Offre initiale de la CE et des Etats membres du 10 juin 2003 (03-2077) OMC TN/S/O/EEC – Correction à l'Offre initiale du 2 décembre 2003, (03-6396) OMC TN/S/O/EEC/Corr.1

Protocole n° 26 sur les services d'intérêt général OMC Atelier sur la réglementation intérieure du 29-30 mars 2004, dans le cadre de la séance IV « Opinion des autorités chargées de la réglementation – Grandes lignes d'intervention » par Javier Pablo Hermo, chargé du dossier de l'internationalisation de l'éducation supérieure au

Secrétariat des politiques universitaires relevant du Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie de la République argentine – voir partie I « Services d'éducation et services professionnels : quelle réglementation possible ? », OMC JOB(04)/22

http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/

CSEE déclaration du 15 février 2005

http://www.etcue.homestead.com/Fr_statement_ServicesDirective-15.02.pdf

Conseil du commerce et des services – session extraordinaire-communication 'des communautés' et de leurs Etats membres – offre conditionnelle révisée OMC TN/S/O/EEC/Rev.1 29 mai 2005 (05-2792) <http://doconline.wto.org>

« Début des négociations plurilatérales sur les services » Déclaration de Hong Kong www.wto.org/french/news_f/news06_f/serv_28feb06_f.htm

Intervention de L. MICHEL, commissaire au développement et à l'aide humanitaire, au Bureau international du travail (OIT) « La dimension sociale de la mondialisation dans la politique de développement », Genève le 27 mars 2006, SPEECH/06/199 / WTO/GATS 1998 - *General Agreement on Trade in Services (GATS)*

Conférence d'annonce d'intentions sur les services du 30 juillet 2008 JOB(08)95

Rapport du Président au Comité des négociations commerciales Conseil du commerce des services 'négociations sur le commerce des services' 21 avril 2011 TN/S/36

Offre initiale de l'UE concernant l'ACS, novembre 2013

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ACTES DES NATIONS UNIES

Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée et proclamée par la Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 10 décembre 1948

Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966

Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux et culturels du 16 décembre 1966

Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes proclamée par l'Assemblée

générale des Nations Unies le 7 novembre 1967 à l'occasion de la Résolution 2263(XXII)

Convention des Nations Unies sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979

Convention sur la protection de l'environnement marin de la zone de la mer Baltique JOL73 du 16 mars 1994 p20-45

Convention des NU sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique – déclaration faite par la Communauté JO L83 du 19 mars 1998 p3-35

Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord Est, JO L104 du 3 avril 1998, p2-21

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Montego Bay, JO L179 du 23 juin 1998, p3-134

Décennie des nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'Homme 1995-2004 – Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, 53^{ème} session, 3^{ème} Commission point 110b de l'ordre du jour A/RES/53/153 du 9 décembre 1998

Résolution adoptée par l'Assemblée générale sur l'organisation du Sommet du Millénaire « Conformément à la résolution 54/261, un ou plusieurs représentants d'organisations intergouvernementales, de parlements et de la société civile peuvent participer aux séances plénières du Sommet du Millénaire », A/RES/54/281 du 15 août 2000, 54^{ème} session point 49b de l'ordre du jour

Déclaration du Millénaire du 13 septembre 2000 - Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies du 8 septembre 2000, 55^{ème} session A/RES/55/2, point 60 de l'ordre du jour www.un.org/french/millenaire/ares552f.pdf

Déclaration du Millénaire pour le développement, paragraphe 2 de la partie I « Valeurs et principes » <http://www.undp.org/french/mdg/goal2-f.shtml>

Objectifs du Millénaire pour le Développement
<http://www.undp.org/french/mdg/goal3-f.shtml>
<http://www.undp.org/french/mdg/goal5-f.shtml>
<http://www.undp.org/french/mdg/goal4-f.shtml>
<http://www.undp.org/french/mdg/goal6-f.shtml>
<http://www.undp.org/french/mdg/goal1-f.shtml>
<http://www.undp.org/french/mdg/goal6-f.shtml>

Rapport de la Conférence internationale des Nations Unies des 18-22 mars 2002, sur le financement du développement (Monterrey (Mexique)), A/CONF.198/11, extraits p11-12 http://unctad.org/fr/docs/aconf198d11_fr.pdf

« Une stratégie internationale pour rendre opérationnelle le cadre d'action de Dakar sur l'Education pour tous », avril 2002

Groupe des Nations Unies pour le développement sous la direction du Fonds des Nations Unies pour la population, du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Département des affaires économiques et sociales (Division de statistique) 'Indicateurs pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : définition, raison d'être, concepts, sources', Réf. ST/ESA/STAT/SERF.F/95, Nations Unies, New York, ISBN 92-1-261200-8, 2005, 105p

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 2 mars 2005 « renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle » - Forum de Haut Niveau des Nations Unies qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2005

Conférence de l'UE sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014) ED/UNP/DESD/2007/RP/01 des 24 et 25 mai 2007 http://uneptie.org/sustain/resources/MT/MTF_on_Education_for_SC.pdf

60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005

Déclaration de la présidence de l'UE sur le financement du développement devant la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, 60^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York du 14 septembre 2005, points 48 et 121 de l'ordre du jour

Conclusions du Conseil de l'éducation de l'UE (mai 2006) ED/UNP/DESD/2007/RP/01 http://uneptie.org/sustain/resources/MT/MTF_on_Education_for_SC.pdf

Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, déclaration, JO L209 du 31 juillet 2006 p3-29

Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique Eurasie JO L345 du 8 décembre 2006 p26-72

Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et son protocole (relatif au Comité) adoptés le 13 décembre 2006 par l'Assemblée générale des NU et entrés en vigueur le 3 mai 2008

3ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement qui a eu lieu à Accra, au Ghana, en septembre 2008

Conférence internationale de suivi sur le financement du développement 29 novembre au 2 décembre 2008
<http://www.un.org/french/ffd/2008/>

Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée JO L34 du 4 février 2009, p19-28

Sommet des Nations Unies sur les OMD des 20-22 septembre 2010 New York – adoption d'un plan d'action mondial 'tenir les promesses : unis pour atteindre les OMD'

Résolution du 19 octobre 2010 de l'Assemblée générale des NU, soixante-cinquième session (A/RES/65/1), points 13-115 de l'ordre du jour

Cadre d'accélération de la réalisation des OMD : note opérationnelle, Nations Unies, octobre 2011
www.undg.org – (32p)

Rapport OMD 2012 Evaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des OMD (186p)

OMS

Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac du 21 mai 2003 JO L213 du 15 juin 2004, p 9-11

UNESCO

http://www.unesco.org/education/efa/ed_for_all/background/07Bpubl.shtml

http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=51465&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.htm

Institut international de planification de l'éducation (IIEP)
<http://www.iiep.unesco.org/fr/abboutiiep/about-iiep.html>

Déclaration de Jomtien, 5 au 9 mars 1990
http://unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/background/jomtien_declaration.shtml

« Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90 » Document de référence - Conférence mondiale sur l'éducation pour tous 5-9 mars 1990 Jomtien Thaïlande publié par la Commission inter institutions (Banque mondiale, PNUD, Unesco, Unicef) de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (WCEFA), Maison de l'UNICEF New York, Paris, novembre 1990 (174p) p46
www.poledakar.org
http://www.uis.unesco.org/TEMPLATE/pdf/efa/EF_A_report_FR.pdf

Déclaration de Salamanque et cadre d'action pour l'éducation et les besoins spéciaux UNESCO adoptés par la Conférence mondiale sur l'éducation et les besoins éducatifs spéciaux : accès et qualité, Salamanque du 7 au 16 juin 1994, UNESCO ED-94/WS/18

Conférence régionale sur les politiques et les stratégies de réformes de l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, déclaration de La Havane 18-22 novembre 1996, UNESCO, ED-97/W5/25

Plan d'action des 1^{er} - 4 avril 1997 consultation régionale de la région Afrique préparatoire à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, UNESCO, ED-98/CONF.202/CLD-25

Déclaration commune relative aux relations UE - Australie du 26 juin 1997 révisée en 2003 sur www.ecdel.org.au/eu_and_australia/jointdeclaration/97jointdeclarationprint.htm

Conférence régionale sur l'enseignement supérieur : stratégies nationales et coopération régionale pour le XXIème siècle, Tokyo le 8-10 juillet 1997, UNESCO, ED-98/CONF.202/CLD.26

Conférence générale de l'UNESCO, 1997, site <http://www.cemea.asso.fr/forumeduc/index.htm>

Conférence régionale sur l'enseignement supérieur dans la région arabe, Beyrouth, 2-5 mars 1998, UNESCO.ED-98/CONF.202/CLD.28

Document de référence WCEFA, Paris novembre 1999, publié par la Commission interinstitutions (Banque mondial, PNUD, Unicef, Unesco) <http://unesdoc.unesco.org/images/0009/00975/097552f.pdf>

J. DELORS « L'éducation, un trésor est caché dedans », Rapport de l'Unesco de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXIème siècle, collection « L'éducation en devenir », 2^{ème} édition, 1999, Isbn 978-92-3-20351-8, 288p

Document « Relancer l'Education » - DRAXLER A « Afrique : l'impact du VIH/sida sur les systèmes éducatifs » dans 'lettre d'information de l'IIPE, vol XXI n°1 janvier – mars 2003 p8
www.unesco.org/iipe

Document de réflexion « Vaincre l'exclusion par des approches intégratrices dans l'éducation » p7, UNESCO ED/2003/WS/63
<http://www.unesco.org/education/inclusive>

Recueil de données mondiales sur l'éducation « Au-delà de l'éducation primaire universelle » UNESCO, Institut de statistiques Montréal 2004
www.unesco.org/docs/EN_GD2004_V2.pdf

UNESCO Rapport du secrétariat du Comité intergouvernemental pour l'application de la convention internationale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des qualifications de l'enseignement supérieur dans les Etats arabes et les Etats riverains de la Méditerranée 7ème session, Split 9-10 juin 2005
réf. ED/HED/RIQ/05/MC/IC/07.04
<http://209.85.135.104/search?q=cache:1TPsfV4aCxkJ:portal.unesco.org/education/en/...>

UNESCO « L'enseignement supérieur dans la société mondialisée- document cadre de l'UNESCO », 2005

'Principes directeurs pour l'inclusion' 2005 ED-2006/WS/45, p14

UNESCO « Application de la résolution 33C/70 et de la décision 175EX/47 concernant les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés » Point 49 de l'ordre du jour provisoire - Conseil exécutif, 176^{ème} session, Paris le 12 février 2007, 176EX/49

www.unesco.org/fr/esd et conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable Bonn 2009 www.esd-world-conference-2009.org

Second rapport du groupe de travail sur les financements innovants pour l'éducation 'Les financements innovants pour l'éducation : Aller de l'avant' ('Innovative financing for Education : Moving Forward'), présenté par l'UNESCO à l'occasion de la Session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement, 27 février 2012 à Madrid, publication février 2010

Institut de l'UNESCO <http://www.uis.unesco.org>
Classification internationale Type de l'éducation CITE 2011 révisée à l'occasion de la 36^{ème} session Conférence générale de l'UNESCO, novembre

2011, réf. UIS/2012/INS/10, isbn 978-92-9189-131-3, (91p)
www.uis.unesco.org/Education/Documents/iscsd-2011-fr.pdf

OCDE/UNESCO 'Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le Monde' (IEM ou WEI)
http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=34356&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Définitions et formules mathématiques utilisées pour le calcul des indicateurs individuels dans les « directives techniques » préparées pour le bilan de l'EPT
www.unesscobkk.org/infores/efa2000/tech2.htm

Rapports EPT

Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2006 « L'alphabetisation, un enjeu vital » 4^{ème} édition UNESCO
Isbn 92-3-204008-5 www.efareport.unesco.org et <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001455/145595.pdf>

Rapport mondial sur le suivi de l'EPT 2007 « Un bon départ pour la protection et l'éducation de la petite enfance »
www.efareport.unesco.org/images/0015/001500/150022.pdf

Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009 « Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance », UNESCO 2008 ED-2008/WS/51 ; rapport mondial de suivi de l'EPT 2010 « Atteindre les marginalisés », UNESCO 2010 ED-2010/WS/2

Rapport mondial de suivi de l'EPT 2011 « La crise cachée : les conflits armés et l'éducation », UNESCO 2011 ED-2011/WS/1,
www.efareport.unesco.org isbn 978-92-3-204191-3

Rapport mondial de suivi de l'EPT, UNESCO 2012 publié le 16 octobre 2012 « Jeunes et compétences : l'éducation au travail » (améliorer les programmes de développement afin d'offrir aux jeunes de plus grandes chances d'accéder à des emplois décents), 524p
<http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2012-report-annex-fr.pdf>

Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO 2013/2014 « Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous », isbn 978-92-3-204255-2 (443p)

UNESCO « La crise mondiale de l'apprentissage – pourquoi chaque enfant mérite une éducation de qualité », 2014 (16p), ED-2013/WS/28

Rapport EPT 2015 « avons-nous atteint nos objectifs ? » - prochain forum sur l'éducation de Séoul (Corée) en mai 2015

FAO

Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation 13-17 novembre 1996
www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm

N.FELIPE SORIA, S.HOLMES, chargées d'information FAO « De la nourriture pour penser : promouvoir l'éducation pour les populations rurales – partenariat FAO-UNESCO, Education pour tous »
www.fao.org/french/newsroom/news/2002/12280-fr.html

Symposium international sur l'éducation rural, Baoding Province de Hebei, Chine, 20-23 janvier 2003 - ateliers pour les bailleurs de fonds « Eduquer les populations rurales : éradiquer la pauvreté », décembre 2002, FAO, Rome

CONFÉRENCES MONDIALES

Conférence mondiale sur l'éducation pour tous 5-9 mars 1990 Jomtien Thaïlande « Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90 », citation p18 du document de référence publié par la Commission inter-institutions (Banque mondiale, PNUD, Unesco, Unicef) de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (WCEFA), Maison de l'UNICEF New York, Paris, novembre 1990 (174p)

« L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs » Texte adopté au Forum mondial sur l'éducation, Dakar, Sénégal, 26-28 avril 2000

Commentaire élargi sur le cadre d'action de Dakar « Education pour tous » établi par le Comité de rédaction du Forum mondial sur l'éducation Paris 23 mai 2000

Troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide du 02 au 4 septembre 2008 (Déclaration d'Accra)
<http://www.oecd.org/fr/developpement/efficacitedel'aide/34579826.pdf> et <http://www.accrahlhf.net/>

Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, du 29 novembre 2011 au 1^{er} décembre 2011
http://www.aideeffectiveness.org/busanhlhf4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_FR.pdf

Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de

l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol, JO L4 du 9 janvier 2013, p15-33

Rapport 2013 sur les résultats de l'éducation « Relever les défis des données, du financement et de la fragilité » Partenariat mondial pour l'éducation (120p)

AUTRES CONVENTIONS

Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949

AUTRES ACTES

Evaluation régionale effectuée en 2003 par la Banque asiatique de développement a conduit à la publication d'un document sur les indicateurs clés des pays en développement d'Asie et du Pacifique
www.adb.org/Documents/Book/Key_indicators/2003.pdf

ONG

Groupe CONCORD (coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale) - Comments on the EU Development Policy – Issue Paper : Section 4 Issue 8 « Mainstreaming and cross cutting themes : Promoting gender equality » submission by CONCORD Gender Taskforce 16 mars 2005
www.concordeurope.org/view.cfm?idref=SUJ85&tab1=sujets www.coordinationsud.org

Europaid/ONG
www.ec.europa.eu/comm/europaid/projects/ong/pvd_page_fr.htm

Note d'information 'ONG et plateformes nationales : comment accéder aux financements de la CE ?', CONCORD, mars 2011
evanormelingen@concordeurope.org
PAA 2011 disponible sur
http://ec.europa.eu/europeaid/work/ap/aap/2011_fr.htm

J. KILCULLEN, présidente de la Confédération européenne des ONG pour l'aide au développement (CONCORD) « L'Union européenne était un fantôme »

Site Internationale de l'éducation- « Fuite des cerveaux : pays riche recrute enseignants pauvres » article du 4 juillet 2005
www.ei-ie.org/fr/article/show.php?id=1&theme=gats

www.polleneducation.org (site ONG de défense du droit à l'éducation)

« Pauvreté en Palestine : le coût humain du boycott financier »

www.oxfam.org/fr/policy/briefingnotes/bn070413_palestinian_aid_boycott

F. BENA, porte-parole d'Oxfam

<http://www.socialwatch.org/fr/node/13937>

DOCUMENTATION DES INSTITUTIONS NATIONALES

Présidence allemande Conseil de l'UE « L'Europe, partenaire d'un développement mondial durable »
www.bmz.de/de/presse/aktuelleMeldungen/20061220_praesidentschaft/Faltblatt_EU-Praesidentschaft_franz.pdf Janvier-Juin 2007 p11

Article 18 de la Constitution malienne « Tout citoyen a droit à l'instruction. L'enseignement public est obligatoire, gratuit et laïc. »

SITES

SITES DE L'UE

Glossaire de l'UE en ligne

http://ec.europa.eu/education/programmes/llp/guide/glossary_fr.html

Organigramme de la DG EAC

http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/docs/organisation_en.pdf

Lien avec les délégations parlementaires

lp-cult@europarl.europa.eu).

www.europarl.europa.eu/committees/deve_home_en.htm)

<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/CULT/home.html>

procédure

www.comitology_committees_FR.pdf

Programmes de l'UE

Gestion des programmes - Appels à propositions

http://eacea.ec.europa.eu/about/index_fr.htm

Guide du programme 'Erasmus+', p13, version 2 du 27 février 2014 (293p)

http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/documents/erasmus-plus-programme-guide_fr.pdf

Programme JEAN MONNET

www.europe-education-formation.fr

http://eacea.ec.europa.eu/llp/jean_monnet/jean_monnet_en.php

Programme TEMPUS

<http://ec.europa.eu/tempus>

<http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/doc/impact.pdf>

résumé de l'impact du programme TEMPUS

http://ec.europa.eu/education/programmes/tempus/vents_en.html

Programme GÉANT

http://ec.europa.eu/information_society/newsroom/cf/itemlongdetail.cfm?item_id=3915

Programme ALFA

http://europe.eu.int/comm/development/body/csp_rsp/print/cg_csp_fr.pdf
www.alfa-program.com

Espace européen d'enseignement supérieur

Déclaration de la Sorbonne

http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/documents/MDC/SORBONNE_DECLARATIEON1.pdf

Déclaration de Bologne

http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/documents/MDC/BOLOGNA_DECLARATIEON1.pdf

Charte Erasmus

<http://www.agence-erasmus.fr/page/charte-erasmus>

Forum des étudiants européens www.aegee.org

EIT

http://eit.ictlabs.eu/fileadmin/files/docs/Annual-Report/EIT-ICT-Labs_Anuual-Report_2011_read-booklet.pdf

<http://www.masterschool.eitictlabs.eu/about/>

[Eit.europa.eu/education/eit-labelled-programmes](http://eit.europa.eu/education/eit-labelled-programmes)

MEMO/06/486,

http://ec.europa.eu/employment_social/eg/index_fr.html

Reconnaissance des diplômes

www.europa.eu.int/comm/education/policies/rec_qual/recognition/diploma_fr.html

Europaid

http://ec.europa.eu/europaid/what/education/index_fr.htm

http://www.europa.eu.int/comm/europaid/general/mission_fonc_fr.htm

Atlas des donateurs

http://ec.europa.eu/europeaid/how/ensure-aid-effectiveness/eu-donor-atlas_en.htm

Sélection des projets

http://ec.europa.eu/europeaid/how/delivering-aid/project-approach/index_fr.htm

Contrôle de la qualité Europaid

www.ec.europa.eu/europeaid/how/ensuring-quality/index_fr.htm;

Société civile

http://ec.europa.eu/europeaid/who/partners/civil-society/structured-dialogue_fr.htm

« Mythes et faits sur le budget de l'UE et la coopération extérieure »

http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/myths-eu-budget_financial-instruments

europeaid-asia-link@cec.eu.int

http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents/swd_2013_456_fl_staff_working_paper_en_v3_pl_746653_en.pdf

http://europa.eu/legislation_summaries/environment/sustainable_development/128117

Coopération internationale

Journées européennes du développement – Strasbourg 15-17 novembre 2008

www.eudevdays.eu/twinning

« Mise en œuvre de l'aide humanitaire »

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r10001.htm>

http://ec.europa.eu/echo/training/index_fr.htm

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r10000.htm>

Réseau OCEANS

<http://www.oceans-network.eu/en/home/index.htm>

Site sur les chercheurs européens à l'étranger

<http://cordis.europa.eu/euraxess-links/japan/>

Etats-Unis / UE

<http://www.europa.eu.int/comm/education/ec-usa.html>

« The Fulbright-EU programme »

http://ec.europa.eu/education/programmes/eu-usa/fulbright_en.html

Canada / UE

www.europa.eu.int/comm/education/canada/canada.html

http://eeas.europa.eu/canada/docs/partnership_agenda_en.pdf

Japon / UE

Coopération UE-Japon www.eujapan.com

Les chercheurs au Japon

http://www.deljpn.ec.europa.eu/relation/showpage_en_relations.science.eralink.survey.php

Programme pour la coopération industrielle

<http://www.eu-japan.eu/global/vulcanus-in-japan.html>

Partenariat euro-méditerranéen

www.enpi.euromed_rsp_fr.pdf

<http://www.enpi->

info.eu/main.php?id=26020&id_type=1&lang_id=469

<http://eui.eu/RSCAS/Research/Mediterranean/mrm2008/index.shtml>

Délégation de la Commission européenne en Tunisie <http://deltun.ec.europa.eu/fr/default.asp>

Australie/UE

http://ec.europa.eu/education/eu-australia/doc/tuning_en.pdf

ACP / UE

« La mobilité intra-ACP »

http://eacea.ec.europa.eu/intra_acp_mobility/programme/about_acp_mobility_en.php

Tuning en Afrique

<http://www.africa-eu-partnership.org/news/launch-african-higher-education-harmonisation>

Plateforme ACP

Fr.acplg.net/content/view/full/825

http://www.acpsec.org/fr/acp-eu_council.htm

www.africa-eu-partnership.org/fr/newsroom/all-news/lunion-africaine-booste-le-commerce-des-services

Rapport annuel 2011 de l'EDCTP 'Consolidation'

http://www.edctp.org/annualreport2011/edctp_annual_report_2011_fr.pdf

Statistiques / évaluation

Bases méthodologiques

http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/methods/mth_ths_fr.htm

http://ec.europa.eu/education/school-education/teacher-cluster_fr.htm

www.eurydice.org

www.cedefop.eu.int

sites du Village européen de la formation (ETV)

www.trainingvillage.gr

Lutte contre la fraude

OLAF <http://ec.europa.eu/olaf>
http://ec.europa.eu/comm/anti_fraud/reports/index_en.html

Liste des rapports des études d'impacts

http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/impact_fr.htm/

http://ec.europa.eu/governance/impact/ia_carried_out/cia_2011_en.htm

Rapports de suivi de la Stratégie de Développement durable dans l'Union européenne
2009

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPU/B/865-FR/FR/865-FR-FR.PDF

2011

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPU/B/224-FR/FR/224-FR-FR.PDF

2013

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPU/B/KS-02-13-237/EN/KS-02-13-237-EN.PDF

Initiative internationale pour la transparence de l'aide

http://ec.europa.eu/europeaid/how/accountability/iat_i_fr.htm

www.ec.europa.eu/comm/development/body/theme/human_social/pol_education5_en

http://ec.europa.eu/europeaid/how/ensure-aid-effectiveness/quality-support-groups_fr.htm

SITES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ENIC NARIC

Site général d'information www.enic-naric.net

European Network of Information Center – le réseau ENIC

www.coe.int/t/dg4/highereducation/Recognition/ENIC_fr.asp

15^{ème} réunion conjointe des réseaux ENIC NARIC – Malte 16-17 juin 2008, organisée sous la présidence du centre ENIC NARIC français
www.ciep.fr

Banque mondiale

<http://web.worldbank.org>

Initiative Fast Track

<http://www.fasttrackinitiative.org>

http://www.fasttrackinitiative.org/library/factsheet_trustfund.pdf

Partenariat mondial pour l'éducation – « états financiers trimestriels du Fonds catalytique au 31 décembre 2013 »

<https://www.globalpartnership.org/fr>

<http://www.partenariatmondial.org/french/fonds-mondial-pour-l-education>

www.esd-world-conference-2009.org

ONU

Assurer l'éducation primaire pour tous

<http://www.undp.org/french/mdg/goal2-f.shtml>

<http://undp.org/french/mdg/goal8-f.shtml>

UNESCO

<http://www.unesco.org/education/amq/guidelines>

Institut Statistique de l'UNESCO

www.ius.unesco.org/Education/Pages/international-student-flow-vizFR.aspx

www.unesco.org/education/higher/Conventions

http://www.unesco.org/education/higher/med_conv/recqualif_meda

www.unesco.org/fr/esd

www.un.org/french/millenniumgoals

http://millenniumindicators.un.org/unsd/mifre/mi_series_results.asp?rowID=599&fID=r58&cgID

<http://www.ungei.org>

Conseil de l'Europe

<http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/ehea2010>

SITES DES ONG, ASSOCIATIONS ET RÉSEAUX

Concord www.concordeurope.org

Internationale de l'éducation

www.ei-

ie.org/fr/nems/show.php?id=435&theme=educationforall&country=glo...

Pollen

www.polleneducation.org

Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement www.2iE-edu.org

Réseau international pour l'éducation en situation d'urgence <http://www.ineesite.org>

Association pour le développement de l'éducation en Afrique <http://www.adeanet.org>

Consortium international pour le handicap et le développement (IDDC) www.iddcconsortium.net
www.LCDisability.org/international

SITES DES AGENCES NATIONALES

United States Network for Education and Information USNEI/UN ENIC

<http://www.ed.gov/international/usnei/edlite-index.html>

National Information Center for Academic recognition and mobility <http://www.russianenic.ru>

Service de l'emploi et du développement social au Canada www.rhdcc.gc.ca/asp/passerelle.asp

article « Vers une harmonisation des réseaux de reconnaissance des diplômes » in 'la lettre du CIEP Infos spécial Europe octobre 2008 www.ciep.fr

<http://www.cep.es.ro/cep.es/mission.htm>

<http://www.ambafrance-hn.org/consolidation-de-l-Espace-Europeen>

Fiche technique sur l'aide extérieure aux pays tiers, Sources d'Europe, Centre d'information sur l'Europe, Fiche n° QR000080, type de fiche 01 <http://www.info-europe.fr>

INDEX

A

ACP, 3, 79, 104, 160, 164, 174, 233, 237, 246, 311, 321, 395, 402, 423, 425, 441, 465, 469, 486, 497, 504, 508, 510, 517, 548, 549, 573, 574, 578, 579, 580, 581, 628, 639, 653, 659, 663, 664, 665, 666, 678, 683, 711, 713, 714, 716, 717, 720, 762, 772, 780, 791, 820, 826, 881, 905, 906, 928, 941, 944, 945, 947, 972, 973, 974, 984, 985, 990, 991, 993, 995, 996, 998, 1002, 1003, 1004, 1019, 1020, 1059

Afrique, 3, 63, 124, 162, 164, 165, 166, 168, 170, 173, 174, 175, 177, 201, 219, 230, 232, 236-238, 240, 254, 257, 271, 273, 275, 277, 278, 298, 311, 399-404, 424, 461, 469, 472, 477, 501, 510, 512, 517, 519, 537, 542, 543, 548, 573, 578-580, 621, 632, 648, 649, 652, 653, 655, 656, 664, 667, 710-712, 714-718, 727, 734, 741, 742, 745, 746, 759, 762, 767, 769, 772, 773, 775, 777, 785, 816, 820, 837, 843-855, 860, 861, 911, 914-918, 927, 932, 944, 945, 963, 965, 973, 974, 980, 984, 985, 996-1000, 1002-1004, 1008-1010, 1012, 1014-1016, 1022

Caraïbes, 3, 124, 164, 174, 237, 311, 396, 398, 477, 510, 517, 537, 548, 573, 578, 579, 649, 664, 666, 667, 711, 713, 714, 716-719, 721, 742, 855, 932, 944, 945, 974, 986, 997, 998, 1003, 1004, 1016, 1059

Pacifique, 3, 12, 124, 164, 174, 233, 237, 278, 311, 477, 505, 537, 548, 573, 578, 664, 667, 685, 712, 714, 716, 717, 741, 742, 820, 870, 932, 940, 944, 945, 996, 997, 1003, 1018

acteurs non étatiques, 171, 404, 405, 499, 500, 519, 522, 538-544, 548, 578, 583, 665, 829, 831, 843, 913, 1011

ADEA, 3, 403, 404, 501

AELE, 3, 52-54, 81, 104, 122, 124, 250, 257, 261, 264, 281, 299, 432, 440, 567, 569, 574, 575, 617, 619, 620, 624, 669, 670, 866, 867, 997, 1000, 1059

aide budgétaire, 162, 163, 255, 734, 770, 772, 773, 790, 791, 817, 818, 823, 825, 880, 885, 978

Alban (programme), 102, 176, 397, 398, 426, 719, 720

Alfa (programme), 3, 100, 102, 176, 177, 397, 398, 415, 426, 486, 537, 639, 646, 719, 720

alignement, 171, 394, 518, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 796, 797, 802, 813, 815, 821, 823,

826-829, 837, 868, 875, 887, 897, 901, 1015, 1059

Amérique, 3, 14, 111, 113, 115, 117, 123, 124, 163, 165, 170, 172, 176, 187, 220-224, 278, 279, 296, 299, 396-398, 430, 433, 438, 447, 482, 486, 510, 517, 567, 598, 639, 649, 652, 653, 673, 674, 676, 677, 678, 683, 701, 711, 713, 718-720, 722, 742, 820, 826, 912, 914, 918-920, 924, 929, 931, 935, 944-947, 952, 953, 955, 965, 973, 974, 976, 977, 983, 984, 986, 992, 994-998, 1016, 1059

Amérique centrale, 12, 21, 41, 53, 60, 123, 170, 176, 201, 245, 257, 260, 281, 294, 326, 327, 356, 363, 396, 398, 401, 510, 514, 520, 534, 554, 580, 583, 586, 621, 623-625, 632, 649, 707, 715, 785, 909, 968, 974, 982, 988, 1004, 1059

Amérique du Nord, 14, 83, 187, 220-222, 237, 398, 400, 401, 598, 621, 622, 652, 673, 715, 918, 924, 946, 947, 998, 1014

Amérique latine, 123, 124, 163, 165, 170, 172, 278, 396-398, 447, 482, 486, 517, 639, 678, 683, 711, 713, 718-720, 742, 820, 912, 914, 944, 946, 965, 973, 983, 984, 986, 998, 1016, 1059

apatride, 304-306, 311, 319, 320, 341, 350, 925, 931, 939, 949, 950

APD (aide publique au développement), 3, 407, 710, 762, 770, 772, 774, 775, 783, 785, 811, 812, 842, 853, 867, 868, 875, 877, 909

APP (Assemblée parlementaire paritaire), 3, 69, 311, 321, 578-581, 896, 934, 1002-1004

appropriation (principe d'), 149, 155, 162, 238, 474, 501, 518, 540, 554, 555, 578, 665, 714, 734, 738, 748, 760, 761, 772, 774, 775, 777, 786-792, 796, 799, 802, 803, 807, 810, 813, 815-818, 823, 824, 826-828, 832, 837, 845, 868, 875, 878, 879, 887, 897, 901, 1015, 1059

ASA, 3, 391

ASEAN, 3, 398

Asia Link (programme), 400

Asie, 3, 12, 124, 165, 170, 172, 196, 245, 278, 398, 400, 419, 420, 461, 554, 621-625, 632, 634, 639, 642, 643, 652, 678, 683, 711, 712, 741, 742, 762, 785, 843, 870, 913, 924, 946, 965, 973, 982, 984, 1000, 1018

asile, 77, 302-307, 309-311, 314, 315, 317, 319, 322, 325, 350, 352, 353-355, 361, 364, 404, 915, 1059

association, 31, 74, 110-113, 115, 178, 184, 189, 201, 216, 221, 222, 246, 258, 260, 278, 284, 288, 295, 311, 327, 349, 380, 384, 385, 389, 391-393, 404, 412, 417-419, 435, 438, 439, 441, 501, 518, 544, 566, 568-574, 634, 635, 639, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 667, 668, 669, 676, 682, 721, 724, 761, 830, 836, 886, 895, 907, 912, 919, 926, 928, 931, 932, 935, 937, 941, 947, 950-955, 981, 992-997, 1001, 1002, 1059
de proximité, 257, 514, 522, 532, 539, 568, 571, 659, 662, 897, 1059

association privilégiée, 59, 104, 226, 400, 408, 416, 420, 500, 604, 659, 667, 1059

association partenariale de co-développement, 659, 663, 1059

association de préadmission, 660, 661, 1059

Australie, 299, 406, 407, 486, 568, 605, 607, 610, 614, 631, 632, 634, 671, 683-685, 688-690, 694, 701, 778, 780, 783, 943-945, 997, 998, 1008, 1009, 1016, 1059

autorités locales, 59, 171, 185, 313, 315, 404, 405, 499, 508, 522, 538, 540-544, 546-549, 576, 577, 791, 801, 916, 943, 1011

Avis 1/03, 210, 1007

Avis 1/75, 210, 1007

Avis 1/78, 29, 157

Avis 1/76, 98, 1007

Avis 1/94, 68, 210, 1007

Avis 2/00, 35, 1007

Avis 2/94, 68, 410, 1007

B

Balkans, 122, 230, 231, 261, 279, 389, 391, 392, 395, 413, 486, 519, 520, 616, 617, 620-625, 628, 915, 987

Banque mondiale, 145, 649, 729, 781, 782, 808, 811, 812, 832, 840, 850, 853, 865, 877, 883, 998, 1013, 1017, 1018

BEI, 3, 167, 183, 185, 271, 410, 519, 637, 668, 776, 822, 876, 931, 960, 967, 981, 986, 1000

Ben Alaya c/ Bundesrepublik Deutschland, 332, 333, 900, 1006, 1007

Blaizot c/ Université de Liège et autres, 45, 46, 48, 49, 81, 1005

Bologne, 10, 15, 27, 87, 283, 284, 286, 298, 302, 380, 386, 438, 484, 591, 594, 596, 597, 599, 600-605, 609-614, 616, 623, 625, 626, 661, 678, 684, 712, 723, 901, 906, 907, 979, 983, 1009, 1012

déclaration de Bologne, 26, 392, 598, 605, 610, 612, 623, 712, 1022

Brésil, 177, 224, 396-398, 418, 419, 614, 632, 721, 773, 837, 850, 916, 992

BUET et SARL Educational Business Services (EBS) contre Ministère public, 708, 709, 1005

C

Canada, 64, 100, 110, 111, 113, 115, 117, 122, 123, 218, 223, 299, 406, 407, 426, 433, 486, 517, 568, 605, 607, 614, 631, 632, 653, 671, 673, 676-683, 701, 721, 741, 778, 780, 783, 796, 812, 823, 845, 848, 880, 910, 911, 919, 924, 930, 935, 937, 938, 943, 944, 952, 953, 955, 973, 976, 977, 982, 985, 992, 993, 995-997, 1010, 1011, 1020, 1059

Casagrande contre Landeshauptstadt München. aff. 9-74, 19, 1005

CCI (communauté de la connaissance et de l'innovation), 3, 284, 289, 563, 564, 565

CdR (Comité des régions), 3, 20, 30, 31, 66, 85, 93, 94, 117, 120, 121, 135, 231, 233, 244, 270, 274, 283, 286, 287, 309, 380, 382, 383, 387, 388, 402, 428, 429, 441, 453, 454, 457, 458, 459, 463, 465, 471, 473, 479, 485, 499, 500, 502, 505, 506, 514, 520-522, 616, 631, 655, 682, 763, 778, 798, 828, 830, 831, 873, 935-937, 940, 941, 988

CEC (Cadre européen des certifications), 3, 27, 350, 431, 440, 603, 937

CEDEFOP, 3, 31, 62, 550, 559-562, 583, 837, 896, 905, 945, 990, 1022, 1059

CEPOL, 356, 357

CESE (Conseil économique et social européen), 3, 31, 112, 119-121, 126, 257, 266, 283, 291, 383, 388, 436, 438, 440, 448, 499, 502, 514-521, 529, 940, 986, 987

Charte des droits fondamentaux, 13, 78, 79, 105, 125, 127, 219, 306, 428, 451, 479, 629, 702, 758, 898

Chine, 14, 122, 123, 250, 309, 397, 399-402, 517, 601, 614, 632, 701, 759, 773, 792, 837, 850, 985, 995, 1008, 1018

CJUE, 3, 19, 30, 35, 36, 38, 40, 41, 43-51, 55, 68, 69, 72, 80, 81, 90, 98, 101, 106, 131, 133, 151, 157, 158, 174, 194, 207, 210, 215, 227, 236-238, 241-243, 246, 249, 321, 325, 332, 336-339, 341, 342, 344-346, 348, 360, 365, 409, 410, 502, 523, 569, 706-709, 882, 884, 893, 900, 909, 949, 1005-1007, 1059

Tribunal UE, 46, 340, 360, 884

clause d'intégration transversale, 20, 30, 70, 898, 1059

clause de flexibilité, 30, 41, 51, 57, 66, 68, 69, 70, 81, 120, 133, 140, 203, 248, 366, 893, 1059

Comett (programme), 3, 41, 42, 56, 951, 991

Comité mixte, 65, 118, 276, 348, 567, 574-576, 614, 670, 934, 957, 1000-1002

comitologie, 527-529, 531, 532, 629

Commission c/ Conseil dite Aff. des Préférences tarifaires généralisées, Aff. 45/86, 49, 51, 215, 1005

Commission c/ Conseil, AETR, Aff. 22-70, 68, 409, 1005

Commission c/ Conseil, Aff. C-155/91, 411, 1005

Commission c/ Conseil, Aff. C-211/01, 241, 242, 411, 1006

Commission c/ Conseil, Aff. C338/01, 241, 411, 1006

Commission c/ Conseil, Aff. C94/03, 241, 242, 411, 1006

Commission c/ France, Aff. 7-71, 133, 1005

Commission des CE c/ Conseil des CE dite Aff. Erasmus, Aff. 242/87, 30, 49, 1005

Commission des CE c/ Royaume de Belgique, Aff. 293/85, 45, 49, 1005, 1007

Commission des Communautés européennes c/ Conseil de l'Union européenne, Aff. C-370/07, 38, 41, 108, 409, 410, 1007

Commission des Communautés européennes contre Conseil de l'Union européenne, Aff. C-91/05, 158, 227, 236, 237, 243, 249, 411, 1006

Commission européenne, 3, 8, 14, 16-20, 23, 30, 36, 38, 40-45, 47, 49, 51, 53, 54, 58-62, 66, 68, 69, 72, 79, 81, 86, 90, 93, 94, 99, 100-105, 107, 108, 115, 117, 118, 120-124, 127, 128, 131, 133, 135, 145, 147, 149-155, 158, 160, 161, 168, 169, 173, 175, 176, 178, 181, 182, 184, 187, 188, 191-197, 199-205, 209, 215, 218, 221, 222, 226-228, 231, 232, 236-239, 241, 242, 244, 249, 251, 253, 255, 257-260, 263, 265, 266-268, 270, 272-274, 283-286, 288, 290, 295-297, 299-301, 303-306, 309, 310, 313, 315, 327, 328, 330, 331, 333, 334, 341, 348, 350, 354, 359, 360, 364, 373, 375, 377, 380-382, 384-394, 396-410, 413, 415, 419, 420, 423-425, 429-432, 434-442, 444, 446, 447, 450, 451, 453-463, 465, 467, 468, 470-476, 479-482, 485-487, 492, 493, 495-502, 504, 505, 507-515, 517, 518, 521-542, 546-553, 557-563, 565, 566, 570, 575, 577, 578, 583, 586, 590-594, 596-598, 600, 603, 605, 609-612, 614-616, 618, 620-626, 628-637, 641-644, 646-648, 653, 655-657, 661, 664, 666, 668-671, 673-677, 680, 682, 683, 686, 688, 700, 701, 705, 707, 710, 711, 714-717, 719, 720, 727-732, 734-738, 743, 745, 746, 747, 749, 751-755, 757, 760-776, 778-780, 782-784, 786-791, 793, 794, 796-798, 804-809, 811-816, 818, 820, 821, 823, 826, 828-832, 834-846, 848, 849, 853, 863, 864, 866, 868, 869, 871-873, 875-879, 881-884, 896, 897, 903, 906-919, 922, 926, 927, 930, 935-943, 945, 948, 956-959, 967, 970, 972-976, 980, 984, 986-990, 998-1000, 1005-1012, 1014-1020, 1022, 1059
DG DEVCO, 3, 523, 524, 526, 535, 1059
DG EAC, 3, 523, 524, 526, 527, 529, 535, 558, 631, 690, 1019, 1059
DG ECHO, 3, 196, 203, 436, 535
EuropAid, 255, 474, 482, 493, 524, 528, 548, 552, 576, 585, 637, 651, 735, 749, 876, 881, 907, 911, 1000, 1019

Commission européenne / RFA, Aff. C-505/08, 348, 1006

Commission européenne/République française, Aff. C-164/05, 349, 1006

Commission européenne/République française, Aff. C-468/08, 349, 1006

Commission européenne/République hellénique, Aff. C-465/08, 349, 1006

Commission européenne/République Tchèque, Aff. C-203/06, 241, 1006

Commission européenne/Royaume d'Espagne,
Aff. C-136/07, 349, 1006

Commission européenne/Royaume de Belgique,
Aff. C-469/08, 349, 1006

Commission européenne/Royaume Uni de
Grande Bretagne, Aff. C-556/08, 349, 1006

Communauté andine, 175, 396, 927

compétence, 1, 9, 11, 12, 16, 17, 19, 20, 22, 24-31,
35, 36, 38-40, 42, 43, 45, 47, 51, 52, 56-58, 61,
66, 68-75, 78, 80-98, 100, 101, 104, 106-109,
114, 119, 121, 126, 128-138, 140-142, 144, 146,
149, 151, 154-158, 174, 180-182, 184, 189, 203,
205, 206, 208-216, 225, 238, 239, 242, 248, 252,
257, 266, 268, 279, 282, 288, 297, 298, 304,
314, 333, 362, 363, 368, 369, 373, 385, 400,
406, 407, 409, 410, 412, 415, 426-428, 433, 436,
440, 442, 450, 479, 481, 482, 490, 495, 496,
498, 503, 513, 523, 527, 552, 553, 585, 590,
618, 693, 701, 702, 725, 739, 815, 816, 837,
882-884, 891, 893, 898-900, 990, 994, 1059

compétence d'appui, 11, 12, 16, 22, 26, 27, 31, 66,
83, 126, 128-131, 133, 138, 141, 149, 154, 181,
208, 288, 369, 433, 490, 585, 893, 1059

compétence implicite, 20, 36, 38, 98

compétence (ajustement de compétence), 25,
138

compétence partagée particulière, 138, 900

compétence partagée, 22, 27, 29, 58, 73, 84, 87,
98, 100, 128, 131-134, 137, 138, 141, 180, 181,
189, 203, 208, 209, 211-213, 238, 283, 288, 410,
693, 891, 893, 900, 1059

compétence exclusive, 16, 28, 68, 73, 86-88, 130,
133, 134, 138, 205, 206, 209, 210, 212-215, 248,
410, 701, 725, 882, 1059

connexité matérielle, 29, 893

Conseil d'association, 110-113, 120, 258, 384,
566, 568-573, 662, 920-925, 932, 974-976,
1000-1002

Conseil de l'Europe, 8, 12, 15, 16, 18, 84, 96, 97,
104-106, 118, 120, 122, 126, 128, 135, 266, 297,
334, 436, 438, 452, 596-598, 600, 603-607, 609-
612, 614, 618, 620, 635, 644, 672, 723, 743,
812, 830, 889, 893, 957, 1011, 1012, 1059

Conseil de l'UE, 38, 41, 62, 157, 174, 226, 235,
237, 263, 357, 374, 396, 409, 410, 423, 435,
437, 442, 478, 498, 506, 507, 577, 628, 648,
657, 686, 707, 714, 752, 777, 778, 786, 797,
798, 801, 808, 967, 968, 971, 998, 999, 1000,
1009, 1019, 1059

Conseil européen, 11, 21, 53, 99, 159, 202, 231-
233, 240, 243, 283, 297, 300, 308, 311, 325,
327, 354, 361, 379, 382, 383, 389, 401, 413,
422, 442, 447, 460, 462, 464, 480, 485, 498,
505, 512, 513, 534, 590, 591, 593, 613, 617,
619, 648, 752, 764, 768, 834, 837, 847, 935,
940, 964, 970, 972, 976, 983, 1010

contrat OMD, 765, 773, 776, 819, 844, 879, 887,
897

Convention de Lisbonne sur la reconnaissance
des qualifications, 603, 1059

coopération loyale, 27, 365, 901

Corée, 14, 185-187, 217-219, 299, 399, 400, 406,
407, 421, 631, 671, 683, 687-690, 701, 773, 888,
908, 931, 933, 934, 943-945, 997, 1009, 1010,
1018, 1059

Cotonou (accord), 201, 237, 238, 241, 311, 423,
465, 508, 519, 573, 578, 664-666, 714, 720, 791,
826, 881, 906, 932, 995-997

Cour des comptes, 107, 282, 291, 299, 387, 388,
558, 820, 842, 843, 844, 882, 984, 985

D

Dakar, 148, 169, 171, 174, 194, 405, 446, 461,
653, 711, 712, 715, 726, 729, 730-732, 736, 740,
778, 814, 832, 851, 852, 854, 855, 869, 876,
1000, 1015, 1018, 1019, 1022, 1059

déclaration de Dakar, 713

sommet de Dakar, 731

déclaration de Santiago, 721

Délégation de l'UE, 498, 514, 537, 539, 540, 558,
811, 821, 830, 843, 1000

demandeurs d'asile, 302, 304, 305, 306, 311, 314-
318, 326, 350, 355, 364, 515, 921, 931, 932,
936, 949, 962, 980, 1059

dialogue, 24, 25, 35, 66, 124, 127, 166, 170, 175,
176, 178, 185, 187, 198, 231, 255, 286, 289,
309, 359, 373, 377, 380, 381, 383, 389, 395,
396, 398, 401, 408, 417-420, 462, 464, 475, 476,
497, 499-501, 505, 506, 508, 510, 511, 513, 514,
517, 518, 522, 524, 527, 539, 546, 548, 552,
555, 566, 568, 573, 574, 576, 577, 578, 581,
611, 616, 619, 620, 622, 624, 628, 633, 638,
639, 664, 673, 676-678, 682-685, 714, 722, 724,
748, 753, 754, 760, 770, 779, 791, 799, 806,
809, 810, 818-821, 823-825, 828-830, 837, 839,
841, 844, 846, 868, 878, 884-888, 890, 892, 895,

896, 910, 913, 927, 933, 974, 980, 986, 989, 992, 993, 997, 998, 1020, 1059

dialogue politique, 166, 170, 175, 176, 178, 185, 377, 380, 381, 389, 396, 398, 417, 418, 462, 497, 501, 505, 508, 511, 522, 524, 548, 555, 566, 568, 573, 576, 577, 611, 624, 638, 639, 664, 677, 678, 683, 684, 714, 724, 753, 754, 760, 779, 799, 806, 810, 824, 830, 837, 868, 884, 887, 895, 896, 927, 933, 992, 993, 997

dialogue structuré, 577, 998

diplômes, 12, 15-20, 30, 52, 54, 81, 84, 85, 87, 90, 95, 100, 101, 103, 123, 135, 186, 220, 302, 307, 310, 312, 319, 320, 323, 325, 326, 329, 333-337, 339-341, 343-345, 347-350, 365, 385, 397, 409, 414, 419, 430, 431, 452, 464, 486, 560, 564, 574, 591, 595-603, 610, 611, 615, 626, 629, 650, 660, 665, 669, 672, 673, 675, 677, 681, 683, 684, 687, 689, 690, 699, 700, 714, 718, 720, 721, 723, 724, 847, 848, 889, 890, 901, 906-908, 944, 945, 949, 974, 1011, 1017, 1022, 1059

diplômes conjoints, 15, 334, 596, 599, 611, 673, 677, 683, 685, 689, 690, 724, 901, 944, 945

directive européenne, 16, 52, 94, 130, 206, 208, 251, 253, 257, 301, 304-306, 308, 310-323, 325, 326, 328-334, 336, 337, 339-350, 352, 358, 365, 453, 516, 521, 597, 608, 647, 703, 705-707, 900, 908, 913, 917, 925, 926, 930-932, 934, 936, 937, 939-941, 949, 967, 974, 979-982, 986-988, 1059

Doha (cycle), 224, 424, 692, 693, 695, 697, 701, 710, 711, 724, 734, 737, 750, 752, 764, 773, 870, 889, 1059

droit à l'éducation, 12, 23, 78, 82, 95, 97, 105, 106, 134, 136, 138, 150, 151, 160, 190, 218, 226, 245, 247, 302-304, 306, 310-319, 321, 354, 364, 392, 454, 455, 466, 478, 479, 509, 510, 569, 665, 733, 735, 741, 754, 755, 757, 833, 883, 894, 902, 1016, 1019, 1059

droits de l'enfant, 8, 12, 13, 18, 21, 44, 63, 78, 80, 97, 106, 123, 124, 135, 151, 160, 169, 171, 188, 190-192, 194-196, 199, 200, 203, 218, 226, 227, 238, 245, 250, 255, 257, 261, 262, 277, 303, 306, 310, 314-321, 329, 351-353, 356, 358, 361, 364, 383, 386, 392, 400, 403, 405, 436, 437, 442, 444, 446, 447, 449, 455, 461, 462, 466-468, 472, 478, 479, 482, 493, 507, 510, 515, 538, 543-545, 547, 579, 665, 709, 729-733, 735, 737, 738, 740-744, 746-748, 751, 757-760, 765-767, 782, 833, 836, 849, 852, 853, 857, 859, 861, 865, 868, 871, 872, 885, 915, 917, 924, 939, 950, 955, 956, 958-962, 969, 970, 976, 980, 983, 1002-1004, 1012, 1059

E

EACEA (agence exécutive), 3, 30, 100, 122-124, 437, 439, 535-537, 546, 557, 586, 621, 624, 675, 681, 689, 690, 714, 716, 717, 719, 943-945, 1059

économie de la connaissance, 1, 8, 11, 13, 23, 31, 50, 85, 91, 99, 100, 128, 129, 139, 155, 205, 218, 219, 221, 283, 284, 297, 308, 324, 363, 371, 379, 425, 427, 453, 490, 495, 516, 581, 585, 590, 592, 593, 615, 619, 640, 644, 658, 671, 673, 686, 691, 699, 711, 724, 835, 870, 889, 893, 894, 899, 1059

ECTS, 3, 101, 103, 334, 440, 564, 596, 599, 610, 625, 675, 723, 872

ECVET, 3, 117, 429, 440, 670, 930, 939, 971

éducation à l'environnement, 177, 266-268, 270, 276, 362, 418

éducation à la démocratie, 8, 96, 243, 249, 470, 753, 754, 1059

éducation au développement, 63, 162, 163, 167, 171, 179, 272, 375, 423, 435, 439, 441-446, 490, 492, 500, 507, 511, 522, 540-542, 577, 739, 800, 829, 895, 899, 943, 961, 969, 984, 998, 1059

éducation aux droits de l'Homme, 231, 249, 391, 402, 580, 664

éducation et formation tout au long de la vie, 3, 310, 393, 394, 439, 441, 486, 487, 531, 540, 618, 945

éducation inclusive, 30, 282, 439, 446-448, 557, 727, 749, 895, 910, 1059

éducation informelle, 8, 59, 107, 122, 126, 196, 263, 436, 438, 441, 620, 665, 698, 743, 764, 961, 1059

éducation non formelle, 8, 96, 107, 122, 123, 138, 141, 193, 250, 386, 435-439, 441, 697, 736, 743, 749, 840, 891, 1012, 1059

Education Pour Tous, 3, 149, 160, 163, 182, 194, 247, 405, 451, 459, 461, 711, 726, 729-731, 736, 737, 740-742, 746, 749, 755, 759, 762, 767, 778, 779, 781, 783-785, 787, 788, 791, 799, 810, 814, 815, 824, 827, 832, 838, 840, 841, 843, 847, 851-858, 863-865, 869, 870, 872, 873, 876-880, 886, 888, 890, 900, 905, 909, 1017, 1018, 1059

éducation sanitaire, 254, 259, 418, 747

Edulink (programme), 403, 426, 486, 537

EEE (espace économique et européen), 3, 42, 62, 65, 73, 118, 122, 123, 250, 257, 261, 264, 272, 276, 286, 289, 334, 335, 348, 423, 431, 432, 440, 444, 574-576, 595, 596, 598, 604-606, 612, 617, 620, 627, 667, 669, 670, 934, 943, 957, 992, 1000-1002, 1059

égalité, 3, 12, 18, 35, 53, 70, 71, 74, 75, 77, 78, 80, 92, 95, 127, 152, 161, 164, 190, 226, 231-233, 243, 244, 262, 265, 305, 306, 309, 310, 312-314, 319-323, 347, 349, 359, 361, 364, 367, 375, 385, 396, 403, 405, 416, 422, 428, 443, 447-475, 478, 481-483, 493, 500, 511, 512, 541, 554, 569, 574, 582, 585, 588, 629, 643, 664, 679, 702, 716, 720, 731, 733, 735, 741, 746, 757, 762, 763, 775, 777, 778, 791, 807, 852, 853, 855, 856, 860, 865, 871, 912, 913, 915-917, 935, 936, 941, 942, 947, 949, 950, 953, 959, 961, 969, 979, 987, 1004, 1007, 1012, 1059

égalité des genres, 3, 70, 74, 75, 77, 233, 385, 422, 448-453, 455-457, 459-465, 469-471, 473, 474, 478, 483, 493, 585, 716, 735, 762, 763, 775, 778, 855, 916, 953, 969, 979, 1004, 1007, 1059

accès à l'éducation, 9, 20, 71, 78, 147, 163, 170, 171, 176, 190, 240, 255, 262, 305, 309, 310, 312, 313, 315, 316, 319-322, 341, 358, 364, 385, 393, 399, 451, 457, 461, 483, 538, 543, 642, 644, 663, 665, 668, 714, 730, 738, 744, 752, 755, 756, 757, 760, 762, 855, 861, 862, 865, 876, 885

e-learning, 251, 431, 527, 977

ENIC NARIC, 334, 596-603, 605, 609, 644, 704, 723, 1012, 1021, 1059

Erasmus (programme), 30, 40-43, 45, 49-56, 60, 65, 68, 72, 81, 90, 91, 100, 102, 104, 112, 115, 117, 118, 120, 125, 127, 168, 187, 193, 244, 250, 286-289, 356, 357, 364, 380, 381, 383, 384, 386-388, 397, 398, 401, 403, 404, 408, 416, 419, 421, 426, 432, 436-438, 441, 456, 484-487, 502, 504-506, 508, 516, 521, 523, 524, 526, 527, 529-535, 537, 539, 541, 545, 594, 598, 616-618, 623, 624, 626-638, 640, 666, 677-679, 683, 685, 688, 709, 715, 717-720, 722, 766, 834, 874, 876, 898, 910, 917, 918, 930, 933, 936, 939, 944, 948, 951, 952, 959, 960, 966, 969, 976, 984, 986, 987, 991, 1008-1010, 1020, 1059

Erasmus + (programme), 60, 65, 118, 125, 244, 286, 289, 364, 381, 384, 397, 404, 409, 426, 432, 436-438, 441, 456, 484-487, 502, 504, 523, 524, 526, 532-535, 537, 539, 541, 594, 617, 627, 630, 631, 636-638, 677-679, 683, 688, 719, 720,

766, 834, 874, 898, 910, 917, 933, 948, 1010, 1059

Erasmus Mundus (programme), 60, 68, 90, 91, 102, 115, 117, 125, 127, 168, 187, 193, 287, 288, 380, 383, 384, 386-388, 397, 398, 403, 408, 416, 419, 421, 426, 456, 485, 486, 505, 506, 516, 524, 526, 527, 529-532, 537, 616, 617, 623, 624, 626-637, 640, 666, 685, 709, 715, 717, 719, 720, 874, 876, 930, 936, 939, 944, 959, 960, 966, 987, 1008-1010, 1059

Espace de liberté, de sécurité et de justice, 3, 28, 77, 251, 302, 350, 352-354, 356, 361, 364, 365, 367, 705, 907, 914, 969, 974, 976, 980

EEER, 3, 31, 99, 122, 128, 251, 283, 285, 297, 298, 301, 302, 308, 323, 324, 334, 338, 348, 362, 363, 365, 367, 368, 385, 389, 390, 392, 409, 429, 432, 438, 439, 516, 517, 542, 550, 560, 561, 564, 565, 588, 589, 591, 592, 594, 595, 615, 629, 634, 649-653, 671, 673, 678, 684, 691, 693, 694, 700, 703, 709, 712, 713, 715, 720, 893

EEES, 3, 10, 15, 22, 87, 101, 103, 284, 298, 332, 342, 595-600, 602-605, 607, 609-617, 619, 623, 635, 644, 672, 673, 723-725, 886, 889, 890, 895, 897, 900-902, 1059

EER, 3, 73, 282-284, 293-295, 298, 301, 615, 654, 687, 914, 925, 1059

Espagne c/ Conseil, Aff. C-36/98, 411, 1006

Etat belge c/ René Humbel et Marie-Thérèse Edel, 47, 50, 51, 706, 1005

Etats-Unis, 64, 100, 110, 111, 113, 115, 117, 176, 178, 204, 221, 299, 407, 430, 433, 517, 605, 614, 632, 634, 639, 651, 653, 671, 673-679, 682, 694, 708, 709, 721, 773, 812, 835, 910, 914, 919, 920, 924, 929, 935, 938, 943, 944, 952, 953, 955, 973, 976, 977, 985, 992, 995-998, 1059

ATLANTIS, 675, 943, 944
programme Schuman-Fulbright, 676

Etudiant, 43, 46, 103, 206, 309, 326, 329, 332, 334, 374, 436, 561, 693, 704, 708, 711, 825, 902

étudiant étranger, 43, 100, 327, 329, 560, 634, 647, 902

statut de l'étudiant, 22, 84, 324, 326, 906

EULAC, 3, 713, 718-721, 724, 901, 1059

Euromed Jeunesse (programme), 384, 387, 505, 619

EURONEST, 3, 578, 581, 905, 1004, 1059

Europass, 27, 60, 431, 432, 437, 438, 440, 561, 597, 872, 959, 986

Europe 2020, 11, 19, 26, 30, 69, 124, 264, 284, 286, 291, 350, 390, 408, 427, 429, 437, 445, 447, 455, 458, 480, 487, 507, 511, 524, 533, 559, 591-594, 611, 648, 659, 666, 701, 723, 727, 742, 749, 751, 756-758, 834, 869, 870, 873, 877, 886, 888, 890, 894, 898, 900, 917, 918, 969, 972, 982, 983, 1059

F

FAO, 3, 104, 298, 731, 746, 748, 759, 886, 905, 1018

FAST Track Initiative, 3, 160, 778, 779, 782

FED, 3, 201, 238, 402, 504, 525, 526, 579, 580, 634, 668, 765, 772, 826, 827, 843, 868, 928, 947, 1003, 1004, 1021

Fondation européenne pour la formation, 3, 30, 60, 61, 380, 383, 385, 439, 550-559, 562, 583, 660, 661, 819, 824, 896, 897, 907, 908, 930, 935, 945-947, 990, 1059

Forcheri et Marisa Marino, épouse Forcheri c/ Etat belge et Absl Institut supérieur de sciences humaines appliquées, 43, 72, 80, 1005

G

GATS, 3, 206-208, 210, 691-693, 697, 705, 1013, 1059

Gravier c/ Ville de Liège, Aff. 293/83, 40, 43, 72, 80, 900, 909, 1005

H

harmonisation, 20, 27, 30, 35, 58, 66, 69, 77, 86, 92, 94, 101, 130, 135, 171, 206, 208, 214, 230, 265, 303, 324, 325, 327, 331, 333, 334, 450, 451, 486, 489, 538, 601, 653, 684, 715-718, 785, 789, 791, 796, 797, 806, 810-814, 821, 823, 827, 832, 837, 840, 841, 887, 888, 1015, 1022, 1059

Hauptzollamt Bremerhaven contre Massey-Ferguson GmbH, aff.8-73, 215, 1005

Haut Représentant, 498, 504, 505, 512, 513, 577, 900, 940, 999, 1059

Hocsman c/ Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, 338-345, 1006, 1007

Horizon 2020 (programme), 283-285, 288, 289, 291, 296, 299, 656, 688, 719, 720, 746, 933, 948, 957, 985, 988

I

IAP, 3, 188, 389, 391, 394, 462, 524, 526, 551, 552, 606, 634, 638, 927, 948

ICD, 3, 309, 377, 378, 395, 396, 398, 405, 408, 479, 524-526, 541, 542, 623, 634, 638, 646, 664, 753, 827, 843, 942

ICI, 3, 406-408, 526, 634, 689, 944

IEV, 3, 309, 380, 384, 388, 524-526, 551, 552, 623, 634, 638, 979

immigration, 77, 187, 220, 286, 302-311, 322, 325, 350, 352-354, 361, 364, 415, 521, 581, 775, 916, 926, 970, 977, 978, 980, 989, 1059

IMOA, 3, 767, 778-782, 843, 851, 853, 858, 1059

Institut européen de technologie, 3, 283, 289, 403, 426, 453, 550, 559, 560, 563-565, 583, 896, 910, 933, 1020, 1059

intégration, 9, 17, 19, 23, 27-29, 32, 35, 36, 59, 63, 69, 78, 79, 82, 94, 96, 125, 147, 152, 156, 162, 165, 168, 170, 172, 173, 175, 183, 193, 199, 204, 205, 220, 226, 238, 239, 241, 243, 245, 247, 252, 255, 256, 262, 264, 267, 272, 279, 280, 287, 289, 290, 303, 305-310, 312, 317, 324, 327, 354, 355, 359, 361, 362, 369, 377, 381, 393, 396, 397, 399, 401, 402, 422, 431, 432, 435, 442, 446, 449, 452, 456, 460, 463-465, 474, 476, 477, 483-486, 496, 503, 508, 517, 524, 540, 541-543, 545, 546, 560, 563, 575, 581, 585, 588, 619, 621, 636, 637, 642, 643, 649, 652, 658, 664, 665, 670, 679, 692, 702, 704, 710, 711, 713-715, 717, 720, 723, 727, 732, 733, 735, 737-739, 742, 751, 764, 775, 777, 792, 807, 821, 829, 837, 850, 874, 879, 890, 901, 908, 910, 913, 922, 927, 946, 956, 959, 961, 965, 968, 977, 978, 981, 1004, 1008, 1059

IPED, 3, 404

IPI, 3, 408, 631, 688-690, 938, 943, 944, 945

J

Japon, 59, 204, 296, 299, 400, 406, 407, 486, 614, 631, 632, 634, 671, 683, 686-690, 694, 701, 773, 778, 780, 783, 943-945, 956, 997, 1000, 1020, 1021, 1059

Jeunesse (programme), 52, 65, 85, 107, 111-113, 117-126, 267, 268, 286, 287, 300, 359, 374, 384, 386, 387, 390, 393, 398, 403, 413, 432, 435, 437, 439, 440, 485, 486, 496, 504, 507, 527, 529, 531, 537, 570, 593, 618-620, 622, 630, 667,

870, 918, 919, 923-925, 927, 929-932, 935, 943-945, 951, 956-960, 962, 964, 965, 966, 968, 969, 971, 975-977, 981, 985, 987-989, 993, 997, 1059

Jomtien (déclaration), 145, 729-731, 736, 754, 851-853, 1016-1018, 1059

K

Kaufring e.a c/ Commission, 882, 1006

L

Lair contre Universität Hannover, 48, 1007

Leonardo da Vinci (programme), 60, 100, 111, 114, 244, 287, 300, 384, 390, 413, 432, 456, 484, 503, 537, 552, 569, 618, 638, 667, 834, 935, 953, 984, 988, 993

libéralisation des services, 9, 207, 248, 693, 700, 701, 703, 704, 707, 708, 710, 711, 725, 1059

libre circulation de la connaissance, 324, 704, 900, 1059

Lisbonne

stratégie de Lisbonne, 50, 60, 308, 323, 425-427, 440, 445, 453, 454, 480, 485, 516, 588, 594, 648, 651, 752, 756, 757, 834, 914, 976
processus de Lisbonne, 75, 452, 453, 456, 484, 591, 593, 595, 602, 641, 643, 644, 646, 648, 650, 654, 666, 698, 703, 751, 1059

LMD (système), 3, 92, 101, 386, 625, 684, 714, 906

Lomé (accord), 104, 442, 663, 990, 991, 993

M

Malcolm Brown c/ Secretary of State og Scotland, 48, 50, 1005

Marie Skłodowska-Curie, 404, 718

Mayeur/Ministère de la santé et des solidarités, 342-344, 1007

Media Mundus (programme), 60, 403, 626, 960

Méditerranée, 3, 185, 231, 233, 244, 273, 276, 277, 279, 335, 380, 382-385, 388, 463, 464, 505, 508, 510, 521, 522, 558, 601, 602, 614, 619-623, 625, 637, 638, 659, 662, 707, 826, 906, 916, 919, 931, 934, 940, 951, 964, 974, 979, 984, 988, 989, 994, 1010, 1014, 1017, 1018

Maroc, 273, 380, 385, 386, 539, 540, 554, 573, 614, 622, 623, 632, 662, 822, 835, 909, 910, 939, 940, 941, 994, 999, 1001

Tunisie, 273, 332, 380, 385-387, 464, 465, 554, 566, 573, 614, 622, 623, 632, 653, 850, 940, 1001, 1022

Mercosur, 396, 417, 418, 517, 518, 652, 703, 985, 992

mesures restrictives, 233-235, 249, 351, 379, 478, 947, 963, 966, 1059

N

Neri contre European School of Economics, 207, 1006

Nouvelle Zélande, 296, 406, 407, 486, 605, 614, 631, 653, 671, 683-686, 688, 690, 694, 827, 943, 945, 956, 999, 1008-1010, 1059

NTIC, 3, 9, 10, 14, 92, 205, 258, 281, 290, 297, 431, 432, 484, 563, 575, 579, 636, 642, 645, 670, 675, 682, 687, 691, 692, 699, 707, 710, 712, 720, 737, 738, 751, 871, 927, 959, 977

NYERERE (programme), 401, 403, 404, 653, 666, 714-718, 944, 945, 999

O

Objectifs du Millénaire pour le développement, 3, 96, 104, 136, 147, 148, 153, 156, 160-163, 173-175, 182, 225, 247, 251, 252, 254, 270, 307, 361, 362, 363, 367, 368, 381, 395, 397, 399, 400, 402, 403, 405, 420, 424, 451, 457, 459, 460, 461, 465, 467, 468, 473, 481, 508, 525, 538, 542, 544, 548, 642, 645, 651, 664, 711, 724, 729, 732, 733, 736, 743, 744, 746, 749-751, 753-758, 760-779, 784-786, 788, 789, 791, 798, 799, 802, 804, 805, 808, 811, 816, 819, 820, 825-827, 830, 836-841, 844, 847, 851, 853, 858-861, 863, 864, 866, 869, 870, 876-879, 886-888, 890, 898, 900, 911, 914, 939, 943, 977, 1004, 1015, 1016, 1059

OCDE, 3, 9, 12, 18, 63, 105, 266, 290, 378, 395, 407, 471, 481, 544, 598, 618, 635, 691, 764, 787, 789, 791, 794-796, 806, 812, 823, 826, 835, 836, 840, 841, 845, 847-850, 853, 861, 863, 885, 905, 909, 1011-1013, 1017, 1059

OLAF, 3, 882, 941, 1009, 1019

OMC, 3, 204, 205, 208, 210, 218, 224, 225, 248, 581, 658, 691-703, 708, 709, 725, 893, 932, 1003, 1013, 1014

OMS, 3, 220, 253, 261, 264, 298, 362, 468, 469, 743, 744, 746, 851, 853, 860, 905, 1016

ONG, 3, 31, 106, 107, 188, 192-195, 231, 262, 266, 278, 279, 438, 443, 461, 472, 474, 499, 500, 520, 524, 541, 542, 544, 548, 576, 579, 582, 602, 664, 743, 755, 776, 792, 793, 808, 811, 829-833, 851, 881, 883, 888, 896, 905, 942, 943, 946, 966, 1017-1019, 1022, 1059

ONU, 3, 84, 102, 104, 147, 192, 206, 245, 254, 266, 273, 461, 507, 579, 726, 744, 776, 849, 893, 980, 1003

OSC, 3, 25, 31, 541, 542, 544, 576, 577, 881, 896

P

PAP, 3, 335, 379, 389, 391, 604

Parlement c/ Conseil, Aff. C-164/97 et C-165/97, 411, 1006

Parlement c/ Conseil, Aff. C-271/94, 51, 1005

Parlement c/ Conseil, Aff. C-316/91, 131, 1005

Parlement c/ Conseil, Parlement c/ Commission, Aff. Jointes C-181/91 et C-248/91, 131, 1005

Parlement européen, 19, 23, 30, 35, 36, 43, 58, 60-62, 64-70, 75, 78, 79, 90, 91, 93, 94, 99, 101, 103, 106, 110-113, 115, 117-127, 133, 135, 149, 153, 154, 156, 160-169, 172-175, 179, 181, 184-187, 191, 194, 197, 198, 201, 203-205, 214, 217-219, 223, 231-233, 237, 242, 244-246, 250, 251, 253, 254, 256-261, 263, 264, 266-268, 270-280, 282-293, 295, 296, 298, 299, 301, 303, 305-310, 313, 315-323, 325-328, 331, 334, 342, 343, 347, 348, 351, 352, 354, 356, 358, 359, 363, 377-385, 387-390, 393-397, 402, 405-408, 410, 415, 421, 422, 424, 426-432, 435-442, 444, 446, 450, 451, 453, 454, 456-460, 462, 463, 465, 467, 471, 473, 474, 476, 478-480, 485-487, 493, 495-498, 502, 503, 504-511, 513, 515, 516, 521-524, 527, 529-534, 539, 540, 542, 548, 550, 552, 553, 558, 559, 563, 565, 575, 577, 578, 581, 591, 597, 609, 613, 616, 618, 620, 623, 626, 629, 631, 633-635, 637, 638, 641, 645, 646, 654-657, 668, 670, 671, 676, 682, 701, 702, 705, 706, 711, 735, 737, 745, 746, 753, 754, 757, 761, 763, 765, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 798, 806, 807, 808, 811-814, 816, 818, 819, 826, 828, 830, 838, 846, 873-876, 881, 883, 884, 887, 912-916, 918, 919, 922, 924-943, 946-950, 953, 957-960, 964-967, 971-989, 1006, 1011, 1014, 1059

Parlement européen c/ Conseil de l'UE Aff. C-155/07, 410, 1006

Pavlov et Famira, 349, 1007

pays candidats, 64, 71, 94, 99, 112, 115, 122-124, 184, 261, 264, 275, 278, 296, 356, 357, 389, 392, 394, 405, 431, 432, 440, 458, 462, 507, 556, 560, 562, 595, 604, 613, 617, 620, 627, 654, 661, 678, 683, 866, 867

pays en voie d'adhésion, 172, 264, 356, 357, 557

pays et territoires à revenu élevé, 167, 168, 175, 217, 406-408, 931, 938, 939, 947, 948, 967, 980, 981, 1059

pays industrialisés, 124, 155, 167, 168, 175, 187, 206, 217, 220-222, 406-408, 486, 526, 537, 631, 657, 659, 671, 682, 683, 688, 690, 694, 711, 713, 724, 732, 764, 851, 915, 924, 931, 938, 939, 943, 946-948, 967, 980, 981, 1059

pays les moins avancés, 3, 147, 399, 405, 541, 692, 729, 761, 767, 770, 775, 792, 826, 1013

pays les plus fragilisés, 778, 839

pays voisins, 68, 87, 101, 122-124, 260, 264, 295, 296, 356, 378, 381, 384, 385, 389, 439, 458, 463, 486, 511, 521, 554, 557, 562, 618-620, 624, 638, 639, 654, 662, 701, 723, 914, 943-945

PCD, 3, 379, 395, 396, 404

PECO, 3, 21, 327, 334, 596, 598, 619, 621, 659

personnes déplacées, 164, 196, 199, 201, 202, 303, 304, 311, 318, 350, 355, 364, 918, 920, 921, 949, 962, 973, 1059

PEV, 3, 335, 378-389, 463, 568, 604, 606, 613, 614, 618, 620, 624, 683, 883, 915, 932, 938

PMA, 3, 399, 405, 692, 729, 770, 826

primauté, 27, 641, 793, 1059

procédure législative ordinaire, 30, 66, 94, 135, 137, 182, 184, 189, 203, 205, 214, 270, 303, 352, 451, 498, 503, 504, 508, 512, 705, 706

programme Jean Monnet, 447, 484, 541, 545, 546, 618, 636

progressivité, 24

Projet de Traité instituant une constitution pour l'Europe

I-12, 130, 132

I-14, 131, 132

I-17, 68, 130, 1007

I-18, 69, 133
III-117, 76
III-282, 95, 135

proportionnalité, 16, 26-28, 62, 83, 87, 88, 91, 137, 283, 314, 328, 368, 478, 502, 626, 936, 1059

PTOM, 3, 659, 667-669, 917

Q

qualifications, 15, 27, 92, 105, 186, 220, 250, 265, 310, 320, 323, 334-336, 339, 341, 342, 344, 347-350, 385, 393, 394, 414, 419, 426, 431, 432, 435, 437, 438, 440, 450, 452, 458, 506, 553, 557, 559, 561, 562, 564, 596-606, 608, 609, 611, 615, 625, 636, 637, 672, 676, 677, 688, 689, 717, 723, 738, 840, 852, 855, 865, 868, 939, 941, 950, 951, 959, 961, 986, 990, 1002, 1012, 1017, 1059

qualité

ENQA, 3, 600, 610-612, 846

évaluation, 10, 11, 25, 63, 84, 90, 92, 117, 174, 191, 230, 253, 256, 257, 262, 267, 274, 275, 283, 291, 320, 333, 342, 345, 351, 363, 387, 390, 393, 403, 406, 421, 423, 429, 436, 438, 441, 447, 460, 462, 463, 471, 473, 476-478, 481, 482, 485-487, 529, 530, 535, 537, 543, 551, 552, 554-556, 565, 566, 570, 603, 608, 610, 611, 616, 624, 627, 628, 631, 632, 635, 653, 656, 661, 676, 679, 682, 695, 701, 703, 713, 716, 718, 724, 727, 744, 745, 752, 756, 760, 762, 765, 768, 772, 776, 778, 784, 786, 789, 791, 793, 794-796, 799, 818, 819, 822-824, 826, 833-835, 838-847, 850-853, 855, 857, 861-870, 872-875, 880, 881, 883, 885-888, 896, 897, 910-912, 922, 924, 935-937, 939, 968, 971, 979-981, 984, 986-988, 999, 1010-1013, 1020, 1059

IDE, 3, 701, 856, 857, 888

indicateurs, 11, 16, 25, 92, 162, 201, 256, 284, 386, 387, 447, 454, 463, 467, 468, 473, 475, 480, 515, 539, 555, 561, 665, 703, 713, 721, 732, 733, 738, 743, 744, 765, 779, 796, 800, 802, 808, 817, 822, 823, 838-840, 842-845, 847-875, 881, 885, 887, 888, 892, 895, 897, 915, 968, 986, 1013, 1017, 1018, 1059

qualité (assurance), 10, 11, 13, 15, 20, 23, 25, 29, 30, 35, 36, 40, 49, 50, 56, 68, 70-75, 77, 79, 82, 84-86, 90-92, 95, 97, 103, 104, 112, 115, 117, 127, 128, 134-137, 140, 144, 147, 152, 161, 170, 171, 174, 201, 206, 208, 219, 231, 233, 243, 249, 255, 256, 262, 263, 265, 281, 287, 290, 293, 296, 297, 301, 307-309, 324, 326, 334, 335, 337, 360, 362, 363, 383, 385, 386, 396-398, 404-406, 409, 419, 422, 426, 429-432, 438, 440, 442, 446-448, 450, 452, 453, 455, 456, 471, 473, 476, 481, 483, 484, 486, 488, 490, 493, 495, 501,

503, 509, 512, 515, 516, 521, 523, 524, 526, 527, 532, 537, 538, 541, 544, 546, 554, 555, 557-562, 564, 575, 582, 583, 585, 586, 588, 594, 596, 599-602, 607, 609-612, 615, 616, 620, 624-630, 633-637, 641-643, 645, 647, 650, 651, 657, 658, 665, 668, 670-675, 677, 678, 680-683, 685, 689, 691, 694, 698, 699, 702, 703, 708, 709, 713, 716-718, 720, 721, 723, 724, 726, 727, 729-731, 734, 737-739, 741, 742, 749, 756, 757, 759-762, 766, 769-771, 773, 775, 781, 783-787, 792, 818, 820-822, 826, 833-835, 839-847, 851-855, 857, 860-862, 865, 868, 870-872, 874, 879, 881, 885-890, 892, 893, 895-897, 899, 901, 902, 910, 918, 920, 926, 928, 930, 939, 959, 960, 965, 966, 968, 970, 971, 974-978, 986, 987, 999, 1013, 1016, 1017, 1019, 1059

R

réfugiés, 165, 176, 177, 178, 192, 195, 196, 198, 199, 200, 233, 254, 303, 304, 305, 307, 309-311, 319-321, 341, 347, 348, 350, 354, 355, 364, 424, 509, 515, 517, 884, 919, 921, 922, 926, 927, 949, 950, 959, 962, 970, 973, 977, 986, 990-995

Royaume-Uni c/ Conseil, Aff. C-84/94, 36, 1005

RSE, 3, 248, 421

Russie, 122, 222, 223, 232, 296, 380, 415, 510, 517, 522, 554, 606, 610-612, 622, 624, 632, 778, 780, 783, 850, 919, 964, 974, 987, 989, 993

S

Salomone Haim contre Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein, 336, 338, 1005

sécurité juridique, 33, 38, 39, 68, 153, 332, 503, 755, 900

société civile, 3, 15, 24, 25, 29, 162, 171, 174, 188, 230, 231, 232, 235, 238, 285, 289, 352, 358, 374, 382-384, 389, 392, 401, 404, 405, 416, 417, 420, 437, 442, 443, 445, 478, 479, 495, 499, 500, 501, 508, 513, 514, 517-520, 534, 537, 540-544, 547, 550, 555, 557, 566, 568, 573, 576, 578, 582, 583, 586, 595, 665, 678, 729, 738, 747, 754, 776, 791, 792, 795, 799, 801, 808, 809, 811, 818, 825, 828-830, 832, 843, 888, 894, 896, 918, 983, 987, 988, 1002, 1005, 1015, 1059

Socrates (programme), 71, 86, 100, 111, 113, 120, 287, 300, 359, 390, 413, 432, 456, 503, 515, 521, 569, 570, 575, 667, 670, 840, 919, 924, 925, 935, 953, 957, 958, 965, 975, 985, 988, 993

soft power, 889, 890, 902

subsidiarité, 16, 17, 26-29, 58, 66, 68, 69, 81, 83, 85-90, 101, 137, 208, 283, 314, 328, 368, 452, 502, 626, 657, 894, 896, 907, 936, 1059

Sürül contre Bundesanstalt für Arbeit, 569, 1006, 1007

T

Tawil-Albertini contre Ministre des affaires sociales, 336-338, 1005

TCE, 3, 10, 20, 35, 51, 52, 55, 57, 58, 60-62, 64, 67-77, 83, 85, 86, 92-94, 98, 99, 101, 104-106, 109, 112, 115, 119, 121, 124, 126, 133, 135, 140, 146, 148, 150-154, 156, 157, 159, 160, 162, 164-166, 168, 169, 172-183, 186-190, 200, 208, 210, 211, 213-216, 219-223, 236, 242, 250-254, 256, 258-261, 264, 266-275, 277-279, 281-283, 285, 288, 290-294, 296-304, 306, 307, 309-311, 316, 321, 325-328, 333, 339, 341, 342, 347, 350, 351, 353, 358, 360, 410, 412-415, 417-422, 427, 428, 431, 433, 435, 450, 451, 454, 456, 478, 498, 501, 503, 509, 552, 553, 560, 573, 574, 578, 633, 655, 659, 661, 663, 667-670, 704, 705, 708, 709, 826, 882, 884, 927, 955, 965, 966, 1059

3 TCE, 20, 39, 40, 57, 59, 70-72, 74, 75, 77, 84-86, 98, 101, 104, 106, 141, 148, 156, 209, 488, 619

5 TCE, 16, 88, 211, 409

63 TCE, 303, 304, 306, 307, 311-314, 316, 318, 319, 322, 326, 328, 341, 348, 350, 355

126 TCE, 20, 57, 58, 64, 66, 70, 81, 83, 85, 88, 107, 109, 111, 120, 121, 285, 429, 430

127 TCE, 57-59, 64, 67, 110, 120, 413, 427, 430, 503

133 TCE, 188, 205, 209-212, 215, 216, 219, 220, 221, 275, 409, 414, 420, 478

149 TCE, 29, 31, 35, 37, 60, 66, 71, 72, 83, 85, 86, 93, 95, 97, 98, 107, 109, 112, 119, 120, 122-126, 134, 135, 138, 142, 144, 153, 154, 193, 250, 257, 268, 275, 285, 290, 295, 298, 300, 304, 411-413, 415, 416, 427, 428, 430, 431, 432, 437, 628, 631, 898

150 TCE, 58, 61-64, 67, 112, 257, 263, 284, 290, 300, 413, 427, 430, 431, 433, 553, 590

152 TCE, 251-254, 257, 259, 261, 300, 413

166 TCE, 283, 284, 288, 290, 291, 293, 295, 413

170 TCE, 283, 296-301

174 TCE, 221, 257, 265-269, 271, 274, 275, 300

175 TCE, 268-271, 274, 277-279, 413, 1059

177 TCE, 74, 106, 146, 148, 150, 152, 153, 155, 156, 160, 162, 180, 181, 215, 227, 240, 252, 254, 268, 271, 490, 726, 1059

178 TCE, 152, 154-156, 159, 179, 423

179 TCE, 159, 164, 168, 169, 172, 180, 182, 191, 200, 201, 279, 409, 410, 420

180 TCE, 159, 162, 163, 173, 174, 181, 182

181 TCE, 98, 156, 159, 160, 162, 168, 169, 173-176, 179, 183, 200, 378, 444

181A TCE, 146, 162, 164, 168, 183, 186-189, 220, 409, 726

235 TCE, 19, 39, 40, 41, 50-53, 55, 56, 58, 61, 66-68, 72, 81, 119, 140, 157, 158, 190, 197, 198, 200, 224, 273, 551, 560, 951, 1059

303 TCE, 105

304 TCE, 105

TCEE, 3, 17-19, 21, 40, 41, 43, 46, 47, 49, 52, 53, 56, 70, 72, 81, 82, 89, 119, 200, 215, 216, 224, 272, 273, 333, 442, 560, 659, 668, 907

3 TCEE, 70, 72

128 TCEE, 17, 19, 39-43, 45, 47, 49, 50, 53, 55, 56, 61, 72, 80-82, 560, 918, 1059

235 TCEE, 19, 39-41, 50-53, 55, 56, 58, 61, 72, 81, 119, 140, 190, 199, 200, 224, 273, 560, 951, 1059

Tempus (programme), 3, 42, 52, 53, 56, 58, 67, 81, 100, 186, 220, 380, 383, 384, 386-388, 391, 394, 414, 426, 486, 505, 506, 516, 526, 528, 537, 552, 602, 617, 619, 621-626, 630, 646, 660, 661, 883, 906, 926, 936, 943, 944, 951-953, 975, 976, 985, 986, 1009, 1010, 1019, 1059

Tennah-Durez contre Conseil national de l'Ordre des médecins, 344-346, 1006

TFUE, 3, 27-29, 41, 57, 60, 64, 66, 68, 69, 71, 78, 79, 82, 85, 94, 95, 101, 106, 107, 109, 118, 125, 126, 128, 130, 133-135, 138, 141, 142, 146, 151-153, 155, 156, 159, 160, 163, 166, 167, 178-180, 182, 183, 185, 186, 189, 197, 202-205, 209, 213, 214, 216-219, 235, 236, 244-248, 251, 253, 254, 263-266, 269, 271, 272, 276, 281, 282, 285, 288, 289, 291, 297, 299, 302, 303, 305-307, 316, 317, 320, 328, 330, 350-353, 356, 358, 366, 374, 375, 379, 408, 409, 416, 420, 427, 428, 432, 439, 451, 488-490, 498, 511, 532, 533, 539, 565, 567, 655, 656, 659-661, 667, 704, 705, 708, 882, 898-900, 906, 934, 938, 1011, 1059

2 TFUE, 27, 95, 155, 214, 322, 326, 358, 409, 705

4 TFUE, 27, 28, 66, 94, 138, 215, 288, 324, 499, 518, 725

8 TFUE, 71, 451

9 TFUE, 20, 30, 70, 71, 76-78, 82, 133, 138, 488, 489, 494, 585, 891, 898, 1059

78 TFUE, 303, 305, 307, 320, 322

79 TFUE, 303, 305, 307, 310, 312, 416

165 TFUE, 20, 27, 29, 31, 35, 37, 60, 68, 78, 82, 84, 85, 95, 97, 105, 107, 109, 118, 124-128, 134, 139, 142, 144, 145, 155, 193, 208, 263, 285, 286, 304, 364, 367, 368, 411, 412, 416, 427, 487-490, 494, 585, 628, 760, 891, 898-900

166 TFUE, 58, 60, 64, 65, 118, 123, 125, 263, 378, 416, 426, 427, 429, 487, 492

168 TFUE, 251-254, 362, 363, 367, 489, 490, 494
173 TFUE, 60, 565
182 TFUE, 283, 284, 289, 291,
186 TFUE, 283, 291, 297-299
191 TFUE, 265, 268, 269, 274, 363
192 TFUE, 268-270, 274, 276, 416
205 TFUE, 79, 146, 152
207 TFUE, 167, 185, 186, 205, 208, 213, 214, 216-219, 245, 248, 366, 416, 419, 420, 1059
208 TFUE, 146, 148, 152, 153, 155, 156, 159, 163, 179-181, 252, 254, 271, 411, 423, 490, 641, 726, 771, 788, 789, 899
209 TFUE, 159, 164, 166, 167, 180, 182, 185, 217, 405, 408, 416, 420
210 TFUE, 159, 173, 182, 789, 797
211 TFUE, 159, 160, 179, 183, 247
212 TFUE, 62, 146, 183-186, 189, 218, 247, 378, 394, 408, 463, 480, 726
214 TFUE, 190, 193, 194, 197, 203, 204, 245
220 TFUE, 104, 105
352 TFUE, 51, 58, 68, 69

Torinet, 555, 556

travailleur saisonnier, 305, 323, 950

triangle de la connaissance, 284, 286, 289, 293, 299, 363, 367, 403, 560, 563, 898

TUE, 3, 16, 28, 78, 79, 88, 89, 97, 105, 106, 126, 136, 152, 157, 160, 162, 174, 202, 229, 232-237, 242, 243, 245, 246, 249, 302, 325, 350, 351, 353-357, 375, 379, 380, 409, 428, 478, 489, 495, 505, 506, 511, 512, 523, 804, 906, 962-964, 997
2 TUE, 77, 79, 232-234, 238, 265, 355, 481, 505
3 TUE, 77, 79, 180, 190, 244, 245, 353, 355, 374, 375, 478, 499, 786, 962
6 TUE, 78, 97, 105, 126, 219, 428, 478, 479
11 TUE, 162, 168, 186, 225, 233, 235, 478, 500
14 TUE, 228, 229, 237
15 TUE, 231, 234, 235, 512
21 TUE, 78, 79, 97, 146, 152, 163, 180, 219, 231, 236, 243, 244, 245, 249, 478
24 TUE, 225
47 TUE, 79, 238, 239, 241, 249

Tuning, 404, 568, 653, 684, 715, 716, 718, 1022

Turin (processus), 551, 554-556, 824, 897, 990, 1059

Turquie, 111, 112, 114, 120-122, 166, 172, 257, 273, 275, 279, 288, 300, 327, 337, 389-391, 413, 462, 510, 554, 569, 606, 610-612, 624, 634, 659, 701, 919, 922, 925, 935, 937, 939, 946, 953, 958, 965, 966, 975, 976, 983, 995

twinning, 548, 1020

U

UNESCO, 3, 8, 12-15, 18, 104, 145, 175, 188, 199, 206, 220, 260, 297, 334, 335, 386, 391, 422, 436, 445, 446, 455, 467, 507, 596-598, 600-604, 609, 610, 612, 618, 635, 644, 645, 652, 653, 672, 699, 704, 707, 712, 713, 723, 729, 730, 733, 740-742, 745, 748, 749, 755, 783, 785, 812, 815, 823, 824, 832, 833, 840, 847, 848, 850, 853, 854, 858, 859, 862, 865, 868, 877, 883, 889, 905, 929, 1012, 1016-1019, 1059

Union africaine (UA), 3, 232, 401, 403, 404, 512, 538, 653, 666, 710, 714-718, 778, 945, 963, 964, 998, 999, 1000, 1022

universités, 19, 46, 47, 50, 51, 53, 55, 66, 94, 100, 103, 107, 176, 193, 197, 204, 207, 226, 228, 231, 232, 250, 281-283, 286, 294, 299, 380, 388, 389, 397, 398, 401, 404, 417, 418, 450, 474, 483, 486, 499, 505, 506, 512, 516, 542, 545, 563, 564, 600, 608, 615, 621-628, 631, 632, 646, 652, 653, 673, 679, 680, 686, 708, 709, 714-719, 830, 833, 835, 848, 849, 880, 883, 906, 911, 915, 938, 980, 1000, 1008, 1009, 1022

V

Vulcanus (programme), 59, 686

Z

ZAOUI c/ Commission, 884, 1007

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	8
PARTIE I - UNE ACTION EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE CARACTÉRISÉE PAR L'INTRICATION DES COMPÉTENCES DE L'UE	34
TITRE I - L'INTRICATION DES COMPÉTENCES, CARACTÉRISTIQUE DU VOLET EXTERNE DE L'ÉDUCATION	38
Chapitre I - Multiplicité des fondements originels de la compétence externe communautaire en matière éducative : facteur d'enchevêtrement de compétences	39
<i>Section 1 - Les fondements palliatifs à l'absence de compétence matérielle spécifique</i>	40
Paragraphe 1 - Un enchevêtrement de bases juridiques indispensable avant le Traité de Maastricht	41
A. Le recours à la base juridique de l'article 128 TCEE : analyse jurisprudentielle de l'interaction matérielle des domaines de compétence	42
B. L'article 235 TCEE, fondement juridique unique de la coopération extérieure communautaire dans le domaine éducatif	51
Paragraphe 2 - La survivance de l'intrication des compétences après le Traité de Maastricht	57
A. L'entremêlement de bases juridiques lié à l'interconnexion des domaines de compétence	58
B. Un usage sporadique de la clause de flexibilité en matière éducative	66
<i>Section 2 - L'appui à la compétence externe éducative de l'UE : la clause d'intégration transversale de l'objectif éducatif</i>	70
Paragraphe 1 - La détermination d'un objectif général en matière d'éducation, facteur d'enchevêtrement de compétences	71
Paragraphe 2 - L'évolution juridique en faveur d'une clause sociale horizontale	76
Conclusion du Chapitre I	80
Chapitre II - Consécration et mise en œuvre de la compétence externe en matière éducative : bilan d'application et perspectives d'évolution	83
<i>Section 1 - L'établissement d'une compétence communautaire en matière éducative</i>	85
Paragraphe 1 - La détermination d'une compétence complémentaire générale	86
A. Un moyen d'action permanent : encourager la coopération entre les Etats membres	86
B. Un moyen d'action conditionné: appuyer et compléter l'action des Etats membres dans le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité	87
Paragraphe 2 - La fixation d'un cadre strict à l'action communautaire	91
A. Les limites à l'action communautaire fixées par le Traité	91
B. La procédure applicable à l'action communautaire en matière éducative	93
C. La détermination incomplète du champ d'application de l'action communautaire en matière d'éducation	94
<i>Section 2 - Mise en œuvre de la compétence en matière éducative</i>	97
Paragraphe 1 - La portée matérielle de la compétence externe en matière d'éducation	97
A. D'une compétence complémentaire générale en matière d'éducation à une compétence internationale partagée CE/Etats membres	98
B. Favoriser la coopération avec les pays tiers, un objectif renforcé depuis 2001	100
C. Favoriser la coopération avec les organisations internationales compétentes en matière d'éducation	104
Paragraphe 2 - Les particularités entourant la détermination du fondement juridique de compétences externes	107
	1030

A. La marginalisation de la base juridique spécifique de compétence dans le domaine éducatif	107
B. L'application extensive de la base juridique spécifique de compétence à des domaines connexes à l'éducation formelle	119
1. Le lien étroit entre éducation et jeunesse	119
2. L'éducation et le sport	126
Section 3 - Perspectives d'évolution de la compétence de l'UE en matière éducative	128
Paragraphe 1 - Le maintien d'une compétence d'appui de l'UE en matière éducative	128
A. L'approche rétrograde initiée par le projet de Traité instituant une Constitution pour l'Europe : des compétences complémentaires aux « mesures d'appui discrètes »	129
B. Le maintien de la compétence d'appui consacrée par le TFUE	133
Paragraphe 2 - L'interprétation extensive du champ d'action de l'UE en matière éducative : le manque d'innovation du TFUE	135
Conclusion Chapitre II	137
Conclusion Titre I	140
TITRE II - L'INTRICATION DES OBJECTIFS LIÉE À L'INTERACTION MATÉRIELLE DES DOMAINES DE COMPÉTENCE DE L'UE	143
Chapitre I - Le volet éducatif dans le cadre des politiques extérieures de l'UE	145
Section 1 - L'éducation en matière de coopération d'aide au développement	145
Paragraphe 1 - La dimension éducative des objectifs généraux de coopération au développement	146
A. Le champ d'application substantiel des actions éducatives en matière de coopération au développement	146
1. La dimension éducative des objectifs de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement économique	148
2. L'éducation dans le cadre de la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit et de la protection des droits de l'Homme	150
3. Implications du caractère transversal de la politique de coopération et d'aide au développement sur la politique externe éducative	152
B. Analyse des actions externes éducatives basées sur la compétence en matière de coopération au développement	156
1. L'article 177 TCE : une base juridique 'aimantée'	156
2. Evolution des actions éducatives en matière de coopération au développement	159
3. L'adoption d'actions éducatives en matière d'aide au développement suite à l'entrée en vigueur du Traité modificatif de Lisbonne	179
Paragraphe 2 - L'éducation en matière de coopération économique, financière et technique	183
Section 2 - L'éducation en matière d'aide humanitaire	190
Paragraphe 1 - Le volet éducatif de l'assistance humanitaire de la CE	190
A. Définition rationae materiae des actions éducatives communautaires en matière d'aide humanitaire	191
B. L'intrication des fondements juridiques des actions éducatives communautaires en matière humanitaire	197
Paragraphe 2 - L'action éducative en matière d'assistance humanitaire après le Traité modificatif de Lisbonne	203
Section 3 - La dimension éducative de la politique commerciale commune de l'UE	204
Paragraphe 1 - L'affirmation progressive d'une compétence exclusive de l'UE en matière de service de l'éducation	206
A. Les critères de détermination du service de l'éducation inclus dans le GATS	206

B. D'une compétence partagée à une compétence exclusive en matière de service d'éducation	209
1. La détermination jurisprudentielle de la compétence communautaire en matière de service de l'éducation dans le cadre de la politique commerciale commune : une jurisprudence pragmatique	210
2. Les apports du Traité d'Amsterdam : la consécration d'une compétence communautaire exclusive limitée dans le domaine des services	211
3. Les apports spécifiques du Traité de Nice : extension de la compétence exclusive aux services et maintien de la compétence partagée pour les services de l'éducation	212
4. La reconnaissance de la compétence exclusive de l'UE en matière de commerce des services de l'éducation : l'article 207 TFUE	213
Paragraphe 2 - Analyse des actions éducatives en matière de politique commerciale commune	215
<i>Section 4 - L'éducation dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune</i>	225
Paragraphe 1 - La multifonctionnalité de l'éducation en matière de PESC	227
A. L'éducation, un moyen d'action et de sensibilisation	228
B. L'éducation, une finalité de la PESC	232
C. L'éducation, une limitation pertinente à la portée des mesures restrictives	234
Paragraphe 2 - L'impact de l'enchevêtrement de compétences entre la PESC et la politique de coopération au développement sur l'adoption de mesures éducatives en matière de PESC	235
A. Les apports de la jurisprudence Commission c/ Conseil du 20 mai 2008	237
1. L'insécurité juridique liée à l'intrication de compétences découlant de la similitude des objectifs poursuivis dans le cadre de la PESC et de la coopération au développement	237
2. Une solution jurisprudentielle illustrant l'intrication des compétences en matière éducative et justifiant la rareté des actes éducatifs en matière de PESC	241
B. Le renforcement de la cohérence de l'action externe de l'UE en matière d'éducation à la démocratie et aux Droits de l'Homme suite au Traité modificatif de Lisbonne	243
Conclusion Chapitre I	247
Chapitre II – La composante éducative dans le cadre du volet externe des politiques internes de l'UE	250
<i>Section 1 - Mesures éducatives adoptées en matière de santé</i>	251
Paragraphe 1 - Analyse historique de la prise en compte de l'éducation dans les actes de l'UE en matière de santé présentant une dimension externe	252
A. Vers un renforcement des mesures éducatives dans le cadre du volet externe de la politique de l'UE en matière de santé	252
B. Les mesures éducatives intégrées aux actes relatifs à la santé en matière de coopération au développement	254
Paragraphe 2 - Analyse substantielle des mesures éducatives intégrées aux actes de l'UE en matière de santé ayant un volet externe	256
A. L'éducation dans les programmes de santé ouverts à la participation des pays tiers	257
B. Participation de la CE aux mesures éducatives prévues par les conventions internationales en matière de santé	262
<i>Section 2 - Les mesures éducatives environnementales</i>	265
Paragraphe 1 - Analyse <i>rationae temporis</i> des actes externes à composante éducative adoptés dans le cadre de la coopération de l'UE en matière environnementale	268

A. Vers une diminution des actes externes environnementaux contenant un volet éducatif	269
B. Les mesures éducatives intégrées aux actes environnementaux adoptés dans le cadre de l'aide au développement	271
Paragraphe 2 - Analyse <i>rationae materiae</i> des actes externes environnementaux comprenant un volet éducatif	272
<i>Section 3 - L'éducation dans le cadre de la politique de la recherche</i>	281
Paragraphe 1 - L'éducation dans la construction et le rayonnement international de l'EER	282
A. La prise en compte de l'action éducative de l'UE en matière de recherche	285
1. L'impact de la transversalité de la politique de la recherche dans le secteur éducatif	285
2. La prise en compte de l'éducation dans les programmes-cadres de recherche	288
B. L'ouverture de l'EER : la participation des pays tiers aux objectifs éducatifs du programme cadre en matière de recherche	294
Paragraphe 2 - Analyse des actions éducatives en matière de coopération internationale dans le domaine de la recherche	297
<i>Section 4 - L'éducation dans le cadre de la mise en place d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice</i>	302
Paragraphe 1 - Le droit à l'éducation en matière d'asile et d'immigration	303
A. Les objectifs de l'action externe éducative en matière de migration	307
1. Favoriser l'accessibilité et l'amélioration de la qualité du service d'éducation dans les PED pour endiguer les flux migratoires massifs et la fuite des cerveaux	308
2. Soutenir l'intégration des ressortissants étrangers résidant dans l'UE : la garantie de l'accès au service d'éducation dans des conditions analogues aux ressortissants de l'Etat d'accueil	309
B. Etude de la dimension éducative des actes communautaires adoptés sur le fondement de l'article 63 TCE en matière de protection des droits des ressortissants des pays tiers dans l'UE	311
1. Le droit à l'éducation pour les ressortissants des pays tiers, ayant le statut de résident de longue durée : la directive 2003/109/CE du 25 novembre 2003	312
2. Le droit à l'éducation pour les membres de la famille du résident légal : la directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003	313
3. Le droit à l'éducation pour les demandeurs d'asile : étude de la directive 2003/9/CE du 27 janvier 2003, de la proposition modifiée du 1 ^{er} juin 2011 et de la directive 2013/33/UE du 26 juin 2013	314
4. Le droit à l'éducation pour les personnes déplacées : la directive 2001/55/CE du 20 juillet 2001	318
5. Le droit à l'éducation pour les ressortissants de pays tiers prétendant au statut de réfugié ou à une protection internationale : la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 (remplaçant la directive 2004/83/CE du 29 avril 2004)	319
6. Le droit à l'éducation pour les mineurs en situation précaire	321
7. Le renforcement de la protection des droits des ressortissants des pays tiers dans l'UE suite au Traité modificatif de Lisbonne : la mise en place d'un 'statut uniforme'	322
Paragraphe 2 - L'établissement d'une cinquième liberté dans l'UE : la libre circulation de la connaissance pour tous	324
A. La libre circulation à des fins d'études pour les ressortissants des pays tiers	325
B. La reconnaissance des diplômes : analyse des difficultés liées aux diplômes obtenus dans un pays tiers à l'UE	333

1. Portée des arrêts CJCE du 9 février 1994 : les affaires <i>Tawil Albertini</i> et <i>Haim</i>	336
2. Portée de l'arrêt CJCE du 14 septembre 2000 : l'affaire <i>Hocsman</i>	339
3. Portée de l'arrêt CJCE du 21 janvier 2008 : l'affaire <i>Mayeur</i>	342
4. Portée de l'arrêt CJCE du 19 juin 2003 : l'affaire <i>Tennah Durez</i>	345
5. Apports et limites de la directive 2005/36 du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles	347
Paragraphe 3 - Panorama des actions extérieures éducatives dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale	350
A. L'éducation, une finalité de la coopération policière et judiciaire en matière pénale	354
B. L'éducation, un instrument d'action dans l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice	356
C. La prise en compte de l'éducation dans le programme de Stockholm pour une 'Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens'	361
Conclusion Chapitre II	362
Conclusion Titre II	366
Conclusion Partie I	368
PARTIE II - UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE ÉDIFIÉE PAR	
L'IMBRICATION STRATÉGIQUE DES INSTRUMENTS ET OBJECTIFS	370
TITRE I - L'IMBRICATION DES MOYENS STRUCTURELS ET FONCTIONNELS, FONDEMENT D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE DE L'UE	372
Chapitre I - La visualisation de la mosaïque éducative par l'interaction des moyens	375
<i>Section 1 - L'approche globaliste : vers la reconnaissance d'une politique extérieure à part entière de l'UE en matière éducative</i>	376
Paragraphe 1 - Les nouvelles stratégies extérieures globales de l'UE, ' <i>pièce angulaire</i> ' d'une politique extérieure de l'éducation	378
A. L'impact de la rationalisation de l'action extérieure de l'UE sur les mesures externes éducatives	379
1. L'éducation dans le cadre de la politique européenne de voisinage	380
2. L'éducation dans le cadre de la politique de préadhésion	389
3. L'éducation dans le cadre de la politique de coopération au développement	395
a) L'éducation dans les programmes géographiques de coopération au développement	396
b) L'éducation dans les programmes thématiques de coopération au développement	404
4. L'éducation en matière de coopération avec les pays industrialisés et les autres pays et territoires à revenu élevé	406
B. Le traitement de la question éducative dans les accords généraux fondés sur une combinaison de bases juridiques	409
1. L'éducation dans les accords généraux basés sur une combinaison multiple de bases juridiques : une méthode à mieux exploiter	412
2. L'apport de la combinaison particulière des bases juridiques 'développement', 'commerce' et 'environnement', fondement de la stratégie globale de développement en matière éducative	416
a) Le développement d'actions éducatives dans le cadre d'actes fondés sur la combinaison des bases juridiques 'développement' et 'commerce'	417
b) Le développement d'actions éducatives dans le cadre d'actes fondés sur la combinaison des bases juridiques 'développement' et 'environnement'	421
3. La combinaison particulière des bases juridiques 'éducation' et 'formation', fondement de la Stratégie de Lisbonne	425

Paragraphe 2 - Les concepts holistiques de l'éducation, éléments structurants d'une politique à part entière de l'UE en matière éducative	435
A. Une action extérieure éducative de l'UE étendue à l'éducation non formelle et informelle	435
B. Analyse des concepts	439
1. Le concept d'éducation et de formation tout au long de la vie : une approche holistique des formes d'éducation	439
2. Le concept d'éducation au développement : une approche holistique des finalités éducatives	441
3. Le concept d'éducation inclusive : une approche holistique des apprenants	446
<i>Section 2 - L'approche intégrée : la consécration d'une politique extérieure transversale de l'UE en matière éducative</i>	448
Paragraphe 1 - La contribution indispensable de la politique extérieure éducative aux politiques transversales : illustration en matière d'égalité des genres	449
A. La promotion de l'égalité homme-femme dans le cadre des volets économique et politique de la politique éducative de l'UE	453
1. L'égalité des sexes dans le cadre du volet éducatif de Lisbonne	453
2. La promotion de l'égalité des genres dans le cadre de la Stratégie éducative de l'UE en matière de réduction de la pauvreté et de promotion du développement durable	456
a) L'éducation, élément incontournable de la promotion de l'égalité homme femme : analyse de la Stratégie de l'UE pour l'égalité homme-femme	457
b) La participation de l'UE aux actions internationales en matière d'éducation et d'égalité des genres	459
3. L'accès des femmes à l'éducation, critère d'évaluation du respect du principe d'égalité homme-femme par les pays partenaires de l'UE	462
a) En matière de pré adhésion	462
b) Dans le cadre de la politique de voisinage	463
c) Dans le cadre de la coopération au développement	465
B. L'éducation, instrument incontournable de réalisation de l'égalité homme-femme : les enjeux de la culture d'égalité des sexes en matière d'aide au développement	465
1. La réduction de la pauvreté par l'éducation des filles	466
a) La féminisation de la pauvreté : la participation de l'UE à la réalisation de l'OMD 3 visant à « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes »	467
b) Lutter contre la précarité des femmes par l'éducation à la santé : OMD 5 « Améliorer la santé maternelle »	468
2. L'impact politique et économique de 'l'éducation à la culture de l'égalité des sexes'	469
a) L'impact démocratique de la culture de l'égalité des sexes	470
b) La lutte contre les stéréotypes, facteur déterminant de la croissance économique	471
Paragraphe 2 - Vers une approche transversale <i>de jure</i> de l'éducation	475
A. La nature transversale de la politique extérieure de l'éducation : multifonctionnalité et interdisciplinarité de l'éducation	476
1. L'éducation, une notion multifonction	477
2. L'insertion de la composante éducative au sein de politiques transversales de l'UE : illustration de l'interdisciplinarité de l'éducation	478

B. Les éléments juridiques en faveur de la reconnaissance d'une politique extérieure transversale de l'éducation : la judiciarisation d'une politique d' <i>'education main streaming'</i> de fait	482
1. Analyse et conséquences de l'étude d'Europaid en matière d'aspects transversaux des relations extérieures	482
2. L'influence des programmes éducatifs de l'UE	483
a) L'adoption d'un programme intégré d'éducation tout au long de la vie	484
b) Le renforcement de l'intégration en 2014-2020 : 'Erasmus +'	485
3. Le choix de la formulation juridique la plus adéquate à la consécration <i>de jure</i> de la transversalité de la politique extérieure éducative	487
a) L'article 9 TFUE, reconnaissance explicite de la transversalité de l'action de l'UE dans le secteur éducatif	488
b) Propositions de formulation des dispositions relatives à l'approche intégrée de la politique éducative	489
Conclusion du Chapitre I	492
Chapitre II - La structuration de l'édifice éducatif de l'UE par l'interactivité des acteurs	495
<i>Section I - Un maillage institutionnel caractérisé par la complémentarité fonctionnelle</i>	495
Paragraphe 1 - L'élaboration de la politique extérieure éducative de l'UE : une articulation organisationnelle rationalisée	498
A. La détermination d'un champ d'action institutionnelle encadré	499
1. Un processus soumis à une exigence de consultation et de motivation	499
2. Un cadre procédural assurant une répartition équilibrée des pouvoirs	503
a) Le rôle prospectif de la Commission et du Haut Représentant	504
b) Le pouvoir d'orientation et de décision du Conseil de l'UE	506
c) Le pouvoir décisionnaire et d'impulsion du Parlement européen	508
3. Une représentation extérieure identifiable et accessible sur le terrain, gage de cohérence de l'action institutionnelle	512
B. L'importance du rôle dévolu aux organes consultatifs	514
1. Le rôle de conseil du Conseil Economique et Social Européen	514
2. Le rôle du Comité des Régions	520
Paragraphe 2 - L'exécution de la politique externe éducative : une articulation organisationnelle axée sur la technicité	522
A. Le rôle prépondérant de la Commission en matière de gestion et d'exécution des actes éducatifs de l'UE	523
1. Une spécialisation intra institutionnelle de qualité	523
a) La DG EAC, gestionnaire des programmes de l'UE en matière éducative	523
b) La DG DEVCO, gestionnaire de la politique sectorielle éducative en matière de coopération au développement	524
c) Un contrôle optimal des programmes éducatifs de l'UE garanti par la coopération intra institutionnelle	525
2. Un pouvoir d'exécution sous contrôle : une procédure d'information en matière de mesures de sélection à maintenir	527
B. Les modalités d'exécution de la politique extérieure éducative de l'UE	534
1. L'exécution par l'administration centrale	534
a) L'Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture » (EACEA)	535
b) Le SEAE	537
2. L'exécution de proximité	539
a) L'exécution de la politique extérieure éducative par le financement de projets éducatifs locaux et d'éducation au développement	541

b) Les autorités décentralisées, partenaires incontournables de l'UE en matière éducative	546
<i>Section 2 – L'institutionnalisation de la coopération extérieure de l'UE en matière éducative</i>	549
Paragraphe 1 - La spécialisation des acteurs de l'UE, 'ossature' de la politique extérieure éducative de l'UE	549
A. L'institutionnalisation de l'aide extérieure de l'UE en matière d'enseignement et de formation professionnels : la Fondation européenne pour la formation	551
1. Le renforcement des capacités des pays tiers en matière de réforme de l'enseignement et de la formation professionnels	553
a) Le processus de Turin	554
b) Les objectifs prioritaires du programme de travail de la Fondation pour l'année 2014	556
2. la FEF, un expert au service de la Commission	557
B. L'institutionnalisation de la promotion internationale de l'excellence européenne en matière d'enseignement et de formation professionnelle : le CEDEFOP et l'EIT	559
1. LE CEDEFOP	560
2. L'EIT, « étendard européen de l'excellence en matière de recherche, d'enseignement et d'innovation »	563
Paragraphe 2 – L'institutionnalisation des relations de l'UE avec ses partenaires dans le secteur éducatif	565
A. L'institutionnalisation des partenariats internationaux de l'UE dans le secteur éducatif	566
1. L'établissement de commissions mixtes dans les accords externes de l'UE en matière d'enseignement supérieur	567
2. L'institutionnalisation de la coopération sectorielle en matière éducative dans les accords d'association	568
a) L'éducation dans les travaux des conseils d'association de pré admission	569
b) L'éducation dans les travaux des conseils d'association de proximité	571
c) L'éducation dans les travaux des conseils d'association de co-développement	573
d) L'éducation dans les travaux des conseils d'association spécifique : UE-AELE	574
3. Le dialogue 'structuré'	576
B. Les assemblées parlementaires paritaires	577
1. L'Assemblée parlementaire paritaire ACP UE	578
2. Création de l'Assemblée EURONEST	581
Conclusion du Chapitre II	583
Conclusion du Titre I	585
TITRE II - L'IMBRICATION DES OBJECTIFS, FACTEUR D'INTÉGRATION DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ÉDUCATIVE	587
Chapitre I – Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive...et la plus solidaire	590
<i>Section 1 - L'EEES, une expérience profitable à tous</i>	592
Paragraphe 1 – L'ouverture sur le monde de l'espace européen d'enseignement supérieur	595
A. L'ouverture matérielle et géographique de l'EEES	595
1. L'impact de la coopération ENIC NARIC sur la dimension externe de l'EEES	596

a) L'influence du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO dans l'élaboration et l'ouverture de l'EEES par le biais de la coopération ENIC NARIC	597
b) L'ouverture induite par la promotion communautaire de la Convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne : portée et limites	603
c) L'influence du Comité d'identification de Lisbonne dans l'élaboration et l'ouverture de l'EEES	607
2. L'ouverture géographique de l'EEES	609
a) Une ouverture progressive de l'EEES	610
b) La vocation interrégionale de l'EEES : d'un espace européen géographique à un espace européen idéologique d'enseignement supérieur	613
B. L'internationalisation des programmes de coopération en matière d'éducation	616
1. L'ouverture internationale des programmes intra-communautaires	617
2. L'extension géographique des programmes de coopération extérieure dans le domaine éducatif	619
a) La vocation internationale du programme JEUNESSE	619
b) L'extension géographique du programme régional extérieur TEMPUS : vers l'internationalisation	621
3. L'établissement d'un programme communautaire général de coopération extérieure avec les pays tiers dans le domaine de l'enseignement supérieur : ERASMUS MUNDUS	626
a) ERASMUS MUNDUS, « emblème de la coopération de l'UE avec les pays tiers »	627
b) Les enseignements de l'évaluation du programme pour la période 2004-2008	628
c) Analyse de la nouvelle mouture Erasmus Mundus II (2009-2013) : avancée et axes d'amélioration	633
4. L'ouverture au monde du programme intégré 'ERASMUS+'	638
Paragraphe 2 - La compatibilité du volet éducatif de Lisbonne avec les objectifs de la coopération de l'UE en matière d'aide au développement	639
A. L'encadrement de la Stratégie de Lisbonne liée à la cohérence des relations extérieures	640
1. La consécration de la primauté des objectifs de coopération au développement sur l'Objectif de Lisbonne	641
a) La contribution de l'UE à l'intégration des PED dans l'économie mondiale de la connaissance : un objectif secondaire	642
b) L'influence des engagements de l'UE en matière d'aide au développement sur la mise en œuvre du processus de Lisbonne	644
2. La recherche constante de légitimation du processus de Lisbonne face au problème mondialisé de la fuite des cerveaux	646
B. La contribution du volet éducatif de Lisbonne à la réalisation des objectifs de coopération au développement	648
1. La synergie entre la Stratégie de Lisbonne et la Stratégie de coopération au développement : une complémentarité fondée sur la poursuite d'objectifs similaires	648
a) L'investissement dans le capital humain, instrument de développement et de compétitivité	649
b) L'effet catalyseur du volet éducatif sur le développement régional par l'intégration des systèmes d'enseignement des pays tiers dans un espace commun	652

2. La mise en place d'un système d'enseignement et de recherche d'excellence au service de la gestion des problèmes mondiaux de développement	654
a) Le développement d'une politique commune de recherche visant à améliorer la vie des populations des PED	654
b) L'exemple du partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques	655
<i>Section 2 - L'intensification de la coopération extérieure dans le domaine éducatif</i>	657
Paragraphe 1 - Echanger pour s'enrichir : s'enrichir par l'échange de bonnes pratiques éducatives	658
A. L'approche modulée des accords d'association en matière éducative	659
1. L'éducation en matière d'association de préadmission	660
2. L'éducation en matière d'association de proximité	662
3. L'éducation en matière d'association partenariale de co-développement : l'association ACP	663
4. L'éducation en matière d'association privilégiée	667
a) L'association des pays et territoires d'Outre-mer prévue par l'article 198 TFUE (ex 182 TCE)	667
b) L'éducation en matière d'association spécifique : l'association EEE	669
B. Le renforcement de la conclusion d'accords sectoriels en matière d'enseignement supérieur, de formation et de jeunesse	671
1. S'enrichir par l'intensification des échanges face aux nouveaux défis de l'économie mondialisée de la connaissance	672
2. Le renforcement de la coopération entre l'UE, les Etats-Unis et le Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur	673
a) La coopération UE - Etats-Unis en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement et de formation professionnels	674
b) L'intensification de la coopération UE-Canada dans le domaine de l'enseignement supérieur	679
3. La coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée	683
a) L'accord UE-Australie	684
b) L'accord UE-Nouvelle Zélande	685
c) L'accord UE-Japon	686
d) L'accord UE - République de Corée du Sud	687
e) Le choix stratégique d'un appel à proposition multilatéral relatif au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec les pays industrialisés : la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation entre l'UE et l'Australie, le Japon, la Nouvelle Zélande et la République de Corée	688
Paragraphe 2 - S'enrichir pour échanger : l'intensification de la coopération extérieure de l'UE en matière de libéralisation du service d'éducation	690
A. La participation de l'UE aux négociations internationales de libéralisation progressive du service de l'éducation	692
1. Un engagement progressif de l'UE en matière de réglementation du service d'éducation libéralisé	693
a) L'absence regrettable de propositions de l'UE en matière la libéralisation du service d'éducation	694
b) Analyse de l'offre de l'UE en matière de libéralisation du service d'éducation	696

c) L'engagement volontaire de l'UE dans la poursuite du processus de libéralisation des services d'éducation	700
2. Les prédispositions de l'UE à mener les négociations en matière de libéralisation du service d'éducation	702
a) La nécessité d'élaborer des critères de qualité acceptables et fiables	703
b) L'apport de l'expérience de l'UE en matière de libre circulation des services dans le marché intérieur	704
B. La participation de l'UE à l'engagement unique de Doha : inscrire la libéralisation du service d'éducation dans l'aide au développement	710
1. Le 'néo régionalisme' éducatif face à la libéralisation du service d'éducation	711
2. La stratégie de sensibilisation de l'UE à la mise en place d'espaces régionaux d'enseignement supérieur	713
a) Favoriser l'intégration régionale de l'enseignement supérieur dans les pays ACP par la mise en place du programme de mobilité intra ACP	714
b) La mise en place d'un espace d'enseignement supérieur commun entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes : l'EULAC	718
Conclusion du Chapitre I	723
Chapitre II – Participer à la réalisation de l'objectif mondial d'éducation pour tous...dans une perspective compétitive	726
<i>Section 1 - La valeur ajoutée de l'UE à la politique mondiale éducative : un système compétitif au service du développement</i>	728
Paragraphe 1 - L'engagement affirmé de l'UE en faveur du renforcement de l'éducation en matière de lutte contre la pauvreté	728
A. La participation de l'UE aux travaux mondiaux relatifs à l'éducation pour tous	729
1. La consécration de l'objectif mondial d'«Education Pour Tous »	730
a) La participation de l'UE à la Conférence mondiale de Jomtien : premiers pas vers une vision élargie de l'éducation fondamentale	730
b) Le Sommet de Dakar : 'Education pour tous, tenir nos engagements collectifs d'ici à 2015'	731
2. L'intégration de l'éducation pour tous dans les Objectifs mondiaux du Millénaire pour le développement	732
a) Réduire la pauvreté en favorisant l'accès de tous à l'éducation primaire	733
b) La position de l'UE au Sommet de Nations Unies de 2005 relatif à la révision de la Déclaration du Millénaire	733
B. Les atouts de l'expérience de l'UE en matière de détermination des objectifs prioritaires : la fixation de lignes directrices influant sur l'action mondiale	734
1. De l'éducation pour tous à 'l'éducation pour tous tout au long de la vie'	735
a) Analyse de la communication de la Commission du 6 mars 2002 relative à l'éducation et à la formation dans le contexte de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement	737
b) La revalorisation des enjeux négligés : enseignement secondaire, alphabétisation et stade de la petite enfance	740
c) Le renforcement des stratégies de l'UE en matière d'éducation informelle et non formelle	743
2. Les avantages de l'approche multidimensionnelle de l'UE en matière éducative dans le cadre de la coopération au développement	749
a) La réalisation indissociable des objectifs éducatifs liés à la réduction de la pauvreté et au développement économique	751
b) La mise en place d'une stratégie spécifique pour les pays fragilisés	753

Paragraphe 2 - L'UE, un acteur incontournable de la réalisation de l'action mondiale en faveur de l'éducation pour tous d'ici à 2015	755
A. L'inscription de l'objectif d'éducation pour tous dans la stratégie globale et intégrée de l'UE en matière de coopération au développement	756
1. La promotion internationale des valeurs éducatives européennes : améliorer l'accessibilité et la qualité des systèmes éducatifs des pays en développement	757
a) Combattre l'exclusion sociale : une éducation primaire obligatoire, gratuite, accessible à tous	757
b) Améliorer la qualité des systèmes éducatifs des PED	760
2. La vision holistique de l'UE en matière de réalisation des OMD	762
a) L'affirmation de l'UE comme 'partenaire global pour le développement' en matière de réalisation des OMD	763
b) L'adoption de nouvelles modalités de financements ciblées	764
B. L'engagement de l'UE visant à impulser la réalisation des OMD avant fin 2015	767
1. Les recommandations de l'UE visant à accélérer la réalisation des OMD	768
a) Les recommandations de l'UE en vue du Sommet des Nations Unies des 14-16 septembre 2005	768
b) Les recommandations de l'UE en vue du troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide	771
c) L'adoption du Plan d'action UE 2010-2015 visant à accélérer la réalisation des OMD par un financement ciblé, en vue du Sommet des Nations Unies des 20-22 septembre 2010	773
2. La participation financière de l'UE à l'Initiative internationale de mise en œuvre accélérée du programme « Education pour tous » : IMO ou Initiative 'Fast Track'	778
<i>Section 2 - L'amélioration continue de la politique extérieure éducative de l'UE en matière de développement</i>	785
Paragraphe 1 - La contribution de l'UE à la garantie des résultats éducatifs : une performance reconnue internationalement en matière d'amélioration de la qualité et de la gestion de l'aide	787
A. L'efficacité de l'approche unitaire de l'UE face au défi mondial de l'éducation pour tous	788
1. Le renforcement de l'unité de conduite de l'UE en matière d'application des lignes directrices mondiales d'amélioration de l'aide au développement	789
a) L'adhésion de l'UE aux lignes directrices internationales de renforcement de l'efficacité de l'aide	789
b) Les enseignements tirés de l'évaluation de la politique d'aide au développement de l'UE effectuée dans le cadre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE	795
c) Les enseignements tirés de l'enquête indépendante d'évaluation et de suivi de la mise en œuvre par l'UE des engagements de Paris	796
2. L'adoption de positions communes d'amélioration de la politique extérieure éducative en matière de développement : une garantie de cohérence	797
3. La consolidation de l'unité structurelle de l'UE en matière d'efficacité de l'aide au développement	803
a) La coordination des acteurs de l'UE impulsée par le code de conduite de l'UE sur la division du travail dans la politique de développement	804
b) La contribution de l'UE à l'amélioration des pratiques des donateurs en matière d'harmonisation et de division des tâches	810

B.	L'efficacité de l'approche différenciée de l'UE face à la pluralité des systèmes éducatifs	815
1.	La gestion des particularismes par un engagement ferme de l'UE en faveur de l'appropriation	816
a)	L'utilisation accrue du système national pour la mise en œuvre de l'aide par le développement de l'appui budgétaire	817
b)	La consolidation du système national par une aide axée sur le renforcement des capacités nationales de gestion de l'aide	823
2.	Le respect de l'altérité par l'alignement : la recherche constante d'adéquation des moyens aux besoins éducatifs du pays partenaire	827
a)	Un meilleur alignement par l'écoute de la société civile	829
b)	La revalorisation des ONG, le ' <i>chaînon manquant</i> ' d'une aide au développement efficiente	831
c)	Le rôle de l'entreprise en matière éducative dans le cadre du partenariat pour le développement	834
	Paragraphe 2 - La contribution de l'UE à l'évaluation des résultats éducatifs	838
A.	La participation objective de l'UE à la pratique mondiale d'évaluation des résultats éducatifs : un système basé sur la confiance et la détermination des bonnes pratiques	839
1.	L'imprégnation par l'UE de la culture mondiale de l'évaluation	841
a)	Un renforcement souhaité de l'évaluation des donateurs	841
b)	Une évaluation interne renforcée de la qualité et de l'efficacité de l'aide extérieure	842
c)	Le soutien de l'UE à la mise en place de systèmes nationaux fiables d'évaluation : enseigner l'évaluation	845
2.	L'évaluation des progrès des pays partenaires en matière éducative par l'application d'indicateurs internationalement validés	847
a)	La participation de l'UE à la coopération relative au renforcement de la comparabilité internationale des indicateurs portant sur l'éducation	848
b)	L'adhésion de l'UE à une grille internationale d'indicateurs communs en matière d'évaluation des résultats éducatifs dans le cadre de l'EPT et de l'OMD 'éducation primaire pour tous' : l'amélioration continue d'un système complexe	851
B.	L'implication subjective de l'UE dans l'évaluation des résultats éducatifs des pays partenaires : un système basé sur l'optimisation des moyens et la méritocratie	863
1.	La détermination d'indicateurs européens	864
a)	La mise en place des instruments d'évaluation des progrès réalisés dans le domaine éducatif en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable	864
b)	La valeur ajoutée exploitable des indicateurs de la Stratégie de Lisbonne et de la Stratégie Europe 2020 dans la politique de coopération au développement	870
2.	L'optimisation nécessaire des fonds destinés à l'éducation dans le contexte de crise financière mondiale : une attribution de l'aide guidée par la preuve du résultat	875
a)	L'éducation, secteur prioritaire de la concentration de l'aide au développement de l'UE	875
b)	Conditionnalité de l'aide de l'UE : la responsabilisation du pays partenaire	878
c)	Conditionnalité de l'aide : la responsabilisation de l'UE	882
	Conclusion du Chapitre II	886

Conclusion du Titre II	889
Conclusion Partie II	891
Conclusion générale	893
Bibliographie	904
Index	1017
Table des matières	1029